Eidgenössisches Departement des Innern
Département fédéral de l'intérieur
Dipartimenton federale dell'interno

E D I
D F I
D F I

Révision de 14 ordonnances du domaine des denrées alimentaires et des objets usuels – rapport sur les résultats de l'audition

3003 Berne, octobre 2013

Table des matières

1. Contexte 4

2. Généralités 4

3. Les résultats de l'audition en bref 5

3.1 Remarques générales 5

3.2 Révision partielle de l'ordonnance sur les denrées alimentaires et les objets usuels (ODAlOUs, RS 817.02) 5

3.3 Révision partielle de l'ordonnance sur les substances étrangères et les composants (OSEC, RS 817.021.23) 5

3.4 Révision partielle de l'ordonnance sur l'hygiène (OHyg; RS 817.024.1) 5

3.5 Révision partielle de l'ordonnance sur l'étiquetage et la publicité des denrées alimentaires (OEDAl, RS 817.022.21) 5

3.6 Révision totale de l'ordonnance sur les additifs (OAdd; RS 817.022.31) 6

3.7 Révision partielle de l'ordonnance sur les sucres, les denrées alimentaires sucrées et les produits à base de cacao (RS 817.022.101) 6

3.8 Révision partielle de l'ordonnance sur l'eau potable, l'eau de source et l'eau minérale (RS 817.022.102) 6

3.9 Révision partielle de l'ordonnance sur les aliments spéciaux (RS 817.022.104) 6

3.10 Révision partielle de l'ordonnance sur les huiles et graisses comestibles et leurs dérivés (RS 817.022.105) 6

3.11 Révision partielle de l'ordonnance sur les denrées alimentaires d'origine animale (RS 817.022.108) 6

3.12 Révision totale de l'ordonnance sur les boissons alcooliques (RS 817.022.110) 6

3.13 Révision partielle de l'ordonnance sur les boissons sans alcool (RS 817.022.111) 7

3.14 Révision partielle de l'ordonnance sur l'addition de substances essentielles ou physiologiquement utiles aux denrées alimentaires (RS 817.022.32) 7

3.15 Révision partielle de l'ordonnance sur les objets destinés à entrer en contact avec le corps humain (RS 817.023.41) 7

4. Les avis dans le détail 8

4.1 Remarques générales 8

4.2 Révision partielle de l'ordonnance sur les denrées alimentaires et les objets usuels (ODAlOUs, RS 817.02) 30

Révision partielle de l'ordonnance sur les substances étrangères et les composants (OSEC, RS 817.021.23) 79

4.3 Révision partrielle de l'ordonnance sur l'hygiène (OHyg, RS 817.024.1) 138

4.4 Révision partielle de l'ordonannce sur l'étiquetage et la publicité des denrées alimentaires (OEDAl, RS 817.022.21) 159

4.5 Révision totale de l'ordonnance sur les additifs (OAdd; RS 817.022.31) 261

4.6 Révision partielle de l'ordonnance sur les sucres, les denrées alimentaires sucrées et les produits à base de cacao (RS 817.022.101) 342

4.7 Révision partielle de l'ordonnance sur l'eau potable, l'eau de source et l'eau minérale (RS 817.022.102) 352

4.8 Révision partielle de l'ordonnance sur les aliments spéciaux (RS 817.022.104) 371
4.9 Révision partielle de l'ordonnance sur les huiles et graisses comestibles et leurs dérivés (RS 817.022.105) 421
Révision partielle de l'ordonnance sur les denrées alimentaires d'origine animale (RS 817.022.108)488
4.10 Révision totale de l'ordonnance sur les boissons alcooliques (RS 817.022.110) 534
4.11 Révision partielle de l'ordonnance sur les boissons sans alcool (RS 817.022.111) 594
4.12 Révision partielle de l'ordonnance sur l'addition de substances essentielles ou physiologiquement utiles aux denrées alimentaires (RS 817.022.32).....652
4.13 Révision partielle de l'ordonnance sur les objets destinés à entrer en contact avec le corps humain (RS 817.023.41) 668
Annexe 1: liste des destinataires 691
Annexe 2: données statistiques 696

1. Contexte

La présente révision annuelle du droit alimentaire concerne quatorze ordonnances relevant de la loi sur les denrées alimentaires qui ont été adaptées au droit européen et aux dernières avancées scientifiques et techniques. Une procédure d'audition a été ouverte, car les modifications proposées ont dans certains cas un impact non négligeable sur les acteurs économiques concernés.

L'audition portait sur les ordonnances suivantes :

Ordonnance sur les denrées alimentaires et les objets usuels	(révision partielle)
Ordonnance sur les substances étrangères et les composants	(révision partielle)
Ordonnance sur l'hygiène	(révision partielle)
Ordonnance sur l'étiquetage et la publicité des denrées alimentaires	(révision partielle)
Ordonnance sur les additifs	(révision totale)
Ordonnance sur l'eau potable, l'eau de source et l'eau minérale	(révision partielle)
Ordonnance sur les aliments spéciaux	(révision partielle)
Ordonnance sur les huiles et graisses comestibles et leurs dérivés	(révision partielle)
Ordonnance sur les denrées alimentaires d'origine animale	(révision partielle)
Ordonnance du DFI sur les céréales, les légumineuses, les protéines végétales et leurs dérivés	(révision partielle)
Ordonnance sur les boissons alcooliques	(révision totale)
Ordonnance sur les boissons sans alcool	(révision partielle)
Ordonnance sur l'addition de substances essentielles ou physiologiquement utiles aux denrées alimentaires	(révision partielle)
Ordonnance sur les objets destinés à entrer en contact avec le corps humain	(révision partielle)

2. Généralités

Le Département fédéral de l'intérieur (DFI) a ouvert la procédure d'audition le 15 décembre 2012. Les projets ont été soumis non seulement aux autorités cantonales (organes d'exécution du droit alimentaire) et à l'Office de contrôle des denrées alimentaires et des affaires vétérinaires de la Principauté de Liechtenstein, mais aussi à 118 autres organisation et milieux intéressés (voir annexe 1). L'audition a pris fin le 15 mars 2013.

L'OFSP a reçu 103 prises de position, dont 66 émanant des destinataires consultés et 37 de milieux non consultés (voir statistique à l'annexe 2).

Le présent rapport fait la synthèse des prises de position reçues, ordonnance par ordonnance.

3. Les résultats de l'audition en bref

3.1 Remarques générales

Les cantons et les milieux industriels sont en général favorables à l'harmonisation du droit alimentaire suisse avec celui de l'UE. Les milieux consultés ont relevé l'importance du démantèlement des barrières commerciales et l'adaptation du droit aux avancées de la science et de la technique. Par ailleurs, les milieux industriels ont proposé d'harmoniser dans la mesure du possible les délais transitoires des différentes ordonnances.

3.2 Révision partielle de l'ordonnance sur les denrées alimentaires et les objets usuels (ODAlOUs, RS 817.02)

Les producteurs de lait et de légumes souhaiteraient que les définitions de l'UE concernant les denrées alimentaires ne soient pas reprises dans le droit suisse sous forme de simples références à la législation de l'UE, mais soient citées telles quelles. Les cantons d'Obwald, de Bâle-Ville, d'Uri, de Lucerne et de Soleure demandent l'élargissement de la réglementation sur la traçabilité aux objets usuels. En outre, les délais d'application de ces réglementations devraient être concrétisés. Selon quelques cantons (Obwald, Uri et Lucerne), la disposition sur les microorganismes introduite dans le projet d'ordonnance est dépourvue de base légale dans la loi sur les denrées alimentaires en vigueur, ce qu'ils regrettent.

3.3 Révision partielle de l'ordonnance sur les substances étrangères et les composants (OSEC, RS 817.021.23)

Les cantons, les organisations de consommateurs et les milieux industriels sont favorables d'une manière générale aux adaptations prévues. Ils estiment que l'harmonisation des concentrations maximales pour l'eau minérale avec celles de l'UE est particulièrement judicieuse.
Ils approuvent également les exigences complémentaires concernant les composés chimiques organiques de toxicité inconnues, mais à la structure chimique connue.

3.4 Révision partielle de l'ordonnance sur l'hygiène (OHyg; RS 817.024.1)

Tous les milieux consultés souscrivent en général aux adaptations proposées. Il estiment qu'elles clarifient la réglementation et qu'elles sont nécessaires compte tenu des normes européennes. Les cantons soutiennent tous la volonté de combattre les campylobactérioses.

3.5 Révision partielle de l'ordonnance sur l'étiquetage et la publicité des denrées alimentaires (OEDAl, RS 817.022.21)

L'Association des chimistes cantonaux et les détaillants proposent de reprendre le libellé figurant dans le règlement de l'UE pour désigner les arômes de fumée. Les cantons estiment que la déclaration des allergènes telle que proposée est judicieuse dans l'ensemble ; les détaillants quant à eux voudraient que cette réglementation puisse être appliquée avec souplesse. A l'exception des organisations de consommateurs, les milieux consultés voient d'un bon œil le maintien du caractère facultatif des modalités d'étiquetage nutritionnel dans notre pays. La réglementation proposée laisse une marge de manœuvre pour les cas où l'étiquetage nutritionnel n'a pas de sens. Les milieux industriels et les détaillants se réjouissent de la flexibilité autorisant encore l'utilisation de l'étiquetage nutritionnel restreint, mais, en ce qui concerne l'étiquetage élargi, ils demandent que l'on reprenne telle quelle dans le droit suisse la liste des informations figurant dans le règlement de l'UE en la matière (à savoir le règlement UE concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires).
L'insertion de la disposition relative à la mention « décongelé » n'est pas remise en cause dans son principe, mais les cantons réclament une formulation plus claire.
Les organisations de consommateurs ont estimé qu'il n'était pas judicieux de renoncer à l'indication des ingrédients dans le cas des boissons titrant plus de 1,2% d'alcool en volume. Elles voudraient que cette exigence soit maintenue, car, estiment-elles, c'est un besoin légitime du consommateur de pouvoir s'informer de la composition d'une boisson alcoolisée avant de l'acheter.

3.6 Révision totale de l'ordonnance sur les additifs (OAdd; RS 817.022.31)

Les cantons ont relevé à plusieurs reprises que les préparations d'arômes et les préparations d'additifs ne se sont pas clairement distinguées respectivement des arômes et des additifs et que, par conséquent, les titres figurant dans l'ordonnance ne sont pas clairs. En outre, la nouvelle catégorisation des denrées alimentaires posera selon eux des difficultés pour déterminer les domaines d'application de certains additifs, dès lors que la désignation de ces domaines ne correspond plus toujours à la désignation courante. Cette liste d'application a fait l'objet de nombreuses demandes de corrections de détail.

3.7 Révision partielle de l'ordonnance sur les sucres, les denrées alimentaires sucrées et les produits à base de cacao (RS 817.022.101)

La proposition de biffer de l'ordonnance les exigences minimales relatives à la matière sèche dégraissée de cacao et à la matière grasse lactique des produits à base de chocolat n'est pas judicieuse selon l'ACCS. Celle-ci estime que ces indications, quoique redondantes, devraient être maintenues pour la lisibilité du texte.

3.8 Révision partielle de l'ordonnance sur l'eau potable, l'eau de source et l'eau minérale (RS 817.022.102)

Les modifications de cette ordonnance ont été globalement approuvées par tous les cantons et toutes les associations, notamment parce qu'elles permettent de combler certaines lacunes juridiques (référence à l'OSEC) et de tenir compte de la protection de l'eau comme ressource naturelle. Le canton des Grisons souhaiterait que la notion de « source » soit définie dans l'ordonnance.

3.9 Révision partielle de l'ordonnance sur les aliments spéciaux (RS 817.022.104)

Quelques cantons (OW, BL, LU) approuvent d'une manière générale l'introduction d'une réglementation sur les phytostérols. L'Association des chimistes cantonaux a fait remarquer que l'annexe 12 n'est pas entièrement compatible avec la révision des annexes de l'OEDAl.

3.10 Révision partielle de l'ordonnance sur les huiles et graisses comestibles et leurs dérivés (RS 817.022.105)

Aussi bien les cantons que les organisations de consommateurs approuvent l'adaptation des caractéristiques qualitatives des huiles d'olive aux exigences du droit européen. Néanmoins, il est relevé dans ce contexte que les dispositions de l'UE en matière d'huiles d'olive sont parfois formulées de manière très complexe. En outre, la plupart des cantons voudraient voir maintenue la désignation « vaporisée avec ménagement ».

3.11 Révision partielle de l'ordonnance sur les denrées alimentaires d'origine animale (RS 817.022.108)

Les cantons et les organisations de consommateurs sont favorables à la nouvelle définition de la catégorie « viande » et des sous-catégories « viande fraîche », « préparations de viande » et « produits à base de viande », estimant que les dispositions gagnent ainsi en clarté. Les détaillants sont d'avis, quant à eux, que la notion de « viande fraîche » est malheureuse. Les cantons et les organisations de consommateurs regrettent la disparition de la définition de la viande hachée. Les chimistes cantonaux sont favorables à la mention obligatoire des règles d'hygiène sur les emballages de viande de volaille fraîche et de préparations à base de viande de volaille.

3.12 Révision totale de l'ordonnance sur les boissons alcooliques (RS 817.022.110)

Les organisations de consommateurs, l'Union suisse des paysans et le Parti Evangélique plaident pour le maintien de l'étiquetage particulier des boissons alcooliques sucrées (alcopops), notamment parce que les jeunes sont les plus gros consommateurs de ces boissons et parce que cette mesure joue un rôle de prévention de l'abus d'alcool. La suppression de cet étiquetage particulier apparaît également inopportune, dans la mesure où, selon les modifications prévues dans l'OEDAl, les boissons titrant plus de 1,2% d'alcool en volume seront exclues des produits pour lesquels l'indication des ingrédients est obligatoire.

3.13 Révision partielle de l'ordonnance sur les boissons sans alcool (RS 817.022.111)

Les cantons ont fait remarquer l'absence de définition de la « purée de fruits concentrée », des « arômes à restituer » et des « pulpes et cellules » alors que ces expressions sont définies dans la directive correspondante de l'UE.

Aux yeux des cantons, il est regrettable que l'ordonnance n'exige pas l'indication de la teneur en caféine, en taurine et en glucuronolactone dans les energy drinks. En outre, il serait judicieux selon eux de formuler la mention relative à la teneur élevée en caféine de manière strictement conforme au libellé du règlement (UE) no 1169/2011 pour éviter toute barrière commerciale. Pour des raisons de protection de la jeunesse, la Société suisse des inspecteurs des denrées alimentaires souhaiterait maintenir la mention selon laquelle il ne faudrait pas consommer de l'alcool avec les boissons prêtes à la consommation à teneur élevée en caféine (energy drinks) ou les boissons concentrées prêtes à la consommation à teneur élevée en caféine (energy shots). Le mélange d'alcool et d'energy drinks favoriserait sensiblement une plus grande consommation d'alcool.

3.14 Révision partielle de l'ordonnance sur l'addition de substances essentielles ou physiologiquement utiles aux denrées alimentaires (RS 817.022.32)

Les cantons approuvent d'une manière générale les modifications proposées, les trouvant judicieuses et fondées. Certains ont fait remarquer que le projet actuel laisse croire que seul un petit nombre de nouvelles huiles comestibles est autorisé pour l'enrichissement de denrées alimentaires avec des acides gras spécifiques, ce qui n'est assurément pas le cas. La FIAL et les détaillants souhaiteraient que l'on utilise non pas l'expression usuelle en Suisse d'« apport journalier recommandé », mais celle employée par l'UE d'« apports de référence ».

3.15 Révision partielle de l'ordonnance sur les objets destinés à entrer en contact avec le corps humain (RS 817.023.41)

L'Association des chimistes cantonaux de Suisse regrette que les exigences fixées dans l'ordonnance susmentionnée soient concrétisées, en partie, par l'énumération de normes techniques en annexe, ce qui empêche l'utilisation de méthodes d'essai alternatives qui devrait rester possible.

4. Les avis dans le détail

4.1 Remarques générales

Organisations	Avis exprimés
Staatskanzlei des Kantons Zug	Die Gesetzgebung ist heute komplizierter geworden. Nicht nur, weil teilweise komplexere Verhältnisse erfasst werden müssen, sondern auch, weil ein viel umfassenderer Rechtsstoff überblickt werden muss. Es ist für Kohärenz mit dem Recht verschiedenster Ebenen – des Bundes wie auch international, insbesondere mit der EU – zu sorgen. Beim Studium der Revisionen ist aufgefallen, dass Änderungen nicht konsistent in der gesamten Lebensmittelgesetzgebung berücksichtigt wurden. Änderungen in einer Verordnung, welche Bezug zu anderen Verordnungen haben, wurden zu wenig Beachtung geschenkt. Daher sind dahingehend einige Anpassungen notwendig. Ein Bespiel ist die Zuteilung von Tomatensaft: Neu soll Tomatensaft nicht mehr den Gemüsesäften, sondern den Fruchtsäften zugeteilt werden (Verordnung über alkoholfreie Getränke; Art. 4 Abs. 1 Bst. l). In der VO über Obst, Gemüse, Konfitüre und konfitüreähnliche Produkte (Art. 5 Abs. 2 Bst. d) werden Tomaten wie bisher bei den Gemüsen aufgeführt. Ebenfalls fehlen die entsprechenden Anpassungen für die neue Zuteilung von Tomatensaft in der Fremd- und Inhaltsstoffverordnung. Solche Diskrepanzen sind zu vermeiden. Es muss als zentraler Punkt erachtet werden, dass die Gesetzgebung in sich konsistent ist und nicht durch die stetigen Revisionen an Qualität verliert. Verweise auf EU-Rechtstexte: Es ist mittlerweile gängige Praxis, in den Verordnungen direkt auf EU-Gesetzgebung zu verweisen. So auch in der vorliegenden Revision. Als Beispiel kann die Verordnung über alkoholische Getränke herangezogen werden, wo unter Art 2 auf den Anhang III Teil III bis Punkte 1–12 der EU-Verordnung Nr. 1234/2007 vom 22. Oktober 2007 verwiesen wird. Obwohl der Verweis eindeutig ist, ist es für den Interessierten in der Praxis schwierig und mühsam, das korrekte Dokument mit dem korrekten Anhang zu finden. Zudem wird die Lesbarkeit solcher Formulierungen enorm erschwert. Vom Standpunkt der Verständlichkeit und Klarheit ist es wünschenswert, die zitierten Texte in einem Anhang aufzuführen. Es ist nicht praktisch, wenn Begriffe und Definitionen in der europäischen Gesetzgebung nachgeschaut werden müssen. Wird auf EU-Rechtstexte verwiesen, so müssen die Verweise in den Schweizer Rechtstexten (Onlineversion) mit Hyperlinks besser zugänglich gemacht werden.
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	1. Appréciation globale Dans l'ensemble, nous pouvons accepter les adaptations proposées sous réserve toutefois de nombreuses corrections. Nous tenons à préciser que les modifications fréquentes du droit alimentaire sont difficiles à gérer (ex. délais transitoires) tant pour les organes officiels de contrôle que pour les établissements du secteur alimentaire. Comme les renvois au droit européen sont fréquents dans les textes suisses, nous demandons que ceux-ci (dans la version accessible sur internet) contiennent des hyperliens permettant d'accéder directement aux « bons » textes européens. La Suisse, qui n'est pas dans l'Europe, veut appliquer le droit européen en greffant certaines parties de celui-ci dans son droit. Le résultat devient de moins en moins satisfaisant. La nouvelle loi fédérale sur les denrées alimentaires étant actuellement en discussion aux Chambres fédérales, il nous paraît indispensable d'attendre l'adoption de cette nouvelle loi pour décider de la suite de l'évolution du droit alimentaire. Entretemps, il est nécessaire de ralentir le rythme (effréné) des modifications. A côté de l'adaptation à la législation européenne, la présente révision est marquée par une augmentation importante de la densité législative et du degré de détail. Cette situation a pour effet d'augmenter les charges de contrôle pour les organes officiels sans que les effectifs de ces derniers n'augmentent. Nous devons être conscients de cette évolution. 2. Constats liés aux projets soumis Difficultés liées à des définitions différentes selon le droit suisse et le droit européen Dans le domaine alimentaire, la Suisse adapte régulièrement sa législation à celle de l'Europe, notamment dans le but de supprimer les entraves techniques au commerce. Toutefois, certaines définitions du droit suisse n'étant pas équivalentes (ex. la définition des denrées alimentaires ; le classement des arômes comme additifs en Suisse alors qu'en Europe ce n'est pas le cas) à celles du droit européen, cette situation aboutit à de nombreuses difficultés/contradictions (ex. les tomates sont des légumes selon le droit suisse et dans la présente révision de l'ordonnance sur les boissons sans alcool, le projet classe le jus de tomate sous les jus de fruits). Modifications (sans que celles-ci soient liées à des motifs précis) des textes de l'Europe Au lieu de reprendre les textes (hormis certaines adaptations liées à des contraintes spécifiques) tels que publiés par l'Europe, la Confédération les modifie à sa manière, ce qui rend la comparaison et la compréhension parfois difficile. Cette situation a déjà été relevée par le passé. Renvois à des textes européens dans les ordonnances fédérales

Organisations	Avis exprimés
	Il est devenu pratique courante de renvoyer aux dispositions européennes dans les ordonnances. Tel est également le cas dans la présente révision. Ce mode de faire rend l'usage de ces ordonnances laborieux. La lisibilité de tels textes est difficile. Du point de vue de la compréhension, il serait souhaitable de disposer, dans une annexe, des textes auxquels les ordonnances renvoient. De plus, il devient indispensable que les textes suisses accessibles par internet contiennent des hyperliens permettant d'accéder directement aux « bons » textes européens. Exemple : art. 2 du projet d'ordonnance sur les boissons alcooliques (RS 817.022.110) : 3 Les termes relatifs aux produits de la vigne non définis dans la législation suisse sur les denrées alimentaires s'entendent au sens de l'annexe III, partie III bis, points 1 à 12, du règlement (CE) n° 1234/2007. 4 Les autres catégories de produits de la vigne non définis dans la législation suisse sur les denrées alimentaires s'entendent au sens de l'annexe XI ter du règlement (CE) n° 1234/2007. 3. Renvoi En complément à ces remarques générales, nous vous prions de bien vouloir vous référer au document annexé établi par le Service en charge des denrées alimentaires. En vous remerciant de nous avoir consultés, nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, à l'expression de nos sentiments distingués Renvoi aux textes de l'UE Il est devenu pratique courante de renvoyer, dans les ordonnances, aux dispositions européennes. Tel est également le cas dans la présente révision. A titre d'exemple, on peut citer le cas de l'ordonnance sur les boissons alcooliques dans laquelle, sous l'art. 2 al. 3, il y a un renvoi à l'annexe III, partie IIIbis, points 1 à 12, du règlement (CE) n° 1234/2007. Même si le renvoi est univoque, il rend l'usage de ces ordonnances laborieux. La lisibilité de tels textes est difficile. Du point de vue de la compréhension, il serait souhaitable de disposer, dans une annexe, des textes auxquels les ordonnances renvoient. Il devient indispensable que les textes suisses accessibles par internet contiennent des hyperliens permettant d'accéder directement aux « bons » textes européens. Reprises des textes européens Nous devons à nouveau constater que les textes européens (version française) sont modifiés pour la Suisse et cela crée des difficultés. Cette situation a déjà été relevée par le passé. Nous demandons que lorsque des textes sont repris de règlements européens, ils le soient, dans la règle, sans modification. Augmentation de la densité législative A côté de l'adaptation à la législation européenne, la présente révision est marquée par une augmentation importante de la densité législative et du degré de détail. Cette situation a pour effet d'augmenter les charges de contrôle pour les organes officiels sans que les effectifs de ces derniers n'augmentent. Remarque : Nous vous renvoyons également aux commentaires et demandes formulées par l'ACCS auxquels nous souscrivons.
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	Renvoi aux textes de l'UE Il est devenu pratique courante de renvoyer, dans les ordonnances, aux dispositions européennes. Tel est également le cas dans la présente révision. A titre d'exemple, on peut citer le cas de l'ordonnance sur les boissons alcooliques dans laquelle, sous l'art. 2 al. 3, il y a un renvoi à l'annexe III, partie IIIbis, points 1 à 12, du règlement (CE) n° 1234/2007. Même si le renvoi est univoque, il rend l'usage de ces ordonnances laborieux. La lisibilité de tels textes est difficile. Du point de vue de la compréhension, il serait souhaitable de disposer, dans une annexe, des textes auxquels les ordonnances renvoient. Il devient indispensable que les textes suisses accessibles par internet contiennent des hyperliens permettant d'accéder directement aux « bons » textes européens. Reprises des textes européens Nous devons à nouveau constater que les textes européens (version française) sont modifiés pour la Suisse et cela crée des difficultés. Cette situation a déjà été relevée par le passé. Nous demandons que lorsque des textes sont repris de règlements européens, ils le soient, dans la règle, sans modification. Augmentation de la densité législative A côté de l'adaptation à la législation européenne, la présente révision est marquée par une augmentation importante de la densité législative et du degré de détail. Cette situation a pour effet d'augmenter les charges de contrôle pour les organes officiels sans que les effectifs de ces derniers n'augmentent. Remarque : Nous vous renvoyons également aux commentaires et demandes formulées par l'ACCS auxquels nous souscrivons.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Keine Erhöhung des Toleranzwerts für Rückstände aus Abbauprodukten von Pestiziden in Trinkwasser Fremdstoffe in Lebensmitteln dürfen nur in gesundheitlich unbedenklichen und in technisch unvermeidbaren Mengen vorhanden sein. Grundwasser, das als Trinkwasser genutzt wird oder dafür vorgesehen ist, muss qualitativ so beschaffen sein, dass es nach An-

Organisations	Avis exprimés
	wendung einfacher Aufbereitungsverfahren die Anforderungen der Lebensmittelgesetzgebung erfüllt. Die Gewässerschutzgesetzgebung hält zudem als ökologisches Ziel fest, dass die Grundwasserqualität so beschaffen sein soll, dass keine künstlichen, langlebigen Stoffe enthalten sind. Im Trinkwasser werden regelmässig Rückstände von Pestiziden und deren Abbauprodukte nachgewiesen. Bisher war für diese Rückstände in der Fremd- und lnhaltsstoffverordnung ein Toleranzwert von 0.1 ug/L pro Pestizid und Abbauprodukt verankert. Dieser Wert soll neu für die im Rahmen des Zulassungsverfahrens als „nicht relevante Metaboliten" identifizierten Abbauprodukte von Pestiziden auf 10 ug/L, also um einen Faktor 100, erhöht werden. Durch die Beibehaltung des bisherigen Toleranzwerts von 0.1 ug/L, der dem Vorsorgeprinzip Rechnung trägt, soll verhindert werden, dass unser Grundwasser und unser Trinkwasser nachhaltig mit langlebigen Stoffen verschmutzt werden und dass bei der Aufbereitung von Trinkwasser unerwartet humantoxische Stoffe entstehen. Die Bildung von toxischen Nitrosaminen aus Abbauprodukten von Tolylfluanid und von gefährlichem Azauracil aus Chloridazon Desphenyl sind Beweis dafür, dass eine Vorsorge Sinn macht. Der Gesetzgeber ist, aus gesundheitlichen Gründen, in der Pflicht, solchen unerwünschten Effekten vorzubeugen. Ausreichende Übergangsfrist zur Reduktion von Fluorid in Mineralwasser Das Bundesamt für Gesundheit will, im Gegensatz zur Richtlinie 2003/40 der EU, für Fluorid in Mineralwasser keine natürlichen Gehalte von bis zu 5 mg/1 mehr zulassen und schlägt vor, aus gesundheitlichen Gründen den bisherigen Toleranzwert von 1.5 mg/1 für Trinkwasser neu als Grenzwert für Mineralwasser zu verankern. Um diesen Grenzwert einzuhalten, müssten zukünftig eine Reihe fluoridhaltiger Mineralwasser, unter anderem auch solche aus dem Kanton Solothurn, entfluoriert werden. Die Planung, Finanzierung und Realisierung der dazu nötigen Anlagen ist mit der vorgesehenen Übergangsfrist von einem Jahr nicht umsetzbar. Mineralwasser, das den Vorgaben der Richtlinie 2003/401EG entspricht, soll deshalb noch bis zum 31. Dezember 2017 nach bisherigem Recht an die Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden dürfen. Die Zutaten für alkoholische Getränke müssen weiterhin deklariert werden Die vorgeschlagene Bestimmung, dass die Angabe der Zutaten bei Getränken mit einem Alkoholgehalt von mehr als 1.2 Volumenprozent nicht mehr erforderlich sein solle, steht im Widerspruch zum Artikel 20 des Lebensmittelgesetzes und zu den Bestimmungen der EU. Die Information über die Zusammensetzung von vorverpackten Lebensmitteln ist auf Gesetzesstufe geregelt, ein Umgehen dieser Bestimmung auf Verordnungsstufe ist nicht möglich. Es ist ein legitimes Bedürfnis und ein auf Gesetzesstufe verankertes Recht der Konsumentinnen und Konsumenten, sich vor dem Kauf auch über die Zusammensetzung von alkoholischen Getränken informieren zu können, insbesondere hinsichtlich Zusatzstoffen, Aromen und Pflanzenextrakten. Die detaillierte Stellungnahme entnehmen Sie bitte dem beiliegenden Formular.
Staatskanzlei des Kantons Schaffhausen	Verweise auf EU-Rechtstexte Die vorliegende Revision beinhaltet diverse Verweise auf EU-Rechtstexte. Es ist nicht praktisch, wenn Begriffe und Definitionen in der europäischen Gesetzgebung nachgeschaut werden müssen. Zudem wird die Lesbarkeit enorm erschwert. Für die Praxis wäre es sehr hilfreich, wenn die zitierten Texte in einem Anhang aufgeführt würden. Übergangsfristen In den einzelnen Verordnungen werden die Übergangsfristen unterschiedlich geregelt. Die Umsetzung des Verordnungspakets hat Änderungen von nahezu allen auf dem Schweizer Markt verfügbaren Lebensmittelpackungen zur Folge. Die Fristen sind mindestens gleich lang zu wählen wie in der EU. Wir beantragen für sämtliche zu revidierenden Verordnungen folgende Übergangsbestimmung: „1. Lebensmittel, die der Änderung vom … dieser Verordnung nicht entsprechen, dürfen noch bis (3 Jahre nach Inkrafttreten) nach bisherigem Recht hergestellt, eingeführt und gekennzeichnet werden. 2. Sie dürfen noch bis zur Erschöpfung der Bestände nach bisherigem Recht an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden.“
Staatskanzlei des Kantons St. Gallen	Es ist mittlerweile gängige Praxis in den Verordnungen direkt auf EU Gesetzgebung zu verweisen. So auch in der vorliegenden Revision. Als Beispiel kann die Verordnung über Alkoholische Getränke herangezogen werden, wo unter Art 2 auf den: Anhang III Teil III bis Punkte 1–12 der Verordnung (EG) Nr. 1234/2007 vom 22. Oktober 2007 verwiesen wird. Obwohl der Verweis eindeutig ist, ist es für den Interessierten in der Praxis schwierig und mühsam das korrekte Dokument mit dem korrekten Anhang zu finden. Ganz zu Schweigen von der schweren Lesbarkeit solcher Formulierungen. Vom Standpunkt der Verständlichkeit und Klarheit wäre es wünschenswert die zitierten Texte in einem Anhang aufzuführen
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Die vorliegende Revision dient neben der Anpassung an den neusten Stand von Wissenschaft und Technik vorwiegend der Aufrechterhaltung der Äquivalenz zum EU-Recht. Diese Aufgabe ist zweifelsohne komplex. Sie darf in der Umsetzung aber nicht dazu führen, dass sich die Benutzer im neuen Recht nicht mehr zurechtfinden beziehungsweise eine Zuordnung der einzelnen Lebensmittel zu den jeweils geltenden Bestimmungen nicht mehr in jedem Fall möglich ist. Konkret ist dies bei der total revidierten Zusatzstoffverordnung (ZuV) der Fall, wo

Organisations	Avis exprimés
	in der Anwendungsliste anstelle der in der Schweiz üblichen Sachbezeichnungen die EU-Lebensmittelkategorien ohne Prüfung der Praktikabilität übernommen wurden. Auch geht es nicht an, dass Anhänge zu Verordnungen, wie beispielsweise der Anhang 2 zur Verordnung über alkoholische Getränke, weder in der amtlichen noch in der systematischen Sammlung publiziert werden, sondern beim Bundesamt für Gesundheit beziehungsweise über dessen Homepage zu beziehen sind. Das damit verbundene Zusammensuchen der Rechtstexte an verschiedenen Stellen ist äusserst benutzerunfreundlich und einer effektiven Umsetzung dieser gesetzlichen Vorgaben wenig zuträglich. Die detaillierte Stellungnahme zu den Verordnungsentwürfen finden Sie in der Beilage. Im Voraus besten Dank für das Einbeziehen unserer Anpassungsvorschläge. Verweis auf EU-Rechtstexte und andere Dokumente Es ist mittlerweile gängige Praxis, in den Verordnungen direkt auf die EU-Gesetzgebung zu verweisen. So auch in der vorliegenden Revision. Als Beispiel kann die Verordnung über alkoholische Getränke herangezogen werden, in welcher auf zu berücksichtigende EU-Rechtstexte verwiesen wird. Zudem wird vorgeschlagen, nicht mehr alle Anhänge direkt in der Verordnung über alkoholische Getränke aufzuführen. Für den Benutzer der Verordnung (insbesondere den Interessierten in der Praxis) wird es immer schwieriger und mühsamer, zu sämtlichen Unterlagen zu kommen. Es ist unpraktisch, wenn in der Verordnung immer mehr auf EU-Rechtstexte oder auf nicht aufgeführte Anhänge verwiesen wird und die Informationen von ganz unterschiedlichen Orten bezogen werden müssen. Dies sollte vermieden werden. Ist ein Verweis auf EU-Rechtstexte unumgänglich, so sollten die Verweise in den Schweizer Rechtstexten (Onlineversion) mit Hyperlinks besser zugänglich gemacht werden. Zusatzstoffverordnung Bei der Revision ist das Schweizer Lebensmittelrecht stärker einzubeziehen. Die Übernahme der unveränderten EU-Regelungen insbesondere des Verzeichnisses der Lebensmittelkategorien im Anhang 3 kann zu Interpretationsschwierigkeiten führen. Die Sachbezeichnungen von Lebensmitteln nach Schweizer Recht können teilweise nicht mehr klar den EU-Bezeichnungen zu¬geordnet werden, was zu Missverständnissen im Vollzug und in der Praxis führen wird. Um Fehlinterpretationen zu vermeiden, ist in manchen Fällen bei den Lebensmittelkategorien die Ergänzung der Schweizer Sachbezeichnungen nötig. Ferner müssen entstandene Widersprüche behoben werden. Beim Revisionsvorschlag werden nicht mehr alle in der Schweiz bisher geregelten Lebensmittelgruppen in den von der EU übernommenen Lebensmittelkategorien erfasst. Auch unter diesem Gesichtspunkt ist eine Anpassung notwendig. Die entstandenen Gesetzes¬lücken sind zu schliessen.
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	Die vorgeschlagene Revision bringt neben Anpassungen an das europäische Schutzniveau auch eine massive Erhöhung der Regelungsdichte und des Detaillierungsgrades sowie verschiedene neue Bestimmungen. Damit steigt auch für die kantonalen Vollzugsbehörden der Kontrollaufwand, ohne dass zusätzliche Ressourcen oder Mittel zur Verfügung stehen. Es ist zweckmässig und vernünftig, für die Anhörung einer umfassenden Revision des Lebensmittelrechts ein einheitliches Formular zu verwenden. Das gewählte Formular hat sich in der Vergangenheit bewährt. Eine anwenderfreundlichere Gestaltung wäre allerdings wünschenswert. So ist z.B. nicht einzusehen, weshalb die Formatierung des Formulars eine Schrift (Univers 45 Light) vorsieht, die ausserhalb der Bundesverwaltung in der Schweiz nicht üblich ist. Dies macht die Erarbeitung der Stellungnahme schwierig, weil die Schrift auf den Bildschirmen und in Ausdrucken durch eine Ersatzschrift angezeigt wird. Die Wahl einer allgemein verbreiteten Schrift (Times, Arial, Helvetica ...) würde die Arbeit erleichtern. Auch wären Seitenzahlen in der Formatvorlage wünschenswert. Zudem sind die gewählten Textfelder nicht sehr bearbeitungsfreundlich.
Chancellerie d'Etat du Canton du Valais	Augmentation des contrôles La proposition de révision apporte non seulement une adaptation au niveau européen mais également une augmentation massive des règlements et des articles de droit ainsi que diverses nouvelles dispositions. De cette manière, les autorités cantonales subissent une augmentation des contrôles sans que les moyens nécessaires ou ressources supplémentaires ne soient mis à leur disposition. Ce n'est pas pratique de devoir vérifier des notions ou des définitions dans la législation européenne. En effet, si des textes dans la législation suisse renvoient à des textes juridiques du droit européen, il faut que ces textes soient mieux accessibles par tous (version en ligne) grâce à des liens hypertextes.
Chancellerie d'Etat du Canton du Valais	Augmentation des contrôles La proposition de révision apporte non seulement une adaptation au niveau européen mais également une augmentation massive des règlements et des articles de droit ainsi que diverses nouvelles dispositions. De cette manière, les autorités cantonales subissent une augmentation des contrôles sans que les moyens nécessaires ou ressources supplémentaires ne soient mis à leur disposition. Ce n'est pas pratique de devoir vérifier des notions ou des définitions dans la législation européenne. En effet, si des textes dans la législation suisse renvoient à des textes juridiques

Organisations	Avis exprimés
	du droit européen, il faut que ces textes soient mieux accessibles par tous (version en ligne) grâce à des liens hypertextes
Chancellerie d'Etat du Canton de Genève	Nous saluons dans leur ensemble les adaptations législatives qui ont été apportées. Celles-ci tiennent compte des dispositions européennes les plus récentes. Elles permettront de lever une fois de plus les entraves techniques au commerce.
Chancellerie d'Etat du Canton du Jura	Toutes les modifications dans les ordonnances ont été faites afin de maintenir l'équivalence avec le droit européen des denrées alimentaires et supprimer ainsi les entraves techniques ou commerciales dans les échanges avec WE. Le Gouvernement a apprécié que dans certaines des ordonnances, les exigences fixées dans les règlements de l'UE n'aient pas été reprises mais seulement adaptées aux spécificités suisses. Le Gouvernement a une remarque particulière à formuler, concernant l'ordonnance sur les substances étrangères et les composants. En effet, dans la République et Canton du Jura, les eaux souterraines représentent la totalité des ressources en eau potable. Il est donc essentiel que les dispositions applicables à l'eau potable soient en adéquation avec celles des eaux souterraines. Dans ce cadre, l'introduction d'une valeur de tolérance pour les composés chimiques organiques de toxicité inconnue mais à la structure chimique connue, est à saluer. Toutefois, avec une valeur de 10 ug/L, pour les substances théoriquement toxiques mais sans potentiel génotoxique, le principe de précaution n'est pas respecté. Par conséquent, nous proposons de fixer la valeur à I ug/L, valeur de tolérance pour les produits supposés génotoxiques. Les techniques analytiques modernes permettent de détecter et quantifier des concentrations de l'ordre de I ng/l. Le Gouvernement propose également d'ajouter dans la norme précédente les substances supposées persistantes ou hormone-mimétiques, ses métabolites et ses produits de dégradation et de réaction, sauf si une valeur est définie pour une substance en particulier. En prenant en considération cet aspect, la révision projetée permettrait ainsi d'uniformiser les valeurs applicables aux substances de synthèse sur des bases scientifiques et également le langage entre les dispositions pour l'eau potable et la protection des eaux. Le Gouvernement vous remercie d'ores et déjà de la prise en compte de ses remarques et vous prie d'agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'expression de sa parfaite considération.
Evangelische Volkspartei der Schweiz EVP	Le PEV soutient globalement les modifications apportées aux ordonnances traitées, dans la mesure où elles permettent de s'adapter à la législation européenne et surtout en cela qu'elles n'affaiblissent pas la protection des consommateurs suisses. La remarque principale relève de l'ordonnance sur les denrées alimentaires d'origine animale: la présence de transglutaminase doit être mentionnée sur l'étiquetage et cela même si le produit est destiné à être cuit. Cet enzyme pouvant entraîner des réactions inattendues chez le consommateur, celui-ce doit être mis au courant de sa présence dans un produit carné. Une autre remarque importante concerne l'ordonnance sur les boissons sans alcool. Le PEV est d'avis qu'il est nécessaire de contrôler la consommation par les adolescents de boissons énergisantes contenant de la taurine ainsi que le taux de taurine pour cette catégorie de la population. Le PEV n'est pas en mesure d'apporter plus de remarques à ces ordonnances. (Mit Ausnahme einer wichtigen Bemerkung zur Verordnung über die alkoholischen Getränke). Nous vous remercions pour le précieux travail accompli et vous transmettons nos meilleures salutations.
Sozialdemokratische Partei der Schweiz SPS	Nous vous remercions d'avoir sollicité notre prise de position sur les projets de révisions d'ordonnances dans le domaine des denrées alimentaires et les rapports explicatifs y relatifs. Pour le Parti socialiste suisse (PS), il ne s'agit de contester ni l'adaptation de la législation aux dernières avancées scientifiques et techniques, ni le maintien de l'équivalence avec le droit européen, ni même enfin le fait d'éviter les entraves aux commerce. Toutefois, sous l'angle de la prévention et de la santé publique, le PS souhaite déposer une requête concernant l'ordonnance sur les boissons alcooliques, dont il s'étonne au passage de la révision totale tandis que la loi sur l'alcool se trouve actuellement en discussion devant le Parlement. Selon le projet de révision de l'ordonnance précitée, il est prévu à l'art. 3 d'abroger les prescriptions particulières d'étiquetage concernant les boissons alcooliques sucrées aussi appelées alcopops, au motif qu'elles constitueraient une entrave technique au commerce. Or les alcopops visent le public-cible des enfants et des jeunes qui apprécient particulièrement les boissons sucrées. D'ailleurs, les adolescent-e-s consomment ces boissons précisément pour réduire le goût déplaisant qu'ils ont à cet âge de l'alcool et n'ont ainsi n'a pas forcément conscience de consommer une boisson alcoolique. C'est pourquoi les milieux de la prévention rappellent combien il est nécessaire de maintenir tant l'exigence d'indication « contient x% vol. d'alcool » que celle « boisson sucrée alcoolisée ». En effet, il existe un risque accru de confusion avec d'autres boissons sucrées destinées à un jeune public, d'autant plus avec l'arrivée de nouvelles boissons sucrées sans alcool ayant le même nom que des boissons sucrées alcoolisées. Car à ce jour, la loi suisse autorise l'usage de noms de marques identiques pour des boissons avec et sans alcool. Pour exemple, Trojka vodka et Trojka Energy, cette dernière étant une boisson énergisante sans alcool, sont vendues en Suisse. Cela donne, soit dit en passant, la possibilité aux industriels de promouvoir un spiritueux auprès d'un public jeune, en l'occurrence grâce à l'utilisation de la marque Trojka avec ou sans

Organisations	Avis exprimés
	alcool, en toute légalité. Tout cela sans compter le développement de maladies liées à une consommation de sucre excessive telles l'obésité et/ou le diabète. Au vu de ce qui précède, le PS demande instamment: • le maintien à l'art. 3 de la mention de la teneur en alcool et la mention « boisson sucrée alcoolisée »; • une meilleure lisibilité de ces indications par l'agrandissement de la taille des caractères et un emplacement plus adéquat sur l'étiquette; • un renforcement de la loi au titre de la protection de la jeunesse et des consommateurs visant à empêcher d'utiliser le même nom pour des produits avec ou sans alcool. Au surplus, l'alcool étant considéré comme une denrée alimentaire, il est indiqué de mentionner aussi les ingrédients des boissons titrant plus de 1,2% d'alcool en volume et, dans ce sens, de biffer l'art. 5a, let. f, de l'ordonnance du OFI sur l'étiquetage et la publicité des denrées alimentaires. En vous remerciant de l'attention que vous porterez à nos remarques, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, Madame, Monsieur, l'assurance de notre haute considération.
AGORA Association des Groupements et Organisations Romands de l'Agriculture	- La loi sur les denrées alimentaires est actuellement en révision au Parlement. Sur un certain nombre de points, la révision des ordonnances anticipe les décisions que le Parlement sera appelé à prendre. Cette manière de procéder n'est pas acceptable. - Un des objectifs des révisions d'ordonnances proposées vise à maintenir l'équivalence avec le droit européen et d'éviter les entraves au commerce. Nous relevons que le droit alimentaire suisse est déjà très complexe et le droit européen l'est encore davantage. Cela n'empêche manifestement pas les fraudes et le non-respect du droit, à l'exemple du récent cas de la substitution de viande de bœuf par de la viande de cheval. Concernant les entraves au commerce, nous estimons que la santé du consommateur est prioritaire par rapport à la libéralisation des marchés. Cette dernière pousse l'industrie agro-alimentaire à produire le meilleur marché possible pour conquérir de nouveaux marchés, augmentant ainsi considérablement les risques de fraudes ou de problèmes liés au transport et à la commercialisation, avec à la clé, la multiplication des scandales alimentaires ces dernières années. Ces scandales désecurisent le consommateur et ont des conséquences négatives pour les producteurs de matières premières agricoles. Il est donc essentiel de maintenir un droit alimentaire fort, qui peut être appliqué et controlé sérieusement. - Nous profitons de la présente consultation pour relever l'indispensable nécessité de mettre en œuvre l'article 182 de la Loi sur l'agriculture avec la mise en place d'une structure fédérale de répression des fraudes. L'actuel système fédéraliste (26 cantons) de contrôle atteint des limites et nécessite une réforme en profondeur. - Nous refusons l'abrogation de l'une des dernières dispositions existantes qui limite l'application du principe "Cassis de Dijon". Pour les denrées alimentaires, ce principe est très problématique, notamment en ce qui concerne la qualité des produits et l'information du consommateur.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	L'ACSI, tout comme FRC et SKS avec lesquelles elle fait partie de l'Alliance des organisations des consommateurs, salue globalement l'adaptation de ce paquet d'ordonnances aux nouvelles connaissances scientifiques. Nous soutenons la reprise du droit européen de plusieurs articles favorables à l'information et à la protection des consommateurs, comme l'introduction de la mention « décongelé » apposée près de la dénomination, l'interdiction de sucrer les jus de fruits, l'obligation d'indiquer le sel et non plus le sodium dans l'étiquetage nutritionnel ou la manière d'indiquer les allergènes. Par contre nous déplorons que d'autres règles d'étiquetage positives pour les consommateurs n'ont pas été reprises du droit européen : la taille minimale des caractères, l'obligation de mentionner des ingrédients « nano », les indications nutritionnelles obligatoires y compris le sucre et les acides gras saturés, la limitation des allégations nutritionnelles, la mention « peut avoir des effets indésirables sur l'activité et l'attention chez les enfants » sur les produits contenant des colorants azoïques, l'information correcte avant tout achat sur internet… Il n'est pas compréhensible que les consommateurs suisses soient moins bien informés que les consommateurs européens. Les quelques informations améliorées ne doivent pas non plus être prises comme raison pour supprimer d'autres informations importantes aux consommateurs. Il s'agit par exemple de la mention « contient x% d'alcool » sur les alcopops, porte d'entrée à l'abus d'alcool pour de nombreux jeunes. Nous demandons que la présence d'alcool soit au contraire mieux mise en évidence sur les alcopops. Autre péjoration malvenue du niveau d'information des consommateurs : la suppression de la liste des ingrédients sur les boissons alcoolisées. La permission parallèle d'ajouter des arômes au cidre rendra ces ajouts artificiels invisibles aux yeux des consommateurs. Il sera impossible de juger de la qualité du produit. La porte est ouverte à la tromperie. A la lumière du scandale de la viande de cheval non déclarée dans les aliments transformés, il s'est avéré indispensable d'améliorer l'étiquetage. La provenance de la viande doit toujours être indiquée. Ce scandale a démontré que les structures de contrôle actuelles datant du début du 20ème siècle ne sont plus adaptées aux réalités complexes du 21ème siècle. Il s'est avéré que personne n'avait la vue d'ensemble sur toute la filière ce qui rendait la tromperie de grande échelle d'autant plus facile. La traçabilité doit donc être améliorée,

Organisations	Avis exprimés
	notamment celle des denrées et des ingrédients d'origine animale, particulièrement à risque. Elle doit être assurée dans les deux sens, avec la vue d'ensemble du chemin parcouru et l'obligation d'informer sur l'acheminement de la denrée. Une meilleure indication de la provenance des ingrédients d'origine animale doit compléter cette traçabilité pour informer correctement les consommateurs. Elle servira également à stabiliser les filières. La provenance obligatoire des matières premières d'origine animale doit donc être indiquée lorsque cet ingrédient est mis en avant dans la dénomination de la denrée ou sur son emballage ou lorsqu'il est associé par les consommateurs avec la dénomination (p.ex. « bolognaise »). Les consommateurs se sentent très concernés par la provenance des aliments et de leurs ingrédients. Cela a été démontré par le récent sondage du Bureau Européen des Unions de Consommateurs BEUC et d'après un sondage de la ACSI, 91% des membres veulent s'informer sur la provenance. Leur donner cette information pour leur permettre de choisir en connaissance de cause est indispensable à rétablir la confiance. Remarques d'ordre général : Le fait d'entrer de nombreuses références à des textes européens rend les ordonnances peu lisibles et non transparentes. La lisibilité et la compréhension du texte seraient facilitées si les termes étaient répétés et si certaines listes étaient disponibles en annexe. Ces textes sont censés faciliter l'application de la loi. Ils doivent donc être compréhensibles par toutes les personnes qui sont censées les appliquer, y compris les consommateurs et les commerçants. Certaines formulations sont donc à revoir sous cet angle. De plus le fait que ces textes européens puissent changer sans aucune information des citoyens suisses et sans aucun droit de recours rend le droit suisse non fiable et non transparent. L'adaptation rapide aux connaissances scientifiques suisses ou européennes est justifiée mais la reprise du droit européen ne doit pas être automatique sans information préalable.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	L"Alliance des organisations des consommateurs – SKS, FRC et ACSI - salue globalement l"adaptation de ce paquet d"ordonnances aux nouvelles connaissances scientifiques. Nous soutenons la reprise du droit européen de plusieurs articles favorables à l'information et à la protection des consommateurs, comme l"introduction de la mention « décongelé » apposée près de la dénomination, l"interdiction de sucrer les jus de fruits, l"obligation d"indiquer le sel et non plus le sodium dans l"étiquetage nutritionnel ou la manière d"indiquer les allergènes. Par contre nous déplorons que d'autres règles d'étiquetage positives pour les consommateurs n'ont pas été reprises du droit européen : la taille minimale des caractères, l„obligation de mentionner des ingrédients « nano », les indications nutritionnelles obligatoires y compris le sucre et les acides gras saturés, la limitation des allégations nutritionnelles, la mention « peut avoir des effets indésirables sur l"activité et l"attention chez les enfants » sur les produits contenant des colorants azoïques, l"information correcte avant tout achat sur internet… Il n"est pas compréhensible que les consommateurs suisses soient moins bien informés que les consommateurs européens. Les quelques informations améliorées ne doivent pas non plus être prises comme raison pour supprimer d"autres informations importantes aux consommateurs. Il s"agit par exemple de la mention « contient x% d"alcool » sur les alcopops, porte d"entrée à l"abus d"alcool pour de nombreux jeunes. Nous demandons que la présence d'alcool soit au contraire mieux mise en évidence sur les alcopops. Autre péjoration malvenue du niveau d"information des consommateurs : la suppression de la liste des ingrédients sur les boissons alcoolisées. La permission parallèle d"ajouter des arômes au cidre rendra ces ajouts artificiels invisibles aux yeux des consommateurs. Il sera impossible de juger de la qualité du produit. La porte est ouverte à la tromperie. A la lumière du scandale de la viande de cheval non déclarée dans les aliments transformés, il s"est avéré indispensable d"améliorer l"étiquetage. La provenance de la viande doit toujours être indiquée. Ce scandale a démontré que les structures de contrôle actuelles datant du début du 20ème siècle ne sont plus adaptées aux réalités complexes du 21ème siècle. Il s"est avéré que personne n"avait la vue d"ensemble sur toute la filière ce qui rendait la tromperie de grande échelle d"autant plus facile. La traçabilité doit donc être améliorée, notamment celle des denrées et des ingrédients d"origine animale, particulièrement à risque. Elle doit être assurée dans les deux sens, avec la vue d"ensemble du chemin parcouru et l"obligation d"informer sur l"acheminement de la denrée. Une meilleure indication de la provenance des ingrédients d'origine animale doit compléter cette traçabilité pour informer correctement les consommateurs. Elle servira également à stabiliser les filières. La provenance obligatoire des matières premières d"origine animale doit donc être indiquée lorsque cet ingrédient est mis en avant dans la dénomination de la denrée ou sur son emballage ou lorsqu"il est associé par les consommateurs avec la dénomination (p.ex. « bolognaise »). Les consommateurs se sentent très concernés par la provenance des aliments et de leurs ingrédients. Cela a été démontré par le récent sondage du Bureau Européen des Unions de Consommateurs BEUC et d"après un sondage de la FRC, 91% des membres veulent s"informer sur la provenance. Leur donner cette information pour leur permettre de choisir en connaissance de cause est indispensable à rétablir la confiance. Remarques d"ordre général :

Organisations	Avis exprimés
	Le fait d"entrer de nombreuses références à des textes européens rend les ordonnances peu lisibles et non transparentes. La lisibilité et la compréhension du texte seraient facilitées si les termes étaient répétés et si certaines listes étaient disponibles en annexe. Ces textes sont censés faciliter l"application de la loi. Ils doivent donc être compréhensibles par toutes les personnes qui sont censées les appliquer, y compris les consommateurs et les commerçants. Certaines formulations sont donc à revoir sous cet angle. De plus le fait que ces textes européens puissent changer sans aucune information des citoyens suisses et sans aucun droit de recours rend le droit suisse non fiable et non transparent. L"adaptation rapide aux connaissances scientifiques suisses ou européennes est justifiée mais la reprise du droit européen ne doit pas être automatique sans information préalable
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Die fial begrüsst die Anpassungen des Schweizerischen Verordnungsrechts an die Verordnung Nr. 1169/2011 betreffend die Information der Verbraucher über Lebensmittel. Bei den Anpassungen ist darauf zu achten, möglichst nahe am Europäischen Konzept zu legiferieren, um keine Handelshemmnisse zu schaffen. Wo die Schweizer Lösungen anerkanntermassen besser sind (sei es für den Konsumenten leichter verständlich oder auf unsere schweizerischen Verhältnisse besser zugeschnitten) sollten diese als zusätzliche Optionen weiterhin beibehalten werden. So sollten z.B. in der Schweiz Allergenkennzeichnungen auch weiterhin am Ende der Zutatenliste zusammengefasst werden können, da dies für den Konsumenten deutlich einfacher und verständlicher ist als die blosse Hervorhebung einzelner Zutaten im Zutatenverzeichnis. Aufgefallen ist uns, dass die Übergangsfristen in den einzelnen Verordnungen verschieden geregelt werden. Die fial vertritt die Ansicht, dass überall dort, wo nicht aus Gründen des Gesundheitsschutzes zwingend eine andere Übergangsfrist notwendig ist, dieselbe Übergangsfrist gewährt werden müsste wie in der EU. Die Umsetzung des Verordnungspakets hat eine Änderung nahezu sämtlicher, auf dem Schweizer Markt verfügbarer Lebensmittelpackungen zur Folge und die entsprechenden Fristen sind daher mindestens gleich lang zu wählen wie in der EU (3 Jahre). Wir beantragen daher grundsätzlich und für sämtliche in Anhörung gesetzten Verordnungen folgende Übergangsbestimmung: „1. Lebensmittel, die der Änderung vom … dieser Verordnung nicht entsprechen, dürfen noch bis … (3 Jahre nach Inkrafttreten) nach bisherigem Recht hergestellt, eingeführt und gekennzeichnet werden. 2. Sie dürfen noch bis zur Erschöpfung der Bestände nach bisherigem Recht an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden.“
Gastrosuisse	1. Verfahren: Anfangs Jahr 2013 hat das BAG unsere "Leitlinie gute Verfahrenspraxis im Gastgewerbe (GvG)" genehmigt. Was in dieser Leitlinie steht, kommunizieren wir sowohl den Vollzugsbehörden als auch unseren Mitgliedern. Sie sind in einem langwierigen Prozess entstanden und sind praxistauglich. Nun befürchten wir aber, dass zum einen mit der vorliegenden Revision wie ebenso mit der Revision des Lebensmittelgesetzes keine klare Kommunikation möglich sein wird. Unsere Mitglieder sind jedoch auf stabile Regelungen angewiesen und müssen sich darauf einstellen können. In Anbetracht dessen, dass in der EU offenbar die Verordnung 1169/2011 "Information der Verbraucher über Lebensmittel" bereits im Jahr 2014 erneut überarbeitet werden soll, scheint uns der Zeitpunkt für vorliegende Revision sehr ungünstig zu sein. 2. Übergangsfristen: Wir würden es begrüssen, wenn in allen Verordnungen überhaupt Übergangsfristen geregelt werden (bei der LGV fehlt diese) als auch, dass sie einheitlich, sprich gleich lang gewählt werden. Dies ist für den sachgerechten Vollzug im Gastgewerbe eine Voraussetzung. 3. Grundsatz: Das Gastgewerbe verwendet Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände, welche im Handel erhältlich sind. Der Einkauf erfolgt nach Treu und Glauben bei allen möglichen Produzenten/Lebensmittelhersteller. Die gastgewerblichen Betriebe vertrauen darauf, dass ihre Lieferanten die gesetzlichen Bestimmungen einhalten. Somit leidet die Gastronomie indirekt auch unter den immer höheren Anforderungen an die Lebensmittelhersteller sowie an die immer detaillierter anzubringenden Deklarationsvorschriften. 4. Administration: Grundsätzlich begrüssen wir den freien Warenverkehr mit der EU, welchen Sie als Begründung für die Revision der 14 Verordnungen anführen. Bei Lichte besehen führen die neuen Regelungen allerdings für die Schweizer Betriebe zu noch mehr administrativem Aufwand. 5. Übernahme EU-Recht: Die Angleichung an EU-Recht sollte viel kritischer geprüft werden. Die Änderungen sollen nur dann übernommen werden, wenn sie für Schweizer Verhältnisse wirklich sinnvoll sind. 6. Verweise auf EU-Recht: Wir lehnen diese ab, da sie vor allem für kleine Betriebe nicht umsetzbar sind. Die entsprechenden Bestimmungen sind in den schweizerischen Verordnungen zwingend als Schweizer Recht auszuformulieren, um so die Rechtssicherheit zu gewährleisten und unsere Unternehmen von der Konsultierung der EU-Rechtserlassen zu verschonen.

Organisations	Avis exprimés
Geschäftsstelle IG DHS	Die IG DHS begrüsst eine rasche Anpassung der schweizerischen Gesetzgebung im Bereich der Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände an jene der EU. Wichtig sind dabei adäquate Übergangsfristen, um den internationalen Warenverkehr nicht zu behindern. Anbei schicke ich Ihnen die Stellungahme der IG DHS mit den wichtigsten Punkten zur Revision sowie das Auswertungsformular im Format Word. Die IG DHS begrüsst die Anpassungen des Schweizerischen Verordnungsrechts an die Verordnung Nr. 1169/2011 betreffend die Information der Verbraucher über Lebensmittel. Bei den Anpassungen ist darauf zu achten, möglichst nahe am Europäischen Konzept zu legiferieren, um keine Handelshemmnisse zu schaffen. Wo die Schweizer Lösungen anerkanntermassen besser sind (sei es für den Konsumenten leichter verständlich oder auf unsere schweizerischen Verhältnisse besser zugeschnitten) sollten diese als zusätzliche Optionen weiterhin beibehalten werden. So sollten z.B. in der Schweiz Allergenkennzeichnungen auch weiterhin am Ende der Zutatenliste zusammengefasst werden können, da dies für den Konsumenten deutlich einfacher und verständlicher ist als die blosse Hervorhebung einzelner Zutaten im Zutatenverzeichnis. Aufgefallen ist uns, dass für die Änderungen der LGV keine Übergangsfrist vorgesehen wird. Bei den meisten der Artikel scheint eine solche auch nicht notwendig, bezüglich der Änderungen in Art. 50 Abs. 2 und Abs. 2bis müsste unserer Meinung nach aber trotzdem eine Übergangsfrist vorgesehen werden. Aus unserer Sicht ist diese ebenfalls auf drei Jahre anzusetzen.
GSLI Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren	Grundsätzlich möchten wir Anregen, dass für alle Verordnungen gut einprägsame Abkürzungen definiert werden. Die bestehenden Abkürzungen haben sich in der Kommunikation mit Fachpersonen bewährt. Offizielle Abkürzungen verbessern den Lesefluss und helfen Missverständnisse zu reduzieren. Inzwischen wird in verschiedenen Verordnungen direkt auf die EU-Gesetzgebung verwiesen, ohne den Erlass in den Verordnungstext zu integrieren. Formalrechtlich mag dies genügen, für die Anwender sind die Direktverweise unmögliche Erschwernisse. Insbesondere für Anwender aus KMU-Betrieben und Nicht-Juristen wird dadurch die Hürde, den Rechtstext zu verstehen, zu gross. Wir stellen daher den Antrag, EU-Rechtserlasse, welche von der Schweiz übernommen werden, konsequent im Schweizer Rechtstext einzubinden. Im Ausnahmefall könnte der EU-Rechtstext im Anhang aufgeführt werden.
hotelleriesuisse	1. Verordnung 1169/2011: In der EU wird die Verordnung 1169/2011 "Information der Verbraucher über Lebensmittel" bereits im Jahr 2014 überarbeitet. In diesem Kontext scheint uns der Zeitpunkt für die vorliegende Revision ungünstig zu sein. 2. Übergangsfristen: In den vorgelegten Entwürfen sind die Übergangsfristen unterschiedlich geregelt. Wir erachten es als zwingend notwendig, dass diese untereinander abgestimmt werden, sprich gleich lange gewährt werden. In diesem Zusammenhang verweisen wir auch auf das Verfahren im Allgemeinen. Mit der neuen Leitlinie „Gute Verfahrenspraxis im Gastgewerbe“ stellt hotelleriesuisse den Betrieben eine übersichtliche Dokumentation betr. Verfahrenspraxis zur Verfügung. Der Zeitpunkt für die vorliegende Revision ist unseres Erachtens ungünstig, da eine Verunsicherung bei unseren Mitgliedern und eine schwierige Einführung der neuen Leitlinie „Gute Verfahrenspraxis im Gastgewerbe“ riskiert wird. 3. Keine administrative Mehrbelastungen: Die Änderungen haben sich an die notwendigen Anpassungen betreffend EU-Recht zu beschränken mit dem legitimen Ziel, Handelshemmnisse abzubauen und unseren Unternehmen den Export zu ermöglichen bzw. zu erleichtern. Alle Änderungsvorschläge, die eine administrative Mehrbelastung unserer Unternehmen zur Folge haben, sind strikte abzulehnen. 4. Die Verweise bezüglich EU-Erlasse lehnt hotelleriesuissee ab, da diese für die Mitgliesbetriebe nicht umsetzbar sind. Die entsprechenden Bestimmungen sind in den schweizerischen Verordnungen zwingend als Schweizer Recht auszuformulieren, um so die Rechtssicherheit zu gewährleisten.
pharmaSuisse Schweizerischer Apothekerverband	Wir lehnen die Revision als verfrüht ab. Die parlamentarische Beratung ist noch in vollem Gange und kann durchaus zu erneuten Anpassungen führen. Zudem wird die Verbraucher-Informations-VO der EU im Jahr 2014 revidiert, was bei uns in der Schweiz mit Sicherheit erneute Gesetzesänderungen nach sich ziehen wird. Im weitern erachten wir Verweise auf EU-Recht als inakzeptabel. Für KMU’s ist es unzumutbar, das geltende Recht in den für den Laien unverständlichen Formulierungen des EU Rechts zu suchen. Im Sinne der Rechtssicherheit ist das übernommene Recht in der schweizerischen Gesetzessammlung zu publizieren. Wir erachten es aus gesundheitspolizeilicher Sicht als gefährlich, vom Positivprinzip abzuweichen. Generell stellen wir eine Bagatellisierung von Arzneimitteln fest. Vermehrt wird versucht, Arzneimittel als Lebensmittel zu vertreiben oder Lebensmittel mit Heilwirkungen anzupreisen. Wir erachten dies als Täuschung und Gefährdung des Kunden, die es zu verhindern gilt. In diesem Sinne unterstützen wir auch eine Stärkung des Täuschungsverbots. Jede unnötige administrative Mehrbelastung ist grundsätzlich zu vermeiden. Es ist zudem darauf zu achten, dass verhältnismässige Übergangsfristen verankert werden.
Schweizer Brauerei-Verband	In Ihrem Begleitbrief zur Revision, datiert vom 13. Dezember 2012, schreiben Sie, dass das Ziel dieser Revision u. a. die Anpassung an das europäische Recht ist. Vor diesem Hinter-

Organisations	Avis exprimés
	grund machen wir Sie darauf aufmerksam, dass die Verordnung (EU) Nr. 1169/2011 vom 25. Oktober 2011 betreffend die Information der Verbraucher über Lebensmittel im Jahre 2014 grundlegend überarbeitet wird. Es ist für unsere Mitglieder und die schweizerische Lebensmittelwirtschaft von herausragender Bedeutung (Rechtssicherheit), dass diese aktuellen Gesetzes- und Verordnungsarbeiten im Einklang mit der europäischen Entwicklung stehen. Die vorliegende Revision der Verordnungen im Lebensmittelrecht greift in verschiedenen Punkten der laufenden Anpassung des Lebensmittelgesetzes (LMG) vor. Wir erachten es als unangebracht, den Entscheiden der Eidg. Räte auf Verordnungsstufe vorzugreifen. Wir würden es begrüssen, wenn in allen Verordnungen Übergangsfristen geregelt (bei der LGV fehlt diese) und einheitlich, sprich gleich lang, gewählt werden. Im Übrigen verweisen wir auf die Eingabe der Fédération des Industries Alimentaires Suisses.
Schweizer Fleisch-Fachverband SFF	Wenngleich mit der vorliegenden Revision verschiedene Anpassungen an das EU-Recht mit dem Ziel der Vermeidung von Handelshemmnissen erfolgen sollen, so beinhaltet diese einen erneuten massiven Anstieg von administrativen Aufwendungen, die für die betroffenen Betriebe nun endgültig das Mass des Erträglichen erreichen. Im Rahmen der vorliegenden Revision sind daher sämtliche Anpassungen und Änderungen zwingend auch im Hinblick auf eine Reduktion des administrativen Aufwandes zu prüfen und zu gewichten. Wir erachten auch den Zeitpunkt der Revision der zur Anhörung vorliegenden Verordnungen als sehr speziell, zumal die Beratungen zur Totalrevision der entsprechenden gesetzlichen Grundlage, dem Lebensmittelgesetz, im Nationalrat als Erstrat erst am 20. März und damit fünf Tage nach Ablauf der offiziellen Anhörungsfrist vom 15. März 2013 erfolgen. Aufgefallen ist uns, dass die Übergangsfristen in den einzelnen Verordnungen verschieden geregelt werden. Wir sind der Auffassung, dass überall dort, wo nicht aus Gründen des Gesundheitsschutzes zwingend eine andere Übergangsfrist notwendig ist, dieselben Übergangsfristen gewährt werden müssen. Die Umsetzung des Verordnungspakets hat eine Änderung nahezu sämtlicher, auf dem Schweizer Markt verfügbarer Lebensmittelpackungen zur Folge und die entsprechenden Fristen sind daher mindestens gleich lang zu wählen wie in der EU. Wir schlagen daher eine einheitliche Übergangsfrist von 3 Jahren vor, in welcher Lebensmittel nach bisherigem Recht hergestellt, eingeführt und gekennzeichnet werden dürfen. Die vorgeschlagenen Verweise auf EU-Rechtserlasse erachten wir als nicht akzeptabel, das sie Hand zu Interpretationsspielraum bieten. Die entsprechenden Bestimmungen sind in den schweizerischen Verordnungen zwingend als Schweizer Recht auszuformulieren, um so die Rechtssichherheit in einem möglichst hohen Mass zu gewährleisten. Die Umsetzung der totalrevidierten ZuV ist für den Fleischsektor schlichtwegs unmöglich und bringt bei der Umsetzung im Alltag mehr Unsicherheiten als Klarheit. Sie ist in der vorliegenden Form zurückzuweisen und daher zwingend zu überarbeiten.
Schweizerischer Gewerbeverband (SGV)	Bis auf einen Antrag zur Verordnung über alkoholische Getränke (VAlkG) sind wir mit den in Revision stehenden Verordnungen im Bereich Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände einverstanden und haben zu diesen keine Anmerkungen zu machen. In der VAlkG beantragen wir zur eindeutigen und abschliessenden Klärung der Handhabung und des Vollzugs von Bachblütenessenzen und anderen Blütenessenzen einen neuen Artikel 85a. Die Detailausführungen zu diesem Antrag sind im angefügten offiziellen Auswertungsformular zur Revision erläutert.
Schweizerischer Obstverband	Die Anpassung an das europäische Recht sowie an den aktuellen Stand der Wissenschaft und Technik ist wünschenswert, jedoch nicht in allen Bereichen. Es ist auf Schweizer Eigenheiten und Spezialitäten zu achten. Folgende Änderungen werden verlangt: - Die Verweise auf die EU-Rechtserlasse müssen in den Verordnungen zwingend als Schweizer Recht ausformuliert werden. Es ist unzumutbar, den Betrieben die gültigen Rechtstexte in der unübersichtlichen EU-Gesetzessammlung selber suchen zu lassen. - Keine Erweiterung des bürokratischen Aufwandes - Beibehaltung der Deklaration der alkoholischen Süssgetränke (Gesundheitsschutz) - Beibehaltung der Definition "vieille" bei Likören - Beibehaltung der Kohlendioxid-Zugabe bei Fruchtsäften und Nektaren - Beibehaltung der Definition von verdünnten Fruchtsäften
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	L"Alliance des organisations des consommateurs – SKS, FRC et ACSI - salue globalement l"adaptation de ce paquet d"ordonnances aux nouvelles connaissances scientifiques. Nous soutenons la reprise du droit européen de plusieurs articles favorables à l'information et à la protection des consommateurs, comme l"introduction de la mention « décongelé » apposée près de la dénomination, l"interdiction de sucrer les jus de fruits, l"obligation d"indiquer le sel et non plus le sodium dans l"étiquetage nutritionnel ou la manière d"indiquer les allergènes. Par contre nous déplorons que d'autres règles d'étiquetage positives pour les consommateurs n'ont pas été reprises du droit européen : la taille minimale des caractères, l„obligation de mentionner des ingrédients « nano », les indications nutritionnelles obligatoires y compris le sucre et les acides gras saturés, la limitation des allégations nutritionnelles, la mention « peut avoir des effets indésirables sur l"activité et l"attention chez les enfants » sur les produits

Organisations	Avis exprimés
	contenant des colorants azoïques, l"information correcte avant tout achat sur internet… Il n"est pas compréhensible que les consommateurs suisses soient moins bien informés que les consommateurs européens. Les quelques informations améliorées ne doivent pas non plus être prises comme raison pour supprimer d"autres informations importantes aux consommateurs. Il s"agit par exemple de la mention « contient x% d"alcool » sur les alcopops, porte d"entrée à l"abus d"alcool pour de nombreux jeunes. Nous demandons que la présence d'alcool soit au contraire mieux mise en évidence sur les alcopops. Autre péjoration malvenue du niveau d"information des consommateurs : la suppression de la liste des ingrédients sur les boissons alcoolisées. La permission parallèle d"ajouter des arômes au cidre rendra ces ajouts artificiels invisibles aux yeux des consommateurs. Il sera impossible de juger de la qualité du produit. La porte est ouverte à la tromperie. A la lumière du scandale de la viande de cheval non déclarée dans les aliments transformés, il s"est avéré indispensable d"améliorer l"étiquetage. La provenance de la viande doit toujours être indiquée. Ce scandale a démontré que les structures de contrôle actuelles datant du début du 20ème siècle ne sont plus adaptées aux réalités complexes du 21ème siècle. Il s"est avéré que personne n"avait la vue d"ensemble sur toute la filière ce qui rendait la tromperie de grande échelle d"autant plus facile. La traçabilité doit donc être améliorée, notamment celle des denrées et des ingrédients d"origine animale, particulièrement à risque. Elle doit être assurée dans les deux sens, avec la vue d"ensemble du chemin parcouru et l"obligation d"informer sur l"acheminement de la denrée. Une meilleure indication de la provenance des ingrédients d'origine animale doit compléter cette traçabilité pour informer correctement les consommateurs. Elle servira également à stabiliser les filières. La provenance obligatoire des matières premières d"origine animale doit donc être indiquée lorsque cet ingrédient est mis en avant dans la dénomination de la denrée ou sur son emballage ou lorsqu"il est associé par les consommateurs avec la dénomination (p.ex. « bolognaise »). Les consommateurs se sentent très concernés par la provenance des aliments et de leurs ingrédients. Cela a été démontré par le récent sondage du Bureau Européen des Unions de Consommateurs BEUC et d"après un sondage de la FRC, 91% des membres veulent s"informer sur la provenance. Leur donner cette information pour leur permettre de choisir en connaissance de cause est indispensable à rétablir la confiance. Remarques d"ordre général : Le fait d"entrer de nombreuses références à des textes européens rend les ordonnances peu lisibles et non transparentes. La lisibilité et la compréhension du texte seraient facilitées si les termes étaient répétés et si certaines listes étaient disponibles en annexe. Ces textes sont censés faciliter l"application de la loi. Ils doivent donc être compréhensibles par toutes les personnes qui sont censées les appliquer, y compris les consommateurs et les commerçants. Certaines formulations sont donc à revoir sous cet angle. De plus le fait que ces textes européens puissent changer sans aucune information des citoyens suisses et sans aucun droit de recours rend le droit suisse non fiable et non transparent. L"adaptation rapide aux connaissances scientifiques suisses ou européennes est justifiée mais la reprise du droit européen ne doit pas être automatique sans information préalable
SVGW	Generell begrüssen wir die aktuelle Harmonisierung der Schweizerischen Lebensmittelgesetzgebung mit dem EU Recht. Aus unserer Sicht wäre es wünschenswert und ebenso sinnvoll, die trinkwasserspezifischen Vorgaben in einer eigenen Verordnung zusammenzufassen. Damit bestünde die Möglichkeit, alle trinkwasserrelevanten hygienischen, chemischen und physikalischen Vorgaben in einer Verordnung zu vereinen. Zudem wäre es leicht möglich, notwendige Abgrenzungen bezüglich Dusch- und Badewasser, Warmwasser etc., oder detailliert Geltungsbereiche und Definitionen festzulegen.
Swiss Granum	Die Verweise auf EU-Rechtserlasse lehnen wir vollumfänglich ab, für unsere Mitgliederorganisationen sind diese nicht zumutbar. Die entsprechenden Bestimmungen sind in den schweizerischen Verordnungen zwingend als Schweizer Recht auszuformulieren, um so die Rechtssicherheit zu gewährleisten und eine aufwändige Suche in den EU-Verlinkungen der Rechtsnomenklatur zu vermeiden. Die vorliegende Revision der Verordnungen im Lebensmittelrecht greift in verschieden Punkten der laufenden Anpassung des Lebensmittelgesetzes (LMG) vor. So ist die ZuV dem LMG unterstellt. Eine Inkrafttretung des revidierten LMG wird nicht vor 2014 erwartet. Wir erachten es daher als unangebracht den Entscheiden der Eidg. Räte auf Verordnungsstufe vorzugreifen. Wir verweisen auf die allgemeinen Bemerkungen in den Stellungnahmen unserer Mitgliederorganisationen und Branchenpartner SwissOlio, Schweizerischer Getreideproduzentenverband, Schweizerischer Bäcker-Confiseurmeister-Verband und Swissmill.
Union suisse des œnologues (USOE)	Toutes nos remarques concernent l'ordonnance sur les boissons alcooliques et son annexe 2. Nous ne nous prononçons pas sur les autres dispositions.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Verweise auf EU-Rechtstexte Es ist mittlerweile gängige Praxis, in den Verordnungen direkt auf EU-Gesetzgebung zu verweisen. So auch in der vorliegenden Revision. Als Beispiel kann die Verordnung über alkoholi-

Organisations	Avis exprimés
	sche Getränke herangezogen werden, wo unter Art 2 auf den Anhang III Teil III bis Punkte 1–12 der EU-Verordnung Nr. 1234/2007 vom 22. Oktober 2007 verwiesen wird. Obwohl der Verweis eindeutig ist, ist es für den Interessierten in der Praxis schwierig und mühsam, das korrekte Dokument mit dem korrekten Anhang zu finden. Zudem wird die Lesbarkeit solcher Formulierungen enorm erschwert. Vom Standpunkt der Verständlichkeit und Klarheit ist es wünschenswert, die zitierten Texte in einem Anhang aufzuführen. Es ist nicht praktisch, wenn Begriffe und Definitionen in der europäischen Gesetzgebung nachgeschaut werden müssen. Wird auf EU-Rechtstexte verwiesen, so müssen die Verweise in den Schweizer Rechtstexten (Onlineversion) mit Hyperlinks besser zugänglich gemacht werden. Zunahme Kontrollaufwand Die vorgeschlagene Revision bringt neben den Anpassungen an das europäische Schutzniveau auch eine massive Erhöhung der Regelungsdichte und des Detaillierungsgrades sowie verschiedene neue Bestimmungen. Damit steigt auch für die kantonalen Vollzugsbehörden der Kontrollaufwand, ohne dass zusätzliche Ressourcen oder Mittel zur Verfügung stehen. Formelles Es ist zweckmässig und vernünftig, für die Anhörung einer umfassenden Revision des Lebensmittelrechts ein einheitliches Formular zu verwenden. Das gewählte Formular hat sich in der Vergangenheit bewährt. Eine anwenderfreundlichere Gestaltung wäre allerdings wünschenswert. So ist z.B. nicht zweckmässig, dass für die Formatierung des Formulars eine Schrift (Univers 45 Light) vorgesehen ist, die ausserhalb der Bundesverwaltung in der Schweiz nicht üblich ist. Dies macht die Erarbeitung der Stellungnahme schwierig, weil die Schrift auf den Bildschirmen und in Ausdrucken durch eine Ersatzschrift angezeigt wird. Die Wahl einer allgemein verbreiteten Schrift (Times, Arial, Helvetica …) würde die Arbeit erleichtern.
Verband Schweiz. Mineralquellen und Soft Drink-Produzenten (SMS)	In Ihrem Begleitbrief zur Revision, datiert vom 13. Dezember 2012, schreiben Sie, dass das Ziel dieser Revision u. a. die Anpassung an das europäische Recht ist. Vor diesem Hintergrund machen wir Sie darauf aufmerksam, dass die Verordnung (EU) Nr. 1169/2011 vom 25. Oktober 2011 betreffend die Information der Verbraucher über Lebensmittel im Jahre 2014 grundlegend überarbeitet wird. Es ist für unsere Mitglieder und die schweizerische Lebensmittelwirtschaft von herausragender Bedeutung (Rechtssicherheit), dass diese aktuellen Gesetzes- und Verordnungsarbeiten im Einklang mit der europäischen Entwicklung stehen. Die vorliegende Revision der Verordnungen im Lebensmittelrecht greift in verschiedenen Punkten der laufenden Anpassung des Lebensmittelgesetzes (LMG) vor. Wir erachten es als unangebracht, den Entscheiden der Eidg. Räte auf Verordnungsstufe vorzugreifen. Wir würden es begrüssen, wenn in allen Verordnungen Übergangsfristen geregelt (bei der LGV fehlt diese) und einheitlich, sprich gleich lang, gewählt werden. Im Übrigen verweisen wir auf die Eingabe der Fédération des Industries Alimentaires Suisses.
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	Verweise auf EU-Rechtstexte Es ist mittlerweile gängige Praxis, in den Verordnungen direkt auf EU-Gesetzgebung zu verweisen. So auch in der vorliegenden Revision. Als Beispiel kann die Verordnung über alkoholische Getränke herangezogen werden, wo unter Art. 2 auf den Anhang III Teil III bis Punkte 1–12 der EU-Verordnung Nr. 1234/2007 vom 22. Oktober 2007 verwiesen wird. Obwohl der Verweis eindeutig ist, ist es für den Interessierten in der Praxis schwierig und mühsam, das korrekte Dokument mit dem korrekten Anhang zu finden. Zudem wird die Lesbarkeit solcher Formulierungen enorm erschwert. Vom Standpunkt der Verständlichkeit und Klarheit ist es wünschenswert, die zitierten Texte in einem Anhang aufzuführen. Es ist nicht praktisch, wenn Begriffe und Definitionen in der europäischen Gesetzgebung nachgeschaut werden müssen. Wird auf EU-Rechtstexte verwiesen, so müssen die Verweise in den Schweizer Rechtstexten (Onlineversion) mit Hyperlinks besser zugänglich gemacht werden. Zunahme Kontrollaufwand Die vorgeschlagene Revision bringt neben den Anpassungen an das europäische Schutzniveau auch eine massive Erhöhung der Regelungsdichte und des Detaillierungsgrades sowie verschiedene neue Bestimmungen. Damit steigt auch für die kantonalen Vollzugsbehörden der Kontrollaufwand, ohne dass zusätzliche Ressourcen oder Mittel zur Verfügung stehen. Formelles Es ist zweckmässig und vernünftig, für die Anhörung einer umfassenden Revision des Lebensmittelrechts ein einheitliches Formular zu verwenden. Das gewählte Formular hat sich in der Vergangenheit bewährt. Eine anwenderfreundlichere Gestaltung wäre allerdings wünschenswert. So ist z.B. nicht einzusehen, weshalb die Formatierung des Formulars eine Schrift (Univers 45 Light) vorsieht, die ausserhalb der Bundesverwaltung in der Schweiz nicht üblich ist. Dies macht die Erarbeitung der Stellungnahme schwierig, weil die Schrift auf den Bildschirmen und in Ausdrucken durch eine Ersatzschrift angezeigt wird. Die Wahl einer allgemein verbreiteten Schrift (Times, Arial, Helvetica ...) würde die Arbeit erleichtern.

Organisations	Avis exprimés
Lonza AG	im Rahmen der Revision der „Verordnung des ED! über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse" möchten wir für den vorgesehenen Artikel 5g und dessen ergänzenden Anhang 9 nachfolgende Anpassungen und Ergänzungen beantragen.
VAPKO Suisse romande	Aucune remarque sur l'ensemble de la consultation, les champignons n'étant pas concerné par cette révision. Nous vous remercions de nous avoir consulté.
Verband Schweizerischer Berufstätowierer, VST	Wir nehmen die ergänzende Liste zur Kenntnis.
Chancellerie d'Etat du Canton de Neuchâtel	L'harmonisation avec le droit européen dans le but de restreindre autant que possible les entraves techniques au commerce est louable. Toutefois, le renvoi à la législation européenne ou à des définitions qu'elle contient n'est pas acceptable. Tout le droit applicable en Suisse doit figurer in extenso dans les textes publiés. L'ordonnance sur les boissons alcooliques légalise les pratiques valaisanne et neuchâteloise de coupage des vins rosés avec du vin blanc, pour l'élaboration de Dôle blanche et d'OEil-de -perdrix. Cette ouverture est à saluer. Le droit neuchâtelois limite au cépage pinot gris le droit de coupage dans l'OEil-de perdrix. Afin que ce vin réputé ne devienne pas le réceptacle général de surplus de vin blancs mais conserve sa typicité, le coupage ne devrait être autorisé qu'avec du pinot gris. La distinction entre catégories de vin se trouve affaiblie par la révision. Ainsi, les mentions de provenance, de millésime ou de cépage, jusqu'à présent interdites pour les vins de table, se verrait autorisée. Cette modification est malheureuse; la pratique actuelle soit être maintenue. En outre, l'édulcoration de vin AOC doit être interdite (annexe 2, ch, 45). Dans la même ordonnance, l'abandon de toute exigence d'étiquetage spécifique pour les boissons alcoolisées sucrées (alcopops) est malvenu et contribue à la banalisation de ces produits. La levée d'obstacles techniques au commerce de ce genre de produit ne paraît nullement nécessaire. Elle est en tout état de cause subsidiaire par rapport à l'impératif de protection de la jeunesse. Pour llee surplus, les révisions proposées étant très techniques, je vous invite à vous référer à la prise de position de l'association des chimistes cantonaux.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Verweise auf EU-Rechtstexte Es ist mittlerweile gängige Praxis, in den Verordnungen direkt auf EU-Gesetzgebung zu verweisen. So auch in der vorliegenden Revision. Als Beispiel kann die Verordnung über alkoholische Getränke herangezogen werden, wo unter Art 2 auf den Anhang III Teil III bis Punkte 1–12 der EU-Verordnung Nr. 1234/2007 vom 22. Oktober 2007 verwiesen wird. Obwohl der Verweis eindeutig ist, ist es für den Interessierten in der Praxis schwierig, das korrekte Dokument mit dem korrekten Anhang zu finden. Zudem wird die Lesbarkeit solcher Formulierungen enorm erschwert. Vom Standpunkt der Verständlichkeit und Klarheit ist es wünschenswert, die zitierten Texte in einem Anhang aufzuführen. Zunahme Kontrollaufwand Die vorgeschlagene Revision bringt neben den Anpassungen an das europäische Schutzniveau auch eine massive Erhöhung der Regelungsdichte und des Detaillierungsgrades sowie verschiedene neue Bestimmungen. Damit steigt auch für die kantonalen Vollzugsbehörden der Kontrollaufwand, ohne dass zusätzliche Ressourcen oder Mittel zur Verfügung stehen.
PROVIANDE	Als Branchenorganisation der Schweizer Fleischwirtschaft vertritt Proviande Verbände und Unternehmen entlang der gesamten Wertschöpfungskette Fleisch. In Anbetracht des Umstandes, dass die Revision insbesondere unsere Mitgliedorganisationen direkt betrifft, verzichtet Proviande darauf, zu den Änderungen im Detail Stellung zu nehmen. Allgemeines Proviande begrüsst die Anpassung der vorliegenden Verordnungen des Lebensmittelrechts an das EU-Recht, soweit dies zwingend ist. Es ist zentral, dass keine Argumente geschaffen werden, die zu Handelshemmnissen zwischen der Schweiz und der EU führen. Den Zeitpunkt der Revision erachten wir jedoch als problematisch, da die Revision des Lebensmittelgesetzes bevorsteht. Sie wird vom Nationalrat als Erstrat fünf Tage nach Ablauf der Anhörungsfrist zur vorliegenden Revision diskutiert werden. Die vorgeschlagenen Verweise auf EU-Rechtserlasse erachten wir als nicht akzeptabel, da diese teilweise Interpretationsspielräume zulassen. Die entsprechenden Bestimmungen sind in den schweizerischen Verordnungen als Schweizer Recht auszuformulieren, damit die Rechtssicherheit in möglichst hohem Masse gewährleistet bleibt. Im Übrigen verweisen wir auf die Stellungnahmen des Schweizer Fleisch-Fachverbandes, des Schweizerischen Bauernverbandes sowie der Micarna SA, welche wir hiermit unterstützen.
Staatskanzlei des Kantons Basel-Stadt	Die vorliegende Revision der Gesetzgebung im Bereich Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände wird inhaltlich begrüsst. Sie ist mit Blick auf die notwendigen Anpassungen an das Recht

Organisations	Avis exprimés
	der EU notwendig und berücksichtigt zugleich den aktuellen Stand in Wissenschaft und Technik. Aus formeller Sicht ist festzuhalten, dass die diversen Verweise in den Verordnungen auf Rechtstexte der EU, die Anwendbarkeit und Nachvollziehbarkeit der Verordnungen teilweise stark erschweren. Es wird daher vorgeschlagen, die Verweise auf die EU-Rechtstexte in den Verordnungen in der elektronischen Version bei der Publikation etwa mit Hyperlinks besser zugänglich zu machen.
Cancelleria dello Stato del Cantone Ticino	vi ringraziamo per l'opportunità dataci di esprimere ii nostro parere nell'ambito deil'indagine conoscitiva avviata 1113 dicembre 2012 a seguito di impàrtanti revi sioni della legislazione sulle derrate alimentari e oggetti d'uso (Pacchetto revisioni 2012). Interpellati i suoi servizi direttamente interessati sul piano operativo (Labo ratorio cantonale, Ufficio del veterinario cantonale, Sezione agricoltura, Ufficio ap provvigionamento idrico), formuliamo le osservazioni che seguono. II Consiglio di Stato apprezza I principali intendimenti di questa revisione che sono: 1. l'adeguamento della legislazione allo stato più recente della scienza e della tecnica, 2. ii mantenimento dell'equivalenza con II diritto europeo e 3. l'evitare l'introduzione di ostacoli al commercio. In termini generali II Consigllo di Stato formula i seguenti commenti: 1. ii pacchetto di revisioni proposte, oltre a perseguire l'adeguamento del livel Ic di protezione a quello esistente nella UE, apporta anche un massiccio aumento della densità e del grado di dettaglic della legislazione. Questo comportera senza dubbio un aumento del compiti di controllo da parte delle autorità cantonali senza messa a disposizione di risorse e mezzi specifici supplementari. 2. I riferimenti, almeno nelle versioni elettroniche a testi di legge della UE, de vono essere più facilmente accessibili, p. es. mediante collegamenti iperte stuali. in termini particolari, ordinanza per ordinanza, ii Consigiio di Stato formula i Se guenti commenti: Ordinanza sulle derrate al/men tan Per quanto riguarda gli art. 11 cpv. 3 (pubbiicitâ per le bevande alcoliche), art. 18a (aggiunta di microorganismi alle derrate alimentari), art, 26 (altezza del caratteri), art. 50 cpv. 1 e 2 (rintracciabiiità) ii Consiglio di Stato -considerati gil intendimenti generali di adeguamento delia iegislazione alto stato dell'arte e ail'equivalenza at diritto europeo- condivide Ia presa di posizione espressa dai chimici cantonali sviz zen. Ordinanza sulle sostanze estranee e sul componênti Ii Consigiio di Stato approva le previste revisioni e ritiene particolarmente sensate queue relative al?'acqua potabile inclusi I commenti tecnici relativi al "concetto TTC" aderendo alla presa di posizione del chimici cantonali svizzeri. Per quanto riguarda l'art. 2 cpv. 6 e gil aliegati lista 2 e lista 4, Ii Consigilo di Stato aderisce aile considerazioni tecniche deli'Associazione del chimici cantonali sviz zen. Ci preme in questa sede confermare l'esigenza di disporre di tempi di transi zione plO lunghi, p. es. 10 invece di 5 anni, a disposizione del comuni per adeguar Si a! previsto nuovo valore ilmite per l'Arsenico. Ordinanza sul reguisiti igienici Viene positivamente sat utata i'intenzione di combattere efficacemente le infezioni da Campilo bacter. in particolare si auspica l'introduzione di un cnitenlo di igiene di processo a liveilo di abbattimento della poileria durante Ia macellazione. Per quanto riguarda gil art. 36 cpv. 3 e 42 si auspica un adeguamento plO preciso del testo ai dispostivi delia UE . Per quanto riguarda i'allegato 1 cifra 3 e cifra 2.16 Ii testo della versione italiana deve essere corretto. Anche per Ia revisione di que sta ordinanza ii Consigilo di Stato aderisce alle osservazioni formulate dail'Associazione del chimici cantonali svizzeri. Ondinanza sulla carattenizzazione delle derrate al/mentan !! Consigilo di Stato concorda con tutte le osservazioni dell'Associazione del chimi ci cantonali svizzeni che rafforzano ancor di plO l'obiettivo di rendere Ia legisiazione svizzera ii p10 compatibiie possibile alto specifico diritto europeo (Regolamento 1169/2011). In questo senso Si salutano anche le nuove disposizioni relative at commercio via internet. Pen quanto riguarda Fart. 14 si auspica un adeguamento ed unarmonizzazione del testo delie 3 versioni linguistiche Ordinanza sugli additivi It Consigilo di Stato esprime soddisfazione per Ia ripresa, anche in questo campo, del diritto europeo. Auspica tuttavia come formutato nelte sue osservazioni dall'Associazione del chimici cantonati svizzeri che le denominazioni specifiche Secondo it diritto svizzero siano megilo definte e ctassificate in analogia at diritto eu ropeo. Per quanto riguarda gil art. 1 cpv. 5, 2, 4, 5, 7, attegati 1-7, considerata Iesigenza di adeguarsi at diritto europeo, it Consigtio di Stato aderisce atte osservazioni fatte dall'Associazione del chimici cantonati svizzeri. Ordinanza sIIe sorte di zuccheri, Ic derrate alimentari do/cl e I prodotti di cacao Qrdinanza concernente l'acqua potabile, l'acqua sorgiva e l'acqua minerale Ordinanza sugli alimenti speciali Ordinanza concernente Iolio e ii cirasso commestibili nonché I prodotti da essi ot ten uti Ordinanza sulle derrate alimentari di oriqine animale Ordinanza sulle bevande alcoliche Ordinanza sulle bevande analcoliche Ordinanza suII'aqqiunta di sostanze essenzia/i o fisioloqicamente utili a derrate alimentari Ordinanza sugli oggetti che venqono in contatto con ii corpo umano Considerato che a revisione di queste ordinanze intende mantenere Ia legislazione alto stato più recente della scienza e delta tecnica adeguandosi nel contempo at di ritto europeo senza introdurre ostacoli aI commercio, ii Consiglio di Stato sostiene tutte Ic osservazioni formulate al riguardo da parte dell'Associazione del chimici cantonali. VI ringraziamo di voter considerare Ic nostre osservazioni. Vogliate gradire I nostri distinti saluti,
Chancellerie d'Etat du Canton de Vaud	Nous saluons les adaptations législatives proposées, qui tiennent compte de l'évolution du droit européen et qui constituent une étape supplémentaire en matière de suppression des entraves techniques au commerce. Nous regrettons toutefois que les dispositions européennes soient souvent modifiées dans leur formulation, et cela sans nécessité apparente. Il en résulte des imprécisions, voire même des contradictions avec le texte original que le droit suisse prétend reprendre.

Organisations	Avis exprimés
	Les révisions proposées conduisent à une augmentation conséquente de la densité de la réglementation et de son niveau de détail. De ce fait, les autorités cantonales de contrôle devront fournir des prestations plus importantes sans que des moyens nécessaires ou des ressources supplémentaires ne soient mis à leur disposition.
Standeskanzlei des Kantons Uri	Verweise auf EU-Rechtstexte Es ist mittlerweile gängige Praxis, in den Verordnungen direkt auf EU-Gesetzgebung zu verweisen. So auch in der vorliegenden Revision. Als Beispiel kann die Verordnung über alkoholische Getränke herangezogen werden, wo unter Art. 2 auf den Anhang III Teil III bis Punkte 1–12 der EU-Verordnung Nr. 1234/2007 vom 22. Oktober 2007 verwiesen wird. Obwohl der Verweis eindeutig ist, ist es für den Interessierten in der Praxis schwierig und mühsam, das korrekte Dokument mit dem korrekten Anhang zu finden. Zudem wird die Lesbarkeit solcher Formulierungen enorm erschwert. Vom Standpunkt der Verständlichkeit und Klarheit ist es wünschenswert, die zitierten Texte in einem Anhang aufzuführen. Es ist nicht praktisch, wenn Begriffe und Definitionen in der europäischen Gesetzgebung nachgeschaut werden müssen. Wird auf EU-Rechtstexte verwiesen, so müssen die Verweise in den Schweizer Rechtstexten (Onlineversion) mit Hyperlinks besser zugänglich gemacht werden. Zunahme Kontrollaufwand Die vorgeschlagene Revision bringt neben den Anpassungen an das europäische Schutzniveau auch eine massive Erhöhung der Regelungsdichte und des Detaillierungsgrades sowie verschiedene neue Bestimmungen. Damit steigt auch für die kantonalen Vollzugsbehörden der Kontrollaufwand, ohne dass zusätzliche Ressourcen oder Mittel zur Verfügung stehen. Formelles Es ist zweckmässig und vernünftig, für die Anhörung einer umfassenden Revision des Lebensmittelrechts ein einheitliches Formular zu verwenden. Das gewählte Formular hat sich in der Vergangenheit bewährt. Eine anwenderfreundlichere Gestaltung wäre allerdings wünschenswert. So ist z.B. nicht einzusehen, weshalb die Formatierung des Formulars eine Schrift (Univers 45 Light) vorsieht, die ausserhalb der Bundesverwaltung in der Schweiz nicht üblich ist. Dies macht die Erarbeitung der Stellungnahme schwierig, weil die Schrift auf den Bildschirmen und in Ausdrucken durch eine Ersatzschrift angezeigt wird. Die Wahl einer allgemein verbreiteten Schrift (Times, Arial, Helvetica ...) würde die Arbeit erleichtern.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Verweise auf EU-Rechtstexte Es ist mittlerweile gängige Praxis, in den Verordnungen direkt auf EU-Gesetzgebung zu verweisen. So auch in der vorliegenden Revision. Als Beispiel kann die Verordnung über alkoholische Getränke herangezogen werden, wo unter Art 2 auf den Anhang III Teil III bis Punkte 1–12 der EU-Verordnung Nr. 1234/2007 vom 22. Oktober 2007 verwiesen wird. Obwohl der Verweis eindeutig ist, ist es für den Interessierten in der Praxis schwierig und mühsam, das korrekte Dokument mit dem korrekten Anhang zu finden. Zudem wird die Lesbarkeit solcher Formulierungen enorm erschwert. Vom Standpunkt der Verständlichkeit und Klarheit ist es wünschenswert, die zitierten Texte in einem Anhang aufzuführen. Es ist nicht praktisch, wenn Begriffe und Definitionen in der europäischen Gesetzgebung nachgeschaut werden müssen. Wird auf EU-Rechtstexte verwiesen, so müssen die Verweise in den Schweizer Rechtstexten (Onlineversion) mit Hyperlinks besser zugänglich gemacht werden. Zunahme Kontrollaufwand Die vorgeschlagene Revision bringt neben den Anpassungen an das europäische Schutzniveau auch eine massive Erhöhung der Regelungsdichte und des Detaillierungsgrades sowie verschiedene neue Bestimmungen. Damit steigt auch für die kantonalen Vollzugsbehörden der Kontrollaufwand, ohne dass zusätzliche Ressourcen oder Mittel zur Verfügung stehen. Formelles Es ist zweckmässig und vernünftig, für die Anhörung einer umfassenden Revision des Lebensmittelrechts ein einheitliches Formular zu verwenden. Das gewählte Formular hat sich in der Vergangenheit bewährt. Eine anwenderfreundlichere Gestaltung wäre allerdings wünschenswert. So ist z.B. nicht zweckmässig, dass für die Formatierung des Formulars eine Schrift (Univers 45 Light) vorgesehen ist, die ausserhalb der Bundesverwaltung in der Schweiz nicht üblich ist. Dies macht die Erarbeitung der Stellungnahme schwierig, weil die Schrift auf den Bildschirmen und in Ausdrucken durch eine Ersatzschrift angezeigt wird. Die Wahl einer allgemein verbreiteten Schrift (Times, Arial, Helvetica ...) würde die Arbeit erleichtern.
Schweizerischer Verband der Lebensmittel-Detaillisten Veledes	Wir lehnen die Revision grundsätzlich als verfrüht ab. Die parlamentarische Beratung ist noch in vollem Gange und kann durchaus zu erneuten Anpassungen führen. Zudem wird die Verbraucher-Informations-VO der EU im Jahr 2014 revidiert, was bei uns in der Schweiz mit Sicherheit erneute Gesetzesänderungen nach sich ziehen wird. Im weitern erachten wir den blossen Hinweis auf EU-Recht für Schweizer KMU inakzeptabel. Ein Schweizer Unternehmen hat das Anrecht darauf, sich auf geschriebenes Schweizer Recht zu stützen. Eine Konsultation von EU-Recht wäre für den Kleinunternehmer ein klares Erschwernis.

Organisations	Avis exprimés
	Eine schweizerische Bestimmung soll sich nur dort auf EU-Recht berufen, wo dies unbedingt notwendig ist. Jede unnötige administrative Mehrbelastung ist grundsätzlich zu vermeiden. Die einzelnen Verordnungen weisen uneinheitliche oder im Einzelfall keine Übergangsfristen auf. Dies ist nur dann zu akzeptieren, wenn es handfeste sachliche Gründe dafür gibt.
Schweizerischer Gewerbeverband (SGV)	Verfrühte Revision: Aus zwei Gründen erachten wir die Revision als verfrüht: Erstens wird gegenwärtig die gesetzliche Grundlage dieser Verordnungen, das Lebensmittelgesetz revidiert. Der Nationalrat beginnt mit den Beratungen am 20. März 2013, fünf Tage nach Ablauf der offiziellen Anhöungsfrist vom 15. März 2013. Je nach Ergebnis der parlamentarischen Beratungen müssen dann die Verodnungen wieder geändert werden. Es sollten höchstens jene Punkte angepasst werden, die entweder keinen zeitlichen Aufschub vertragen können oder die von der Gesetzesrevision nicht betroffen sein werden. Zweitens soll die EU-Verordnung 1169/2011 betreffend die Information der Verbraucher über Lebensmittel im Jahre 2014 revidiert werden. Diese Änderungen werden zumindest teilweise auch von der Schweiz übernommen werden müssen, vor allem im Bereich der Verordnungen über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände und über die Kennzeichnung und Anpreisung von Lebensmitteln. Auch aus diesen Überlegungen ist die Revision verfrüht, es sollten zunächst die Ergebnisse aus der EU abgewartet werden. Übergangsfristen: Wir erachten es als notwendig, die Übergangsfristen der einzelnen Verordnungen soweit wie möglich und sinnvoll untereinander abzustimmen - was zurzeit in den vorgelegten Entwürfen nicht der Fall ist. Verweise auf EU-Recht: Die vorgeschlagenen Verweise auf EU-Rechtserlasse lehnen wir strikte ab, da sie vor allen für kleine Betriebe schlicht unzumutbar sind. Die entsprechenden Bestimmungen sind in den schweizerischen Verordnungen zwingend als Schweizer Recht auszuformulieren, um so die Rechtssicherheit zu gewährleisten und unsere Unternehmen von der Konsultierung der ausufernden und bürgerfremden EU-Rechtserlassen zu verschonen. Keine administrative Mehrbelastungen: Die Änderungen haben sich strikte an die absolut notwendigen Anpassungen an das EU-Recht zu beschränken mit dem legitimen Ziel, Handelshemmnisse abzubauen und unseren Unternehmen den Export zu ermöglichen bzw. zu erleichtern. Alle Änderungsvorschläge, die eine administrative Mehrbelastung unserer Unternehmen zur Folge haben, lehnen wir ohne Wenn und Aber ab.
Schweizerischer Getreideproduzentenverband SGPV	Nous vous remercions de nous donner la possibilité de prendre position sur les différentes ordonnances sur les denrées alimentaires et les objets usuels. Remarques générales : - les renvois à la législation européenne provoquent un travail administratif énorme pour les différentes entreprises concernées. Nous demandons dès lors à ce que le contenu soit explicitement mentionné, sans renvoi, afin de clarifier les textes légaux suisses. Nous nous remercions d'ores et déjà de réserver un accueil favorable à nos remarques.
Schweizer Milchproduzenten SMP	Grundsätzliche Bemerkungen: • Wir sind nicht damit einverstanden, dass auf Erlasse und Definitionen der EU verwiesen wird. Die Bestimmungen müssen, falls eine Übernahme des EU-Rechts angemessen ist, als schweizerische Rechtserlasse ausformuliert werden. Änderungen des EU Rechts müssen auch rechtlich in den schweizerischen Erlassen nachvollzogen werden. • Der Revision des Lebensmittelgesetzes, die demnächst ins Parlament kommt, darf nicht vorgegriffen werden. Insbesondere darf nicht auf die Umschreibung der Lebensmittel verzichtet werden. • Wie die aktuellsten Diskussionen um Pferdefleisch zeigen, ist die Deklaration der Herkunft der Rohstoffe und der Produkte weiterhin wichtig. Die Schweiz soll sich nicht an den europaweit tiefsten Normen orientieren (kein Cassis-de-Dijon-Prinzip).
Schweiz. Bauernverband (SBV)	Grundsätzliche Bemerkungen Der Schweizerische Bauernverband (SBV) erachtet folgende Punkte als besonders wichtig: - Die Bestimmungen des schweizerischen Lebensmittelrechts müssen zwingend als schweizerische Erlasse voll ausformuliert und von den Behörden den Betroffenen zur Verfügung gestellt werden. Verweise auf Erlasse der Europäischen Union können nicht akzeptiert werden. Die vorliegende Revision der Verordnungen erhöht den bürokratischen Aufwand für die Lebensmittelbetriebe in erheblichem Umfang, da ist es diesen Betrieben nicht auch noch zuzumuten, die gültigen Rechtstexte in der komplizierten, unübersichtlichen und unverständlich formulierten EU Gesetzessammlung zusammen zu suchen. - Die vorliegende Revision der Verordnungen im Lebensmittelrecht greift in verschiedenen Punkten der laufenden Anpassung des Lebensmittelgesetzes (LMG) vor. Wir erachten es als unangebracht, den Entscheiden der Eidg. Räte auf Verordnungsstufe vorzugreifen. - In dieser Verordnungsrevision sind keine Änderungen bezüglich der Umsetzung des Cassis-de-Dijon-Prinzips vorzunehmen. Die Deklaration der importierten alkoholischen Süssgetränke

Organisations	Avis exprimés
	ist unverändert zu belassen. - Vor Abschluss der Gesetzesrevision (LMG) durch die Eidg. Räte sind die Definitionen und Mindestanforderungen an umschriebene Lebensmittel nicht aus dem Verordnungsrecht zu entfernen. Die Anforderungen an wertgebende Zutaten und Inhaltsstoffe sind beizubehalten, solange das LMG nicht geändert wurde. Die Definition von „vielle“ bei Likören ist zu belassen. - Die Deklaration der Kohlendioxid-Zugabe bei Fruchtsäften und -nektaren ist zu belassen, ebenso jene von verdünntem Fruchtsaft.
Staatskanzlei des Kantons Zürich	Wir begrüssen die Revisionen der Verordnungen im Lebensmittel - bereich, da sie die Harmonisierung des Schweizer Lebensmittelrechts an die europäischen Erlasse fördern. Leider wurde das EU-Recht in gewissen Regelungsbereichen nur unvollständig oder ungenau übernommen, was nicht sinnvoll ist, da dadurch technische Handelshemmnisse entstehen. Insbesondere ist es wichtig, dass jene Health Claims (nährwert- und gesundheitsbezogene Angaben für Lebensmittel z.B. auf Verpackungen oder in der Werbung), die in der EU zugelassen werden, auch weiterhin unverändert ins Schweizer Recht übernommen werden (vgl. Anhang 7 und 8 der Verordnung über die Kennzeichnung und Anpreisung von Lebensmitteln). Schon kleine Abweichungen bewirken Rechtsungleichheit und -unsicherheit. Aus formeller Sicht ist zu bemerken, dass es für die Praxis eine grosse Erleichterung darstellen würde, wenn sämtliche Rechtserlasse eine offizielle Abkürzung erhalten würden. Das Zitieren würde erleichtert.
Fédération Vaudoise des Vignerons	L'alignement sur le droit européen est une bonne chose, les dispositions générales auront une influence non négligeable sur les législations catonales des vins AOC. Il y a lieu de donner toutes les latitudes possibles aux régions
Verband Schweizerischer Gemüseproduzenten	Grundsätzliche Bemerkungen - Ziel der Revision ist unter anderem die Anpassung an das europäische Recht. Es ist jedoch davon abzusehen, zukünftige Änderungen im europäischen Recht direkt ins schweizerische Recht zu übernehmen. Im Fall einer EU-Richtlinien-Revision ist die Zweckmässigkeit einer Übernahme ins Schweizer Recht zu prüfen. Ein Anhörungsverfahren in den betroffenen Kreisen erachten wir als angebracht. - Die Bestimmungen des schweizerischen Lebensmittelrechts müssen zwingend als schweizerische Erlasse voll ausformuliert und von den Behörden den Betroffenen zur Verfügung gestellt werden. Verweise auf Erlasse der Europäischen Union können nicht akzeptiert werden. Die vorliegende Revision der Verordnungen erhöht den bürokratischen Aufwand für die Lebensmittelbetriebe in erheblichem Umfang, da ist es diesen Betrieben nicht auch noch zuzumuten, die gültigen Rechtstexte in der komplizierten, unübersichtlichen und unverständlich formulierten EU Gesetzessammlung zu suchen.
Unilever Schweiz	Unilever begrüsst die Anpassungen des Schweizerischen Verordnungsrechts an die Verordnung EU Nr. 1169/2011 betreffend die Information der Verbraucher über Lebensmittel. Bei den Anpassungen ist darauf zu achten, möglichst nahe am Europäischen Konzept zu legiferieren, um keine Handelshemmnisse zu schaffen. Aufgefallen ist uns, dass die Übergangsfristen in den einzelnen Verordnungen verschieden geregelt werden. Unilever vertritt die Ansicht, dass überall dort, wo nicht aus Gründen des Gesundheitsschutzes zwingend eine andere Übergangsfrist notwendig ist, dieselbe Übergangsfrist gewährt werden müsste wie in der EU. Die Umsetzung des Verordnungspakets hat eine Änderung nahezu sämtlicher, auf dem Schweizer Markt verfügbarer Lebensmittelpackungen zur Folge und die entsprechenden Fristen sind daher mindestens gleich lang zu wählen wie in der EU (3 Jahre). Wir beantragen daher grundsätzlich und für sämtliche in Anhörung gesetzten Verordnungen folgende Übergangsbestimmung: „1. Lebensmittel, die der Änderung vom … dieser Verordnung nicht entsprechen, dürfen noch bis … (3 Jahre nach Inkrafttreten) nach bisherigem Recht hergestellt, eingeführt und gekennzeichnet werden. 2. Sie dürfen noch bis zur Erschöpfung der Bestände nach bisherigem Recht an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden.“
Schweizerische Volkspartei SVP	Es erscheint uns fragwürdig, ein Paket von 14 Verordnungsrevisionen im Bereich der Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände im Rahmen einer Anhörung vorzulegen, welche 5 Tage vor Beginn der Beratung der Revision des Lebensmittelgesetzes im Nationalrat abgeschlossen werden soll. Man greift damit einer anstehenden Gesetzesänderung vor. Dies lässt allenfalls vermuten, dass die zuständigen Behörden die politischen Verfahren und Meinungsbildungsprozesse innerhalb unseres Landes nicht mehr angemessen respektieren und sich ganz auf die Anpassungen schweizerischen Rechts an jenes der EU konzentrieren. Deshalb lehnt die SVP diese Vorlage ab. Wir möchten ferner drauf hinweisen, dass es sowohl politisch wie auch formell völlig inakzeptabel ist, wenn Schweizer Recht nicht mehr vollständig ausformu-liert ist, sondern verschiedentlich nur noch Verweise auf fremdes Recht und damit dessen Gültigkeit für Bürger und Wirtschaft der Schweiz gemacht werden (z.B. in Art. 2 Abs. 2 LGV). Es kann und darf insbe-

Organisations	Avis exprimés
	sondere dem Gewerbe sowie kleineren Unternehmen nicht zugemutet werden, über die Konsultation und Kenntnis des eigenen Landesrechtes hinaus EU-Erlasse ausfindig machen zu müssen und faktisch gar noch in der Verantwortung zu stehen, alle Änderungen des EU-Rechts mit zu verfolgen, um stets auf dem aktuellen Wissensstand zu sein bzw. rechtlich einwandfrei handeln zu können. Wir fordern den Bundesrat auf, diese Anhörung abzubrechen und die Beratung bzw. Revision des Lebensmittelgesetzes abzuwarten. Zudem sind die Änderungen und Anpassungen der Verordnungen dann auf ihre Dringlichkeit und Wichtigkeit hin zu prüfen und zu gewichten. In den Erläuterungen der aktuellen Vorlage sind kaum Hinweise darauf zu finden, welche Auswirkungen die Anpassungen in administrativer und finanzieller Hinsicht für die betroffenen Schweizer Unternehmen aber auch für die Bevölkerung bzw. Konsumenten haben. Auch diese Aspekte scheinen den Absendern der Vorlage offenbar nebensächlich. Die SVP verlangt, dass – nach abgeschlossener Revision des Lebensmittelgesetzes – nur dringende und wichtige Verordnungsänderungen vorgelegt werden und dies auch materiell zu begründen ist. Damit soll der Stabilität der Rechtsprechung und der Rechtssicherheit wieder mehr Gewicht neben dem behördlichen Anpassungsdrang an fremdes Recht gegeben werden..
Regierungskanzlei des Kantons Glarus	Im Bereich der Spirituosen hat, gestützt auf die bilateralen Abkommen, bereits eine quasi buchstabengetreue Harmonisierung mit den Bestimmungen der EU stattgefunden. Diese Harmonisierung wird zudem durch die Allgemeinverfügung des BAG Nr. 1129 verstärkt. Wir ziehen Ihre Aufmerksamkeit auf die Tatsache, dass die EU Verordnung 1169/2011 betreffend die Information der Verbraucher über Lebensmittel im Jahr 2014 revidiert warden soll. Diese Revision bringt mit Sicherheit Aenderungen, die im Rahmen der Harmonisierung auch in die Schweizer Gesetzgebung übernommen warden müssen. Es ist somit aus unserer Sicht verfrüht, die 14 Verordnungen die zurzeit in Vernehmlassung sind, im jetzigen Zeitpunkt zu revidieren. Wir sind der Auffassung, dass sich die Revision der Lebensmittelgesetzgebung in einer ersten Phase auf das Lebensmittelgesetz beschränken sollte und dass die Verordnungen erst im Nachhinein – nach Kenntnisnahme der Aenderungen in der EU-Gesetzgebung – angepasst warden sollten. Dies betrifft insbesondere die Verordnungen über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände und über die Kennzeichnung und Anpreisung von Lebensmitteln. Zudem verweisen wir auf die Auswirkungen, welche die Umsetzung des “Cassis de Dijon Prinzips” auf das Schweizer Lebensmittelrecht hat und auf die Möglichkeiten (und Verwässerung unseres Qualitätsstandards), die sich gestützt auf das Bundesgesetz über die technischen Handelshemmnisse ergeben. Eine Harmonisierung mit dem EU Recht ist daher unseres Erachtens nur in begründeten Fällen angezeigt. Schliesslich erachten wir es als angezeigt, die Uebergangsfristen der einzelnen Verordnungen untereinander abzustimmen – was zurzeit in den vorgelegten Entwürfen nicht der Fall ist.
Switzerland Cheese Marketing AG	Die SCM AG verzichtet ihrerseits auf eine Stellungnahme, unterstützt aber die diversen Stellungnahmen der ihr naheliegenden Organisationen bzw. Firmen (wie die Schweizer Milchproduzenten, Emmi AG oder auch die FIAL Föderation der Schweizerischen Nahrungsmittelindustrien).
Scienceindustries Wirtschaftsverband Chemie Pharma Biotech	scienceindustries begrüsst grundsätzlich die Angleichung der Schweizer Gesetzgebung an die EU-Vorschriften betreffend die Information der Verbraucher über Lebensmittel, die dem Ziel eines vorsorgenden Schutzes der Konsumentinnen und Konsumenten dienen. Allerdings sind dabei die schweizerischen Verhältnisse und die Bedürfnisse und Erwartungen der Schweizer Konsumenten zu beachten. Wo Schweizer Lösungen anerkanntermassen besser sind (sei es für den Konsumenten leichter verständlich oder auf den nationalen Markt zugeschnitten) sollten diese als zusätzliche Optionen weiterhin beibehalten werden. Die Mitgliedunternehmen von scienceindustries, die von dieser Revision unmittelbar betroffen sind, haben ihre spezifischen Anliegen der Föderation der Schweizerischen Nahrungsmittel-Industrien (fial) eingereicht. Aus diesem Grund verzichtet scienceindustries auf eine separate Stellungnahme.
SVGW	Generell begrüssen wir die aktuelle Harmonisierung der Schweizerischen Lebensmittelgesetzgebung mit dem EU Recht. Aus unserer Sicht wäre es wünschenswert und ebenso sinnvoll, die trinkwasserspezifischen Vorgaben in einer eigenen Verordnung zusammenzufassen. Damit bestünde die Möglichkeit, alle trinkwasserrelevanten hygienischen, chemischen und physikalischen Vorgaben in einer Verordnung zu vereinen. Zudem wäre es leicht möglich, notwendige Abgrenzungen bezüglich Dusch- und Badewasser, Warmwasser etc., oder detailliert Geltungsbereiche und Definitionen festzulegen.
Schweizerischer Bäcker- Konditorenmeister-Verband	Wir bedanken uns für die Möglichkeit der Stellungnahme und sind Ihnen dankbar, wenn Sie unsere Anliegen in der definitiven Version der Vernehmlassung berücksichtigen. Als KMU-

Organisations	Avis exprimés
	Branchenverband möchten wir explizit darauf hinweisen, dass mit der anstehenden Revision, den Anliegen der handwerklich produzierenden KMU Betrieben Rechnung getragen werden muss. Unsere Mitgliedsbetriebe sind mit einer weiter wachsenden administrativen Belastung konfrontiert, deren Ausmass besorgniserregend geworden ist und damit ihre Wettbewerbsfähigkeit und ihr langfristiges Bestehen in Gefahr bringt. Es kann nicht sein, dass dadurch immer mehr Auflagen und Verschärfungen, welche von gesetzgeberischer Seite gewillt gefördert werden, eine Strukturbereinigung bei den KMU-Betrieben vollzogen wird. Im Weiteren finden wir den Zeitpunk der Revision sehr unglücklich und irritierend, da am 20. März 2013 der Nationalrat die Beratungen mit der Totalrevison der gesetzlichen Grundlagen aufnimmt, fünf Tage nach Ablauf der Anhörungsfrist. Je nach Ergebnis der parlamentarischen Diskussion müssen dann die Verordnungen wieder geändert werden. Übergangsfristen: In den vorgelegten Entwürfen sind die Übergangsfristen verschieden geregelt. Wir erachten es als zwingend, dass diese untereinander abgestimmt werden, sprich gleich lange Spiesse gewährt werden. Eine Umsetzung in der Bäckerei-Konditorei-Confiserie Branche ist sonst kaum zu bewerkstelligen. Dazu verweisen wir auch auf das Verfahren im Allgemeinen. Mit der Branchen Hygieneleitlinie hat der SBC den Betrieben die grosse Arbeit einer nachvollziehbaren Dokumentation erleichtert. Mit der anstehenden Revision und im Hinblick, dass in der EU scheinbar die Verordnung 1169/2011 "Information der Verbraucher über Lebensmittel" bereits im Jahr 2014 erneut überarbeitet wird, scheint uns der Zeitpunkt für die vorliegende Revision ebenfalls ungünstig. Wir riskieren damit eine Verunsicherung bei unseren Mitgliedern und eine schwierige Umsetzung der in der Praxis bewährten Branchen-Hygieneleitlinie. ¨ Die Verweise auf EU-Rechtserlasse lehnen wir vollumfänglich ab, für unsere Mitgliedsbetriebe sind diese schlicht nicht umsetzbar. Die entsprechenden Bestimmungen sind in den schweizerischen Verordnungen zwingend als Schweizer Recht auszuformulieren, um so die Rechtssicherheit zu gewährleisten.
Informationszentrum Schweizer Wein	Wir ziehen Ihre Aufmerksamkeit auf die Tatsache, dass die EU Verordnung 1169/2011 betreffend die Information der Verbraucher über Lebensmittel im Jahr 2014 revidiert warden soll. Diese Revision bringt mit Sicherheit Aenderungen, die im Rahmen der Harmonisierung auch in die Schweizer Gesetzgebung übernommen warden müssen. Es ist somit aus unserer Sicht verfrüht, die 14 Verordnungen die zurzeit in Vernehmlassung sind, im jetzigen Zeitpunkt zu revidieren. Wir sind der Auffassung, dass sich die Revision der Lebensmittelgesetzgebung in einer ersten Phase auf das Lebensmittelgesetz beschränken sollte und dass die Verordnungen erst im Nachhinein – nach Kenntnisnahme der Aenderungen in der EU-Gesetzgebung – angepasst werden sollten. Dies betrifft insbesondere die Verordnungen über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände und über die Kennzeichnung und Anpreisung von Lebensmitteln. Zudem verweisen wir auf die Auswirkungen, welche die Umsetzung des “Cassis de Dijon Prinzips” auf das Schweizer Lebensmittelrecht hat und auf die Möglichkeiten (und Verwässerung unseres Qualitätsstandards), die sich gestützt auf das Bundesgesetz über die technischen Handelshemmnisse ergeben. Eine Harmonisierung mit dem EU Recht ist daher unseres Erachtens nur in begründeten Fällen angezeigt. Schliesslich erachten wir es als angezeigt, die Uebergangsfristen der einzelnen Verordnungen untereinander abzustimmen – was zurzeit in den vorgelegten Entwürfen nicht der Fall ist.
Coop Genossenschaft	Coop begrüsst die Anpassungen des Schweizerischen Verordnungsrechts an die Verordnung Nr. 1169/2011 betreffend die Information der Verbraucher über Lebensmittel. Bei den Anpassungen ist darauf zu achten, möglichst nahe am Europäischen Konzept zu legiferieren, um keine Handelshemmnisse zu schaffen. Wo die Schweizer Lösungen anerkanntermassen besser sind (sei es für den Konsumenten leichter verständlich oder auf unsere schweizerischen Verhältnisse besser zugeschnitten) sollten diese als zusätzliche Optionen weiterhin beibehalten werden. So sollten z.B. in der Schweiz Allergenkennzeichnungen auch weiterhin am Ende der Zutatenliste zusammengefasst werden können, da dies für den Konsumenten deutlich einfacher und verständlicher ist als die blosse Hervorhebung einzelner Zutaten im Zutatenverzeichnis. Aufgefallen ist uns, dass die Übergangsfristen in den einzelnen Verordnungen verschieden geregelt werden. Coop vertritt die Ansicht, dass überall dort, wo nicht aus Gründen des Gesundheitsschutzes zwingend eine andere Übergangsfrist notwendig ist, dieselbe Übergangsfrist gewährt werden müsste wie in der EU. Die Umsetzung des Verordnungspakets hat eine Änderung nahezu sämtlicher, auf dem Schweizer Markt verfügbarer Lebensmittelpackungen zur Folge und die entsprechenden Fristen sind daher mindestens gleich lang zu wählen wie in der EU. Wir beantragen daher grundsätzlich und für sämtliche in Anhörung gesetzten Verordnungen folgende Übergangsbestimmung: „1. Lebensmittel, die der Änderung vom … dieser Verordnung nicht entsprechen, dürfen noch bis … (3 Jahre nach Inkrafttreten) nach bisherigem Recht hergestellt, eingeführt und gekennzeichnet werden. 2. Sie dürfen noch bis zur Erschöpfung der Bestände nach bisherigem Recht an Konsumen-

Organisations	Avis exprimés
	tinnen und Konsumenten abgegeben werden.“
Centre Patronal	En l’occurrence, nous avons constaté que les modifications proposées sont de nature essentiellement technique et n’ont pas véritablement de portée politique. Nous avons demandé à la Fédération des industries alimentaires suisses (FIAL) une copie de la prise de position qu’elle vous a adressée. A la lecture de celle-ci, nous constatons que, dans l’ensemble, les modifications proposées ne posent pas de problème majeur, mais qu’elles appellent tout de même de nombreuses remarques de détail de la part des industries concernées. Nous espérons que ces remarques issues des milieux professionnels trouveront l’écho nécessaire. Nous avons également consulté des représentants d’autres branches – boucherie, viticulture – sur certains aspects les concernant. Nous avons ainsi pris connaissance de la position que vous a adressée la Fédération vaudoise des vignerons (FVV), qui contient plusieurs remarques relatives à l’ordonnance sur les boissons alcooliques (couleur des raisins, alcoométrie); ces remarques nous semblent également devoir être prises en considération. Compte tenu de ce qui précède, notre organisation n’a pas d’objection particulière à formuler et se contente d’appuyer la position des associations professionnelles concernées.
Bo Butter	Wir begrüssen grundsätzlich eine Angleichung der schweizerischen Lebensmittelgesetzgebung an die europäische Lebensmittelgesetzgebung. Die schweizerischen Hersteller von lebensmitteln sollen zukünftig gegenüber ausländischen Herstellern von Lebensmitteln nicht mehr benachteiligt werden, indem unterschiedliche Anforderungen bestehen. Dies besonders auch im Hinblick auf einen zunehmend liberalisierten Markt.Dort wo schweizerische Lösungen besser sind als im EU Recht sollen jedoch diese auch zukünftig beibehalten werden. Bei den Deklarationen und Empfehlungen von Referenzmengen etc. sind die offiziellen Empfehlungen und Richtwerte zum Teil veraltet. Diese sollten zwingend an die neuesten Erkenntisse der Ernährungswissenschaft angepasst werden. Da gesättigte Fettsäuren keinen negativen Einfluss haben, betrachten wir vorallem die Empfehlungen zu den gesättigten Fettsäuren als kritisch. Die Änderungen der Lebensmittelgesetzgebung haben zur Folge, dass praktisch alle Verpackungsmaterialien geändert werden müssen. Hier sind grundsätzlich die in der EU geltenden Übergangsfristen von 3 Jahren zu gewähren.
NGO-Allianz Ernährung, Bewegung und Körpergewicht	Die NGO-Allianz Ernährung, Bewegung, Körpergewicht wird aktiv vertreten durch CardioVasc Suisse, Schweizerische Herzstiftung, Forum Obesity Schweiz, Krebsliga Schweiz, Public Health Schweiz, Radix Gesundheitsförderung, Schweizerische Gesellschaft für Ernährung SGE, Nutrinet, Schweizerische Gesundheitsligen-Konferenz, die Allianz der Konsumentenschutz-Organisationen und die Allianz Ernährung. Die NGO-Allianz Ernährung, Bewegung, Körpergewicht verfolgt das Ziel, einen Beitrag zur Bekämpfung der Übergewichtsepidemie und zur Förderung eines gesunden Ernährungs- und Bewegungsverhaltens zu leisten.
Migros-Genossenschafts-Bund	Die Migros begrüsst die Anpassungen des Schweizerischen Verordnungsrechts an die Verordnung Nr. 1169/2011 betreffend die Information der Verbraucher über Lebensmittel. Bei den Anpassungen ist darauf zu achten, möglichst nahe am Europäischen Konzept zu legiferieren, um keine Handelshemmnisse zu schaffen. Wo die Schweizer Lösungen anerkanntermassen besser sind (sei es für den Konsumenten leichter verständlich oder auf unsere schweizerischen Verhältnisse besser zugeschnitten) sollten diese als zusätzliche Optionen weiterhin beibehalten werden. So sollten z.B. in der Schweiz Allergenkennzeichnungen auch weiterhin am Ende der Zutatenliste zusammengefasst werden können, da dies für den Konsumenten deutlich einfacher und verständlicher ist als die blosse Hervorhebung einzelner Zutaten im Zutatenverzeichnis. Aufgefallen ist uns, dass für die Änderungen der LGV keine Übergangsfrist vorgesehen wird. Bei den meisten der Artikel scheint eine solche auch nicht notwendig, bezüglich der Änderungen in Art. 50 Abs. 2 und Abs. 2bis müsste unserer Meinung nach aber trotzdem eine Übergangsfrist vorgesehen werden. Aus unserer Sicht ist diese auf drei Jahre anzusetzen.
Denner AG	Denner AG begrüsst die Anpassungen des Schweizerischen Verordnungsrechtes an die EU-Gesetzgebung, um Handelshemmnisse zu vermeiden. Bei einigen Punkten sollte allerdings die bestehende Schweizer Regelung nach wie vor möglich sein. Da die geplanten Änderungen für die meisten Lebensmittel auf dem Schweizer Markt eine Anpassung der Verpackung nach sich zieht, fordern wir eine allgemeine Übergangsfrist von 3

Organisations	Avis exprimés
	Jahren für alle Verordnungen in der Vernehmlassung, sofern nicht aus Gründen des Gesundheitsschutzes eine andere Übergangsfrist notwendig ist.
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	Wir unterbreiten Ihnen diese Vernehmlassung in Ergänzung zur Vernehmlassung unseres Dachverbandes fial. Dabei beschränken wir uns auf jene Verordnungen, die im Zusammenhang mit der rechtlichen Regelung der Speziallebensmittel stehen. In allen anderen Punkten schliessen wird uns der Vernehmlassung der fial an. Aufnahme der "neuartigen Speiseöle" in die VO Speiseöle (mit Verweisen in der VO über Speziallebensmittel und der VO-Esse: Wir möchten schon an dieser Stelle auf ein grundsätzliches Problem hinweisen, dass durch die vorgeschlagene Aufnahme der "neuartigen Speiseöle" in Abschnitt 2a (Art. 5a bis 5i) der VO über Speiseöle, Speisefette und daraus hergestellte Erzeugnisse (nachfolgend VO Speiseöle) für die Anreicherung mit spezifischen Fettsäuren in Lebensmitteln und im besonderen in Speziallebensmitteln entsteht. Sowohl die VO über Speziallebensmittel wie die Verordnung über den Zusatz essentieller oder physiologisch nützlicher Soffe (nachfolgend VO-Esse) verweisen auf diese Bestimmungen. Nach dem bisherigen Anhang 14 der VO über Speziallebensmittel ("zulässige Verbindungen der Nährstoffe", Kategorie 4: "Sonstige") gilt für DHA, EPA und Omega-3-Fettsäuren folgendes: - DHA und deren Ester aus Fischöl oder Algenöl - EPA und deren Ester aus Fischöl oder Algenöl - Omega-3-Fettsäuren aus Pflanzenölen, Fischölen und Algenölen Neu wird für diese Fettsäuren generell auf die VO Speiseöle verwiesen. Noch spezifischer ist der Verweis im vorgeschlagenen Art. 2 Abs. 2bis der VO-Esse. Danach gelten "für die zur Anreicherung in Lebensmitteln zulässigen spezifischen Fettsäuren … die Anforderungen der Artikel 5a, 5b, 5e-5g und der Anhänge 3, 4, 7-9" der VO Speiseöle. Diese Formulierung impliziert, dass künftig ausschliesslich die im Abschnitt 2a (und den Anhängen 3 bis 11) umschriebenen Öle bzw. spezifischen Fettsäuren zur Anreicherung verwendet werden dürfen. Gemäss den Erläuterungen zur VO Speiseöle sollen im neuen Abschnitt 2a jene Öle umschrieben werden, die in der EU unter der "Novel Food"-Verordnung Nr. 258/97 als "neuartige" Lebensmittel zugelassen wurden. Dementsprechend sind die Spezifikationen und die Verwendungszecke wörtlich aus den jeweiligen Zulassungsentscheiden der EU-Kommission übernommen. Daneben gibt es eine Vielzahl ähnlicher Speiseöle, die sich für die Anreicherung mit spezifischen Fettsäuren eignen (Pflanzenöle, Fischöle, Algenöle, Pilzöle), die aber nicht "neuartig" sind, da sie schon vor dem Inkrafttreten der VO (EG) 258/97, d.h. vor 1997 auf dem Markt waren und deshalb keiner besonderen Zulassung bedurften. Für diese Öle umschreibt die VO Speisefette weder die Spezifikationen in so detaillierter Form noch den Verwendungszweck. In einem Fall haben wir sogar ein Öl identifiziert, dass das sowohl in einer "herkömmlichen" wie in einer "neuartigen" Form (und deshalb in Abschnitt 2a geregelt) auf dem Markt ist: "Pilzöl aus Mortierella alpina" (vgl. Entwurf VO Speiseöle Art. 5i und Anhang 11). Die Spezifikationen für dieses Öl sind aus dem Entscheid der EU-Kommission 2008/968/EG vom 12. Dezember 2008 übernommen worden, entsprechen jedoch nicht den Spezifikationen des herkömmlichen Öles. Fazit: Es muss klargestellt werden, dass die Verweise auf den Abschnitt 2a der VO Speiseöle in Anhang 14 der VO über Speziallebensmittel und insbesondere jener in Art. 2 Abs. 2bis der VO-Esse nicht in dem Sinne interpretiert werden darf, dass spezifische Fettsäuren aus anderen als den "neuartigen Speiseölen" nicht mehr zulässig sind. Wir verweisen dazu auf die Bemerkungen und Anträge zu den einzelnen Verordnungen, insbesondere den Antrag zu Art. 2 Abs. 2bis der VO-Esse.
Schweizerischer Verband für komplementärmedizinische Heilmittel	Der SVKH ist bis auf eine Änderungsbegehren im Artikel 85a (neu) mit der zur Revision stehenden Verordnung im Bereich Lebensmittel und Gebrauchgegenstände einverstanden. Der Antrag für den Änderungsvorschlag (Textvorschlag) des SVKH ist inhaltlich kongruent mit der Eingabe des Schweizerischen Drogistenverbands SDV.
Schweiz. Verband für Kühl- und Tiefkühl-Logistik	Nach Durchsicht der Unterlagen wie nach einer Umfrage bei unseren Mitgliedern haben wir keine Bemerkungen anzubringen.
associations Bio Valais et Bio Genève	Depuis l'antiquité, les humains utilisent des fruits, légumes et herbes pour se soigner, sans que ceux-ci perdent leur fonction alimentaire. Si tous les produits ayant servi à des fins thérapeutiques étaient retirés du marché de l'alimentation, nous n'aurions plus grand-chose à manger! Selon les besoins, la saison, le dosage, la préparation ou d'autres contingences, un

Organisations	Avis exprimés
	même produit peut être utilisé comme remède ou aliment. Dès lors, on ne peut pas exclure qu'un produit puisse être considéré par certains comme un médicament et par d'autres un aliment, selon le climat, la culture et les circonstances de la vie. Il n'y a aucune raison d'attribuer une prééminence à l'usage thérapeutique, car l'alimentation est d'une nécessité primordiale.
Allergiezentrum Schweiz	aha! Allergiezentrum Schweiz als Kompetenzzentrum im Bereich Allergien und Intoleranzen hat sich bei der Begutachtung selbstredend lediglich auf diejenigen Aspekte konzentriert, die durch unsere Kompetenzen seriös abgedeckt sind. Wir erachten die Änderungsvorschläge im Bereich der Unverträglichkeiten als adäquat und geeignet, das beschriebene Ziel der Anpassung ans Europäische Recht und an den aktuellen Stand der Wissenschaft und Technik zu erreichen. Insbesondere begrüssen wir den Schritt, dass Zutaten, die allergene oder andere unerwünschte Reaktionen auslösende Stoffe nach Anhang 1 sind oder aus solchen gewonnen wurden, neu im Zutatenverzeichnis hervorgehoben werden müssen. Positiv für die Betroffenen ist sicher auch, dass allergene Zutaten nicht mehr subsummiert werden können. Dadurch wird die Interpretation der Zutatenliste für Menschen mit Unverträglichkeiten erleichtert und deren Sicherheit erhöht. Wir begrüssen zudem auch, dass die unbeabsichtigte Vermischung von Laktose neu explizit und eigenständig geregelt wird, was gemäss unserer Erfahrung den Interpretationsspielraum einschränken wird.
Schweizer Werbung	SW Schweizer Werbung, der Dachverband der schweizerischen kommerziellen Kommunikation, der die Interessen von Werbéauftraggebern, Medienunternehmen und Werbeagenturen wahrnimmt, hat mit gros-sem Erstaunen vom Kommissionsantrag zur Ergänzung eines Art. 14 Abs. 2bis Kenntnis genommen. Darin wird vorgesehen: «Der Bundesrat kann die Werbung für Lebensmittel an Kinder einschränken, sofern die Lebensmittel spezifische Kriterien auf der Grundlage von international und national anerkannten Ernährungsempfehlungen nicht erfüllen. » Aus folgenden Gründen lehnt SW Schweizer Werbung diese Bestimmung ab: Fehlende Verfassungsmässigkeit Die Werbefreiheit geniesst als Teil der Wirtschaftsfreiheit einen verfassungsmässigen Rechtsschutz (Art. 27 By). Einschränkungen solcher Grundrechten bedürfen unter anderem einer gesetzlichen Grundlage; darüber hinaus müssen sie verhältnismässig sowie zweckmässig sein (Art . 36 Abs. i und 3 By). Dem widerspricht die fragliche Bestimmung. Zum einen delegiert sie sämtliche Möglichkeiten, die Werbung einzuschränken, ohne gesetzliche Vorgaben an den Bundesrat. Das ist keine genügende Grundlage für die Aufhebung eines verfassungsmässig garantierten Grundrechts! Aus der Bestimmung geht zum andern nicht hervor, ob und in welcher Art und Weise die Verhältnismässigkeit und Zweckmässigkeit gewährleistet werden soll. Unklarheit Der Wortlaut der Bestimmung ist unklar. Soll nur die Bewerbung von Lebensmitteln, die speziell zum Genuss durch Kinder hergestellt und vertrieben werden, eingeschränkt werden? Oder betrifft es die Werbung, die sich an Kinder richtet, unabhängig davon, um welches Lebensmittel es sich handelt? Wie wird der Begriff «Kind» definiert? Welches sind die «international oder national anerkannten Ernährungsempfehlungen»? Und durch wen müssen solche Empfehlungen ausgesprochen beziehungsweise anerkannt werden?

4.2 Révision partielle de l'ordonnance sur les denrées alimentaires et les objets usuels (ODAlOUs, RS 817.02)

Organisation	Article	Commentaire	Modification proposée
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	2.2	Da die diversen EU-Definitionen nur mit dem Hinweis auf die entsprechende Verordnung, jedoch nicht wortwörtlich zitiert werden, wird dem Rechts-unterworfenen zugemutet, dass er die entsprechenden Rechtstexte konsul¬tiert und sich die entsprechenden Definitionen zusammen sucht.	Der Online-Rechtstext ist mit Hyperlinks zu den entsprechenden Artikeln der zitierten EU-Verordnungen zu ergänzen.
Emmi AG	2.2	Der Verweis auf die EU VO ist sehr allgemein gehalten. Es sind bei einer vollständigen Übernahme der Definitionen in den EU VO die entsprechenden Artikel zu nennen oder die dort definierten Begriffe aufzulisten	Erweiterung der angegebenen VO um den entsprechenden Artikel oder Auflistung der definierten Begriffe
Schweizer Milchproduzenten SMP	2.2	Den Verweis auf die EU-Verordnungen, ohne den Inhalt ins schweizerische Recht zu übernehmen, lehnen wir ab.	Soweit zweckmässig sind die Definitionen ins schweizerische Recht zu übernehmen. Änderungen des EU Rechts müssen auch rechtlich in den schweizerischen Erlassen nachvollzogen werden.
Schweiz. Bauernverband (SBV)	2.2		Die Verweise auf die EU Verordnungen sind durch ausformulierte schweizerische Verordnungstexte zu ersetzen.
Verband Schweizerischer Gemüseproduzenten	2.2	Es ist sehr umständlich die gültigen Rechtstexte ind der unübersichtlichen EU-Gesetzessammlung zu suchen. Der bürokratische Aufwand wird dadurch zusätzlich erhöht.	Die Verweise auf die EU Verordnungen sind durch ausformulierte schweizerische Verordnungstexte zu ersetzen.
Geschäftsstelle IG DHS	2.2	Wir begrüssen die Verwendung und/oder einen direkten Verweis auf die Begriffe, welche in verschiedenen EU-Verordnungen verwendet werden. Um die Anwendung der Schweizer Verordnungen zu erleichtern müssten die in Art. 2 der Verordnung (EU) 1169/2011 definierten Begriffsbestimmungen übernommen werden. Insbesondere werden bereits heute in der LGV bzw. LKV die Begriff „Sichtfeld“ und „Hauptsichtfeld“ verwendet. Die Definition dazu fehlt jedoch.	Übernahme der Art. 2 Ziff. (2) lit. k und l in Art. 2 LGV.
pharmaSuisse Schweizerischer Apothekerverband	2.2		Wir lehnen Gebührenerhöhungen und somit die Anpassung von Anhang 1 ab.
Migros-Genossenschafts-Bund	2.2	Wir begrüssen die Verwendung und/oder einen direkten Verweis auf die Begriffe, welche in verschiedenen EU-Verordnungen verwendet werden. Um die Anwendung der Schweizer Verordnungen zu erleichtern müssten die in Art. 2 der Verordnung (EU) 1169/2011 definierten Begriffsbestimmungen übernommen werden. Insbesondere werden bereits heute in der LGV bzw. LKV die Begriff „Sichtfeld“ und „Hauptsichtfeld“ verwendet. Die Definition dazu fehlt jedoch	Übernahme der Art. 2 Ziff. (2) lit. k und l in Art. 2 LGV.
Coop Genossenschaft	2.2	Wir begrüssen die Verwendung und/oder einen direkten Verweis auf	Übernahme der Art. 2 Ziff. (2) lit. k und l in Art. 2 LGV.

		die Begriffe, welche in verschiedenen EU-Verordnungen verwendet werden. Um die Anwendung der Schweizer Verordnungen zu erleichtern müssten generell die in Art. 2 der Verordnung (EU) 1169/2011 definierten Begriffsbestimmungen übernommen werden. Insbesondere werden bereits heute in der LGV bzw. LKV die Begriff „Sichtfeld“ und „Hauptsichtfeld“ verwendet. Die Definition dazu fehlt jedoch.	
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	2.2	Wir begrüssen die Verwendung und/oder einen direkten Verweis auf die Begriffe, welche in verschiedenen EU-Verordnungen verwendet werden. Um die Anwendung der Schweizer Verordnungen zu erleichtern müssten generell die in Art. 2 der Verordnung (EU) 1169/2011 definierten Begriffsbestimmungen übernommen werden. Insbesondere werden bereits heute in der LGV bzw. LKV die Begriff „Sichtfeld“ und „Hauptsichtfeld“ verwendet. Die Definition dazu fehlt jedoch.	Übernahme der Art. 2 Ziff. (2) lit. k und l in Art. 2 LGV.
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	2.2	Puisque cet article renvoie à des définitions qui se trouvent dans des textes européens, les administrés, comme les organes d’exécution, doivent rechercher ces définitions.	Les textes suisses accessibles sur internet doivent comprendre des hyperliens facilitant l’accès aux définitions dans les règlements européens.
associations Bio Valais et Bio Genève	2.2	a) l'autorité européenne de sécurité des aliments n'est pas une référence fiable. Même remarque pour le Codex Alimentarius qui contient des affirmations controversées.et non fondées scientifiquement.	Remplacer les références européennes par: "selon l'état de la connaissance et de la juriprudence fédérale"
associations Bio Valais et Bio Genève	2.2	x)les médicaments (dont l'inscription pourraient exclure une denrée alimentaire?) ne sont pas défini de façon claire. La législation européenne à montrée sa faiblesse. Si l'industrie pharmaceutique mettait au point un médicament à base de blé (ou une partie de cette plante) devrions-nous renoncer à manger du pain?	Dans le cas où les médicaments seraient maintenus dans la loi, préciser "Sauf antériorité de l'usage alimentaire" et: "sont préservées les nécessités de la sécurité alimentaire et de l'approvisionnement"
Schweizerischer Obstverband	2.2	Es ist nicht zumutbar, die übrigen Begriffe in fünf verschiedenen EU-Verordnungen zusammen zu suchen.	
AGORA Association des Groupements et Organisations Romands de l'Agriculture	2.2		Il faut renoncer au renvoi au droit européen et il faut introduire une formulation suisse.
AGORA Association des Groupements et Organisations Romands de l'Agriculture	2.2		Formuler les exigences pour les additifs selon le droit suisse.
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	11.4	Werbung alkoholische Getränke bei Jugendlichen In der Verordnung über alkoholische Getränke soll der aktuelle Art. 4 aufgehoben werden. Art. 11 LGV wird deshalb entsprechend ergänzt. In diesem Zusammenhang ist auch folgender Punkt aufzunehmen (bisher Art. 4 Abs. 1 Bst. f Verordnung über alkoholische Getränke):	Art. 4 Abs. 1 Bst. f der aktuellen Verordnung über alkoholische Getränke hier unter Absatz 3 ergänzen: "e. durch unentgeltliche Abgabe von alkoholischen Getränken an Jugendliche“

		"durch unentgeltliche Abgabe von alkoholischen Getränken an Jugendliche“. Dieser Teil wird sonst unter Art. 11 nirgends explizit erfasst - auch nicht unter Art. 11 Abs. 1. Unter Art. 11 Abs. 1 bezieht sich die Abgabe von alkoholischen Getränken an Jugendliche unter 16 Jahren. Abs. 3 bezieht sich auf Werbung bei Jugendlichen unter 18 Jahren.	
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	11.4	Werbung alkoholische Getränke bei Jugendlichen In der Verordnung über alkoholische Getränke soll der aktuelle Art. 4 aufgehoben werden. Art. 11 LGV wird deshalb entsprechend ergänzt. In diesem Zusammenhang ist auch folgender Punkt aufzunehmen (bisher Art. 4 Abs. 1 Bst. f Verordnung über alkoholische Getränke): "durch unentgeltliche Abgabe von alkoholischen Getränken an Jugendliche“. Dieser Teil wird sonst unter Art. 11 nirgends explizit erfasst - auch nicht unter Art. 11 Abs. 1. Unter Art. 11 Abs. 1 bezieht sich die Abgabe von alkoholischen Getränken an Jugendliche unter 16 Jahren. Abs. 3 bezieht sich auf Werbung bei Jugendlichen unter 18 Jahren.	Art. 4 Abs. 1 Bst. f der aktuellen Verordnung über alkoholische Getränke hier unter Absatz 3 ergänzen: "e. durch unentgeltliche Abgabe von alkoholischen Getränken an Jugendliche“.
Regierungskanzlei des Kantons Glarus	11.4	Wir begrüssen die Tatsache, dass die Bestimmungen des Art. 4 Abs. 2 VAG in die LGV übernommen worden sind. Damit erhält diese Schutznorm einen höheren Stellenwert.	
Informationszentrum Schweizer Wein	11.4	Wir begrüssen die Tatsache, dass die Bestimmungen des Art. 4 Abs. 2 VAG in die LGV übernommen worden sind. Damit erhält diese Schutznorm einen höheren Stellenwert.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	11.4	Restrictions s’appliquant à la remise des boissons alcooliques et à la publicité qui s’y rapporte Il est prévu de supprimer l"art. 4 sur la publicité dans l"ordonnance sur les boissons alcooliques. L"alcoolisme des jeunes est un phénomène important. Le fait de reprendre dans l"art. 11 ODAlOUs l"alinéa sur les mentions ou représentations s"adressant aux jeunes est positif. Il faut toutefois encore le compléter avec les autres limitations qui ne seront plus mentionnées nulle part si l"article dans l"ordonnance sur les boissons alcooliques est supprimé. Les transférer ici permet de maintenir le niveau de protection des jeunes.	Transférer depuis l"Ordonnance sur les boissons alcooliques : e. sur le matériel scolaire (cartables, trousses,stylos, etc.); f. sur les jouets; g. sous forme de distribution gratuite de boissons alcooliques aux jeunes;
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	11.4	Restrictions s’appliquant à la remise des boissons alcooliques et à la publicité qui s’y rapporte Il est prévu de supprimer l"art. 4 sur la publicité dans l"ordonnance sur les boissons alcooliques. L"alcoolisme des jeunes est un phénomène important. Le fait de reprendre dans l"art. 11 ODAlOUs l"alinéa sur les mentions ou représentations s"adressant aux jeunes est positif. Il faut toutefois encore le compléter avec les autres limitations qui ne seront plus mentionnées nulle part si l"article dans l"ordonnance sur les boissons alcooliques est supprimé. Les transférer ici permet de maintenir le niveau de protection des	Transférer depuis l"Ordonnance sur les boissons alcooliques : e. sur le matériel scolaire (cartables, trousses,stylos, etc.); f. sur les jouets; g. sous forme de distribution gratuite de boissons alcooliques aux jeunes;

		jeunes.	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	11.4	Restrictions s'appliquant à la remise des boissons alcooliques et à la publicité qui s'y rapporte Il est prévu de supprimer l"art. 4 sur la publicité dans l"ordonnance sur les boissons alcooliques. L"alcoolisme des jeunes est un phénomène important. Le fait de reprendre dans l"art. 11 ODAlOUs l"alinéa sur les mentions ou représentations s"adressant aux jeunes est positif. Il faut toutefois encore le compléter avec les autres limitations qui ne seront plus mentionnées nulle part si l"article dans l"ordonnance sur les boissons alcooliques est supprimé. Les transférer ici permet de maintenir le niveau de protection des jeunes.	Transférer depuis l"Ordonnance sur les boissons alcooliques : e. sur le matériel scolaire (cartables, trousses,stylos, etc.); f. sur les jouets; g. sous forme de distribution gratuite de boissons alcooliques aux jeunes;
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	50.1	Abs. 1 umschreibt den Geltungsbereich, auf den die in den Abs. 2 bis 3 konkretisierten Anforderungen an die Rückverfolgbarkeit anwendbar sind. In Angleichung an die EU-Regelungen wäre es für die Lebensmittelsicherheit bedeutungsvoll, hier auch die Bedarfsgegenstände aufzuführen. Dies umso mehr, als die in den vorgeschlagenen Abs. 2 und 2bis aufgeführten Anforderungen vergleichbar sind mit den Angaben zur Rückverfolgbarkeit bei Materialien und Gegenständen, die mit Lebensmitteln in Berührung kommen in der EU-Verordnung Nr. 1935/2004 (Art. 17).	In Abs. 1 seien die Bedarfsgegenstände auch zu erwähnen: "Lebensmittel, Nutztiere, die der Lebensmittel¬gewin-nung dienen, Bedarfsgegenstände sowie alle Stoffe, von denen erwartet werden kann, dass sie in einem Lebens¬mittel verarbeitet werden, müssen über alle ..
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	50.1	Abs. 1 umschreibt den Geltungsbereich, auf den die in den Abs. 2 bis 3 konkretisierten Anforderungen an die Rückverfolgbarkeit anwendbar sind. In Angleichung an die EU-Regelungen wäre es für die Lebensmittelsicherheit bedeutungsvoll, hier auch die Bedarfsgegenstände aufzuführen. Dies umso mehr, als die in den vorgeschlagenen Abs. 2 und 2bis aufgeführten Anforderungen vergleichbar sind mit den Angaben zur Rückverfolgbarkeit bei Materialien und Gegenständen, die mit Lebensmitteln in Berührung kommen in der EU-Verordnung Nr. 1935/2004 (Art. 17).	In Abs. 1 seien die Bedarfsgegenstände auch zu erwähnen: "Lebensmittel, Nutztiere, die der Lebensmittel-gewinnung dienen, Bedarfsgegenstände sowie alle Stoffe, von denen erwartet werden kann, dass sie in einem Lebensmittel verarbeitet werden, müssen über alle ... "
Standeskanzlei des Kantons Uri	50.1	Abs. 1 umschreibt den Geltungsbereich, auf den die in den Abs. 2 bis 3 konkretisierten Anforderungen an die Rückverfolgbarkeit anwendbar sind. In Angleichung an die EU-Regelungen wäre es für die Lebensmittelsicherheit bedeutungsvoll, hier auch die Bedarfsgegenstände aufzuführen. Dies umso mehr, als die in den vorgeschlagenen Abs. 2 und 2bis aufgeführten Anforderungen vergleichbar sind mit den Angaben zur Rückverfolgbarkeit bei Materialien und Gegenständen, die mit Lebensmitteln in Berührung kommen in der EU-Verordnung Nr. 1935/2004 (Art. 17).	In Abs. 1 seien die Bedarfsgegenstände auch zu erwähnen: "Lebensmittel, Nutztiere, die der Lebensmittel-gewinnung dienen, Bedarfsgegenstände sowie alle Stoffe, von denen erwartet werden kann, dass sie in einem Lebensmittel verarbeitet werden, müssen über alle ... "
Staatskanzlei des Kantons Luzern	50.1	Abs. 1 umschreibt den Geltungsbereich, auf den die in den Abs. 2 bis 3 konkretisierten Anforderungen an die Rückverfolgbarkeit anwendbar sind. In Angleichung an die EU-Regelungen wäre es für die Lebensmittel-	In Abs. 1 seien die Bedarfsgegenstände auch zu erwähnen: "Lebensmittel, Nutztiere, die der Lebensmittel¬gewin-nung dienen, Bedarfsgegenstände sowie alle Stoffe, von denen erwartet werden kann, dass sie in einem Lebens¬mittel verarbeitet werden, müssen

		sicherheit bedeutungsvoll, hier auch die Bedarfsgegenstände aufzuführen. Dies umso mehr, als die in den vorgeschlagenen Abs. 2 und 2bis aufgeführten Anforderungen vergleichbar sind mit den Angaben zur Rückverfolgbarkeit bei Materialien und Gegenständen, die mit Lebensmitteln in Berührung kommen in der EU-Verordnung Nr. 1935/2004 (Art. 17).	über alle … "
Schweizerischer Gewerbeverband (SGV)	50.1	Die Rückverfolgbarkeit muss ptaktikabel bleiben, das heisst wie bisher nach dem Prinzip "1 Schritt vorwärts, 1 Schritt rückwärts"	…rückverfolgbar sein, wozu das Prinzip "1 Schritt vorwärts, 1 Schritt rückwärts" ausreichend ist. Vorbehalten bleiben Artikel 5 VprP7 sowie die direkte Abgabe an die Konsumentinnen und Konsumenten."
Swisscofel	50.1	Für die Umsetzung einer praxisgerechten Rückverfolgbarkeit muss am Prinzip "1 Schritt vorwärts - ein Schritt zurück" festgehalten werden. Analog zur Verordnung über die Primärproduktion muss die direkte Abgabe an die Konsumentinnen und Konsumeten von der Auskunftspflicht ausgenommen werden.	Art. 50, Abs. 1 - Auskunftspflicht analog Art. 5 VPrP regeln.
Regierungskanzlei des Kantons Glarus	50.1	Die Forderung, dass die Rückverfolgbarkeit “über alle Herstellungs-, Verarbeitungs- und Vertriebsstufen rückverfolgbar sein müssen“ ist völlig übertrieben. Die heute geltende Regelung „one step back and one step forward“, die auch in der europäischen Gesetzgebung (EU Verordnung 178/2002) zur Anwendung kommt, ist zur Sicherstellung der Lebensmittelsicherheit und der Rückverfolgbarkeit ausreichend.	Streichung von Art. 50 Absätze 1 und 2
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	50.1	Abs. 1 umschreibt den Geltungsbereich, auf den die in den Abs. 2 bis 3 konkretisierten Anforderungen an die Rückverfolgbarkeit anwendbar sind. In Angleichung an die EU-Regelungen wäre es für die Lebensmittelsicherheit bedeutungsvoll, hier auch die Bedarfsgegenstände aufzuführen. Dies umso mehr, als die in den vorgeschlagenen Abs. 2 und 2bis aufgeführten Anforderungen vergleichbar sind mit den Angaben zur Rückverfolgbarkeit bei Materialien und Gegenständen, die mit Lebensmitteln in Berührung kommen in der EU-Verordnung Nr. 1935/2004 (Art. 17).	In Abs. 1 seien die Bedarfsgegenstände auch zu erwähnen: "Lebensmittel, Nutztiere, die der Lebensmittel¬gewin-nung dienen, Bedarfsgegenstände sowie alle Stoffe, von denen erwartet werden kann, dass sie in einem Lebens¬mittel verarbeitet werden, müssen über alle … "
Chancellerie d’Etat du Canton du Valais	50.1	Dans l’adaptation aux règlements européens, il serait important, pour la sécurité alimentaire, de mentionner également les objets usuels	Al. 1 : Les denrées alimentaires, les objets usuels, les animaux de rente destinés à l’obtention de denrées alimentaires ainsi que toutes les substances susceptibles d’être transformées en denrées alimentaires doivent être traçables.
Staatskanzlei des Kantons St. Gallen	50.1	Abs. 1 umschreibt den Geltungsbereich auf den die in den Abs. 2 bis 3 konkretisierten Anforderungen an die Rückverfolgbarkeit anwendbar sind. In Angleicheung an die EU-Regelungen wäre es für die Lebensmittelsicherheit bedeutungsvoll, hier auch die Bedarfsgegenstände aufzuführen. Dies umso mehr als die in den vorgeschlagnen Abs. 2 und 2bis aufgeführten Anforderungen, in der Verordnung (EG) Nr. 1935/2004 über Materialien und Gegenstände, die dazu bestimmt sind, mit Lebensmitteln in Berührung zu kommen, auch festgehalten sind.	In Abs. 1 seien die Bedarfsgegenstände auch zu erwähnen: "Lebensmittel, Nutztiere, die der Lebensmittel¬gewin-nung dienen, sowie alle Stoffe von denen erwartet werden kann, dass sie in einem Lebens¬mittel verarbeitet werden und Bedarfsgegenstände, müssen über alle …….

Staatskanzlei des Kantons Aargau	50.1	Abs. 1 umschreibt den Geltungsbereich, auf den die in den Abs. 2 bis 3 konkretisierten Anforderungen an die Rückverfolgbarkeit anwendbar sind. In Angleichung an die EU-Regelungen wäre es für die Lebensmittelsicherheit bedeutungsvoll, hier auch die Bedarfsgegenstände aufzuführen. Dies umso mehr, als die in den vorgeschlagenen Abs. 2 und 2bis aufgeführten Anforderungen vergleichbar sind mit den Angaben zur Rückverfolgbarkeit bei Materialien und Gegenständen, die mit Lebensmitteln in Berührung kommen in der EU-Verordnung Nr. 1935/2004 (Art. 17).	In Abs. 1 seien die Bedarfsgegenstände auch zu erwähnen: "Lebensmittel, Nutztiere, die der Lebensmittel¬gewin-nung dienen, Bedarfsgegenstände sowie alle Stoffe, von denen erwartet werden kann, dass sie in einem Lebens¬mittel verarbeitet werden, müssen über alle … "
Informationszentrum Schweizer Wein	50.1	Die Forderung, dass die Rückverfolgbarkeit “über alle Herstellungs-, Verarbeitungs- und Vertriebsstufen rückverfolgbar sein müssen“ ist völlig übertrieben. Die heute geltende Regelung „one step back and one step forward“, die auch in der europäischen Gesetzgebung (EU Verordnung 178/2002) zur Anwendung kommt, ist zur Sicherstellung der Lebensmittelsicherheit und der Rückverfolgbarkeit ausreichend.	Streichung von Art. 50 Absätze 1 und 2
pharmaSuisse Schweizerischer Apothekerverband	50.1	Die vorgeschlagene Rückverfolgbarkeit ist nicht administrativ nicht verhältnismässig zu bewältigen.	Die Rückverfoglbarkeit soll im Vergleich zum bestehenden Recht nicht geändert werden.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	50.1	Traçabilité des objets usuels Les objets usuels comme les cosmétiques ou les emballages alimentaires sont également importants pour la santé des consommateurs. Nos tests montrent régulièrement des problèmes avec des objets usuels, comme des jouets contenant des molécules indésirables ou des emballages alimentaires qui contaminent des aliments. Cet article doit être complété par les objets usuels qui doivent autant pouvoir être tracés que les denrées alimentaire	« Les denrées alimentaires, les animaux de rente destinés à l"obtention de denrées alimentaires, ainsi que toutes les substances susceptibles d"être transformées en denrées alimentaires, ainsi que les objets usuels doivent être traçables… »
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	50.1	Traçabilité des objets usuels Les objets usuels comme les cosmétiques ou les emballages alimentaires sont également importants pour la santé des consommateurs. Nos tests montrent régulièrement des problèmes avec des objets usuels, comme des jouets contenant des molécules indésirables ou des emballages alimentaires qui contaminent des aliments. Cet article doit être complété par les objets usuels qui doivent autant pouvoir être tracés que les denrées alimentaire	« Les denrées alimentaires, les animaux de rente destinés à l"obtention de denrées alimentaires, ainsi que toutes les substances susceptibles d"être transformées en denrées alimentaires, ainsi que les objets usuels doivent être traçables… »
Gastrosuisse	50.1	Der Artikel 50 ist in der vorliegenden Version für die gastgewerblichen Betriebe viel zu wenig klar formuliert. Wir schlagen deshalb drei Änderungen vor.	
Gastrosuisse	50.1	Damit der Absatz klarer wird und keine unnötigen Fragen für gastgewerbliche Betriebe aufwirft, braucht es eine klare Regelung.	Art.50 Abs.1 wie folgt ergänzen: "...Vorbehalten bleiben Artikel 5 VPrP sowie die direkte Abgabe an die Konsumentinnen und Konsumenten."
Chancellerie d'Etat du	50.1	Dans le champ d’application de la traçabilité, il serait souhaitable	A l’al. 1, ajouter les objets usuels au champ d’application de la

Canton de Fribourg		d'ajouter les « objets usuels ».	traçabilité.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	50.1	Traçabilité des objets usuels Les objets usuels comme les cosmétiques ou les emballages alimentaires sont également importants pour la santé des consommateurs. Nos tests montrent régulièrement des problèmes avec des objets usuels, comme des jouets contenant des molécules indésirables ou des emballages alimentaires qui contaminent des aliments. Cet article doit être complété par les objets usuels qui doivent autant pouvoir être tracés que les denrées alimentaire	« Les denrées alimentaires, les animaux de rente destinés à l"obtention de denrées alimentaires, ainsi que toutes les substances susceptibles d"être transformées en denrées alimentaires, ainsi que les objets usuels doivent être traçables… »
Schweizer Fleisch-Fachverband SFF	50.1	Entscheidend für eine praktikable Handhabung der Rückverfolgbarkeit bleibt, dass diese weiterhin nach dem Prinzip "1 Schritt vorwärts, 1 Schritt rückwärts" gehandhabt werden kann. Analog zur Verordnung über die Primärproduktion muss die direkte Abgabe an die Konsumentinnen und Konsumenten von der Auskunftspflicht ausgeschlossen werden.	Art. 50, Abs. 1 wie folgt ergänzen: "…… rückverfolgbar sein, wozu das Prinzip "1 Schritt vorwärts, 1 Schritt rückwärts" ausreichend ist. Vorbe¬halten bleiben Artikel 5 VPrP7 sowie die direkte Abgabe an die Konsumen¬tinnen und Konsumenten."
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	50.1	Abs. 1 umschreibt den Geltungsbereich, auf den die in den Abs. 2 bis 3 konkretisierten Anforderungen an die Rückverfolgbarkeit anwendbar sind. In Angleichung an die EU-Regelungen wäre es für die Lebensmittelsicherheit bedeutungsvoll, hier auch die Bedarfsgegenstände aufzuführen. Dies umso mehr, als die in den vorgeschlagenen Abs. 2 und 2bis aufgeführten Anforderungen vergleichbar sind mit den Angaben zur Rückverfolgbarkeit bei Materialien und Gegenständen, die mit Lebensmitteln in Berührung kommen in der EU-Verordnung Nr. 1935/2004 (Art. 17).	In Abs. 1 seien die Bedarfsgegenstände auch zu erwähnen: "Lebensmittel, Nutztiere, die der Lebensmittel¬gewin-nung dienen, Bedarfsgegenstände sowie alle Stoffe, von denen erwartet werden kann, dass sie in einem Lebens¬mittel verarbeitet werden, müssen über alle … "
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	50.2	Das im bisherigen Art. 50 Abs. 2 klar definierte Prinzip der Rückverfolgbarkeit "ein Schritt zurück und ein Schritt vor" würde mit der Einführung des neuen Art. 50 Abs. 2 nicht mehr klar erkennbar. Es ist nicht mehr gewährleistet, da ausschliesslich die Anforderungen an den "Schritt vor" detailliert vorgeschrieben werden. Die Anforderung, dass der Vollzugsbehörde bei Kontrollen auch die vom liefernden Unternehmen zur Verfügung gestellten Informationen zur Verfügung gestellt werden müssen, fehlt gänzlich. Zudem ist die Ausnahmeregelung der direkten Abgabe an Konsumentinnen und Konsumenten nur noch indirekt erkennbar durch die Definition des Empfängers ("... dem Lebensmittelunternehmen, dem die Produkte geliefert werden ..."). Die europäische Gesetzgebung ist in diesen Punkten klarer. Es ist zwar richtig, dass im vorgeschlagenen neuen Abs. 2 mehr oder weniger wörtlich die Anforderungen der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 931/2011 der Kommission vom 19. September 2011 übernommen wurden. Allerdings besteht diese Verordnung neben den hier übernommenen Vorschriften auch aus Erwägungen, die genau diese Punkte deutlich machen und die vom schweizerischen Ge-	Art. 50 Abs. 2 wie bisher belassen. Den neu vorgeschlagenen Artikel entsprechend anders nummerieren. Art. 50 entsprechend den Vorschriften der EU ergänzen und anpassen, so dass sich die Vorschriften entsprechen.

		setzgeber ignoriert werden. Ergänzend gelten in der Europäischen Union auch die Vorschriften der Verordnung (EU) Nr. 178/2002. In Art. 18 Abs. 2 dieser Verordnung wird festgelegt, dass "die Lebensmittel- und Futtermittelunternehmer in der Lage sein müssen, jede Person festzustellen, von der sie ein Lebensmittel... erhalten haben". Zusammengefasst kann also festgehalten werden, dass im EU-Lebensmittelrecht die Verpflichtung zur Dokumentation "ein Schritt zurück und ein Schritt vor" umfassender vorgeschrieben ist. Dies wird folgerichtig in den Erwägungen zur Durchführungsverordnung (EU) Nr. 931/2011 unter Punkt 3 ausdrücklich aufgeführt: Der unmittelbare Lieferant und der unmittelbare Kunde müssen ermittelt werden können, ausser wenn sie Endverbraucher sind. Aus Gründen der Klarheit, der Äquivalenz mit den Bestimmungen der Europäischen Union und der Vollziehbarkeit der Vorschriften zur Rück-verfolgbarkeit in der Schweiz soll der bisherige Art. 50 Abs. 2 deshalb keinesfalls gestrichen werden. Die detaillierten Anforderungen an die weiterzugebenden Informationen können in einem neuen Art. 50 Abs. 2bis, der neu vorgeschlagene Art. 50 Abs. 2bis in einem Abs. 2tris eingefügt werden. Allenfalls ist ein grundsätzlicher Neuaufbau von Art. 50 LGV unter Berücksichtigung der Erwägungen zur Durchführungsverordnung (EU) Nr. 931/2011 und der Verordnung (EU) Nr. 178/2002 aus Gründen der Klarheit zweckmässig.	
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	50.2	Das im bisherigen Art. 50 Abs. 2 klar definierte Prinzip der Rückverfolgbarkeit "ein Schritt zurück und ein Schritt vor" würde mit der Einführung des neuen Art. 50 Abs. 2 nicht mehr klar erkennbar. Es ist nicht mehr gewährleistet, da ausschliesslich die Anforderungen an den "Schritt vor" detailliert vorgeschrieben werden. Die europäische Gesetzgebung ist in diesen Punkten klarer. Es ist zwar richtig, dass im vorgeschlagenen neuen Abs. 2 mehr oder weniger wörtlich die Anforderungen der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 931/2011 der Kommission vom 19. September 2011 übernommen wurden. Allerdings besteht diese Verordnung neben den hier übernommenen Vorschriften auch aus Erwägungen, die genau diese Punkte deutlich machen.	Art. 50 Abs. 2 wie bisher belassen. Den neu vorgeschlagenen Artikel entsprechend anders nummerieren. Art. 50 entsprechend den Vorschriften der EU ergänzen und anpassen, so dass sich die Vorschriften entspreche
Standeskanzlei des Kantons Uri	50.2	Das im bisherigen Art. 50 Abs. 2 klar definierte Prinzip der Rückverfolgbarkeit "ein Schritt zurück und ein Schritt vor" würde mit der Einführung des neuen Art. 50 Abs. 2 nicht mehr klar erkennbar. Es ist nicht mehr gewährleistet, da ausschliesslich die Anforderungen an den "Schritt vor" detailliert vorgeschrieben werden. Die Anforderung, dass der Vollzugsbehörde bei Kontrollen auch die vom liefernden Unternehmen zur Verfügung gestellten Informationen zur Verfügung gestellt werden müssen, fehlt gänzlich. Zudem ist die Ausnahmeregelung der direkten Abgabe an Konsumentinnen und Konsu-	Art. 50 Abs. 2 wie bisher belassen. Den neu vorgeschlagenen Artikel entsprechend anders nummerieren. Art. 50 entsprechend den Vorschriften der EU ergänzen und anpassen, so dass sich die Vorschriften entsprechen.

		menten nur noch indirekt erkennbar durch die Definition des Empfängers ("... dem Lebensmittelunternehmen, dem die Produkte geliefert werden ..."). Die europäische Gesetzgebung ist in diesen Punkten klarer. Es ist zwar richtig, dass im vorgeschlagenen neuen Abs. 2 mehr oder weniger wörtlich die Anforderungen der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 931/2011 der Kommission vom 19. September 2011 übernommen wurden. Allerdings besteht diese Verordnung neben den hier übernommenen Vorschriften auch aus Erwägungen, die genau diese Punkte deutlich machen und die vom schweizerischen Gesetzgeber ignoriert werden. Ergänzend gelten in der Europäischen Union auch die Vorschriften der Verordnung (EU) Nr. 178/2002. In Art. 18 Abs. 2 dieser Verordnung wird festgelegt, dass "die Lebensmittel- und Futtermittelunternehmer in der Lage sein müssen, jede Person festzustellen, von der sie ein Lebensmittel... erhalten haben". Zusammengefasst kann also festgehalten werden, dass im EU-Lebensmittelrecht die Verpflichtung zur Dokumentation "ein Schritt zurück und ein Schritt vor" umfassender vorgeschrieben ist. Dies wird folgerichtig in den Erwägungen zur Durchführungsverordnung (EU) Nr. 931/2011 unter Punkt 3 ausdrücklich aufgeführt: Der unmittelbare Lieferant und der unmittelbare Kunde müssen ermittelt werden können, ausser wenn sie Endverbraucher sind. Aus Gründen der Klarheit, der Äquivalenz mit den Bestimmungen der Europäischen Union und der Vollziehbarkeit der Vorschriften zur Rück-verfolgbarkeit in der Schweiz soll der bisherige Art. 50 Abs. 2 deshalb keinesfalls gestrichen werden. Die detaillierten Anforderungen an die weiterzugebenden Informationen können in einem neuen Art. 50 Abs. 2bis, der neu vorgeschlagene Art. 50 Abs. 2bis in einem Abs. 2tris eingefügt werden. Allenfalls ist ein grundsätzlicher Neuaufbau von Art. 50 LGV unter Berücksichtigung der Erwägungen zur Durchführungsverordnung (EU) Nr. 931/2011 und der Verordnung (EU) Nr. 178/2002 aus Gründen der Klarheit zweckmässig.	
Staatskanzlei des Kantons Luzern	50.2	Das im bisherigen Art. 50 Abs. 2 klar definierte Prinzip der Rückverfolgbarkeit "ein Schritt zurück und ein Schritt vor" würde mit der Einführung des neuen Art. 50 Abs. 2 nicht mehr klar erkennbar. Es ist nicht mehr gewährleistet, da ausschliesslich die Anforderungen an den "Schritt vor" detailliert vorgeschrieben werden. Die Anforderung, dass der Vollzugsbehörde bei Kontrollen auch die vom liefernden Unternehmen zur Verfügung gestellten Informationen zur Verfügung gestellt werden müssen, fehlt gänzlich. Zudem ist die Ausnahmeregelung der direkten Abgabe an Konsumentinnen und Konsumenten nur noch indirekt erkennbar durch die Definition des Empfängers ("… dem Lebensmittelunternehmen, dem die Produkte geliefert werden …"). Die europäische Gesetzgebung ist in diesen Punkten klarer. Es ist zwar richtig, dass im vorgeschlagenen neuen Abs. 2 mehr oder	Art. 50 Abs. 2 wie bisher belassen. Den neu vorgeschlagenen Artikel entsprechend anders nummerieren. Art. 50 entsprechend den Vorschriften der EU ergänzen und anpassen, so dass sich die Vorschriften entsprechen.

		weniger wörtlich die Anforderungen der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 931/2011 der Kommission vom 19. September 2011 übernommen wurden. Allerdings besteht diese Verordnung neben den hier übernommenen Vorschriften auch aus Erwägungen, die genau diese Punkte deutlich machen und die vom schweizerischen Gesetzgeber ignoriert werden. Ergänzend gelten in der Europäischen Union auch die Vorschriften der Verordnung (EU) Nr. 178/2002. In Art. 18 Abs. 2 dieser Verordnung wird festgelegt, dass "die Lebensmittel- und Futtermittelunternehmer in der Lage sein müssen, jede Person festzustellen, von der sie ein Lebensmittel… erhalten haben". Zusammengefasst kann also festgehalten werden, dass im EU-Lebensmittelrecht die Verpflichtung zur Dokumentation "ein Schritt zurück und ein Schritt vor" umfassender vorgeschrieben ist. Dies wird folgerichtig in den Erwägungen zur Durchführungsverordnung (EU) Nr. 931/2011 unter Punkt 3 ausdrücklich aufgeführt: Der unmittelbare Lieferant und der unmittelbare Kunde müssen ermittelt werden können, ausser wenn sie Endverbraucher sind. Aus Gründen der Klarheit, der Äquivalenz mit den Bestimmungen der Europäischen Union und der Vollziehbarkeit der Vorschriften zur Rück-verfolgbarkeit in der Schweiz soll der bisherige Art. 50 Abs. 2 deshalb keinesfalls gestrichen werden. Die detaillierten Anforderungen an die weiterzugebenden Informationen können in einem neuen Art. 50 Abs. 2bis, der neu vorgeschlagene Art. 50 Abs. 2bis in einem Abs. 2tris eingefügt werden. Allenfalls ist ein grundsätzlicher Neuaufbau von Art. 50 LGV unter Berücksichtigung der Erwägungen zur Durchführungsverordnung (EU) Nr. 931/2011 und der Verordnung (EU) Nr. 178/2002 aus Gründen der Klarheit zweckmässig.	
Schweizerischer Getreideproduzentenverband SGPV	50.2	Les modifications proposées ne doivent pas conduire à une complication pour la production primaire. Dans les secteurs céréaliers et oléagineux, les directives actuelles doivent être considérées comme suffisantes. Il existe de plus une différence de traitement, pour la durée de conservation des documents, entre la production primaire et les autres échelons. Nous proposons de modifier l'article 5 OPPr en prenant le même critère.	OPPr, article 5, alinéa 3 : Les documents mentionnés à l'al. 1 ainsi que les rapports concernant les examens et analyses faits sur les animaux et les produits primaires doivent être conservés au moins jusqu'à ce que l'on puisse raisonnablement penser que le produit a été consommé.
Swisscofel	50.2	Bei Produkten mit (z.T. mehreren) nachgelagerten Verarbeitungsprozessen (Beispiel: Kartoffel - Lagerung - Pommes Frites - Tiefkühlung - Verkauf) ist es dem Rohstofflieferanten unmöglich, das voraussichtliche, späteste Verbrauchsdatum für seinen Rohstoff zu kennen und damit seine Aufbewahrungspflicht für Dokumente entsprechend zu terminieren.	Wir beantragen die Definition einer festen Aufbewahrungsfrist für Dokumente - evtl. nach Haltbarkeits- Kategorien differenziert: Haltbarkeit < 1 Jahr ; Haltbarkeit 1-3 Jahre; Haltbarkeit > 3 Jahre
Schweizerischer Bäcker-	50.2	Die Unternehmen sollen „nur" über Systeme verfügen, die es ihnen ermöglichen, ihre Lieferanten sowie die Unternehmen zu identifizie-	Art 50, Abs. 1 muss dahingehend präzisiert werden, dass klar ersichtlich wird, dass das jeweilige Unternehmen nur Kenntnis von

Konditorenmeister-Verband		ren, denen sie ihre Produkte geliefert haben und nicht Kenntnis haben von sämtlichen in irgendwelche Stufen Involvierten. Die direkte Abgabe an den Konsumenten muss ausgeschlossen sein.	der direkten Vorstufe, vom direkten Lieferanten bzw. unternehmerischen Abnehmer, haben muss.
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	50.2	Das im bisherigen Art. 50 Abs. 2 klar definierte Prinzip der Rückverfolgbarkeit "ein Schritt zurück und ein Schritt vor" würde mit der Einführung des neuen Art. 50 Abs. 2 nicht mehr klar erkennbar. Die Definition ist nicht klar, da ausschliesslich die Anforderungen an den "Schritt vor" detailliert vorgeschrieben werden. Damit ist letztlich die Rückverfolgbarkeit nicht mehr gewährleistet. Die Anforderung, dass der Vollzugsbehörde bei Kontrollen auch die vom liefernden Unternehmen zur Verfügung gestellten Informationen zur Verfügung gestellt werden müssen, fehlt gänzlich. Zudem ist die Ausnahmeregelung der direkten Abgabe an Konsumentinnen und Konsumenten nur noch durch die Definition des Empfängers indirekt erkennbar ("… dem Lebensmittelunternehmen, dem die Produkte geliefert werden …"). Die europäische Gesetzgebung ist in diesen Punkten klarer. Es ist zwar richtig, dass im vorgeschlagenen neuen Abs. 2 mehr oder weniger wörtlich die Anforderungen der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 931/2011 der Kommission vom 19. September 2011 übernommen wurden. Allerdings besteht diese Verordnung neben den hier übernommenen Vorschriften auch aus Erwägungen, die genau diese Punkte deutlich machen und die vom schweizerischen Gesetzgeber ignoriert werden. Ergänzend gelten in der Europäischen Union auch die Vorschriften der Verordnung (EU) Nr. 178/2002. In Art. 18 Abs. 2 dieser Verordnung wird festgelegt, dass die Lebensmittel- und Futtermittelunternehmer in der Lage sein müssen, jede Person festzustellen, von der sie ein Lebensmittel, …, erhalten haben. Zusammengefasst kann also festgehalten werden, dass im Lebensmittelrecht der Europäischen Union die Verpflichtung zur Dokumentation "ein Schritt zurück und ein Schritt vor" umfassender vorgeschrieben ist. Dies wird folgerichtig in den Erwägungen zur Durchführungsverordnung (EU) Nr. 931/2011 unter Punkt 3 ausdrücklich aufgeführt: Der unmittelbare Lieferant und der unmittelbare Kunde müssen ermittelt werden können, ausser wenn sie Endverbraucher sind. Aus Gründen der Klarheit, der Äquivalenz mit den Bestimmungen der Europäischen Union und der Vollziehbarkeit der Vorschriften zur Rückverfolgbarkeit in der Schweiz soll deshalb der bisherige Art. 50 Abs. 2 keinesfalls gestrichen werden. Die detaillierten Anforderungen an die weiter zu gebenden Informationen können in einem neuen Art. 50 Abs. 2bis, der neu vorgeschlagene Art. 50 Abs. 2bis in einem Abs. 2ter eingefügt werden.	Art. 50 Abs. 2 wie bisher belassen. Neu vorgeschlagene Artikel entsprechend anders nummerieren. Art. 50 entsprechend den Vorschriften der Europäischen Union ergänzen und vervollständigen, so dass sich die Vorschriften entsprechen.

		Allenfalls ist aus Gründen der Klarheit ein grundsätzlicher Neuaufbau von Art. 50 LGV unter Berücksichtigung der Erwägungen zur Durchführungsverordnung (EU) Nr. 931/2011 und der Verordnung (EU) Nr. 178/2002 zweckmässig.	
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	50.2	Das im bisherigen Art. 50 Abs. 2 klar definierte Prinzip der Rückverfolgbarkeit "ein Schritt zurück und ein Schritt vor" würde mit der Einführung des neuen Art. 50 Abs. 2 nicht mehr klar erkennbar. Es ist nicht mehr gewährleistet, da ausschliesslich die Anforderungen an den "Schritt vor" detailliert vorgeschrieben werden. Die Anforderung, dass der Vollzugsbehörde bei Kontrollen auch die vom liefernden Unternehmen zur Verfügung gestellten Informationen zur Verfügung gestellt werden müssen, fehlt gänzlich. Zudem ist die Ausnahmeregelung der direkten Abgabe an Konsumentinnen und Konsumenten nur noch indirekt erkennbar durch die Definition des Empfängers ("… dem Lebensmittelunternehmen, dem die Produkte geliefert werden …"). Die europäische Gesetzgebung ist in diesen Punkten klarer. Es ist zwar richtig, dass im vorgeschlagenen neuen Abs. 2 mehr oder weniger wörtlich die Anforderungen der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 931/2011 der Kommission vom 19. September 2011 übernommen wurden. Allerdings besteht diese Verordnung neben den hier übernommenen Vorschriften auch aus Erwägungen, die genau diese Punkte deutlich machen und die vom schweizerischen Gesetzgeber ignoriert werden. Ergänzend gelten in der Europäischen Union auch die Vorschriften der Verordnung (EU) Nr. 178/2002. In Art. 18 Abs. 2 dieser Verordnung wird festgelegt, dass "die Lebensmittel- und Futtermittelunternehmer in der Lage sein müssen, jede Person festzustellen, von der sie ein Lebensmittel… erhalten haben". Zusammengefasst kann also festgehalten werden, dass im EU-Lebensmittelrecht die Verpflichtung zur Dokumentation "ein Schritt zurück und ein Schritt vor" umfassender vorgeschrieben ist. Dies wird folgerichtig in den Erwägungen zur Durchführungsverordnung (EU) Nr. 931/2011 unter Punkt 3 ausdrücklich aufgeführt: Der unmittelbare Lieferant und der unmittelbare Kunde müssen ermittelt werden können, ausser wenn sie Endverbraucher sind. Aus Gründen der Klarheit, der Äquivalenz mit den Bestimmungen der Europäischen Union und der Vollziehbarkeit der Vorschriften zur Rück-verfolgbarkeit in der Schweiz soll der bisherige Art. 50 Abs. 2 deshalb keinesfalls gestrichen werden. Die detaillierten Anforderungen an die weiterzugebenden Informationen können in einem neuen Art. 50 Abs. 2bis, der neu vorgeschlagene Art. 50 Abs. 2bis in einem Abs. 2tris eingefügt werden. Allenfalls ist ein grundsätzlicher Neuaufbau von Art. 50 LGV unter Berücksichtigung der Erwägungen zur Durchführungsverordnung	Art. 50 Abs. 2 wie bisher belassen. Den neu vorgeschlagenen Artikel entsprechend anders nummerieren. Art. 50 entsprechend den Vorschriften der EU ergänzen und anpassen, so dass sich die Vorschriften entsprechen.

		(EU) Nr. 931/2011 und der Verordnung (EU) Nr. 178/2002 aus Gründen der Klarheit zweckmässig.	
Staatskanzlei des Kantons Aargau	50.2	Das im bisherigen Art. 50 Abs. 2 klar definierte Prinzip der Rückverfolgbarkeit "ein Schritt zurück und ein Schritt vor" würde mit der Einführung des neuen Art. 50 Abs. 2 nicht mehr klar erkennbar. Es ist nicht mehr gewährleistet, da ausschliesslich die Anforderungen an den "Schritt vor" detailliert vorgeschrieben werden. Die Anforderung, dass der Vollzugsbehörde bei Kontrollen auch die vom liefernden Unternehmen zur Verfügung gestellten Informationen zur Verfügung gestellt werden müssen, fehlt gänzlich. Zudem ist die Ausnahmeregelung der direkten Abgabe an Konsumentinnen und Konsumenten nur noch indirekt erkennbar durch die Definition des Empfängers ("… dem Lebensmittelunternehmen, dem die Produkte geliefert werden …"). Die europäische Gesetzgebung ist in diesen Punkten klarer. Es ist zwar richtig, dass im vorgeschlagenen neuen Abs. 2 mehr oder weniger wörtlich die Anforderungen der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 931/2011 der Kommission vom 19. September 2011 übernommen wurden. Allerdings besteht diese Verordnung neben den hier übernommenen Vorschriften auch aus Erwägungen, die genau diese Punkte deutlich machen und die vom schweizerischen Gesetzgeber ignoriert werden. Ergänzend gelten in der Europäischen Union auch die Vorschriften der Verordnung (EU) Nr. 178/2002. In Art. 18 Abs. 2 dieser Verordnung wird festgelegt, dass "die Lebensmittel- und Futtermittelunternehmer in der Lage sein müssen, jede Person festzustellen, von der sie ein Lebensmittel… erhalten haben". Zusammengefasst kann also festgehalten werden, dass im EU-Lebensmittelrecht die Verpflichtung zur Dokumentation "ein Schritt zurück und ein Schritt vor" umfassender vorgeschrieben ist. Dies wird folgerichtig in den Erwägungen zur Durchführungsverordnung (EU) Nr. 931/2011 unter Punkt 3 ausdrücklich aufgeführt: Der unmittelbare Lieferant und der unmittelbare Kunde müssen ermittelt werden können, ausser wenn sie Endverbraucher sind. Aus Gründen der Klarheit, der Äquivalenz mit den Bestimmungen der Europäischen Union und der Vollziehbarkeit der Vorschriften zur Rück-verfolgbarkeit in der Schweiz soll der bisherige Art. 50 Abs. 2 deshalb keinesfalls gestrichen werden. Die detaillierten Anforderungen an die weiterzugebenden Informationen können in einem neuen Art. 50 Abs. 2bis, der neu vorgeschlagene Art. 50 Abs. 2bis in einem Abs. 2tris eingefügt werden. Allenfalls ist ein grundsätzlicher Neuaufbau von Art. 50 LGV unter Berücksichtigung der Erwägungen zur Durchführungsverordnung (EU) Nr. 931/2011 und der Verordnung (EU) Nr. 178/2002 aus Gründen der Klarheit zweckmässig.	Art. 50 Abs. 2 wie bisher belassen. Den neu vorgeschlagenen Artikel entsprechend anders nummerieren. Art. 50 entsprechend den Vorschriften der EU ergänzen und anpassen, so dass sich die Vorschriften entsprechen.

Geschäftsstelle IG DHS	50.2	In der Verordnung Nr. 931/2011 der EU wird der Grundsatz der Rückverfolgbarkeit im Sinne eines „one step forward, one step back“ festgehalten. Im neuen Art. 50 Abs. 2 wird nun sehr genau umschrieben, welche Informationen bezüglich der Rückverfolgbarkeit gemacht werden können müssen. Die IGDHS erachtet die Aufzählung dieser Informationen grundsätzlich nicht als falsch, es sollte aber darauf geachtet werden, dass hier nicht eine letztlich überflüssige Abweichung zum EU-Recht geschaffen wird. Es wird daher beantragt, den heutigen Art. 50 beizubehalten und allenfalls in den Erläuterungen dazu klarer zu definieren, welche Informationen genau zur Verfügung gestellt werden können müssen. Die detaillierteren Bestimmungen der Durchführungsverordnung (EG) Nr. 178/2002, die in den Erläuterungen zitiert sind, gelten ausschliesslich für Lebensmittel tierischen Ursprungs. Soll eine entsprechende Regelung in der Schweiz aufgenommen werden, wäre sie ebenfalls in gleicher Weise einzuschränken.	Beibehalten des heutigen Art. 50 Abs. 2 LGV
hotelleriesuisse	50.2	Der Grundsatz "Ein Schritt zurück - ein Schritt vor" hat sich bewährt. In der Leitlinie „Gute Verfahrenspraxis im Gastgewerbe (GVG)" müssen die Betriebsleiter die Lieferscheine aufbewahren (1 Jahr oder bis zur nächsten amtlichen Kontrolle). Dieser pragmatische Ansatz ist keinesfalls zu verschärfen und soll deshalb explizit aufgeführt werden.	Neu Art.50 Abs.1bis Für Betriebe, welche die Lebensmittel direkt an die Konsumentinnen und Konsumenten abgeben, wird die Rückverfolgbarkeit mittels Aufbewahrung der Lieferscheine gewährleistet.
GSLI Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren	50.2	Das im bisherigen Art. 50 Abs. 2 klar definierte Prinzip der Rückverfolgbarkeit "ein Schritt zurück und ein Schritt vor" würde mit der Einführung des neuen Art. 50 Abs. 2 nicht mehr klar erkennbar. Es ist unlogisch, dass die detaillierten erforderlichen Dokumente nur für den Lieferanten gelten sollen. Zudem ist die Ausnahmeregelung der direkten Abgabe an Konsumentinnen und Konsumenten nur noch indirekt erkennbar durch die Definition des Empfängers ("... dem Lebensmittelunternehmen, dem die Produkte geliefert werden ..."). Weiter wurde in Abs. 2 Bst. g das Wort „Bezugsnummer“ verwendet. Mit den entsprechenden EU Erwägungen wird das Wort klar, ohne solche ist unklar, ob es sich um ein Warenlos/Charge/Lieferschein-Nummer oä. handelt. Die europäische Gesetzgebung ist in diesen Punkten klarer. Es ist korrekt, dass im vorgeschlagenen neuen Abs. 2 mehr oder weniger wörtlich die Anforderungen der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 931/2011 der Kommission vom 19. September 2011 übernommen wurden. Allerdings fehlen die Erwägungen bei einer vorgeschlagenen Schweizer Version dazu, welche diese Punkte klären.	Art. 50 entsprechend den Vorschriften der EU ergänzen und vervollständigen, so dass sich die Vorschriften entsprechen.

Migros-Genossenschafts-Bund	50.2	In der Verordnung Nr. 931/2011 der EU wird der Grundsatz der Rückverfolgbarkeit im Sinne eines „one step forward, one step back“- Prinzips festgehalten. Im neuen Art. 50 Abs. 2 wird nun sehr genau umschrieben, welche Informationen bezüglich der Rückverfolgbarkeit gemacht werden können müssen. Die Migros erachtet die Aufzählung dieser Informationen grundsätzlich nicht als falsch, es sollte aber darauf geachtet werden, dass hier nicht eine letztlich überflüssige Abweichung zum EU-Recht geschaffen wird. Es wird daher beantragt, den heutigen Art. 50 beizubehalten und allenfalls in den Erläuterungen dazu klarer zu definieren, welche Informationen genau zur Verfügung gestellt werden können müssen. Die detaillierteren Bestimmungen der Durchführungsverordnung (EG) Nr. 178/2002, die in den Erläuterungen zitiert sind, gelten ausschliesslich für Lebensmittel tierischen Ursprungs. Soll eine entsprechende Regelung in der Schweiz aufgenommen werden, wäre sie ebenfalls in gleicher Weise einzuschränken.	Beibehalten des heutigen Art. 50 Abs. 2 LGV
Fédération Romande des Consommateurs FRC	50.2	Traçabilité La crise de la viande de cheval en Europe a montré l"importance d"un système de traçabilité fiable et adapté à la réalité du 21ème siècle. La complexité des échanges est telle qu"une meilleure traçabilité est devenue indispensable. Le système européen allant un pas dans les deux sens a montré ses limites. Les acteurs doivent pouvoir juger de toute la chaîne. Les détails fixés dans le nouvel art. 50 al 2 sont donc très utiles. Mais dans le contexte actuel, il est particulièrement choquant que ce nouvel alinéa se contente du transfert d"informations dans un seul sens : l"endroit où va le produit. Il n"est plus obligatoire de pouvoir fournir l"information d"où provient le produit. Ce n"est pas suffisant, pour protéger efficacement les consommateurs, comme démontré par le scandale de la viande de cheval. Il faut donc maintenir l"ancien alinéa et ajouter un nouvel alinéa avec les informations détaillées, proposées dans le projet.	« 2 Toute personne qui fait le commerce des produits visés à l"al. 1 doit pouvoir indiquer aux autorités cantonales d"exécution compétentes: a. de qui elle a reçu les produits, et b. à qui elle les a livrés; fait exception la remise directe au consommateur. 2bis .... 1 Elle doit s"assurer que les informations suivantes sont mises à la disposition de l"entreprise du secteur alimentaire à laquelle les produits sont livrés et, sur demande, à l"autorité d"exécution compétente: a. une description exacte du produit; b. le volume ou la quantité de produit; c. les nom et adresse de l"entreprise qui expédie le produit; d. les nom et adresse du propriétaire du produit, s"il diffère de l"entreprise du secteur alimentaire qui expédie le produit; e. les nom et adresse de l"entreprise du secteur alimentaire à laquelle le produit est expédié; f. les nom et adresse du propriétaire du produit, s"il diffère de l"entreprise du secteur alimentaire à laquelle le produit est expédié; g. un numéro de référence identifiant la partie, le lot ou le chargement; h. la date d"expédition. 2ter Ces informations sont fournies au moins jusqu"à ce que l"on puisse raisonnable- ment penser que le produit a été consommé. »
Coop Genossenschaft	50.2	In der Basisverordnung Nr. 178/2002 der EU wird der Grundsatz der Rückverfolgbarkeit im Sinne eines „one step forward, one step back“ festgehalten. Im neuen Art. 50 Abs. 2 wird nun sehr genau umschrieben, welche Informationen bezüglich der Rückverfolgbarkeit gemacht werden können müssen. Coop erachtet die Aufzählung dieser Informationen grundsätzlich nicht als falsch, es sollte aber darauf geachtet werden, dass hier nicht eine letztlich überflüssige	Beibehalten des heutigen Art. 50 Abs. 2 LGV

		Abweichung zum EU-Recht geschaffen wird. Es wird daher beantragt, den heutigen Art. 50 beizubehalten und allenfalls in den Erläuterungen dazu klarer zu definieren, welche Informationen genau zur Verfügung gestellt werden können müssen. Die detaillierteren Bestimmungen der Durchführungsverordnung (EG) Nr. 178/2002, die in den Erläuterungen zitiert sind, gelten ausschliesslich für Lebensmittel tierischen Ursprungs. Soll eine entsprechende Regelung in der Schweiz aufgenommen werden, wäre sie ebenfalls in gleicher Weise einzuschränken.	
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	50.2	Traçabilité La crise de la viande de cheval en Europe a montré l"importance d"un système de traçabilité fiable et adapté à la réalité du 21ème siècle. La complexité des échanges est telle qu"une meilleure traçabilité est devenue indispensable. Le système européen allant un pas dans les deux sens a montré ses limites. Les acteurs doivent pouvoir juger de toute la chaîne. Les détails fixés dans le nouvel art. 50 al 2 sont donc très utiles. Mais dans le contexte actuel, il est particulièrement choquant que ce nouvel alinéa se contente du transfert d"informations dans un seul sens : l"endroit où va le produit. Il n"est plus obligatoire de pouvoir fournir l"information d"où provient le produit. Ce n"est pas suffisant, pour protéger efficacement les consommateurs, comme démontré par le scandale de la viande de cheval. Il faut donc maintenir l"ancien alinéa et ajouter un nouvel alinéa avec les informations détaillées, proposées dans le projet.	« 2 Toute personne qui fait le commerce des produits visés à l"al. 1 doit pouvoir indiquer aux autorités cantonales d"exécution compétentes: a. de qui elle a reçu les produits, et b. à qui elle les a livrés; fait exception la remise directe au consommateur. 2bis ... 1 Elle doit s"assurer que les informations suivantes sont mises à la disposition de l"entreprise du secteur alimentaire à laquelle les produits sont livrés et, sur demande, à l"autorité d"exécution compétente: a. une description exacte du produit; b. le volume ou la quantité de produit; c. les nom et adresse de l"entreprise qui expédie le produit; d. les nom et adresse du propriétaire du produit, s"il diffère de l"entreprise du secteur alimentaire qui expédie le produit; e. les nom et adresse de l"entreprise du secteur alimentaire à laquelle le produit est expédié; f. les nom et adresse du propriétaire du produit, s"il diffère de l"entreprise du secteur alimentaire à laquelle le produit est expédié; g. un numéro de référence identifiant la partie, le lot ou le chargement; h. la date d"expédition. 2ter Ces informations sont fournies au moins jusqu"à ce que l"on puisse raisonnable- ment penser que le produit a été consommé. »
Gastrosuisse	50.2	Der Grundsatz "Ein Schritt zurück und ein Schritt vor" hat sich bewährt. Bisher wurde die Gastronomie im Abs. 2 explizit erwähnt, neu beschränkt sich die Formulierung auf die Lieferung. In der vom BAG genehmigten "Leitlinie gute Verfahrenspraxis im Gastgewerbe (GvG)" wird der Grundsatz gelöst, indem die Betriebsleiter die Lieferscheine aufbewahren müssen (1 Jahr oder bis zur nächsten amtlichen Kontrolle). Dieser pragmatiche Ansatz darf keinesfalls verschärft werden und soll deshalb explizit aufgeführt werden.	Neu Art.50 Abs.1bis Für Betriebe, welche die Lebensmittel direkt an die Konsumentinnen und Konsumenten abgeben, wird die Rückverfolgbarkeit mit Aufbewahrung der Lieferscheine gewährleistet.
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelin-	50.2	In der Basisverordnung Nr. 178/2002 der EU wird der Grundsatz der Rückverfolgbarkeit im Sinne eines „one step forward, one step back“ festgehalten. Im neuen Art. 50 Abs. 2 wird nun sehr genau um-	Beibehalten des heutigen Art. 50 Abs. 2 LGV

dustrie		schrieben, welche Informationen bezüglich der Rückverfolgbarkeit gemacht werden können müssen. Die fial erachtet die Aufzählung dieser Informationen grundsätzlich nicht als falsch, es sollte aber darauf geachtet werden, dass hier nicht eine letztlich überflüssige Abweichung zum EU-Recht geschaffen wird. Es wird daher beantragt, den heutigen Art. 50 beizubehalten und allenfalls in den Erläuterungen dazu klarer zu definieren, welche Informationen genau zur Verfügung gestellt werden können müssen. Die detaillierteren Bestimmungen der Durchführungsverordnung (EG) 931/2011 über die Verordnung (EG) Nr. 178/2002, die in den Erläuterungen zitiert sind, gelten ausschliesslich für Lebensmittel tierischen Ursprungs. Soll – entgegen unserem Antrag – eine entsprechende Regelung in der Schweiz aufgenommen werden, wäre sie ebenfalls in gleicher Weise einzuschränken.	
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	50.2	L'actuelle disposition relative à la traçabilité est claire : 1 étape avant, 1 étape après, soit « de qui elle a reçu un produit, à qui elle a remis ». La nouvelle formulation ne décrit de manière détaillée que l'étape « avant ». L'exception dans le cas de remise directe au consommateur n'est pas clairement mentionnée. Il y a lieu de maintenir le texte actuel de l'al. 2 et de compléter l'art 50 par un al. 2 bis et 2 ter.	Modifier le projet en maintenant l'al. 2. Adapter cet article aux dispositions de l'UE.
Denner AG	50.2	In der Basisverordnung Nr. 178/2002 der EU wird der Grundsatz der Rückverfolgbarkeit im Sinne eines „one step forward, one step back" festgehalten. Im neuen Art. 50 Abs. 2 wird nun sehr genau umschrieben, welche Informationen bezüglich der Rückverfolgbarkeit gemacht werden können müssen. Bei der Aufzählung dieser Informationen grundsätzlich nicht als falsch, es sollte aber darauf geachtet werden, dass hier nicht eine letztlich überflüssige Abweichung zum EU-Recht geschaffen wird. Es wird daher beantragt, den heutigen Art. 50 beizubehalten und allenfalls in den Erläuterungen dazu klarer zu definieren, welche Informationen genau zur Verfügung gestellt werden können müssen. Die detaillierteren Bestimmungen der Durchführungsverordnung (EG) Nr. 178/2002, die in den Erläuterungen zitiert sind, gelten ausschliesslich für Lebensmittel tierischen Ursprungs. Soll eine entsprechende Regelung in der Schweiz aufgenommen werden, wäre sie ebenfalls in gleicher Weise einzuschränken.	Beibehalten des heutigen Art. 50 Abs. 2 LGV
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	50.2	Traçabilité La crise de la viande de cheval en Europe a montré l"importance d"un système de traçabilité fiable et adapté à la réalité du 21ème siècle. La complexité des échanges est telle qu"une meilleure traçabilité est devenue indispensable. Le système européen allant un pas dans les deux sens a montré ses limites. Les acteurs doivent pouvoir juger de toute la chaîne. Les détails fixés dans le nouvel art. 50 al 2 sont donc très utiles.	« 2 Toute personne qui fait le commerce des produits visés à l"al. 1 doit pouvoir indiquer aux autorités cantonales d"exécution compétentes: a. de qui elle a reçu les produits, et b. à qui elle les a livrés; fait exception la remise directe au consommateur. 2bis ... 1 Elle doit s"assurer que les informations suivantes sont mises à la disposition de l"entreprise du secteur alimentaire à

		Mais dans le contexte actuel, il est particulièrement choquant que ce nouvel alinéa se contente du transfert d"informations dans un seul sens : l"endroit où va le produit. Il n"est plus obligatoire de pouvoir fournir l"information d"où provient le produit. Ce n"est pas suffisant, pour protéger efficacement les consommateurs, comme démontré par le scandale de la viande de cheval. Il faut donc maintenir l"ancien alinéa et ajouter un nouvel alinéa avec les informations détaillées, proposées dans le projet.	laquelle les produits sont livrés et, sur demande, à l"autorité d"exécution compétente: a. une description exacte du produit; b. le volume ou la quantité de produit; c. les nom et adresse de l"entreprise qui expédie le produit; d. les nom et adresse du propriétaire du produit, s"il diffère de l"entreprise du secteur alimentaire qui expédie le produit; e. les nom et adresse de l"entreprise du secteur alimentaire à laquelle le produit est expédié; f. les nom et adresse du propriétaire du produit, s"il diffère de l"entreprise du secteur alimentaire à laquelle le produit est expédié; g. un numéro de référence identifiant la partie, le lot ou le chargement; h. la date d"expédition. 2ter Ces informations sont fournies au moins jusqu"à ce que l"on puisse raisonnable- ment penser que le produit a été consommé. »
Schweizerischer Obstverband	50.2	Mit dieser Bestimmung werden kleine KMU's aus dem Markt herausgedrängt. Es würde einen unverhältnismässigen hohen administrativen Aufwand bedeuten, verbunden mit grossen Kosten und würde letztendlich zu einer Verteuerung des Endproduktes führen.	streichen
Verband Schweiz. Mineralquellen und Soft Drink-Produzenten (SMS)	50.2	Zu umständlich und kompliziert umschrieben. Diese Anforderung ist ungenau und nicht kontrollierbar. Was geschieht mit Produkten, die tiefgekühlt aufbewahrt werden? Wie sehen dort die Anforderungen an die Fristen aus?	
Schweizer Brauerei-Verband	50.2	Zu umständlich und kompliziert umschrieben. Diese Anforderung ist ungenau und nicht kontrollierbar. Was geschieht mit Produkten, die tiefgekühlt aufbewahrt werden? Wie sehen dort die Anforderungen an die Fristen aus?	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	50.2	Das im bisherigen Art. 50 Abs. 2 klar definierte Prinzip der Rückverfolgbarkeit "ein Schritt zurück und ein Schritt vor" würde mit der Einführung des neuen Art. 50 Abs. 2 nicht mehr klar erkennbar. Es ist nicht mehr gewährleistet, da ausschliesslich die Anforderungen an den "Schritt vor" detailliert vorgeschrieben werden. Die Anforderung, dass der Vollzugsbehörde bei Kontrollen auch die vom liefernden Unternehmen zur Verfügung gestellten Informationen zur Verfügung gestellt werden müssen, fehlt gänzlich. Zudem ist die Ausnahmeregelung der direkten Abgabe an Konsumentinnen und Konsumenten nur noch indirekt erkennbar durch die Definition des Empfängers ("… dem Lebensmittelunternehmen, dem die Produkte geliefert werden …"). Die europäische Gesetzgebung ist in diesen Punkten klarer. Es ist zwar richtig, dass im vorgeschlagenen neuen Abs. 2 mehr oder weniger wörtlich die Anforderungen der Durchführungsverordnung	Art. 50 Abs. 2 wie bisher belassen. Den neu vorgeschlagenen Artikel entsprechend anders nummerieren. Art. 50 entsprechend den Vorschriften der EU ergänzen und anpassen, so dass sich die Vorschriften entsprechen.

		(EU) Nr. 931/2011 der Kommission vom 19. September 2011 übernommen wurden. Allerdings besteht diese Verordnung neben den hier übernommenen Vorschriften auch aus Erwägungen, die genau diese Punkte deutlich machen und die vom schweizerischen Gesetzgeber ignoriert werden. Ergänzend gelten in der Europäischen Union auch die Vorschriften der Verordnung (EU) Nr. 178/2002. In Art. 18 Abs. 2 dieser Verordnung wird festgelegt, dass "die Lebensmittel- und Futtermittelunternehmer in der Lage sein müssen, jede Person festzustellen, von der sie ein Lebensmittel… erhalten haben". Zusammengefasst kann also festgehalten werden, dass im EU-Lebensmittelrecht die Verpflichtung zur Dokumentation "ein Schritt zurück und ein Schritt vor" umfassender vorgeschrieben ist. Dies wird folgerichtig in den Erwägungen zur Durchführungsverordnung (EU) Nr. 931/2011 unter Punkt 3 ausdrücklich aufgeführt: Der unmittelbare Lieferant und der unmittelbare Kunde müssen ermittelt werden können, ausser wenn sie Endverbraucher sind. Aus Gründen der Klarheit, der Äquivalenz mit den Bestimmungen der Europäischen Union und der Vollziehbarkeit der Vorschriften zur Rück-verfolgbarkeit in der Schweiz soll der bisherige Art. 50 Abs. 2 deshalb keinesfalls gestrichen werden. Die detaillierten Anforderungen an die weiterzugebenden Informationen können in einem neuen Art. 50 Abs. 2bis, der neu vorgeschlagene Art. 50 Abs. 2bis in einem Abs. 2tris eingefügt werden. Allenfalls ist ein grundsätzlicher Neuaufbau von Art. 50 LGV unter Berücksichtigung der Erwägungen zur Durchführungsverordnung (EU) Nr. 931/2011 und der Verordnung (EU) Nr. 178/2002 aus Gründen der Klarheit zweckmässig.	
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	18a.1	Grundsätzlich wird die lebensmittelrechtliche Regelung der Zugabe von Mikroorganismen zu Lebensmitteln und die Schliessung dieser bekannten Lücke begrüsst. Das juristische Vorgehen und die Begründung dafür (in den Erläuterungen) sind allerdings in zweifacher Hinsicht fragwürdig. 1. Die Aussage, dass mit dem Inkrafttreten des neuen LMG die Definition für Lebensmittel an diejenige der europäischen Union angeglichen werde, ist in dieser Form falsch. Der für die LGV zuständige Bundesrat hat dem für das LMG zuständigen eidgenössischen Parlament vorgeschlagen, die Definition der Lebensmittel anzupassen. Der Entscheid, ob dem Vorschlag gefolgt wird und diese Definition tatsächlich der europäischen Definition angepasst wird, liegt ausschliesslich beim eidgenössischen Parlament. Das Vorwegnehmen von Parlaments¬entscheiden als Grundlage für Verordnungsanpassungen durch den Bundesrat in den Erläuterungen zu einer Bundesratsverordnung ist unzulässig.	Art. 18a wieder streichen. Produkte dieser Art sollen bis zur Änderung des Lebensmittelgesetzes als nicht umschriebene Lebensmittel bewilligungspflichtig bleiben.

		2. In den Begründungen zur beabsichtigten Anpassung wird richtigerweise ausgeführt, dass Mikroorganismen lebensmittelrechtlich nicht unter die aktuell gültige Definition eines Lebensmittels subsumiert werden können und eine Einstufung als Zusatzstoff auch nicht in allen Fällen möglich ist. Somit müsse für Mikroorganismen eine neue Kategorie geschaffen werden. Dabei wird nicht berücksichtigt, dass eine zusätzliche Kategorie nicht auf Verordnungsstufe ohne gesetzliche Grundlage in Art. 3 LMG geschaffen werden kann. Sofern die lebensmittelrechtliche Basis für Mikroorganismen tatsächlich in der LGV unter Art. 18a geschaffen wer¬den soll, müssen Mikroorganismen entweder als Zusatzstoffe oder als Lebensmittel definiert werden! Eine vorsätzliche Verletzung rechtsstaat-licher Grundsätze ist eine Kompetenzüberschreitung des Bundesrates. Aus diesen Gründen empfehlen wir, auf die Einführung von Art. 18a LGV im Moment zu verzichten. Die Schaffung einer gesetzlichen Grundlage durch das zuständige eidgenössische Parlament für den Einsatz von Mikro¬organismen in Lebensmitteln ohne Einzelbewilligung durch das BAG muss abgewartet werden. Ist die gesetzliche Grundlage für Art. 18a geschaffen, so haben wir dazu folgende Anmerkung: Die Anforderungen, wie der Nachweis für die MFC erbracht werden muss, dass die in Abs. 2 erwähnten Bedingungen erfüllt sind, sind detailliert anzugeben, oder das EDI sollte eine Lise veröffentlichen mit den in der CH erlaubten/bekannten MFC.	
Chancellerie d'Etat du Canton de Vaud	18a.1	Il serait souhaitable d'établir une liste des microorganismes propres à la consommation humaine. Les microorganismes n'appartenant pas à cette liste devraient faire l'objet d'une autorisation de l'office fédéral de la santé publique.	
Standeskanzlei des Kantons Uri	18a.1	Grundsätzlich wird die lebensmittelrechtliche Regelung der Zugabe von Mikroorganismen zu Lebensmitteln und die Schliessung dieser bekannten Lücke begrüsst. Das juristische Vorgehen und die Begründung dafür (in den Erläuterungen) sind allerdings in zweifacher Hinsicht fragwürdig. 1. Die Aussage, dass mit dem Inkrafttreten des neuen LMG die Definition für Lebensmittel an diejenige der europäischen Union angeglichen werde, ist in dieser Form falsch. Der für die LGV zuständige Bundesrat hat dem für das LMG zuständigen eidgenössischen Parlament vorgeschlagen, die Definition der Lebensmittel anzupassen. Der Entscheid, ob dem Vorschlag gefolgt wird und diese Definition tatsächlich der europäischen Definition angepasst wird, liegt ausschliesslich beim eidgenössischen Parlament. Das Vorwegnehmen von Parlaments-entscheiden als Grundlage für Verordnungsanpassungen durch denBundesrat in den Erläuterungen zu einer Bundesratsverordnung ist unzulässig.	Art. 18a wieder streichen. Produkte dieser Art sollen bis zur Änderung des Lebensmittelgesetzes als nicht umschriebene Lebensmittel bewilligungspflichtig bleiben. Wird der vorgesehene Art. 18a nach dem neuen LMG wieder aktuell, so haben wir folgenden Ergänzungsvorschlag zu Abs. 3 Bst. c: Das EDI veröffentlicht eine Liste mit den bekannten, in Lebensmitteln verwendeten MFC (analog der dänischen Behörde).

		2. In den Begründungen zur beabsichtigten Anpassung wird richtigerweise ausgeführt, dass Mikroorganismen lebensmittelrechtlich nicht unter die aktuell gültige Definition eines Lebensmittels subsumiert werden können und eine Einstufung als Zusatzstoff auch nicht in allen Fällen möglich ist. Somit müsse für Mikroorganismen eine neue Kategorie geschaffen werden. Dabei wird nicht berücksichtigt, dass eine zusätzliche Kategorie nicht auf Verordnungsstufe ohne gesetzliche Grundlage in Art. 3 LMG geschaffen werden kann. Sofern die lebensmittelrechtliche Basis für Mikroorganismen tatsächlich in der LGV unter Art. 18a geschaffen wer-den soll, müssen Mikroorganismen entweder als Zusatzstoffe oder als Lebensmittel definiert werden! Eine vorsätzliche Verletzung rechtsstaat-licher Grundsätze ist eine Kompetenzüberschreitung des Bundesrates. Aus diesen Gründen empfehlen wir, auf die Einführung von Art. 18a LGV im Moment zu verzichten. Die Schaffung einer gesetzlichen Grundlage durch das zuständige eidgenössische Parlament für den Einsatz von Mikro-organismen in Lebensmitteln ohne Einzelbewilligung durch das BAG muss abgewartet werden. Ist die gesetzliche Grundlage für Art. 18a geschaffen, so haben wir dazu folgende Anmerkung: Die Anforderungen, wie der Nachweis für die MFC erbracht werden muss, dass die in Abs. 2 erwähnten Bedingungen erfüllt sind, sind detailliert anzugeben, oder das EDI sollte eine Lise veröffentlichen mit den in der CH erlaubten/bekannten MFC.	
Staatskanzlei des Kantons Luzern	18a.1	Grundsätzlich wird die lebensmittelrechtliche Regelung der Zugabe von Mikroorganismen zu Lebensmitteln und die Schliessung dieser bekannten Lücke begrüsst. Das juristische Vorgehen und die Begründung dafür (in den Erläuterungen) sind allerdings in zweifacher Hinsicht fragwürdig. 1. Die Aussage, dass mit dem Inkrafttreten des neuen LMG die Definition für Lebensmittel an diejenige der europäischen Union angeglichen werde, ist in dieser Form falsch. Der für die LGV zuständige Bundesrat hat dem für das LMG zuständigen eidgenössischen Parlament vorgeschlagen, die Definition der Lebensmittel anzupassen. Der Entscheid, ob dem Vorschlag gefolgt wird und diese Definition tatsächlich der europäischen Definition angepasst wird, liegt ausschliesslich beim eidgenössischen Parlament! Das Vorwegnehmen von Parlaments¬entscheiden als Grundlage für Verordnungsanpassungen durch den Bundesrat in den Erläuterungen zu einer Bundesratsverordnung ist unangemessen. 2. In den Begründungen zur beabsichtigten Anpassung wird richtigerweise ausgeführt, dass Mikroorganismen lebensmittelrechtlich nicht unter die aktuell gültige Definition eines Lebensmittels subsumiert werden können und eine Einstufung als Zusatzstoff auch nicht in allen Fällen möglich ist. Somit müsse für Mikroorganismen eine neue Kategorie geschaffen werden. Dabei wird nicht berücksichtigt, dass eine zusätzliche Kategorie nicht auf Verordnungsstufe ohne	Art. 18a wieder streichen. Produkte dieser Art sollen bis zur Änderung des Lebensmittelgesetzes als nicht umschriebene Lebensmittel bewilligungspflichtig bleiben.

		gesetzliche Grundlage in Art. 3 LMG geschaffen werden kann! Sofern die lebensmittelrechtliche Basis für Mikroorganismen tatsächlich in der LGV unter Art. 18a geschaffen wer-den soll, MÜSSEN Mikroorganismen entweder als Zusatzstoffe oder als Lebensmittel definiert werden! Eine vorsätzliche Verletzung rechtsstaat-licher Grundsätze ist eine Kompetenzüberschreitung des Bundesrates. Aus diesen Gründen empfehlen wir, auf die Einführung von Art. 18a LGV im Moment zu verzichten. Die Schaffung einer gesetzlichen Grundlage durch das zuständige eidgenössische Parlament für den Einsatz von Mikro-organismen in Lebensmitteln ohne Einzelbewilligung durch das BAG muss abgewartet werden. Ist die gesetzliche Grundlage für Art. 18a geschaffen, so haben wir dazu folgende Anmerkung: Die Anforderungen, wie der Nachweis für die MFC erbracht werden muss, dass die in Abs. 2 erwähnten Bedingungen erfüllt sind, sind detailliert anzugeben, oder das EDI sollte eine Lise veröffentlichen mit den in der CH erlaubten/bekannten MFC.	Wird der vorgesehene Art. 18a nach dem neuen LMG wieder aktuell, so haben wir folgenden Ergänzungsvorschlag zu Abs. 3 Bst. C: Das EDI veröffentlicht eine Liste mit den bekannten, in Lebensmitteln verwendeten MFC (analog der dänischen Behörde).
Schweizerischer Getreideproduzentenverband SGPV	18a.1	La modification apportée, si elle ne vise qu'une clarification (combler un vide juridique) et une simplification (limitation du nombre de denrées alimentaires soumises à autorisation), est saluée. Dans son application, il faudra veiller à ne pas rendre plus compliquée qu'aujourd'hui la fabrication de denrées alimentaires actuellement autorisées, par des travaux administratifs supplémentaires (déclaration, contrôle, traçabilité, etc.).	
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	18a.1	Grundsätzlich wird die lebensmittelrechtliche Regelung der Zugabe von Mikroorganismen zu Lebensmitteln und die Schliessung dieser bekannten Lücke begrüsst. Das juristische Vorgehen und die Begründung in den Erläuterungen sind allerdings in zweifacher Hinsicht fragwürdig. 1. Die Aussage, dass mit dem Inkrafttreten des neuen LMG die Definition für Lebensmittel an diejenige der Europäischen Union angeglichen werde, ist in dieser Form falsch. Der für die LGV zuständige Bundesrat hat dem für das LMG zuständigen eidgenössischen Parlament vorgeschlagen, die Definition der Lebensmittel anzupassen. Der Entscheid, ob dem Vorschlag gefolgt wird und diese Definition tatsächlich der europäischen Definition angepasst wird, liegt damit einzig beim eidgenössischen Parlament. Das Vorwegnehmen von Parlamentsentscheiden als Grundlage für Verordnungsanpassungen durch den Bundesrat in den Erläuterungen zu einer Bundesratsverordnung ist deplaziert. 2. In den Begründungen zur beabsichtigten Anpassung wird richtigerweise ausgeführt, dass Mikroorganismen lebensmittelrechtlich nicht unter die aktuell gültige Definition eines Lebensmittels subsu-	

		miert werden können und eine Einstufung als Zusatzstoff auch nicht in allen Fällen möglich ist. Somit müsse für Mikroorganismen eine neue Kategorie geschaffen werden. Dabei wird nicht berücksichtigt, dass eine zusätzliche Kategorie auf Verordnungsstufe nicht ohne gesetzliche Grundlage in Art. 3 LMG geschaffen werden kann. Sofern die lebensmittelrechtliche Basis für Mikroorganismen tatsächlich in der LGV unter Art. 18a geschaffen werden soll, Müssen Mikroorganismen entweder als Zusatzstoffe oder als Lebensmittel definiert werden. Eine vorsätzliche Verletzung rechtsstaatlicher Grundsätze mit der Begründung fehlender Ressourcen der für Einzelbewilligungen zuständigen Bundesbehörde kann nicht gutgeheissen werden. Aus diesen Gründen empfehlen wir, im Moment auf die Einführung von Art. 18a LGV zu verzichten, da für den Einsatz von Mikroorganismen in Lebensmitteln ohne Einzelbewilligung durch das BAG die Schaffung einer gesetzlichen Grundlage abgewartet werden muss.	
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	18a.1	Grundsätzlich wird die lebensmittelrechtliche Regelung der Zugabe von Mikroorganismen zu Lebensmitteln und die Schliessung dieser bekannten Lücke begrüsst. Das juristische Vorgehen und die Begründung dafür (in den Erläuterungen) sind allerdings in zweifacher Hinsicht fragwürdig. 1. Die Aussage, dass mit dem Inkrafttreten des neuen LMG die Definition für Lebensmittel an diejenige der europäischen Union angeglichen werde, ist in dieser Form falsch. Der für die LGV zuständige Bundesrat hat dem für das LMG zuständigen eidgenössischen Parlament vorgeschlagen, die Definition der Lebensmittel anzupassen. Der Entscheid, ob dem Vorschlag gefolgt wird und diese Definition tatsächlich der europäischen Definition angepasst wird, liegt ausschliesslich beim eidgenössischen Parlament! Das Vorwegnehmen von Parlaments¬entscheiden als Grundlage für Verordnungsanpassungen durch den Bundesrat in den Erläuterungen zu einer Bundesratsverordnung ist unangemessen. 2. In den Begründungen zur beabsichtigten Anpassung wird richtigerweise ausgeführt, dass Mikroorganismen lebensmittelrechtlich nicht unter die aktuell gültige Definition eines Lebensmittels subsumiert werden können und eine Einstufung als Zusatzstoff auch nicht in allen Fällen möglich ist. Somit müsse für Mikroorganismen eine neue Kategorie geschaffen werden. Dabei wird nicht berücksichtigt, dass eine zusätzliche Kategorie nicht auf Verordnungsstufe ohne gesetzliche Grundlage in Art. 3 LMG geschaffen werden kann! Sofern die lebensmittelrechtliche Basis für Mikroorganismen tatsächlich in der LGV unter Art. 18a geschaffen wer-den soll, MÜSSEN Mikroorganismen entweder als Zusatzstoffe oder als Lebensmittel definiert werden! Eine vorsätzliche Verletzung rechtsstaat-licher Grundsätze ist eine Kompetenzüberschreitung des Bundesrates. Aus diesen Gründen empfehlen wir, auf die Einführung von Art. 18a	Art. 18a wieder streichen. Produkte dieser Art sollen bis zur Änderung des Lebensmittelgesetzes als nicht umschriebene Lebensmittel bewilligungspflichtig bleiben.

		LGV im Moment zu verzichten. Die Schaffung einer gesetzlichen Grundlage durch das zuständige eidgenössische Parlament für den Einsatz von Mikro-organismen in Lebensmitteln ohne Einzelbewilligung durch das BAG muss abgewartet werden. Ist die gesetzliche Grundlage für Art. 18a geschaffen, so haben wir dazu folgende Anmerkung: Die Anforderungen, wie der Nachweis für die MFC erbracht werden muss, dass die in Abs. 2 erwähnten Bedingungen erfüllt sind, sind detailliert anzugeben, oder das EDI sollte eine Lise veröffentlichen mit den in der CH erlaubten/bekannten MFC.	Wird der vorgesehene Art. 18a nach dem neuen LMG wieder aktuell, so haben wir folgenden Ergänzungsvorschlag zu Abs. 3 Bst. C: Das EDI veröffentlicht eine Liste mit den bekannten, in Lebensmitteln verwendeten MFC (analog der dänischen Behörde).
Chancellerie d'Etat du Canton de Genève	18a.1	Il serait souhaitable que l'office fédéral de la santé publique (OFSP) établisse une liste des microorganismes jugés suffisamment sûrs pour être incorporés dans les denrées alimentaires. Nous proposons que cette liste fasse l'objet d'un document annexé à l'ODAIOUs ou figure sur le site internet de l'OFSP. Le renvoi à des documents bibliographiques ne nous paraît pas satisfaisant.	Al 2bis : La liste des microorganismes pouvant être ajoutés aux denrées alimentaires est publiée sur le site internet de l'OFSP (voir www.ofsp.admin.ch).
Staatskanzlei des Kantons Aargau	18a.1	Grundsätzlich wird die lebensmittelrechtliche Regelung der Zugabe von Mikroorganismen zu Lebensmitteln und die Schliessung dieser bekannten Lücke begrüsst. Das juristische Vorgehen und die Begründung dafür (in den Erläuterungen) sind allerdings in zweifacher Hinsicht fragwürdig. 1. Die Aussage, dass mit dem Inkrafttreten des neuen LMG die Definition für Lebensmittel an diejenige der europäischen Union angeglichen werde, ist in dieser Form falsch. Der für die LGV zuständige Bundesrat hat dem für das LMG zuständigen eidgenössischen Parlament vorgeschlagen, die Definition der Lebensmittel anzupassen. Der Entscheid, ob dem Vorschlag gefolgt wird und diese Definition tatsächlich der europäischen Definition angepasst wird, liegt ausschliesslich beim eidgenössischen Parlament! Das Vorwegnehmen von Parlaments¬entscheiden als Grundlage für Verordnungsanpassungen durch den Bundesrat in den Erläuterungen zu einer Bundesratsverordnung ist unangemessen. 2. In den Begründungen zur beabsichtigten Anpassung wird richtigerweise ausgeführt, dass Mikroorganismen lebensmittelrechtlich nicht unter die aktuell gültige Definition eines Lebensmittels subsumiert werden können und eine Einstufung als Zusatzstoff auch nicht in allen Fällen möglich ist. Somit müsse für Mikroorganismen eine neue Kategorie geschaffen werden. Dabei wird nicht berücksichtigt, dass eine zusätzliche Kategorie nicht auf Verordnungsstufe ohne gesetzliche Grundlage in Art. 3 LMG geschaffen werden kann! Sofern die lebensmittelrechtliche Basis für Mikroorganismen tatsächlich in der LGV unter Art. 18a geschaffen wer-den soll, MÜSSEN Mikroorganismen entweder als Zusatzstoffe oder als Lebensmittel definiert werden! Eine vorsätzliche Verletzung rechtsstaat-licher Grundsätze ist eine Kompetenzüberschreitung des Bundesrates.	Art. 18a wieder streichen. Produkte dieser Art sollen bis zur Änderung des Lebensmittelgesetzes als nicht umschriebene Lebensmittel bewilligungspflichtig bleiben.

		Aus diesen Gründen empfehlen wir, auf die Einführung von Art. 18a LGV im Moment zu verzichten. Die Schaffung einer gesetzlichen Grundlage durch das zuständige eidgenössische Parlament für den Einsatz von Mikro-organismen in Lebensmitteln ohne Einzelbewilligung durch das BAG muss abgewartet werden. Ist die gesetzliche Grundlage für Art. 18a geschaffen, so haben wir dazu folgende Anmerkung: Die Anforderungen, wie der Nachweis für die MFC erbracht werden muss, dass die in Abs. 2 erwähnten Bedingungen erfüllt sind, sind detailliert anzugeben, oder das EDI sollte eine Lise veröffentlichen mit den in der CH erlaubten/bekannten MFC.	Wird der vorgesehene Art. 18a nach dem neuen LMG wieder aktuell, so haben wir folgenden Ergänzungsvorschlag zu Abs. 3 Bst. C: Das EDI veröffentlicht eine Liste mit den bekannten, in Lebensmitteln verwendeten MFC (analog der dänischen Behörde).
Staatskanzlei des Kantons Zug	18a.1	Die Anforderungen wie der Nachweis für die MFC erbracht werden muss, dass die in Abs. 2 erwähnten Bedingungen erfüllt sind, sind detailliert anzugeben oder das EDI sollte eine Lise veröffentlichen mit den in der CH erlaubten/bekannten MFC. Abs. 3 Bst. c. Das EDI veröffentlicht eine Liste mit den bekannten, in Lebensmitteln verwendeten MFC (analog der dänischen Behörde)	
Coop Genossenschaft	18a.1	Coop begrüsst die Änderung bezüglich dem Zusatz von Mikroorganismen, wie Beispielsweise Kombucca.	
Swiss Granum	18a.1	Wir führen hier ergänzend die Position unseres Branchenpartners Swissmill auf. Dieser neue Artikel umschreibt Mikroorganismen als neue Kategorie von Zutaten und nähert damit die Definition von Lebensmitteln derjenigen der EU an. Der Zusatz von Mikroorganismen zu Lebensmitteln war bisher in der Schweiz nicht klar geregelt. Demnach werden z.B. Zusätze von Hefe in Mehlmischungen den Anforderungen von Art. 18a genügen müssen. Dies ist im Hinblick auf die Rechtssicherheit für die Müllerei zu begrüssen.	
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	18a.1	L'introduction d'une disposition spécifique pour les microorganismes peut se justifier. Toutefois, il ne nous paraît pas opportun que la Suisse fasse cavalier seul.	Supprimer l'art. 18a et attendre que la nouvelle LDAl soit approuvée puis adapter la règlementation y compris celle sur les microorganismes.
Verband Schweiz. Mineralquellen und Soft Drink-Produzenten (SMS)	18a.1	Der Gesetzgeber muss auf einer europäischen Liste aufbauen. Einzelstaatliche Lösungen, wie in den Erläuterungen erwähnt, sind abzulehnen und in der Praxis untauglich. Wieso wird hier Hefe als bewilligtes Lebensmittel als Beispiel aufgeführt? Einführung von Regelungen ähnlich Novel-Food-Verordnung wäre zu begrüssen. Grundsätzlich kritisieren wir den zu grossen Interpretationsspielraum im vorgeschlagenen Artikel: Wer bestimmt, dass die Anforderungen	Abs. 1: Beispielhafte Aufzählung in Klammer: Entweder abschliessend oder sein lassen.

		erfüllt sind?	
Schweizer Brauerei-Verband	18a.1	Der Gesetzgeber muss auf einer europäischen Liste aufbauen. Einzelstaatliche Lösungen, wie in den Erläuterungen erwähnt, sind abzulehnen und in der Praxis untauglich. Wieso wird hier Hefe als bewilligtes Lebensmittel als Beispiel aufgeführt? Einführung von Regelungen ähnlich Novel-Food-Verordnung wäre zu begrüssen. Grundsätzlich kritisieren wir den zu grossen Interpretationsspielraum im vorgeschlagenen Artikel: Wer bestimmt, dass die Anforderungen erfüllt sind?	Abs. 1: Beispielhafte Aufzählung in Klammer: Entweder abschliessend oder sein lassen.
AGORA Association des Groupements et Organisations Romands de l'Agriculture	18a.1	Sur le fond, nous saluons cet article qui propose un texte simple et clair. Par contre, le rapport explicatif renvoie les fabricants à 2 règlements européens et surtout à deux listes de microorganismes sûrs éditées l'une par l'autorité de sécurité alimentaire du Danemark et l'autre par la Fédération internationale du lait. Voilà qui n'est pas simple.	Indiquer les références pour les microorganismes sûrs dans une annexe.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	18a.1	Grundsätzlich wird die lebensmittelrechtliche Regelung der Zugabe von Mikroorganismen zu Lebensmitteln und die Schliessung dieser bekannten Lücke begrüsst. Das juristische Vorgehen und die Begründung dafür (in den Erläuterungen) sind allerdings in zweifacher Hinsicht fragwürdig. 1. Die Aussage, dass mit dem Inkrafttreten des neuen LMG die Definition für Lebensmittel an diejenige der europäischen Union angeglichen werde, ist in dieser Form falsch. Der für die LGV zuständige Bundesrat hat dem für das LMG zuständigen eidgenössischen Parlament vorgeschlagen, die Definition der Lebensmittel anzupassen. Der Entscheid, ob dem Vorschlag gefolgt wird und diese Definition tatsächlich der europäischen Definition angepasst wird, liegt ausschliesslich beim eidgenössischen Parlament! Das Vorwegnehmen von Parlaments¬entscheiden als Grundlage für Verordnungsanpassungen durch den Bundesrat in den Erläuterungen zu einer Bundesratsverordnung ist unangemessen. 2. In den Begründungen zur beabsichtigten Anpassung wird richtigerweise ausgeführt, dass Mikroorganismen lebensmittelrechtlich nicht unter die aktuell gültige Definition eines Lebensmittels subsumiert werden können und eine Einstufung als Zusatzstoff auch nicht in allen Fällen möglich ist. Somit müsse für Mikroorganismen eine neue Kategorie geschaffen werden. Dabei wird nicht berücksichtigt, dass eine zusätzliche Kategorie nicht auf Verordnungsstufe ohne gesetzliche Grundlage in Art. 3 LMG geschaffen werden kann! Sofern die lebensmittelrechtliche Basis für Mikroorganismen tatsächlich in der LGV unter Art. 18a geschaffen wer-den soll, MÜSSEN Mikro-	Art. 18a wieder streichen. Produkte dieser Art sollen bis zur Änderung des Lebensmittelgesetzes als nicht umschriebene Lebensmittel bewilligungspflichtig bleiben.

		organismen entweder als Zusatzstoffe oder als Lebensmittel definiert werden! Eine vorsätzliche Verletzung rechtsstaat-licher Grundsätze ist eine Kompetenzüberschreitung des Bundesrates. Aus diesen Gründen empfehlen wir, auf die Einführung von Art. 18a LGV im Moment zu verzichten. Die Schaffung einer gesetzlichen Grundlage durch das zuständige eidgenössische Parlament für den Einsatz von Mikro-organismen in Lebensmitteln ohne Einzelbewilligung durch das BAG muss abgewartet werden. Ist die gesetzliche Grundlage für Art. 18a geschaffen, so haben wir dazu folgende Anmerkung: Die Anforderungen, wie der Nachweis für die MFC erbracht werden muss, dass die in Abs. 2 erwähnten Bedingungen erfüllt sind, sind detailliert anzugeben, oder das EDI sollte eine Lise veröffentlichen mit den in der CH erlaubten/bekannten MFC.	Wird der vorgesehene Art. 18a nach dem neuen LMG wieder aktuell, so haben wir folgenden Ergänzungsvorschlag zu Abs. 3 Bst. C: Das EDI veröffentlicht eine Liste mit den bekannten, in Lebensmitteln verwendeten MFC (analog der dänischen Behörde).
Staatskanzlei des Kantons Zug	18a.2	Es ist spezifischer anzugeben was mit Sicherheit und Qualität gemeint ist.	Präzisieren, was mit Sicherheit und Qualität gemeint ist („im Wert vermindert“; „Sensorik“)
Coop Genossenschaft	18a.2	Das Wort Unbedenklichkeit erachtet Coop in diesem Zusammenhang als zu wenig genau. Der Hersteller sollte vom Gesetzgeber klare Vorgaben bezüglich der Darlegung von MFC Risiken/Problemen haben. Das BAG sollte hierbei genau definieren, wie der Nachweis erbracht werden muss. In einem solchen Leitfaden ist der verlangte technische Stand für die Nachweiskontrollen genau zu erläutern.	
Schweizerischer Verband der Lebensmittel-Detaillisten Veledes	50.2bis	Der Zeitpunkt für das Abrufen von Informationen ist allzu vage formuliert und - über mehrere Stufen gesehen - nicht umsetzbar.	
Schweizerischer Gewerbeverband (SGV)	50.2bis	Der Zeitpunkt für das Abrufen von Informationen bis angenommen werden kann, das Produkt sei konsumiert worden, ist viel zu vage formuliert und über mehrere Stufen gesehen schlichtweg nicht praktikabel.	streichen
Regierungskanzlei des Kantons Glarus	50.2bis	Die Spirituosen weisen eine ausserordentlich lange “Lebensdauer” auf. Die Rückverfolgbarkeit bis angenommen werden kann, dass das Produkt konsumiert ist, erweist sich bei den Bränden als schwer umsetzbar. Wir schlagen daher vor, die Spirituosen von dieser Regelung auszunehmen oder den Absatz 2 bis zu streichen.	Diese Informationen sind mindestens so lange zur Verfügung zu halten, bis angenommen werden kann, dass das Produkt konsumiert worden ist. Davon ausgenommen sind Spirituosen. Subsidiär: Streichung von Art. 50 Abs. 2 bis
Schweizerischer Bäcker-Konditorenmeister-Verband	50.2bis	Der Zeitpunkt für das Abrufen von Informationen bis angenommen werden kann, das Produkt sei konsumiert worden, ist viel zu vage formuliert worden und über mehrere Stufen gesehen schlicht nicht umsetzbar.	streichen
Informationszentrum Schweizer Wein	50.2bis	Die Weine weisen eine ausserordentlich lange “Lebensdauer” auf. Die Rückverfolgbarkeit bis angenommen werden kann, dass das Produkt konsumiert ist, erweist sich bei den Weinen als schwer umsetzbar. Wir schlagen daher vor, die Weine von dieser Regelung	Diese Informationen sind mindestens so lange zur Verfügung zu halten, bis angenommen werden kann, dass das Produkt konsumiert worden ist. Davon ausgenommen sind Weine.

		auszunehmen oder den Absatz 2 bis zu streichen.	Subsidiär: Streichung von Art. 50 Abs. 2 bis
Geschäftsstelle IG DHS	50.2bis	Der neue Art. 50 Abs. 2bis ist sehr offen formuliert. In der vorgelegten Form ist er für die Lebensmittelhersteller nicht umsetzbar. Er muss daher entweder genauer gefasst werden, oder es muss in einer Interpretationshilfe klar definiert werden, ab wann angenommen werden kann, dass ein Produkt konsumiert worden ist. Diese Frage stellt sich bei Produkten mit Mindesthaltbarkeitsdatum, welche problemlos auch nach diesem Datum noch ohne Gesundheitsgefährdung konsumiert werden können, sie stellt sich aber umso mehr auch bei Produkten, für welche gar keine Datierung vorgeschrieben ist.	
hotelleriesuisse	50.2bis	Aufgrund der vorhandenen Prozesse ist es nur mit grossem Aufwand möglich, festzustellen, wann Lebensmittelprodukte im Hotel konsumiert werde. Die vorgeschlagene Regelung ist nicht praktikabel.	Streichen
pharmaSuisse Schweizerischer Apothekerverband	50.2bis	Zu vage Formulierung	Streichen.
Migros-Genossenschafts-Bund	50.2bis	Der neue Art. 50 Abs. 2 ist sehr offen formuliert. In der vorgelegten Form ist er für die Lebensmittelhersteller nicht umsetzbar. Er muss daher entweder genauer gefasst werden, oder es muss in einer Interpretationshilfe klar definiert werden, ab wann angenommen werden kann, dass ein Produkt konsumiert worden ist. Diese Frage stellt sich bei Produkten mit Mindesthaltbarkeitsdatum, welche problemlos auch nach diesem Datum noch ohne Gesundheitsgefährdung konsumiert werden können, sie stellt sich aber umso mehr auch bei Produkten, für welche gar keine Datierung vorgeschrieben ist.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	50.2bis	« Ces informations sont fournies au moins jusqu"à ce que l"on puisse raisonnablement penser que le produit a été consommé. » il faut être plus précis ici, en ce qui concerne les denrées non réfrigérés et donner par exemple une durée de 5 ans pour ces aliments.	
Coop Genossenschaft	50.2bis	Der neue Art. 50 Abs. 2bis ist sehr offen formuliert. In der vorgelegten Form ist er für die Lebensmittelhersteller nicht umsetzbar. Er muss daher entweder genauer gefasst werden, oder es muss in einer Interpretationshilfe klar definiert werden, ab wann angenommen werden kann, dass ein Produkt konsumiert worden ist. Diese Frage stellt sich bei Produkten mit Mindesthaltbarkeitsdatum, welche problemlos auch nach diesem Datum noch ohne Gesundheitsgefährdung konsumiert werden können, sie stellt sich aber umso mehr auch bei Produkten, für welche gar keine Datierung vorgeschrieben ist.	
Bo Butter	50.2bis	In Artikel 50 Abs. 2bis wird neu geregelt, dass für eine uneinge-	

		schränkte Rückverfolgbarkeit die Informationen aufbewahrt werden müssen, bis das Produkt konsumiert ist. Diese Formulierung ist zu ungenau und kann so nicht umgesetzt werden. Hier muss ein klarer Zeitrahmen definiert werden.	
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	50.2bis	« Ces informations sont fournies au moins jusqu"à ce que l"on puisse raisonnablement penser que le produit a été consommé. » il faut être plus précis ici, en ce qui concerne les denrées non réfrigérés et donner par exemple une durée de 5 ans pour ces aliments.	
Gastrosuisse	50.2bis	Wann ein Produkt im Restaurant genau konsumiert worden ist, kann aufgrund der Prozesse nur mit enormem Aufwand festgestellt werden. Die vorgeschlagene Regelung ist nicht praktikabel.	Streichen
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	50.2bis	Der neue Art. 50 Abs. 2bis ist sehr offen formuliert. In der vorgelegten Form ist er für die Lebensmittelhersteller nicht umsetzbar. Er muss daher entweder genauer gefasst werden, oder es muss in einer Interpretationshilfe klar definiert werden, ab wann angenommen werden kann, dass ein Produkt konsumiert worden ist. Diese Frage stellt sich bei Produkten mit Mindesthaltbarkeitsdatum, welche problemlos auch nach diesem Datum noch ohne Gesundheitsgefährdung konsumiert werden können, sie stellt sich aber umso mehr auch bei Produkten, für welche gar keine Datierung vorgeschrieben ist.	
Denner AG	50.2bis	Der neue Art. 50 Abs. 2bis ist sehr offen formuliert. In der vorgelegten Form ist er für die Lebensmittelhersteller nicht umsetzbar. Er muss daher entweder genauer gefasst werden, oder es muss in einer Interpretationshilfe klar definiert werden, ab wann angenommen werden kann, dass ein Produkt konsumiert worden ist. Diese Frage stellt sich bei Produkten mit Mindesthaltbarkeitsdatum, welche problemlos auch nach diesem Datum noch ohne Gesundheitsgefährdung konsumiert werden können, sie stellt sich aber umso mehr auch bei Produkten, für welche gar keine Datierung vorgeschrieben ist.	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	50.2bis	« Ces informations sont fournies au moins jusqu"à ce que l"on puisse raisonnablement penser que le produit a été consommé. » il faut être plus précis ici, en ce qui concerne les denrées non réfrigérés et donner par exemple une durée de 5 ans pour ces aliments.	
Schweizerischer Obstverband	50.2bis	Die Aufzeichnung und Aufbewahrung der Dokumente bedeutet einen grossen Mehraufwand für die Betriebe.	streichen
Schweizer Fleisch-Fachverband SFF	50.2bis	Der Zeitpunkt für das Abrufen von Informationen bis ange¬nommen werden kann, das Produkt sei konsumiert worden, ist viel zu wage formuliert und über mehrere Stufen gesehen schlichtwegs nicht praktikabel. So weiss z.B. ein Schlachthof nie, wie lange die einzel-	Art. 50, Abs. 2bis streichen

		nen Teilstücke oder auch das anfallende Wurstfleisch eines einzelnen Schlachtkörpers später beim betreffenden Fleisch¬verarbeiter zwischengelagert wird und deren Verwendung jeweils von der konkreten Marktlage abhängig ist.	
pharmaSuisse Schweizerischer Apothekerverband	Anh1	Wir lehnen Gebührenerhöhungen ab.	Die Gebühren sind nicht zu erhöhen.
Verband Schweiz. Mineralquellen und Soft Drink-Produzenten (SMS)	Anh1	Wir erachten das Vorschreiben von Gebühren und deren Höhe als Intervention in die Wirtschaftsfreiheit und hinterfragen vor diesem Hintergrund die vorgeschlagene Regelung.	
Schweizer Brauerei-Verband	Anh1	Wir erachten das Vorschreiben von Gebühren und deren Höhe als Intervention in die Wirtschaftsfreiheit und hinterfragen vor diesem Hintergrund die vorgeschlagene Regelung.	
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	Aufhebung	Aufhebung bisheriges Recht Die besonderen Kennzeichnungsvorschriften für alkoholische Süssgetränke (Alcopops) sollten nicht aufgehoben werden (siehe dazu allgemeine Bemerkungen unter Verordnung über alkoholische Getränke).	Keine Änderung vornehmen. Die Ausnahmeregelung für alkoholische Süss-getränke gemäss Art. 2 Bst. b Ziff. 1 VIPaV sollte nach wie vor gelten und deshalb nicht aufgehoben werden.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Aufhebung	Aufhebung bisheriges Recht Die besonderen Kennzeichnungsvorschriften für alkoholische Süssgetränke (Alcopops) sollten nicht aufgehoben werden (siehe dazu allgemeine Bemerkungen unter Verordnung über alkoholische Getränke).	Keine Änderung vornehmen. Die Ausnahmeregelung für alkoholische Süss-getränke gemäss Art. 2 Bst. b Ziff. 1 VIPaV sollte nach wie vor gelten und deshalb nicht aufgehoben werden.
Standeskanzlei des Kantons Uri	Aufhebung	Aufhebung bisheriges Recht Die besonderen Kennzeichnungsvorschriften für alkoholische Süssgetränke (Alcopops) sollten nicht aufgehoben werden (siehe dazu allgemeine Bemerkungen unter Verordnung über alkoholische Getränke).	Keine Änderung vornehmen. Die Ausnahmeregelung für alkoholische Süss-getränke gemäss Art. 2 Bst. b Ziff. 1 VIPaV sollte nach wie vor gelten und deshalb nicht aufgehoben werden.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Aufhebung	Aufhebung bisheriges Recht Die besonderen Kennzeichnungsvorschriften für alkoholische Süssgetränke (Alcopops) sollten nicht aufgehoben werden (siehe dazu allgemeine Bemerkungen unter Verordnung über alkoholische Getränke).	Keine Änderung vornehmen. Die Ausnahmeregelung für alkoholische Süss-getränke gemäss Art. 2 Bst. B Ziff. 1 VIPaV sollte nach wie vor gelten und deshalb nicht aufgehoben werden.
Schweizerischer Getreideproduzentenverband SGPV	Aufhebung	Aucun assouplissement du Cassis de Dijon ne doit être introduit dans le cadre de la révision des ordonnances	L'art. 2, let. b, ch. 1, de l'ordonnance du 19 mai 2010 réglant la mise sur le marché de produits fabriqués selon des prescriptions techniques étrangères et la surveillance du marché de ceux-ci ne doit pas être abrogé.
Schweiz. Bauernverband (SBV)	Aufhebung	Im Rahmen dieser Verordnungsanpassungen dürfen keine Lockerungen der Begrenzungen des von der Schweiz einseitig eingeführten Cassis-de-Dijon-Prinzips vorgenommen werden.	Art. 2, Bst. B, Ziff. 1 der Verordnung vom 19. Mai 2010 über das Inverkehrbringen von nach ausländischen technischen Vorschriften hergestellten Produkten und über deren Überwachung auf dem Markt ist nicht aufzuheben.
Regierungskanzlei des Kantons Glarus	Aufhebung	Aufhebung bisherigen Rechts: Wir befürworten die Aufhebung der spezifischen Kennzeichnungsvorschriften für Alcopops.	

Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Aufhebung	Aufhebung bisheriges Recht Die besonderen Kennzeichnungsvorschriften für alkoholische Süssgetränke (Alcopops) sollten nicht aufgehoben werden (siehe dazu allgemeine Bemerkungen unter Verordnung über alkoholische Getränke).	Keine Änderung vornehmen. Die Ausnahmeregelung für alkoholische Süss-getränke gemäss Art. 2 Bst. B Ziff. 1 VIPaV sollte nach wie vor gelten und deshalb nicht aufgehoben werden.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Aufhebung	Aufhebung bisheriges Recht Die besonderen Kennzeichnungsvorschriften für alkoholische Süssgetränke (Alcopops) sollten nicht aufgehoben werden (siehe dazu allgemeine Bemerkungen unter Verordnung über alkoholische Getränke).	Keine Änderung vornehmen. Die Ausnahmeregelung für alkoholische Süss-getränke gemäss Art. 2 Bst. B Ziff. 1 VIPaV sollte nach wie vor gelten und deshalb nicht aufgehoben werden.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Aufhebung	Abrogation du droit en vigueur : alcopops Les associations de consommateurs avaient expressément demandé de maintenir les prescriptions sur les alcopops, dans le but de protéger les jeunes. Cette exception avait été accordée dans le cadre du Cassis de Dijon. La santé de nos jeunes est plus importante que d"éventuelles entraves au commerce. Cet article doit être maintenu : « les boissons alcoolisées sucrées dont l'étiquette ne fait pas mention de la teneur en alcool conformément à l'art. 3, al. 2, de l'ordonnance du DFI du 23 novembre 2005 sur les boissons alcooliques4, » L"Europe permet ce genre d"exception aux Etats membres (règlement 1169/2011 (40) et art. 41). Pourquoi la Suisse serait-elle obligée à moins protéger ses jeunes que les pays européens ? Voir : commentaires concernant l"ordonnance sur les boissons alcooliques.	Supprimer : « Abrogation du droit en vigueur L"art. 2, let. b, ch. 1, de l"ordonnance du 19 mai 2010 réglant la mise sur le marché de produits fabriqués selon des prescriptions techniques étrangères et la surveillance du marché de ceux-ci7 est abrogé.
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Aufhebung	Abrogation du droit en vigueur : alcopops Les associations de consommateurs avaient expressément demandé de maintenir les prescriptions sur les alcopops, dans le but de protéger les jeunes. Cette exception avait été accordée dans le cadre du Cassis de Dijon. La santé de nos jeunes est plus importante que d"éventuelles entraves au commerce. Cet article doit être maintenu : « les boissons alcoolisées sucrées dont l'étiquette ne fait pas mention de la teneur en alcool conformément à l'art. 3, al. 2, de l'ordonnance du DFI du 23 novembre 2005 sur les boissons alcooliques4, » L"Europe permet ce genre d"exception aux Etats membres (règlement 1169/2011 (40) et art. 41). Pourquoi la Suisse serait-elle obligée à moins protéger ses jeunes que les pays européens ? Voir : commentaires concernant l"ordonnance sur les boissons alcooliques.	Supprimer : « Abrogation du droit en vigueur L"art. 2, let. b, ch. 1, de l"ordonnance du 19 mai 2010 réglant la mise sur le marché de produits fabriqués selon des prescriptions techniques étrangères et la surveillance du marché de ceux-ci7 est abrogé.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Aufhebung	Abrogation du droit en vigueur : alcopops Les associations de consommateurs avaient expressément demandé de maintenir les prescriptions sur les alcopops, dans le but de protéger les jeunes. Cette exception avait été accordée dans le	Supprimer : « Abrogation du droit en vigueur L"art. 2, let. b, ch. 1, de l"ordonnance du 19 mai 2010 réglant la mise sur le marché de produits fabriqués selon des

		cadre du Cassis de Dijon. La santé de nos jeunes est plus importante que d"éventuelles entraves au commerce. Cet article doit être maintenu : « les boissons alcoolisées sucrées dont l'étiquette ne fait pas mention de la teneur en alcool conformément à l'art. 3, al. 2, de l'ordonnance du DFI du 23 novembre 2005 sur les boissons alcooliques4, » L"Europe permet ce genre d"exception aux Etats membres (règlement 1169/2011 (40) et art. 41). Pourquoi la Suisse serait-elle obligée à moins protéger ses jeunes que les pays européens ? Voir : commentaires concernant l"ordonnance sur les boissons alcooliques.	prescriptions techniques étrangères et la surveillance du marché de ceux-ci7 est abrogé.
Schweizerischer Obstverband	Aufhebung	Die Kennzeichnung "alkoholisches Süssgetränk" für Alcopop soll aus Gesundheitsschutzgründen nicht aufgehoben werden.	keine Änderung von Art.2 Bst.b Ziff.1 bei VIPaV;SR 946.513.8
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Aufhebung	Aufhebung bisheriges Recht Die besonderen Kennzeichnungsvorschriften für alkoholische Süssgetränke (Alcopops) sollten nicht aufgehoben werden (siehe dazu allgemeine Bemerkungen unter Verordnung über alkoholische Getränke).	Keine Änderung vornehmen. Die Ausnahmeregelung für alkoholische Süss-getränke gemäss Art. 2 Bst. B Ziff. 1 VIPaV sollte nach wie vor gelten und deshalb nicht aufgehoben werden.
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	Generelle Bemerkungen	EU-Recht Wir begrüssen grundsätzlich die Anpassungen der Verordnung im Hinblick auf das europäische Recht (wie Konkretisierung Rückverfolgbarkeit). Im Zusammenhang mit den Vorschriften zur Rückverfolgbarkeit werden unter der Maxime "Äquivalenz mit der Europäischen Union" einzelne Vorschriften aus europäischen Verordnungstexten übernommen, ohne die ganze Verordnung beziehungsweise das gesamte europäische Lebensmittelrecht zu berücksichtigen, was zu einer unklaren, unbefriedigenden und im Endeffekt ungenügenden schweizerischen Gesetzgebung führt. Im Zusammenhang mit der Übernahme von europäischen Vorschriften sollte gelten: Wenn schon - dann vollständig, oder bleiben lassen! Sonst dient es weder der Wirtschaft noch den zuständigen Behörden und führt zu unnötigen Unklarheiten. Darstellungsform der verpflichtenden Angaben Die Definition der Schriftgrösse über die x-Höhe in Art. 13 Abs. 2 und 3 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 sollte sinnvollerweise ebenfalls übernommen werden. Die Definition würde Sicherheit bei der Auslegung einer leicht lesbaren Schrift bringen! Eine entsprechende Angleichung von Art. 26 LGV an die Regelung von Art. 13 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 würde den Vollzug hinsichtlich der Leserlichkeit von Kennzeichnungselementen in der Schweiz erleichtern.	
Standeskanzlei des Kantons Graubünden	Generelle Bemerkungen	Die Änderungen sind sinnvoll und nachvollziehbar und werden grundsätzlich begrüsst.	
Landeskanzlei des Kantons	Generelle	EU-Recht Wir begrüssen grundsätzlich die Anpassungen der Verordnung im	

Basel-Landschaft	Bemerkungen	Hinblick auf das europäische Recht (wie Konkretisierung Rückverfolgbarkeit). Im Zusammenhang mit den Vorschriften zur Rückverfolgbarkeit werden unter der Maxime "Äquivalenz mit der Europäischen Union" einzelne Vorschriften aus europäischen Verordnungstexten übernommen, ohne die ganze Verordnung beziehungsweise das gesamte europäische Lebensmittelrecht zu berücksichtigen, was zu einer unklaren, unbefriedigenden und im Endeffekt ungenügenden schweizerischen Gesetzgebung führt. Darstellungsform der verpflichtenden Angaben Die Definition der Schriftgrösse über die x-Höhe in Art. 13 Abs. 2 und 3 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 sollte sinnvollerweise ebenfalls übernommen werden. Die Definition würde Sicherheit bei der Auslegung einer leicht lesbaren Schrift bringen! Eine entsprechende Angleichung von Art. 26 LGV an die Regelung von Art. 13 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 würde den Vollzug hinsichtlich der Leserlichkeit von Kennzeichnungselementen in der Schweiz erleichtern.	
Staatskanzlei des Kantons Basel-Stadt	Generelle Bemerkungen	Da die diversen EU Definitionen nur mit dem Hinweis auf die entsprechende Verordnung, jedoch nicht wortwörtlich zitiert werden, wird dem Rechtsunterworfenen zugemutet, dass er die entsprechenden Rechtstexte konsultiert und sich die entsprechenden Definitionen zusammensucht.	Der online Rechtstext ist mit Hyperlinks zu den entsprechenden Artikeln der zitierten EU-Verordnungen zu ergänzen. In den Erläuterungen ist detaillierter auszuführen, welche Konsequenzen sich durch die Übernahme der Definitionen aus dem EU-Recht für den Rechtsunterworfenen in der Schweiz ergeben.
Standeskanzlei des Kantons Uri	Generelle Bemerkungen	EU-Recht Wir begrüssen grundsätzlich die Anpassungen der Verordnung im Hinblick auf das europäische Recht (wie Konkretisierung Rückverfolgbarkeit). Im Zusammenhang mit den Vorschriften zur Rückverfolgbarkeit werden unter der Maxime "Äquivalenz mit der Europäischen Union" einzelne Vorschriften aus europäischen Verordnungstexten übernommen, ohne die ganze Verordnung beziehungsweise das gesamte europäische Lebensmittelrecht zu berücksichtigen, was zu einer unklaren, unbefriedigenden und im Endeffekt ungenügenden schweizerischen Gesetzgebung führt. Im Zusammenhang mit der Übernahme von europäischen Vorschriften sollte gelten: Wenn schon - dann vollständig, oder bleiben lassen! Sonst dient es weder der Wirtschaft noch den zuständigen Behörden und führt zu unnötigen Unklarheiten. Darstellungsform der verpflichtenden Angaben Die Definition der Schriftgrösse über die x-Höhe in Art. 13 Abs. 2 und 3 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 sollte sinnvollerweise ebenfalls übernommen werden. Die Definition würde Sicherheit bei der Auslegung einer leicht lesbaren Schrift bringen! Eine entsprechende Angleichung von Art. 26 LGV an die Regelung von Art. 13 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 würde den Vollzug hinsichtlich der Leserlichkeit von Kennzeichnungselementen in der Schweiz erleichtern.	
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Generelle Bemerkungen	EU-Recht Wir begrüssen grundsätzlich die Anpassungen der Verordnung im Hinblick auf das europäische Recht (wie Konkretisierung Rückver-	

		folgbarkeit). Im Zusammenhang mit den Vorschriften zur Rückverfolgbarkeit werden unter der Maxime "Äquivalenz mit der Europäischen Union" einzelne Vorschriften aus europäischen Verordnungstexten abgeschrieben, ohne die ganze Verordnung beziehungsweise das gesamte europäische Lebensmittelrecht zu berücksichtigen, was zu einer unklaren, unbefriedigenden und im Endeffekt ungenügenden schweizerischen Gesetzgebung führt. Im Zusammenhang mit der Übernahme von europäischen Vorschriften sollte gelten: Wenn schon - dann vollständig, oder bleiben lassen! Sonst dient es weder der Wirtschaft noch den zuständigen Behörden und führt zu unnötigen Unklarheiten. Darstellungsform der verpflichtenden Angaben Die Definition der Schriftgrösse über die x-Höhe in Art. 13 Abs. 2 und 3 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 sollte sinnvollerweise ebenfalls übernommen werden. Die Definition würde Sicherheit bei der Auslegung einer leicht lesbaren Schrift bringen! Eine entsprechende Angleichung von Art. 26 LGV an die Regelung von Art. 13 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 würde den Vollzug hinsichtlich der Leserlichkeit von Kennzeichnungselementen in der Schweiz erleichtern. Erläuterungen Es sollte nicht auf Listen verwiesen werden, die kaum zugänglich sind (angegebener Link betreffend MFC funktioniert nicht).
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Generelle Bemerkungen	Die Angleichungen an die Bestimmungen der Europäischen Union werden grundsätzlich begrüsst. Informationspflichten bei Fernabsatz (wie Internethandel) Zunehmend werden Lebensmittel auch über das Internet angeboten. Die Europäische Union trägt dieser Tatsache in der Art. 14 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 Rechnung und legt die Bestimmungen der verpflichtenden Angaben für den Fernabsatz fest: Konsumentinnen und Konsumenten sollten die Möglichkeit haben, sämtliche verpflichtenden Angaben beim Fernkauf einsehen zu können. Eine sachkundige Wahl und ein Kaufentscheid können durch die Konsumentinnen und Konsumenten ohne diese Angaben nicht getroffen werden. Es besteht die begründete Gefahr einer groben Täuschung. Die Verpflichtung, die notwendigen Angaben auch beim Fernkauf zur Verfügung zu stellen, ist deshalb zwingend einzuführen. Die Bestimmungen von Art. 14 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 sind sinngemäss in der LKV zu übernehmen.
Schweiz. Bauernverband (SBV)	Generelle Bemerkungen	Die Anforderungen an die Rückverfolgbarkeit werden deutlich erhöht. Die Umsetzung der Auflagen kann nur gewährleistet werden, wenn diese im schweizerischen Recht voll ausformuliert werden und in der schweizerischen Rechtssammlung zur Verfügung stehen. Die Verweise in Artikel 2 Absatz 2 sind daher durch ausformuliertes schweizerisches Recht zu ersetzen. Ein Zusammensuchen der

		Informationen in den unübersichtlichen und unverständlichen EU Erlassen ist den betroffenen Betrieben nicht zuzumuten.
Staatskanzlei des Kantons Zürich	Generelle Bemerkungen	Wir begrüssen die Anpassungen der Verordnung, insbesondere die neue Regelung betreffend Zugabe von Mikroorganismen in Lebensmitteln (Art. 18a LGV).
Swisscofel	Generelle Bemerkungen	Die angestrebte Kompatibilität des Schweizer Lebensmittelrechts mit jenem der EU erscheint uns grundsätzlich nachvollziehbar. Dies insofern, als eine solche Kompatibilität den grenzüberschreitenden Handel erst ermöglicht oder aber zumindest vereinfacht. Ob die Integration von EU-Richtlinien ins Schweizer Recht und ein automatischer Nachvollzug bei sich laufend ändernden EU-Erlassen erforderlich ist, muss allerdings fallweise kritisch überprüft werden. Einer automatischen Übernahme praxisfremder und administativ aufwändiger EU-Regeln könnten wir nicht zustimmen. Das ständige Verfolgen von Anpassungen im EU-Recht erscheint uns insbesondere für KMU praxisfremd und unzumutbar. Es wäre deshalb angebracht, dass im Vorfeld einer EU-Richtlinien-Revision die Zweckmässigkeit VOR einer Übernahme ins Schweizer Recht überprüft wird. Davor wäre eine Anhörung der betroffenen Kreise angebracht.
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	Generelle Bemerkungen	Im Zusammenhang mit den Vorschriften zur Rückverfolgbarkeit werden unter der Maxime "Äquivalenz mit der Europäischen Union" einzelne Vorschriften aus europäischen Verordnungstexten abgeschrieben, ohne die ganze Verordnung bzw. das gesamte europäische Lebensmittelrecht zu berücksichtigen, was zu einer sehr unklaren, unbefriedigenden und im Endeffekt ungenügenden schweizerischen Gesetzgebung führt. Im Zusammenhang mit der Übernahme von europäischen Vorschriften muss gelten, dass diese entweder vollständig oder gar nicht übernommen werden sollen. Die zahlreichen Verweise auf die europäische Gesetzgebung sind zwar eindeutig, aber nicht benutzerfreundlich. Es ist weder für die Verantwortlichen noch für die Vollzugsbehörde praktisch, wenn für Begriffe und Definitionen die europäische Gesetzgebung konsultiert werden muss (vgl. z.B. Art. 2). Deshalb wäre es wünschenswert, wenn statische Verweise auf europäische Rechtstexte mindestens mit Hyperlinks in den Schweizer Rechtstexten zugänglich gemacht würden.
Staatskanzlei des Kantons Bern	Generelle Bemerkungen	Die GEF begrüsst die Anpassungen, insbesondere den erstmals allgemein gehaltenen Einschub des Zusatzes von Mikroorgansimen zu Lebensmitteln. Die Definition der Schriftgrösse über die x-Höhe in Art.13 der EU Verordnung 1169/2011 sollte sinnvollerweise ebenfalls übernommen werden. Die Definition würde Sicherheit bei der Auslegung einer

		leicht lesbaren Schrift bringen.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Generelle Bemerkungen	EU-Recht Wir begrüssen grundsätzlich die Anpassungen der Verordnung im Hinblick auf das europäische Recht (wie Konkretisierung Rückverfolgbarkeit). Im Zusammenhang mit den Vorschriften zur Rückverfolgbarkeit werden unter der Maxime "Äquivalenz mit der Europäischen Union" einzelne Vorschriften aus europäischen Verordnungstexten abgeschrieben, ohne die ganze Verordnung beziehungsweise das gesamte europäische Lebensmittelrecht zu berücksichtigen, was zu einer unklaren, unbefriedigenden und im Endeffekt ungenügenden schweizerischen Gesetzgebung führt. Im Zusammenhang mit der Übernahme von europäischen Vorschriften sollte gelten: Wenn schon - dann vollständig, oder bleiben lassen! Sonst dient es weder der Wirtschaft noch den zuständigen Behörden und führt zu unnötigen Unklarheiten. Darstellungsform der verpflichtenden Angaben Die Definition der Schriftgrösse über die x-Höhe in Art. 13 Abs. 2 und 3 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 sollte sinnvollerweise ebenfalls übernommen werden. Die Definition würde Sicherheit bei der Auslegung einer leicht lesbaren Schrift bringen! Eine entsprechende Angleichung von Art. 26 LGV an die Regelung von Art. 13 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 würde den Vollzug hinsichtlich der Leserlichkeit von Kennzeichnungselementen in der Schweiz erleichtern. Erläuterungen Es sollte nicht auf Listen verwiesen werden, die kaum zugänglich sind (angegebener Link betreffend MFC funktioniert nicht).
Staatskanzlei des Kantons St. Gallen	Generelle Bemerkungen	Die Änderungen gegenüber der aktuellen Version vom 1.1.2013 werden begrüsst. Speziell die die Konkretisierung der Rückverfolgbarkeit in Art. 50 erscheinen uns sinnvoll. Da die Angleichung an EU-Recht im Zuge dieser Revision vor allem im Hinblick auf die Vermeidung von technischen Handelshemmnissen geschieht und exportierende Unternehmen sich hinsichtlich der Leserlichkeit ihrer Verpackungsangaben an der europäischen Verordnung Nr. 1169/2011 orientieren werden, ist die Nichtübernahme der Regelungen hinsichtlich der für eine gute Leserlichkeit der Packungsangaben erforderlichen Mindestschriftgrösse von Art. 13 Abs. 2 u. 3 der VO (EU) Nr. 1169/2011 in die Bestimmungen von Art. 26 Abs. 3 der LGV nicht nachvollziehbar. Bislang orientiert sich der Vollzug von Art. 26 Abs. 3 der LGV an einer Vereinbarung des VKCS, wonach eine Schriftgrösse , die "Arial-7" entspricht als hinreichend leserlich angesehen wird. Diese Anforderungen weichen nicht wesentlich von den nun im EU-Recht formulierten konkreten Bestimmungen ab. Eine entsprechende Angleichung von Art. 26 der LGV an die Regelung

		von Art. 13 der VO (EU) Nr. 1169/2011 würde die Rechtssicherheit hinsichtlich der Leserlichkeit von Kennzeichnungselementen stärken.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Generelle Bemerkungen	EU-Recht Wir begrüssen grundsätzlich die Anpassungen der Verordnung im Hinblick auf das europäische Recht (wie Konkretisierung Rückverfolgbarkeit). Im Zusammenhang mit den Vorschriften zur Rückverfolgbarkeit werden unter der Maxime "Äquivalenz mit der Europäischen Union" einzelne Vorschriften aus europäischen Verordnungstexten abgeschrieben, ohne die ganze Verordnung beziehungsweise das gesamte europäische Lebensmittelrecht zu berücksichtigen, was zu einer unklaren, unbefriedigenden und im Endeffekt ungenügenden schweizerischen Gesetzgebung führt. Im Zusammenhang mit der Übernahme von europäischen Vorschriften sollte gelten: Wenn schon - dann vollständig, oder bleiben lassen! Sonst dient es weder der Wirtschaft noch den zuständigen Behörden und führt zu unnötigen Unklarheiten. Darstellungsform der verpflichtenden Angaben Die Definition der Schriftgrösse über die x-Höhe in Art. 13 Abs. 2 und 3 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 sollte sinnvollerweise ebenfalls übernommen werden. Die Definition würde Sicherheit bei der Auslegung einer leicht lesbaren Schrift bringen! Eine entsprechende Angleichung von Art. 26 LGV an die Regelung von Art. 13 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 würde den Vollzug hinsichtlich der Leserlichkeit von Kennzeichnungselementen in der Schweiz erleichtern. Erläuterungen Es sollte nicht auf Listen verwiesen werden, die kaum zugänglich sind (angegebener Link betreffend MFC funktioniert nicht).
Coop Genossenschaft	Generelle Bemerkungen	Aufgefallen ist uns, dass für die Änderungen der LGV keine Übergangsfrist vorgesehen wird. Bei den meisten der Artikel scheint eine solche auch nicht notwendig, bezüglich der Änderungen in Art. 50 Abs. 2 und Abs. 2bis müsste unserer Meinung nach aber trotzdem eine Übergangsfrist vorgesehen werden. Im Sinne der obenstehenden generellen Überlegungen ist diese ebenfalls auf drei Jahre anzusetzen.
pharmaSuisse Schweizerischer Apothekerverband	Generelle Bemerkungen	Wir lehnen Gebührenerhöhungen und somit die Anpassung von Anhang 1 ab.
Staatskanzlei des Kantons Zug	Generelle Bemerkungen	Die Definition der Schriftgrösse über die x-Höhe in Art. 13 Abs. 2 und 3 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 sollte sinnvollerweise ebenfalls übernommen werden. Die Definition würde Sicherheit bei der Auslegung einer leicht lesbaren Schrift bringen! Eine entsprechende Angleichung von Art. 26 LGV an die Regelung von Art. 13 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 würde den Vollzug hinsichtlich der Leserlichkeit von Kennzeichnungselementen in der Schweiz erleichtern.

		Die Definition von microbial food cultures (MFC) in der Lebensmittelgesetzgebung wird begrüsst. Allerdings sollte diesbezüglich nicht auf Listen verwiesen werden die kaum zugänglich sind (angegebener Link in den Erläuterungen funktioniert nicht).
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Generelle Bemerkungen	Pour élever la protection contre la tromperie en Suisse au même niveau qu"en Europe, la taille minimale des caractères doit être définie selon le Règlement européen. Elle garantit la lisibilité des étiquettes et donc l"accès des consommateurs à l"information qui leur est destinée. Elle doit être fixée clairement comme en Europe avec la taille de la lettre x-minuscule de 1,2mm. D"autre part, le contraste doit également être déterminé comme prévu dans le règlement 1169/2011 (26) et art. 2 al 2 let m : « Des études montrent que la bonne lisibilité est un facteur déterminant de l"influence potentielle des mentions d"une étiquette sur leur public cible et qu"une information illisible sur le produit est une des principales causes de mécontentement des consommateurs vis-à-vis des étiquettes des denrées alimentaires. »
Swiss Granum	Generelle Bemerkungen	Die Anforderungen an die Rückverfolgbarkeit werden deutlich erhöht. Damit nimmt der bürokratische Aufwand für die Lebensmittelbetriebe ganz erheblich zu. Die zusätzlichen Auflagen können den Unternehmen nur zugemutet werden, wenn diese gemäss schweizerischem Recht voll ausformuliert in der schweizerischen Rechtssammlung zur Verfügung stehen. Die Verweise in Artikel 2 Absatz 2 sind daher durch ausformuliertes schweizerisches Recht zu ersetzen. Ein zusammensuchen der Informationen in den unübersichtlichen und unverständlichen EU erlassen ist den betroffenen Betrieben nicht zuzumuten. Wir verweisen auf die Stellungnahmen unserer Mitgliederorganisationen SwissOlio, Schweizerischer Getreideproduzentenverband und Schweizerischer Bäcker-Confiseurmeister-Verband.
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Generelle Bemerkungen	Pour élever la protection contre la tromperie en Suisse au même niveau qu"en Europe, la taille minimale des caractères doit être définie selon le Règlement européen. Elle garantit la lisibilité des étiquettes et donc l"accès des consommateurs à l"information qui leur est destinée. Elle doit être fixée clairement comme en Europe avec la taille de la lettre x-minuscule de 1,2mm. D"autre part, le contraste doit également être déterminé comme prévu dans le règlement 1169/2011 (26) et art. 2 al 2 let m : « Des études montrent que la bonne lisibilité est un facteur déterminant de l"influence potentielle des mentions d"une étiquette sur leur public cible et qu"une information illisible sur le produit est une des principales causes de mécontentement des consommateurs vis-à-vis des étiquettes des denrées alimentaires. »
Gastrosuisse	Generelle Bemerkungen	Siehe weiter oben: Auch in dieser Verordnung müssen Übergangsfristen geregelt werden.

FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Generelle Bemerkungen	Aufgefallen ist uns, dass für die Änderungen der LGV keine Übergangsfrist vorgesehen wird. Bei den meisten der Artikel scheint eine solche auch nicht notwendig, bezüglich der Änderungen in Art. 50 Abs. 2 und Abs. 2bis müsste unserer Meinung nach aber trotzdem eine Übergangsfrist vorgesehen werden. Im Sinne der obenstehenden generellen Überlegungen ist diese ebenfalls auf drei Jahre anzusetzen.
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	Generelle Bemerkungen	Nous saluons la volonté de la Suisse d'adapter sa législation au droit européen (ex. Concrétisation de la traçabilité). Dans le cas de la traçabilité, la reprise de certaines dispositions européennes sans qu'il y ait une prise en compte de l'ensemble de la législation européenne aboutit à un manque de clarté, néfaste pour le droit suisse. Soit la Suisse reprend le droit européen, soit elle ne le reprend pas (pas de demi-mesure !). Au final, tant l'économie que les organes de contrôle pâtisse de cette situation. Présentation des mentions obligatoires La définition de la taille des caractères telle qu'elle se trouve à l'art. 13 al. 2 et 3 du règlement 1169/2011 doit également être reprise. Celle-ci pourrait se faire au niveau de l'art. 26 ODAlOUs. Cela faciliterait l'application en Suisse des dispositions en matière de lisibilité des mentions obligatoires sur les denrées alimentaires. Nous renvoyons également aux remarques faites par l'ACCS/VKCS.
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	Generelle Bemerkungen	Nous saluons la volonté de la Suisse d'adapter sa législation au droit européen (ex. Concrétisation de la traçabilité). Dans le cas de la traçabilité, la reprise de certaines dispositions européennes sans qu'il y ait une prise en compte de l'ensemble de la législation européenne aboutit à un manque de clarté, néfaste pour le droit suisse. Soit la Suisse reprend le droit européen, soit elle ne le reprend pas (pas de demi-mesure !). Au final, tant l'économie que les organes de contrôle pâtisse de cette situation. Présentation des mentions obligatoires La définition de la taille des caractères telle qu'elle se trouve à l'art. 13 al. 2 et 3 du règlement 1169/2011 doit également être reprise. Celle-ci pourrait se faire au niveau de l'art. 26 ODAlOUs. Cela faciliterait l'application en Suisse des dispositions en matière de lisibilité des mentions obligatoires sur les denrées alimentaires. Nous renvoyons également aux remarques faites par l'ACCS/VKCS.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Generelle Bemerkungen	Pour élever la protection contre la tromperie en Suisse au même niveau qu"en Europe, la taille minimale des caractères doit être définie selon le Règlement européen. Elle garantit la lisibilité des

		étiquettes et donc l"accès des consommateurs à l"information qui leur est destinée. Elle doit être fixée clairement comme en Europe avec la taille de la lettre x-minuscule de 1,2mm. D"autre part, le contraste doit également être déterminé comme prévu dans le règlement 1169/2011 (26) et art. 2 al 2 let m : « Des études montrent que la bonne lisibilité est un facteur déterminant de l"influence potentielle des mentions d"une étiquette sur leur public cible et qu"une information illisible sur le produit est une des principales causes de mécontentement des consommateurs vis-à-vis des étiquettes des denrées alimentaires. »	
associations Bio Valais et Bio Genève	Generelle Bemerkungen	Les évènements récents dans le domaine de la sécurité alimentaire montrent que la législation européenne ne peut pas constituer une base solide pour notre pays. Nous devons continuer à assumer les bases de notre législation. L'harmoniation devrait être un processus réfléchi et réciproque	
Schweizerischer Obstverband	Generelle Bemerkungen	Mit der Erweiterung der Kontrolle werden die Anforderungen an die Rückverfolgbarkeit massgeblich gesteigert und führen zu einem grossem bürokratischen Aufwand	Die Definition der übrigen Begriffe müssen im schweizerischen Verordnungs-text ausformuliert werden.
Schweizer Fleisch-Fachverband SFF	Generelle Bemerkungen	Für die Änderungen der LGV sind anscheinend keine Übergangsfristen vorgesehen. Wir erachten dies vor allem mit der vorgesehenen Umsetzung von Art. 50, Abs. 2 und Abs. 2bis als problematisch und schlagen zumindest für diesen Punkt eine Übergangsfrist von drei Jahren vor (vgl. allgemeine Bemerkungen zum ganzen Verordnungspaket)	
AGORA Association des Groupements et Organisations Romands de l'Agriculture	Generelle Bemerkungen	Les exigences sur la traçabilité sont considérablement augmentées. Cela va obliger les entreprises agroalimentaires à davantage de travail administratif et à des coûts supplémentaires. Cela est acceptable si la sécurité des produits est améliorée pour le consommateur. Toutefois, ce travail peut être simplifié si toute la législation est inscrite dans le droit suisse. Dans ce sens, le renvoi pur et simple aux règlements de l'UE n'est pas acceptable, vu la complexité de ces règlements difficilement compréhensibles.	
AGORA Association des Groupements et Organisations Romands de l'Agriculture	Generelle Bemerkungen	Dans le commentaire, il est précisé que la Suisse renonce à introduire l'étiquetage nutritionnel obligatoire dans l'UE. Il sera cependant obligatoire pour les entreprises exportatrices. Nous saluons cette manière de faire qui met en évidence le fait que la Suisse dispose d'une marge de manœuvre dans la reprise du droit européen pour le marché indigène. Nous estimons que cette marge devrait être davantage utilisée, en particulier lorsque le droit européen est difficilement applicable, incompréhensible et incontrôlable.	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Generelle Bemerkungen	EU-Recht Wir begrüssen grundsätzlich die Anpassungen der Verordnung im Hinblick auf das europäische Recht (wie Konkretisierung Rückverfolgbarkeit). Im Zusammenhang mit den Vorschriften zur Rückver-	

		folgbarkeit werden unter der Maxime "Äquivalenz mit der Europäischen Union" einzelne Vorschriften aus europäischen Verordnungstexten abgeschrieben, ohne die ganze Verordnung beziehungsweise das gesamte europäische Lebensmittelrecht zu berücksichtigen, was zu einer unklaren, unbefriedigenden und im Endeffekt ungenügenden schweizerischen Gesetzgebung führt. Im Zusammenhang mit der Übernahme von europäischen Vorschriften sollte gelten: Wenn schon - dann vollständig, oder bleiben lassen! Sonst dient es weder der Wirtschaft noch den zuständigen Behörden und führt zu unnötigen Unklarheiten. Darstellungsform der verpflichtenden Angaben Die Definition der Schriftgrösse über die x-Höhe in Art. 13 Abs. 2 und 3 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 sollte sinnvollerweise ebenfalls übernommen werden. Die Definition würde Sicherheit bei der Auslegung einer leicht lesbaren Schrift bringen! Eine entsprechende Angleichung von Art. 26 LGV an die Regelung von Art. 13 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 würde den Vollzug hinsichtlich der Leserlichkeit von Kennzeichnungselementen in der Schweiz erleichtern. Erläuterungen Es sollte nicht auf Listen verwiesen werden, die kaum zugänglich sind (angegebener Link betreffend MFC funktioniert nicht).	
Fachverband Sucht	neuer Artikel	Art 3 wurde aus der Lebensmittel- und Gebrauchsgegenständeverordnung gestrichen. Aus sicht der Prävention und des Kinder- und Jugendschutzes ist dies aus folgenden Gründen höchst problematisch: Ein Blick in die Regale der Detailhändler zeigt, dass die Verwechslungsgefahr von alkoholhaltigen Süssgetränken mit Süssgetränken ohne Alkohol erheblich ist: Die Alcopops gleichen von der Flaschengrösse und -gestaltung sowie von der Namensgebung her ähnlich aussehenden nicht-alkoholischen Getränken sehr. Erwachsene wie Jugendliche Konsumentinnen und Konsumenten müssen deshalb mittels gut sicht- und lesbarer Bezeichnungen darauf aufmerksam gemacht werden, wann sie ein Getränk mit und wann sie ein Getränk ohne Alkohol kaufen. Aus der Perspektive der Prävention und des Kinder- und Jugendschutzes ist die Information über den Alkoholgehalt in Getränken absolut zwingend. Zudem konnten positive präventive Effekte entsprechender Kennzeichnungen nachgewiesen werden. Der Konsument / die Konsumentin hat ein Recht auf umfassende und transparente Produkeinformationen. In einer Gesellschaft, die grossen Wert legt auf die Eigenverantwortung der Konsumentinnen und Konsumentinnen, muss zudem alles daran gesetzt werden, dass diese ihre Eigenverantwortung auch tatsächlich wahrnehmen können. Dazu gehört auch die hohe Transparenz über die Inhalte der Produkte, die auf dem Markt sind. Bei anderen Lebensmitteln ist dies	Wiederaufnahme (unverändert) von art 3 (Kennzeichnung) gemäss geltender Verordnung des EDI vom 23. November 2005 über alkoholische Getränke: 1 Für alkoholische Getränke mit einem Alkoholgehalt von mehr als 1,2 Volumenprozent muss der Alkoholgehalt in «% vol» angegeben werden. Der tatsächliche Gehalt darf vom angegebenen Gehalt nach oben und nach unten höchstens um 0,5 Volumenprozent abweichen.1 2 Bei süssen alkoholischen Getränken mit beliebiger Zusammensetzung, die organoleptisch mit alkoholfreien Süssgetränken wie Limonaden, Tafelgetränken, Nektaren, Fruchtsäften oder Eistee verwechselt werden können (z.B. «Alcopops»), sind folgende Hinweise anzubringen: a. «alkoholhaltiges Süssgetränk»; und b. «enthält x % vol Alkohol».

		ebenfalls erforderlich, und es ist nicht verständlich, warum dies bei alkoholhaltigen Süssgetränken nicht der Fall sein soll. Aus diesen Gründen ist Art 3 des geltenden gesetzes beizubehalten. Aus Sicht der Prävention und des Kinder- und Jugendschutzes ist nicht nur die Beibehaltung von Art. 3, sondern eine Verbesserung der Inhaltsangabe bezüglich ihrer Lesbar- und Verständlichkeit erforderlich: Heute sind die entsprechenden Hinweise («alkoholhaltiges Süssgetränk» und «enthält x% vol. Alkohol») auf den alkoholhaltigen Süssgetränken sehr klein geschrieben und an nicht prominenter Stelle angebracht. Eine Vergrösserung der Schrift, eine prominentere Platzierung der Hinweise sowie die Nutzung von Piktogrammen auf den Etiketten würde eine weit bessere Information des Konsumenten / der Konsumentin ermöglichen und zum Schutz der Kinder und Jugendlichen beitragen.	
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	übrige	Die Definition der x-Höhe nach der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 ist zu übernehmen (Begründung siehe unter den allgemeinen Bemerkungen).	Definition der Schriftgrösse über die x-Höhe in Art. 13 Abs. 2 und 3 inklusive Anhang IV der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 ist zu übernehmen.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	übrige	Da die diversen EU-Definitionen nur mit dem Hinweis auf die entsprechende Verordnung, jedoch nicht wortwörtlich zitiert werden, was die Lesbarkeit extrem erschwert.	Der Online-Rechtstext ist mit Hyperlinks zu den entsprechenden Artikeln der zitierten EU-Verordnungen zu ergänzen.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	übrige	Die Definition der x-Höhe nach der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 ist zu übernehmen (Begründung siehe unter den allgemeinen Bemerkungen).	Definition der Schriftgrösse über die x-Höhe in Art. 13 Abs. 2 und 3 inklusive Anhang IV der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 ist zu übernehmen.
Chancellerie d'Etat du Canton de Vaud	übrige	26: Cet article doit reprendre les prescriptions relatives à la taille des caractères figurant à l'art. 13 du Règlement 1169/2011 UE.	
Standeskanzlei des Kantons Uri	übrige	2: Da die diversen EU-Definitionen nur mit dem Hinweis auf die entsprechende Verordnung, jedoch nicht wortwörtlich zitiert werden, wird dem Rechts-unterworfenen zugemutet, dass er die entsprechenden Rechtstexte konsul-tiert und sich die entsprechenden Definitionen zusammen sucht.	Der Online-Rechtstext ist mit Hyperlinks zu den entsprechenden Artikeln der zitierten EU-Verordnungen zu ergänzen.
Standeskanzlei des Kantons Uri	übrige	11.3: Werbung alkoholische Getränke bei Jugendlichen In der Verordnung über alkoholische Getränke soll der aktuelle Art. 4 aufgehoben werden. Art. 11 LGV wird deshalb entsprechend ergänzt. In diesem Zusammenhang ist auch folgender Punkt aufzunehmen (bisher Art. 4 Abs. 1 Bst. F Verordnung über alkoholische Getränke): "durch unentgeltliche Abgabe von alkoholischen Getränken an Jugendliche“.	Art. 4 Abs. 1 Bst. f der aktuellen Verordnung über alkoholische Getränke hier unter Absatz 3 ergänzen: "e. durch unentgeltliche Abgabe von alkoholischen Getränken an Jugendliche“.

		Dieser Teil wird sonst unter Art. 11 nirgends explizit erfasst - auch nicht unter Art. 11 Abs. 1. Unter Art. 11 Abs. 1 bezieht sich die Abgabe von alkoholischen Getränken an Jugendliche unter 16 Jahren. Abs. 3 bezieht sich auf Werbung bei Jugendlichen unter 18 Jahren.	
Standeskanzlei des Kantons Uri	übrige	26: Die Definition der x-Höhe nach der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 ist zu übernehmen (Begründung siehe unter den allgemeinen Bemerkungen).	Definition der Schriftgrösse über die x-Höhe in Art. 13 Abs. 2 und 3 inklusive Anhang IV der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 ist zu übernehmen.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	übrige	Da die diversen EU-Definitionen nur mit dem Hinweis auf die entsprechende Verordnung, jedoch nicht wortwörtlich zitiert werden, wird den Betroffenen zugemutet, dass sie die entsprechenden Rechtstexte konsul¬tieren und sich die entsprechenden Definitionen zusammensuchen.	Der Online-Rechtstext ist mit Hyperlinks zu den entsprechenden Artikeln der zitierten EU-Verordnungen zu ergänzen.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	übrige	Werbung alkoholische Getränke bei Jugendlichen In der Verordnung über alkoholische Getränke soll der aktuelle Art. 4 aufgehoben werden. Art. 11 LGV wird deshalb entsprechend ergänzt. In diesem Zusammenhang ist auch folgender Punkt aufzunehmen (bisher Art. 4 Abs. 1 Bst. F Verordnung über alkoholische Getränke): "durch unentgeltliche Abgabe von alkoholischen Getränken an Jugendliche“. Dieser Teil wird sonst unter Art. 11 nirgends explizit erfasst - auch nicht unter Art. 11 Abs. 1. Unter Art. 11 Abs. 1 bezieht sich die Abgabe von alkoholischen Getränken an Jugendliche unter 16 Jahren. Abs. 3 bezieht sich auf Werbung bei Jugendlichen unter 18 Jahren.	Art. 4 Abs. 1 Bst. F der aktuellen Verordnung über alkoholische Getränke hier unter Absatz 3 ergänzen: "e. durch unentgeltliche Abgabe von alkoholischen Getränken an Jugendliche“.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	übrige	Die Definition der x-Höhe nach der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 ist zu übernehmen (Begründung siehe unter den allgemeinen Bemerkungen).	Definition der Schriftgrösse über die x-Höhe in Art. 13 Abs. 2 und 3 inklusive Anhang IV der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 ist zu übernehmen.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	übrige	"p. Gebrauchsanleitung, sofern das Lebensmittel ohne diese Angabe nicht bestimmungsgemäss verwendet oder aufbewahrt werden kann;" Neu werden hier Angaben zur Aufbewahrung aufgeführt. Aufbewahrungs-hinweise sollten analog der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 nicht unter den Begriff "Gebrauchsanleitung" fallen, sondern separat erfasst werden (siehe Art. 9 Abs. 1 Bst. G und j der EU-Verordnung Nr. 1169/2011). Von der Logik her wären Hinweise zur Aufbewahrung am sinnvollsten unter Buchstabe m, weil dort bereits schon auf besondere Hinweise bei gekühlten oder tiefgekühlten Lebensmitteln eingegangen wird.	Angebrachtere Formulierung wie: "p. Gebrauchsanleitung oder Aufbewahrungshin¬weis, sofern das Lebensmittel ohne dies Angabe nicht bestimmungsgemäss verwendet oder aufbe¬wahrt werden kann;" Oder Bst. P so belassen wie aktuelle LKV und Aufbe-wahrungshinweis unter Bst. M aufführen (Vorzug). Beispiel: "m. gegebenenfalls Aufbewahrungshinweis bei Lebensmitteln (Art. 14) sowie besondere Hinweise bei ge¬kühlten oder tiefgekühlten Lebensmitteln (Art. 18)."
Staatskanzlei des Kantons Luzern	übrige	Es wäre bedeutend übersichtlicher, wenn die Energy Drinks und Energy Shots unter einer einem separaten Kapitel erfasst würden oder unter einem separaten Abschnitt im Kapitel "Instant- und Fertiggetränke".	Separates Kapitel oder im Kapitel "Instant- und Fertiggetränke" separater Abschnitt für Energy Drinks und Energy Shots schaffen. Sollten die Energy Drinks und Energy Shots im gleichen Kapitel bleiben, so ist mindestens der Titel des Kapitels anzupassen.

		Sollte kein separates Kapitel geschaffen werden, so ist mindestens der Titel des Kapitels anzupassen.	Beispielsweise: "9. Kapitel: Instant- und Fertiggetränke, stark coffeinhaltige Getränke (Energy Drink) und konzentrierte, stark coffeinhaltige Getränke (Energy Shot)"
Staatskanzlei des Kantons Zürich	übrige	26.3: Gemäss Art. 26 Abs. 3 lit. b müssen Angaben auf vorverpackten Lebensmitteln in leicht lesbarer und unverwischbarer Schrift angebracht werden. Die Definition einer konkreten Schriftgrösse – wie in der EU - würde für die Herstellerinnen, Hersteller und die Vollzugsbehörden aber mehr Klarheit und Rechtssicherheit schaffen.	Ergänzung von Art. 26 Abs. 3 lit. b: Die Definition der Schriftgrösse aus Art. 13 Abs. 2 und 3 inklusive Anhang IV der EU-Verordnung 1169/2011 vom 25. Oktober 2011 soll übernommen werden.
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	übrige	Die Definition der Schriftgrösse über die Höhe des Buchstaben x gemäss Art. 13 Abs. 2 und 3 der Verordnung (EU) Nr. 1169/2011 sollte auch für die Schweiz übernommen werden. Die Definition würde Rechtssicherheit schaffen und wäre sowohl für Betriebe als auch für den Vollzug eine Hilfe.	Definition der Schriftgrösse über die x-Höhe gemäss Art. 13 Abs. 2 und 3 sowie Anhang IV der Verordnung (EU) Nr. 1169/2011 übernehmen.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	übrige	Da die diversen EU-Definitionen nur mit dem Hinweis auf die entsprechende Verordnung, jedoch nicht wortwörtlich zitiert werden, wird den Betroffenen zugemutet, dass sie die entsprechenden Rechtstexte konsul¬tieren und sich die entsprechenden Definitionen zusammensuchen.	Der Online-Rechtstext ist mit Hyperlinks zu den entsprechenden Artikeln der zitierten EU-Verordnungen zu ergänzen.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	übrige	Werbung alkoholische Getränke bei Jugendlichen In der Verordnung über alkoholische Getränke soll der aktuelle Art. 4 aufgehoben werden. Art. 11 LGV wird deshalb entsprechend ergänzt. In diesem Zusammenhang ist auch folgender Punkt aufzunehmen (bisher Art. 4 Abs. 1 Bst. F Verordnung über alkoholische Getränke): "durch unentgeltliche Abgabe von alkoholischen Getränken an Jugendliche“. Dieser Teil wird sonst unter Art. 11 nirgends explizit erfasst - auch nicht unter Art. 11 Abs. 1. Unter Art. 11 Abs. 1 bezieht sich die Abgabe von alkoholischen Getränken an Jugendliche unter 16 Jahren. Abs. 3 bezieht sich auf Werbung bei Jugendlichen unter 18 Jahren.	Art. 4 Abs. 1 Bst. F der aktuellen Verordnung über alkoholische Getränke hier unter Absatz 3 ergänzen: "e. durch unentgeltliche Abgabe von alkoholischen Getränken an Jugendliche“.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	übrige	Die Definition der x-Höhe nach der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 ist zu übernehmen (Begründung siehe unter den allgemeinen Bemerkungen).	Definition der Schriftgrösse über die x-Höhe in Art. 13 Abs. 2 und 3 inklusive Anhang IV der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 ist zu übernehmen.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	übrige	"p. Gebrauchsanleitung, sofern das Lebensmittel ohne diese Angabe nicht bestimmungsgemäss verwendet oder aufbewahrt werden kann;" Neu werden hier Angaben zur Aufbewahrung aufgeführt. Aufbewahrungs-hinweise sollten analog der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 nicht unter den Begriff "Gebrauchsanleitung" fallen, sondern separat erfasst werden (siehe Art. 9 Abs. 1 Bst. G und j der EU-Verordnung Nr. 1169/2011). Von der Logik her wären Hinweise zur Aufbewahrung am sinnvolls-	Angebrachtere Formulierung wie: "p. Gebrauchsanleitung oder Aufbewahrungshin¬weis, sofern das Lebensmittel ohne dies Angabe nicht bestimmungsgemäss verwendet oder aufbe¬wahrt werden kann;" Oder Bst. P so belassen wie aktuelle LKV und Aufbe-wahrungshinweis unter Bst. M aufführen (Vorzug). Beispiel: "m. gegebenenfalls Aufbewahrungshinweis bei Lebensmitteln (Art. 14) sowie besondere Hinweise bei ge¬kühlten oder tiefgekühlten

		ten unter Buchstabe m, weil dort bereits schon auf besondere Hinweise bei gekühlten oder tiefgekühlten Lebensmitteln eingegangen wird.	Lebensmitteln (Art. 18)."
Staatskanzlei des Kantons Aargau	übrige	Da die diversen EU-Definitionen nur mit dem Hinweis auf die entsprechende Verordnung, jedoch nicht wortwörtlich zitiert werden, wird den Betroffenen zugemutet, dass sie die entsprechenden Rechtstexte konsul¬tieren und sich die entsprechenden Definitionen zusammensuchen.	Der Online-Rechtstext ist mit Hyperlinks zu den entsprechenden Artikeln der zitierten EU-Verordnungen zu ergänzen.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	übrige	Werbung alkoholische Getränke bei Jugendlichen In der Verordnung über alkoholische Getränke soll der aktuelle Art. 4 aufgehoben werden. Art. 11 LGV wird deshalb entsprechend ergänzt. In diesem Zusammenhang ist auch folgender Punkt aufzunehmen (bisher Art. 4 Abs. 1 Bst. F Verordnung über alkoholische Getränke): "durch unentgeltliche Abgabe von alkoholischen Getränken an Jugendliche“. Dieser Teil wird sonst unter Art. 11 nirgends explizit erfasst - auch nicht unter Art. 11 Abs. 1. Unter Art. 11 Abs. 1 bezieht sich die Abgabe von alkoholischen Getränken an Jugendliche unter 16 Jahren. Abs. 3 bezieht sich auf Werbung bei Jugendlichen unter 18 Jahren.	Art. 4 Abs. 1 Bst. F der aktuellen Verordnung über alkoholische Getränke hier unter Absatz 3 ergänzen: "e. durch unentgeltliche Abgabe von alkoholischen Getränken an Jugendliche“.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	übrige	Die Definition der x-Höhe nach der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 ist zu übernehmen (Begründung siehe unter den allgemeinen Bemerkungen).	Definition der Schriftgrösse über die x-Höhe in Art. 13 Abs. 2 und 3 inklusive Anhang IV der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 ist zu übernehmen.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	übrige	"p. Gebrauchsanleitung, sofern das Lebensmittel ohne diese Angabe nicht bestimmungsgemäss verwendet oder aufbewahrt werden kann;" Neu werden hier Angaben zur Aufbewahrung aufgeführt. Aufbewahrungs-hinweise sollten analog der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 nicht unter den Begriff "Gebrauchsanleitung" fallen, sondern separat erfasst werden (siehe Art. 9 Abs. 1 Bst. G und j der EU-Verordnung Nr. 1169/2011). Von der Logik her wären Hinweise zur Aufbewahrung am sinnvollsten unter Buchstabe m, weil dort bereits schon auf besondere Hinweise bei gekühlten oder tiefgekühlten Lebensmitteln eingegangen wird.	Angebrachtere Formulierung wie: "p. Gebrauchsanleitung oder Aufbewahrungshin¬weis, sofern das Lebensmittel ohne dies Angabe nicht bestimmungsgemäss verwendet oder aufbe¬wahrt werden kann;" Oder Bst. P so belassen wie aktuelle LKV und Aufbe-wahrungshinweis unter Bst. M aufführen (Vorzug). Beispiel: "m. gegebenenfalls Aufbewahrungshinweis bei Lebensmitteln (Art. 14) sowie besondere Hinweise bei ge¬kühlten oder tiefgekühlten Lebensmitteln (Art. 18)."
Geschäftsstelle IG DHS	übrige	Generell vermisst die IGDHS in der Vorlage Bestimmungen zur Lesbarkeit von Etiketten. Bisher findet sich in Art. 26 Abs. 3 lit. b LGV eine relativ global gefasste Bestimmung, dass die Angaben „leicht lesbar“ sein müssen. Diese Bestimmung wurde durch eine Auslegungshilfe der Kantonschemiker konkretisiert, welche öffentlich abrufbar war und als Messlatte eine Schrift von Arial Schriftgrösse 7 in gutem Kontrast vorgab. Diese Interpretationshilfe der Kantonschemiker wurde zurückgenommen, nachdem zwei Cassis-de-Dijon Entscheidungen zum Thema Schriftgrösse die schweizerische Sonderregelung als nicht mehr sinnvoll erscheinen liessen.	Kein Antrag zur Änderung der LGV; vgl. aber den Antrag zur Ergänzung von Art. 2bis LKV

		Gemäss informeller Aussage von Vertretern des VKCS soll in Zukunft eine analoge Regelung wie in Artikel 13 der Verordnung (EU) 1169/2011 für die Interpretation von LGV Artikel 26 Absatz 3 anwenden werden. Um Rechtssicherheit für die Herstellbetriebe zu schaffen, beantragen wir die Ergänzung der in Artikel 13 der Verordnung (EU) 1169/2011 definierten Darstellungsform der verpflichtenden Angaben in der LKV. Der Artikel 26 Absatz 5 LGV gibt bereits heute dem EDI diese Möglichkeit. Ansonsten sehen sich die Hersteller in der Situation, dass sie ohne jegliche Leitlinien die Bestimmung „leicht lesbar“ umsetzen müssen und auch nicht sicher ist, wie ein allenfalls angerufener Richter diese Bestimmung auslegen würde.	
GSLI Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren	übrige	Um allfälligen Handelshemmnissen vorzubeugen, soll die definierte x-Höhe für die Schriftgrässe aus der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 in Art. 26 aufgenommen werden.	Die Definition der Schriftgrösse (x-Höhe) gemäss der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 ist zu übernehmen.
Schweizerischer Verband für komplementärmedizinische Heilmittel	übrige	Erwägungsgrundsatz 26 der Aromen-VO (EG) 1334/2008 In diesem Erwägungsgrundsatz wird das Thema Täuschung und Abrundung angesprochen in Zusammenhang mit 95/5 Aromen. Es geht darum, dass z.B. bei einem „natürlichen Vanille Aroma“ nicht noch 5% des aromatisierenden Bestandteils aus nat. Vanillin besteht, um den Konsumenten nicht zu täuschen. Die restlichen 5% sollten also nur der Abrundung dienen, um zum Beispiel eine buttrige Note hinzuzufügen. Es ist die Frage, ob dies nicht in einem zusätzlichen Absatz festgehalten werden sollte.	Unser Verband hat hierzu noch keinen fertigen Vorschlag, werden auf Ihren Wunsch aber gerne einen ausarbeiten.
Migros-Genossenschafts-Bund	übrige	Generell vermisst die Migros in der Vorlage Bestimmungen zur Lesbarkeit von Etiketten. Bisher findet sich in Art. 26 Abs. 3 lit. b LGV eine relativ global gefasste Bestimmung, dass die Angaben „leicht lesbar“ sein müssen. Diese Bestimmung wurde durch eine Auslegungshilfe der Kantonschemiker konkretisiert, welche öffentlich abrufbar war und als Messlatte eine Schrift von Arial Schriftgrösse 7 in gutem Kontrast vorgab. Diese Interpretationshilfe der Kantonschemiker wurde zurückgenommen, nachdem zwei Cassis-de-Dijon Entscheidungen zum Thema Schriftgrösse die schweizerische Sonderregelung als nicht mehr sinnvoll erscheinen liessen. Gemäss informeller Aussage von Vertretern des VKCS soll in Zukunft eine analoge Regelung wie in Artikel 13 der Verordnung (EU) 1169/2011 für die Interpretation von LGV Artikel 26 Absatz 3 anwenden werden. Um Rechtssicherheit für die Herstellbetriebe zu schaffen, beantragen wir die Ergänzung der in Artikel 13 der Verordnung (EU) 1169/2011 definierten Darstellungsform der verpflichtenden Angaben	Kein Antrag zur Änderung der LGV; vgl. aber den Antrag zur Ergänzung von Art. 2bis LKV

		in der LKV. Der Artikel 26 Absatz 5 LGV gibt bereits heute dem EDI diese Möglichkeit. Ansonsten sehen sich die Hersteller in der Situation, dass sie ohne jegliche Leitlinien die Bestimmung „leicht lesbar“ umsetzen müssen und auch nicht sicher ist, wie ein allenfalls angerufener Richter diese Bestimmung auslegen würde.	
Staatskanzlei des Kantons Zug	übrige	Die Definition der x-Höhe nach der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 ist zu übernehmen (Begründung siehe unter den allgemeinen Bemerkungen).	Definition der Schriftgrösse über die x-Höhe in Art. 13 Abs. 2 und 3 inklusive Anhang IV der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 ist zu übernehmen.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	übrige	Taille des caractères Pour élever la protection contre la tromperie en Suisse au même niveau qu"en Europe, la taille minimale des caractères doit être définie selon le Règlement européen. Elle garantit la lisibilité des étiquettes et donc l"accès des consommateurs à l"information qui leur est destinée. Elle doit être fixée clairement comme en Europe avec la taille de la lettre x-minuscule de 1,2mm. D"autre part, le contraste doit également être déterminé comme prévu dans le règlement 1169/2011 (26) et art. 2 al 2 let m. Ne pas définir la lisibilité rend l"information des consommateurs illusoire. La définition de la taille des caractères, en analogie avec le règlement européen 1169/2011 est à reprendre ici ou bien dans l"OEDAl.	
Coop Genossenschaft	übrige	Generell vermisst Coop in der Vorlage Bestimmungen zur Lesbarkeit von Etiketten. Bisher findet sich in Art. 26 Abs. 3 lit. b LGV eine relativ global gefasste Bestimmung, dass die Angaben „leicht lesbar“ sein müssen. Diese Bestimmung wurde durch eine Auslegungshilfe der Kantonschemiker konkretisiert, welche öffentlich abrufbar war und als Messlatte eine Schrift von Arial Schriftgrösse 7 in gutem Kontrast vorgab. Diese Interpretationshilfe der Kantonschemiker wurde zurückgenommen, nachdem zwei Cassis-de-Dijon Entscheidungen zum Thema Schriftgrösse die schweizerische Sonderregelung als nicht mehr sinnvoll erscheinen liessen. Gemäss informeller Aussage von Vertretern des VKCS soll in Zukunft eine analoge Regelung wie in Artikel 13 der Verordnung (EU) 1169/2011 für die Interpretation von LGV Artikel 26 Absatz 3 anwenden werden. Um Rechtssicherheit für die Herstellbetriebe zu schaffen, beantragen wir die Ergänzung der in Artikel 13 der Verordnung (EU) 1169/2011 definierten Darstellungsform der verpflichtenden Angaben in der LKV. Der Artikel 26 Absatz 5 LGV gibt bereits heute dem EDI diese Möglichkeit. Ansonsten sehen sich die Hersteller in der Situation, dass sie ohne jegliche Leitlinien die Bestimmung „leicht lesbar“ umsetzen müssen und auch nicht sicher ist, wie ein allenfalls angerufener Richter diese Bestimmung auslegen würde.	
Stiftung für Konsumenten-	übrige	Taille des caractères	

schutz SKS		Pour élever la protection contre la tromperie en Suisse au même niveau qu"en Europe, la taille minimale des caractères doit être définie selon le Règlement européen. Elle garantit la lisibilité des étiquettes et donc l"accès des consommateurs à l"information qui leur est destinée. Elle doit être fixée clairement comme en Europe avec la taille de la lettre x-minuscule de 1,2mm. D"autre part, le contraste doit également être déterminé comme prévu dans le règlement 1169/2011 (26) et art. 2 al 2 let m. Ne pas définir la lisibilité rend l"information des consommateurs illusoire. La définition de la taille des caractères, en analogie avec le règlement européen 1169/2011 est à reprendre ici ou bien dans l"OEDAI.	
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	übrige	Generell vermisst die fial in der Vorlage Bestimmungen zur Lesbarkeit von Etiketten. Bisher findet sich in Art. 26 Abs. 3 lit. b LGV eine relativ global gefasste Bestimmung, dass die Angaben „leicht lesbar“ sein müssen. Diese Bestimmung wurde durch eine Auslegungshilfe der Kantonschemiker konkretisiert, welche öffentlich abrufbar war und als Messlatte eine Schrift von Arial Schriftgrösse 7 in gutem Kontrast vorgab. Diese Interpretationshilfe der Kantonschemiker wurde zurückgenommen, nachdem zwei Cassis-de-Dijon Entscheidungen zum Thema Schriftgrösse die schweizerische Sonderregelung als nicht mehr sinnvoll erscheinen liessen. Gemäss informeller Aussage von Vertretern des VKCS soll in Zukunft aller Voraussicht nach eine analoge Interpretation wie in Artikel 13 der Verordnung (EU) 1169/2011 vorgegeben für die Auslegung von LGV Artikel 26 Absatz 3 angewendet werden. Um Rechtssicherheit für die Herstellbetriebe zu schaffen, beantragen wir die Ergänzung der in Artikel 13 der Verordnung (EU) 1169/2011 definierten Darstellungsform der verpflichtenden Angaben in der LKV. Der Artikel 26 Absatz 5 LGV gibt dem EDI bereits heute diese Möglichkeit. Ansonsten sehen sich die Hersteller in der Situation, dass sie ohne jegliche Leitlinien die Bestimmung „leicht lesbar“ umsetzen müssen und auch nicht sicher ist, wie ein allenfalls angerufener Richter diese Bestimmung auslegen würde.	Kein Antrag zur Änderung der LGV; vgl. aber den Antrag zur Ergänzung von Art. 2bis LKV
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	übrige	Il y a lieu de reprendre les dispositions du règlement 1169/2011 pour la taille des caractères exigées pour les mentions obligatoires.	Définition de la taille des caractères de l’art. 13 al. 2 et 3 y compris l’annexe IV du règlement 1169/2011 UE.
Denner AG	übrige	Generell fehlen in der Vorlage Bestimmungen zur Lesbarkeit von Etiketten. Bisher findet sich in Art. 26 Abs. 3 lit. b LGV eine relativ global gefasste Bestimmung, dass die Angaben „leicht lesbar“ sein müssen. Diese Bestimmung wurde durch eine Auslegungshilfe der Kantonschemiker konkretisiert, welche öffentlich abrufbar war und als Messlatte eine Schrift von Arial Schriftgrösse 7 in gutem Kontrast vorgab. Diese Interpretationshilfe der Kantonschemiker wurde zu-	Kein Antrag zur Änderung der LGV

		rückgenommen, nachdem zwei Cassis-de-Dijon Entscheidungen zum Thema Schriftgrösse die schweizerische Sonderregelung als nicht mehr sinnvoll erscheinen liessen. Gemäss informeller Aussage von Vertretern des VKCS soll in Zukunft eine analoge Regelung wie in Artikel 13 der Verordnung (EU) 1169/2011 für die Interpretation von LGV Artikel 26 Absatz 3 angewendet werden. Um Rechtssicherheit für die Herstellbetriebe zu schaffen, beantragen wir die Ergänzung der in Artikel 13 der Verordnung (EU) 1169/2011 definierten Darstellungsform der verpflichtenden Angaben in der LKV. Der Artikel 26 Absatz 5 LGV gibt bereits heute dem EDI diese Möglichkeit. Ansonsten sehen sich die Hersteller in der Situation, dass sie ohne jegliche Leitlinien die Bestimmung „leicht lesbar“ umsetzen müssen und auch nicht sicher sind, wie ein allenfalls angerufener Richter diese Bestimmung auslegen würde.	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	übrige	Taille des caractères Pour élever la protection contre la tromperie en Suisse au même niveau qu"en Europe, la taille minimale des caractères doit être définie selon le Règlement européen. Elle garantit la lisibilité des étiquettes et donc l"accès des consommateurs à l"information qui leur est destinée. Elle doit être fixée clairement comme en Europe avec la taille de la lettre x-minuscule de 1,2mm. D"autre part, le contraste doit également être déterminé comme prévu dans le règlement 1169/2011 (26) et art. 2 al 2 let m. Ne pas définir la lisibilité rend l"information des consommateurs illusoire. La définition de la taille des caractères, en analogie avec le règlement européen 1169/2011 est à reprendre ici ou bien dans l"OEDAl.	
AGORA Association des Groupements et Organisations Romands de l'Agriculture	übrige	Pas de nouvelles facilités dans le principe du Cassis de Dijon.	Maintenir l'art. 2, let. B, al. 1 de l'ordonnance du 19 mai 2012.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	übrige	Da die diversen EU-Definitionen nur mit dem Hinweis auf die entsprechende Verordnung, jedoch nicht wortwörtlich zitiert werden, wird den Betroffenen zugemutet, dass sie die entsprechenden Rechtstexte konsul¬tieren und sich die entsprechenden Definitionen zusammensuchen.	Der Online-Rechtstext ist mit Hyperlinks zu den entsprechenden Artikeln der zitierten EU-Verordnungen zu ergänzen.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	übrige	Werbung alkoholische Getränke bei Jugendlichen In der Verordnung über alkoholische Getränke soll der aktuelle Art. 4 aufgehoben werden. Art. 11 LGV wird deshalb entsprechend ergänzt. In diesem Zusammenhang ist auch folgender Punkt aufzunehmen (bisher Art. 4 Abs. 1 Bst. F Verordnung über alkoholische Getränke): "durch unentgeltliche Abgabe von alkoholischen Getränken an Ju-	Art. 4 Abs. 1 Bst. F der aktuellen Verordnung über alkoholische Getränke hier unter Absatz 3 ergänzen: "e. durch unentgeltliche Abgabe von alkoholischen Getränken an Jugendliche“.

		gendliche“. Dieser Teil wird sonst unter Art. 11 nirgends explizit erfasst - auch nicht unter Art. 11 Abs. 1. Unter Art. 11 Abs. 1 bezieht sich die Abgabe von alkoholischen Getränken an Jugendliche unter 16 Jahren. Abs. 3 bezieht sich auf Werbung bei Jugendlichen unter 18 Jahren.	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	übrige	Die Definition der x-Höhe nach der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 ist zu übernehmen (Begründung siehe unter den allgemeinen Bemerkungen).	Definition der Schriftgrösse über die x-Höhe in Art. 13 Abs. 2 und 3 inklusive Anhang IV der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 ist zu übernehmen.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	übrige	"p. Gebrauchsanleitung, sofern das Lebensmittel ohne diese Angabe nicht bestimmungsgemäss verwendet oder aufbewahrt werden kann;" Neu werden hier Angaben zur Aufbewahrung aufgeführt. Aufbewahrungs-hinweise sollten analog der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 nicht unter den Begriff "Gebrauchsanleitung" fallen, sondern separat erfasst werden (siehe Art. 9 Abs. 1 Bst. G und j der EU-Verordnung Nr. 1169/2011). Von der Logik her wären Hinweise zur Aufbewahrung am sinnvollsten unter Buchstabe m, weil dort bereits schon auf besondere Hinweise bei gekühlten oder tiefgekühlten Lebensmitteln eingegangen wird.	Angebrachtere Formulierung wie: "p. Gebrauchsanleitung oder Aufbewahrungshin¬weis, sofern das Lebensmittel ohne dies Angabe nicht bestimmungsgemäss verwendet oder aufbe¬wahrt werden kann;" Oder Bst. P so belassen wie aktuelle LKV und Aufbe-wahrungshinweis unter Bst. M aufführen (Vorzug). Beispiel: "m. gegebenenfalls Aufbewahrungshinweis bei Lebensmitteln (Art. 14) sowie besondere Hinweise bei ge¬kühlten oder tiefgekühlten Lebensmitteln (Art. 18)."

Révision partielle de l'ordonnance sur les substances étrangères et les composants (OSEC, RS 817.021.23)

Organisation	Article	Commentaire	Modification proposée
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	Generelle Bemerkungen	Allgemein sind die geplanten Anpassungen zu begrüssen. Hinsichtlich Trinkwasser erscheinen insbesondere sinnvoll: - Die Anpassung der Summenparameter und damit verbunden die Aufhebung einiger Anforderungswerte für organische Einzelstoffe. - Die Unterscheidung zwischen Leitungs- und Flaschenwasser (erstes als Lebensmittel mit klarer räumlich begrenzter Verteilung, zweites als Exportprodukt, welches EU-konform sein muss). - Die Anpassung der Höchstwerte für Mineralwasser an europäische Höchstwerte (ausgenommen Fluorid). - Die ergänzenden Vorgaben an organische chemische Verbindungen mit unbekannter Toxizität, aber bekannter chemischer Struktur (TTC-Konzept) werden grundsätzlich begrüsst. Zum TTC-Konzept sind allerdings folgende Anmerkungen zu machen: a) Es muss davor gewarnt werden, einen analytischen Aktivismus zu entfachen und nach allen möglichen Substanzen mit non-target-	

Analysen zu suchen. Das TTC-Konzept muss vielmehr als wertvolle Grundlage für eine Erstbewertung von Substanzen dienen, welche als "emerging contaminants“ auftauchen.
b) Der Toleranzwert für Substanzen ohne genotoxisches Potenzial ist mit 10 Mikrogramm pro Liter sehr hoch angesetzt. Aus humantoxikologischer Sicht ist das absolut gerechtfertigt. Dennoch sollte der neue Toleranzwert nicht dazu verleiten, unterhalb dieser Schwelle keine Massnahmen zu ergreifen. Das Auftreten eines Fremdstoffes sollte auch weiterhin im Sinne der Vorsorge aus ökotoxikologischer Sicht beurteilt werden, und Massnahmen zur Belastungssenkung sollten mit den kantonalen Umweltbehörden diskutiert werden.
c) Es ist nicht nachvollziehbar, weshalb toxikologisch hergeleitete Höchstwerte als Toleranzwerte und nicht als Grenzwerte festgelegt werden. Zudem sind die Ergänzungen unvollständig, da die Persistenz von Stoffen nicht berücksichtigt wird. Dadurch wird einer allfälligen Kumulation solcher Stoffe in der Nahrungsmittelkette nicht Rechnung getragen. Auch das Gewässerschutzgesetz verlangt, dass im Grundwasser keine künstlichen, langlebigen Stoffe enthalten sein dürfen. Diese Vorgabe fehlt in der FIV für das Trinkwasser. Gemäss den Erläuterungen gilt das TTC-Konzept nicht für Pestizide und ihre Metabolite. Wird in der Praxis eine neue, bislang unbekannte Verbindung nachgewiesen, ist es nicht a priori eindeutig, ob es sich um ein Abbauprodukt eines Pestizids handelt oder nicht. Somit ist auch die Beurteilungsgrundlage nicht klar. Die Einführung des TTC-Konzeptes ist daher mit nachvollziehbaren Vorgaben an die Höchstkonzentrationen von Pestiziden und ihren Abbauprodukten zu ergänzen. Dies ist auch angezeigt, weil der Begriff "relevanter Metabolit" nicht definiert ist und im Vollzug zu Unsicherheiten führt. Grundsätzlich wollte der Gesetzgeber übermässige Kontaminationen des Trinkwassers mit anthropogenen Stoffen vermeiden (siehe Botschaft zum Lebensmittelgesetz), und zwar unabhängig von ihrer Toxizität. Dies steht im Gegensatz zu den Zulassungsbedingungen von neuen Pestiziden, die von deutlich höheren tolerierbaren Konzentrationen ausgehen. Der Begriff "relevant" kann daher nicht aus den Zulassungsbedingungen von Pflanzenschutzmitteln abgeleitet werden. Der bestehende Toleranzwert von 0.0001 mg/kg für Pestizide ist nicht toxikologisch begründet, sondern er soll dem Vorsorgeprinzip Rechnung tragen. Es ist daher nicht konsequent, wenn für künstliche Abbau- und Reaktionsprodukte dieses Vorsorgeprinzip nicht gelten soll, sondern effektbasierte und damit höhere Werte festgelegt werden. Mit Vorsorgewerten soll verhindert werden, dass unser Grundwasser und unser Trinkwasser nachhaltig mit langlebigen Stoffen verschmutzt werden und dass bei der Aufbereitung von Trinkwasser keine unerwartet humantoxischen Stoffe entstehen. Die Bildung von toxischen Nitrosaminen aus Abbauprodukten von Tolylfluanid und von gefährlichem Azauracil aus Chloridazon Desphenyl sind Beweis dafür, dass eine Vorsorge Sinn macht. Der Gesetzgeber ist in der Pflicht, solchen unerwünschten Effekten vorzubeugen.

		Internetlink Es ist vertretbar, wenn in den Erläuterungen für detaillierte Ausführungen zu den Anpassungen im Bereich Trinkwasser ein Link auf das Internetangebot einer anderen Organisation (EAWAG) aufgeführt wird. Allerdings sollte in diesem Fall sichergestellt werden, dass dieser Partner seine Page nicht verändert und die Seite mindestens während der Zeit der Anhörung aktuell hält (Ausgabe am 19.1.2013: 404 – Resource not found URL: http://www.eawag.ch/forschung/cc/ccdw/news/FIV_Aqua_Gas_3_2012.pdf The resource you are looking for is not or no longer available. Please check your request for typing errors and retry.)	
Konferenz Vorsteher Umweltämter	Generelle Bemerkungen	Mit dem vorliegenden Schreiben möchte sich die KVU (Konferenz der Vorsteher der Umweltschutzämter) zur laufenden Revision der Fremd- und Inhaltsstoffverordnung äussern. Da Wasser bekanntlich keine Grenzen kennt und zudem rund 80 % des Trinkwassers in der Schweiz aus Grundwasser gewonnen wird, ist es der KVU ein grosses Anliegen, dass die gesetzlichen Vorgaben an das Trinkwasser mit denjenigen an das Grundwasser kompatibel sind. Im Rahmen der Vernehmlassung werden Höchstkonzentrationen für organische chemische Verbindungen mit unbekannter Toxizität, aber bekannter chemischer Struktur (TTCKonzept) vorgeschlagen. Diese Ergänzung in der Fremd- und Inhaltsstoffverordnung wird grundsätzlich begrüsst. Allerdings ist der Toleranzwert für Substanzen ohne genotoxisches Potential mit 10 Mikrogramm pro Liter sehr hoch angesetzt. Aus humantoxikologischer Sicht mag dieser Wert gerechtfertigt sein, doch er berücksichtigt das Vorsorgeprinzip nicht, wie es Gewässerschutz - und Lebensmittelrecht verlangen. Die KVU schlägt vor, den Toleranzwert (= Wert, bei dem vorsorgliche Massnahmen nötig sind, das Trinkwasser aber weiterhin bedenkenlos konsumiert werden kann) um den Faktor 10 zu reduzieren. Die Gewässerschutzverordnung verlangt, dass in den unterirdischen Gewässern keine künstlichen, langlebigen Stoffe enthalten sein dürfen. Zudem soll	Antrag: Es wird beantragt, einen Toleranzwert für langlebige, künstliche Stoffe von 0,1 Mikrogramm pro Liter in Trinkwasser aufzunehmen, sofern keine spezifischen Vorgaben an Einzelstoffe bestehen. Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

die Wasserqualität so
beschaffen sein, dass das Wasser nach Anwendung einfacher Aufbereitungsverfahren die
Anforderungen der Lebensmittelgesetzgebung einhält. Die Revision berücksichtigt diese
wichtigen Aspekte nicht.
- 2 -
Die KVU schlägt daher vor, einen Toleranzwert für langlebige, künstliche Stoffe von 0,1
Mikrogramm pro Liter in Trinkwasser aufzunehmen, sofern keine spezifischen Vorgaben an
Einzelstoffe bestehen.
Gemäss den Erläuterungen gilt das TTC-Konzept nicht für Pestizide und ihre Metabolite.
Wird in der Praxis eine neue, bislang unbekannte Verbindung nachgewiesen, ist es nicht a
priori eindeutig, ob es sich um ein Abbauprodukt eines Pestizids handelt oder nicht, und
somit ist auch die Beurteilungsgrundlage nicht klar. Der bestehende Toleranzwert von 0.1
Mikrogramm pro Liter für Pestizide, deren relevante Metaboliten, Abbau- und
Reaktionsprodukte ist nicht effektbasiert, sondern er trägt dem Vorsorgeprinzip Rechnung.
Wie kantonale und nationale Untersuchungskampagnen zeigen, sind im Grundwasser
Abbauprodukte von Pestiziden weit verbreitet. Die bestehende Regelung ist unklar, da der
Begriff "relevant" weder im Lebensmittel- noch im Gewässerschutz-recht definiert wird. Die
KVU schlägt daher vor, den Wert für Pestizide in der Spalte 5 wie folgt zu präzisieren: "gilt
je Substanz für organische Pestizide und deren künstliche Abbau- und Reaktionsprodukte".
Wir bitten Sie, diese Vorschläge bei der Anpassung der Fremd- und Inhaltsstoffverordnung
zu berücksichtigen. Damit würden nicht nur die Vorgaben klarer, sondern Gewässerschutzund
Lebensmittelrecht wären besser aufeinander abgestimmt. Mit der Umsetzung des
Vorsorgeprinzips soll es auch in Zukunft möglich sein, Grundwasser mit einfachen
Aufbereitungsverfahren als Trinkwasser zu nutzen. Mit den derzeit geltenden Vorgaben ist
dies offensichtlich nicht der Fall, wie die Bildung von toxischen Nitrosaminen aus
Abbauprodukten von Tolylfluanid und von gefährlichem Azauracil aus Chloridazon

		Desphenyl bei der Aufbereitung von Grundwasser gezeigt haben.
Standeskanzlei des Kantons Graubünden	Generelle Bemerkungen	Die ergänzenden Vorgaben an organische chemische Verbindungen mit unbekannter Toxizität, aber bekannter chemischer Struktur (TTC-Konzept), werden grundsätzlich begrüsst. Zu diesem Punkt sind allerdings folgende Anmerkungen zu machen: Der Toleranzwert für Substanzen ohne genotoxisches Potenzial ist mit 10 Mikrogramm pro Liter sehr hoch angesetzt. Aus humantoxikologischer Sicht ist das absolut gerechtfertigt. Dennoch sollte der neue Toleranzwert nicht dazu verleiten, unterhalb dieser Schwelle keine Massnahmen zu ergreifen. Das Auftreten eines Fremdstoffes sollte auch weiterhin im Sinne der Vorsorge aus ökotoxikologischer Sicht beurteilt werden und Massnahmen zur Belastungssenkung mit den kantonalen Umweltbehörden diskutiert werden. Es ist nicht nachvollziehbar, weshalb toxikologisch hergeleitete Höchstwerte als Toleranzwerte und nicht als Grenzwerte festgelegt werden. Zudem sind die Ergänzungen unvollständig, da die Persistenz von Stoffen nicht berücksichtigt wird. Dadurch wird einer allfälligen Kummulation solcher Stoffe in der Nahrungsmittelkette nicht Rechnung getragen. Auch das Gewässerschutzgesetz verlangt, dass im Grundwasser keine künstlichen, langlebigen Stoffe enthalten sein dürfen. Diese Vorgabe fehlt in der FIV für das Trinkwasser. Gemäss den Erläuterungen gilt das TTC-Konzept nicht für Pestizide und ihre Metabolite. Wird in der Praxis eine neue, bislang unbekannte Verbindung nachgewiesen, ist es nicht a priori eindeutig, ob es sich um ein Abbauprodukt eines Pestizids handelt oder nicht. Somit ist auch die Beurteilungsgrundlage nicht klar. Die Einführung des TTC-Konzeptes ist daher mit nachvollziehbaren Vorgaben an die Höchstkonzentrationen von Pestiziden und ihren Abbauprodukten zu ergänzen. Dies ist auch angezeigt, weil der Begriff "relevanter Metabolit" nicht definiert ist und im Vollzug zu Unsicherheiten führt. Grundsätzlich wollte der Gesetzgeber übermässige Kontaminationen des Trinkwassers mit anthropogenen Stoffen vermeiden (siehe Botschaft zum Lebensmittelgesetz) und zwar unabhängig von ihrer Toxizität. Dies steht im Gegensatz zu den Zulassungsbedingungen von neuen Pestiziden, die von deutlich höheren tolerierbaren Konzentrationen ausgehen. Der Begriff "relevant" kann daher nicht aus den Zulassungsbedingungen von Pflanzenschutzmitteln abgeleitet werden. Der bestehende Toleranzwert von 0.0001 mg/kg für Pestizide ist nicht toxikologisch begründet, sondern er soll dem Vorsorgeprinzip Rechnung tragen. Es ist daher nicht konsequent, wenn für künstliche Abbau- und Reaktionsprodukte dieses Vorsorgeprinzip nicht gelten soll, sondern effektbasierte und damit höhere Werte festgelegt werden. Mit Vorsorgewerten soll verhindert werden, dass unser Grundwasser und unser Trinkwasser nachhaltig mit langlebigen Stoffen verschmutzt wird und dass bei der Aufbereitung von Trinkwasser keine unerwartet humantoxische Stoffe entstehen. Die Bildung von toxi-

		schen Nitrosaminen aus Abbauprodukten von Tolylfluanid und von gefährlichem Azauracil aus Chloridazon Desphenyl sind Beweis dafür, dass eine Vorsorge Sinn macht. Der Gesetzgeber ist in der Pflicht, solchen unerwünschten Effekte vorzubeugen.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Generelle Bemerkungen	Allgemein sind die geplanten Anpassungen zu begrüssen. Hinsichtlich Trinkwasser erscheinen insbesondere sinnvoll: - Die Anpassung der Summenparameter und damit verbunden die Aufhebung einiger Anforderungswerte für organische Einzelstoffe. - Die Unterscheidung zwischen Leitungs- und Flaschenwasser (erstes als Lebensmittel mit klarer räumlich begrenzter Verteilung, zweites als Exportprodukt, welches EU-konform sein muss). - Die Anpassung der Höchstwerte für Mineralwasser an europäische Höchstwerte (ausgenommen Fluorid). - Die ergänzenden Vorgaben an organische chemische Verbindungen mit unbekannter Toxizität, aber bekannter chemischer Struktur (TTC-Konzept) werden grundsätzlich begrüsst. Zum TTC-Konzept sind allerdings folgende Anmerkungen zu machen: a) Der Toleranzwert für Substanzen ohne genotoxisches Potenzial ist mit 10 Mikrogramm pro Liter sehr hoch angesetzt. Aus humantoxikologischer Sicht ist das absolut gerechtfertigt. Die Grundwassersysteme sind jedoch extrem träge. Teilweise braucht es Jahre, bis eine Substanz wieder ausgewaschen ist. Im Sinne des präventiven Gesundheitsschutzes sollte der Toleranzwert auf 100 ng/L gesenkt werden. b) Gemäss den Erläuterungen gilt das TTC-Konzept nicht für Pestizide und ihre Metabolite. Wird in der Praxis eine neue, bislang unbekannte Verbindung nachgewiesen, ist es nicht a priori eindeutig, ob es sich um ein Abbauprodukt eines Pestizids handelt oder nicht. Somit ist auch die Beurteilungsgrundlage nicht klar. Die Einführung des TTC-Konzeptes ist daher mit nachvollziehbaren Vorgaben an die Höchstkonzentrationen von Pestiziden und ihren Abbauprodukten zu ergänzen. Dies ist auch angezeigt, weil der Begriff "relevanter Metabolit" nicht definiert ist und im Vollzug zu Unsicherheiten führt. Grundsätzlich wollte der Gesetzgeber übermässige Kontaminationen des Trinkwassers mit anthropogenen Stoffen vermeiden (siehe Botschaft zum Lebensmittelgesetz), und zwar unabhängig von ihrer Toxizität. Dies steht im Gegensatz zu den Zulassungsbedingungen von neuen Pestiziden, die von deutlich höheren tolerierbaren Konzentrationen ausgehen. Der Begriff "relevant" kann daher nicht aus den Zulassungsbedingungen von Pflanzenschutzmitteln abgeleitet werden. Der bestehende Toleranzwert von 0.0001 mg/kg für Pestizide ist nicht toxikologisch begründet, sondern er soll dem Vorsorgeprinzip Rechnung tragen. Es ist daher nicht konsequent, wenn für künstliche Abbau- und

		Reaktionsprodukte dieses Vorsorgeprinzip nicht gelten soll, sondern effektbasierte und damit höhere Werte festgelegt werden. Mit Vorsorgewerten soll verhindert werden, dass unser Grundwasser und unser Trinkwasser nachhaltig mit langlebigen Stoffen verschmutzt werden und dass bei der Aufbereitung von Trinkwasser keine unerwartet humantoxischen Stoffe entstehen. Die Bildung von toxischen Nitrosaminen aus Abbauprodukten von Tolylfluanid und von gefährlichem Azauracil aus Chloridazon Desphenyl sind Beweis dafür, dass eine Vorsorge Sinn macht. Der Gesetzgeber ist in der Pflicht, solchen unerwünschten Effekten vorzubeugen.
Staatskanzlei des Kantons Basel-Stadt	Generelle Bemerkungen	keine Bemerkungen
Chancellerie d'Etat du Canton de Vaud	Generelle Bemerkungen	Le concept de TTC (Threshold of Toxicological Concern) doit servir de base à une évaluation initiale des substances qui apparaissent comme des contaminants émergents, et ne doit en aucun cas être un oreiller de paresse permettant de fixer des normes toxicologiques définitives. La valeur de tolérance de 10 microgrammes par litre d'eau potable pour les substances sans potentiel génotoxique est très élevée. Les normes devraient continuer d'être fixées au cas par cas, en prenant en compte les aspects écotoxicologiques. Il n'est pas compréhensible que des valeurs maximales établies sur une base toxicologique soient définies comme les valeurs de tolérance et non pas comme des valeurs limites.
Standeskanzlei des Kantons Uri	Generelle Bemerkungen	Allgemein sind die geplanten Anpassungen zu begrüssen. Hinsichtlich Trinkwasser erscheinen insbesondere sinnvoll: - Die Anpassung der Summenparameter und damit verbunden die Aufhebung einiger Anforderungswerte für organische Einzelstoffe. - Die Unterscheidung zwischen Leitungs- und Flaschenwasser (erstes als Lebensmittel mit klarer räumlich begrenzter Verteilung, zweites als Exportprodukt, welches EU-konform sein muss). - Die Anpassung der Höchstwerte für Mineralwasser an europäische Höchstwerte (ausgenommen Fluorid). - Die ergänzenden Vorgaben an organische chemische Verbindungen mit unbekannter Toxizität, aber bekannter chemischer Struktur (TTC-Konzept) werden grundsätzlich begrüsst. Zum TTC-Konzept sind allerdings folgende Anmerkungen zu machen: a) Es muss davor gewarnt werden, einen analytischen Aktivismus zu entfachen und nach allen möglichen Substanzen mit non-target-Analysen zu suchen. Das TTC-Konzept muss vielmehr als wertvolle

Grundlage für eine Erstbewertung von Substanzen dienen, welche als "emerging contaminants“ auftauchen.
b) Der Toleranzwert für Substanzen ohne genotoxisches Potenzial ist mit 10 Mikrogramm pro Liter sehr hoch angesetzt. Aus humantoxikologischer Sicht ist das absolut gerechtfertigt. Dennoch sollte der neue Toleranzwert nicht dazu verleiten, unterhalb dieser Schwelle keine Massnahmen zu ergreifen. Das Auftreten eines Fremdstoffes sollte auch weiterhin im Sinne der Vorsorge aus ökotoxikologischer Sicht beurteilt werden, und Massnahmen zur Belastungssenkung sollten mit den kantonalen Umweltbehörden diskutiert werden.
c) Es ist nicht nachvollziehbar, weshalb toxikologisch hergeleitete Höchstwerte als Toleranzwerte und nicht als Grenzwerte festgelegt werden. Zudem sind die Ergänzungen unvollständig, da die Persistenz von Stoffen nicht berücksichtigt wird. Dadurch wird einer allfälligen Kumulation solcher Stoffe in der Nahrungsmittelkette nicht Rechnung getragen. Auch das Gewässerschutzgesetz verlangt, dass im Grundwasser keine künstlichen, langlebigen Stoffe enthalten sein dürfen. Diese Vorgabe fehlt in der FIV für das Trinkwasser. Gemäss den Erläuterungen gilt das TTC-Konzept nicht für Pestizide und ihre Metabolite. Wird in der Praxis eine neue, bislang unbekannte Verbindung nachgewiesen, ist es nicht a priori eindeutig, ob es sich um ein Abbauprodukt eines Pestizids handelt oder nicht. Somit ist auch die Beurteilungsgrundlage nicht klar. Die Einführung des TTC-Konzeptes ist daher mit nachvollziehbaren Vorgaben an die Höchstkonzentrationen von Pestiziden und ihren Abbauprodukten zu ergänzen. Dies ist auch angezeigt, weil der Begriff "relevanter Metabolit" nicht definiert ist und im Vollzug zu Unsicherheiten führt. Grundsätzlich wollte der Gesetzgeber übermässige Kontaminationen des Trinkwassers mit anthropogenen Stoffen vermeiden (siehe Botschaft zum Lebensmittelgesetz), und zwar unabhängig von ihrer Toxizität. Dies steht im Gegensatz zu den Zulassungsbedingungen von neuen Pestiziden, die von deutlich höheren tolerierbaren Konzentrationen ausgehen. Der Begriff "relevant" kann daher nicht aus den Zulassungsbedingungen von Pflanzenschutzmitteln abgeleitet werden. Der bestehende Toleranzwert von 0.0001 mg/kg für Pestizide ist nicht toxikologisch begründet, sondern er soll dem Vorsorgeprinzip Rechnung tragen. Es ist daher nicht konsequent, wenn für künstliche Abbau- und Reaktionsprodukte dieses Vorsorgeprinzip nicht gelten soll, sondern effektbasierte und damit höhere Werte festgelegt werden. Mit Vorsorgewerten soll verhindert werden, dass unser Grundwasser und unser Trinkwasser nachhaltig mit langlebigen Stoffen verschmutzt werden und dass bei der Aufbereitung von Trinkwasser keine unerwartet humantoxischen Stoffe entstehen. Die Bildung von toxischen Nitrosaminen aus Abbauprodukten von Tolylfluanid und von gefährlichem Azauracil aus Chloridazon Desphenyl sind Beweis dafür, dass eine Vorsorge Sinn macht. Der Gesetzgeber ist in der Pflicht, solchen unerwünschten Effekten vorzubeugen.
Internetlink

		Es ist vertretbar, wenn in den Erläuterungen für detaillierte Ausführungen zu den Anpassungen im Bereich Trinkwasser ein Link auf das Internetangebot einer anderen Organisation (EAWAG) aufgeführt wird. Allerdings sollte in diesem Fall sichergestellt werden, dass dieser Partner seine Page nicht verändert und die Seite mindestens während der Zeit der Anhörung aktuell hält (Ausgabe am 19.1.2013: 404 – Resource not found URL: http://www.eawag.ch/forschung/cc/ccdw/news/FIV_Aqua_Gas_3_2012.pdf The resource you are looking for is not or no longer available. Please check your request for typing errors and retry.)
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Generelle Bemerkungen	Allgemein sind die geplanten Anpassungen zu begrüssen. Hinsichtlich Trinkwasser erscheinen insbesondere sinnvoll: - Die Anpassung der Summenparameter und damit verbunden die Aufhebung einiger Anforderungswerte für organische Einzelstoffe. - Die Unterscheidung zwischen Leitungs- und Flaschenwasser (erstes als Lebensmittel mit klarer räumlich begrenzter Verteilung, zweites als Exportprodukt, welches EU-konform sein muss). - Die Anpassung der Höchstwerte für Mineralwasser an europäische Höchstwerte (ausgenommen Fluorid). - Die ergänzenden Vorgaben an organische chemische Verbindungen mit unbekannter Toxizität, aber bekannter chemischer Struktur (TTC-Konzept) werden grundsätzlich begrüsst. Zum TTC-Konzept sind allerdings folgende Anmerkungen zu machen: a) Es muss davor gewarnt werden, einen analytischen Aktivismus zu entfachen und nach allen möglichen Substanzen mit non-target-Analysen zu suchen. Das TTC-Konzept muss vielmehr als wertvolle Grundlage für eine Erstbewertung von Substanzen dienen, welche als "emerging contaminants“ auftauchen. b) Der Toleranzwert für Substanzen ohne genotoxisches Potenzial ist mit 10 Mikrogramm pro Liter sehr hoch angesetzt. Aus humantoxikologischer Sicht ist das absolut gerechtfertigt. Dennoch sollte der neue Toleranzwert nicht dazu verleiten, unterhalb dieser Schwelle keine Massnahmen zu ergreifen. Das Auftreten eines Fremdstoffes sollte auch weiterhin im Sinne der Vorsorge aus ökotoxikologischer Sicht beurteilt werden, und Massnahmen zur Belastungssenkung sollten mit den kantonalen Umweltbehörden diskutiert werden. c) Es ist nicht nachvollziehbar, weshalb toxikologisch hergeleitete Höchstwerte als Toleranzwerte und nicht als Grenzwerte festgelegt werden. Zudem sind die Ergänzungen unvollständig, da die Persistenz von Stoffen nicht berücksichtigt wird. Dadurch wird einer allfälligen Kumulation solcher Stoffe in der Nahrungsmittelkette nicht Rechnung getragen. Auch das Gewässerschutzgesetz ver-

		langt, dass im Grundwasser keine künstlichen, langlebigen Stoffe enthalten sein dürfen. Diese Vorgabe fehlt in der FIV für das Trinkwasser. Gemäss den Erläuterungen gilt das TTC-Konzept nicht für Pestizide und ihre Metabolite. Wird in der Praxis eine neue, bislang unbekannte Verbindung nachgewiesen, ist es nicht a priori eindeutig, ob es sich um ein Abbauprodukt eines Pestizids handelt oder nicht. Somit ist auch die Beurteilungsgrundlage nicht klar. Die Einführung des TTC-Konzeptes ist daher mit nachvollziehbaren Vorgaben an die Höchstkonzentrationen von Pestiziden und ihren Abbauprodukten zu ergänzen. Dies ist auch angezeigt, weil der Begriff "relevanter Metabolit" nicht definiert ist und im Vollzug zu Unsicherheiten führt. Grundsätzlich wollte der Gesetzgeber übermässige Kontaminationen des Trinkwassers mit anthropogenen Stoffen vermeiden (siehe Botschaft zum Lebensmittelgesetz), und zwar unabhängig von ihrer Toxizität. Dies steht im Gegensatz zu den Zulassungsbedingungen von neuen Pestiziden, die von deutlich höheren tolerierbaren Konzentrationen ausgehen. Der Begriff "relevant" kann daher nicht aus den Zulassungsbedingungen von Pflanzenschutzmitteln abgeleitet werden. Der bestehende Toleranzwert von 0.0001 mg/kg für Pestizide ist nicht toxikologisch begründet, sondern er soll dem Vorsorgeprinzip Rechnung tragen. Es ist daher nicht konsequent, wenn für künstliche Abbau- und Reaktionsprodukte dieses Vorsorgeprinzip nicht gelten soll, sondern effektbasierte und damit höhere Werte festgelegt werden. Mit Vorsorgewerten soll verhindert werden, dass unser Grundwasser und unser Trinkwasser nachhaltig mit langlebigen Stoffen verschmutzt werden und dass bei der Aufbereitung von Trinkwasser keine unerwartet humantoxischen Stoffe entstehen. Die Bildung von toxischen Nitrosaminen aus Abbauprodukten von Tolylfluanid und von gefährlichem Azauracil aus Chloridazon Desphenyl sind Beweis dafür, dass eine Vorsorge Sinn macht. Der Gesetzgeber ist in der Pflicht, solchen unerwünschten Effekten vorzubeugen. Internetlink Es ist vertretbar, wenn in den Erläuterungen für detaillierte Ausführungen zu den Anpassungen im Bereich Trinkwasser ein Link auf das Internetangebot einer anderen Organisation (EAWAG) aufgeführt wird. Allerdings sollte in diesem Fall sichergestellt werden, dass dieser Partner seine Page nicht verändert und die Seite mindestens während der Zeit der Anhörung aktuell hält (Ausgabe am 19.1.2013: 404 – Resource not found URL: http://www.eawag.ch/forschung/cc/ccdw/news/FIV_Aqua_Gas_3_2012.pdf The resource you are looking for is not or no longer available. Please check your request for typing errors and retry.)
Regierungskanzlei des	Generelle	Verweise auf EU-Rechtstexte

Kantons Glarus	Bemerkungen	Die vorliegende Revision beinhaltet diverse Verweise auf EU-Rechtstexte. Es ist nicht praktisch, wenn Begriffe und Definitionen in der europäischen Gesetzgebung nachgeschaut werden müssen. Zudem wird die Lesbarkeit enorm erschwert. Für die Praxis wäre es sehr hilfreich, wenn die zitierten Texte in einem Anhang aufgeführt würden. Übergangsfristen In den einzelnen Verordnungen werden die Übergangsfristen unterschiedlich geregelt. Die Umsetzung des Verordnungspakets hat Änderungen von nahezu allen auf dem Schweizer Markt verfügbaren Lebensmittelpackungen zur Folge. Die Fristen sind mindestens gleich lang zu wählen wie in der EU. Wir beantragen für sämtliche zu revidierenden Verordnungen folgende Übergangsbestimmung: „1. Lebensmittel, die der Änderung vom … dieser Verordnung nicht entsprechen, dürfen noch bis (3 Jahre nach Inkrafttreten) nach bisherigem Recht hergestellt, eingeführt und gekennzeichnet werden. 2. Sie dürfen noch bis zur Erschöpfung der Bestände nach bisherigem Recht an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden.“
Staatskanzlei des Kantons Zürich	Generelle Bemerkungen	Die geplanten Anpassungen sind zu begrüssen. Die Festsetzung tieferer Toleranz- oder Grenzwerte (z.B. für Arsen, Cadmium, Uran) und neuer Werte (z.B. für Bor, Chrom, Kupfer) ist sinnvoll. Auch der beabsichtigte Verzicht auf eine Festsetzung solcher Werte für einige Stoffe (z.B. Hydrazin, Phenole) sowie die Zusammenfassung gewisser Ein - zelstoffe unter Summenparametern (z.B. bei flüchtigen Halogen - kohlenwasserstoffen) sind nachvollziehbar. Zudem begrüssen wir die Neu regelungen zum Trinkwasser und die Unterscheidung zwischen Leitungs- und Flaschenwasser. Schliesslich befürworten wir auch die Anpassung der THC-Grenzwerte in Produkten mit Hanfbestandteilen. Aufgrund der in den letzten Jahren festgestellten THC-Gehalte in ausgewählten Produkten dürfte die Senkung der Grenzwerte zu keinen grösseren Problemen führen.
Regierungskanzlei des Kantons Glarus	Generelle Bemerkungen	Mit der Allgemeinverfügung des BAG Nr. 1129 über die Bewilligung von nach ausländischen technischen Vorschriften hergestellten Produkten nach Artikel 16c THG wird unseres Erachtens im Bereich der Spirituosen auch die Fremd- und Inhaltsstoff-Regelung der EU übernommen. Damit erübrigt sich ein Kommentar unsererseits in Bezug auf die einzelnen Änderungen dieser Verordnung.
SVGW	Generelle Bemerkun-	Art. 12 der Verordnung des EDI über Trink-, Quell- und Mineralwasser umschreibt die Anforderungen an natürliches Mineralwas-

	gen	ser, das sich auszeichnen muss durch eine ursprüngliche Reinheit. Dieser Hinweis lässt vermuten, dass beim natürlichen Mineralwasser die Qualitätshürden speziell hoch angestzt sind. Um so erstaunlicher ist es, dass in den Listen der zugelassenen Höchstkonzentrationen (Toleranz und Grenzwerte) für das Trinwasser teilweise tiefere bzw. andere Werte aufgeführt sind. Dies gilt namentlich beim Mangan, wo für Trinkwasser ein Toleranzwert von 0.05 mg/kg und beim natürlichen Mineralwasser ein Grenzwert vo 0.5 mg/kg festgehalten wurden, sowie beim Hydrogencyanid (Grenzwert Trinkwasser 0.05 mg/kg, natürliches Mineralwasser0.07 mg/kg) und beim Nitrat (Toleranzwert Trinkwasser 40 mg/kg, natürliches Mineralwasser 50 mg/kg. Zudem sind beim Trinkwasser verschiedene Parameter vorgesehen, die beim natürlichen Mineralwasser fehlen, so beispielsweise beim Ammonium, Benzol, Halogenkohlenwasserstoffe etc. Im Kommentar zur FIV wird auf das TTC- Konzept verwiesen. Aus unserer Sicht wäre es von Vorteil, wenn die Beurteilung der spezifisch geregelten Substanzen auf der Basis des TTC- Konzepts den Interessierten auf einfache Weise zugänglich wären. Der SVGW begrüsst grundsätzlich die Einführung des TTC- Konzepts für die Festlegung der Toleranz- und Grenzwerte bei den organischen chemischen Verbindungen Es ist allerdings notwendig, dass toxikologisch hergeleiteten Höchstwerte als Grenzwerte und nicht als Toleranzwerte festgelegt werden. Bei der Beurteilung der Stoffe ist zusätzlich die Persistenz derselben mitzuberücksichtigen. Damit soll einer möglichen Kumulation solcher Stoffe in der Nahrungsmittelkette vorgebeugt werden können.Grundsätzlich sind tiefe Werte anzustreben, die sich am Vorsorgeprinzip orientieren und die die konsequente Einhaltung der guten landwirtschaftlichen Herstellungspraxis voraussetzen.
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	Generelle Bemerkungen	Eine Übergangsfrist für Grenzwerte von fünf Jahren muss in den Erläuterungen besser begründet werden, da diese Werte definitionsgemäss den Gesundheitsschutz betreffen. "Gesundheitsschutz in fünf Jahren" kann den betroffenen Konsumentinnen und Konsumenten nicht kommuniziert werden.
Staatskanzlei des Kantons Bern	Generelle Bemerkungen	Allgemein begrüssen wir die geplanten Anpassungen. Betreffend Trinkwasser erscheint uns sinvoll: - die Anpassung der Summenparameter und damit verbunden die Aufhebung einiger Anforderungswerte für organische Einzelstoffe - Festsetzung von Höchstwerten für Uran und Arsen auf ein international breit abgestütztes Niveau - Unterscheidung zwischen Leitungs- und Flaschenwasser (erstes als Lebensmittel mit klarer räumlich begrenzter Verteilung, zweites als Exportprodukt, welches EU-konform sein muss)

		- Einführung des TTC-Konzepts für Substanzen unbekannter Toxizität. Zu diesem Punkt sind folgende Anmerkungen zu machen: a) Es muss davor gewarnt werden, einen analytischen Aktivismus zu entfachen und nach allen möglichen Substanzen mit non-target-Analysen zu suchen. Das TTC-Konzept muss vielmehr als wertvolle Grundlage für eine Erstbewertung von Substanzen dienen, welche als „emerging contaminants“ auftauchen. b) Der Toleranzwert für Substanzen ohne genotoxisches Potenzial ist mit 10 Mikrogramm pro Liter sehr hoch angesetzt. Aus humantoxikologischer Sicht ist das absolut gerechtfertigt. Dennoch sollte der neue Toleranzwert nicht dazu verleiten, unterhalb dieser Schwelle keine Massnahmen zu ergreifen. Das Auftreten eines Fremdstoffes sollte auch weiterhin im Sinne der Vorsorge aus ökotoxikologischer Sicht beurteilt werden und Massnahmen zur Belastungssenkung mit den kantonalen Umweltbehörden diskutiert werden. THC-Gehalte: - Die Annäherung der Grenzwerte an die toxikologischen Schwellendaten werden begrüsst. - Aufgrund der bisher gefunden THC-Gehalte in ausgewählen Produkten der letzten Jahr dürfte die Reduktion der Grenzwerte zu keinen grösseren Problemen führen.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Generelle Bemerkungen	Allgemein sind die geplanten Anpassungen zu begrüssen. Hinsichtlich Trinkwasser erscheinen insbesondere sinnvoll: - Die Anpassung der Summenparameter und damit verbunden die Aufhebung einiger Anforderungswerte für organische Einzelstoffe. - Die Unterscheidung zwischen Leitungs- und Flaschenwasser (erstes als Lebensmittel mit klarer räumlich begrenzter Verteilung, zweites als Exportprodukt, welches EU-konform sein muss). - Die Anpassung der Höchstwerte für Mineralwasser an europäische Höchstwerte (ausgenommen Fluorid). - Die ergänzenden Vorgaben an organische chemische Verbindungen mit unbekannter Toxizität, aber bekannter chemischer Struktur (TTC-Konzept) werden grundsätzlich begrüsst. Zum TTC-Konzept sind allerdings folgende Anmerkungen zu machen: a) Es muss davor gewarnt werden, einen analytischen Aktivismus zu entfachen und nach allen möglichen Substanzen mit non-target-Analysen zu suchen. Das TTC-Konzept muss vielmehr als wertvolle Grundlage für eine Erstbewertung von Substanzen dienen, welche als "emerging contaminants“ auftauchen. b) Der Toleranzwert für Substanzen ohne genotoxisches Potenzial ist mit 10 Mikrogramm pro Liter sehr hoch angesetzt. Aus humantoxikologischer Sicht ist das absolut gerechtfertigt. Dennoch sollte der neue Toleranzwert nicht dazu verleiten, unterhalb dieser Schwelle

keine Massnahmen zu ergreifen. Das Auftreten eines Fremdstoffes sollte auch weiterhin im Sinne der Vorsorge aus ökotoxikologischer Sicht beurteilt werden, und Massnahmen zur Belastungssenkung sollten mit den kantonalen Umweltbehörden diskutiert werden.
c) Es ist nicht nachvollziehbar, weshalb toxikologisch hergeleitete Höchstwerte als Toleranzwerte und nicht als Grenzwerte festgelegt werden. Zudem sind die Ergänzungen unvollständig, da die Persistenz von Stoffen nicht berücksichtigt wird. Dadurch wird einer allfälligen Kumulation solcher Stoffe in der Nahrungsmittelkette nicht Rechnung getragen. Auch das Gewässerschutzgesetz verlangt, dass im Grundwasser keine künstlichen, langlebigen Stoffe enthalten sein dürfen. Diese Vorgabe fehlt in der FIV für das Trinkwasser. Gemäss den Erläuterungen gilt das TTC-Konzept nicht für Pestizide und ihre Metabolite. Wird in der Praxis eine neue, bislang unbekannte Verbindung nachgewiesen, ist es nicht a priori eindeutig, ob es sich um ein Abbauprodukt eines Pestizids handelt oder nicht. Somit ist auch die Beurteilungsgrundlage nicht klar. Die Einführung des TTC-Konzeptes ist daher mit nachvollziehbaren Vorgaben an die Höchstkonzentrationen von Pestiziden und ihren Abbauprodukten zu ergänzen. Dies ist auch angezeigt, weil der Begriff "relevanter Metabolit" nicht definiert ist und im Vollzug zu Unsicherheiten führt. Grundsätzlich wollte der Gesetzgeber übermässige Kontaminationen des Trinkwassers mit anthropogenen Stoffen vermeiden (siehe Botschaft zum Lebensmittelgesetz), und zwar unabhängig von ihrer Toxizität. Dies steht im Gegensatz zu den Zulassungsbedingungen von neuen Pestiziden, die von deutlich höheren tolerierbaren Konzentrationen ausgehen. Der Begriff "relevant" kann daher nicht aus den Zulassungsbedingungen von Pflanzenschutzmitteln abgeleitet werden. Der bestehende Toleranzwert von 0.0001 mg/kg für Pestizide ist nicht toxikologisch begründet, sondern er soll dem Vorsorgeprinzip Rechnung tragen. Es ist daher nicht konsequent, wenn für künstliche Abbau- und Reaktionsprodukte dieses Vorsorgeprinzip nicht gelten soll, sondern effektbasierte und damit höhere Werte festgelegt werden. Mit Vorsorgewerten soll verhindert werden, dass unser Grundwasser und unser Trinkwasser nachhaltig mit langlebigen Stoffen verschmutzt werden und dass bei der Aufbereitung von Trinkwasser keine unerwartet humantoxischen Stoffe entstehen. Die Bildung von toxischen Nitrosaminen aus Abbauprodukten von Tolylfluanid und von gefährlichem Azauracil aus Chloridazon Desphenyl sind Beweis dafür, dass eine Vorsorge Sinn macht. Der Gesetzgeber ist in der Pflicht, solchen unerwünschten Effekten vorzubeugen.

Internetlink
Es ist vertretbar, wenn in den Erläuterungen für detaillierte Ausführungen zu den Anpassungen im Bereich Trinkwasser ein Link auf das Internetangebot einer anderen Organisation (EAWAG) aufgeführt wird. Allerdings sollte in diesem Fall sichergestellt werden, dass dieser Partner seine Page nicht verändert und die Seite min-

		destens während der Zeit der Anhörung aktuell hält (Ausgabe am 19.1.2013: 404 – Resource not found URL: http://www.eawag.ch/forschung/cc/ccdw/news/FIV_Aqua_Gas_3_2012.pdf The resource you are looking for is not or no longer available. Please check your request for typing errors and retry.)
Chancellerie d'Etat du Canton du Valais	Generelle Bemerkungen	Concept TTC : la valeur de tolérance fixée à 10 microgrammes par litre est très élevée pour des substances sans potentiel génotoxique. Ceci est absolument justifié pour la toxicologie humaine. Pourtant, la nouvelle valeur de tolérance ne devrait pas inciter à entreprendre des mesures au-dessous de ce seuil. A l'avenir, l'apparition d'une substance étrangère devrait être considéré d'un point de vue écotoxicologique et les mesures à entreprendre pour l'abaissement de ces valeurs devraient être discutées avec les services publics cantonaux en charge de l'environnement. La valeur de tolérance des pesticides existante est de 0.0001 mg/kg ; elle n'est pas justifiée toxicologiquement, mais elle doit tenir compte du principe de précaution. Ainsi, ce n'est pas logique si cette valeur n'est pas valable pour les produits de décomposition artificiels et les produits de réaction.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Generelle Bemerkungen	Allgemein sind die geplanten Anpassungen zu begrüssen. Hinsichtlich Trinkwasser erscheinen insbesondere sinnvoll: - Die Anpassung der Summenparameter und damit verbunden die Aufhebung einiger Anforderungswerte für organische Einzelstoffe. - Die Unterscheidung zwischen Leitungs- und Flaschenwasser (erstes als Lebensmittel mit klarer räumlich begrenzter Verteilung, zweites als Exportprodukt, welches EU-konform sein muss). - Die Anpassung der Höchstwerte für Mineralwasser an europäische Höchstwerte (ausgenommen Fluorid). - Die ergänzenden Vorgaben an organische chemische Verbindungen mit unbekannter Toxizität, aber bekannter chemischer Struktur (TTC-Konzept) werden grundsätzlich begrüsst. Zum TTC-Konzept sind allerdings folgende Anmerkungen zu machen: a) Es muss davor gewarnt werden, einen analytischen Aktivismus zu entfachen und nach allen möglichen Substanzen mit non-target-Analysen zu suchen. Das TTC-Konzept muss vielmehr als wertvolle Grundlage für eine Erstbewertung von Substanzen dienen, welche als "emerging contaminants" auftauchen. b) Der Toleranzwert für Substanzen ohne genotoxisches Potenzial ist mit 10 Mikrogramm pro Liter sehr hoch angesetzt. Aus humantoxikologischer Sicht ist das absolut gerechtfertigt. Dennoch sollte der

neue Toleranzwert nicht dazu verleiten, unterhalb dieser Schwelle keine Massnahmen zu ergreifen. Das Auftreten eines Fremdstoffes sollte auch weiterhin im Sinne der Vorsorge aus ökotoxikologischer Sicht beurteilt werden, und Massnahmen zur Belastungssenkung sollten mit den kantonalen Umweltbehörden diskutiert werden.
c) Es ist nicht nachvollziehbar, weshalb toxikologisch hergeleitete Höchstwerte als Toleranzwerte und nicht als Grenzwerte festgelegt werden. Zudem sind die Ergänzungen unvollständig, da die Persistenz von Stoffen nicht berücksichtigt wird. Dadurch wird einer allfälligen Kumulation solcher Stoffe in der Nahrungsmittelkette nicht Rechnung getragen. Auch das Gewässerschutzgesetz verlangt, dass im Grundwasser keine künstlichen, langlebigen Stoffe enthalten sein dürfen. Diese Vorgabe fehlt in der FIV für das Trinkwasser. Gemäss den Erläuterungen gilt das TTC-Konzept nicht für Pestizide und ihre Metabolite. Wird in der Praxis eine neue, bislang unbekannte Verbindung nachgewiesen, ist es nicht a priori eindeutig, ob es sich um ein Abbauprodukt eines Pestizids handelt oder nicht. Somit ist auch die Beurteilungsgrundlage nicht klar. Die Einführung des TTC-Konzeptes ist daher mit nachvollziehbaren Vorgaben an die Höchstkonzentrationen von Pestiziden und ihren Abbauprodukten zu ergänzen. Dies ist auch angezeigt, weil der Begriff "relevanter Metabolit" nicht definiert ist und im Vollzug zu Unsicherheiten führt. Grundsätzlich wollte der Gesetzgeber übermässige Kontaminationen des Trinkwassers mit anthropogenen Stoffen vermeiden (siehe Botschaft zum Lebensmittelgesetz), und zwar unabhängig von ihrer Toxizität. Dies steht im Gegensatz zu den Zulassungsbedingungen von neuen Pestiziden, die von deutlich höheren tolerierbaren Konzentrationen ausgehen. Der Begriff "relevant" kann daher nicht aus den Zulassungsbedingungen von Pflanzenschutzmitteln abgeleitet werden. Der bestehende Toleranzwert von 0.0001 mg/kg für Pestizide ist nicht toxikologisch begründet, sondern er soll dem Vorsorgeprinzip Rechnung tragen. Es ist daher nicht konsequent, wenn für künstliche Abbau- und Reaktionsprodukte dieses Vorsorgeprinzip nicht gelten soll, sondern effektbasierte und damit höhere Werte festgelegt werden. Mit Vorsorgewerten soll verhindert werden, dass unser Grundwasser und unser Trinkwasser nachhaltig mit langlebigen Stoffen verschmutzt werden und dass bei der Aufbereitung von Trinkwasser keine unerwartet humantoxischen Stoffe entstehen. Die Bildung von toxischen Nitrosaminen aus Abbauprodukten von Tolylfluanid und von gefährlichem Azauracil aus Chloridazon Desphenyl sind Beweis dafür, dass eine Vorsorge Sinn macht. Der Gesetzgeber ist in der Pflicht, solchen unerwünschten Effekten vorzubeugen.

Internetlink
Es ist vertretbar, wenn in den Erläuterungen für detaillierte Ausführungen zu den Anpassungen im Bereich Trinkwasser ein Link auf das Internetangebot einer anderen Organisation (EAWAG) aufgeführt wird. Allerdings sollte in diesem Fall sichergestellt werden,

		dass dieser Partner seine Page nicht verändert und die Seite mindestens während der Zeit der Anhörung aktuell hält
Staatskanzlei des Kantons Schaffhausen	Generelle Bemerkungen	Die ergänzenden Vorgaben an organische chemische Verbindungen mit unbekannter Toxizität, aber bekannter chemischer Struktur (TTC-Konzept) werden grundsätzlich begrüsst. Es ist allerdings nicht nachvollziehbar, weshalb toxikologisch hergeleitete Höchstwerte als Toleranzwerte und nicht als Grenzwerte festgelegt werden. Zudem sind die Ergänzungen unvollständig, da die Persistenz von Stoffen nicht berücksichtigt wird. Dadurch wird einer allfälligen Kumulation solcher Stoffe in der Nahrungsmittelkette nicht Rechnung getragen. Auch das Gewässerschutzgesetz verlangt, dass im Grundwasser keine künstlichen, langlebigen Stoffe enthalten sein dürfen. Diese Vorgabe fehlt in der FIV für das Trinkwasser. Gemäss den Erläuterungen gilt das TTC-Konzept nicht für Pestizide und ihre Metabolite. Wird in der Praxis eine neue, bislang unbekannte Verbindung nachgewiesen, ist es nicht a priori eindeutig, ob es sich um ein Abbauprodukt eines Pestizids handelt oder nicht. Somit ist auch die Beurteilungsgrundlage nicht klar. Die Einführung des TTC-Konzeptes ist daher mit nachvollziehbaren Vorgaben an die Höchstkonzentrationen von Pestiziden und ihren Abbauprodukten zu ergänzen. Dies ist auch angezeigt, weil der Begriff "relevanter Metabolit" nicht definiert ist und im Vollzug zu Unsicherheiten führt. Grundsätzlich wollte der Gesetzgeber übermässige Kontaminationen des Trinkwassers mit anthropogenen Stoffen vermeiden (siehe Botschaft zum Lebensmittelgesetz), und zwar unabhängig von ihrer Toxizität. Dies steht im Gegensatz zu den Zulassungsbedingungen von neuen Pestiziden, die von deutlich höheren tolerierbaren Konzentrationen ausgehen. Der Begriff "relevant" kann daher nicht aus den Zulassungsbedingungen von Pflanzenschutzmitteln abgeleitet werden. Der bestehende Toleranzwert von 0.0001 mg/kg für Pestizide ist nicht toxikologisch begründet, sondern er soll dem Vorsorgeprinzip Rechnung tragen. Es ist daher nicht konsequent, wenn für künstliche Abbau- und Reaktionsprodukte dieses Vorsorgeprinzip nicht gelten soll, sondern effektbasierte und damit höhere Werte festgelegt werden. Mit Vorsorgewerten soll verhindert werden, dass unser Grundwasser und unser Trinkwasser nachhaltig mit langlebigen Stoffen verschmutzt werden und dass bei der Aufbereitung von Trinkwasser keine unerwartet humantoxischen Stoffe entstehen. Die Bildung von toxischen Nitrosaminen aus Abbauprodukten von Tolylfluanid und von gefährlichem Azauracil aus Chloridazon Desphenyl sind Beweis dafür, dass eine Vorsorge Sinn macht. Der Gesetzgeber ist in der Pflicht, solchen unerwünschten Effekten vorzubeugen.
Fédération Romande des Consommateurs	Generelle Bemerkun-	Les consommateurs saluent l"abaissement de la valeur limite pour l"arsenic et du cadmium dans l"eau potable. Toutefois la situation pour les consommateurs n"est pas entièrement satisfaisante tant

FRC	gen	qu"on ne règle pas la qualité de l"eau à la sortie du robinet, donc telle qu"elle est réellement consommée. Il est regrettable que l"eau minérale naturelle puisse être traitée à l"air enrichi en ozone. Les consommateurs ne s"attendent pas à ce que leur eau minérale naturelle puisse avoir subi ce genre de traitement ni à ce qu"il puisse laisser des traces. Les consommateurs saluent l"introduction du concept TTC. Il n"est par contre pas compréhensible pourquoi la valeur indiquée pour les substances potentiellement génotoxiques soit une valeur de tolérance et non une valeur limite. Tout doit être mis en oeuvre pour exclure la pollution de l"eau potable avec ces substances et le principe de précaution est à appliquer.
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Generelle Bemerkungen	Les consommateurs saluent l"abaissement de la valeur limite pour l"arsenic et du cadmium dans l"eau potable. Toutefois la situation pour les consommateurs n"est pas entièrement satisfaisante tant qu"on ne règle pas la qualité de l"eau à la sortie du robinet, donc telle qu"elle est réellement consommée. Il est regrettable que l"eau minérale naturelle puisse être traitée à l"air enrichi en ozone. Les consommateurs ne s"attendent pas à ce que leur eau minérale naturelle puisse avoir subi ce genre de traitement ni à ce qu"il puisse laisser des traces. Les consommateurs saluent l"introduction du concept TTC. Il n"est par contre pas compréhensible pourquoi la valeur indiquée pour les substances potentiellement génotoxiques soit une valeur de tolérance et non une valeur limite. Tout doit être mis en oeuvre pour exclure la pollution de l"eau potable avec ces substances et le principe de précaution est à appliquer.
Gastrosuisse	Generelle Bemerkungen	Keine Bemerkungen. Die geplanten Änderungen beziehen sich auf das Trinkwasser. Deren Fremd- und Inhaltsstoffe wird nicht durch das Gastgewerbe sondern durch die Trinkwasserversorger beeinflusst
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	Generelle Bemerkungen	De manière générale, nous saluons les adaptations proposées. En ce qui concerne l'eau potable, il nous paraît particulièrement important : - de distinguer l'eau de conduite et l'eau en bouteille, laquelle doit répondre aux exigences de l'UE. - d'adapter les valeurs maximales pour l'eau minérale aux valeurs européennes (hormis le fluorure) ; - de relever l'introduction de dispositions pour les composés organiques dont la toxicité est inconnue mais dont la structure chimique est connue (concept TTC). Certaines remarques doivent toutefois être faites au sujet du

		concept TTC. Nous renvoyons également aux remarques faites par l'ACCS/VKCS.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Generelle Bemerkungen	Les consommateurs saluent l"abaissement de la valeur limite pour l"arsenic et du cadmium dans l"eau potable. Toutefois la situation pour les consommateurs n"est pas entièrement satisfaisante tant qu"on ne règle pas la qualité de l"eau à la sortie du robinet, donc telle qu"elle est réellement consommée. Il est regrettable que l"eau minérale naturelle puisse être traitée à l"air enrichi en ozone. Les consommateurs ne s"attendent pas à ce que leur eau minérale naturelle puisse avoir subi ce genre de traitement ni à ce qu"il puisse laisser des traces. Les consommateurs saluent l"introduction du concept TTC. Il n"est par contre pas compréhensible pourquoi la valeur indiquée pour les substances potentiellement génotoxiques soit une valeur de tolérance et non une valeur limite. Tout doit être mis en oeuvre pour exclure la pollution de l"eau potable avec ces substances et le principe de précaution est à appliquer.
SVGW	Generelle Bemerkungen	Art. 12 der Verordnung des EDI über Trink-, Quell- und Mineralwasser umschreibt die Anforderungen an natürliches Mineralwasser, das sich auszeichnen muss durch eine ursprüngliche Reinheit. Dieser Hinweis lässt vermuten, dass beim natürlichen Mineralwasser die Qualitätshürden speziell hoch angestzt sind. Um so erstaunlicher ist es, dass in den Listen der zugelassenen Höchstkonzentrationen (Toleranz und Grenzwerte) für das Trinwasser teilweise tiefere bzw. andere Werte aufgeführt sind. Dies gilt namentlich beim Mangan, wo für Trinkwasser ein Toleranzwert von 0.05 mg/kg und beim natürlichen Mineralwasser ein Grenzwert vo 0.5 mg/kg festgehalten wurden, sowie beim Hydrogencyanid (Grenzwert Trinkwasser 0.05 mg/kg, natürliches Mineralwasser0.07 mg/kg) und beim Nitrat (Toleranzwert Trinkwasser 40 mg/kg, natürliches Mineralwasser 50 mg/kg. Zudem sind beim Trinkwasser verschiedene Parameter vorgesehen, die beim natürlichen Mineralwasser fehlen, so beispielsweise beim Ammonium, Benzol, Halogenkohlenwasserstoffe etc. Im Kommentar zur FIV wird auf das TTC- Konzept verwiesen. Aus unserer Sicht wäre es von Vorteil, wenn die Beurteilung der spezifisch geregelten Substanzen auf der Basis des TTC- Konzepts den Interessierten auf einfache Weise zugänglich wären. Der SVGW begrüsst grundsätzlich die Einführung des TTC- Konzepts für die Festlegung der Toleranz- und Grenzwerte bei den organischen chemischen Verbindungen Es ist allerdings notwendig, dass toxikologisch hergeleiteten Höchstwerte als Grenzwerte und nicht als Toleranzwerte festgelegt werden. Bei der Beurteilung der

		Stoffe ist zusätzlich die Persistenz derselben mitzuberücksichtigen. Damit soll einer möglichen Kumulation solcher Stoffe in der Nahrungsmittelkette vorgebeugt werden können.Grundsätzlich sind tiefe Werte anzustreben, die sich am Vorsorgeprinzip orientieren und die die konsequente Einhaltung der guten landwirtschaftlichen Herstellungspraxis voraussetzen.
Verband Schweiz. Mineralquellen und Soft Drink-Produzenten (SMS)	Generelle Bemerkungen	Die EAWAG-Linie, welche vertreten wird, dürfte für die öffentlichen Wasserversorger gravierende Auswirkungen haben.
Schweizer Brauerei-Verband	Generelle Bemerkungen	Die EAWAG-Linie, welche vertreten wird, dürfte für die öffentlichen Wasserversorger gravierende Auswirkungen haben.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Generelle Bemerkungen	Allgemein sind die geplanten Anpassungen zu begrüssen. Hinsichtlich Trinkwasser erscheinen insbesondere sinnvoll: - Die Anpassung der Summenparameter und damit verbunden die Aufhebung einiger Anforderungswerte für organische Einzelstoffe. - Die Unterscheidung zwischen Leitungs- und Flaschenwasser (erstes als Lebensmittel mit klarer räumlich begrenzter Verteilung, zweites als Exportprodukt, welches EU-konform sein muss). - Die Anpassung der Höchstwerte für Mineralwasser an europäische Höchstwerte (ausgenommen Fluorid). - Die ergänzenden Vorgaben an organische chemische Verbindungen mit unbekannter Toxizität, aber bekannter chemischer Struktur (TTC-Konzept) werden grundsätzlich begrüsst. Zum TTC-Konzept sind allerdings folgende Anmerkungen zu machen: a) Es muss davor gewarnt werden, einen analytischen Aktivismus zu entfachen und nach allen möglichen Substanzen mit non-target-Analysen zu suchen. Das TTC-Konzept muss vielmehr als wertvolle Grundlage für eine Erstbewertung von Substanzen dienen, welche als "emerging contaminants“ auftauchen. b) Der Toleranzwert für Substanzen ohne genotoxisches Potenzial ist mit 10 Mikrogramm pro Liter sehr hoch angesetzt. Aus humantoxikologischer Sicht ist das absolut gerechtfertigt. Dennoch sollte der neue Toleranzwert nicht dazu verleiten, unterhalb dieser Schwelle keine Massnahmen zu ergreifen. Das Auftreten eines Fremdstoffes sollte auch weiterhin im Sinne der Vorsorge aus ökotoxikologischer Sicht beurteilt werden, und Massnahmen zur Belastungssenkung sollten mit den kantonalen Umweltbehörden diskutiert werden. c) Es ist nicht nachvollziehbar, weshalb toxikologisch hergeleitete Höchstwerte als Toleranzwerte und nicht als Grenzwerte festgelegt

werden. Zudem sind die Ergänzungen unvollständig, da die Persistenz von Stoffen nicht berücksichtigt wird. Dadurch wird einer allfälligen Kumulation solcher Stoffe in der Nahrungsmittelkette nicht Rechnung getragen. Auch das Gewässerschutzgesetz verlangt, dass im Grundwasser keine künstlichen, langlebigen Stoffe enthalten sein dürfen. Diese Vorgabe fehlt in der FIV für das Trinkwasser. Gemäss den Erläuterungen gilt das TTC-Konzept nicht für Pestizide und ihre Metabolite. Wird in der Praxis eine neue, bislang unbekannte Verbindung nachgewiesen, ist es nicht a priori eindeutig, ob es sich um ein Abbauprodukt eines Pestizids handelt oder nicht. Somit ist auch die Beurteilungsgrundlage nicht klar. Die Einführung des TTC-Konzeptes ist daher mit nachvollziehbaren Vorgaben an die Höchstkonzentrationen von Pestiziden und ihren Abbauprodukten zu ergänzen. Dies ist auch angezeigt, weil der Begriff "relevanter Metabolit" nicht definiert ist und im Vollzug zu Unsicherheiten führt. Grundsätzlich wollte der Gesetzgeber übermässige Kontaminationen des Trinkwassers mit anthropogenen Stoffen vermeiden (siehe Botschaft zum Lebensmittelgesetz), und zwar unabhängig von ihrer Toxizität. Dies steht im Gegensatz zu den Zulassungsbedingungen von neuen Pestiziden, die von deutlich höheren tolerierbaren Konzentrationen ausgehen. Der Begriff "relevant" kann daher nicht aus den Zulassungsbedingungen von Pflanzenschutzmitteln abgeleitet werden. Der bestehende Toleranzwert von 0.0001 mg/kg für Pestizide ist nicht toxikologisch begründet, sondern er soll dem Vorsorgeprinzip Rechnung tragen. Es ist daher nicht konsequent, wenn für künstliche Abbau- und Reaktionsprodukte dieses Vorsorgeprinzip nicht gelten soll, sondern effektbasierte und damit höhere Werte festgelegt werden. Mit Vorsorgewerten soll verhindert werden, dass unser Grundwasser und unser Trinkwasser nachhaltig mit langlebigen Stoffen verschmutzt werden und dass bei der Aufbereitung von Trinkwasser keine unerwartet humantoxischen Stoffe entstehen. Die Bildung von toxischen Nitrosaminen aus Abbauprodukten von Tolylfluanid und von gefährlichem Azauracil aus Chloridazon Desphenyl sind Beweis dafür, dass eine Vorsorge Sinn macht. Der Gesetzgeber ist in der Pflicht, solchen unerwünschten Effekten vorzubeugen.

Internetlink
Es ist vertretbar, wenn in den Erläuterungen für detaillierte Ausführungen zu den Anpassungen im Bereich Trinkwasser ein Link auf das Internetangebot einer anderen Organisation (EAWAG) aufgeführt wird. Allerdings sollte in diesem Fall sichergestellt werden, dass dieser Partner seine Page nicht verändert und die Seite mindestens während der Zeit der Anhörung aktuell hält (Ausgabe am 19.1.2013: 404 – Resource not found
URL:
http://www.eawag.ch/forschung/cc/ccdw/news/FIV_Aqua_Gas_3_2012.pdf
The resource you are looking for is not or no longer available.

Please check your request for typing errors and retry.)

Staatskanzlei des Kantons Obwalden	Liste 2	Einführung eines Grenzwertes für Uran in Trinkwasser sowie die Herabsetzung des geltenden Grenzwertes für Arsen von 0.05 mg/l auf 0.01 mg/l im Trinkwasser. Trinkwasserverantwortliche (in der Regel die Gemeinden), die arsenhaltige Quellen besitzen und bereits grosse Anstrengungen unternommen haben, um den zur Zeit gültigen Grenzwert von 0.05 mg/l einzuhalten, stellt diese Verschärfung des Grenzwertes für Arsen vor grosse Probleme. Es wird nicht mehr überall möglich sein, durch Entfernen arsenhaltiger Quellen vom Trinkwassernetz oder durch Zumischen von Trinkwasser, das nicht arsenhaltig ist, den vorgesehenen Grenzwert von 0.01 mg/l einzuhalten. Es werden erhebliche finanzielle Investitionen (Aufbereitungsverfahren) notwendig sein, um den geforderten Grenzwert einzuhalten. Das BAG ging bislang davon aus, dass mit einem Grenzwert von 0.05 mg/l ein ausreichender Gesundheitsschutz für die Konsumenten besteht. Eine Studie aus dem Jahre 2005 betreffend den Arsengehalt im Walliser Trinkwasser bestätigt dies (Brüschweiler, B. J. et al. (2005): Occurence of arsenic in drinking water of the canton of Valais – Part II: Epidemiological comparison between arsenic concentrations and cancer incidence rates. Mitt. Lebensm. Hyg. 96: 106–117). Von der Herabsetzung des Arsen-Grenzwertes sind im Wallis zurzeit mindestens 12 Gemeinden betroffen. Es ist gut abzuwägen, ob das Verhältnis von Kosten und Nutzen in diesem Fall stimmt. In die Erwägungen einzubeziehen ist zudem: Bei einem lokal konsumierten Produkt wie Leitungswasser besteht kein unmittelbarer Druck, Höchstwerte an ausländische Anforderungen anzupassen. Die Senkung des Arsen-Grenzwertes für Trinkwasser sollte vielmehr nur dann vorgenommen werden, wenn sie aus toxikologischen Gründen zwingend erscheint. Leider sind die wissenschaftlichen Grundlagen für die Postulierung eines neuen Arsen-Grenzwertes immer noch unbefriedigend. Sowohl die Auftrags-Analyse des BfR 20051) als auch die EFSA-Studie 20092) kommen zum Schluss, dass hinsichtlich Arsen (in all seinen Formen) in Lebensmitteln hinsichtlich Verzehrsmengen und hinsichtlich Vorgehensweise zur toxikologischen Ableitung von Arsen-Höchst-werten keine ausreichenden wissenschaftlichen Grundlagen vorliegen. Auch wenn ein Minimierungsgebot für anorganisches Arsen gilt, so fehlt doch letztlich eine überzeugende toxikologische Be¬wertung und Begründung des neuen Grenzwertes angesichts der wenig konsistenten international verfügbaren Studien und der fehlenden spezifischen Daten für die Bevölkerung der betroffenen Gebiete (beispielsweise Konsumgewohnheiten und Arsengehalte der konsumierten Lebensmittel für die betreffenden Gebiete der Schweiz).	Der neue Grenzwert für Arsen im Trinkwasser ist zu überdenken. Es ist dabei auch zu überprüfen, wieweit die Senkung des Arsen-Grenzwertes für Trinkwasser bei den Schweizerischen Gegebenheiten (Expositions¬wege, Lebens- und Ernährungsgewohnheiten etc.) gerechtfertigt und - aus toxikologischer Sicht - zwingend ist

		1) FoBiG, 2005. Umweltforschungsplan des Bundesministeriums für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit. Verfahren zur Ableitung von Höchstgehalten für krebserzeugende Umweltkontaminaten in Lebensmitteln. Endbericht. Forschungs- und Beartungsinstitut für Risikobewertung, Freiburg i. Br., im Auftrag des Bundesinsituts für Risikobewertung. 2) European Food Safety Authority, 2009. Scientific Opinion on Arsenic in Food. EFSA Panel on Contaminants in the Food Chain (CONTAM). EFSA Journal 2009; 7(10):1351	
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	Liste 2	Für bisher nicht spezifisch geregelte Substanzen, die neu mit dem TTC-Konzept geregelt werden, sind tiefere verbindliche Werte als die momentan im TTC-Konzept festgelegten einzuführen. Im Rahmen der guten Herstellungspraxis geht es darum, einen künstlichen Eintrag von "nicht spezifisch geregelten Substanzen" ins Trinkwasser zu minimieren. Der Toleranzwert für nicht spezifisch geregelte Substanzen sollte auf 100 ng/l festgelegt werden.	Tieferen Toleranzwert festlegen: “Spalte 1: Organische chemische Verbindung mit unbekannter Toxizität, aber bekannter chemischer Struktur, ohne strukturelle Hinweise auf ein genotoxisches Potential Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg”
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Liste 2	Grenzwert für Blei in Trinkwasser: Die Bemerkung zum Probenahmeverfahren "ab Wasserhahnen, nach 5 Minuten laufen lassen" entspricht nicht dem typischen Konsumverhalten und ist daher aus Sicht des Gesundheitsschutzes nicht zweckmässig. Erfahrungsgemäss geht die stärkste Belastung der Konsumenten mit Blei aus Trinkwasser von bleilässigen Armaturen aus. Beim vorgeschlagenen Probenahmeverfahren wird die Migration von Blei aus Armaturen nicht erfasst.	Die Bemerkung "ab Wasserhahnen, nach 5 Minuten laufen lassen" sei zu streichen und durch eine realistische Anforderung zu ersetzen. Es gilt auch die EU-Trinkwasserrichtlinie Nr. 98/83/EG vom 3. November 1998 über die Qualität von Wasser für den menschlichen Gebrauch zu beachten: "Der Wert gilt für eine Probe von Wasser für den menschlichen Gebrauch, die mit einem geeigneten Probenahmeverfahren an der Wasserentnahmestelle in der Weise entnommen wird, dass sich eine für die durchschnittliche wöchentliche Wasseraufnahme durch Verbraucher repräsentative Probe ergibt.“
Standeskanzlei des Kantons Uri	Liste 2	Einführung eines Grenzwertes für Uran in Trinkwasser sowie die Herabsetzung des geltenden Grenzwertes für Arsen von 0.05 mg/l auf 0.01 mg/l im Trinkwasser. Trinkwasserverantwortliche (in der Regel die Gemeinden), die arsenhaltige Quellen besitzen und bereits grosse Anstrengungen unternommen haben, um den zur Zeit gültigen Grenzwert von 0.05 mg/l einzuhalten, stellt diese Verschärfung des Grenzwertes für Arsen vor grosse Probleme. Es wird nicht mehr überall möglich sein, durch Entfernen arsenhaltiger Quellen vom Trinkwassernetz oder durch Zumischen von Trinkwasser, das nicht arsenhaltig ist, den vorgesehenen Grenzwert von 0.01 mg/l einzuhalten. Es werden erhebliche finanzielle Investitionen (Aufbereitungsverfahren) notwendig sein, um den geforderten Grenzwert einzuhalten. Das BAG ging bislang davon aus, dass mit einem Grenzwert von 0.05 mg/l ein ausreichender Gesundheitsschutz für die Konsumenten besteht. Eine Studie aus dem Jahre 2005 betreffend den Arsengehalt im Walliser Trinkwasser bestätigt dies (Brüschweiler, B. J. et al. (2005): Occurence of arsenic in drinking water of the canton	Der neue Grenzwert für Arsen im Trinkwasser ist zu überdenken. Es ist dabei auch zu überprüfen, wieweit die Senkung des Arsen-Grenzwertes für Trinkwasser bei den Schweizerischen Gegebenheiten (Expositions-wege, Lebens- und Ernährungsgewohnheiten etc.) gerechtfertigt und - aus toxikologischer Sicht - zwingend ist. Die Bemerkung "ab Wasserhahnen, nach 5 Minuten laufen lassen" sei zu streichen und durch eine realistische Anforderung zu ersetzen. Es gilt auch die EU-Trinkwasserrichtlinie Nr. 98/83/EG vom 3. November 1998 über die Qualität von Wasser für den menschlichen Gebrauch zu beachten: "Der Wert gilt für eine Probe von Wasser für den menschlichen Gebrauch, die mit einem geeigneten Probenahmeverfahren an der Wasserent-nahmestelle in der Weise entnommen wird, dass sich eine für die durchschnittliche wöchentliche Wasseraufnahme durch Verbraucher repräsentative Probe ergibt.“

		of Valais – Part II: Epidemiological comparison between arsenic concentrations and cancer incidence rates. Mitt. Lebensm. Hyg. 96: 106–117). Von der Herabsetzung des Arsen-Grenzwertes sind im Wallis zurzeit mindestens 12 Gemeinden betroffen. Es ist gut abzuwägen, ob das Verhältnis von Kosten und Nutzen in diesem Fall stimmt. In die Erwägungen einzubeziehen ist zudem: Bei einem lokal konsumierten Produkt wie Leitungswasser besteht kein unmittelbarer Druck, Höchstwerte an ausländische Anforderungen anzupassen. Die Senkung des Arsen-Grenzwertes für Trinkwasser sollte vielmehr nur dann vorgenommen werden, wenn sie aus toxikologischen Gründen zwingend erscheint. Leider sind die wissenschaftlichen Grundlagen für die Postulierung eines neuen Arsen-Grenzwertes immer noch unbefriedigend. Sowohl die Auftrags-Analyse des BfR 20051) als auch die EFSA-Studie 20092) kommen zum Schluss, dass hinsichtlich Arsen (in all seinen Formen) in Lebensmitteln hinsichtlich Verzehrsmengen und hinsichtlich Vorgehensweise zur toxikologischen Ableitung von Arsen-Höchst-werten keine ausreichenden wissenschaftlichen Grundlagen vorliegen. Auch wenn ein Minimierungsgebot für anorganisches Arsen gilt, so fehlt doch letztlich eine überzeugende toxikologische Be-wertung und Begründung des neuen Grenzwertes angesichts der wenig konsistenten international verfügbaren Studien und der fehlenden spezifischen Daten für die Bevölkerung der betroffenen Gebiete (beispielsweise Konsumgewohnheiten und Arsengehalte der konsumierten Lebensmittel für die betreffenden Gebiete der Schweiz). 1) FoBiG, 2005. Umweltforschungsplan des Bundesministeriums für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit. Verfahren zur Ableitung von Höchstgehalten für krebserzeugende Umweltkontaminaten in Lebensmitteln. Endbericht. Forschungs- und Beartungsinstitut für Risikobewertung, Freiburg i. Br., im Auftrag des Bundesinsituts für Risikobewertung. 2) European Food Safety Authority, 2009. Scientific Opinion on Arsenic in Food. EFSA Panel on Contaminants in the Food Chain (CONTAM). Grenzwert für Blei in Trinkwasser: Die Bemerkung zum Probenahmeverfahren "ab Wasserhahnen, nach 5 Minuten laufen lassen" entspricht nicht dem typischen Konsumverhalten und ist daher aus Sicht des Gesundheitsschutzes nicht zweckmässig. Erfahrungsgemäss geht die stärkste Belastung der Konsumenten mit Blei aus Trinkwasser von bleilässigen Armaturen aus. Beim vorgeschlagenen Probenahmeverfahren wird die Migration von Blei aus Armaturen nicht erfasst.	
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Liste 2	Einführung eines Grenzwertes für Uran in Trinkwasser sowie die Herabsetzung des geltenden Grenzwertes für Arsen von 0.05 mg/l auf 0.01 mg/l im Trinkwasser.	Der neue Grenzwert für Arsen im Trinkwasser ist zu überdenken. Es ist dabei auch zu überprüfen, wieweit die Senkung des Arsen-Grenzwertes für Trinkwasser bei den Schweizerischen Gegebenheiten (Expositions¬wege, Lebens- und Ernährungs-

Trinkwasserverantwortliche (in der Regel die Gemeinden), die arsenhaltige Quellen besitzen und bereits grosse Anstrengungen unternommen haben, um den zur Zeit gültigen Grenzwert von 0.05 mg/l einzuhalten, stellt diese Verschärfung des Grenzwertes für Arsen vor grosse Probleme. Es wird nicht mehr überall möglich sein, durch Entfernen arsenhaltiger Quellen vom Trinkwassernetz oder durch Zumischen von Trinkwasser, das nicht arsenhaltig ist, den vorgesehenen Grenzwert von 0.01 mg/l einzuhalten. Es werden erhebliche finanzielle Investitionen (Aufbereitungsverfahren) notwendig sein, um den geforderten Grenzwert einzuhalten.
Das BAG ging bislang davon aus, dass mit einem Grenzwert von 0.05 mg/l ein ausreichender Gesundheitsschutz für die Konsumenten besteht. Eine Studie aus dem Jahre 2005 betreffend den Arsengehalt im Walliser Trinkwasser bestätigt dies (Brüschweiler, B. J. et al. (2005): Occurence of arsenic in drinking water of the canton of Valais – Part II: Epidemiological comparison between arsenic concentrations and cancer incidence rates. Mitt. Lebensm. Hyg. 96: 106–117). Von der Herabsetzung des Arsen-Grenzwertes sind im Wallis zurzeit mindestens 12 Gemeinden betroffen. Es ist gut abzuwägen, ob das Verhältnis von Kosten und Nutzen in diesem Fall stimmt.
In die Erwägungen einzubeziehen ist zudem: Bei einem lokal konsumierten Produkt wie Leitungswasser besteht kein unmittelbarer Druck, Höchstwerte an ausländische Anforderungen anzupassen. Die Senkung des Arsen-Grenzwertes für Trinkwasser sollte vielmehr nur dann vorgenommen werden, wenn sie aus toxikologischen Gründen zwingend erscheint.
Leider sind die wissenschaftlichen Grundlagen für die Postulierung eines neuen Arsen-Grenzwertes immer noch unbefriedigend. Sowohl die Auftrags-Analyse des BfR 20051) als auch die EFSA-Studie 20092) kommen zum Schluss, dass hinsichtlich Arsen (in all seinen Formen) in Lebensmitteln hinsichtlich Verzehrsmengen und hinsichtlich Vorgehensweise zur toxikologischen Ableitung von Arsen-Höchst-werten keine ausreichenden wissenschaftlichen Grundlagen vorliegen. Auch wenn ein Minimierungsgebot für anorganisches Arsen gilt, so fehlt doch letztlich eine überzeugende toxikologische Be¬wertung und Begründung des neuen Grenzwertes angesichts der wenig konsistenten international verfügbaren Studien und der fehlenden spezifischen Daten für die Bevölkerung der betroffenen Gebiete (beispielsweise Konsumgewohnheiten und Arsengehalte der konsumierten Lebensmittel für die betreffenden Gebiete der Schweiz).

1) FoBiG, 2005. Umweltforschungsplan des Bundesministeriums für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit. Verfahren zur Ableitung von Höchstgehalten für krebserzeugende Umweltkontaminaten in Lebensmitteln. Endbericht. Forschungs- und Beartungsinstitut für Risikobewertung, Freiburg i. Br., im Auftrag des Bundesinsituts für Risikobewertung.

gewohnheiten etc.) gerechtfertigt und - aus toxikologischer Sicht - zwingend ist.

		2) European Food Safety Authority, 2009. Scientific Opinion on Arsenic in Food. EFSA Panel on Contaminants in the Food Chain (CONTAM). EFSA Journal 2009; 7(10):1351	
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Liste 2	Grenzwert für Blei in Trinkwasser: Die Bemerkung zum Probenahmeverfahren "ab Wasserhahnen, nach 5 Minuten laufen lassen" entspricht nicht dem typischen Konsumverhalten und ist daher aus Sicht des Gesundheitsschutzes nicht zweckmässig. Erfahrungsgemäss geht die stärkste Belastung der Konsumenten mit Blei aus Trinkwasser von bleilässigen Armaturen aus. Beim vorgeschlagenen Probenahmeverfahren wird die Migration von Blei aus Armaturen nicht erfasst.	Die Bemerkung "ab Wasserhahnen, nach 5 Minuten laufen lassen" sei zu streichen und durch eine realistische Anforderung zu ersetzen. Es gilt auch die EU-Trinkwasserrichtlinie Nr. 98/83/EG vom 3. November 1998 über die Qualität von Wasser für den menschlichen Gebrauch zu beachten: "Der Wert gilt für eine Probe von Wasser für den menschlichen Gebrauch, die mit einem geeigneten Probenahmeverfahren an der Wasserentnahmestelle in der Weise entnommen wird, dass sich eine für die durchschnittliche wöchentliche Wasseraufnahme durch Verbraucher repräsentative Probe ergibt.“
SVGW	Liste 2	Für Uran ist ein Grenzwert von 0.03 mg/kg vorgesehen. Die Vertreter der grösseren Wasserversorgungen haben sich dafür ausgesprochen, einen Grenzwert von 0.01 mg/kg zu fordern. Sie begründeten diese Forderung wie folgt: „Der vorgesehen Grenzwert des BAG von 30 µg/l wird mit der WHO-Guidance, die denselben Wert vorgibt, begründet. Dieser Wert ist auch nach den Ausführungen von des EFSA (European Food Safety Authority) toxikologisch begründbar. EFSA macht jedoch den Hinweis, dass ein Grenzwert von 30 µg/l allenfalls bei Kleinkindern so hoch ist, dass der TDI (Tolerance of Daily Intake) von 0.6 µg/kg Körpergewicht überschritten werden kann. Deutschland hat deshalb den Grenzwert auf 10 µg/l festgelegt. Damit ist der Grenzwert für Trinkwasser (ausgenommen in Spezialfällen) auch für Kleinkinder genügend tief angesetzt.	
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	Liste 2	Grenzwert für Blei in Trinkwasser: Die unter "Bemerkung" aufgeführte Anweisung zum Probenahmeverfahren "ab Wasserhahnen, nach 5 Minuten laufen lassen" entspricht nicht dem zu erwartenden Verhalten der Konsumentinnen und Konsumenten und ist daher aus Sicht des Gesundheitsschutzes nicht zweckmässig. Erfahrungsgemäss geht die stärkste Belastung mit Blei von Trinkwasser aus bleilässigen Armaturen aus. Beim vorgeschlagenen Probenahmeverfahren wird die Migration von Blei aus Armaturen kaum erfasst. Diese Bestimmung widerspricht auch der Anmerkung 3 im Anhang 1 Teil B der Richtlinie Nr. 98/83/EG vom 3. November 1998 über die Qualität von Wasser für den menschlichen Gebrauch: "Der Wert gilt für eine Probe von Wasser für den menschlichen Gebrauch, die mit einem geeigneten Probenahmeverfahren an der Wasserent-	Anmerkung streichen und Anmerkung 3 im Anhang 1 Teil B der Richtlinie 98/83/EG vom 3. November 1998 über die Qualität von Wasser für den menschlichen Gebrauch übernehmen: "Der Wert gilt für eine Probe von Wasser für den menschlichen Gebrauch, die mit einem geeigneten Probenahmeverfahren an der Wasserentnahmestelle in der Weise entnommen wird, dass sich eine für die durchschnittliche wöchentliche Wasseraufnahme durch Verbraucher repräsentative Probe ergibt."

		nahmestelle in der Weise entnommen wird, dass sich eine für die durchschnittliche wöchentliche Wasseraufnahme durch Verbraucher repräsentative Probe ergibt." Die Einführung eines Zahlenwertes aus der Europäischen Union unter Veränderung des Probenahmeverfahrens führt zu einer grundsätzlich unterschiedlichen Beurteilung und ist deshalb nicht zweckmässig.	
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Liste 2	Einführung eines Grenzwertes für Uran in Trinkwasser sowie die Herabsetzung des geltenden Grenzwertes für Arsen von 0.05 mg/l auf 0.01 mg/l im Trinkwasser. Trinkwasserverantwortliche (in der Regel die Gemeinden), die arsenhaltige Quellen besitzen und bereits grosse Anstrengungen unternommen haben, um den zur Zeit gültigen Grenzwert von 0.05 mg/l einzuhalten, stellt diese Verschärfung des Grenzwertes für Arsen vor grosse Probleme. Es wird nicht mehr überall möglich sein, durch Entfernen arsenhaltiger Quellen vom Trinkwassernetz oder durch Zumischen von Trinkwasser, das nicht arsenhaltig ist, den vorgesehenen Grenzwert von 0.01 mg/l einzuhalten. Es werden erhebliche finanzielle Investitionen (Aufbereitungsverfahren) notwendig sein, um den geforderten Grenzwert einzuhalten. Das BAG ging bislang davon aus, dass mit einem Grenzwert von 0.05 mg/l ein ausreichender Gesundheitsschutz für die Konsumenten besteht. Eine Studie aus dem Jahre 2005 betreffend den Arsengehalt im Walliser Trinkwasser bestätigt dies (Brüschweiler, B. J. et al. (2005): Occurence of arsenic in drinking water of the canton of Valais – Part II: Epidemiological comparison between arsenic concentrations and cancer incidence rates. Mitt. Lebensm. Hyg. 96: 106–117). Von der Herabsetzung des Arsen-Grenzwertes sind im Wallis zurzeit mindestens 12 Gemeinden betroffen. Es ist gut abzuwägen, ob das Verhältnis von Kosten und Nutzen in diesem Fall stimmt. In die Erwägungen einzubeziehen ist zudem: Bei einem lokal konsumierten Produkt wie Leitungswasser besteht kein unmittelbarer Druck, Höchstwerte an ausländische Anforderungen anzupassen. Die Senkung des Arsen-Grenzwertes für Trinkwasser sollte vielmehr nur dann vorgenommen werden, wenn sie aus toxikologischen Gründen zwingend erscheint. Leider sind die wissenschaftlichen Grundlagen für die Postulierung eines neuen Arsen-Grenzwertes immer noch unbefriedigend. Sowohl die Auftrags-Analyse des BfR 20051) als auch die EFSA-Studie 20092) kommen zum Schluss, dass hinsichtlich Arsen (in all seinen Formen) in Lebensmitteln hinsichtlich Verzehrsmengen und hinsichtlich Vorgehensweise zur toxikologischen Ableitung von Arsen-Höchst-werten keine ausreichenden wissenschaftlichen Grundlagen vorliegen. Auch wenn ein Minimierungsgebot für anorganisches Arsen gilt, so fehlt doch letztlich eine überzeugende toxikologische Be¬wertung und Begründung des neuen Grenzwertes angesichts der wenig konsistenten international verfügbaren	Der neue Grenzwert für Arsen im Trinkwasser ist zu überdenken. Es ist dabei auch zu überprüfen, wieweit die Senkung des Arsen-Grenzwertes für Trinkwasser bei den Schweizerischen Gegebenheiten (Expositions¬wege, Lebens- und Ernährungsgewohnheiten etc.) gerechtfertigt und - aus toxikologischer Sicht - zwingend ist.

		Studien und der fehlenden spezifischen Daten für die Bevölkerung der betroffenen Gebiete (beispielsweise Konsumgewohnheiten und Arsengehalte der konsumierten Lebensmittel für die betreffenden Gebiete der Schweiz). 1) FoBiG, 2005. Umweltforschungsplan des Bundesministeriums für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit. Verfahren zur Ableitung von Höchstgehalten für krebserzeugende Umweltkontaminaten in Lebensmitteln. Endbericht. Forschungs- und Beartungsinstitut für Risikobewertung, Freiburg i. Br., im Auftrag des Bundesinsituts für Risikobewertung. 2) European Food Safety Authority, 2009. Scientific Opinion on Arsenic in Food. EFSA Panel on Contaminants in the Food Chain (CONTAM). EFSA Journal 2009; 7(10):1351	
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Liste 2	Grenzwert für Blei in Trinkwasser: Die Bemerkung zum Probenahmeverfahren "ab Wasserhahnen, nach 5 Minuten laufen lassen" entspricht nicht dem typischen Konsumverhalten und ist daher aus Sicht des Gesundheitsschutzes nicht zweckmässig. Erfahrungsgemäss geht die stärkste Belastung der Konsumenten mit Blei aus Trinkwasser von bleilässigen Armaturen aus. Beim vorgeschlagenen Probenahmeverfahren wird die Migration von Blei aus Armaturen nicht erfasst.	Die Bemerkung "ab Wasserhahnen, nach 5 Minuten laufen lassen" sei zu streichen und durch eine realistische Anforderung zu ersetzen. Es gilt auch die EU-Trinkwasserrichtlinie Nr. 98/83/EG vom 3. November 1998 über die Qualität von Wasser für den menschlichen Gebrauch zu beachten: "Der Wert gilt für eine Probe von Wasser für den menschlichen Gebrauch, die mit einem geeigneten Probenahmeverfahren an der Wasserentnahmestelle in der Weise entnommen wird, dass sich eine für die durchschnittliche wöchentliche Wasseraufnahme durch Verbraucher repräsentative Probe ergibt.“
Chancellerie d’Etat du Canton du Valais	Liste 2	Introduction d'une valeur limite pour l'uranium dans l'eau potable ainsi que réduction de la valeur limite en vigueur pour l'arsenic de 0.05 mg/l à 0.01 mg/l dans l'eau potable. Les responsables de la distribution de l’eau potable (en principe les communes) qui possèdent des sources contenant de l’arsenic ont déjà entrepris de grands efforts pour respecter la valeur limite actuellement en vigueur de 0.05 mg/l ; l’abaissement de cette limite pour l'arsenic pose de grands problèmes. Il ne sera plus possible de respecter partout la limite prévue de 0.01 mg/l par l’élimination du réseau d’eau potable des sources contenant de l'arsenic ou par mélange de l'eau potable qui ne contient pas d'arsenic. Des investissements finanicers considérables (traitement de l’eau de boisson) seront nécessaires pour respecter la limite exigée. Jusqu’à ce jour, l’OFSP partait du principe qu'avec une valeur limite de 0.05 mg/l, la protection de la santé des consommateurs était suffisante. Une étude de 2005 concernant la teneur d'arsenic dans le réseau d’eau potable valaisan le confirme (Brüschweiler, B. J. et al. (2005) : Occurence of arsenic in drinking water of the canton of Valais – Part II: Epidemiological comparison between arsenic concentrations and cancer incidence rates. Mitt. Lebensm. Hyg. 96: 106–117). A ce jour, au moins 12 communes en Valais sont touchées par la réduction de la valeur limite de l’arsenic. Il est bien	Il faut bien considérer la nouvelle valeur limite pour l'arsenic dans l'eau potable. Il faut contrôler dans quelle mesure l'abaissement de la valeur limite de l'arsenic pour l'eau potable est toxicologiquement justifié si on prend en considération les « habitudes alimentaires» en Suisse.

		de mesurer si la proportion des coûts et des bénéfices s'accorde dans ce cas. En outre, il faut inclure les considérations suivantes : pour un produit localement consommé comme l'eau courante, aucune pression directe n'oblige à adapter des valeurs limites aux exigences étrangères. A contrario, l'abaissement de la valeur limite de l'arsenic pour l'eau potable ne devrait être entrepris seulement si elle paraît impérative pour des raisons toxicologiques. Malheureusement, les bases scientifiques sont encore insuffisantes pour la mise en place d'une nouvelle valeur limite de l'arsenic. L'analyse du BfR 20051) et également l'étude EFSA 20092) amènent à la conclusion qu'aucune base scientifique suffisante n'est présente pour établir une façon d'agir pour élaborer une dérivation toxicologique des valeurs limites de l'arsenic en rapport aux quantité d'arsenic consommées (sous toutes ses formes) dans les denrées alimentaires. Bien qu'il soit juste de minimiser l'ingestion d'arsenic inorganique, il manque une évaluation toxicologique convaincante ainsi qu'une argumentation concernant la nouvelle valeur limite, ceci en raison des études disponibles peu consistantes au niveau international et des données spécifiques manquantes pour la population des régions concernées (par exemple, habitudes de consommation et valeurs d'arsenic des denrées alimentaires consommées pour les régions concernées de la Suisse). 1) FoBiG, 2005. Umweltforschungsplan des Bundesministeriums für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit. Verfahren zur Ableitung von Höchstgehalten für krebserzeugende Umweltkontaminaten in Lebensmitteln. Endbericht. Forschungs- und Beartungsinstitut für Risikobewertung, Freiburg i. Br., im Auftrag des Bundesinsituts für Risikobewertung. 2) European Food Safety Authority, 2009. Scientific Opinion on Arsenic in Food. EFSA Panel on Contaminants in the Food Chain (CONTAM). EFSA Journal 2009; 7(10):1351	
Staatskanzlei des Kantons St. Gallen	Liste 2	Grenzwert für Blei in Trinkwasser: die Bemerkung zum Probenahmeverfahren "ab Wasserhahnen, nach 5 Minuten laufen lassen" entspricht nicht dem typischen Konsumverhalten und ist daher aus Sicht des Gesundheitsschutzes nicht zweckmässig. Erfahrungsgemäss geht die stärkste Belastung der Konsumenten mit Blei aus Trinkwasser von bleilässigen Armaturen aus. Beim vorgeschlagenen Probenahmeverfahren wird die Migration von Blei aus Armaturen nicht erfasst	Die Bemerkung sei zu streichen und durch eine realistische Anforderung zu ersetzen. Es gilt auch die EU-Trinkwasserrichtlinie 98/83/EG vom 3. November 1998 über die Qualität von Wasser für den menschlichen Gebrauch zu beachten: "Der Wert gilt für eine Probe von Wasser für den menschlichen Gebrauch, die mit einem geeigneten Probenahmeverfahren an der Wasserentnahmestelle in der Weise entnommen wird, daß sich eine für die durchschnittliche wöchentliche Wasseraufnahme durch Verbraucher repräsentative Probe ergibt
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Liste 2	Einführung eines Grenzwertes für Uran in Trinkwasser sowie die Herabsetzung des geltenden Grenzwertes für Arsen von 0.05 mg/l auf 0.01 mg/l im Trinkwasser. Trinkwasserverantwortliche (in der Regel die Gemeinden), die arsenhaltige Quellen besitzen und bereits grosse Anstrengungen	Der neue Grenzwert für Arsen im Trinkwasser ist zu überdenken. Es ist dabei auch zu überprüfen, wieweit die Senkung des Arsen-Grenzwertes für Trinkwasser bei den Schweizerischen Gegebenheiten (Expositions¬wege, Lebens- und Ernährungsgewohnheiten etc.) gerechtfertigt und - aus toxikologischer Sicht - zwingend ist.

unternommen haben, um den zur Zeit gültigen Grenzwert von 0.05 mg/l einzuhalten, stellt diese Verschärfung des Grenzwertes für Arsen vor grosse Probleme. Es wird nicht mehr überall möglich sein, durch Entfernen arsenhaltiger Quellen vom Trinkwassernetz oder durch Zumischen von Trinkwasser, das nicht arsenhaltig ist, den vorgesehenen Grenzwert von 0.01 mg/l einzuhalten. Es werden erhebliche finanzielle Investitionen (Aufbereitungsverfahren) notwendig sein, um den geforderten Grenzwert einzuhalten.
Das BAG ging bislang davon aus, dass mit einem Grenzwert von 0.05 mg/l ein ausreichender Gesundheitsschutz für die Konsumenten besteht. Eine Studie aus dem Jahre 2005 betreffend den Arsengehalt im Walliser Trinkwasser bestätigt dies (Brüschweiler, B. J. et al. (2005): Occurence of arsenic in drinking water of the canton of Valais – Part II: Epidemiological comparison between arsenic concentrations and cancer incidence rates. Mitt. Lebensm. Hyg. 96: 106–117). Von der Herabsetzung des Arsen-Grenzwertes sind im Wallis zurzeit mindestens 12 Gemeinden betroffen. Es ist gut abzuwägen, ob das Verhältnis von Kosten und Nutzen in diesem Fall stimmt.
In die Erwägungen einzubeziehen ist zudem: Bei einem lokal konsumierten Produkt wie Leitungswasser besteht kein unmittelbarer Druck, Höchstwerte an ausländische Anforderungen anzupassen. Die Senkung des Arsen-Grenzwertes für Trinkwasser sollte vielmehr nur dann vorgenommen werden, wenn sie aus toxikologischen Gründen zwingend erscheint.
Leider sind die wissenschaftlichen Grundlagen für die Postulierung eines neuen Arsen-Grenzwertes immer noch unbefriedigend. Sowohl die Auftrags-Analyse des BfR 20051) als auch die EFSA-Studie 20092) kommen zum Schluss, dass hinsichtlich Arsen (in all seinen Formen) in Lebensmitteln hinsichtlich Verzehrsmengen und hinsichtlich Vorgehensweise zur toxikologischen Ableitung von Arsen-Höchst-werten keine ausreichenden wissenschaftlichen Grundlagen vorliegen. Auch wenn ein Minimierungsgebot für anorganisches Arsen gilt, so fehlt doch letztlich eine überzeugende toxikologische Be¬wertung und Begründung des neuen Grenzwertes angesichts der wenig konsistenten international verfügbaren Studien und der fehlenden spezifischen Daten für die Bevölkerung der betroffenen Gebiete (beispielsweise Konsumgewohnheiten und Arsengehalte der konsumierten Lebensmittel für die betreffenden Gebiete der Schweiz).

1) FoBiG, 2005. Umweltforschungsplan des Bundesministeriums für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit. Verfahren zur Ableitung von Höchstgehalten für krebserzeugende Umweltkontaminaten in Lebensmitteln. Endbericht. Forschungs- und Beartungsinstitut für Risikobewertung, Freiburg i. Br., im Auftrag des Bundesinsituts für Risikobewertung.

2) European Food Safety Authority, 2009. Scientific Opinion on

		Arsenic in Food. EFSA Panel on Contaminants in the Food Chain (CONTAM). EFSA Journal 2009; 7(10):1351	
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Liste 2	Grenzwert für Blei in Trinkwasser: Die Bemerkung zum Probenahmeverfahren "ab Wasserhahnen, nach 5 Minuten laufen lassen" entspricht nicht dem typischen Konsumverhalten und ist daher aus Sicht des Gesundheitsschutzes nicht zweckmässig. Erfahrungsgemäss geht die stärkste Belastung der Konsumenten mit Blei aus Trinkwasser von bleilässigen Armaturen aus. Beim vorgeschlagenen Probenahmeverfahren wird die Migration von Blei aus Armaturen nicht erfasst.	Die Bemerkung "ab Wasserhahnen, nach 5 Minuten laufen lassen" sei zu streichen und durch eine realistische Anforderung zu ersetzen. Es gilt auch die EU-Trinkwasserrichtlinie Nr. 98/83/EG vom 3. November 1998 über die Qualität von Wasser für den menschlichen Gebrauch zu beachten: "Der Wert gilt für eine Probe von Wasser für den menschlichen Gebrauch, die mit einem geeigneten Probenahmeverfahren an der Wasserentnahmestelle in der Weise entnommen wird, dass sich eine für die durchschnittliche wöchentliche Wasseraufnahme durch Verbraucher repräsentative Probe ergibt.“
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Liste 2	Plomb : Donner la valeur limite pour le plomb pour de l"eau du robinet après l"avoir laissé couler pendant 5 minutes est absolument irréaliste et ne correspond pas à l"usage habituel des consommateurs suisses qui ne veulent pas gaspiller l"eau du robinet. Pour réellement protéger la santé des consommateurs et pour tenir compte du fait que les suisses boivent volontiers l"eau du robinet à leur domicile, cette valeur limite doit être mesurée dans des conditions plus réalistes	
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Liste 2	Plomb : Donner la valeur limite pour le plomb pour de l"eau du robinet après l"avoir laissé couler pendant 5 minutes est absolument irréaliste et ne correspond pas à l"usage habituel des consommateurs suisses qui ne veulent pas gaspiller l"eau du robinet. Pour réellement protéger la santé des consommateurs et pour tenir compte du fait que les suisses boivent volontiers l"eau du robinet à leur domicile, cette valeur limite doit être mesurée dans des conditions plus réalistes	
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	Liste 2	La valeur limite pour le plomb dans l’eau potable prévoit que le prélèvement doit être effectué après 5 minutes d’écoulement. Or, ce mode de faire ne correspond pas à la pratique des consommateurs. Selon la technique prévue (prélèvement après 5 minutes), la migration du plomb à partir des infrastructures en contact avec l’eau n’est pas prise en compte.	Supprimer la remarque « laisser couler l’eau durant 5 minutes ». Les valeurs du règlement 98/83/UE sont à prendre en compte.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Liste 2	Plomb : Donner la valeur limite pour le plomb pour de l"eau du robinet après l"avoir laissé couler pendant 5 minutes est absolument irréaliste et ne correspond pas à l"usage habituel des consommateurs suisses qui ne veulent pas gaspiller l"eau du robinet. Pour réellement protéger la santé des consommateurs et pour tenir compte du fait	

		que les suisses boivent volontiers l"eau du robinet à leur domicile, cette valeur limite doit être mesurée dans des conditions plus réalistes	
SVGW	Liste 2	Für Uran ist ein Grenzwert von 0.03 mg/kg vorgesehen. Die Vertreter der grösseren Wasserversorgungen haben sich dafür ausgesprochen, einen Grenzwert von 0.01 mg/kg zu fordern. Sie begründeten diese Forderung wie folgt: „Der vorgesehen Grenzwert des BAG von 30 µg/l wird mit der WHO-Guidance, die denselben Wert vorgibt, begründet. Dieser Wert ist auch nach den Ausführungen von des EFSA (European Food Safety Authority) toxikologisch begründbar. EFSA macht jedoch den Hinweis, dass ein Grenzwert von 30 µg/l allenfalls bei Kleinkindern so hoch ist, dass der TDI (Tolerance of Daily Intake) von 0.6 µg/kg Körpergewicht überschritten werden kann. Deutschland hat deshalb den Grenzwert auf 10 µg/l festgelegt. Damit ist der Grenzwert für Trinkwasser (ausgenommen in Spezialfällen) auch für Kleinkinder genügend tief angesetzt.	Uran: Grenzwert beim Trinkwasser 0.01mg/kg
Verband Schweiz. Mineralquellen und Soft Drink-Produzenten (SMS)	Liste 2	Nickel: Wieso wird hier kein Wert für Leitungswasser vorgeschrieben? Gemäss 98/83/EG.	
Schweizer Brauerei-Verband	Liste 2	Nickel: Wieso wird hier kein Wert für Leitungswasser vorgeschrieben? Gemäss 98/83/EG.	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Liste 2	Einführung eines Grenzwertes für Uran in Trinkwasser sowie die Herabsetzung des geltenden Grenzwertes für Arsen von 0.05 mg/l auf 0.01 mg/l im Trinkwasser. Trinkwasserverantwortliche (in der Regel die Gemeinden), die arsenhaltige Quellen besitzen und bereits grosse Anstrengungen unternommen haben, um den zur Zeit gültigen Grenzwert von 0.05 mg/l einzuhalten, stellt diese Verschärfung des Grenzwertes für Arsen vor grosse Probleme. Es wird nicht mehr überall möglich sein, durch Entfernen arsenhaltiger Quellen vom Trinkwassernetz oder durch Zumischen von Trinkwasser, das nicht arsenhaltig ist, den vorgesehenen Grenzwert von 0.01 mg/l einzuhalten. Es werden erhebliche finanzielle Investitionen (Aufbereitungsverfahren) notwendig sein, um den geforderten Grenzwert einzuhalten. Das BAG ging bislang davon aus, dass mit einem Grenzwert von 0.05 mg/l ein ausreichender Gesundheitsschutz für die Konsumenten besteht. Eine Studie aus dem Jahre 2005 betreffend den Arsengehalt im Walliser Trinkwasser bestätigt dies (Brüschweiler, B. J. et al. (2005): Occurence of arsenic in drinking water of the canton	Der neue Grenzwert für Arsen im Trinkwasser ist zu überdenken. Es ist dabei auch zu überprüfen, wieweit die Senkung des Arsen-Grenzwertes für Trinkwasser bei den Schweizerischen Gegebenheiten (Expositions¬wege, Lebens- und Ernährungsgewohnheiten etc.) gerechtfertigt und - aus toxikologischer Sicht - zwingend ist.

		of Valais – Part II: Epidemiological comparison between arsenic concentrations and cancer incidence rates. Mitt. Lebensm. Hyg. 96: 106–117). Von der Herabsetzung des Arsen-Grenzwertes sind im Wallis zurzeit mindestens 12 Gemeinden betroffen. Es ist gut abzuwägen, ob das Verhältnis von Kosten und Nutzen in diesem Fall stimmt. In die Erwägungen einzubeziehen ist zudem: Bei einem lokal konsumierten Produkt wie Leitungswasser besteht kein unmittelbarer Druck, Höchstwerte an ausländische Anforderungen anzupassen. Die Senkung des Arsen-Grenzwertes für Trinkwasser sollte vielmehr nur dann vorgenommen werden, wenn sie aus toxikologischen Gründen zwingend erscheint. Leider sind die wissenschaftlichen Grundlagen für die Postulierung eines neuen Arsen-Grenzwertes immer noch unbefriedigend. Sowohl die Auftrags-Analyse des BfR 20051) als auch die EFSA-Studie 20092) kommen zum Schluss, dass hinsichtlich Arsen (in all seinen Formen) in Lebensmitteln hinsichtlich Verzehrsmengen und hinsichtlich Vorgehensweise zur toxikologischen Ableitung von Arsen-Höchst-werten keine ausreichenden wissenschaftlichen Grundlagen vorliegen. Auch wenn ein Minimierungsgebot für anorganisches Arsen gilt, so fehlt doch letztlich eine überzeugende toxikologische Be¬wertung und Begründung des neuen Grenzwertes angesichts der wenig konsistenten international verfügbaren Studien und der fehlenden spezifischen Daten für die Bevölkerung der betroffenen Gebiete (beispielsweise Konsumgewohnheiten und Arsengehalte der konsumierten Lebensmittel für die betreffenden Gebiete der Schweiz). 1) FoBiG, 2005. Umweltforschungsplan des Bundesministeriums für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit. Verfahren zur Ableitung von Höchstgehalten für krebserzeugende Umweltkontaminaten in Lebensmitteln. Endbericht. Forschungs- und Beartungsinstitut für Risikobewertung, Freiburg i. Br., im Auftrag des Bundesinsituts für Risikobewertung. 2) European Food Safety Authority, 2009. Scientific Opinion on Arsenic in Food. EFSA Panel on Contaminants in the Food Chain (CONTAM). EFSA Journal 2009; 7(10):1351	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Liste 2	Grenzwert für Blei in Trinkwasser: Die Bemerkung zum Probenahmeverfahren "ab Wasserhahnen, nach 5 Minuten laufen lassen" entspricht nicht dem typischen Konsumverhalten und ist daher aus Sicht des Gesundheitsschutzes nicht zweckmässig. Erfahrungsgemäss geht die stärkste Belastung der Konsumenten mit Blei aus Trinkwasser von bleilässigen Armaturen aus. Beim vorgeschlagenen Probenahmeverfahren wird die Migration von Blei aus Armaturen nicht erfasst.	Die Bemerkung "ab Wasserhahnen, nach 5 Minuten laufen lassen" sei zu streichen und durch eine realistische Anforderung zu ersetzen. Es gilt auch die EU-Trinkwasserrichtlinie Nr. 98/83/EG vom 3. November 1998 über die Qualität von Wasser für den menschlichen Gebrauch zu beachten: "Der Wert gilt für eine Probe von Wasser für den menschlichen Gebrauch, die mit einem geeigneten Probenahmeverfahren an der Wasserentnahmestelle in der Weise entnommen wird, dass sich eine für die durchschnittliche wöchentliche Wasseraufnahme durch

			Verbraucher repräsentative Probe ergibt.“
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	Liste 4	Das BAG will im Gegensatz zur Richtlinie 2003/40/EG für Mineralwässer für Fluorid keine Gehalte bis 5 mg/l zulassen und schlägt vor, aus gesundheitlichen Gründen den bisherigen Toleranz¬wert von 1.5 mg/l für Trinkwasser neu als Grenzwert für Mineral¬wasser zu verankern. Für die Einhaltung dieses Grenzwertes müssen eine Reihe fluoridhaltiger Mineralwässer, die heute auf dem Markt sind, entfluoridiert werden. Die Planung, Finanzierung und Realisierung der dazu nötigen Anlagen ist mit der vorgesehenen Übergangsfrist von einem Jahr nicht umsetzbar. Dazu kommt, dass ausländische Mineralwässer mit Fluoridgehalten über 1.5 mg/l trotz Warnhinweis in der Schweiz nicht mehr verkehrsfähig wären (eine Zulassung via Allgemeinverfügung gestützt auf das THG wäre nicht möglich, da der Gesundheitsschutz bei einer Überschreitung des Grenzwerts von 1.5 mg/l nach Schweizer Auslegung nicht gewährleistet ist).	Übergangsbestimmungen Mineralwasser, das hinsichtlich des Fluoridgehalts den Vorgaben der Richtlinie 2003/40/EG entspricht, darf noch bis zum 31. Dezember 2017 nach bisherigem Recht an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden.
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	Liste 4	Ein Toleranzwert für Nitrat von 50 mg/kg in Mineralwasser ist vor dem Hintergrund des in der revidierten FIV unveränderten Toleranzwertes für Nitrat in Trinkwasser von 40 mg/kg (EU 50 mg/kg) nicht nachvollziehbar.	Festlegung des Toleranzwertes für Nitrat in natürlichem Mineralwasser auf 40 mg/kg.
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	Liste 4	Die Werte für organische chemische Verbindungen mit unbekannter Toxizität (TTC-Konzept) sind als Grenzwerte festzulegen. Begründung siehe unter den allgemeinen Bemerkungen. Im Falle einer Grenzwertüberschreitung muss die toxikologische Bedeutung der betreffenden organischen Verbindung zwingend und in einer angemessenen Zeitspanne durch den Gesetzgeber bewertet und ein stoffspezifischer Höchstwert festgelegt werden. Erst die stoffspezifische toxikologische Bewertung auf Bundesebene schafft eine geeignete Grundlage, dass die Vollzugsorgane die zum Schutz der Gesundheit erforderlichen Massnahmen adäquat festlegen können. Bis zum Vorliegen der stoffspezifischen toxikologischen Bewertung gilt das Trinkwasser deshalb als verkehrsfähig.	Grenzwerte festlegen: “Spalte 1: Organische chemische Verbindung mit unbekannter Toxizität, aber bekannter chemischer Struktur, mit strukturellen Hinweisen auf ein genotoxisches Potential Spalte 2: Trinkwasser Spalte 4: 0.0001 mg/kg” “Spalte 1: Organische chemische Verbindung mit unbekannter Toxizität, aber bekannter chemischer Struktur, ohne strukturelle Hinweise auf ein genotoxisches Potential» Spalte 2: Trinkwasser Spalte 4: 0.01 mg/kg“
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	Liste 4	Es ist ein neuer Toleranzwert für langlebige künstliche Stoffe von 0.0001 mg/kg in Trinkwasser aufzunehmen. Damit wird eine Kompatibilität mit der Gewässerschutzverordnung hergestellt. Zudem wird dadurch der Problematik einer allfälligen Kumulation solcher Stoffe in der Nahrungsmittelkette Rechnung getragen.	Ergänzung Liste: “Spalte 1: Langlebiger künstlicher Stoff, sofern nicht separate Regelungen bestehen Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg”
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	Liste 4	Die Vorgaben zu den Pestiziden und ihren Abbauprodukten sind zu präzisieren, weil der Begriff "relevant" nicht definiert ist und eine klare Abgrenzung zum TTC-Konzept nötig ist.	Präzisierung: “Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg

			Spalte 5: gilt je Substanz für organische Pestizide und deren künstliche Abbau- und Reaktionsprodukte” “Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0005 mg/kg Spalte 5: Summe aller organischen Pestizide und deren künstlichen Abbau- und Reaktions-produkte” Oben stehender Änderungsantrag ist die favorisierte Lösung. Falls er nicht übernommen wird, wird die nachstehende Formulierung vorgeschlagen. Sie bedeutet, dass hinsichtlich der Bewertung von Metaboliten als relevant/nicht-relevant die trinkwasserspezi-fischen Aspekte im Zentrum stehen müssen, einschliesslich beispielsweise die Bildung problematischer Reaktionsprodukte aus PSM-Metaboliten bei oxidativer Aufbereitung des Wassers. “Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg Spalte 5: gilt je Substanz für organische Pestizide sowie für deren trinkwasser-relevante Metaboliten, Reaktions- und Abbauprodukte” “Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0005 mg/kg Spalte 5: Summe aller organischen Pestizide sowie deren trinkwasser-relevante Metaboliten, Reaktions- und Abbauprodukte“
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	Liste 4	Für Trihalomethane (als Desinfektionsnebenprodukte) ist neu ein Grenzwert festgelegt. Eine Beibehaltung des heutigen Toleranzwertes von 0.02 mg/kg ist sinnvoll.	Bei Trihalomethanen in Trinkwasser den Tole-ranzwert beibehalten: “Spalte 3 (Toleranzwert) 0.02 mg/kg Spalte 4 (Grenzwert): 0.05 mg/kg“
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	Liste 4	Die Grenzwerte für delta-9-Tetrahydrocannabinol in Hanfprodukten werden ohne Begründung um mehr als die Hälfte gesenkt. Diese Änderungen sind nicht notwendig, da Produkte mit und ohne Rauschhanf gestützt auf die bisherigen Grenzwerte problemlos voneinander unterschieden werden können.	Eine Änderung der Grenzwerte für delta-9-Tetrahydrocannabinol in Hanfprodukten ist nicht notwendig.
Standeskanzlei des Kantons Graubünden	Liste 4	Das BAG will, im Gegensatz zur Richtlinie 2003/40/EG für Mineralwässer, für Fluorid keine Gehalte bis 5 mg/l zulassen und schlägt vor, aus gesundheitlichen Gründen den bisherigen Toleranzwert von 1.5 mg/l für Trinkwasser neu als Grenzwert für Mineralwasser zu verankern. Für die Einhaltung dieses Grenzwerts müssen eine Reihe fluoridhaltiger Mineralwässer, die heute auf dem Markt sind, entfluoriert werden. Die Planung, Finanzierung und Realisierung der dazu nötigen Anlagen ist mit der vorgesehenen Übergangsfrist von einem Jahr nicht umsetzbar. Dazu kommt, dass ausländische	Übergangsbestimmungen Mineralwasser, das den Vorgaben der Richtlinie 2003/40/EG entspricht, darf noch bis zum 31. Dezember 2017 nach bisherigem Recht an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden.

		Mineralwässer mit Fluoridgehalten über 1.5 mg/l, trotz Warnhinweis, in der Schweiz nicht mehr verkehrsfähig wären (eine Zulassung via Allgemeinverfügung gestützt auf das THG wäre nicht möglich, da der Gesundheitsschutz bei einer Überschreitung des Grenzwerts von 1.5 mg/l nach Schweizer Auslegung nicht gewährleistet ist).	
Standeskanzlei des Kantons Graubünden	Liste 4	Einführung eines Grenzwertes für Uran in Trinkwasser sowie die Herabsetzung des geltenden Grenzwertes für Arsen von 0.05 mg/l auf 0.01 mg/l im Trinkwasser. Trinkwasserverantwortliche (in der Regel die Gemeinden), die arsenhaltige Quellen besitzen und bereits grosse Anstrengungen unternommen haben, um den zur Zeit gültigen Grenzwert von 0.05 mg/l einzuhalten, stellt diese Verschärfung des Grenzwertes für Arsen vor grosse Probleme. Es wird nicht mehr überall möglich sein, durch Entfernen arsenhaltiger Quellen vom Trinkwassernetz, oder durch Zumischen von Trinkwasser, das nicht arsenhaltig ist, den vorgesehenen Grenzwert von 0.01 mg/l einzuhalten. Es werden erhebliche finanzielle Investitionen (Aufbereitungsverfahren) notwendig sein, um den geforderten Grenzwert einzuhalten. Das BAG ging bislang davon aus, dass mit einem Grenzwert von 0.05 mg/l ein ausreichender Gesundheitsschutz für die Konsumenten besteht. Eine Studie aus dem Jahre 2005 betreffend den Arsengehalt im Walliser Trinkwasser bestätigt dies (Brüschweiler, B. J. et al. (2005): Occurence of arsenic in drinking water oft the canton of Valais – Part II: Epidemiological comparison between arsenic concentrations and cancer incidence rates. Mitt.Lebensm. Hyg. 96: 106–117). Von der Herabsetzung des Grenzwertes des Arsens in Graubünden sind zur Zeit einige Gemeinden betroffen. Es ist abzuwägen, ob das Kosten/Nutzen Verhältnis in diesem Fall stimmt. In die Erwägungen einzubeziehen ist zudem: Bei einem lokal konsumierten Produkt wie Leitungswasser besteht kein unmittelbarer Druck, Höchstwerte an ausländische Anforderungen anzupassen. Die Senkung des Arsen-Grenzwertes für Trinkwasser sollte vielmehr nur dann vorgenommen werden, wenn sie aus toxikologischen Gründen zwingend erscheint. Leider sind die wissenschaftlichen Grundlagen für die Postulierung eines neuen Arsen-Grenzwertes immer noch unbefriedigend. Sowohl die Auftrags-Analyse des BfR 20051) als auch die EFSA Studie 20092) kommen zum Schluss, dass hinsichtlich Arsen (in all seinen Formen) in Lebensmitteln, hinsichtlich Verzehrsmengen und hinsichtlich Vorgehensweise zur toxikologischen Ableitung von Arsen-Höchstwerten keine ausreichenden wissenschaftlichen Grundlagen vorliegen. Auch wenn ein Minimierungsgebot für anorganisches Arsen gilt, so fehlt doch letztlich eine überzeugende toxikologischeBewertung und Begründung des neuen Grenzwertes angesichts der wenig konsistenten international verfügbaren Studien und der fehlenden spezifischen Daten für die Bevölkerung der	Der neue Grenzwert für Arsen im Trinkwasser ist zu überdenken. Es ist dabei auch zu überprüfen, inwieweit die Senkung des Arsengrenzwertes für Trinkwasser bei den schweizerischen Gegebenheiten (Expositionswege, Lebens- und Ernährungsgewohnheiten etc.) gerechtfertigt und aus toxikologischer Sicht zwingend ist.

		betroffenen Gebiete (beispielsweise Konsumgewohnheiten und Arsengehalte der konsumierten Lebensmittel für die betreffenden Gebiete der Schweiz). 1) FoBiG, 2005. Umweltforschungsplan des Bundesministeriums für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit. Verfahren zur Ableitung von Höchstgehalten für krebserzeugende Umweltkontaminaten in Lebensmitteln. Endbericht. Forschungs- und Beratungsinstitut für Risikobewertung, Freiburg i. Br., im Auftrag des Bundesinsituts für Risikobewertung. 2) European Food Safety Authority, 2009. Scientific Opinion on Arsenic in Food. EFSA Panel on Contaminants in the Food Chain (CONTAM). EFSA Journal 2009; 7(10):1351	
Standeskanzlei des Kantons Graubünden	Liste 4	Die Werte für organische chemische Verbindungen mit unbekannter Toxizität (TTC-Konzept) sind als Grenzwerte festzulegen. Begründung siehe Allgemeine Bemerkungen.	Spalte 1: «organische chemische Verbindungen mit unbekannter Toxizität, aber bekannter chemischer Struktur, mit strukturellen Hinweisen auf ein genotoxisches Potential» Spalte 2: Trinkwasser Spalte 4: 0.0001 mg/kg Spalte 1: «organische chemische Verbindungen mit unbekannter Toxizität, aber bekannter chemischer Struktur, ohne strukturelle Hinweise auf ein genotoxisches Potential» Spalte 2: Trinkwasser Spalte 4: 0.01 mg/kg
Standeskanzlei des Kantons Graubünden	Liste 4	Für bisher nicht spezifisch geregelte Substanzen, die neu mit dem TTC-Konzept geregelt werden, sind tiefere verbindliche Werte, als die momentan im TTC-Konzept festgelegten, einzuführen. Im Rahmen der guten Herstellungspraxis geht es darum, einen künstlichen Eintrag von "nicht spezifisch geregelten Substanzen" ins Trinkwasser zu minimieren. Der Toleranzwert für nicht spezifisch geregelte Substanzen sollte auf 100 ng/l festgelegt werden.	Spalte 1: «organische chemische Verbindungen mit unbekannter Toxizität, aber bekannter chemischer Struktur, ohne strukturelle Hinweise auf ein genotoxisches Potential» Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg
Standeskanzlei des Kantons Graubünden	Liste 4	Es ist ein neuer Toleranzwert für Langlebige, künstliche Stoffe von 0.0001 mg/kg in Trinkwasser aufzunehmen. Damit wird eine Kompatibilität mit der Gewässerschutzverordnung hergestellt. Zudem wird dadurch der Problematik einer allfälligen Kummulation solcher Stoffe in der Nahrungsmittelkette Rechnung getragen.	Spalte 1: Langlebige, künstliche Stoffe, sofern nicht separate Regelungen bestehen Spalte 2: Trinkwasser solcher Stoffe in der Nahrungsmittelkette Rechnung getragen. Spalte 3: 0.0001 mg/kg
Standeskanzlei des Kantons Graubünden	Liste 4	Die Vorgaben zu den Pestiziden und ihren Abbauprodukten sind zu präzisieren, weil der Begriff "relevant" nicht definiert ist und eine klare Abgrenzung zum TTC-Konzept nötig ist.	Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg Spalte 5: gilt je Substanz für organische Pestizide und deren künstliche Abbau- und Reaktionsprodukte Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0005 mg/kg Spalte 5: Summe aller organischen Pestizide und deren künstlichen Abbau- und

			Reaktionsprodukte Obenstehender Änderungsantrag ist die favorisierte Lösung. Falls er nicht übernommen wird, wird die nachstehende Formulierung vorgeschlagen. Sie bedeutet, dass hinsichtlich der Bewertung von Metaboliten als relevant/nicht-relevant die trinkwasserspezifischen Aspekte im Zentrum stehen müssen, einschliesslich z. B. die Bildung problematischer Reaktionsprodukte aus PSM-Metaboliten bei oxidativer Aufbereitung des Wassers. Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg Spalte 5: gilt je Substanz für organische Pestizide sowie für deren trinkwasser-relevante Metaboliten, Reaktions- und Abbauprodukte Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0005 mg/kg Spalte 5: Summe aller organischen Pestizide sowie deren trinkwasser-relevante Metaboliten, Reaktions- und Abbauprodukte
Standeskanzlei des Kantons Graubünden	Liste 4	Für Trihalomethane (als Desinfektionsnebenprodukte) ist neu ein Grenzwert festgelegt. Eine Beibehaltung des heutigen Toleranzwertes von 0.02 mg/kg ist sinnvoll.	Trihalomethane Trinkwasser: Toleranzwert 0.02 mg/L ; Grenzwert: 0.05 mg/L
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Liste 4	Das BAG will im Gegensatz zur Richtlinie 2003/40/EG für Mineralwässer für Fluorid keine Gehalte bis 5 mg/l zulassen und schlägt vor, aus gesundheitlichen Gründen den bisherigen Toleranz¬wert von 1.5 mg/l für Trinkwasser neu als Grenzwert für Mineral¬wasser zu verankern. Für die Einhaltung dieses Grenzwertes müssen eine Reihe fluoridhaltiger Mineralwässer, die heute auf dem Markt sind, entfluoridiert werden. Die Planung, Finanzierung und Realisierung der dazu nötigen Anlagen ist mit der vorgesehenen Übergangsfrist von einem Jahr nicht umsetzbar. Dazu kommt, dass ausländische Mineralwässer mit Fluoridgehalten über 1.5 mg/l trotz Warnhinweis in der Schweiz nicht mehr verkehrsfähig wären. Ob sich dies durchsetzen lässt, ist mehr als fraglich, da die Gesundheitsgefährdung bewiesen werden müsste.	Der Grenzwert für Fluorid ist von der EU zu übernehmen und auf 5 mg/L festzusetzen.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Liste 4	Ein Toleranzwert für Nitrat von 50 mg/kg in Mineralwasser ist vor dem Hintergrund des in der revidierten FIV unveränderten Toleranzwertes für Nitrat in Trinkwasser von 40 mg/kg (EU 50 mg/kg) nicht nachvollziehbar.	Festlegung des Toleranzwertes für Nitrat in natürlichem Mineralwasser auf 40 mg/kg.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Liste 4	Für bisher nicht spezifisch geregelte Substanzen, die neu mit dem TTC-Konzept geregelt werden, sind tiefere verbindliche Werte als die momentan im TTC-Konzept festgelegten einzuführen. Im Rahmen der guten Herstellungspraxis geht es darum, einen künstlichen Eintrag von "nicht spezifisch geregelten Substanzen" ins Trinkwas-	Tieferen Toleranzwert festlegen: “Spalte 1: Organische chemische Verbindung mit unbekannter Toxizität, aber bekannter chemischer Struktur, ohne strukturelle Hinweise auf ein genotoxisches Potential Spalte 2: Trinkwasser

		ser zu minimieren. Der Toleranzwert für nicht spezifisch geregelte Substanzen sollte auf 100 ng/l festgelegt werden.	Spalte 3: 0.0001 mg/kg”
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Liste 4	Es ist ein neuer Toleranzwert für langlebige künstliche Stoffe von 0.0001 mg/kg in Trinkwasser aufzunehmen. Damit wird eine Kompatibilität mit der Gewässerschutzverordnung hergestellt. Zudem wird dadurch der Problematik einer allfälligen Kumulation solcher Stoffe in der Nahrungsmittelkette Rechnung getragen.	Ergänzung Liste: “Spalte 1: Langlebiger künstlicher Stoff, sofern nicht separate Regelungen bestehen Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg”
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Liste 4	Die Vorgaben zu den Pestiziden und ihren Abbauprodukten sind zu präzisieren, weil der Begriff "relevant" nicht definiert ist und eine klare Abgrenzung zum TTC-Konzept nötig ist.	Präzisierung: “Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg Spalte 5: gilt je Substanz für organische Pestizide und deren künstliche Abbau- und Reaktionsprodukte” “Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0005 mg/kg Spalte 5: Summe aller organischen Pestizide und deren künstlichen Abbau- und Reaktions-produkte” Oben stehender Änderungsantrag ist die favorisierte Lösung. Falls er nicht übernommen wird, wird die nachstehende Formulierung vorgeschlagen. Sie bedeutet, dass hinsichtlich der Bewertung von Metaboliten als relevant/nicht-relevant die trinkwasserspezi-fischen Aspekte im Zentrum stehen müssen, einschliesslich beispielsweise die Bildung problematischer Reaktionsprodukte aus PSM-Metaboliten bei oxidativer Aufbereitung des Wassers. “Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg Spalte 5: gilt je Substanz für organische Pestizide sowie für deren trinkwasser-relevante Metaboliten, Reaktions- und Abbauprodukte” “Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0005 mg/kg Spalte 5: Summe aller organischen Pestizide sowie deren trinkwasser-relevante Metaboliten, Reaktions- und Abbauprodukte“
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Liste 4	Die Grenzwerte für delta-9-Tetrahydrocannabinol in Hanfprodukten werden ohne Begründung um mehr als die Hälfte gesenkt. Diese Änderungen sind nicht notwendig, da Produkte mit und ohne Rauschhanf gestützt auf die bisherigen Grenzwerte problemlos voneinander unterschieden werden können.	Eine Änderung der Grenzwerte für delta-9-Tetrahydrocannabinol in Hanfprodukten ist nicht notwendig.

Chancellerie d'Etat du Canton de Vaud	Liste 4	Le principe de précaution doit être appliqué de manière conséquente : pour l'eau potable, les composés chimiques de toxicité inconnue et sans caractéristiques suggérant un potentiel génotoxique doivent répondre à une valeur de tolérance de 100 ng/l.	
Chancellerie d'Etat du Canton de Vaud	Liste 4	Les exigences relatives aux pesticides et à leurs produits de dégradation doivent être précisées, les produits de dégradation pertinents n'étant pas définis.	
Standeskanzlei des Kantons Uri	Liste 4	Das BAG will im Gegensatz zur Richtlinie 2003/40/EG für Mineralwässer für Fluorid keine Gehalte bis 5 mg/l zulassen und schlägt vor, aus gesundheitlichen Gründen den bisherigen Toleranzwert von 1.5 mg/l für Trinkwasser neu als Grenzwert für Mineralwasser zu verankern. Für die Einhaltung dieses Grenzwertes müssen eine Reihe fluoridhaltiger Mineralwässer, die heute auf dem Markt sind, entfluoridiert werden. Die Planung, Finanzierung und Realisierung der dazu nötigen Anlagen ist mit der vorgesehenen Übergangsfrist von einem Jahr nicht umsetzbar. Dazu kommt, dass ausländische Mineralwässer mit Fluoridgehalten über 1.5 mg/l trotz Warnhinweis in der Schweiz nicht mehr verkehrsfähig wären (eine Zulassung via Allgemeinverfügung gestützt auf das THG wäre nicht möglich, da der Gesundheitsschutz bei einer Überschreitung des Grenzwerts von 1.5 mg/l nach Schweizer Auslegung nicht gewährleistet ist).	Übergangsbestimmungen Mineralwasser, das hinsichtlich des Fluoridgehalts den Vorgaben der Richtlinie 2003/40/EG entspricht, darf noch bis zum 31. Dezember 2017 nach bisherigem Recht an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden.
Standeskanzlei des Kantons Uri	Liste 4	Ein Toleranzwert für Nitrat von 50 mg/kg in Mineralwasser ist vor dem Hintergrund des in der revidierten FIV unveränderten Toleranzwertes für Nitrat in Trinkwasser von 40 mg/kg (EU 50 mg/kg) nicht nachvollziehbar.	Festlegung des Toleranzwertes für Nitrat in natürlichem Mineralwasser auf 40 mg/kg.
Standeskanzlei des Kantons Uri	Liste 4	Die Werte für organische chemische Verbindungen mit unbekannter Toxizität (TTC-Konzept) sind als Grenzwerte festzulegen. Begründung siehe unter den allgemeinen Bemerkungen. Im Falle einer Grenzwertüberschreitung muss die toxikologische Bedeutung der betreffenden organischen Verbindung zwingend und in einer angemessenen Zeitspanne durch den Gesetzgeber bewertet und ein stoffspezifischer Höchstwert festgelegt werden. Erst die stoffspezifische toxikologische Bewertung auf Bundesebene schafft eine geeignete Grundlage, dass die Vollzugsorgane die zum Schutz der Gesundheit erforderlichen Massnahmen adäquat festlegen können. Bis zum Vorliegen der stoffspezifischen toxikologischen Bewertung gilt das Trinkwasser deshalb als verkehrsfähig.	Grenzwerte festlegen: "Spalte 1: Organische chemische Verbindung mit unbekannter Toxizität, aber bekannter chemischer Struktur, mit strukturellen Hinweisen auf ein genotoxisches Potential Spalte 2: Trinkwasser Spalte 4: 0.0001 mg/kg" "Spalte 1: Organische chemische Verbindung mit unbekannter Toxizität, aber bekannter chemischer Struktur, ohne strukturelle Hinweise auf ein genotoxisches Potential» Spalte 2: Trinkwasser Spalte 4: 0.01 mg/kg"

Standeskanzlei des Kantons Uri	Liste 4	Für bisher nicht spezifisch geregelte Substanzen, die neu mit dem TTC-Konzept geregelt werden, sind tiefere verbindliche Werte als die momentan im TTC-Konzept festgelegten einzuführen. Im Rahmen der guten Herstellungspraxis geht es darum, einen künstlichen Eintrag von "nicht spezifisch geregelten Substanzen" ins Trinkwasser zu minimieren. Der Toleranzwert für nicht spezifisch geregelte Substanzen sollte auf 100 ng/l festgelegt werden.	Tieferen Toleranzwert festlegen: “Spalte 1: Organische chemische Verbindung mit unbekannter Toxizität, aber bekannter chemischer Struktur, ohne strukturelle Hinweise auf ein genotoxisches Potential Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg”
Standeskanzlei des Kantons Uri	Liste 4	Es ist ein neuer Toleranzwert für langlebige künstliche Stoffe von 0.0001 mg/kg in Trinkwasser aufzunehmen. Damit wird eine Kompatibilität mit der Gewässerschutzverordnung hergestellt. Zudem wird dadurch der Problematik einer allfälligen Kumulation solcher Stoffe in der Nahrungsmittelkette Rechnung getragen.	Ergänzung Liste: “Spalte 1: Langlebiger künstlicher Stoff, sofern nicht separate Regelungen bestehen Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg”
Standeskanzlei des Kantons Uri	Liste 4	Die Vorgaben zu den Pestiziden und ihren Abbauprodukten sind zu präzisieren, weil der Begriff "relevant" nicht definiert ist und eine klare Abgrenzung zum TTC-Konzept nötig ist.	Präzisierung: “Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg Spalte 5: gilt je Substanz für organische Pestizide und deren künstliche Abbau- und Reaktionsprodukte” “Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0005 mg/kg Spalte 5: Summe aller organischen Pestizide und deren künstlichen Abbau- und Reaktions-produkte” Oben stehender Änderungsantrag ist die favorisierte Lösung. Falls er nicht übernommen wird, wird die nachstehende Formulierung vorgeschlagen. Sie bedeutet, dass hinsichtlich der Bewertung von Metaboliten als relevant/nicht-relevant die trinkwasserspezi-fischen Aspekte im Zentrum stehen müssen, einschliesslich beispielsweise die Bildung problematischer Reaktionsprodukte aus PSM-Metaboliten bei oxidativer Aufbereitung des Wassers. “Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg Spalte 5: gilt je Substanz für organische Pestizide sowie für deren trinkwasser-relevante Metaboliten, Reaktions- und Abbauprodukte” “Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0005 mg/kg Spalte 5: Summe aller organischen Pestizide sowie deren trinkwasser-relevante Metaboliten, Reaktions- und Abbauprodukte“
Standeskanzlei des Kantons Uri	Liste 4	Für Trihalomethane (als Desinfektionsnebenprodukte) ist neu ein Grenzwert festgelegt. Eine Beibehaltung des heutigen Toleranzwertes von 0.02 mg/kg ist sinnvoll.	Bei Trihalomethanen in Trinkwasser den Tole-ranzwert beibehalten: “Spalte 3 (Toleranzwert) 0.02 mg/kg Spalte 4 (Grenzwert): 0.05 mg/kg“

Standeskanzlei des Kantons Uri	Liste 4	Die Grenzwerte für delta-9-Tetrahydrocannabinol in Hanfprodukten werden ohne Begründung um mehr als die Hälfte gesenkt. Diese Änderungen sind nicht notwendig, da Produkte mit und ohne Rauschhanf gestützt auf die bisherigen Grenzwerte problemlos voneinander unterschieden werden können.	Eine Änderung der Grenzwerte für delta-9-Tetrahydrocannabinol in Hanfprodukten ist nicht notwendig.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Liste 4	Das BAG will im Gegensatz zur Richtlinie 2003/40/EG für Mineralwässer für Fluorid keine Gehalte bis 5 mg/l zulassen und schlägt vor, aus gesundheitlichen Gründen den bisherigen Toleranz¬wert von 1.5 mg/l für Trinkwasser neu als Grenzwert für Mineral¬wasser zu verankern. Für die Einhaltung dieses Grenzwertes müssen eine Reihe fluoridhaltiger Mineralwässer, die heute auf dem Markt sind, entfluoridiert werden. Die Planung, Finanzierung und Realisierung der dazu nötigen Anlagen ist mit der vorgesehenen Übergangsfrist von einem Jahr nicht umsetzbar. Dazu kommt, dass ausländische Mineralwässer mit Fluoridgehalten über 1.5 mg/l trotz Warnhinweis in der Schweiz nicht mehr verkehrsfähig wären (eine Zulassung via Allgemeinverfügung gestützt auf das THG wäre nicht möglich, da der Gesundheitsschutz bei einer Überschreitung des Grenzwerts von 1.5 mg/l nach Schweizer Auslegung nicht gewährleistet ist).	Übergangsbestimmungen Mineralwasser, das hinsichtlich des Fluoridgehalts den Vorgaben der Richtlinie 2003/40/EG entspricht, darf noch bis zum 31. Dezember 2017 nach bisherigem Recht an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Liste 4	Ein Toleranzwert für Nitrat von 50 mg/kg in Mineralwasser ist vor dem Hintergrund des in der revidierten FIV unveränderten Toleranzwertes für Nitrat in Trinkwasser von 40 mg/kg (EU 50 mg/kg) nicht nachvollziehbar.	Festlegung des Toleranzwertes für Nitrat in natürlichem Mineralwasser auf 40 mg/kg.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Liste 4	Die Werte für organische chemische Verbindungen mit unbekannter Toxizität (TTC-Konzept) sind als Grenzwerte festzulegen. Begründung siehe unter den allgemeinen Bemerkungen. Im Falle einer Grenzwertüberschreitung muss die toxikologische Bedeutung der betreffenden organischen Verbindung zwingend und in einer angemessenen Zeitspanne durch den Gesetzgeber bewertet und ein stoffspezifischer Höchstwert festgelegt werden. Erst die stoffspezifische toxikologische Bewertung auf Bundesebene schafft eine geeignete Grundlage, dass die Vollzugsorgane die zum Schutz der Gesundheit erforderlichen Massnahmen adäquat festlegen können. Bis zum Vorliegen der stoffspezifischen toxikologischen Bewertung gilt das Trinkwasser deshalb als verkehrsfähig.	Grenzwerte festlegen: “Spalte 1: Organische chemische Verbindung mit unbekannter Toxizität, aber bekannter chemischer Struktur, mit strukturellen Hinweisen auf ein genotoxisches Potential Spalte 2: Trinkwasser Spalte 4: 0.0001 mg/kg” “Spalte 1: Organische chemische Verbindung mit unbekannter Toxizität, aber bekannter chemischer Struktur, ohne strukturelle Hinweise auf ein genotoxisches Potential» Spalte 2: Trinkwasser Spalte 4: 0.01 mg/kg“
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Liste 4	Für bisher nicht spezifisch geregelte Substanzen, die neu mit dem TTC-Konzept geregelt werden, sind tiefere verbindliche Werte als die momentan im TTC-Konzept festgelegten einzuführen. Im Rahmen der guten Herstellungspraxis geht es darum, einen künstlichen Eintrag von "nicht spezifisch geregelten Substanzen" ins Trinkwasser zu minimieren. Der Toleranzwert für nicht spezifisch geregelte	Tieferen Toleranzwert festlegen: “Spalte 1: Organische chemische Verbindung mit unbekannter Toxizität, aber bekannter chemischer Struktur, ohne strukturelle Hinweise auf ein genotoxisches Potential Spalte 2: Trinkwasser

		Substanzen sollte auf 100 ng/l festgelegt werden.	Spalte 3: 0.0001 mg/kg”
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Liste 4	Es ist ein neuer Toleranzwert für langlebige künstliche Stoffe von 0.0001 mg/kg in Trinkwasser aufzunehmen. Damit wird eine Kompatibilität mit der Gewässerschutzverordnung hergestellt. Zudem wird dadurch der Problematik einer allfälligen Kumulation solcher Stoffe in der Nahrungsmittelkette Rechnung getragen.	Ergänzung Liste: “Spalte 1: Langlebiger künstlicher Stoff, sofern nicht separate Regelungen bestehen Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg”
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Liste 4	Die Vorgaben zu den Pestiziden und ihren Abbauprodukten sind zu präzisieren, weil der Begriff "relevant" nicht definiert ist und eine klare Abgrenzung zum TTC-Konzept nötig ist.	Präzisierung: “Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg Spalte 5: gilt je Substanz für organische Pestizide und deren künstliche Abbau- und Reaktionsprodukte” “Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0005 mg/kg Spalte 5: Summe aller organischen Pestizide und deren künstlichen Abbau- und Reaktions-produkte” Oben stehender Änderungsantrag ist die favorisierte Lösung. Falls er nicht übernommen wird, wird die nachstehende Formulierung vorgeschlagen. Sie bedeutet, dass hinsichtlich der Bewertung von Metaboliten als relevant/nicht-relevant die trinkwasserspezi-fischen Aspekte im Zentrum stehen müssen, einschliesslich beispielsweise die Bildung problematischer Reaktionsprodukte aus PSM-Metaboliten bei oxidativer Aufbereitung des Wassers. “Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg Spalte 5: gilt je Substanz für organische Pestizide sowie für deren trinkwasser-relevante Metaboliten, Reaktions- und Abbauprodukte” “Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0005 mg/kg Spalte 5: Summe aller organischen Pestizide sowie deren trinkwasser-relevante Metaboliten, Reaktions- und Abbauprodukte“
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Liste 4	Für Trihalomethane (als Desinfektionsnebenprodukte) ist neu ein Grenzwert festgelegt. Eine Beibehaltung des heutigen Toleranzwertes von 0.02 mg/kg ist sinnvoll.	Bei Trihalomethanen in Trinkwasser den Tole-ranzwert beibehalten: “Spalte 3 (Toleranzwert) 0.02 mg/kg Spalte 4 (Grenzwert): 0.05 mg/kg“
Regierungskanzlei des Kantons Glarus	Liste 4	Die Werte für organische chemische Verbindungen mit unbekannter Toxizität (TTC-Konzept) sind als Grenzwerte festzulegen.	

Regierungskanzlei des Kantons Glarus	Liste 4	Es ist ein neuer Toleranzwert für Langlebige, künstliche Stoffe von 0.0001 mg/kg in Trinkwasser aufzunehmen. Damit wird eine Kompatibilität mit der Gewässerschutzverordnung hergestellt.	Spalte 1: Langlebige, künstliche Stoffe, sofern nicht separate Regelungen bestehen Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg
Regierungskanzlei des Kantons Glarus	Liste 4	Die Vorgaben zu den Pestiziden und ihren Abbauprodukten sind zu präzisieren, weil der Begriff "relevant" nicht definiert ist und eine klare Abgrenzung zum TTC-Konzept nötig ist. Der Antrag für den Änderungsvorschlag ist sinngemäss für die Summe aller organischen Pestizide und deren künstliche Abbau- und Reaktionsprodukte zu übernehmen.	Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg Spalte 5: gilt je Substanz für organische Pestizide und deren künstliche Abbau- und Reaktionsprodukte
			Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0005 mg/kg Spalte 5: Summe aller organischen Pestizide und deren künstlichen Abbau- und Reaktions-produkte”
Staatskanzlei des Kantons Zürich	Liste 4	1. Für “Organische chemische Verbindungen mit unbekannter Toxizität, aber bekannter chemischer Struktur, ohne strukturelle Hinweise auf ein genotoxisches Potential” wird neu ein Toleranzwert von 0.01 mg/kg eingeführt. Dieser Wert ist aus humantoxikologischen Gründen gerechtfertigt. Im Sinne des Vorsorgeprinzips sollten jedoch schon unterhalb dieser Schwelle die Substanzen aus ökotoxikologischer Sicht beurteilt und alle erforderlichen Massnahmen zum Schutz der Gewässer ergriffen werden.	
		2. Die “nicht-relevanten Metaboliten” (Abbauprodukte ohne Schadpotenzial) von Pflanzenschutzmitteln sind nicht in die FIV aufgenommen worden.	
		3. Die Vorgaben zu den Pestiziden und ihren Abbauprodukten sind zu präzisieren, weil der Begriff "relevant" nicht definiert ist und eine klare Abgrenzung zum TTC-Konzept nötig ist.	Ergänzung der Liste 4 des Anhangs mit “nicht-relevanten Metaboliten” von Pflanzenschutzmitteln und Festlegung eines Wertes.

			Ergänzung der Liste 4 des Anhangs mit “nicht-relevanten Metaboliten” von Pflanzenschutzmitteln und Festlegung eines Wertes.
SVGW	Liste 4	Vorgabe der Werte für organische chemische Verbindungen mit unbekannter Toxizität in Form von Grenzwerten. Die Festlegungen bei den Pestiziden und ihren Abbauprodukten sind zu präzisieren. Der Grund dafür liegt darin, dass bei der Abgrenzung von relevanten zu den nicht relevanten Metaboliten grosse unschärfen existieren.	
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	Liste 4	Die Gewässerschutzverordnung verlangt, dass in den unterirdischen Gewässern keine künstlichen langlebigen Stoffe enthalten sein dürfen. Um hier die Kompatibilität herzustellen, ist ein Toleranzwert für langlebige künstliche Stoffe von 0.0001 mg/kg in Trinkwasser in die FIV aufzunehmen. Zudem wird dadurch der Problematik einer allfälligen Kumulation solcher Stoffe in der Nahrungsmittelkette Rechnung getragen.	Ergänzung Liste 4: Spalte 1: Langlebiger künstlicher Stoff, sofern nicht spezifische Regelungen bestehen Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	Liste 4	Für Trihalomethane (Desinfektionsnebenprodukte) wird neu ein Grenzwert festgelegt. Eine gleichzeitige Beibehaltung des bisherigen Toleranzwertes von 0.02 mg/kg ist sinnvoll.	zusätzlich: Spalte 3 (Toleranzwert) 0.02 mg/kg
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	Liste 4	Der Toleranzwert für bisher nicht spezifisch geregelte Substanzen ohne genotoxisches Potenzial ist mit 10 Mikrogramm pro Liter sehr hoch angesetzt. Aus humantoxikologischer Sicht mag das gerechtfertigt sein, allerdings berücksichtigt er das Vorsorgeprinzip nicht, wie es sowohl die Lebensmittel- als auch die Gewässerschutzgesetzgebung verlangen. Im Rahmen der guten Herstellungspraxis geht es darum, einen künstlichen Eintrag von "nicht spezifisch geregelten Substanzen" ins Trinkwasser zu minimieren. Es wird deshalb vorgeschlagen, den Toleranzwert um den Faktor 10 zu reduzieren.	Organische chemische Verbindung mit unbekannter Toxizität, aber bekannter chemischer Struktur, ohne strukturelle Hinweise auf ein genotoxisches Potential Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.001 mg/kg
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	Liste 4	Gemäss den Erläuterungen gilt das TTC-Konzept nicht für Pestizide und ihre Metabolite. Wird in der Praxis eine neue, bislang unbekannte Verbindung nachgewiesen, ist es nicht unbedingt eindeutig, ob es sich um ein Abbauprodukt eines Pestizids handelt oder nicht, und somit ist auch die Beurteilungsgrundlage nicht klar. Der Toleranzwert von 0.0001 mg/kg für Pestizide, deren relevante Metaboliten, Abbau und Reaktionsprodukte ist nicht toxikologisch begründet, sondern er soll dem Vorsorgeprinzip Rechnung tragen. Es ist daher nicht konsequent, wenn für künstliche Abbau- und Reaktionsprodukte dieses Vorsorgeprinzip nicht gelten soll und höhere Werte festgelegt werden.	Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg Spalte 5: gilt je Substanz für organische Pestizide und deren künstliche Abbau- und Reaktionsprodukte Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0005 mg/kg Spalte 5: Summe aller organischen Pestizide und deren künstlichen Abbau- und

		Mit Vorsorgewerten soll verhindert werden, dass das Grundwasser und Trinkwasser nachhaltig mit langlebigen Stoffen verschmutzt werden, und dass bei der Aufbereitung von Trinkwasser keine unerwartet humantoxischen Stoffe entstehen. Die Vorgaben zu den Pestiziden und ihren Abbauprodukten sind zudem zu präzisieren, da der Begriff "relevant" weder im Lebensmittel- noch im Umweltrecht definiert ist und bei den Verantwortlichen und im Vollzug zu Unsicherheiten führt. Grundsätzlich wollte der Gesetzgeber übermässige Kontaminationen des Trinkwassers mit anthropogenen Stoffen vermeiden. Die Vorgaben zu den Pestiziden und ihren Abbauprodukten sind deshalb entsprechend zu präzisieren.	Reaktionsprodukte
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Liste 4	Das BAG will im Gegensatz zur Richtlinie 2003/40/EG für Mineralwässer für Fluorid keine Gehalte bis 5 mg/l zulassen und schlägt vor, aus gesundheitlichen Gründen den bisherigen Toleranz¬wert von 1.5 mg/l für Trinkwasser neu als Grenzwert für Mineral¬wasser zu verankern. Für die Einhaltung dieses Grenzwertes müssen eine Reihe fluoridhaltiger Mineralwässer, die heute auf dem Markt sind, entfluoridiert werden. Die Planung, Finanzierung und Realisierung der dazu nötigen Anlagen ist mit der vorgesehenen Übergangsfrist von einem Jahr nicht umsetzbar. Dazu kommt, dass ausländische Mineralwässer mit Fluoridgehalten über 1.5 mg/l trotz Warnhinweis in der Schweiz nicht mehr verkehrsfähig wären (eine Zulassung via Allgemeinverfügung gestützt auf das THG wäre nicht möglich, da der Gesundheitsschutz bei einer Überschreitung des Grenzwerts von 1.5 mg/l nach Schweizer Auslegung nicht gewährleistet ist).	Übergangsbestimmungen Mineralwasser, das hinsichtlich des Fluoridgehalts den Vorgaben der Richtlinie 2003/40/EG entspricht, darf noch bis zum 31. Dezember 2017 nach bisherigem Recht an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Liste 4	Ein Toleranzwert für Nitrat von 50 mg/kg in Mineralwasser ist vor dem Hintergrund des in der revidierten FIV unveränderten Toleranzwertes für Nitrat in Trinkwasser von 40 mg/kg (EU 50 mg/kg) nicht nachvollziehbar.	Festlegung des Toleranzwertes für Nitrat in natürlichem Mineralwasser auf 40 mg/kg.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Liste 4	Für organische chemische Verbindungen mit unbekannter Toxizität (TTC-Konzept), aber bekannter chemischer Struktur, mit strukturellen Hinweisen auf ein genotoxisches Potential sind ein Toleranz- und ein Grenzwert festzulegen. Für organische chemische Verbindungen mit unbekannter Toxizität (TTC-Konzept), aber bekannter chemischer Struktur, ohne strukturelle Hinweise auf ein genotoxisches Potential ist ein tieferer Tole-	"Spalte 1: Organische chemische Verbindung mit unbekannter Toxizität, aber bekannter chemischer Struktur, mit strukturellen Hinweisen auf ein genotoxisches Potential Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg Spalte 4: 0.001 mg/kg" "Spalte 1: Organische chemische Verbindung mit unbekannter Toxizität, aber bekannter chemischer Struktur, ohne strukturelle Hinweise auf ein genotoxisches Potential» Spalte 2: Trinkwasser

		ranzwert festzulegen. Begründungen siehe unter den allgemeinen Bemerkungen.	Spalte 3: 0.001 mg/kg"
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Liste 4	Für bisher nicht spezifisch geregelte Substanzen, die neu mit dem TTC-Konzept geregelt werden, sind tiefere verbindliche Werte als die momentan im TTC-Konzept festgelegten einzuführen. Im Rahmen der guten Herstellungspraxis geht es darum, einen künstlichen Eintrag von "nicht spezifisch geregelten Substanzen" ins Trinkwasser zu minimieren. Der Toleranzwert für nicht spezifisch geregelte Substanzen sollte auf 100 ng/l festgelegt werden.	Tieferen Toleranzwert festlegen: “Spalte 1: Organische chemische Verbindung mit unbekannter Toxizität, aber bekannter chemischer Struktur, ohne strukturelle Hinweise auf ein genotoxisches Potential Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg”
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Liste 4	Es ist ein neuer Toleranzwert für langlebige künstliche Stoffe von 0.0001 mg/kg in Trinkwasser aufzunehmen. Damit wird eine Kompatibilität mit der Gewässerschutzverordnung hergestellt. Zudem wird dadurch der Problematik einer allfälligen Kumulation solcher Stoffe in der Nahrungsmittelkette Rechnung getragen.	Ergänzung Liste: "Spalte 1: Langlebiger künstlicher Stoff, sofern nicht separate Regelungen bestehen Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg"
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Liste 4	Die Vorgaben zu den Pestiziden und ihren Abbauprodukten sind zu präzisieren, weil der Begriff "relevant" nicht definiert ist und eine klare Abgrenzung zum TTC-Konzept nötig ist.	Präzisierung: “Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg Spalte 5: gilt je Substanz für organische Pestizide und deren künstliche Abbau- und Reaktionsprodukte” “Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0005 mg/kg Spalte 5: Summe aller organischen Pestizide und deren künstlichen Abbau- und Reaktions-produkte” Oben stehender Änderungsantrag ist die favorisierte Lösung. Falls er nicht übernommen wird, wird die nachstehende Formulierung vorgeschlagen. Sie bedeutet, dass hinsichtlich der Bewertung von Metaboliten als relevant/nicht-relevant die trinkwasserspezi-fischen Aspekte im Zentrum stehen müssen, einschliesslich beispielsweise die Bildung problematischer Reaktionsprodukte aus PSM-Metaboliten bei oxidativer Aufbereitung des Wassers. “Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg Spalte 5: gilt je Substanz für organische Pestizide sowie für deren trinkwasserrelevante Metaboliten, Reaktions- und Abbauprodukte” “Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0005 mg/kg

			Spalte 5: Summe aller organischen Pestizide sowie deren trinkwasser-relevante Metaboliten, Reaktions- und Abbauprodukte“
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Liste 4	Für Trihalomethane (als Desinfektionsnebenprodukte) ist neu ein Grenzwert festgelegt. Eine Beibehaltung des heutigen Toleranzwertes von 0.02 mg/kg ist sinnvoll.	Bei Trihalomethanen in Trinkwasser den Tole-ranzwert beibehalten: “Spalte 3 (Toleranzwert) 0.02 mg/kg Spalte 4 (Grenzwert): 0.05 mg/kg“
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Liste 4	Nuovo VT per somma MTBE+ETBE di 0.005 mg/kg (5 µg/kg): un recente caso di contaminazione scoperto in Ticino a questi livelli ha messo in evidenza una evidente influenza organolettica (in particolare al gusto) sull'acqua potabile. In particolare l'ETBE possiede una soglia organolettica più bassa del MTBE. Il MTBE è impiegato dalla metà degli anni 80, l’ETBE è stato introdotto in Europa solo da qualche anno, cioè da quando s’incoraggia l’impiego di carburanti di origine biologica (biocarburanti) in sostituzione di quelli di origine fossile. La benzina oggi contiene sempre più ETBE con tendenza all’aumento e alla completa sostituzione del MTBE. Problema: molto probabilmente un'acqua con tenori di MTBE/ETBE anche inferiori a 5 µg/kg potrebbe già non soddisfare i requisiti fissati dall'Ordinanza del DFI concernente l’acqua potabile, l’acqua sorgiva e l’acqua minerale -> art. 3 cpv 2 lettera c ... "è atta al consumo l’acqua potabile che, nel luogo in cui è a disposizione per essere utilizzata è ineccepibile dal punto di vista del gusto, dell’odore e dell’aspetto".	Der Toleranzwert ist so tief anzusetzen, dass organoleptische Beeinträchtigungen des Trink-wassers auszuschliessen sind.
Chancellerie d’Etat du Canton du Valais	Liste 4	Pour les substances qui n’ont pas été réglées jusqu'à maintenant et qui le seront prochainement avec le concept TTC, des valeurs obligatoires plus basses que celles existantes maintenant devront être fixées avec le concept TTC. Dans le cadre des bonnes pratiques de fabrication, il s'agira de minimiser une entrée artificielle de "substances non spécifiquement réglées" dans l'eau potable. La valeur de tolérance pour les substances non spécifiquement réglées devra être fixée à 100 ng/l.	Fixer une valeur de tolérance plus basse : "Colonne 1 : composé chimique organique avec toxicité inconnue, mais structure chimique connue, sans précisions structurelles sur un potentiel génotoxique Colonne 2 : eau potable Colonne 3 : 0.0001 mg/kg
Staatskanzlei des Kantons St. Gallen	Liste 4	Toleranzwerte für Pestizide im Trinkwasser: die fehlende Definition von "relevanten" Metaboliten führt zu Unklarheiten im Vollzug. Da es sich um einen Toleranzwert handelt, ist nicht nur die toxikologische Relevanz für die Beurteilung heranzuziehen. Pflanzenschutz-Metaboliten sind wie die Wirkstoffe selbst grundsätzlich als Fremdstoffe im Trinkwasser unerwünscht und nur in technisch unvermeidbaren Mengen tolerierbar. Den Toleranzwert auf organische Pestizide einschliesslich derer Metaboliten zu beziehen ist gleichzeitig eine Angleichung an die Anforderungen der Gewässerschutzverordnung, die keine Unterscheidung in "relevante" und "nicht relevante" Metaboliten kennt.	Das Wort "relevante" ist bei den Bemerkungen zu streichen.

Chancellerie d'Etat du Canton de Genève	Liste 4	L'introduction de valeurs de tolérance d'une part pour les composés chimiques organiques de toxicité inconnue mais à la structure chimique connue, ayant des caractéristiques structurelles suggérant un potentiel génotoxique et d'autre part pour les composés chimiques organiques de toxicité inconnue mais à la structure chimique connue, sans caractéristiques structurelles suggérant un potentiel génotoxique est accompagnée de remarques pas claires du tout. Afin d'éviter une interprétation trop libérale de ces prescriptions légales, le texte doit être remanié et illustré d'exemples précis.	Nous saluons l'introduction de valeurs maximales pour certains métaux spécifiques aux eaux minérales naturelles et d'une concentration maximale du fluorure dans l'eau en valeur limite, sans pour autant en augmenter la teneur. Nous jugeons de manière positive l'introduction de valeurs limites pour l'adonirubine et la canthaxanthine puisque des résidus de ces composants peuvent se retrouver dans la chair des poissons et dans les œufs
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Liste 4	Das BAG will im Gegensatz zur Richtlinie 2003/40/EG für Mineralwässer für Fluorid keine Gehalte bis 5 mg/l zulassen und schlägt vor, aus gesundheitlichen Gründen den bisherigen Toleranz¬wert von 1.5 mg/l für Trinkwasser neu als Grenzwert für Mineral¬wasser zu verankern. Für die Einhaltung dieses Grenzwertes müssen eine Reihe fluoridhaltiger Mineralwässer, die heute auf dem Markt sind, entfluoridiert werden. Die Planung, Finanzierung und Realisierung der dazu nötigen Anlagen ist mit der vorgesehenen Übergangsfrist von einem Jahr nicht umsetzbar. Dazu kommt, dass ausländische Mineralwässer mit Fluoridgehalten über 1.5 mg/l trotz Warnhinweis in der Schweiz nicht mehr verkehrsfähig wären (eine Zulassung via Allgemeinverfügung gestützt auf das THG wäre nicht möglich, da der Gesundheitsschutz bei einer Überschreitung des Grenzwerts von 1.5 mg/l nach Schweizer Auslegung nicht gewährleistet ist).	Übergangsbestimmungen Mineralwasser, das hinsichtlich des Fluoridgehalts den Vorgaben der Richtlinie 2003/40/EG entspricht, darf noch bis zum 31. Dezember 2017 nach bisherigem Recht an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Liste 4	Ein Toleranzwert für Nitrat von 50 mg/kg in Mineralwasser ist vor dem Hintergrund des in der revidierten FIV unveränderten Toleranzwertes für Nitrat in Trinkwasser von 40 mg/kg (EU 50 mg/kg) nicht nachvollziehbar.	Festlegung des Toleranzwertes für Nitrat in natürlichem Mineralwasser auf 40 mg/kg.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Liste 4	Für organische chemische Verbindungen mit unbekannter Toxizität (TTC-Konzept), aber bekannter chemischer Struktur, mit strukturellen Hinweisen auf ein genotoxisches Potential sind ein Toleranz- und ein Grenzwert festzulegen. Für organische chemische Verbindungen mit unbekannter Toxizität (TTC-Konzept), aber bekannter chemischer Struktur, ohne strukturelle Hinweise auf ein genotoxisches Potential ist ein tieferer Toleranzwert festzulegen. Begründungen siehe unter den allgemeinen Bemerkungen.	"Spalte 1: Organische chemische Verbindung mit unbekannter Toxizität, aber bekannter chemischer Struktur, mit strukturellen Hinweisen auf ein genotoxisches Potential Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg Spalte 4: 0.001 mg/kg" "Spalte 1: Organische chemische Verbindung mit unbekannter Toxizität, aber bekannter chemischer Struktur, ohne strukturelle Hinweise auf ein genotoxisches Potential» Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.001 mg/kg"

Staatskanzlei des Kantons Aargau	Liste 4	Für bisher nicht spezifisch geregelte Substanzen, die neu mit dem TTC-Konzept geregelt werden, sind tiefere verbindliche Werte als die momentan im TTC-Konzept festgelegten einzuführen. Im Rahmen der guten Herstellungspraxis geht es darum, einen künstlichen Eintrag von "nicht spezifisch geregelten Substanzen" ins Trinkwasser zu minimieren. Der Toleranzwert für nicht spezifisch geregelte Substanzen sollte auf 100 ng/l festgelegt werden.	Tieferen Toleranzwert festlegen: “Spalte 1: Organische chemische Verbindung mit unbekannter Toxizität, aber bekannter chemischer Struktur, ohne strukturelle Hinweise auf ein genotoxisches Potential Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg”
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Liste 4	Es ist ein neuer Toleranzwert für langlebige künstliche Stoffe von 0.0001 mg/kg in Trinkwasser aufzunehmen. Damit wird eine Kompatibilität mit der Gewässerschutzverordnung hergestellt. Zudem wird dadurch der Problematik einer allfälligen Kumulation solcher Stoffe in der Nahrungsmittelkette Rechnung getragen.	Ergänzung Liste: "Spalte 1: Langlebiger künstlicher Stoff, sofern nicht separate Regelungen bestehen Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg"
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Liste 4	Die Vorgaben zu den Pestiziden und ihren Abbauprodukten sind zu präzisieren, weil der Begriff "relevant" nicht definiert ist und eine klare Abgrenzung zum TTC-Konzept nötig ist.	Präzisierung: “Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg Spalte 5: gilt je Substanz für organische Pestizide und deren künstliche Abbau- und Reaktionsprodukte” “Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0005 mg/kg Spalte 5: Summe aller organischen Pestizide und deren künstlichen Abbau- und Reaktions-produkte” Oben stehender Änderungsantrag ist die favorisierte Lösung. Falls er nicht übernommen wird, wird die nachstehende Formulierung vorgeschlagen. Sie bedeutet, dass hinsichtlich der Bewertung von Metaboliten als relevant/nicht-relevant die trinkwasserspezi-fischen Aspekte im Zentrum stehen müssen, einschliesslich beispielsweise die Bildung problematischer Reaktionsprodukte aus PSM-Metaboliten bei oxidativer Aufbereitung des Wassers. “Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg Spalte 5: gilt je Substanz für organische Pestizide sowie für deren trinkwasser-relevante Metaboliten, Reaktions- und Abbauprodukte” “Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0005 mg/kg Spalte 5: Summe aller organischen Pestizide sowie deren trinkwasser-relevante Metaboliten, Reaktions- und Abbauprodukte“
Staatskanzlei des Kan-	Liste 4	Für Trihalomethane (als Desinfektionsnebenprodukte) ist neu ein Grenzwert festgelegt. Eine Beibehaltung des heutigen Toleranzwer-	Bei Trihalomethanen in Trinkwasser den Tole-ranzwert beibehalten: “Spalte 3 (Toleranzwert) 0.02 mg/kg

tons Aargau		tes von 0.02 mg/kg ist sinnvoll.	Spalte 4 (Grenzwert): 0.05 mg/kg“
Geschäftsstelle IG DHS	Liste 4	Für diverse Stoffe (aus Aromen) stammen die Grenzwerte noch aus der alten Aromarichtlinie (1988/388/EG). Diese sollten aus der neuen Aromaverordnung (1334/2008/EG, Anhang III) übernommen werden	Übernahme der Grenzwerte gemäss Verordnung (EG) Nr. 1334/2008, Anhang III
GSLI Gesellschaft Schweizer Lebensmittel-inspektorinnen und Lebensmittelinspektoren	Liste 4	Das BAG will, im Gegensatz zur Richtlinie 2003/40/EG für Mineralwässer, für Fluorid keine Gehalte bis 5 mg/l zulassen und schlägt vor, aus gesundheitlichen Gründen den bisherigen Toleranzwert von 1.5 mg/l für Trinkwasser neu als Grenzwert für Mineralwasser zu verankern. Für die Einhaltung dieses Grenzwerts müssen eine Reihe fluoridhaltiger Mineralwässer, die heute auf dem Markt sind, entfluoriert werden. Die Planung, Finanzierung und Realisierung der dazu nötigen Anlagen ist mit der vorgesehenen Übergangsfrist von einem Jahr nicht umsetzbar. Dazu kommt, dass ausländische Mineralwässer mit Fluoridgehalten über 1.5 mg/l, trotz Warnhinweis, in der Schweiz nicht mehr verkehrsfähig wären (eine Zulassung via Allgemeinverfügung gestützt auf das THG wäre nicht möglich, da der Gesundheitsschutz bei einer Überschreitung des Grenzwerts von 1.5 mg/l nach Schweizer Auslegung nicht gewährleistet ist).	Übergangsbestimmungen Mineralwasser, das den Vorgaben der Richtlinie 2003/40/EG entspricht, darf noch bis zum 31. Dezember 2017 nach bisherigem Recht an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden.
		Ein Toleranzwert für Nitrat von 50 mg/l in Mineralwasser ist vor dem Hintergrund des in der revidierten FIV unveränderten Toleranzwertes für Nitrat in Trinkwasser von 40 mg/l (EU 50 mg/l) nicht nachvollziehbar	Festlegung des Toleranzwertes für Nitrat in Mineralwasser auf 40 mg/l.
		Ein Toleranzwert für Nitrat von 50 mg/l in Mineralwasser ist vor dem Hintergrund des in der revidierten FIV unveränderten Toleranzwertes für Nitrat in Trinkwasser von 40 mg/l (EU 50 mg/l) nicht nachvollziehbar..	
GSLI Gesellschaft Schweizer Lebensmittel-inspektorinnen und Lebensmittelinspektoren	Liste 4	Die Grenzwerte für delta-9-Tetrahydrocannabinol in Hanfprodukten werden ohne Begründung um mehr als die Hälfte gesenkt. Diese Änderungen sind nicht notwendig, da Produkte mit und ohne Rauschhanf gestützt auf die bisherigen Grenzwerte problemlos voneinander unterschieden werden können.	Eine Änderung der Grenzwerte für delta-9-Tetrahydrocannabinol ist nicht notwendig.
Eidg. Anstalt für Wasserversorgung, Abwasserreinigung und Gewässerschutz EAWAG	Liste 4	Die Eawag ist der Meinung, dass der Trinkwassergrenzwert für Uran auf Basis des Vorsorgeprinzips auf 10 Mikrogramm/L angepasst werden müsste, wie das in Deutschland der Fall ist. Nur ein solcher Wert würde auch für Kleinkinder und Säuglinge genügend Schutz bieten.	Trinkwassergrenzwert für Uran = 10 Mikrogramm/L
		Situation in Deutschland: Seit 2004 empfiehlt das Umweltbundesamt (UBA) im Trinkwasser für Uran einen Leitwert von 10 Mikrogramm/L. Nach Auffassung des UBA und des Bundesinstituts für Risikobewertung (BfR) schützt dieser Leitwert alle Bevölkerungs-	

		gruppen (inklusive Säuglinge) lebenslang vor der chemisch-toxischen Wirkung von Uran auf das empfindlichste Zielorgan, die Niere. Dieser Wert basiert insbondere auf einer Studie von 1998, die bei sehr empfindlichen Personen Veränderungen der Nierenfunktion beobachtet hat. Die Exposition, die dafür notwendig ist, ist nach Auffassung der UBA sehr selten anzutreffen, und entspräche einer lebenslänglichen Aufnahme von 2 Liter Wasser mit einer Konzentration von > 10 Mikrogramm/L Uran (Quelle: http://www.umweltdaten.de/publikationen/fpdf-l/4193.pdf). Der Leitwert begründet sich im vorsorglichen Schutz auch für empfindliche Personen einschliesslich Säuglingen, bei denen das Verhältnis zwischen der Menge des aufgenommenen Wassers und dem Körpergewicht viel grösser ist als bei Erwachsenen. Position der WHO: Die WHO hat 2011 den Trinkwasserrichtwert für Uran nach Einbezug der aktuellsten epidemiologischen Studien von 15 auf 30 Mikrogramm/L erhöht. Aktuelle Situation in der Schweiz: Der Vorschlag für 30 Mikrogramm/L anstelle von 10 Mikrogramm/L (wie in Deutschland) wird vom Bundesamt für Gesundheit (BAG) damit begründet, dass sich der Aufwand eines tieferen Grenzwertes für den sehr ungewissen Nutzen nicht lohnt (Quelle: Aqua und Gas, Nr. 3, 2012). Ein deutlich tieferer Grenzwert würde in der Schweiz eine weit grössere Anzahl von eher kleinen Wasserversorgungen betreffen. Bei einem Grenzwert von 30 Mikrogramm/L wären ca. 6 Gemeinden in der Schweiz, bei 10 Mikrogramm/L ca. 60 Gemeinden betroffen, hauptsächlich im Wallis, Graubünden und Tessin (Quelle: Stalder et al. 2012, Chemosphere 86, 672-679). Gemäss Stalder et al. (2012) konsumieren insbesondere Säugling bezogen auf ihre Körpermasse mehr Trinkwasser als Erwachsene und würden unter Umständen auch die tolerierbare tägliche Aufnahme von Uran nach dem WHO Richtwert überschreiten. Deshalb empfielt die Eawag aus vorsorglichen Gründe den Trinkwassergrenzwert für Uran wie in Deutschland bei 10 Mikrogramm/L anzusetzen, wie dies auch von den Wasserversorgern gefordert wird.	
Eidg. Anstalt für Wasserversorgung, Abwasserreinigung und Gewässerschutz EAWAG	Liste 4	Für organisch chemische Verbindungen mit unbekannter Toxizität, aber bekannter chemischer Struktur, mit strukturellen Hinweisen auf ein genotoxisches Potential und analoge Verbindungen ohne strukturelle Hinweise auf ein genotoxisches Potential werden neu Toleranzwerte, basierend auf dem TTC Konzept von	In den Bemerkungen zu den Toleranzwerten muss stehen: "Die Toleranzwerte beziehen sich auf die Summe aller Einzelsubstanzen mit demsbelben Wirkmechanismus (z.B. genotoxische Stoffe)"

0.1 Mikrogramm/L (strukturelle Hinweise auf Genotoxizität) und 10 Mikrogramm/L (keine strukturelle Hinweise auf Genotoxizität) vorgeschlagen.

Diese Toleranzwerte und die Aufteilung verschiedener TTC Klassen in zwei grobe Klassen beruht auf die Abstimmung verschiedener Parteien (Wasserversorger, SVGW, BAG, BAFU, VKCS, KVU) (Quelle: Leitfaden des BAG:
Umgang mit nicht geregelten Fremdstoffen im Trinkwasser 16. Januar 2012).

Dieser Vorschlag ist ein erster pragmatischer Ansatz für die Beurteilung von nicht geregelten Substanzen mit ungenügender Datengrundlage zur Toxizitätsbeurteilung. Allerdings müssten unserer Meinung nach andere Auslegungen des TTC Konzeptes in Zukunkt miteinbezogen werden. In den Niederlanden wird ein weitaus strengeres und umfassenderes TTC Konzept zur Anwendung vorgeschlagen. Gemäss dem in den Niederlanden entwickelten Ansatz Q21 ("Trinkwasserqualität für das 21 Jahrhundert") werden nicht nur Stoffe mit gentoxischen Strukturmerkmalen geregelt, sondern auch Steroidhormone (Quelle: Mons et al., 2013, Use of the Threshold of Toxikological Concern (TTC) approach for deriving target values for drinking water contaminants, 47, 1666-1678). Die TTC Toleranzwerte für Stoffe mit/ohne genotoxische Strukturmerkmale wurden auf Grundlage des Vorsorgeprinzips und dem Einbezug einer potentiellen Mischungstoxizität auf 0.01 und 0.1 Mikrogramm/L festgelegt. Der Wert von 0.1 Mikrogramm/L für Substanzen ohne genotoxische Strukturmerkmale lehnt sich an die gängige Praxis für Pestizide an, die sich über Jahrzehnte bewährt hat. Die niederländischen Werte sind um einen Faktor 10 bis 100 kleiner, als die in der FIV vorgeschlagenen Toleranzwerte. Zusätzlich sind auch die Summen der Substanzen mit/ohne genotoxische Strukturmerkmale mit den gleichen Toleranzwerten wie für die Einzelsubstanzen geregelt. Es ist unklar, warum auch in diesem Fall das Vorsorgeprinzip nicht zur Anwendnung kommt obwohl im Wasserschloss Schweiz die Wasserressourcen in der Regel viel sauberer sind als in den Niederlanden. Zudem sollten die Toleranzwerte für Trinkwasser auch immer im Gesamtkontext des Gewässerschutzes gesehen werden, der weit über rein humantoxikologische Aspekte hinausgeht.

Der Ansatz mit gesundheitlichen Orientierungswerten (GOW) in Deutschland ist sehr pragmatisch. Das Vorsorgeprinzip wird mit dem ersten gesundheitlichen Orientierungwert von 0.1 Mikrogramm/L, welcher für schwach genotoxische Stoffe oder noch nicht entsprechend bewertete Stoffe in Abwesenheit weiterer experimenteller Daten gilt, berücksichtigt. Für stark genotoxische Stoffe beträgt der GOW 0.01 Mikrogramm/L. Je nach Datenlage (bezüg-

		lich Genotoxizität und anderere Endpunkte wie Neurotoxizität) werden GOW zwischen 0.3 und 10 Mikrogramm/L vorgeschlagen. Der vorsorgliche GOW von 0.1 Mikrogramm /L für Stoffe ohne Bewertungsbasis ist 100 mal kleiner als der vorgeschlagene Toleranzwert in der Schweiz für Stoffe ohne genotoxische Strukturmerkmale. In der FIV fehlen ganz klar die Toleranzwerte für die Summe der Substanzen mit/ohne genotoxische Strukturmerkmalen. In der BAG Anleitung zum Umgang mit nicht geregelten Fremdstoffen im Trinkwasser vom 16. Januar 2012 steht klar, dass für den Fall von nachgewiesenen Fremdstoffen mit einem gemeinsamen Wirkmechanismus, die Gruppe dieser Fremdstoffe gemeinsam zu bewerten ist und die aus dem TTC-Konzept abgeleitete Toleranzwerte auch für die Summen der Einzelsubstanzen gelten. Dieser Aspekt muss in den Änderungen zur FIV miteinbezogen werden.	
Schweizerischer Verband für komplementärmedizinische Heilmittel	Liste 4	Einige der Grenzwerte für stoffe wie Quassin, Pulegon, Cumarin etc. Stammen noch aus der alten Aromen-Richtlinie EWG 88/388.	Übernahme der Höchstmengen aus VO (EG) Nr. 1334/2008, Anhang III, Teil B
Migros-Genossenschafts-Bund	Liste 4	Für diverse Stoffe (aus Aromen) stammen die Grenzwerte noch aus der alten Aromarichtlinie (1988/388/EG). Diese sollten aus der neuen Aromaverordnung (1334/2008/EG, Anhang III) übernommen werden	Übernahme der Grenzwerte gemäss Verordnung (EG) Nr. 1334/2008, Anhang III
Staatskanzlei des Kantons Schaffhausen	Liste 4	Die Werte für organische chemische Verbindungen mit unbekannter Toxizität (TTC-Konzept) sind als Grenzwerte festzulegen.	
Staatskanzlei des Kantons Schaffhausen	Liste 4	Es ist ein neuer Toleranzwert für langlebige, künstliche Stoffe von 0.0001 mg/kg in Trinkwasser aufzunehmen. Damit wird die Kompatibilität mit der Gewässerschutzverordnung hergestellt.	Spalte 1: Langlebige, künstliche Stoffe, sofern nicht separate Regelungen bestehen Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg
Staatskanzlei des Kantons Schaffhausen	Liste 4	Die Vorgaben zu den Pestiziden und ihren Abbauprodukten sind zu präzisieren, weil der Begriff "relevant" nicht definiert ist und eine klare Abgrenzung zum TTC-Konzept nötig ist. Der Antrag für den Änderungsvorschlag ist sinngemäss für die Summe aller organischen Pestizide und deren künstliche Abbau- und Reaktionsprodukte zu übernehmen.	Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg Spalte 5: gilt je Substanz für organische Pestizide und deren künstliche Abbau- und Reaktionsprodukte Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0005 mg/kg Spalte 5: Summe aller organischen Pestizide und deren künstlichen Abbau- und Reaktions-produkte”
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Liste 4	Benzo(a)pyrène : Dans la rubrique des aliments diététiques destinés à des fins thérapeutiques spéciales pour nourrissons manque la mention des	« aliments diététiques destinés à des fins médicales spéciales pour nourrissons et enfants en bas âge »

		enfants en bas âge qui est pourtant présente dans l"ancienne version. Il n"y a pas de raison pour ne pas maintenir cette mention.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Liste 4	Nitrate : La valeur de tolérance pour l"eau minérale est plus élevée que pour l"eau potable. Il n"est pas compréhensible pourquoi la santé des personnes qui boivent l"eau minérale serait moins protégée. La valeur limite pour l"eau minérale doit être abaissée 40mg/kg.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Liste 4	Ozone : Il est regrettable que l"eau minérale naturelle puisse être traitée à l"air enrichi en ozone. Les consommateurs ne s"attendent pas que leur eau minérale naturelle puisse avoir subi ce genre de traitement ni à ce qu"il puisse laisser des traces. Cette eau n"est plus « naturelle ».	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Liste 4	Tétrahydrocannabinol : Des consommateurs contactent régulièrement la permanence parce qu"ils sont inquiets concernant le chanvre dans les aliments et les boissons. Ils seront rassurés de savoir que la teneur en THC a été abaissée dans plusieurs catégories d"aliments.	
Coop Genossenschaft	Liste 4	Für diverse Stoffe (aus Aromen) stammen die Grenzwerte noch aus der alten Aromarichtlinie (1988/388/EG). Diese sollten aus der neuen Aromaverordnung (1334/2008/EG, Anhang III) übernommen werden	Übernahme der Grenzwerte gemäss Verordnung (EG) Nr. 1334/2008, Anhang III
Swiss Granum	Liste 4	Wir führen hier ergänzend die Position unseres Branchenpartners Swissmill auf. Es wird uns erläutert, dass für Unkrautsamen (d.h. solche ohne spezifische Wirkung) in branchenspezifischen Dokumenten Richtlinien festgelegt seien. Doch für toxische Unkrautsamen schützt die einschlägige Regelung (Grenzwert Swiss Granum für Fremdkörner: 1 %, d.h. 10000 mg/kg!) die Mühlen unzureichend vor Getreideanlieferungen mit Beimengungen an zweifelhaften Unkrautsamen.	Hier ist die Festlegung von Höchstkonzentrationen anzustreben. Die wichtigsten Pflanzen, deren giftige Samen als Besatz in Getreide vorkommen können, sind in beiliegender Tabelle aufgeführt. Siehe Beilage 1 zu Stellungnahme wiss granum. Bem. HAT: Siehe IGEKO http://www.igeko.bag.admin.ch/igb_dok.php?DokNr=13.019633&Version=1&AbfDetailNew=1
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Liste 4	Benzo(a)pyrène : Dans la rubrique des aliments diététiques destinés à des fins thérapeutiques spéciales pour nourrissons manque la mention des enfants en bas âge qui est pourtant présente dans l"ancienne version. Il n"y a pas de raison pour ne pas maintenir cette mention.	« aliments diététiques destinés à des fins médicales spéciales pour nourrissons et enfants en bas âge »
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Liste 4	Nitrate : La valeur de tolérance pour l"eau minérale est plus élevée que pour l"eau potable. Il n"est pas compréhensible pourquoi la santé des personnes qui boivent l"eau minérale serait moins protégée. La valeur limite pour l"eau minérale doit être abaissée 40mg/kg.	
Stiftung für Konsumen-	Liste 4	Ozone : Il est regrettable que l"eau minérale naturelle puisse être traitée à	

tenschutz SKS		l"air enrichi en ozone. Les consommateurs ne s"attendent pas que leur eau minérale naturelle puisse avoir subi ce genre de traitement ni à ce qu"il puisse laisser des traces. Cette eau n"est plus « naturelle ».	
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Liste 4	Tétrahydrocannabinol : Des consommateurs contactent régulièrement la permanence parce qu"ils sont inquiets concernant le chanvre dans les aliments et les boissons. Ils seront rassurés de savoir que la teneur en THC a été abaissée dans plusieurs catégories d"aliments.	
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Liste 4	Für diverse Stoffe (aus Aromen) stammen die Grenzwerte noch aus der alten Aromarichtlinie (1988/388/EG). Diese sollten aus der neuen Aromaverordnung (1334/2008/EG, Anhang III) übernommen werden	Übernahme der Grenzwerte gemäss Verordnung (EG) Nr. 1334/2008, Anhang III
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	Liste 4	Une valeur de tolérance de 50 mg/l de nitrate dans l'eau minérale n'est pas compréhensible si on maintient la valeur de tolérance à 40 mg/l pour l'eau potable.	Fixer la valeur de tolérance pour les nitrates dans l'eau minérale à 40 mg/l.
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	Liste 4	Les valeurs pour les composés organiques présentant une toxicité inconnue (concept TTC) doivent être des valeurs limites et non des valeurs de tolérance.	Les valeurs pour les composés organiques présentant une toxicité inconnue (concept TTC) doivent être des valeurs limites et non des valeurs de tolérance.
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	Liste 4	Les dispositions relatives aux pesticides et à leur produits de dégradation doivent être précisées car la notion de «pertinents » n'est pas définie et une délimitation avec le concept TTC est indispensable.	Voir à ce sujet les propositions de l'ACCS/VKCS.
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	Liste 4	Pour les trihalométhanes, une valeur limite a été fixée. Toutefois, il y a lieu de disposer d'une valeur de tolérance.	Nous demandons que deux valeurs soient définies : Valeur de tolérance : 0.02 mg/kg Valeur limite : 0.05 mg/kg
Denner AG	Liste 4	Für diverse Stoffe (aus Aromen) stammen die Grenzwerte noch aus der alten Aromarichtlinie (1988/388/EG). Diese sollten aus der neuen Aromaverordnung (1334/2008/EG, Anhang III) übernommen werden	Übernahme der Grenzwerte gemäss Verordnung (EG) Nr. 1334/2008, Anhang III
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Liste 4	Benzo(a)pyrène : Dans la rubrique des aliments diététiques destinés à des fins thérapeutiques spéciales pour nourrissons manque la mention des enfants en bas âge qui est pourtant présente dans l"ancienne version. Il n"y a pas de raison pour ne pas maintenir cette mention.	« aliments diététiques destinés à des fins médicales spéciales pour nourrissons et enfants en bas âge »
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Liste 4	Nitrate : La valeur de tolérance pour l"eau minérale est plus élevée que pour l"eau potable. Il n"est pas compréhensible pourquoi la santé des personnes qui boivent l"eau minérale serait moins protégée. La valeur limite pour l"eau minérale doit être abaissée 40mg/kg.	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italia-	Liste 4	Ozone : Il est regrettable que l"eau minérale naturelle puisse être traitée à	

na ACSI		l"air enrichi en ozone. Les consommateurs ne s"attendent pas que leur eau minérale naturelle puisse avoir subi ce genre de traitement ni à ce qu"il puisse laisser des traces. Cette eau n"est plus « naturelle ».	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Liste 4	Tétrahydrocannabinol : Des consommateurs contactent régulièrement la permanence parce qu"ils sont inquiets concernant le chanvre dans les aliments et les boissons. Ils seront rassurés de savoir que la teneur en THC a été abaissée dans plusieurs catégories d"aliments.	
SVGW	Liste 4	Vorgabe der Werte für organische chemische Verbindungen mit unbekannter Toxizität in Form von Grenzwerten. Die Festlegungen bei den Pestiziden und ihren Abbauprodukten sind zu präzisieren. Der Grund dafür liegt darin, dass bei der Abgrenzung von relevanten zu den nicht relevanten Metaboliten grosse unschärfen existieren.	Organische chemische Verbindungen mit unbekannter Toxizität, aber bekannter chemischer Struktur, ohne strukturelle Hinweise auf ein genotoxisssches Potential. Der vorgeschlagene Toleranzwert von 0.01 mg/kg ist als Grenzwert festzusetzen.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Liste 4	Das BAG will im Gegensatz zur Richtlinie 2003/40/EG für Mineralwässer für Fluorid keine Gehalte bis 5 mg/l zulassen und schlägt vor, aus gesundheitlichen Gründen den bisherigen Toleranz¬wert von 1.5 mg/l für Trinkwasser neu als Grenzwert für Mineral¬wasser zu verankern. Für die Einhaltung dieses Grenzwertes müssen eine Reihe fluoridhaltiger Mineralwässer, die heute auf dem Markt sind, entfluoridiert werden. Die Planung, Finanzierung und Realisierung der dazu nötigen Anlagen ist mit der vorgesehenen Übergangsfrist von einem Jahr nicht umsetzbar. Dazu kommt, dass ausländische Mineralwässer mit Fluoridgehalten über 1.5 mg/l trotz Warnhinweis in der Schweiz nicht mehr verkehrsfähig wären (eine Zulassung via Allgemeinverfügung gestützt auf das THG wäre nicht möglich, da der Gesundheitsschutz bei einer Überschreitung des Grenzwerts von 1.5 mg/l nach Schweizer Auslegung nicht gewährleistet ist).	Übergangsbestimmungen Mineralwasser, das hinsichtlich des Fluoridgehalts den Vorgaben der Richtlinie 2003/40/EG entspricht, darf noch bis zum 31. Dezember 2017 nach bisherigem Recht an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Liste 4	Ein Toleranzwert für Nitrat von 50 mg/kg in Mineralwasser ist vor dem Hintergrund des in der revidierten FIV unveränderten Toleranzwertes für Nitrat in Trinkwasser von 40 mg/kg (EU 50 mg/kg) nicht nachvollziehbar.	Festlegung des Toleranzwertes für Nitrat in natürlichem Mineralwasser auf 40 mg/kg.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Liste 4	Für organische chemische Verbindungen mit unbekannter Toxizität (TTC-Konzept), aber bekannter chemischer Struktur, mit strukturellen Hinweisen auf ein genotoxisches Potential sind ein Toleranz- und ein Grenzwert festzulegen. Für organische chemische Verbindungen mit unbekannter Toxizität (TTC-Konzept), aber bekannter chemischer Struktur, ohne strukturelle Hinweise auf ein genotoxisches Potential ist ein tieferer Toleranzwert festzulegen.	"Spalte 1: Organische chemische Verbindung mit unbekannter Toxizität, aber bekannter chemischer Struktur, mit strukturellen Hinweisen auf ein genotoxisches Potential Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg Spalte 4: 0.001 mg/kg" "Spalte 1: Organische chemische Verbindung mit unbekannter Toxizität, aber bekannter chemischer Struktur, ohne strukturelle Hinweise auf ein genotoxisches Potential» Spalte 2: Trinkwasser

		Begründungen siehe unter den allgemeinen Bemerkungen.	Spalte 3: 0.001 mg/kg"
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Liste 4	Für bisher nicht spezifisch geregelte Substanzen, die neu mit dem TTC-Konzept geregelt werden, sind tiefere verbindliche Werte als die momentan im TTC-Konzept festgelegten einzuführen. Im Rahmen der guten Herstellungspraxis geht es darum, einen künstlichen Eintrag von "nicht spezifisch geregelten Substanzen" ins Trinkwasser zu minimieren. Der Toleranzwert für nicht spezifisch geregelte Substanzen sollte auf 100 ng/l festgelegt werden.	Tieferen Toleranzwert festlegen: “Spalte 1: Organische chemische Verbindung mit unbekannter Toxizität, aber bekannter chemischer Struktur, ohne strukturelle Hinweise auf ein genotoxisches Potential Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg”
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Liste 4	Es ist ein neuer Toleranzwert für langlebige künstliche Stoffe von 0.0001 mg/kg in Trinkwasser aufzunehmen. Damit wird eine Kompatibilität mit der Gewässerschutzverordnung hergestellt. Zudem wird dadurch der Problematik einer allfälligen Kumulation solcher Stoffe in der Nahrungsmittelkette Rechnung getragen.	Ergänzung Liste: "Spalte 1: Langlebiger künstlicher Stoff, sofern nicht separate Regelungen bestehen Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg"
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Liste 4	Die Vorgaben zu den Pestiziden und ihren Abbauprodukten sind zu präzisieren, weil der Begriff "relevant" nicht definiert ist und eine klare Abgrenzung zum TTC-Konzept nötig ist.	Präzisierung: “Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg Spalte 5: gilt je Substanz für organische Pestizide und deren künstliche Abbau- und Reaktionsprodukte” “Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0005 mg/kg Spalte 5: Summe aller organischen Pestizide und deren künstlichen Abbau- und Reaktions-produkte” Oben stehender Änderungsantrag ist die favorisierte Lösung. Falls er nicht übernommen wird, wird die nachstehende Formulierung vorgeschlagen. Sie bedeutet, dass hinsichtlich der Bewertung von Metaboliten als relevant/nicht-relevant die trinkwasserspezi-fischen Aspekte im Zentrum stehen müssen, einschliesslich beispielsweise die Bildung problematischer Reaktionsprodukte aus PSM-Metaboliten bei oxidativer Aufbereitung des Wassers. “Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0001 mg/kg Spalte 5: gilt je Substanz für organische Pestizide sowie für deren trinkwasser-relevante Metaboliten, Reaktions- und Abbauprodukte” “Spalte 1: Pestizide Spalte 2: Trinkwasser Spalte 3: 0.0005 mg/kg Spalte 5: Summe aller organischen Pestizide sowie deren trinkwasser-relevante Metaboliten, Reaktions- und Abbauprodukte“
Staatskanzlei des Kan-	Liste 4	Für Trihalomethane (als Desinfektionsnebenprodukte) ist neu ein	Bei Trihalomethanen in Trinkwasser den Tole-ranzwert beibehalten:

tons Solothurn		Grenzwert festgelegt. Eine Beibehaltung des heutigen Toleranzwertes von 0.02 mg/kg ist sinnvoll.	“Spalte 3 (Toleranzwert) 0.02 mg/kg Spalte 4 (Grenzwert): 0.05 mg/kg“
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Liste 4	Die Grenzwerte für delta-9-Tetrahydrocannabinol in Han fprodukton werden ohne Begründung um mehr als die Hälfte gesenkt. Diese t Änderungen sind nicht notwendig, da Produkte mit und ohne Rauschhanf gestützt auf die bisherigen Grenzwerte problemlos voneinander unterschieden werden können.	Eine Änderung der Grenzwerte für delta-9-Tetrahydrocannabinol in Hanfprodukten ist nicht notwendig.
Geschäftsstelle IG DHS	übrige	Übernahme der neuen Aflatoxingrenzwerte für getrocknete Feigen gemäss Verordnung (EU) Nr. 1058/2012 vom 12.11.2012	Aflatoxin B1 - MY - Getrocknete Feigen - Grenzwert 0.010 mg/kg Aflatoxine (Summe von B1+B2+G1+G2) - MY - Getrocknete Feigen - Grenzwert 0.010 mg/kg“
Migros-Genossenschafts-Bund	übrige	Übernahme der neuen Aflatoxingrenzwerte für getrocknete Feigen gemäss Verordnung (EU) Nr. 1058/2012 vom 12.11.2012	Aflatoxin B1 - MY - Getrocknete Feigen - Grenzwert 0.010 mg/kg Aflatoxine (Summe von B1+B2+G1+G2) - MY - Getrocknete Feigen - Grenzwert 0.010 mg/kg“
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	übrige	In der Verordnung (EU) 1169/2011 betreffend die Information der Verbraucher über Lebensmittel sowie weiteren EU-Erlassen wird der Begriff "Schalenfrüchte" verwendet. An diversen Stellen des Anhangs der geltenden FIV ist hingegen der Begriff "Hartschalenobst" vorgesehen. Um unnötige Unsicherheiten abzubauen und die Begriffe in der EU und der Schweiz zu vereinheitlichen, ist der Begriff "Schalenfrüchte" zu übernehmen.	Begriff "Hartschalenobst" durch "Schalenfrüchte" ersetzen
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	übrige	Übernahme der neuen Aflatoxingrenzwerte für getrocknete Feigen gemäss Verordnung (EU) Nr. 1058/2012 vom 12.11.2012	Aflatoxin B1 - MY - Getrocknete Feigen - Grenzwert 0.010 mg/kg Aflatoxine (Summe von B1+B2+G1+G2) - MY - Getrocknete Feigen - Grenzwert 0.010 mg/kg“
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	übrige	L’OFSP ne veut pas admettre une valeur de 5 mg/l de fluorure dans les eaux minérales (norme UE) et veut maintenir la valeur de 1.5 mg/l pour des raisons de santé. Pour respecter cette valeur limite, une série d’eau minérale doivent être « défluorées ». Cela nécessite des investissements et des infrastructures qu’il n’est pas possible de réaliser dans le délai prévu, soit 1 an (après l’entrée en vigueur).	Les eaux minérales qui présentent des teneurs en fluorures conformes au règlement 2003/40/UE peuvent encore être remises aux consommateurs selon le droit actuel jusqu’au 31 décembre 2017.
Denner AG	übrige	Übernahme der neuen Aflatoxingrenzwerte für getrocknete Feigen gemäss Verordnung (EU) Nr. 1058/2012 vom 12.11.2012	Aflatoxin B1 - MY - Getrocknete Feigen - Grenzwert 0.010 mg/kg Aflatoxine (Summe von B1+B2+G1+G2) - MY - Getrocknete Feigen - Grenzwert 0.010 mg/kg

4.3 Révision partrielle de l'ordonnance sur l'hygiène (OHyg, RS 817.024.1)

Organisation	Article	Commentaire	Modification proposée
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	Generelle Bemerkungen	Die Absicht, Campylobacteriosen zu bekämpfen, wird ausdrücklich begrüsst. Der Vorschlag des BAG zur Behandlung campylobacterpositiver Geflügelleber ist ein erster Schritt in die richtige Richtung. Da es sich bei Geflügelleber aber um ein absolutes Nischenprodukt handelt, wird die vorgeschlagene Änderung keinen bedeutenden Einfluss auf die Anzahl Fälle von Campylobacteriose haben. Von unserer Seite begrüsst wird zudem der in der Verordnung über Lebensmittel tierischer Herkunft neu vorgesehene Hygienehinweis auf Verpackungen von Geflügelfleisch. Campylobacter ist der häufigste bakterielle Verursacher von Gastroenteritis, und in den letzten Jahren ist eine stete Zunahme der Erkrankungen zu verzeichnen. Aus diesem Grunde sind weitere wirkungsvolle Massnahmen zu treffen. Aus dem Bericht des BAG "Campylobacter in der Schweiz, Risikofaktoren und Massnahmen zum Umgang mit der Problematik" 2012 geht hervor: 1. Die Ursache für die vielen Erkrankungen ist in der Schweiz selbst zu suchen (Seite 16). 2. "Durch das Festlegen eines Prozesshygienekriteriums würde insbesondere Druck auf die der Verarbeitung vorgelagerten Prozesse ausgeübt werden, beispielsweise im Hinblick auf eine Verbesserung der Hygiene und der Stallhaltung in der Primärproduktion oder eine Optimierung der Schlachtprozesse. Es stellt sich die Frage, auf welcher Prozessstufe ein Prozesshygienekriterium gelten sollte: Ein Prozesshygienekriterium auf Stufe Verarbeitung müsste durch das BAG in Anhang 3 der Hygieneverordnung aufgenommen werden. Ein Kriterium auf Stufe Geflügel-schlachttierkörper unterläge dagegen dem Regelungsbereich des BVET und müsste im Rahmen der Verordnung über das Schlachten und die Fleischkontrolle resp. in der Anleitung des BVET zur Durchführung von mikrobiologischen Untersuchungen im Rahmen der Selbstkontrolle von Schlachtbetrieben geregelt werden" (Zitat, Seite 19). Wir sind klar der Meinung, dass der Weg im Zusammenhang mit der Campylobacter-Problematik auch über die Einführung eines Prozesshygienekriteriums auf Stufe Geflügelschlachttierkörper führen sollte (Regelung durch BVET in der Verordnung über das Schlachten und die Fleischkontrolle VSFK oder Verordnung über die Hygiene beim Schlachten VHyS).	
Emmi AG	Anh 2	Die Formulierung "genussfertige Getränke aus Automaten" lässt offen, welche Getränke dazu gezählt werden. Im Falle von Geträn-	Definition des Begriffs "genussfertige Getränke aus Automaten"

		ken, die im Anhang 2 Produktegruppe 5 zugeordnet werden können und gleichzeitig in Automaten verkauft werden widersprechen sich die Toleranzwerte für B.cereus (Beispiel: Chokodrink Zuordnung nach Produktgruppe 5 = 1000 KBE B. cereus/ml und Zuordnung nach Produktegruppe 6 = 10'000 KBE B. cereus / ml)	
Standeskanzlei des Kantons Graubünden	42.2	Der Absatz könnte so verstanden werden, dass beide Behandlungen a und b hintereinander zur Anwendung kommen. Durch Einführung des Wörtleins "oder" wird die Regelung klarer.	a. - 20 °C, 24 Stunden lang oder b. - 35 °C, 15 Stunden lang.
Standeskanzlei des Kantons Graubünden	44.4 c	Umständliche Formulierung: "verarbeitete Fischereierzeugnisse mit erkaltetem, mit Reisessig unter pH 4,5 gesäuertem Reis (Sushi, traditionell): 5 °C"	neue Formulierung "Sushi, frisch angerichtet zum unmittelbaren Verzehr: 5 °C"
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Generelle Bemerkungen	Die Absicht, Campylobacteriosen zu bekämpfen, wird ausdrücklich begrüsst. Der Vorschlag des BAG zur Behandlung campylobacterpositiver Geflügelleber ist ein erster Schritt in die richtige Richtung. Da es sich bei Geflügelleber aber um ein absolutes Nischenprodukt handelt, wird die vorgeschlagene Änderung keinen bedeutenden Einfluss auf die Anzahl Fälle von Campylobacteriose haben. Von unserer Seite begrüsst wird zudem der in der Verordnung über Lebensmittel tierischer Herkunft neu vorgesehene Hygienehinweis auf Verpackungen von Geflügelfleisch. Campylobacter ist der häufigste bakterielle Verursacher von Gastroenteritis, und in den letzten Jahren ist eine stete Zunahme der Erkrankungen zu verzeichnen. Aus diesem Grunde sind weitere wirkungsvolle Massnahmen zu treffen. Aus dem Bericht des BAG "Campylobacter in der Schweiz, Risikofaktoren und Massnahmen zum Umgang mit der Problematik" 2012 geht hervor: 1. Die Ursache für die vielen Erkrankungen ist in der Schweiz selbst zu suchen (Seite 16). 2. "Durch das Festlegen eines Prozesshygienekriteriums würde insbesondere Druck auf die der Verarbeitung vorgelagerten Prozesse ausgeübt werden, beispielsweise im Hinblick auf eine Verbesserung der Hygiene und der Stallhaltung in der Primärproduktion oder eine Optimierung der Schlachtprozesse. Es stellt sich die Frage, auf welcher Prozessstufe ein Prozesshygienekriterium gelten sollte: Ein Prozesshygienekriterium auf Stufe Verarbeitung müsste durch das BAG in Anhang 3 der Hygieneverordnung aufgenommen werden. Ein Kriterium auf Stufe Geflügel-schlachttierkörper unterläge dagegen dem Regelungsbereich des BVET und müsste im Rahmen der Verordnung über das Schlachten und die Fleischkontrolle resp. in der Anleitung des BVET zur Durchführung von mikrobiologischen Untersuchungen im Rahmen der Selbstkontrolle von Schlachtbetrieben geregelt werden" (Zitat, Seite 19).	

		Wir sind klar der Meinung, dass der Weg im Zusammenhang mit der Campylobacter-Problematik auch über die Einführung eines Prozesshygienekriteriums auf Stufe Geflügelschlachttierkörper führen sollte (Regelung durch BVET in der Verordnung über das Schlachten und die Fleischkontrolle VSFK oder Verordnung über die Hygiene beim Schlachten VHyS).	
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	36.3	Der Text sollte stärker von den EU-Bestimmungen übernommen werden (Anhang der EU-Verordnung Nr. 558/2010).	Ergänzung entsprechend den EU-Bestimmungen, u.a.: "b. andere Rohstoffe als die unter Buchstabe a genannten... Bei der Herstellung niedermolekularen Kollagens aus Rohstoffen, die aus Nichtwiederkäuern gewonnen wurden, kann das Extradieren entfallen."
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	42.1	Der Text sollte stärker von den EU-Bestimmungen übernommen werden (Anhang der EU-Verordnung Nr. 1276/2011). Französische Fassung - al. 1, 2, 6: ex. "produits de la pêche consommés crus" est, dans le texte européen "produits de la pêche destinés à être consommés crus"; "-20 °C, pendant 24 heures" est, dans le texte européen "-20°C, pendant au minimum 24 heures"; al. 6 : elle peut, pour ce faire …" dans le texte européen "A cet effet, il veillera à faire figurer"	Absatz 2 ergänzen: "a. -20 °C, mindestens 24 Stunden lang; oder b. -35 °C, mindestens 15 Stunden lang." reprendre le texte européen
Staatskanzlei des Kantons Basel-Stadt	Generelle Bemerkungen	keine Bemerkungen	
Chancellerie d'Etat du Canton de Vaud	Generelle Bemerkungen	La volonté de lutter contre la campylobactériose est à saluer. Toutefois, les mesures de conservation au froid et d'étiquetage devraient être accompagnées de mesures visant l'hygiène de l'abattage.	
Chancellerie d'Etat du Canton de Vaud	36.3	Le texte devrait reprendre textuellement celui du règlement 558/2010 UE.	
Chancellerie d'Etat du Canton de Vaud	42.1	Le texte devrait reprendre textuellement celui du règlement 1276/2011 UE.	
Standeskanzlei des Kantons Uri	Generelle Bemerkungen	Die Absicht, Campylobacteriosen zu bekämpfen, wird ausdrücklich begrüsst. Der Vorschlag des BAG zur Behandlung campylobacterpositiver Geflügelleber ist ein erster Schritt in die richtige Richtung. Da es sich bei Geflügelleber aber um ein absolutes Nischenprodukt handelt, wird die vorgeschlagene Änderung keinen bedeutenden Einfluss auf die Anzahl Fälle von Campylobacteriose haben. Von unserer Seite begrüsst wird zudem der in der Verordnung über Le-	

		bensmittel tierischer Herkunft neu vorgesehene Hygienehinweis auf Verpackungen von Geflügelfleisch. Campylobacter ist der häufigste bakterielle Verursacher von Gastroenteritis, und in den letzten Jahren ist eine stete Zunahme der Erkrankungen zu verzeichnen. Aus diesem Grunde sind weitere wirkungsvolle Massnahmen zu treffen. Aus dem Bericht des BAG "Campylobacter in der Schweiz, Risikofaktoren und Massnahmen zum Umgang mit der Problematik" 2012 geht hervor: 1. Die Ursache für die vielen Erkrankungen ist in der Schweiz selbst zu suchen (Seite 16). 2. "Durch das Festlegen eines Prozesshygienekriteriums würde insbesondere Druck auf die der Verarbeitung vorgelagerten Prozesse ausgeübt werden, beispielsweise im Hinblick auf eine Verbesserung der Hygiene und der Stallhaltung in der Primärproduktion oder eine Optimierung der Schlachtprozesse. Es stellt sich die Frage, auf welcher Prozessstufe ein Prozesshygienekriterium gelten sollte: Ein Prozesshygienekriterium auf Stufe Verarbeitung müsste durch das BAG in Anhang 3 der Hygieneverordnung aufgenommen werden. Ein Kriterium auf Stufe Geflügel-schlachttierkörper unterläge dagegen dem Regelungsbereich des BVET und müsste im Rahmen der Verordnung über das Schlachten und die Fleischkontrolle resp. in der Anleitung des BVET zur Durchführung von mikrobiologischen Untersuchungen im Rahmen der Selbstkontrolle von Schlachtbetrieben geregelt werden" (Zitat, Seite 19). Wir sind klar der Meinung, dass der Weg im Zusammenhang mit der Campylobacter-Problematik auch über die Einführung eines Prozesshygienekriteriums auf Stufe Geflügelschlachttierkörper führen sollte (Regelung durch BVET in der Verordnung über das Schlachten und die Fleischkontrolle VSFK oder Verordnung über die Hygiene beim Schlachten VHyS).
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Generelle Bemerkungen	Die Absicht, Campylobacteriosen zu bekämpfen, wird ausdrücklich begrüsst. Der Vorschlag des BAG zur Behandlung campylobacterpositiver Geflügelleber ist ein erster Schritt in die richtige Richtung. Da es sich bei Geflügelleber aber um ein absolutes Nischenprodukt handelt, wird die vorgeschlagene Änderung keinen bedeutenden Einfluss auf die Anzahl Fälle von Campylobacteriose haben. Von unserer Seite begrüsst wird zudem der in der Verordnung über Lebensmittel tierischer Herkunft neu vorgesehene Hygienehinweis auf Verpackungen von Geflügelfleisch. Campylobacter ist der häufigste bakterielle Verursacher von Gastroenteritis, und in den letzten Jahren ist eine stete Zunahme der Erkrankungen zu verzeichnen. Aus diesem Grunde sind weitere wirkungsvolle Massnahmen zu treffen. Aus dem Bericht des BAG "Campylobacter in der Schweiz, Risikofaktoren und Massnahmen zum Umgang mit der Problematik" 2012 geht

		hervor: 1. Die Ursache für die vielen Erkrankungen ist in der Schweiz selbst zu suchen (Seite 16). 2. "Durch das Festlegen eines Prozesshygienekriteriums würde insbesondere Druck auf die der Verarbeitung vorgelagerten Prozesse ausgeübt werden, beispielsweise im Hinblick auf eine Verbesserung der Hygiene und der Stallhaltung in der Primärproduktion oder eine Optimierung der Schlachtprozesse. Es stellt sich die Frage, auf welcher Prozessstufe ein Prozesshygienekriterium gelten sollte: Ein Prozesshygienekriterium auf Stufe Verarbeitung müsste durch das BAG in Anhang 3 der Hygieneverordnung aufgenommen werden. Ein Kriterium auf Stufe Geflügel-schlachttierkörper unterläge dagegen dem Regelungsbereich des BVET und müsste im Rahmen der Verordnung über das Schlachten und die Fleischkontrolle resp. in der Anleitung des BVET zur Durchführung von mikrobiologischen Untersuchungen im Rahmen der Selbstkontrolle von Schlachtbetrieben geregelt werden" (Zitat, Seite 19).	
Staatskanzlei des Kantons Luzern	36.3	Der Text sollte stärker von den EU-Bestimmungen übernommen werden (Anhang der EU-Verordnung Nr. 558/2010).	Ergänzung entsprechend den EU-Bestimmungen, u.a.: "b. andere Rohstoffe als die unter Buchstabe a genannten... Bei der Herstellung niedermolekularen Kollagens aus Rohstoffen, die aus Nichtwiederkäuern gewonnen wurden, kann das Extradieren entfallen."
Staatskanzlei des Kantons Luzern	42.1	Der Text sollte stärker von den EU-Bestimmungen übernommen werden (Anhang der EU-Verordnung Nr. 1276/2011). Französische Fassung - al. 1, 2, 6: ex. "produits de la pêche consommés crus" est, dans le texte européen "produits de la pêche destinés à être consommés crus"; "-20 °C, pendant 24 heures" est, dans le texte européen "-20°C, pendant au minimum 24 heures"; al. 6 : elle peut, pour ce faire …" dans le texte européen "A cet effet, il veillera à faire figurer"	Absatz 2 ergänzen: "a. -20 °C, mindestens 24 Stunden lang; oder b. -35 °C, mindestens 15 Studnen lang." reprendre le texte européen
Staatskanzlei des Kantons Luzern	44.4 c	Die Angabe “traditionell” in der Klammer ist überflüssig, da die Bedingung “mit Reisessig unter pH 4.5 gesäuertem Reis” eindeutig ist.	Angabe “traditionell” streichen.
Schweizerischer Gewerbeverband (SGV)	Generelle Bemerkungen	Hier unterstützen wir ausdrücklich die Bemerkungen und Anträge unserer Branchenverbände, die in der Regel einzelne Erzeugnisse betreffen und keine branchenübergreifenden Wirkungen entfalten, weshalb sie der sgv im Einzelnen nicht kommentiert.	
Schweizer Milchproduzenten SMP	Anh 2	Die Formulierung "genussfertige Getränke aus Automaten" lässt offen, welche Getränke dazu gezählt werden. Im Falle von Getränken, die im Anhang 2 beispielsweise der Produktgruppe 5 zugeordnet werden können und gleichzeitig in Automaten verkauft werden gibt es	Die Zuordnung ist zu klären.

		somit mehrere Toleranzwerte.	
Staatskanzlei des Kantons Zürich	übrige	Die Definitionen und Anforderungen an Gelatine und Kollagen sind in Art. 10 bis 13 der Verordnung über Lebensmittel tierischer Herkunft geregelt. Deshalb wäre es sinnvoll, auch die Gelatine- und Kollagenherstellung an jener Stelle zu regeln. Dies würde der Übersichtlichkeit dienen und den entsprechenden EU-Verordnungen entsprechen.	Die Regelungsinhalte von Art. 35 und 36 seien in die Verordnung über Lebensmittel tierischer Herkunft aufzunehmen.
Staatskanzlei des Kantons Zürich	36.3	Der Text sollte besser den entsprechenden EU-Bestimmungen(Anhang der EU-Verordnung Nr. 558/2010)angeglichen werden.	Ergänzung von Art. 36 Abs. 3 lit. b: "b. Andere Rohstoffe als die unter Buchstabe a genannten werden….Bei der Herstellung niedermolekularen Kollagens aus Rohstoffen, die aus Nichtwiederkäuern gewonnen wurden, kann das Extradieren entfallen."
Staatskanzlei des Kantons Zürich	42.1	Der Text sollte besser den entsprechenden EU-Bestimmungen(Anhang der EU-Verordnung Nr. 1276/2011)angeglichen werden.	Ergänzung von Art. 42 Abs. 2: "a. -20 °C, mindestens 24 Stunden lang; oder b. -35 °C, mindestens 15 Studnen lang."
Staatskanzlei des Kantons Zürich	44.4 c	Die Angabe “traditionell” in der Klammer ist überflüssig, da die Bedingung “mit Reisessig unter pH 4.5 gesäuertem Reis” eindeutig ist.	Änderung von Art. 44 Abs. 4 lit. c: Die Angabe “traditionell” sei zu streichen.
Schweizerischer Bäcker-Konditorenmeister-Verband	Generelle Bemerkungen	Gemäss Abs. 1 und 2 des Artikels 58c wird bei der Probenahme auf die auf der Selbstkontrolle, sowie auf Art und Grösse des Betriebes verwiesen. In unserer Branchen Hygieneleitlinie wird dies präzisiert, so dass Probenahmen nur ab einer bestimmten Grösse der Betriebe zwingend notwendig sein werden.	
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	Generelle Bemerkungen	Die Absicht, Campylobacteriosen zu bekämpfen wird ausdrücklich begrüsst. Da es sich bei Geflügelleber aber um ein absolutes Nischenprodukt handelt, wird die vorgeschlagene Änderung keinen bedeutenden Einfluss auf die Anzahl Fälle von Campylobacteriose haben. Campylobacter ist der häufigste bakterielle Verursacher von Gastroenteritis. In den letzten Jahren ist eine stete Zunahme dieser Erkrankungen zu verzeichnen. Aus diesem Grund sind echte, wirkungsvolle Massnahmen zu treffen. Aus dem Bericht des BAG "Campylobacter in der Schweiz, Risikofaktoren und Massnahmen zum Umgang mit der Problematik" 2012 geht hervor: 1. Die Ursache für die vielen Erkrankungen ist in der Schweiz selbst zu suchen. (Seite 16) 2. "Die Kältebehandlung stellt somit eine wirksame Massnahme	

		gegenüber Campylobacter dar. Das Tiefgefrieren allen Pouletfleisches mit Haut wäre sicher im Hinblick auf eine Reduktion der Campylobacteriose-Fallzahlen aus Sicht der Öffentlichen Gesundheit eine sinnvolle Massnahme, wie insbesondere Erfahrungen in Island zeigen." (Zitat, S. 21) Durch ein Prozesshygienekriterium auf Stufe Verarbeitung in Anhang 3 der Hygieneverordnung könnten die Anforderungen an Geflügel in der Schweiz konkret festgelegt werden. Gefrorenes Geflügel kann ausgenommen werden. Da importiertes Geflügelfleisch zum grössten Teil gefroren in die Schweiz gelangt, dürften mit der Europäischen Union durch eine strengere Regelung keine Handelshemmnisse entstehen.	
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	33a.1	Um den Gesundheitsschutz zu gewährleisten und eine wirkungsvolle Bekämpfung der Campylobacteriosen zu erreichen, ist Art. 33a "frische Geflügelleber" durch "Geflügelfleisch mit Haut" zu ergänzen. Eventualiter kann auf Fleisch mit Haut von Huhn (Gallus domesticus) eingeschränkt werden. (vgl. auch allgemeine Bemerkungen) Nachtrag vom 27. März 2013: In seiner Vernehmlassungsantwort vom 12. März 2013 hat der Regierungsrat zu Artikel 33a eine differenzierte Stellungnahme abgegeben. Nach nochmaliger Prüfung kommt der Regierungsrat zum Schluss, dass es keinen Sinn macht, bei Geflügelfleisch mit Haut zwischen gekühlter und tiefgefrorener Abgabe an die Konsumentinnen und Konsumenten zu unterscheiden.	Art. 33a Abgabe von frischer Geflügelleber und von Geflügelfleisch mit Haut 1 Geflügelfleisch mit Haut oder Geflügelleber aus einer nachweislich campylobacterfreien Herde kann gekühlt an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden. 2 Jedes andere Geflügelfleisch mit Haut oder jede andere Geflügelleber darf nur in tiefgefrorenem Zustand an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden.
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	übrige	Ein Prozesshygienekriterium für Geflügel ist in Anhang 3 festzulegen (Toleranzwert). Tiefgefrorene Produkte können ausgenommen werden.	Anhang 3: Produkt: Geflügel Mikroorganismen: Campylobacter Probenahmeplan: n = 5, c = 0 Toleranzwerte KBE: m = 10/g, M = 100/g Bemerkungen und Massnahmen im Fall unbefriedigender Ergebnisse: Dieses Kriterium gilt nicht für tiefgefrorene Produkte oder Produkte, die tiefgefroren werden.
Staatskanzlei des Kantons Bern	Generelle Bemerkungen	Die GEF begrüsst die Anpassungen in der HyV. Die Gelatinen- und Kollagenherstellung wäre in der VLtH besser aufgehoben, da an dieser Stelle ebenfalls die Anforderungen (Rohstoffe zur Gewinnung) definiert sind. Wie in den entsprechenden EU-Verordnungen ist eine Zusammenlegung der Anforderungen wie der Herstellungsverfahren zu begrüssen (Übersichtlichkeit)	

Staatskanzlei des Kantons Bern	44.4 c	Die Angabe “traditionell” in der Klammer ist überflüssig, da die Bedingung “mit Reisessig unter pH 4.5 gesäuertem Reis” eindeutig ist.	Angabe “traditionell” streichen
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Generelle Bemerkungen	Die Absicht, Campylobacteriosen zu bekämpfen, wird ausdrücklich begrüsst. Der Vorschlag des BAG zur Behandlung campylobacterpositiver Geflügelleber ist ein erster Schritt in die richtige Richtung. Da es sich bei Geflügelleber aber um ein absolutes Nischenprodukt handelt, wird die vorgeschlagene Änderung keinen bedeutenden Einfluss auf die Anzahl Fälle von Campylobacteriose haben. Von unserer Seite begrüsst wird zudem der in der Verordnung über Lebensmittel tierischer Herkunft neu vorgesehene Hygienehinweis auf Verpackungen von Geflügelfleisch. Campylobacter ist der häufigste bakterielle Verursacher von Gastroenteritis, und in den letzten Jahren ist eine stete Zunahme der Erkrankungen zu verzeichnen. Aus diesem Grunde sind weitere wirkungsvolle Massnahmen zu treffen. Aus dem Bericht des BAG "Campylobacter in der Schweiz, Risikofaktoren und Massnahmen zum Umgang mit der Problematik" 2012 geht hervor: 1. Die Ursache für die vielen Erkrankungen ist in der Schweiz selbst zu suchen (Seite 16). 2. "Durch das Festlegen eines Prozesshygienekriteriums würde insbesondere Druck auf die der Verarbeitung vorgelagerten Prozesse ausgeübt werden, beispielsweise im Hinblick auf eine Verbesserung der Hygiene und der Stallhaltung in der Primärproduktion oder eine Optimierung der Schlachtprozesse. Es stellt sich die Frage, auf welcher Prozessstufe ein Prozesshygienekriterium gelten sollte: Ein Prozesshygienekriterium auf Stufe Verarbeitung müsste durch das BAG in Anhang 3 der Hygieneverordnung aufgenommen werden. Ein Kriterium auf Stufe Geflügel-schlachttierkörper unterläge dagegen dem Regelungsbereich des BVET und müsste im Rahmen der Verordnung über das Schlachten und die Fleischkontrolle resp. in der Anleitung des BVET zur Durchführung von mikrobiologischen Untersuchungen im Rahmen der Selbstkontrolle von Schlachtbetrieben geregelt werden" (Zitat, Seite 19). Wir sind klar der Meinung, dass der Weg im Zusammenhang mit der Campylobacter-Problematik auch über die Einführung eines Prozesshygienekriteriums auf Stufe Geflügelschlachttierkörper führen sollte (Regelung durch BVET in der Verordnung über das Schlachten und die Fleisch-kontrolle VSFK oder Verordnung über die Hygiene beim Schlachten VHyS).	
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	36.3	Der Text sollte stärker von den EU-Bestimmungen übernommen werden (Anhang der EU-Verordnung Nr. 558/2010).	Ergänzung entsprechend den EU-Bestimmungen, u.a.: "b. andere Rohstoffe als die unter Buchstabe a genannten... Bei der Herstellung niedermolekularen Kollagens aus Rohstoffen, die aus

			Nichtwiederkäuern gewonnen wurden, kann das Extradieren entfallen."
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	42.1	Der Text sollte stärker von den EU-Bestimmungen übernommen werden (Anhang der EU-Verordnung Nr. 1276/2011). Französische Fassung - al. 1, 2, 6: ex. "produits de la pêche consommés crus" est, dans le texte européen "produits de la pêche destinés à être consommés crus"; "-20 °C, pendant 24 heures" est, dans le texte européen "-20°C, pendant au minimum 24 heures"; al. 6 : elle peut, pour ce faire …" dans le texte européen "A cet effet, il veillera à faire figurer"	Absatz 2 ergänzen: "a. -20 °C, mindestens 24 Stunden lang; oder b. -35 °C, mindestens 15 Studnen lang." reprendre le texte européen
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	44.4 c	Die Angabe “traditionell” in der Klammer ist überflüssig, da die Bedingung “mit Reisessig unter pH 4.5 gesäuertem Reis” eindeutig ist.	Angabe “traditionell” streichen.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Anh 1	Betrifft nur die italienische Version: "Geflügelteile mit Haut" wird mit "parti di pulcini con pelle" übersetzt. Pulcini bedeutet "Küken"!	Dieser Abschnitt sollte so lauten: “Per la ricerca vengono prelevati cinque campioni di almeno 25 g. dalla stessa partita. In parti di pollame con pelle il campione consiste in pelle o, nel caso non vi sia abbastanza pelle, in pelle e una sottile porzione di muscolo."
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Anh 1	Betrifft nur die italienische Version: Der Abschnitt ist nicht korrekt übersetzt. Auf Deutsch steht: "Hackfleisch aus Geflügelfleisch, Fleischzube¬reitungen aus Geflügelfleisch und Fleischerzeugnisse aus Geflü¬gelfleisch, die zum Verzehr in durcherhitztem Zustand bestimmt sind." Auf Italienisch steht: "Carne macinata e preparazioni a base di carne di pollame…". "Fleischerzeugnisse aus Geflügelfleisch" wurde vergessen.	Ziffer 2.16 in Anhang I vollständig übersetzen. Dazu sollten in der HyV überall die italienischen Übersetzungen für Fleischzubereitung und für Fleischerzeugnisse benutzt werden, die unter Art. 3 Abs. 3 und 4 der Verordnung über Lebensmittel tierischer Herkunft angegeben werden ("preparati di carne" bzw. "prodotti a base di carne").
Chancellerie d’Etat du Canton du Valais	Generelle Bemerkungen	Le campylobacter est l’origine bacterielle la plus fréquente des gastroentérites et, au cours des dernières années, nous avons enregistré une augmentation constante de ces zoonoses. C’est pour cette raison qu’il faut prendre d'autres mesures efficaces. Nous pensons clairement que le chemin à prendre en rapport avec le caractère problématique du campylobacter réside aussi à l'introduction d'un processus de critère d'hygiène sur la volaille abbatue.	
Staatskanzlei des Kantons St. Gallen	33a.1	Wie der Nachweis der Campylobacterfreien Herde erfolgen soll, ist zur Zeit nicht definiert. Der Aufwand dafür wird aber beträchtlich sein. Ebenso schwierig wird es sein diesen Punkt zu kontrollieren. Die Menge an abgebener Geflügelleber ist sehr gering, so dass der Bei-	Der vorgeschlagene Art. 33a sei ersatzlos zu streichen

		trag dieses Artikels zur Verminderung an Campylobacterinfektionen zum Vornehinein als vernachlässigbar eingeschätzt werden kann. Der Aufwand, den die Kontrollorgane zur Einhaltung des vorgeschlagenen Artikels haben werden, wird aber beträchtlich sein	
Chancellerie d'Etat du Canton de Genève	übrige	Annexe 3 Nous apprécions de manière positive l'introduction d'une valeur de tolérance pour Bacillus cereus à 10'000 UFC/g pour les boissons prêtes à consommer provenant d'un distributeur automatique. Toutefois, cette valeur nous semble particulièrement élevée. Nous sommes également surpris de l'élévation de la valeur de tolérance pour les germes aérobies mésophiles. La nouvelle valeur ne nous semble pas opportune et pourrait inciter les entreprises à négliger l'entretien des automates à boissons souvent mis à disposition dans des lieux sensibles, par exemple dans des locaux hospitaliers.	Germes aérobies mésophiles 100'000 UFC/g, Bacillus cereus 1'000 UFC/g
Chancellerie d'Etat du Canton de Genève	33a.1	L'introduction de ce nouvel article constitue une première mesure visant à essayer de réduire les cas de campylobactériose. La sécurité alimentaire en sortira renforcée	
Chancellerie d'Etat du Canton de Genève	42.1	Nous relevons que l'article 42, relatif à la protection contre les parasites, a été particulièrement développé. Parmi les nouvelles exigences, nous citons l'alinéa 6 selon lequel une documentation doit être fournie par la personne responsable de l'entreprise visant à garantir que les produits n'ayant pas été congelés et destinés à être consommés crus proviennent de régions ou de milieux exempts de parasites. Il est difficile en l'état d'estimer si ces dispositions seront réellement fiables et vérifiables par les autorités d'exécution	
Chancellerie d'Etat du Canton de Genève	44.4 c	Nous saluons l'introduction dans une base légale de la température de conservation des sushis (5°C). Ce point très souvent discuté est ainsi réglé.	
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Generelle Bemerkungen	Die Absicht, Campylobacteriosen zu bekämpfen, wird ausdrücklich begrüsst. Der Vorschlag des BAG zur Behandlung campylobacterpositiver Geflügelleber ist ein erster Schritt in die richtige Richtung. Da es sich bei Geflügelleber aber um ein absolutes Nischenprodukt handelt, wird die vorgeschlagene Änderung keinen bedeutenden Einfluss auf die Anzahl Fälle von Campylobacteriose haben. Von unserer Seite begrüsst wird zudem der in der Verordnung über Lebensmittel tierischer Herkunft neu vorgesehene Hygienehinweis auf Verpackungen von Geflügelfleisch. Campylobacter ist der häufigste bakterielle Verursacher von Gastroenteritis, und in den letzten Jahren ist eine stete Zunahme der Erkrankungen zu verzeichnen. Aus diesem Grunde sind weitere wirkungsvolle Massnahmen zu treffen.	

		Aus dem Bericht des BAG "Campylobacter in der Schweiz, Risikofaktoren und Massnahmen zum Umgang mit der Problematik" 2012 geht hervor: 1. Die Ursache für die vielen Erkrankungen ist in der Schweiz selbst zu suchen (Seite 16). 2. "Durch das Festlegen eines Prozesshygienekriteriums würde insbesondere Druck auf die der Verarbeitung vorgelagerten Prozesse ausgeübt werden, beispielsweise im Hinblick auf eine Verbesserung der Hygiene und der Stallhaltung in der Primärproduktion oder eine Optimierung der Schlachtprozesse. Es stellt sich die Frage, auf welcher Prozessstufe ein Prozesshygienekriterium gelten sollte: Ein Prozesshygienekriterium auf Stufe Verarbeitung müsste durch das BAG in Anhang 3 der Hygieneverordnung aufgenommen werden. Ein Kriterium auf Stufe Geflügel-schlachttierkörper unterläge dagegen dem Regelungsbereich des BVET und müsste im Rahmen der Verordnung über das Schlachten und die Fleischkontrolle resp. in der Anleitung des BVET zur Durchführung von mikrobiologischen Untersuchungen im Rahmen der Selbstkontrolle von Schlachtbetrieben geregelt werden" (Zitat, Seite 19). Wir sind klar der Meinung, dass der Weg im Zusammenhang mit der Campylobacter-Problematik auch über die Einführung eines Prozesshygienekriteriums auf Stufe Geflügelschlachttierkörper führen sollte (Regelung durch BVET in der Verordnung über das Schlachten und die Fleisch-kontrolle VSFK oder Verordnung über die Hygiene beim Schlachten VHyS).	
Staatskanzlei des Kantons Aargau	36.3	Der Text sollte stärker von den EU-Bestimmungen übernommen werden (Anhang der EU-Verordnung Nr. 558/2010).	Ergänzung entsprechend den EU-Bestimmungen, u.a.: "b. andere Rohstoffe als die unter Buchstabe a genannten... Bei der Herstellung niedermolekularen Kollagens aus Rohstoffen, die aus Nichtwiederkäuern gewonnen wurden, kann das Extradieren entfallen."
Staatskanzlei des Kantons Aargau	42.1	Der Text sollte stärker von den EU-Bestimmungen übernommen werden (Anhang der EU-Verordnung Nr. 1276/2011).	Absatz 2 ergänzen: "a. -20 °C, mindestens 24 Stunden lang; oder b. -35 °C, mindestens 15 Studnen lang."
Staatskanzlei des Kantons Aargau	44.4 c	Die Angabe “traditionell” in der Klammer ist überflüssig, da die Bedingung “mit Reisessig unter pH 4.5 gesäuertem Reis” eindeutig ist.	Angabe “traditionell” streichen.
Geschäftsstelle IG DHS	42.3	Da es gemäss Auskunft des BAG grundsätzlich nicht möglich ist epidemiologische Daten für die Parasitenfreiheit von Wildfang beizubringen, macht Buchstabe c) keinen Sinn.	Ersatzlos streichen.

Geschäftsstelle IG DHS	42.5	Die Handhabung und der Umfang der Sichtkontrollen ist unklar, zudem sind keine Beurteilungswerte festgelegt. Es muss eine Referenz angegeben oder geschaffen werden, die den erforderlichen Umfang und die Durchführung der Sichtkontrolle in einem Warenlos ausreichend beschreibt. Die Referenz muss zwingend auch eine Beurteilung zu Parasitenfunden beinhalten. Der Fund eines einzelnen Parasiten in einer Charge darf nicht dazu führen, dass die Charge vernichtet werden muss, denn dies würde faktisch ein Verbot des Verkaufs von Fisch aus Wildfang bedeuten.	Streichen 2.ter Satz bis Modus der Kontrolle festgelegt ist.
Geschäftsstelle IG DHS	42.6	Aus Art. 42 Abs 3 resultiert, dass nur bei Zuchtfisch auf eine Gefrierbehandlung verzichtet werden kann. Die Nachweispflicht ist dem entsprechend auf Zuchtfisch zu beschränken.	Vor dem Inverkehrbringen von Fischereierzeugnissen, die keiner Gefrierbehandlung unterzogen wurden oder die vor dem Konsum keiner Behandlung zur Abtötung lebensfähiger Parasiten, die eine Gesundheits-gefährdung darstellen, unterzogen werden sollen, muss die verantwortliche Person des Lebensmittelbetriebes gewährleisten, dass die Fischerei-erzeugnisse aus Fischzuchten stammen, welche die besonderen Anforderungen gemäss Absatz 3 Buchstabe d erfüllen. Dies kann in Form von ….
Geschäftsstelle IG DHS	44.4 c	Die IGDHS nimmt positiv zur Kenntnis, dass hier ihr Antrag zur Festlegung einer Verkaufstemperatur für nach traditioneller Methode hergestellte Sushi übernommen wurde.	
Geschäftsstelle IG DHS	Anh 2	Die Formulierung "genussfertige Getränke aus Automaten" lässt offen, welche Getränke dazu gezählt werden. Hier ist klar zu stellen, dass es sich um offen angebotene genussfertige Getränke aus Automaten handelt und nicht etwa um vorverpackte Getränke (wie z.B. in einer Büchse oder einem Tetra Pack). Im Falle von Getränken, die im Anhang 2 Produktegruppe 5 zugeordnet werden können und gleichzeitig in Automaten verkauft werden widersprechen sich z.B. die Toleranzwerte für B.cereus (Beispiel: Chokodrink Zuordnung nach Produktgruppe 5 = 1000 KBE B. cereus/ml und Zuordnung nach Produktegruppe 6 = 10'000 KBE B. cereus / ml)	„3 Genussfertige offen ausgegebene Getränke aus Automaten“
hotelleriesuisse	Generelle Bemerkungen	Gemäss Verordnung wird bei den Probenahmen auf die Selbstkontrolle bzw. auf Art und Grösse des Betriebes verwiesen. In der Leitlinie „Gute Verfahrenspraxis im Gastgewerbe“ wurde dies präzisiert, so dass Probenahmen nur ab einer bestimmten Grösse der Betriebe zwingend notwendig sind.	
hotelleriesuisse	58c.3	Es ist davon auszugehen, dass sich die Bestimmungen des Art. 58c Abs. 3 und 4 explizit auf Lebensmittelbetriebe beziehen, die die erwähnten Lebensmittel herstellen. Die Hotellerie ist von der Regelung	Sicherheitshalber ist Art.58c Abs.3 wie folgt zu ergänzen: “…dass jeder Wochentag abgedeckt ist. Für gastgewerbliche Betriebe gelten die Bestimmungen der Absätze 1 und 2.”

		nicht betroffen.	
GSLI Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren	Generelle Bemerkungen	Die vorgenommenen Anpassungen werden insgesamt begrüsst. Die Anpassungen bringen mehr Klarheit und sind nötig im Hinblick auf die Vorgaben aus der EU. Aber auch die "schweizerischen" Massnahmen machen Sinn. Insbesondere jene, welche eine Verbesserung der hygienischen Sicherheit bei der Abgabe von frischer Geflügelleber anvisieren.	
GSLI Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren	42.1	Der Ausdruck "Flossenfische" und ebenfalls derjenige in der französichen Fassung "poissons à nageoires" ist nicht klar und auch nicht vergleichbar wissenschaftlich wie "Cephalopoden" im selben Artikel. Der Ausdruck ist verwirrlich und ebenso ungenau wie "Flügelvogel" für Geflügel. Die bisherige Aufzählung in der aktuellen Hygienverordnung, welche Hering, Makrele, Sprotte und Lachs erwähnt, ist dem neuen Vorschlag vorzuziehen.	Der Ausdruck "Flossenfische" ist zu ersetzen durch einen klar verständ-lichen Begriff oder durch eine Aufzählung der betroffenen Fische. Dasselbe gilt auch für die französiche und allenfalls italienische Fassung.
Migros-Genossenschafts-Bund	42.3	Da es gemäss Auskunft des BAG grundsätzlich nicht möglich ist epidemiologische Daten für die Parasitenfreiheit von Wildfang beizubringen, macht Buchstabe c) keinen Sinn.	Ersatzlos streichen.
Migros-Genossenschafts-Bund	42.5	Die Handhabung und der Umfang der Sichtkontrollen ist unklar, zudem sind keine Beurteilungswerte festgelegt. Es muss eine Referenz angegeben oder geschaffen werden, die den erforderlichen Umfang und die Durchführung der Sichtkontrolle in einem Warenlos ausreichend beschreibt. Die Referenz muss zwingend auch eine Beurteilung zu Parasitenfunden beinhalten. Der Fund eines einzelnen Parasiten in einer Charge darf nicht dazu führen, dass die Charge vernichtet werden muss, denn dies würde faktisch ein Verbot des Verkaufs von Fisch aus Wildfang bedeuten.	Streichen 2. Satz bis Modus der Kontrolle festgelegt ist.
Migros-Genossenschafts-Bund	42.6	Aus Art. 42 Abs 3 resultiert, dass nur bei Zuchtfisch auf eine Gefrierbehandlung verzichtet werden kann. Die Nachweispflicht ist dem entsprechend auf Zuchtfisch zu beschränken.	Vor dem Inverkehrbringen von Fischereierzeugnissen, die keiner Gefrierbehandlung unterzogen wurden oder die vor dem Konsum keiner Behandlung zur Abtötung lebensfähiger Parasiten, die eine Gesundheits-gefährdung darstellen, unterzogen werden sollen, muss die verantwortliche Person des Lebensmittelbetriebes gewährleisten, dass die Fischereierzeugnisse aus Fischzuchten stammen, welche

			die besonderen Anforderungen gemäss Absatz 3 Buchstabe d erfüllen. Dies kann in Form von ….
Migros-Genossenschafts-Bund	Anh 2	Die Formulierung "genussfertige Getränke aus Automaten" lässt offen, welche Getränke dazu gezählt werden. Hier ist klar zu stellen, dass es sich um offen angebotene genussfertige Getränke aus Automaten handelt und nicht etwa um vorverpackte Getränke (wie z.B. in einer Büchse oder einem Tetra Pack). Im Falle von Getränken, die im Anhang 2 Produktegruppe 5 zugeordnet werden können und gleichzeitig in Automaten verkauft werden widersprechen sich z.B. die Toleranz-werte für B.cereus (Beispiel: Chokodrink Zuordnung nach Produktgruppe 5 = 1000 KBE B. cereus/ml und Zuordnung nach Produktegruppe 6 = 10'000 KBE B. cereus / ml)	3 Genussfertige offen ausgegebene Getränke aus Automaten“ Verordnung über die Kennzeichnung und Anpreisung von Lebens-mitteln Name / Firma Artikel Kommentar / Bemerkungen Antrag für Ände-rungsvorschlag (Textvorschlag) Migros Art. 2 Abs. 4 Die Bestimmung entspricht grundsätzlich der Vorgabe in Art. 16 Ziff. 2 der LMIV. Allerdings wird in Satz 1 die massgebliche Fläche klarer als „grösste bedruckbare Einzelfläche“ umschrieben, was ausdrück-lich begrüsst wird. Migros Art. 6 Abs. 8 lit b Bei Raucharoma sehen wir eine kleine Differenz zur EU, da die gewählte Bezeichnung in der Schweiz so verstanden werden könnte, dass die genauere Bezeichnung des Aromas den Begriff „Rauch-aroma / Raucharomen“ ersetzen kann. Gemäss Anhang 7 Teil D Ziffer 1 der LMIV ist die korrekte Bezeichnung aber „Raucharoma / Raucharomen“ oder aber „Raucharomen aus xy“. b. bei Raucharoma / Raucharomen: mit „Raucharoma / Raucharo-men“ oder mit „Raucharoma / Raucharomen“ ergänzt mit einer genaueren Bezeichnung oder Beschreibung des Aromas (z.B. Raucharoma aus Buchenholz). Migros Art. 6 Abs. 8bis lit. b Bei der Definition des Begriffs „natürlich“ bei Aromen besteht eine kleine Differenz zur EU. Der Begriff «natürlich» darf zur Bezeichnung eines Aromas nur verwendet werden, wenn der Aromabestandteil ausschliesslich Aromaextrakte und / oder natürliche Aromastoffe enthält.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Generelle Bemerkungen	Les infections aux campylobacters sont un problème important pour les consommateurs, surtout pour les plus vulnérables. L"intention de combattre le problème des campylobactérioses est donc saluée. Toutefois pour être efficaces, les adaptations de l"ordonnance doivent obligatoirement être couplées à des efforts de prévention au niveau de l"élevage et de l"abattage. L"indication des mesures d"hygiène sur les emballages de volaille est saluée.	

Fédération Romande des Consommateurs FRC	33a.1	La décision d"ajouter un article particulier concernant les foies de volaille fréquemment contaminés campylobacters est saluée. Toutefois, la manière de prouver la non contamination du cheptel doit être spécifiée dans la législation vétérinaire.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	58c.3	La suppression de la dispense pour les détaillants est saluée.	58c.5
Coop Genossenschaft	Anh 2	Die Formulierung "genussfertige Getränke aus Automaten" lässt offen, welche Getränke dazu gezählt werden. Im Falle von Getränken, die im Anhang 2 Produktegruppe 5 zugeordnet werden können und gleichzeitig in Automaten verkauft werden widersprechen sich z.B. die Toleranzwerte für B.cereus (Beispiel: Chokodrink Zuordnung nach Produktgruppe 5 = 1000 KBE B. cereus/ml und Zuordnung nach Produktegruppe 6 = 10'000 KBE B. cereus / ml). Hier ist klarzustellen, dass es sich um offen ausgegebene genussfertige Getränke aus Automaten handelt und nicht etwa um vorverpackte Getränke (wie z.B. in einer Büchse oder einem Tetra Pack).	„3 Genussfertige offen ausgegebene Getränke aus Automaten“
Coop Genossenschaft	42.3	Da es gemäss Auskunft des BAG grundsätzlich nicht möglich ist epidemiologische Daten für die Parasitenfreiheit von Wildfang beizubringen, macht Buchstabe c) keinen Sinn.	Ersatzlos streichen.
Coop Genossenschaft	42.5	Die Handhabung und der Umfang der Sichtkontrollen ist unklar, zudem sind keine Beurteilungswerte festgelegt. Es muss eine Referenz angegeben oder geschaffen werden, die den erforderlichen Umfang und die Durchführung der Sichtkontrolle in einem Warenlos ausreichend beschreibt. Die Referenz muss zwingend auch eine Beurteilung zu Parasitenfunden beinhalten. Der Fund eines einzelnen Parasiten in einer Charge darf nicht dazu führen, dass die Charge vernichtet werden muss, denn dies würde faktisch ein Verbot des Verkaufs von Fisch aus Wildfang bedeuten.	Streichen 2.ter Satz bis Modus der Kontrolle festgelegt ist.
Coop Genossenschaft	42.6	Aus Art. 42 Abs 3 resultiert, dass nur bei Zuchtfisch auf eine Gefrierbehandlung verzichtet werden kann. Die Nachweispflicht ist dem entsprechend auf Zuchtfisch zu beschränken.	Vor dem Inverkehrbringen von Fischereierzeugnissen, die keiner Gefrierbehandlung unterzogen wurden oder die vor dem Konsum keiner Behandlung zur Abtötung lebensfähiger Parasiten, die eine Gesundheits-gefährdung darstellen, unterzogen werden sollen, muss die verantwortliche Person des Lebensmittelbetriebes gewährleisten, dass die Fischerei-erzeugnisse aus Fischzuchten stammen, welche die besonderen Anforderungen gemäss Absatz 3 Buchstabe d erfüllen. Dies kann in Form von ….
Coop Genossenschaft	44.4 c	Coop begrüsst diese Anpassung sehr, entspricht sie doch einer	

		Forderung, die Coop frühzeitig platziert hat.	
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Generelle Bemerkungen	Les infections aux campylobacters sont un problème important pour les consommateurs, surtout pour les plus vulnérables. L"intention de combattre le problème des campylobactérioses est donc saluée. Toutefois pour être efficaces, les adaptations de l"ordonnance doivent obligatoirement être couplées à des efforts de prévention au niveau de l"élevage et de l"abattage. L"indication des mesures d"hygiène sur les emballages de volaille est saluée.	
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	33a.1	La décision d"ajouter un article particulier concernant les foies de volaille fréquemment contaminés campylobacters est saluée. Toutefois, la manière de prouver la non contamination du cheptel doit être spécifiée dans la législation vétérinaire.	
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	58c.3	La suppression de la dispense pour les détaillants est saluée.	58c.5
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	33a.1	Art. 33a, Abs.1 kommt einem faktischen Verbot von frischer Geflügelleber gleich, da sich im normalen Schlachtablauf eine Trennung zwischen campylobacterfreien bzw. nicht campylobacterfreien Herden kaum machen lässt. Unser Mitgliedverband SFF könnte Art. 33a nur dann zustimmen, wenn sich damit das Risiko von Humaninfektionen nachweislich reduzieren lässt. Im Kommentar wird dazu ausschliesslich die Risikobewertung des BAG erwähnt, nicht aber die Folgerungen der breiter abgestützten Campylobacter-Plattform. Falls sich das Campylobacter-Risiko nicht auf die frischen Geflügellebern eingrenzen lässt, müssten wir die neue Bestimmung ablehnen. Dies deshalb, weil einerseits ein weiterer Teil des Schlachtkörpers vom menschlichen Konsum ausgeschlossen wird und andererseits der Konsum von gefrorener Geflügelleber (Art. 33a Abs. 2) wegen der sensorischen Nachteile kaum eine Alternative darstellt.	je nach Ausgangslage (siehe Bemerkungen) streichen
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	58c.3	Die Erweiterung der Probenhäufigkeit für frisches Geflügelfleisch führt zu einem beträchtlichen Mehraufwand für die betroffenen Betriebe, zumal der Entscheid über die Häufigkeit der Probenahme bislang im Rahmen der Selbstkontrolle durch die verantwortliche Person festgelegt wurde.	
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	58c.4	Zu begrüssen sind die vorgesehenen Erleichterungen bei der Untersuchungshäufigkeit, die die Möglichkeiten der betreffenden EU-Verordnung ausschöpft. Gerade bezüglich Salmonellen stellt die vorgesehene Verringerung der Probenhäufigkeit das Ergebnis der	

		langjährigen Salmonellaüberwachungsprogramme der Schweiz dar. Die Spezifikation der Salmonella ssp auf S. enteritidis und S. typhimurium für frisches Geflügelfleisch macht trotz des Mehraufwandes Sinn, da vor allem diese beiden Salmonellen-Spezies pathogener Natur sind. Damit sollten sich Fehl¬interpretationen von Untersuchungsergebnissen in Zukunft vermehrt vermeiden lassen.	
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	58c.4	Mit der Aktualisierung der Leitlinie für eine gute Hygienepraxis in Fleischfachbetrieben wird neu auch eine Reduktion der Untersuchungshäufigkeiten bei geringen Produktionsmengen vorgesehen. Die vorliegende Teilrevision wäre die Gelegenheit, diese Möglichkeit nun auch in der HyV entsprechend festzuhalten.	Abs. 4, Bst e (neu): für Betriebe mit geringen Produktionsmengen (gemäss der Leitlinie für eine gute Hygienepraxis in Fleischfachbetrieben)
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Anh 1	Siehe letzten Abschnitt von Art. 58c Abs. 4, Bst. a-d	
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Anh 2	In den Branchen-Hygieneleitlinien für Fleisch und Fleischprodukte wurden neu mikrobiologische GHP-Richtwerte integriert und vom BAG anerkannt. Die vorliegende Teilrevision wäre die Gelegenheit, die genannten Werte auch in die HyV aufzunehmen.	Übernahme der mikrobiologischen GHP-Richtwerte aus der Leitlinie für eine gute Hygienepraxis in Fleischfachbetrieben
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Anh 2	Die Formulierung "genussfertige Getränke aus Automaten" lässt offen, welche Getränke dazu gezählt werden. Im Falle von Getränken, die im Anhang 2 Produktegruppe 5 zugeordnet werden können und gleichzeitig in Automaten verkauft werden widersprechen sich z.B. die Toleranzwerte für B.cereus (Beispiel: Chokodrink Zuordnung nach Produktgruppe 5 = 1000 KBE B. cereus/ml und Zuordnung nach Produktegruppe 6 = 10'000 KBE B. cereus / ml). Hier ist klarzustellen, dass es sich um offen ausgegebene genussfertige Getränke aus Automaten handelt und nicht etwa um vorverpackte Getränke (wie z.B. in einer Büchse oder einem Tetra Pack).	„3 Genussfertige offen ausgegebene Getränke aus Automaten“
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	Generelle Bemerkungen	Vouloir combattre les campylobactérioses (dont le nombre ne cesse de progresser) est un objectif important. Nous sommes favorables aux mesures proposées. Nous considérons toutefois que des mesures complémentaires doivent être prises. Il nous paraît nécessaire que le campylobacter fasse l’objet d’un critère d’hygiène des procédés au niveau de l’abattage (à intégrer dans les dispositions relatives à l’abattage). Nous saluons la volonté de la Suisse d'adapter sa législation au droit européen. Malheureusement, nous devons à nouveau constater que les textes européens (version française) sont modifiés pour la Suisse et cela crée des problème. Cette situation a déjà été relevée par le	

		passé. Quant aux sushi, il était temps d'avoir une disposition spécifique harmonisée. Nous renvoyons également aux remarques faites par l'ACCS/VKCS.	
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	33a.1	L'art. 33a indique "provenant d'un cheptel qui, de façon avérée, n'est pas contaminé par la bactérie Campylobacter". Cette disposition nous paraît difficilement applicable. Comment distinguer, dans des lots de volaille arrivant à l'abattoir, des animaux provenant de cheptels non contaminés de ceux provenant de cheptel contaminés ? Le foie de volaille est une source avérée de campylobacter. Il ne nous paraît pas judicieux de faire le distinction des cheptels pour distinguer les mesures. Est-ce que les foies de toutes les espèces appartenant à la volaille domestique présente le même risque de campylobacter (ex. poules, dindes, oies, canards, ..) ?	Le foie de volaille ne peut être remis que sous forme congelée.
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	36.3	Ce texte reprend les dispositions de l'UE. Toutefois, le texte ne correspond pas exactement au texte de l'UE.	La Suisse reprend les textes européens tels quels.
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	42.1	Ex. "produits de la pêche consommés crus" est, dans le texte européen "produits de la pêche destinés à être consommés crus"; "-20 °C, pendant 24 heures" est, dans le texte européen "-20°C, pendant au minimum 24 heures"; al. 6 : elle peut, pour ce faire …" dans le texte européen "A cet effet, il veillera à faire figurer.	La Suisse reprend les textes européens tels quels.
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	Anh 2	Valeur de tolérance pour les boissons prêtes à consommer provenant d'un distributeur automatique : est-ce qu'une maintenance insuffisante des dispositifs de traitement de l'eau des distributeurs automatiques a été prise en compte. Il ne nous paraît pas judicieux d'augmenter la valeur de tolérance pour les gemres aérobies si les valeurs en question sont dues à des dispositifs insuffisamment entretenus.	cette question doit être soigneusement évaluée : est-ce que les valeurs réelles relevées sont des résultats obtenus à partir de produits provenant de distributeurs entretenus correctement ?
Denner AG	Anh 2	Die Formulierung "genussfertige Getränke aus Automaten" lässt offen, welche Getränke dazu gezählt werden. Hier ist klar zu stellen, dass es sich um offen angebotene genussfertige Getränke aus Automaten handelt und nicht etwa um vorverpackte Getränke (wie z.B. in einer Büchse oder einem Tetra Pack). Im Falle von Getränken, die im Anhang 2 Produktegruppe 5 zugeordnet werden können und gleichzeitig in Automaten verkauft werden widersprechen sich z.B. die Toleranzwerte für B.cereus (Beispiel: Chokodrink Zuordnung nach Produktgruppe 5 = 1000 KBE B. cereus/ml und Zuordnung nach Produktegruppe 6 = 10'000 KBE B. cereus / ml)	„3 Genussfertige offen ausgegebene Getränke aus Automaten“

Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Generelle Bemerkungen	Les infections aux campylobacters sont un problème important pour les consommateurs, surtout pour les plus vulnérables. L"intention de combattre le problème des campylobactérioses est donc saluée. Toutefois pour être efficaces, les adaptations de l"ordonnance doivent obligatoirement être couplées à des efforts de prévention au niveau de l"élevage et de l"abattage. L"indication des mesures d"hygiène sur les emballages de volaille est saluée.	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	33a.1	La décision d"ajouter un article particulier concernant les foies de volaille fréquemment contaminés campylobacters est saluée. Toutefois, la manière de prouver la non contamination du cheptel doit être spécifiée dans la législation vétérinaire.	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	58c.3	La suppression de la dispense pour les détaillants est saluée.	
Schweizer Fleisch-Fachverband SFF	33a.1	Art. 33a, Abs.1 kommt einem faktischen Verbot von frischer Geflügelleber gleich, da sich im normalen Schlachtablauf eine Trennung zwischen campylobacterfreien bzw. nicht campylobacterfreien Herden kaum machen lässt. Wir können Art. 33a nur dann zustimmen, wenn sich damit das Risiko von Humaninfektionen nachweislich reduzieren lässt. Im Kommentar wird dazu ausschliesslich die Risiko¬bewertung des BAG erwähnt, nicht aber die Folgerungen der breiter abgestützten Campylobacter-Plattform. Falls sich das Campylobacter-Risiko nicht auf die frischen Geflügellebern eingrenzen lässt, müssten wir die neue Bestimmung ablehnen. Dies deshalb, weil einerseits ein weiterer Teil des Schlachtkörpers vom menschlichen Konsum ausgeschlossen wird und andererseits der Konsum von gefrorener Geflügelleber (Art. 33a, Abs. 2) wegen der sensorischen Nachteile kaum eine Alternative darstellt.	Art. 33a je nach Ausgangslage (siehe Bemerkungen) streichen
Schweizer Fleisch-Fachverband SFF	44.4 c	Die Festlegung einer Verkaufstemperatur für nach traditioneller Methode hergestellte Sushi ist zu begrüssen, gibt sie doch dem Verkäufer und dem Kunden eine gewisse Sicherheit.	
Schweizer Fleisch-Fachverband SFF	58c.3	Die Erweiterung der Probenhäufigkeit für frisches Geflügelfleisch führt zu einem beträchtlichen Mehraufwand für die betroffenen Betriebe, zumal der Entscheid über die Häufigkeit der Probenahme bislang im Rahmen der Selbstkontrolle durch die verantwortliche Person festgelegt wurde. Auch stellt sich die Frage, was mit frischem Geflügelfleisch bis zum	Art. 58c, Abs. 3 dahingehend präzisieren, dass bei einem positiven Befund die Ware nachträglich aus dem Verkehr gezogen werden kann

		Zeitpunkt des Vorliegens der Analysenergebnisse, die oft mehrere Tage dauern, geschehen soll. Dies deshalb, weil bei frischer Ware nach einigen Tagen die Haltbarkeit bereits abgelaufen sein kann. Ein Abwarten der Untersuchungsergebnisse käme somit einem Verkaufsverbot von frischer Ware gleich, was strikt abzulehnen ist.	
Schweizer Fleisch-Fachverband SFF	58c.4	Zu begrüssen sind die vorgesehene Erleichterungen bei der Untersuchungshäufigkeit, die die Möglichkeiten der betreffenden EU-Verordnung ausschöpft. Gerade bezüglich Salmonellen stellt die vorgesehene Verringerung der Probenhäufigkeit das Ergebnis der langjährigen Salmonellaüberwachungsprogramme der Schweiz dar. Die Spezifikation der Salmonella ssp auf S. enteritidis und S. typhimurium für frisches Geflügelfleisch macht trotz des Mehraufwandes Sinn, da vor allem diese beiden Salmonellen-Spezies pathogener Natur sind. Damit sollten sich Fehlinterpretationen von Untersuchungsergebnissen in Zukunft vermehrt vermeiden lassen.	
Schweizer Fleisch-Fachverband SFF	58c.4	Mit der Aktualisierung der Leitlinie für eine gute Hygienepraxis in Fleischfachbetrieben wird neu auch eine Reduktion der Untersuchungshäufigkeiten bei geringen Produktionsmengen vorgesehen. Die vorliegende Teilrevision wäre die Gelegenheit, diese Möglichkeit nun auch in der HyV entsprechend festzuhalten.	Abs. 4, Bst e (neu): für Betriebe mit geringen Produktionsmengen (gemäss der Leitlinie für eine gute Hygienepraxis in Fleischfachbetrieben)
Schweizer Fleisch-Fachverband SFF	Anh 1	Siehe letzten Abschnitt von Art. 58c, Abs. 4, Bst. a-d	
Schweizer Fleisch-Fachverband SFF	Anh 2	In den Branchen-Hygieneleitlinien für Fleisch und Fleischprodukte wurden neu mikrobiologische GHP-Richtwerte integriert und vom BAG anerkannt. Die vorliegende Teilrevision wäre die Gelegenheit, die genannten Werte auch in die HyV aufzunehmen.	Übernahme der mikrobiologischen GHP-Richtwerte aus der Leitlinie für eine gute Hygienepraxis in Fleischfachbetrieben
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Generelle Bemerkungen	Die Absicht, Campylobacteriosen zu bekämpfen, wird ausdrücklich begrüsst. Der Vorschlag des BAG zur Behandlung campylobacterpositiver Geflügelleber ist ein erster Schritt in die richtige Richtung. Da es sich bei Geflügelleber aber um ein absolutes Nischenprodukt handelt, wird die vorgeschlagene Änderung keinen bedeutenden Einfluss auf die Anzahl Fälle von Campylobacteriose haben. Von unserer Seite begrüsst wird zudem der in der Verordnung über Lebensmittel tierischer Herkunft neu vorgesehene Hygienehinweis auf Verpackungen von Geflügelfleisch. Campylobacter ist der häufigste bakterielle Verursacher von Gastroenteritis, und in den letzten Jahren ist eine stete Zunahme der Erkrankungen zu verzeichnen. Aus diesem Grunde sind weitere wirkungsvolle Massnahmen zu treffen. Aus dem Bericht des BAG "Campylobacter in der Schweiz, Risikofak-	

		toren und Massnahmen zum Umgang mit der Problematik" 2012 geht hervor: 1. Die Ursache für die vielen Erkrankungen ist in der Schweiz selbst zu suchen (Seite 16). 2. "Durch das Festlegen eines Prozesshygienekriteriums würde insbesondere Druck auf die der Verarbeitung vorgelagerten Prozesse ausgeübt werden, beispielsweise im Hinblick auf eine Verbesserung der Hygiene und der Stallhaltung in der Primärproduktion oder eine Optimierung der Schlachtprozesse. Es stellt sich die Frage, auf welcher Prozessstufe ein Prozesshygienekriterium gelten sollte: Ein Prozesshygienekriterium auf Stufe Verarbeitung müsste durch das BAG in Anhang 3 der Hygieneverordnung aufgenommen werden. Ein Kriterium auf Stufe Geflügel-schlachttierkörper unterläge dagegen dem Regelungsbereich des BVET und müsste im Rahmen der Verordnung über das Schlachten und die Fleischkontrolle resp. in der Anleitung des BVET zur Durchführung von mikrobiologischen Untersuchungen im Rahmen der Selbstkontrolle von Schlachtbetrieben geregelt werden" (Zitat, Seite 19). Wir sind klar der Meinung, dass der Weg im Zusammenhang mit der Campylobacter-Problematik auch über die Einführung eines Prozesshygienekriteriums auf Stufe Geflügelschlachttierkörper führen sollte (Regelung durch BVET in der Verordnung über das Schlachten und die Fleisch-kontrolle VSFK oder Verordnung über die Hygiene beim Schlachten VHyS).	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	36.3	Der Text sollte stärker von den EU-Bestimmungen übernommen werden (Anhang der EU-Verordnung Nr. 558/2010).	Ergänzung entsprechend den EU-Bestimmungen, u.a.: "b. andere Rohstoffe als die unter Buchstabe a genannten... Bei der Herstellung niedermolekularen Kollagens aus Rohstoffen, die aus Nichtwiederkäuern gewonnen wurden, kann das Extradieren entfallen."
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	42.1	Der Text sollte stärker von den EU-Bestimmungen übernommen werden (Anhang der EU-Verordnung Nr. 1276/2011). Französische Fassung - al. 1, 2, 6: ex. "produits de la pêche consommés crus" est, dans le texte européen "produits de la pêche destinés à être consommés crus"; "-20 °C, pendant 24 heures" est, dans le texte européen "-20°C, pendant au minimum 24 heures"; al. 6 : elle peut, pour ce faire …" dans le texte européen "A cet effet, il veillera à faire figurer"	Absatz 2 ergänzen: "a. -20 °C, mindestens 24 Stunden lang; oder b. -35 °C, mindestens 15 Studnen lang." reprendre le texte européen
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	44.4 c	Die Angabe “traditionell” in der Klammer ist überflüssig, da die Bedingung “mit Reisessig unter pH 4.5 gesäuertem Reis” eindeutig ist.	Angabe “traditionell” streichen.

4.4 Révision partielle de l'ordonannce sur l'étiquetage et la publicité des denrées alimentaires (OEDAl, RS 817.022.21)

Organisation	Article	Commentaire	Modification proposée
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	2.4	“Beträgt die grösste bedruckbare Einzelfläche weniger als 10 cm2, so sind nur die Angaben nach Absatz 1 Buchstaben a, c, e und f auf der Packung oder der Etikette zwingend anzubringen.“ Die Buchstaben “a, c, e und f“ wurden telquel von Art. 16 Abs. 2 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 übernommen. Die Buchstaben “a, c, e und f“ der EU entsprechen vom Inhalt her nicht den Bestimmungen “a, c, e und f“ von Art. 2 Abs. 1 LKV. In der EU fällt Folgendes darunter: Produktbezeichnung, Allergene, Nettofüllmenge und Haltbarkeitsdatum. In der Schweiz fallen darunter: Sachbezeichnung, Allergene, Haltbarkeitsdatum und Firmenname/Adresse. Der Verweis auf Art. 2 Abs. 1 Buchstabe f (Firmenname, Adresse) ist falsch. Auch nach der aktuellen LKV ist der Firmenname inklu-sive Adresse nicht auf der Etikette aufzuführen.	Der Verweis auf Art. 2 Abs. 1 Buchstabe f (Firmen-name, Adresse) ist falsch. In der EU wird auf die Nettofüllmenge verwiesen. Den richtigen Verweis vornehmen.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	2.4	“Das Verzeichnis der Zutaten (Abs. 1 Bst. B) muss auf andere Weise (z.B. Merkblatt) gemacht oder den Konsumentinnen und Konsumenten auf Wunsch zur Verfügung gestellt werden.“ Der Wortlaut wurde nicht telquel von der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 übernommen. Das Merkblatt als Beispiel aufzuführen erscheint uns in der Praxis nicht angebracht. Vermutlich ist damit ein Infoblatt gemeint. Der Absatz ist besser zu formulieren.	Passender formulieren wie: “Das Verzeichnis der Zutaten (Abs. 1 Bst. B) muss auf andere Weise (z.B. Informationsblatt) angege¬ben oder den Konsumentinnen und Konsumenten auf Wunsch zur Verfügung gestellt werden.“
Staatskanzlei des Kantons Luzern	2.4	“Beträgt die grösste bedruckbare Einzelfläche weniger als 10 cm2, so sind nur die Angaben nach Absatz 1 Buchstaben a, c, e und f auf der Packung oder der Etikette zwingend anzubringen.“ Die Buchstaben “a, c, e und f“ wurden telquel von Art. 16 Abs. 2 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 übernommen. Die Buchstaben “a, c, e und f“ der EU entsprechen vom Inhalt her nicht den Bestimmungen “a, c, e und f“ von Art. 2 Abs. 1 LKV. In der EU fällt Folgendes darunter: Produktbezeichnung, Allergene, Nettofüllmenge und Haltbarkeitsdatum. In der Schweiz fallen darunter: Sachbezeichnung, Allergene, Haltbarkeitsdatum und Firmenname/Adresse. Der Verweis auf Art. 2 Abs. 1 Buchstabe f (Firmenname, Adresse) ist falsch. Auch nach der aktuellen LKV ist der Firmenname inklu-sive Adresse nicht auf der Etikette aufzuführen.	Der Verweis auf Art. 2 Abs. 1 Buchstabe f (Firmen-name, Adresse) ist falsch. In der EU wird auf die Nettofüllmenge verwiesen. Den richtigen Verweis vornehmen.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	2.4	“Das Verzeichnis der Zutaten (Abs. 1 Bst. B) muss auf andere Weise (z.B. Merkblatt) gemacht oder den Konsumentinnen und Konsumenten auf Wunsch zur Verfügung gestellt werden.“ Der Wortlaut wurde nicht telquel von der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 übernommen. Das Merkblatt als Beispiel aufzuführen erscheint uns in der Praxis nicht angebracht. Vermutlich ist damit	Passender formulieren wie: “Das Verzeichnis der Zutaten (Abs. 1 Bst. B) muss auf andere Weise (z.B. Informationsblatt) angegeben oder den Konsumentinnen und Konsumenten auf Wunsch zur Verfügung gestellt werden.“

		ein Infoblatt gemeint. Der Absatz ist besser zu formulieren.	
Staatskanzlei des Kantons Zürich	2.4	Wie bisher ist nach Art. 2 Abs. 4 für gewisse Produkte keine Angabe der Zutatenliste notwendig. Die EU-Verordnung 1169/2011 sieht in Art. 21 Abs. 1 für solche Produkte eine Angabe über allergene oder andere unerwünschte Reaktionen auslösende Stoffe vor (Enthält..). Eine solche Pflicht zur Angabe fehlt in der LKV, sollte aber aus Gründen des Gesundheitsschutzes eingeführt werden.	Entsprechende Ergänzung von Art. 8 LKV.
		Zudem wurden die Buchstaben “a, c, e und f“ telquel von Art. 16 Abs. 2 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 übernommen. Die Buchstaben “a, c, e und f“ der EU entsprechen vom Inhalt her aber nicht den Bestimmungen “a, c, e und f“ von Art. 2 Abs. 1 LKV. In der EU fällt Folgendes darunter: Produktbezeichnung, Allergene, Nettofüllmenge und Haltbarkeitsdatum. In der Schweiz fallen darunter: Sachbezeichnung, Allergene, Haltbarkeitsdatum und Firmen¬name/Adresse. Der Verweis auf Art. 2 Abs. 1 Buchstabe f (Firmenname, Adresse) ist falsch. Auch nach der aktuellen LKV ist der Firmenname inklu¬sive Adresse nicht auf der Etikette aufzuführen.	Änderung von Art. 2 Abs. 4: Der Verweis auf Art. 2 Abs. 1 Buchstabe f (Firmen-name, Adresse)sei zu streichen und ein Verweis auf die Nettofüllmenge sei einzufügen.
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	2.4	Die Buchstaben "a, c, e und f" wurden offenbar buchstabengetreu von Art. 16 Abs. 2 der Verordnung (EU) Nr. 1169/2011 übernommen. Die Buchstaben "a, c, e und f" des Art. 9 der Verordnung (EU) Nr. 1169/2011 entsprechen vom Inhalt her aber nicht den Bestimmungen "a, c, e und f" von Art. 2 Abs. 1 LKV. In der EU fällt gemäss Art. 9 Abs. 1 der Verordnung (EU) Nr. 1169/2011 folgendes darunter: Produktbezeichnung, Allergene, Nettofüllmenge und Haltbarkeitsdatum. In der Schweiz fallen gemäss Art. 2 Abs. 1 LKV darunter: Sachbezeichnung, Allergene, Haltbarkeitsdatum und Firmenname / Adresse. Der Verweis auf Art. 2 Abs. 1 Buchstabe f (Firmenname / Adresse) ist falsch und muss angepasst werden.	Verweis auf die Nettofüllmenge einführen und Verweis auf Firmenname / Adresse streichen.
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	2.4	Eine Zutatenliste ist kein Merkblatt. Die Anforderung kann entsprechend Art. 16 Abs. 2 der Verordnung (EU) Nr. 1169/2011 ohne Hinweis auf ein Merkblatt übernommen werden.	... Das Verzeichnis der Zutaten (Abs. 1 Bst. b) muss auf andere Weise angegeben oder den Konsumentinnen und Konsumenten auf Wunsch zur Verfügung gestellt werden.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	2.4	“Beträgt die grösste bedruckbare Einzelfläche weniger als 10 cm2, so sind nur die Angaben nach Absatz 1 Buchstaben a, c, e und f auf der Packung oder der Etikette zwingend anzubringen.“ Die Buchstaben “a, c, e und f“ wurden telquel von Art. 16 Abs. 2 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 übernommen. Die Buchstaben “a, c, e und f“ der EU entsprechen vom Inhalt her nicht den Bestimmungen “a, c, e und f“ von Art. 2 Abs. 1 LKV. In der EU fällt Folgendes darunter: Produktbezeichnung, Allergene, Nettofüllmenge und Haltbarkeitsdatum. In der Schweiz fallen darunter: Sachbezeichnung, Allergene, Haltbarkeitsdatum und Firmen-	Der Verweis auf Art. 2 Abs. 1 Buchstabe f (Firmen-name, Adresse) ist falsch. In der EU wird auf die Nettofüllmenge verwiesen. Den richtigen Verweis vornehmen.

		name/Adresse. Der Verweis auf Art. 2 Abs. 1 Buchstabe f (Firmenname, Adresse) ist falsch. Auch nach der aktuellen LKV ist der Firmenname inklu-sive Adresse nicht auf der Etikette aufzuführen.	
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	2.4	“Das Verzeichnis der Zutaten (Abs. 1 Bst. B) muss auf andere Weise (z.B. Merkblatt) gemacht oder den Konsumentinnen und Konsumenten auf Wunsch zur Verfügung gestellt werden.“ Der Wortlaut wurde nicht telquel von der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 übernommen. Das Merkblatt als Beispiel aufzuführen erscheint uns in der Praxis nicht angebracht. Vermutlich ist damit ein Infoblatt gemeint. Der Absatz ist besser zu formulieren.	Passender formulieren wie: “Das Verzeichnis der Zutaten (Abs. 1 Bst. B) muss auf andere Weise (z.B. Informationsblatt) angege¬ben oder den Konsumentinnen und Konsumenten auf Wunsch zur Verfügung gestellt werden.“
Staatskanzlei des Kantons Aargau	2.4	“Beträgt die grösste bedruckbare Einzelfläche weniger als 10 cm2, so sind nur die Angaben nach Absatz 1 Buchstaben a, c, e und f auf der Packung oder der Etikette zwingend anzubringen.“ Die Buchstaben “a, c, e und f“ wurden telquel von Art. 16 Abs. 2 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 übernommen. Die Buchstaben “a, c, e und f“ der EU entsprechen vom Inhalt her nicht den Bestimmungen “a, c, e und f“ von Art. 2 Abs. 1 LKV. In der EU fällt Folgendes darunter: Produktbezeichnung, Allergene, Nettofüllmenge und Haltbarkeitsdatum. In der Schweiz fallen darunter: Sachbezeichnung, Allergene, Haltbarkeitsdatum und Firmenname/Adresse. Der Verweis auf Art. 2 Abs. 1 Buchstabe f (Firmenname, Adresse) ist falsch. Auch nach der aktuellen LKV ist der Firmenname inklu-sive Adresse nicht auf der Etikette aufzuführen.	Der Verweis auf Art. 2 Abs. 1 Buchstabe f (Firmen-name, Adresse) ist falsch. In der EU wird auf die Nettofüllmenge verwiesen. Den richtigen Verweis vornehmen.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	2.4	“Das Verzeichnis der Zutaten (Abs. 1 Bst. B) muss auf andere Weise (z.B. Merkblatt) gemacht oder den Konsumentinnen und Konsumenten auf Wunsch zur Verfügung gestellt werden.“ Der Wortlaut wurde nicht telquel von der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 übernommen. Das Merkblatt als Beispiel aufzuführen erscheint uns in der Praxis nicht angebracht. Vermutlich ist damit ein Infoblatt gemeint. Der Absatz ist besser zu formulieren.	Passender formulieren wie: “Das Verzeichnis der Zutaten (Abs. 1 Bst. B) muss auf andere Weise (z.B. Informationsblatt) angege¬ben oder den Konsumentinnen und Konsumenten auf Wunsch zur Verfügung gestellt werden.“
Geschäftsstelle IG DHS	2.4	Die Bestimmung entspricht grundsätzlich der Vorgabe in Art. 16 Ziff. 2 der LMIV. Allerdings wird in Satz 1 die massgebliche Fläche klarer als „grösste bedruckbare Einzelfläche“ umschrieben, was ausdrücklich begrüsst wird.	
Migros-Genossenschafts-Bund	2.4	Die Bestimmung entspricht grundsätzlich der Vorgabe in Art. 16 Ziff. 2 der LMIV. Allerdings wird in Satz 1 die massgebliche Fläche klarer als „grösste bedruckbare Einzelfläche“ umschrieben, was ausdrücklich begrüsst wird.	

Fédération Romande des Consommateurs FRC	2.4	Indication « OGM » et « irradié » sur des petites surfaces La suppression de mentions importantes pour les consommateurs parce que la surface imprimable serait trop petite est inconcevable, notamment en ce qui concerne les OGM et l"inscription « traité aux rayonnements ionisants », traitement surtout appliqué à des épices qui sont vendus dans de petits emballages. Maintenir parmi les anciennes mentions obligatoires les indications « irradié » et « OGM ».	« Si sur le produit la plus grande surface imprimable est inférieure à 10 cm2, seules les indications visées à l'al. 1, let. a, c, e et f, n, o sont obligatoires sur l"emballage ou l"étiquette. La liste des ingrédients (al. 1, let. b) doit être précisée d'une autre manière (p. ex., notice) ou être mise à la disposition des consommateurs sur demande. »
Coop Genossenschaft	2.4	Die Bestimmung entspricht grundsätzlich der Vorgabe in Art. 16 Ziff. 2 der LMIV. Allerdings wird in Satz 1 die massgebliche Fläche klarer als „grösste bedruckbare Einzelfläche“ umschrieben, was ausdrücklich begrüsst wird.	
Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	2.4	Indication « OGM » et « irradié » sur des petites surfaces La suppression de mentions importantes pour les consommateurs parce que la surface imprimable serait trop petite est inconcevable, notamment en ce qui concerne les OGM et l"inscription « traité aux rayonnements ionisants », traitement surtout appliqué à des épices qui sont vendus dans de petits emballages. Maintenir parmi les anciennes mentions obligatoires les indications « irradié » et « OGM ».	« Si sur le produit la plus grande surface imprimable est inférieure à 10 cm2, seules les indications visées à l'al. 1, let. a, c, e et f, n, o sont obligatoires sur l"emballage ou l"étiquette. La liste des ingrédients (al. 1, let. b) doit être précisée d'une autre manière (p. ex., notice) ou être mise à la disposition des consommateurs sur demande. »
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelin-dustrie	2.4	Die Bestimmung entspricht grundsätzlich der Vorgabe in Art. 16 Ziff. 2 der LMIV. Allerdings wird in Satz 1 die massgebliche Fläche klarer als „grösste bedruckbare Einzelfläche“ umschrieben, was ausdrücklich begrüsst wird.	
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	2.4	… selon l’al. 1 let. a, c, e et f : cette référence est fausse.	à corriger selon la proposition de l’ACCS/VKCS
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	2.4	Indication « OGM » et « irradié » sur des petites surfaces La suppression de mentions importantes pour les consommateurs parce que la surface imprimable serait trop petite est inconcevable, notamment en ce qui concerne les OGM et l"inscription « traité aux rayonnements ionisants », traitement surtout appliqué à des épices qui sont vendus dans de petits emballages. Maintenir parmi les anciennes mentions obligatoires les indications « irradié » et « OGM ».	« Si sur le produit la plus grande surface imprimable est inférieure à 10 cm2, seules les indications visées à l'al. 1, let. a, c, e et f, n, o sont obligatoires sur l"emballage ou l"étiquette. La liste des ingrédients (al. 1, let. b) doit être précisée d'une autre manière (p. ex., notice) ou être mise à la disposition des consommateurs sur demande. »
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	2.4	“Beträgt die grösste bedruckbare Einzelfläche weniger als 10 cm2, so sind nur die Angaben nach Absatz 1 Buchstaben a, c, e und f auf der Packung oder der Etikette zwingend anzubringen.“ Die Buchstaben “a, c, e und f“ wurden telquel von Art. 16 Abs. 2 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 übernommen. Die Buchstaben	Der Verweis auf Art. 2 Abs. 1 Buchstabe f (Firmen-name, Adres-se) ist falsch. In der EU wird auf die Nettofüllmenge verwiesen. Den richtigen Verweis vornehmen.

		“a, c, e und f“ der EU entsprechen vom Inhalt her nicht den Bestimmungen “a, c, e und f“ von Art. 2 Abs. 1 LKV. In der EU fällt Folgendes darunter: Produktbezeichnung, Allergene, Nettofüllmenge und Haltbarkeitsdatum. In der Schweiz fallen darunter: Sachbezeichnung, Allergene, Haltbarkeitsdatum und Firmenname/Adresse. Der Verweis auf Art. 2 Abs. 1 Buchstabe f (Firmenname, Adresse) ist falsch. Auch nach der aktuellen LKV ist der Firmenname inklu-sive Adresse nicht auf der Etikette aufzuführen.	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	2.4	“Das Verzeichnis der Zutaten (Abs. 1 Bst. B) muss auf andere Weise (z.B. Merkblatt) gemacht oder den Konsumentinnen und Konsumenten auf Wunsch zur Verfügung gestellt werden.“ Der Wortlaut wurde nicht telquel von der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 übernommen. Das Merkblatt als Beispiel aufzuführen erscheint uns in der Praxis nicht angebracht. Vermutlich ist damit ein Infoblatt gemeint. Der Absatz ist besser zu formulieren.	Passender formulieren wie: “Das Verzeichnis der Zutaten (Abs. 1 Bst. B) muss auf andere Weise (z.B. Informationsblatt) angege¬ben oder den Konsumentinnen und Konsumenten auf Wunsch zur Verfügung gestellt werden.“
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	2.6	Gemäss Art. 2 Abs. 6 müssen die Mengenangaben nach den Vorschriften der Mengenangabenverordnung gemacht werden. Es fehlt folglich im Widerspruch zur europäischen Gesetzgebung eine lebensmittelrechtliche Grundlage für die Verpflichtung zur Mengenangabe. Die Mengenangabeverordnung vom 5. September 2012 (MeAV) gilt gemäss Art. 1 Abs. 1 Bst. a nicht für Fertigpackungen mit einer Nennfüllmenge von weniger als 5 g oder 5 ml. Somit müssen für Kleinpackungen keine Mengenangaben gemacht werden. Dies ist lebensmittelrechtlich kaum beabsichtigt und steht im Widerspruch zur europäischen Gesetzgebung, die in allen Fällen eine Mengenangabe verlangt. Zudem bringt der Verweis auf die MeAV weitere Unklarheiten mit sich: a) Art. 10 Abs. 4 MeAV bezeichnet das EJPD als zuständige Behörde zur Festlegung bestimmter Lebensmittel mit abweichenden Mengenangaben. b) Art. 11 Abs. 1 Bst. c MeAV verlangt die Angabe des Herstellers oder Importeurs auf der Fertigpackung. Diese Forderung deckt sich nicht mit dem Lebensmittelrecht. Die Unterscheidung ist unschön, auch wenn offensichtlich ist, dass lebensmittelrechtlich ausschliesslich die Mengenangabe nach den Vorschriften der MeAV gefordert wird und die übrigen Bestimmungen nicht tangiert sind. c) Durch die in der LKV fehlende generelle Pflicht zur Angabe der Nettofüllmenge eines Lebensmittels besteht im Gegensatz zur europäischen Union (Verordnung (EU) Nr. 1169/2011) keine Rechtsgrundlage, die fehlende Angabe der Nettofüllmenge von teuren Gewürzen in kleinen Packungen (z.B. Safran) zu beanstanden.	Art. 2 Abs. 6 streichen Art. 2 Abs. 1 dbis: dbis. die Nettofüllmenge des Lebensmittels

		Art. 2 Abs. 6 ist deshalb zu streichen und zu ersetzen mit einer den europäischen Vorschriften entsprechenden Anforderung an die Mengenangabe.	
Schweizer Fleisch-Fachverband SFF	2.6	Der Verweis auf die MeAV ist an sich nachvollziehbar, obwohl deren Inhalt in der aktuellen Form für die Anwendung in der Praxis mehr als fraglich ist.	
Standeskanzlei des Kantons Graubünden	6.8	Es ist nicht einzusehen, weswegen Koffein und Chinin als Aromen bezeichnet werden, erzeugen sie doch lediglich einen Bittergeschmack, aber keine olfaktorische Sinneswahrnehmung. Würde daran festgehalten, müssten Koffein und Chinin in die ZuV aufgenommen werden, da sie unter die Definition von Zusatzstoffen gemäss LGV Art. 2 Abs. 1 Bst. l Ziff. 2 fielen!	6, Abs 8, Bst. c wenn möglich streichen, ansonsten Chinin und Koffein in ZuV aufnehmen.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	6.8	Kennzeichnung von Raucharoma Die Angaben betreffend der Bezeichnung von Raucharomen im Anhang VII Teil D der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 sind klarer und präziser als die hier aufgeführten Angaben. Deshalb den Wortlaut der EU-Verordnung übernehmen.	Angaben analog der EU-Verordnung übernehmen: "bei Raucharoma/Raucharomen: Mit "Raucharoma/ Raucharomen" oder mit "Raucharoma/Raucharo¬men aus einem Lebensmittel/Lebensmitteln bzw. einer Lebensmittelklasse bzw. einem Ausgangs-stoff/Ausgangsstoffen" (z.B. "Raucharoma aus Buchenholz")."
Chancellerie d'Etat du Canton de Vaud	6.8	Les dispositions relatives aux arômes de fumée devraient exactement reprendre celles du règlement 1169/2011 UE.	
Staatskanzlei des Kantons Luzern	6.8	Kennzeichnung von Raucharoma Die Angaben betreffend der Bezeichnung von Raucharomen im Anhang VII Teil D der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 sind klarer und präziser als die hier aufgeführten Angaben. Deshalb den Wortlaut der EU-Verordnung übernehmen.	Angaben analog der EU-Verordnung übernehmen: "bei Raucharoma/Raucharomen: Mit "Raucharoma/ Raucharomen" oder mit "Raucharoma/Raucharo¬men aus einem Lebensmittel/Lebensmitteln bzw. einer Lebensmittelklasse bzw. einem Ausgangs-stoff/Ausgangsstoffen" (z.B. "Raucharoma aus Buchenholz")."
Staatskanzlei des Kantons Zürich	6.8	Die Angaben betreffend der Bezeichnung von Raucharomen im Anhang VII Teil D der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 sind klarer und präziser als die hier aufgeführten Angaben. Deshalb soll der Wortlaut der EU-Verordnung übernommen werden.	Änderung von Art. 6 Abs. 8 lit. b: "b. bei Raucharoma/Raucharomen: Mit "Raucharoma/ Raucharomen" oder mit "Raucharoma/Raucharomen aus einem Lebensmittel/Lebensmitteln bzw. einer Lebensmittelklasse bzw. einem Ausgangs-stoff/Ausgangsstoffen" (z.B. "Raucharoma aus Buchenholz")."
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	6.8	Kennzeichnung von Raucharoma Die Angaben betreffend der Bezeichnung von Raucharomen im Anhang VII Teil D der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 sind klarer	Angaben analog der EU-Verordnung übernehmen: "bei Raucharoma/Raucharomen: Mit "Raucharoma/ Raucharomen" oder mit "Raucharoma/Raucharo¬men aus einem Lebens-

		und präziser als die hier aufgeführten Angaben. Deshalb den Wortlaut der EU-Verordnung übernehmen.	mittel/Lebensmitteln bzw. einer Lebensmittelklasse bzw. einem Ausgangs-stoff/Ausgangsstoffen" (z.B. "Raucharoma aus Buchenholz")."
Staatskanzlei des Kantons Aargau	6.8	Kennzeichnung von Raucharoma Die Angaben betreffend der Bezeichnung von Raucharomen im Anhang VII Teil D der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 sind klarer und präziser als die hier aufgeführten Angaben. Deshalb den Wortlaut der EU-Verordnung übernehmen.	Angaben analog der EU-Verordnung übernehmen: "bei Raucharoma/Raucharomen: Mit "Raucharoma/ Raucharomen" oder mit "Raucharoma/Raucharo¬men aus einem Lebensmittel/Lebensmitteln bzw. einer Lebensmittelklasse bzw. einem Ausgangs-stoff/Ausgangsstoffen" (z.B. "Raucharoma aus Buchenholz")."
Geschäftsstelle IG DHS	6.8	Bei Raucharoma sehen wir eine kleine Differenz zur EU, da die gewählte Bezeichnung in der Schweiz so verstanden werden könnte, dass die genauere Bezeichnung des Aromas den Begriff „Raucharoma / Raucharomen“ ersetzen kann. Gemäss Anhang 7 Teil D Ziffer 1 der LMIV ist die korrekte Bezeichnung aber „Raucharoma / Raucharomen“ oder aber „Raucharomen aus xy“.	b. bei Raucharoma / Raucharomen: mit „Raucharoma / Raucharomen“ oder mit „Raucharoma / Raucharomen“ ergänzt mit einer genaueren Bezeichnung oder Beschreibung des Aromas (z.B. Raucharoma aus Buchenholz).
Schweizerischer Verband für komplementärmedizinische Heilmittel	6.8	Wir möchten hier auf die Lebensmittelinformations-VO (EU) Nr. 1169/2011, Anhang 7 Teil D Ziffer 1 verweisen	„Raucharoma/Raucharomen“ oder „Raucharoma/Raucharomen aus einem Lebensmittel/Lebensmitteln bzw. einer Lebensmittelklasse bzw. einem Ausgangsstoff/Ausgangsstoffen“ (z. B. „Raucharoma aus Buchenholz“), wenn der Aromabestandteil Aromen im Sinne von Artikel 3 Absatz 2 Buchstabe f der Verordnung (EG) Nr. 1334/2008 enthält und den Lebensmitteln einen Räuchergeschmack verleiht.
Migros-Genossenschafts-Bund	6.8	Bei Raucharoma sehen wir eine kleine Differenz zur EU, da die gewählte Bezeichnung in der Schweiz so verstanden werden könnte, dass die genauere Bezeichnung des Aromas den Begriff „Raucharoma / Raucharomen“ ersetzen kann. Gemäss Anhang 7 Teil D Ziffer 1 der LMIV ist die korrekte Bezeichnung aber „Raucharoma / Raucharomen“ oder aber „Raucharomen aus xy“.	b. bei Raucharoma / Raucharomen: mit „Raucharoma / Raucharomen“ oder mit „Raucharoma / Raucharomen“ ergänzt mit einer genaueren Bezeichnung oder Beschreibung des Aromas (z.B. Raucharoma aus Buchenholz).
Coop Genossenschaft	6.8	Bei Raucharoma sehen wir eine kleine Differenz zur EU, da die gewählte Bezeichnung in der Schweiz so verstanden werden könnte, dass die genauere Bezeichnung des Aromas den Begriff „Raucharoma / Raucharomen“ ersetzen kann. Gemäss Anhang 7 Teil D Ziffer 1 der LMIV ist die korrekte Bezeichnung aber „Raucharoma / Raucharomen“ oder aber „Raucharomen aus xy“.	b. bei Raucharoma / Raucharomen: mit „Raucharoma / Raucharomen“ oder mit „Raucharoma / Raucharomen“ ergänzt mit einer genaueren Bezeichnung oder Beschreibung des Aromas (z.B. Raucharoma aus Buchenholz).
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	6.8	Les dispositions relatives aux arômes de fumée sont plus claires dans l’annexe VII, partie D, du règlement européen 1169/2011.	Voir la proposition de l’ACCS/VKCS

Denner AG	6.8	Bei Raucharoma sehen wir eine kleine Differenz zur EU, da die gewählte Bezeichnung in der Schweiz so verstanden werden könnte, dass die genauere Bezeichnung des Aromas den Begriff „Raucharoma / Raucharomen“ ersetzen kann. Gemäss Anhang 7 Teil D Ziffer 1 der LMIV ist die korrekte Bezeichnung aber „Raucharoma / Raucharomen“ oder aber „Raucharomen aus xy“.	b. bei Raucharoma / Raucharomen: mit „Raucharoma / Raucharomen“ oder mit „Raucharoma / Raucharomen“ ergänzt mit einer genaueren Bezeichnung oder Beschreibung des Aromas (z.B. Raucharoma aus Buchenholz).
Schweizer Fleisch-Fachverband SFF	6.8	Die neu obligatorische Deklaration von Raucharomen führt wiederum zu zusätzlichen administrativen Aufwendungen und stellt ein weiteres Element der Informationsflut gegenüber den Konsumentinnen und Konsumenten dar.	
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	6.8	Il manque une précision pour la description de la déclaration de l'arôme de fumée	pour les "arôme(s) de fumée": soit sous le terme "arôme(s) de fumée" ou "arôme(s) de fumée produit(s) complété avec une description plus spécifique de l'arôme
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	6.8	Cela peut être formulé plus clairement	… sous le terme "arôme(s) suivi de leur dénomination spécifique.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	6.8	Kennzeichnung von Raucharoma Die Angaben betreffend der Bezeichnung von Raucharomen im Anhang VII Teil D der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 sind klarer und präziser als die hier aufgeführten Angaben. Deshalb den Wortlaut der EU-Verordnung übernehmen.	Angaben analog der EU-Verordnung übernehmen: "bei Raucharoma/Raucharomen: Mit "Raucharoma/ Raucharomen" oder mit "Raucharoma/Raucharo¬men aus einem Lebensmittel/Lebensmitteln bzw. einer Lebensmittelklasse bzw. einem Ausgangs-stoff/Ausgangsstoffen" (z.B. "Raucharoma aus Buchenholz")."
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	8.1	Allergenkennzeichnung bei Produkten ohne Zutatenverzeichnis Für gewisse Produkte ist gemäss Art. 2 Abs. 4 und Art. 5a LKV keine Angabe der Zutatenliste notwendig (bereits vor der Revision). Die EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Art. 21 Abs. 1) sieht für Produkte, welche keine Zutatenliste be¬nötigen, die aber allergene oder andere unerwünschte Reaktionen auslösende Stoffe nach Anhang II der EU-Verordnung (respektive Anhang 1 LKV) enthalten, die Angabe "Enthält“ vor, gefolgt von der in Anhang II aufgeführten Bezeichnung des Stoffs oder Erzeugnisses. In Art. 8 Abs. 8 ist dieser Wortlaut bei alkoholischen Getränken festgelegt. Die Angabe "Enthält…" sollte aus Gründen des Gesundheitsschutzes auch die anderen Produkte erfassen.	Analog EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Art. 21 Abs. 1 1169/2011) sollte die Allergen¬kenn¬zeichnung bei allen Produkten ohne Zutatenver¬zeichnis geregelt werden.
Standeskanzlei des Kantons Uri	8.1	Allergenkennzeichnung bei Produkten ohne Zutatenverzeichnis Für gewisse Produkte ist gemäss Art. 2 Abs. 4 und Art. 5a LKV keine Angabe der Zutatenliste notwendig (bereits vor der Revision). Die EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Art. 21 Abs. 1) sieht für Produkte, welche keine Zutatenliste be-nötigen, die aber allergene	Analog EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Art. 21 Abs. 1 1169/2011) sollte die Allergenkennzeichnung bei allen Produkten ohne Zutatenverzeichnis geregelt werden.

		oder andere unerwünschte Reaktionen auslösende Stoffe nach Anhang II der EU-Verordnung (respektive Anhang 1 LKV) enthalten, die Angabe "Enthält“ vor, gefolgt von der in Anhang II aufgeführten Bezeichnung des Stoffs oder Erzeugnisses. In Art. 8 Abs. 8 ist dieser Wortlaut bei alkoholischen Getränken festgelegt. Die Angabe "Enthält…" sollte aus Gründen des Gesundheitsschutzes auch die anderen Produkte erfassen.	
Schweizerischer Getreideproduzentenverband SGPV	8.1	La mention des substances allergènes individuelles est difficile à réaliser dans la pratique. Un résumé des substances allergènes devrait rester possible comme c'est le cas actuellement, car les personnes allergiques disposent déjà d'informations détaillées.	Maintien de l'article 8, al. 2 actuel: "L’al. 1 s’applique par analogie aux auxiliaires technologiques, aux supports, aux solvants porteurs, aux antioxydants et aux agents conservateurs admis dans les arômes ainsi qu’aux additifs transférés (p. ex. «colorant E 129 (avec amidon de froment)".
Unilever Schweiz	8.1	Hier wurde die Regelung der EU grösstenteils korrekt übernommen, einzig der Passus „vom Rest des Zutatenverzeichnisses“ ging vergessen.	Art. 8 Abs. 1: „Ihre Angabe muss durch die Schriftart, den Schriftstil, die Hintergrundfarbe oder andere geeignete Mittel vom Rest des Zutatenverzeichnisses hervorgehoben werden.
Schweizerischer Bäcker-Konditorenmeister-Verband	8.1	Es macht auch aus unserer Sicht Sinn, die Allergenen hervorzuheben. Aber auch hier muss Augenmass geführt werden um einen unsinnigen Mehraufwand für die KMU Betrieb zu verhindern. Es ist deshalb nicht nachvollziehbar, weshalb die allergenen Stoffe noch einzeln zu deklarieren sind. Diese sind bereits in der Zutatenliste aufgeführt.	Anpassen
Geschäftsstelle IG DHS	8.1	Hier wurde die Regelung der EU grösstenteils korrekt übernommen. Bei den Anforderungen zur Hervorhebung der allergenen Zutaten in Art. 8 Abs. 1 LKV besteht noch eine kleine Differenz zu EU 1169/2011 Art. 21 Abs. 1 Bst. b. Die IGDHS beantragt aber, dass nebst der Kennzeichnung der allergenen Substanzen gemäss dem System der EU (optische Hervorhebung im Verzeichnis der Zutaten) auch die heutige Deklaration von allergenen Substanzen weiterhin zulässig sein soll.	Art. 8 Abs. 1: „Ihre Angabe muss entweder durch die Schriftart, den Schriftstil, die Hintergrundfarbe oder andere geeignete Mittel vom Rest des Zutatenverzeichnisses hervorgehoben werden oder am Ende des Verzeichnisses der Zutaten in einer separaten Aufzählung der Allergene erfolgen“. Art. 8 Abs. 2bis: „Oder Ver-arbeitungshilfsstoffe deutlich ma-chen. Diese Vorschrift gilt nicht bei gesonderter Angabe der al-lergenen Substanzen am Ende der Zutatenliste“.
Migros-Genossenschafts-Bund	8.1	Hier wurde die Regelung der EU grösstenteils korrekt übernommen. Bei den Anforderungen zur Hervorhebung der allergenen Zutaten in Art. 8 Abs. 1 LKV besteht noch eine kleine Differenz zu EU 1169/2011 Art. 21 Abs. 1 Bst. b. Die Migros beantragt aber, dass nebst der Kennzeichnung der allergenen Substanzen gemäss dem System der EU (optische Hervorhebung im Verzeichnis der Zutaten) auch die heutige Deklaration von allergenen Substanzen weiterhin	Art. 8 Abs. 1: „Ihre Angabe muss entweder durch die Schriftart, den Schriftstil, die Hintergrundfarbe oder andere geeignete Mittel vom Rest des Zutatenverzeichnisses hervorgehoben werden oder am Ende des Verzeichnisses der Zutaten in einer separaten Aufzählung der Allergene erfolgen“ Art. 8 Abs. 2 bis : „Oder Verarbeitungshilfsstoffe

		zulässig sein soll	deutlich machen. Diese Vorschrift gilt nicht bei gesonderter Angabe der allergenen Substanzen am Ende der Zutatenliste“.
Staatskanzlei des Kantons Zug	8.1	Für gewisse Produkte ist gemäss Art. 2 Abs. 4 und Art. 5a LKV keine Zutatenliste notwendig (bereits vor der Revision). Die EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Art. 21 Abs. 1) sieht für Produkte, welche keine Zutatenliste benötigen, die aber allergene oder andere unerwünschte Reaktionen auslösende Stoffe enthalten, die Angabe "Enthält“ vor, gefolgt von der in Anhang II aufgeführten Bezeichnung des Stoffs oder Erzeugnisses. In Art. 8 Abs. 8 ist dieser Wortlaut bei alkoholischen Getränken festgelegt. Die Angabe "Enthält…" sollte aus Gründen des Gesundheitsschutzes auch die anderen Produkte erfassen.	Analog EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Art. 21 Abs. 1 1169/2011) sollte die Allergenkenn-zeichnung bei allen Produkten ohne Zutatenverzeichnis geregelt werden.
Coop Genossenschaft	8.1	Hier wurde die Regelung der EU grösstenteils korrekt übernommen. Bei den Anforderungen zur Hervorhebung der allergenen Zutaten in Art. 8 Abs. 1 LKV besteht noch eine kleine Differenz zu EU 1169/2011 Art. 21 Abs. 1 Bst. b. Coop beantragt aber, dass nebst der Kennzeichnung der allergenen Substanzen gemäss dem System der EU (optische Hervorhebung im Verzeichnis der Zutaten) auch die heutige Deklaration von allergenen Substanzen weiterhin zulässig sein soll. Coop nimmt sodann Kenntnis davon, dass für Laktose der seit längerem geforderte Grenzwert von einem Gramm pro Kilogramm oder Liter genussfertiges Lebensmittel übernommen werden soll, der auch in der EU gilt. Hierbei ist zu beachten, dass unbedingt auch das entsprechende Informationsschreiben Nr. 161 zu korrigieren ist. Da dieses ohne Anhörungsverfahren geändert werden kann, ersuchen wir diesbezüglich um eine raschest mögliche Änderung noch vor Inkraftsetzung des neuen Verordnungsrechts, damit es nicht zu vermeidbaren Beanstandungen kommt.	Art. 8 Abs. 1: „Ihre Angabe muss entweder durch die Schriftart, den Schriftstil, die Hintergrundfarbe oder andere geeignete Mittel vom Rest des Zutatenverzeichnisses hervorgehoben werden oder am Ende des Verzeichnisses der Zutaten in einer separaten Aufzählung der Allergene erfolgen“. Art. 8 Abs. 2bis: „Oder Ver-arbeitungshilfsstoffe deutlich machen. Diese Vorschrift gilt nicht bei gesonderter Angabe der allergenen Substanzen am Ende der Zutatenliste“.
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	8.1	Hier wurde die Regelung der EU grösstenteils korrekt übernommen, einzig der Passus „vom Rest des Zutatenverzeichnisses“ ging vergessen. Die fial beantragt zusätzlich, dass nebst der Kennzeichnung der allergenen Substanzen gemäss dem System der EU (optische Hervorhebung im Verzeichnis der Zutaten) auch die heutige Deklaration von allergenen Substanzen weiterhin zulässig sein soll. Die fial nimmt sodann Kenntnis davon, dass für Laktose der seit längerem geforderte Grenzwert von einem Gramm pro Kilogramm oder Liter genussfertiges Lebensmittel übernommen werden soll, der auch in der EU gilt. Hierbei ist zu beachten, dass unbedingt auch das entsprechende Informationsschreiben Nr. 161 zu korrigieren ist. Da dieses ohne Anhörungsverfahren geändert werden	Art. 8 Abs. 1: „Ihre Angabe muss entweder durch die Schriftart, den Schriftstil, die Hintergrundfarbe oder andere geeignete Mittel vom Rest des Zutatenverzeichnisses hervorgehoben werden oder am Ende des Verzeichnisses der Zutaten in einer separaten Aufzählung der Allergene erfolgen“. Art. 8 Abs. 2bis: „Oder Verarbeitungshilfsstoffe deutlich machen. Diese Vorschrift gilt nicht bei gesonderter Angabe der allergenen Substanzen am Ende der Zutatenliste“.

		kann, ersuchen wir diesbezüglich um eine raschest mögliche Änderung noch vor Inkraftsetzung des neuen Verordnungsrechts, damit es nicht zu vermeidbaren Beanstandungen kommt.	
Denner AG	8.1	Hier wurde die Regelung der EU grösstenteils korrekt übernommen. Bei den Anforderungen zur Hervorhebung der allergenen Zutaten in Art. 8 Abs. 1 LKV besteht noch eine kleine Differenz zu EU 1169/2011 Art. 21 Abs. 1 Bst. b. Denner AG beantragt aber, dass nebst der Kennzeichnung der allergenen Substanzen gemäss dem System der EU (optische Hervorhebung im Verzeichnis der Zutaten) auch die heutige Deklaration von allergenen Substanzen weiterhin zulässig sein soll.	Art. 8 Abs. 1: „Ihre Angabe muss entweder durch die Schriftart, den Schriftstil, die Hintergrundfarbe oder andere geeignete Mittel vom Rest des Zutatenverzeichnisses hervorgehoben werden oder am Ende des Verzeichnisses der Zutaten in einer separaten Aufzählung der Allergene erfolgen“. Art. 8 Abs. 2bis: „Oder Ver-arbeitungshilfsstoffe deutlich ma-chen. Diese Vorschrift gilt nicht bei gesonderter Angabe der al-lergenen Substanzen am Ende der Zutatenliste“.
Schweizer Fleisch-Fachverband SFF	8.1	Die Hervorhebung von Allergenen macht - trotz des Mehraufwandes - auch aus unserer Sicht Sinn. Dies obwohl wir davon ausgehen, dass die betroffenen Personen besonders auf die jeweiligen Allergene sensibilisiert sind und daher schon heute die deklarierten Angaben genau prüfen. Es stellt sich jedoch die Frage, weshalb neu jeder einzelne allergene Stoff zu deklarieren ist bzw. die allergenen Zutaten nicht mehr zusammengefasst werden dürfen. Die detailliertere Abgabe jeder Teilkomponente macht aus Sicht der Information und der Lesbarkeit keinen Sinn. wichtig ist, dass alle vorhandenen Allergeneim Zutatentext aufgeführt und sofort ersichtlich sind. Auch ist es so, dass die Hervorhebung der Allergene nicht mit allen Aufzeichnungswaagen bewerkstelligt werden kann, was für die betroffenen KMU's beträchtliche Investitionen zur Folge hätte. Die Hervorhebung sollte deshalb durch die Möglichkeit eines gesonderten Allergenhinweises ergänzt werden.	Art. 8, Abs. 1 ergänzen mit " .... die Hintergrundfarbe, einen zusätzlich gesonderten Hinweis oder andere geeignete Mittel hervorgehoben werden". Art. 8, Abs. 2bis: streichen
Emmi AG	22.1	Nährwertkennzeichnung: Die EU verwendet in der VO 1169/2011 für die Angabe der Nährwertdeklaration den Begriff "Energie", die LKV sieht die Begriffe "Energiewert" oder "Brennwert" vor. Diese unterschiedliche Terminologie ist zu vereinheitlichen.	synonyme Verwendung des Begriffs "Energie", "Energiewert" und "Brennwert
Emmi AG	22.1	Art 25 gibt die Darstellung der Nährwerttabelle vor und gibt eine Darstellung als letzte Positon in der Tabelle an. Die EU 1169/2011 sieht die Angabe der Ballaststoffe als ergänzende Angabe zum Zucker vor. Demzufolge muss die Position der Ballaststoffe (falls sie angegeben werden) angepasst werden.	Anpassung der Reihenfolge für die Angabe der Ballaststoffe
Coop Genossenschaft	22.1	Wir begrüssen die Übernahme des EU-Systems. Allerdings regen wir an, nicht nur Energiewert und Brennwert als Begriffe zu verwenden, sondern ausdrücklich auch „Energie“. Gemäss heutiger	Art. 22 Abs. 1: „Energiewert (Brennwert / Energie)…“

		Form der LMIV ist in der EU im Rahmen der Nährwerttabelle das Wort „Energie“ zu verwenden (Französisch „énergie“). In der EU laufen momentan Bestrebungen, auch andere Begriffe wie Brennwert verwenden zu können, weshalb die Schweiz gut daran täte, alle drei Begriffe gleichwertig zu gebrauchen und somit immer von Energiewert (Brennwert / Energie) zu sprechen.	
Swiss Granum	22.1	Wir führen hier ergänzend die Position unseres Branchenpartners Swissmill auf. Bei der Nährwertkennzeichnung soll für den Energiewert synonym der Begriff "Brennwert" eingeführt werden, ebenso für die Nahrungsfasern "Ballaststoffe". "Brennwert": In allen andern Sprachen wird vom Wortstamm "Energie" ausgegangen (siehe beiliegende Tabelle, Beilage 2 zu Stellungnahme swiss granum). Dies ist vernünftig, denn bei dem fraglichen Wert handelt es sich um die vom Organismus Mensch durch einen hochkomplexen Metabolismus gewonnene verwertbare Energie, jedoch keinesfalls um die simple Oxidation von brennbarer, organischer Substanz zu Kohlendioxid und Wasser wie z.B. beim Verbrennen von Holz oder Heizöl. "Ballaststoffe": Der Begriff Nahrungsfasern sollte bevorzugt werden, da er die fragliche Materie exakter umschreibt. "Ballast" ist nicht auf Lebensmittel begrenzt – z.B. wird bei einem Schiff Ballast zur Stabilisierung eingesetzt – und kann im Übrigen sogar als Metapher für Überflüssiges und Nutzloses verwendet werden, ein ernährungwissenschaftlich sicherlich unerwünschter Kontext. Auch in anderen Sprachen hat dieser Begriff etymologisch nichts gemeinsam mit "Ballast" (siehe beiliegende Tabelle, Beilage 2 zu Stellungnahme swiss granum). Reihenfolge: Wir gestatten uns, ganz allgemein zu hinterfragen, ob denn stets das Negative zuerst erwähnt werden soll. Genau mit diesem Prinzip will und das BAG in den Erläuterungen die Änderung der Reihenfolge der einzelnen Nährstoffe in der Kennzeichnung schmackhaft machen. Wenn schon (Zitat) "die Konsumentinnen und Konsumenten in der Nährwertkennzeichnung diejenigen Nährstoffe zuoberst finden sollen, welche einen ungünstigen Einfluss auf die Gesundheit haben können" (Ende Zitat), ist es uns schleierhaft, weshalb denn Salz erst an fünfter Stelle – noch hinter Eiweiss – erscheinen soll. Ganz abgesehen davon, dass – in Anlehnung an Paracelsus – keiner der aufgeführten Nährstoffe per se ungesund ist.	Der deutsche Ausdruck "Brennwert" ist somit im Zusammenhang mit Nährwertkennzeichnung fragwürdig und sollte unbedingt vermieden werden. Der Begriff Nahrungsfasern sollte bevorzugt werden, da er die fragliche Materie exakter umschreibt. Wenn in der Verordnung "Ballaststoffe" zwingend synonym festgeschrieben werden muss, sollte dieser Ausdruck nur ergänzend angefügt werden: 3. Nahrungsfasern (Ballaststoffe)
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelin-	22.1	Wir begrüssen die Übernahme des EU-Systems. Allerdings regen wir an, nicht nur Energiewert und Brennwert als Begriffe zu ver-	Art. 22 Abs. 1: „Energiewert (Brennwert / Energie)…“

dustrie		wenden, sondern ausdrücklich auch „Energie“. Gemäss heutiger Form der LMIV ist in der EU im Rahmen der Nährwerttabelle das Wort „Energie“ zu verwenden (Französisch „énergie“). In der EU laufen momentan Bestrebungen, auch andere Begriffe wie Brennwert verwenden zu können, weshalb die Schweiz gut daran täte, alle drei Begriffe gleichwertig zu gebrauchen und somit immer von Energiewert (Brennwert / Energie) zu sprechen.	
Denner AG	22.1	Es sollte nicht nur Energiewert und Brennwert als Begriffe verwendet werden, sondern ausdrücklich auch „Energie“.	Art. 22 Abs. 1: „Energiewert (Brennwert / Energie)…“
Alpinamed	23.3	Bei Produkten welche mehrere Jahre haltbar sind kann nicht exakt festgestellt werden, wann sie an den Konsumenten abgegeben werden. Da der Gehalt ändern kann (Vitamine), sollte der Gehalt bei Produktion oder am Ende der Mindesthaltbarkeit angegeben werden. Zudem wiederspricht diese Regelung Art. 22 Abs.9 der Verordnung über Speziallebensmittel.	Anzugeben sind ……zum Zeitpunkt der Herstellung. Ausgenommen sind die Bestimmungen von Art. 22 Abs.9 der Verordnung über Speziallebensmittel.
Standeskanzlei des Kantons Graubünden	23.3	Es dürfte für den Hersteller schwer sein, die Nährstoffangaben zum undefinierbaren Zeitpunkt des Verkaufs festzulegen. Der Verkauf kann sich über mehrere Wochen bis Monate hinauszögern, sodass sich die Vitamingehalte in unterschiedlichem Mass reduzieren können.	
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	23.3	Der neu eingefügte Absatz entspricht vom Inhalt her Art. 25 Abs. 6. Der bestehende Art. 25 Abs. 6 ist jedoch verständlicher formuliert. Wir befürworten, dass die Anforderung hier aufgeführt wird, weil sich die Angabe so auf sämtliche Nährstoffe bezieht (auch auf die Vitamine und Mineralstoffe). Art. 25 Abs. 6 wird somit überflüssig.	Soll die grundsätzliche Anforderung hier erwähnt werden, so muss Art. 25 Abs. 6 gestrichen werden. Verständlichkeit erhöhen beispielsweise mit folgender kürzerer Formulierung (in Anlehnung an Art. 25 Abs. 6): “… Diese Informationen können sich auf das genussfertige Lebensmittel beziehen, sofern aus-reichend genaue Angaben über die Zubereitungs-weise gemacht werden.“
Staatskanzlei des Kantons Luzern	23.3	Der neu eingefügte Absatz entspricht vom Inhalt her Art. 25 Abs. 6. Der bestehende Art. 25 Abs. 6 ist jedoch verständlicher formuliert. Wir befürworten, dass die Anforderung hier aufgeführt wird, weil sich die Angabe so auf sämtliche Nährstoffe bezieht (auch auf die Vitamine und Mineralstoffe). Art. 25 Abs. 6 wird somit überflüssig.	Soll die grundsätzliche Anforderung hier erwähnt werden, so muss Art. 25 Abs. 6 gestrichen werden. Verständlichkeit erhöhen beispielsweise mit folgender kürzerer Formulierung (in Anlehnung an Art. 25 Abs. 6): “… Diese Informationen können sich auf das genussfertige Lebensmittel beziehen, sofern aus-reichend genaue Angaben über die Zubereitungs-weise gemacht werden.“
Staatskanzlei des Kantons Zürich	23.3	Die gleichen Anforderungen sind bereits in Art. 25 Abs. 6 LKV verankert.	Art. 23 Abs. 3 sei zu streichen.

		In Bezug auf die Regelung, dass Nährstoffmengen des Lebensmittels zum Zeitpunkt der Abgabe an die Konsumentinnen und Konsumenten anzugeben sind, ist zu bedenken, dass es möglich ist, Vitamine im Sinne von Art. 4 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln überzudosieren. Letztere Reglung kennt die EU nicht und birgt in der Schweiz Vollzugsprobleme. Entsprechend ist es sinnvoll, Art. 4 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln aufzuheben.	
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	23.3	Der neu eingefügte Absatz entspricht vom Inhalt her Art. 25 Abs. 6. Der bestehende Art. 25 Abs. 6 ist jedoch verständlicher formuliert. Wir befürworten, dass die Anforderung hier aufgeführt wird, weil sich die Angabe so auf sämtliche Nährstoffe bezieht (auch auf die Vitamine und Mineralstoffe). Art. 25 Abs. 6 wird somit überflüssig.	Soll die grundsätzliche Anforderung hier erwähnt werden, so muss Art. 25 Abs. 6 gestrichen werden. Verständlichkeit erhöhen beispielsweise mit folgender kürzerer Formulierung (in Anlehnung an Art. 25 Abs. 6): "… Diese Informationen können sich auf das genussfertige Lebensmittel beziehen, sofern aus-reichend genaue Angaben über die Zubereitungs-weise gemacht werden."
Staatskanzlei des Kantons Aargau	23.3	Der neu eingefügte Absatz entspricht vom Inhalt her Art. 25 Abs. 6. Der bestehende Art. 25 Abs. 6 ist jedoch verständlicher formuliert. Wir befürworten, dass die Anforderung hier aufgeführt wird, weil sich die Angabe so auf sämtliche Nährstoffe bezieht (auch auf die Vitamine und Mineralstoffe). Art. 25 Abs. 6 wird somit überflüssig.	Soll die grundsätzliche Anforderung hier erwähnt werden, so muss Art. 25 Abs. 6 gestrichen werden. Verständlichkeit erhöhen beispielsweise mit folgender kürzerer Formulierung (in Anlehnung an Art. 25 Abs. 6): "… Diese Informationen können sich auf das genussfertige Lebensmittel beziehen, sofern aus-reichend genaue Angaben über die Zubereitungs-weise gemacht werden."
Fédération Romande des Consommateurs FRC	23.3	Etiquetage nutritionnel : principes Ce texte est redondant avec l"art. 25 al 6 qui est bien plus clair. Couper l"art. 25 al 6 pour le coller à la place de l"art. 23 al 3.	« Les quantités mentionnées doivent se rapporter à la denrée alimentaire au moment de sa remise ou, si le mode de préparation est décrit avec suffisamment de détails, à la denrée alimentaire prête à la consommation. »
Coop Genossenschaft	23.3	Grundsätzlich begrüsst Coop das Konzept, dass die Nährwertkennzeichnung in der Schweiz freiwillig bleibt. Obschon der weitaus grösste Teil der angebotenen Lebensmittel ohnehin Nährwertkennzeichnung aufweist, lässt die gewählte Regelung Raum für Produkte, bei denen eine Nährwertkennzeichnung keinen Sinn macht. Bezüglich des Zeitpunkts, auf den sich die Angaben in der Nährwertkennzeichnung beziehen müssen, beantragen wir denselben Zeitpunkt zu wählen wie die EU: „Zeitpunkt des Verkaufs". Dies dürfte in den meisten Fällen mit dem in der Vorlage gewählten „Zeitpunkt der Abgabe an die Konsumentinnen" identisch sein, es sind aber Fälle denkbar, bei denen dies nicht zutrifft. Um Interpretationsschwierigkeiten zu vermeiden, sollte die EU-Formulierung hier	Art. 23 Abs. 3: „Anzugeben sind (…) zum Zeitpunkt des Verkaufs. Diese Informationen können…"

		übernommen werden (Art. 31 Ziffer 3 LMIV).	
Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	23.3	Etiquetage nutritionnel : principes Ce texte est redondant avec l"art. 25 al 6 qui est bien plus clair. Couper l"art. 25 al 6 pour le coller à la place de l"art. 23 al 3.	« Les quantités mentionnées doivent se rapporter à la denrée alimentaire au moment de sa remise ou, si le mode de préparation est décrit avec suffisamment de détails, à la denrée alimentaire prête à la consommation. »
Denner AG	23.3	Denner AG begrüsst, dass die Nährwertkennzeichnung in der Schweiz freiwillig bleibt. Bezüglich des Zeitpunkts, auf den sich die Angaben in der Nähr-wertkennzeichnung beziehen müssen, beantragen wir denselben Zeitpunkt zu wählen wie die EU: „Zeitpunkt des Verkaufs“.	Art. 23 Abs. 3: „Anzugeben sind (…) zum Zeitpunkt des Verkaufs. Diese Informationen können…“
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	23.3	Etiquetage nutritionnel : principes Ce texte est redondant avec l"art. 25 al 6 qui est bien plus clair. Couper l"art. 25 al 6 pour le coller à la place de l"art. 23 al 3.	« Les quantités mentionnées doivent se rapporter à la denrée alimentaire au moment de sa remise ou, si le mode de préparation est décrit avec suffisamment de détails, à la denrée alimentaire prête à la consommation. »
Verband Schweiz. Mineral-quellen und Soft Drink-Produzenten (SMS)	23.3	Art. 4 und Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln (817.022.32) sind zu überprüfen. Bisherige Regelungen sollten beibehalten werden. Der "Zeitpunkt des Verkaufs" ist schwer zu bestimmen. "Ende der Haltbarkeit" erscheint uns als einzig richtige Lösung. Dies auch, weil in der europäischen Verordnung 1169/2011 von "as sold" (wie verkauft) ausgegangen wird (Art. 31 Abs.3 in der englischen Fassung): "The energy value and the amounts of nutrients referred to in Article 30(1) to (5) shall be those of the food as sold."	Ende der Haltbarkeit"
Schweizer Brauerei-Verband	23.3	Art. 4 und Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln (817.022.32) sind zu überprüfen. Bisherige Regelungen sollten beibehalten werden. Der "Zeitpunkt des Verkaufs" ist schwer zu bestimmen. "Ende der Haltbarkeit" erscheint uns als einzig richtige Lösung. Dies auch, weil in der europäischen Verordnung 1169/2011 von "as sold" (wie verkauft) ausgegangen wird (Art. 31 Abs.3 in der englischen Fassung): "The energy value and the amounts of nutrients referred to in Article 30(1) to (5) shall be those of the food as sold."	Ende der Haltbarkeit"
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	23.3	Afin d’éviter des questions d’interprétation, il faudrait s’aligner avec l’UE	Doivent être indiquées la valeur énergétique et les quantités de nutriments de la denrée alimentaire telle qu’elle est vendue.

Staatskanzlei des Kantons Solothurn	23.3	Der neu eingefügte Absatz entspricht vom Inhalt her Art. 25 Abs. 6. Der bestehende Art. 25 Abs. 6 ist jedoch verständlicher formuliert. Wir befürworten, dass die Anforderung hier aufgeführt wird, weil sich die Angabe so auf sämtliche Nährstoffe bezieht (auch auf die Vitamine und Mineralstoffe). Art. 25 Abs. 6 wird somit überflüssig.	Soll die grundsätzliche Anforderung hier erwähnt werden, so muss Art. 25 Abs. 6 gestrichen werden. Verständlichkeit erhöhen beispielsweise mit folgender kürzerer Formulierung (in Anlehnung an Art. 25 Abs. 6): "… Diese Informationen können sich auf das genussfertige Lebensmittel beziehen, sofern aus-reichend genaue Angaben über die Zubereitungs-weise gemacht werden."
Sponser Sport Food AG	25.1	Die Möglichkeit des sinnvollen Hinweises auf eine gegebenenfalls natürliche Natriumherkunft nach Bst 1bis ist allein nicht ausreichend. Gerade bei Ergänzungsnahrung oder NEM ist die absolute Natriumangabe (mg oder g/100 g oder Portion) meist gewünscht, unabhängig ob ganz oder teilweise zugesetzt oder natürlicher Herkunft.	Anpassung der Terminologie "…längerem Ausdauertraining…" mit „…längerem Ausdauertraining/längerer Ausdauerbelastung/-Aktivität/-Tätigkeit…".
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	25.1	Im Gegensatz zur EU ist in der Schweiz vorgesehen, bei den Nährstoffen die "little four" unter Buchstabe a beizubehalten. Dies kann akzeptiert werden. Unter Buchstabe b gibt es im Vergleich zur EU einen weiteren Unterschied hinsichtlich Ballaststoffe (Nahrungsfasern). Mindestens dieser Teil sollte einheitlich zur EU-Verordnung sein. Auf die allfällige Angabe von Nahrungsfasern sollte in einem separaten Absatz eingegangen werden. Auf die Reihenfolge der Nährstoffangaben hat dies keinen Einfluss. Diese wird in Art. 29 Abs. 2 geregelt. Wenn von den Nahrungsfasern keine Referenzwerte angegeben werden, so ist der Änderungsvorschlag auch unter diesem Gesichtspunkt vorzuziehen (siehe ebenfalls Bemerkungen unter Art. 27 Abs. 4 und Anhang 9).	Unter Buchstabe b den Brennwert und die Nährstoffe der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Art. 30 Abs. 1) unverändert übernehmen: "b. Energiewert (Brennwert) und Gehalt an Fett, gesättigten Fettsäuren, Kohlenhydraten, Zucker, Eiweiss und Salz." Ballaststoffe nicht unter b. aufführen, sondern in einem separaten Absatz (wie Abs. 1bis): "Absatz 1 Bst. B kann durch den Gehalt an Nahrungsfasern (Ballaststoffe) ergänzt werden."
Staatskanzlei des Kantons Luzern	25.1	Im Gegensatz zur EU ist in der Schweiz vorgesehen, bei den Nährstoffen die "little four" unter Buchstabe a beizubehalten. Dies kann akzeptiert werden. Unter Buchstabe b gibt es im Vergleich zur EU einen weiteren Unterschied hinsichtlich Ballaststoffe (Nahrungsfasern). Mindestens dieser Teil sollte einheitlich zur EU-Verordnung sein. Auf die allfällige Angabe von Nahrungsfasern sollte in einem separaten Absatz eingegangen werden. Auf die Reihenfolge der Nährstoffangaben hat dies keinen Einfluss. Diese wird in Art. 29 Abs. 2 geregelt. Wenn von den Nahrungsfasern keine Referenzwerte angegeben	Unter Buchstabe b den Brennwert und die Nährstoffe der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Art. 30 Abs. 1) unverändert übernehmen: "b. Energiewert (Brennwert) und Gehalt an Fett, gesättigten Fettsäuren, Kohlenhydraten, Zucker, Eiweisss und Salz." Ballaststoffe nicht unter b. aufführen, sondern in einem separaten Absatz (wie Abs. 1bis): "Absatz 1 Bst. B kann durch den Gehalt an Nahrungsfasern (Ballaststoffe) ergänzt werden."

		werden, so ist der Änderungsvorschlag auch unter diesem Gesichtspunkt vorzuziehen (siehe ebenfalls Bemerkungen unter Art. 27 Abs. 4 und Anhang 9).	
Schweizerischer Bäcker-Konditorenmeister-Verband	25.1	Wir unterstützen, dass es in der Schweiz keine obligatorische Nährwertkennzeichnung braucht. Ein solche birgt im Gegenteil sogar die Gefahr, für den einzelnen Konsumenten bedenkliche Lebensmittel sorglos einzunehmen.	
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	25.1	Im Gegensatz zur EU ist in der Schweiz vorgesehen, bei den Nährstoffen die “little four” unter Buchstabe a beizubehalten. Dies kann akzeptiert werden. Unter Buchstabe b gibt es im Vergleich zur EU einen weiteren Unterschied hinsichtlich Ballaststoffe (Nahrungsfasern). Mindestens dieser Teil sollte einheitlich zur EU-Verordnung sein. Auf die allfällige Angabe von Nahrungsfasern sollte in einem separaten Absatz eingegangen werden. Auf die Reihenfolge der Nährstoffangaben hat dies keinen Einfluss. Diese wird in Art. 29 Abs. 2 geregelt. Wenn von den Nahrungsfasern keine Referenzwerte angegeben werden, so ist der Änderungsvorschlag auch unter diesem Gesichtspunkt vorzuziehen (siehe ebenfalls Bemerkungen unter Art. 27 Abs. 4 und Anhang 9).	Unter Buchstabe b den Brennwert und die Nährstoffe der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Art. 30 Abs. 1) unverändert übernehmen: “b. Energiewert (Brennwert) und Gehalt an Fett, gesättigten Fettsäuren, Kohlenhydraten, Zucker, Eiweisss und Salz.” Ballaststoffe nicht unter b. aufführen, sondern in einem separaten Absatz (wie Abs. 1bis): “Absatz 1 Bst. b kann durch den Gehalt an Nahrungsfasern (Ballaststoffe) ergänzt werden.“
Staatskanzlei des Kantons St. Gallen	25.1	Der Entwurf zur revidierten LKV sieht weiterhin die Möglichkeit vor, die Nährwertangaben in Form der in Bst. a ("little four") und Bst. b ("big eight") zur Wahl stehenden Varianten anzugeben. Nährwertangaben nach Art. 25 Abs. 1 Bst. a der LKV sind in Art. 30 der VO (EU) Nr. 1169/2011 nicht vorgesehen, entsprechend gekennzeichnete Schweizer Produkte würden bei Export in die EU bemängelt werden. Daher ist die in der vorgeschlagenen Regelung gegebene Wahlfreiheit, ob der Schweizer Produzent "little four" oder "big eight" deklarieren von grosser Wichtigkeit, ohne dass den Konsumentinnen und Konsumenten ein Nachteil erwachsen würde	
Chancellerie d’Etat du Canton de Genève	25.1	Nous regrettons que la Suisse n'ait pas repris les dispositions du règlement européen rendant obligatoire l'étiquetage nutritionnel.	Article 1 : L'étiquetage nutritionnel est obligatoire. Les indications ci-après …(reste inchangé).
Staatskanzlei des Kantons Aargau	25.1	Im Gegensatz zur EU ist in der Schweiz vorgesehen, bei den Nährstoffen die “little four” unter Buchstabe a beizubehalten. Dies kann akzeptiert werden. Unter Buchstabe b gibt es im Vergleich zur EU einen weiteren Unterschied hinsichtlich Ballaststoffe (Nahrungsfasern). Mindes-	Unter Buchstabe b den Brennwert und die Nährstoffe der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Art. 30 Abs. 1) unverändert übernehmen: “b. Energiewert (Brennwert) und Gehalt an Fett, gesättigten Fettsäuren, Kohlenhydraten, Zucker, Eiweisss und Salz.”

		tens dieser Teil sollte einheitlich zur EU-Verordnung sein. Auf die allfällige Angabe von Nahrungsfasern sollte in einem separaten Absatz eingegangen werden. Auf die Reihenfolge der Nährstoffangaben hat dies keinen Einfluss. Diese wird in Art. 29 Abs. 2 geregelt. Wenn von den Nahrungsfasern keine Referenzwerte angegeben werden, so ist der Änderungsvorschlag auch unter diesem Gesichtspunkt vorzuziehen (siehe ebenfalls Bemerkungen unter Art. 27 Abs. 4 und Anhang 9).	Ballaststoffe nicht unter b. aufführen, sondern in einem separaten Absatz (wie Abs. 1bis): “Absatz 1 Bst. b kann durch den Gehalt an Nahrungsfasern (Ballaststoffe) ergänzt werden.“
NGO-Allianz Ernährung, Bewegung und Körpergewicht	25.1	Damit Konsumenten gut informiert sind und sich kompetent und eigenverantwortlich entscheiden können, ist eine vollumfängliche Angabe der Nährwerte sinnvoll. Daher beantragen wir, dass die Variante in Abs. 1a wegfällt und nur die Variante 1b zur Anwendung kommt.	Streichen des Absatzes 1a
Migros-Genossenschafts-Bund	25.1	Hinsichtlich der Übernahme der Kennzeichnungsregeln für die Nährwertangaben begrüsst die Migros die Flexibilität hinsichtlich der Freiwilligkeit und der kleinen Nährwertangaben. Bei den erweiterten Nährwertangaben muss zwingend die Möglichkeit bestehen, die Anforderungen der LMIV 1:1 zu übernehmen. Hierzu verweisen wir auf die Eingabe der fial, die die Migros zu 100 % unterstützt und fordert. Aus Gründen des Umfangs verzichten wir auf erneute Erwähnung der einzelnen Punkte. Wir würden es allerdings begrüssen, wenn in einer möglichst frühen Phase (z.B. über die fial) eine Rückmeldung Seitens BAG über die Übernahme oder Nichtübernahme der einzelnen Punkte informiert wird. Es ist nicht möglich, mit der Umsetzung der Anforderung zur Nährwertkennzeichnung bis zur finalen Publikation der Verordnung zu warten.	
Staatskanzlei des Kantons Zug	25.1	Im Gegensatz zur EU ist in der Schweiz vorgesehen, bei den Nährstoffen die “little four” unter Buchstabe a beizubehalten. Dies kann akzeptiert werden. Unter Buchstabe b gibt es im Vergleich zur EU einen weiteren Unterschied hinsichtlich Ballaststoffe (Nahrungsfasern). Mindestens dieser Teil sollte einheitlich zur EU-Verordnung sein. Auf die allfällige Angabe von Nahrungsfasern sollte in einem separaten Absatz eingegangen werden. Auf die Reihenfolge der Nährstoffangaben hat dies keinen Einfluss. Diese wird in Art. 29 Abs. 2	Unter Buchstabe b den Brennwert und die Nährstoffe der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Art. 30 Abs. 1) unverändert übernehmen: “b. Energiewert (Brennwert) und Gehalt an Fett, gesättigten Fettsäuren, Kohlenhydraten, Zucker, Eiweiss und Salz.” Ballaststoffe nicht unter b. aufführen, sondern in einem separaten Absatz (wie Abs. 1bis): “Absatz 1 Bst. b kann durch den Gehalt an Nahrungsfasern (Ballaststoffe) ergänzt werden.“

		geregelt.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	25.1	Etiquetage nutritionnel : indications obligatoires Connaître la teneur en sucre et en acides gras saturés est important pour pouvoir bien juger la qualité nutritionnelle d"un aliment. Le règlement européen 1169/2011 introduit l"étiquetage nutritionnel pour 6 nutriments. Les consommateurs suisses ont besoin des mêmes informations que leurs voisins afin de pouvoir choisir des denrées alimentaires favorables à leur santé. Supprimer la variante a. et demander dans tous les cas l"information nutritionnelle sur 6 nutriments : la valeur énergétique et la teneur en lipide, en acides gras saturés, en glucides, en sucres, en protéines et en sel Les fibres alimentaires auraient leur place plutôt dans un alinéa à part pour améliorer la compréhension.	« … les indications ci-après figurent dans l"ordre et, si possible, sous forme de tableau: a. …. B. la valeur énergétique et la teneur en lipide, en acides gras saturés, en glucides, en sucres, en protéines et en sel, le cas échéant en fibres alimentaires (substances de lest). »
Coop Genossenschaft	25.1	In Artikel 25 Absatz 1 lit. b ist die Reihenfolge der Nährwerte anders angegeben, als in Art. 29, was zu Verwirrung führen könnte. Wir regen daher an, die beiden in lit. b enthaltenen Fälle (Big 7 + Big 8) aufzutrennen und einzeln als lit. b und lit. c zu fassen. Zudem sind die bezüglich Energiewert (Brennwert / Energie) gemachten Bemerkungen zu Art. 22 Abs. 1 anzuwenden. Die Vorgabe, dass Salz auch dann in den Nährwerten angegeben werden muss, wenn das Produkt kein Salz enthält erachtet Coop als unnötig und verwirrend. die kein Salz enthalten sollte die Möglichkeit bestehen ausschliesslich den Natriumgehalt zu deklarieren.	a Energiewert (Brennwert / Energie) und Gehalt an Fett, Kohlenhydraten und Eiweiss; oder b Engergiewert (Brennwert / Energie) und Gehalt an Fett, gesättigten Fettsäuren, Kohlenhydraten, Zucker, Eiweiss und Salz; geg----ll----------stst--------offe (N-----sern) c Energiewert (Brennwert / Energie) und Gehalt an Fett, gesättigten Fettsäuren, Kohlenhydraten, Zucker, Ballaststoffe (Nahrungsfasern), Eiweiss und Salz“. Bei Lebensmitteln , denen kein Salz zugesetzt wird, ist die Deklaration des Natriumgehalts ausreichend.
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	25.1	Etiquetage nutritionnel : indications obligatoires Connaître la teneur en sucre et en acides gras saturés est important pour pouvoir bien juger la qualité nutritionnelle d"un aliment. Le règlement européen 1169/2011 introduit l"étiquetage nutritionnel pour 6 nutriments. Les consommateurs suisses ont besoin des mêmes informations que leurs voisins afin de pouvoir choisir des denrées alimentaires favorables à leur santé. Supprimer la variante a. et demander dans tous les cas l"information nutritionnelle sur 6 nutriments : la valeur énergétique et la teneur en lipide, en acides gras saturés, en glucides, en sucres, en protéines et en sel Les fibres alimentaires auraient leur place plutôt dans un alinéa à part pour améliorer la compréhension.	« … les indications ci-après figurent dans l"ordre et, si possible, sous forme de tableau: a. …. B. la valeur énergétique et la teneur en lipide, en acides gras saturés, en glucides, en sucres, en protéines et en sel, le cas échéant en fibres alimentaires (substances de lest). »
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	25.1	In Artikel 25 Absatz 1 lit. b ist die Reihenfolge der Nährwerte anders angegeben, als in Art. 29, was zu Verwirrung führen könnte. Wir regen daher an, die beiden in lit. b enthaltenen Fälle (Big 7 + Big 8) aufzutrennen und einzeln als lit. b und lit. c zu fassen. Zudem sind die bezüglich Energiewert (Brennwert / Energie) gemach-	Art. 25 Abs. 1: „a. Energiewert (Brennwert / Energie) und Gehalt an Fett, Kohlenhydraten und Eiweiss; oder b. Engergiewert (Brennwert / Energie) und Gehalt an Fett, gesät-

		ten Bemerkungen zu Art. 22 Abs. 1 zu beachten.	tigten Fettsäuren, Kohlenhydraten, Zucker, Eiweiss und Salz; gegebenenfalls Ballaststoffe (Nahrungsfasern) c. Energiewert (Brennwert / Energie) und Gehalt an Fett, gesättigten Fettsäuren, Kohlenhydraten, Zucker, Ballaststoffe (Nahrungsfasern), Eiweiss und Salz“.
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	25.1	Nous regrettons que la Suisse n'ait pas repris les dispositions du règlement européen rendant obligatoire l'étiquetage nutritionnel.	Article 1 : L'étiquetage nutritionnel est obligatoire. Les indications ci-après … (reste inchangé).
Denner AG	25.1	In Artikel 25 Absatz 1 lit. b ist die Reihenfolge der Nährwerte anders angegeben, als in Art. 29, was zu Verwirrung führen könnte. Wir regen daher an, die beiden in lit. b enthaltenen Fälle (Big 7 + Big 8) aufzutrennen und einzeln als lit. b und lit. c zu fassen. Zudem sind die bezüglich Energiewert (Brennwert / Energie) gemachten Bemerkungen zu Art. 22 Abs. 1 anzuwenden.	Art. 25 Abs. 1: „a Energiewert (Brennwert / Energie) und Gehalt an Fett, Kohlenhydraten und Eiweiss; oder b Engergiewert (Brennwert / Energie) und Gehalt an Fett, gesättigten Fettsäuren, Kohlenhydraten, Zucker, Eiweiss und Salz; gegebenenfalls Ballaststoffe (Nahrungsfasern) c Energiewert (Brennwert / Energie) und Gehalt an Fett, gesättigten Fettsäuren, Kohlenhydraten, Zucker, Ballaststoffe (Nahrungsfasern), Eiweiss und Salz“.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	25.1	Etiquetage nutritionnel : indications obligatoires Connaître la teneur en sucre et en acides gras saturés est important pour pouvoir bien juger la qualité nutritionnelle d"un aliment. Le règlement européen 1169/2011 introduit l"étiquetage nutritionnel pour 6 nutriments. Les consommateurs suisses ont besoin des mêmes informations que leurs voisins afin de pouvoir choisir des denrées alimentaires favorables à leur santé. Supprimer la variante a. et demander dans tous les cas l"information nutritionnelle sur 6 nutriments : la valeur énergétique et la teneur en lipide, en acides gras saturés, en glucides, en sucres, en protéines et en sel Les fibres alimentaires auraient leur place plutôt dans un alinéa à part pour améliorer la compréhension.	« … les indications ci-après figurent dans l"ordre et, si possible, sous forme de tableau: a. …. B. la valeur énergétique et la teneur en lipide, en acides gras saturés, en glucides, en sucres, en protéines et en sel, le cas échéant en fibres alimentaires (substances de lest). »
Schweizer Fleisch-Fachverband SFF	25.1	Im Kommentar wird festgehalten, dass die Schweiz vorerst von einer obligatorischen Nährwertkennzeichnung absieht, da diese eine bedeutende Bürde für KMU's darstellt. Diese Tatsache unterstützen wir ausdrücklich, halten aber gleichzeitig fest, dass auch gemäss der EU-Verordnung 1169/2011, Anhang V, Punkt 19 eine Ausnahmeregelung von der Nährwertdeklaration für Betriebe besteht, die kleinere Mengen an Lebensmittel direkt an den Endkonsumenten oder an lokale Einzelhandelsbetriebe abgeben.	

economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	25.1	Afin d'être euro compatible, il faut avoir le choix des termes à utiliser	a. La valeur énergétique / l'énergie et la teneur en lipides/graisses/matières grasses, en glucides … b. La valeur énergétique / l'énergie et la teneur en lipides/graisses/matières grasses, en glucides …
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	25.1	Im Gegensatz zur EU ist in der Schweiz vorgesehen, bei den Nährstoffen die "little four" unter Buchstabe a beizubehalten. Dies kann akzeptiert werden. Unter Buchstabe b gibt es im Vergleich zur EU einen weiteren Unterschied hinsichtlich Ballaststoffe (Nahrungsfasern). Mindestens dieser Teil sollte einheitlich zur EU-Verordnung sein. Auf die allfällige Angabe von Nahrungsfasern sollte in einem separaten Absatz eingegangen werden. Auf die Reihenfolge der Nährstoffangaben hat dies keinen Einfluss. Diese wird in Art. 29 Abs. 2 geregelt. Wenn von den Nahrungsfasern keine Referenzwerte angegeben werden, so ist der Änderungsvorschlag auch unter diesem Gesichtspunkt vorzuziehen (siehe ebenfalls Bemerkungen unter Art. 27 Abs. 4 und Anhang 9).	Unter Buchstabe b den Brennwert und die Nährstoffe der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Art. 30 Abs. 1) unverändert übernehmen: "b. Energiewert (Brennwert) und Gehalt an Fett, gesättigten Fettsäuren, Kohlenhydraten, Zucker, Eiweisss und Salz." Ballaststoffe nicht unter b. aufführen, sondern in einem separaten Absatz (wie Abs. 1bis): "Absatz 1 Bst. b kann durch den Gehalt an Nahrungsfasern (Ballaststoffe) ergänzt werden."
Staatskanzlei des Kantons Luzern	25.3	Cholesterin ist vom Format her nicht auf die gleiche Stufe zu stellen wie die n-3- und n-6-Fettsäuren. Muss wie bis anhin nach vorne gezogen werden, auf gleiche Höhe wie die SFA, TFA, MUFA und PUFA.	Cholesterin analog aufführen wie gesättigte Fettsäuren, Trans-Fettsäuren etc.
Staatskanzlei des Kantons Zürich	25.3	Cholesterin ist vom Format her nicht auf die gleiche Stufe zu stellen wie die n-3- und n-6-Fettsäuren.	Cholesterin sei zur Liste "gesättigte Fettsäuren", "Trans-Fettsäuren", "einfache ungesättigte Fettsäuren" und "mehrfach ungesättigte Fettsäuren" hinzuzufügen.
Staatskanzlei des Kantons Bern	25.3	Die gleichen Anforderungen stehen bereits im Art. 25 Abs. 6.	
Staatskanzlei des Kantons Bern	25.3	Cholesterin ist vom Format her nicht auf die gleiche Stufe zu stellen wie die n-3- und n-6-Fettsäuren. Es muss wie bis anhin nach vorne gezogen werden, auf gleiche Höhe wie die SFA, TFA, MUFA und PUFA.	
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	25.3	Cholesterin ist vom Format her nicht auf die gleiche Stufe zu stellen wie die n-3- und n-6-Fettsäuren. Muss wie bis anhin nach vorne gezogen werden, auf gleiche Höhe wie die SFA, TFA, MUFA und PUFA.	Cholesterin analog aufführen wie gesättigte Fettsäuren, Trans-Fettsäuren etc.

Staatskanzlei des Kantons St. Gallen	25.3	Der Entwurf zur revidierten LKV sieht die Möglichkeit vor, die Angabe der ungesättigten Fettsäuren durch die Angabe der Omega-Fettsäuren und des Cholesterins zu ergänzen. Dies steht im Gegensatz zu Art. 30 Abs. 2 der VO (EU) Nr. 1169/2011, der eine solche Ergänzung nicht vorsieht. Nach der in diesem Artikel vorgeschlagenen Regelungt mit Nährwertangaben zu Omega-Fettsäuren bzw. Cholesterin ist die Harmonisierung mit der EU nicht gegebenen.	Inhaltliche Angleichung der Bestimmungen an die Regelungen von Art. 30 Abs. 2 der VO (EU) Nr. 1169/2011
Staatskanzlei des Kantons Aargau	25.3	Cholesterin ist vom Format her nicht auf die gleiche Stufe zu stellen wie die n-3- und n-6-Fettsäuren. Muss wie bis anhin nach vorne gezogen werden, auf gleiche Höhe wie die SFA, TFA, MUFA und PUFA.	Cholesterin analog aufführen wie gesättigte Fettsäuren, Trans-Fettsäuren etc.
Coop Genossenschaft	25.3	Hier gibt es eine Inkompatibilität mit der Regelung in der EU. Dort darf gemäss Q&A zur Verordnung (EU) 1169/2011 vom 31. Januar 2013 eine freiwillige Nährwertangabe der Omega-3- und Omega-6-Fettsäuren nicht in der Nährwerttabelle aufgenommen erfolgen. In der Schweiz demgegenüber müssen sie gemäss der in Art. 25 Abs. 3 definierten Reihenfolge und sofern möglich in einer Tabelle gekennzeichnet werden. Um Handelshemmnisse zu vermeiden muss in LKV Art. 25 eine alternative Kennzeichnungsmöglichkeit für die Omega-3- und Omega-6-Fettsäuren aufgenommen werden.	Art. 25 neuer Abs. 3bis: „Die Angabe des Gehalts an Transfettsäuren, Omega-3-Fettsäuren, Omega-6-Fettsäuren und Cholesterin kann auch nur in unmittelbarer Nähe der Nährwertkennzeichnung erfolgen.“
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	25.3	Hier gibt es eine Inkompatibilität mit der Regelung in der EU. Dort darf gemäss Q&A zur Verordnung (EU) 1169/2011 vom 31. Januar 2013 eine freiwillige Nährwertangabe der Omega-3- und Omega-6-Fettsäuren nicht in der Nährwerttabelle aufgenommen erfolgen. In der Schweiz demgegenüber müssen auch diese Fettsäuren gemäss der in Art. 25 Abs. 3 definierten Reihenfolge und sofern möglich in einer Tabelle gekennzeichnet werden. Um Handelshemmnisse zu vermeiden muss in LKV Art. 25 eine alternative Kennzeichnungsmöglichkeit für die Omega-3- und Omega-6-Fettsäuren aufgenommen werden.	Art. 25 neuer Abs. 3bis: „Die Angabe des Gehalts an Omega-3-Fettsäuren und Omega-6-Fettsäuren kann auch nur in unmittelbarer Nähe der Nährwertkennzeichnung erfolgen.“
Denner AG	25.3	Hier gibt es eine Inkompatibilität mit der Regelung in der EU. Dort darf gemäss Q&A zur Verordnung (EU) 1169/2011 vom 31. Januar 2013 eine freiwillige Nährwertangabe der Omega-3- und Omega-6-Fettsäuren nicht in der Nährwerttabelle aufgenommen erfolgen. In der Schweiz demgegenüber müssen sie gemäss der in Art. 25 Abs. 3 definierten Reihenfolge und sofern möglich in einer Tabelle gekennzeichnet werden. Um Handelshemmnisse zu vermeiden muss in LKV Art. 25 eine alternative Kennzeichnungsmöglichkeit für die Omega-3- und Omega-6-Fettsäuren aufgenommen werden.	Art. 25 neuer Abs. 3bis: „Die Angabe des Gehalts an Transfettsäuren, Omega-3-Fettsäuren, Omega-6-Fettsäuren und Cholesterin kann auch nur in unmittelbarer Nähe der Nährwertkennzeichnung erfolgen.“

economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	25.3	En l'UE, il n'est pas possible d'indiquer les acides gras oméga-3 et 6, les acides gras trans ainsi que le cholestérol dans le tableau nutritionnel, mais seulement en dehors du tableau. Art. 30, al. 2 du règlement EU 1169/2011 liste les seuls éléments qui peuvent être ajoutés dans le tableau. Cela est également indiqué dans l'Annexe XV. Afin d'être compatible, il faut que cela soit également possible en Suisse. Proposition de rajouter cette possibilité à la fin de l'al. 3	La déclaration pour les acides gras oméga-3, acides gras oméga-6, le cholestérol et les acides gras trans peut figurer en dehors du tableau nutritionnel, mais dans le même champ visuel.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	25.3	Cholesterin ist vom Format her nicht auf die gleiche Stufe zu stellen wie die n-3- und n-6-Fettsäuren. Muss wie bis anhin nach vorne gezogen werden, auf gleiche Höhe wie die SFA, TFA, MUFA und PUFA.	Cholesterin analog aufführen wie gesättigte Fettsäuren, Trans-Fettsäuren etc.
Standeskanzlei des Kantons Graubünden	26.2	Es dürfte für den Hersteller schwer sein, die Nährstoffangaben zum undefinierbaren Zeitpunkt des Verkaufs festzulegen. Der Verkauf kann sich über mehrere Wochen bis Monate hinauszögern, sodass sich die Vitamingehalte in unterschiedlichem Mass reduzieren können.	
Coop Genossenschaft	26.2	Auch hier sollte als relevanter Zeitpunkt der Zeitpunkt des Verkauf gewählt werden (analog EU). Zudem empfiehlt Coop, nebst der in der Schweiz gebräuchlichen „empfohlenen Tagesdosis" auch die „festgelegte Referenzmenge" gemäss EU-Wording vorzusehen	Art. 26 Abs. 2: „Ein Lebensmittel enthält signifikante Mengen an Stoffen nach Absatz 1, wenn zum Zeitpunkt der Abgabe des Verkaufs die nachfolgenden Mengen enthalten sind, ausgedrückt in Prozent der empfohlenen Tagesdosen (festgelegten Referenzmengen) nach Anhang 1…"
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	26.2	Auch hier sollte als relevanter Zeitpunkt der Zeitpunkt des Verkauf gewählt werden (analog EU). Zudem empfiehlt die fial, nebst der in der Schweiz gebräuchlichen „empfohlenen Tagesdosis" auch die „festgelegte Referenzmenge" gemäss EU-Wording vorzusehen	Art. 26 Abs. 2: „Ein Lebensmittel enthält signifikante Mengen an Stoffen nach Absatz 1, wenn zum Zeitpunkt der Abgabe des Verkaufs die nachfolgenden Mengen enthalten sind, ausgedrückt in Prozent der empfohlenen Tagesdosen (festgelegten Referenzmengen) nach Anhang 1…"
Denner AG	26.2	Auch hier sollte als relevanter Zeitpunkt der Zeitpunkt des Verkauf gewählt werden (analog EU). Zudem sollte, nebst der in der Schweiz gebräuchlichen „empfohlenen Tagesdosis" auch die „festgelegte Referenzmenge" gemäss EU-Wording möglich sein.	Art. 26 Abs. 2: „Ein Lebensmittel enthält signifikante Mengen an Stoffen nach Absatz 1, wenn zum Zeitpunkt der Abgabe des Verkaufs die nachfolgenden Mengen enthalten sind, ausgedrückt in Prozent der empfohlenen Tagesdosen (festgelegten Referenzmengen) nach Anhang 1…"
Verband Schweiz. Mineralquellen und Soft Drink-Produzenten (SMS)	26.2	Bisheriges beibehalten. "Zeitpunkt des Verkaufs" ist schwer zu bestimmen. "Ende der Haltbarkeit" erscheint uns als einzige richtige Lösung.	
Schweizer Brauerei-Verband	26.2	Bisheriges beibehalten. "Zeitpunkt des Verkaufs" ist schwer zu bestimmen. "Ende der Haltbarkeit" erscheint uns als einzige richti-	

		ge Lösung.	
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	26.2	Remplacer « à la date de la remise » par « au moment de la vente » (cf. remarque art. 23 al. 3). En UE on parle de « apport de référence »	Une denrée alimentaire contient des quantités significatives de substances au sens de l'al. 1 si elle comprend, au moment de la vente, les quantités ci-après exprimées en pourcentage de l'apport journalier recommandé (apport de référence) selon l'annexe 1 …
Staatskanzlei des Kantons Luzern	26.3	Der letzte Satz ist schwer verständlich ("Zudem ist bildlich oder in Zahlen der prozentuale Anteil nach Absatz 2 auszudrücken"). Die Formulierung wurde aus der EU übernommen. Es ist vorzuziehen, im letzten Satz nicht auf den Absatz 2 zu verweisen, sondern wie bis anhin die Angabe "an der empfohlenen Tagesdosis" zu verwenden oder direkt auf den Anhang 1 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln zu verweisen. Die vorgeschlagene Wortwahl erschwert die Lesbarkeit und Interpretation des Absatzes.	Verständlichkeit erhöhen durch Beibehaltung des Wortlautes der aktuellen Fassung: "Zudem ist bildlich oder in Zahlen der prozentuale Anteil an der empfohlenen Tagesdosis anzugeben."
Staatskanzlei des Kantons Zürich	26.3	Diese Formulierung wurde von der EU übernommen. Trotzdem wäre es aber vorzuziehen, im letzten Satz nicht auf den Absatz 2 zu verweisen, sondern wie bis anhin die Formulierung "an der empfohlenen Tagesdosis" zu verwenden oder direkt auf den Anhang 1 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln zu verweisen. Die vorgeschlagene Wortwahl ist zu kompliziert.	Art. 26 Abs. 3 letzter Satz sei unverändert zu übernehmen: „Zudem ist bildlich oder in Zahlen der prozentuale Anteil an der empfohlenen Tagesdosis anzugeben."
Staatskanzlei des Kantons Bern	26.3	Die Formulierung wurde von der EU übernommen. Es wäre aber vorzuziehen, im letzten Satz nicht auf den Absatz 2 zu verweisen, sondern wie bis anhin auf die Angabe "an der empfohlenen Tagesdosis" zu verwenden oder direkt auf den Anhang 1 Vess zu verweisen. Die vorgeschlagene Wortwahl ergibt ein Artikel- bzw. Absatz-Springen beim Lesen und erschwert die Lesbarkeit des Artikels.	
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	26.3	Der letzte Satz ist schwer verständlich ("Zudem ist bildlich oder in Zahlen der prozentuale Anteil nach Absatz 2 auszudrücken"). Die Formulierung wurde aus der EU übernommen. Es ist vorzuziehen, im letzten Satz nicht auf den Absatz 2 zu verweisen, sondern wie bis anhin die Angabe "an der empfohlenen Tagesdosis" zu verwenden oder direkt auf den Anhang 1 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln zu verweisen. Die vorgeschlagene Wortwahl erschwert die Lesbarkeit und Interpretation des Absatzes.	Verständlichkeit erhöhen durch Beibehaltung des Wortlautes der aktuellen Fassung: "Zudem ist bildlich oder in Zahlen der prozentuale Anteil an der empfohlenen Tagesdosis anzugeben."
Staatskanzlei des Kantons Aargau	26.3	Der letzte Satz ist schwer verständlich ("Zudem ist bildlich oder in Zahlen der prozentuale Anteil nach Absatz 2 auszudrücken"). Die	Verständlichkeit erhöhen durch Beibehaltung des Wortlautes der aktuellen Fassung:

		Formulierung wurde aus der EU übernommen. Es ist vorzuziehen, im letzten Satz nicht auf den Absatz 2 zu verweisen, sondern wie bis anhin die Angabe “an der empfohlenen Tagesdosis” zu verwenden oder direkt auf den Anhang 1 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln zu verweisen. Die vorgeschlagene Wortwahl erschwert die Lesbarkeit und Interpretation des Absatzes.	“Zudem ist bildlich oder in Zahlen der prozentuale Anteil an der empfohlenen Tagesdosis anzugeben.“
Coop Genossenschaft	26.3	In diesem Absatz hat sich eine Differenz zur Regelung in der EU eingeschlichen, wo die Vorschrift, dass bildlich oder in Zahlen der prozentuale Anteil der Dossierung anzugeben ist, nur auf Vitamine und Mineralstoffe bezieht. Da die VO Esse in der Schweiz z.B. auch die Omega-3 und die Omega-6-Fettsäuren unter „andere Stoffe“ abdeckt, gilt Abs. 3 streng genommen auch für diese. Dies entspricht nicht der EU und Abs. 3 Satz 2 führt in der vorgeschlagenen Form zu einem Handelshemmnis.	Art. 26 Abs. 3: „(…) zudem ist für Vitamine und Mineralstoffe bildlich oder in Zahlen der prozentuale Anteil nach Abs. 2 auszudrücken“.
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	26.3	In diesem Absatz hat sich eine Differenz zur Regelung in der EU eingeschlichen, wo die Vorschrift, dass bildlich oder in Zahlen der prozentuale Anteil der Dossierung anzugeben ist, nur auf Vitamine und Mineralstoffe bezieht. Da die VO Esse in der Schweiz z.B. auch die Omega-3 und die Omega-6-Fettsäuren unter „andere Stoffe“ abdeckt, gilt Abs. 3 streng genommen auch für diese. Dies entspricht nicht der EU und Abs. 3 Satz 2 führt in der vorgeschlagenen Form zu einem Handelshemmnis.	Art. 26 Abs. 3: „(…) zudem ist für Vitamine und Mineralstoffe bildlich oder in Zahlen der prozentuale Anteil nach Abs. 2 auszudrücken“.
Denner AG	26.3	In diesem Absatz hat sich eine Differenz zur Regelung in der EU eingeschlichen, wo die Vorschrift, dass bildlich oder in Zahlen der prozentuale Anteil der Dossierung anzugeben ist, nur auf Vitamine und Mineralstoffe bezieht. Da die VO Esse in der Schweiz z.B. auch die Omega-3 und die Omega-6-Fettsäuren unter „andere Stoffe“ abdeckt, gilt Abs. 3 streng genommen auch für diese. Dies entspricht nicht der EU und Abs. 3 Satz 2 führt in der vorgeschlagenen Form zu einem Handelshemmnis.	Art. 26 Abs. 3: „(…) zudem ist für Vitamine und Mineralstoffe bildlich oder in Zahlen der prozentuale Anteil nach Abs. 2 auszudrücken.
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	26.3	Etant donné que l’EU n’intègre pas p.ex. les acides gras omega-3, il faut préciser que l’indication par une illustration ou en chiffres ne s’applique uniquement pour les vitamines et sels minéraux.	… En outre il y a lieu d’indiquer pour les vitamines et sels minéraux, par une illustration ou en chiffres, le pourcentage ….
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	26.3	Der letzte Satz ist schwer verständlich (“Zudem ist bildlich oder in Zahlen der prozentuale Anteil nach Absatz 2 auszudrücken“). Die Formulierung wurde aus der EU übernommen. Es ist vorzuziehen, im letzten Satz nicht auf den Absatz 2 zu verweisen, sondern wie bis anhin die Angabe “an der empfohlenen Tagesdosis” zu verwenden oder direkt auf den Anhang 1 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Le-	Verständlichkeit erhöhen durch Beibehaltung des Wortlautes der aktuellen Fassung: “Zudem ist bildlich oder in Zahlen der prozentuale Anteil an der empfohlenen Tagesdosis anzugeben.“

		bensmitteln zu verweisen. Die vorgeschlagene Wortwahl erschwert die Lesbarkeit und Interpretation des Absatzes.	
Staatskanzlei des Kantons Luzern	27.4	Der Bezug zu Art. 25 ist zu präzisieren (analog EU-Verordnung Nr. 1169/2011). Die Angabe eines Prozentsatzes bezieht sich auf den Energiewert und die Nährstoffe nach Art. 25 Absatz 1 und nicht auf die Nähr-stoffe nach Absatz 2 und 3 (wie Zucker, mehrwertige Alkohole und Fett-säuren).	Präzisierung: “Der Energiewert (Brennwert) und die Nährstoff-mengen nach Artikel 25 Absatz 1 können zusätzlich zu der in Artikel 29 Absatz 3 genannten Form der Angabe gegebenenfalls als Prozentsatz der in An-hang 9 festgelegten Referenzmengen ausgedrückt werden.“
Staatskanzlei des Kantons Bern	27.4	1. Die Angaben in Absatz 6 beziehen sich auf die Möglichkeit der Tonnen-Kennzeichnung. Die Anforderungen sind aber nicht leicht verständlich. Die wurde zwar von der EU-Verordnung übernom-men, ist aber kein Vorteil. 2. In der EU-Verordnung 1169/2011 wird zusätzlich in Artikel 33 Absatz 2 folgendes gefordert: „ sind die Nährstoffmengen gemäss Unterabsatz 1 lediglich je Portion oder je Verzehrseinheit ausge-drückt, wird der Energiewert (Brennwert) je 100 g oder 100 ml und je Portion oder je Verzehrseinheit ausgedrückt.“ Eine entsprechen-de Anforderungen ist ebenfalls zu übernehmen.	
Verband der Kantonschemi-ker der Schweiz (VKCS)	27.4	Der Bezug zu Art. 25 ist zu präzisieren (analog EU-Verordnung Nr. 1169/2011). Die Angabe eines Prozentsatzes bezieht sich auf den Energiewert und die Nährstoffe nach Art. 25 Absatz 1 und nicht auf die Nähr-stoffe nach Absatz 2 und 3 (wie Zucker, mehrwertige Alkohole und Fett-säuren).	Präzisierung: “Der Energiewert (Brennwert) und die Nährstoff-mengen nach Artikel 25 Absatz 1 können zusätzlich zu der in Artikel 29 Absatz 3 genannten Form der Angabe gegebenenfalls als Prozentsatz der in An-hang 9 festgelegten Referenzmengen ausgedrückt werden.“
Staatskanzlei des Kantons Aargau	27.4	Der Bezug zu Art. 25 ist zu präzisieren (analog EU-Verordnung Nr. 1169/2011). Die Angabe eines Prozentsatzes bezieht sich auf den Energiewert und die Nährstoffe nach Art. 25 Absatz 1 und nicht auf die Nähr-stoffe nach Absatz 2 und 3 (wie Zucker, mehrwertige Alkohole und Fett-säuren).	Präzisierung: “Der Energiewert (Brennwert) und die Nährstoff-mengen nach Artikel 25 Absatz 1 können zusätzlich zu der in Artikel 29 Absatz 3 genannten Form der Angabe gegebenenfalls als Prozentsatz der in An-hang 9 festgelegten Referenzmengen ausgedrückt werden.“
Staatskanzlei des Kantons Zug	27.4	Der Bezug zu Art. 25 ist zu präzisieren auf welche Angabe sich der Prozentsatz bezieht. Gemäss der EU-VO 1169/2011 bezieht sich die Angabe eines Prozentsatzes sich auf den Energiewert und die Nährstoffe nach Art. 25 Absatz 1 und nicht auf die Nährstoffe nach Absatz 2 und 3 (wie Zucker, mehrwertige Alkohole und Fettsäuren).	Präzisierung
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	27.4	Der Bezug zu Art. 25 ist zu präzisieren (analog EU-Verordnung Nr. 1169/2011). Die Angabe eines Prozentsatzes bezieht sich auf den Energiewert und die Nährstoffe nach Art. 25 Absatz 1 und nicht auf die Nähr-stoffe nach Absatz 2 und 3 (wie Zucker, mehrwertige Alkohole und Fett-säuren).	Präzisierung: “Der Energiewert (Brennwert) und die Nährstoff-mengen nach Artikel 25 Absatz 1 können zusätzlich zu der in Artikel 29 Absatz 3 genannten Form der Angabe gegebenenfalls als Prozentsatz der in An-hang 9 festgelegten Referenzmengen ausgedrückt werden.“

Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	27.5	Der Bezug zu Art. 25 ist zu präzisieren (analog EU-Verordnung Nr. 1169/2011). Die Angabe eines Prozentsatzes bezieht sich auf den Energiewert und die Nährstoffe nach Art. 25 Absatz 1 und nicht auf die Nähr-stoffe nach Absatz 2 und 3 (wie Zucker, mehrwertige Alkohole und Fett-säuren).	Präzisierung: “Der Energiewert (Brennwert) und die Nährstoff-mengen nach Artikel 25 Absatz 1 können zusätzlich zu der in Artikel 29 Absatz 3 genannten Form der Angabe gegebenenfalls als Prozentsatz der in An-hang 9 festgelegten Referenzmengen ausgedrückt werden.“
Bo Butter	27.5	Die Beschreibung "in unmittelbarer Nähe" ist interpretationsbedürf-tig. Es muss zwingend möglich sein diese Angabe innerhalb der z.B. tabellarisch aufgeführten Nährwertkennzeichnung, z.B. am unteren Rand der Tabelle , aufführen zu können.	
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	27.6	1. Die Angaben in Abs. 6 beziehen sich auf die Möglichkeit der “Tonnen-Kennzeichnung“. Die Anforderungen sind schwer zu verstehen. Von der EU-Verordnung abgeschrieben; ist in diesem Fall kein Vorteil! 2. Die Angaben in Abs. 6 Bst. A und c sind unseres Erachtens unvollständig. Es betrifft jeweils nicht nur die Nährstoffe nach Art. 25 Abs. 1, sondern Art. 25 Abs. 1 bis 3. 3. In der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 wird zusätzlich in Art. 33 Abs. 2 Folgendes gefordert: “Sind die Nährstoffmengen gemäss Unterabsatz 1 (in LKV wäre dies Abs. 6) lediglich je Portion oder je Verzehrseinheit ausgedrückt, wird der Energiewert (Brennwert) je 100 g oder 100 ml und je Portion oder je Verzehrseinheit ausge-drückt.“ Eine entsprechende Anforderung ist ebenfalls zu über-nehmen!	Die Angaben vervollständigen und nach Möglichkeit verständlicher formulieren: “a. … nach Artikel 25 Absätze 1 bis 3. b. … nach Artikel 25 Absätze 1 bis 3.“ Die anderen Anforderungen in Art. 33 der EU- Verordnung Nr. 1169/2011 sollten ebenfalls übernommen werden.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	27.6	1. Die Angaben in Abs. 6 beziehen sich auf die Möglichkeit der “Tonnen-Kennzeichnung“. Die Anforderungen sind schwer zu verstehen. Von der EU-Verordnung abgeschrieben; ist in diesem Fall kein Vorteil! 2. Die Angaben in Abs. 6 Bst. A und c sind unseres Erachtens unvollständig. Es betrifft jeweils nicht nur die Nährstoffe nach Art. 25 Abs. 1, sondern Art. 25 Abs. 1 bis 3. 3. In der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 wird zusätzlich in Art. 33 Abs. 2 Folgendes gefordert: “Sind die Nährstoffmengen gemäss Unterabsatz 1 (in LKV wäre dies Abs. 6) lediglich je Portion oder je Verzehrseinheit ausgedrückt, wird der Energiewert (Brennwert) je 100 g oder 100 ml und je Portion oder je Verzehrseinheit ausge-drückt.“ Eine entsprechende Anforderung ist ebenfalls zu über-nehmen!	Die Angaben vervollständigen und nach Möglichkeit verständlicher formulieren: “a. … nach Artikel 25 Absätze 1 bis 3. b. … nach Artikel 25 Absätze 1 bis 3.“ Die anderen Anforderungen in Art. 33 der EU- Verordnung Nr. 1169/2011 sollten ebenfalls übernommen werden.
Staatskanzlei des Kantons Zürich	27.6	1. Die Angaben in Abs. 6 beziehen sich auf die Möglichkeit der Tonnen-Kennzeichnung. Die Anforderungen entsprechen derjeni-gen in der EU. Der Text ist aber schwer verständlich. 2. In der EU-Verordnung 1169/2011 wird zusätzlich in Art. 33 Abs.	Klarere Formulierung von Art. 27 Abs. 6 und folgende Ergänzung: „Sind die Nährstoffmengen lediglich je Portion oder je Verzehrs-einheit ausgedrückt, wird der Energiewert (Brennwert) je 100 g oder 100 ml und je Portion oder je Verzehrseinheit ausgedrückt.“

		2 Folgendes gefordert: „Sind die Nährstoffmengen gemäss Unterabsatz 1 lediglich je Portion oder je Verzehrseinheit ausgedrückt, wird der Brennwert je 100 g oder 100 ml und je Portion oder je Verzehrseinheit ausgedrückt.“ Diese Ergänzung fehlt in Art. 27 Abs. 6, wäre aber sinnvoll.	
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	27.6	1. Die Angaben in Abs. 6 beziehen sich auf die Möglichkeit der “Tonnen-Kennzeichnung“. Die Anforderungen sind schwer zu verstehen. Von der EU-Verordnung abgeschrieben; ist in diesem Fall kein Vorteil! 2. Die Angaben in Abs. 6 Bst. a und c sind unseres Erachtens unvollständig. Es betrifft jeweils nicht nur die Nährstoffe nach Art. 25 Abs. 1, sondern Art. 25 Abs. 1 bis 3. 3. In der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 wird zusätzlich in Art. 33 Abs. 2 Folgendes gefordert: “Sind die Nährstoffmengen gemäss Unterabsatz 1 (in LKV wäre dies Abs. 6) lediglich je Portion oder je Verzehrseinheit ausgedrückt, wird der Energiewert (Brennwert) je 100 g oder 100 ml und je Portion oder je Verzehrseinheit ausgedrückt.“ Eine entsprechende Anforderung ist ebenfalls zu übernehmen!	Abs. 6 würde vom Inhalt her besser in Art. 29 passen (nach Art. 29 Abs. 3). Verständlicher formulieren und die Verweise auf die Artikel anpassen (wo nötig). U.a.: "a. … betreffend den Gehalt an Nährstoffen nach Artikel 25 Absätze 1 bis 3." Die anderen Anforderungen in Art. 33 der EU- Verordnung Nr. 1169/2011 sollten ebenfalls übernommen werden.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	27.6	1. Die Angaben in Abs. 6 beziehen sich auf die Möglichkeit der “Tonnen-Kennzeichnung“. Die Anforderungen sind schwer zu verstehen. Von der EU-Verordnung abgeschrieben; ist in diesem Fall kein Vorteil! 2. Die Angaben in Abs. 6 Bst. a und c sind unseres Erachtens unvollständig. Es betrifft jeweils nicht nur die Nährstoffe nach Art. 25 Abs. 1, sondern Art. 25 Abs. 1 bis 3. 3. In der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 wird zusätzlich in Art. 33 Abs. 2 Folgendes gefordert: “Sind die Nährstoffmengen gemäss Unterabsatz 1 (in LKV wäre dies Abs. 6) lediglich je Portion oder je Verzehrseinheit ausgedrückt, wird der Energiewert (Brennwert) je 100 g oder 100 ml und je Portion oder je Verzehrseinheit ausgedrückt.“ Eine entsprechende Anforderung ist ebenfalls zu übernehmen!	Abs. 6 würde vom Inhalt her besser in Art. 29 passen (nach Art. 29 Abs. 3). Verständlicher formulieren und die Verweise auf die Artikel anpassen (wo nötig). U.a.: "a. … betreffend den Gehalt an Nährstoffen nach Artikel 25 Absätze 1 bis 3." Die anderen Anforderungen in Art. 33 der EU- Verordnung Nr. 1169/2011 sollten ebenfalls übernommen werden.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	27.6	Etiquetage nutritionnel par 100 g Les consommateurs ont besoin des valeurs de base par 100g ou par 100ml pour comparer différentes denrées alimentaires ou boissons. C"est le seul moyen de choisir en connaissance de cause. Il ne faut pas remplacer ces valeurs de base par des indications sur les portions. Art. 27 al 6 let c est donc à supprimer ou la référence est à changer contre l"art. 27 al 4, correspondant à l"usage autorisé par le règlement 1169/2011. Tout l"art. 27 avec ses nombreux renvois est difficile à lire. Certai-	« a. en plus de l"expression pour 100 g ou 100 ml visée à l"art. 25, al. 1; b. en plus de l"expression pour 100 g ou 100 ml visée à l"art. 26, al. 3, pour les quantités de vitamines et de sels minéraux; c. en plus de ou en lieu et place de l"expression pour 100 g ou 100 ml visée à l….. Art. 27 al 4. »

		nes formulations méritent d"être plus claires.	
Coop Genossenschaft	27.6	Hier hat sich ein offensichtlicher Fehler eingeschlichen, da sowohl lit. a als auch lit. c auf falsche Artikel verweisen. Abs. 6 lit. a heissen Art. 29 Abs. 3 und nicht Art. 25 Absätze 1. Litera c müsste korrekterweise auf Art. 27 Abs. 4 Bezug nehmen (analog Art. 33 Ziff. 1 lit. c LMIV). Generell ist festzuhalten, dass die Regelung in Art. 27 Abs. 4-7 sehr schwer verständlich ist, dies u.a. weil der Grundsatz (Angabe pro 100 g resp. 100 ml) erst in Art. 29 Abs. 3 folgt. Wir schlagen daher vor, die Reihenfolge umzudrehen und für die Angabe Je Portion einen eigenen Artikel einzuführen (analog Art. 33 der LMIV).	Art. 27 Abs. 6: “a zusätzlich zur Angaben je 100 g. Oder je 100 ml nach Art. 29 Abs. 3. b … c zusätzlich zur oder anstelle der Angabe je 100g oder je 100 ml nach Art. 25--- 1 Art. 27 Abs. 4.“
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	27.6	Etiquetage nutritionnel par 100 g Les consommateurs ont besoin des valeurs de base par 100g ou par 100ml pour comparer différentes denrées alimentaires ou boissons. C"est le seul moyen de choisir en connaissance de cause. Il ne faut pas remplacer ces valeurs de base par des indications sur les portions. Art. 27 al 6 let c est donc à supprimer ou la référence est à changer contre l"art. 27 al 4, correspondant à l"usage autorisé par le règlement 1169/2011. Tout l"art. 27 avec ses nombreux renvois est difficile à lire. Certaines formulations méritent d"être plus claires.	« a. en plus de l"expression pour 100 g ou 100 ml visée à l"art. 25, al. 1; b. en plus de l"expression pour 100 g ou 100 ml visée à l"art. 26, al. 3, pour les quantités de vitamines et de sels minéraux; c. en plus de ou en lieu et place de l"expression pour 100 g ou 100 ml visée à l….. Art. 27 al 4. »
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	27.6	Selon le règlement UE 1169/2011, art. 30, let. 3, la déclaration nutritionnelle obligatoire peut être répétée soit pour la valeur énergétique, soit pour la valeur énergétique plus les graisses, les acides gras saturés, les sucres et le sel. Cette possibilité ne figure pas dans la proposition de révision	Art. 25, al. 1 5bis Lorsque l’étiquetage d’une denrée préemballée comporte la déclaration nutritionnelle visée à l’al. 1, les informations suivantes peuvent y être répétées : soit la valeur énergétique (énergie), soit la valeur énergétique (énergie) et la teneur en lipides/graisses/matières grasses, en acides gras saturés, en sucres et en sel
		Hier hat sich ein offensichtlicher Fehler eingeschlichen, da sowohl lit. a als auch lit. c auf falsche Artikel verweisen. Abs. 6 lit. a müsste auf Art. 29 Abs. 3 und nicht Art. 25 Absätze 1 verweisen. Litera c müsste korrekterweise auf Art. 27 Abs. 4 Bezug nehmen (analog Art. 33 Ziff. 1 lit. c LMIV).	Art. 27 Abs. 6: “a zusätzlich zur Angabe je 100 g oder je 100 ml nach Art. 29 Abs. 3. b … c zusätzlich zur oder anstelle der Angabe je 100g oder je 100 ml nach Art. 25 Abs. 1 Art. 27 Abs. 4.“

		Generell ist festzuhalten, dass die Regelung in Art. 27 Abs. 4-7 sehr schwer verständlich ist, dies u.a. weil der Grundsatz (Angabe pro 100 g resp. 100 ml) erst in Art. 29 Abs. 3 folgt. Wir schlagen daher vor, die Reihenfolge umzudrehen und für die Angabe je Portion einen eigenen Artikel einzuführen (analog Art. 33 der LMIV).	
Denner AG	27.6	Die Texte sind schwer verständlich und die Verweise sind unklar.	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	27.6	Etiquetage nutritionnel par 100 g Les consommateurs ont besoin des valeurs de base par 100g ou par 100ml pour comparer différentes denrées alimentaires ou boissons. C"est le seul moyen de choisir en connaissance de cause. Il ne faut pas remplacer ces valeurs de base par des indications sur les portions. Art. 27 al 6 let c est donc à supprimer ou la référence est à changer contre l"art. 27 al 4, correspondant à l"usage autorisé par le règlement 1169/2011. Tout l"art. 27 avec ses nombreux renvois est difficile à lire. Certaines formulations méritent d"être plus claires.	« a. en plus de l"expression pour 100 g ou 100 ml visée à l"art. 25, al. 1; b. en plus de l"expression pour 100 g ou 100 ml visée à l"art. 26, al. 3, pour les quantités de vitamines et de sels minéraux; c. en plus de ou en lieu et place de l"expression pour 100 g ou 100 ml visée à l….. Art. 27 al 4. »
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	27.6	Selon le règlement UE 1169/2011, art. 30, let. 3, la déclaration nutritionnelle obligatoire peut être répétée soit pour la valeur énergétique, soit pour la valeur énergétique plus les graisses, les acides gras saturés, les sucres et le sel. Cette possibilité ne figure pas dans la proposition de révision.	Art. 25, al. 1 5bis Lorsque l'étiquetage d'une denrée préemballée comporte la déclaration nutritionnelle visée à l'al. 1, les informations suivantes peuvent y être répétées : soit la valeur énergétique (énergie), soit la valeur énergétique (énergie) et la teneur en lipides/graisses/matières grasses, en acides gras saturés, en sucres et en sel,
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	27.6	Al. 6 a doit renvoyer à l'art. 29 al 3 et non pas l'art. 25, al. 1 Al. 6 c doit renvoyer à l'art. 27 al. 4 et non pas l'art. 25, al. 1	Art. 27, al. 6 a : remplacer »l'art. 25, al. 1 » par l'art. 29, al. 3 » Art. 27. Al. 6 c : remplacer « l'art. 25, al.1. » par « l'art. 27, al. 4. »
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	27.6	1. Die Angaben in Abs. 6 beziehen sich auf die Möglichkeit der "Tonnen-Kennzeichnung". Die Anforderungen sind schwer zu verstehen. Von der EU-Verordnung abgeschrieben; ist in diesem Fall kein Vorteil! 2. Die Angaben in Abs. 6 Bst. a und c sind unseres Erachtens unvollständig. Es betrifft jeweils nicht nur die Nährstoffe nach Art. 25 Abs. 1, sondern Art. 25 Abs. 1 bis 3. 3. In der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 wird zusätzlich in Art. 33 Abs. 2 Folgendes gefordert: "Sind die Nährstoffmengen gemäss Unterabsatz 1 (in LKV wäre dies Abs. 6) lediglich je Portion oder je Verzehrseinheit ausgedrückt, wird der Energiewert (Brennwert) je	Abs. 6 würde vom Inhalt her besser in Art. 29 passen (nach Art. 29 Abs. 3). Verständlicher formulieren und die Verweise auf die Artikel anpassen (wo nötig). U.a.: "a. … betreffend den Gehalt an Nährstoffen nach Artikel 25 Absätze 1 bis 3." Die anderen Anforderungen in Art. 33 der EU- Verordnung Nr.

		100 g oder 100 ml und je Portion oder je Verzehrseinheit ausgedrückt.“ Eine entsprechende Anforderung ist ebenfalls zu übernehmen!	1169/2011 sollten ebenfalls übernommen werden.
Coop Genossenschaft	29.1	Auch hier ist zusätzlich von „Energie“ zu sprechen. Unseres Erachtens ist die Tabelle in Abs. 2 missverständlich. Der Klammerausdruck „ausgenommen Cholesterin“ hinter dem Begriff Fett müsste gestrichen werden. Der Gesamtfettgehalt wird effektiv in Gramm ausgewiesen (inkl. dem Anteil Cholesterin, welcher in mg ausgewiesen wird). Auch das Cholesterin ist aber zum Gesamtfettgehalt zu rechnen, weshalb korrekterweise in der Tabelle auch steht „Fett, davon: …, Cholesterin.“ Zudem sollte in der französischsprachigen Version Fett nicht nur durch lipides sondern auch durch graisses (entspricht der EU-Formulierung) sowie „matière grasse“ (entspricht einem momentan hängigem Antrag Frankreichs) bezeichnet werden. Diese Bemerkung gilt für die gesamten Artikel, welche sich mit der Nährwertdeklaration befassen. In der Aufzählung in Art. 29 Abs. 2 fehlen die Vitamine und Mineralstoffe. Diese sind zu ergänzen, damit klar ist, an welcher Stelle sie in der Tabelle aufzunehmen sind und welche Einheiten verwendet werden müssen. Satz 2 dieses Absatzes kann vollumfänglich gestrichen werden, da es sich um eine Wiederholung von Art. 27 Abs. 6 handelt.	Art. 29 Abs. 1: “Der Energiewert (Brennwert / Energie) …“ Art. 29 Abs. 2: „Für die Angabe des Gehalts… Fett (ausgenommen Cholesterin) g“ Französische Fassung: Art. 29 Abs. 2: „Lipides (graisses / matière grasse) g“ Ergänzen nach „Salz“ Vitamine und Mineralstoffe | in den in Anhang 1 der Verordnung des EDI vom 23. November 20115 über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln angegebenes Masseinheiten Art. 29 Abs. 3 Satz 2: streichen
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	29.1	Auch hier ist zusätzlich von „Energie“ zu sprechen. Unseres Erachtens ist die Tabelle in Abs. 2 missverständlich. Der Klammerausdruck „ausgenommen Cholesterin“ hinter dem Begriff Fett müsste gestrichen werden. Der Gesamtfettgehalt wird effektiv in Gramm ausgewiesen (inkl. dem Anteil Cholesterin, welcher in mg ausgewiesen wird). Auch das Cholesterin ist aber zum Gesamtfettgehalt zu rechnen, weshalb korrekterweise in der Tabelle auch steht „Fett, davon: …, Cholesterin.“ Zudem sollte in der französischsprachigen Version Fett nicht nur durch lipides sondern auch durch graisses (entspricht der EU-Formulierung) sowie „matières grasses“ (entspricht einem momentan hängigem Antrag Frankreichs) bezeichnet werden. Diese Bemerkung gilt für die gesamten Artikel, welche sich mit der Nährwertdeklaration befassen. In der Aufzählung in Art. 29 Abs. 2 fehlen die Vitamine und Mineralstoffe. Diese sind zu ergänzen, damit klar ist, an welcher Stelle sie in der Tabelle aufzunehmen sind und welche Einheiten verwendet werden müssen.	Art. 29 Abs. 1: “Der Energiewert (Brennwert / Energie) …“ Art. 29 Abs. 2: „Für die Angabe des Gehalts… Fett (ausgenommen Cholesterin) g“ Französische Fassung: Art. 29 Abs. 2: „Lipides (graisses / matières grasses) g“ Ergänzen nach „Salz“ Vitamine und Mineralstoffe | in den in Anhang 1 der Verordnung des EDI vom 23. November 20115 über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln angegebenes Masseinheiten

			Art. 29 Abs. 3 Satz 2: streichen
		Satz 2 dieses Absatzes kann vollumfänglich gestrichen werden, da es sich um eine Wiederholung von Art. 27 Abs. 6 handelt.	
Denner AG	29.1	Auch hier ist zusätzlich von „Energie“ zu sprechen. Der Klammerausdruck „ausgenommen Cholesterin“ hinter dem Begriff Fett müsste gestrichen werden. Der Gesamtfettgehalt wird effektiv in Gramm ausgewiesen (inkl. dem Anteil Cholesterin, welcher in mg ausgewiesen wird). Auch das Cholesterin ist aber zum Gesamtfettgehalt zu rechnen, weshalb korrekterweise in der Tabelle auch steht „Fett, davon: …, Cholesterin.“ In der Aufzählung in Art. 29 Abs. 2 fehlen die Vitamine und Mineralstoffe. Diese sind zu ergänzen, damit klar ist, an welcher Stelle sie in der Tabelle aufzunehmen sind und welche Einheiten verwendet werden müssen.	Art. 29 Abs. 1: “Der Energiewert (Brennwert / Energie) …“
Verband Schweiz. Mineralquellen und Soft Drink-Produzenten (SMS)	29.2	Fett (ausgenommen Cholesterin): Diese Formulierung entspricht nicht der EU-Regelung 1169/2011, Anhang 1.	
Schweizer Brauerei-Verband	29.2	Fett (ausgenommen Cholesterin): Diese Formulierung entspricht nicht der EU-Regelung 1169/2011, Anhang 1.	
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	29.2	Il faut effacer « (à l’exception du cholestérol) » qui fait partie du calcul des lipides. De plus il faut laisser la possibilité de pouvoir déclarer le cholestérol en dehors du tableau nutritionnel pour être euro compatible (cf. commentaire art.25, al. 3). Comme déjà mentionné dans les commentaires concernant l’art. 25 al. 1 let. A et b, il faut pouvoir utiliser les termes : graisses, matières grasses, énergie	Art. 29, al. 1 La valeur énergétique/l’énergie doit …. Art. 29, al. 2 lipides/matières grasses/graisses (à------ cho----érol)
Verband Schweiz. Mineralquellen und Soft Drink-Produzenten (SMS)	29.3	Unnötig, da schon in Art. 27 Abs. 6 geregelt.	
Schweizer Brauerei-Verband	29.3	Unnötig, da schon in Art. 27 Abs. 6 geregelt.	
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	29.3	Il faudrait effacer la dernière ligne de l’article 29 al 3, puisque les portions sont maintenant définie à l’art. 27 al. 6	Effacer la dernière ligne « En sus, elles peuvent l’être par ration quantifiée sur l’étiquette, ou par portion à condition que le nombre de portions contenus dans l’emballage soit indiqué.

economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	29.3	Peut être effacé, car cela répète l'art. 27 al. 6	
Staatskanzlei des Kantons Luzern	30.1	Die Verordnung über die Hygiene beim Schlachten wird falsch zitiert: Verordnung des EDI über die Hygiene beim Schlachten anstelle Verordnung des EVD über die Hygiene beim Schlachten.	Verordnung des EDI über die Hygiene beim Schlachten anstelle Verordnung des EVD über die Hygiene beim Schlachten
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	30.1	Die Verordnung hat den Namen gewechselt.	... (Art. 8 der Verordnung des EDI über die Hygiene beim Schlachten) …
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	30.1	Die Verordnung über die Hygiene beim Schlachten wird falsch zitiert: Verordnung des EDI über die Hygiene beim Schlachten anstelle Verordnung des EVD über die Hygiene beim Schlachten.	Verordnung des EDI über die Hygiene beim Schlachten anstelle Verordnung des EVD über die Hygiene beim Schlachten
Staatskanzlei des Kantons Aargau	30.1	Die Verordnung über die Hygiene beim Schlachten wird falsch zitiert: Verordnung des EDI über die Hygiene beim Schlachten anstelle Verordnung des EVD über die Hygiene beim Schlachten.	Verordnung des EDI über die Hygiene beim Schlachten anstelle Verordnung des EVD über die Hygiene beim Schlachten
Staatskanzlei des Kantons Zug	30.1	Die Verordnung über die Hygiene beim Schlachten ist nicht korrekt zitiert.	Verordnung des EDI über die Hygiene beim Schlachten.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	30.1	Die Verordnung über die Hygiene beim Schlachten wird falsch zitiert: Verordnung des EDI über die Hygiene beim Schlachten anstelle Verordnung des EVD über die Hygiene beim Schlachten.	Verordnung des EDI über die Hygiene beim Schlachten anstelle Verordnung des EVD über die Hygiene beim Schlachten
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	18.2bis	Hinweis "aufgetaut" Die Angaben in der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Anhang VI) sind klarer. Es wird u.a. explizit erwähnt, dass die Anforderung nicht für Zutaten gilt, die im Enderzeugnis enthalten sind. Deshalb den Wortlaut der EU-Verordnung übernehmen. Hilfreich wäre, wenn spezifischer angeben wird, was mit Sicherheit und Qualität gemeint ist.	Angaben analog der EU-Verordnung übernehmen: "Diese Anforderung gilt nicht für: a) Zutaten, die im Enderzeugnis enthalten sind; b) Lebensmittel, bei denen das Einfrieren ein technologisch notwendiger Schritt im Herstel-lungsprozess ist; c) Lebensmittel, bei denen das Auftauen keine ne-gativen Auswirkungen auf die Sicherheit und Qualität des Lebensmittels hat." Evtl. präzisieren, was mit Sicherheit und Qualität des Lebensmittels gemeint ist (-> "im Wert vermindert").
Staatskanzlei des Kantons	18.2bis	Hinweis "aufgetaut"	Angaben analog der EU-Verordnung übernehmen:

Luzern		Die Angaben in der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Anhang VI) sind klarer. Es wird u.a. explizit erwähnt, dass die Anforderung nicht für Zutaten gilt, die im Enderzeugnis enthalten sind. Deshalb den Wortlaut der EU-Verordnung übernehmen. Hilfreich wäre, wenn spezifischer angeben wird, was mit Sicherheit und Qualität gemeint ist.	"Diese Anforderung gilt nicht für: a) Zutaten, die im Enderzeugnis enthalten sind; b) Lebensmittel, bei denen das Einfrieren ein technologisch notwendiger Schritt im Herstel-lungsprozess ist; c) Lebensmittel, bei denen das Auftauen keine ne-gativen Auswirkungen auf die Sicherheit und Qualität des Lebensmittels hat." Evtl. präzisieren, was mit Sicherheit und Qualität des Lebensmittels gemeint ist (-> "im Wert vermindert").
Staatskanzlei des Kantons Zürich	18.2bis	Hinweis "aufgetaut" Die Angaben in der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Anhang VI) zum Hinweis „aufgetaut" sind klarer. Es wird u.a. explizit erwähnt, dass die Anforderung nicht für Zutaten gilt, die im Enderzeugnis enthalten sind. Deshalb soll der Wortlaut der EU-Verordnung übernommen werden. Hilfreich wäre, wenn spezifischer angeben würde, was mit Sicherheit und Qualität gemeint ist (z.B. „im Wert vermindert").	Änderung von Art. 18 Abs. 2bis: „Wird ein Lebensmittel, das nach der Herstellung gefroren oder tiefgefroren war, in aufgetautem Zustand abgegeben, so muss die Sachbezeichnung durch die Angabe „aufgetaut" ergänzt werden. Diese Anforderung gilt nicht für: a) Zutaten, die im Enderzeugnis enthalten sind; b) Lebensmittel, bei denen das Einfrieren ein technologisch notwendiger Schritt im Herstel-lungsprozess ist; c) Lebensmittel, bei denen das Auftauen keine ne-gativen Auswirkungen auf die Sicherheit und Qualität des Lebensmittels hat."
Schweizerischer Bäcker-Konditorenmeister-Verband	18.2bis	Die vorgesehene Sachbezeichnung "aufgetaut" ist bei Backwaren unangebracht und gibt in der Praxis keinen Sinn. Aus qualitativen und technologischen Gründen kommt bei vereinzelten Backwaren ein Tiefkühlprozess zum Einsatz. Diese Produkte als „aufgetaut" zu bezeichnen ist in der Praxis nicht umsetzbar.	streichen
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	18.2bis	Dieser neue Absatz wirft in dieser Form mehr Fragen auf als er regelt. Es ist davon auszugehen, dass bezüglich der zu Grunde liegenden Bestimmung (Verordnung (EU) Nr. 1169/2011, Anhang VI), die klarer formuliert ist, auch in der Europäischen Union massiver Interpretationsbedarf herrscht. Das Auftauen (der Auftauprozess) an sich hat (ein fachgerechtes Vorgehen vorausgesetzt) in der Regel keine negativen Auswirkungen auf die Sicherheit eines Lebensmittels. Somit erfüllen fast alle aufgetauten Lebensmittel die im zweiten Teil formulierte Ausnahmebedingung. Auf eine Kennzeichnung kann verzichtet werden. So lange für diese unklare Bestimmung in der Europäischen Union keine verbindliche Interpretation vorliegt, soll auf die Übernahme der Bestimmung verzichtet werden. Ein Handelshemmnis entsteht dadurch nicht.	Art.18 Abs.2bis streichen

Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	18.2bis	Hinweis “aufgetaut“ Die Angaben in der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Anhang VI) sind klarer. Es wird u.a. explizit erwähnt, dass die Anforderung nicht für Zutaten gilt, die im Enderzeugnis enthalten sind. Deshalb den Wortlaut der EU-Verordnung übernehmen. Hilfreich wäre, wenn spezifischer angeben wird, was mit Sicherheit und Qualität gemeint ist.	Angaben analog der EU-Verordnung übernehmen: “Diese Anforderung gilt nicht für: a) Zutaten, die im Enderzeugnis enthalten sind; b) Lebensmittel, bei denen das Einfrieren ein technologisch notwendiger Schritt im Herstel-lungsprozess ist; c) Lebensmittel, bei denen das Auftauen keine ne-gativen Auswirkungen auf die Sicherheit und Qualität des Lebensmittels hat.“ Evtl. präzisieren, was mit Sicherheit und Qualität des Lebensmittels gemeint ist (-> “im Wert vermindert“).
Chancellerie d’Etat du Canton du Valais	18.2bis	Instruction sur l’état d’un produit qui a été "dégelé" Les indications dans le règlement n°1169/2011 (annexe VI) de l'UE sont plus claires. Il est entre autre mentionné explicitement que les indications ne sont pas valables pour des ingrédients contenus dans le produit fini. C’est pour cette raison qu’il faut reprendre le texte du règlement de l'UE. Si des informations plus spécifiques en rapport avec la sécurité et la qualité étaient données, cela serait plus aidant	Instruction sur l’état d’un produit qui a été "dégelé" Les indications dans le règlement n°1169/2011 (annexe VI) de l'UE sont plus claires. Il est entre autre mentionné explicitement que les indications ne sont pas valables pour des ingrédients contenus dans le produit fini. C’est pour cette raison qu’il faut reprendre le texte du règlement de l'UE. Si des informations plus spécifiques en rapport avec la sécurité et la qualité étaient données, cela serait plus aidant
Chancellerie d’Etat du Canton de Genève	18.2bis	Nous jugeons de manière très positive l'introduction de l'adjectif "décongelé" à l'étiquetage de toute denrée alimentaire remise après décongélation. Par ailleurs, la congélation et la surgélation ne sont pas clairement définies. Nous proposons d'introduire ces définitions en complément des indications données à l'article 26 de l'ordonnance du DFI sur l'hygiène (OHyg, RS 817.024.1).	
Staatskanzlei des Kantons Aargau	18.2bis	Hinweis “aufgetaut“ Die Angaben in der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Anhang VI) sind klarer. Es wird u.a. explizit erwähnt, dass die Anforderung nicht für Zutaten gilt, die im Enderzeugnis enthalten sind. Deshalb den Wortlaut der EU-Verordnung übernehmen. Hilfreich wäre, wenn spezifischer angeben wird, was mit Sicherheit und Qualität gemeint ist.	Angaben analog der EU-Verordnung übernehmen: “Diese Anforderung gilt nicht für: a) Zutaten, die im Enderzeugnis enthalten sind; b) Lebensmittel, bei denen das Einfrieren ein technologisch notwendiger Schritt im Herstel-lungsprozess ist; c) Lebensmittel, bei denen das Auftauen keine ne-gativen Auswirkungen auf die Sicherheit und Qualität des Lebensmittels hat.“ Evtl. präzisieren, was mit Sicherheit und Qualität des Lebensmittels gemeint ist (-> “im Wert vermindert“).
hotelleriesuisse	18.2bis	Unangemessene Auskunftspflicht betreffend das Auftauen.	Streichen.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	18.2bis	Lisibilité de a mention « décongelé » La décongélation change l"état physique des aliments en plus d"avoir un effet sur la sécurité. Les produits vendus décongelés	Compléter : « Quand une denrée alimentaire qui a été surgelée ou congelée après fabrication est remise dans un état décongelé, la

		sont potentiellement trompeurs pour les consommateurs parce qu"ils n"ont par exemple pas les mêmes caractéristiques organoleptiques. C"est par exemple le cas pour le pain décongelé dont la qualité ne correspond pas à celle du pain frais. Il faut donc clairement mentionner l"état dégelé également dans les situations où la sécurité alimentaire n"est pas en jeu. Les consommateurs se plaignent régulièrement de ce genre de déception. Cette mention doit donc être inscrite de manière bien lisible sur l"avant de l"emballage. Lors de la vente en vrac, elle devrait être fournie spontanément	désignation doit être complétée de manière bien lisible par la mention «décongelé»; sauf pour les denrées alimentaires où la décongélation n'a pas d'effets négatifs sur la sécurité et ou la qualité du produit. »
Gastrosuisse	18.2bis	Auskunft über diesen Sachverhalt zu geben, führt im Gastgewebe klar zu weit.	Art.18 Abs.2bis bis wie folgt ergänzen: "…keine negativen Auswirkungen auf die Sicherheit und Qualität des Lebensmittels hat. Ausgenommen davon sind Lebensmittel, die direkt an die Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden."
Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	18.2bis	Lisibilité de a mention « décongelé » La décongélation change l"état physique des aliments en plus d"avoir un effet sur la sécurité. Les produits vendus décongelés sont potentiellement trompeurs pour les consommateurs parce qu"ils n"ont par exemple pas les mêmes caractéristiques organoleptiques. C"est par exemple le cas pour le pain décongelé dont la qualité ne correspond pas à celle du pain frais. Il faut donc clairement mentionner l"état dégelé également dans les situations où la sécurité alimentaire n"est pas en jeu. Les consommateurs se plaignent régulièrement de ce genre de déception. Cette mention doit donc être inscrite de manière bien lisible sur l"avant de l"emballage. Lors de la vente en vrac, elle devrait être fournie spontanément	Compléter : « Quand une denrée alimentaire qui a été surgelée ou congelée après fabrication est remise dans un état décongelé, la désignation doit être complétée de manière bien lisible par la mention «décongelé»; sauf pour les denrées alimentaires où la décongélation n'a pas d'effets négatifs sur la sécurité et ou la qualité du produit. »
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	18.2bis	La mention « décongelé » dans le projet n'est pas aussi explicite que dans le texte européen 1169/2011 (annexe VI). Toutefois, la question du sens à donner à « sécurité » et « qualité » devrait être explicitée.	Reprendre le texte européen 1169/2011 annexe VI. Ajouter le cas échéant une précision concernant les termes « sécurité » et « qualité ».
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	18.2bis	Lisibilité de a mention « décongelé » La décongélation change l"état physique des aliments en plus d"avoir un effet sur la sécurité. Les produits vendus décongelés sont potentiellement trompeurs pour les consommateurs parce qu"ils n"ont par exemple pas les mêmes caractéristiques organoleptiques. C"est par exemple le cas pour le pain décongelé dont la qualité ne correspond pas à celle du pain frais. Il faut donc	Compléter : « Quand une denrée alimentaire qui a été surgelée ou congelée après fabrication est remise dans un état décongelé, la désignation doit être complétée de manière bien lisible par la mention «décongelé»; sauf pour les denrées alimentaires où la décongélation n'a pas d'effets négatifs sur la sécurité et ou la

		clairement mentionner l"état dégelé également dans les situations où la sécurité alimentaire n"est pas en jeu. Les consommateurs se plaignent régulièrement de ce genre de déception. Cette mention doit donc être inscrite de manière bien lisible sur l"avant de l"emballage. Lors de la vente en vrac, elle devrait être fournie spontanément	qualité du produit. »
Schweizer Fleisch-Fachverband SFF	18.2bis	Die neu vorgesehene Angabe "aufgetaut" unmittelbar nach der Sachbezeichnung ist aus logistischen Gründen in der Praxis nicht umsetzbar. So entscheidet sich oft erst nach dem Bedrucken der Etikette aufgrund der aktuellen Marktbegebenheiten, in welcher Form ein Lebensmittel in schlussendlich in den Verkauf gelangt. Zudem bleibt unklar, wer entscheidet, ob bei einem Lebensmittel durch das Auftauen negative Auswirkungen auf die Sicherheit und Qualität auftreten oder nicht.	streichen
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	18.2bis	Hinweis “aufgetaut“ Die Angaben in der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Anhang VI) sind klarer. Es wird u.a. explizit erwähnt, dass die Anforderung nicht für Zutaten gilt, die im Enderzeugnis enthalten sind. Deshalb den Wortlaut der EU-Verordnung übernehmen. Hilfreich wäre, wenn spezifischer angeben wird, was mit Sicherheit und Qualität gemeint ist.	Angaben analog der EU-Verordnung übernehmen: “Diese Anforderung gilt nicht für: a) Zutaten, die im Enderzeugnis enthalten sind; b) Lebensmittel, bei denen das Einfrieren ein technologisch notwendiger Schritt im Herstel-lungsprozess ist; c) Lebensmittel, bei denen das Auftauen keine ne-gativen Auswirkungen auf die Sicherheit und Qualität des Lebensmittels hat.“ Evtl. präzisieren, was mit Sicherheit und Qualität des Lebensmittels gemeint ist (-> “im Wert vermindert“).
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	2.1 p	"p. Gebrauchsanleitung, sofern das Lebensmittel ohne diese Angabe nicht bestimmungsgemäss verwendet oder aufbewahrt werden kann;" Neu werden hier Angaben zur Aufbewahrung aufgeführt. Aufbewahrungs-hinweise sollten analog der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 nicht unter den Begriff "Gebrauchsanleitung" fallen, sondern separat erfasst werden (siehe Art. 9 Abs. 1 Bst. g und j der EU-Verordnung Nr. 1169/2011). Von der Logik her wären Hinweise zur Aufbewahrung am sinnvollsten unter Buchstabe m, weil dort bereits schon auf besondere Hinweise bei gekühlten oder tiefgekühlten Lebensmitteln eingegangen wird.	Angebrachtere Formulierung wie: "p. Gebrauchsanleitung oder Aufbewahrungshin¬weis, sofern das Lebensmittel ohne dies Angabe nicht bestimmungsgemäss verwendet oder aufbe¬wahrt werden kann;" Oder Bst. p so belassen wie aktuelle LKV und Aufbe-wahrungshinweis unter Bst. m aufführen (Vorzug). Beispiel: "m. gegebenenfalls Aufbewahrungshinweis bei Lebensmitteln (Art. 14) sowie besondere Hinweise bei ge¬kühlten oder tiefgekühlten Lebensmitteln (Art. 18)."
Staatskanzlei des Kantons Zürich	2.1 p	Neu werden in lit. p Angaben zur Aufbewahrung aufgeführt. Aufbewahrungshinweise sollten analog der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 nicht unter den Begriff "Gebrauchsanleitung" fallen, sondern separat erfasst werden (siehe Art. 9 Abs. 1 Bst. g und j der EU-Verordnung Nr. 1169/2011).	Ergänzung von Art. 2 Abs. 1 lit. m: "m. gegebenenfalls Aufbewahrungshinweis bei Lebensmitteln (Art. 14) sowie besondere Hinweise bei ge¬kühlten oder tiefgekühlten Lebensmitteln (Art. 18)."

		Von der Logik her wären Hinweise zur Aufbewahrung am sinnvollsten unter lit. M, weil dort bereits schon auf besondere Hinweise bei gekühlten oder tiefgekühlten Lebensmitteln eingegangen wird.	Eventualiter Ergänzung von Art. 2 Abs. 1 lit. p: "p. Gebrauchsanleitung oder Aufbewahrungshin-weis, sofern das Lebensmittel ohne diese Angabe nicht bestimmungsgemäss verwendet oder aufbe-wahrt werden kann;"
Verband Schweizerischer Gemüseproduzenten	2.1 p	Eine gesetzliche Regelung zum Anbringen einer Gebrauchsanweisung erachten wir als unnötig.	streichen
Swisscofel	2.1 p	Wir lehnen die Pflicht zu Beilage einer Gebrauchsanweisung für solche vorverpackten Lebensmittel ab. Es besteht keinerlei Bedarf für eine gesetzliche Regelung. Sowohl Hersteller als auch Verbraucher haben ein Interesse an einer sachdienlichen Deklaration zur Verwendung/Zubereitung eines Lebensmittels. Fehlt diese, wird das Produkt keinen Markt/Kunden finden. Zudem kann die Information ggf. ja auch auf anderem Weg (z.B. Internet) erteilt bzw. abgerufen werden.	steichen
Schweizerischer Bäcker-Konditorenmeister-Verband	2.1 p	Aus Studien ist bekannt, dass die Kennzeichnungen von einem grossen Anteil der Konsumenten gar nicht beachtet werden. Die damit bezweckte Lenkungsfunktion geht somit fehl. Dessen ungeachtet wird jedoch insbesondere der Produktion und dem Handel ein grosser Mehraufwand auferlegt, welcher nicht verhältnismässig ist. Dies umso mehr als die Angabe der Zutaten uneingeschränkt, somit auch bei geringsten Mengen, zu erfolgen hätte. Die Machbarkeit der Umsetzung ist mit Blick darauf auch fraglich.	streichen
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	2.1 p	Neu werden Angaben zur Aufbewahrung aufgeführt. Aufbewahrungshinweise sollten analog der Verordnung (EU) Nr. 1169/2011 nicht unter den Begriff "Gebrauchsanleitung" fallen, sondern getrennt erfasst werden (Art. 9 Abs. 1 Bst. g und j der Verordnung (EU) Nr. 1169/2011). Hinweise zur Aufbewahrung könnten vor Buchstabe m angegeben werden, weil dort besondere Hinweise für gekühlte oder tiefgekühlte Lebensmittel aufgeführt sind.	neuer Art. 2 Abs. 1 Bst. lbis: lbis. gegebenenfalls besondere Anweisungen für Aufbewahrung und/oder Anweisungen für die Verwendung
hotelleriesuisse	2.1 p	Die Verschärfung dieser Bestimmung zur Vorgabe von Gebrauchsanleitungen für den Fall, dass ein Lebensmittel ansonsten nicht bestimmungsgemäss verwendet oder aufbewahrt werden kann, ist zu vage formuliert und öffnet Tür und Tor für zusätzliche administrative Aufwendungen, die für uns so inakzeptabel sind.	Streichen.
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	2.1 p	Les conditions de conservation sont introduites dans cette disposition. Il serait souhaitable d'introduire cette notion en let. m.	Selon proposition de l'ACCS/VKCS.

Schweizer Fleisch-Fachverband SFF	2.1 p	Die Verschärfung dieser Bestimmung zur Vorgabe von Gebrauchsanleitungen für den Fall, dass ein Lebensmittel ansonsten nicht bestimmungsgemäss verwendet oder aufbewahrt werden kann, ist zu vage formuliert und öffnet Tür und Tor für zusätzliche administrative Aufwendungen, die für uns so inakzeptabel sind. Es ist zu befürchten, dass mit dieser Bestimmung die Situation der Beipackzettel bei den Medikamenten auf die Lebensmittel übertragen wird, was angesichts des bereits heute sehr hohen Kostenniveaus in der Schweiz einen zusätzlichen, gewaltigen Kostenschub auslösen würde.	streichen
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	2.1 p	Bien que le texte du projet ne soit pas en soi faux, il est souhaitable de prendre le texte tel quel de l'UE	le mode d'emploi, lorsque son absence rendrait difficile un usage approprié de la denrée alimentaire
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	22.2 a	Trans-Fettsäuren - Rechtschreibung: "… Kohlenstoff-Kohlenstoff-Doppelbindung in der Trans-Konfiguration;" Es sollte "… trans-Konfiguration" stehen analog "… cis-Doppelbindung" unter Bst. G.	Rechtschreibung beachten: "… Kohlenstoff-Kohlenstoff-Doppelbindung in der trans-Konfiguration;"
Staatskanzlei des Kantons Basel-Stadt	22.2 a	Fette sind in Art. 22 Abs.2 Bst. e bereits definiert.	Definition zu Fett in Abs. 2 Bst. a Ziff. 1. ist zu streichen.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	22.2 a	"1. Fett (gesättigte Fettsäuren, einfach ungesättigte Fettsäuren, mehrfach ungesättigte Fettsäuren)." Fette sind in Art. 22 Abs. 2 Bst. E bereits definiert. Die Angabe in Klammern ist deshalb nicht mehr nötig. Im Vergleich dazu wird ja bei den Kohlenhydraten auch nicht Zucker, Stärke etc. angegeben.	Die Klammerangabe hinter Fett ist zu streichen: "1. Fett (gesättigte Fettsäuren, einfach ungesättigte Fettsäuren, mehrfach ungesättigte Fettsäuren)."
Staatskanzlei des Kantons Luzern	22.2 a	Trans-Fettsäuren - Rechtschreibung: "… Kohlenstoff-Kohlenstoff-Doppelbindung in der Trans-Konfiguration;" Es sollte "… trans-Konfiguration" stehen analog "… cis-Doppelbindung" unter Bst. G.	Rechtschreibung beachten: "… Kohlenstoff-Kohlenstoff-Doppelbindung in der trans-Konfiguration;"
Schweizerischer Verband der Lebensmittel-Detaillisten Veledes	22.2 a	Deklarationsvorschriften sind für den Lebensmittel-Detaillisten ein zentrales Thema. Die heute geltenden Vorschriften sind bereits sehr umfangreich und bisweilen kaum überblickbar. Bevor in der Schweiz zusätzliche Bestimmungen zur Diskussion gestellt warden, sind die CH-Parlamentsdebatte sowie die für 2014 angekündigte Revision der EU-Regeln abzuwarten.	Bisherige Reihenfolge der Nährstoffe bei der Nährwertdeklaration belassen.

Schweizerischer Bäcker-Konditorenmeister-Verband	22.2 a	Eine Einteilung der Lebensmittel in „gute“ und "schlechte" Produkte ist wenig sinnvoll bzw. den Konsumenten nicht dienlich. Der Umfang der geforderten Angaben schiesst über das Ziel, bzw. Sinn und Zweck hinaus. Es besteht damit die Gefahr, dass Konsumenten der Kennzeichnung noch weniger Beachtung schenken. Dessen ungeachtet wird den Betrieben, insbesondere den KMU ein damit sinnloser und nicht verhältnismässiger – jedoch zeit- und kostenintensiver – Mehraufwand auferlegt.	Bisherige Reihenfolge der Nährstoffe bei der Nährwertdeklaration belassen.
		Bemerkung zum Salz: Es wird immer wieder Studien geben, die keinen direkten Zusammenhang von erhöhtem Salzkonsum und den bekannten Risiken finden	Salz durch Speisesalz ersetzen
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	22.2 a	“1. Fett (gesättigte Fettsäuren, einfach ungesättigte Fettsäuren, mehrfach ungesättigte Fettsäuren).“ Fette sind in Art. 22 Abs. 2 Bst. E bereits definiert. Die Angabe in Klammern ist deshalb nicht mehr nötig. Im Vergleich dazu wird ja bei den Kohlenhydraten auch nicht Zucker, Stärke etc. angegeben.	Die Klammerangabe hinter Fett ist zu streichen: “1. Fett (gesättigte Fettsäuren, einfach ungesättigte Fettsäuren, mehrfach ungesättigte Fettsäuren).“
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	22.2 a	Trans-Fettsäuren - Rechtschreibung: “… Kohlenstoff-Kohlenstoff-Doppelbindung in der Trans-Konfiguration;“ Es sollte “… trans-Konfiguration“ stehen analog “… cis-Doppelbindung“ unter Bst. G.	Rechtschreibung beachten: “… Kohlenstoff-Kohlenstoff-Doppelbindung in der trans-Konfiguration;“
Chancellerie d’Etat du Canton de Genève	22.2 a	L'introduction du sel dans l'étiquetage nutritionnel donnera aux consommateurs une indication plus explicite que l'indication actuelle du sodium. Une modification très positive.	
Staatskanzlei des Kantons Aargau	22.2 a	“1. Fett (gesättigte Fettsäuren, einfach ungesättigte Fettsäuren, mehrfach ungesättigte Fettsäuren).“ Fette sind in Art. 22 Abs. 2 Bst. e bereits definiert. Die Angabe in Klammern ist deshalb nicht mehr nötig. Im Vergleich dazu wird ja bei den Kohlenhydraten auch nicht Zucker, Stärke etc. angegeben.	Die Klammerangabe hinter Fett ist zu streichen: “1. Fett (gesättigte Fettsäuren, einfach ungesättigte Fettsäuren, mehrfach ungesättigte Fettsäuren).“
Staatskanzlei des Kantons Aargau	22.2 a	Trans-Fettsäuren - Rechtschreibung: “… Kohlenstoff-Kohlenstoff-Doppelbindung in der Trans-Konfiguration;“ Es sollte “… trans-Konfiguration“ stehen analog “… cis-Doppelbindung“ unter Bst. g.	Rechtschreibung beachten: “… Kohlenstoff-Kohlenstoff-Doppelbindung in der trans-Konfiguration;“
hotelleriesuisse	22.2 a	Eine Einteilung der Lebensmittel in „gute“ und "schlechte" Produkte ist nicht sinnvoll bzw. für den Konsumenten nicht dienlich. Der	Bisherige Reihenfolge der Nährstoffe bei der Nährwertdeklaration

		Umfang der geforderten Angaben schiesst über das Ziel bzw. über den ursprünglichen Sinn und Zweck hinaus. Es besteht die Gefahr, dass Konsumenten der Kennzeichnung noch weniger Beachtung schenken. Dessen ungeachtet wird den Betrieben, insbesondere den KMU, ein sinnloser und nicht verhältnismässiger – jedoch zeit- und kostenintensiver – Mehraufwand auferlegt.	belassen.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	22.2 a	Etiquetage nutritionnel Les associations de consommateurs saluent le remplacement de la catégorie « sodium » par la catégorie « sel », plus compréhensible par les consommateurs. En français, le terme « substances de lest » n"est pas utilisé. L"expression « fibres alimentaires » est utilisée sur les emballages alimentaires et connue des consommateurs. Il est d"ailleurs utilisé dans la pyramide alimentaire de la Société Suisse de Nutrition. La suppression du terme « substances de lest » dans la version française amènera plus de clarté, dans tous les articles et les annexes, notamment l"annexe 4.	« a. nutriments: 1. les lipides (acides gras saturés, acides gras mono-insaturés, acides gras polyinsaturés), 2. les glucides, 3. les fibres alimentaires (substances de lest), 4. les protéines, 5. le sel, 6. les vitamines, les sels minéraux et autres substances essentielles ou physiologiquement utiles; »
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	22.2 a	Afin d'être euro compatible, il faut avoir le choix des termes à utiliser	Les lipides /graisses / matières grasses
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	22.2 a	Il faudrait aligner la définition des acides gras polyinsaturés avec celle du règlement EU 1169/2011	Acides gras polyinsaturés : tous les acides gras avec deux doubles liaisons interrompues cis, cis-méthylène ou plus
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	22.2 a	Etiquetage nutritionnel Les associations de consommateurs saluent le remplacement de la catégorie « sodium » par la catégorie « sel », plus compréhensible par les consommateurs. En français, le terme « substances de lest » n"est pas utilisé. L"expression « fibres alimentaires » est utilisée sur les emballages alimentaires et connue des consommateurs. Il est d"ailleurs utilisé dans la pyramide alimentaire de la Société Suisse de Nutrition. La suppression du terme « substances de lest » dans la version française amènera plus de clarté, dans tous les articles et les annexes, notamment l"annexe 4.	« a. nutriments: 1. les lipides (acides gras saturés, acides gras mono-insaturés, acides gras polyinsaturés), 2. les glucides, 3. les fibres alimentaires (substances de lest), 4. les protéines, 5. le sel, 6. les vitamines, les sels minéraux et autres substances essentielles ou physiologiquement utiles; »
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	22.2 a	Etiquetage nutritionnel Les associations de consommateurs saluent le remplacement de la catégorie « sodium » par la catégorie « sel », plus compréhensible par les consommateurs. En français, le terme « substances de lest » n"est pas utilisé. L"expression « fibres alimentaires » est utilisée sur les emballages alimentaires et connue des consommateurs. Il est d"ailleurs utilisé	« a. nutriments: 1. les lipides (acides gras saturés, acides gras mono-insaturés, acides gras polyinsaturés), 2. les glucides, 3. les fibres alimentaires (substances de lest), 4. les protéines, 5. le sel,

		dans la pyramide alimentaire de la Société Suisse de Nutrition. La suppression du terme « substances de lest » dans la version française amènera plus de clarté, dans tous les articles et les annexes, notamment l"annexe 4.	6. les vitamines, les sels minéraux et autres substances essentielles ou physiologiquement utiles; »
Schweizer Fleisch-Fachverband SFF	22.2 a	Über die Reihenfolge der Nährstoffe und insbesondere die Aussage über die Nährstoffe mit einem ungünstigen Einfluss auf die Gesundheit lässt sich aufgrund der neusten wissenschaftlichen Erkenntnisse (z.B. Fett vs. Kohlenhydrate, Bedeutung Eiweisse vs. Nahrungsfasern) streiten. Störend ist an der Absicht, wenngleich dies der Übernahme der Regelung der EU entspricht und beim gegenseitigen Warenverkehr mit der EU dadurch Schwierigkeiten auftreten können, dass in der Priorität zuerst die Nährstoffe mit potenziell negativen Auswirkungen dargestellt werden sollen.	Bisherige Reihenfolge der Nährstoffe bei der Nährwertdeklaration belassen
		Bei der Angabe von Salz anstelle von Natrium stellt sich zudem die Frage, ob sich diese nur auf Kochsalz beziehen bzw. alternative Salze (z.B. KCl) nun ebenfalls neu anzugeben sind. Dies auch unter dem Gesichtspunkt, dass vom ernährungsphysiologischen Standpunkt klar Natrium im Vordergrund steht.	"Salz" in ganzer LKV durch "Kochsalz" ersetzen
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	22.2 a	Afin d'être euro compatible, il faut avoir le choix des termes à utiliser	Les lipides /graisses / matières grasses
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	22.2 a	Il faudrait aligner la définition des acides gras polyinsaturés avec celle du règlement EU 1169/2011	Acides gras polyinsaturés : tous les acides gras avec deux doubles liaisons interrompues cis, cis-méthylène ou plus
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	22.2 a	"1. Fett (gesättigte Fettsäuren, einfach ungesättigte Fettsäuren, mehrfach ungesättigte Fettsäuren)." Fette sind in Art. 22 Abs. 2 Bst. e bereits definiert. Die Angabe in Klammern ist deshalb nicht mehr nötig. Im Vergleich dazu wird ja bei den Kohlenhydraten auch nicht Zucker, Stärke etc. angegeben.	Die Klammerangabe hinter Fett ist zu streichen: "1. Fett (gesättigte Fettsäuren, einfach ungesättigte Fettsäuren, mehrfach ungesättigte Fettsäuren)."
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	22.2 a	Trans-Fettsäuren - Rechtschreibung: "… Kohlenstoff-Kohlenstoff-Doppelbindung in der Trans-Konfiguration;" Es sollte "… trans-Konfiguration" stehen analog "… cis-Doppelbindung" unter Bst. g.	Rechtschreibung beachten: "… Kohlenstoff-Kohlenstoff-Doppelbindung in der trans-Konfiguration;"
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	22.2 i	"1. Fett (gesättigte Fettsäuren, einfach ungesättigte Fettsäuren, mehrfach ungesättigte Fettsäuren)." Fette sind in Art. 22 Abs. 2 Bst. E bereits definiert. Die Angabe in	Die Klammerangabe hinter Fett ist zu streichen: "1. Fett (gesättigte Fettsäuren, einfach ungesättigte Fettsäuren, mehrfach ungesättigte Fettsäuren)."

		Klammern ist deshalb nicht mehr nötig. Im Vergleich dazu wird ja bei den Kohlenhydraten auch nicht Zucker, Stärke etc. angegeben.	
Denner AG	25.4 a	Denner beantragt, dass der bestehende Art. 25 Abs. 4 Best. a beibehalten wird, da für die Angabe der Nährwerte es möglich sein sollte, nicht nur die Analysen des Herstellers, sondern auch z.B. Analysen des Distributors heranzuziehen.	Beibehalten des bestehenden Art. 25 Abs. 4 Best. a
Staatskanzlei des Kantons Luzern	25.4bis	Durchschnittswerte Die gleichen Anforderungen stehen bereits im Art. 25 Abs. 5. Redundanz – entweder den neuen oder bereits bestehenden Abschnitt streichen. Die Angaben unter Art. 25 Abs. 4 und Art. 25 Abs. 4bis zu den Durchschnittswerten würden auch zu den Grundsätzen unter Art. 23 sehr gut passen, da die Angaben für alle Nährstoffe gelten (inklusive Vitamine, Mineralstoffe etc.).	Entweder den neuen oder den bereits bestehenden Abschnitt streichen. Oder Die Angaben unter Art. 25 Abs. 4 und Art. 25 Abs. 4bis unter den Grundsätzen bei Art. 23 angeben (als Art. 23 Abs. 4 und 5).
Staatskanzlei des Kantons Zürich	25.4bis	Die gleichen Anforderungen sind bereits in Art. 25 Abs. 5 verankert.	Art. 25 Abs. 4bis sei zu streichen.
Staatskanzlei des Kantons Bern	25.4bis	Die gleichen Anforderungen stehen bereits im Art. 25 Abs. 5.	
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	25.4bis	Durchschnittswerte Die gleichen Anforderungen stehen bereits im Art. 25 Abs. 5. Redundanz – entweder den neuen oder bereits bestehenden Abschnitt streichen. Die Angaben unter Art. 25 Abs. 4 und Art. 25 Abs. 4bis zu den Durchschnittswerten würden auch zu den Grundsätzen unter Art. 23 sehr gut passen, da die Angaben für alle Nährstoffe gelten (inklusive Vitamine, Mineralstoffe etc.).	Entweder den neuen oder den bereits bestehenden Abschnitt streichen. Oder Die Angaben unter Art. 25 Abs. 4 und Art. 25 Abs. 4bis unter den Grundsätzen bei Art. 23 angeben (als Art. 23 Abs. 4 und 5).
Staatskanzlei des Kantons Aargau	25.4bis	Durchschnittswerte Die gleichen Anforderungen stehen bereits im Art. 25 Abs. 5. Redundanz – entweder den neuen oder bereits bestehenden Abschnitt streichen. Die Angaben unter Art. 25 Abs. 4 und Art. 25 Abs. 4bis zu den Durchschnittswerten würden auch zu den Grundsätzen unter Art. 23 sehr gut passen, da die Angaben für alle Nährstoffe gelten (inklusive Vitamine, Mineralstoffe etc.).	Entweder den neuen oder den bereits bestehenden Abschnitt streichen. Oder Die Angaben unter Art. 25 Abs. 4 und Art. 25 Abs. 4bis unter den Grundsätzen bei Art. 23 angeben (als Art. 23 Abs. 4 und 5).

Fédération Romande des Consommateurs FRC	25.4bis	Doublon Le texte correspond presque exactement à celui de l"alinéa 5. Ne maintenir qu"une seule définition de la valeur moyenne en supprimant l"alinéa 5.	
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	25.4bis	Doublon Le texte correspond presque exactement à celui de l"alinéa 5. Ne maintenir qu"une seule définition de la valeur moyenne en supprimant l"alinéa 5.	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	25.4bis	Doublon Le texte correspond presque exactement à celui de l"alinéa 5. Ne maintenir qu"une seule définition de la valeur moyenne en supprimant l"alinéa 5.	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	25.4bis	Durchschnittswerte Die gleichen Anforderungen stehen bereits im Art. 25 Abs. 5. Redundanz – entweder den neuen oder bereits bestehenden Abschnitt streichen. Die Angaben unter Art. 25 Abs. 4 und Art. 25 Abs. 4bis zu den Durchschnittswerten würden auch zu den Grundsätzen unter Art. 23 sehr gut passen, da die Angaben für alle Nährstoffe gelten (inklusive Vitamine, Mineralstoffe etc.).	Entweder den neuen oder den bereits bestehenden Abschnitt streichen. Oder Die Angaben unter Art. 25 Abs. 4 und Art. 25 Abs. 4bis unter den Grundsätzen bei Art. 23 angeben (als Art. 23 Abs. 4 und 5).
Emmi AG	35b.1	Es werden in der Lebensmittelkennzeichnung häufig Fantasiebezeichnungen mit «wissenschaftlich» vermischt. Unter Abs. 1 a und 2 wird ist Benennung der Mikroorganismen gemäss «spezifischer wissenschaftlichen Nomenklatur» festgelegt. Diese Umschreibung ist reichlich unklar. Die Nomenklatur wird nach strengen Regeln festgelegt bei Bakterien vom ICSP (International Committee on Systematics of Prokaryotes, siehe http://www.the-icsp.org/ inkl. Liste der Hefen), bei Hefen und Pilzen vom ICTF (International Commission on the Taxonomy of Fungi, siehe http://www.fungaltaxonomy.org/ , inkl. Committee on Yeast Taxonomy and Systematics) . Zur Präzisierung sollte deshalb bei der Verwendung der «wissenschaftlichen Nomenklatur» der Hinweis angebracht werden, dass nur die Namen gemäss der validierten Liste die oben genannten Organisationen verwendet werden dürfen.	Einführung eines neuen Absatz 3 Die Angabe der wissenschaftlichen Nomenklatur von Mikroorganismen ist nach den Vorgaben der ICSP (International Committee on Systematics of Prokaryotes, siehe http://www.the-icsp.org/ inkl. Liste der Hefen), bei Hefen und Pilzen vom ICTF (International Commission on the Taxonomy of Fungi, siehe http://www.fungaltaxonomy.org/ , inkl. Committee on Yeast Taxonomy and Systematics) zu erfolgen.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	35b.1	Kennzeichnung Mikroorganismen Siehe Ausführungen unter Art. 18a LGV.	Art. 35b streichen, bis angepasste LMG in Kraft. Ist die gesetzliche Grundlage für Art. 18a LGV geschaffen, so sollte Art. 35b beispielsweise wie folgt angepasst werden:

		Ist die gesetzliche Grundlage für Art. 18a LGV und Art. 35b LKV geschaffen, so ergibt sich folgende Anmerkung zu Art. 35b: Es ist nicht angebracht, die Zutatenbezeichnungen als “Hinweise“ anzusehen. Es handelt sich um die Sachbezeichnungen der Zutaten und nicht um Hinweise. Im Absatz 1 erhält man ferner den Eindruck, dass die Angabe der Mikroorganismen in der Zutatenliste freiwillig ist (durch Begriff “kann“). Soll dies wirklich so gehandhabt werden (auch bei “lebenden“ Mikroorganismen)?	“Der Zusatz von Mikroorganismen (z.B. Bakterien, Hefen und Schimmelpilzen) ist im Verzeichnis der Zutaten wie folgt anzugeben: … b. mit <<Mikroorganismenkultur>> “ Abs. 2 beispielsweise: “Bei Lebensmitteln mit einer gesundheitsbezogenen Angabe bezüglich des Zusatzes von Mikroorganismen muss im Zutatenverzeichnis der Zusatz mit der spezifischen wissenschaftlichen Nomenklatur angegeben werden.“
Schweizer Milchproduzenten SMP	35b.1	Es ist nicht klar, was unter "spezifischer wissenschaftlicher Kultur" gemeint ist, allenfalls ist eine Präzisierung notwendig.	
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	35b.1	vgl. Art. 18a LGV	streichen
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	35b.1	Kennzeichnung Mikroorganismen Siehe Ausführungen unter Art. 18a LGV. Ist die gesetzliche Grundlage für Art. 18a LGV und Art. 35b LKV geschaffen, so ergibt sich folgende Anmerkung zu Art. 35b: Es ist nicht angebracht, die Zutatenbezeichnungen als “Hinweise“ anzusehen. Es handelt sich um die Sachbezeichnungen der Zutaten und nicht um Hinweise. Im Absatz 1 erhält man ferner den Eindruck, dass die Angabe der Mikroorganismen in der Zutatenliste freiwillig ist (durch Begriff “kann“). Soll dies wirklich so gehandhabt werden (auch bei “lebenden“ Mikroorganismen)?	Art. 35b streichen, bis angepasste LMG in Kraft. Ist die gesetzliche Grundlage für Art. 18a LGV geschaffen, so sollte Art. 35b beispielsweise wie folgt angepasst werden: “Der Zusatz von Mikroorganismen (z.B. Bakterien, Hefen und Schimmelpilzen) ist im Verzeichnis der Zutaten wie folgt anzugeben: … b. mit <<Mikroorganismenkultur>> “ Abs. 2 beispielsweise: “Bei Lebensmitteln mit einer gesundheitsbezogenen Angabe bezüglich des Zusatzes von Mikroorganismen muss im Zutatenverzeichnis der Zusatz mit der spezifischen wissenschaftlichen Nomenklatur angegeben werden.“
Staatskanzlei des Kantons Aargau	35b.1	Kennzeichnung Mikroorganismen Siehe Ausführungen unter Art. 18a LGV. Ist die gesetzliche Grundlage für Art. 18a LGV und Art. 35b LKV geschaffen, so ergibt sich folgende Anmerkung zu Art. 35b: Es ist nicht angebracht, die Zutatenbezeichnungen als “Hinweise“ anzusehen. Es handelt sich um die Sachbezeichnungen der Zutaten und nicht um Hinweise. Im Absatz 1 erhält man ferner den Eindruck, dass die Angabe der Mikroorganismen in der Zutatenliste freiwillig ist (durch Begriff “kann“). Soll dies wirklich so gehandhabt werden (auch bei “lebenden“ Mikroorganismen)?	Art. 35b streichen, bis angepasste LMG in Kraft. Ist die gesetzliche Grundlage für Art. 18a LGV geschaffen, so sollte Art. 35b beispielsweise wie folgt angepasst werden: “Der Zusatz von Mikroorganismen (z.B. Bakterien, Hefen und Schimmelpilzen) ist im Verzeichnis der Zutaten wie folgt anzugeben: … b. mit <<Mikroorganismenkultur>> “ Abs. 2 beispielsweise: “Bei Lebensmitteln mit einer gesundheitsbezogenen Angabe bezüglich des Zusatzes von Mikroorganismen muss im Zutatenverzeichnis der Zusatz mit der spezifischen wissenschaftlichen Nomenklatur angegeben werden.“

Geschäftsstelle IG DHS	35b.1	Es werden in der Lebensmittelkennzeichnung häufig Fantasiebezeichnungen mit «wissenschaftlich» vermischt. Unter Abs. 1 a und 2 wird ist Benennung der Mikroorganismen gemäss «spezifischer wissenschaftlichen Nomenklatur» festgelegt. Diese Umschreibung ist reichlich unklar. Die Nomenklatur wird nach strengen Regeln festgelegt bei Bakterien vom ICSP (International Committee on Systematics of Prokaryotes, siehe http://www.the-icsp.org/ inkl. Liste der Hefen), bei Hefen und Pilzen vom ICTF (International Commission on the Taxonomy of Fungi, siehe http://www.fungaltaxonomy.org/ , inkl. Committee on Yeast Taxonomy and Systematics) . Zur Präzisierung sollte deshalb bei der Verwendung der «wissenschaftlichen Nomenklatur» der Hinweis angebracht werden, dass nur die Namen gemäss der validierten Liste die oben genannten Organisationen verwendet werden dürfen.	Art. 35b Abs. 3 (neu) „Die Angabe der wissenschaftlichen Nomenklatur von Mikroorganismen ist nach den Vorgaben der ICSP (International Committee on Systematics of Prokaryotes inkl. Liste der Hefen), bei Hefen und Pilzen vom ICTF (International Commission on the Taxonomy of Fungi inkl. Committee on Yeast Taxonomy and Systematics) zu erfolgen.“
Staatskanzlei des Kantons Zug	35b.1	Kennzeichnung Mikroorganismen Siehe Ausführungen unter Art. 18a LGV. Ist die gesetzliche Grundlage für Art. 18a LGV und Art. 35b LKV geschaffen, so ergibt sich folgende Anmerkung zu Art. 35b: Es ist nicht angebracht, die Zutatenbezeichnungen als “Hinweise“ anzusehen. Es handelt sich um die Sachbezeichnungen der Zutaten und nicht um Hinweise. Im Absatz 1 erhält man ferner den Eindruck, dass die Angabe der Mikroorganismen in der Zutatenliste freiwillig ist (durch Begriff “kann“). Soll dies wirklich so gehandhabt werden (auch bei “lebenden“ Mikroorganismen)?	Art. 35b streichen, bis angepasste die LGV in Kraft. Ist die gesetzliche Grundlage für Art. 18a LGV geschaffen, so sollte Art. 35b beispielsweise wie folgt angepasst werden: “Der Zusatz von Mikroorganismen (z.B. Bakterien, Hefen und Schimmelpilzen) ist im Verzeichnis der Zutaten wie folgt anzugeben: … b. mit <<Mikroorganismenkultur>> “ Abs. 2 beispielsweise: “Bei Lebensmitteln mit einer gesundheitsbezogenen Angabe bezüglich des Zusatzes von Mikroorganismen muss im Zutatenverzeichnis der Zusatz mit der spezifischen wissenschaftlichen Nomenklatur angegeben werden.“
Fédération Romande des Consommateurs FRC	35b.1	Denrées alimentaires avec adjonction de micro-organismes Cet article est peu clair dans la version française. Tout ingrédient doit être mentionné dans la liste des ingrédients. A préciser.	« 1 L'ajout de micro-organismes (p. ex., bactéries, levures et moisissures) peut être si…..é indiqués comme suit dans la liste des ingrédients: a. selon la nomenclature scientifique spécifique; ou b. avec la mention «culture de micro-organismes». 2 Lorsqu'il s'agit de denrées alimentaires avec une allégation de santé relative à l'ajout de micro-organismes, l'ajout doit être signalé …r dans la liste des ingrédients avec la nomenclature scientifique spécifique. »
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	35b.1	Denrées alimentaires avec adjonction de micro-organismes Cet article est peu clair dans la version française. Tout ingrédient doit être mentionné dans la liste des ingrédients. A préciser.	« 1 L'ajout de micro-organismes (p. ex., bactéries, levures et moisissures) peut être si…..é indiqués comme suit dans la liste des ingrédients: a. selon la nomenclature scientifique spécifique; ou

			b. avec la mention «culture de micro-organismes». 2 Lorsqu'il s'agit de denrées alimentaires avec une allégation de santé relative à l'ajout de micro-organismes, l'ajout doit être signalé …r dans la liste des ingrédients avec la nomenclature scientifique spécifique. »
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	35b.1	Voir les remarques faites pour l'art. 18a ODAlOUs.	Supprimer cet article. Attendre que la loi sur les denrées alimentaires adaptée soit en vigueur.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	35b.1	Denrées alimentaires avec adjonction de micro-organismes Cet article est peu clair dans la version française. Tout ingrédient doit être mentionné dans la liste des ingrédients. A préciser.	« 1 L'ajout de micro-organismes (p. ex., bactéries, levures et moisissures) peut être si…..é indiqués comme suit dans la liste des ingrédients: a. selon la nomenclature scientifique spécifique; ou b. avec la mention «culture de micro-organismes». 2 Lorsqu'il s'agit de denrées alimentaires avec une allégation de santé relative à l'ajout de micro-organismes, l'ajout doit être signalé …r dans la liste des ingrédients avec la nomenclature scientifique spécifique. »
Schweizer Fleisch-Fachverband SFF	35b.1	In Bezug auf die Deklaration ist die "Kann"-Formulierung und somit die freiwillige Deklaration zu begrüssen. Aus Sicht der Praxis stellt sich nämlich die Frage, weshalb der Zusatz von Mikroorganismen für Lebensmittel, die schon seit jeher auf traditionelle Art und Weise mit Hilfe von geeigneten und gesundheitlich unbedenklichen Mikro-organismen neu einer separaten Deklaration bedarf (vgl. auch Kommentar zu LGV, Art. 18a). Zudem können mit der "Kann"-Formulierung allfällige Unklarheiten beim Import von Rohwurstwa-ren, wo diese Bezeichnung zum Teil bereits üblich sind, im Vorn-herein vermieden werden.	
Verband Schweiz. Mineral-quellen und Soft Drink-Produzenten (SMS)	35b.1	Reicht grundsätzlich der Ausdruck "Mikroorganismen" nicht aus? Siehe auch Kommentar zu Art. 18a LGV.	
Schweizer Brauerei-Verband	35b.1	Reicht grundsätzlich der Ausdruck "Mikroorganismen" nicht aus? Siehe auch Kommentar zu Art. 18a LGV.	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	35b.1	Kennzeichnung Mikroorganismen Siehe Ausführungen unter Art. 18a LGV. Ist die gesetzliche Grundlage für Art. 18a LGV und Art. 35b LKV geschaffen, so ergibt sich folgende Anmerkung zu Art. 35b: Es ist nicht angebracht, die Zutatenbezeichnungen als "Hinweise" anzu-sehen. Es handelt sich um die Sachbezeichnungen der Zutaten	Art. 35b streichen, bis angepasste LMG in Kraft. Ist die gesetzliche Grundlage für Art. 18a LGV geschaffen, so sollte Art. 35b beispielsweise wie folgt angepasst werden: "Der Zusatz von Mikroorganismen (z.B. Bakterien, Hefen und Schimmelpilzen) ist im Verzeichnis der Zutaten wie folgt an-zugeben: … b. mit <<Mikroorganismenkultur>> "

		und nicht um Hinweise. Im Absatz 1 erhält man ferner den Eindruck, dass die Angabe der Mikroorganismen in der Zutatenliste freiwillig ist (durch Begriff “kann“). Soll dies wirklich so gehandhabt werden (auch bei “lebenden“ Mikroorganismen)?	Abs. 2 beispielsweise: “Bei Lebensmitteln mit einer gesundheitsbezogenen Angabe bezüglich des Zusatzes von Mikroorganismen muss im Zutatenverzeichnis der Zusatz mit der spezifischen wissenschaftlichen Nomenklatur angegeben werden.“
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	5a f	Die vorgeschlagene Bestimmung, dass die Angabe der Zutaten bei Getränken mit einem Alkoholgehalt von mehr als 1.2 Volumenprozent nicht mehr erforderlich sein solle, wird von der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Art. 16 Abs. 4) übernommen. Der Verzicht auf die Angabe der Zutaten steht im Widerspruch zum Art. 20 des Lebensmittel¬gesetzes. Es ist zudem ein legitimes Bedürfnis der Kon¬sumentinnen und Konsumenten, sich vor dem Kauf auch über die Zusammen¬setzung von alkoholischen Getränken informieren zu können (Zusatzstoffe, Zucker, Pflanzenextrakte etc). Die Angabe ist für eine sach¬kundige Wahl und den Kaufentscheid von Bedeutung. Der neu eingefügte Bst. f entspricht nicht dem Sinn der EU-Verordnung Nr. 1169/2011. Dort ist in Art. 16 Abs. 4 festgelegt: "Unbeschadet anderer Unionsvorschriften, die ein Zutatenverzeichnis vor-schreiben, …" Die in Art. 5a Bst. f gewählte Formulierung lässt diese Möglichkeit nicht offen. Durch eine Ergänzung wie “Vorbehalten bleiben andere Vorschriften“ ist beispielsweise auch Art. 8 Abs. 8 LKV eingeschlossen.	Diese Bestimmung ist trotz den EU-Vorgaben ersatzlos zu streichen. Sollte Art. 5a Bst. f nicht ersatzlos gestrichen werden, so ist eine Ergänzung angebracht. Ergänzung wie: “f. bei Getränken mit einem Alkoholgehalt von mehr als 1,2 Volumenprozent. Vorbehalten bleiben ande¬re Vorschriften.“
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	5a f	Die vorgeschlagene Bestimmung, dass die Angabe der Zutaten bei Getränken mit einem Alkoholgehalt von mehr als 1.2 Volumenprozent nicht mehr erforderlich sein solle, wird von der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Art. 16 Abs. 4) übernommen. Der Verzicht auf die Angabe der Zutaten steht im Widerspruch zum Art. 20 des Lebensmittel¬gesetzes. Es ist zudem ein legitimes Bedürfnis der Kon-sumentinnen und Konsumenten, sich vor dem Kauf auch über die Zusammen¬setzung von alkoholischen Getränken informieren zu können (Zusatzstoffe, Zucker, Pflanzenextrakte etc). Die Angabe ist für eine sach-kundige Wahl und den Kaufentscheid von Bedeutung. Der neu eingefügte Bst. F entspricht nicht dem Sinn der EU-Verordnung Nr. 1169/2011. Dort ist in Art. 16 Abs. 4 festgelegt: "Unbeschadet anderer Unionsvorschriften, die ein Zutatenverzeichnis vor-schreiben, …" Die in Art. 5a Bst. F gewählte Formulierung lässt diese Möglichkeit nicht offen. Durch eine Ergänzung wie “Vorbehalten bleiben andere Vorschriften“ ist beispielsweise auch Art. 8 Abs. 8 LKV eingeschlossen.	Diese Bestimmung ist trotz den EU-Vorgaben ersatzlos zu streichen. Sollte Art. 5a Bst. F nicht ersatzlos gestrichen werden, so ist eine Ergänzung angebracht. Ergänzung wie: “f. bei Getränken mit einem Alkoholgehalt von mehr als 1,2 Volumenprozent. Vorbehalten bleiben ande¬re Vorschriften.“

Standeskanzlei des Kantons Uri	5a f	Die vorgeschlagene Bestimmung, dass die Angabe der Zutaten bei Getränken mit einem Alkoholgehalt von mehr als 1.2 Volumenprozent nicht mehr erforderlich sein solle, wird von der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Art. 16 Abs. 4) übernommen. Der Verzicht auf die Angabe der Zutaten steht im Widerspruch zum Art. 20 des Lebensmittelgesetzes. Es ist zudem ein legitimes Bedürfnis der Konsumentinnen und Konsumenten, sich vor dem Kauf auch über die Zusammensetzung von alkoholischen Getränken informieren zu können (Zusatzstoffe, Zucker, Pflanzenextrakte etc). Die Angabe ist für eine sachkundige Wahl und den Kaufentscheid von Bedeutung. Der neu eingefügte Bst. f entspricht nicht dem Sinn der EU-Verordnung Nr. 1169/2011. Dort ist in Art. 16 Abs. 4 festgelegt: "Unbeschadet anderer Unionsvorschriften, die ein Zutatenverzeichnis vor-schreiben, …" Die in Art. 5a Bst. f gewählte Formulierung lässt diese Möglichkeit nicht offen. Durch eine Ergänzung wie “Vorbehalten bleiben andere Vorschriften“ ist beispielsweise auch Art. 8 Abs. 8 LKV eingeschlossen.	Diese Bestimmung ist trotz den EU-Vorgaben ersatzlos zu streichen. Sollte Art. 5a Bst. f nicht ersatzlos gestrichen werden, so ist eine Ergänzung angebracht. Ergänzung wie: “f. bei Getränken mit einem Alkoholgehalt von mehr als 1,2 Volumenprozent. Vorbehalten bleiben ande-re Vorschriften.“
Staatskanzlei des Kantons Luzern	5a f	Die vorgeschlagene Bestimmung, dass die Angabe der Zutaten bei Getränken mit einem Alkoholgehalt von mehr als 1.2 Volumenprozent nicht mehr erforderlich sein solle, wird von der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Art. 16 Abs. 4) übernommen. Der Verzicht auf die Angabe der Zutaten steht im Widerspruch zum Art. 20 des Lebensmittel¬gesetzes. Es ist zudem ein legitimes Bedürfnis der Kon-sumentinnen und Konsumenten, sich vor dem Kauf auch über die Zusammen¬setzung von alkoholischen Getränken informieren zu können (Zusatzstoffe, Zucker, Pflanzenextrakte etc). Die Angabe ist für eine sach-kundige Wahl und den Kaufentscheid von Bedeutung. Der neu eingefügte Bst. F entspricht nicht dem Sinn der EU-Verordnung Nr. 1169/2011. Dort ist in Art. 16 Abs. 4 festgelegt: "Unbeschadet anderer Unionsvorschriften, die ein Zutatenverzeichnis vor-schreiben, …" Die in Art. 5a Bst. F gewählte Formulierung lässt diese Möglichkeit nicht offen. Durch eine Ergänzung wie “Vorbehalten bleiben andere Vorschriften“ ist beispielsweise auch Art. 8 Abs. 8 LKV eingeschlossen.	Diese Bestimmung ist trotz den EU-Vorgaben ersatzlos zu streichen. Sollte Art. 5a Bst. F nicht ersatzlos gestrichen werden, so ist eine Ergänzung angebracht. Ergänzung wie: “f. bei Getränken mit einem Alkoholgehalt von mehr als 1,2 Volumenprozent. Vorbehalten bleiben ande¬re Vorschriften.“
Schweiz. Bauernverband (SBV)	5a f	Die Auflistung der Zutaten für alkoholische Getränke mit einem Alkoholgehalt > 1.2 Vol% muss beibehalten werden. Die Information an den Konsumenten muss bestehen bleiben.	Streichen
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	5a f	Der neu eingefügte Bst. f entspricht nicht dem Sinn der Verordnung (EU) Nr. 1169/2011. Dort ist in Art. 16 Abs. 4 festgelegt: "Unbeschadet anderer Unionsvorschriften, die ein Zutatenver-	streichen

		zeichnis vorschreiben, ..." Die in Art. 5a Bst. f gewählte Formulierung lässt diese Möglichkeit nicht offen. Die Bestimmung steht zudem im Widerspruch zu Art. 20 LMG, welche eine Zutatenliste vorschriebt. Da eine Delegationsnorm fehlt und das Parlament keine Ausnahmen von der Pflicht zur Angabe der Zutaten vorgesehen hat, hat diese Ausnahmebestimmung keine gesetzliche Grundlage.	eventualiter, falls sich das EDI über das LMG hinwegsetzen will: f. vorbehältlich anderer Vorschriften bei Getränken mit einem Alkoholgehalt von mehr als 1,2 Volumenprozent.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	5a f	Die vorgeschlagene Bestimmung, dass die Angabe der Zutaten bei Getränken mit einem Alkoholgehalt von mehr als 1.2 Volumenprozent nicht mehr erforderlich sein solle, wird von der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Art. 16 Abs. 4) übernommen. Der Verzicht auf die Angabe der Zutaten steht im Widerspruch zum Art. 20 des Lebensmittel¬gesetzes. Es ist zudem ein legitimes Bedürfnis der Kon-sumentinnen und Konsumenten, sich vor dem Kauf auch über die Zusammen¬setzung von alkoholischen Getränken informieren zu können (Zusatzstoffe, Zucker, Pflanzenextrakte etc). Die Angabe ist für eine sach-kundige Wahl und den Kaufentscheid von Bedeutung. Der neu eingefügte Bst. F entspricht nicht dem Sinn der EU-Verordnung Nr. 1169/2011. Dort ist in Art. 16 Abs. 4 festgelegt: "Unbeschadet anderer Unionsvorschriften, die ein Zutatenverzeichnis vor-schreiben, …" Die in Art. 5a Bst. F gewählte Formulierung lässt diese Möglichkeit nicht offen. Durch eine Ergänzung wie “Vorbehalten bleiben andere Vorschriften“ ist beispielsweise auch Art. 8 Abs. 8 LKV eingeschlossen.	Diese Bestimmung ist ersatzlos zu streichen. Sollte Art. 5a Bst. F nicht ersatzlos gestrichen werden, so ist eine Ergänzung angebracht. Ergänzung wie: "f. bei Getränken mit einem Alkoholgehalt von mehr als 1,2 Volumenprozent. Vorbehalten bleiben ande¬re Vorschriften."
Staatskanzlei des Kantons Aargau	5a f	Die vorgeschlagene Bestimmung, dass die Angabe der Zutaten bei Getränken mit einem Alkoholgehalt von mehr als 1.2 Volumenprozent nicht mehr erforderlich sein solle, wird von der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Art. 16 Abs. 4) übernommen. Der Verzicht auf die Angabe der Zutaten steht im Widerspruch zum Art. 20 des Lebensmittel¬gesetzes. Es ist zudem ein legitimes Bedürfnis der Kon-sumentinnen und Konsumenten, sich vor dem Kauf auch über die Zusammen¬setzung von alkoholischen Getränken informieren zu können (Zusatzstoffe, Zucker, Pflanzenextrakte etc). Die Angabe ist für eine sach-kundige Wahl und den Kaufentscheid von Bedeutung. Der neu eingefügte Bst. f entspricht nicht dem Sinn der EU-Verordnung Nr. 1169/2011. Dort ist in Art. 16 Abs. 4 festgelegt:	Diese Bestimmung ist ersatzlos zu streichen.

		"Unbeschadet anderer Unionsvorschriften, die ein Zutatenverzeichnis vor-schreiben, …" Die in Art. 5a Bst. f gewählte Formulierung lässt diese Möglichkeit nicht offen. Durch eine Ergänzung wie “Vorbehalten bleiben andere Vorschriften“ ist beispielsweise auch Art. 8 Abs. 8 LKV eingeschlossen.	Sollte Art. 5a Bst. f nicht ersatzlos gestrichen werden, so ist eine Ergänzung angebracht. Ergänzung wie: "f. bei Getränken mit einem Alkoholgehalt von mehr als 1,2 Volumenprozent. Vorbehalten bleiben ande¬re Vorschriften."
GSLI Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren	5a f	Die vorgeschlagene Bestimmung, dass die Angabe der Zutaten bei Getränken mit einem Alkoholgehalt von mehr als 1,2 Volumenprozent nicht mehr erforderlich sei, steht im Widerspruch zu Art. 20 des Lebensmittelgesetzes. Die Information über die Zusammensetzung von vorverpackten Produkten ist auf Gesetzesstufe geregelt. Es ist ein legitimes Bedürfnis der Konsumentinnen und Konsumenten, sich vor dem Kauf über die Zusammensetzung auch von alkoholischen Getränken informieren zu können (Zusatzstoffe, Aromen, Pflanzenextrakte, etc)	Diese Bestimmung ist ersatzlos zu streichen (da sie Art. 20 LMG wiederspricht).
Staatskanzlei des Kantons Zug	5a f	Die vorgeschlagene Bestimmung, dass die Angabe der Zutaten bei Getränken mit einem Alkoholgehalt von mehr als 1.2 Volumenprozent nicht mehr erforderlich sein solle, wird von der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Art. 16 Abs. 4) übernommen. Der Verzicht auf die Angabe der Zutaten steht im Widerspruch zum Art. 20 des Lebensmittel¬gesetzes. Es ist zudem ein legitimes Bedürfnis der Kon¬sumentinnen und Konsumenten, sich vor dem Kauf auch über die Zusammen¬setzung von alkoholischen Getränken informieren zu können (Zusatzstoffe, Zucker, Pflanzenextrakte etc.). Die Angabe ist für eine sach¬kundige Wahl und den Kaufentscheid von Bedeutung. Der neu eingefügte Bst. f entspricht nicht dem Sinn der EU-Verordnung Nr. 1169/2011. Dort ist in Art. 16 Abs. 4 festgelegt: "Unbeschadet anderer Unionsvorschriften, die ein Zutatenverzeichnis vor-schreiben, …" Die in Art. 5a Bst. f gewählte Formulierung lässt diese Möglichkeit nicht offen.	Diese Bestimmung ist trotz den EU-Vorgaben ersatzlos zu streichen. Eventualiter sollte Art. 5a Bst. f zumindest folgendermassen ergänzt werden: “f. bei Getränken mit einem Alkoholgehalt von mehr als 1,2 Volumenprozent. Vorbehalten bleiben andere Vorschriften.“
Fédération Romande des Consommateurs FRC	5a f	Liste des ingrédients des boissons alcooliques Comme il est autorisé d"ajouter divers arômes, additifs et édulcorants aux boissons alcoolisées, il est difficile de juger la qualité d"un produit sans la liste des ingrédients. Pour cette raison, dans l"art. 41 du règlement européen 1169/2011, il est expressément prévu que les états peuvent maintenir l"énumération des ingrédients des boissons titrant plus de 1,2% vol. d"alcool. La liste des ingrédients obligatoire ne peut donc pas	

		être considérée comme entrave au commerce. Vu cette possibilité et vu l"importance de cette information pour les consommateurs, cet article est donc à supprimer.	
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	5a f	Liste des ingrédients des boissons alcooliques Comme il est autorisé d"ajouter divers arômes, additifs et édulcorants aux boissons alcoolisées, il est difficile de juger la qualité d"un produit sans la liste des ingrédients. Pour cette raison, dans l"art. 41 du règlement européen 1169/2011, il est expressément prévu que les états peuvent maintenir l"énumération des ingrédients des boissons titrant plus de 1,2% vol. d"alcool. La liste des ingrédients obligatoire ne peut donc pas être considérée comme entrave au commerce. Vu cette possibilité et vu l"importance de cette information pour les consommateurs, cet article est donc à supprimer.	
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	5a f	Il est prévu de supprimer la mention des ingrédients pour les boissons alcooliques ayant plus de 1.2% d'alcool. Cette disposition est reprise de l'Europe (art. 16 al. 4 règlement 1169/2011). Cette disposition est contraire à l'art. 20 LDAl. Le consommateur a un intérêt légitime à savoir quelle est la composition des denrées y compris celle des boissons alcooliques.	Cette disposition doit être supprimée malgré le fait qu'elle soit reprise de l'Europe.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	5a f	Liste des ingrédients des boissons alcooliques Comme il est autorisé d"ajouter divers arômes, additifs et édulcorants aux boissons alcoolisées, il est difficile de juger la qualité d"un produit sans la liste des ingrédients. Pour cette raison, dans l"art. 41 du règlement européen 1169/2011, il est expressément prévu que les états peuvent maintenir l"énumération des ingrédients des boissons titrant plus de 1,2% vol. d"alcool. La liste des ingrédients obligatoire ne peut donc pas être considérée comme entrave au commerce. Vu cette possibilité et vu l"importance de cette information pour les consommateurs, cet article est donc à supprimer.	
Schweizerischer Obstverband	5a f	Die Auflistung der Zutaten für alkoholische Getränke mit einem Alkoholgehalt > 1.2 Vol% muss beibehalten werden. Die Information an den Konsumenten muss bestehen bleiben.	streichen
Verband Schweiz. Mineralquellen und Soft Drink-Produzenten (SMS)	5a f	Auf die Angabe der Zutaten sollte nicht verzichtet werden. Es ist davon auszugehen, dass eine Wiedereinführung der Angabenanforderung auf europäischer Ebene zu erwarten ist (Revision Verordnung (EU) Nr. 1169/2011). Grundsätzlich stellt sich auch die Frage, ob es Sinn macht, zwischen 0,5 und 1,2 Volumenprozenten zu unterscheiden. Sollte hier nicht eine einheitliche Regelung gefunden werden (Deklaration ab	

		0,5 Volumenprozenten)?	
Schweizer Brauerei-Verband	5a f	Auf die Angabe der Zutaten sollte nicht verzichtet werden. Es ist davon auszugehen, dass eine Wiedereinführung der Angabenanforderung auf europäischer Ebene zu erwarten ist (Revision Verordnung (EU) Nr. 1169/2011). Grundsätzlich stellt sich auch die Frage, ob es Sinn macht, zwischen 0,5 und 1,2 Volumenprozenten zu unterscheiden. Sollte hier nicht eine einheitliche Regelung gefunden werden (Deklaration ab 0,5 Volumenprozenten)?	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	5a f	Die vorgeschlagene Bestimmung, dass die Angabe der Zutaten bei Getränken mit einem Alkoholgehalt von mehr als 1.2 Volumenprozent nicht mehr erforderlich sein solle, wird von der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Art. 16 Abs. 4) übernommen. Der Verzicht auf die Angabe der Zutaten steht im Widerspruch zum Art. 20 des Lebensmittel¬gesetzes. Es ist zudem ein legitimes Bedürfnis der Kon-sumentinnen und Konsumenten, sich vor dem Kauf auch über die Zusammen¬setzung von alkoholischen Getränken informieren zu können (Zusatzstoffe, Zucker, Pflanzenextrakte etc). Die Angabe ist für eine sach-kundige Wahl und den Kaufentscheid von Bedeutung. Der neu eingefügte Bst. f entspricht nicht dem Sinn der EU-Verordnung Nr. 1169/2011. Dort ist in Art. 16 Abs. 4 festgelegt: "Unbeschadet anderer Unionsvorschriften, die ein Zutatenverzeichnis vor-schreiben, …" Die in Art. 5a Bst. f gewählte Formulierung lässt diese Möglichkeit nicht offen. Durch eine Ergänzung wie “Vorbehalten bleiben andere Vorschriften“ ist beispielsweise auch Art. 8 Abs. 8 LKV eingeschlossen.	Diese Bestimmung ist ersatzlos zu streichen. Sollte Art. 5a Bst. f nicht ersatzlos gestrichen werden, so ist eine Ergänzung angebracht. Ergänzung wie: "f. bei Getränken mit einem Alkoholgehalt von mehr als 1,2 Volumenprozent. Vorbehalten bleiben ande¬re Vorschriften."
Chancellerie d’Etat du Canton de Genève	6.8bis	Le libellé est peu compréhensible, donc difficilement exécutable. Les sources de tromperie pour les consommateurs semblent importantes. Exemple : une limonade à l'arôme d'orange avec ajout d'arômes naturels ne provenant pas de l'orange mais d'autres substances aromatiques naturelles rappelant l'orange doit être désignée "limonade à l'arôme d'orange". La liste des ingrédients serait, par exemple, "Eau, sucre, gaz carbonique, arôme naturel, acidifiant E XXX". Les consommateurs pourraient en déduire que de l'arôme naturel d'orange a été ajouté, ce qui est inexact. Cet	Article à supprimer ou à rédiger de manière plus compréhensible.

		article 6 alinéa 8bis lettre e doit être supprimé ou modifié.	
Geschäftsstelle IG DHS	6.8bis	Bei der Definition des Begriffs „natürlich“ bei Aromen besteht eine kleine Differenz zur EU.	Der Begriff «natürlich» darf zur Bezeichnung eines Aromas nur verwendet werden, wenn der Aromabestandteil ausschliesslich Aromaextrakte und / oder natürliche Aromastoffe enthält.
Schweizerischer Verband für komplementärmedizinische Heilmittel	6.8bis	Bei der Definition des Begriffs “natürlich” fehlt das Wort “oder”, analog, der Verordnung (EG) Nr. 1334/2008 Artikel 16, Absatz 2.	Der Begriff „natürlich“ darf zur Bezeichnung eines Aromas nur verwendet werden, wenn der Aromabestandteil ausschließlich Aromaextrakte und/ oder natürliche Aromastoffe enthält.
Schweizerischer Verband für komplementärmedizinische Heilmittel	6.8bis	Wir fragen uns, weshalb der Wortlaut des ersten Satzes nicht genau aus der VO 1334/2008, Artikel 16, Absatz 4 übernommen wurde? In Ihren Erläuterungen verwenden Sie der Einfachheit halber der Begriff: Natürliches X-Aroma. Im Entwurf steht allerdings “natürliches XYZ-Aroma”. Das sieht sehr unüblich aus. In der Umgangssprache verwenden wir effektiv die Bezeichnung “XY-Aroma”, für einen Gesetzestext schlagen wir aber die EU-Variante vor. Die sieht zwar sehr umständlich aus, die Aromenindustrie hat sich aber daran gewöhnt. N:b Tippfehler im Entwurfstext: Lebensmittelkateglorie	“.....zu 95 Gewichtsprozent aus dem in Bezug genommenen Ausgangsstoff gewonnen wurde.” Die Bezeichnung lautet „natürliches ‚Lebensmittel bzw. Lebensmittelkategorie bzw. Ausgangsstoff(e)‘-Aroma“.
Schweizerischer Verband für komplementärmedizinische Heilmittel	6.8bis	Bst d: Auch hier empfehlen wir die EU-Variante VO 1334/2008, Artikel 16, Absatz 5 1:1 zu übernehmen.	Die Bezeichnung „natürliches ‚Lebensmittel bzw. Lebensmittelkategorie bzw. Ausgangsstoff(e)‘-Aroma mit anderen natürlichen Aromen“ darf nur verwendet werden, wenn der Aromabestandteil zum Teil aus dem in Bezug genommenen Ausgangsstoff stammt, dessen Aroma leicht erkennbar ist.
Migros-Genossenschafts-Bund	6.8bis	Bei der Definition des Begriffs „natürlich“ bei Aromen besteht eine kleine Differenz zur EU.	Der Begriff «natürlich» darf zur Bezeichnung eines Aromas nur verwendet werden, wenn Aromabestandteil ausschliesslich Aromaextrakte und / oder natürliche Aromastoffe enthält.
Coop Genossenschaft	6.8bis	Bei der Definition des Begriffs „natürlich“ bei Aromen besteht eine kleine Differenz zur EU.	Der Begriff «natürlich» darf zur Bezeichnung eines Aromas nur verwendet werden, wenn der Aromabestandteil ausschliesslich Aromaextrakte und / oder natürliche Aromastoffe enthält.
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	6.8bis	Bei der Definition des Begriffs „natürlich“ bei Aromen besteht eine kleine Differenz zur EU.	Der Begriff «natürlich» darf zur Bezeichnung eines Aromas nur verwendet werden, wenn der Aromabestandteil ausschliesslich Aromaextrakte und / oder natürliche Aromastoffe enthält.

Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	6.8bis	Le libellé est peu compréhensible, donc difficilement exécutable. Les sources de tromperie pour les consommateurs semblent importantes. Exemple : une limonade à l'arôme d'orange avec ajout d'arômes naturels ne provenant pas de l'orange mais d'autres substances aromatiques naturelles rappelant l'orange doit être désignée "limonade à l'arôme d'orange". La liste des ingrédients serait, par exemple, "Eau, sucre, gaz carbonique, arôme naturel, acidifiant E XXX". Les consommateurs pourraient en déduire que de l'arôme naturel d'orange a été ajouté, ce qui est inexact. Cet article 6 alinéa 8bis lettre e doit être supprimé ou modifié.	Article à supprimer ou à rédiger de manière plus compréhensible.
Denner AG	6.8bis	Bei der Definition des Begriffs „natürlich“ bei Aromen besteht eine kleine Differenz zur EU.	Der Begriff «natürlich» darf zur Bezeichnung eines Aromas nur verwendet werden, wenn der Aromabestandteil ausschliesslich Aromaextrakte und / oder natürliche Aromastoffe enthält.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	8.3 e	"e. Im Falle von 1 g Laktose pro Kilo¬gramm oder Liter genussfertiges Lebensmittel." Die Bestimmung sollte von der Logik her und zum besseren Verständnis direkt hinter Bst. B aufgenommen werden, da es sich bei Laktose um eine Einzelsubstanz handelt analog Sulfite und Prolamin. Dies im Gegensatz zu Angaben unter Bst. D (dort wird auf eine Lebensmittelgruppe bezogen). Wird die Bestimmung am Schluss unter Bst. E aufgeführt, so führt dies zudem im Zusammenhang mit Angaben unter Bst. C zur Verwirrung. Nach unserer Interpretation soll hier der Fall abgedeckt sein, in welchem Laktose als Einzelsubstanz (Rohstoff) beispielsweise via Vorproduktion unbeabsichtigt ins Produkt gelangt (und nicht via Milch).	Nicht unter Bst. E aufnehmen, sondern von Logik her unter Bst. B.bis.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	8.3 e	"e. Im Falle von 1 g Laktose pro Kilo¬gramm oder Liter genussfertiges Lebensmittel." Die Bestimmung sollte von der Logik her und zum besseren Verständnis direkt hinter Bst. B aufgenommen werden, da es sich bei Laktose um eine Einzelsubstanz handelt analog Sulfite und Prolamin. Dies im Gegensatz zu Angaben unter Bst. D (dort wird auf eine Lebensmittelgruppe bezogen). Wird die Bestimmung am Schluss unter Bst. E aufgeführt, so führt dies zudem im Zusammenhang mit Angaben unter Bst. C zur Verwirrung. Nach unserer Interpretation soll hier der Fall abgedeckt sein, in welchem Laktose als Einzelsubstanz (Rohstoff) beispielsweise via Vorproduktion unbeabsichtigt ins Produkt gelangt (und nicht via Milch).	Nicht unter Bst. E aufnehmen, sondern von Logik her unter Bst. B.bis.

Staatskanzlei des Kantons Thurgau	8.3 e	Der neue Bst. e und der Bst. c sind widersprüchlich bzw. kaum so beabsichtigt. Es wird nicht klar, wieso und wie durch den neuen Bst. e die Deklarationspflicht für Milch und daraus gewonnene Erzeugnisse aufgehoben wird, da der Anhang 1 nicht geändert wird und mindestens Milch somit weiterhin als Zutat gelten würde, die Allergie auslösen kann. Im Falle von Milch müsste somit die Bestimmung von Art. 8 Abs. 3 Bst. c (1 g Milch pro Kilogramm oder Liter genussfertiges Lebensmittel) erfüllt sein.	e. im Falle von Milch und daraus gewonnenen Erzeugnissen: 1 g Laktose pro Kilogramm oder Liter genussfertiges Lebensmittel.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	8.3 e	"e. Im Falle von 1 g Laktose pro Kilo¬gramm oder Liter genussfertiges Lebensmittel." Die Bestimmung sollte von der Logik her und zum besseren Verständnis direkt hinter Bst. B aufgenommen werden, da es sich bei Laktose um eine Einzelsubstanz handelt analog Sulfite und Prolamin. Dies im Gegensatz zu Angaben unter Bst. D (dort wird auf eine Lebensmittelgruppe bezogen). Wird die Bestimmung am Schluss unter Bst. E aufgeführt, so führt dies zudem im Zusammenhang mit Angaben unter Bst. C zur Verwirrung. Nach unserer Interpretation soll hier der Fall abgedeckt sein, in welchem Laktose als Einzelsubstanz (Rohstoff) beispielsweise via Vorproduktion unbeabsichtigt ins Produkt gelangt (und nicht via Milch).	Nicht unter Bst. E aufnehmen, sondern von Logik her unter Bst. B.bis.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	8.3 e	"e. Im Falle von 1 g Laktose pro Kilo¬gramm oder Liter genussfertiges Lebensmittel." Die Bestimmung sollte von der Logik her und zum besseren Verständnis direkt hinter Bst. b aufgenommen werden, da es sich bei Laktose um eine Einzelsubstanz handelt analog Sulfite und Prolamin. Dies im Gegensatz zu Angaben unter Bst. d (dort wird auf eine Lebensmittelgruppe bezogen). Wird die Bestimmung am Schluss unter Bst. e aufgeführt, so führt dies zudem im Zusammenhang mit Angaben unter Bst. c zur Verwirrung. Nach unserer Interpretation soll hier der Fall abgedeckt sein, in welchem Laktose als Einzelsubstanz (Rohstoff) beispielsweise via Vorproduktion unbeabsichtigt ins Produkt gelangt (und nicht via Milch).	Nicht unter Bst. e aufnehmen, sondern von Logik her unter Bst. b.bis.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	8.3 e	"e. Im Falle von 1 g Laktose pro Kilo¬gramm oder Liter genussfertiges Lebensmittel." Die Bestimmung sollte von der Logik her und zum besseren Verständnis direkt hinter Bst. b aufgenommen werden, da es sich bei Laktose um eine Einzelsubstanz handelt analog Sulfite und Prolamin. Dies im Gegensatz zu Angaben unter Bst. d (dort wird auf eine	Nicht unter Bst. e aufnehmen, sondern von Logik her unter Bst. b.bis.

		Lebensmittelgruppe bezogen). Wird die Bestimmung am Schluss unter Bst. e aufgeführt, so führt dies zudem im Zusammenhang mit Angaben unter Bst. c zur Verwirrung. Nach unserer Interpretation soll hier der Fall abgedeckt sein, in welchem Laktose als Einzelsubstanz (Rohstoff) beispielsweise via Vorproduktion unbeabsichtigt ins Produkt gelangt (und nicht via Milch).	
WWF Schweiz	Anhang 2	Um die Transparenz gegenüber KonsumentInnen zu steigern sind insbesondere pflanzliche Öle von dieser Ausnahmeregelung auszunehmen und mit der Sachbezeichnung anstatt lediglich der Bezeichnung der Klasse anzugeben (z.B. Palmöl)	Pflanzliche Öle sind von mit der Sachbezeichnung zu deklarieren und nicht mit der Bezeichnung der Klasse
WWF Schweiz	Anhang 2	Damit KonsumenInnen die Möglichkeit haben Fischprodukte aus überfischten Beständen von solchen aus bestandeserhaltender Fischerei zu unterscheiden, sind Fische von dieser Ausnahmeregelung auszunehmen und mit der Sachbezeichnung anstatt lediglich der Bezeichnung der Klasse anzugeben (z.B. Heilbutt, Scholle etc.)	Streichung der Fische von dieser Ausnahmeliste.
Schweizerischer Getreideproduzentenverband SGPV	Anhang 2	La FSPC salue le fait que la composition des huiles et graisses végétales doive être précisée.	
Chancellerie d'Etat du Canton de Genève	Anhang 2	Le libellé pour les huiles raffinées autres que l'huile d'olive n'est pas clair. Actuellement, l'huile de palme est pudiquement indiquée selon le libellé "huile végétale". A l'avenir, devra-t-on dire "huile végétale (huile de palme)" ou pourra-t-on continuer d'annoncer de manière non satisfaisante pour les consommateurs "huile végétale" ? Le texte proposé doit être plus explicite.	Les dénominations "Huile végétale" ou "graisse végétale" doivent être complétées par la nature de l'huile (exemple : huile végétale (huile de palme) sous réserve que cette proposition corresponde à la volonté du législateur.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Anhang 2	Huiles et graisses raffinées Les consommateurs suisses demandent depuis longtemps de disposer des précisions sur l"origine des huiles et des graisses végétales au moment de la décision d"achat. Ils sont très nombreux à vouloir éviter les produits contenant de l"huile de palme, cachée derrière la dénomination « huile végétale ». L"introduction de ce principe est donc saluée par la SKS. Toutefois, la formule choisie laisse encore de la place à l"interprétation. Elle est moins claire que la formulation de l"annexe VII du règlement européen 1169/2011. Elle est également moins claire que la formulation concernant la dénomination « farine ». De plus, les consommateurs ne comprennent pas pourquoi l"origine des graisses animales ne doit pas être indiquée. A la lumière du scandale de la viande de cheval, demander de connaître l"animal dont est issue la graisse semble plus que légitime.	1. Huiles raffinées d"origine végétale autres que l"huile d"olive, graisses raffinées d"origine végétale : · «huile végétale» ou «graisse végétale», suivie de l"énumération des origines végétales spécifiques par ordre d"importance pondérale décroissante. L"expression «totalement hydrogénée» ou «partiellement hydrogénée», selon le cas, doit accompagner la mention d"une huile ou d"une graisse hydrogénée. 1bis. Huiles ou graisses raffinées d"origine animale : · «huile» ou «graisse» complété par le qualificatif «animale» suivie de l"énumération des origines animales spécifiques par ordre d"importance pondérale décroissante. L"expression «totalement hydrogénée» ou «partiellement hydrogénée», selon le cas, doit accompagner la mention d"une huile ou d"une graisse hydrogénée.

		Nous proposons une formulation en deux parties.	
Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	Anhang 2	Huiles et graisses raffinées Les consommateurs suisses demandent depuis longtemps de disposer des précisions sur l"origine des huiles et des graisses végétales au moment de la décision d"achat. Ils sont très nombreux à vouloir éviter les produits contenant de l"huile de palme, cachée derrière la dénomination « huile végétale ». L"introduction de ce principe est donc saluée par la SKS. Toutefois, la formule choisie laisse encore de la place à l"interprétation. Elle est moins claire que la formulation de l"annexe VII du règlement européen 1169/2011. Elle est également moins claire que la formulation concernant la dénomination « farine ». De plus, les consommateurs ne comprennent pas pourquoi l"origine des graisses animales ne doit pas être indiquée. A la lumière du scandale de la viande de cheval, demander de connaître l"animal dont est issue la graisse semble plus que légitime. Nous proposons une formulation en deux parties.	1. Huiles raffinées d"origine végétale autres que l"huile d"olive, graisses raffinées d"origine végétale : · «huile végétale» ou «graisse végétale», suivie de l"énumération des origines végétales spécifiques par ordre d"importance pondérale décroissante. L"expression «totalement hydrogénée» ou «partiellement hydrogénée», selon le cas, doit accompagner la mention d"une huile ou d"une graisse hydrogénée. 1bis. Huiles ou graisses raffinées d"origine animale : · «huile» ou «graisse» complété par le qualificatif «animale» suivie de l"énumération des origines animales spécifiques par ordre d"importance pondérale décroissante. L"expression «totalement hydrogénée» ou «partiellement hydrogénée», selon le cas, doit accompagner la mention d"une huile ou d"une graisse hydrogénée.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Anhang 2	Huiles et graisses raffinées Les consommateurs suisses demandent depuis longtemps de disposer des précisions sur l"origine des huiles et des graisses végétales au moment de la décision d"achat. Ils sont très nombreux à vouloir éviter les produits contenant de l"huile de palme, cachée derrière la dénomination « huile végétale ». L"introduction de ce principe est donc saluée par la SKS. Toutefois, la formule choisie laisse encore de la place à l"interprétation. Elle est moins claire que la formulation de l"annexe VII du règlement européen 1169/2011. Elle est également moins claire que la formulation concernant la dénomination « farine ». De plus, les consommateurs ne comprennent pas pourquoi l"origine des graisses animales ne doit pas être indiquée. A la lumière du scandale de la viande de cheval, demander de connaître l"animal dont est issue la graisse semble plus que légitime. Nous proposons une formulation en deux parties.	1. Huiles raffinées d"origine végétale autres que l"huile d"olive, graisses raffinées d"origine végétale : · «huile végétale» ou «graisse végétale», suivie de l"énumération des origines végétales spécifiques par ordre d"importance pondérale décroissante. L"expression «totalement hydrogénée» ou «partiellement hydrogénée», selon le cas, doit accompagner la mention d"une huile ou d"une graisse hydrogénée. 1bis. Huiles ou graisses raffinées d"origine animale : · «huile» ou «graisse» complété par le qualificatif «animale» suivie de l"énumération des origines animales spécifiques par ordre d"importance pondérale décroissante. L"expression «totalement hydrogénée» ou «partiellement hydrogénée», selon le cas, doit accompagner la mention d"une huile ou d"une graisse hydrogénée.
Verband Schweiz. Mineral-quellen und Soft Drink-Produzenten (SMS)	Anhang 2	Hier stellt sich uns folgende Frage: Wie werden färbende Lebens-mittel in Zukunft deklariert?	
Schweizer Brauerei-Verband	Anhang 2	Hier stellt sich uns folgende Frage: Wie werden färbende Lebens-mittel in Zukunft deklariert?	

Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Anhang 3	Trägerstoffe Die Angaben wurden von der EU übernommen. Im Vorschlag erhält man den Eindruck, dass Aromen keine Zusatzstoffe sind. Da es sich bei den Aromen im Gegensatz zur EU auch um Zusatzstoffe handelt, sollte der "-aromen" gestrichen oder so formuliert werden, dass klar wird, dass es sich um Zusatzstoffe handelt. Siehe weitere Bemerkungen unter Art. 5 Abs. 1 ZuV.	Änderung wie: "Trägerstoffe sind Stoffe, die verwendet werden, um Lebensmittelzusatzstoffe, -aromen oder …" oder "Trägerstoffe sind Stoffe, die verwendet werden, um Lebensmittelzusatzstoffe (einschliesslich -aro-men) oder …" Weitere Ausführungen und Änderungsvorschläge siehe unter Art. 5 Abs. 1 ZuV.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Anhang 3	Aromen EU-Verweise Mehrmals wird auf die Anhänge der EU-Verordnung Nr. 1334/2008 (Anhang II -> bei natürlichen Aromastoffen und Aromaextrakten, Anhang V -> bei Reaktionsaromen) sowie auf Art. 3 der EU-Verordnung Nr. 2065/2003 bei Raucharomen verwiesen. Dies erschwert die Lesbarkeit enorm. F. Aromavorstufen Es ist nicht klar, worauf sich im ersten Satz das Wort “sie“ bezieht, weil alle Substantive in Mehrzahl geschrieben werden (im Gegensatz zur EU). Anstelle des Wortes “sie“ konkret angeben, was gemeint ist.	Zur besseren Verständlichkeit ist der Inhalt der EU-Verweise hier zu integrieren (Anhang II und V der EU-Verordnung Nr. 1334/2008 sowie Art. 3 der EU-Verordnung Nr. 2065/2003). F. Aromavorstufen Im ersten Satz anstelle des Wortes “sie“ konkret angeben, was gemeint ist.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Anhang 3	Trägerstoffe Die Angaben wurden von der EU übernommen. Im Vorschlag erhält man den Eindruck, dass Aromen keine Zusatzstoffe sind. Da es sich bei den Aromen im Gegensatz zur EU auch um Zusatzstoffe handelt, sollte der "-aromen" gestrichen oder so formuliert werden, dass klar wird, dass es sich um Zusatzstoffe handelt. Siehe weitere Bemerkungen unter Art. 5 Abs. 1 ZuV.	Änderug wie: "Trägerstoffe sind Stoffe, die verwendet werden, um Lebensmittelzusatzstoffe, -aromen oder …" Oder "Trägerstoffe sind Stoffe, die verwendet werden, um Lebensmittelzusatzstoffe (einschliesslich -aro-men) oder …" Weitere Ausführungen und Änderungsvorschläge siehe unter Art. 5 Abs. 1 ZuV.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Anhang 3	Aromen EU-Verweise Mehrmals wird auf die Anhänge der EU-Verordnung Nr. 1334/2008 (Anhang II -> bei natürlichen Aromastoffen und Aromaextrakten, Anhang V -> bei Reaktionsaromen) sowie auf Art. 3 der EU-Verordnung Nr. 2065/2003 bei Raucharomen verwiesen. Dies erschwert die Lesbarkeit enorm. f. Aromavorstufen	Zur besseren Verständlichkeit ist der Inhalt der EU-Verweise hier zu integrieren (Anhang II und V der EU-Verordnung Nr. 1334/2008 sowie Art. 3 der EU-Verordnung Nr. 2065/2003). f. Aromavorstufen Im ersten Satz anstelle des Wortes “sie“ konkret angeben, was gemeint ist.

		Es ist nicht klar, worauf sich im ersten Satz das Wort “sie“ bezieht, weil alle Substantive in Mehrzahl geschrieben werden (im Gegensatz zur EU). Anstelle des Wortes “sie“ konkret angeben, was gemeint ist.	
Schweiz. Bauernverband (SBV)	Anhang 3	Der SBV begrüsst, dass bei pflanzlichen Ölen und Fetten neu die Pflanze, von der das Öl oder Fett stammt, angegeben werden muss.	
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Anhang 3	Trägerstoffe Die Angaben wurden von der EU übernommen. Im Vorschlag erhält man den Eindruck, dass Aromen keine Zusatzstoffe sind. Da es sich bei den Aromen im Gegensatz zur EU auch um Zusatzstoffe handelt, sollte der "-aromen" gestrichen oder so formuliert werden, dass klar wird, dass es sich um Zusatzstoffe handelt. Siehe weitere Bemerkungen unter Art. 5 Abs. 1 ZuV.	Änderung wie: "Trägerstoffe sind Stoffe, die verwendet werden, um Lebensmittelzusatzstoffe, -aromen oder …" Oder "Trägerstoffe sind Stoffe, die verwendet werden, um Lebensmittelzusatzstoffe (einschliesslich -aro-men) oder …" Weitere Ausführungen und Änderungsvorschläge siehe unter Art. 5 Abs. 1 ZuV.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Anhang 3	Aromen EU-Verweise Mehrmals wird auf die Anhänge der EU-Verordnung Nr. 1334/2008 (Anhang II -> bei natürlichen Aromastoffen und Aromaextrakten, Anhang V -> bei Reaktionsaromen) sowie auf Art. 3 der EU-Verordnung Nr. 2065/2003 bei Raucharomen verwiesen. Dies erschwert die Lesbarkeit enorm. f. Aromavorstufen Es ist nicht klar, worauf sich im ersten Satz das Wort “sie“ bezieht, weil alle Substantive in Mehrzahl geschrieben werden (im Gegensatz zur EU). Anstelle des Wortes “sie“ konkret angeben, was gemeint ist.	Zur besseren Verständlichkeit ist der Inhalt der EU-Verweise hier zu integrieren (Anhang II und V der EU-Verordnung Nr. 1334/2008 sowie Art. 3 der EU-Verordnung Nr. 2065/2003). f. Aromavorstufen Im ersten Satz anstelle des Wortes “sie“ konkret angeben, was gemeint ist.
Chancellerie d’Etat du Canton du Valais	Anhang 3	Références de l’UE Il est fait plusieurs fois référence aux annexes du règlement européen N° 1334/2008 (Annexe II ® concernant les substances aromatiques naturelles et les extraits de parfum, annexe V ® concernant les parfums de réaction) ainsi que l’art. 3 du règlement européen N° 2065/2003 concernant les arômes de fumée. Cela complique énormément la lisibilité. 1) FoBiG, 2005. Umweltforschungsplan des Bundesministeriums für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit. Verfahren zur Ableitung von Höchstgehalten für krebserzeugende Umweltkontaminaten in Lebensmitteln. Endbericht. Forschungs- und Beartungsinstitut für Risikobewertung, Freiburg i. Br., im Auftrag des Bundesinsituts für Risikobewertung.	Afin d’avoir une meilleure compréhension, il faudrait intégrer le contenu des règlements de l’UE (Annexes II et V du règlement de l’UE N° 1334/2008 ainsi que l’art. 3 du règlement de l’UE N°2065/2003)

		2) European Food Safety Authority, 2009. Scientific Opinion on Arsenic in Food. EFSA Panel on Contaminants in the Food Chain (CONTAM). EFSA Journal 2009; 7(10):1351	
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Anhang 3	Trägerstoffe Die Angaben wurden von der EU übernommen. Im Vorschlag erhält man den Eindruck, dass Aromen keine Zusatzstoffe sind. Da es sich bei den Aromen im Gegensatz zur EU auch um Zusatzstoffe handelt, sollte der "-aromen" gestrichen oder so formuliert werden, dass klar wird, dass es sich um Zusatzstoffe handelt. Siehe weitere Bemerkungen unter Art. 5 Abs. 1 ZuV.	Änderung wie: "Trägerstoffe sind Stoffe, die verwendet werden, um Lebensmittelzusatzstoffe, -aromen oder …" Oder "Trägerstoffe sind Stoffe, die verwendet werden, um Lebensmittelzusatzstoffe (einschliesslich -aro-men) oder …" Weitere Ausführungen und Änderungsvorschläge siehe unter Art. 5 Abs. 1 ZuV.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Anhang 3	Aromen EU-Verweise Mehrmals wird auf die Anhänge der EU-Verordnung Nr. 1334/2008 (Anhang II -> bei natürlichen Aromastoffen und Aromaextrakten, Anhang V -> bei Reaktionsaromen) sowie auf Art. 3 der EU-Verordnung Nr. 2065/2003 bei Raucharomen verwiesen. Dies erschwert die Lesbarkeit enorm. f. Aromavorstufen Es ist nicht klar, worauf sich im ersten Satz das Wort “sie“ bezieht, weil alle Substantive in Mehrzahl geschrieben werden (im Gegensatz zur EU). Anstelle des Wortes “sie“ konkret angeben, was gemeint ist.	Zur besseren Verständlichkeit ist der Inhalt der EU-Verweise hier zu integrieren (Anhang II und V der EU-Verordnung Nr. 1334/2008 sowie Art. 3 der EU-Verordnung Nr. 2065/2003). f. Aromavorstufen Im ersten Satz anstelle des Wortes “sie“ konkret angeben, was gemeint ist.
Staatskanzlei des Kantons Zug	Anhang 3	EU-Verweise Mehrmals wird auf die Anhänge der EU-Verordnung Nr. 1334/2008 (Anhang II -> bei natürlichen Aromastoffen und Aromaextrakten, Anhang V -> bei Reaktionsaromen) sowie auf Art. 3 der EU-Verordnung Nr. 2065/2003 bei Raucharomen verwiesen. Dies erschwert die Lesbarkeit enorm. f. Aromavorstufen Es ist nicht klar, worauf sich im ersten Satz das Wort “sie“ bezieht, weil alle Substantive in Mehrzahl geschrieben werden (im Gegensatz zur EU). Anstelle des Wortes “sie“ konkret angeben, was gemeint ist.	Zur besseren Verständlichkeit ist der Inhalt der EU-Verweise hier zu integrieren (Anhang II und V der EU-Verordnung Nr. 1334/2008 sowie Art. 3 der EU-Verordnung Nr. 2065/2003). f. Aromavorstufen Im ersten Satz anstelle des Wortes “sie“ konkret angeben, was gemeint ist.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Anhang 3	Catégories d’additifs : Antioxydants Pour les consommateurs, la compréhension des étiquettes est plus simple avec un seul nom par catégorie d“additifs. La suppression du terme « antioxygène » comme deuxième nom de la catégorie «	

		antioxydants » est donc saluée.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Anhang 3	Catégories d'additifs : Supports L"énumération des exemples donne l"impression que les arômes ne sont pas d"additifs alors qu"en Suisse ils en font partie. Enlever le terme « arôme » de la liste ou spécifier qu"il s"agit d"une sous-rubrique des additifs.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Anhang 3	Catégories d'additifs : Exhausteurs de goût Pour les consommateurs, la compréhension des étiquettes est plus simple avec un seul nom par catégorie d"additifs. La suppression du terme « exhausteurs de saveur » comme deuxième nom de la catégorie « exhausteurs de goût » est donc saluée.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Anhang 3	Catégories d'additifs : Arômes Cet article comporte de nombreuses références à la législation européenne. Il est de ce fait difficilement lisible, surtout lorsque le règlement européen cité subit des changements. Une ordonnance doit être lisible pour pouvoir être correctement appliquée. Donner les listes mentionnées dans des annexes faciliterait la compréhension.
Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	Anhang 3	Catégories d'additifs : Antioxydants Pour les consommateurs, la compréhension des étiquettes est plus simple avec un seul nom par catégorie d"additifs. La suppression du terme « antioxygène » comme deuxième nom de la catégorie « antioxydants » est donc saluée.
Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	Anhang 3	Catégories d'additifs : Supports L"énumération des exemples donne l"impression que les arômes ne sont pas d"additifs alors qu"en Suisse ils en font partie. Enlever le terme « arôme » de la liste ou spécifier qu"il s"agit d"une sous-rubrique des additifs.
Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	Anhang 3	Catégories d'additifs : Exhausteurs de goût Pour les consommateurs, la compréhension des étiquettes est plus simple avec un seul nom par catégorie d"additifs. La suppression du terme « exhausteurs de saveur » comme deuxième nom de la catégorie « exhausteurs de goût » est donc saluée.
Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	Anhang 3	Catégories d'additifs : Arômes Cet article comporte de nombreuses références à la législation européenne. Il est de ce fait difficilement lisible, surtout lorsque le règlement européen cité subit des changements. Une ordonnance doit être lisible pour pouvoir être correctement appliquée.

		Donner les listes mentionnées dans des annexes faciliterait la compréhension.	
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Anhang 3	Hier gibt es eine Inkompatibilität mit Anhang VII Teil A Ziff. 8 der Verordnung (EU) 1169/2011. Dort wird Olivenöl nicht aus der Definition der Lebensmittelklasse „Raffinierte Öle pflanzlicher Herkunft“ ausgenommen.	„ , ausser Olivenöl,“ streichen
		Zudem gelten in Anhang VII Teil A und Teil B der Verordnung (EU) 1169/2011 unterschiedliche Bestimmungen für raffinierte Öle bzw. Fette pflanzlicher und tierischer Herkunft. Diese sollten analog der EU Regelung einzeln aufgeführt werden. Zu Ergänzen ist auch die Möglichkeit die raffinierten Öle und raffinierten Fette pflanzlicher Herkunft mit der Wendung „in veränderlichen Gewichtsanteilen“ anzugeben.	1.a.) raffinierte Öle und raffinierte Fette pflanzlicher Herkunft - „pflanzliche Öle“ bzw. „pflanzliche Fette“ unmittelbar ergänzt durch eine List mit den Angaben der speziellen pflanzlichen Herkunft - „ganz gehärtet“, wenn das Öl bzw. Fett gehärtet ist, oder „teilweise gehärtet“, wenn das Öl bzw. Fett teilweise gehärtet ist. - Allenfalls gefolgt von einer Wendung wie “in veränderlichen Gewichtsanteilen”. Die Mischung wird nach dem Gewichtsanteil der Gesamtheit der vorhandenen pflanzlichen Öle bzw. Fette aufgeführt. 1.b.) raffinierte Öle und raffinierte Fette tierischer Herkunft - „tierische Öle“ bzw. „tierische Fette“ oder die Angabe der speziellen tierischen Herkunft - „ganz gehärtet“, wenn das Öl bzw. Fett gehärtet ist, oder „teilweise gehärtet“, wenn das Öl bzw. Fett teilweise gehärtet ist.
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Anhang 3	Hier besteht ein Schreibfehler im Vergleich zu Anh. VII Teil B der Verordnung (EU) 1169/2011.	2. Mischungen von Mehl aus zwei oder der mehreren Getreidearten
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Anhang 3	Hier empfiehlt die fial, die alphabetische Ordnung der EU für Anhang 3 zu übernehmen.	Alphabetisch ordnen
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Anhang 3	Chiff. 27, let. c al. 1: Rajouter «et/ou » à la fin du § sous lettre 1 Chiff. 27, let. d: Rajouter “et” devant “ou” au milieu du § Chiff. 27, let. f: Rajouter “et” devant “ou” dans la dernière phrase	27. c. « 1. de denrées alimentaires ….dont la liste figure à l’annexe II du règlement (CE) n° 1334/2008; et/ou 2. de matières d’origine …. » d. arômes obtenus par traitement thermique: ….peuvent être des denrées alimentaires et/ou des matériaux de base … » f. précurseurs d’arôme : ….de denrées alimentaires et/ou de matériaux de base …

Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Anhang 3	Catégories d'additifs : Antioxydants Pour les consommateurs, la compréhension des étiquettes est plus simple avec un seul nom par catégorie d"additifs. La suppression du terme « antioxygène » comme deuxième nom de la catégorie « antioxydants » est donc saluée.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Anhang 3	Catégories d'additifs : Supports L"énumération des exemples donne l"impression que les arômes ne sont pas d"additifs alors qu"en Suisse ils en font partie. Enlever le terme « arôme » de la liste ou spécifier qu"il s"agit d"une sous-rubrique des additifs.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Anhang 3	Catégories d'additifs : Exhausteurs de goût Pour les consommateurs, la compréhension des étiquettes est plus simple avec un seul nom par catégorie d"additifs. La suppression du terme « exhausteurs de saveur » comme deuxième nom de la catégorie « exhausteurs de goût » est donc saluée.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Anhang 3	Catégories d'additifs : Arômes Cet article comporte de nombreuses références à la législation européenne. Il est de ce fait difficilement lisible, surtout lorsque le règlement européen cité subit des changements. Une ordonnance doit être lisible pour pouvoir être correctement appliquée. Donner les listes mentionnées dans des annexes faciliterait la compréhension.
Verband Schweiz. Mineral-quellen und Soft Drink-Produzenten (SMS)	Anhang 3	Synonyme Verwendung muss möglich sein: - Konservierungsstoffe/-mittel - Antioxidationsmittel/Antioxidantien - Trennmittel/Antiklumpmittel Wir wünschen uns eine Klarstellung, welche Veränderungen durch die Aufhebung der Kategorien - "energieverminderte und –arme Lebensmittel" - "zuckerfreie Lebensmittel" und - "Lebensmittel ohne Zuckerzusatz" resultieren.
Schweizer Brauerei-Verband	Anhang 3	Synonyme Verwendung muss möglich sein: - Konservierungsstoffe/-mittel - Antioxidationsmittel/Antioxidantien - Trennmittel/Antiklumpmittel Wir wünschen uns eine Klarstellung, welche Veränderungen durch die Aufhebung der Kategorien

		- "energieverminderte und –arme Lebensmittel" - "zuckerfreie Lebensmittel" und - "Lebensmittel ohne Zuckerzusatz" resultieren.	
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	Anhang 3	Rajouter «et/ou » à la fin du § sous lettre 1	27. c. 1. « de denrées alimentaires ….dont la liste figure à l'annexe II du règlement (CE) n° 1334/2008; et/ou 2. de matières d'origine …. »
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	Anhang 3	Rajouter "et" devant "ou" au milieu du §	d. arômes obtenus par traitement thermique: ….peuvent être des denrées alimentaires et/ou des matériaux de base … »
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	Anhang 3	Rajouter "et" devant "ou" dans la dernière phrase	f. précurseurs d'arôme : ….de denrées alimentaires et/ou de matériaux de base …
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	Anhang 3	Les lettres i, j et k de l'art 3 du règlement UE 1334/2008 n'ont pas été repris	
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	Anhang 3	Il faudrait rajouter les allégations du règlement UE 1047/2012 à savoir « Sans sodium ou sel ajouté », « Réduit en graisses saturées » et « Réduit en sucres »	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Anhang 3	Trägerstoffe Die Angaben wurden von der EU übernommen. Im Vorschlag erhält man den Eindruck, dass Aromen keine Zusatzstoffe sind. Da es sich bei den Aromen im Gegensatz zur EU auch um Zusatzstoffe handelt, sollte der "-aromen" gestrichen oder so formuliert werden, dass klar wird, dass es sich um Zusatzstoffe handelt. Siehe weitere Bemerkungen unter Art. 5 Abs. 1 ZuV.	Änderung wie: "Trägerstoffe sind Stoffe, die verwendet werden, um Lebensmittelzusatzstoffe, -aromen oder …" Oder "Trägerstoffe sind Stoffe, die verwendet werden, um Lebensmittelzusatzstoffe (einschliesslich -aro-men) oder …" Weitere Ausführungen und Änderungsvorschläge siehe unter Art. 5 Abs. 1 ZuV.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Anhang 3	Aromen EU-Verweise Mehrmals wird auf die Anhänge der EU-Verordnung Nr. 1334/2008 (Anhang II -> bei natürlichen Aromastoffen und Aromaextrakten, Anhang V -> bei Reaktionsaromen) sowie auf Art. 3 der EU-Verordnung Nr. 2065/2003 bei Raucharomen verwiesen. Dies erschwert die Lesbarkeit enorm. f. Aromavorstufen	Zur besseren Verständlichkeit ist der Inhalt der EU-Verweise hier zu integrieren (Anhang II und V der EU-Verordnung Nr. 1334/2008 sowie Art. 3 der EU-Verordnung Nr. 2065/2003). f. Aromavorstufen Im ersten Satz anstelle des Wortes "sie" konkret angeben, was gemeint ist.

		Es ist nicht klar, worauf sich im ersten Satz das Wort “sie“ bezieht, weil alle Substantive in Mehrzahl geschrieben werden (im Gegensatz zur EU). Anstelle des Wortes “sie“ konkret angeben, was gemeint ist.	
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Anhang 9	In Art. 25 Abs. 1 werden im Gegensatz zum Art. 30 Abs. 1 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 ebenfalls die Nahrungsfasern aufgeführt. Werden die Nahrungsfasern unter Art. 25 Abs. 1 aufgeführt, so sollte von den Nahrungsfasern in Anhang 9 ebenfalls eine Referenzmenge angegeben werden.	Ergänzung: Sollten in Art. 25 Abs. 1 Bst. B die Nahrungsfasern beibehalten werden, so ist auch eine Referenz-menge der Nahrungsfasern anzugeben.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Anhang 9	In Art. 25 Abs. 1 werden im Gegensatz zum Art. 30 Abs. 1 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 ebenfalls die Nahrungsfasern aufgeführt. Werden die Nahrungsfasern unter Art. 25 Abs. 1 aufgeführt, so sollte von den Nahrungsfasern in Anhang 9 ebenfalls eine Referenzmenge angegeben werden.	Ergänzung: Sollten in Art. 25 Abs. 1 Bst. b die Nahrungsfasern beibehalten werden, so ist auch eine Referenz-menge der Nahrungsfasern anzugeben.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Anhang 9	In Art. 25 Abs. 1 werden im Gegensatz zum Art. 30 Abs. 1 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 ebenfalls die Nahrungsfasern aufgeführt. Werden die Nahrungsfasern unter Art. 25 Abs. 1 aufgeführt, so sollte von den Nahrungsfasern in Anhang 9 ebenfalls eine Referenzmenge angegeben werden.	Ergänzung: Sollten in Art. 25 Abs. 1 Bst. b die Nahrungsfasern beibehalten werden, so ist auch eine Referenz-menge der Nahrungsfasern anzugeben.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Anhang 9	In Art. 25 Abs. 1 werden im Gegensatz zum Art. 30 Abs. 1 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 ebenfalls die Nahrungsfasern aufgeführt. Werden die Nahrungsfasern unter Art. 25 Abs. 1 aufgeführt, so sollte von den Nahrungsfasern in Anhang 9 ebenfalls eine Referenzmenge angegeben werden.	Ergänzung: Sollten in Art. 25 Abs. 1 Bst. b die Nahrungsfasern beibehalten werden, so ist auch eine Referenz-menge der Nahrungsfasern anzugeben.
NGO-Allianz Ernährung, Bewegung und Körpergewicht	Anhang 9	Anpassung an die Richtlinien der Schweizerischen Gesellschaft für Ernährung SGE	Referenzmenge Zucker: 50 g
Staatskanzlei des Kantons Zug	Anhang 9	In Art. 25 Abs. 1 werden im Gegensatz zum Art. 30 Abs. 1 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 ebenfalls die Nahrungsfasern aufgeführt. Werden die Nahrungsfasern unter Art. 25 Abs. 1 aufgeführt, so sollte von den Nahrungsfasern in Anhang 9 ebenfalls eine Referenzmenge angegeben werden.	Ergänzung: Sollten in Art. 25 Abs. 1 Bst. b die Nahrungsfasern beibehalten werden, so ist auch eine Referenzmenge der Nahrungsfasern anzugeben.

Fédération Romande des Consommateurs FRC	Anhang 9	Apports de référence : Sucre La Société Suisse de Nutrition et l"OMS conseillent un apport journalier de 50g de sucre pour un adulte (= 1/10 de l"apport énergétique journalier de 2000kcal) Connaissant les problèmes de surpoids d"une partie de la population suisse, il n"est pas compréhensible pourquoi il y a ici un apport de référence de 90 g. Baisser l"apport de référence du sucre à 50g en accord avec les conseils nutritionnels de la Société Suisse de Nutrition.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Anhang 9	Apports de référence : Fibres alimentaires L"art. 25 al 1 mentionne les fibres alimentaires. Donner un apport de référence pour les fibres alimentaires dans l"annexe 9 serait donc logique. Par ailleurs, l"EFSA a défini une valeur de référence pour les apports en fibres alimentaires (EFSA Journal 2010).	
Bo Butter	Anhang 9	Die in Anhang 9 aufgeführten Referenzmengen, speziell für Fett und Kohlenhydrate sind veraltete Angaben. Gemäss neusten Ernährungwissenschaftlichen Empfehlungen sollte der Energiebedarf ausgewogener (Kohlenhydrate 30 - 40 %, Fett 30 - 40 %) gedeckt werden. Diesem Umstand ist in der Gesetzgebung Rechnung zu tragen. Die Empfehlung für gesättigte Fettsäuren ist zudem zu streichen, da die gesättigten Fettsäuren keine negativen Einflüsse auf die Gesundheit haben und im Rahmen der Empfehlung für das Fett (Gesamtfett) berücksichtigt sind.	Anhang 9 Energie 8 400 kj/2 000 kcal Fett 90 g Kohlenhydrate 220 g Zucker 90 g Eiweiss 50 g Salz 6 g
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Anhang 9	Apports de référence : Sucre La Société Suisse de Nutrition et l"OMS conseillent un apport journalier de 50g de sucre pour un adulte (= 1/10 de l"apport énergétique journalier de 2000kcal) Connaissant les problèmes de surpoids d"une partie de la population suisse, il n"est pas compréhensible pourquoi il y a ici un apport de référence de 90 g. Baisser l"apport de référence du sucre à 50g en accord avec les conseils nutritionnels de la Société Suisse de Nutrition.	
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Anhang 9	Apports de référence : Fibres alimentaires L"art. 25 al 1 mentionne les fibres alimentaires. Donner un apport de référence pour les fibres alimentaires dans l"annexe 9 serait donc logique. Par ailleurs, l"EFSA a défini une valeur de référence pour les apports en fibres alimentaires (EFSA Journal 2010).	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Anhang 9	Apports de référence : Sucre La Société Suisse de Nutrition et l"OMS conseillent un apport journalier de 50g de sucre pour un adulte (= 1/10 de l"apport	

		énergétique journalier de 2000kcal) Connaissant les problèmes de surpoids d"une partie de la population suisse, il n"est pas compréhensible pourquoi il y a ici un apport de référence de 90 g. Baisser l"apport de référence du sucre à 50g en accord avec les conseils nutritionnels de la Société Suisse de Nutrition.	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Anhang 9	Apports de référence : Fibres alimentaires L"art. 25 al 1 mentionne les fibres alimentaires. Donner un apport de référence pour les fibres alimentaires dans l"annexe 9 serait donc logique. Par ailleurs, l"EFSA a défini une valeur de référence pour les apports en fibres alimentaires (EFSA Journal 2010).	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Anhang 9	In Art. 25 Abs. 1 werden im Gegensatz zum Art. 30 Abs. 1 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 ebenfalls die Nahrungsfasern aufgeführt. Werden die Nahrungsfasern unter Art. 25 Abs. 1 aufgeführt, so sollte von den Nahrungsfasern in Anhang 9 ebenfalls eine Referenzmenge angegeben werden.	Ergänzung: Sollten in Art. 25 Abs. 1 Bst. b die Nahrungsfasern beibehalten werden, so ist auch eine Referenz-menge der Nahrungsfasern anzugeben.
Sponser Sport Food AG	Generelle Bemerkungen	s wäre wünschenswert, eine allgemeine einführende Bemerkung dem Anhang voranzustellen, welcher keine wortwörtliche, sondern sinngemässe Übernahme der Health Claims erlaubt. Dies erlaubt sprachlich elegantere Lösungen speziell im Zusammenhang mit der Verbwahl. Eine derartige Auslegungshilfe wurde in Belgien bereits zuhanden des Vollzugs erstellt.	Ergänzung sinngemäss, z.b. als Buchstabe 1ter „Der tatsächliche Natriumgehalt kann ergänzend zu den Angaben nach Bst 1 deklariert werden (mg, g pro 100 g oder Portion)".
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	Generelle Bemerkungen	Die Angleichungen an die Bestimmungen der Europäischen Union werden grundsätzlich begrüsst. Informationspflichten bei Fernabsatz (wie Internethandel) Zunehmend werden Lebensmittel auch über das Internet angeboten. Die Europäische Union trägt dieser Tatsache in der Art. 14 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 Rechnung und legt die Bestimmungen der verpflichtenden Angaben für den Fernabsatz fest: Konsumentinnen und Konsumenten sollten die Möglichkeit haben, sämtliche verpflichtenden Angaben beim Fernkauf einsehen zu können. Eine sachkundige Wahl und ein Kaufentscheid können durch die Konsumentinnen und Konsumenten ohne diese Angaben nicht getroffen werden. Es besteht die begründete Gefahr einer groben Täuschung. Die Verpflichtung, die notwendigen Angaben auch beim Fernkauf zur Verfügung zu stellen, ist deshalb zwingend einzuführen. Die Bestimmungen von Art. 14 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 sind sinngemäss in der LKV zu übernehmen.	
Landeskanzlei des Kantons	Generelle	Die Angleichungen an die Bestimmungen der Europäischen Union	

Basel-Landschaft	Bemerkungen	werden grundsätzlich begrüsst. Informationspflichten bei Fernabsatz (wie Internethandel) Zunehmend werden Lebensmittel auch über das Internet angeboten. Die Europäische Union trägt dieser Tatsache in der Art. 14 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 Rechnung und legt die Bestimmungen der verpflichtenden Angaben für den Fernabsatz fest: Konsumentinnen und Konsumenten sollten die Möglichkeit haben, sämtliche verpflichtenden Angaben beim Fernkauf einsehen zu können. Eine sachkundige Wahl und ein Kaufentscheid können durch die Konsumentinnen und Konsumenten ohne diese Angaben nicht getroffen werden. Es besteht die begründete Gefahr einer groben Täuschung. Die Verpflichtung, die notwendigen Angaben auch beim Fernkauf zur Verfügung zu stellen, ist deshalb zwingend einzuführen. Die Bestimmungen von Art. 14 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 sind sinngemäss in der LKV zu übernehmen.
Standeskanzlei des Kantons Uri	Generelle Bemerkungen	Die Angleichungen an die Bestimmungen der Europäischen Union werden grundsätzlich begrüsst. Informationspflichten bei Fernabsatz (wie Internethandel) Zunehmend werden Lebensmittel auch über das Internet angeboten. Die Europäische Union trägt dieser Tatsache in der Art. 14 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 Rechnung und legt die Bestimmungen der verpflichtenden Angaben für den Fernabsatz fest: Konsumentinnen und Konsumenten sollten die Möglichkeit haben, sämtliche verpflichtenden Angaben beim Fernkauf einsehen zu können. Eine sachkundige Wahl und ein Kaufentscheid können durch die Konsumentinnen und Konsumenten ohne diese Angaben nicht getroffen werden. Es besteht die begründete Gefahr einer groben Täuschung. Die Verpflichtung, die notwendigen Angaben auch beim Fernkauf zur Verfügung zu stellen, ist deshalb zwingend einzuführen. Die Bestimmungen von Art. 14 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 sind sinngemäss in der LKV zu übernehmen.
Schweiz. Bauernverband (SBV)	Generelle Bemerkungen	In den Erläuterungen zu den Anpassungen der LKV halten Sie fest, dass die Schweiz vorläufig von der obligatorischen Nährwertkennzeichnung absieht. Der SBV begrüsst diesen Verzicht. Alle Konzepte zur Nährwertkennzeichnung sind darauf angelegt, die Lebensmittel in „gute“ und „schlechte“ zu unterteilen. Dabei werden die natürlichen oder naturbelassenen Lebensmittel gegenüber den verarbeiteten Produkten diskriminiert.
Swisscofel	Generelle Bemerkungen	Du EU wird die VO 1169/2011 (Verbraucherinformationsverordnung) im Jahr 2014 völlig überarbeiten - die Revision der Schweizer Fassung sollte man deshalb zurückstellen bis das Ergebnis in der EU bekannt ist.

Regierungskanzlei des Kantons Glarus	Generelle Bemerkungen	Mit der Allgemeinverfügung des BAG Nr. 1129 über die Bewilligung von nach ausländischen technischen Vorschriften hergestellten Produkten nach Artikel 16c THG werden unseres Erachtens im Bereich der Spirituosen auch die Kennzeichnungs- und Etikettierungsvorschriften der EU übernommen. Damit erübrigt sich ein Kommentar unsererseits in Bezug auf die einzelnen Änderungen dieser Verordnung.
Schweizerischer Bäcker-Konditorenmeister-Verband	Generelle Bemerkungen	Wie in den allgemeinen Bemerkungen bereits festgehalten, darf es nicht sein, die Deklarationsvorschriften immer weiter auszudehnen. Der administrative Aufwand ist für die KMU Lebensmittelbetriebe schon jetzt eine Zumutung. Der SBC lehnt diese Revision deshalb klar ab. Wie bereits ausgeführt ist diese Revision verfrüht, solange noch nicht einmal die Revision des Lebensmittelgesetzes im Parlament abgeschlossen ist und solange die entsprechende EU-Verordnung nicht angepasst wurde.
Staatskanzlei des Kantons Bern	Generelle Bemerkungen	Ein Grossteil der Anpassung wird begrüsst. Mit den Änderungen des 11. Abschnittes „Nährwertkennzeichnung“ ergeben sich einige Wiederholungen. Der Teil mit den bereits bestehenden Anforderungen ist zu bereinigen. Zudem sind die Auswirkungen der anzugebenden Nährstoffmenge zum Zeitpunkt der Abgabe auf die Möglichkeit der Überdosierung gemäss Art. 4 Vess zu bedenken. Die EU kennt keine vergleichbare Anforderung. Eine Überdosierung von Vitaminen ist zuzulassen. Die anzugebende Nährstoffmenge relativ flexibel auf den Zeitpunkt der Abgabe zu legen, ist nicht vollziehbar, respektive kann nicht mehr kontrolliert werden. Artikel 4 Vess ist entsprechend aufzuheben. Für gewisse Produkte ist gemäss Art. 2 Abs. 4 LKV keine Angabe der Zutatenliste notwendig (bereits vor der Revision). Die EU Verordnung 1169/2011 sieht für Produkte, welche keine Zutatenliste benötigen aber die allergene oder andere unerwünschte Reaktionen auslösende Stoffe nach Anhang 1 LKV (resp. entsprechender Anhang in EU) enthalten, eine Angabe „Enthält“ vor (Art. 21 Abs. 1 1169/2011). Eine solche Angabe ist in der LKV nicht vorgesehen aber aus Gründen des Gesundheitsschutzes relevant und sollte eingeführt werden.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Generelle Bemerkungen	Die Angleichungen an die Bestimmungen der Europäischen Union werden grundsätzlich begrüsst. Informationspflichten bei Fernabsatz (wie Internethandel) Zunehmend werden Lebensmittel auch über das Internet angeboten. Die Europäische Union trägt dieser Tatsache in Art. 14 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 Rechnung und legt die Bestimmungen der verpflichtenden Angaben für den Fernabsatz fest: Konsumen-

		tinnen und Konsumenten sollten die Möglichkeit haben, sämtliche verpflichtenden Angaben beim Fernkauf einsehen zu können. Eine sachkundige Wahl und ein Kaufentscheid können durch die Konsumentinnen und Konsumenten ohne diese Angaben nicht getroffen werden. Es besteht die begründete Gefahr einer groben Täuschung. Die Verpflichtung, die notwendigen Angaben auch beim Fernkauf zur Verfügung zu stellen, ist deshalb zwingend einzuführen. Die Bestimmungen von Art. 14 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 sind sinngemäss in der LKV zu übernehmen.
Staatskanzlei des Kantons St. Gallen	Generelle Bemerkungen	Die Angleichung an die Bestimmungen der Europäischen Union warden begrüsst. Daher ist zu bedauern, dass die sinnvollen Regelungen zu Art. 14 der VO (EU) Nr. 1169/2011 betreffend Informationspflichten bei Fernabsatz (z.B. Internethandel) leider keinen Eingang ins Schweizer Lebensmittelrecht finden
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Generelle Bemerkungen	Die Angleichungen an die Bestimmungen der Europäischen Union werden grundsätzlich begrüsst. Informationspflichten bei Fernabsatz (wie Internethandel) Zunehmend werden Lebensmittel auch über das Internet angeboten. Die Europäische Union trägt dieser Tatsache in Art. 14 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 Rechnung und legt die Bestimmungen der verpflichtenden Angaben für den Fernabsatz fest: Konsumentinnen und Konsumenten sollten die Möglichkeit haben, sämtliche verpflichtenden Angaben beim Fernkauf einsehen zu können. Eine sachkundige Wahl und ein Kaufentscheid können durch die Konsumentinnen und Konsumenten ohne diese Angaben nicht getroffen werden. Es besteht die begründete Gefahr einer groben Täuschung. Die Verpflichtung, die notwendigen Angaben auch beim Fernkauf zur Verfügung zu stellen, ist deshalb zwingend einzuführen. Die Bestimmungen von Art. 14 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 sind sinngemäss in der LKV zu übernehmen. Nano-Zutaten Entsprechend Art. 18 Abs. 3 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 wird vorgeschlagen, auch in der Schweiz im Zutatenverzeichnis die Angabe von "Nano" bei Zutaten vorzuschreiben, wenn sie in diesem Bereich vorliegen. In diesem Zusammenhang ist es angezeigt, in der LGV unter Art. 2 den Begriff "Nanomaterial" zu definieren (siehe Definition der EU-Kommission unter Nr. 2011/696).
Geschäftsstelle IG DHS	Generelle Bemerkungen	Hinsichtlich der Übernahme der Kennzeichnungsregeln für die Nährwertangaben begrüsst die IGDHS die Flexibilität hinsichtlich der Freiwilligkeit und der kleinen Nährwertangaben. Bei den erweiterten Nährwertangaben muss zwingend die Möglichkeit bestehen, die Anforderungen der LMIV 1:1 zu übernehmen. Hierzu verweisen

		wir auf die Eingabe der fial, die die IGDHS zu 100 % unterstützt und fordert. Aus Gründen des Umfangs verzichten wir auf erneute Erwähnung der einzelnen Punkte. Wir würden es allerdings begrüssen, wenn in einer möglichst frühen Phase (z.B. über die fial) eine Rückmeldung Seitens BAG über die Übernahme oder Nichtübernahme der einzelnen Punkte informiert wird. Es ist nicht möglich, mit der Umsetzung der Anforderung zur Nährwertkennzeichnung bis zur finalen Publikation der Verordnung zu warten.
hotelleriesuisse	Generelle Bemerkungen	Wie bereits in den allgemeinen Bemerkungen festgehalten, ist es unangemessen, Deklarationsvorschriften immer weiter auszudehnen. Der administrative Aufwand ist für KMU eine ausserordentliche Belastung. hotelleriesuisse lehnt aus diesem Grund die Revision explizit ab. Wie bereits ausgeführt, ist diese verfrüht, solange nicht die Revision des Lebensmittelgesetzes im Parlament abgeschlossen ist und solange die entsprechende EU-Verordnung nicht angepasst wurde. Weiter wird im Kommentar (zu Art. 25) festgehalten, dass die Schweiz vorerst von einer obligatorischen Nährwertkennzeichnung absieht, da diese eine bedeutende Bürde für KMU's darstellt. Diese Tatsache unterstützen wir ausdrücklich, verweisen jedoch auf die Verordnung 1169/2011, Anhang V, Punkt 19, bei welcher eine Ausnahmeregelung von der Nährwertdeklaration für Betriebe besteht, die kleinere Mengen an Lebensmittel direkt an den Endkonsumenten oder an lokale Einzelhandelsbetriebe abgeben.
pharmaSuisse Schweizerischer Apothekerverband	Generelle Bemerkungen	Wir weisen darauf hin, dass der Detailhandel nicht nur aus den Grossverteilern besteht. Die Deklarationsvorschriften müssen auch für KMU’s erfüllbar bleiben. Zudem ist eine Anpassung zur Zeit verfrüht.
NGO-Allianz Ernährung, Bewegung und Körpergewicht	Generelle Bemerkungen	Die VO über die Kennzeichnung und Anpreisung von Lebensmitteln beurteilen wir prinzipiell als zufriedenstellend. Verwunderlich ist allerdings, dass für Zucker eine höhere Referenzmenge gilt als in den Empfehlungen der Schweizerischen Gesellschaft für Ernährung SGE und dem Bundesamt für Gesundheit erwähnt wird (Empfehlungen: max. 10% der Tagesenergie als Zucker und Zuckerarten, was bei 2000kcal 50g Zucker bedeutet; in den Referenzmengen in der LKV werden 90g bei 2000 kcal angegeben). Die Empfehlung, nur maximal 10% der Tagesenergiemenge in Form von Zucker aufzunehmen, will erreichen, dass nicht zu viel unnötige Nahrungsenergie aufgenommen wird, und dient somit der Vorbeugung von Übergewicht und Adipositas sowie deren Folgeerkrankungen. Wir beantragen, dass die in der Verordnung angegebene Refe-

		renzmenge für Zucker überdacht und dem niedrigeren Wert angepasst wird. Im Wissen, dass im jetzigen Verfahren nichts an der Freiwilligkeit der Nährwertangaben geändert werden kann, möchten wir doch an dieser Stelle unserem Wunsch Ausdruck verleihen, dass die Nährwertkennzeichnung für alle Produzenten verpackter Lebensmittel Pflicht werden sollte. Die Nährwertkennzeichnung stellt ein entscheidendes Hilfsmittel für die Kaufentscheidung im Geschäft dar. Sie unterstützt die Bürgerinnen und den Bürger in ihrer Selbstverantwortung, ausgewogen zu essen.
Staatskanzlei des Kantons Zug	Generelle Bemerkungen	Zunehmend werden Lebensmittel auch über das Internet angeboten. Die Europäische Union trägt dieser Tatsache in der Art. 14 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 Rechnung und legt die Bestimmungen der verpflichtenden Angaben für den Fernabsatz fest: Konsumentinnen und Konsumenten sollten die Möglichkeit haben, sämtliche verpflichtenden Angaben beim Fernkauf (Onlinehandel) einsehen zu können. Eine sachkundige Wahl und ein Kaufentscheid können durch die Konsumentinnen und Konsumenten ohne diese Angaben nicht getroffen werden. Es besteht die begründete Gefahr einer groben Täuschung. Die Verpflichtung, die notwendigen Angaben auch beim Fernkauf (Onlinehandel) zur Verfügung zu stellen, ist deshalb zwingend einzuführen. Die Bestimmungen von Art. 14 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 sind sinngemäss in die LKV zu übernehmen.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Generelle Bemerkungen	Certaines reprises du droit européen sont très appréciées par les consommateurs, comme l"indication « décongelé », l"obligation d"indiquer le sel dans l"étiquetage nutritionnel et non plus le sodium ou la manière d"indiquer les allergènes. D"autres informations importantes pour les consommateurs doivent encore être reprises pour élever la protection contre la tromperie en Suisse au même niveau qu"en Europe. Il s"agit notamment de la taille minimale des caractères qui garantit la lisibilité des étiquettes et donc l"accès des consommateurs à l"information qui leur est destinée. Elle doit être fixée clairement comme en Europe avec la taille de la lettre x-minuscule de 1,2mm. D"autre part, le contraste doit également être déterminé comme prévu dans le règlement 1169/2011 (26) et art. 2 al 2 let m. « Des études montrent que la bonne lisibilité est un facteur déterminant de l"influence potentielle des mentions d"une étiquette sur leur public cible et qu"une information illisible sur le produit est une des principales causes de mécontentement des consommateurs vis-à-vis des étiquettes des denrées alimentaires. » {Règlement 1169/2011 (26)} Il manque également la définition des nanomatériaux ainsi que l"obligation d"ajouter le terme « nano » aux ingrédients concernés.

		Comme un ingrédient « nano » n"a pas les mêmes caractéristiques que la même substance avec des particules plus grandes, l"information sur la forme nano de ces ingrédients est donc indispensable pour clairement spécifier la nature de l"ingrédient. Le texte européen devrait être transféré dans l"ordonnance. L"information est également insuffisamment garantie concernant les achats sur internet. Actuellement, pas tous les sites ne donnent les informations concernant les ingrédients ni même concernant les allergènes. Le règlement 1169/2011 prévoit dans l"art. 14 sur la vente à distance une information avant la conclusion de l"achat équivalente à celle qui est obligatoire pour les aliments préemballés. Ce paragraphe doit être transposé dans l"ordonnance sur l"étiquetage et la publicité des denrées alimentaires. A la lumière du scandale de la viande de cheval dans les aliments transformés, il s"est avéré indispensable d"améliorer l"étiquetage de la provenance de la viande comme ingrédient. Ce scandale a démontré que les structures de contrôle actuelles datant du début du 20ème siècle ne sont plus adaptées aux réalités complexes du 21ème siècle. Ne pas indiquer la provenance des ingrédients comme la viande permet des tromperies à grande échelle, les responsabilités sont cachées. De plus, les consommateurs se sentent très concernés par la provenance des aliments et de leurs ingrédients. Cela a été démontré par le récent sondage du Bureau Européen des Unions de Consommateurs BEUC, et d"après un sondage de la SKS, 91% des membres s"informent sur la provenance. La provenance des matières premières d"origine animale doit donc obligatoirement être indiquée lorsque cet ingrédient est mis en avant dans la dénomination de la denrée ou sur son emballage ou lorsqu"il est associé par les consommateurs avec la dénomination (p.ex. « bolognaise »). L"indication obligatoire permettra de clarifier les responsabilités.
Swiss Granum	Generelle Bemerkungen	Wir verweisen auf die Stellungnahmen unserer Mitgliederorganisationen SwissOlio, Schweizerischer Getreideproduzentenverband und Schweizerischer Bäcker-Confiseurmeister-Verband.
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Generelle Bemerkungen	Certaines reprises du droit européen sont très appréciées par les consommateurs, comme l"indication « décongelé », l"obligation d"indiquer le sel dans l"étiquetage nutritionnel et non plus le sodium ou la manière d"indiquer les allergènes. D"autres informations importantes pour les consommateurs doivent encore être reprises pour élever la protection contre la tromperie en Suisse au même niveau qu"en Europe. Il s"agit notamment de la taille minimale des caractères qui garantit la lisibilité des étiquettes et donc l"accès des consommateurs à l"information qui leur est destinée. Elle doit être fixée clairement comme en Europe avec la taille de la lettre x-minuscule de 1,2mm. D"autre part, le contraste

		doit également être déterminé comme prévu dans le règlement 1169/2011 (26) et art. 2 al 2 let m. « Des études montrent que la bonne lisibilité est un facteur déterminant de l"influence potentielle des mentions d"une étiquette sur leur public cible et qu"une information illisible sur le produit est une des principales causes de mécontentement des consommateurs vis-à-vis des étiquettes des denrées alimentaires. » {Règlement 1169/2011 (26)} Il manque également la définition des nanomatériaux ainsi que l"obligation d"ajouter le terme « nano » aux ingrédients concernés. Comme un ingrédient « nano » n"a pas les mêmes caractéristiques que la même substance avec des particules plus grandes, l"information sur la forme nano de ces ingrédients est donc indispensable pour clairement spécifier la nature de l"ingrédient. Le texte européen devrait être transféré dans l"ordonnance. L"information est également insuffisamment garantie concernant les achats sur internet. Actuellement, pas tous les sites ne donnent les informations concernant les ingrédients ni même concernant les allergènes. Le règlement 1169/2011 prévoit dans l"art. 14 sur la vente à distance une information avant la conclusion de l"achat équivalente à celle qui est obligatoire pour les aliments préemballés. Ce paragraphe doit être transposé dans l"ordonnance sur l"étiquetage et la publicité des denrées alimentaires. A la lumière du scandale de la viande de cheval dans les aliments transformés, il s"est avéré indispensable d"améliorer l"étiquetage de la provenance de la viande comme ingrédient. Ce scandale a démontré que les structures de contrôle actuelles datant du début du 20ème siècle ne sont plus adaptées aux réalités complexes du 21ème siècle. Ne pas indiquer la provenance des ingrédients comme la viande permet des tromperies à grande échelle, les responsabilités sont cachées. De plus, les consommateurs se sentent très concernés par la provenance des aliments et de leurs ingrédients. Cela a été démontré par le récent sondage du Bureau Européen des Unions de Consommateurs BEUC, et d"après un sondage de la SKS, 91% des membres s"informent sur la provenance. La provenance des matières premières d"origine animale doit donc obligatoirement être indiquée lorsque cet ingrédient est mis en avant dans la dénomination de la denrée ou sur son emballage ou lorsqu"il est associé par les consommateurs avec la dénomination (p.ex. « bolognaise »). L"indication obligatoire permettra de clarifier les responsabilités.
Gastrosuisse	Generelle Bemerkungen	In Anbetracht der Revision des Lebensmittelgesetzes sowie der erwähnten Revision der EU Verordnung ist es klar verfrüht, diese Verordnung anzupassen. Wir lehnen die Revision dieser Verordnung generell ab. Dennoch erlauben wir uns hier eine allgemeine sowie eine spezifische Anmerkungen anzufügen:

		Wir stellen mit Besorgnis fest, dass die Flut von neuen Deklarationsvorschriften weiter zunimmt. Auch wenn das Gastgewerbe in der Regel nur mündlich Auskunft geben muss (Art. 36), die Selbstkontrolle ist jedoch Pflicht. Je mehr Vorschriften erlassen werden, desto höher wird der Aufwand für die Selbstkontrolle. Abgesehen davon stellen wir fest, dass der Gast (resp. der Konsument) von diesen zahlreichen Begriffen schlicht überfordert ist. Der Artikel 36 wird zwar nicht geändert, dennoch möchten wir bei einer Bestimmung die Gastronomie explizit ausgenommen wissen.	
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Generelle Bemerkungen	Bei Raucharoma sehen wir eine kleine Differenz zur EU, da die gewählte Bezeichnung in der Schweiz so verstanden werden könnte, dass die genauere Bezeichnung des Aromas den Begriff „Raucharoma / Raucharomen“ ersetzen kann. Gemäss Anhang 7 Teil D Ziffer 1 der LMIV ist die korrekte Bezeichnung aber „Raucharoma / Raucharomen“ oder aber „Raucharomen aus xy“.	b. bei Raucharoma / Raucharomen: mit „Raucharoma / Raucharomen“ oder mit „Raucharoma / Raucharomen“ ergänzt mit einer genaueren Bezeichnung oder Beschreibung des Aromas (z.B. Raucharoma aus Buchenholz).
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	Generelle Bemerkungen	Nous saluons l’adaptation des dispositions au droit européen. La question de l’obligation d’information pour les achats à distance (ex. internet) est une question importante. De plus en plus de produits alimentaires sont proposés sur internet. L’art. 14 du règlement 1169/2011 traite de ce sujet. Il y a lieu de reprendre ces dispositions dans l’OEDAl. Nous renvoyons également aux remarques faites par l’ACCS/VKCS.	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Generelle Bemerkungen	Certaines reprises du droit européen sont très appréciées par les consommateurs, comme l‟indication « décongelé », l‟obligation d‟indiquer le sel dans l‟étiquetage nutritionnel et non plus le sodium ou la manière d‟indiquer les allergènes. D‟autres informations importantes pour les consommateurs doivent encore être reprises pour élever la protection contre la tromperie en Suisse au même niveau qu‟en Europe. Il s‟agit notamment de la taille minimale des caractères qui garantit la lisibilité des étiquettes et donc l‟accès des consommateurs à l‟information qui leur est destinée. Elle doit être fixée clairement comme en Europe avec la taille de la lettre x-minuscule de 1,2mm. D‟autre part, le contraste doit également être déterminé comme prévu dans le règlement 1169/2011 (26) et art. 2 al 2 let m. « Des études montrent que la bonne lisibilité est un facteur déterminant de l‟influence potentielle des mentions d‟une étiquette sur leur public cible et qu‟une information illisible sur le produit est une des principales causes de mécontentement des consommateurs vis-à-vis des étiquettes des	

		denrées alimentaires. » {Règlement 1169/2011 (26)} Il manque également la définition des nanomatériaux ainsi que l"obligation d"ajouter le terme « nano » aux ingrédients concernés. Comme un ingrédient « nano » n"a pas les mêmes caractéristiques que la même substance avec des particules plus grandes, l"information sur la forme nano de ces ingrédients est donc indispensable pour clairement spécifier la nature de l"ingrédient. Le texte européen devrait être transféré dans l"ordonnance. L"information est également insuffisamment garantie concernant les achats sur internet. Actuellement, pas tous les sites ne donnent les informations concernant les ingrédients ni même concernant les allergènes. Le règlement 1169/2011 prévoit dans l"art. 14 sur la vente à distance une information avant la conclusion de l"achat équivalente à celle qui est obligatoire pour les aliments préemballés. Ce paragraphe doit être transposé dans l"ordonnance sur l"étiquetage et la publicité des denrées alimentaires. A la lumière du scandale de la viande de cheval dans les aliments transformés, il s"est avéré indispensable d"améliorer l"étiquetage de la provenance de la viande comme ingrédient. Ce scandale a démontré que les structures de contrôle actuelles datant du début du 20ème siècle ne sont plus adaptées aux réalités complexes du 21ème siècle. Ne pas indiquer la provenance des ingrédients comme la viande permet des tromperies à grande échelle, les responsabilités sont cachées. De plus, les consommateurs se sentent très concernés par la provenance des aliments et de leurs ingrédients. Cela a été démontré par le récent sondage du Bureau Européen des Unions de Consommateurs BEUC, et d"après un sondage de la SKS, 91% des membres s"informent sur la provenance. La provenance des matières premières d"origine animale doit donc obligatoirement être indiquée lorsque cet ingrédient est mis en avant dans la dénomination de la denrée ou sur son emballage ou lorsqu"il est associé par les consommateurs avec la dénomination (p.ex. « bolognaise »). L"indication obligatoire permettra de clarifier les responsabilités.
Schweizerischer Obstverband	Generelle Bemerkungen	Positiv beurteilt wird, dass auf die KMU's Rücksicht genommen wird und auf eine obligatorische Nährwertkennzeichnung verzichtet wird.
Schweizer Fleisch-Fachverband SFF	Generelle Bemerkungen	Es darf nicht das Ziel sein, die Deklarationsvorschriften noch weiter auszudehnen, steigt doch damit der administrative Aufwand für die einzelnen Lebensmittelbetriebe noch mehr. Auch ist zu bezweifeln, ob bzw. inwieweit die Konsumentinnen und Konsumenten die Flut von Informationen überhaupt noch wahrnehmen können. Gemäss unseren Informationen ist es eine erklärte Absicht der EU, die Verbraucherinformationsverordnung 1169/2011 im nächsten

		Jahr grundlegend zu überarbeiten. Wir stellen uns daher die ernsthafte Frage, ob bzw. inwieweit die vorliegende Revision der LKV zum jetzigen Zeitpunkt wirklich Sinn macht.	
Verband Schweiz. Mineralquellen und Soft Drink-Produzenten (SMS)	Generelle Bemerkungen	Die Mindestschriftgrösse muss Art. 13 Abs. 2 und Anhang IV EC 1169/2011 entsprechen. Der Vollzug möchte bei der Umsetzung EU-Recht anwenden.	
Schweizer Brauerei-Verband	Generelle Bemerkungen	Die Mindestschriftgrösse muss Art. 13 Abs. 2 und Anhang IV EC 1169/2011 entsprechen. Der Vollzug möchte bei der Umsetzung EU-Recht anwenden.	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Generelle Bemerkungen	Die Angleichungen an die Bestimmungen der Europäischen Union werden grundsätzlich begrüsst. Informationspflichten bei Fernabsatz (wie Internethandel) Zunehmend werden Lebensmittel auch über das Internet angeboten. Die Europäische Union trägt dieser Tatsache in Art. 14 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 Rechnung und legt die Bestimmungen der verpflichtenden Angaben für den Fernabsatz fest: Konsumentinnen und Konsumenten sollten die Möglichkeit haben, sämtliche verpflichtenden Angaben beim Fernkauf einsehen zu können. Eine sachkundige Wahl und ein Kaufentscheid können durch die Konsumentinnen und Konsumenten ohne diese Angaben nicht getroffen werden. Es besteht die begründete Gefahr einer groben Täuschung. Die Verpflichtung, die notwendigen Angaben auch beim Fernkauf zur Verfügung zu stellen, ist deshalb zwingend einzuführen. Die Bestimmungen von Art. 14 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 sind sinngemäss in der LKV zu übernehmen.	
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	neuer Artikel	Zunehmend werden Lebensmittel auch über das Internet angeboten. Die Europäische Union trägt dieser Tatsache in Art. 14 der Verordnung (EU) Nr. 1169/2011 Rechnung und legt die Bestimmungen der verpflichtenden Angaben für den Fernabsatz fest: Konsumentinnen und Konsumenten sollten die Möglichkeit haben, sämtliche verpflichtenden Angaben beim Fernkauf einsehen zu können. Eine sachkundige Wahl und ein Kaufentscheid kann durch die Konsumentinnen und Konsumenten ohne diese Angaben nicht getroffen werden. Es besteht die begründete Gefahr einer groben Täuschung. Die Verpflichtung, die notwendigen Angaben auch beim Fernkauf zur Verfügung zu stellen, ist deshalb zwingend einzuführen.	Die Bestimmungen von Art. 14 der Verordnung (EU) Nr. 1169/2011 sinngemäss in einem neuen Art. 2bis aufführen.

Migros-Genossenschafts-Bund	neuer Artikel	Es werden in der Lebensmittelkennzeichnung häufig Fantasiebezeichnungen mit «wissenschaftlich» vermischt. Unter Abs. 1 a und 2 wird ist Benennung der Mikroorganismen gemäss «spezifischer wissenschaftlichen Nomenklatur» festgelegt. Diese Umschreibung ist reichlich unklar. Die Nomenklatur wird nach strengen Regeln festgelegt bei Bakterien vom ICSP (International Committee on Systematics of Prokaryotes, siehe http://www.the-icsp.org/ inkl. Liste der Hefen), bei Hefen und Pilzen vom ICTF (International Commission on the Taxonomy of Fungi, siehe http://www.fungaltaxonomy.org/ , inkl. Committee on Yeast Taxonomy and Systematics) . Zur Präzisierung sollte deshalb bei der Verwendung der «wissenschaftlichen Nomenklatur» der Hinweis angebracht werden, dass nur die Namen gemäss der validierten Liste die oben genannten Organisationen verwendet werden dürfen	Art. 35b Abs. 3 (neu) „Die Angabe der wissenschaftlichen Nomenklatur von Mikroorganismen ist nach den Vorgaben der ICSP (International Committee on Systematics of Prokaryotes inkl. Liste der Hefen), bei Hefen und Pilzen vom ICTF (International Commission on the Taxonomy of Fungi inkl. Committee on Yeast Taxonomy and Systematics) zu erfolgen.“
Fédération Romande des Consommateurs FRC	neuer Artikel	Etiquetage nutritionnel tricolore sur la face avant des emballages Pour les personnes particulièrement à risque comme les personnes issues de l"immigration, les jeunes et les hommes, l"information nutritionnelle doit être mis en évidence de manière simple et lisible sur l"avant des emballages. Plusieurs études montrent que le fait d"exprimer par des couleurs la teneur en matière grasse et en acides gras saturés, en sucre et en sel, est facilement compris par les consommateurs. Introduire l"étiquetage nutritionnel simplifié sur le modèle britannique des feux tricolores dans cette ordonnance.	
Coop Genossenschaft	neuer Artikel	Die in Anh. VI der Verordnung (EU) 1169/2011 Definition der X-Höhe müsste als neuer Anh. 10 in die LKV übernommen werden.	Neuer Anh. 10: Definition der X-Höhe
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	neuer Artikel	In Art. 26 Abs. 5 LGV wird dem EDI die Möglichkeit gegeben in einer Departementsverordnung die Anforderungen an die Aufmachung sowie an die Umhüllung und Verpackung vorzuschreiben. Um Rechtssicherheit zu schaffen, beantragen wir die Ergänzung der in Art. 13 der Verordnung (EU) 1169/2011 definierten Darstellungsform der verpflichtenden Angaben in einem neuen Art. 2bis der LKV.	Neuen Art. 2bis ergänzen: „Darstellungsform der erforderlichen Angaben (1) Die erforderlichen Angaben über Lebensmittel sind an einer gut sichtbaren Stelle deutlich, gut lesbar und gegebenenfalls dauerhaft anzubringen (Art.26 Abs.3 LGV). (2) Die erforderlichen Angaben gemäss Art. 2 Abs. 1 sind in einer Schriftgrösse mit einer x- Höhe gemäß Anhang 10 von mindestens 1,2 mm so aufzudrucken, dass eine gute Lesbarkeit sichergestellt ist. (3) Bei Verpackungen oder Behältnissen, deren grösste bedruckbare Fläche weniger als 80 cm2 beträgt, beträgt die x-Höhe der

			Schriftgrösse gemäss Abs. 2 mindestens 0,9 mm.“
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	neuer Artikel	Die Anforderungen von Art. 20 Bst. a der Verordnung (EU) 1169/2011 fehlen in der LKV und bilden somit ein Handelshemmnis. Wir beantragen somit eine Angleichung zur EU. Die Anforderungen von Art. 20 Bst. c der Verordnung (EU) 1169/2011 fehlen in der LKV und bilden somit ein Handelshemmnis. Wir beantragen somit eine Angleichung zur EU . Die Anforderungen von Art. 20 Bst. d der Verordnung (EU) 1169/2011 fehlen in der LKV und bilden somit ein Handelshemmnis. Wir beantragen somit eine Angleichung zur EU .	LKV Art. 5 Abs. 2 anpassen: Neu lit. j.): „Nicht angegeben werden müssen folgende Zutaten, unter Vorbehalt von Art. 8: 1.): Bestandteile einer Zutat, die während der Herstellung vorübergehend entfernt und dann dem Lebensmittel wieder hinzugefügt werden, ohne dass sie mengenmässig ihren ursprünglichen Anteil überschreiten.“ 2.): Trägerstoffe und andere Stoffe, die keine Lebensmittelzusatzstoffe sind, aber in derselben Weise und zu demselben Zweck verwendet werden wie Trägerstoffe, und die nur in den unbedingt erforderlichen Mengen verwendet werden; 3.): Stoffe, die keine Lebensmittelzusatzstoffe sind, die aber auf dieselbe Weise und zu demselben Zweck wie Verarbeitungshilfsstoffe verwendet werden und — selbst wenn in veränderter Form — im Enderzeugnis vorhanden sind.
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	neuer Artikel	Etiquetage nutritionnel tricolore sur la face avant des emballages Pour les personnes particulièrement à risque comme les personnes issues de l"immigration, les jeunes et les hommes, l"information nutritionnelle doit être mis en évidence de manière simple et lisible sur l"avant des emballages. Plusieurs études montrent que le fait d"exprimer par des couleurs la teneur en matière grasse et en acides gras saturés, en sucre et en sel, est facilement compris par les consommateurs. Introduire l"étiquetage nutritionnel simplifié sur le modèle britannique des feux tricolores dans cette ordonnance.	
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	neuer Artikel	Es werden in der Lebensmittelkennzeichnung häufig Fantasiebezeichnungen mit «wissenschaftlich» vermischt. Unter Abs. 1 a und 2 wird ist Benennung der Mikroorganismen gemäss «spezifischer wissenschaftlichen Nomenklatur» festgelegt. Diese Umschreibung ist unklar. Die Nomenklatur wird nach strengen Regeln festgelegt bei Bakterien vom ICSP (International Committee on Systematics of Prokaryotes, siehe http://www.the-icsp.org/ inkl. Liste der Hefen), bei Hefen und Pilzen vom ICTF (International Commission on the Taxonomy of Fungi, siehe http://www.fungaltaxonomy.org/ , inkl. Committee on Yeast Taxonomy and Systematics) . Zur Präzisierung sollte deshalb bei der Verwendung der «wissenschaftlichen Nomenklatur» der Hinweis angebracht werden, dass	Art. 35b Abs. 3 (neu) „Die Angabe der wissenschaftlichen Nomenklatur von Mikroorganismen hat nach den Vorgaben der ICSP (International Committee on Systematics of Prokaryotes inkl. Liste der Hefen), bei Hefen und Pilzen vom ICTF (International Commission on the Taxonomy of Fungi inkl. Committee on Yeast Taxonomy and Systematics) zu erfolgen.“

		nur die Namen gemäss der validierten Liste der oben genannten Organisationen verwendet werden dürfen.	
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	neuer Artikel	Die in Anh. VI der Verordnung (EU) 1169/2011 Definition der X-Höhe müsste als neuer Anh. 10 in die LKV übernommen werden.	Neuer Anh. 10: Definition der X-Höhe
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	neuer Artikel	Etiquetage nutritionnel tricolore sur la face avant des emballages Pour les personnes particulièrement à risque comme les personnes issues de l"immigration, les jeunes et les hommes, l"information nutritionnelle doit être mis en évidence de manière simple et lisible sur l"avant des emballages. Plusieurs études montrent que le fait d"exprimer par des couleurs la teneur en matière grasse et en acides gras saturés, en sucre et en sel, est facilement compris par les consommateurs. Introduire l"étiquetage nutritionnel simplifié sur le modèle britannique des feux tricolores dans cette ordonnance.	
Emmi AG	Übergangsbest.	Die vorgesehenen Übergangsbestimmungen mit 2 Jahren sind für Produkte mit saisonaler Ausprägung zu kurz. Als angemessen wird ein Zeitraum von 3 Jahren nach Inkrafttreten der VO betrachtet.	… (3 Jahre nach Inkrafttreten) …
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Übergangsbest.	Der Absatz ist aufgrund des neu eingeführten Art. 23 Abs. 3 nicht mehr nötig (siehe Angaben dort).	Absatz streichen.
Sponser Sport Food AG	übrige	Anhang 8 Pantothensäure; “mental performance” wurde mit “geistige Leistung” übersetzt. Im Sinne einer modernen Sprache sollte auch das Fremdwort explizit erwähnt sein, falls auf wortwörtlicher Übernahme beharrt wird. Dies entspräche auch einer kongruenten Auslegung im Vergleich zum Health Claim von Eisen: „…trägt zu einer normalen kognitiven Funktion bei“. Proteine; Sicherstellen, dass auch „Eiweiss€“ als alternativer Term erlaubt ist. Im Sinne einer eleganten, modernen Sprachwahl auch die Möglichkeit des Singulars aufnehmen. Riboflavin; Der englische Begriff „vision“ wurde mit „Sehkraft“ übersetzt. Sinnvollerweise sollte auch der Begriff „Sehleistung“ möglich sein, der an sich sogar ein treffenderes und weniger weit gehendes Health Claim darstellt. Tomatenkonzentrat; Der Begriff „Blutplättchenaggregation“ ist unverständlich für den Durchschnittskonsumenten und schwerfällig. Hier sollte auch die deutsche Übersetzung möglich sein.	Erweiterung des Claims: “…trägt zu einer normalen geistigen/mentalen Leistung bei”. Ergänzung des Begriffs „Proteine“ mit „Protein(e)/Eiweiss(e) trägt bei/tragen bei…“ Erweiterung des Claims: “…trägt zur Erhaltung normaler Sehkraft/Sehleistung bei” Erweiterung des Claims: “…fördert die normale Blutplättchenaggregation/-Zusammenlagerung und…”. Erweiterung des Claims: “…trägt zur Erhaltung normaler Sehkraft/Sehleistung bei”

		Vitamin A; Der englische Begriff „vision“ wurde mit „Sehkraft“ übersetzt. Sinnvollerweise sollte auch der Begriff „Sehleistung“ möglich sein, der an sich sogar ein treffenderes und weniger weit gehendes Health Claim darstellt.	
Emmi AG	übrige	Die Formulierung "Abgabe an die Konsumentinnnen und Konsumenten " ist einschränkend (Art1/1)	"und" durch "oder" ersetzen
Standeskanzlei des Kantons Graubünden	übrige	Es ist nicht einzusehen, weswegen in der aktuellen Fassung "Tafelwasser (entspricht einer mit Mineralwasser hergestellten Limonade), das mit Kohlensäure versetzt ist und in dessen Bezeichnung dieses Merkmal aufgeführt ist", von der Angabe der Zutaten befreit ist. Vermutlich handelt es sich hier um eine Verwechslung mit Trinkwasser.	Die Angabe der Zutaten ist nicht erforderlich bei: b. Trinkwasser, das mit Kohlensäure versetzt ist und in dessen Bezeichnung dieses Merkmal aufgeführt ist.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	übrige	Allergenkennzeichnung bei Produkten ohne Zutatenverzeichnis Für gewisse Produkte ist gemäss Art. 2 Abs. 4 und Art. 5a LKV keine Angabe der Zutatenliste notwendig (bereits vor der Revision). Die EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Art. 21 Abs. 1) sieht für Produkte, welche keine Zutatenliste be¬nötigen, die aber allergene oder andere unerwünschte Reaktionen auslösende Stoffe nach Anhang II der EU-Verordnung (respektive Anhang 1 LKV) enthalten, die Angabe "Enthält“ vor, gefolgt von der in Anhang II aufgeführten Bezeichnung des Stoffs oder Erzeugnisses. In Art. 8 Abs. 8 ist dieser Wortlaut bei alkoholischen Getränken festgelegt. Die Angabe "Enthält…" sollte aus Gründen des Gesundheitsschutzes auch die anderen Produkte erfassen.	Analog EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Art. 21 Abs. 1 1169/2011) sollte die Allergen¬kenn¬zeichnung bei allen Produkten ohne Zutatenver¬zeichnis geregelt werden.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	übrige	“Nicht als Hinweis auf besondere Nährwerteigenschaften gelten Angaben, die vorgeschrieben sind, wie “gezuckert” bei Fruchtsäften“. Der Absatz selber ist nicht in Revision, doch durch Änderung der Verordnung über alkoholfreie Getränke respektive das Streichen der Möglichkeit der Zuckerung von Fruchtsäften muss die Angabe in Art. 23 Abs. 2 (letzter Satz) “…wie “gezuckert” bei Fruchtsäften” gestrichen werden.	Streichen der Angabe “… wie “gezuckert” bei Fruchtsäften”. Wünschenswert wäre die Angabe eines gültigen Beispiels (wie Halbfettkäse).
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	übrige	Anhang 8: Gesundheitsbezogene Angaben Es entstehen Widersprüchlichkeiten u.a. mit der Verordnung über Speziallebensmittel. Beispiele: Lactase und Chitosan Lactase wird neu in Anhang 8 LKV aufgeführt. Lactase ist bisher	Die Verordnung über Speziallebensmittel und evtl. auch die Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln sollten hinsichtlich diverser in Anhang 8 LKV aufgeführten Stoffe aktualisiert werden (siehe auch Anmerkungen unter den An-hängen 12 bis 14 der Verordnung

		ein Stoff (Enzym), der aufgrund von Art. 20 Abs. 10 der Verordnung über Speziallebensmittel bei Ergänzungsnahrung vom BAG bewilligt werden musste. Nun steht explizit, dass Lactase nur für Nahrungsergänzungsmittel unter bestimmten Bedingungen verwendet werden darf. Lactase wird in den Anhängen 12 bis 14 der Verordnung über Speziallebensmittel nirgends erwähnt. Für Chitosan wird in Anhang 8 LKV ebenfalls die gesundheitsbezogene Angabe geregelt. Der Health Claim darf nur für Lebensmittel ausser Nahrungsergänzungsmittel unter bestimmten Bedingungen verwendet werden. Was bedeutet dies nun? Darf der Stoff bei allen Lebensmitteln ausser Nahrungsergänzungsmitteln eingesetzt werden? Der Stoff ist weder im Anhang 12 der Verordnung über Speziallebensmittel noch im Anhang 1 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln aufgeführt. Wenn für Stoffe in Anhang 8 LKV gesundheitsbezogene Angaben geregelt werden, so müssten unseres Erachtens Produkte mit diesen Substanzen auch sonst irgendwo in der Lebensmittelgesetzgebung eingeordnet werden können. Hinsichtlich verschiedener in Anhang 8 LKV erwähnter Stoffe sollte deshalb in der Verordnung über Speziallebensmittel und unter Umständen auch in der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln eine Aktualisierung stattfinden.	über die Spezial-lebensmittel).
Vita Health Care AG	übrige	Anhang 8: Betreff: Angaben zu Chondroitin- und Glucosaminsulfat. Es sind neu keinerlei Angaben zu diesen Substanzen mehr vorgesehen. Die beantragten Bemerkungen (Claims) sind in der aktuellen Lebensmittelverodung vorhanden. Unsere Unternehmmung hat nach zahlreichen Eingaben von Studien und Gutachten (z.B. von Prof. em. Dr. med. Roland Jakob) dazu beigetragen, dass diese Angaben zu Chondroitinsulfat und Glukosaminsulfat gemacht werden können.Es geht darum, den Kosumenten aufzuzeigen, was diese Substanzen (Chondroitin und Glukosamin) überhaupt sind, nämlich natürliche Bestandteile des Bindegewebes, der Bänder und der Gelenkknorpel. In Deutschland gehen nach aktueller Gesetzesanwendungen die Aussagen (Health Claims) deutlich weiter. Da diese Produkte auch in der Schweiz verkauft werden (Handel, Internet) und von der entsprechenden Werbung (weitergehende Aussagen) in den Medien (TV, Zeitschriften etc.) beworben werden, entsteht für Schweizer Hersteller/Vertreiber ein deutlicher Wettbewerbsnachteil.	Nährstoffe: Glukosamin und Chondroitin Angabe (Claim): Glukosamin und Chondroitin sind natürliche Bestandteile des Bindegewebes, der Bänder und der Gelenkknorpel.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	übrige	Allergenkennzeichnung bei Produkten ohne Zutatenverzeichnis Für gewisse Produkte ist gemäss Art. 2 Abs. 4 und Art. 5a LKV keine Angabe der Zutatenliste notwendig (bereits vor der Revision).	Analog EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Art. 21 Abs. 1 1169/2011) sollte die Allergen¬kenn¬zeichnung bei allen Produkten ohne

		Die EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Art. 21 Abs. 1) sieht für Produkte, welche keine Zutatenliste be¬nötigen, die aber allergene oder andere unerwünschte Reaktionen auslösende Stoffe nach Anhang II der EU-Verordnung (respektive Anhang 1 LKV) enthalten, die Angabe "Enthält“ vor, gefolgt von der in Anhang II aufgeführten Bezeichnung des Stoffs oder Erzeugnisses. In Art. 8 Abs. 8 ist dieser Wortlaut bei alkoholischen Getränken festgelegt. Die Angabe "Enthält…" sollte aus Gründen des Gesundheitsschutzes auch die anderen Produkte erfassen.	Zutatenver¬zeichnis geregelt werden.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	übrige	“Nicht als Hinweis auf besondere Nährwerteigenschaften gelten Angaben, die vorgeschrieben sind, wie “gezuckert” bei Fruchtsäften“. Der Absatz selber ist nicht in Revision, doch durch Änderung der Verordnung über alkoholfreie Getränke respektive das Streichen der Möglichkeit der Zuckerung von Fruchtsäften muss die Angabe in Art. 23 Abs. 2 (letzter Satz) “…wie “gezuckert” bei Fruchtsäften” gestrichen werden.	Streichen der Angabe “… wie “gezuckert” bei Fruchtsäften”. Wünschenswert wäre die Angabe eines gültigen Beispiels (wie Halbfettkäse).
Staatskanzlei des Kantons Luzern	übrige	25.6: Der Absatz ist aufgrund des neu eingeführten Art. 23 Abs. 3 nicht mehr nötig (siehe Angaben dort).	Absatz streichen.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	übrige	Anh. 8: Gesundheitsbezogene Angaben Es entstehen Widersprüchlichkeiten u.a. mit der Verordnung über Speziallebensmittel. Beispiele: Lactase und Chitosan Lactase wird neu in Anhang 8 LKV aufgeführt. Lactase ist bisher ein Stoff (Enzym), der aufgrund von Art. 20 Abs. 10 der Verordnung über Speziallebensmittel bei Ergänzungsnahrung vom BAG bewilligt werden musste. Nun steht explizit, dass Lactase nur für Nahrungsergänzungsmittel unter bestimmten Bedingungen verwendet werden darf. Lactase wird in den Anhängen 12 bis 14 der Verordnung über Speziallebensmittel nirgends erwähnt. Für Chitosan wird in Anhang 8 LKV ebenfalls die gesundheitsbezogene Angabe geregelt. Der Health Claim darf nur für Lebensmittel ausser Nahrungsergänzungsmittel unter bestimmten Bedingungen verwendet werden. Was bedeutet dies nun? Darf der Stoff bei allen Lebensmitteln ausser Nahrungsergänzungsmitteln eingesetzt werden? Der Stoff ist weder im Anhang 12 der Verordnung über Speziallebensmittel noch im Anhang 1 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln aufgeführt. Wenn für Stoffe in Anhang 8 LKV gesundheitsbezogene Angaben	Die Verordnung über Speziallebensmittel und evtl. auch die Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln sollten hinsichtlich diverser in Anhang 8 LKV aufgeführten Stoffe aktualisiert werden (siehe auch Anmerkungen unter den An-hängen 12 bis 14 der Verordnung über die Spezial-lebensmittel).

		geregelt werden, so müssten unseres Erachtens Produkte mit diesen Substanzen auch sonst irgendwo in der Lebensmittelgesetzgebung eingeordnet werden können. Hinsichtlich verschiedener in Anhang 8 LKV erwähnter Stoffe sollte deshalb in der Verordnung über Speziallebensmittel und unter Umständen auch in der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln eine Aktualisierung stattfinden.	
Regierungskanzlei des Kantons Glarus	übrige	Anh. 7: In Anhang 7 LKV sollten die mittlerweile in der EU eingeführten zusätzlichen nährwertbezogenen Angaben gemäss der Verordnung (EU) Nr. 1047/2012 der Kommission vom 8. November 2012 ebenfalls aufgenommen werden. Es handelt sich um die Angaben „ohne Zusatz von Natrium / Kochsalz“ sowie „Reduzierter Anteil an gesättigten Fettsäuren“ und „Reduzierter Zuckeranteil“.	Antrag: Übernahme der zusätzlichen nährwertbezogenen Angaben gemäss Verordnung (EG) Nr. 1047/2012.
Staatskanzlei des Kantons Zürich	übrige	23.2: Der Absatz selber ist nicht Teil der Revision, doch durch die nunmehr vorgeschlagene Änderung der Verordnung über alkoholfreie Getränke, bzw. das Streichen der Möglichkeit der Zuckerung von Fruchtsäften (Art. 4 Abs. 1 lit. e) muss die Angabe in Art. 23 Abs. 2 (letzter Satz) “…wie “gezuckert” bei Fruchtsäften” gestrichen werden.	Die Angabe “wie “gezuckert” bei Fruchtsäften” sei zu streichen.
Staatskanzlei des Kantons Zürich	übrige	Anhang 8: In Bezug auf die gesundheitsbezogenen Angaben entstehen Widersprüchlichkeiten u.a. mit der Verordnung über Speziallebensmittel. Beispiele: Lactase und Chitosan Lactase wird neu in Anhang 8 LKV aufgeführt. Lactase ist bisher ein Stoff (Enzym), der aufgrund von Art. 20 Abs. 10 der Verordnung über Speziallebensmittel bei Ergänzungsnahrung vom BAG bewilligt werden musste. Nun steht explizit, dass Lactase nur für Nahrungsergänzungsmittel unter bestimmten Bedingungen verwendet werden darf. Lactase wird in den Anhängen 12 bis 14 der Verordnung über Speziallebensmittel nirgends erwähnt. Für Chitosan wird in Anhang 8 LKV ebenfalls die gesundheitsbezogene Angabe geregelt. Der Health Claim darf nur für Lebensmittel ausser Nahrungsergänzungsmittel unter bestimmten Bedingungen verwendet werden. Es ist unklar, was dies bedeutet. Darf der Stoff bei allen Lebensmitteln ausser Nahrungsergänzungsmitteln eingesetzt werden? Der Stoff ist weder im Anhang 12 der Verordnung über Speziallebensmittel noch im Anhang 1 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu	Die Verordnung über Speziallebensmittel und evtl. auch die Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln sollten hinsichtlich diverser in Anhang 8 LKV aufgeführten Stoffe aktualisiert werden.

		Lebensmitteln aufgeführt. Wenn für Stoffe in Anhang 8 LKV gesundheitsbezogene Angaben geregelt werden, so müssen Produkte mit diesen Substanzen auch sonst irgendwo in der Lebensmittelgesetzgebung eingeordnet werden können. Hinsichtlich verschiedener in Anhang 8 LKV erwähnter Stoffe sollte deshalb in der Verordnung über Spezialitätenbensmittel und unter Umständen auch in der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln eine Aktualisierung stattfinden.	
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	übrige	2.1 p: vgl. Kommentar zur Anpassung von Art. 15 und Art. 16 gemäss der Verordnung (EU) Nr. 1169/2011	Übernahme der Begriffe "Ursprungsland" und "Herkunftsort". Entsprechende Anpassung von Art. 2 Abs. 1 Bst. g: Ursprungsland oder Herkunftsort
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	übrige	Es kommt in der Praxis vor, dass einer Bezeichnung einer Zutat ein Phantasie- oder Markennamen hinzugefügt wird. Dem ist nichts entgegen zu setzen, sofern damit kein Anlass zur Täuschung besteht. Insbesondere ist diese Praxis in der Europäischen Union zulässig (Art. 17 Abs. 4 der Verordnung (EU) Nr. 1169/2011). Die bestehende Formulierung "Phantasie- und Markennamen dürfen nicht verwendet werden" ist deshalb unglücklich gewählt und sollte ersetzt werden.	Die Bezeichnung der Zutat darf nicht durch einen Phantasie- oder Markennamen ersetzt werden.
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	übrige	Fehlende bzw. unterschiedliche Definitionen der Begriffe "Produktionsland", "Ursprung" und "Herkunft" zwischen der schweizerischen und der europäischen Gesetzgebung führen zu Differenzen und zu Handelshemmnissen. Beispielsweise besteht eine rechtliche Lücke bzw. Unsicherheit, was die Angabe des Produktionslandes von aus Konzentrat rückverdünnten Fruchtsäften betrifft. Es ist unklar, weshalb diese umfassende Revision mit dem Ziel, Differenzen zur europäischen Gesetzgebung zu beheben, nicht benutzt wurde, diese offensichtliche und störende Differenz zu eliminieren. Eine Täuschung der Konsumentinnen und Konsumenten wegen der unklaren schweizerischen Bestimmungen könnte so in Zukunft vermieden und das Handelshemmnis verhindert werden. Der Begriff "Produktionsland" wird im 7. Abschnitt der LKV (Art. 15 und 16) definiert. Art. 15 LKV entspricht mehr oder weniger Art. 23 der Verordnung EWG Nr. 2913/92, in welcher dafür der Begriff "Ursprungswaren" verwendet wird. Was in der schweizerischen Gesetzgebung ein "Produktionsland" ist, ist also in der europäischen Union ein "Ursprungsland". Gemäss Art. 2 Abs. 3 der Verordnung (EU) 1169/2011 bezieht sich	Anpassung von Art. 15 und Art. 16 gemäss der Verordnung (EU) 1169/2011

		der Begriff "Ursprungsland eines Lebensmittels" ausdrücklich auf Art. 23 der Verordnung (EWG) Nr. 2913/92. In Art. 2 Abs. 2 Bst. g der Verordnung (EG) 1169/2011 präzisiert, dass der "Herkunftsort" eines Lebensmittels nicht das "Ursprungsland" darstellt. Im Gegensatz dazu wird in Art. 20 des Lebensmittelgesetzes (LMG, SR 817.0) das "Produktionsland" als Synonym zur Herkunft eines Lebensmittels definiert. Art. 24 der Verordnung EWG Nr. 2913/92 legt fest: "Eine Ware, an deren Herstellung zwei oder mehrere Länder beteiligt waren, ist Ursprungsware des Landes, in dem sie der letzten wesentlichen und wirtschaftlich gerechtfertigten Be- oder Verarbeitung unterzogen worden ist, die in einem dazu eingerichteten Unternehmen vorgenommen worden ist und zur Herstellung eines neuen Erzeugnisses geführt hat oder eine bedeutende Herstellungsstufe darstellt." Dem Sinn nach wurde dieser Artikel in Art. 15 Abs. 3 LKV übernommen. Die Bestimmungen der Verordnung (EWG) 2913/92 halten jedoch präziser fest, was als Ursprungs-/Produktionsland einer Ware gilt. Im Schweizer Lebensmittelrecht findet sich der Begriff Herkunftsland nur in Art. 19 der Verordnung des EDI über Trink-, Quell- und Mineralwasser (SR 817.022.102). Diverse Verordnungen der Landwirtschaftsgesetzgebung verwenden "Herkunftsland" hingegen zur Bezeichnung der Herkunft von Primärprodukten. Daraus und mit der Bedeutung von Herkunft innerhalb des europäischen Rechts kann abgeleitet werden, dass im Fall von verarbeiteten Produkten (z. Bsp. Fruchtsaft) die Herkunft der Rohstoffe (Primärprodukte) eine andere sein kann als der Ursprung (Produktionsland). Dieser Unterschied fehlt in der schweizerischen Lebensmittelgesetzgebung und sollte unbedingt eingeführt werden.	
Staatskanzlei des Kantons Bern	übrige	Durch das Streichen der Möglichkeit der Zuckerung von Fruchtsäften in der Änderung der Verordnung über alkoholfreie Getränke ist in Art. 23 Abs. 2, letzter Teilsatz „wie «gezuckert» bei Fruchtsäften“ zu streichen.	
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	übrige	Allergenkennzeichnung bei Produkten ohne Zutatenverzeichnis Für gewisse Produkte ist gemäss Art. 2 Abs. 4 und Art. 5a LKV keine Angabe der Zutatenliste notwendig (bereits vor der Revision). Die EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Art. 21 Abs. 1) sieht für Produkte, welche keine Zutatenliste be¬nötigen, die aber allergene oder andere unerwünschte Reaktionen auslösende Stoffe nach Anhang II der EU-Verordnung (respektive Anhang 1 LKV) enthalten, die Angabe "Enthält“ vor, gefolgt von der in Anhang II aufgeführten Bezeichnung des Stoffs oder Erzeugnisses. In Art. 8 Abs. 8 ist dieser Wortlaut bei alkoholischen Getränken festgelegt. Die Angabe "Enthält…" sollte aus Gründen des Ge-	Analog EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Art. 21 Abs. 1 1169/2011) sollte die Allergen¬kenn¬zeichnung bei allen Produkten ohne Zutatenver¬zeichnis geregelt werden.

		sundheitsschutzes auch die anderen Produkte erfassen.	
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	übrige	“Nicht als Hinweis auf besondere Nährwerteigenschaften gelten Angaben, die vorgeschrieben sind, wie “gezuckert” bei Fruchtsäften“. Der Absatz selber ist nicht in Revision, doch durch Änderung der Verordnung über alkoholfreie Getränke respektive das Streichen der Möglichkeit der Zuckerung von Fruchtsäften muss die Angabe in Art. 23 Abs. 2 (letzter Satz) “…wie “gezuckert” bei Fruchtsäften” gestrichen werden.	Streichen der Angabe “… wie “gezuckert” bei Fruchtsäften”. Wünschenswert wäre die Angabe eines gültigen Beispiels (wie Halbfettkäse).
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	übrige	25.6: Der Absatz ist aufgrund des neu eingeführten Art. 23 Abs. 3 nicht mehr nötig (siehe Angaben dort).	Absatz streichen.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	übrige	Anh. 8: Gesundheitsbezogene Angaben Es entstehen Widersprüchlichkeiten u.a. mit der Verordnung über Speziallebensmittel. Beispiele: Lactase und Chitosan Lactase wird neu in Anhang 8 LKV aufgeführt. Lactase ist bisher ein Stoff (Enzym), der aufgrund von Art. 20 Abs. 10 der Verordnung über Speziallebensmittel bei Ergänzungsnahrung vom BAG bewilligt werden musste. Nun steht explizit, dass Lactase nur für Nahrungsergänzungsmittel unter bestimmten Bedingungen verwendet werden darf. Lactase wird in den Anhängen 12 bis 14 der Verordnung über Speziallebensmittel nirgends erwähnt. Für Chitosan wird in Anhang 8 LKV ebenfalls die gesundheitsbezogene Angabe geregelt. Der Health Claim darf nur für Lebensmittel ausser Nahrungsergänzungsmittel unter bestimmten Bedingungen verwendet werden. Was bedeutet dies nun? Darf der Stoff bei allen Lebensmitteln ausser Nahrungsergänzungsmitteln eingesetzt werden? Der Stoff ist weder im Anhang 12 der Verordnung über Speziallebensmittel noch im Anhang 1 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln aufgeführt. Wenn für Stoffe in Anhang 8 LKV gesundheitsbezogene Angaben geregelt werden, so müssten unseres Erachtens Produkte mit diesen Substanzen auch sonst irgendwo in der Lebensmittelgesetzgebung eingeordnet werden können. Hinsichtlich verschiedener in Anhang 8 LKV erwähnter Stoffe sollte deshalb in der Verordnung über Speziallebensmittel und unter Umständen auch in der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln eine Aktualisierung stattfinden.	Die Verordnung über Speziallebensmittel und evtl. auch die Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln sollten hinsichtlich diverser in Anhang 8 LKV aufgeführten Stoffe aktualisiert werden (siehe auch Anmerkungen unter den An-hängen 12 bis 14 der Verordnung über die Spezial-lebensmittel).

Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	übrige	Art. 2.1: "p. Gebrauchsanleitung, sofern das Lebensmittel ohne diese Angabe nicht bestimmungsgemäss verwendet oder aufbewahrt werden kann;" Neu werden hier Angaben zur Aufbewahrung aufgeführt. Aufbewahrungs-hinweise sollten analog der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 nicht unter den Begriff "Gebrauchsanleitung" fallen, sondern separat erfasst werden (siehe Art. 9 Abs. 1 Bst. G und j der EU-Verordnung Nr. 1169/2011). Von der Logik her wären Hinweise zur Aufbewahrung am sinnvollsten unter Buchstabe m, weil dort bereits schon auf besondere Hinweise bei gekühlten oder tiefgekühlten Lebensmitteln eingegangen wird.	Angebrachtere Formulierung wie: "p. Gebrauchsanleitung oder Aufbewahrungshin¬weis, sofern das Lebensmittel ohne dies Angabe nicht bestimmungsgemäss verwendet oder aufbe¬wahrt werden kann;" Oder Bst. p so belassen wie aktuelle LKV und Aufbe-wahrungshinweis unter Bst. m aufführen (Vorzug). Beispiel: "m. gegebenenfalls Aufbewahrungshinweis bei Lebensmitteln (Art. 14) sowie besondere Hinweise bei ge¬kühlten oder tiefgekühlten Lebensmitteln (Art. 18)."
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	übrige	Art 14 Wortlaut Datierung: "Mindestens haltbar bis…", "à consommer de préférence avant le…"; "da consumare preferibilmente entro il…" Die Wortlaute der französischen und italienischen Version entsprechen inhaltlich nicht genau der deutschen Fassung.	Die Angleichung der Wortlaute in den drei Sprachen sollte überprüft werden.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	übrige	Anhang 2: "1. Raffinierte Öle, ausser Olivenöl, und raffinierte Fette" In der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Anhang VII, Teil A, Ziffer 8) wird die Angabe "ausser Olivenöl" nicht aufgeführt.	Den Begriff "ausser Olivenöl" analog der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 nicht angeben:
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	übrige	Art. 29: Es wäre logischer, wenn die Absätze 4 bis 6 von Art. 27 im Art. 29 nach dem Absatz 3 aufgeführt würden, da es sich bei diesen Absätzen ebenfalls um Mengenangaben handelt. Im Art. 29 Abs. 3 wird grundsätzlich auf die Mengenangabe pro 100 g oder 100 und zusätzlich pro Portion eingegangen. Art. 27 Abs. 4 bis 6 befasst sich detaillierter damit. Auf diese Weise wäre dieses Thema nicht so verzettelt in verschiedenen Artikeln, und die Details kämen erst nach den Grundsätzen zur Mengenangabe, was zum besseren Verständnis beitragen könnte.	Zum besseren Verständnis wäre es sinnvoll, wenn Art. 27 Abs. 4 bis 6 in Art. 29 integriert würde.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	übrige	Allergenkennzeichnung bei Produkten ohne Zutatenverzeichnis Für gewisse Produkte ist gemäss Art. 2 Abs. 4 und Art. 5a LKV keine Angabe der Zutatenliste notwendig (bereits vor der Revision). Die EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Art. 21 Abs. 1) sieht für Produkte, welche keine Zutatenliste be¬nötigen, die aber allergene oder andere unerwünschte Reaktionen auslösende Stoffe nach	Analog EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Art. 21 Abs. 1 1169/2011) sollte die Allergen¬kenn¬zeichnung bei allen Produkten ohne Zutatenver¬zeichnis geregelt werden.

		Anhang II der EU-Verordnung (respektive Anhang 1 LKV) enthalten, die Angabe "Enthält“ vor, gefolgt von der in Anhang II aufgeführten Bezeichnung des Stoffs oder Erzeugnisses. In Art. 8 Abs. 8 ist dieser Wortlaut bei alkoholischen Getränken festgelegt. Die Angabe "Enthält…" sollte aus Gründen des Gesundheitsschutzes auch die anderen Produkte erfassen.	
Staatskanzlei des Kantons Aargau	übrige	“Nicht als Hinweis auf besondere Nährwerteigenschaften gelten Angaben, die vorgeschrieben sind, wie “gezuckert” bei Fruchtsäften“. Der Absatz selber ist nicht in Revision, doch durch Änderung der Verordnung über alkoholfreie Getränke respektive das Streichen der Möglichkeit der Zuckerung von Fruchtsäften muss die Angabe in Art. 23 Abs. 2 (letzter Satz) “…wie “gezuckert” bei Fruchtsäften” gestrichen werden.	Streichen der Angabe “… wie “gezuckert” bei Fruchtsäften”. Wünschenswert wäre die Angabe eines gültigen Beispiels (wie Halbfettkäse).
Staatskanzlei des Kantons Aargau	übrige	25.6: Der Absatz ist aufgrund des neu eingeführten Art. 23 Abs. 3 nicht mehr nötig (siehe Angaben dort).	Absatz streichen.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	übrige	Anh. 8: Gesundheitsbezogene Angaben Es entstehen Widersprüchlichkeiten u.a. mit der Verordnung über Speziallebensmittel. Beispiele: Lactase und Chitosan Lactase wird neu in Anhang 8 LKV aufgeführt. Lactase ist bisher ein Stoff (Enzym), der aufgrund von Art. 20 Abs. 10 der Verordnung über Speziallebensmittel bei Ergänzungsnahrung vom BAG bewilligt werden musste. Nun steht explizit, dass Lactase nur für Nahrungsergänzungsmittel unter bestimmten Bedingungen verwendet werden darf. Lactase wird in den Anhängen 12 bis 14 der Verordnung über Speziallebensmittel nirgends erwähnt. Für Chitosan wird in Anhang 8 LKV ebenfalls die gesundheitsbezogene Angabe geregelt. Der Health Claim darf nur für Lebensmittel ausser Nahrungsergänzungsmittel unter bestimmten Bedingungen verwendet werden. Was bedeutet dies nun? Darf der Stoff bei allen Lebensmitteln ausser Nahrungsergänzungsmitteln eingesetzt werden? Der Stoff ist weder im Anhang 12 der Verordnung über Speziallebensmittel noch im Anhang 1 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln aufgeführt. Wenn für Stoffe in Anhang 8 LKV gesundheitsbezogene Angaben geregelt werden, so müssten unseres Erachtens Produkte mit diesen Substanzen auch sonst irgendwo in der Lebensmittelgesetzgebung eingeordnet werden können. Hinsichtlich verschiede-	Die Verordnung über Speziallebensmittel und evtl. auch die Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln sollten hinsichtlich diverser in Anhang 8 LKV aufgeführten Stoffe aktualisiert werden (siehe auch Anmerkungen unter den An-hängen 12 bis 14 der Verordnung über die Spezial-lebensmittel).

		ner in Anhang 8 LKV erwähnter Stoffe sollte deshalb in der Verordnung über Speziallebensmittel und unter Umständen auch in der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln eine Aktualisierung stattfinden.	
Staatskanzlei des Kantons Aargau	übrige	Art. 2.1: "p. Gebrauchsanleitung, sofern das Lebensmittel ohne diese Angabe nicht bestimmungsgemäss verwendet oder aufbewahrt werden kann;" Neu werden hier Angaben zur Aufbewahrung aufgeführt. Aufbewahrungs-hinweise sollten analog der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 nicht unter den Begriff "Gebrauchsanleitung" fallen, sondern separat erfasst werden (siehe Art. 9 Abs. 1 Bst. G und j der EU-Verordnung Nr. 1169/2011). Von der Logik her wären Hinweise zur Aufbewahrung am sinnvollsten unter Buchstabe m, weil dort bereits schon auf besondere Hinweise bei gekühlten oder tiefgekühlten Lebensmitteln eingegangen wird.	Angebrachtere Formulierung wie: "p. Gebrauchsanleitung oder Aufbewahrungshin¬weis, sofern das Lebensmittel ohne dies Angabe nicht bestimmungsgemäss verwendet oder aufbe¬wahrt werden kann;" Oder Bst. p so belassen wie aktuelle LKV und Aufbe-wahrungshinweis unter Bst. m aufführen (Vorzug). Beispiel: "m. gegebenenfalls Aufbewahrungshinweis bei Lebensmitteln (Art. 14) sowie besondere Hinweise bei ge¬kühlten oder tiefgekühlten Lebensmitteln (Art. 18)."
Staatskanzlei des Kantons Aargau	übrige	Verbrauchsdatum Die Angabe des Verbrauchsdatums sollte analog der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Art. 24) gehandhabt werden. Dies einerseits unter dem Gesichtspunkt "Lebensmittelverschwendung". Andererseits gibt es ja bereits zu Wurstwaren aus Deutschland eine Allgemeinverfügung (AV 1124). Dort geht es unter anderem genau um diese Thematik. Die Angabe des Haltbarkeitsdatums richtet sich bei der AV 1124 nach der EU-Definition.	Absatz 2 analog der EU anpassen: "Bei in mikrobiologischer Hinsicht sehr leicht verderblichen Lebensmitteln, die folglich nach kurzer Zeit eine unmittelbare Gefahr für die menschliche Gesundheit darstellen können, wird das Mindesthaltbarkeitsdatum durch das Ver-brauchsdatum ersetzt…"
Staatskanzlei des Kantons Aargau	übrige	Anhang 2: "1. Raffinierte Öle, ausser Olivenöl, und raffinierte Fette" In der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Anhang VII, Teil A, Ziffer 8) wird die Angabe "ausser Olivenöl" nicht aufgeführt.	Den Begriff "ausser Olivenöl" analog der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 nicht angeben:
Staatskanzlei des Kantons Aargau	übrige	Art. 29: Es wäre logischer, wenn die Absätze 4 bis 6 von Art. 27 im Art. 29 nach dem Absatz 3 aufgeführt würden, da es sich bei diesen Absätzen ebenfalls um Mengenangaben handelt. Im Art. 29 Abs. 3 wird grundsätzlich auf die Mengenangabe pro 100 g oder 100 und zusätzlich pro Portion eingegangen. Art. 27 Abs. 4 bis 6 befasst sich detaillierter damit. Auf diese Weise wäre dieses Thema nicht so verzettelt in verschiedenen Artikeln, und die Details kämen erst nach den Grundsätzen zur Mengenangabe, was zum besseren Verständnis beitragen könnte.	Zum besseren Verständnis wäre es sinnvoll, wenn Art. 27 Abs. 4 bis 6 in Art. 29 integriert würde.

Geschäftsstelle IG DHS	übrige	In Anhang 7 sollten die mittlerweile in der EU eingeführten zusätzlichen nährwertbezogenen Angaben gemäss der Verordnung (EU) Nr. 1047/2012 der Kommission vom 08. November 2012 ebenfalls aufgenommen werden. Es handelt sich um die Angaben „ohne Zusatz von Natrium / Kochsalz“ sowie „Reduzierter Anteil an gesättigten Fettsäuren“ und „Reduzierter Zuckeranteil“.	Antrag: Übernahme der zusätzlichen nährwertbezogenen Angaben gemäss Verordnung (EG) Nr. 1047/2012.
Geschäftsstelle IG DHS	übrige	Bei den gesundheitsbezogenen Angaben gemäss Anhang 8 müsste zusätzlich die Berichtigung der Verordnung (EU) Nr. 376/2010 gemäss Amtsblatt der europäischen Union L206 vom 11.08.2011 (Seite 56) berücksichtigt werden. Die Änderungen beziehen sich auf Pflanzenstanolester. Übernahme der Verordnung (EU) Nr. 1048/2012 zur Zulassung einer gesundheitsbezogenen Angabe über Lebensmittel betreffend die Verringerung eines Krankheitsrisikos	Antrag: Übernahme der Berichtigung der Verordnung (EU) Nr. 376/2010 durch EU Amtsblatt L206 vom 11.08.2011 (Seite 56). Beta Glucane aus Gerste – Beta-Glucane aus Gerste verringert/reduziert nachweislich den Cholesteringehalt im Blut. Ein hoher Cholesterinwert ist ein Risikofaktor für die koronare Herzerkrankung – Unterrichtung der Verbraucher, dass sich die positive Wirkung bei einer täglichen Aufnahme von 3 g Beta-Glucane aus Gerste einstellt. Die Angabe kann für Lebensmittel verwendet werden, die mindestens 1 g Beta-Gucane aus Gerste je angegebene Portion enthalten
Migros-Genossenschafts-Bund	übrige	In Anhang 7 sollten die mittlerweile in der EU eingeführten zusätzlichen nährwertbezogenen Angaben gemäss der Verordnung (EU) Nr. 1047/2012 der Kommission vom 08. November 2012 ebenfalls aufgenommen werden. Es handelt sich um die Angaben „ohne Zusatz von Natrium / Kochsalz“ sowie „Reduzierter Anteil an gesättigten Fettsäuren“ und „Reduzierter Zuckeranteil“.	Antrag: Übernahme der zusätzlichen nährwertbezogenen Angaben gemäss Verordnung (EG) Nr. 1047/201
Migros-Genossenschafts-Bund	übrige	Bei den gesundheitsbezogenen Angaben gemäss Anhang 8 müsste zusätzlich die Berichtigung der Verordnung (EU) Nr. 376/2010 gemäss Amtsblatt der europäischen Union L206 vom 11.08.2011 (Seite 56) berücksichtigt werden. Die Änderungen beziehen sich auf Pflanzenstanolester. Übernahme der Verordnung (EU) Nr. 1048/2012 zur Zulassung einer gesundheitsbezogenen Angabe über Lebensmittel betreffend die Verringerung eines Krankheitsrisikos	Antrag: Übernahme der Berichtigung der Verordnung (EU) Nr. 376/2010 durch EU Amtsblatt L206 vom 11.08.2011 (Seite 56). Beta Glucane aus Gerste – Beta-Glucane aus Gerste verringert/reduziert nachweislich den Cholesteringehalt im Blut. Ein hoher Cholesterinwert ist ein Risikofaktor für die koronare Herzerkrankung – Unterrichtung der Verbraucher, dass sich die positive Wirkung bei einer täglichen Aufnahme von 3 g Beta-Glucane aus Gerste einstellt. Die Angabe kann für Lebensmittel verwendet werden, die mindestens 1 g Beta-Gucane aus Gerste je angegebene Portion enthalten
Staatskanzlei des Kantons	übrige	In Anhang 7 LKV sollten die mittlerweile in der EU eingeführten zusätzlichen nährwertbezogenen Angaben gemäss der Verordnung	Antrag: Übernahme der zusätzlichen nährwertbezogenen Anga-

Schaffhausen		(EU) Nr. 1047/2012 der Kommission vom 8. November 2012 ebenfalls aufgenommen werden. Es handelt sich um die Angaben „ohne Zusatz von Natrium / Kochsalz“ sowie „Reduzierter Anteil an gesättigten Fettsäuren“ und „Reduzierter Zuckeranteil“.	ben gemäss Verordnung (EG) Nr. 1047/2012.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	übrige	D"après l"annexe 1 de l"ordonnance sur les additifs admis dans les denrées alimentaires, l"éthanol n"est plus classé comme additif. Comme suite logique, il faut donc supprimer cet alinéa pour être consisten	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	übrige	Pays de production des matières premières d'origine animale Le scandale de la viande de cheval qui a démontré la complexité du système pour produire des denrées alimentaires et surtout le manque de traçabilité des viandes. Les consommateurs ont besoin d"une meilleure indication de la provenance des ingrédients d"origine animale en tant qu"ingrédient dans des denrées manufacturées. Il faut donc indiquer cette provenance · lorsque l"ingrédient d"origine animale constitue 10% des matières premières, · lorsqu"il est mentionné dans la dénomination de la denrée (p.ex. « pizza au jambon »), · lorsqu"il est généralement associé par les consommateurs à la dénomination spécifique (la viande associée à la « sauce bolognaise »), · lorsqu"il est mis en relief sur l"étiquette, l"emballage ou le conditionnement au moyen d"une mention ou d"une représentation graphique (p.ex. « oeufs »). Ceci en analogie avec l"article 9 OEDAl qui indique pour quels ingrédients il faut déclarer la quantité. L"indication de la provenance de ces ingrédients d"origine animale est le seul moyen pour rétablir la confiance dans les produits contenant de la viande.	« lorsque la part de la matière première dans le produit fini est supérieure à 50 % masse ; dans le cas d"un ingrédient d"origine animale lorsque la déclaration quantitative est obligatoire selon l"art. 9 ou lorsqu"il est supérieur à 10% »
Fédération Romande des Consommateurs FRC	übrige	Pays de production des matières premières Les consommateurs associent généralement le pays de transformation d"un produit avec la provenance des matières premières. Ils veulent connaître la provenance de l"ingrédient principal dans tous les cas et non seulement si l"emballage est trompeur. Il faut supprimer cette condition supplémentaire.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	übrige	Etiquetage nutritionnel obligatoire L"augmentation des maladies non transmissibles est clairement liée à la consommation d"aliments trop riches sucres, en graisses saturés et en sel. D"après le 6ème rapport sur la nutrition en Suisse, 70% des consommateurs souhaitent veiller à l"alimentation	« L"étiquetage nutritionnel est facultatif obligatoire pour tous les aliments transformés. Sont réservés l"art. 29i, al. 4, et les dispositions de l"ordonnance du DFI du 23 novembre 2005 sur les aliments spéciaux.»

		saine. Ils ont donc besoin d"informations nutritionnelles pour pouvoir choisir leurs aliments en connaissance de cause. Pour cette raison, il faut mettre en place la même obligation pour les informations nutritionnelles qu"en Europe et supprimer le mot « facultatif » art. 23 al 1. Les autres articles allant dans ce sens sont à adapter. Pour les PME européennes, le règlement 1169/2011 prévoit une exception d"étiquetage nutritionnel pour les préparations faites en faible quantité et fournies directement aux consommateurs (annexe V, 19). En adoptant ce principe, il n"y aurait donc plus aucune raison de ne pas introduire l"étiquetage nutritionnel obligatoire en Suisse.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	übrige	L"exemple «"sucré" dans le cas de jus de fruits » est obsolète à cause du changement dans l"ordonnance sur les boissons sans alcool.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	übrige	32/2 Avec une déclaration nutritionnelle obligatoire, cet article devient caduc.	
Coop Genossenschaft	übrige	Die Formulierung bezüglich des Aufbewahrungshinweises sollte analog der EU angepasst werden. Die Vorgabe muss insofern klar verständlich sein, dass die Wahl zwischen MHD/ verbrauchen bis nur bei Produkten, bei denen die Vermehrung pathogener Keime tatsächlich ein Problem sein kann, zwingend ist.	Art. 12 alt
Coop Genossenschaft	übrige	In Anhang 7 sollten die mittlerweile in der EU eingeführten zusätzlichen nährwertbezogenen Angaben gemäss der Verordnung (EU) Nr. 1047/2012 der Kommission vom 08. November 2012 ebenfalls aufgenommen werden. Es handelt sich um die Angaben „ohne Zusatz von Natrium / Kochsalz" sowie „Reduzierter Anteil an gesättigten Fettsäuren" und „Reduzierter Zuckeranteil".	Antrag: Übernahme der zusätzlichen nährwertbezogenen Angaben gemäss Verordnung (EG) Nr. 1047/2012.
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	übrige	Les additifs transférés sont dans le projet sur les additifs sous l'art. 4 et non plus sous l'art. 3	1. Les additifs transférés au sens de l'art. 4 de l'ordonnance …
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	übrige	Les supports et les solvants sont dans le projet sur les additifs sous l'art. 5 et non plus sous l'art. 4	2. Les supports et les solvants porteurs ajoutés aux préparations d'additifs au sens de l'art. 5 Oadd
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelin-	übrige	Packgase nach Anhang 3 müssen sich auf Ziff. 20 anstatt 16 beziehen.	3. Packgase nach Anhang 3 Ziff. 20

dustrie			
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	übrige	Art. 5 Abs. 2 Bst. i sowie Art. 7 Abs. 1 und 2 der geltenden LKV regeln die Bedingungen, unter denen explizit "Zusatzstoffe" nicht im Verzeichnis der Zutaten angegeben werden müssen. Die entsprechende Regelung in der EU findet sich in Art. 20 Bst. b der Verordnung (EU) 1169/2011 betreffend die Information der Verbraucher über Lebensmittel. Gemäss dieser Regelung müssen Lebensmittelzusatzstoffe und Lebensmittelenzyme, "deren Vorhandensein in einem Lebensmittel lediglich darauf beruht, dass sie […] in einer Zutat oder in mehreren Zutaten dieses Lebensmittels enthalten waren, sofern sie im Enderzeugnis keine technologische Wirkung mehr ausüben" oder "die als Verarbeitungshilfsstoffe verwendet werden", nicht im Zutatenverzeichnis als Bestandteile von Lebensmitteln angegeben werden. Zudem erlaubt Art. 20, dass gemäss Bst. c "Trägerstoffe und andere Stoffe, die keine Lebensmittelzusatzstoffe sind, aber in derselben Weise und zu demselben Zweck verwendet werden wie Trägerstoffe, und die nur in den unbedingt erforderlichen Mengen verwendet werden" sowie gemäss Bst. d "Stoffe, die keine Lebensmittelzusatzstoffe sind, aber auf dieselbe Weise und zu demselben Zweck wie Verarbeitungshilfsstoffe verwendet werden und - selbst wenn in veränderter Form - im Enderzeugnis vorhanden sind" ebenfalls nicht im Zutatenverzeichnis aufgeführt werden müssen. In der EU sind also beispielsweise Lebensmittel, die in derselben Weise und zu demselben Zweck wie Trägerstoffe oder Verarbeitungshilfsstoffe verwendet werden, von einer Angabe im Zutatenverzeichnis befreit. Die in der LKV gewählte Formulierung, schliesst diese Möglichkeit jedoch aus. Entsprechend ist Art. 5 Abs. 2 Bst. i nicht auf Zusatzstoffe zu beschränken, sondern um "Trägerstoffe und andere Stoffe, die keine Lebensmittelzusatzstoffe sind, aber in derselben Weise und zu demselben Zweck verwendet werden wie Trägerstoffe" sowie um "Stoffe, die keine Lebensmittelzusatzstoffe sind, aber auf dieselbe Weise und zu demselben Zweck wie Verarbeitungshilfsstoffe verwendet werden" zu erweitern. Bei Art. 7 Abs. 1 und 2 ist davon abzusehen, positiv zu formulieren, welche Zusatzstoffe anzugeben sind. Um Rechtsgleichheit mit der EU zu erreichen, müssen vielmehr die Zusatzstoffe und weiteren Stoffe erwähnt sein, die nicht deklariert werden müssen, wenn sie im Endprodukt technologisch nicht mehr wirksam sind.	Angesichts der Komplexität des Sachverhalts ist kein ausformulierter Textvorschlag möglich. Wir beantragen jedoch, dass unsere Erwägungen berücksichtigt werden und sich die Formulierung möglichst an Art. 20 der Verordnung (EU) 1169/2011 orientiert
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	übrige	D"après l"annexe 1 de l"ordonnance sur les additifs admis dans les denrées alimentaires, l"éthanol n"est plus classé comme additif. Comme suite logique, il faut donc supprimer cet alinéa pour être consisten	

Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	übrige	Pays de production des matières premières d'origine animale Le scandale de la viande de cheval qui a démontré la complexité du système pour produire des denrées alimentaires et surtout le manque de traçabilité des viandes. Les consommateurs ont besoin d"une meilleure indication de la provenance des ingrédients d"origine animale en tant qu"ingrédient dans des denrées manufacturées. Il faut donc indiquer cette provenance · lorsque l"ingrédient d"origine animale constitue 10% des matières premières, · lorsqu"il est mentionné dans la dénomination de la denrée (p.ex. « pizza au jambon »), · lorsqu"il est généralement associé par les consommateurs à la dénomination spécifique (la viande associée à la « sauce bolognaise »), · lorsqu"il est mis en relief sur l"étiquette, l"emballage ou le conditionnement au moyen d"une mention ou d"une représentation graphique (p.ex. « oeufs »). Ceci en analogie avec l"article 9 OEDAl qui indique pour quels ingrédients il faut déclarer la quantité. L"indication de la provenance de ces ingrédients d"origine animale est le seul moyen pour rétablir la confiance dans les produits contenant de la viande.	« lorsque la part de la matière première dans le produit fini est supérieure à 50 % masse ; dans le cas d"un ingrédient d"origine animale lorsque la déclaration quantitative est obligatoire selon l"art. 9 ou lorsqu"il est supérieur à 10% »
Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	übrige	Pays de production des matières premières Les consommateurs associent généralement le pays de transformation d"un produit avec la provenance des matières premières. Ils veulent connaître la provenance de l"ingrédient principal dans tous les cas et non seulement si l"emballage est trompeur. Il faut supprimer cette condition supplémentaire.	
Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	übrige	Etiquetage nutritionnel obligatoire L"augmentation des maladies non transmissibles est clairement liée à la consommation d"aliments trop riches sucres, en graisses saturés et en sel. D"après le 6ème rapport sur la nutrition en Suisse, 70% des consommateurs souhaitent veiller à l"alimentation saine. Ils ont donc besoin d"informations nutritionnelles pour pouvoir choisir leurs aliments en connaissance de cause. Pour cette raison, il faut mettre en place la même obligation pour les informations nutritionnelles qu"en Europe et supprimer le mot « facultatif » art. 23 al 1. Les autres articles allant dans ce sens sont à adapter. Pour les PME européennes, le règlement 1169/2011 prévoit une exception d"étiquetage nutritionnel pour les préparations faites en faible quantité et fournies directement aux consommateurs (annexe V, 19). En adoptant ce principe, il n"y aurait donc plus aucune	« L"étiquetage nutritionnel est facultatif obligatoire pour tous les aliments transformés. Sont réservés l"art. 29i, al. 4, et les dispositions de l"ordonnance du DFI du 23 novembre 2005 sur les aliments spéciaux.»

		raison de ne pas introduire l"étiquetage nutritionnel obligatoire en Suisse.	
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	übrige	L"exemple «"sucré" dans le cas de jus de fruits » est obsolète à cause du changement dans l"ordonnance sur les boissons sans alcool.	
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	übrige	32/2 Avec une déclaration nutritionnelle obligatoire, cet article devient caduc.	
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	übrige	Grundsätzlich begrüsst die fial das Konzept, dass die Nährwertkennzeichnung in der Schweiz freiwillig bleibt. Obschon der weitaus grösste Teil der angebotenen Lebensmittel ohnehin eine Nährwertkennzeichnung aufweist, lässt die gewählte Regelung Raum für Produkte, bei denen eine Nährwertkennzeichnung keinen Sinn macht.	
		Bezüglich des Zeitpunkts, auf den sich die Angaben in der Nährwertkennzeichnung beziehen müssen, beantragen wir denselben Zeitpunkt zu wählen wie die EU: „Zeitpunkt des Verkaufs". Dies dürfte in den meisten Fällen mit dem in der Vorlage gewählten „Zeitpunkt der Abgabe an die Konsumentinnen" identisch sein, es sind aber Fälle denkbar, bei denen dies nicht zutrifft. Um Interpretationsschwierigkeiten zu vermeiden, sollte die EU-Formulierung hier übernommen werden (Art. 31 Ziffer 3 LMIV).	Art. 23 Abs. 3: „Anzugeben sind (…) zum Zeitpunkt des Verkaufs. Diese Informationen können…"
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	übrige	Il faut enlever cet alinéa, car il est maintenant remplacé par le nouvel art. 23 al. 3	Art. 25 al. 6 abrogé
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	übrige	In der Verordnung (EU) 1169/2011 betreffend die Information der Verbraucher über Lebensmittel wird in Anhang II "Stoffe oder Erzeugnisse, die Allergien oder Unverträglichkeiten auslösen" Ziff. 8 der Begriff "Schalenfrüchte" verwendet. Im entsprechenden Anhang I Ziff. 8 der geltenden LKV ist hingegen der Begriff "Hartschalenobst" vorgesehen. Um unnötige Unsicherheiten abzubauen und die Begriffe in der EU und der Schweiz zu vereinheitlichen, ist der Begriff "Schalenfrüchte" zu übernehmen.	Begriff "Hartschalenobst (Nüsse)" durch "Schalenfrüchte (Nüsse)" ersetzen
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	übrige	In Anhang 7 sollten die mittlerweile in der EU eingeführten zusätzlichen nährwertbezogenen Angaben gemäss der Verordnung (EU) Nr. 1047/2012 der Kommission vom 08. November 2012 ebenfalls aufgenommen werden. Es handelt sich um die Angaben „ohne Zusatz von Natrium / Kochsalz" sowie „Reduzierter Anteil an gesät-	Antrag: Übernahme der zusätzlichen nährwertbezogenen Angaben gemäss Verordnung (EG) Nr. 1047/2012.

		tigten Fettsäuren“ und „Reduzierter Zuckeranteil“.	
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	übrige	Bei den gesundheitsbezogenen Angaben gemäss Anhang 8 müsste zusätzlich die Berichtigung der Verordnung (EU) Nr. 376/2010 gemäss Amtsblatt der europäischen Union L206 vom 11.08.2011 (Seite 56) berücksichtigt werden. Die Änderungen beziehen sich auf Pflanzenstanolester. Übernahme der Verordnung (EU) Nr. 1048/2012 zur Zulassung einer gesundheitsbezogenen Angabe über Lebensmittel betreffend die Verringerung eines Krankheitsrisikos	Antrag: Übernahme der Berichtigung der Verordnung (EU) Nr. 376/2010 durch EU Amtsblatt L206 vom 11.08.2011 (Seite 56). Beta Glucane aus Gerste – Beta-Glucane aus Gerste verringert/reduziert nachweislich den Cholesteringehalt im Blut. Ein hoher Cholesterinwert ist ein Risikofaktor für die koronare Herzerkrankung – Unterrichtung der Verbraucher, dass sich die positive Wirkung bei einer täglichen Aufnahme von 3 g Beta-Glucane aus Gerste einstellt. Die Angabe kann für Lebensmittel verwendet werden, die mindestens 1 g Beta-Gucane aus Gerste je angegebene Portion enthalten
Denner AG	übrige	Denner Anhang 7 In Anhang 7 sollten die mittlerweile in der EU eingeführten zusätzlichen nährwertbezogenen Angaben gemäss der Verordnung (EU) Nr. 1047/2012 der Kommission vom 08. November 2012 ebenfalls aufgenommen werden. Es handelt sich um die Angaben „ohne Zusatz von Natrium / Kochsalz“ sowie „Reduzierter Anteil an gesättigten Fettsäuren“ und „Reduzierter Zuckeranteil“.	Antrag: Übernahme der zusätzlichen nährwertbezogenen Angaben gemäss Verordnung (EG) Nr. 1047/2012.
Denner AG	übrige	Bei den gesundheitsbezogenen Angaben gemäss Anhang 8 müsste zusätzlich die Berichtigung der Verordnung (EU) Nr. 376/2010 gemäss Amtsblatt der europäischen Union L206 vom 11.08.2011 (Seite 56) berücksichtigt werden. Die Änderungen beziehen sich auf Pflanzenstanolester. Übernahme der Verordnung (EU) Nr. 1048/2012 zur Zulassung einer gesundheitsbezogenen Angabe über Lebensmittel betreffend die Verringerung eines Krankheitsrisikos	Antrag: Übernahme der Berichtigung der Verordnung (EU) Nr. 376/2010 durch EU Amtsblatt L206 vom 11.08.2011 (Seite 56). Beta Glucane aus Gerste – Beta-Glucane aus Gerste verringert/reduziert nachweislich den Cholesteringehalt im Blut. Ein hoher Cholesterinwert ist ein Risikofaktor für die koronare Herzerkrankung – Unterrichtung der Verbraucher, dass sich die positive Wirkung bei einer täglichen Aufnahme von 3 g Beta-Glucane aus Gerste einstellt. Die Angabe kann für Lebensmittel verwendet werden, die mindestens 1 g Beta-Gucane aus Gerste je angegebene Portion enthalten
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	übrige	D"après l"annexe 1 de l"ordonnance sur les additifs admis dans les denrées alimentaires, l"éthanol n"est plus classé comme additif. Comme suite logique, il faut donc supprimer cet alinéa pour être consisten	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	übrige	Pays de production des matières premières d’origine animale Le scandale de la viande de cheval qui a démontré la complexité du système pour produire des denrées alimentaires et surtout le manque de traçabilité des viandes.	« lorsque la part de la matière première dans le produit fini est supérieure à 50 % masse ; dans le cas d"un ingrédient d"origine animale lorsque la déclaration quantitative est obligatoire selon

		Les consommateurs ont besoin d"une meilleure indication de la provenance des ingrédients d"origine animale en tant qu"ingrédient dans des denrées manufacturées. Il faut donc indiquer cette provenance · lorsque l"ingrédient d"origine animale constitue 10% des matières premières, · lorsqu"il est mentionné dans la dénomination de la denrée (p.ex. « pizza au jambon »), · lorsqu"il est généralement associé par les consommateurs à la dénomination spécifique (la viande associée à la « sauce bolognaise »), · lorsqu"il est mis en relief sur l"étiquette, l"emballage ou le conditionnement au moyen d"une mention ou d"une représentation graphique (p.ex. « oeufs »). Ceci en analogie avec l"article 9 OEDAI qui indique pour quels ingrédients il faut déclarer la quantité. L"indication de la provenance de ces ingrédients d"origine animale est le seul moyen pour rétablir la confiance dans les produits contenant de la viande.	l"art. 9 ou lorsqu"il est supérieur à 10% »
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	übrige	Pays de production des matières premières Les consommateurs associent généralement le pays de transformation d"un produit avec la provenance des matières premières. Ils veulent connaître la provenance de l"ingrédient principal dans tous les cas et non seulement si l"emballage est trompeur. Il faut supprimer cette condition supplémentaire.	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	übrige	Etiquetage nutritionnel obligatoire L"augmentation des maladies non transmissibles est clairement liée à la consommation d"aliments trop riches sucres, en graisses saturés et en sel. D"après le 6ème rapport sur la nutrition en Suisse, 70% des consommateurs souhaitent veiller à l"alimentation saine. Ils ont donc besoin d"informations nutritionnelles pour pouvoir choisir leurs aliments en connaissance de cause. Pour cette raison, il faut mettre en place la même obligation pour les informations nutritionnelles qu"en Europe et supprimer le mot « facultatif » art. 23 al 1. Les autres articles allant dans ce sens sont à adapter. Pour les PME européennes, le règlement 1169/2011 prévoit une exception d"étiquetage nutritionnel pour les préparations faites en faible quantité et fournies directement aux consommateurs (annexe V, 19). En adoptant ce principe, il n"y aurait donc plus aucune raison de ne pas introduire l"étiquetage nutritionnel obligatoire en Suisse.	« L"étiquetage nutritionnel est facultatif obligatoire pour tous les aliments transformés. Sont réservés l"art. 29i, al. 4, et les dispositions de l"ordonnance du DFI du 23 novembre 2005 sur les aliments spéciaux.»

Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	übrige	L‟exemple «“sucré“ dans le cas de jus de fruits » est obsolète à cause du changement dans l‟ordonnance sur les boissons sans alcool.	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	übrige	32/2 Avec une déclaration nutritionnelle obligatoire, cet article devient caduc.	
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	übrige	Anhang 8 Übernahme der Verordnung (EU) Nr. 1048/2012 vom 8. November 2012 zur Zulassung einer gesundheitsbezogenen Angabe über Lebensmittel betreffend die Verringerung eines Krankheitsrisikos.	Beta Glucane aus Gerste: Beta-Glucane aus Gerste verringert/reduziert nachweislich den Cholesteringehalt im Blut. Ein hoher Cholesterinwert ist ein Risikofaktor für die koronare Herzerkrankung. Unterrichtung der Verbraucher, dass sich die positive Wirkung bei einer täglichen Aufnahme von 3 g Beta-Glucane aus Gerste einstellt. Die Angabe kann für Lebensmittel verwendet werden, die mindestens 1 g Beta-Glucane aus Gerste je angegebene Portion enthalten.
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	übrige	Les additifs transférés sont dans le projet sur les additifs sous l’art. 4 et non plus sous l’art. 3	1. Les additifs transférés au sens de l’art. 4 de l’ordonnance …
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	übrige	Les supports et les solvants sont dans le projet sur les additifs sous l’art. 5 et non plus sous l’art. 4	2. Les supports et les solvants porteurs ajoutés aux préparations d’additifs au sens de l’art. 5 Oadd
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	übrige	Les gaz d’emballage sont dans le projet énumérés à l’annexe 3, ch. 20 et non plus sous le ch. 16	3. les gaz d’emballage énumérés à l’annexe 3, ch. 20
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	übrige	Il faut enlever cet alinéa, car il est maintenant remplacé par le nouvel art. 23 al. 3	Art. 25 al. 6 abrogé
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	übrige	Annexe 7: Il faudrait rajouter les allégations du règlement UE 1047/2012 à savoir « Sans sodium ou sel ajouté », « Réduit en graisses saturées » et « Réduit en sucres »	Rajouter les allégations du règlement EU 1047/2012
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	übrige	Allergenkennzeichnung bei Produkten ohne Zutatenverzeichnis Für gewisse Produkte ist gemäss Art. 2 Abs. 4 und Art. 5a LKV keine Angabe der Zutatenliste notwendig (bereits vor der Revision). Die EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Art. 21 Abs. 1) sieht für Pro-	Analog EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Art. 21 Abs. 1 1169/2011) sollte die Allergen¬kenn¬zeichnung bei allen Produkten ohne Zutatenver¬zeichnis geregelt werden.

		dukte, welche keine Zutatenliste be¬nötigen, die aber allergene oder andere unerwünschte Reaktionen auslösende Stoffe nach Anhang II der EU-Verordnung (respektive Anhang 1 LKV) enthalten, die Angabe "Enthält“ vor, gefolgt von der in Anhang II aufgeführten Bezeichnung des Stoffs oder Erzeugnisses. In Art. 8 Abs. 8 ist dieser Wortlaut bei alkoholischen Getränken festgelegt. Die Angabe "Enthält…" sollte aus Gründen des Gesundheitsschutzes auch die anderen Produkte erfassen.	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	übrige	“Nicht als Hinweis auf besondere Nährwerteigenschaften gelten Angaben, die vorgeschrieben sind, wie “gezuckert” bei Fruchtsäften“. Der Absatz selber ist nicht in Revision, doch durch Änderung der Verordnung über alkoholfreie Getränke respektive das Streichen der Möglichkeit der Zuckerung von Fruchtsäften muss die Angabe in Art. 23 Abs. 2 (letzter Satz) “…wie “gezuckert” bei Fruchtsäften” gestrichen werden.	Streichen der Angabe “… wie “gezuckert” bei Fruchtsäften”. Wünschenswert wäre die Angabe eines gültigen Beispiels (wie Halbfettkäse).
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	übrige	25.6: Der Absatz ist aufgrund des neu eingeführten Art. 23 Abs. 3 nicht mehr nötig (siehe Angaben dort).	Absatz streichen.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	übrige	Anh. 8: Gesundheitsbezogene Angaben Es entstehen Widersprüchlichkeiten u.a. mit der Verordnung über Speziallebensmittel. Beispiele: Lactase und Chitosan Lactase wird neu in Anhang 8 LKV aufgeführt. Lactase ist bisher ein Stoff (Enzym), der aufgrund von Art. 20 Abs. 10 der Verordnung über Speziallebensmittel bei Ergänzungsnahrung vom BAG bewilligt werden musste. Nun steht explizit, dass Lactase nur für Nahrungsergänzungsmittel unter bestimmten Bedingungen verwendet werden darf. Lactase wird in den Anhängen 12 bis 14 der Verordnung über Speziallebensmittel nirgends erwähnt. Für Chitosan wird in Anhang 8 LKV ebenfalls die gesundheitsbezogene Angabe geregelt. Der Health Claim darf nur für Lebensmittel ausser Nahrungsergänzungsmittel unter bestimmten Bedingungen verwendet werden. Was bedeutet dies nun? Darf der Stoff bei allen Lebensmitteln ausser Nahrungsergänzungsmitteln eingesetzt werden? Der Stoff ist weder im Anhang 12 der Verordnung über Speziallebensmittel noch im Anhang 1 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln aufgeführt. Wenn für Stoffe in Anhang 8 LKV gesundheitsbezogene Angaben geregelt werden, so müssten unseres Erachtens Produkte mit	Die Verordnung über Speziallebensmittel und evtl. auch die Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln sollten hinsichtlich diverser in Anhang 8 LKV aufgeführten Stoffe aktualisiert werden (siehe auch Anmerkungen unter den An-hängen 12 bis 14 der Verordnung über die Spezial-lebensmittel).

		diesen Substanzen auch sonst irgendwo in der Lebensmittelgesetzgebung eingeordnet werden können. Hinsichtlich verschiedener in Anhang 8 LKV erwähnter Stoffe sollte deshalb in der Verordnung über Speziallebensmittel und unter Umständen auch in der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln eine Aktualisierung stattfinden.	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	übrige	Art. 2.1: "p. Gebrauchsanleitung, sofern das Lebensmittel ohne diese Angabe nicht bestimmungsgemäss verwendet oder aufbewahrt werden kann;" Neu werden hier Angaben zur Aufbewahrung aufgeführt. Aufbewahrungs-hinweise sollten analog der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 nicht unter den Begriff "Gebrauchsanleitung" fallen, sondern separat erfasst werden (siehe Art. 9 Abs. 1 Bst. G und j der EU-Verordnung Nr. 1169/2011). Von der Logik her wären Hinweise zur Aufbewahrung am sinnvollsten unter Buchstabe m, weil dort bereits schon auf besondere Hinweise bei gekühlten oder tiefgekühlten Lebensmitteln eingegangen wird.	Angebrachtere Formulierung wie: "p. Gebrauchsanleitung oder Aufbewahrungshin¬weis, sofern das Lebensmittel ohne dies Angabe nicht bestimmungsgemäss verwendet oder aufbe¬wahrt werden kann;" Oder Bst. p so belassen wie aktuelle LKV und Aufbe-wahrungshinweis unter Bst. m aufführen (Vorzug). Beispiel: "m. gegebenenfalls Aufbewahrungshinweis bei Lebensmitteln (Art. 14) sowie besondere Hinweise bei ge¬kühlten oder tiefgekühlten Lebensmitteln (Art. 18)."
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	übrige	Art 14 Wortlaut Datierung: "Mindestens haltbar bis…", "à consommer de préférence avant le…"; "da consumare preferibilmente entro il…" Die Wortlaute der französischen und italienischen Version entsprechen inhaltlich nicht genau der deutschen Fassung.	Die Angleichung der Wortlaute in den drei Sprachen sollte überprüft werden.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	übrige	Art. 29: Es wäre logischer, wenn die Absätze 4 bis 6 von Art. 27 im Art. 29 nach dem Absatz 3 aufgeführt würden, da es sich bei diesen Absätzen ebenfalls um Mengenangaben handelt. Im Art. 29 Abs. 3 wird grundsätzlich auf die Mengenangabe pro 100 g oder 100 und zusätzlich pro Portion eingegangen. Art. 27 Abs. 4 bis 6 befasst sich detaillierter damit. Auf diese Weise wäre dieses Thema nicht so verzettelt in verschiedenen Artikeln, und die Details kämen erst nach den Grundsätzen zur Mengenangabe, was zum besseren Verständnis beitragen könnte.	Zum besseren Verständnis wäre es sinnvoll, wenn Art. 27 Abs. 4 bis 6 in Art. 29 integriert würde.

4.5 Révision totale de l'ordonnance sur les additifs (OAdd; RS 817.022.31)

Organisation	Article	Commentaire	Modifications proposées
Fédération Romande des Consommateurs FRC	1.1	La place des enzymes Le rôle des enzymes est peu clair dans cet article. Ils ne sont pas mentionnés dans les additifs ni dans les substances qui ne sont pas à considérer comme des additifs. A clarifier.	
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	1.1	La place des enzymes Le rôle des enzymes est peu clair dans cet article. Ils ne sont pas mentionnés dans les additifs ni dans les substances qui ne sont pas à considérer comme des additifs. A clarifier.	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	1.1	La place des enzymes Le rôle des enzymes est peu clair dans cet article. Ils ne sont pas mentionnés dans les additifs ni dans les substances qui ne sont pas à considérer comme des additifs. A clarifier.	
Verband Schweiz. Mineralquellen und Soft Drink-Produzenten (SMS)	1.1	Frage: Wieso werden Zusatzstoffe im Gegensatz zum europäischen Recht nicht als Lebensmittel betrachtet? Dies unabhängig von der laufenden LMG-Revision	
Schweizer Brauerei-Verband	1.1	Frage: Wieso werden Zusatzstoffe im Gegensatz zum europäischen Recht nicht als Lebensmittel betrachtet? Dies unabhängig von der laufenden LMG-Revision	
GSLI Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren	1.3	Im Anhang 3 ist unter dem Titel B: Anwendungsliste im Punkt 14.2.2 der Anhang 1 der Verordnung über alkoholische Getränke zitiert. Neu finden sich diese Angaben im Anhang 2 der revidierten Verordnung über alkoholische Getränke.	Die Verwendung von Zusatzstoffen ist nach Anhang 2 …
Verband Schweiz. Mineralquellen und Soft Drink-Produzenten (SMS)	1.4	Begriff "quantum satis" soll synonym zum Begriff GHP eingeführt werden.	
Schweizer Brauerei-Verband	1.4	Begriff "quantum satis" soll synonym zum Begriff GHP eingeführt werden.	
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	1.5	Enzyme Im Gegensatz zur laufenden ZuV (Art. 1 Abs. 6 Bst. i) werden die Enzyme nicht mehr unter der Liste der Stoffe/Erzeugnisse erfasst, die keine Zusatzstoffe sind. Die Enzyme müssten hier nach unserer Sicht erfasst werden.	Enzyme sollten hier ebenfalls erfasst werden. In Klammern könnte als Beispiel Transglutaminase aufgeführt werden (siehe auch allgemeine Bemerkungen zu Transglutaminase unter der Verordnung über

		Die Transglutaminase beispielsweise gilt nicht als Zusatzstoff (weder in der vorgesehenen noch in der aktuellen ZuV). Laut den BAG-Revisions¬erläuterungen zur Verordnung über Lebensmittel tierischer Herkunft gilt Transglutami¬nase als "deklarations¬pflichtige Zutat". Das Enzym fällt folglich auch nicht unter die Verarbeitungshilfsstoffe (Art. 1 Abs. 5 Bst. a). Ferner kommt 8 LKV nicht zum Tragen. Transglutaminase ist ein Beispiel für eine bestimmte Enzymkategorie, die unter Art. 1 Abs. 5 fällt. Diese Enzymkategorie müsste hier ebenfalls erfasst werden.	Lebensmittel tierischer Herkunft).
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	1.5	Enzyme Im Gegensatz zur laufenden ZuV (Art. 1 Abs. 6 Bst. i) werden die Enzyme nicht mehr unter der Liste der Stoffe/Erzeugnisse erfasst, die keine Zusatzstoffe sind. Die Enzyme müssten hier nach unserer Sicht erfasst werden. Die Transglutaminase beispielsweise gilt nicht als Zusatzstoff (weder in der vorgesehenen noch in der aktuellen ZuV). Laut den BAG-Revisions¬erläuterungen zur Verordnung über Lebensmittel tierischer Herkunft gilt Transglutami¬nase als "deklarations¬pflichtige Zutat". Das Enzym fällt folglich auch nicht unter die Verarbeitungshilfsstoffe (Art. 1 Abs. 5 Bst. A). Ferner kommt 8 LKV nicht zum Tragen. Transglutaminase ist ein Beispiel für eine bestimmte Enzymkategorie, die unter Art. 1 Abs. 5 fällt. Diese Enzymkategorie müsste hier ebenfalls erfasst werden.	Enzyme sollten hier ebenfalls erfasst werden. In Klammern könnte als Beispiel Transglutaminase aufgeführt werden (siehe auch allgemeine Bemerkungen zu Transglutaminase unter der Verordnung über Lebensmittel tierischer Herkunft).
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	1.5	"Getrocknete und konzentrierte Lebensmittel, einschliesslich Aromen,…" gelten nicht als Zusatzstoffe. Dies gilt für die EU. In der Schweiz gehören die Aromen im Gegensatz zur EU zu den Zusatzstoffen. Aromen müssen aus diesem Absatz gestrichen werden.	"Getrocknete und konzentrierte Lebensmittel, einschliesslich Aromen,… gelten nicht als Zusatzstoffe."
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	1.5	"Kaubasen zur Herstellung von Kaugummi" gelten nicht als Zusatzstoffe. Neu wird anstelle des Begriffes "Kaumassen" der Begriff "Kaubasen" verwendet. Zum besseren Verständnis sollte der gängige Begriff "Kaumassen" nach wie vor aufgeführt und deshalb ergänzt werden. Bei Kaugummis wird v.a. die Bezeichnung "Kaumasse" in der Zutatenliste ver-wendet. Eine solche Ergänzung führt nicht zu einem Konflikt mit der EU-Gesetzgebung.	Ergänzung: "Kaubasen (Kaumassen) zur Herstellung von Kaugummi" gelten nicht als Zusatzstoffe.
Standeskanzlei des Kantons Uri	1.5	Enzyme Im Gegensatz zur laufenden ZuV (Art. 1 Abs. 6 Bst. i) werden die Enzyme nicht mehr unter der Liste der Stoffe/Erzeugnisse erfasst, die keine Zusatzstoffe sind. Die Enzyme müssten hier nach unserer Sicht erfasst werden. Die Transglutaminase beispielsweise gilt nicht als Zusatzstoff (weder in der vorgesehenen noch in der aktuellen ZuV). Laut den BAG-Revisionserläuterungen zur Verordnung über Lebensmittel tierischer Herkunft gilt Transglutaminase als "deklarationspflichtige Zutat". Das Enzym fällt folglich auch nicht unter die Verarbeitungshilfsstoffe (Art. 1 Abs. 5 Bst. a). Ferner kommt 8 LKV nicht zum Tragen. Transglutaminase ist ein Beispiel für eine bestimmte Enzymkategorie, die unter Art. 1 Abs. 5 fällt. Diese Enzymkategorie müsste hier ebenfalls erfasst werden.	Enzyme sollten hier ebenfalls erfasst werden. In Klammern könnte als Beispiel Transglutaminase aufgeführt werden (siehe auch allgemeine Bemerkungen zu Transglutaminase unter der Verordnung über Lebensmittel tierischer Herkunft).

Staatskanzlei des Kantons Luzern	1.5	Enzyme Im Gegensatz zur laufenden ZuV (Art. 1 Abs. 6 Bst. i) werden die Enzyme nicht mehr unter der Liste der Stoffe/Erzeugnisse erfasst, die keine Zusatzstoffe sind. Die Enzyme müssten hier nach unserer Sicht erfasst werden. Die Transglutaminase beispielsweise gilt nicht als Zusatzstoff (weder in der vorgesehenen noch in der aktuellen ZuV). Laut den BAG-Revisions¬erläuterungen zur Verordnung über Lebensmittel tierischer Herkunft gilt Transglutami¬nase als "deklarations¬pflichtige Zutat". Das Enzym fällt folglich auch nicht unter die Verarbeitungshilfsstoffe (Art. 1 Abs. 5 Bst. a). Ferner kommt 8 LKV nicht zum Tragen. Transglutaminase ist ein Beispiel für eine bestimmte Enzymkategorie, die unter Art. 1 Abs. 5 fällt. Diese Enzymkategorie müsste hier ebenfalls erfasst werden.	Enzyme sollten hier ebenfalls erfasst werden. In Klammern könnte als Beispiel Transglutaminase aufgeführt werden (siehe auch allgemeine Bemerkungen zu Transglutaminase unter der Verordnung über Lebensmittel tierischer Herkunft).
Staatskanzlei des Kantons Luzern	1.5	"Getrocknete und konzentrierte Lebensmittel, einschliesslich Aromen,…" gelten nicht als Zusatzstoffe. Dies gilt für die EU. In der Schweiz gehören die Aromen im Gegensatz zur EU zu den Zusatzstoffen. Aromen müssen aus diesem Absatz gestrichen werden.	"Getrocknete und konzentrierte Lebensmittel, einschliesslich Aromen,… gelten nicht als Zusatzstoffe."
Staatskanzlei des Kantons Luzern	1.5	"Kaubasen zur Herstellung von Kaugummi" gelten nicht als Zusatzstoffe. Neu wird anstelle des Begriffes "Kaumassen" der Begriff "Kaubasen" verwendet. Zum besseren Verständnis sollte der gängige Begriff "Kaumassen" nach wie vor aufgeführt und deshalb ergänzt werden. Bei Kaugummis wird v.a. die Bezeichnung "Kaumasse" in der Zutatenliste ver-wendet. Eine solche Ergänzung führt nicht zu einem Konflikt mit der EU-Gesetzgebung.	Ergänzung: "Kaubasen (Kaumassen) zur Herstellung von Kaugummi" gelten nicht als Zusatzstoffe.
Staatskanzlei des Kantons Zürich	1.5	In der Schweiz gehören die Aromen, im Gegensatz zur EU, noch zu den Zusatzstoffen. Die Aromen müssen deshalb aus diesem Absatz gestrichen werden.	Änderung von Art. 1 Abs. 5 lit. f: “Lebensmittel, getrocknet oder in konzentrierter Form, die bei der Herstellung von … eine färbende Nebenwirkung haben;”
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	1.5	In der Schweiz gelten Aromen - im Unterschied zur Europäischen Union - als Zusatzstoffe (Art. 1 ZuV). Der Begriff Aromen muss deshalb gestrichen werden.	Lebensmittel, getrocknet oder in konzentrierter Form, die bei der Herstellung von …
Staatskanzlei des Kantons Bern	1.5	“Getrocknete und konzentrierte Lebensmittel, einschliesslich Aromen, gelten nicht als Zusatzstoffe.” Dies gilt zwar für die EU, in der Schweiz gehören die Aromen jedoch (noch) zu den Zusatzstoffen. Aromen müssen daher aus diesem Absatz gestrichen werden.	“Lebensmittel, getrocknet oder in konzentrierter Form, die bei der Herstellung von…”
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	1.5	Enzyme Im Gegensatz zur laufenden ZuV (Art. 1 Abs. 6 Bst. i) werden die Enzyme nicht mehr unter der Liste der Stoffe/Erzeugnisse erfasst, die keine Zusatzstoffe sind. Die Enzyme müssten hier nach unserer Sicht erfasst werden. Die Transglutaminase beispielsweise gilt nicht als Zusatzstoff (weder in der vorgesehenen noch in der aktuellen ZuV). Laut den BAG-Revisions¬erläuterungen zur Verordnung über Lebensmittel tierischer Herkunft gilt Transglutami¬nase als "deklarations¬pflichtige Zutat". Das Enzym fällt folglich auch	Enzyme sollten hier ebenfalls erfasst werden. In Klammern könnte als Beispiel Transglutaminase aufgeführt werden (siehe auch allgemeine Bemerkungen zu Transglutaminase unter der Verordnung über Lebensmittel tierischer Herkunft).

		nicht unter die Verarbeitungshilfsstoffe (Art. 1 Abs. 5 Bst. a). Ferner kommt 8 LKV nicht zum Tragen. Transglutaminase ist ein Beispiel für eine bestimmte Enzymkategorie, die unter Art. 1 Abs. 5 fällt. Diese Enzymkategorie müsste hier ebenfalls erfasst werden.	
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	1.5	"Getrocknete und konzentrierte Lebensmittel, einschliesslich Aromen,…" gelten nicht als Zusatzstoffe. Dies gilt für die EU. In der Schweiz gehören die Aromen im Gegensatz zur EU zu den Zusatzstoffen. Aromen müssen aus diesem Absatz gestrichen werden.	Nicht als Zusatzstoffe gelten: "Lebensmittel, getrocknet oder in konzentrierter Form , einschliesslich Aromen,…"
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	1.5	"Kaubasen zur Herstellung von Kaugummi" gelten nicht als Zusatzstoffe. Neu wird anstelle des Begriffes "Kaumassen" der Begriff "Kaubasen" verwendet. Zum besseren Verständnis sollte der gängige Begriff "Kaumassen" nach wie vor aufgeführt und deshalb ergänzt werden. Bei Kaugummis wird v.a. die Bezeichnung "Kaumasse" in der Zutatenliste ver-wendet. Eine solche Ergänzung führt nicht zu einem Konflikt mit der EU-Gesetzgebung.	Ergänzung: "Kaubasen (Kaumassen) zur Herstellung von Kaugummi" gelten nicht als Zusatzstoffe.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	1.5	Enzyme Im Gegensatz zur laufenden ZuV (Art. 1 Abs. 6 Bst. i) werden die Enzyme nicht mehr unter der Liste der Stoffe/Erzeugnisse erfasst, die keine Zusatzstoffe sind. Die Enzyme müssten hier nach unserer Sicht erfasst werden. Die Transglutaminase beispielsweise gilt nicht als Zusatzstoff (weder in der vorgesehenen noch in der aktuellen ZuV). Laut den BAG-Revisions¬erläuterungen zur Verordnung über Lebensmittel tierischer Herkunft gilt Transglutami¬nase als "deklarations¬pflichtige Zutat". Das Enzym fällt folglich auch nicht unter die Verarbeitungshilfsstoffe (Art. 1 Abs. 5 Bst. a). Ferner kommt 8 LKV nicht zum Tragen. Transglutaminase ist ein Beispiel für eine bestimmte Enzymkategorie, die unter Art. 1 Abs. 5 fällt. Diese Enzymkategorie müsste hier ebenfalls erfasst werden.	Enzyme sollten hier ebenfalls erfasst werden. In Klammern könnte als Beispiel Transglutaminase aufgeführt werden (siehe auch allgemeine Bemerkungen zu Transglutaminase unter der Verordnung über Lebensmittel tierischer Herkunft).
Staatskanzlei des Kantons Aargau	1.5	"Getrocknete und konzentrierte Lebensmittel, einschliesslich Aromen,…" gelten nicht als Zusatzstoffe. Dies gilt für die EU. In der Schweiz gehören die Aromen im Gegensatz zur EU zu den Zusatzstoffen. Aromen müssen aus diesem Absatz gestrichen werden.	Nicht als Zusatzstoffe gelten: "Lebensmittel, getrocknet oder in konzentrierter Form , einschliesslich Aromen,…"
Staatskanzlei des Kantons Aargau	1.5	"Kaubasen zur Herstellung von Kaugummi" gelten nicht als Zusatzstoffe. Neu wird anstelle des Begriffes "Kaumassen" der Begriff "Kaubasen" verwendet. Zum besseren Verständnis sollte der gängige Begriff "Kaumassen" nach wie vor aufgeführt und deshalb ergänzt werden. Bei Kaugummis wird v.a. die Bezeichnung "Kaumasse" in der Zutatenliste ver-wendet. Eine solche Ergänzung führt nicht zu einem Konflikt mit der EU-Gesetzgebung.	Ergänzung: "Kaubasen (Kaumassen) zur Herstellung von Kaugummi" gelten nicht als Zusatzstoffe.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	1.5	La place des arômes « les denrées alimentaires, séchées ou concentrées, y compris les arômes entrant dans la fabrication… »	les denrées alimentaires, séchées ou concentrées, y- -c-o-m-p-r-i-s- -l-e-s- -a-r-ô-m-e-s- entrant dans la fabrication »

		Les arômes étant considérés comme additifs, ils ne doivent pas être mentionnés parmi les substances qui ne sont pas considérés comme additifs.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	1.5	Les bases de gommes à mâcher Pour plus de précision, le terme « base » devrait être spécifié, également pour être cohérent avec l"annexe 2, point 8 du projet d"OEDAl. L"ancien article doit donc être maintenu.	les gommes bases pour gommes à mâcher;
Fédération Romande des Consommateurs FRC	1.5	« les acides aminés et leurs sels autres que l"acide glutamique, la glycine, la cystéine et la cystine et leurs sels qui n"ont pas de fonction technologique » En français la tournure de phrase n"est pas claire. A améliorer dans le texte français.	
Coop Genossenschaft	1.5	Neu wird die Bezeichnung "Kaubase" eingeführt. Die frühere Bezeichnung lautete "Kaumasse". Der Begriff "Kaumasse" wird zudem in der LKV verwendet. Da es sich bei den Begriffen "Kaubase" und "Kaumasse" um Synonyme handelt, sollten einer der beiden Begriffe einheitlich verwendet werden. Vorzugsweise ist dies der Begriff "Kaumasse" (in Übereinstimmung mit der LKV).	i. Kaumasse (Kaubase)
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	1.5	La place des arômes « les denrées alimentaires, séchées ou concentrées, y compris les arômes entrant dans la fabrication… » Les arômes étant considérés comme additifs, ils ne doivent pas être mentionnés parmi les substances qui ne sont pas considérés comme additifs.	les denrées alimentaires, séchées ou concentrées, y- -c-o-m-p-r-i-s- -l-e-s- -a-r-ô-m-e-s- entrant dans la fabrication »
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	1.5	Les bases de gommes à mâcher Pour plus de précision, le terme « base » devrait être spécifié, également pour être cohérent avec l"annexe 2, point 8 du projet d"OEDAl. L"ancien article doit donc être maintenu.	les gommes bases pour gommes à mâcher;
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	1.5	« les acides aminés et leurs sels autres que l"acide glutamique, la glycine, la cystéine et la cystine et leurs sels qui n"ont pas de fonction technologique » En français la tournure de phrase n"est pas claire. A améliorer dans le texte français.	
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	1.5	Neu wird die Bezeichnung "Kaubase" eingeführt. Die frühere Bezeichnung lautete "Kaumasse". Der Begriff "Kaumasse" wird zudem in der LKV verwendet. Da es sich bei den Begriffen "Kaubase" und "Kaumasse" um Synonyme handelt, sollten einer der beiden Begriffe einheitlich verwendet werden. Vorzugsweise ist dies der Begriff "Kaumasse" (in Übereinstimmung mit der LKV).	i. Kaumasse (Kaubase)
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittel-	1.5	Il ne s'agit pas de l'insuline, mais de l'inuline	n. inuline

industrie

Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	1.5	les denrées alimentaires, séchées ou concentrées, y compris les arômes entrant dans la fabrication de denrées alimentaires composées, utilisées en raison de leurs propriétés aromatiques, sapides ou nutritives, tout en ayant un effet colorant secondaire; Cela vaut pour l'Europe mais pas pour la Suisse. Les arômes sont considérés en Suisse contrairement à l'Europe comme des additifs. Il faut par conséquent tracer le mot « arômes » dans le texte.	suppression de l'expression « y compris les arômes »
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	1.5	La place des arômes « les denrées alimentaires, séchées ou concentrées, y compris les arômes entrant dans la fabrication… » Les arômes étant considérés comme additifs, ils ne doivent pas être mentionnés parmi les substances qui ne sont pas considérés comme additifs.	les denrées alimentaires, séchées ou concentrées, y- -c-o-m-p-r-i-s- -l-e-s- -a-r-ô-m-e-s- entrant dans la fabrication »
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	1.5	Les bases de gommes à mâcher Pour plus de précision, le terme « base » devrait être spécifié, également pour être cohérent avec l"annexe 2, point 8 du projet d"OEDAl. L"ancien article doit donc être maintenu.	les gommes bases pour gommes à mâcher;
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	1.5	« les acides aminés et leurs sels autres que l"acide glutamique, la glycine, la cystéine et la cystine et leurs sels qui n"ont pas de fonction technologique » En français la tournure de phrase n"est pas claire. A améliorer dans le texte français.	
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	1.5	Il ne s'agit pas de l'insuline, mais de l'inuline	n. insuline
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	1.5	Enzyme Im Gegensatz zur laufenden ZuV (Art. 1 Abs. 6 Bst. i) werden die Enzyme nicht mehr unter der Liste der Stoffe/Erzeugnisse erfasst, die keine Zusatzstoffe sind. Die Enzyme müssten hier nach unserer Sicht erfasst werden. Die Transglutaminase beispielsweise gilt nicht als Zusatzstoff (weder in der vorgesehenen noch in der aktuellen ZuV). Laut den BAG-Revisions¬erläuterungen zur Verordnung über Lebensmittel tierischer Herkunft gilt Transglutami¬nase als "deklarations¬pflichtige Zutat". Das Enzym fällt folglich auch nicht unter die Verarbeitungshilfsstoffe (Art. 1 Abs. 5 Bst. a). Ferner kommt 8 LKV nicht zum Tragen. Transglutaminase ist ein Beispiel für eine bestimmte Enzymkategorie, die unter Art. 1 Abs. 5 fällt. Diese Enzymkategorie müsste hier ebenfalls erfasst werden.	Enzyme sollten hier ebenfalls erfasst werden. In Klammern könnte als Beispiel Transglutaminase aufgeführt werden (siehe auch allgemeine Bemerkungen zu Transglutaminase unter der Verordnung über Lebensmittel tierischer Herkunft).

Staatskanzlei des Kantons Solothurn	1.5	"Getrocknete und konzentrierte Lebensmittel, einschliesslich Aromen,…" gelten nicht als Zusatzstoffe. Dies gilt für die EU. In der Schweiz gehören die Aromen im Gegensatz zur EU zu den Zusatzstoffen. Aromen müssen aus diesem Absatz gestrichen werden.	Nicht als Zusatzstoffe gelten: "Lebensmittel, getrocknet oder in konzentrierter Form , einschliesslich Aromen,…"
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	1.5	"Kaubasen zur Herstellung von Kaugummi" gelten nicht als Zusatzstoffe. Neu wird anstelle des Begriffes "Kaumassen" der Begriff "Kaubasen" verwendet. Zum besseren Verständnis sollte der gängige Begriff "Kaumassen" nach wie vor aufgeführt und deshalb ergänzt werden. Bei Kaugummis wird v.a. die Bezeichnung "Kaumasse" in der Zutatenliste ver-wendet. Eine solche Ergänzung führt nicht zu einem Konflikt mit der EU-Gesetzgebung.	Ergänzung: "Kaubasen (Kaumassen) zur Herstellung von Kaugummi" gelten nicht als Zusatzstoffe.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	2	Reinheitsanforderungen werden mit Verweis auf den Anhang 4 nur für Zusatzstoffe, wie sie in der EU definiert sind, d.h. ohne Aromen, aufgestellt. Die Reinheit der Aromen sollte aber wie in der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 872/2012 der Kommission vom 1. Oktober 2012 ebenfalls geregelt werden.	Ergänzung: "Zusatzstoffe haben den spezifischen Reinheitskriterien zu entsprechen, die in den EU-Verordnungen gemäss Anhang 4 festgelegt sind." Siehe auch Ergänzung in Anhang 4.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	2	Reinheitsanforderungen werden mit Verweis auf den Anhang 4 nur für Zusatzstoffe, wie sie in der EU definiert sind, d.h. ohne Aromen, aufgestellt. Die Reinheit der Aromen sollte aber wie in der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 872/2012 der Kommission vom 1. Oktober 2012 ebenfalls geregelt werden.	Ergänzung: "Zusatzstoffe haben den spezifischen Reinheitskriterien zu entsprechen, die in den EU-Verordnungen gemäss Anhang 4 festgelegt sind." Siehe auch Ergänzung in Anhang 4.
Schweiz. Bauernverband (SBV)	2	Die Anforderungen an Zusatzstoffe sind als schweizerisches Recht zu erlassen.	
Staatskanzlei des Kantons Zürich	2	Die Reinheitsanforderungen werden mit Verweis auf den Anhang 4 nur für Zusatzstoffe wie sie in der EU definiert sind, d.h. ohne Aromen, aufgestellt. Die Reinheit der Aromen sollte aber wie in der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 872/2012 der Kommission vom 1. Oktober 2012 ebenfalls geregelt werden.	Ergänzung von Art. 2: “Zusatzstoffe haben den spezifischen Reinheitskriterien zu entsprechen, die in den EU-Verordnungen gemäss Anhang 4 festgelegt sind.” Ergänzung von Anhang 4: “Aromen haben den spezifischen Reinheitskriterien zu entsprechen, die in der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 872/2012 festgelegt sind.”
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	2	Reinheitsanforderungen werden mit Verweis auf den Anhang 4 nur für Zusatzstoffe nach der europäischen Definition aufgestellt. Die Reinheit der in der Schweiz ebenfalls als Zusatzstoffe geltenden Aromen sollte aber analog der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 872/2012 der Kommission vom 1. Oktober 2012 ebenfalls geregelt werden.	Zusatzstoffe haben den spezifischen Reinheitskriterien zu entsprechen, die in den EU-Verordnungen gemäss Anhang 4 festgelegt sind.

Staatskanzlei des Kantons Bern	2	Reinheitsanforderungen werden mit Verweis auf den Anhang 4 nur für Zusatzstoffe aufgestellt wie sie in der EU definiert sind, d.h. ohne Aromen. Die Reinheit der Aromen sollte aber wie in der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 872/2012 der Kommission vom 1. Oktober 2012 ebenfalls geregelt werden.	a) “Zusatzstoffe haben den spezifischen Reinheitskriterien zu entsprechen, die in den EU-Verordnungen gemäss Anhang 4 festgelegt sind.” b) Anhang 4 ergänzen (siehe unten)
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	2	Reinheitsanforderungen werden mit Verweis auf den Anhang 4 nur für Zusatzstoffe, wie sie in der EU definiert sind, d.h. ohne Aromen, aufgestellt. Die Reinheit der Aromen sollte aber wie in der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 872/2012 der Kommission vom 1. Oktober 2012 ebenfalls geregelt werden.	Ergänzung: "Zusatzstoffe haben den spezifischen Reinheitskriterien zu entsprechen, die in den EU-Verordnungen gemäss Anhang 4 festgelegt sind." Siehe auch Ergänzung in Anhang 4.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	2	Reinheitsanforderungen werden mit Verweis auf den Anhang 4 nur für Zusatzstoffe, wie sie in der EU definiert sind, d.h. ohne Aromen, aufgestellt. Die Reinheit der Aromen sollte aber wie in der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 872/2012 der Kommission vom 1. Oktober 2012 ebenfalls geregelt werden.	Ergänzung: "Zusatzstoffe haben den spezifischen Reinheitskriterien zu entsprechen, die in den EU-Verordnungen gemäss Anhang 4 festgelegt sind." Siehe auch Ergänzung in Anhang 4.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	2	Les critères de pureté pour les arômes Les critères de pureté ne sont pas spécifiés pour les arômes. Les arômes ajoutés sont un thème très sensible pour les consommateurs. Il faut donc spécifier ces critères de pureté.	
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	2	Les critères de pureté pour les arômes Les critères de pureté ne sont pas spécifiés pour les arômes. Les arômes ajoutés sont un thème très sensible pour les consommateurs. Il faut donc spécifier ces critères de pureté.	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	2	Les critères de pureté pour les arômes Les critères de pureté ne sont pas spécifiés pour les arômes. Les arômes ajoutés sont un thème très sensible pour les consommateurs. Il faut donc spécifier ces critères de pureté.	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	2	Reinheitsanforderungen werden mit Verweis auf den Anhang 4 nur für Zusatzstoffe, wie sie in der EU definiert sind, d.h. ohne Aromen, aufgestellt. Die Reinheit der Aromen sollte aber wie in der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 872/2012 der Kommission vom 1. Oktober 2012 ebenfalls geregelt werden.	Ergänzung: "Zusatzstoffe haben den spezifischen Reinheitskriterien zu entsprechen, die in den EU-Verordnungen gemäss Anhang 4 festgelegt sind." Siehe auch Ergänzung in Anhang 4.
Geschäftsstelle IG DHS	3.1	Thema Aromatisierung von Sirup, Fruchtsirup und Grenadine-Sirup: Gemäss der aktuellen Regelung ist die Aromatisierung von „Grenadine-Sirup, Fruchtsirup“ ausdrücklich verboten (Anhang 7 Ziff. 30). Dies wiederspricht der Regelung	Anhang 3 Ziffer 14.1.4 „Aromatisierte Getränke (insbes. Tafelgetränke mit Fruchtsaft, Limonaden, Sirup, Fruchtsirup und Grenadine-Sirup).“

		in der EU aber auch bereits bestehenden Cassis-de-Dijon – Allgemeinverfügungen und ist daher zu korrigieren. Unser Vorschlag ist es, Anhang 7 Ziff. 30 ersatzlos zu streichen. Zudem sind die Sirupe, Fruchtsirupe und Grenadine-Sirupe in Ziffer 14.1.4 des Anhangs 3 (Aromatisierte Getränke) aufzunehmen. Da der Begriff „Aromatisierte Getränke“ in der Schweizerischen Gesetzeslandschaft aber bisher ohnehin nicht definiert ist, sollte Ziffer 14.1.4 in Übereinstimmung mit der Verordnung SR 817.022.111 klarer gefasst werden und auch „Tafelgetränke mit Fruchtsaft“ und „Limonaden“ ausdrücklich nennen.	Anhang 7 Ziff. 30: ersatzlos streichen
Fédération Romande des Consommateurs FRC	3.4	Publication des nouveaux additifs Il est surprenant d"inscrire dans une ordonnance suisse une dépendance unilatérale aussi étroite d"un système étranger. Les consommateurs sont réticents à l"introduction de nouveaux additifs sans être informés. Il faut donc publier le nom du nouvel additif ainsi que le nom des produits concernés avant la mise sur le marché.	Ajouter : « Avant d"être mis sur le marché, un tel additif doit être signalé à l"OFSP, en indiquant les directives de l"Union européenne auxquelles il est soumis. L"OFSP publie le nom de l"additif ainsi que ses conditions d"utilisation avant sa mise sur le marché »
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	3.4	Publication des nouveaux additifs Il est surprenant d"inscrire dans une ordonnance suisse une dépendance unilatérale aussi étroite d"un système étranger. Les consommateurs sont réticents à l"introduction de nouveaux additifs sans être informés. Il faut donc publier le nom du nouvel additif ainsi que le nom des produits concernés avant la mise sur le marché.	Ajouter : « Avant d"être mis sur le marché, un tel additif doit être signalé à l"OFSP, en indiquant les directives de l"Union européenne auxquelles il est soumis. L"OFSP publie le nom de l"additif ainsi que ses conditions d"utilisation avant sa mise sur le marché »
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	3.4	Publication des nouveaux additifs Il est surprenant d"inscrire dans une ordonnance suisse une dépendance unilatérale aussi étroite d"un système étranger. Les consommateurs sont réticents à l"introduction de nouveaux additifs sans être informés. Il faut donc publier le nom du nouvel additif ainsi que le nom des produits concernés avant la mise sur le marché.	Ajouter : « Avant d"être mis sur le marché, un tel additif doit être signalé à l"OFSP, en indiquant les directives de l"Union européenne auxquelles il est soumis. L"OFSP publie le nom de l"additif ainsi que ses conditions d"utilisation avant sa mise sur le marché »
Fédération Romande des Consommateurs FRC	4.1	Additifs transférés D"après les commentaires, si l"additif transféré remplit une fonction technologique dans le produit final, il doit être considéré comme additif conformément à l"annexe 3. Cette notion manque dans cet article.	Ajouter : « Les additifs transférés qui remplissent une fonction technologique dans le produit final sont considérés comme des additifs conformément à l"annexe 3. »
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	4.1	Additifs transférés D"après les commentaires, si l"additif transféré remplit une fonction technologique dans le produit final, il doit être considéré comme additif conformément à l"annexe 3. Cette notion manque dans cet article.	Ajouter : « Les additifs transférés qui remplissent une fonction technologique dans le produit final sont considérés comme des additifs conformément à l"annexe 3. »
Associazione Consumatrici	4.1	Additifs transférés	Ajouter :

della Svizzera Italiana ACSI		D"après les commentaires, si l"additif transféré remplit une fonction technologique dans le produit final, il doit être considéré comme additif conformément à l"annexe 3. Cette notion manque dans cet article.	« Les additifs transférés qui remplissent une fonction technologique dans le produit final sont considérés comme des additifs conformément à l"annexe 3. »
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	4.2	Gemäss EU und auch den Erläuterungen zu dieser Revision der ZuV sollen übertragene Zusatzstoffe, die noch Wirkung im Endprodukt entfalten, geregelt werden, als seien sie dem Endprodukt direkt zugegeben. Dieser Passus fehlt jedoch im aktuellen Entwurf der ZuV.	Bst. B ergänzen: "Hat der Zusatzstoff noch eine technische Funktion, so gilt er nicht als übertra¬gener Zusatzstoff, sondern muss gemäss Anhang 3 im Lebensmittel als Zusatzstoff zugelassen sein."
Staatskanzlei des Kantons Luzern	4.2	Gemäss EU und auch den Erläuterungen zu dieser Revision der ZuV sollen übertragene Zusatzstoffe, die noch Wirkung im Endprodukt entfalten, geregelt werden, als seien sie dem Endprodukt direkt zugegeben. Dieser Passus fehlt jedoch im aktuellen Entwurf der ZuV.	Bst. b ergänzen: "Hat der Zusatzstoff noch eine technische Funktion, so gilt er nicht als übertra¬gener Zusatzstoff, sondern muss gemäss Anhang 3 im Lebensmittel als Zusatzstoff zugelassen sein."
Staatskanzlei des Kantons Zürich	4.2	In der EU und gemäss den Erläuterungen zu dieser Revision neu auch in der ZuV, werden übertragene Zusatzstoffe, die noch Wirkung im Endprodukt entfalten, geregelt, als seien sie dem Endprodukt direkt zugegeben. Dieser Passus fehlt jedoch im aktuellen Verordnungstext der ZuV.	Ergänzung von Art. 4 Abs. 2 lit. b: “Hat der Zusatzstoff noch eine technische Funktion, so gilt er nicht als übertragener Zusatzstoff, sondern muss gemäss Anhang 3 im Lebensmittel als Zusatzstoff zugelassen sein.”
Staatskanzlei des Kantons Bern	4.2	Gemäss EU und auch den Erläuterungen zu dieser Revision der ZuV, sollen übertragene Zusatzstoffe, die noch Wirkung im Endprodukt entfalten, geregelt werden, als seien sie dem Endprodukt direkt zugegeben. Dieser Passus fehlt jedoch im aktuellen Entwurf der ZuV.	Lit. b ergänzen: “Hat der Zusatzstoff noch eine technische Funktion, so gilt er nicht als übertragener Zusatzstoff, sondern muss gemäss Anhang 3 im Lebensmittel als Zusatzstoff zugelassen sein.”
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	4.2	Gemäss EU und auch den Erläuterungen zu dieser Revision der ZuV sollen übertragene Zusatzstoffe, die noch Wirkung im Endprodukt entfalten, geregelt werden, als seien sie dem Endprodukt direkt zugegeben. Dieser Passus fehlt jedoch im aktuellen Entwurf der ZuV.	Bst. b ergänzen: "Hat der Zusatzstoff noch eine technische Funktion, so gilt er nicht als übertra¬gener Zusatzstoff, sondern muss gemäss Anhang 3 im Lebensmittel als Zusatzstoff zugelassen sein."
Staatskanzlei des Kantons Aargau	4.2	Gemäss EU und auch den Erläuterungen zu dieser Revision der ZuV sollen übertragene Zusatzstoffe, die noch Wirkung im Endprodukt entfalten, geregelt werden, als seien sie dem Endprodukt direkt zugegeben. Dieser Passus fehlt jedoch im aktuellen Entwurf der ZuV.	Bst. b ergänzen: "Hat der Zusatzstoff noch eine technische Funktion, so gilt er nicht als übertra¬gener Zusatzstoff, sondern muss gemäss Anhang 3 im Lebensmittel als Zusatzstoff zugelassen sein."
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	4.2	Gemäss EU und auch den Erläuterungen zu dieser Revision der ZuV sollen übertragene Zusatzstoffe, die noch Wirkung im Endprodukt entfalten, geregelt werden, als seien sie dem Endprodukt direkt zugegeben. Dieser Passus fehlt jedoch im aktuellen Entwurf der ZuV.	Bst. b ergänzen: "Hat der Zusatzstoff noch eine technische Funktion, so gilt er nicht als übertra¬gener Zusatzstoff, sondern muss gemäss Anhang 3 im Lebensmittel als Zusatzstoff zuge-

			lassen sein."
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	5.1	Titel "Zusatzstoff-, Aroma- und Enzympräparate" Der Titel ist verwirrend, weil Aromapräparate auch Zusatzstoffpräparate sind. Zudem wird nicht klar, weshalb Enzympräparate auch hier unter diesem Artikel erfasst werden, weil es sich bei einem Grossteil der Enzyme nicht um Zusatzstoffe handelt. Aus diesem Grunde sollten Enzympräparate nicht unter diesem Artikel aufgeführt werden.	In diesem Artikel nach wie vor zum besseren Verständnis nur die Zusatzstoff¬präparate (inklusive Aromapräparate) erfassen. Vorgeschlagen werden beispielsweise die Titel: "Zusatzstoffpräparate" oder "Zusatzstoffpräparate einschliesslich Aromapräpa-rate" Zum besseren Verständnis Enzympräparate unter einem separaten Artikel mit dem Titel "Enzym-präprate" aufführen analog vorgese¬henem Art. 6 "Zusatzstoffe in essenziellen oder physiologisch nützlichen Stoffen".
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	5.1	Im Titel wird wie bisher von Zusatzstoffpräparaten etc. gesprochen. Im Text wird dann aber nur noch von Lebensmittelzusatzstoffen geschrieben. Obwohl dies der Sprachregelung in der EU entspricht, gibt es keine Not, unsere bisherige, bessere Formulierung zu ändern. Begriff "Präparate" - Umschreibung Dieser Begriff wird in der vorgesehenen ZuV nirgends mehr umschrieben im Gegensatz zur aktuellen Fassung der ZuV (Art. 4 Abs. 1). Wie bisher sollte dies zum besseren Verständnis erfolgen. Evtl. sollte die Umschreibung in einem separaten Artikel erfolgen, weil es nebst Zusatzstoffpräparaten (inklu¬sive Aromapräparaten) auch Enzym-präparate und Präparate von essenziellen oder physiologisch nützlichen Stoffen gibt. Trägerstoffe Die Trägerstoffe sind bisher in der ZuV umschrieben (aktueller Art. 4 Abs. 2). Nun sollen sie im Anhang 3 LKV unter Ziffer 5 als Gattungs¬bezeichnung für Zusatzstoffe aufgeführt werden. Das Aufführen der Trägerstoffe macht in der LKV im Rahmen der Kennzeichnung eigentlich wenig Sinn. Die Klassenbezeichnung "Trägerstoffe" wird in der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 unter Teil C im Anhang VII ebenfalls nicht aufgeführt. Da in der ZuV im Anhang 5 auf die Trägerstoffe eingegangen wird, ist es angebracht, auf diese in Art. 5 oder in einem separaten Artikel (zusammen mit einer allgemeinen Angabe zu Präparaten) darauf einzugehen. Es sollte in der ZuV im Zusammenhang mit den Trägerstoffen mindestens auf Anhang 3 LKV verwiesen werden. Siehe auch Kommentare und Änderungsvorschlag unter Anhang 3 Ziffer 5 LKV.	Konsequente Nennung von Zusatzstoff-, Aroma- und Enzympräparaten (Enzympräparte unter einem anderen Artikel). Wie bisher (Art. 4 Abs. 1 ZuV) zum besseren Verständnis zuerst den Begriff "Präparat" umschreiben (eventuell in einem separa¬ten Artikel zusammen mit den Trägerstoffen). Auf Trägerstoffe in Art. 5 oder in einem separaten Artikel eingehen (evtl. anstelle im Anhang 3 LKV unter Ziffer 5). Wird Anhang 3 Ziffer 5 LKV beibehalten, so ist hier mindestens ein Verweis auf die Gattungs-bezeichnung "Träger¬stoffe" im Anhang 3 LKV vorzunehmen. Separate Absätze unter Art. 5 wie: "Nur die in Anhang 5 aufgeführten Zusatzstoffe dürfen unter den dort festgelegten Bedingungen in Zusatzstoffpräparaten verwendet werden." "Nur die in Anhang 5 … in Aromapräparaten verwendet werden."
Staatskanzlei des Kantons Luzern	5.1	Titel "Zusatzstoff-, Aroma- und Enzympräparate" Der Titel ist verwirrend, weil Aromapräparate auch Zusatzstoffpräparate sind. Zudem wird nicht klar, weshalb Enzympräparate auch hier unter diesem Artikel erfasst werden, weil es sich bei einem Grossteil der Enzyme nicht um Zusatzstoffe handelt. Aus diesem Grunde sollten Enzympräparate nicht unter diesem	In diesem Artikel nach wie vor zum besseren Verständnis nur die Zusatzstoff¬präparate (inklusive Aromapräparate) erfassen. Vorgeschlagen werden beispielsweise die Titel: "Zusatzstoffpräparate" oder "Zusatzstoffpräparate einschliesslich Aromapräpa-rate"

		Artikel aufgeführt werden.	Zum besseren Verständnis Enzympräparate unter einem separaten Artikel mit dem Titel "Enzym-präprate" aufführen analog vorgese¬henem Art. 6 "Zusatzstoffe in essenziellen oder physiologisch nützlichen Stoffen".
Staatskanzlei des Kantons Luzern	5.1	Im Titel wird wie bisher von Zusatzstoffpräparaten etc. gesprochen. Im Text wird dann aber nur noch von Lebensmittelzusatzstoffen geschrieben. Obwohl dies der Sprachregelung in der EU entspricht, gibt es keine Not, unsere bisherige, bessere Formulierung zu ändern.	Konsequente Nennung von Zusatzstoff-, Aroma- und Enzympräparaten (Enzympräparte unter einem anderen Artikel).
		Begriff "Präparate" - Umschreibung Dieser Begriff wird in der vorgesehenen ZuV nirgends mehr umschrieben im Gegensatz zur aktuellen Fassung der ZuV (Art. 4 Abs. 1). Wie bisher sollte dies zum besseren Verständnis erfolgen. Evtl. sollte die Umschreibung in einem separaten Artikel erfolgen, weil es nebst Zusatzstoffpräparaten (inklu¬sive Aromapräparaten) auch Enzym-präparate und Präparate von essenziellen oder physiologisch nützlichen Stoffen gibt.	Wie bisher (Art. 4 Abs. 1 ZuV) zum besseren Verständnis zuerst den Begriff "Präparat" umschreiben (eventuell in einem separa¬ten Artikel zusammen mit den Trägerstoffen).
		Trägerstoffe Die Trägerstoffe sind bisher in der ZuV umschrieben (aktueller Art. 4 Abs. 2). Nun sollen sie im Anhang 3 LKV unter Ziffer 5 als Gattungs¬bezeichnung für Zusatzstoffe aufgeführt werden. Das Aufführen der Trägerstoffe macht in der LKV im Rahmen der Kennzeichnung eigentlich wenig Sinn. Die Klassenbezeichnung "Trägerstoffe" wird in der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 unter Teil C im Anhang VII ebenfalls nicht aufgeführt. Da in der ZuV im Anhang 5 auf die Trägerstoffe eingegangen wird, ist es angebracht, auf diese in Art. 5 oder in einem separaten Artikel (zusammen mit einer allgemeinen Angabe zu Präparaten) darauf einzugehen. Es sollte in der ZuV im Zusammenhang mit den Trägerstoffen mindestens auf Anhang 3 LKV verwiesen werden. Siehe auch Kommentare und Änderungsvorschlag unter Anhang 3 Ziffer 5 LKV.	Auf Trägerstoffe in Art. 5 oder in einem separaten Artikel eingehen (evtl. anstelle im Anhang 3 LKV unter Ziffer 5). Wird Anhang 3 Ziffer 5 LKV beibehalten, so ist hier mindestens ein Verweis auf die Gattungs-bezeichnung "Träger¬stoffe" im Anhang 3 LKV vorzunehmen. Separate Absätze unter Art. 5 wie: "Nur die in Anhang 5 aufgeführten Zusatzstoffe dürfen unter den dort festgelegten Bedingungen in Zusatzstoffpräparaten verwendet werden." "Nur die in Anhang 5 … in Aromapräparaten verwendet werden."
Staatskanzlei des Kantons Zürich	5.1	Im Titel wird, wie bisher, von Zusatzstoffpräparaten etc. gesprochen. Im Text werden aber nur Lebensmittelzusatzstoffe erwähnt. Obwohl dies der Sprachregelung in der EU entspricht, gibt es keine Not, die bisherige Formulierung zu ändern.	Konsequente Nennung von Zusatzstoff-, Aroma- und Enzympräparaten.
Staatskanzlei des Kantons Bern	5.1	Im Titel wird von Zusatzstoffpräparaten gesprochen. Im Text wird dann aber nur noch von Lebensmittelzusatzstoffen geschrieben. Obwohl dies der Sprachregelung in der EU entspricht, gibt es keine Not, unsere bisherige, bessere Formulierung zu ändern.	Konsequente Nennung von Zusatzstoff-, Aroma- und Enzympräparaten.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	5.1	Titel "Zusatzstoff-, Aroma- und Enzympräparate" Der Titel ist verwirrend, weil Aromapräparate auch Zusatzstoffpräparate sind. Zudem wird nicht klar, weshalb Enzympräparate auch hier unter diesem Artikel erfasst werden, weil es sich bei einem Grossteil der Enzyme nicht um Zusatz-	In diesem Artikel nach wie vor zum besseren Verständnis nur die Zusatzstoff¬präparate (inklusive Aromapräparate) erfassen. Vorgeschlagen werden beispielsweise die Titel: "Zusatzstoffpräparate" oder

		stoffe handelt. Aus diesem Grunde sollten Enzympräparate nicht unter diesem Artikel aufgeführt werden.	"Zusatzstoffpräparate einschliesslich Aromapräpa-rate" Zum besseren Verständnis Enzympräparate unter einem separaten Artikel mit dem Titel "Enzym-präprate" aufführen analog vorgese¬henem Art. 6 "Zusatzstoffe in essenziellen oder physiologisch nützlichen Stoffen".
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	5.1	Im Titel wird wie bisher von Zusatzstoffpräparaten etc. gesprochen. Im Text wird dann aber nur noch von Lebensmittelzusatzstoffen geschrieben. Obwohl dies der Sprachregelung in der EU entspricht, gibt es keine Not, unsere bisherige, bessere Formulierung zu ändern.	Konsequente Nennung von Zusatzstoff-, Aroma- und Enzympräparaten (Enzympräparte unter einem anderen Artikel).
		Begriff "Präparate" - Umschreibung Dieser Begriff wird in der vorgesehenen ZuV nirgends mehr umschrieben im Gegensatz zur aktuellen Fassung der ZuV (Art. 4 Abs. 1). Wie bisher sollte dies zum besseren Verständnis erfolgen. Evtl. sollte die Umschreibung in einem separaten Artikel erfolgen, weil es nebst Zusatzstoffpräparaten (inklu¬sive Aromapräparaten) auch Enzym-präparate und Präparate von essenziellen oder physiologisch nützlichen Stoffen gibt.	Wie bisher (Art. 4 Abs. 1 ZuV) zum besseren Verständnis zuerst den Begriff "Präparat" umschreiben (eventuell in einem separa¬ten Artikel zusammen mit den Trägerstoffen).
		Trägerstoffe Die Trägerstoffe sind bisher in der ZuV umschrieben (aktueller Art. 4 Abs. 2). Nun sollen sie im Anhang 3 LKV unter Ziffer 5 als Gattungs¬bezeichnung für Zusatzstoffe aufgeführt werden. Das Aufführen der Trägerstoffe macht in der LKV im Rahmen der Kennzeichnung eigentlich wenig Sinn. Die Klassenbezeichnung "Trägerstoffe" wird in der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 unter Teil C im Anhang VII ebenfalls nicht aufgeführt. Da in der ZuV im Anhang 5 auf die Trägerstoffe eingegangen wird, ist es angebracht, auf diese in Art. 5 oder in einem separaten Artikel (zusammen mit einer allgemeinen Angabe zu Präparaten) darauf einzugehen. Es sollte in der ZuV im Zusammenhang mit den Trägerstoffen mindestens auf Anhang 3 LKV verwiesen werden. Siehe auch Kommentare und Änderungsvorschlag unter Anhang 3 Ziffer 5 LKV.	Auf Trägerstoffe in Art. 5 oder in einem separaten Artikel eingehen (evtl. anstelle im Anhang 3 LKV unter Ziffer 5). Wird Anhang 3 Ziffer 5 LKV beibehalten, so ist hier mindestens ein Verweis auf die Gattungs-bezeichnung "Träger¬stoffe" im Anhang 3 LKV vorzunehmen. Separate Absätze unter Art. 5 wie: "Nur die in Anhang 5 aufgeführten Zusatzstoffe dürfen unter den dort festgelegten Bedingungen in Zusatzstoffpräparaten verwendet werden." "Nur die in Anhang 5 … in Aromapräparaten verwendet werden."
Staatskanzlei des Kantons Aargau	5.1	Titel "Zusatzstoff-, Aroma- und Enzympräparate" Der Titel ist verwirrend, weil Aromapräparate auch Zusatzstoffpräparate sind. Zudem wird nicht klar, weshalb Enzympräparate auch hier unter diesem Artikel erfasst werden, weil es sich bei einem Grossteil der Enzyme nicht um Zusatzstoffe handelt. Aus diesem Grunde sollten Enzympräparate nicht unter diesem Artikel aufgeführt werden.	In diesem Artikel nach wie vor zum besseren Verständnis nur die Zusatzstoff¬präparate (inklusive Aromapräparate) erfassen. Vorgeschlagen werden beispielsweise die Titel: "Zusatzstoffpräparate" oder "Zusatzstoffpräparate einschliesslich Aromapräpa-rate" Zum besseren Verständnis Enzympräparate unter einem separaten Artikel mit dem Titel "Enzym-präprate" aufführen analog vorgese¬henem Art. 6 "Zusatzstoffe in essenziellen oder physiologisch nützlichen Stoffen".

Staatskanzlei des Kantons Aargau	5.1	Im Titel wird wie bisher von Zusatzstoffpräparaten etc. gesprochen. Im Text wird dann aber nur noch von Lebensmittelzusatzstoffen geschrieben. Obwohl dies der Sprachregelung in der EU entspricht, gibt es keine Not, unsere bisherige, bessere Formulierung zu ändern.	Konsequente Nennung von Zusatzstoff-, Aroma- und Enzympräparaten (Enzympräparte unter einem anderen Artikel).
		Begriff "Präparate" - Umschreibung Dieser Begriff wird in der vorgesehenen ZuV nirgends mehr umschrieben im Gegensatz zur aktuellen Fassung der ZuV (Art. 4 Abs. 1). Wie bisher sollte dies zum besseren Verständnis erfolgen. Evtl. sollte die Umschreibung in einem separaten Artikel erfolgen, weil es nebst Zusatzstoffpräparaten (inklu¬sive Aromapräparaten) auch Enzym-präparate und Präparate von essenziellen oder physiologisch nützlichen Stoffen gibt.	Wie bisher (Art. 4 Abs. 1 ZuV) zum besseren Verständnis zuerst den Begriff "Präparat" umschreiben (eventuell in einem separa¬ten Artikel zusammen mit den Trägerstoffen).
		Trägerstoffe Die Trägerstoffe sind bisher in der ZuV umschrieben (aktueller Art. 4 Abs. 2). Nun sollen sie im Anhang 3 LKV unter Ziffer 5 als Gattungs¬bezeichnung für Zusatzstoffe aufgeführt werden. Das Aufführen der Trägerstoffe macht in der LKV im Rahmen der Kennzeichnung eigentlich wenig Sinn. Die Klassen-bezeichnung "Trägerstoffe" wird in der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 unter Teil C im Anhang VII ebenfalls nicht aufgeführt. Da in der ZuV im Anhang 5 auf die Trägerstoffe eingegangen wird, ist es angebracht, auf diese in Art. 5 oder in einem separaten Artikel (zusammen mit einer allgemeinen Angabe zu Präparaten) darauf einzugehen. Es sollte in der ZuV im Zusammenhang mit den Trägerstoffen mindestens auf Anhang 3 LKV verwiesen werden. Siehe auch Kommentare und Änderungsvorschlag unter Anhang 3 Ziffer 5 LKV.	Auf Trägerstoffe in Art. 5 oder in einem separaten Artikel eingehen (evtl. anstelle im Anhang 3 LKV unter Ziffer 5). Wird Anhang 3 Ziffer 5 LKV beibehalten, so ist hier mindestens ein Verweis auf die Gattungs-bezeichnung "Träger¬stoffe" im Anhang 3 LKV vorzunehmen. Separate Absätze unter Art. 5 wie: "Nur die in Anhang 5 aufgeführten Zusatzstoffe dürfen unter den dort festgelegten Bedingungen in Zusatzstoff-präparaten verwendet werden." "Nur die in Anhang 5 … in Aromapräparaten verwendet werden."
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	5.1	Titel "Zusatzstoff-, Aroma- und Enzympräparate" Der Titel ist verwirrend, weil Aromapräparate auch Zusatzstoffpräparate sind. Zudem wird nicht klar, weshalb Enzympräparate auch hier unter diesem Artikel erfasst werden, weil es sich bei einem Grossteil der Enzyme nicht um Zusatz-stoffe handelt. Aus diesem Grunde sollten Enzympräparate nicht unter diesem Artikel aufgeführt werden.	In diesem Artikel nach wie vor zum besseren Verständnis nur die Zusatzstoff¬präparate (inklusive Aromapräparate) erfassen. Vorgeschlagen werden beispielsweise die Titel: "Zusatzstoffpräparate" oder "Zusatzstoffpräparate einschliesslich Aromapräpa-rate" Zum besseren Verständnis Enzympräparate unter einem separaten Artikel mit dem Titel "Enzym-präprate" aufführen analog vorgese¬henem Art. 6 "Zusatzstoffe in essenziellen oder physiologisch nützlichen Stoffen".
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	5.1	Im Titel wird wie bisher von Zusatzstoffpräparaten etc. gesprochen. Im Text wird dann aber nur noch von Lebensmittelzusatzstoffen geschrieben. Obwohl dies der Sprachregelung in der EU entspricht, gibt es keine Not, unsere bisherige, bessere Formulierung zu ändern.	Konsequente Nennung von Zusatzstoff-, Aroma- und Enzympräparaten (Enzympräparte unter einem anderen Artikel).
		Begriff "Präparate" - Umschreibung Dieser Begriff wird in der vorgesehenen ZuV nirgends mehr umschrieben im Gegensatz zur aktuellen Fassung der ZuV (Art. 4 Abs. 1). Wie bisher sollte dies	Wie bisher (Art. 4 Abs. 1 ZuV) zum besseren Verständnis zuerst den Begriff "Präparat" umschreiben (eventuell in einem separa¬ten Artikel zusammen mit den Trägerstof-

		zum besseren Verständnis erfolgen. Evtl. sollte die Umschreibung in einem separaten Artikel erfolgen, weil es nebst Zusatzstoffpräparaten (inklu¬sive Aromapräparaten) auch Enzym-präparate und Präparate von essenziellen oder physiologisch nützlichen Stoffen gibt.	fen).
		Trägerstoffe Die Trägerstoffe sind bisher in der ZuV umschrieben (aktueller Art. 4 Abs. 2). Nun sollen sie im Anhang 3 LKV unter Ziffer 5 als Gattungs¬bezeichnung für Zusatzstoffe aufgeführt werden. Das Aufführen der Trägerstoffe macht in der LKV im Rahmen der Kennzeichnung eigentlich wenig Sinn. Die Klassen-bezeichnung "Trägerstoffe" wird in der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 unter Teil C im Anhang VII ebenfalls nicht aufgeführt. Da in der ZuV im Anhang 5 auf die Trägerstoffe eingegangen wird, ist es ange-bracht, auf diese in Art. 5 oder in einem separaten Artikel (zusammen mit einer allgemeinen Angabe zu Präparaten) darauf einzugehen. Es sollte in der ZuV im Zusammenhang mit den Trägerstoffen mindestens auf Anhang 3 LKV verwiesen werden. Siehe auch Kommentare und Änderungsvorschlag unter Anhang 3 Ziffer 5 LKV.	Auf Trägerstoffe in Art. 5 oder in einem separaten Artikel eingehen (evtl. anstelle im Anhang 3 LKV unter Ziffer 5). Wird Anhang 3 Ziffer 5 LKV beibehalten, so ist hier min-destens ein Verweis auf die Gattungs-bezeichnung "Träger¬stoffe" im Anhang 3 LKV vorzunehmen. Separate Absätze unter Art. 5 wie: "Nur die in Anhang 5 aufgeführten Zusatzstoffe dürfen unter den dort festgelegten Bedingungen in Zusatzstoff-präparaten verwendet werden." "Nur die in Anhang 5 … in Aromapräparaten verwendet werden."
Landeskanzlei des Kan-tons Basel-Landschaft	5.2	"Tafelsüssen sind Zubereitungen zugelassener Süssungsmittel". Den Begriff "Zubereitungen" durch den Begriff "Präparate" ersetzen, damit es im ganzen Artikel einheitlich wird. Zudem steht in Art. 39 LKV auch Süssungsmit-telpräparate. Das Wort "zugelassen" ist unseres Erachtens nicht nötig und eher verwir¬rend.	Anpassung: "Tafelsüssen sind Präparate von Süssungsmitteln".
		Neu steht, dass Tafelsüssen Lebensmittelzutaten enthalten können und als Ersatz von Zuckerarten bestimmt sind. Durch die offene, allgemeine Formulie-rung ist nicht mehr klar, ob auch Zuckerarten als Lebensmittelzu¬taten einge-setzt werden können (beispielsweise Lactose bei Tabletten).	Im Zusammenhang mit den Lebensmittelzutaten zum besseren Verständnis konkreter angeben, was für Zuta-ten eingesetzt werden dürfen. Beispiels-weise wie bisher im Sinne von: Tabletten dürfen Lactose enthalten. Können Lebensmittelzutaten als Füllstoffe (z.B. Dextrine) enthalten.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	5.2	"Tafelsüssen sind Zubereitungen zugelassener Süssungsmittel". Den Begriff "Zubereitungen" durch den Begriff "Präparate" ersetzen, damit es im ganzen Artikel einheitlich wird. Zudem steht in Art. 39 LKV auch Süssungsmit-telpräparate. Das Wort "zugelassen" ist unseres Erachtens nicht nötig und eher verwir¬rend.	Anpassung: "Tafelsüssen sind Präparate von Süssungsmitteln".
		Neu steht, dass Tafelsüssen Lebensmittelzutaten enthalten können und als Ersatz von Zuckerarten bestimmt sind. Durch die offene, allgemeine Formulie-rung ist nicht mehr klar, ob auch Zuckerarten als Lebensmittelzu¬taten einge-setzt werden können (beispielsweise Lactose bei Tabletten).	Im Zusammenhang mit den Lebensmittelzutaten zum besseren Verständnis konkreter angeben, was für Zuta-ten eingesetzt werden dürfen. Beispiels-weise wie bisher im Sinne von: Tabletten dürfen Lactose enthalten. Können Lebensmittelzutaten als Füllstoffe (z.B. Dextrine)

			enthalten.
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	5.2	Die Formulierung ist verwirrend: nicht zugelassene Süssungsmittel mögen Tafelsüssen sein, aber eben: nicht zugelassene.	Tafelsüssen sind Zubereitungen von Süssungsmitteln, die …
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	5.2	"Tafelsüssen sind Zubereitungen zugelassener Süssungsmittel". Den Begriff "Zubereitungen" durch den Begriff "Präparate" ersetzen, damit es im ganzen Artikel einheitlich wird. Zudem steht in Art. 39 LKV auch Süssungsmittelpräparate. Das Wort "zugelassen" ist unseres Erachtens nicht nötig und eher verwir¬rend.	Anpassung: "Tafelsüssen sind Präparate von Süssungsmitteln".
		Neu steht, dass Tafelsüssen Lebensmittelzutaten enthalten können und als Ersatz von Zuckerarten bestimmt sind. Durch die offene, allgemeine Formulierung ist nicht mehr klar, ob auch Zuckerarten als Lebensmittelzu¬taten eingesetzt werden können (beispielsweise Lactose bei Tabletten).	Im Zusammenhang mit den Lebensmittelzutaten zum besseren Verständnis konkreter angeben, was für Zutaten eingesetzt werden dürfen. Beispiels-weise wie bisher im Sinne von: Tabletten dürfen Lactose enthalten. Können Lebensmittelzutaten als Füllstoffe (z.B. Dextrine) enthalten.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	5.2	"Tafelsüssen sind Zubereitungen zugelassener Süssungsmittel". Den Begriff "Zubereitungen" durch den Begriff "Präparate" ersetzen, damit es im ganzen Artikel einheitlich wird. Zudem steht in Art. 39 LKV auch Süssungsmittelpräparate. Das Wort "zugelassen" ist unseres Erachtens nicht nötig und eher verwir¬rend.	Anpassung: "Tafelsüssen sind Präparate von Süssungsmitteln".
		Neu steht, dass Tafelsüssen Lebensmittelzutaten enthalten können und als Ersatz von Zuckerarten bestimmt sind. Durch die offene, allgemeine Formulierung ist nicht mehr klar, ob auch Zuckerarten als Lebensmittelzu¬taten eingesetzt werden können (beispielsweise Lactose bei Tabletten).	Im Zusammenhang mit den Lebensmittelzutaten zum besseren Verständnis konkreter angeben, was für Zutaten eingesetzt werden dürfen. Beispiels-weise wie bisher im Sinne von: Tabletten dürfen Lactose enthalten. Können Lebensmittelzutaten als Füllstoffe (z.B. Dextrine) enthalten.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	5.2	"Tafelsüssen sind Zubereitungen zugelassener Süssungsmittel". Den Begriff "Zubereitungen" durch den Begriff "Präparate" ersetzen, damit es im ganzen Artikel einheitlich wird. Zudem steht in Art. 39 LKV auch Süssungsmittelpräparate. Das Wort "zugelassen" ist unseres Erachtens nicht nötig und eher verwir¬rend.	Anpassung: "Tafelsüssen sind Präparate von Süssungsmitteln".
		Neu steht, dass Tafelsüssen Lebensmittelzutaten enthalten können und als Ersatz von Zuckerarten bestimmt sind. Durch die offene, allgemeine Formulierung ist nicht mehr klar, ob auch Zuckerarten als Lebensmittelzu¬taten eingesetzt werden können (beispielsweise Lactose bei Tabletten).	Im Zusammenhang mit den Lebensmittelzutaten zum besseren Verständnis konkreter angeben, was für Zutaten eingesetzt werden dürfen. Beispiels-weise wie bisher im Sinne von: Tabletten dürfen Lactose enthalten.

			Können Lebensmittelzutaten als Füllstoffe (z.B. Dextrine) enthalten.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	6	Bei diesem Anhang sind die Überschriften unter Ziffer 1 und 2 schlecht formuliert. Es geht um verbotene Zusatzstoffe in bestimmten Lebensmittel-kategorien, nicht um Bewilligungen.	Überschriften anpassen: "1. Lebensmittel, in welchen übertragene Zusatz-stoffe nicht zugelassen sind." "2. Lebensmittel, in welchen übertragene Farbstoffe nicht zugelassen sind."
Staatskanzlei des Kantons Zürich	6	Die Überschriften in den Ziffern 1 und 2 in diesem Anhang sind schlecht formuliert. Es geht um verbotene Zusatzstoffe in bestimmten Lebensmittelkategorien, nicht um Bewilligungen.	Änderung der Überschriften in Anhang 6: 1. Lebensmittel, in welchen übertragene Zusatzstoffe nicht zugelassen sind. 2. Lebensmittel, in welchen übertragene Farbstoffe nicht zugelassen sind.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	7	"c. der Herstellung von Lebensmitteln dient, die für eine besondere Ernährung bestimmt sind." Es ist zu wenig klar, was für Lebensmittelgruppen konkret darunter verstanden werden. Die Angabe muss entsprechend präzisiert werden. Die Angabe ist so zu formulieren, dass eine klare Zuordnung zu den in der Schweiz geregelten Lebensmittelgruppen gemacht werden kann.	Präzisieren, welche Lebensmittelgruppen darunter verstanden werden. Sind damit die Speziallebensmittel gemeint?
Staatskanzlei des Kantons Luzern	7	"c. der Herstellung von Lebensmitteln dient, die für eine besondere Ernährung bestimmt sind." Es ist zu wenig klar, was für Lebensmittelgruppen konkret darunter verstanden werden. Die Angabe muss entsprechend präzisiert werden. Die Angabe ist so zu formulieren, dass eine klare Zuordnung zu den in der Schweiz geregelten Lebensmittelgruppen gemacht werden kann.	Präzisieren, welche Lebensmittelgruppen darunter verstanden werden. Sind damit die Speziallebensmittel gemeint?
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	7	"c. der Herstellung von Lebensmitteln dient, die für eine besondere Ernährung bestimmt sind." Es ist zu wenig klar, was für Lebensmittelgruppen konkret darunter verstanden werden. Die Angabe muss entsprechend präzisiert werden. Die Angabe ist so zu formulieren, dass eine klare Zuordnung zu den in der Schweiz geregelten Lebensmittelgruppen gemacht werden kann.	Präzisieren, welche Lebensmittelgruppen darunter verstanden werden. Sind damit die Speziallebensmittel gemeint?
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	7	Besondere Bedingungen für Süssungsmittel "Die Verwendung eines Zusatzstoffes als Süssungsmittel wird nur bewilligt, wenn dieser:…" Der Artikel bezieht sich nur auf Bewilligungen. Er gilt aber auch für bereits zugelassene Süssungsmittel. In der Anwendungsliste (Anhang 3) werden die Süssungsmittel neu nicht mehr erwähnt. Die Anwendung von Süssungsmitteln in Lebensmitteln wird somit hier geregelt. Der Einleitungs-satz sollte sich deshalb nicht nur auf Bewilligungen beziehen, sondern ebenfalls auf die zugelassenen	Der Einleitungssatz sollte offener formuliert werden wie: "Die Verwendung eines Zusatzstoffes als Süssungsmittel wird nur bewilligt bzw. ist nur zulässig, wenn dieser:…" Im Prinzip gilt das Gleiche auch für den Einleitungssatz nach Art. 8.

		Süssungsmittel nach Anhang 1.	
Staatskanzlei des Kantons Aargau	7	"c. der Herstellung von Lebensmitteln dient, die für eine besondere Ernährung bestimmt sind." Es ist zu wenig klar, was für Lebensmittelgruppen konkret darunter verstanden werden. Die Angabe muss entsprechend präzisiert werden. Die Angabe ist so zu formulieren, dass eine klare Zuordnung zu den in der Schweiz geregelten Lebensmittelgruppen gemacht werden kann.	Präzisieren, welche Lebensmittelgruppen darunter verstanden werden. Sind damit die Speziallebensmittel gemeint?
Staatskanzlei des Kantons Aargau	7	Besondere Bedingungen für Süssungsmittel "Die Verwendung eines Zusatzstoffes als Süssungsmittel wird nur bewilligt, wenn dieser:…" Der Artikel bezieht sich nur auf Bewilligungen. Er gilt aber auch für bereits zugelassene Süssungsmittel. In der Anwendungsliste (Anhang 3) werden die Süssungsmittel neu nicht mehr erwähnt. Die Anwendung von Süssungsmitteln in Lebensmitteln wird somit hier geregelt. Der Einleitungs-satz sollte sich deshalb nicht nur auf Bewilligungen beziehen, sondern ebenfalls auf die zugelassenen Süssungsmittel nach Anhang 1.	Der Einleitungssatz sollte offener formuliert werden wie: "Die Verwendung eines Zusatzstoffes als Süssungsmittel wird nur bewilligt bzw. ist nur zulässig, wenn dieser:…" Im Prinzip gilt das Gleiche auch für den Einleitungssatz nach Art. 8.
Coop Genossenschaft	7	Zur besseren Verständlichkeit sollte sowohl in Artikel 7 als auch in Artikel 8 auf den Artikel 3 (= Bewilligungsverfahren des BAG) verwiesen werden.	
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	7	Zur besseren Verständlichkeit sollte sowohl in Artikel 7 als auch in Artikel 8 auf den Artikel 3 (= Bewilligungsverfahren des BAG) verwiesen werden.	
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	7	Il manque le mot « ou » » à la fin du §	remplacement des sucres pour …. Sans sucres ajoutés ; ou
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	7	Il faut enlever le mot « ou » à la fin de la ligne	amélioration de l'attractivité visuelle de denrées alimentaires, ou
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	7	Il manque le mot « où » à la fin du §	a. remplacement des sucres pour …. Sans sucres ajoutés ; ou
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	7	"c. der Herstellung von Lebensmitteln dient, die für eine besondere Ernährung bestimmt sind." Es ist zu wenig klar, was für Lebensmittelgruppen konkret darunter verstanden werden. Die Angabe muss entsprechend präzisiert werden. Die Angabe ist so zu formulieren, dass eine klare Zuordnung zu den in der Schweiz geregelten Le-	Präzisieren, welche Lebensmittelgruppen darunter verstanden werden. Sind damit die Speziallebensmittel gemeint?

		bensmittelgruppen gemacht werden kann.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	8	Conditions spécifiques applicables aux colorants Cet article invite à la tromperie des consommateurs en autorisant explicitement le fait de donner à un aliment transformé l"aspect d"un aliment non transformé. Notamment l"introduction de la possibilité de colorer les conserves de légumes est douteuse. Le sens de cette ordonnance est d'encadrer les usages éventuels pour limiter le risque sanitaire et la tromperie et non d'énumérer tous les usages imaginables Tout cet article doit être remplacé par un article qui énumère les limites à l"utilisation des colorants.	Remplacer par le texte suivant : « Un additif ne peut pas être utilisé comme colorant s"il trompe les consommateurs sur les caractéristiques de l"aliment »
Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	8	Conditions spécifiques applicables aux colorants Cet article invite à la tromperie des consommateurs en autorisant explicitement le fait de donner à un aliment transformé l"aspect d"un aliment non transformé. Notamment l"introduction de la possibilité de colorer les conserves de légumes est douteuse. Le sens de cette ordonnance est d'encadrer les usages éventuels pour limiter le risque sanitaire et la tromperie et non d'énumérer tous les usages imaginables Tout cet article doit être remplacé par un article qui énumère les limites à l"utilisation des colorants.	Remplacer par le texte suivant : « Un additif ne peut pas être utilisé comme colorant s"il trompe les consommateurs sur les caractéristiques de l"aliment »
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	8	Conditions spécifiques applicables aux colorants Cet article invite à la tromperie des consommateurs en autorisant explicitement le fait de donner à un aliment transformé l"aspect d"un aliment non transformé. Notamment l"introduction de la possibilité de colorer les conserves de légumes est douteuse. Le sens de cette ordonnance est d'encadrer les usages éventuels pour limiter le risque sanitaire et la tromperie et non d'énumérer tous les usages imaginables Tout cet article doit être remplacé par un article qui énumère les limites à l"utilisation des colorants.	Remplacer par le texte suivant : « Un additif ne peut pas être utilisé comme colorant s"il trompe les consommateurs sur les caractéristiques de l"aliment »
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	8	Il faut enlever le mot « où » à la fin de la ligne	b. amélioration de l'attractivité visuelle de denrées alimentaires, où
Schweiz. Bauernverband (SBV)	11	Die Anpassungen sind mit der Branche abzusprechen.	Das BAG passt die Anhänge dieser Verordnung nach Anhörung der interessierten Kreise regelmässig dem…
Geschäftsstelle IG DHS	11	Die IGDHS begrüsst die Regelung, dass das BAG selbständig die Anhänge der Zusatzstoffverordnung dem Stand von Wissenschaft und Technik sowie dem Recht der wichtigsten Handelspartner anpassen kann ausdrücklich. Dies gibt erhöhte Flexibilität bei der Anpassung insbesondere auch an Entwicklungen des Zusatzstoffrechtes in der EU und verhindert allfällige Handelshemmnisse durch Inkongruenzen der einzelnen Anhänge.	

Migros-Genossenschafts-Bund	11	Die Migros begrüsst die Regelung, dass das BAG selbständig die Anhänge der Zusatzstoffverordnung dem Stand von Wissenschaft und Technik sowie dem Recht der wichtigsten Handelspartner anpassen kann ausdrücklich. Dies gibt erhöhte Flexibilität bei der Anpassung insbesondere auch an Entwicklungen des Zusatzstoffrechtes in der EU und verhindert allfällige Handelshemmnisse durch Inkongruenzen der einzelnen Anhänge.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	11	Modifications des annexes Le sujet des additifs préoccupe les consommateurs suisses. Ils doivent pouvoir faire confiance à l"OFSP et non à des décisions de partenaires commerciaux externes. Dans cet article, il doit être clarifié qu"il s"agit de limitations de l"usage d"additifs déjà autorisés et non d"introductions de nouveaux additifs.	« En vue d"une introduction rapide des l"imitations d"utilisation des additifs, l"OFSP adapte régulièrement les annexes de la présente ordonnance à l"évolution des connaissances scientifiques et techniques et des législations des principaux partenaires commerciaux de la Suisse. »
Coop Genossenschaft	11	Coop begrüsst die Regelung, dass das BAG selbständig die Anhänge der Zusatzstoffverordnung dem Stand von Wissenschaft und Technik sowie dem Recht der wichtigsten Handelspartner anpassen kann ausdrücklich. Dies gibt erhöhte Flexibilität bei der Anpassung insbesondere auch an Entwicklungen des Zusatzstoffrechtes in der EU und verhindert allfällige Handelshemmnisse durch Inkongruenzen der einzelnen Anhänge.	
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	11	Modifications des annexes Le sujet des additifs préoccupe les consommateurs suisses. Ils doivent pouvoir faire confiance à l"OFSP et non à des décisions de partenaires commerciaux externes. Dans cet article, il doit être clarifié qu"il s"agit de limitations de l"usage d"additifs déjà autorisés et non d"introductions de nouveaux additifs.	« En vue d"une introduction rapide des l"imitations d"utilisation des additifs, l"OFSP adapte régulièrement les annexes de la présente ordonnance à l"évolution des connaissances scientifiques et techniques et des législations des principaux partenaires commerciaux de la Suisse. »
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	11	Die fial begrüsst die Regelung, dass das BAG selbständig die Anhänge der Zusatzstoffverordnung dem Stand von Wissenschaft und Technik sowie dem Recht der wichtigsten Handelspartner anpassen kann ausdrücklich. Dies gibt erhöhte Flexibilität bei der Anpassung insbesondere auch an Entwicklungen des Zusatzstoffrechtes in der EU und verhindert allfällige Handelshemmnisse durch Inkongruenzen der einzelnen Anhänge.	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	11	Modifications des annexes Le sujet des additifs préoccupe les consommateurs suisses. Ils doivent pouvoir faire confiance à l"OFSP et non à des décisions de partenaires commerciaux externes. Dans cet article, il doit être clarifié qu"il s"agit de limitations de l"usage d"additifs déjà autorisés et non d"introductions de nouveaux additifs.	« En vue d"une introduction rapide des l"imitations d"utilisation des additifs, l"OFSP adapte régulièrement les annexes de la présente ordonnance à l"évolution des connaissances scientifiques et techniques et des législations des principaux partenaires commerciaux de la Suisse. »
Schweizerischer Obstver-	11	Die Anpassungen sind auch mit der Branche abzusprechen	…Verordnung nach Anhörung der interessierten Kreise

band			regelmässig…
Schweizer Fleisch-Fachverband SFF	11	Bei zukünftigen Anpassungen der Anhänge ist zwingend auch eine Anhörung der interessierten bzw. betroffenen Kreise notwendig	Art. 11 wie folgt ergänzen: ... Verordnung nach Anhörung der interessierten Kreise regelmässig ..."
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	13.2	Le délai du 1er juin 2013 est trop court	
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Anh 1	Unter dem Titel "a. Farb¬stoffe" werden in der Liste sämtliche zulässigen Zusatz¬stoffe (nicht nur Farbstoffe) aufgeführt. Wie bisher und analog der EU sollten die zulässigen Zusatzstoffe unter den drei Kategorien aufgeführt werden (neu "Farbstoffe", "Süssungsmittel" und "andere Zusatzstoffe als Farbstoffe und Süssungsmittel"). Aus der ZuV muss u.a. hervorgehen, welche Zusatzstoffe als Süssungsmittel gelten.	Analog der EU und der aktuellen ZuV sollten die Zusatz¬stoffe in Anhang 1 unter den verschiedenen Kategorien auf¬führt werden (nun "Farbstoffe", "Süssungsmittel" und "an¬dere Zusatzstoffe als Farbstoffe und Süs¬sungs¬mittel"). Es ist wichtig, dass aus der ZuV hervor¬geht, was alles zu den Süssungsmitteln gezählt wird.
		Farbstoffe Unter der Spalte "Bemerkungen" steht bei mehreren Farbstoffen "Zugelassen sind ebenfalls die Aluminiumlacke aus diesen Farb¬stoffen". Bei diesen Zusatzstoffen muss in Anhang 1 ebenfalls erwähnt werden, dass die Aluminiumlacke jeweils nur in den¬jenigen Lebensmittelkategorien zugelassen ist, bei denen Höchst¬mengenbeschränkungen für Aluminium aus Alu¬mi¬niumlacken in Anhang 3 ausdrücklich festgelegt sind (entsprechend EU-Verordnung Nr. 380/2012, Anhang Bst. a). Man erhält sonst beispielsweise bei aromatisiertem Schmelzkäse (siehe Anhang 3, Anwendungsliste, Ziffer 1.7.5) fälschlicherweise den Eindruck, dass Aluminium¬lacke beim Einsatz von Kurkumin E 100 ebenfalls erlaubt ist. Auf Basis der EU-Verordnung Nr. 380/2012 (Anhang, Bst. a) ist Aluminiumlacke in diesem Fall nicht erlaubt. Beim aromatisiertem Schmelz-käse gibt es in Anhang 3 (Ziffer 1.7.5) nämlich keine Fussnote mit einer Höchstmengen¬beschränkung für Aluminium aus Lacken. Die EU-Verordnung Nr. 380/2012 ist vollständig umzusetzen.	Farbstoffe Ergänzung der Bemerkungen in Anhang 1 ent-sprechend der EU-Verordnung Nr. 380/2012 (Anhang, Bst. a). Der Anhang der EU-Verordnung Nr. 380/2012 ist in der ZuV vollständig umzusetzen.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Anh 1	Unter dem Titel "a. Farb¬stoffe" werden in der Liste sämtliche zulässigen Zusatz¬stoffe (nicht nur Farbstoffe) aufgeführt. Wie bisher und analog der EU sollten die zulässigen Zusatzstoffe unter den drei Kategorien aufgeführt werden (neu "Farbstoffe", "Süssungsmittel" und "andere Zusatzstoffe als Farbstoffe und Süssungsmittel"). Aus der ZuV muss u.a. hervorgehen, welche Zusatzstoffe als Süssungsmittel gelten.	Analog der EU und der aktuellen ZuV sollten die Zusatz¬stoffe in Anhang 1 unter den verschiedenen Kategorien auf¬führt werden (nun "Farbstoffe", "Süssungsmittel" und "an¬dere Zusatzstoffe als Farbstoffe und Süs¬sungs¬mittel"). Es ist wichtig, dass aus der ZuV hervor¬geht, was alles zu den Süssungsmitteln gezählt wird.
		Farbstoffe Unter der Spalte "Bemerkungen" steht bei mehreren Farbstoffen "Zugelassen sind ebenfalls die Aluminiumlacke aus diesen Farb¬stoffen". Bei diesen Zusatzstoffen muss in Anhang 1 ebenfalls erwähnt werden, dass die	Farbstoffe Ergänzung der Bemerkungen in Anhang 1 ent-sprechend der EU-Verordnung Nr. 380/2012 (Anhang, Bst. a). Der Anhang der EU-Verordnung Nr. 380/2012 ist in der

		Aluminiumlacke jeweils nur in den¬jenigen Lebensmittelkategorien zugelassen ist, bei denen Höchst¬mengenbeschränkungen für Aluminium aus Alu¬mi¬niumlacken in Anhang 3 ausdrücklich festgelegt sind (entsprechend EU-Verordnung Nr. 380/2012, Anhang Bst. a). Man erhält sonst beispielsweise bei aromatisiertem Schmelzkäse (siehe Anhang 3, Anwendungsliste, Ziffer 1.7.5) fälschlicherweise den Eindruck, dass Aluminium¬lacke beim Einsatz von Kurkumin E 100 ebenfalls erlaubt ist. Auf Basis der EU-Verordnung Nr. 380/2012 (Anhang, Bst. a) ist Aluminiumlacke in diesem Fall nicht erlaubt. Beim aromatisiertem Schmelz-käse gibt es in Anhang 3 (Ziffer 1.7.5) nämlich keine Fussnote mit einer Höchstmengen¬beschränkung für Aluminium aus Lacken. Die EU-Verordnung Nr. 380/2012 ist vollständig umzusetzen.	ZuV vollständig umzusetzen.
Geschäftsstelle IG DHS	Anh 1	In Anhang 1 sollten der mittlerweile in der EU neu zugelassene Zusatzstoff E964 Polyglycitolsirup gemäss der Verordnung (EU) 1049/2012 der Kommission vom 08. November 2012 und Verordnung (EU) Nr. 1050/2012 ebenfalls aufgenommen werden.	Anhang 1 b. E964 - Süssungsmittel
Migros-Genossenschafts-Bund	Anh 1	In Anhang 1 sollten der mittlerweile in der EU neu zugelassene Zusatzstoff E964 Polyglycitolsirup gemäss der Verordnung (EU) 1049/2012 der Kommission vom 08. November 2012 und Verordnung (EU) Nr. 1050/2012 ebenfalls aufgenommen werden.	Anhang 1 b. E964 - Süssungsmittel
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Anh 1	Additifs autorisés : suppressions La suppression de plusieurs additifs de la liste est saluée, notamment celle de l"acide formique dans les sirops qui a inquiété les consommateurs, ainsi que celle de E161g, E556, E558, E559.	
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Anh 1	Additifs autorisés : suppressions La suppression de plusieurs additifs de la liste est saluée, notamment celle de l"acide formique dans les sirops qui a inquiété les consommateurs, ainsi que celle de E161g, E556, E558, E559.	
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Anh 1	Pour le colorant 150a Caramel ordinaire, il manque la note de l'UE	Anhang 1 a. 150a Caramel ordinaire 1 1 Le terme « caramel » se réfère à des produits de couleur brune plus ou moins intense, destinés à la coloration. Il ne s'agit pas du produit aromatique sucré obtenu en chauffant des sucres et destiné à aromatiser des aliments (confiserie, pâtisserie, boissons alcoolisées).
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittel-	Anh 1	In Anhang 1 sollte der mittlerweile in der EU neu zugelassene Zusatzstoff E964 Polyglycitolsirup gemäss der Verordnung (EU) 1049/2012 der Kommission vom	Anhang 1 b. E964 - Süssungsmittel

industrie		08. November 2012 und Verordnung (EU) Nr. 1050/2012 ebenfalls aufgenommen werden.	
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Anh 1	À côté du 315 Acide érythorbique il a été rajouté sous remarques « Erythorbate de sodium », il s'agit certainement d'une erreur	Anhang 1 c. À côté du 315 Acide érythorbique il a été rajouté sous remarques « Erythorbate de sodium », il s'agit certainement d'une erreur
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Anh 1	Il faut inverser l'ordre entre le 407a et 407	407 Carraghénanes… 407a Algues Euchema transformées
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Anh 1	A côté du 468, sous remarques il est marqué (par erreur) en allemand « modifizierter Cellulosegummi »	Enlever modifizierter Cellulosegummi
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Anh 1	Pour le 460 Cellulose, préciser sous la rubrique remarques le 460i cellulose microcristalline ; 460ii cellulose en poudre	460 cellulose 460i cellulose microcristalline 460ii cellulose en poudre
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Anh 1	L'additif E 392 Extraits de romarin, est écrit en singulier dans la version allemande. En UE, il est écrit au pluriel dans les versions p.ex. anglaise et française, mais au singulier dans la version allemande. Afin de laisser une certaine flexibilité et cohérence entre le français et l'allemand, le singulier et le pluriel devraient être possible	392 Extrait(s) de romarin
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Anh 1	Additifs autorisés : suppressions La suppression de plusieurs additifs de la liste est saluée, notamment celle de l"acide formique dans les sirops qui a inquiété les consommateurs, ainsi que celle de E161g, E556, E558, E559.	
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	Anh 1	Pour le colorant 150a Caramel ordinaire, il manque la note de l'UE	150a Caramel ordinaire 1 1 Le terme « caramel » se réfère à des produits de couleur brune plus ou moins intense, destinés à la coloration. Il ne s'agit pas du produit aromatique sucré obtenu en chauffant des sucres et destiné à aromatiser des aliments (confiserie, pâtisserie, boissons alcoolisées).
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	Anh 1	À côté du 315 Acide érythorbique il a été rajouté sous remarques « Erythorbate de sodium », il s'agit certainement d'une erreur	Enlever Erythorbate de sodium

economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	Anh 1	Il faut inverser l'ordre entre le 407a et 407	407 Carraghénanes… 407a Algues Euchema transformées
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	Anh 1	A côté du 468, sous remarques il est marqué (par erreur) en allemand « modifizierter Cellulosegummi »	Enlever modifizierter Cellulosegummi
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	Anh 1	Pour le 460 Cellulose, préciser sous la rubrique remarques le 460i cellulose microcristalline ; 460ii cellulose en poudre	460 cellulose 460i cellulose microcristalline 460ii cellulose en poudre
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	Anh 1	L'additif E 392 Extraits de romarin, est écrit en singulier dans la version allemande. En UE, il est écrit au pluriel dans les versions p.ex. anglaise et française, mais au singulier dans la version allemande. Afin de laisser une certaine flexibilité et cohérence entre le français et l'allemand, le singulier et le pluriel devraient être possible	392 Extrait(s) de romarin
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Anh 2	Gruppe I - Reihenfolge Die Gruppe I entspricht in etwa dem aktuellen Anhang 3 ZuV. Beim aktuellen Anhang 3 werden die E-Nummern fortlaufend nummeriert. Dies ist sehr praktisch. Neu ist dies nicht mehr der Fall. Eine durchgehend fortlaufende E-Nummerierung wäre benutzerfreundlicher, da auf diese Weise beim Anwenden der Liste kein Zusatzstoff übersehen wird. Gruppe I - E 414 "Gum arabic (Acacia gum)" Der Zusatzstoff ist in deutscher Sprache anzugeben. Gruppe III: Farbstoffe mit kombinierter Höchstmenge Der Titel ist so anzupassen, wie er im vorgesehenen Anhang 3 bei den Lebensmittelgruppen jeweils angegeben wird und wie er auch in der EU-Verordnung Nr. 1333/2008 (Anhang II, Teil C, Ziffer 3) steht.	Gruppe I - Reihenfolge Reihenfolge der E-Nummern Wie bisher (aktueller Anhang 3) wäre es ange¬bracht, die E-Nummern fortlaufend zu numme¬rieren. Gruppe I - E 414 Angabe in deutscher Sprache: "Gummi arabicum (Akaziengummi)" Auch in Anhang 1 den Begriff "Akaziengummi" unter Bemerkungen ergänzen entsprechend EU-Verord¬nung Nr. 231/2012 und Anhang 1 der aktuellen ZuV. Gruppe III Ergänzung Titel entsprechend EU-Verordnung Nr. 1333/2008 und Anhang 3: "Farbstoffe mit kombinierter Höchstmengen¬beschränkung"
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Anh 2	Gruppe I - Reihenfolge Die Gruppe I entspricht in etwa dem aktuellen Anhang 3 ZuV. Beim aktuellen Anhang 3 werden die E-Nummern fortlaufend nummeriert. Dies ist sehr praktisch. Neu ist dies nicht mehr der Fall. Eine durchgehend fortlaufende E-Nummerierung wäre benutzerfreundlicher, da auf diese Weise beim Anwenden der Liste kein Zusatzstoff übersehen wird.	Gruppe I - Reihenfolge Reihenfolge der E-Nummern Wie bisher (aktueller Anhang 3) wäre es ange¬bracht, die E-Nummern fortlaufend zu numme¬rieren. Gruppe I - E 414

		Gruppe I - E 414 "Gum arabic (Acacia gum)" Der Zusatzstoff ist in deutscher Sprache anzugeben.	Angabe in deutscher Sprache: "Gummi arabicum (Akaziengummi)" Auch in Anhang 1 den Begriff "Akaziengummi" unter Bemerkungen ergänzen entsprechend EU-Verord¬nung Nr. 231/2012 und Anhang 1 der aktuellen ZuV.
		Gruppe III: Farbstoffe mit kombinierter Höchstmenge Der Titel ist so anzupassen, wie er im vorgesehenen Anhang 3 bei den Lebensmittelgruppen jeweils angegeben wird und wie er auch in der EU-Verordnung Nr. 1333/2008 (Anhang II, Teil C, Ziffer 3) steht.	Gruppe III Ergänzung Titel entsprechend EU-Verordnung Nr. 1333/2008 und Anhang 3: "Farbstoffe mit kombinierter Höchstmengen¬beschränkung"
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Anh 2	Beim Stoff "Gum arabic (Acacia gum)" hat sich vermutlich ein Fehler eingeschlichen: Es sollte "Gummi arabicum" heissen.	Korrektur: "Gummi arabicum" (anstatt "Gum arabic").
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Anh 2	425 Konjac i) et ii), rajouter : seuls ou en mélange sous les remarques	425 Konjac 10g/kg à l'exception….seuls ou en mélange
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Anh 2	Il faudrait rajouter le E 404	Annexe 2, groupe V v) rajouter « 404 Alginate de calcium »
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	Anh 2	425 Konjac i) et ii), rajouter : seuls ou en mélange sous les remarques	425 Konjac 10g/kg à l'exception….seuls ou en mélange
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	Anh 2	Il faudrait rajouter le E 404	Annexe 2, groupe V v) rajouter « 404 Alginate de calcium »
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Anh 2	Gruppe I - Reihenfolge Die Gruppe I entspricht in etwa dem aktuellen Anhang 3 ZuV. Beim aktuellen Anhang 3 werden die E-Nummern fortlaufend nummeriert. Dies ist sehr praktisch. Neu ist dies nicht mehr der Fall. Eine durchgehend fortlaufende E-Nummerierung wäre benutzerfreundlicher, da auf diese Weise beim Anwenden der Liste kein Zusatzstoff übersehen wird.	Gruppe I - Reihenfolge Reihenfolge der E-Nummern Wie bisher (aktueller Anhang 3) wäre es ange¬bracht, die E-Nummern fortlaufend zu numme¬rieren.
		Gruppe I - E 414 "Gum arabic (Acacia gum)" Der Zusatzstoff ist in deutscher Sprache anzugeben.	Gruppe I - E 414 Angabe in deutscher Sprache: "Gummi arabicum (Akaziengummi)" Auch in Anhang 1 den Begriff "Akaziengummi" unter Bemerkungen ergänzen entsprechend EU-Verord¬nung Nr. 231/2012 und Anhang 1 der aktuellen ZuV.

		Gruppe III: Farbstoffe mit kombinierter Höchstmenge Der Titel ist so anzupassen, wie er im vorgesehenen Anhang 3 bei den Lebensmittelgruppen jeweils angegeben wird und wie er auch in der EU-Verordnung Nr. 1333/2008 (Anhang II, Teil C, Ziffer 3) steht.	Gruppe III Ergänzung Titel entsprechend EU-Verordnung Nr. 1333/2008 und Anhang 3: "Farbstoffe mit kombinierter Höchstmengen¬beschränkung"
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Anh 3	Sahne / Sahnepulver Gemäss Art. 48 Abs. 3 und Art. 49 Abs. 1 der Verordnung über Lebensmittel tierischer Herkunft können für Rahm mit mindestens 350 g Milchfett/kg die Bezeichnungen "Vollrahm", "Schlagrahm", "Rahm" oder "Sahne" verwendet werden. In der deutschsprachigen Schweiz sind die ersten drei Bezeich-nungen üblich. Es ist unschön, dass von den vier möglichen Bezeichnungen ausgerechnet "Sahne" verwendet wird (1. Abschnitt Pos. 5 und 2. Abschnitt Pos. 8).	Die Bezeichnung "Sahne" sollte durch eine in der Schweiz übliche Bezeichnung für Rahm mit mindestens 350 g Milchfett/kg ersetzt werden.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Anh 3	Im Anhang 3 ist unter dem Titel B: Anwendungsliste im Punkt 14.2.2 der Anhang 1 der Verordnung über alkoholische Getränke zitiert. Es ist unklar, weshalb dieser Verweis steht. Zudem finden sich diese Angaben im Anhang 2 der revidierten Verordnung über alkoholische Getränke und nicht mehr im Anhang 1.	Der Verweis auf den Anhang der Verordnung über alkoholische Getränke ist zu streichen. Sollten im Anhang 2 der Verordnung über alkoholische Getränke weitere Zusatzstoffe erlaubt sein, die hier nicht aufgeführt werden, so sind diese hier aufzuführen.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Anh 3	Sahne / Sahnepulver Gemäss Art. 48 Abs. 3 und Art. 49 Abs. 1 der Verordnung über Lebensmittel tierischer Herkunft können für Rahm mit mindestens 350 g Milchfett/kg die Bezeichnungen "Vollrahm", "Schlagrahm", "Rahm" oder "Sahne" verwendet werden. In der deutschsprachigen Schweiz sind die ersten drei Bezeich-nungen üblich. Es ist unschön, dass von den vier möglichen Bezeichnungen ausgerechnet "Sahne" verwendet wird (1. Abschnitt Pos. 5 und 2. Abschnitt Pos. 8).	Die Bezeichnung "Sahne" sollte durch eine in der Schweiz übliche Bezeichnung für Rahm mit mindestens 350 g Milchfett/kg ersetzt werden.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Anh 3	Im Anhang 3 ist unter dem Titel B: Anwendungsliste im Punkt 14.2.2 der Anhang 1 der Verordnung über alkoholische Getränke zitiert. Es ist unklar, weshalb dieser Verweis steht. Zudem finden sich diese Angaben im Anhang 2 der revidierten Verordnung über alkoholische Getränke und nicht mehr im Anhang 1.	Der Verweis auf den Anhang der Verordnung über alkoholische Getränke ist zu streichen. Sollten im Anhang 2 der Verordnung über alkoholische Getränke weitere Zusatzstoffe erlaubt sein, die hier nicht aufgeführt werden, so sind diese hier aufzuführen.
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	Anh 3	In Anhang 3 ist unter dem Titel B: Anwendungsliste unter Punkt 14.2.2 der Anhang 1 der Verordnung über alkoholische Getränke zitiert. Dieser Verweis ist falsch und muss gestrichen werden. Zusatzstoffe, die für den Einsatz in alkoholischen Getränken zugelassen sind, sind abschliessend in der ZuV aufzuführen. Die in Anhang 2 der Verordnung über alkoholische Getränke aufgeführten önologischen Verfahren sind KEINE	Hinweis streichen

		Zusatzstoffe.	
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	Anh 3	Gemäss Art. 48 Abs. 3 und Art. 49 Abs. 1 der Verordnung über Lebensmittel tierischer Herkunft (SR 817.022.108) können für Rahm mit mindestens 350 g Milchfett/kg die Bezeichnungen "Vollrahm", "Schlagrahm", "Rahm" oder "Sahne" verwendet werden. In der deutschsprachigen Schweiz sind die ersten drei Bezeichnungen üblich. Es befremdet, dass von den vier möglichen Bezeichnungen ausgerechnet "Sahne" verwendet wird (1. Abschnitt Pos. 5 und 2. Abschnitt Pos. 8).	Die Bezeichnung "Sahne" durch eine in der Schweiz übliche Bezeichnung für Rahm mit mindestens 350 g Milchfett/kg ersetzen.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Anh 3	Sahne / Sahnepulver Gemäss Art. 48 Abs. 3 und Art. 49 Abs. 1 der Verordnung über Lebensmittel tierischer Herkunft können für Rahm mit mindestens 350 g Milchfett/kg die Bezeichnungen "Vollrahm", "Schlagrahm", "Rahm" oder "Sahne" verwendet werden. In der deutschsprachigen Schweiz sind die ersten drei Bezeich-nungen üblich. Es ist unschön, dass von den vier möglichen Bezeichnungen ausgerech-net "Sahne" verwendet wird (1. Abschnitt Pos. 5 und 2. Abschnitt Pos. 8).	Die Bezeichnung "Sahne" sollte durch eine in der Schweiz übliche Bezeichnung für Rahm mit mindestens 350 g Milchfett/kg ersetzt werden.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Anh 3	14.2.2 Wein und weinhaltige Produkte und die alkholfreien Entspre-chungen…. Im Anhang 3 ist unter dem Titel B: Anwendungsliste im Punkt 14.2.2 der Anhang 1 der Verordnung über alkoholische Getränke zitiert. Die Angaben sind im Anhang 2 der revidierten Verordnung über alkoholische Getränke und nicht mehr im Anhang 1.	Wie bisher die im Anhang 2 der Verordnung über alkoholische Getränke erlaubten Zusatzstoffe hier aufführen. Auf diese Weise wird klarer, was alles zu den Zusatzstoffen gezählt wird und welche erlaubt sind. Sollte hier analog der EU nur noch auf den Anhang 2 der Verordnung über alkoholische Getränke verwiesen werden, so sind die Zusatzstoffe im Anhang 2 mit den E-Nummern zu versehen, damit klarer wird, welche Zusatzstoffe erlaubt sind. Der Verweis ist anzupassen wie: "Die Verwendung der Zusatzstoffe nach Anhang 2 der Verordnung des EDI über alkoholische Getränke ist zulässig."
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Anh 3	Lebensmittelkategorien - Sachbezeichnungen Es werden ohne Ausnahme die Lebensmittelkategorien der EU übernommen. Die Lebensmittelkategorien entsprechen oft nicht den Sachbezeichnungen des Schweizer Lebensmittelrechts. Deshalb ist es für die Benutzerin bzw. den Benutzer dieser Liste zum Teil äusserst schwierig, die einzelnen Lebensmittel der richtigen Lebensmittelkategorie zuzuordnen. Um die Benutzung der Anwendungsliste zu erleichtern und Interpretationsfehler zu vermeiden, sollten die Sach¬bezeichnungen des Schweizer Lebensmittel¬rechts dort ergänzt werden, wo sie nicht den EU-Bezeichnungen entsprechen bzw. wo eine Zuordnung nicht von vornherein klar ist. Einer Ergänzung mit den Schweizer Sachbezeichnungen tangiert die EU-Vorschriften nicht und ist deshalb möglich. Auch in der EU-Verordnung erfolgen in der Liste teilweise Verweise auf EU-Verordnungen und EU-Richtlinien, damit klarer wird, welche Produkte damit erfasst werden. Es kommt auch zu Widersprüchen im Zusammenhang mit Schweizer Sachbe-	Lebensmittelkategorien - Sachbezeichnungen Ergänzung der Sachbezeichnungen des Schweizer Rechts bei den "EU-Bezeichnungen" in den Fällen, wo eine klare Zuordnung schwierig oder nicht mehr möglich ist. Die Widersprüche sind zu beheben. Beispiele (nicht abschliessend):

zeichnungen und EU-Bezeichnungen (Beispiele: Gewürzmischung, Tafelwasser). Diese sind zu beheben.

Die nachfolgenden Beispiele sind nicht abschliessend.

0.2.2 Fette und Ölemulsionen…
Im Gegensatz zur aktuellen ZuV ist im Revisionsvorschlag nicht mehr klar, unter was Dreiviertelbutter und Halbfettbutter sowie Butterfraktionen und Butterzubereitungen fallen.
Ohne die aktuelle ZuV zu kennen, würde man Dreiviertelbutter und Halbfettbutter unter Butter einordnen. Dies ist jedoch nach aktueller ZuV falsch. Es sind die gleichen Zusatzstoffe zugelassen wie bei Streichfett (aktuelle ZuV Anhang 7, Ziffer 02.07).

0.2.2 Fette und Ölemulsionen…
Unter Einbezug der aktuellen ZuV wäre hinsichtlich Dreiviertelbutter und Halbfettbutter sowie Butterfraktionen und Butterzubereitungen beispielsweise folgende Ergänzung klar und nötig:
"2.2.1 Butter, Butterschmalz, Butterfett (inklusive Butterfraktionen) und wasserfreies Milchfett, Butterzubereitungen"
"2.2.2 Andere Fett- und Ölemulsionen, einschliesslich Streichfetten (wie Margarine aller Fettgehaltsstufen, Milchstreichfette, Dreiviertel- und Halbfettbutter) und flüssige Emulsionen"

Mayonnaise und Salatmayonnaise (aktuelle ZuV Anhang 7, Ziffer 10.01)
Wo werden Mayonnaise und Salatmayonnaise eingeordnet?
Logischerweise unter Fett- und Ölemulsionen. Dies bedeutet, dass viele Farbstoffe, die jetzt zulässig sind, nicht mehr erlaubt sind. Ist dies wirklich beabsichtigt?
Oder werden Mayonnaise und Salatmayonnaise unlogischerweise neu als Sauce eingestuft? Diese Produktegruppen inklusive Salatsaucen werden nicht bei den Saucen unter Art. 8 in der Verordnung über Suppen, Gewürze und Essig umschrieben.
Das explizite Aufführen von Mayonnaise, Salatmayonnaise und Salatsaucen unter der richtigen Lebensmittelkategorie ist für eine richtige Interpretation notwendig. Falls dies aufgrund der bisher zulässigen Zusatzstoffe nicht mög-lich ist, ist für diese Produkte eine separate Lebensmittelkategorie zu schaf-fen.

Mayonnaise und Salatmayonnaise
Das explizite Aufführen von Mayonnaise, Salatmayonnaise und Salatsaucen unter der richtigen Lebensmittelkategorie ist für eine richtige Interpretation notwendig. Falls dies nicht möglich ist, ist für die erwähnten Produkte wie bisher eine separate Lebensmittelkategorie zu schaffen.

12.1.2. Kochsalzersatz
Es ist unklar, was die EU unter diesem Begriff versteht: Streuwürze, Würzmischung, Würze oder sonst etwas? Oder ist damit ausschliesslich Diätsalz nach Art. 7 der Verordnung über Speziallebensmittel gemeint?
Eine genauere Angabe ist zum besseren Verständ¬nis nötig.

12.1.2. Kochsalzersatz
Es ist unklar, was die EU unter diesem Begriff versteht: Streuwürze, Würzmischung, Würze oder oder ausschliesslich Diätsalz? Eine genauere Angabe ist zur richtigen Inter¬pretation nötig (Ergänzung der Schweizer Sachbezeichnungen).

12.2.2 Würzmittel
Es ist unklar, was die EU unter dem Begriff "Würzmittel" versteht: Gewürzzubereitungen, Gewürzmischungen, Würze, Streuwürze, Würz¬mi-schungen? Eine klarere Angabe ist nötig.
Scheinbar fallen auch die Gewürzmischungen unter den Begriff "Würzmittel". In der Schweiz sind Gewürz¬mischungen Mischungen, die ausschliess¬lich Gewürze enthalten (Art. 11 Abs. 4 Verordnung über Suppen, Gewürze und Essig). Farbstoffe sind bisher unzulässig in Gewürzmischungen. Neu steht, dass die Farbstoffe nur in Gewürzmischungen enthalten sein dürfen. Was heisst dies nun? Es kann doch nicht sein, dass Farbstoffe nur in Gewürzmischungen einge-

12.2.2 Würzmittel
Es ist unklar, was die EU unter dem Begriff "Würzmittel" versteht: Gewürzzubereitungen, Ge-würz¬mischungen, Würze, Streuwürze, Würz-mischungen? Eine klarere Angabe ist nötig (Ergänzung der Schweizer Sachbezeichnungen). Die Widersprüche sind zu beheben.

setzt werden dürfen und in Gewürzzubereitungen, Würzen, Würzmischungen etc. nicht. Oder ist der Titel "Würzmittel" falsch?
Unter der Spalte "Einschränkungen/Ausnahmen" steht bei Schwefeldioxid "nur Gewürzmischungen auf Zitrussaftbasis". Bei uns handelt es sich bei einem solchen Produkt nicht mehr um eine Gewürzmischung, sondern um eine Gewürzzubereitung.

Zum besseren Verständnis entsprechende Ergänzung / Anpassung u.a. bei den Kategorien 6.2.2, 12.3, 12.5 und 12.6 und 14.1.

14.1.1 Wasser, einschliesslich natürlichen Mineralwassers und Quellwasser sowie jedes in Flaschen abgefüllte oder anderweitig abgepacktes Wasser
Unter der Spalte "Einschränkungen/Ausnahmen" steht "nur hergestelltes Tafelwasser". Was versteht man darunter? Aufgrund des Schweizer Rechts müsste dies "künstliches Mineralwasser" heissen. Im Schweizer Recht handelt es sich beim Begriff "Tafelwasser" um eine Limonade, bei welchem anstelle des Trinkwassers ein natürliches Mineralwasser verwendet wird (Art. 20 Verordnung über alkoholfreie Getränke). Eine Limonade kann an dieser Stelle nach unserer Sicht nicht gemeint sein. Der Widerspruch ist zu beheben.

14.1.3 Fruchtnektare, Gemüsenektare und gleichartige Produkte
Es ist nicht klar, was mit "gleichartige Produkte" gemeint ist. Der Begriff sollte deshalb präzisiert oder weggelassen werden.
Unklar ist zudem die Angabe "nur Obstsirupe nach schwedischer bzw. finnischer Tradition". Sirup und Fruchtsirup nach Schweizer Recht können u.a. aufgrund der zulässigen Farbstoffe der Kategorie 14.1.3 nicht zugeordnet werden. Deshalb ist die Angabe zu Obstsirup nach schwedischer bzw. finnischer Tradition verwirrend und sollte weggelassen wer¬den.

Nicht mehr geregelte Lebensmittelgruppen
Unter Ziffer 18 werden die verarbeiteten Lebensmittel erfasst, die sonst in keine Kategorie von 1 bis 17 fallen. Nicht alle Lebensmittelgruppen, die bisher in der Schweiz geregelt waren und die in keiner Lebensmittelkategorie von 1 bis 17 zugeordnet werden können, passen in die Kategorie 18.

6.6.2 Stärkeprodukte
Was fällt darunter? Gehört Maltodextrin auch dazu? Beispiele (wie Stärke) angeben.

12.3 Speiseessig
Ergänzung mit "Essigsäure zu Speisezwecken".

12.5 Suppen und Brühen
Ergänzung wie:
"12.5 Suppen und Brühen (Bouillons)"

12.6 Sossen
Es ist unklar, was alles darunter fällt: Sojasauce, (Salat)-Mayonnaise, Salatsauce etc.? Eine entsprechende Ergänzung ist nötig.
"12.6 Saucen (wie …)"

14.1 Nichtalkoholische Getränke
Die Ergänzung diverser Getränke-Sachbe-zeichnungen in der richtigen Kategorie ist zur Ver-mei¬dung von Interpretationsschwierigkeiten nötig: U.a. Fruchtsaftkonzentrat, Sirup, Tafelgetränk, Limonade, Tafel¬wasser, Instant- und Fertig¬getränke (weitere Ausführungen dazu siehe unten).

14.1.1 Wasser
Es wäre sinnvoll, den Titel mit Trinkwasser, künstlichem Mineralwasser und kohlensaurem Wasser zu ergänzen. Der Widerspruch hinsichtlich "Tafelwasser" ist zu beheben. Unter Bemerkungen ist der Begriff "Tafel-wasser" durch "künstliches Mineralwasser" zu ersetzen.
Es sollte zudem klarer hervorgehen, dass die Zusatzstoffe E 343 sowie E 450 - E 452 nur bei künstlichem Mineralwasser verwendet werden dürfen.

14.1.3 Fruchtnektare, Gemüsenektare und gleichartige Produkte
Beim Begriff "gleichartige Produkte" genau angeben, um was für Getränke es sich handelt oder den Begriff weglassen.
Die Angabe "nur Obstsirupe nach schwedischer bzw. finnischer Tradition" weglassen.

Nicht mehr geregelte Lebensmittelgruppen
Sämtliche bisher in der Schweiz geregelte Lebensmittelgruppen müssen in der Anwendungs-liste (Anhang 3) erfasst werden. Die Liste ist entsprechend zu ergänzen. Nachfolgende Beispiele sind nicht abschliessend.

Es müssen nach wie vor sämtliche bisher in der Schweiz geregelten Lebensmittelgruppen in der Anwendungsliste (Anhang 3) erfasst werden. Die Liste ist entsprechend zu ergänzen. Einer Ergänzung der Liste tangiert die EU-Vorschriften nicht und ist deshalb möglich.
Die nachfolgenden Beispiele sind nicht abschliessend.

Ergänzungsnahrung und malzextrakthaltige Nahrungsmittel (aktuelle ZuV Anhang 7, Ziffer 40.07 und 40.08)
Ergänzungsnahrung und malzextrakthaltige Nahrungsmittel sind Spezialle-bensmittel. Bei diesen Lebensmittelkategorien sind bisher noch andere Zusatzstoffe zugelassen als in Kategorie 18. Es ist nicht davon auszugehen, dass neu nur noch die Zusatzstoffe der Kategorie 18 erlaubt sind.
Ergänzungsnahrung und malzextrakthaltige Nahrungsmittel sind Lebens¬mittel, die nach Art. 2 der Verordnung über Speziallebensmittel für eine besondere Ernährung bestimmt sind. Folglich gehören sie in Kategorie 13 (Lebensmittel für eine besondere Ernährung). In diesem Sinne sollten auch die Nährhefe, Mikroalgen, Lebensmittel mit Zusatz von Phytosterinen etc. ergänzt werden.

Ergänzung von Kategorie 13 wie:

"13. Lebensmittel für eine besondere Ernährung (Speziallebensmittel)
13.4 Lebensmittel, die für Menschen mit einer Glutenunverträglichkeit geeignet sind (glutenfreie Lebensmittel)…
13.5 Nahrungsmittel für Personen mit erhöhtem Energie- und Nährstoffbedarf
Gruppe I
Gruppe II Ausnahmen siehe aktuelle ZuV
Gruppe III Ausnahmen siehe aktuelle ZuV
Zusatzstoffe wie in normalen Lebensmitteln vergleichbarer Art zulässig
13.6 Malzextrakthaltige Nahrungsmittel
Gruppe I
Gruppe II
Gruppe V nur für flüssige Produkte….
13.7 Nährhefe
Gruppe I
13.8 Mikroalgen
Gruppe I
13.9 Lebensmittel mit Zusatz von Phytosterinen, Phytosterinestern, Phytostanolen oder Phytostanol¬estern
Zusatzstoffe wie in normalen Lebensmitteln vergleichbarer Art zulässig"

Theoretisch sind die Nährhefe und die Mikroalgen unter der Kategorie 18 erfasst. Weil sie dort nicht separat erwähnt sind, besteht die Gefahr, dass die Produkte in der Praxis fälsch¬licherweise der Kate-gorie 17 (Nahrungsergänzungsmittel) zugeordnet werden. Zum besse¬ren Ver¬ständnis deshalb Nährhefe und Mikroalgen separat unter 13.7 und 13.8 erfassen.

Sulze
Wo ist die Sulze in der ZuV geregelt (aktuelle ZuV Anhang 7, Ziffer 11.03)? Aufgrund der aktuell erlaubten Zusatzstoffe (Anhang 7, Ziffer 11.03) kann die Sulze neu nicht zur Kategorie 18 zugeteilt werden, sonst wären bedeutend weniger Zusatzstoffe zulässig.

Sulze
Das explizite Aufführen von Sulze unter der richtigen Lebensmittelkategorie ist für eine richtige Interpretation notwendig. Falls dies aufgrund der bisher zulässigen Zusatzstoffe nicht möglich ist, ist für diese Produkte eine separate Lebensmittel-kategorie zu schaffen.

Nichtalkoholische Getränke
Es gibt Getränke, die unseres Erachtens aufgrund der aktuell zugelassenen Zusatzstoffe bei keiner nichtalkoholischen Getränke¬kate¬gorie erfasst werden.

Fruchtsirup; verdünnter Fruchtsaft; Getränke, die keine Aromen enthalten, obwohl sie Aromen ent-halten dürften (denkbar bei Tafel¬getränken, Limo-naden, Tafelwasser sowie Instant- und Fertig¬ge-tränken):
Das explizite Aufführen dieser Getränke bei der richtigen Lebensmittelkategorie unter Berück-sichtigung der Höchstmengen einzelner Zusatz-stoffe oder sonstiger

		Beispiele (nicht abschlies¬send): - Fruchtsirup (aktuelle ZuV Anhang 7, Ziffer 29.01). Bei Fruchtsirup sind mit Ausnahme von Zitrussirup keine Aromen erlaubt. Farbstoffe hingegen schon. - Verdünnter Fruchtsaft (aktuelle ZuV Anhang 7, Ziffer 28.02). Aromen sind nicht erlaubt. Zum Teil bei einzelnen Zusatzstoffen andere zulässige Höchstmengen als bei Fruchtsäften. E 220 - E 228 erlaubt im Gegensatz zur Kategorie 14.1.3. - Getränke, die zwar aromatisiert werden dürfen (wie Tafelgetränke, Limonaden sowie Instant- und Fertiggetränke), die aber keine Aromen enthalten. Vereinzelt gibt es solche auf dem Markt.	Einschränkungen ist not-wendig. Für Getränkegruppen, die nicht zuge¬ordnet werden können, sind unter Umständen separate Lebensmit¬telkategorien zu schaffen. Aufgrund der vielen Probleme bei der Einordnung in die richtige Getränkekategorie wird vorgeschlagen, bei den nichtalkoholischen Getränken die bis¬he¬rigen Getränkekategorien der aktuellen ZuV beizu¬behalten.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Anh 3	14.2.2 Wein und weinhaltige Produkte und die alkholfreien Entspre-chungen…. Im Anhang 3 ist unter dem Titel B: Anwendungsliste im Punkt 14.2.2 der Anhang 1 der Verordnung über alkoholische Getränke zitiert. Die Angaben sind im Anhang 2 der revidierten Verordnung über alkoholische Getränke und nicht mehr im Anhang 1.	Wie bisher die im Anhang 2 der Verordnung über alkoholische Getränke erlaubten Zusatzstoffe hier aufführen. Auf diese Weise wird klarer, was alles zu den Zusatzstoffen gezählt wird und welche erlaubt sind. Sollte hier analog der EU nur noch auf den Anhang 2 der Verordnung über alkoholische Getränke verwiesen werden, so sind die Zusatzstoffe im Anhang 2 mit den E-Nummern zu versehen, damit klarer wird, welche Zusatzstoffe erlaubt sind. Der Verweis ist anzupassen wie: "Die Verwendung der Zusatzstoffe nach Anhang 2 der Verordnung des EDI über alkoholische Getränke ist zulässig."
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Anh 3	Lebensmittelkategorien - Sachbezeichnungen Es werden ohne Ausnahme die Lebensmittelkategorien der EU übernommen. Die Lebensmittelkategorien entsprechen oft nicht den Sachbezeichnungen des Schweizer Lebensmittelrechts. Deshalb ist es für die Benutzerin bzw. den Benutzer dieser Liste zum Teil äusserst schwierig, die einzelnen Lebensmittel der richtigen Lebensmittelkategorie zuzuordnen. Um die Benutzung der Anwendungsliste zu erleichtern und Interpretationsfehler zu vermeiden, sollten die Sach¬bezeichnungen des Schweizer Lebensmittel¬rechts dort ergänzt werden, wo sie nicht den EU-Bezeichnungen entsprechen bzw. wo eine Zuordnung nicht von vornherein klar ist. Einer Ergänzung mit den Schweizer Sachbezeichnungen tangiert die EU-Vorschriften nicht und ist deshalb möglich. Auch in der EU-Verordnung erfolgen in der Liste teilweise Verweise auf EU-Verordnungen und EU-Richtlinien, damit klarer wird, welche Produkte damit erfasst werden. Es kommt auch zu Widersprüchen im Zusammenhang mit Schweizer Sachbezeichnungen und EU-Bezeichnungen (Beispiele: Gewürzmischung, Tafelwasser). Diese sind zu beheben. Die nachfolgenden Beispiele sind nicht abschliessend. 0.2.2 Fette und Ölemulsionen… Im Gegensatz zur aktuellen ZuV ist im Revisionsvorschlag nicht mehr klar, unter was Dreiviertelbutter und Halbfettbutter sowie Butterfraktionen und Butterzubereitungen fallen.	Lebensmittelkategorien - Sachbezeichnungen Ergänzung der Sachbezeichnungen des Schweizer Rechts bei den "EU-Bezeichnungen" in den Fällen, wo eine klare Zuordnung schwierig oder nicht mehr möglich ist. Die Widersprüche sind zu beheben. Beispiele (nicht abschliessend): 0.2.2 Fette und Ölemulsionen… Unter Einbezug der aktuellen ZuV wäre hinsichtlich Dreiviertelbutter und Halbfettbutter sowie Butterfraktio-

Ohne die aktuelle ZuV zu kennen, würde man Dreiviertelbutter und Halbfettbutter unter Butter einordnen. Dies ist jedoch nach aktueller ZuV falsch. Es sind die gleichen Zusatzstoffe zugelassen wie bei Streichfett (aktuelle ZuV Anhang 7, Ziffer 02.07).

nen und Butterzubereitungen beispielsweise folgende Ergänzung klar und nötig:
"2.2.1 Butter, Butterschmalz, Butterfett (inklusive Butterfraktionen) und wasserfreies Milchfett, Butterzubereitungen"
"2.2.2 Andere Fett- und Ölemulsionen, einschliesslich Streichfetten (wie Margarine aller Fettgehaltsstufen, Milchstreichfette, Dreiviertel- und Halbfettbutter) und flüssige Emulsionen"

Mayonnaise und Salatmayonnaise (aktuelle ZuV Anhang 7, Ziffer 10.01)
Wo werden Mayonnaise und Salatmayonnaise eingeordnet?
Logischerweise unter Fett- und Ölemulsionen. Dies bedeutet, dass viele Farbstoffe, die jetzt zulässig sind, nicht mehr erlaubt sind. Ist dies wirklich beabsichtigt?
Oder werden Mayonnaise und Salatmayonnaise unlogischerweise neu als Sauce eingestuft? Diese Produktegruppen inklusive Salatsaucen werden nicht bei den Saucen unter Art. 8 in der Verordnung über Suppen, Gewürze und Essig umschrieben.
Das explizite Aufführen von Mayonnaise, Salatmayonnaise und Salatsaucen unter der richtigen Lebensmittelkategorie ist für eine richtige Interpretation notwendig. Falls dies aufgrund der bisher zulässigen Zusatzstoffe nicht mög-lich ist, ist für diese Produkte eine separate Lebensmittelkategorie zu schaf-fen.

Mayonnaise und Salatmayonnaise
Das explizite Aufführen von Mayonnaise, Salatmayonnaise und Salatsaucen unter der richtigen Lebensmittelkategorie ist für eine richtige Interpretation notwendig. Falls dies nicht möglich ist, ist für die erwähnten Produkte wie bisher eine separate Lebensmittelkategorie zu schaffen.

12.1.2. Kochsalzersatz
Es ist unklar, was die EU unter diesem Begriff versteht: Streuwürze, Würzmischung, Würze oder sonst etwas? Oder ist damit ausschliesslich Diätsalz nach Art. 7 der Verordnung über Speziallebensmittel gemeint?
Eine genauere Angabe ist zum besseren Verständ¬nis nötig.

12.1.2. Kochsalzersatz
Es ist unklar, was die EU unter diesem Begriff versteht: Streuwürze, Würzmischung, Würze oder oder ausschliesslich Diätsalz? Eine genauere Angabe ist zur richtigen Inter¬pretation nötig (Ergänzung der Schweizer Sachbezeichnungen).

12.2.2 Würzmittel
Es ist unklar, was die EU unter dem Begriff "Würzmittel" versteht: Gewürzzubereitungen, Gewürzmischungen, Würze, Streuwürze, Würz¬mi-schungen? Eine klarere Angabe ist nötig.
Scheinbar fallen auch die Gewürzmischungen unter den Begriff "Würzmittel". In der Schweiz sind Gewürz¬mischungen Mischungen, die ausschliess¬lich Gewürze enthalten (Art. 11 Abs. 4 Verordnung über Suppen, Gewürze und Essig). Farbstoffe sind bisher unzulässig in Gewürzmischungen. Neu steht, dass die Farbstoffe nur in Gewürzmischungen enthalten sein dürfen. Was heisst dies nun? Es kann doch nicht sein, dass Farbstoffe nur in Gewürzmischungen eingesetzt werden dürfen und in Gewürzzubereitungen, Würzen, Würzmischungen etc. nicht. Oder ist der Titel "Würzmittel" falsch?
Unter der Spalte "Einschränkungen/Ausnahmen" steht bei Schwefeldioxid "nur Gewürzmischungen auf Zitrussaftbasis". Bei uns handelt es sich bei einem solchen Produkt nicht mehr um eine Gewürzmischung, sondern um eine Gewürzzubereitung.

12.2.2 Würzmittel
Es ist unklar, was die EU unter dem Begriff "Würzmittel" versteht: Gewürzzubereitungen, Ge-würz¬mischungen, Würze, Streuwürze, Würz-mischungen? Eine klarere Angabe ist nötig (Ergänzung der Schweizer Sachbezeichnungen). Die Widersprüche sind zu beheben.

6.6.2 Stärkeprodukte
Was fällt darunter? Gehört Maltodextrin auch dazu? Beispiele (wie Stärke) angeben.

12.3 Speiseessig
Ergänzung mit "Essigsäure zu Speisezwecken".

Zum besseren Verständnis entsprechende Ergänzung / Anpassung u.a. bei den

12.5 Suppen und Brühen
Ergänzung wie:

Kategorien 6.2.2, 12.3, 12.5 und 12.6 und 14.1.	"12.5 Suppen und Brühen (Bouillons)" 12.6 Sossen Es ist unklar, was alles darunter fällt: Sojasauce, (Salat)-Mayonnaise, Salatsauce etc.? Eine entsprechende Ergänzung ist nötig. "12.6 Saucen (wie …)"
	14.1 Nichtalkoholische Getränke Die Ergänzung diverser Getränke-Sachbe-zeichnungen in der richtigen Kategorie ist zur Ver-mei¬dung von Interpretationsschwierigkeiten nötig: U.a. Fruchtsaftkon-zentrat, Sirup, Tafelgetränk, Limonade, Tafel¬wasser, Instant- und Fertig¬getränke (weitere Ausführungen dazu siehe unten).
14.1.1 Wasser, einschliesslich natürlichen Mineralwassers und Quellwasser sowie jedes in Flaschen abgefüllte oder anderweitig abgepacktes Wasser Unter der Spalte "Einschränkungen/Ausnahmen" steht "nur hergestelltes Tafel-wasser". Was versteht man darunter? Aufgrund des Schweizer Rechts müsste dies "künstliches Mineralwasser" heissen. Im Schweizer Recht handelt es sich beim Begriff "Tafelwasser" um eine Limonade, bei welchem anstelle des Trink-wassers ein natürliches Mineralwasser verwendet wird (Art. 20 Verordnung über alkoholfreie Getränke). Eine Limonade kann an dieser Stelle nach unserer Sicht nicht gemeint sein. Der Widerspruch ist zu beheben.	14.1.1 Wasser Es wäre sinnvoll, den Titel mit Trinkwasser, künstlichem Mineralwasser und kohlensaurem Wasser zu ergänzen. Der Widerspruch hinsichtlich "Tafelwasser" ist zu behe-ben. Unter Bemerkungen ist der Begriff "Tafel-wasser" durch "künstliches Mineralwasser" zu ersetzen. Es sollte zudem klarer hervorgehen, dass die Zu-satzstoffe E 343 sowie E 450 - E 452 nur bei künst-lichem Mineralwasser verwendet werden dürfen.
14.1.3 Fruchtnektare, Gemüsenektare und gleichartige Produkte Es ist nicht klar, was mit "gleichartige Produkte" gemeint ist. Der Begriff sollte deshalb präzisiert oder weggelassen werden. Unklar ist zudem die Angabe "nur Obstsirupe nach schwedischer bzw. finnischer Tradition". Sirup und Fruchtsirup nach Schweizer Recht können u.a. aufgrund der zulässigen Farbstoffe dieser Kategorie nicht zugeordnet werden. Deshalb ist die Angabe zu Obstsirup nach schwedischer bzw. finnischer Tradition verwir-rend und sollte weggelassen wer¬den.	14.1.3 Fruchtnektare, Gemüsenektare und gleichartige Produkte Beim Begriff "gleichartige Produkte" genau angeben, um was für Getränke es sich handelt oder den Begriff weg-lassen. Die Angabe "nur Obstsirupe nach schwedischer bzw. finnischer Tradition" weglassen.
Nicht mehr geregelte Lebensmittelgruppen Unter Ziffer 18 werden die verarbeiteten Lebensmittel erfasst, die sonst in keine Kategorie von 1 bis 17 fallen. Nicht alle Lebensmittelgruppen, die bisher in der Schweiz geregelt waren und die in keiner Lebensmittelkategorie von 1 bis 17 zugeordnet werden können, passen in die Kategorie 18. Es müssen nach wie vor sämtliche bisher in der Schweiz geregelten Lebensmit-telgruppen in der Anwendungsliste (Anhang 3) erfasst werden. Die Liste ist entsprechend zu ergänzen. Einer Ergänzung der Liste tangiert die EU-Vorschriften nicht und ist deshalb möglich. Die nachfolgenden Beispiele sind nicht abschliessend.	Nicht mehr geregelte Lebensmittelgruppen Sämtliche bisher in der Schweiz geregelte Lebensmittel-gruppen müssen in der Anwendungs-liste (Anhang 3) erfasst werden. Die Liste ist entsprechend zu ergänzen. Nachfolgende Beispiele sind nicht abschliessend.
Ergänzungsnahrung und malzextrakthaltige Nahrungsmittel (aktuelle ZuV An-	Ergänzung von Kategorie 13 wie: "13. Lebensmittel für eine besondere Ernährung (Spezi-allebensmittel) 13.4 Lebensmittel, die für Menschen mit einer Glutenun-verträglichkeit geeignet sind (glutenfreie Lebensmittel)… 13.5 Nahrungsmittel für Personen mit erhöhtem Energie-

hang 7, Ziffer 40.07 und 40.08)
Ergänzungsnahrung und malzextrakthaltige Nahrungsmittel sind Spezial-lebensmittel. Bei diesen Lebensmittelkategorien sind bisher noch andere Zusatzstoffe zugelassen als in Kategorie 18. Es ist nicht davon auszugehen, dass neu nur noch die Zusatzstoffe der Kategorie 18 erlaubt sind.
Ergänzungsnahrung und malzextrakthaltige Nahrungsmittel sind Lebens¬mittel, die nach Art. 2 der Verordnung über Speziallebensmittel für eine besondere Ernährung bestimmt sind. Folglich gehören sie in Kategorie 13 (Lebensmittel für eine besondere Ernährung). In diesem Sinne sollten auch die Nährhefe, Mikroalgen, Lebensmittel mit Zusatz von Phytosterinen etc. ergänzt werden.

Sulze
Wo ist die Sulze in der ZuV geregelt (aktuelle ZuV Anhang 7, Ziffer 11.03)? Aufgrund der aktuell erlaubten Zusatzstoffe (Anhang 7, Ziffer 11.03) kann die Sulze neu nicht zur Kategorie 18 zugeteilt werden, sonst wären bedeutend weniger Zusatzstoffe zulässig.

Nichtalkoholische Getränke
Es gibt Getränke, die unseres Erachtens aufgrund der aktuell zugelassenen Zusatzstoffe bei keiner nichtalkoholischen Getränke¬kate¬gorie erfasst werden. Beispiele (nicht abschlies¬send):
- Fruchtsirup (aktuelle ZuV Anhang 7, Ziffer 29.01). Bei Fruchtsirup sind mit Ausnahme von Zitrussirup keine Aromen erlaubt. Farbstoffe hingegen schon.
- Verdünnter Fruchtsaft (aktuelle ZuV Anhang 7, Ziffer 28.02). Aromen sind nicht erlaubt. Zum Teil bei einzelnen Zusatzstoffen andere zulässige Höchstmengen als bei Fruchtsäften. E 220 - E 228 erlaubt im Gegensatz zur Kategorie 14.1.3.
- Getränke, die zwar aromatisiert werden dürfen (wie Tafelgetränke, Limonaden sowie Instant- und Fertiggetränke), die aber keine Aromen enthalten. Vereinzelt

und Nährstoffbedarf
Gruppe I
Gruppe II Ausnahmen siehe aktuelle ZuV
Gruppe III Ausnahmen siehe aktuelle ZuV
Zusatzstoffe wie in normalen Lebensmitteln vergleichbarer Art zulässig
13.6 Malzextrakthaltige Nahrungsmittel
Gruppe I
Gruppe II
Gruppe V nur für flüssige Produkte….
13.7 Nährhefe
Gruppe I
13.8 Mikroalgen
Gruppe I
13.9 Lebensmittel mit Zusatz von Phytosterinen, Phytosterinestern, Phytostanolen oder Phytostanol¬estern
Zusatzstoffe wie in normalen Lebensmitteln vergleichbarer Art zulässig"

Theoretisch sind die Nährhefe und die Mikroalgen unter der Kategorie 18 erfasst. Weil sie dort nicht separat erwähnt sind, besteht die Gefahr, dass die Produkte in der Praxis fälsch¬licherweise der Kate-gorie 17 (Nahrungsergänzungsmittel) zugeordnet werden. Zum besse¬ren Ver¬ständnis deshalb Nährhefe und Mikroalgen separat unter 13.7 und 13.8 erfassen.

Sulze
Das explizite Aufführen von Sulze unter der richtigen Lebensmittelkategorie ist für eine richtige Interpretation notwendig. Falls dies aufgrund der bisher zulässigen Zusatzstoffe nicht möglich ist, ist für diese Produkte eine separate Lebensmittel-kategorie zu schaffen.

Fruchtsirup; verdünnter Fruchtsaft; Getränke, die keine Aromen enthalten, obwohl sie Aromen ent-halten dürften (denkbar bei Tafel¬getränken, Limo-naden, Tafelwasser sowie Instant- und Fertig¬ge-tränken):
Das explizite Aufführen dieser Getränke bei der richtigen Lebensmittelkategorie unter Berück-sichtigung der Höchstmengen einzelner Zusatz-stoffe oder sonstiger Einschränkungen ist not-wendig. Für Getränkegruppen, die nicht zuge¬ordnet werden können, sind unter Umständen separate Lebensmit¬telkategorien zu schaffen. Aufgrund der vielen Probleme bei der Einordnung in die richtige Getränkekategorie wird vorgeschlagen, bei den nichtalkoholischen Getränken die bis¬he¬rigen Getränkekategorien der aktuellen ZuV beizu¬behalten.

		gibt es solche auf dem Markt.	
Geschäftsstelle IG DHS	Anh 3	05.4 Verzierungen, Überzüge und Füllungen… Für E 481 - E 482 Natrium- und Calciumstearoyl-2-lactylat in "Knabbereien auf Getreidebasis" werden zwei Höchstwerte genannt: 5000 mg/kg für "Knabbereien auf Getreide- oder Kartoffelbasis" und 2000 mg/kg für "Knabbereien auf Getreidebasis". 10.2 Eier und Eiprodukte, verarbeitet Der Zusatzstoff E 1505 Triethylcitrat ist zweimal aufgeführt: Einmal mit ("Nur Eiklarpulver") und einmal ohne Anwendungseinschränkung.	Die erwähnten Höchstwerte bzw. deren Anwendung soll korrigiert oder andernfalls präzisiert werden.
Geschäftsstelle IG DHS	Anh 3	Die gewählte Unterteilung der Kategorie Fleisch ist nicht kongruent mit den Begriffsdefinitionen gemäss VLtH. So bleibt unklar, ob bzw. mit den nachfolgenden Begriffen dasselbe gemeint ist bzw. allfällige Unterschiede bestehen (falls ja, welche?): - frisches bzw. rohes Fleisch vs. nicht verarbeitetes Fleisch, ausgenommen Fleischzubereitungen - Fleischerzeugnisse vs. verarbeitetes Fleisch	A. Ziff. 8 Begriff "nicht verarbeitetes Fleisch ohne Fleischzubereitungen" durch "rohes Fleisch" (-> VLtH) ersetzen Begriff "verarbeitetes Fleisch" durch "Fleischerzeugnisse" ersetzen Im Titel von Ziffer 8.2.4 "Fleischprodukte" durch "Fleisch¬erzeugnisse" ersetzen
Geschäftsstelle IG DHS	Anh 3	Nach der neuen Regelung in B. 04.2.5.2 ist der Zusatz von E 202 in Maronenkrem nicht mehr erlaubt Diese Regelung widerspricht der aktuellen Regelung in Anhang 7 Ziffer 21.01 für Maronencrème, nach der E 202 für Produkte mit einer löslichen Trockenmasse von weniger als 65% mit einem Höchstwert 1g/kg zugelassen ist. Ebenfalls ist nach der neuen Regelung in B. 04.2.5.1 und 04.2.5.2 eine Konservierung von Konfitüren mit Sorbinsäure und Sorbaten nicht mehr möglich. Bisher konnte Konfitüre mit diesen Zusatzstoffen konserviert werden, wenn der Trockenmasseanteil unter 65 % fiel. Das war speziell für zuckerreduzierte Konfitüren notwendig. Nach der neuen Regelung dürfen nur zuckerarme oder energiearme Konfitüren konserviert werden. Zuckerarm bedeutet max. 5% Zucker (Anhang 7 LKV). Handelsübliche „light“ Konfitüren haben immer noch einen Zuckeranteil von ca. 30%. %. Dasselbe gilt für „energiearme“ Konfitüren. Konfitüren mit einem derart niedrigen Zuckergehalt (Mono-, Disaccharide) gibt es unseres Wissens auf dem Schweizer Markt nicht, insofern sollte die Einschränkung erweitert werden.	B. 04.2.5.2 E200-213 Nur zuckerarme und ähnliche kalorienarme oder zuckerfreie sowie zucker- oder energiereduzierte Produkte 04.2.5.2 E200-213 Nur zuckerarme und ähnliche kalorienarme oder zuckerfreie sowie zucker- oder energiereduzierte Aufstriche und Maronenkrem
Geschäftsstelle IG DHS	Anh 3	Die Verwendung von E900 ist in 04.2.5.1 für Konfitüre Extra nicht mehr zugelassen, der Grund für diese Abweichung zum früheren Anhang 7 Ziffer 21.01 ist nicht ersichtlich, insbesondere ist nicht verständlich, warum nach der neuen Regelung E900 für Konfitüren nicht aber für Konfitüre Extra zulässig ist, hier wird eine einheitliche Zulassung befürwortet.	B. 04.2.5.1 E 900 Dimethylpolysiloxan 10mg/kg /l

Geschäftsstelle IG DHS	Anh 3	Die Zugabe von Zusatzstoffen würde mit der vorliegenden Regelung die bisherige Produktion von rohen Bräten (z.B. Adrio, Fleischkäsebrät) und rohen Würsten (z.B. Schweinsbratwurst, Siedwurst, Merguez) schlichtwegs verunmöglichen. Es ist daher unbedingt eine Präzisierung nötig, indem die rohen Bräte und rohen Würste (nicht mit Rohwürsten zu verwechseln!) den nicht wärmebehandelten Fleischerzeugnissen zugeordnet werden. Zuckerkulöre (E150a-d) werden in der Schweiz von verschiedenen Produzenten auch zur Dunkelfärbung von Rohpökelwaren verwendet. Bei der Festlegung der Höchstmengen für Nitrite (E249-E250) und Nitrate (E251-E252) fehlt ein Hinweis auf die unter Ziffer 8.2.4 separate Regelung für die auf traditionelle Weise gepökelten Fleischerzeugnisse	B. 8.1.2 und 8.2.1 Titel von Ziffer 08.2.1 "nicht wärmebehandelte Fleischerzeugnisse" mit "(inkl. rohe Bräte und rohe Würste)" ergänzen Zusatzstoffliste von Ziffer 8.2.1 für E150a-d ergänzen: "Würste und Rohpökelwaren" Zusatzstoffliste von Ziffer 8.2.1 für E249-E252 ergänzen: "Für auf traditionelle Weise gepökelte Fleischerzeugnisse (siehe Ziffer 8.2.4) gelten besondere Bestimmungen."
Geschäftsstelle IG DHS	Anh 3	Zuckerkulöre (E150a-d) werden in der Schweiz vielfach auch zur Dunkelfärbung von Fleischkäse verwendet.	B. Zusatzstoffliste von Ziffer 8.2.1 für E150a-d ergänzen: "Nur Würste, Fleischkäse, ..."
Geschäftsstelle IG DHS	Anh 3	•Es ist nicht ideal, dass in der ZuV Begriffe verwendet werden, welche in der VLtH nicht definiert sind. Allerdings können diese Begriffe nicht geändert werden, wenn die „Logik“ der ZuV beibehalten wird. Zur Förderung der Rechtssicherheit und der Verständlichkeit sollte aber ergänzt werden: Anhang 3, B. Anwendungsliste, Titel von Ziffer 8.2.1 "nicht wärmebehandelte Fleischerzeugnisse" mit "(inkl. rohe Bräte und rohe Würste)" Die weitere Unterteilung von Ziffer 8.2.4 in einzelne Untergruppen macht aus unserer Sicht keinen Sinn; sie ist zu streichen. Auch die vorgeschlagene Feinauftrennung bei den traditionell gepökelten Fleischerzeugnissen nach z.T. europäischen Fleischprodukten bei gleichzeitiger Vernachlässigung der typisch schweizerischen Erzeugnisse macht keinen Sinn. Sie ist auch nicht anwenderfreundlich, weil der Grossteil der aufgeführten europäischen Fleischerzeugnisse für die Schweiz schlichtwegs ohne Bedeutung ist. Unklar ist auch, welcher Kategorie folgende Schweizer Fleischerzeugnisse zuzuordnen wären und welche Höchstwerte für Nitrit bzw. Nitrat für diese gelten würden - Koch-/Bratspeck sowie andere nicht verzehrsfertige Rohpökelwaren - Trockenfleisch / Bündnerfleisch / Rohessspeck: wie Rohschinken zu behandeln? Zusätzlich erschwerend sind die Vorgaben an die Produktion mit der Einsalz-, Stabilisierungs- und Reifezeit sehr detailliert beschrieben, was für die Behörden im Endprodukt nicht nachvollziehbar bzw. nur sehr aufwendig zu kontrollieren ist. Diese Vorgaben sind daher ebenfalls wegzulassen.	B. Titel von Ziffer 8.2.1 "nicht wärmebehandelte Fleischerzeugnisse" mit "(inkl. rohe Bräte und rohe Würste)" Untergruppen 8.2.4.1, 8.2.4.2 und 8.2.4.3: streichen und stattdessen Produkte analog zur bestehenden ZuV (ohne Vorgaben zu Herstellungsphasen) zusammenfassen: Nitrit (Kalium-, Natrium-) a. sterilisierte Fleischerzeugnisse (Fo > 3,00; Fo-Wert 3 entspricht 3 Minuten Erhitzung bei 121°C): Höchstwert Nitrit: 100 mg/kg (1) (3) b. Fleischerzeugnisse, ausgenommen Rohschinken, Trockenfleisch und ähnliche Erzeugnisse: Höchstwert Nitrit: 150 mg/kg (1) (3) c. Rohschinken, Trockenfleisch (Bündnerfleisch, Mostbröckli, Bresaola, andere Trocken-fleisch¬erzeugnisse) und ähnliche Erzeugnisse: Höchstwert Nitrit: 50 mg/kg (1) (4) Nitrat (Kalium-, Natrium-) a. nicht wärmebehandelte Fleischerzeugnisse, ausgenommen Rohschinken, Trockenfleisch, Salami und ähnliche Erzeugnisse: Höchstwert Nitrat: 150 mg/kg (2) (3) b. Rohschinken, Trockenfleisch (Bündnerfleisch, Mostbröckli, Bresaola und andere Trockenfleischerzeugnisse), Rohessspeck und ähnliche Erzeugnisse: Höchstwert Nitrat: 250 mg/kg (2) (4)

			c. ausgereifte schnittfeste Rohwürste wie Salami und ähnliche Erzeugnisse: Höchstwert Nitrat: 300 mg/kg (2) (3) Fussnoten (Nummerierung allfällig noch auf ZuV ausrichten): (1) einzeln oder als Summe von E 249 und 250; ausgedrückt als NaNO2 (2) einzeln oder als Summe von E 251 und 252; ausgedrückt als NaNO3 (3) Höchstmenge, die bei der Herstellung zugesetzt werden darf (4) Restmenge am Ende des Produktionsvorganges
Geschäftsstelle IG DHS	Anh 3	Integration der Verordnung (EU) Nr. 1049/2012 und Nr. 1050/2012 – Zulässigkeit von Polyglycitolsirup (E 964) in Speiseeis, Gelee, Brotaufstriche etc.	Ergänzung der Anwendungsliste Anhang 3 Teil B.
Geschäftsstelle IG DHS	Anh 3	La catégorie 14.1.5 Café, thé, … n'autorise pas d'édulcorants, or des édulcorants sont utilisés aujourd'hui dans p.ex. des boissons mixtes à base de café. Pour autoriser les édulcorants dans ce type de boissons, la catégorie 14.1.4 devrait inclure de tels types de boissons à base de café. Cela doit aussi être clair que cette catégorie inclue les boissons avec p.ex. jus de fruits.	14.1.4 Boissons aromatisées (p.ex. boissons de table, limonades, boissons mixtes à base de café)
Schweizerischer Verband für komplementärmedizinische Heilmittel	Anh 3	Die Ziffer 14.1.4 "Aromatisierte Getränke" scheint uns zu wenig genau beschrieben Hierunter würden doch auch Tafelgetränke, Tafelgetränke mit Fruchtsaft, Limonaden etc. fallen.	Ziffer 29 im Verzeichnis der Lebensmittel der Anwendungsliste aus der jetzigen ZuV nochmal prüfen.
Migros-Genossenschafts-Bund	Anh 3	05.4 Verzierungen, Überzüge und Füllungen… Für E 481 - E 482 Natrium- und Calciumstearoyl-2-lactylat in "Knabbereien auf Getreidebasis" werden zwei Höchstwerte genannt: 5000 mg/kg für "Knabbereien auf Getreide- oder Kartoffelbasis" und 2000 mg/kg für "Knabbereien auf Getreidebasis". 10.2 Eier und Eiprodukte, verarbeitet Der Zusatzstoff E 1505 Triethylcitrat ist zweimal aufgeführt: Einmal mit ("Nur Eiklarpulver") und einmal ohne Anwendungseinschränkung	Die erwähnten Höchstwerte bzw. deren Anwendung soll korrigiert oder andernfalls präzisiert werden.
Migros-Genossenschafts-Bund	Anh 3	Die gewählte Unterteilung der Kategorie Fleisch ist nicht kongruent mit den Begriffsdefinitionen gemäss VLtH. So bleibt unklar, ob bzw. mit den nachfolgenden Begriffen dasselbe gemeint ist bzw. allfällige Unterschiede bestehen (falls ja, welche?): - frisches bzw. rohes Fleisch vs. Nicht verarbeitetes Fleisch, ausgenommen Fleischzubereitungen - Fleischerzeugnisse vs. Verarbeitetes Fleisch	A. Ziff. 8 Begriff "nicht verarbeitetes Fleisch ohne Fleischzubereitungen" durch "rohes Fleisch" (-> VLtH) ersetzen Begriff "verarbeitetes Fleisch" durch "Fleischerzeugnisse" ersetzen Im Titel von Ziffer 8.2.4 "Fleischprodukte" durch "Fleischerzeugnisse" ersetzen

Migros-Genossenschafts-Bund	Anh 3	Nach der neuen Regelung in B. 04.2.5.2 ist der Zusatz von E 202 in Maronenkrem nicht mehr erlaubt Diese Regelung widerspricht der aktuellen Regelung in Anhang 7 Ziffer 21.01 für Maronencrème, nach der E 202 für Produkte mit einer löslichen Trockenmasse von weniger als 65% mit einem Höchstwert 1g/kg zugelassen ist. Ebenfalls ist nach der neuen Regelung in B. 04.2.5.1 und 04.2.5.2 eine Konservierung von Konfitüren mit Sorbinsäure und Sorbaten nicht mehr möglich. Bisher konnte Konfitüre mit diesen Zusatzstoffen konserviert werden, wenn der Trockenmasseanteil unter 65 % fiel. Das war speziell für zuckerreduzierte Konfitüren notwendig. Nach der neuen Regelung dürfen nur zuckerarme oder energiearme Konfitüren konserviert werden. Zuckerarm bedeutet max. 5% Zucker (Anhang 7 LKV). Handelsübliche „light“ Konfitüren haben immer noch einen Zuckeranteil von ca. 30%. %. Dasselbe gilt für „energiearme“ Konfitüren. Konfitüren mit einem derart niedrigen Zuckergehalt (Mono-, Disaccharide) gibt es unseres Wissens auf dem Schweizer Markt nicht, insofern sollte die Einschränkung erweitert werden	B. 04.2.5.2 E200-213 Nur zuckerarme und ähnliche kalorienarme oder zuckerfreie sowie zucker- oder energiereduzierte Produkte 04.2.5.2 E200-213 Nur zuckerarme und ähnliche kalorienarme oder zuckerfreie sowie zucker- oder energiereduzierte Aufstriche und Maronenkrem
Migros-Genossenschafts-Bund	Anh 3	Die Verwendung von E900 ist in 04.2.5.1 für Konfitüre Extra nicht mehr zugelassen, der Grund für diese Abweichung zum früheren Anhang 7 Ziffer 21.01 ist nicht ersichtlich, insbesondere ist nicht verständlich, warum nach der neuen Regelung E900 für Konfitüren nicht aber für Konfitüre Extra zulässig ist, hier wird eine einheitliche Zulassung befürwortet.	B. 04.2.5.1 E 900 Dimethylpolysiloxan 10mg/kg /l
Migros-Genossenschafts-Bund	Anh 3	Die Zugabe von Zusatzstoffen würde mit der vorliegenden Regelung die bisherige Produktion von rohen Bräten (z.B. Adrio, Fleischkäsebrät) und rohen Würsten (z.B. Schweinsbratwurst, Siedwurst, Merguez) schlichtwegs verunmöglichen. Es ist daher unbedingt eine Präzisierung nötig, indem die rohen Bräte und rohen Würste (nicht mit Rohwürsten zu verwechseln!) den nicht wärmebehandelten Fleischerzeugnissen zugeordnet werden. Zuckerkulöre (E150a-d) werden in der Schweiz von verschiedenen Produzenten auch zur Dunkelfärbung von Rohpökelwaren verwendet. Bei der Festlegung der Höchstmengen für Nitrite (E249-E250) und Nitrate (E251-E252) fehlt ein Hinweis auf die unter Ziffer 8.2.4 separate Regelung für die auf traditionelle Weise gepökelten Fleischerzeugnisse	B. 8.1.2 und 8.2.1 Titel von Ziffer 08.2.1 "nicht wärmebehandelte Fleischerzeugnisse" mit "(inkl. rohe Bräte und rohe Würste)" ergänzen Zusatzstoffliste von Ziffer 8.2.1 für E150a-d ergänzen: "Würste und Rohpökelwaren" Zusatzstoffliste von Ziffer 8.2.1 für E249-E252 ergänzen: "Für auf traditionelle Weise gepökelte Fleischerzeugnisse (siehe Ziffer 8.2.4) gelten besondere Bestimmungen."
Migros-Genossenschafts-Bund	Anh 3	Zuckerkulöre (E150a-d) werden in der Schweiz vielfach auch zur Dunkelfärbung von Fleischkäse verwendet.	B. Zusatzstoffliste von Ziffer 8.2.1 für E150a-d ergänzen: "Nur Würste, Fleischkäse, ..."
Migros-Genossenschafts-	Anh 3	•Es ist nicht ideal, dass in der ZuV Begriffe verwendet werden, welche in der VLtH nicht definiert sind. Allerdings können diese Begriffe	. Titel von Ziffer 8.2.1 "nicht wärmebehandelte

Bund		nicht geändert werden, wenn die „Logik“ der ZuV beibehalten wird. Zur Förderung der Rechtssicherheit und der Verständlichkeit sollte aber ergänzt werden: Anhang 3, B. Anwendungsliste, Titel von Ziffer 8.2.1 "nicht wärmebehandelte Fleischerzeugnisse" mit "(inkl. rohe Bräte und rohe Würste)" Die weitere Unterteilung von Ziffer 8.2.4 in einzelne Untergruppen macht aus unserer Sicht keinen Sinn; sie ist zu streichen. Auch die vorgeschlagene Feinauftrennung bei den traditionell gepökelten Fleischerzeugnissen nach z.T. europäischen Fleischprodukten bei gleichzeitiger Vernachlässigung der typisch schweizerischen Erzeugnisse macht keinen Sinn. Sie ist auch nicht anwenderfreundlich, weil der Grossteil der aufgeführten europäischen Fleischerzeugnisse für die Schweiz schlichtwegs ohne Bedeutung ist. Unklar ist auch, welcher Kategorie folgende Schweizer Fleischerzeugnisse zuzuordnen wären und welche Höchstwerte für Nitrit bzw. Nitrat für diese gelten würden - Koch-/Bratspeck sowie andere nicht verzehrsfertige Rohpökelwaren - Trockenfleisch / Bündnerfleisch / Rohessspeck: wie Rohschinken zu behandeln? Zusätzlich erschwerend sind die Vorgaben an die Produktion mit der Einsalz-, Stabilisierungs- und Reifezeit sehr detailliert beschrieben, was für die Behörden im Endprodukt nicht nachvollziehbar bzw. nur sehr aufwendig zu kontrollieren ist. Diese Vorgaben sind daher ebenfalls wegzulassen.	Fleischerzeugnisse" mit "(inkl. rohe Bräte und rohe Würste)" Untergruppen 8.2.4.1, 8.2.4.2 und 8.2.4.3: streichen und stattdessen Produkte analog zur bestehenden ZuV (ohne Vorgaben zu Herstellungsphasen) zusammenfassen: Nitrit (Kalium-, Natrium-) a. sterilisierte Fleischerzeugnisse (Fo > 3,00; Fo-Wert 3 entspricht 3 Minuten Erhitzung bei 121°C): Höchstwert Nitrit: 100 mg/kg (1) (3) b. Fleischerzeugnisse, ausgenommen Rohschinken, Trockenfleisch und ähnliche Erzeugnisse: Höchstwert Nitrit: 150 mg/kg (1) (3) c. Rohschinken, Trockenfleisch (Bündnerfleisch, Mostbröckli, Bresaola, andere Trockenfleischerzeugnisse) und ähnliche Erzeugnisse: Höchstwert Nitrit: 50 mg/kg (1) (4) Nitrat (Kalium-, Natrium-) a. nicht wärmebehandelte Fleischerzeugnisse, ausgenommen Rohschinken, Trockenfleisch, Salami und ähnliche Erzeugnisse: Höchstwert Nitrat: 150 mg/kg (2) (3) b. Rohschinken, Trockenfleisch (Bündnerfleisch, Mostbröckli, Bresaola und andere Trockenfleischerzeugnisse), Rohessspeck und ähnliche Erzeugnisse: Höchstwert Nitrat: 250 mg/kg (2) (4) c. ausgereifte schnittfeste Rohwürste wie Salami und ähnliche Erzeugnisse: Höchstwert Nitrat: 300 mg/kg (2) (3) Fussnoten (Nummerierung allfällig noch auf ZuV ausrichten): (1) einzeln oder als Summe von E 249 und 250; ausgedrückt als NaNO2 (2) einzeln oder als Summe von E 251 und 252; ausgedrückt als NaNO3 (3) Höchstmenge, die bei der Herstellung zugesetzt werden darf (4) Restmenge am Ende des Produktionsvorganges
Migros-Genossenschafts-Bund	Anh 3	Integration der Verordnung (EU) Nr. 1049/2012 und Nr. 1050/2012 – Zulässigkeit von Polyglycitolsirup (E 964) in Speiseeis, Gelee, Brotaufstriche etc.	Ergänzung der Anwendungsliste Anhang 3 Teil B.
Migros-Genossenschafts-	Anh 3	La catégorie 14.1.5 Café, thé, … n’autorise pas d’édulcorants, or des édulcorants sont utilisés aujourd’hui dans p.ex. des boissons	14.1.4 Boissons aromatisées (p.ex. boissons de table, limonades, boissons mixtes à base

Bund		mixtes à base de café. Pour autoriser les édulcorants dans ce type de boissons, la catégorie 14.1.4 devrait inclure de tels types de boissons à base de café. Cela doit aussi être clair que cette catégorie inclue les boissons avec p.ex. Jus de fruits	de café)
Migros-Genossenschafts-Bund	Anh 3	Thema Aromatisierung von Sirup, Fruchtsirup und Grenadine-Sirup: Gemäss der aktuellen Regelung ist die Aromatisierung von „Grenadine-Sirup, Fruchtsirup“ ausdrücklich verboten (Anhang 7 Ziff. 30). Dies wiederspricht der Regelung in der EU aber auch bereits beste-henden Cassis-de-Dijon – Allgemeinverfügungen und ist daher zu korrigieren. Unser Vorschlag ist es, Anhang 7 Ziff. 30 ersatzlos zu streichen. Zudem sind die Sirupe, Fruchtsirupe und Grenadine-Sirupe in Ziffer 14.1.4 des Anhangs 3 (Aromatisierte Getränke) aufzunehmen. Da der Begriff „Aromatisierte Getränke“ in der Schweizerischen Gesetzeslandschaft aber bisher ohnehin nicht definiert ist, sollte Ziffer 14.1.4 in Übereinstimmung mit der Verordnung SR 817.022.111 klarer gefasst werden und auch „Tafelgetränke mit Fruchtsaft“ und „Limonaden“ ausdrücklich nennen.	Anhang 3 Ziffer 14.1.4 „Aromatisierte Getränke (insbes. Tafelgetränke mit Fruchtsaft, Limonaden, Sirup, Fruchtsirup und GrenadineSirup).“ Anhang 7 Ziff. 30: ersatzlos streichen
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Anh 3	Liste d’application Plusieurs additifs sont autorisés exceptionnellement pour des aliments habituels dans un pays européen particulier. Ces produits traditionnels étrangers ne sont pas suffisamment définis dans le droit alimentaire suisse. Ils doivent rester exceptionnels. Il faut donc formuler ces exceptions de manière à ne pas pouvoir transférer ces exceptions à de nouveaux aliments de fabrication suisse. (p.ex. processed mushy and garden peas, mermeladas, breakfast sausages, burger meat, pasturmas, kylmâsavustettu poronliha/kallrökt renkött)	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Anh 3	Fruits et légumes en conserve Colorants : L"ajout de colorants dans des conserves de légumes est contraire à l"attente des consommateurs. Ces colorants trompent sur la qualité des produits. Il faut supprimer la possibilité d"ajouter les colorants E102, E133, E142, E162 dans des conserves de légumes	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Anh 3	Préparations de viandes Colorants L"ajout de colorants dans les préparations de viande cache la qualité réelle aux yeux des consommateurs en camouflant la couleur pâle de la graisse et du tissu conjonctif. L"usage des colorants devrait être limité très strictement, même pour des produits « exotiques ».	
Fédération Romande des	Anh 3	Pain et petits pains Acide propionique :	Ajouter : « Uniquement pain tranché préemballé et pa--e seigle--

Consommateurs FRC		Les consommateurs préfèrent éviter ce conservateur. Jusque-là, il était seulement autorisé dans le pain tranché préemballé et non dans le pain de seigle en général. Le pain de seigle du Valais AOC prouve qu"il est tout à fait possible de produire du pain de seigle sans conservateur. Cette mention est donc à supprimer.	anché pr--ballé »
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Anh 3	Vins et boissons à base de vin et équivalents sans alcool Acide benzoïque – benzoates : Le vin sans alcool risque d"être surtout consommé par les femmes enceintes qui veulent éviter la version alcoolisée pour protéger le foetus. La présence d"acide benzoïque doit donc être limité plus strictement dans ces boissons.	
Coop Genossenschaft	Anh 3	05.4 Verzierungen, Überzüge und Füllungen… Für E 481 - E 482 Natrium- und Calciumstearoyl-2-lactylat in "Knabbereien auf Getreidebasis" werden zwei Höchstwerte genannt: 5000 mg/kg für "Knabbereien auf Getreide- oder Kartoffelbasis" und 2000 mg/kg für "Knabbereien auf Getreidebasis". 10.2 Eier und Eiprodukte, verarbeitet Der Zusatzstoff E 1505 Triethylcitrat ist zweimal aufgeführt: Einmal mit ("Nur Eiklarpulver") und einmal ohne Anwendungseinschränkung. Die gewählte Unterteilung der Kategorie Fleisch ist nicht kongruent mit den Begriffsdefinitionen gemäss VLtH. So bleibt unklar, ob bzw. mit den nachfolgenden Begriffen dasselbe gemeint ist bzw. allfällige Unterschiede bestehen (falls ja, welche?): - frisches bzw. rohes Fleisch vs. nicht verarbeitetes Fleisch, ausgenommen Fleischzubereitungen - Fleischerzeugnisse vs. verarbeitetes Fleisch Nach der neuen Regelung in B. 04.2.5.2 ist der Zusatz von E202 in Maronenkrem nicht mehr erlaubt Diese Regelung widerspricht der aktuellen Regelung in Anhang 7 Ziffer 21.01 für Maronencrème, nach der E202 für Produkte mit einer löslichen Trockenmasse von weniger als 65% mit einem Höchstwert 1g/kg zugelassen ist. Ebenfalls ist nach der neuen Regelung in B. 04.2.5.1 und 04.2.5.2 eine Konservierung von Konfitüren mit Sorbinsäure und Sorbaten (E200 – 213) nicht mehr möglich. Bisher konnte Konfitüre mit diesen Zusatzstoffen konserviert werden, wenn der Trockenmasseanteil unter 65 % fiel. Das war speziell für zuckerreduzierte Konfitüren notwendig. Nach der neuen Regelung dürfen nur zuckerarme oder energiearme Konfitüren konserviert werden. Zuckerarm bedeutet max. 5% Zucker (Anhang 7 LKV). Handelsübliche „light“ Konfitüren haben immer noch einen Zuckeranteil von ca. 30%. %. Dasselbe gilt für „energiearme“ Konfitüren. Konfitüren mit einem derart niedrigen Zuckergehalt (Mono-, Disaccharide) gibt es unseres Wissens auf dem Schweizer Markt nicht, insofern sollte die Einschränkung erweitert werden. Die Verwendung von E900 ist in 04.2.5.1 für Konfitüre Extra nicht mehr zugelassen, der Grund für diese Abweichung zum früheren Anhang 7 Ziffer 21.01 ist nicht ersichtlich, insbesondere ist nicht verständlich, warum nach der neuen Regelung E900 für Konfitüren nicht aber für Konfitüre Extra zulässig ist, hier wird	Die erwähnten Höchstwerte bzw. deren Anwendung soll korrigiert oder andernfalls präzisiert werden. Anhang 7 Ziff. 30 ersatzlos streichen A. Ziff. 8 Begriff "nicht verarbeitetes Fleisch ohne Fleischzubereitungen" durch "rohes Fleisch" (-> VLtH) ersetzen Begriff "verarbeitetes Fleisch" durch "Fleischerzeugnisse" ersetzen Im Titel von Ziffer 8.2.4 "Fleischprodukte" durch "Fleisch¬erzeugnisse" ersetzen B. 04.2.5.2 E200-213 Nur zuckerarme und ähnliche kalorienarme oder zuckerfreie sowie zucker- oder energiereduzierte Produkte 04.2.5.2 E200-213 Nur zuckerarme und ähnliche kalorienarme oder zuckerfreie sowie zucker- oder energiereduzierte Aufstriche und Maronenkrem B. 04.2.5.1 E 900 Dimethylpolysiloxan 10mg/kg /l B. 8.1.2 und 8.2.1 Titel von Ziffer 08.2.1 "nicht wärmebehandelte Fleischerzeugnisse" mit "(inkl. rohe Bräte und rohe Würste)" ergänzen Zusatzstoffliste von Ziffer 8.2.1 für E150a-d ergänzen: "Würste und Rohpökelwaren" Zusatzstoffliste von Ziffer 8.2.1 für E249-E252 ergänzen: "Für auf traditionelle Weise gepökelte Fleischerzeugnisse (siehe Ziffer 8.2.4) gelten besondere Bestimmungen."

		eine einheitliche Zulassung befürwortet, insbesondere auch da das Schäumen speziell durch die Früchte hervorgerufen wird, und es insofern unlogisch ist, dass man die Konfitüren mit niedrigen Fruchtgehalt (Konfitüre einfach) mittels E900 entschäumen darf, aber nicht diese mit höherem Fruchtgehalt (Konfitüre extra). Die Zugabe von Zusatzstoffen würde mit der vorliegenden Regelung die bisherige Produktion von rohen Bräten (z.B. Adrio, Fleischkäsebrät) und rohen Würsten (z.B. Schweinsbratwurst, Siedwurst, Merguez) schlichtwegs verunmöglichen. Es ist daher unbedingt eine Präzisierung nötig, indem die rohen Bräte und rohen Würste (nicht mit Rohwürsten zu verwechseln!) den nicht wärmebehandelten Fleischerzeugnissen zugeordnet werden. Zuckerkulöre (E150a-d) werden in der Schweiz von verschiedenen Produzenten auch zur Dunkelfärbung von Rohpökelwaren verwendet. Bei der Festlegung der Höchstmengen für Nitrite (E249-E250) und Nitrate (E251-E252) fehlt ein Hinweis auf die unter Ziffer 8.2.4 separate Regelung für die auf traditionelle Weise gepökelten Fleischerzeugnisse	
Coop Genossenschaft	Anh 3	Thema Aromatisierung von Sirup, Fruchtsirup und Grenadine-Sirup: Gemäss der aktuellen Regelung ist die Aromatisierung von „Grenadine-Sirup, Fruchtsirup“ ausdrücklich verboten (Anhang 7 Ziff. 30). Dies wiederspricht der Regelung in der EU aber auch bereits bestehenden Cassis-de-Dijon – Allgemeinverfügungen und ist daher zu korrigieren. Unser Vorschlag ist es, Anhang 7 Ziff. 30 ersatzlos zu streichen. Zudem sind die Sirupe, Fruchtsirupe und Grenadine-Sirupe in Ziffer 14.1.4 des Anhangs 3 (Aromatisierte Getränke) aufzunehmen. Da der Begriff „Aromatisierte Getränke“ in der Schweizerischen Gesetzeslandschaft aber bisher ohnehin nicht definiert ist, sollte Ziffer 14.1.4 in Übereinstimmung mit der Verordnung SR 817.022.111 klarer gefasst werden und auch „Tafelgetränke mit Fruchtsaft“ und „Limonaden“ ausdrücklich nennen.	Anhang 3 Ziffer 14.1.4 „Aromatisierte Getränke (insbes. Tafelgetränke mit Fruchtsaft, Limonaden, Sirup, Fruchtsirup und Grenadine-Sirup).“ Anhang 7 Ziff. 30: ersatzlos streichen
Zuckerfabriken Aarberg Frauenfeld AG	Anh 3	Ebenfalls ist nach der neuen Regelung in B. 04.2.5.1 und 04.2.5.2 eine Konservierung von Konfitüren mit Sorbinsäure und Sorbaten (E200 – 213) nicht mehr möglich. Bisher konnte Konfitüre mit diesen Zusatzstoffen konserviert werden, wenn der Trockenmasseanteil unter 65 % fiel. Das war speziell für zuckerreduzierte Konfitüren notwendig. Nach der neuen Regelung dürfen nur zuckerarme oder energiearme Konfitüren konserviert werden. Zuckerarm bedeutet max. 5% Zucker (Anhang 7 LKV). Handelsübliche „light“ Konfitüren haben immer noch einen Zuckeranteil von ca. 30%. Dasselbe gilt für „energiearme“ Konfitüren. Konfitüren mit einem derart niedrigen Zuckergehalt (Mono-, Disaccharide) gibt es unseres Wissens auf dem Schweizer Markt nicht, insofern sollte die Einschränkung erweitert werden.	04.2.5.2 E200-213 Nur zuckerarme und ähnliche kalorienarme oder zuckerfreie sowie zucker- oder energiereduzierte Aufstriche und Maronenkrem
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Anh 3	Liste d’application Plusieurs additifs sont autorisés exceptionnellement pour des aliments habituels dans un pays européen particulier. Ces produits traditionnels étrangers ne sont pas suffisamment définis dans le droit alimentaire suisse. Ils doivent rester exceptionnels.	

		Il faut donc formuler ces exceptions de manière à ne pas pouvoir transférer ces exceptions à de nouveaux aliments de fabrication suisse. (p.ex. processed mushy and garden peas, mermeladas, breakfast sausages, burger meat, pasturmas, kylmâsavustettu poronliha/kallrökt renkött)	
Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	Anh 3	Fruits et légumes en conserve Colorants : L"ajout de colorants dans des conserves de légumes est contraire à l"attente des consommateurs. Ces colorants trompent sur la qualité des produits. Il faut supprimer la possibilité d"ajouter les colorants E102, E133, E142, E162 dans des conserves de légumes	
Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	Anh 3	Préparations de viandes Colorants L"ajout de colorants dans les préparations de viande cache la qualité réelle aux yeux des consommateurs en camouflant la couleur pâle de la graisse et du tissu conjonctif. L"usage des colorants devrait être limité très strictement, même pour des produits « exotiques ».	
Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	Anh 3	Pain et petits pains Acide propionique : Les consommateurs préfèrent éviter ce conservateur. Jusque-là, il était seulement autorisé dans le pain tranché préemballé et non dans le pain de seigle en général. Le pain de seigle du Valais AOC prouve qu"il est tout à fait possible de produire du pain de seigle sans conservateur. Cette mention est donc à supprimer.	Ajouter : « Uniquement pain tranché préemballé et pa--e seigle--anché pr--ballé »
Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	Anh 3	Vins et boissons à base de vin et équivalents sans alcool Acide benzoïque – benzoates : Le vin sans alcool risque d"être surtout consommé par les femmes enceintes qui veulent éviter la version alcoolisée pour protéger le foetus. La présence d"acide benzoïque doit donc être limité plus strictement dans ces boissons.	
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittel-industrie	Anh 3	05.4 Verzierungen, Überzüge und Füllungen… Für E 481 - E 482 Natrium- und Calciumstearoyl-2-lactylat in "Knabbereien auf Getreidebasis" werden zwei Höchstwerte genannt: 5000 mg/kg für "Knabbereien auf Getreide- oder Kartoffelbasis" und 2000 mg/kg für "Knabbereien auf Getreidebasis". 10.2 Eier und Eiprodukte, verarbeitet Der Zusatzstoff E 1505 Triethylcitrat ist zweimal aufgeführt: Einmal mit ("Nur Eiklarpulver") und einmal ohne Anwendungseinschränkung.	Die erwähnten Höchstwerte bzw. deren Anwendung soll korrigiert oder andernfalls präzisiert werden.
FIAL Föderation der	Anh 3	Die gewählte Unterteilung der Kategorie Fleisch ist nicht kongruent mit den	A. Ziff. 8

Schweiz. Nahrungsmittelindustrie		Begriffsdefinitionen gemäss VLtH. So bleibt unklar, ob bzw. mit den nachfolgenden Begriffen dasselbe gemeint ist bzw. allfällige Unterschiede bestehen (falls ja, welche?): - frisches bzw. rohes Fleisch vs. nicht verarbeitetes Fleisch, ausgenommen Fleischzubereitungen - Fleischerzeugnisse vs. Verarbeitetes Fleisch	Begriff "nicht verarbeitetes Fleisch ohne Fleischzubereitungen" durch "rohes Fleisch" (-> VLtH) ersetzen Begriff "verarbeitetes Fleisch" durch "Fleischerzeugnisse" ersetzen Im Titel von Ziffer 8.2.4 "Fleischprodukte" durch "Fleisch¬erzeugnisse" ersetzen
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Anh 3	Nach der neuen Regelung in B. 04.2.5.2 ist der Zusatz von E202 in Maronenkrem nicht mehr erlaubt Diese Regelung widerspricht der aktuellen Regelung in Anhang 7 Ziffer 21.01 für Maronencrème, nach der E202 für Produkte mit einer löslichen Trockenmasse von weniger als 65% mit einem Höchstwert 1g/kg zugelassen ist. Ebenfalls ist nach der neuen Regelung in B. 04.2.5.1 und 04.2.5.2 eine Konservierung von Konfitüren mit Sorbinsäure und Sorbaten (E200 – 213) nicht mehr möglich. Bisher konnte Konfitüre mit diesen Zusatzstoffen konserviert werden, wenn der Trockenmasseanteil unter 65 % fiel. Das war speziell für zuckerreduzierte Konfitüren notwendig. Nach der neuen Regelung dürfen nur zuckerarme oder energiearme Konfitüren konserviert werden. Zuckerarm bedeutet max. 5% Zucker (Anhang 7 LKV). Handelsübliche „light“ Konfitüren haben immer noch einen Zuckeranteil von ca. 30%. %. Dasselbe gilt für „energiearme“ Konfitüren. Konfitüren mit einem derart niedrigen Zuckergehalt (Mono-, Disaccharide) gibt es unseres Wissens auf dem Schweizer Markt nicht, insofern sollte die Einschränkung erweitert werden.	B. 04.2.5.2 E200-213 Nur zuckerarme und ähnliche kalorienarme oder zuckerfreie sowie zucker- oder energiereduzierte Produkte 04.2.5.2 E200-213 Nur zuckerarme und ähnliche kalorienarme oder zuckerfreie sowie zucker- oder energiereduzierte Aufstriche und Maronenkrem
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Anh 3	Die Verwendung von E900 ist in 04.2.5.1 für Konfitüre Extra nicht mehr zugelassen, der Grund für diese Abweichung zum früheren Anhang 7 Ziffer 21.01 ist nicht ersichtlich, insbesondere ist nicht verständlich, warum nach der neuen Regelung E900 für Konfitüren nicht aber für Konfitüre Extra zulässig ist, hier wird eine einheitliche Zulassung befürwortet, insbesondere auch da das Schäumen speziell durch die Früchte hervorgerufen wird, und es insofern unlogisch ist, dass man die Konfitüren mit niedrigen Fruchtgehalt (Konfitüre einfach) mittels E900 entschäumen darf, aber nicht diese mit höherem Fruchtgehalt (Konfitüre extra).	B. 04.2.5.1 E 900 Dimethylpolysiloxan 10mg/kg /l
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Anh 3	Die Zugabe von Zusatzstoffen würde mit der vorliegenden Regelung die bisherige Produktion von rohen Bräten (z.B. Adrio, Fleischkäsebrät) und rohen Würsten (z.B. Schweinsbratwurst, Siedwurst, Merguez) schlichtwegs verunmöglichen. Es ist daher unbedingt eine Präzisierung nötig, indem die rohen Bräte und rohen Würste (nicht mit Rohwürsten zu verwechseln!) den nicht wärmebehandelten Fleischerzeugnissen zugeordnet werden. Pour le E 300, E 301, E 302, E 330, E 331, E 332 et E 335 il s’agit de „Uniquement gehakt et préparations de viande hachée fraîche préemballées »	B. 8.1.2 und 8.2.1 Titel von Ziffer 08.2.1 "nicht wärmebehandelte Fleischerzeugnisse" mit "(inkl. rohe Bräte und rohe Würste)" ergänzen Chiff. 8.1.2.: Compléter la phrase sous

		Ecrire le chiffre et le titre en gras pour 08.2 et 08.2.1.	Restrictions/exceptions avec « Uniquement gehakt et préparations … » Ecrire en gras : 08.2 Viandes transformées 08.2.1. Viandes transformées non traitées
		Zuckerkulöre (E150a-d) werden in der Schweiz von verschiedenen Produzenten auch zur Dunkelfärbung von Rohpökelwaren verwendet. Bei der Festlegung der Höchstmengen für Nitrite (E249-E250) und Nitrate (E251-E252) fehlt ein Hinweis auf die unter Ziffer 8.2.4 separate Regelung für die auf traditionelle Weise gepökelten Fleischerzeugnisse	Zusatzstoffliste von Ziffer 8.2.1 für E150a-d ergänzen: "Würste und Rohpökelwaren" Zusatzstoffliste von Ziffer 8.2.1 für E249-E252 ergänzen: "Für auf traditionelle Weise gepökelte Fleischerzeugnisse (siehe Ziffer 8.2.4) gelten besondere Bestimmungen."
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Anh 3	Zuckerkulöre (E150a-d) werden in der Schweiz vielfach auch zur Dunkelfärbung von Fleischkäse verwendet.	B. Zusatzstoffliste von Ziffer 8.2.1 für E150a-d ergänzen: "Nur Würste, Fleischkäse, ..."
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Anh 3	Die weitere Unterteilung von Ziffer 8.2.4 in einzelne Untergruppen macht aus unserer Sicht keinen Sinn; sie ist zu streichen. Auch die vorgeschlagene Feinauftrennung bei den traditionell gepökelten Fleischerzeugnissen nach z.T. europäischen Fleischprodukten bei gleichzeitiger Vernachlässigung der typisch schweizerischen Erzeugnisse macht keinen Sinn. Sie ist auch nicht anwenderfreundlich, weil der Grossteil der aufgeführten europäischen Fleischerzeugnisse für die Schweiz schlichtwegs ohne Bedeutung ist. Unklar ist auch, welcher Kategorie folgende Schweizer Fleischerzeugnisse zuzuordnen wären und welche Höchstwerte für Nitrit bzw. Nitrat für diese gelten würden - Koch-/Bratspeck sowie andere nicht verzehrsfertige Rohpökelwaren - Trockenfleisch / Bündnerfleisch / Rohessspeck: wie Rohschinken zu behandeln? Zusätzlich erschwerend sind die Vorgaben an die Produktion mit der Einsalz-, Stabilisierungs- und Reifezeit sehr detailliert beschrieben, was für die Behörden im Endprodukt nicht nachvollziehbar bzw. nur sehr aufwendig zu kontrollieren ist. Diese Vorgaben sind daher ebenfalls wegzulassen.	B. Untergruppen 8.2.4.1, 8.2.4.2 und 8.2.4.3: streichen und stattdessen Produkte analog zur bestehenden ZuV (ohne Vorgaben zu Herstellungsphasen) zusammenfassen: Nitrit (Kalium-, Natrium-) a. sterilisierte Fleischerzeugnisse (Fo > 3,00; Fo-Wert 3 entspricht 3 Minuten Erhitzung bei 121°C): Höchstwert Nitrit: 100 mg/kg (1) (3) b. Fleischerzeugnisse, ausgenommen Rohschinken, Trockenfleisch und ähnliche Erzeugnisse: Höchstwert Nitrit: 150 mg/kg (1) (3) c. Rohschinken, Trockenfleisch (Bündnerfleisch, Mostbröckli, Bresaola, andere Trocken-fleisch¬erzeugnisse) und ähnliche Erzeugnisse: Höchstwert Nitrit: 50 mg/kg (1) (4) Nitrat (Kalium-, Natrium-) a. nicht wärmebehandelte Fleischerzeugnisse, ausgenommen Rohschinken, Trockenfleisch, Salami und ähnliche Erzeugnisse: Höchstwert Nitrat: 150 mg/kg (2) (3) b. Rohschinken, Trockenfleisch (Bündnerfleisch, Mostbröckli, Bresaola und andere Trockenfleischerzeugnisse), Rohessspeck und ähnliche Erzeugnisse: Höchstwert Nitrat: 250 mg/kg (2) (4) c. ausgereifte schnittfeste Rohwürste wie Salami und ähnliche Erzeugnisse: Höchstwert Nitrat: 300 mg/kg (2) (3)

			Fussnoten (Nummerierung allfällig noch auf ZuV ausrichten): (1) einzeln oder als Summe von E 249 und 250; ausgedrückt als NaNO2 (2) einzeln oder als Summe von E 251 und 252; ausgedrückt als NaNO3 (3) Höchstmenge, die bei der Herstellung zugesetzt werden darf (4) Restmenge am Ende des Produktionsvorganges
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Anh 3	Integration der Verordnung (EU) Nr. 1049/2012 und Nr. 1050/2012 – Zulässigkeit von Polyglycitolsirup (E 964) in Speiseeis, Gelee, Brotaufstriche etc.	Ergänzung der Anwendungsliste Anhang 3 Teil B.
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Anh 3	Pour la catégorie 13.1.5 il manque « .. et préparations spéciales pour nourrissons »	13.1.5 Aliments diététiques destinés à des fins médicales spéciales pour nourrissons et enfants en bas âge et préparations spéciales pour nourrissons
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Anh 3	Le E 200 – E 203 Acide sorbique – sorbates 2000 mg/kg est listée deux fois (erreur dans la règlementation UE 1169/2011)	Effacer l'entrée E 200 – E 203 qui est à double
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Anh 3	Il y a une entrée de trop pour le E 1505 Citrate de triéthyle	Effacer : E 1505 Citrate de triéthyle BPF
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Anh 3	Il y a eu une erreur de transposition de la directive 95/2 dans le règlement UE 1129/2011. Pour réparer cette erreur il faudrait compléter la 1ère phrase « Les additifs de la catégorie 13.1.3 …. » avec la catégorie 13.1.2 également. L'UE a été notifiée par l'IDACE (European Dietetic Industry Trade Association) de cette erreur.	Complété la 1ère phrase sous le titre : « Les additifs des catégories 13.1.2 et 13.1.3 peuvent être utilisés, à l'exception des additifs E 279, E 333, E 341. »
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Anh 3	La catégorie 14.1.5 Café, thé, … n'autorise pas d'édulcorants, or des édulcorants sont utilisés aujourd'hui dans p.ex. des boissons mixtes à base de café. Pour autoriser les édulcorants dans ce type de boissons, la catégorie 14.1.4 devrait inclure de tels types de boissons à base de café. Cela doit aussi être clair que cette catégorie inclue les boissons avec p.ex. jus de fruits.	14.1.4 Boissons aromatisées (p.ex. boissons de table, limonades, boissons mixtes à base de café)
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Anh 3	Le texte a été tronqué, il manque la fin	(14) « Si plus d'un des additifs …. la présence cumulée des autres additifs dans cette denrée. »

FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittel-industrie	Anh 3	Dans le règlement UE 1129/2011, il y a une note 48 liée avec la catégorie 14.1.1 qui dit que « Les sels minéraux ajoutés aux eaux de table préparées aux fins de normalisation ne sons pas considérés comme additifs »	
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittel-industrie	Anh 3	Thema Aromatisierung von Sirup, Fruchtsirup und Grenadine-Sirup: Gemäss der aktuellen Regelung ist die Aromatisierung von „Grenadine-Sirup, Fruchtsi-rup“ ausdrücklich verboten (Anhang 7 Ziff. 30). Dies wiederspricht der Regelung in der EU aber auch bereits bestehenden Cassis-de-Dijon – Allgemeinverfügun-gen und ist daher zu korrigieren.	Anhang 3 Ziffer 14.1.4 „Aromatisierte Getränke (insbes. Tafelgetränke mit Fruchtsaft, Limonaden, Sirup, Fruchtsi-rup und Grenadine-Sirup).“
		Unser Vorschlag ist es, Anhang 7 Ziff. 30 ersatzlos zu streichen. Zudem sind die Sirupe, Fruchtsirupe und Grenadine-Sirupe in Ziffer 14.1.4 des Anhangs 3 (Aromatisierte Getränke) aufzunehmen. Da der Begriff „Aromatisierte Getränke“ in der Schweizerischen Gesetzeslandschaft aber bisher ohnehin nicht definiert ist, sollte Ziffer 14.1.4 in Übereinstimmung mit der Verordnung SR 817.022.111 klarer gefasst werden und auch „Tafelgetränke mit Fruchtsaft“ und „Limonaden“ ausdrücklich nennen.	Anhang 7 Ziff. 30: ersatzlos streichen
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittel-industrie	Anh 3	Thema Aromatisierung von Sirup, Fruchtsirup und Grenadine-Sirup: Gemäss der aktuellen Regelung ist die Aromatisierung von „Grenadine-Sirup, Fruchtsi-rup“ ausdrücklich verboten (Anhang 7 Ziff. 30). Dies wiederspricht der Regelung in der EU aber auch bereits bestehenden Cassis-de-Dijon – Allgemeinverfügun-gen und ist daher zu korrigieren.	Anhang 3 Ziffer 14.1.4 „Aromatisierte Getränke (insbes. Tafelgetränke mit Fruchtsaft, Limonaden, Sirup, Fruchtsi-rup und Grenadine-Sirup).“
		Unser Vorschlag ist es, Anhang 7 Ziff. 30 ersatzlos zu streichen. Zudem sind die Sirupe, Fruchtsirupe und Grenadine-Sirupe in Ziffer 14.1.4 des Anhangs 3 (Aromatisierte Getränke) aufzunehmen. Da der Begriff „Aromatisierte Getränke“ in der Schweizerischen Gesetzeslandschaft aber bisher ohnehin nicht definiert ist, sollte Ziffer 14.1.4 in Übereinstimmung mit der Verordnung SR 817.022.111 klarer gefasst werden und auch „Tafelgetränke mit Fruchtsaft“ und „Limonaden“ ausdrücklich nennen.	Anhang 7 Ziff. 30: ersatzlos streichen
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Anh 3	Liste d’application Plusieurs additifs sont autorisés exceptionnellement pour des aliments habituels dans un pays européen particulier. Ces produits traditionnels étrangers ne sont pas suffisamment définis dans le droit alimentaire suisse. Ils doivent rester exceptionnels. Il faut donc formuler ces exceptions de manière à ne pas pouvoir transférer ces exceptions à de nouveaux aliments de fabrication suisse. (p.ex. processed mushy and garden peas, mermeladas, breakfast sausages, burger meat, pasturmas, kylmâsavustettu poronliha/kallrökt renkött)	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Anh 3	Fruits et légumes en conserve Colorants : L‟ajout de colorants dans des conserves de légumes est contraire à l‟attente des consommateurs. Ces colorants trompent sur la qualité des produits.	

		Il faut supprimer la possibilité d"ajouter les colorants E102, E133, E142, E162 dans des conserves de légumes	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Anh 3	Préparations de viandes Colorants L"ajout de colorants dans les préparations de viande cache la qualité réelle aux yeux des consommateurs en camouflant la couleur pâle de la graisse et du tissu conjonctif. L"usage des colorants devrait être limité très strictement, même pour des produits « exotiques ».	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Anh 3	Pain et petits pains Acide propionique : Les consommateurs préfèrent éviter ce conservateur. Jusque-là, il était seulement autorisé dans le pain tranché préemballé et non dans le pain de seigle en général. Le pain de seigle du Valais AOC prouve qu"il est tout à fait possible de produire du pain de seigle sans conservateur. Cette mention est donc à supprimer.	Ajouter : « Uniquement pain tranché préemballé et pa--e seigle--anché pr--ballé »
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Anh 3	Vins et boissons à base de vin et équivalents sans alcool Acide benzoïque – benzoates : Le vin sans alcool risque d"être surtout consommé par les femmes enceintes qui veulent éviter la version alcoolisée pour protéger le foetus. La présence d"acide benzoïque doit donc être limité plus strictement dans ces boissons.	
Schweizer Fleisch-Fachverband SFF	Anh 3	Die gewählte Unterteilung der Kategorie Fleisch ist nicht kongruent mit den Begriffsdefinitionen gemäss VLtH. So bleibt unklar, ob bzw. mit den nachfolgenden Begriffen dasselbe gemeint ist bzw. allfällige Unterschiede bestehen (falls ja, welche?): - frisches bzw. rohes Fleisch vs. nicht verarbeitetes Fleisch, ausgenommen Fleischzubereitungen - Fleischerzeugnisse vs. verarbeitetes Fleisch	Begriff "nicht verarbeitetes Fleisch ohne Fleischzubereitungen" durch "rohes Fleisch" (-> VLtH) ersetzen Begriff "verarbeitetes Fleisch" durch "Fleischerzeugnisse" ersetzen Im Titel von Ziffer 8.2.4 "Fleischprodukte" durch "Fleisch¬erzeugnisse" ersetzen
Schweizer Fleisch-Fachverband SFF	Anh 3	Die Zugabe von Zusatzstoffen würde mit der vorliegenden Regelung die bisherige Produktion von rohen Bräten (z.B. Adrio, Fleischkäsebrät) und rohen Würsten (z.B. Schweinsbratwurst, Siedwurst, Merguez) schlichtwegs verunmöglichen. Es ist daher unbedingt eine Präzisierung nötig, indem die rohen Bräte und rohen Würste (nicht mit Rohwürsten zu verwechseln!) den nicht wärmebehandelten Fleischerzeugnissen zugeordnet werden. Zuckerkulöre (E150a-d) werden in der Schweiz von verschiedenen Produzenten auch zur Dunkelfärbung von Rohpökelwaren verwendet. Bei der Festlegung der Höchstmengen für Nitrite (E249-E250) und Nitrate (E251-E252) fehlt ein Hinweis auf die unter Ziffer 8.2.4 separate Regelung für	Titel von Ziffer 8.2.1 "nicht wärmebehandelte Fleischerzeugnisse" mit "(inkl. rohe Bräte und rohe Würste)" ergänzen Zusatzstoffliste von Ziffer 8.2.1 für E150a-d ergänzen: "Würste und Rohpökelwaren" Zusatzstoffliste von Ziffer 8.2.1 für E249-E252 ergänzen:

		die auf traditionelle Weise gepökelten Fleischerzeugnisse; ansonsten besteht die Gefahr einer Rechtsunsicherheit.	"Für auf traditionelle Weise gepökelte Fleischerzeugnisse (siehe Ziffer 8.2.4) gelten besondere Bestimmungen."
Schweizer Fleisch-Fachverband SFF	Anh 3	Zuckerkulöre (E150a-d) werden in der Schweiz vielfach auch zur Dunkelfärbung von Fleischkäse verwendet.	Zusatzstoffliste von Ziffer 8.2.1 für E150a-d ergänzen: "Nur Würste, Fleischkäse, ..."
Schweizer Fleisch-Fachverband SFF	Anh 3	Die weitere Unterteilung von Ziffer 8.2.4 in einzelne Untergruppen macht aus unserer Sicht keinen Sinn; sie ist zu streichen. Auch die vorgeschlagene Feinauftrennung bei den traditionell gepökelten Fleischerzeugnissen nach z.T. für die Schweiz irrelevanten europäischen Fleischprodukten (z.B. Wiltshire bacon, kallrökt renkött, chispe) bei gleichzeitiger Vernachlässigung der typisch schweizerischen Erzeugnisse macht keinen Sinn. Sie ist auch nicht anwenderfreundlich, weil der Grossteil der aufgeführten europäischen Fleischerzeugnisse für die Schweiz schlichtwegs ohne Bedeutung ist. Unklar ist auch, welcher Kategorie folgende Schweizer Fleischerzeugnisse zuzuordnen wären und welche Höchstwerte für Nitrit bzw. Nitrat für diese gelten würden: - Koch-/Bratspeck sowie andere nicht verzehrsfertige Rohpökelwaren - Trockenfleisch / Bündnerfleisch / Rohessspeck: wie Rohschinken zu behandeln? Zusätzlich erschwerend sind die Vorgaben an die Produktion mit der Einsalz-, Stabilisierungs- und Reifezeit sehr detailliert beschrieben, was für die Behörden im Endprodukt nicht nachvollziehbar bzw. nur sehr aufwendig zu kontrollieren ist. Diese Vorgaben sind daher ebenfalls wegzulassen.	Untergruppen 8.2.4.1, 8.2.4.2 und 8.2.4.3: streichen und stattdessen Produkte analog zur bestehenden ZuV (ohne Vorgaben zu Herstellungsphasen) zusammenfassen: Nitrit (Kalium-, Natrium-) a. sterilisierte Fleischerzeugnisse (Fo > 3,00; Fo-Wert 3 entspricht 3 Minuten Erhitzung bei 121°C): Höchstwert Nitrit: 100 mg/kg (1) (3) b. Fleischerzeugnisse, ausgenommen Rohschinken, Trockenfleisch und ähnliche Erzeugnisse: Höchstwert Nitrit: 150 mg/kg (1) (3) c. Rohschinken, Trockenfleisch (Bündnerfleisch, Mostbröckli, Bresaola, andere Trockenfleischerzeugnisse) und ähnliche Erzeugnisse: Höchstwert Nitrit: 50 mg/kg (1) (4) Nitrat (Kalium-, Natrium-) a. nicht wärmebehandelte Fleischerzeugnisse, ausgenommen Rohschinken, Trockenfleisch, Salami und ähnliche Erzeugnisse: Höchstwert Nitrat: 150 mg/kg (2) (3) b. Rohschinken, Trockenfleisch (Bündnerfleisch, Mostbröckli, Bresaola und andere Trockenfleischerzeugnisse), Rohessspeck und ähnliche Erzeugnisse: Höchstwert Nitrat: 250 mg/kg (2) (4) c. ausgereifte schnittfeste Rohwürste wie Salami und ähnliche Erzeugnisse: Höchstwert Nitrat: 300 mg/kg (2) (3) Fussnoten (Numerierung allfällig noch auf ZuV ausrichten): (1) einzeln oder als Summe von E 249 und 250; ausgedrückt als NaNO2 (2) einzeln oder als Summe von E 251 und 252; ausgedrückt als NaNO3 (3) Höchstmenge, die bei der Herstellung zugesetzt werden darf (4) Restmenge am Ende des Produktionsvorganges
economiesuisse Verband der Schweizer	Anh 3	Pour la catégorie 13.1.5 il manque « .. et préparations spéciales pour	13.1.5 Aliments diététiques destinés à des fins médicales spéciales pour nourrissons et enfants en bas âge et

Unternehmen		nourrissons »	préparations spéciales pour nourrissons
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	Anh 3	Le E 200 – E 203 Acide sorbique – sorbates 2000 mg/kg est listée deux fois (erreur dans la règlementation UE 1169/2011)	13.1.5 Aliments diététiques destinés à des fins médicales spéciales pour nourrissons et enfants en bas âge et préparations spéciales pour nourrissons
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	Anh 3	Ecrire le chiffre et le titre en gras pour 08.2 et 08.2.1.	Ecrire en gras : 08.2 Viandes transformées 08.2.1. Viandes transformées non traitées
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	Anh 3	Pour le E 300, E 301, E 302, E 330, E 331, E 332 et E 335 il s'agit de „Uniquement gehakt et préparations de viande hachée fraîche préemballées »	Compléter la phrase sous Restrictions/exceptions avec « Un
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	Anh 3	Pour le E 249-E 250 nitrites 50 mg/kg pour le « Rohschinken », le texte sous rubrique Restritions/exceptions a été tronqué	Complété le texte : « Uniquement Rohschinken, trocken-/massgepökelt et produits similaires et elle est approximativement de 14 à 35 jours, vient ensuite la stabilisation/maturation. »
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	Anh 3	Pour le E 251-E 252 nitrates 250 mg/kg pour le « Rohschinken », le texte sous rubrique Restritions/exceptions a été tronqué	Complété le texte : « Uniquement Rohschinken, trocken-/massgepökelt et produits similaires… et elle est approximativement de 14 à 35 jours, vient ensuite la stabilisation/maturation. »
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	Anh 3	Il y une entrée de trop pour le E 1505 Citrate de triéthyle	Effacer : E 1505 Citrate de triéthyle BPF
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	Anh 3	Il y a eu une erreur de transposition de la directive 95/2 dans le règlement UE 1129/2011. Pour réparer cette erreur il faudrait compléter la 1ère phrase « Les additifs de la catégorie 13.1.3 …. » avec la catégorie 13.1.2 également. L'UE a été notifiée par l'IDACE (European Dietetic Industry Trade Association) de cette erreur.	Complété la 1ère phrase sous le titre : « Les additifs des catégories 13.1.2 et 13.1.3 peuvent être utilisés, à l'exception de
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	Anh 3	La catégorie 14.1.5 Café, thé, … n'autorise pas d'édulcorants, or des édulcorants sont utilisés aujourd'hui dans p.ex. des boissons mixtes à base de café. Pour autoriser les édulcorants dans ce type de boissons, la catégorie 14.1.4 devrait inclure de tels types de boissons à base de café. Cela doit aussi être clair que cette catégorie inclue les boissons avec p.ex. Jus de fruits.	14.1.4 Boissons aromatisées (p.ex. boissons de table, limonades, boissons mixtes à base de café)
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	Anh 3	Le texte a été tronqué, il manque la fin	(14) « Si plus d'un des additifs …. la présence cumulée des autres additifs dans cette denrée.

economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	Anh 3	Dans le règlement UE 1129/2011, il y a une note 48 liée avec la catégorie 14.1.1 qui dit que « Les sels minéraux ajoutés aux eaux de table préparées aux fins de normalisation ne sons pas considérés comme additifs »	
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	Anh 3	La lecture de ce tableau serait plus simple, s'il est structuré comme dans le règlement EU 1130/2011. Il y a beaucoup d'erreurs.	Tableau 1 Supports dans les additifs : Pour le E 432-436 remplacer « Tous les additifs alimentaires » par « Colorants et antioxydants liposolubles » Pour la deuxième entrée du E 432-436, remplacer « Tous les additifs alimentaires » par « Agents d'enrobage pour fruits » Pour le E 470a, E 491, E 570, E 900 : remplacer « Tous les additifs alimentaires » par « Agents d'enrobage pour fruits ». Pour le E 470b, E 471, E 472a, E 472c, E 472e, E 473, E 475, remplacer « Tous les additifs alimentaires » par « Colorants et antioxydants liposolubles ». Pour le E 552, remplacer « Tous les additifs alimentaires » par « émulsifiants et colorants ». Pour le E 1202, remplacer « Tous les additifs alimentaires » par « Edulcorants »
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Anh 3	Sahne / Sahnepulver Gemäss Art. 48 Abs. 3 und Art. 49 Abs. 1 der Verordnung über Lebensmittel tierischer Herkunft können für Rahm mit mindestens 350 g Milchfett/kg die Bezeichnungen "Vollrahm", "Schlagrahm", "Rahm" oder "Sahne" verwendet werden. In der deutschsprachigen Schweiz sind die ersten drei Bezeich-nungen üblich. Es ist unschön, dass von den vier möglichen Bezeichnungen ausgerech-net "Sahne" verwendet wird (1. Abschnitt Pos. 5 und 2. Abschnitt Pos. 8).	Die Bezeichnung "Sahne" sollte durch eine in der Schweiz übliche Bezeichnung für Rahm mit mindestens 350 g Milchfett/kg ersetzt werden.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Anh 3	Im Anhang 3 ist unter dem Titel B: Anwendungsliste im Punkt 14.2.2 der Anhang 1 der Verordnung über alkoholische Getränke zitiert. Die Angaben sind im Anhang 2 der revidierten Verordnung über alkoholische Getränke und nicht mehr im Anhang 1.	Wie bisher die im Anhang 2 der Verordnung über alkoholische Getränke erlaubten Zusatzstoffe hier aufführen. Auf diese Weise wird klarer, was alles zu den Zusatzstoffen gezählt wird und welche erlaubt sind. Sollte hier analog der EU nur noch auf den Anhang 2 der Verordnung über alkoholische Getränke verwiesen werden, so sind die Zusatzstoffe im Anhang 2 mit den E-Nummern zu versehen, damit klarer wird, welche Zusatzstoffe erlaubt sind. Der Verweis ist anzupassen wie: "Die Verwendung der Zusatzstoffe nach Anhang 2 der Verordnung des EDI über alkoholische Getränke ist zulässig."
Landeskanzlei des Kan-	Anh 4	Siehe Bemerkungen zu Art. 2.	Ergänzen mit: "Aromen haben den spezifischen Reinheitskriterien zu

tons Basel-Landschaft			entsprechen, die in der Durchführungs-verordnung (EU) Nr. 872/2012 festgelegt sind."
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Anh 4	Siehe Bemerkungen zu Art. 2.	Ergänzen mit: "Aromen haben den spezifischen Reinheitskriterien zu entsprechen, die in der Durchführungs-verordnung (EU) Nr. 872/2012 festgelegt sind."
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	Anh 4	vgl. Bemerkungen zu Art. 2	Aromen haben den spezifischen Reinheitskriterien zu entsprechen, die in der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 872/2012 festgelegt sind.
Staatskanzlei des Kantons Bern	Anh 4	Siehe Bemerkungen zu Art. 2.	Ergänzen mit: “Aromen haben den spezifischen Reinheitskriterien zu entsprechen, die in der Durchführungs-verordnung (EU) Nr. 872/2012 festgelegt sind.”
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Anh 4	Siehe Bemerkungen zu Art. 2.	Ergänzen mit: "Aromen haben den spezifischen Reinheitskriterien zu entsprechen, die in der Durchführungs-verordnung (EU) Nr. 872/2012 festgelegt sind."
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Anh 4	Siehe Bemerkungen zu Art. 2.	Ergänzen mit: "Aromen haben den spezifischen Reinheitskriterien zu entsprechen, die in der Durchführungs-verordnung (EU) Nr. 872/2012 festgelegt sind."
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Anh 4	Siehe Bemerkungen zu Art. 2.	Ergänzen mit: "Aromen haben den spezifischen Reinheitskriterien zu entsprechen, die in der Durchführungs-verordnung (EU) Nr. 872/2012 festgelegt sind."
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Anh 5	a) Siehe Bemerkungen zu Art. 5. b) Gemäss den Erläuterungen zu Art. 5 werden die in Zusatzstoffpräparaten zulässigen Zusatzstoffe in Anhang 5 zum Teil wie die in Anhang 2 gruppierten Zusatzstoffe geregelt, wobei aber Ausnahmen bestehen. Dies ist im Anhang 5 aber nicht korrekt umgesetzt. Die EU regelt dies nach der EU-Verordnung Nr. 1130/2011 der Kommission vom 11. November 2011 mit den Tabellen 1 bis 7 in Teil 6. Dieser Teil sollte auch in Anhang 5 ZuV aufge¬nommen werden.	a) Konsequente Nennung von Zusatzstoff-, Aroma- und Enzympräparaten sowie Präparaten von essenziellen oder physiologisch nützlichen Stoffen. b) Korrekte Umsetzung wie in der EU und den Erläuterungen zur Revision der ZuV.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Anh 5	a) Siehe Bemerkungen zu Art. 5. b)	a) Konsequente Nennung von Zusatzstoff-, Aroma- und Enzympräparaten sowie Präparaten von essenziellen

		Gemäss den Erläuterungen zu Art. 5 werden die in Zusatzstoffpräparaten zulässigen Zusatzstoffe in Anhang 5 zum Teil wie die in Anhang 2 gruppierten Zusatzstoffe geregelt, wobei aber Ausnahmen bestehen. Dies ist im Anhang 5 aber nicht korrekt umgesetzt. Die EU regelt dies nach der EU-Verordnung Nr. 1130/2011 der Kommission vom 11. November 2011 mit den Tabellen 1 bis 7 in Teil 6. Dieser Teil sollte auch in Anhang 5 ZuV aufge¬nommen werden.	oder physiologisch nützlichen Stoffen. b) Korrekte Umsetzung wie in der EU und den Erläuterungen zur Revision der ZuV.
Staatskanzlei des Kantons Zürich	Anh 5	1. Wie in Art. 5 sollte auch in Anhang 5 von Präparaten gesprochen werden. 2. Gemäss den Erläuterungen zu Art. 5 werden die in Zusatzstoffpräparaten zulässigen Zusatzstoffe in Anhang 5 z.T. wie die in Anhang 2 gruppierten Zusatzstoffe geregelt, wobei aber Ausnahmen bestehen. Dies ist im Anhang 5 aber nicht korrekt umgesetzt. Die EU regelt nach Verordnung (EU) Nr. 1130/2011 der Kommission vom 11. November 2011 dies mit den Tabellen 1 – 7 in Teil 6. Dieser Teil sollte auch in Anhang 5 ZuV aufgenommen werden.	1. Konsequente Nennung von Zusatzstoff-, Aroma- und Enzympräparaten sowie Präparaten von essenziellen oder physiologisch nützlichen Stoffen. 2. Korrekte Umsetzung gemäss Regelung in der EU und den Erläuterungen zur Revision der ZuV.
Staatskanzlei des Kantons Bern	Anh 5	1. Siehe Bemerkungen zu Art. 5. 2. Gemäss den Erläuterungen zu Art. 5 werden die in Zusatzstoffpräparaten zulässigen Zusatzstoffe in Anhang 5 z.T. wie die in Anhang 2 gruppierten Zusatzstoffe geregelt, wobei aber Ausnahmen bestehen. Dies ist im Anhang 5 aber nicht korrekt umgesetzt. Die EU regelt nach Verordnung (EU) Nr. 1130/2011 der Kommission vom 11. November 2011 dies mit den Tabellen 1 – 7 in Teil 6. Dieser Teil sollte auch in Anhang 5 ZuV aufgenommen werden.	a) Konsequente Nennung von Zusatzstoff-, Aroma- und Enzympräparaten sowie Präparaten von essenziellen oder physiologisch nützlichen Stoffen. b) Korrekte Umsetzung wie in der EU und den Erläuterungen zur Revision der ZuV.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Anh 5	a) Siehe Bemerkungen zu Art. 5. b) Gemäss den Erläuterungen zu Art. 5 werden die in Zusatzstoffpräparaten zulässigen Zusatzstoffe in Anhang 5 zum Teil wie die in Anhang 2 gruppierten Zusatzstoffe geregelt, wobei aber Ausnahmen bestehen. Dies ist im Anhang 5 aber nicht korrekt umgesetzt. Die EU regelt dies nach der EU-Verordnung Nr. 1130/2011 der Kommission vom 11. November 2011 mit den Tabellen 1 bis 7 in Teil 6. Dieser Teil sollte auch in Anhang 5 ZuV aufge¬nommen werden.	a) Konsequente Nennung von Zusatzstoff-, Aroma- und Enzympräparaten sowie Präparaten von essenziellen oder physiologisch nützlichen Stoffen. b) Korrekte Umsetzung wie in der EU und den Erläuterungen zur Revision der ZuV.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Anh 5	a) Siehe Bemerkungen zu Art. 5. b) Gemäss den Erläuterungen zu Art. 5 werden die in Zusatzstoffpräparaten zulässigen Zusatzstoffe in Anhang 5 zum Teil wie die in Anhang 2 gruppierten Zusatzstoffe geregelt, wobei aber Ausnahmen bestehen. Dies ist im Anhang 5 aber nicht korrekt umgesetzt. Die EU regelt dies nach der EU-Verordnung Nr. 1130/2011 der Kommission vom 11. November 2011 mit den Tabellen 1 bis 7 in Teil 6. Dieser Teil sollte auch in Anhang 5 ZuV aufge¬nommen werden.	a) Konsequente Nennung von Zusatzstoff-, Aroma- und Enzympräparaten sowie Präparaten von essenziellen oder physiologisch nützlichen Stoffen. b) Korrekte Umsetzung wie in der EU und den Erläuterungen zur Revision der ZuV.

FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittel-industrie	Anh 5	La lecture de ce tableau serait plus simple, s'il est structuré comme dans le règlement EU 1130/2011. Il y a beaucoup d'erreurs.	Tableau 1 Supports dans les additifs : Pour le E 432-436 remplacer « Tous les additifs alimentaires » par « Colorants et antioxydants liposolubles » Pour la deuxième entrée du E 432-436, remplacer « Tous les additifs alimentaires » par « Agents d'enrobage pour fruits » Pour le E 470a, E 491, E 570, E 900 : remplacer « Tous les additifs alimentaires » par « Agents d'enrobage pour fruits ». Pour le E 470b, E 471, E 472a, E 472c, E 472e, E 473, E 475, remplacer « Tous les additifs alimentaires » par « Colorants et antioxydants liposolubles ». Pour le E 552, remplacer « Tous les additifs alimentaires » par « émulsifiants et colorants ». Pour le E 1202, remplacer « Tous les additifs alimentaires » par « Edulcorants »
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittel-industrie	Anh 5	Pour le E 432-E 436 il ne s'agit pas du tableau 4, mais du groupe 5 n)	Tableau 4. Additifs, y compris les supports, dans les arômes, pour le E 432-E 436, remplacer « (tableau 4) » par « groupe 5 n)
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittel-industrie	Anh 5	Les références aux divers tableaux sont erronées, il s'agit de groupes. Pour les alginates, il y a une erreur dans le règlement UE 2011/1130, en effet le groupe des alginates ne contient que les E 400-E403, alors que dans la liste les E 400-E 404 sont autorisés. (voir remarque plus haut pour l'annexe 2, groupe V v))	5. Additifs dans les substances essentielles ou physiologiquement utiles. Partie A : pour le E 338- E 452, remplacer « (tableau 6) » par « groupe V i) ». Pour le E 400- E 404, remplacer le « (tableau 7) » par groupe V v). Pour le E 432-E 436, remplacer le « (tableau 4) » par « groupe V n) ». Pour le E 491- E 495, remplacer « (tableau 5) » par « groupe V g) »
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittel-industrie	Anh 5		5. Additifs dans les substances essentielles ou physiologiquement utiles. Partie A Pour le E 1452, enlever le chiffre 6 qui suit le texte « ….au sens de la directive 2002/46/CE…. »
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittel-industrie	Anh 5	A la fin du tableau est répété l'utilisation de E 170 et de E 260	5. Additifs dans les substances essentielles ou physiologiquement utiles. Partie A à la fin du tableau, effacer les lignes pour le E 170 et pour le E 260
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	Anh 5	Pour le E 432-E 436 il ne s'agit pas du tableau 4, mais du groupe 5 n)	Tableau 4. Additifs, y compris les supports, dans les arômes, pour le E 432-E 436, remplacer « (tableau 4) » par « groupe 5 n)
economiesuisse Verband der Schweizer	Anh 5	Les références aux divers tableaux sont erronées, il s'agit de groupes. Pour les alginates, il y a une erreur dans le règlement UE 2011/1130, en effet le groupe	5. Additifs dans les substances essentielles ou physiologiquement utiles. Partie A : pour le E 338- E 452,

Unternehmen		des alginates ne contient que les E 400-E403, alors que dans la liste les E 400-E 404 sont autorisés. (voir remarque plus haut pour l'annexe 2, groupe V v))	remplacer « (tableau 6) » par « groupe V i) ». Pour le E 400- E 404, remplacer le « (tableau 7) » par groupe V v). Pour le E 432-E 436, remplacer le « (tableau 4) » par « groupe V n) ». Pour le E 491- E 495, remplacer « (tableau 5) » par « groupe V g) »
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	Anh 5		5. Additifs dans les substances essentielles ou physiologiquement utiles. Partie A Pour le E 1452, enlever le chiffre 6 qui suit le texte « ….au sens de la directive 2002/46/CE…. »
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	Anh 5	A la fin du tableau est répété l'utilisation de E 170 et de E 260	5. Additifs dans les substances essentielles ou physiologiquement utiles. Partie A à la fin du tableau, effacer les lignes pour le E 170 et pour le E 260
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Anh 5	a) Siehe Bemerkungen zu Art. 5. b) Gemäss den Erläuterungen zu Art. 5 werden die in Zusatzstoffpräparaten zulässigen Zusatzstoffe in Anhang 5 zum Teil wie die in Anhang 2 gruppierten Zusatzstoffe geregelt, wobei aber Ausnahmen bestehen. Dies ist im Anhang 5 aber nicht korrekt umgesetzt. Die EU regelt dies nach der EU-Verordnung Nr. 1130/2011 der Kommission vom 11. November 2011 mit den Tabellen 1 bis 7 in Teil 6. Dieser Teil sollte auch in Anhang 5 ZuV aufge¬nommen werden.	a) Konsequente Nennung von Zusatzstoff-, Aroma- und Enzympräparaten sowie Präparaten von essenziellen oder physiologisch nützlichen Stoffen. b) Korrekte Umsetzung wie in der EU und den Erläuterungen zur Revision der ZuV.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Anh 6	Bei diesem Anhang sind die Überschriften unter Ziffer 1 und 2 schlecht formuliert. Es geht um verbotene Zusatzstoffe in bestimmten Lebensmittel-kategorien, nicht um Bewilligungen.	Überschriften anpassen: "1. Lebensmittel, in welchen übertragene Zusatz-stoffe nicht zugelassen sind." "2. Lebensmittel, in welchen übertragene Farbstoffe nicht zugelassen sind."
Staatskanzlei des Kantons Bern	Anh 6	Die Überschriften in den Ziffern 1 und 2 in diesem Anhang sind anders zu formulieren. Es geht um verbotene Zusatzstoffe in bestimmten Lebensmittelkategorien, nicht um Bewilligungen.	a) 1. Lebensmittel, in welchen übertragene Zusatzstoffe nicht zugelassen sind. b) 2. Lebensmittel, in welchen übertragene Farbstoffe nicht zugelassen sind.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Anh 6	Titel Bei diesem Anhang sind die Überschriften unter Ziffer 1 und 2 schlecht formuliert. Es geht um verbotene Zusatzstoffe in bestimmten Lebensmittel-kategorien, nicht um Bewilligungen. Unbehandelte Lebensmittel Unter Titel 1 und 2 werden die unbehandelten Lebensmittel aufgeführt. Es ist nicht klar, was mit dem Begriff "unbehandelte Lebensmittel" gemeint ist. In der EU-Verordnung Nr. 1333/2008 wird in Anhang II Teil A (Tabelle 1 und 2) auf Art.	Titel anpassen: "1. Lebensmittel, in welchen übertragene Zusatz-stoffe nicht zugelassen sind." "2. Lebensmittel, in welchen übertragene Farbstoffe nicht zugelassen sind." Unbehandelte Lebensmittel Damit der Ausdruck richtig interpretiert werden kann, ist die Definition entsprechend Art. 3 der EU-Verordnung Nr.

		3 verwiesen, in welchem unbehandelte Lebensmittel definiert werden. Dies ist auch hier nötig. Die EU-Definition deckt sich in etwa mit der Definition nicht verarbeiteter Lebensmittel nach Art. 2 Abs. 1 Bst. h LGV.	1333/2008 zu übernehmen, oder es ist darauf hinzuweisen, dass damit "nicht verarbeitete Lebensmittel" im Sinne von Art. 2 Abs. 1 Bst. h LGV gemeint sind (beispielsweise mittels Fussnote). Sinnvoll wäre es unter Umständen, analog der EU auf die unbehandelten Lebensmittel in einem separaten Artikel vor den Anhängen einzugehen (z.B. vor Artikel 4). Siehe dabei Art. 15 (Titel "Verwendung von Zusatzstoffen in unbehandelten Lebensmitteln") der EU-Verordnung Nr. 1333/2008.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Anh 6	Titel Bei diesem Anhang sind die Überschriften unter Ziffer 1 und 2 schlecht formuliert. Es geht um verbotene Zusatzstoffe in bestimmten Lebensmittel-kategorien, nicht um Bewilligungen. Unbehandelte Lebensmittel Unter Titel 1 und 2 werden die unbehandelten Lebensmittel aufgeführt. Es ist nicht klar, was mit dem Begriff "unbehandelte Lebensmittel" gemeint ist. In der EU-Verordnung Nr. 1333/2008 wird in Anhang II Teil A (Tabelle 1 und 2) auf Art. 3 verwiesen, in welchem unbehandelte Lebensmittel definiert werden. Dies ist auch hier nötig. Die EU-Definition deckt sich in etwa mit der Definition nicht verarbeiteter Lebensmittel nach Art. 2 Abs. 1 Bst. h LGV.	Titel anpassen: "1. Lebensmittel, in welchen übertragene Zusatz-stoffe nicht zugelassen sind." "2. Lebensmittel, in welchen übertragene Farbstoffe nicht zugelassen sind." Unbehandelte Lebensmittel Damit der Ausdruck richtig interpretiert werden kann, ist die Definition entsprechend Art. 3 der EU-Verordnung Nr. 1333/2008 zu übernehmen, oder es ist darauf hinzuweisen, dass damit "nicht verarbeitete Lebensmittel" im Sinne von Art. 2 Abs. 1 Bst. h LGV gemeint sind (beispielsweise mittels Fussnote). Sinnvoll wäre es unter Umständen, analog der EU auf die unbehandelten Lebensmittel in einem separaten Artikel vor den Anhängen einzugehen (z.B. vor Artikel 4). Siehe dabei Art. 15 (Titel "Verwendung von Zusatzstoffen in unbehandelten Lebensmitteln") der EU-Verordnung Nr. 1333/2008.
Geschäftsstelle IG DHS	Anh 6	Bisher gab es diese Vorgabe nicht. Bei Teigwaren mit Zusätzen ist die Umsetzung z.T. nicht möglich. Bsp.: Salz beim Ei in Eierteigwaren enthält Antiklumpmittel.	Beantragung der Streichung des Punktes 12 (Trockene Teigwaren) aus der 1. Liste im Anhang 6.
Migros-Genossenschafts-Bund	Anh 6	Bisher gab es diese Vorgabe nicht. Bei Teigwaren mit Zusätzen ist die Umsetzung z.T. nicht möglich. Bsp.: Salz beim Ei in Eierteigwaren enthält Antiklumpmittel.	Beantragung der Streichung des Punktes 12 (Trockene Teigwaren) aus der 1. Liste im Anhang 6
Zuckerfabriken Aarberg Frauenfeld AG	Anh 6	Grundsätzlich besteht eine Diskrepanz zwischen der ZuV und der Verordnung über Zuckerarten, süsse Lebensmittel und Kakaoerzeugnisse bezüglich Zucker in Kombination mit Zusatzstoffen. Da z.Bsp in Gelierzucker Pektine (E440) zugelassen sind (Verordnung über Zuckerarten, süsse Lebensmittel und Kakaoerzeugnisse) sollten in der Zuv. Entwurf Anhang 6 (Art. 4 Abs. 2 Bst. a) Zuckerarten nicht grundsätzlich ausgeschlossen werden. Das gleiche gilt für Aromen und Farben für Zuckerarten. Uns ist bekannt, dass in der EU diverse Zucker	Anhang 6/7 (Art. 4 Abs. 2 Bst. a) Listen der Lebensmittel, in welchen eine Übertragung eines Zusatzstoffes nicht zulässig sind

		Aromen und eingefärbte Zucker auf dem Markt sind.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Anh 6	Denrées alimentaires dans lesquelles les colorants transférés ne sont pas autorisés Beurre à base de lait de brebis et de chèvre : ajouter le lait de vache	Ajouter : « Beurre à base de lait vache, de brebis et de chèvre »
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Anh 6	Denrées alimentaires dans lesquelles les colorants transférés ne sont pas autorisés Beurre à base de lait de brebis et de chèvre : ajouter le lait de vache	Ajouter : « Beurre à base de lait vache, de brebis et de chèvre »
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Anh 6	Bisher gab es diese Vorgabe nicht. Bei Teigwaren mit Zusätzen ist die Umsetzung z.T. nicht möglich. Bsp.: Salz beim Ei in Eierteigwaren enthält Antiklumpmittel.	Beantragung der Streichung des Punktes 12 (Trockene Teigwaren) aus der 1. Liste im Anhang 6.
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Anh 6	Grundsätzlich besteht eine Diskrepanz zwischen der ZuV und der Verordnung über Zuckerarten, süsse Lebensmittel und Kakaoerzeugnisse bezüglich Zucker in Kombination mit Zusatzstoffen. Da z.B. in Gelierzucker Pektine (E440) zugelassen sind (Verordnung über Zuckerarten, süsse Lebensmittel und Kakaoerzeugnisse) sollten in der Zuv. Entwurf Anhang 6 (Art. 4 Abs. 2 Bst. a) Zuckerarten nicht grundsätzlich ausgeschlossen werden. Das gleiche gilt für Aromen und Farben für Zuckerarten. Uns ist bekannt, dass in der EU diverse Zucker Aromen und eingefärbte Zucker auf dem Markt sind.	Anhang 6/7 (Art. 4 Abs. 2 Bst. a) Listen der Lebensmittel, in welchen eine Übertragung eines Zusatzstoffes nicht zulässig sind
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Anh 6	Denrées alimentaires dans lesquelles les colorants transférés ne sont pas autorisés Beurre à base de lait de brebis et de chèvre : ajouter le lait de vache	Ajouter : « Beurre à base de lait vache, de brebis et de chèvre »
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Anh 6	Bei diesem Anhang sind die Überschriften unter Ziffer 1 und 2 schlecht formuliert. Es geht um verbotene Zusatzstoffe in bestimmten Lebensmittel-kategorien, nicht um Bewilligungen. Unbehandelte Lebensmittel Unter Titel 1 und 2 werden die unbehandelten Lebensmittel aufgeführt. Es ist nicht klar, was mit dem Begriff "unbehandelte Lebensmittel" gemeint ist. In der EU-Verordnung Nr. 1333/2008 wird in Anhang II Teil A (Tabelle 1 und 2) auf Art. 3 verwiesen, in welchem unbehandelte Lebensmittel definiert werden. Dies ist auch hier nötig. Die EU-Definition deckt sich in etwa mit der Definition nicht verarbeiteter Lebensmittel nach Art. 2 Abs. 1 Bst. H LGV.	Titel anpassen: "1. Lebensmittel, in welchen übertragene Zusatz-stoffe nicht zugelassen sind." "2. Lebensmittel, in welchen übertragene Farbstoffe nicht zugelassen sind." Unbehandelte Lebensmittel Damit der Ausdruck richtig interpretiert werden kann, ist die Definition entsprechend Art. 3 der EU-Verordnung Nr. 1333/2008 zu übernehmen, oder es ist darauf hinzuweisen, dass damit "nicht verarbeitete Lebensmittel" im Sinne von Art. 2 Abs. 1 Bst. h LGV gemeint sind (beispielsweise mittels Fussnote). Sinnvoll wäre es unter Umständen, analog der EU auf die unbehandelten Lebensmittel in einem separaten Artikel vor den Anhängen einzugehen (z.B. vor Artikel 4). Siehe dabei Art. 15 (Titel "Verwendung von Zusatzstoffen in unbehandelten Lebensmitteln") der EU-

			Verordnung Nr. 1333/2008.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Anh 7	Liste der Lebensmittel, in welchen Aromen nicht zulässig sind	
		1 Unbehandelte Lebensmittel Es ist nicht klar, was alles als unbehandelt gilt. Damit der Begriff richtig interpretiert werden kann, muss der Ausdruck wie in der EU definiert werden (siehe auch Kommentar unter Anhang 6 zu diesem Thema).	1 Unbehandelte Lebensmittel Siehe Änderungsvorschlag unter Anhang 6 zu diesem Thema.
		30 Fruchtsirup Die Ausnahmen (Zitrussirup) aus der Anwendungsliste der geltenden ZuV wurden vergessen.	30 Fruchtsirup Die Ausnahmen hinsichtlich Zitrussirup analog aktueller ZuV (Anhang 7, Ziffer 29.01) aufnehmen.
		31 Gemüsesaft Es sollte von der Logik her analog Ziffer 29 (Fruchtsaft, verdünnter Fruchtsaft, Fruchtnektar und Fruchtnektarkonzentrat) die vergleichbaren Gemüseprodukte aufgeführt werden. Mindestens Gemüsenektar sollte ergänzt werden. Gemüsenektar ist eine Bezeichnung, die auch in Anhang 3 und Anhang 7 erwähnt wird.	31 Gemüsesaft Analog Ziffer 29 mindestens auch Gemüsenektar ergänzen.
		35 Wein, Schaum- und Perlwein, Likörwein… Müsste hier nicht auch Honigwein aufgenommen werden? Bisher waren Aromen bei Honigwein nicht erlaubt.	35 Wein, Schaum- und Perlwein… Honigwein analog aktueller ZuV (Anhang 7, Ziffer 36.02) aufnehmen ergänzen.
		36 Spirituosen Es gibt Widersprüche mit der EU: Bei den Spirituosenkategorien "Spirituosen mit Anis", "Pastis" und "Anis" sind gemäss EU-Verordnung Nr. 110/2008 (Anhang II, Ziffer 25, 26 und 28) bestimmte Aromastoffe und Aromaextrakte erlaubt. Es dürfen auch keine Widersprüche mit Art. 57 der Verordnung über alkoholische Getränke entstehen, was momentan der Fall ist (siehe Kommentare dort).	36 Spirituosen Die Bemerkung zu Ziffer 36 ist zu überprüfen und wo nötig anzupassen (auf Basis Verordnung über alkoholische Getränke und EU-Verordnung Nr. 110/2008).
		38 Säuglingsanfangs- und Folgenahrung, Getreidebeikost… Bisher waren nur Vanille-Extrakt und Vanillin erlaubt. Neu sollen sämtliche natürliche Aromastoffe und –extrakte erlaubt sein. Wurde dies bewusst erweitert?	38 Säuglingsanfangs- und Folgenahrung… Die Bemerkungen überprüfen und falls nötig anpassen.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Anh 7	Liste der Lebensmittel, in welchen Aromen nicht zulässig sind	
		1 Unbehandelte Lebensmittel Es ist nicht klar, was alles als unbehandelt gilt. Damit der Begriff richtig interpretiert werden kann, muss der Ausdruck wie in der EU definiert werden (siehe auch Kommentar unter Anhang 6 zu diesem Thema).	1 Unbehandelte Lebensmittel Siehe Änderungsvorschlag unter Anhang 6 zu diesem Thema.
		30 Fruchtsirup Die Ausnahmen (Zitrussirup) aus der Anwendungsliste der geltenden ZuV wurden vergessen.	30 Fruchtsirup Die Ausnahmen hinsichtlich Zitrussirup analog aktueller ZuV (Anhang 7, Ziffer 29.01) aufnehmen.
		31 Gemüsesaft	31 Gemüsesaft

		Es sollte von der Logik her analog Ziffer 29 (Fruchtsaft, verdünnter Fruchtsaft, Fruchtnektar und Fruchtnektarkonzentrat) die vergleichbaren Gemüseprodukte aufgeführt werden. Mindestens Gemüsenektar sollte ergänzt werden. Gemüsenektar ist eine Bezeichnung, die auch in Anhang 3 und Anhang 7 erwähnt wird.	Analog Ziffer 29 mindestens auch Gemüsenektar ergänzen.
		35 Wein, Schaum- und Perlwein, Likörwein… Müsste hier nicht auch Honigwein aufgenommen werden? Bisher waren Aromen bei Honigwein nicht erlaubt.	35 Wein, Schaum- und Perlwein… Honigwein analog aktueller ZuV (Anhang 7, Ziffer 36.02) aufnehmen ergänzen.
		36 Spirituosen Es gibt Widersprüche mit der EU: Bei den Spirituosenkategorien "Spirituosen mit Anis", "Pastis" und "Anis" sind gemäss EU-Verordnung Nr. 110/2008 (Anhang II, Ziffer 25, 26 und 28) bestimmte Aromastoffe und Aromaextrakte erlaubt. Es dürfen auch keine Widersprüche mit Art. 57 der Verordnung über alkoholische Getränke entstehen, was momentan der Fall ist (siehe Kommentare dort).	36 Spirituosen Die Bemerkung zu Ziffer 36 ist zu überprüfen und wo nötig anzupassen (auf Basis Verordnung über alkoholische Getränke und EU-Verordnung Nr. 110/2008).
		38 Säuglingsanfangs- und Folgenahrung, Getreidebeikost… Bisher waren nur Vanille-Extrakt und Vanillin erlaubt. Neu sollen sämtliche natürliche Aromastoffe und –extrakte erlaubt sein. Wurde dies bewusst erweitert?	38 Säuglingsanfangs- und Folgenahrung… Die Bemerkungen überprüfen und falls nötig anpassen.
Geschäftsstelle IG DHS	Anh 7	Da in der EU die Aromen nicht zu den Zusatzstoffen gezählt werden, kennt die EU diese Verbote zum Teil nicht. In der Schweiz kann der Zusatz von Aromen gemäss Art. 2 Abs. 1 der Zusatzstoffverordnung bewilligt werden. Der Zusatz von Aromen zu Teigwaren und Spezialbrot wurde bereits für diverse Produkte bewilligt. Mit der Streichung dieser Produkte aus der Liste im Anhang 7 könnte der Aufwand seitens Produzent und BAG verringert werden. Aus unserer Sicht macht es keinen Sinn die Teige einzeln zu bewerten (können zu den Feinen Backwaren gezählt werden). Im Anhang 3 werden die Teige auch nicht mehr einzeln aufgeführt.	Beantragung der Streichung der Punkte 19 (Teige), 20 (Teigwaren) und Spezialbrot beim Punkt 18.
Geschäftsstelle IG DHS	Anh 7	Anhang 7 muss für Fleisch und Fleischprodukte zwingend dahingehend präzisiert werden, dass der praxisübliche Einsatz von Raucharomen und Geschmacksverstärkern auch in Zukunft möglich ist; ansonsten ist Punkt 8: Fleisch in Anhang 7 ersatzlos zu streichen.	Nr. 27 Gewürz, Gewürzzubereitungen "natürliche Aromastoffe und Extrakte und Raucharomen sind zulässig" Für eine bessere Übersichtlichkeit Anpassung der Begriffe der Produkte an Anwendungsliste und Liste gemäss Produktziffern in Anwendungsliste aus Anhang 3
Geschäftsstelle IG DHS	Anh 7	L'utilisation d'arômes dans les préparations pour nourrissons et préparations de suite, préparations à base de céréales et autres aliments pour nourrissons et enfants en bas âge est plus large au niveau européen.	Annexe 7, chiffre 38, sous la colonne remarque, changer comme suit : « les arômes naturels, les substances aromatisantes naturelles et les préparations aromatisantes sont autorisées ».

Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Anh 7	Liste des denrées alimentaires dans lesquelles les arômes ne sont pas autorisés Lait acidulé, lait acidifié, babeurre, petit-lait, sérum de lait : le yogourt nature est apprécié et identifié par son naturel. Maintenir le yogourt et le kéfir dans cette liste	Ajouter : « Lait acidulé, lait acidifié, babeurre, petit-lait, sérum de lait, yogourt, kéfir »
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Anh 7	Liste des denrées alimentaires dans lesquelles les arômes ne sont pas autorisés Bière : maintenir l"ancienne formulation qui interdit l"ajout d"arôme de bière et de malte et maintenir l"obligation de mentionner l"aromatisation dans la dénomination spécifique.	Rectifier : « les arômes sont autorisés, sauf l"arôme de bière et de malte. L"adjonction d"arômes doit étre mentionnée dans la dénomination spécifique »
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Anh 7	Liste des denrées alimentaires dans lesquelles les arômes ne sont pas autorisés Vin, vin mousseux, vin pétillant, vin de liqueur, bourru, jus/moût de raisin pasteurisé en cours de fermentation : ajouter le cidre et le vin de fruits pour lesquels les consommateurs ont les mêmes attentes et qui se trouvent dans la version actuelle de l"ordonnance. D"ailleurs la possibilité de ne pas indiquer les ingrédients de ces boissons, comme proposé dans le projet d"OEDAl rendrait l"ajout d"arômes d"autant plus trompeurs qu"ils ne seraient même pas mentionnés sur l"étiquette.	Ajouter : « Vin, vin mousseux, vin pétillant, vin de liqueur, bourru, jus/moût de raisin pasteurisé en cours de fermentation, cidre, vin de fruits »
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Anh 7	Liste des denrées alimentaires dans lesquelles les arômes ne sont pas autorisés Préparations pour nourrissons et préparations de suite, préparations à base de céréales et autres aliments pour nourrissons et enfants en bas âge : les problèmes de surpoids de la population sont liés aux préférences alimentaires dans lesquelles les goûts et odeurs des aliments connus dans la petite enfance jouent un rôle important. Dès lors, l"aromatisation des aliments pour nourrissons et enfants en bas âge doit être limité au maximum. Il faut maintenir la formulation actuelle et limiter l"emploi d"arômes à l"arôme naturel de vanille. Le règlement d"exécution européen 872/2012 autorise les Etats membres d"appliquer des dispositions plus strictes aux substances aromatisantes utilisées dans les denrées alimentaires destinées aux nourrissons et aux enfants en bas âge. La Suisse peut donc se permettre de maintenir la limitation d"ajout d"arômes dans ces aliments. Ordonnance sur les sucres, les denrées alimentaires sucrées et les produits à base de cacao Nom / entreprise (veuillez utiliser le sigle cité dans l'en- tête) Remarques générales SKS	Compléter : « les arômes naturels de vanille et ces préparations aromatisantes sont autorisés »

		Nom / entreprise Article Commentaires Proposition de modification (proposition de libellé) SKS Annexe 5 ch. 9 let c et d Exigences s'appliquant au chocolat Chocolat au lait granulé (chocolat au lait vermicelle), chocolat au lait en flocons, chocolat au lait vermicelle : c. Matière sèche dégraissée de cacao – min. 22,5 % masse d. Matière grasse lactique - min. 3,5 % masse Ne pas supprimer ces deux mentions qui ne sont pas contraires à la définition du chocolat au lait dans la directive européenne 2000/36 et ne constituent donc pas une entrave au commerce. Les mentionner encore une fois ici en plus de la définition du chocolat au lait améliore la lisibilité de l"ordonnance. Cette lisibilité est importante pour les associations de consommateurs. Maintenir les deux mentions Ordonnance sur l'eau potable, l'eau de source et l'eau minérale Nom / entreprise (veuillez utiliser le sigle cité dans l'en-tête) Remarques générales SKS L'Alliance des organisations de consommateurs est opposée à l'introduction de la possibilité de traiter l'eau minérale naturelle à l'ozone. Une eau traitée de cette manière ne peut plus être considérée comme naturelle.	
Schweizerischer Verband für komplementärmedizinische Heilmittel	Anh 7	Ziffer 30 Grenadinesirup /Fruchtsirup steht im krassen Widerspruch zur jetzigen ZuV-VO. Sämtliche auf dem Markt erhältlichen Fruchtsirupe sind aromatisiert.	Ziffer 30 Grenadinesirup /Fruchtsirup ersatzlos streichen.
Migros-Genossenschafts-Bund	Anh 7	Da in der EU die Aromen nicht zu den Zusatzstoffen gezählt werden, kennt die EU diese Verbote zum Teil nicht. In der Schweiz kann der Zusatz von Aromen gemäss Art. 2 Abs. 1 der Zusatzstoffverordnung bewilligt werden. Der Zusatz von Aromen zu Teigwaren und Spezialbrot wurde bereits für diverse Produkte bewilligt. Mit der Streichung dieser Produkte aus der Liste im Anhang 7 könnte der Aufwand seitens Produzent und BAG verringert werden. Aus unserer Sicht macht es keinen Sinn die Teige einzeln zu bewerten (können zu den Feinen Backwaren gezählt werden). Im Anhang 3 werden die Teige auch nicht mehr einzeln aufgeführt.	Beantragung der Streichung der Punkte 19 (Teige), 20 (Teigwaren) und Spezialbrot beim Punkt 18.
Migros-Genossenschafts-Bund	Anh 7	Anhang 7 muss für Fleisch und Fleischprodukte zwingend dahingehend präzisiert werden, dass der praxisübliche Einsatz von Raucharomen und Geschmacksverstärkern auch in Zukunft möglich ist;	Anhang 7, Punkt 8. Fleisch: Präzisierung, dass Raucharomen und Geschmacksverstärker nicht inbegriffen sind, ansonsten Punkt 8

		ansonsten ist Punkt 8: Fleisch in Anhang 7 ersatzlos zu streichen.	streichen
Migros-Genossenschafts-Bund	Anh 7	Bezugnehmend auf die Bewilligung des BAG für die Verwendung von Raucharoma in Gewürzzubereitungen (Bewilligungsnr. Nachweis von Hr. Blumenthal, Zweifel) sollte Nr. 27 hier entsprechend ergänzt werden.	Nr. 27 Gewürz, Gewürzzubereitungen "natürliche Aromastoffe und Extrakte und Raucharomen sind zulässig" Für eine bessere Übersichtlichkeit Anpassung der Begriffe der Produkte an Anwendungsliste und Liste gemäss Produktziffern in Anwendungsliste aus Anhang 3
Migros-Genossenschafts-Bund	Anh 7	L'utilisation d'arômes dans les préparations pour nourrissons et préparations de suite, préparations à base de céréales et autres aliments pour nourrissons et enfants en bas âge est plus large au niveau européen.	Annexe 7, chiffre 38, sous la colonne remarque, changer comme suit : « les arômes naturels, les substances aromatisantes naturelles et les préparations aromatisantes sont autorisées ».
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Anh 7	Liste des denrées alimentaires dans lesquelles les arômes ne sont pas autorisés Lait acidulé, lait acidifié, babeurre, petit-lait, sérum de lait : le yogourt nature est apprécié et identifié par son naturel. Maintenir le yogourt et le kéfir dans cette liste	Ajouter : « Lait acidulé, lait acidifié, babeurre, petit-lait, sérum de lait, yogourt, kéfir »
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Anh 7	Liste des denrées alimentaires dans lesquelles les arômes ne sont pas autorisés Bière : maintenir l"ancienne formulation qui interdit l"ajout d"arôme de bière et de malte et maintenir l"obligation de mentionner l"aromatisation dans la dénomination spécifique.	Rectifier : « les arômes sont autorisés, sauf l"arôme de bière et de malte. L"adjonction d"arômes doit étre mentionnée dans la dénomination spécifique »
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Anh 7	Liste des denrées alimentaires dans lesquelles les arômes ne sont pas autorisés Vin, vin mousseux, vin pétillant, vin de liqueur, bourru, jus/moût de raisin pasteurisé en cours de fermentation : ajouter le cidre et le vin de fruits pour lesquels les consommateurs ont les mêmes attentes et qui se trouvent dans la version actuelle de l"ordonnance. D"ailleurs la possibilité de ne pas indiquer les ingrédients de ces boissons, comme proposé dans le projet d"OEDAl rendrait l"ajout d"arômes d"autant plus trompeurs qu"ils ne seraient même pas mentionnés sur l"étiquette.	Ajouter : « Vin, vin mousseux, vin pétillant, vin de liqueur, bourru, jus/moût de raisin pasteurisé en cours de fermentation, cidre, vin de fruits »
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Anh 7	Liste des denrées alimentaires dans lesquelles les arômes ne sont pas autorisés Préparations pour nourrissons et préparations de suite, préparations à base de céréales et autres aliments pour nourrissons et enfants en bas âge : les problèmes de surpoids de la population sont liés aux	Compléter : « les arômes naturels de vanille et ces préparations aromatisantes sont autorisés »

		préférences alimentaires dans lesquelles les goûts et odeurs des aliments connus dans la petite enfance jouent un rôle important. Dès lors, l"aromatisation des aliments pour nourrissons et enfants en bas âge doit être limité au maximum. Il faut maintenir la formulation actuelle et limiter l"emploi d"arômes à l"arôme naturel de vanille. Le règlement d"exécution européen 872/2012 autorise les Etats membres d"appliquer des dispositions plus strictes aux substances aromatisantes utilisées dans les denrées alimentaires destinées aux nourrissons et aux enfants en bas âge. La Suisse peut donc se permettre de maintenir la limitation d"ajout d"arômes dans ces aliments. Ordonnance sur les sucres, les denrées alimentaires sucrées et les produits à base de cacao Nom / entreprise (veuillez utiliser le sigle cité dans l'en-tête) Remarques générales SKS Nom / entreprise Article Commentaires Proposition de modification (proposition de libellé) SKS Annexe 5 ch. 9 let c et d Exigences s'appliquant au chocolat Chocolat au lait granulé (chocolat au lait vermicelle), chocolat au lait en flocons, chocolat au lait vermicelle : c. Matière sèche dégraissée de cacao – min. 22,5 % masse d. Matière grasse lactique - min. 3,5 % masse Ne pas supprimer ces deux mentions qui ne sont pas contraires à la définition du chocolat au lait dans la directive européenne 2000/36 et ne constituent donc pas une entrave au commerce. Les mentionner encore une fois ici en plus de la définition du chocolat au lait améliore la lisibilité de l"ordonnance. Cette lisibilité est importante pour les associations de consommateurs. Maintenir les deux mentions Ordonnance sur l'eau potable, l'eau de source et l'eau minérale Nom / entreprise (veuillez utiliser le sigle cité dans l'en-tête) Remarques générales SKS L'Alliance des organisations de consommateurs est opposée à l'introduction de la possibilité de traiter l'eau minérale naturelle à l'ozone. Une eau traitée de cette manière ne peut plus être considérée comme naturelle.	
Coop Genossenschaft	Anh 7	Ergänzung E 450 bei den zulässigen Backstoffen. Dieser Stoff ist sowohl in Pulverform (Backpulver) wie auch bei den Backwaren unter Ziffer 15.02 aufge-	Ergänzung Zif. 15.04 mit E 450

		führt und sollte deshalb auch hier aufgeführt werden	
Coop Genossenschaft	Anh 7	Anhang 7 muss für Fleisch und Fleischprodukte dahingehend präzisiert werden, dass der praxisübliche Einsatz von Raucharomen und Geschmacksverstärkern auch in Zukunft möglich ist; ansonsten ist Punkt 8: Fleisch in Anhang 7 ersatzlos zu streichen.	Anhang 7, Punkt 8. Fleisch: Präzisierung, dass Rauch-aromen und Geschmacksverstärker nicht inbegriffen sind, ansonsten Punkt 8 streichen
Coop Genossenschaft	Anh 7	Da in der EU die Aromen nicht zu den Zusatzstoffen gezählt werden, kennt die EU diese Verbote zum Teil nicht. In der Schweiz kann der Zusatz von Aromen gemäss Art. 2 Abs. 1 der Zusatz-stoffverordnung bewilligt werden. Der Zusatz von Aromen zu Teigwaren und Spezialbrot wurde bereits für diverse Produkte bewilligt. Mit der Streichung dieser Produkte aus der Liste im Anhang 7 könnte der Aufwand seitens Produ-zent und BAG verringert werden. Aus unserer Sicht macht es keinen Sinn die Teige einzeln zu bewerten (können zu den Feinen Backwaren gezählt werden). Im Anhang 3 werden die Teige auch nicht mehr einzeln aufgeführt.	Beantragung der Streichung der Punkte 19 (Teige), 20 (Teigwaren) und Spezialbrot beim Punkt 18.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Anh 7	Liste des denrées alimentaires dans lesquelles les arômes ne sont pas autorisés Le riz parboiled ne se trouve pas dans la liste. Les consommateurs s"attendent pourtant à un produit entièrement naturel et non aromatisé.	Ajouter : « Riz parboiled »
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Anh 7	Liste des denrées alimentaires dans lesquelles les arômes ne sont pas autorisés L"ajout d"arômes est ressenti comme trompeur par les consommateurs et doit être limité au maximum. Crème beurre : maintenir le beurre déshydraté	Ajouter : « Crème, beurre, beurre déshydraté »
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Anh 7	Liste des denrées alimentaires dans lesquelles les arômes ne sont pas autorisés Lait acidulé, lait acidifié, babeurre, petit-lait, sérum de lait : le yogourt nature est apprécié et identifié par son naturel. Maintenir le yogourt et le kéfir dans cette liste	Ajouter : « Lait acidulé, lait acidifié, babeurre, petit-lait, sérum de lait, yogourt, kéfir »
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Anh 7	Liste des denrées alimentaires dans lesquelles les arômes ne sont pas autorisés Bière : maintenir l"ancienne formulation qui interdit l"ajout d"arôme de bière et de malte et maintenir l"obligation de mentionner l"aromatisation dans la dénomination spécifique.	Rectifier : « les arômes sont autorisés, sauf l"arôme de bière et de malte. L"adjonction d"arômes doit être mentionnée dans la dénomination spécifique »
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Anh 7	Liste des denrées alimentaires dans lesquelles les arômes ne sont pas autorisés Vin, vin mousseux, vin pétillant, vin de liqueur, bourru, jus/moût de raisin pasteurisé en cours de fermentation : ajouter le cidre et le vin de fruits pour lesquels les consommateurs ont les mêmes attentes et qui se trouvent dans la version actuelle de l"ordonnance. D"ailleurs la possibilité de ne pas indiquer les ingrédients de ces boissons, comme proposé dans le projet d"OEDAI rendrait l"ajout d"arômes d"autant plus	Ajouter : « Vin, vin mousseux, vin pétillant, vin de liqueur, bourru, jus/moût de raisin pasteurisé en cours de fermentation, cidre, vin de fruits »

		trompeurs qu"ils ne seraient même pas mentionnés sur l"étiquette.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Anh 7	Liste des denrées alimentaires dans lesquelles les arômes ne sont pas autorisés Préparations pour nourrissons et préparations de suite, préparations à base de céréales et autres aliments pour nourrissons et enfants en bas âge : les problèmes de surpoids de la population sont liés aux préférences alimentaires dans lesquelles les goûts et odeurs des aliments connus dans la petite enfance jouent un rôle important. Dès lors, l"aromatisation des aliments pour nourrissons et enfants en bas âge doit être limité au maximum. Il faut maintenir la formulation actuelle et limiter l"emploi d"arômes à l"arôme naturel de vanille. Le règlement d"exécution européen 872/2012 autorise les Etats membres d"appliquer des dispositions plus strictes aux substances aromatisantes utilisées dans les denrées alimentaires destinées aux nourrissons et aux enfants en bas âge. La Suisse peut donc se permettre de maintenir la limitation d"ajout d"arômes dans ces aliments.	Compléter : « les arômes naturels de vanille et ces
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Anh 7	Liste des denrées alimentaires dans lesquelles les arômes ne sont pas autorisés L"ajout d"arômes est ressenti comme trompeur par les consommateurs et doit être limité au maximum. Crème beurre : maintenir le beurre déshydraté	Ajouter : « Crème, beurre, beurre déshydraté »
Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	Anh 7	Liste des denrées alimentaires dans lesquelles les arômes ne sont pas autorisés Le riz parboiled ne se trouve pas dans la liste. Les consommateurs s"attendent pourtant à un produit entièrement naturel et non aromatisé.	Ajouter : « Riz parboiled »
Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	Anh 7	Liste des denrées alimentaires dans lesquelles les arômes ne sont pas autorisés L"ajout d"arômes est ressenti comme trompeur par les consommateurs et doit être limité au maximum. Crème beurre : maintenir le beurre déshydraté	Ajouter : « Crème, beurre, beurre déshydraté »
Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	Anh 7	Liste des denrées alimentaires dans lesquelles les arômes ne sont pas autorisés Lait acidulé, lait acidifié, babeurre, petit-lait, sérum de lait : le yogourt nature est apprécié et identifié par son naturel. Maintenir le yogourt et le kéfir dans cette liste	Ajouter : « Lait acidulé, lait acidifié, babeurre, petit-lait, sérum de lait, yogourt, kéfir »
Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	Anh 7	Liste des denrées alimentaires dans lesquelles les arômes ne sont pas autorisés Bière : maintenir l"ancienne formulation qui interdit l"ajout d"arôme de bière et de malte et maintenir l"obligation de mentionner l"aromatisation dans la dénomination spécifique.	Rectifier : « les arômes sont autorisés, sauf l"arôme de bière et de malte. L"adjonction d"arômes doit être mentionnée dans la dénomination spécifique »
Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	Anh 7	Liste des denrées alimentaires dans lesquelles les arômes ne sont pas autorisés Vin, vin mousseux, vin pétillant, vin de liqueur, bourru, jus/moût de raisin pasteurisé en cours de fermentation : ajouter le cidre et le vin de fruits pour lesquels les consommateurs ont les mêmes attentes et qui se trouvent dans la	Ajouter : « Vin, vin mousseux, vin pétillant, vin de liqueur, bourru, jus/moût de raisin pasteurisé en cours de fermentation,

		version actuelle de l"ordonnance. D"ailleurs la possibilité de ne pas indiquer les ingrédients de ces boissons, comme proposé dans le projet d"OEDAI rendrait l"ajout d"arômes d"autant plus trompeurs qu"ils ne seraient même pas mentionnés sur l"étiquette.	cidre, vin de fruits »
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Anh 7	Liste des denrées alimentaires dans lesquelles les arômes ne sont pas autorisés Préparations pour nourrissons et préparations de suite, préparations à base de céréales et autres aliments pour nourrissons et enfants en bas âge : les problèmes de surpoids de la population sont liés aux préférences alimentaires dans lesquelles les goûts et odeurs des aliments connus dans la petite enfance jouent un rôle important. Dès lors, l"aromatisation des aliments pour nourrissons et enfants en bas âge doit être limité au maximum. Il faut maintenir la formulation actuelle et limiter l"emploi d"arômes à l"arôme naturel de vanille. Le règlement d"exécution européen 872/2012 autorise les Etats membres d"appliquer des dispositions plus strictes aux substances aromatisantes utilisées dans les denrées alimentaires destinées aux nourrissons et aux enfants en bas âge. La Suisse peut donc se permettre de maintenir la limitation d"ajout d"arômes dans ces aliments.	Compléter : « les arômes naturels de vanille et ces
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Anh 7	Liste des denrées alimentaires dans lesquelles les arômes ne sont pas autorisés L"ajout d"arômes est ressenti comme trompeur par les consommateurs et doit être limité au maximum. Crème beurre : maintenir le beurre déshydraté	Ajouter : « Crème, beurre, beurre déshydraté »
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Anh 7	Anhang 7 muss für Fleisch und Fleischprodukte dahingehend präzisiert werden, dass der praxisübliche Einsatz von Raucharomen und Geschmacksverstärkern auch in Zukunft möglich ist; ansonsten ist Punkt 8: Fleisch in Anhang 7 ersatzlos zu streichen.	Anhang 7, Punkt 8. Fleisch: Präzisierung, dass Raucharomen und Geschmacksverstärker nicht inbegriffen sind, ansonsten Punkt 8 streichen
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Anh 7	Da in der EU die Aromen nicht zu den Zusatzstoffen gezählt werden, kennt die EU diese Verbote zum Teil nicht. In der Schweiz kann der Zusatz von Aromen gemäss Art. 2 Abs. 1 der Zusatzstoffverordnung bewilligt werden. Der Zusatz von Aromen zu Teigwaren und Spezialbrot wurde bereits für diverse Produkte bewilligt. Mit der Streichung dieser Produkte aus der Liste im Anhang 7 könnte der Aufwand seitens Produzent und BAG verringert werden. Aus unserer Sicht macht es keinen Sinn die Teige einzeln zu bewerten (können zu den Feinen Backwaren gezählt werden). Im Anhang 3 werden die Teige auch nicht mehr einzeln aufgeführt.	Beantragung der Streichung der Punkte 19 (Teige), 20 (Teigwaren) und Spezialbrot beim Punkt 18.
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittel-	Anh 7	Das BAG hat grundsätzlich immer vertreten, dass Raucharomen in Gewürzzubereitungen zugelassen werden sollen. So waren diese auch in Speisesalz und Knabbererzeugnissen erlaubt (Ziffer 12.02 und 15.03 Anhang 7 ZuV). Dies	Nr. 27 Gewürz, Gewürzzubereitungen "natürliche Aromastoffe und Extrakte und Raucharomen sind zulässig"

industrie		scheint nach der neuen ZuV nicht mehr der Fall zu sein. Nicht zuletzt auch in Bezug auf die Zusatzstoffbewilligung des BAG vom 5.6.2012 für Raucharoma Scansmoke SEF 7525 in Gewürzzubereitungen sollte Nr. 27 um "Raucharoma" ergänzt werden.	Für eine bessere Übersichtlichkeit Anpassung der Begriffe der Produkte an Anwendungsliste und Liste gemäss Produktziffern in Anwendungsliste aus Anhang 3
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittel-industrie	Anh 7	L'utilisation d'arômes dans les préparations pour nourrissons et préparations de suite, préparations à base de céréales et autres aliments pour nourrissons et enfants en bas âge est plus large au niveau européen.	Annexe 7, chiffre 38, sous la colonne remarque, changer comme suit : « les arômes naturels, les substances aromatisantes naturelles et les préparations aromatisantes sont autorisées ».
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Anh 7	Liste des denrées alimentaires dans lesquelles les arômes ne sont pas autorisés Lait acidulé, lait acidifié, babeurre, petit-lait, sérum de lait : le yogourt nature est apprécié et identifié par son naturel. Maintenir le yogourt et le kéfir dans cette liste	Ajouter : « Lait acidulé, lait acidifié, babeurre, petit-lait, sérum de lait, yogourt, kéfir »
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Anh 7	Liste des denrées alimentaires dans lesquelles les arômes ne sont pas autorisés Bière : maintenir l"ancienne formulation qui interdit l"ajout d"arôme de bière et de malte et maintenir l"obligation de mentionner l"aromatisation dans la dénomination spécifique.	Rectifier : « les arômes sont autorisés, sauf l"arôme de bière et de malte. L"adjonction d"arômes doit être mentionnée dans la dénomination spécifique »
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Anh 7	Liste des denrées alimentaires dans lesquelles les arômes ne sont pas autorisés Vin, vin mousseux, vin pétillant, vin de liqueur, bourru, jus/moût de raisin pasteurisé en cours de fermentation : ajouter le cidre et le vin de fruits pour lesquels les consommateurs ont les mêmes attentes et qui se trouvent dans la version actuelle de l"ordonnance. D"ailleurs la possibilité de ne pas indiquer les ingrédients de ces boissons, comme proposé dans le projet d"OEDAl rendrait l"ajout d"arômes d"autant plus trompeurs qu"ils ne seraient même pas mentionnés sur l"étiquette.	Ajouter : « Vin, vin mousseux, vin pétillant, vin de liqueur, bourru, jus/moût de raisin pasteurisé en cours de fermentation, cidre, vin de fruits »
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Anh 7	Liste des denrées alimentaires dans lesquelles les arômes ne sont pas autorisés Préparations pour nourrissons et préparations de suite, préparations à base de céréales et autres aliments pour nourrissons et enfants en bas âge : les problèmes de surpoids de la population sont liés aux préférences alimentaires dans lesquelles les goûts et odeurs des aliments connus dans la petite enfance jouent un rôle important. Dès lors, l"aromatisation des aliments pour nourrissons et enfants en bas âge doit être limité au maximum. Il faut maintenir la formulation actuelle et limiter l"emploi d"arômes à l"arôme naturel de vanille. Le règlement d"exécution européen 872/2012 autorise les Etats membres d"appliquer des dispositions plus strictes aux substances aromatisantes utilisées dans les denrées alimentaires destinées aux nourrissons et aux enfants	Compléter : « les arômes naturels de vanille et ces préparations aromatisantes sont autorisés »

		en bas âge. La Suisse peut donc se permettre de maintenir la limitation d"ajout d"arômes dans ces aliments. Ordonnance sur les sucres, les denrées alimentaires sucrées et les produits à base de cacao Nom / entreprise (veuillez utiliser le sigle cité dans l'en-tête) Remarques générales SKS Nom / entreprise Article Commentaires Proposition de modification (proposition de libellé) SKS Annexe 5 ch. 9 let c et d Exigences s'appliquant au chocolat Chocolat au lait granulé (chocolat au lait vermicelle), chocolat au lait en flocons, chocolat au lait vermicelle : c. Matière sèche dégraissée de cacao – min. 22,5 % masse d. Matière grasse lactique - min. 3,5 % masse Ne pas supprimer ces deux mentions qui ne sont pas contraires à la définition du chocolat au lait dans la directive européenne 2000/36 et ne constituent donc pas une entrave au commerce. Les mentionner encore une fois ici en plus de la définition du chocolat au lait améliore la lisibilité de l"ordonnance. Cette lisibilité est importante pour les associations de consommateurs. Maintenir les deux mentions Ordonnance sur l'eau potable, l'eau de source et l'eau minérale Nom / entreprise (veuillez utiliser le sigle cité dans l'en-tête) Remarques générales SKS L'Alliance des organisations de consommateurs est opposée à l'introduction de la possibilité de traiter l'eau minérale naturelle à l'ozone. Une eau traitée de cette manière ne peut plus être considérée comme naturelle.	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Anh 7	Liste des denrées alimentaires dans lesquelles les arômes ne sont pas autorisés Le riz parboiled ne se trouve pas dans la liste. Les consommateurs s"attendent pourtant à un produit entièrement naturel et non aromatisé.	Ajouter : « Riz parboiled »
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Anh 7	Liste des denrées alimentaires dans lesquelles les arômes ne sont pas autorisés L"ajout d"arômes est ressenti comme trompeur par les consommateurs et doit être limité au maximum. Crème beurre : maintenir le beurre déshydraté	Ajouter : « Crème, beurre, beurre déshydraté »

Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Anh 7	Liste des denrées alimentaires dans lesquelles les arômes ne sont pas autorisés Lait acidulé, lait acidifié, babeurre, petit-lait, sérum de lait : le yogourt nature est apprécié et identifié par son naturel. Maintenir le yogourt et le kéfir dans cette liste	Ajouter : « Lait acidulé, lait acidifié, babeurre, petit-lait, sérum de lait, yogourt, kéfir »
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Anh 7	Liste des denrées alimentaires dans lesquelles les arômes ne sont pas autorisés Bière : maintenir l"ancienne formulation qui interdit l"ajout d"arôme de bière et de malte et maintenir l"obligation de mentionner l"aromatisation dans la dénomination spécifique.	Rectifier : « les arômes sont autorisés, sauf l"arôme de bière et de malte. L"adjonction d"arômes doit être mentionnée dans la dénomination spécifique »
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Anh 7	Liste des denrées alimentaires dans lesquelles les arômes ne sont pas autorisés Vin, vin mousseux, vin pétillant, vin de liqueur, bourru, jus/moût de raisin pasteurisé en cours de fermentation : ajouter le cidre et le vin de fruits pour lesquels les consommateurs ont les mêmes attentes et qui se trouvent dans la version actuelle de l"ordonnance. D"ailleurs la possibilité de ne pas indiquer les ingrédients de ces boissons, comme proposé dans le projet d"OEDAI rendrait l"ajout d"arômes d"autant plus trompeurs qu"ils ne seraient même pas mentionnés sur l"étiquette.	Ajouter : « Vin, vin mousseux, vin pétillant, vin de liqueur, bourru, jus/moût de raisin pasteurisé en cours de fermentation, cidre, vin de fruits »
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Anh 7	Liste des denrées alimentaires dans lesquelles les arômes ne sont pas autorisés Préparations pour nourrissons et préparations de suite, préparations à base de céréales et autres aliments pour nourrissons et enfants en bas âge : les problèmes de surpoids de la population sont liés aux préférences alimentaires dans lesquelles les goûts et odeurs des aliments connus dans la petite enfance jouent un rôle important. Dès lors, l"aromatisation des aliments pour nourrissons et enfants en bas âge doit être limité au maximum. Il faut maintenir la formulation actuelle et limiter l"emploi d"arômes à l"arôme naturel de vanille. Le règlement d"exécution européen 872/2012 autorise les Etats membres d"appliquer des dispositions plus strictes aux substances aromatisantes utilisées dans les denrées alimentaires destinées aux nourrissons et aux enfants en bas âge. La Suisse peut donc se permettre de maintenir la limitation d"ajout d"arômes dans ces aliments.	Compléter : « les arômes naturels de vanille et ces
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Anh 7	Liste des denrées alimentaires dans lesquelles les arômes ne sont pas autorisés L"ajout d"arômes est ressenti comme trompeur par les consommateurs et doit être limité au maximum. Crème beurre : maintenir le beurre déshydraté	Ajouter : « Crème, beurre, beurre déshydraté »
Schweizer Fleisch-Fachverband SFF	Anh 7	Anhang 7 muss für Fleisch und Fleischprodukte zwingend dahingehend präzisiert werden, dass der praxisübliche Einsatz von Raucharomen und Geschmacksverstärkern auch in Zukunft möglich ist bzw. sich die Nicht-Zulässigkeit der Zugabe von Aromen einzig und alleine auf frisches bzw. rohes Fleisch bezieht; ansonsten ist "Punkt 8: Fleisch" in Anhang 7 ersatzlos zu strei-	Anhang 7, Punkt 8. Fleisch: Präzisierung, dass nur frisches bzw. rohes Fleisch gemäss Definition VLtH gemeint ist bzw. dass Raucharomen und Geschmacksverstärker nicht inbegriffen sind, ansonsten Punkt 8 streichen

		chen.	
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	Anh 7	L'utilisation d'arômes dans les préparations pour nourrissons et préparations de suite, préparations à base de céréales et autres aliments pour nourrissons et enfants en bas âge est plus large au niveau européen	Annexe 7, chiffre 38, sous la colonne remarque, changer comme suit : « les arômes naturels, les substances aromatisantes naturelles et les préparations aromatisantes sont autorisées ».
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	Generelle Bemerkungen	Elektronische Datenbank Die Übernahme der EU-Regelung ist konsequent. Zu begrüssen wäre auch die zur Bereitstellung einer elektronischen Datenbank wie in der EU (https://webgate.ec.europa.eu/sanco_foods/main/?sector=FAD&auth=SANCAS). Enzyme Die Stellung der Enzyme in dieser Verordnung ist unklar. Dies gilt im Besonderen für die Angaben in Art. 1 und 5 (siehe Kommentare unter diesen Artikeln). Zum besseren Verständnis ist auf die rechtliche Einstufung der Enzyme besser einzugehen. In der EU ist die Situation bedeutend klarer u.a. aufgrund der EU-Verordnung Nr. 1332/2008 (Verordnung über Lebensmittelenzyme) und der EU-Verordnung Nr. 1333/2008 (Verordnung über Lebensmittelzusatzstoffe).	
Emmi AG	Generelle Bemerkungen	Wir stellen fest, dass bei den Begriffen die schweizerischen Begriffe wie z.B. "Rahm" oder "entwässerte Butter" oder Fondue nicht übernommen wurden. Wir sind der Meinung, dass diese Begriffe ergänzend zu den aus dem EU-Recht übernommenen Begriffe wie "Sahne" oder "wasserfreies Milchfett" oder „Schmelzkäseanalog“ weiter beibehalten werden sollten.	
Standeskanzlei des Kantons Graubünden	Generelle Bemerkungen	Die Änderungen sind sinnvoll und nachvollziehbar.	
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Generelle Bemerkungen	Elektronische Datenbank Die Übernahme der EU-Regelung ist konsequent. Zu begrüssen wäre auch die zur Bereitstellung einer elektronischen Datenbank wie in der EU (https://webgate.ec.europa.eu/sanco_foods/main/?sector=FAD&auth=SANCAS). Enzyme Die Stellung der Enzyme in dieser Verordnung ist unklar. Dies gilt im Besonderen für die Angaben in Art. 1 und 5 (siehe Kommentare unter diesen Artikeln). Zum besseren Verständnis ist auf die rechtliche Einstufung der Enzyme besser einzugehen. In der EU ist die Situation bedeutend klarer u.a. aufgrund der EU-Verordnung Nr. 1332/2008 (Verordnung über Lebensmittelenzyme) und der EU-Verordnung Nr. 1333/2008 (Verordnung über Lebensmittelzusatzstoffe).	
PROVIANDE	Generelle Bemerkungen	Zusatzstoffverordnung Bei der Totalrevision der Zusatzstoffverordnung (ZuV) wurde zu viel Gewicht auf die Anpassungen	

		an die EU gelegt. In der Folge bestehen, insbesondere im Bereich Fleisch, beträchtliche Unklarheiten. Die ZuV ist in der vorliegenden Form in der Praxis nicht umsetzbar und folglich zurückzuweisen; sie bedarf zwingend einer nochmaligen Überarbeitung unter Berücksichtigung der schweizerischen Produkte.
Staatskanzlei des Kantons Basel-Stadt	Generelle Bemerkungen	Keine Bemerkungen
Chancellerie d'Etat du Canton de Vaud	Generelle Bemerkungen	Pas de remarque
Standeskanzlei des Kantons Uri	Generelle Bemerkungen	Elektronische Datenbank Die Übernahme der EU-Regelung ist konsequent. Zu begrüssen wäre auch die zur Bereitstellung einer elektronischen Datenbank wie in der EU (https://webgate.ec.europa.eu/sanco_foods/main/?sector=FAD&auth=SANCAS). Enzyme Die Stellung der Enzyme in dieser Verordnung ist unklar. Dies gilt im Besonderen für die Angaben in Art. 1 und 5 (siehe Kommentare unter diesen Artikeln). Zum besseren Verständnis ist auf die rechtliche Einstufung der Enzyme besser einzugehen. In der EU ist die Situation bedeutend klarer u.a. aufgrund der EU-Verordnung Nr. 1332/2008 (Verordnung über Lebensmittelenzyme) und der EU-Verordnung Nr. 1333/2008 (Verordnung über Lebensmittelzusatzstoffe).
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Generelle Bemerkungen	Elektronische Datenbank Die Übernahme der EU-Regelung ist konsequent. Zu begrüssen wäre auch die zur Bereitstellung einer elektronischen Datenbank wie in der EU (https://webgate.ec.europa.eu/sanco_foods/main/?sector=FAD&auth=SANCAS). Enzyme Die Stellung der Enzyme in dieser Verordnung ist unklar. Dies gilt im Besonderen für die Angaben in Art. 1 und 5 (siehe Kommentare unter diesen Artikeln). Zum besseren Verständnis ist auf die rechtliche Einstufung der Enzyme besser einzugehen. In der EU ist die Situation bedeutend klarer u.a. aufgrund der EU-Verordnung Nr. 1332/2008 (Verordnung über Lebensmittelenzyme) und der EU-Verordnung Nr. 1333/2008 (Verordnung über Lebensmittelzusatzstoffe).
Schweizerischer Verband der Lebensmittel-Detaillisten Veledes	Generelle Bemerkungen	Diese Verordnung ist aus KMU-Sicht zu wenig praxisorientiert und müsste somit unter Einbezug der direkt betroffenen Branchenverbände nochmals überarbeitet worden.
Schweizerischer Gewerbeverband (SGV)	Generelle Bemerkungen	Diese Verordnung ist gemäss Angaben unserer Branchenverbände in der Praxis schlicht nicht umsetzbar - oder dann höchstens mit einem unverhältnismässigen

		Aufwand seitens der Behörden und der Unternehmen. Sie ist deshalb an den Absender zurückzuweisen mit dem Auftrag, mit Beibezug der direktbetroffenen Kreise eine praktikable Lösung auszuarbeiten.
Schweiz. Bauernverband (SBV)	Generelle Bemerkungen	Auch in der Zusatzstoffverordnung sind keine Verweise auf EU Recht anzubringen, sondern die Anforderungen ausformuliert zu integrieren.
Staatskanzlei des Kantons Zürich	Generelle Bemerkungen	Wir befürworten die Übernahme der EU-Regelung, wobei wir auch die Bereitstellung einer elektronischen Datenbank analog derjenigen der EU als sinnvoll erachten würden. Die Datenbank der EU informiert in einfacher und übersichtlicher Weise über die in der EU erlaubten Zusatzstoffe (https://webgate.ec.europa.eu/sanco_foods/main/?sector=FAD&auth=SANCAS).
Swisscofel	Generelle Bemerkungen	Wir begrüssen, dass mit der Revision der ZuV die Liste der zugelassenen Zusatzstoffe und die zugehörigen Höchstwerte übersichtlicher dargestellt werden als bisher. Positiv ist auch, dass klar definiert wird, was nicht als Zusatzstoff zählt.
Regierungskanzlei des Kantons Glarus	Generelle Bemerkungen	Mit der Allgemeinverfügung des BAG Nr. 1129 über die Bewilligung von nach ausländischen technischen Vorschriften hergestellten Produkten nach Artikel 16c THG wird unseres Erachtens im Bereich der Spirituosen auch die Zusatzstoff-Regelung der EU übernommen. Damit erübrigt sich ein Kommentar unsererseits in Bezug auf die einzelnen Änderungen dieser Verordnung.
Schweizerischer Bäcker-Konditorenmeister-Verband	Generelle Bemerkungen	Diese Verordnung ist aus unserer Branchensicht zu stark auf Anpassungen an die EU gelegt worden. Allgemein stellen wir fest, dass sie so in der Praxis nicht umsetzbar ist. Se bedarf zwingend einer kompletten Überarbeitung.
Staatskanzlei des Kantons Bern	Generelle Bemerkungen	Die Übernahme der EU-Regelung ist konsequent. Zu begrüssen wäre auch die zur Verfügungstellung einer elektronischen Datenbank wie in der EU (https://webgate.ec.europa.eu/sanco_foods/main/?sector=FAD&auth=SANCAS).
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Generelle Bemerkungen	EU - CH Die Übernahme der EU-Regelung ist konsequent. Die Übernahme des Verzeichnisses der Lebensmittelkategorien aus der EU im Anhang 3 führt jedoch in manchen Fällen zu Interpretationsschwierigkeiten der Anwendungsliste. Die Sachbezeichnungen von Lebensmitteln nach Schweizer Recht können nicht immer klar den EU-Bezeichnungen zugeordnet werden, was zu Missverständnissen im Vollzug und in der Praxis führen wird. Die Einteilung der Lebensmittelkategorien in der vorgeschlagenen Anwendungsliste der ZuV stimmt zudem nicht mehr mit der Systematik der Lebensmittelgruppen in den einzelnen Verordnungen überein, was den Einsatz der ZuV zusätzlich erschwert (Beispiel: Butter ist in der Verordnung über Lebensmittel tierischer Herkunft geregelt, in

		der ZuV neu unter Fetten und Ölen sowie Fett- und Ölemulsionen und nicht unter Milchprodukten). Um Fehlinterpretationen zu vermeiden, ist in vielen Fällen bei den Lebensmittelkategorien die Ergänzung der Schweizer Sachbezeichnungen nötig. Die entstandenen Widersprüche sind zu beheben. Eine klare Zuordnung muss möglich sein. Ferner werden nicht mehr alle in der Schweiz bisher geregelten Lebensmittelgruppen (wie malzextrakthaltige Nahrungsmittel) in den von der EU übernommenen Lebensmittelkategorien erfasst. Auch unter diesem Gesichtspunkt muss eine Ergänzung der Liste vorgenommen werden. Die entstandenen Gesetzeslücken sind zu schliessen. Elektronische Datenbank Zu begrüssen wäre auch die Bereitstellung einer elektronischen Datenbank wie in der EU (siehe unter https://webgate.ec.europa.eu/sanco_foods/main/?sector=FAD&auth=SANCAS). Enzyme Die Stellung der Enzyme in dieser Verordnung ist unklar. Dies gilt im Besonderen für die Angaben in Art. 1 und 5 (siehe Kommentare unter diesen Artikeln). Zum besseren Verständnis ist auf die rechtliche Einstufung der Enzyme besser einzugehen. In der EU ist die Situation bedeutend klarer u.a. aufgrund der EU-Verordnung Nr. 1332/2008 (Verordnung über Lebensmittelenzyme) und der EU-Verordnung Nr. 1333/2008 (Verordnung über Lebensmittelzusatzstoffe).
		Enzyme Die Stellung der Enzyme in dieser Verordnung ist unklar. Dies gilt im Besonderen für die Angaben in Art. 1 und 5 (siehe Kommentare unter diesen Artikeln). Zum besseren Verständnis ist auf die rechtliche Einstufung der Enzyme besser einzugehen. In der EU ist die Situation bedeutend klarer u.a. aufgrund der EU-Verordnung Nr. 1332/2008 (Verordnung über Lebensmittelenzyme) und der EU-Verordnung Nr. 1333/2008 (Verordnung über Lebensmittelzusatzstoffe).
Chancellerie d'Etat du Canton de Genève	Generelle Bemerkungen	Il s'agit d'une révision totale, prenant en considération de nombreux règlements de l'Union européenne. Les marges d'appréciation et de propositions de modification sont donc relativement restreintes. Tout au plus, nous saluons l'introduction notamment des glycosides de stéviol (édulcorant E 960). Par ailleurs, les quantités maximales des colorants E 104 (jaune de quinoléine), E 110 (jaune orangé) et E 124 (Ponceau 4 R) ont été revues à la baisse voire même supprimées en fonction de l'évaluation de l'EFSA (Autorité européenne de sécurité des aliments). C'est bien mais peut-être insuffisant puisque des études montrent que d'autres colorants pourraient aussi être concernés par leur influence sur l'hyperactivité des enfants (notamment E 102 (tartrazine), E 122 (carmoisine) et E 129 (rouge allura)).
Staatskanzlei des Kantons	Generelle	EU - CH Die Übernahme der EU-Regelung ist konsequent. Die Übernahme des Ver-

Aargau	Bemerkungen	zeichnisses der Lebensmittelkategorien aus der EU im Anhang 3 führt jedoch in manchen Fällen zu Interpretationsschwierigkeiten der Anwendungsliste. Die Sachbezeichnungen von Lebensmitteln nach Schweizer Recht können nicht immer klar den EU-Bezeichnungen zugeordnet werden, was zu Missverständnissen im Vollzug und in der Praxis führen wird. Die Einteilung der Lebensmittelkategorien in der vorgeschlagenen Anwendungsliste der ZuV stimmt zudem nicht mehr mit der Systematik der Lebensmittelgruppen in den einzelnen Verordnungen überein, was den Einsatz der ZuV zusätzlich erschwert (Beispiel: Butter ist in der Verordnung über Lebensmittel tierischer Herkunft geregelt, in der ZuV neu unter Fetten und Ölen sowie Fett- und Ölemulsionen und nicht unter Milchprodukten). Um Fehlinterpretationen zu vermeiden, ist in vielen Fällen bei den Lebensmittelkategorien die Ergänzung der Schweizer Sachbezeichnungen nötig. Die entstandenen Widersprüche sind zu beheben. Eine klare Zuordnung muss möglich sein. Ferner werden nicht mehr alle in der Schweiz bisher geregelten Lebensmittelgruppen (wie malzextrakthaltige Nahrungsmittel) in den von der EU übernommenen Lebensmittelkategorien erfasst. Auch unter diesem Gesichtspunkt muss eine Ergänzung der Liste vorgenommen werden. Die entstandenen Gesetzeslücken sind zu schliessen. Bei der Revision ist das Schweizer Lebensmittelrecht stärker einzubeziehen. Elektronische Datenbank Zu begrüssen wäre auch die Bereitstellung einer elektronischen Datenbank wie in der EU (siehe unter https://webgate.ec.europa.eu/sanco_foods/main/?sector=FAD&auth=SANCAS). Enzyme Die Stellung der Enzyme in dieser Verordnung ist unklar. Dies gilt im Besonderen für die Angaben in Art. 1 und 5 (siehe Kommentare unter diesen Artikeln). Zum besseren Verständnis ist auf die rechtliche Einstufung der Enzyme besser einzugehen. In der EU ist die Situation bedeutend klarer u.a. aufgrund der EU-Verordnung Nr. 1332/2008 (Verordnung über Lebensmittelenzyme) und der EU-Verordnung Nr. 1333/2008 (Verordnung über Lebensmittelzusatzstoffe).
Geschäftsstelle IG DHS	Generelle Bemerkungen	Wir haben festgestellt, dass bei der Umschreibung der alten Zusatzstoffverordnung in die neue Zusatzstoffverordnung und insbesondere bei der Einordnung in die neue Anwendungsliste (Anhang 3) einige Unstimmigkeiten aufgetaucht sind, die dazu führen, dass der Einsatz von Zusatzstoffen nicht mehr vorgesehen ist. Nachfolgend können wir diesbezüglich nur auf die in unseren Verbänden notifizierten Abweichungen hinweisen. Wir müssen aber davon ausgehen, dass weitere, unbeabsichtigte Abweichungen entstanden sind. Wir regen daher an, die neue Verordnung noch einmal komplett auf Kongruenz mit der alten Verordnung zu prüfen. Wir sind grundsätzlich mit der Übernahme des EU-Zusatzstoffrechts und dessen Systematik einverstanden. Der Vorschlag sollte jedoch auf Einheitlichkeit überprüft werden. So fällt der Anhang 7 z.B. völlig aus der Systematik, hier sollten

		die Produktkategorien aus der Anwendungsliste und auch die entsprechenden Ziffern übernommen werden. Der Übersichtlichkeit halber werden in dieser Aufstellung die für die IGDHS wichtigsten Punkte erwähnt. Hinsichtlich Korrekturen in Bezug auf das EU-Zusatzstoffrecht beziehen wir uns auf die fial-Stellungnahme und verzichten auf nochmalige Erwähnung.
hotelleriesuisse	Generelle Bemerkungen	Die vorgeschlagenen Änderungen in der Zusatzstoffverordnung sind unserer Meinung nach zu stark auf Anpassungsempfehlungen der EU fokussiert. Allgemein stellen wir fest, dass sie in der Praxis in dieser Form nicht umsetzbar ist. Sie bedarf einer kompletten Überarbeitung.
GSLI Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren	Generelle Bemerkungen	Die Übernahme der EU-Regelung ist konsequent. Die Übernahme des Verzeichnisses der Lebensmittelkategorien aus der EU im Anhang 3 führt jedoch in manchen Fällen zu Interpretationsschwierigkeiten der Anwendungsliste. Die Sachbezeichnungen von Lebensmitteln nach Schweizer Recht können nicht immer klar den EU-Bezeichnungen zugeordnet werden, was zu Missverständnissen im Vollzug und in der Praxis führen wird. Um Fehlinterpretationen zu vermeiden, ist in vielen Fällen bei den Lebensmittelkategorien die Ergänzung der Schweizer Sachbezeichnungen nötig. Die entstandenen Widersprüche sind zwingend zu beheben. Eine klare Zuordnung muss möglich sein. Ferner werden nicht mehr alle in der Schweiz geregelten Lebensmittelgruppen (wie malzextrakthaltige Nahrungsmittel und Fruchtsirup) in den von der EU übernommenen Lebensmittelkategorien erfasst. Auch unter diesem Gesichtspunkt muss eine Ergänzung der Liste vorgenommen werden. Die so entstandenen Gesetzeslücken sind zwingend zu schliessen.
pharmaSuisse Schweizerischer Apothekerverband	Generelle Bemerkungen	Wir weisen darauf hin, dass der Detailhandel nicht nur aus den Grossverteilern besteht. Die Deklarationsvorschriften müssen auch für KMU’s erfüllbar bleiben.
Migros-Genossenschafts-Bund	Generelle Bemerkungen	Wir haben festgestellt, dass bei der Umschreibung der alten Zusatzstoffverordnung in die neue Zusatzstoffverordnung und insbesondere bei der Einordnung in die neue Anwendungsliste (Anhang 3) einige Unstimmigkeiten aufgetaucht sind, die dazu führen, dass der Einsatz von Zusatzstoffen nicht mehr vorgesehen ist. Nachfolgend können wir diesbezüglich nur auf die in unseren Verbänden notifizierten Abweichungen hinweisen. Wir müssen aber davon ausgehen, dass weitere, unbeabsichtigte Abweichungen entstanden sind. Wir regen daher an, die neue Verordnung noch einmal komplett auf Kongruenz mit der alten Verordnung zu prüfen. Wir sind grundsätzlich mit der Übernahme des EU-Zusatzstoffrechts und dessen Systematik einverstanden. Der Vorschlag sollte jedoch auf Einheitlichkeit überprüft werden. So fällt der Anhang 7 z.B. völlig aus der Systematik, hier sollten die Produktkategorien aus der Anwendungsliste und auch die entsprechenden Ziffern übernommen werden.

		Der Übersichtlichkeit halber werden in dieser Aufstellung die für die Migros wichtigsten Punkte erwähnt. Hinsichtlich Korrekturen in Bezug auf das EU-Zusatzstoffrecht beziehen wir uns auf die fial-Stellungnahme und verzichten auf nochmalige Erwähnung.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Generelle Bemerkungen	La position des enzymes est peu claire dans ce projet d"ordonnance. Elle demande à être précisée. L"adaptation au droit européen est certes logique. Dans le cadre de cette harmonisation, nous demandons de reprendre également l"obligation de la mention avec le nom ou le numéro E des colorants E110, E104, E122, E129, E102, E124 : « peut avoir des effets indésirables sur l"activité et l"attention chez les enfants ». Enumérer dans une liste les denrées alimentaires dans lesquelles les arômes ne sont pas autorisés améliore leur visibilité, ce qui est positif. Il est par contre regrettable que l"ajout d"arômes soit dorénavant autorisé dans plusieurs groupes dans lesquels cet usage était interdit jusqu"à présent. Il s"agit d"aliments comme le yogourt et le kéfir nature, le beurre déshydraté, le cidre et le vin de fruits ou l"ajout d"arôme de malt dans la bière. Chaque fois l"ajout d"arôme sert à cacher la nature réelle du produit. L"uniformisation du goût est particulièrement redoutable pour les préparations pour nourrissons et les aliments pour enfants en bas âge. Maintenant on pourra également y ajouter des arômes autres que l"arôme de vanille. Pourtant des études ont montré l"influence de l"arôme de vanille des aliments pour bébés sur les préférences alimentaires des grands. L"usage des arômes doit donc être strictement limité.
Coop Genossenschaft	Generelle Bemerkungen	Wir sind grundsätzlich mit der Übernahme des EU-Zusatzstoffrechts und dessen Systematik einverstanden. Der Vorschlag sollte jedoch auf Einheitlichkeit überprüft werden. So fällt der Anhang 7 z.B. völlig aus der Systematik, hier sollten die Produktkategorien aus der Anwendungsliste und auch die entsprechenden Ziffern übernommen werden. Ausserdem regen wir an, zur Beibehaltung der schweizerischen Begriffe, wie im Beispiel GMP, auch andere schweizerische Begriffe beizubehalten, wie z.B. "Sauce" statt "Sosse" und "Rahm" statt "Sahne", dies erleichtert nicht zuletzt auch die Suche nach schweizerischen Schlagwörtern in diesem langen Verordnungsdokument. Generell wurde festgestellt, dass es – im Vergleich mit der EU-Verordnung 1333/2008 –, teilweise auch innerhalb der ZuV, unterschiedliche Schreibweisen gibt. Es sollte auf eine einheitliche Schreibweise geachtet werden. Beispiele: Betenrot (ZuV) / Beetenrot (EU) Carotine / Carotin (innerhalb der ZuV) P-Hydroxybenzoate werden gemäss ZuV ausgeschrieben / in der EU darf die Abkürzung verwendet werden (PHB) tert.-Butylhydrochinon (ZuV) / Tertiär-Butylhydrochinon (EU) Zuckerkulöre (ZuV) / Zuckerkulör (EU)

Bo Butter	Generelle Bemerkungen	Wir stellen fest, dass bei den Begriffen die schweizerischen Begriffe wie z.B. "Rahm" oder "entwässerte Butter" nicht übernommen wurden. Wir sind der Meinung, dass diese Begriffe ergänzend zu den aus dem EU-Recht übernommenen Begriffe wie "Sahne" oder "wasserfreies Milchfett" weiter beibehalten werden sollten.
Swiss Granum	Generelle Bemerkungen	Auch in der Zusatzstoffverordnung sind keine Verweise auf EU Recht anzubringen, sondern die Anforderungen ausformuliert zu integrieren. Wir verweisen auf die Stellungnahmen unserer Mitgliederorganisationen SwissOlio und Schweizerischer Bäcker-Confiseurmeister-Verband. Nachstehend sind noch die Anmerkungen unseres Branchenpartners Swissmill aufgeführt. Die Zusatzstoffverordnung soll einer Totalrevision unterzogen werden mit dem Ziel, technische Handelshemmnisse mit der EU im Bereich der Zusatzstoffe abzubauen. Deshalb wird die Zusatzstoffverordnung soweit möglich entsprechend der Verordnung (EG) Nr. 1333/2008 und der Verordnung (EU) Nr. 231/ 2012 totalrevidiert. Im vorliegenden Revisionsentwurf sind die Abweichungen von der vollständigen Harmonisierung bedingt durch das aktuell gültige Bundesgesetz über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände (Lebensmittelgesetz, LMG) vom 9. Oktober 1992 (Stand am 1. Januar 2012), welchem die ZuV unterstellt ist. Deren vollständige Harmonisierung wird somit erst mit dem Inkrafttreten des totalrevidierten LMG möglich sein. Im Mai 2011 hat der Bundesrat die Botschaft und den Entwurf des LMG verabschiedet, welcher nun im Parlament behandelt wird. Die Inkraftsetzung wird frühestens 2014 erwartet. Wir erachten es daher als unangebracht den Entscheiden der Eidg. Räte auf Verordnungsstufe vorzugreifen.
Gastrosuisse	Generelle Bemerkungen	Wir sehen aus gastgewerblicher Sicht keine Möglichkeit die Verordnung in der vorliegenden Version sinnvoll zu kommentieren. Allgemein stellen wir fest, dass sie so in der Praxis nicht umsetzbar ist und deshalb komplett überarbeitet werden muss.
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Generelle Bemerkungen	La position des enzymes est peu claire dans ce projet d"ordonnance. Elle demande à être précisée. L"adaptation au droit européen est certes logique. Dans le cadre de cette harmonisation, nous demandons de reprendre également l"obligation de la mention avec le nom ou le numéro E des colorants E110, E104, E122, E129, E102, E124 : « peut avoir des effets indésirables sur l"activité et l"attention chez les enfants ». Enumérer dans une liste les denrées alimentaires dans lesquelles les arômes ne sont pas autorisés améliore leur visibilité, ce qui est positif. Il est par contre regrettable que l"ajout d"arômes soit dorénavant autorisé dans plusieurs

		groupes dans lesquels cet usage était interdit jusqu"à présent. Il s"agit d"aliments comme le yogourt et le kéfir nature, le beurre déshydraté, le cidre et le vin de fruits ou l"ajout d"arôme de malt dans la bière. Chaque fois l"ajout d"arôme sert à cacher la nature réelle du produit. L"uniformisation du goût est particulièrement redoutable pour les préparations pour nourrissons et les aliments pour enfants en bas âge. Maintenant on pourra également y ajouter des arômes autres que l"arôme de vanille. Pourtant des études ont montré l"influence de l"arôme de vanille des aliments pour bébés sur les préférences alimentaires des grands. L"usage des arômes doit donc être strictement limité.
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittel-industrie	Generelle Bemerkungen	Wir haben festgestellt, dass bei der Umschreibung der alten Zusatzstoffverordnung in die neue Zusatzstoffverordnung und insbesondere bei der Einordnung in die neue Anwendungsliste (Anhang 3) einige Unstimmigkeiten aufgetaucht sind, die dazu führen, dass der bisher erlaubte Einsatz gewisser Zusatzstoffe nicht mehr vorgesehen ist. Nachfolgend können wir diesbezüglich nur auf die in unseren Verbänden notifizierten Abweichungen hinweisen. Wir müssen aber davon ausgehen, dass weitere, unbeabsichtigte Abweichungen entstanden sind. Wir regen daher an, die neue Verordnung noch einmal komplett auf Kongruenz mit der alten Verordnung zu prüfen. Wir sind grundsätzlich mit der Übernahme des EU-Zusatzstoffrechts und dessen Systematik einverstanden. Der Vorschlag sollte jedoch auf Einheitlichkeit überprüft werden. So fällt der Anhang 7 z.B. völlig aus der Systematik, hier sollten die Produktkategorien aus der Anwendungsliste und auch die entsprechenden Ziffern übernommen werden. Ausserdem regen wir an, zur Beibehaltung der schweizerischen Begriffe, wie im Beispiel GMP, auch andere schweizerische Begriffe beizubehalten, wie z.B. "Sauce" statt "Sosse" und "Rahm" statt "Sahne", dies erleichtert nicht zuletzt auch die Suche nach schweizerischen Schlagwörtern in diesem langen Verordnungsdokument. Generell wurde festgestellt, dass es – im Vergleich mit der EU-Verordnung 1333/2008 –, teilweise auch innerhalb der ZuV, unterschiedliche Schreibweisen gibt. Es sollte auf eine einheitliche Schreibweise geachtet werden. Beispiele: Betenrot (ZuV) / Beetenrot (EU) Carotine / Carotin (innerhalb der ZuV) P-Hydroxybenzoate werden gemäss ZuV ausgeschrieben / in der EU darf die Abkürzung verwendet werden (PHB) tert.-Butylhydrochinon (ZuV) / Tertiär-Butylhydrochinon (EU) Zuckerkulöre (ZuV) / Zuckerkulör (EU) Einige Zusatzstoffe sind in der revidierten ZuV nicht mehr enthalten. In den Erläuterungen wird zum Anhang 1 aufgelistet, welche Zusatzstoffe nicht mehr zugelassen sind respektive nicht mehr als Zusatzstoff klassiert sind. Diese Aussage ist nicht eindeutig. Es sollte präzisiert werden, ob ein Zusatzstoff nicht mehr erlaubt ist oder neu einfach nicht mehr als Zusatzstoff klassiert ist, aber trotzdem noch eingesetzt werden darf. Beispiel: Die Aminosäure Leucin ist in der revidierten ZuV nicht mehr aufgeführt, wird jedoch auch in den Erläuterun-

		gen zum Anhang 1 nicht erwähnt.
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	Generelle Bemerkungen	Les modifications sont conséquentes. Il serait souhaitable de disposer, comme l'Europe, d'une base de données https://webgate.ec.europa.eu/sanco_foods/main/?sector=FAD&auth=SANCAS La question des enzymes devrait être mieux réglée. A ce sujet, les dispositions européennes sont plus claires (1332/2008 et 1333/2008). Contrairement à l'Europe, les arômes sont considérés en Suisse comme additifs. Dans la révision proposée, nous constatons que cette situation engendre des erreurs. Nous renvoyons également aux remarques faites par l'ACCS/VKCS.
Denner AG	Generelle Bemerkungen	Wir sind grundsätzlich mit der Übernahme des EU-Zusatzstoffrechts und dessen Systematik einverstanden. Der Vorschlag sollte jedoch auf Einheitlichkeit überprüft werden. Einige Zusatzstoffe sind in der revidierten ZuV nicht mehr enthalten. In den Erläuterungen wird zum Anhang 1 aufgelistet, welche Zusatzstoffe nicht mehr zugelassen sind respektive nicht mehr als Zusatzstoff klassiert sind. Diese Aussage ist nicht eindeutig. Es sollte präzisiert werden, ob ein Zusatzstoff nicht mehr erlaubt ist oder neu einfach nicht mehr als Zusatzstoff klassiert ist, aber trotzdem noch eingesetzt werden darf. Beispiel: Die Aminosäure Leucin ist in der revidierten ZuV nicht mehr aufgeführt, wird jedoch auch in den Erläuterungen zum Anhang 1 nicht erwähnt. Denner AG begrüsst die Regelung, dass das BAG selbständig die Anhänge der Zusatzstoffverordnung dem Stand von Wissenschaft und Technik sowie dem Recht der wichtigsten Handelspartner anpassen kann ausdrücklich. Hinsichtlich Korrekturen in Bezug auf das EU-Zusatzstoffrecht beziehen wir uns auf die fial-Stellungnahme und verzichten auf nochmalige Erwähnung.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Generelle Bemerkungen	La position des enzymes est peu claire dans ce projet d"ordonnance. Elle demande à être précisée. L"adaptation au droit européen est certes logique. Dans le cadre de cette harmonisation, nous demandons de reprendre également l"obligation de la mention avec le nom ou le numéro E des colorants E110, E104, E122, E129, E102, E124 : « peut avoir des effets indésirables sur l"activité et l"attention chez les enfants ». Enumérer dans une liste les denrées alimentaires dans lesquelles les arômes ne sont pas autorisés améliore leur visibilité, ce qui est positif. Il est par contre regrettable que l"ajout d"arômes soit dorénavant autorisé dans plusieurs groupes dans lesquels cet usage était interdit jusqu"à présent. Il s"agit d"aliments comme le yogourt et le kéfir nature, le beurre déshydraté, le cidre et le vin de fruits ou l"ajout d"arôme de malt dans la bière. Chaque fois l"ajout

		d"arôme sert à cacher la nature réelle du produit. L"uniformisation du goût est particulièrement redoutable pour les préparations pour nourrissons et les aliments pour enfants en bas âge. Maintenant on pourra également y ajouter des arômes autres que l"arôme de vanille. Pourtant des études ont montré l"influence de l"arôme de vanille des aliments pour bébés sur les préférences alimentaires des grands. L"usage des arômes doit donc être strictement limité.
Schweizer Fleisch-Fachverband SFF	Generelle Bemerkungen	Bei der Totalrevision der Zusatzstoffverordnung (ZuV) wurde nach unserer Beurteilung zu viel Gewicht auf die Anpassungen an die EU gelegt. Die Konsequenz davon ist, dass nun, insbesondere im Teil Fleisch, mehr Unsicherheiten denn Klarheiten bestehen. Die ZuV ist in der vorliegenden Form in der Praxis nicht umsetzbar und folglich zurückzuweisen; sie bedarf zwingend einer nochmaligen Überarbeitung unter Berücksichtigung der schweizerischen Produkte.
Verband Schweiz. Mineralquellen und Soft Drink-Produzenten (SMS)	Generelle Bemerkungen	Wieso wird das Thema Enzyme nicht aufgebracht? Analog EC 1332/2008. Übernahme Food Improvement Agents Package ist bereits voll am Laufen (1331-1334/2008).
Schweizer Brauerei-Verband	Generelle Bemerkungen	Wieso wird das Thema Enzyme nicht aufgebracht? Analog EC 1332/2008. Übernahme Food Improvement Agents Package ist bereits voll am Laufen (1331-1334/2008).
AGORA Association des Groupements et Organisations Romands de l'Agriculture	Generelle Bemerkungen	Comme pour l'ordonnance sur les denrées alimentaires et les objets usuels, il faut renoncer au renvoi au droit européen.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Generelle Bemerkungen	Elektronische Datenbank Zu begrüssen wäre auch die Bereitstellung einer elektronischen Datenbank wie in der EU (siehe unter https://webgate.ec.europa.eu/sanco_foods/main/?sector=FAD&auth=SANCAS). Enzyme Die Stellung der Enzyme in dieser Verordnung ist unklar. Dies gilt im Besonderen für die Angaben in Art. 1 und 5 (siehe Kommentare unter diesen Artikeln). Zum besseren Verständnis ist auf die rechtliche Einstufung der Enzyme besser einzugehen. In der EU ist die Situation bedeutend klarer u.a. aufgrund der EU-Verordnung Nr. 1332/2008 (Verordnung über Lebensmittelenzyme) und der EU-Verordnung Nr. 1333/2008 (Verordnung über Lebensmittelzusatzstoffe). Enzyme Die Stellung der Enzyme in dieser Verordnung ist unklar. Dies gilt im Besonderen für die Angaben in Art. 1 und 5 (siehe Kommentare unter diesen Artikeln). Zum besseren Verständnis ist auf die rechtliche Einstufung der Enzyme besser

		einzugehen. In der EU ist die Situation bedeutend klarer u.a. aufgrund der EU-Verordnung Nr. 1332/2008 (Verordnung über Lebensmittelenzyme) und der EU-Verordnung Nr. 1333/2008 (Verordnung über Lebensmittelzusatzstoffe).
Laumann & Co	neuer Artikel	Im Entwurf fehlt Fruchtsirup und Sirup als solches. Wir als Sirup Hersteller sind sehr darauf angewiesen, vorallem wegen der Änderung bei den Azofarbstoffen E104, E110 und E124.
Geschäftsstelle IG DHS	übrige	Im Vergleich zur EU-Verordnung 1333/2008/EG wurden verschiedene Abweichungen festgestellt: - Gruppe III Farbstoffe mit kombinierter Höchstmenge: Die Stoffe E 104 Chinolingelb, E 110 Gelborange S und E 124 Cochenillerot A sind im Gegensatz zum EU-Recht nicht in der Gruppe III enthalten und werden folglich in der Anwendungsliste einzeln ausgewiesen. - Untergruppe mit den Zusatzstoffen E 551 bis E 559: Diese ist im EU-Recht aufgeführt, fehlt jedoch in der ZuV. - E 964 Polyglycitolsirup: Dieser in der EU neu zugelassene Zusatzstoff wurde noch nicht aufgenommen. - Untergruppe E400 bis E 403 Alginsäure/Alginate: Diese gibt es im EU-Recht nicht.
Migros-Genossenschafts-Bund	übrige	Im Vergleich zur EU-Verordnung 1333/2008/EG wurden verschiedene Abweichungen festgestellt: - Gruppe III Farbstoffe mit kombinierter Höchstmenge: Die Stoffe E 104 Chinolingelb, E 110 Gelborange S und E 124 Cochenillerot A sind im Gegensatz zum EU-Recht nicht in der Gruppe III enthalten und werden folglich in der Anwendungsliste einzeln ausgewiesen. Untergruppe mit den Zusatzstoffen E 551 bis E 559: Diese ist im EU-Recht aufgeführt, fehlt jedoch in der ZuV. E 964 Polyglycitolsirup: Dieser in der EU neu zugelassene Zusatzstoff wurde noch nicht aufgenommen. Untergruppe E400 bis E 403 Alginsäure/Alginate: Diese gibt es im EU-Recht nicht.
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	übrige	Im Vergleich zur EU-Verordnung 1333/2008/EG wurden verschiedene Abweichungen festgestellt: - Gruppe III Farbstoffe mit kombinierter Höchstmenge: Die Stoffe E 104 Chinolingelb, E 110 Gelborange S und E 124 Cochenillerot A sind im Gegensatz zum EU-Recht nicht in der Gruppe III enthalten und werden folglich in der Anwendungsliste einzeln ausgewiesen. - Untergruppe mit den Zusatzstoffen E 551 bis E 559: Diese ist im EU-Recht aufgeführt, fehlt jedoch in der ZuV. - E 964 Polyglycitolsirup: Dieser in der EU neu zugelassene Zusatzstoff wurde noch nicht aufgenommen. - Untergruppe E400 bis E 403 Alginsäure/Alginate:

Diese gibt es im EU-Recht nicht.

4.6 Révision partielle de l'ordonnance sur les sucres, les denrées alimentaires sucrées et les produits à base de cacao (RS 817.022.101)

Organisation	Article	Commentaire	Modifications proposées
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	Anh 5	Keine Änderung vornehmen, da Redundanz die Lesbarkeit verbessert (siehe Ausführungen unter allgemeinen Bemerkungen).	Revisionsvorschlag nicht übernehmen. Aktuelle Fassung beibehalten.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Anh 5	Keine Änderung vornehmen, da Redundanz die Lesbarkeit verbessert (siehe Ausführungen unter allgemeinen Bemerkungen).	Revisionsvorschlag nicht übernehmen. Aktuelle Fassung beibehalten.
Standeskanzlei des Kantons Uri	Anh 5	Keine Änderung vornehmen, da Redundanz die Lesbarkeit verbessert (siehe Ausführungen unter allgemeinen Bemerkungen).	Revisionsvorschlag nicht übernehmen. Aktuelle Fassung beibehalten.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Anh 5	Keine Änderung vornehmen, da Redundanz die Lesbarkeit verbessert (siehe Ausführungen unter allgemeinen Bemerkungen).	Revisionsvorschlag nicht übernehmen. Aktuelle Fassung beibehalten.
Schweiz. Bauernverband (SBV)	Anh 5	Der gültige Artikel ist unverändert beizubehalten.	
Staatskanzlei des Kantons Zürich	Anh 5	In der europäischen Richtlinie 2000/36/EG (siehe Anhang I, Ziffer 4 Bst a-c) sind die Anforderungen an die von Milchschokolade abgeleiteten Produkte (Milchschokoladenstreusel, Milchschokoladenkuvertüre, Gianduja-Haselnussmilchschokolade, Sahneschokolade, Magermilchschokolade) in Abweichung zu den Anforderungen gemäss Ziffer 4 Bst. a des "Grundproduktes" (Milchschokolade) definiert bzw. zu interpretieren. Sahneschokolade muss daher die Anforderungen an Milchschokolade (=Basisprodukt) erfüllen, in Abweichung hierzu aber einen Mindestgehalt an Milchfett von 5.5% aufweisen. Entsprechend gehen wir davon aus, dass Milchschokoladenstreusel auch weiterhin einen Milchfettgehalt von mind. 3.5% und einen Gehalt an entölter Kakaotrockenmasse von 2.5% aufweisen muss. Dieser Umstand muss aber klar formuliert sein. Im Übrigen sind die Anforderungen an Schokolade in der Verordnung über Zuckerarten, süsse Lebensmittel und Kakaoerzeugnisse Zuckerwaren schwer verständlich, weshalb wir eine gesamthafte Revision dieser Artikel fordern.	Anhang 5 Ziffer 9 lit. c und d seien in der jetzigen Form in der Verordnung zu belassen. Eventualiter: Ergänzung von Anhang 5 Ziffer 9 Titel: „9. Milchschokoladestreusel, Milchschokoladeflocken (in Abweichung zu Ziffer 3 vorstehend)“

Schweizerischer Bäcker- Konditorenmeister-Verband	Anh 5	Diese Anpassung wird eine negative Auswirkung auf die sensorische Qualität der Milchstreusel zur Folge haben, welche wir als Schritt in die falsche Richtung sehen.	auf Anpassung verzichten
Staatskanzlei des Kantons Bern	Anh 5	Keine Änderung vornehmen, da Redundanz die Lesbarkeit verbessert (siehe allgemeine Bemerkungen)	
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Anh 5	Keine Änderung vornehmen, da Redundanz die Lesbarkeit verbessert (siehe Ausführungen unter allgemeinen Bemerkungen).	Revisionsvorschlag nicht übernehmen. Aktuelle Fassung beibehalten.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Anh 5	Keine Änderung vornehmen, da Redundanz die Lesbarkeit verbessert (siehe Ausführungen unter allgemeinen Bemerkungen).	Revisionsvorschlag nicht übernehmen. Aktuelle Fassung beibehalten.
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Anh 5	Exigences s'appliquant au chocolat Chocolat au lait granulé (chocolat au lait vermicelle), chocolat au lait en flocons, chocolat au lait vermicelle : c. Matière sèche dégraissée de cacao – min. 22,5 % masse d. Matière grasse lactique - min. 3,5 % masse Ne pas supprimer ces deux mentions qui ne sont pas contraires à la définition du chocolat au lait dans la directive européenne 2000/36 et ne constituent donc pas une entrave au commerce. Les mentionner encore une fois ici en plus de la définition du chocolat au lait améliore la lisibilité de l"ordonnance. Cette lisibilité est importante pour les associations de consommateurs.	Maintenir les deux mentions
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Anh 5	Exigences s'appliquant au chocolat Chocolat au lait granulé (chocolat au lait vermicelle), chocolat au lait en flocons, chocolat au lait vermicelle : c. Matière sèche dégraissée de cacao – min. 22,5 % masse d. Matière grasse lactique - min. 3,5 % masse Ne pas supprimer ces deux mentions qui ne sont pas contraires à la définition du chocolat au lait dans la directive européenne 2000/36 et ne constituent donc pas une entrave au commerce. Les mentionner encore une fois ici en plus de la définition du chocolat au lait améliore la lisibilité de l"ordonnance. Cette lisibilité est importante pour les associations de consommateurs.	Maintenir les deux mentions

Fédération Romande des Consommateurs FRC	Anh 5	Exigences s'appliquant au chocolat Chocolat au lait granulé (chocolat au lait vermicelle), chocolat au lait en flocons, chocolat au lait vermicelle : c. Matière sèche dégraissée de cacao – min. 22,5 % masse d. Matière grasse lactique - min. 3,5 % masse Ne pas supprimer ces deux mentions qui ne sont pas contraires à la définition du chocolat au lait dans la directive européenne 2000/36 et ne constituent donc pas une entrave au commerce. Les mentionner encore une fois ici en plus de la définition du chocolat au lait améliore la lisibilité de l"ordonnance. Cette lisibilité est importante pour les associations de consommateurs.	Maintenir les deux mentions
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Anh 5	Exigences s'appliquant au chocolat Chocolat au lait granulé (chocolat au lait vermicelle), chocolat au lait en flocons, chocolat au lait vermicelle : c. Matière sèche dégraissée de cacao – min. 22,5 % masse d. Matière grasse lactique - min. 3,5 % masse Ne pas supprimer ces deux mentions qui ne sont pas contraires à la définition du chocolat au lait dans la directive européenne 2000/36 et ne constituent donc pas une entrave au commerce. Les mentionner encore une fois ici en plus de la définition du chocolat au lait améliore la lisibilité de l"ordonnance. Cette lisibilité est importante pour les associations de consommateurs.	Maintenir les deux mentions
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	Anh 5	Pas de changement à effectuer, puisque la redondance améliore la lisibilité (voir « Remarques générales ») ci-dessus	Ne pas reprendre la proposition de révision, maintenir la version actuelle.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Anh 5	Exigences s'appliquant au chocolat Chocolat au lait granulé (chocolat au lait vermicelle), chocolat au lait en flocons, chocolat au lait vermicelle : c. Matière sèche dégraissée de cacao – min. 22,5 % masse d. Matière grasse lactique - min. 3,5 % masse Ne pas supprimer ces deux mentions qui ne sont pas contraires à la définition du chocolat au lait dans la directive européenne 2000/36 et ne constituent donc pas une entrave au commerce. Les mentionner encore une fois ici en plus de la définition du chocolat au lait améliore la lisibilité de l"ordonnance. Cette lisibilité est importante pour les associations de consommateurs.	Maintenir les deux mentions
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Anh 5	Exigences s'appliquant au chocolat Chocolat au lait granulé (chocolat au lait vermicelle), chocolat au lait en flocons, chocolat au lait vermicelle : c. Matière sèche dégraissée de cacao – min. 22,5 % masse	Maintenir les deux mentions

		d. Matière grasse lactique - min. 3,5 % masse Ne pas supprimer ces deux mentions qui ne sont pas contraires à la définition du chocolat au lait dans la directive européenne 2000/36 et ne constituent donc pas une entrave au commerce. Les mentionner encore une fois ici en plus de la définition du chocolat au lait améliore la lisibilité de l"ordonnance. Cette lisibilité est importante pour les associations de consommateurs.	
AGORA Association des Groupements et Organisations Romands de l'Agriculture	Anh 5		Maintenir cet article inchangé.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Anh 5	Keine Änderung vornehmen, da Redundanz die Lesbarkeit verbessert (siehe Ausführungen unter allgemeinen Bemerkungen).	Revisionsvorschlag nicht übernehmen. Aktuelle Fassung beibehalten.
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	Generelle Bemerkungen	Die vorgeschlagene Streichung der Mindestanforderungen (Streichung von Anhang 5 Ziffer 9 Bst. c-d) ist im Sinne einer EU-Harmonisierung nicht zwingend erforderlich. Es handelt sich um eine redundante Information, die belassen, aber auch gestrichen werden kann! Erläuterung: Nach unserer Beurteilung sind in der europäischen Richtlinie 2000/36/EG (siehe Anhang I, Ziffer 4 Bst a-c) die Anforderungen an die von Milchschokolade abgeleiteten Produkte (Milchschokoladenstreusel, Milchschokoladenkuvertüre, Gianduja-Haselnussmilchschokolade, Sahne-schokolade, Magermilchschokolade) in Abweichung zu den Anforderungen gemäss Ziffer 4 Bst. a des "Grundproduktes" (Milchschokolade) definiert bzw. zu interpretieren. Sahneschokolade muss daher die Anforderungen an Milchschokolade (= Basisprodukt) erfüllen, in Abweichung hierzu aber einen Mindestgehalt an Milchfett von 5,5% aufweisen. Entsprechend gehen wir davon aus, dass auch Milchschokoladenstreusel einen Milchfettgehalt von mindestens 2,5% und einen Gehalt an entölter Kakaotrockenmasse von 2,5% aufweisen muss und die Verordnung über Zuckerarten, süsse Lebensmittel und Kakaoerzeugnisse in der aktuellen Form daher der EU-Gesetzgebung nicht widerspricht. Vorschlag: Die Anforderungen an Schokolade in der Verordnung über Zuckerarten, süsse Lebensmittel und Kakaoerzeugnisse sind gesamthaft derart zu überarbeiten, dass deren "Lesbarkeit" verbessert wird. Die aktuelle Form ist nur mit Mühe zu verstehen.	
Landeskanzlei des Kantons Basel-	Generelle	Die vorgeschlagene Streichung der Mindestanforderungen (Streichung von Anhang 5 Ziffer 9 Bst. C-d) ist im Sinne einer EU-Harmonisierung	

Landschaft	Bemerkungen	nicht zwingend erforderlich. Es handelt sich um eine redundante Information, die belassen, aber auch gestrichen werden kann! Erläuterung: Nach unserer Beurteilung sind in der europäischen Richtlinie 2000/36/EG (siehe Anhang I, Ziffer 4 Bst a-c) die Anforderungen an die von Milchschokolade abgeleiteten Produkte (Milchschokoladenstreusel, Milchschokoladenkuvertüre, Gianduja-Haselnussmilchschokolade, Sahne-schokolade, Magermilchschokolade) in Abweichung zu den Anforderungen gemäss Ziffer 4 Bst. A des "Grundproduktes" (Milchschokolade) definiert bzw. zu interpretieren. Sahneschokolade muss daher die Anforderungen an Milchschokolade (= Basisprodukt) erfüllen, in Abweichung hierzu aber einen Mindestgehalt an Milchfett von 5,5% aufweisen. Entsprechend gehen wir davon aus, dass auch Milchschokoladenstreusel einen Milchfettgehalt von mindestens 2,5% und einen Gehalt an entölter Kakaotrockenmasse von 2,5% aufweisen muss und die Verordnung über Zuckerarten, süsse Lebensmittel und Kakaoerzeugnisse in der aktuellen Form daher der EU-Gesetzgebung nicht widerspricht. Vorschlag: Die Anforderungen an Schokolade in der Verordnung über Zuckerarten, süsse Lebensmittel und Kakaoerzeugnisse sind gesamthaft derart zu überarbeiten, dass deren "Lesbarkeit" verbessert wird. Die aktuelle Form ist nur mit Mühe zu verstehen.
Staatskanzlei des Kantons Basel-Stadt	Generelle Bemerkungen	Keine Bemerkungen
Chancellerie d'Etat du Canton de Vaud	Generelle Bemerkungen	Pas de remarque
Standeskanzlei des Kantons Uri	Generelle Bemerkungen	Die vorgeschlagene Streichung der Mindestanforderungen (Streichung von Anhang 5 Ziffer 9 Bst. c-d) ist im Sinne einer EU-Harmonisierung nicht zwingend erforderlich. Es handelt sich um eine redundante Information, die belassen, aber auch gestrichen werden kann! Erläuterung: Nach unserer Beurteilung sind in der europäischen Richtlinie 2000/36/EG (siehe Anhang I, Ziffer 4 Bst a-c) die Anforderungen an die von Milchschokolade abgeleiteten Produkte (Milchschokoladenstreusel, Milchschokoladenkuvertüre, Gianduja-Haselnussmilchschokolade, Sahne-schokolade, Magermilchschokolade) in Abweichung zu den Anforderungen gemäss Ziffer 4 Bst. a des "Grundproduktes" (Milchschokolade) definiert bzw. zu interpretieren. Sahneschokolade muss daher die Anforderungen an Milchschokolade (= Basisprodukt) erfüllen, in Abweichung hierzu aber einen Mindestgehalt an Milchfett von 5,5% aufweisen. Entsprechend gehen wir davon

		aus, dass auch Milchschokoladenstreusel einen Milchfettgehalt von mindestens 2,5% und einen Gehalt an entölter Kakaotrockenmasse von 2,5% aufweisen muss und die Verordnung über Zuckerarten, süsse Lebensmittel und Kakaoerzeugnisse in der aktuellen Form daher der EU-Gesetzgebung nicht widerspricht. Vorschlag: Die Anforderungen an Schokolade in der Verordnung über Zuckerarten, süsse Lebensmittel und Kakaoerzeugnisse sind gesamthaft derart zu überarbeiten, dass deren "Lesbarkeit" verbessert wird. Die aktuelle Form ist nur mit Mühe zu verstehen.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Generelle Bemerkungen	Die vorgeschlagene Streichung der Mindestanforderungen (Streichung von Anhang 5 Ziffer 9 Bst. c-d) ist im Sinne einer EU-Harmonisierung nicht zwingend erforderlich. Es handelt sich um eine redundante Information, die belassen, aber auch gestrichen werden kann! Erläuterung: Nach unserer Beurteilung sind in der europäischen Richtlinie 2000/36/EG (siehe Anhang I, Ziffer 4 Bst a-c) die Anforderungen an die von Milchschokolade abgeleiteten Produkte (Milchschokoladenstreusel, Milchschokoladenkuvertüre, Gianduja-Haselnussmilchschokolade, Sahne-schokolade, Magermilchschokolade) in Abweichung zu den Anforderungen gemäss Ziffer 4 Bst. a des "Grundproduktes" (Milchschokolade) definiert bzw. zu interpretieren. Sahneschokolade muss daher die Anforderungen an Milchschokolade (= Basisprodukt) erfüllen, in Abweichung hierzu aber einen Mindestgehalt an Milchfett von 5,5% aufweisen. Entsprechend gehen wir davon aus, dass auch Milchschokoladenstreusel einen Milchfettgehalt von mindestens 2,5% und einen Gehalt an entölter Kakaotrockenmasse von 2,5% aufweisen muss und die Verordnung über Zuckerarten, süsse Lebensmittel und Kakaoerzeugnisse in der aktuellen Form daher der EU-Gesetzgebung nicht widerspricht. Vorschlag: Die Anforderungen an Schokolade in der Verordnung über Zuckerarten, süsse Lebensmittel und Kakaoerzeugnisse sind gesamthaft derart zu überarbeiten, dass deren "Lesbarkeit" verbessert wird. Die aktuelle Form ist nur mit Mühe zu verstehen.
Schweiz. Bauernverband (SBV)	Generelle Bemerkungen	Die vorliegende Änderung der Verordnung über Zuckerarten, süsse Lebensmittel und Kakaoerzeugnisse wird abgelehnt. Bevor die Eidg. Räte das LMG nicht geändert haben, sind Anpassungen in den Definitionen oder Umschreibungen von Lebensmitteln resp. bezüglich den Mindestanforderungen an wertgebende Zutaten oder Inhaltstoffe zu unterlassen.
Staatskanzlei des	Generelle	Die vorgeschlagene Streichung der Mindestanforderungen (Streichung

Kantons Bern	Bemerkungen	von Anhang 5 Ziff. 9 Bst. c-d) ist im Sinne einer EU-Harmonisierung ist nicht zwingend erforderlich. Es handelt sich um eine redundante Information, die belassen aber auch gestrichen werden kann. Nach unserer Beurteilung sind in der europäischen Richtlinie 2000/36/EG (siehe Anhang I, Ziffer 4 Bst a-c) die Anforderungen an die von Milchschokolade abgeleiteten Produkte (Milchschokoladenstreusel, Milchschokoladenkuvertüre, Gianduja-Haselnussmilchschokolade, Sahneschokolade, Magermilchschokolade) in Abweichung zu den Anforderungen gemäss Ziffer 4 Bst. a des "Grundproduktes" (Milchschokolade) definiert bzw. zu interpretieren. Sahneschokolade muss daher die Anforderungen an Milchschokolade (=Basisprodukt) erfüllen, in Abweichung hierzu aber einen Mindestgehalt an Milchfett von 5.5% aufweisen. Entsprechend gehen wir davon aus, dass auch Milchschokoladenstreusel einen Milchfettgehalt von mind. 2.5% und einen Gehalt an entölter Kakaotrockenmasse von 2.5% aufweisen muss und die VO Zuckerarten in der aktuellen Form daher der EU-Gesetzgebung nicht widerspricht. Forderung: Die Anforderungen an Schokolade in der VO Zuckerwaren sind gesamthaft derart zu überarbeiten, dass deren "Lesbarkeit" verbessert wird. Die aktuelle Form ist nur mit Mühe zu verstehen.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Generelle Bemerkungen	Die vorgeschlagene Streichung der Mindestanforderungen (Streichung von Anhang 5 Ziffer 9 Bst. c-d) ist im Sinne einer EU-Harmonisierung nicht zwingend erforderlich. Es handelt sich um eine redundante Information, die belassen, aber auch gestrichen werden kann! Erläuterung: Nach unserer Beurteilung sind in der europäischen Richtlinie 2000/36/EG (siehe Anhang I, Ziffer 4 Bst a-c) die Anforderungen an die von Milchschokolade abgeleiteten Produkte (Milchschokoladenstreusel, Milchschokoladenkuvertüre, Gianduja-Haselnussmilchschokolade, Sahne-schokolade, Magermilchschokolade) in Abweichung zu den Anforderungen gemäss Ziffer 4 Bst. a des "Grundproduktes" (Milchschokolade) definiert bzw. zu interpretieren. Sahneschokolade muss daher die Anforderungen an Milchschokolade (= Basisprodukt) erfüllen, in Abweichung hierzu aber einen Mindestgehalt an Milchfett von 5,5% aufweisen. Entsprechend gehen wir davon aus, dass auch Milchschokoladenstreusel einen Milchfettgehalt von mindestens 2,5% und einen Gehalt an entölter Kakaotrockenmasse von 2,5% aufweisen muss und die Verordnung über Zuckerarten, süsse Lebensmittel und Kakaoerzeugnisse in der aktuellen Form daher der EU-Gesetzgebung nicht widerspricht. Vorschlag: Die Anforderungen an Schokolade in der Verordnung über Zuckerarten, süsse Lebensmittel und Kakaoerzeugnisse sind gesamthaft derart zu überarbeiten, dass deren "Lesbarkeit" verbessert wird. Die aktuelle

		Form ist nur mit Mühe zu verstehen.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Generelle Bemerkungen	Die vorgeschlagene Streichung der Mindestanforderungen (Streichung von Anhang 5 Ziffer 9 Bst. c-d) ist im Sinne einer EU-Harmonisierung nicht zwingend erforderlich. Es handelt sich um eine redundante Information, die belassen, aber auch gestrichen werden kann! Erläuterung: Nach unserer Beurteilung sind in der europäischen Richtlinie 2000/36/EG (siehe Anhang I, Ziffer 4 Bst a-c) die Anforderungen an die von Milchschokolade abgeleiteten Produkte (Milchschokoladenstreusel, Milchschokoladenkuvertüre, Gianduja-Haselnussmilchschokolade, Sahne-schokolade, Magermilchschokolade) in Abweichung zu den Anforderungen gemäss Ziffer 4 Bst. a des "Grundproduktes" (Milchschokolade) definiert bzw. zu interpretieren. Sahneschokolade muss daher die Anforderungen an Milchschokolade (= Basisprodukt) erfüllen, in Abweichung hierzu aber einen Mindestgehalt an Milchfett von 5,5% aufweisen. Entsprechend gehen wir davon aus, dass auch Milchschokoladenstreusel einen Milchfettgehalt von mindestens 2,5% und einen Gehalt an entölter Kakaotrockenmasse von 2,5% aufweisen muss und die Verordnung über Zuckerarten, süsse Lebensmittel und Kakaoerzeugnisse in der aktuellen Form daher der EU-Gesetzgebung nicht widerspricht.
Swiss Granum	Generelle Bemerkungen	Wir verweisen auf die Stellungnahme unserer Mitgliederorganisation Schweizerischer Bäcker-Confiseurmeister-Verband.
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	Generelle Bemerkungen	La proposition de supprimer les exigences minimales (suppression de l'annexe 5 chiffre 9 let. c-d) n'est pas absolument obligatoire dans le sens d'une harmonisation UE. Il s’agit d’une information redondante qui peut être aussi conservée que supprimée. Proposition : Les exigences relatives aux chocolats formulées dans le projet d’ordonnance sur les sucres, les denrées alimentaires sucrées et les produits à base de cacao, doivent être révisées dans leur ensemble de telle façon que leur « lisibilité »soit améliorée. La forme actuelle est difficile à comprendre. Nous renvoyons également aux remarques faites par l’ACCS/VKCS.
AGORA Association des Groupements et Organisations Romands de l'Agriculture	Generelle Bemerkungen	Nous avons là un exemple d'anticipation des décisions à venir concernant la loi sur les denrées alimentaires.

Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Generelle Bemerkungen	Die vorgeschlagene Streichung der Mindestanforderungen (Streichung von Anhang 5 Ziffer 9 Bst. c-d) ist im Sinne einer EU-Harmonisierung nicht zwingend erforderlich. Es handelt sich um eine redundante Information, die belassen, aber auch gestrichen werden kann! Erläuterung: Nach unserer Beurteilung sind in der europäischen Richtlinie 2000/36/EG (siehe Anhang I, Ziffer 4 Bst a-c) die Anforderungen an die von Milchschokolade abgeleiteten Produkte (Milchschokoladenstreusel, Milchschokoladenkuvertüre, Gianduja-Haselnussmilchschokolade, Sahne-schokolade, Magermilchschokolade) in Abweichung zu den Anforderungen gemäss Ziffer 4 Bst. a des "Grundproduktes" (Milchschokolade) definiert bzw. zu interpretieren. Sahneschokolade muss daher die Anforderungen an Milchschokolade (= Basisprodukt) erfüllen, in Abweichung hierzu aber einen Mindestgehalt an Milchfett von 5,5% aufweisen. Entsprechend gehen wir davon aus, dass auch Milchschokoladenstreusel einen Milchfettgehalt von mindestens 2,5% und einen Gehalt an entölter Kakaotrockenmasse von 2,5% aufweisen muss und die Verordnung über Zuckerarten, süsse Lebensmittel und Kakaoerzeugnisse in der aktuellen Form daher der EU-Gesetzgebung nicht widerspricht. Vorschlag: Die Anforderungen an Schokolade in der Verordnung über Zuckerarten, süsse Lebensmittel und Kakaoerzeugnisse sind gesamthaft derart zu überarbeiten, dass deren "Lesbarkeit" verbessert wird. Die aktuelle Form ist nur mit Mühe zu verstehen.	
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	neuer Artikel	Anhang 1 bildet nicht Gegenstand des Entwurfs. Wir schlagen jedoch vor, im Rahmen der laufenden Revision neu Galactose in Anhang 1 aufzunehmen. Galactose kommt üblicherweise in gebundener Form vor, z.B. als Teil der Lactose (Galactose + Glucose). Galactose eignet sich jedoch in reiner Form als gut verträgliche Energiequelle u.a. im Bereich der Sportlernahrungen (vgl. z.B. die Untersuchung von John P. O'Hara et al. "Preexercise Galactose and Glucose Ingestion on Fuel Use during Exercise" in Medicine & Science in Sports & Exercise, 2012, S. 1958 ff.; auf Anfrage verfügbar). Gemäss Art. 2 der VO über Zuckerarten gelten (nur) die in Anhang 1 definierten Mono- und Disaccharide als Zuckerarten, was wohl als abschliessende Aufzählung zu verstehen ist. Es ist jedoch kaum begründet, das Monosaccharid Galactose auszunehmen. Auf Wunsch können wir Spezifikationen diverser Lieferanten in der EU nachreichen.	Ergänzung von Anhang 1: Ziff. X: Galactose Galactose ist ein natürlicherweise vorkommendes Monosaccharid aus der Gruppe der Hexosen, welches den folgenden Anforderungen entspricht: a) Gehalt an Galactose mind. 98 % b) Sulfatasche max. 0,1 % c) Verlust beim Trocknen (110 oC, 3 Std.) max. 0,3 %

Unilever Schweiz	übrige	Anhang 3: Die Anforderungen an Speiseeis bilden in einigen Punkten Handelshemmnisse, da sie nicht den technischen Anforderungen der EU Länder entsprechen. Dies ist in der Übersicht der nationalen Speiseeis Richtlinien vom European Ice Cream Association ersichtlich (siehe das unten integrierte Dokument). Wir beantragen eine Anpassung an die Empfehlung des Euroglaces Codes für die Anforderung vom Milchfettgehalt sowie fettfreie Milchtrockenmasse von Milcheis sowie die fettfreie Milchtrockenmasse von Glace.	Anh. 3 Ziff. 3.: a. Milchfettgehalt min. 3 2.5 Massenprozent b. fettfreie Milchtrockenmasse min. 8 6 Massenprozent Anh. 3 Ziff. 6. lit. b: Aufheben
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	übrige	Im geltenden Recht ist Schokolade (Art. 34) als "ein Lebensmittel aus Kakaokernen, Kakaomasse, Kakaopulver oder fettarmem Kakaopulver und Zuckerarten mit oder ohne Zugabe von Kakakobutter" definiert. Die erwähnten Zuckerarten sind in Art. 2 definiert: "Als Zuckerarten gelten die in Anhang I definierten Mono- und Disaccharide". In der EU ist Schokolade in Anhang I Bst. A Ziff. 3 Bst. a der Richtlinie 2000/36/EG als "Erzeugnis aus Kakaoerzeugnissen und Zuckerarten", definiert. Gleichzeitig gilt gemäss Anhang I Bst. D: "Zuckerarten im Sinne dieser Richtlinie sind nicht auf die Zuckerarten beschränkt, die in der Richtlinie 73/437/EWG des Rates vom 11. Dezember 1973 zur Angleichung der Rechtsvorschriften der Mitgliedstaaten für einige zur menschlichen Ernährung bestimmte Zuckerarten geregelt sind." Anhang I der Verordnung des EDI über Zuckerarten, süsse Lebensmittel und Kakaoerzeugnisse umfasst insgesamt 16 verschiedene Zuckerarten, die Richtlinie 2001/111/EG, welche die Richtlinie 73/437/EWG ersetzt hat, deren 11. Aufgrund der Tatsache, dass die für Schokolade zulässigen Zuckerarten nicht auf diejenigen in Richtlinie 2001/111/EG beschränkt sind, fasst die EU den Begriff Zuckerarten weiter als das geltende Schweizer Recht. Diese Abweichung zum EU-Recht führt unter anderem dazu, dass der Einsatz von Polyolen zur Herstellung von Schokolade "ohne Zuckerzusatz" in der Schweiz, im Gegensatz zur EU, nicht erlaubt ist. Für die Zulässigkeit weiterer Zuckerarten spricht ebenfalls, dass etwa Polyole gemäss Ziff. 05.1. "Kakao- und Schokoladeprodukte" der Anwendungsliste in Anhang 3 des Revisionsentwurfs der Zusatzstoffverordnung für "ohne Zuckerzusatz hergestellte Produkte" zulässig sind. Ausserdem sind Schokoladen mit Süssungsmitteln im Codex Alimentarius (CODEX STAN 87-1981) explizit vorgesehen. Aus diesen Gründen und um ein derzeit existierendes Handelhemmnis abzubauen, ist Art. 34 entsprechend dem EU-Recht anzupassen.	Schokolade ist ein Lebensmittel aus Kakaokernen, Kakaomasse, Kakaopulver oder fettarmem Kakaopulver und Zuckerarten gemäss Anhang 1 oder anderen Zuckerarten mit oder ohne Zugabe von Kakakobutter. Es muss die Anforderungen nach Anhang 5 erfüllen.

4.7 Révision partielle de l'ordonnance sur l'eau potable, l'eau de source et l'eau minérale (RS 817.022.102)

Organisation	Article	Commentaire	Modifications proposées
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	5.1	Es gibt zahlreiche kleinere Wasserversorgungen, die nur Haushalte beliefern. Die Formulierung "Haushalte und Firmen" könnte zur Annahme verleiten, die Informationspflicht hätte nur Gültigkeit für grössere Wasserversorgungen.	Klarer formulieren wie: "Wer über eine Wasserversorgungsanlage Trink-wasser an Haushalte oder Firmen abgibt, hat diese..."
Standeskanzlei des Kantons Graubünden	5.1	Die Einführung einer Absatzgliederung macht nur Sinn bei zwei oder mehr Absätzen. Der Begriff "Firma" ist ungeschickt, da im Lebensmittelrecht zumeist von "Lebensmittelbetrieben" gesprochen wird.	Absatzmarkierung streichen "Firmen" durch "Lebensmittelbetriebe" ersetzen
Standeskanzlei des Kantons Uri	5.1	Es gibt zahlreiche kleinere Wasserversorgungen, die nur Haushalte beliefern. Die Formulierung "Haushalte und Firmen" könnte zur Annahme verleiten, die Informationspflicht hätte nur Gültigkeit für grössere Wasserversorgungen.	Klarer formulieren wie: "Wer über eine Wasserversorgungsanlage Trink-wasser an Haushalte oder Firmen abgibt, hat diese..."
Staatskanzlei des Kantons Luzern	5.1	Es gibt zahlreiche kleinere Wasserversorgungen, die nur Haushalte beliefern. Die Formulierung "Haushalte und Firmen" könnte zur Annahme verleiten, die Informationspflicht hätte nur Gültigkeit für grössere Wasserversorgungen.	Klarer formulieren wie: "Wer über eine Wasserversorgungsanlage Trink-wasser an Haushalte oder Firmen abgibt, hat diese..."
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	5.1	Auch Wasserversorgungen, die ausschliesslich Haushalte beliefern, haben ihre Abnehmer über die Qualität des Trinkwassers zu informieren. Das "und" muss durch "oder" ersetzt werden.	Wer über eine Wasserversorgungsanlage Trinkwasser an Haushalte oder Firmen abgibt, hat diese …
Staatskanzlei des Kantons Bern	5.1	Es gibt zahlreiche kleinere Wasserversorgungen, die nur Haushalte beliefern. Die Formulierung "Haushalte und Firmen" könnte zur Annahme verleiten, die Informationspflicht hätte nur Gültigkeit für grössere Wasserversorgungen.	Klarer formulieren wie: "Wer über eine Wasserversorgungsanlage Trink-wasser an Haushalte oder Firmen abgibt, hat diese..."
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	5.1	Es gibt zahlreiche kleinere Wasserversorgungen, die nur Haushalte beliefern. Die Formulierung "Haushalte und Firmen" könnte zur Annahme verleiten, die Informationspflicht hätte nur Gültigkeit für grössere Wasserversorgungen.	Klarer formulieren wie: "Wer über eine Wasserversorgungsanlage Trink-wasser an Haushalte oder Firmen abgibt, hat diese..."
Chancellerie d'Etat du Canton du Valais	5.1	Il existe de nombreux petits services des eaux qui approvisionnent seulement des ménages. La formulation «Toute personne qui exploite des infrastructures d'eau potable destinées à remettre de l'eau potable aux ménages et aux entreprises est tenue… » pourrait induire en erreur et impliquer que le devoir d'information serait seulement	Plus clairement formulé : "Celui qui remet de l'eau potable à des ménages ou des entreprises, celui-ci est tenu…"

		valable pour les plus grands services des eaux.	
Staatskanzlei des Kantons Aargau	5.1	Es gibt zahlreiche kleinere Wasserversorgungen, die nur Haushalte beliefern. Die Formulierung "Haushalte und Firmen" könnte zur Annahme verleiten, die Informationspflicht hätte nur Gültigkeit für grössere Wasserversorgungen.	Klarer formulieren wie: "Wer über eine Wasserversorgungsanlage Trink-wasser an Haushalte oder Firmen abgibt, hat diese..."
GSLI Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren	5.1	Es gibt zahlreiche Wasserversorgungen, die nur Haushalte beliefern. Die Formulierung "Haushalte und Firmen" können zur Annahme verleihen, die Informationspflicht hätte nur Gültigkeit für entsprechend grössere Wasserversorgungen	Formulierung: "Wer über eine Wasserversorgungsanlage Trinkwasser an Haushalte oder Firmen abgibt, had diese …"
Staatskanzlei des Kantons Zug	5.1	Es gibt zahlreiche kleinere Wasserversorgungen, die nur Haushalte beliefern. Die Formulierung "Haushalte und Firmen" könnte zur Annahme verleiten, die Informationspflicht hätte nur Gültigkeit für grössere Wasserversorgungen.	Klarer formulieren wie: "Wer über eine Wasserversorgungsanlage Trink-wasser an Haushalte oder Firmen abgibt, hat diese..."
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	5.1	Il y a beaucoup de petits distributeurs d'eau, qui alimentent uniquement des ménages. La formulation « ménages et entreprises » pourrait laisser supposer que l'obligation d'informer n'est valable que pour les grands distributeurs d'eau.	Formulation plus claire, telle que : «Toute personne qui exploite des infrastructures d'eau potable destinées à remettre de l'eau potable aux ménages ou aux entreprises… »
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	5.1	Es gibt zahlreiche kleinere Wasserversorgungen, die nur Haushalte beliefern. Die Formulierung "Haushalte und Firmen" könnte zur Annahme verleiten, die Informationspflicht hätte nur Gültigkeit für grössere Wasserversorgungen.	Klarer formulieren wie: "Wer über eine Wasserversorgungsanlage Trink-wasser an Haushalte oder Firmen abgibt, hat diese..."
SVGW	6.1	Die Streichung des Ausdrucks „an Dritte“ ist nachvollziehbar und wird begrüsst. Allerdings ist die Definition einer Wasserversorgungsanlage sehr weit gefasst. Als Wasserversorgungsanlagen gelten gemäss Definition Anlagen kommunaler Versorger (verschiedener Grösse), private Versorgungsanlagen, Wasserversorgungsanlagen von Lebensmittelbetrieben wie auch Trinkwasserinstallationen in Gebäuden. Eine Unterteilung der verschiedenen Wasserversorgungsanlagen in Kategorien wäre wünschenswert, da sich die Anforderungen an die einzelnen Kategorien unterscheiden. Für die einzelnen Kategorien sollten die jeweils geltenden Anforderungen festgelegt werden.	
SVGW	6.1	Die Streichung des Ausdrucks „an Dritte“ ist nachvollziehbar und wird begrüsst. Allerdings ist die Definition einer Wasserversorgungsanlage sehr weit gefasst. Als Wasserversorgungsanlagen gelten gemäss Definition Anlagen kommunaler Versorger (verschiedener Grösse), private Versorgungsanlagen, Wasserversorgungsanlagen von Lebensmittelbetrieben wie auch Trinkwasserinstallationen in Gebäuden. Eine Unterteilung der verschiedenen Wasserversorgungsanlagen in	Einführung von unterschiedlichen Kategorien von Wasserversorgungsanlagen mit der Festlegung der entsprechenden Anforderungen.

		Kategorien wäre wünschenswert, da sich die Anforderungen an die einzelnen Kategorien unterscheiden. Für die einzelnen Kategorien sollten die jeweils geltenden Anforderungen festgelegt werden.	
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	6.3	Folgende Angaben sind unverständlich und stimmen nicht mit der Änderungsabsicht gemäss Erläuterungen überein: "Sie oder er führt in bestimmten Abständen eine Analyse des hygienischen Zustands der Wasserressourcen durch; vorbehalten bleiben die Anforderungen an die Grundwasserschutzzonen gemäss Bundesgesetz vom 24. Januar 1991 über den Schutz der Gewässer." Nachdem in den Erläuterungen explizit auf die erforderliche Risikoanalyse Bezug genommen wird, sollte dieser Begriff auch im Verordnungstext verwendet werden (alternativ wäre der ebenfalls lebensmittelrechtlich verankerte Begriff Gefahrenanalyse möglich). Eine Risikoanalyse geht über die Aufnahme des aktuellen hygienischen Zustandes der Wasserressource hinaus. Sie nimmt auch Gefahrenpunkte mit mittel- bis längerfristigem Grundwasserverunreinigungspotential auf, bewertet diese und legt Lenkungsmassnahmen fest.	Umfassender formulieren wie: "... Sie oder er führt in bestimmten Abständen eine Risikoanalyse durch. Die Schutzzonen der Grund- und Quellwasserfassungen werden dabei miteinbezogen." oder "... Sie oder er führt in bestimmten Abständen eine Gefahrenanalyse durch. Die Schutzzonen der Grund- und Quellwasserfassungen werden dabei miteinbezogen."
Standeskanzlei des Kantons Graubünden	6.3	Mit der Ergänzung wird ein Detail in unnötiger Weise herausgegriffen, das bereits mit Art. 23 LMG (Selbstkontrolle) abgedeckt ist und wesentlich mehr als nur die Analyse des hygienischen Zustands der Wasserressourcen beinhaltet.	Ergänzung streichen.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	6.3	Folgende Angaben sind unverständlich und stimmen nicht mit der Änderungsabsicht gemäss Erläuterungen überein: "Sie oder er führt in bestimmten Abständen eine Analyse des hygienischen Zustands der Wasserressourcen durch; vorbehalten bleiben die Anforderungen an die Grundwasserschutzzonen gemäss Bundesgesetz vom 24. Januar 1991 über den Schutz der Gewässer." Nachdem in den Erläuterungen explizit auf die erforderliche Risikoanalyse Bezug genommen wird, sollte dieser Begriff auch im Verordnungstext verwendet werden (alternativ wäre der ebenfalls lebensmittelrechtlich verankerte Begriff Gefahrenanalyse möglich). Eine Risikoanalyse geht über die Aufnahme des aktuellen hygienischen Zustandes der Wasserressource hinaus. Sie nimmt auch Gefahrenpunkte mit mittel- bis längerfristigem Grundwasserverunreinigungspotential auf, bewertet diese und legt Lenkungsmassnahmen fest.	Umfassender formulieren wie: "… Sie oder er führt in bestimmten Abständen eine Risikoanalyse durch. Die Schutzzonen der Grund- und Quellwasserfassungen werden dabei miteinbezogen." oder "… Sie oder er führt in bestimmten Abständen eine Gefahrenanalyse durch. Die Schutzzonen der Grund- und Quellwasserfassungen werden dabei miteinbezogen."
Chancellerie d'Etat du Canton de Vaud	6.3	L'exploitant doit réaliser une analyse des risques, et non uniquement de l'état hygiénique des ressources. Cette analyse des risques doit prendre en compte les zones de protection.	
Standeskanzlei des Kantons Uri	6.3	Folgende Angaben sind unverständlich und stimmen nicht mit der Änderungsabsicht gemäss Erläuterungen überein: "Sie oder er führt in bestimmten Abständen eine Analyse des hygienischen Zustands	Umfassender formulieren wie: "... Sie oder er führt in bestimmten Abständen eine Risikoanalyse durch. Die Schutzzonen der Grund- und Quellwasserfassungen

		der Wasserressourcen durch; vorbehalten bleiben die Anforderungen an die Grundwasserschutzzonen gemäss Bundesgesetz vom 24. Januar 1991 über den Schutz der Gewässer." Nachdem in den Erläuterungen explizit auf die erforderliche Risikoanalyse Bezug genommen wird, sollte dieser Begriff auch im Verordnungstext verwendet werden (alternativ wäre der ebenfalls lebensmittelrechtlich verankerte Begriff Gefahrenanalyse möglich). Eine Risikoanalyse geht über die Aufnahme des aktuellen hygienischen Zustandes der Wasserressource hinaus. Sie nimmt auch Gefahrenpunkte mit mittel- bis längerfristigem Grundwasserverunreinigungspotential auf, bewertet diese und legt Lenkungsmassnahmen fest.	werden dabei miteinbezogen." oder "... Sie oder er führt in bestimmten Abständen eine Gefahrenanalyse durch. Die Schutzzonen der Grund- und Quellwasserfassungen werden dabei miteinbezogen."
Staatskanzlei des Kantons Luzern	6.3	Folgende Angaben sind unverständlich und stimmen nicht mit der Änderungsabsicht gemäss Erläuterungen überein: "Sie oder er führt in bestimmten Abständen eine Analyse des hygienischen Zustands der Wasserressourcen durch; vorbehalten bleiben die Anforderungen an die Grundwasserschutzzonen gemäss Bundesgesetz vom 24. Januar 1991 über den Schutz der Gewässer." Nachdem in den Erläuterungen explizit auf die erforderliche Risikoanalyse Bezug genommen wird, sollte dieser Begriff auch im Verordnungstext verwendet werden (alternativ wäre der ebenfalls lebensmittelrechtlich verankerte Begriff Gefahrenanalyse möglich). Eine Risikoanalyse geht über die Aufnahme des aktuellen hygienischen Zustandes der Wasserressource hinaus. Sie nimmt auch Gefahrenpunkte mit mittel- bis längerfristigem Grundwasserverunreinigungspotential auf, bewertet diese und legt Lenkungsmassnahmen fest.	Umfassender formulieren wie: "... Sie oder er führt in bestimmten Abständen eine Risikoanalyse durch. Die Schutzzonen der Grund- und Quellwasserfassungen werden dabei miteinbezogen." oder "... Sie oder er führt in bestimmten Abständen eine Gefahrenanalyse durch. Die Schutzzonen der Grund- und Quellwasserfassungen werden dabei miteinbezogen."
Regierungskanzlei des Kantons Glarus	6.3	Folgende Angaben sind unverständlich und stimmen nicht mit der Änderungsabsicht gemäss Erläuterungen überein: "Sie oder er führt in bestimmten Abständen eine Analyse des hygienischen Zustands der Wasserressourcen durch; vorbehalten bleiben die Anforderungen an die Grundwasserschutzzonen gemäss Bundesgesetz vom 24. Januar 1991 über den Schutz der Gewässer." Nachdem in den Erläuterungen explizit auf die erforderliche Risikoanalyse Bezug genommen wird, sollte dieser Begriff auch im Verordnungstext verwendet werden. Eine Risikoanalyse beinhaltet nicht nur die Analyse des aktuellen hygienischen Zustandes der Wasserressource, sondern sie hat ganzheitlich zu erfolgen, unter Berücksichtigung von mittel- bis längerfristigem Grundwasserverunreinigungspotential. Darüber hinaus ist eine Bewertung und allenfalls das Ergreifen von vorsorglichen Massnahmen nötig.	Umfassender formulieren wie: "… Sie oder er führt in bestimmten Abständen eine Risikoanalyse unter Berücksichtigung der Wasserressourcen durch und ergreift allenfalls notwendige Massnahmen. Vorbehalten bleiben die Anforderungen an die Grundwasserschutzzonen gemäss Bundesgesetz vom 24. Jan. 1991 über den Schutz der Gewässer."
Staatskanzlei des Kantons Zürich	6.3	Wir befürworten den ergänzten Bezug zwischen der Lebensmittel- und Gewässerschutzgesetzgebung. Folgende Angaben sind jedoch unverständlich und stimmen nicht mit der Änderungsabsicht gemäss Erläuterungen überein: "Sie oder er	Änderung von Art. 6 Abs. 3: "... Sie oder er führt in bestimmten Abständen eine Risikoanalyse durch. Die Schutzzonen der Grund- und Quellwasserfassungen werden dabei miteinbezogen."

		führt in bestimmten Abständen eine Analyse des hygienischen Zustands der Wasserressourcen durch; vorbehalten bleiben die Anforderungen an die Grundwasserschutzzonen gemäss Bundesgesetz vom 24. Januar 1991 über den Schutz der Gewässer." Nachdem in den Erläuterungen explizit auf die erforderliche Risikoanalyse Bezug genommen wird, sollte dieser Begriff auch im Verordnungstext verwendet werden (alternativ wäre der ebenfalls lebensmittelrechtlich verankerte Begriff Gefahrenanalyse möglich). Eine Risikoanalyse geht über die Aufnahme des aktuellen hygienischen Zustandes der Wasserressource hinaus. Sie nimmt auch Gefahrenpunkte mit mittel- bis längerfristigem Grundwasserverunreinigungspotential auf, bewertet diese und legt Lenkungsmassnahmen fest.	Eventualiter: "... Sie oder er führt in bestimmten Abständen eine Gefahrenanalyse durch. Die Schutzzonen der Grund- und Quellwasserfassungen werden dabei miteinbezogen."
SVGW	6.3	Die Intention hinter der Neuformulierung dieses Absatzes ist verständlich und eine Aufnahme des Rohwassers in den Absatz wird grundsätzlich begrüsst. Allerdings stellt sich die Frage, ob er hier am richtigen Platz steht, gehört doch die Identifizierung und Bewertung von Gefahren zur Selbstkontrolle, bzw. ist Gegenstand des HACCP-Konzepts. Dieses ist in der der LGV detailliert beschrieben und auch für das Rohwasser anzuwenden, das als Eingangsprodukt für die Herstellung von Trinkwasser zu werten ist. Absatz 3 gilt nicht für die Kategorie „Trinkwasserinstallationen in Gebäuden“, die auch unter die Definition nach Abs. 1fällt. Zudem schlagen wir eine andere Formulierung vor: „Schutzzonen, Anlagen, Apparate und Einrichtungen zur Wasserversorgung müssen nach den anerkannten Regeln der Technik festgelegt, eingerichtet, betrieben, erweitert oder abgeändert werden. Die Inhaberin oder der Inhaber ist verpflichtet, sie durch entsprechend ausgebildete Personen überwachen und unterhalten zu lassen. Sie ist aber auch dazu verpflichtet, über die ganze Prozesskette hinweg, d.h. vom Rohwasser bis zum Trinkwasser, durch risikobasierte Analysen den Zustand des Wassers zu erfassen.“ Der Verweis in den 3 letzten Zeilen von Abs. 3 "vorbehalten bleiben die Anforderungen an die Grundwasserschutzzonen gemäss Bundesgesetz vom 24. Januar 1991 über den Schutz der Gewässer." ist erklärungsbedürftig, die Bedeutung der Aussage unklar.	
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	6.3	Der Begriff "Hygiene" ist zwar in der Definition des Codex Alimentarius umfassend, wird aber in der schweizerischen Lebensmittelgesetzgebung nicht ebenso umfassend definiert. Art. 48 LGV definiert zwar die Verpflichtungen des Lebensmittelsicherheitsverantwortlichen, definiert aber Hygiene nicht. Insbesondere in der Verordnung, die den Begriff im Namen trägt (HyV), wird Hygiene auf die "mikrobiologische Hygiene" reduziert. Eine abschliessende Verpflichtung zur Analyse des "hygienischen	... Sie oder er führt in bestimmten Abständen eine Risikoanalyse und Analysen des hygienischen, physikalischen und chemischen Zustandes der Wasserressourcen durch. Die Schutzzonen der Grund- und Quellwasserfassungen werden dabei berücksichtig; vorbehalten bleiben …

		Zustands der Wasserressourcen" ist deshalb missverständlich. In den Erläuterungen wird explizit auf die erforderliche Risikoanalyse Bezug genommen. Eine Risikoanalyse geht über die Aufnahme des aktuellen hygienischen Zustandes der Wasserressource hinaus. Sie nimmt auch Gefahrenpunkte mit mittel- bis längerfristigem Grundwasserverunreinigungspotential auf, bewertet diese und legt Lenkungsmassnahmen fest. Die Anforderung muss präzisiert und ergänzt werden.	
Staatskanzlei des Kantons Bern	6.3	Folgende Angaben sind unverständlich und stimmen nicht mit der Änderungsabsicht gemäss Erläuterungen überein: "Sie oder er führt in bestimmten Abständen eine Analyse des hygienischen Zustands der Wasserressourcen durch; vorbehalten bleiben die Anforderungen an die Grundwasserschutzzonen gemäss Bundesgesetz vom 24. Januar 1991 über den Schutz der Gewässer." Nachdem in den Erläuterungen explizit auf die erforderliche Risikoanalyse Bezug genommen wird, sollte dieser Begriff auch im Verordnungstext verwendet werden (alternativ wäre der ebenfalls lebensmittelrechtlich verankerte Begriff Gefahrenanalyse möglich). Eine Risikoanalyse geht über die Aufnahme des aktuellen hygienischen Zustandes der Wasserressource hinaus. Sie nimmt auch Gefahrenpunkte mit mittel- bis längerfristigem Grundwasserverunreinigungspotential auf, bewertet diese und legt Lenkungsmassnahmen fest.	Umfassender formulieren wie: "... Sie oder er führt in bestimmten Abständen eine Risikoanalyse durch. Die Schutzzonen der Grund- und Quellwasserfassungen werden dabei miteinbezogen." oder "... Sie oder er führt in bestimmten Abständen eine Gefahrenanalyse durch. Die Schutzzonen der Grund- und Quellwasserfassungen werden dabei miteinbezogen."
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	6.3	Folgende Angaben sind unverständlich und stimmen nicht mit der Änderungsabsicht gemäss Erläuterungen überein: "Sie oder er führt in bestimmten Abständen eine Analyse des hygienischen Zustands der Wasserressourcen durch; vorbehalten bleiben die Anforderungen an die Grundwasserschutzzonen gemäss Bundesgesetz vom 24. Januar 1991 über den Schutz der Gewässer." Nachdem in den Erläuterungen explizit auf die erforderliche Risikoanalyse Bezug genommen wird, sollte dieser Begriff auch im Verordnungstext verwendet werden (alternativ wäre der ebenfalls lebensmittelrechtlich verankerte Begriff Gefahrenanalyse möglich). Eine Risikoanalyse geht über die Aufnahme des aktuellen hygienischen Zustandes der Wasserressource hinaus. Sie nimmt auch Gefahrenpunkte mit mittel- bis längerfristigem Grundwasserverunreinigungspotential auf, bewertet diese und legt Lenkungsmassnahmen fest.	Umfassender formulieren wie: "... Sie oder er führt in bestimmten Abständen eine Gefahrenanalyse nach den Grundsätzen des HACCP-Konzepts durch. Darin eingeschlossen ist die Zustandsanalyse der Wasserresourcen. Vorbe-halten bleiben die Anforderungen an die Grundwasserschutzzonen gemäss Bundesgesetz vom 24. Januar 1991 über den Schutz der Gewässer." Oder anstelle des Begriffes "Gefahrenanalyse": "Risikoanalyse".
Chancellerie d'Etat du Canton du Valais	6.3	Dès lors, des explications précises sont prises par rapport à la nécessité de l'analyse de risque, cette notion doit également être utilisée dans le texte de l'ordonnance (alternativement, il serait aussi possible d'utiliser la notion de l'analyse des dangers ancrée dans le droit alimentairie). Une analyse de risque aboutit à l'établissement de l'état hygiénique actuel des ressources en eau. Elle soulève	Plus globalement formulé comme : "... Il réalise périodiquement une analyse de risque de l'état hygiénique des ressources en eau. Les zones de protection des eaux souterraines font partie de cette analyse de risque" Ou "... Il réalise périodiquement une analyse de danger de l'état

		également des points de danger à moyen et long terme, elle les évalue et elle fixe les mesures à prendre	hygiénique des ressources en eau. Les zones de protection des eaux souterraines sont incluses."
Staatskanzlei des Kantons Aargau	6.3	Folgende Angaben sind unverständlich und stimmen nicht mit der Änderungsabsicht gemäss Erläuterungen überein: "Sie oder er führt in bestimmten Abständen eine Analyse des hygienischen Zustands der Wasserressourcen durch; vorbehalten bleiben die Anforderungen an die Grundwasserschutzzonen gemäss Bundesgesetz vom 24. Januar 1991 über den Schutz der Gewässer." Nachdem in den Erläuterungen explizit auf die erforderliche Risikoanalyse Bezug genommen wird, sollte dieser Begriff auch im Verordnungstext verwendet werden (alternativ wäre der ebenfalls lebensmittelrechtlich verankerte Begriff Gefahrenanalyse möglich). Eine Risikoanalyse geht über die Aufnahme des aktuellen hygienischen Zustandes der Wasserressource hinaus. Sie nimmt auch Gefahrenpunkte mit mittel- bis längerfristigem Grundwasserverunreinigungspotential auf, bewertet diese und legt Lenkungsmassnahmen fest.	Umfassender formulieren wie: "... Sie oder er führt in bestimmten Abständen eine Gefahrenanalyse nach den Grundsätzen des HACCP-Konzepts durch. Darin eingeschlossen ist die Zustandsanalyse der Wasserresourcen. Vorbe-halten bleiben die Anforderungen an die Grundwasserschutzzonen gemäss Bundesgesetz vom 24. Januar 1991 über den Schutz der Gewässer." Oder anstelle des Begriffes "Gefahrenanalyse": "Risikoanalyse".
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	6.3	Infrastructures, moyens, procédés et analyse de l'eau potable – analyse des risques Il est très positif d"inclure la notion d"analyse de risque dans cette ordonnance, comme cela est expliqué dans les commentaires. Néanmoins, cet article devrait être plus explicite et dépasser la seule obligation de faire l"état des lieux. Les points sensibles à long terme doivent être identifiés afin de pouvoir prendre des mesures pour prévenir un risque potentiel.	
Staatskanzlei des Kantons Schaffhausen	6.3	Folgende Angaben sind unverständlich und stimmen nicht mit der Änderungsabsicht gemäss Erläuterungen überein: "Sie oder er führt in bestimmten Abständen eine Analyse des hygienischen Zustands der Wasserressourcen durch; vorbehalten bleiben die Anforderungen an die Grundwasserschutzzonen gemäss Bundesgesetz vom 24. Januar 1991 über den Schutz der Gewässer." Nachdem in den Erläuterungen explizit auf die erforderliche Risikoanalyse Bezug genommen wird, sollte dieser Begriff auch im Verordnungstext verwendet werden. Eine Risikoanalyse beinhaltet nicht nur die Analyse des aktuellen hygienischen Zustandes der Wasserressource, sondern sie hat ganzheitlich zu erfolgen, unter Berücksichtigung von mittel- bis längerfristigem Grundwasserverunreinigungspotential. Darüber hinaus ist eine Bewertung und allenfalls das Ergreifen von vorsorglichen Massnahmen nötig.	Umfassender formulieren wie: "... Sie oder er führt in bestimmten Abständen eine Risikoanalyse unter Berücksichtigung der Wasserressourcen durch und ergreift allenfalls notwendige Massnahmen. Vorbehalten bleiben die Anforderungen an die Grundwasserschutzzonen gemäss Bundesgesetz vom 24. Jan. 1991 über den Schutz der Gewässer."
Staatskanzlei des Kantons Zug	6.3	Folgende Angaben sind unverständlich und stimmen nicht mit der Änderungsabsicht gemäss Erläuterungen überein: "Sie oder er führt in bestimmten Abständen eine Analyse des hygienischen Zustands	Umfassender formulieren wie: "... Sie oder er führt in bestimmten Abständen eine Risikoanalyse durch. Die Schutzzonen der Grund- und Quellwasserfassungen

		der Wasserressourcen durch; vorbehalten bleiben die Anforderungen an die Grundwasserschutzzonen gemäss Bundesgesetz vom 24. Januar 1991 über den Schutz der Gewässer." Nachdem in den Erläuterungen explizit auf die erforderliche Risikoanalyse Bezug genommen wird, sollte dieser Begriff auch im Verordnungstext verwendet werden (alternativ wäre der ebenfalls lebensmittelrechtlich verankerte Begriff Gefahrenanalyse möglich). Eine Risikoanalyse geht über die Aufnahme des aktuellen hygienischen Zustandes der Wasserressource hinaus. Sie nimmt auch Gefahrenpunkte mit mittel- bis längerfristigem Grundwasserverunreinigungspotential auf, bewertet diese und legt Lenkungsmassnahmen fest.	werden dabei miteinbezogen." oder "... Sie oder er führt in bestimmten Abständen eine Gefahrenanalyse durch. Die Schutzzonen der Grund- und Quellwasserfassungen werden dabei miteinbezogen."
Fédération Romande des Consommateurs FRC	6.3	Infrastructures, moyens, procédés et analyse de l'eau potable – analyse des risques Il est très positif d"inclure la notion d"analyse de risque dans cette ordonnance, comme cela est expliqué dans les commentaires. Néanmoins, cet article devrait être plus explicite et dépasser la seule obligation de faire l"état des lieux. Les points sensibles à long terme doivent être identifiés afin de pouvoir prendre des mesures pour prévenir un risque potentiel.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	6.3	Infrastructures, moyens, procédés et analyse de l'eau potable – analyse des risques Il est très positif d"inclure la notion d"analyse de risque dans cette ordonnance, comme cela est expliqué dans les commentaires. Néanmoins, cet article devrait être plus explicite et dépasser la seule obligation de faire l"état des lieux. Les points sensibles à long terme doivent être identifiés afin de pouvoir prendre des mesures pour prévenir un risque potentiel.	
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	6.3	Infrastructures, moyens, procédés et analyse de l'eau potable – analyse des risques Il est très positif d"inclure la notion d"analyse de risque dans cette ordonnance, comme cela est expliqué dans les commentaires. Néanmoins, cet article devrait être plus explicite et dépasser la seule obligation de faire l"état des lieux. Les points sensibles à long terme doivent être identifiés afin de pouvoir prendre des mesures pour prévenir un risque potentiel.	
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	6.3	Les indications suivantes sont incompréhensibles et ne correspondent pas aux intentions de modification exprimées dans le commentaire : « Il réalise périodiquement une analyse de l'état hygiénique des ressources en eau, les exigences liées aux zones de protection des eaux souterraines définies dans la loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux étant réservées».	Formulation plus étoffée, telle que : «Il ou elle réalise périodiquement une analyse des risques. Les zones de protection des eaux souterraines (captage/nappe) doivent être prises en considération.»

		Vu que le commentaire fait explicitement mention de l'analyse des risques, cette expression devrait être également utilisée au niveau de l'ordonnance (par défaut, l'expression d'analyse des dangers utilisée couramment dans la législation des denrées alimentaires pourrait être adoptée). Une analyse des risques dépasse le simple constat de l'état hygiénique actuel des ressources d'eau. Elle intègre également les dangers qui peuvent, à moyen ou long terme, présenter un risque potentiel de contamination de la nappe phréatique, les apprécie et fixe les mesures de maîtrise.	ou «Il ou elle réalise périodiquement une analyse des dangers. Les zones de protection des eaux souterraines (captage/nappe) doivent être prises en considération ».
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	6.3	Infrastructures, moyens, procédés et analyse de l'eau potable – analyse des risques Il est très positif d"inclure la notion d"analyse de risque dans cette ordonnance, comme cela est expliqué dans les commentaires. Néanmoins, cet article devrait être plus explicite et dépasser la seule obligation de faire l"état des lieux. Les points sensibles à long terme doivent être identifiés afin de pouvoir prendre des mesures pour prévenir un risque potentiel.	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	6.3	Infrastructures, moyens, procédés et analyse de l'eau potable – analyse des risques Il est très positif d"inclure la notion d"analyse de risque dans cette ordonnance, comme cela est expliqué dans les commentaires. Néanmoins, cet article devrait être plus explicite et dépasser la seule obligation de faire l"état des lieux. Les points sensibles à long terme doivent être identifiés afin de pouvoir prendre des mesures pour prévenir un risque potentiel.	
SVGW	6.3	Die Intention hinter der Neuformulierung dieses Absatzes ist verständlich und eine Aufnahme des Rohwassers in den Absatz wird grundsätzlich begrüsst. Allerdings stellt sich die Frage, ob er hier am richtigen Platz steht, gehört doch die Identifizierung und Bewertung von Gefahren zur Selbstkontrolle, bzw. ist Gegenstand des HACCP-Konzepts. Dieses ist in der der LGV detailliert beschrieben und auch für das Rohwasser anzuwenden, das als Eingangsprodukt für die Herstellung von Trinkwasser zu werten ist. Absatz 3 gilt nicht für die Kategorie „Trinkwasserinstallationen in Gebäuden", die auch unter die Definition nach Abs. 1fällt. Zudem schlagen wir eine andere Formulierung vor: „Schutzzonen, Anlagen, Apparate und Einrichtungen zur Wasserversorgung müssen nach den anerkannten Regeln der Technik festgelegt, eingerichtet, betrieben, erweitert oder abgeändert werden. Die Inhaberin oder der Inhaber ist verpflichtet, sie durch entsprechend ausgebildete Perso-	Differenziertere Formulierung betreffend Analysen der Wasserressourcen: "Gestützt auf der Risikoanalyse im Rahmen der Selbstkontrolle sind Analysen des hygienischen Zustands der Wasserressourcen durchzuführen". Der Verweis in den 3 letzten Zeilen von Abs 3 sind aussagekräftiger zu formulieren.

		nen überwachen und unterhalten zu lassen. Sie ist aber auch dazu verpflichtet, über die ganze Prozesskette hinweg, d.h. vom Rohwasser bis zum Trinkwasser, durch risikobasierte Analysen den Zustand des Wassers zu erfassen.“ Der Verweis in den 3 letzten Zeilen von Abs. 3 "vorbehalten bleiben die Anforderungen an die Grundwasserschutzzonen gemäss Bundesgesetz vom 24. Januar 1991 über den Schutz der Gewässer." ist erklärungsbedürftig, die Bedeutung der Aussage unklar.	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	6.3	Folgende Angaben sind unverständlich und stimmen nicht mit der Änderungsabsicht gemäss Erläuterungen überein: "Sie oder er führt in bestimmten Abständen eine Analyse des hygienischen Zustands der Wasserressourcen durch; vorbehalten bleiben die Anforderungen an die Grundwasserschutzzonen gemäss Bundesgesetz vom 24. Januar 1991 über den Schutz der Gewässer." Nachdem in den Erläuterungen explizit auf die erforderliche Risikoanalyse Bezug genommen wird, sollte dieser Begriff auch im Verordnungstext verwendet werden (alternativ wäre der ebenfalls lebensmittelrechtlich verankerte Begriff Gefahrenanalyse möglich). Eine Risikoanalyse geht über die Aufnahme des aktuellen hygienischen Zustandes der Wasserressource hinaus. Sie nimmt auch Gefahrenpunkte mit mittel- bis längerfristigem Grundwasserverunreinigungspotential auf, bewertet diese und legt Lenkungsmassnahmen fest.	Umfassender formulieren wie: "... Sie oder er führt in bestimmten Abständen eine Gefahrenanalyse nach den Grundsätzen des HACCP-Konzepts durch. Darin eingeschlossen ist die Zustandsanalyse der Wasserresourcen. Vorbe-halten bleiben die Anforderungen an die Grundwasserschutzzonen gemäss Bundesgesetz vom 24. Januar 1991 über den Schutz der Gewässer." Oder anstelle des Begriffes "Gefahrenanalyse": "Risikoanalyse".
Chancellerie d’Etat du Canton de Vaud	15.8	La mention « eau soumise à une technique d’adsorption autorisée » est totalement incompréhensible pour le commun des mortels, et apporte plus de confusion que d’information. Cette possibilité doit être supprimée, et seule la mention « eau partiellement défluorisée » doit être admise.	
Standeskanzlei des Kantons Graubünden	15.9	Dem Hinweis: "Dieses Wasser einem zugelassenen Oxidationsverfahren mit ozonangereicherter Luft unterzogen", fehlt das Wörtlein "wurde".	„Dieses Wasser wurde einem zugelassenen Oxidationsverfahren mit ozonangereicherter Luft unterzogen“.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	15.9	Der Hinweis auf die Ozon-Behandlung ist unnötig schwerfällig. Der Rechtschreibefehler ist zu beheben.	Vereinfacht angeben wie: "Dieses Wasser wurde mit ozonangereicherter Luft behandelt." oder "Mit Ozon behandelt".
Chancellerie d’Etat du Canton de Vaud	15.9	La mention « eau soumise à une technique d’oxydation autorisée à l’air ozoné» apporte plus de confusion que d’information. Cette possibilité doit être remplacée par la mention « eau traitée à l’air ozoné ».	

Staatskanzlei des Kantons Luzern	15.9	Der Hinweis auf die Ozon-Behandlung ist unnötig schwerfällig. Der Rechtschreibefehler ist zu beheben.	Vereinfacht angeben wie: "Dieses Wasser wurde mit ozonangereicherter Luft behandelt." oder "Mit Ozon behandelt".
Staatskanzlei des Kantons Zürich	15.9	Rechtschreibefehler	Ergänzung von Art. 15 Abs. 9 letzter Satz:“Dieses Wasser wurde einem zugelassenen Oxidationsverfahren mit ozonangereicherter Luft unterzogen.”
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	15.9	Der Hinweis wirkt schwerfällig und ist für Konsumentinnen und Konsumenten kaum verständlich.	... den Hinweis: "dieses Wasser wurde mit Ozon behandelt".
Staatskanzlei des Kantons Bern	15.9	GEF Art. 15 Abs. 9 Der Hinweis auf die Ozon-Behandlung ist unnötig schwerfällig. Der Rechtschreibefehler ist zu beheben. Vereinfacht angeben wie: "Dieses Wasser wurde mit ozonangereicherter Luft behandelt." oder "Mit Ozon behandelt".	Vereinfacht angeben wie: "Dieses Wasser wurde mit ozonangereicherter Luft behandelt." oder "Mit Ozon behandelt".
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	15.9	Der Hinweis auf die Ozon-Behandlung ist unnötig schwerfällig. Der Rechtschreibefehler ist zu beheben.	Vereinfacht angeben wie: "Dieses Wasser wurde mit ozonangereicherter Luft behandelt." oder "Mit Ozon behandelt".
Staatskanzlei des Kantons Aargau	15.9	Der Hinweis auf die Ozon-Behandlung ist unnötig schwerfällig. Der Rechtschreibefehler ist zu beheben.	Vereinfacht angeben wie: "Dieses Wasser wurde mit ozonangereicherter Luft behandelt." oder "Mit Ozon behandelt".
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	15.9	Traitement à l’ozone de l’eau minérale naturelle - étiquetage Comme indiqué ci-dessus, cet alinéa doit être supprimé. Si toutefois le traitement à l"ozone devait néanmoins étre autorisé, il faudrait mentionner ce traitement à proximité de la dénomination. Mentionner ce traitement seulement près de l"indication de la composition analytique n"est pas assez visible pour les consommateurs. Les consommateurs se sentiront trompés.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	15.9	Traitement à l’ozone de l’eau minérale naturelle - étiquetage Comme indiqué ci-dessus, cet alinéa doit être supprimé. Si toutefois le traitement à l"ozone devait néanmoins étre autorisé, il faudrait	

		mentionner ce traitement à proximité de la dénomination. Mentionner ce traitement seulement près de l"indication de la composition analytique n"est pas assez visible pour les consommateurs. Les consommateurs se sentiront trompés.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	15.9	Traitement à l'ozone de l'eau minérale naturelle - étiquetage Comme indiqué ci-dessus, cet alinéa doit être supprimé. Si toutefois le traitement à l"ozone devait néanmoins être autorisé, il faudrait mentionner ce traitement à proximité de la dénomination. Mentionner ce traitement seulement près de l"indication de la composition analytique n"est pas assez visible pour les consommateurs. Les consommateurs se sentiront trompés.	
Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	15.9	Traitement à l'ozone de l'eau minérale naturelle - étiquetage Comme indiqué ci-dessus, cet alinéa doit être supprimé. Si toutefois le traitement à l"ozone devait néanmoins être autorisé, il faudrait mentionner ce traitement à proximité de la dénomination. Mentionner ce traitement seulement près de l"indication de la composition analytique n"est pas assez visible pour les consommateurs. Les consommateurs se sentiront trompés.	
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	15.9	La référence quant au traitement à l'ozone est particulièrement compliquée. Il s'agit de simplifier la mention d'un tel traitement.	Formulation simplifiée : «Cette eau a été traitée à l'air ozoné » ou «traitée à l'air ozoné »
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	15.9	Traitement à l'ozone de l'eau minérale naturelle - étiquetage Comme indiqué ci-dessus, cet alinéa doit être supprimé. Si toutefois le traitement à l"ozone devait néanmoins étre autorisé, il faudrait mentionner ce traitement à proximité de la dénomination. Mentionner ce traitement seulement près de l"indication de la composition analytique n"est pas assez visible pour les consommateurs. Les consommateurs se sentiront trompés.	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	15.9	Traitement à l'ozone de l'eau minérale naturelle - étiquetage Comme indiqué ci-dessus, cet alinéa doit être supprimé. Si toutefois le traitement à l"ozone devait néanmoins être autorisé, il faudrait mentionner ce traitement à proximité de la dénomination. Mentionner ce traitement seulement près de l"indication de la composition analytique n"est pas assez visible pour les consommateurs. Les consommateurs se sentiront trompés.	

Staatskanzlei des Kantons Solothurn	15.9	Der Hinweis auf die Ozon-Behandlung ist unnötig schwerfällig. Der Rechtschreibefehler ist zu beheben.	Vereinfacht angeben wie: "Dieses Wasser wurde mit ozonangereicherter Luft behandelt." oder "Mit Ozon behandelt".
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	13.2 a cbis	Traitement à l'ozone de l'eau minérale naturelle L"eau minérale naturelle est non traitée par définition (art. 13 al 1). L'autorisation de traitement à l'ozone de l'eau minérale naturelle pourrait conduire à l'utilisation d'eau minérale de qualité inférieure, tant du point de vue microbiologique et quant à la présence de micropolluants. L'eau minérale naturelle est définie selon l'art. 12 al 1 de la présente ordonnance "par sa pureté originelle". Cette qualité de base n"est plus garantie si l"eau peut été traitée à l"ozone pour pouvoir être embouteillée. Les consommateurs ne s"attendent pas à ce que l"eau minérale qu"ils ont achetée puisse avoir été traitée à l"ozone. L'Alliance s'oppose à l'idée d'accorder cette possibilité.	« a. la décantation et la filtration, éventuellement après aération avec de l"air hygiéniquement irréprochable ou de l"air enrichi en ozone, en vue d"éliminer des composants indésirables ou d"en diminuer la quantité, pour autant que ce traitement ne modifie pas l"eau minérale naturelle dans ses composants essentiels »
Fédération Romande des Consommateurs FRC	13.2 a cbis	Traitement à l'ozone de l'eau minérale naturelle L"eau minérale naturelle est non traitée par définition (art. 13 al 1). L'autorisation de traitement à l'ozone de l'eau minérale naturelle pourrait conduire à l'utilisation d'eau minérale de qualité inférieure, tant du point de vue microbiologique et quant à la présence de micropolluants. L'eau minérale naturelle est définie selon l'art. 12 al 1 de la présente ordonnance "par sa pureté originelle". Cette qualité de base n"est plus garantie si l"eau peut été traitée à l"ozone pour pouvoir être embouteillée. Les consommateurs ne s"attendent pas à ce que l"eau minérale qu"ils ont achetée puisse avoir été traitée à l"ozone. L'Alliance s'oppose à l'idée d'accorder cette possibilité.	« a. la décantation et la filtration, éventuellement après aération avec de l"air hygiéniquement irréprochable ou de l"air enrichi en ozone, en vue d"éliminer des composants indésirables ou d"en diminuer la quantité, pour autant que ce traitement ne modifie pas l"eau minérale naturelle dans ses composants essentiels »
Fédération Romande des Consommateurs FRC	13.2 a cbis	Traitement à l'ozone de l'eau minérale naturelle L"eau minérale naturelle est non traitée par définition (art. 13 al 1). L'autorisation de traitement à l'ozone de l'eau minérale naturelle pourrait conduire à l'utilisation d'eau minérale de qualité inférieure, tant du point de vue microbiologique et quant à la présence de micropolluants. L'eau minérale naturelle est définie selon l'art. 12 al 1 de la présente ordonnance "par sa pureté originelle". Cette qualité de base n"est plus garantie si l"eau peut été traitée à l"ozone pour pouvoir être embouteillée. Les consommateurs ne s"attendent pas à ce que l"eau minérale qu"ils ont achetée puisse avoir été traitée à l"ozone. L'Alliance s'oppose à l'idée d'accorder cette possibilité.	« a. la décantation et la filtration, éventuellement après aération avec de l"air hygiéniquement irréprochable ou ~~de l"air enrichi en ozone~~, en vue d"éliminer des composants indésirables ou d"en diminuer la quantité, pour autant que ce traitement ne modifie pas l"eau minérale naturelle dans ses composants essentiels »
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	13.2 a cbis	Traitement à l'ozone de l'eau minérale naturelle L"eau minérale naturelle est non traitée par définition (art. 13 al 1). L'autorisation de traitement à l'ozone de l'eau minérale naturelle pourrait conduire à l'utilisation d'eau minérale de qualité inférieure,	« a. la décantation et la filtration, éventuellement après aération avec de l"air hygiéniquement irréprochable ou ~~de l"air enrichi en ozone~~, en vue d"éliminer des composants indésirables ou d"en diminuer la quantité, pour autant

		tant du point de vue microbiologique et quant à la présence de micropolluants. L'eau minérale naturelle est définie selon l'art. 12 al 1 de la présente ordonnance "par sa pureté originelle". Cette qualité de base n"est plus garantie si l"eau peut été traitée à l"ozone pour pouvoir être embouteillée. Les consommateurs ne s"attendent pas à ce que l"eau minérale qu"ils ont achetée puisse avoir été traitée à l"ozone. L'Alliance s'oppose à l'idée d'accorder cette possibilité.	que ce traitement ne modifie pas l"eau minérale naturelle dans ses composants essentiels »
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	13.2 a cbis	Traitement à l'ozone de l'eau minérale naturelle L"eau minérale naturelle est non traitée par définition (art. 13 al 1). L'autorisation de traitement à l'ozone de l'eau minérale naturelle pourrait conduire à l'utilisation d'eau minérale de qualité inférieure, tant du point de vue microbiologique et quant à la présence de micropolluants. L'eau minérale naturelle est définie selon l'art. 12 al 1 de la présente ordonnance "par sa pureté originelle". Cette qualité de base n"est plus garantie si l"eau peut été traitée à l"ozone pour pouvoir être embouteillée. Les consommateurs ne s"attendent pas à ce que l"eau minérale qu"ils ont achetée puisse avoir été traitée à l"ozone. L'Alliance s'oppose à l'idée d'accorder cette possibilité.	« a. la décantation et la filtration, éventuellement après aération avec de l"air hygiéniquement irréprochable ou de l"air enrichi en ozone, en vue d"éliminer des composants indésirables ou d"en diminuer la quantité, pour autant que ce traitement ne modifie pas l"eau minérale naturelle dans ses composants essentiels »
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	13.2 a cbis	Traitement à l'ozone de l'eau minérale naturelle L"eau minérale naturelle est non traitée par définition (art. 13 al 1). L'autorisation de traitement à l'ozone de l'eau minérale naturelle pourrait conduire à l'utilisation d'eau minérale de qualité inférieure, tant du point de vue microbiologique et quant à la présence de micropolluants. L'eau minérale naturelle est définie selon l'art. 12 al 1 de la présente ordonnance "par sa pureté originelle". Cette qualité de base n"est plus garantie si l"eau peut été traitée à l"ozone pour pouvoir être embouteillée. Les consommateurs ne s"attendent pas à ce que l"eau minérale qu"ils ont achetée puisse avoir été traitée à l"ozone. L'Alliance s'oppose à l'idée d'accorder cette possibilité.	« a. la décantation et la filtration, éventuellement après aération avec de l"air hygiéniquement irréprochable ou ~~de l"air enrichi en ozone~~, en vue d"éliminer des composants indésirables ou d"en diminuer la quantité, pour autant que ce traitement ne modifie pas l"eau minérale naturelle dans ses composants essentiels »
Staatskanzlei des Kantons Zürich	3.2 b	Wir begrüssen den Verweis auf die Fremd- und Inhaltsstoffverordnung.	
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	3.2 b	Der Begriff Kriterien ist unklar und sollte definiert werden.	... Kriterien (Höchstkonzentration, Toleranz- und Grenzwerte) erfüllt …
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	Generelle Bemerkungen	Eine offizielle Verordnungsabkürzung, zum Beispiel TQMV, wäre praktisch. Sie würde Fachdokumente von schwerfälligen Verordnungsangaben entlasten. Wir begrüssen die Änderungen in der Verordnung, insbesondere da rechtliche Lücken (Verweis auf die revidierte FIV in Artikel 3) ge-	

		schlossen werden und der Ressourcenschutz (Artikel 6) stärker gewichtet wird. Letzteres hilft dem Vollzug, bei Schutzzonenverletzungen griffige Massnahmen zu verlangen.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Generelle Bemerkungen	Eine offizielle Verordnungsabkürzung, zum Beispiel TQMV, wäre praktisch. Sie würden Fachdokumente von schwerfälligen Verordnungsangaben entlasten. Wir begrüssen die Änderungen in der Verordnung, insbesondere da rechtliche Lücken (Verweis auf die revidierte FIV in Artikel 3) geschlossen werden und der Ressourcenschutz (Artikel 6) stärker gewichtet wird. Letzteres hilft dem Vollzug, bei Schutzzonenverletzungen griffige Massnahmen zu verlangen.
Staatskanzlei des Kantons Basel-Stadt	Generelle Bemerkungen	Toleranzwert entfällt Das Überwachungskonzept für Trinkwasser der EU enthält in ihrer Richtlinie 98/83 EG im Anhang I drei Teile: A, B, und C. Teil A führt mikrobiologische, Teil B chemische Parameter auf, während Teil C sog. Indikatorparameter enthält. In Art.5, Abs. 2 Richtline 93/83 EG wird festgelegt, dass die in Anhang I Teil C aufgeführten Parameter nur für Überwachungszwecke festgesetzt zu werden brauchen, oder wenn nach einer Prüfung durch die Behörde (Art. 8 Abs. 6) Abhilfemassnahmen zur Wiederherstellung der Qualität des Wassers notwendig sind. Sie stellen gewissermassen einen Bezug zur Herstellungspraxis dar. Parameter des Anhang I, Teil A und B dürfen nicht überschritten werden. Bei Verletzungen dieser Parameter stellt die Behörde sicher, dass so schnell wie möglich Abhilfe geschaffen wird; die gesundheitliche Gefährdung wird dabei berücksichtigt. Das schweizerische Konzept der Toleranz- und Grenzwerte enthält zwei Stufen, jedoch werden diese nicht ausschliesslich nach gesundheitlichen und herstellungstechnischen Kriterien unterschieden. Für die Betreiber von Wasserversorgungsunternehmen wäre es wünschenswert, das duale System weiterhin aufrecht zu erhalten und die Parameterlisten konsequent nach gesundheitlich-toxikologischen und nach herstellungstechnischen Kriterien zu unterscheiden. Das Überschreiten der einen Liste würde Aussagen zur Herstellungspraxis erlauben während das Überschreiten der Grenzwerte Massnahmen zur Folge hätte, welche die Behörde festzulegen hätten, da bei weiterem Genuss des Trinkwassers eine gesundheitliche Beeinträchtigung nicht ausgeschlossen werden könnte. (vgl. obige Ausführungen zur Richtlinie 98/83 EG Art 5, Abs. 2, Art. 6 und Art. 8 Abs. 6)
Standeskanzlei des Kantons Uri	Generelle Bemerkungen	Eine offizielle Verordnungsabkürzung, zum Beispiel TQMV, wäre praktisch. Sie würde Fachdokumente von schwerfälligen Verordnungsangaben entlasten. Wir begrüssen die Änderungen in der Verordnung, insbesondere da

		rechtliche Lücken (Verweis auf die revidierte FIV in Artikel 3) geschlossen werden und der Ressourcenschutz (Artikel 6) stärker gewichtet wird. Letzteres hilft dem Vollzug, bei Schutzzonenverletzungen griffige Massnahmen zu verlangen.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Generelle Bemerkungen	Eine offizielle Verordnungsabkürzung, zum Beispiel TQMV, wäre praktisch. Sie würde Fachdokumente von schwerfälligen Verordnungsangaben entlasten. Wir begrüssen die Änderungen in der Verordnung, insbesondere da rechtliche Lücken (Verweis auf die revidierte FIV in Artikel 3) geschlossen werden und der Ressourcenschutz (Artikel 6) stärker gewichtet wird. Letzteres hilft dem Vollzug, bei Schutzzonenverletzungen griffige Massnahmen zu verlangen.
Regierungskanzlei des Kantons Glarus	Generelle Bemerkungen	Wir begrüssen die Änderungen in der Verordnung, insbesondere da rechtliche Lücken (Verweis auf die revidierte FIV in Artikel 3) geschlossen werden und der Ressourcenschutz (Artikel 6) berücksichtigt wird.
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	Generelle Bemerkungen	Aufgrund von Art. 10 der Verordnung des EDI über Trink-, Quell- und Tafelwasser gelten die Bestimmungen des 4. Abschnitts ausschliesslich für natürliches Mineralwasser, das in Behältnisse abgefüllt als Lebensmittel an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben wird. Natürliches Mineralwasser, das für einen anderen Gebrauch bestimmt ist, wird ausdrücklich ausgeschlossen (Art. 10 Abs. 2). Die in den Erläuterungen bekundete Absicht, die Anforderungen der Europäischen Union an natürliches Mineralwasser und Quellwasser vollständig in die schweizerische Gesetzgebung zu übernehmen, kann mit diesem Unterschied im Geltungsbereich offensichtlich nicht erreicht werden. Es bleibt unklar, weshalb zwar die Absicht bekundet wird, die Richtlinie 2009/54/EG in Schweizer Recht zu überführen, der Geltungsbereich der Vorschriften aber vorsätzlich unterschiedlich definiert wird. Beispielsweise ist mit dem unterschiedlichen Geltungsbereich die Anwendung von Art. 17 Abs. 3 auf Mineralwasser, das als Zutat zur Herstellung von Tafelwasser bestimmt ist - im Gegensatz zur Europäischen Union - nicht möglich, was weder sinnvoll noch logisch ist. Entweder muss die postulierte Absicht, die Gesetzgebung der Europäischen Union in Bezug auf Mineralwasser zu übernehmen, tatsächlich umgesetzt werden oder in den Erläuterungen ist klar auszuführen, weshalb der Geltungsbereich der europäischen Gesetzgebung

		für die Schweiz angepasst werden sein.
Staatskanzlei des Kantons Bern	Generelle Bemerkungen	Eine offizielle Abkürzung, zum Beispiel TQMV, wäre praktisch. Sie würde Fachdokumente von schwerfälligen Verordnungsangaben entlasten.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Generelle Bemerkungen	Eine offizielle Verordnungsabkürzung, zum Beispiel TQMV, wäre praktisch. Sie würde Fachdokumente von schwerfälligen Verordnungsangaben entlasten. Wir begrüssen die Änderungen in der Verordnung, insbesondere da rechtliche Lücken (Verweis auf die revidierte FIV in Artikel 3) geschlossen werden und der Ressourcenschutz (Artikel 6) stärker gewichtet wird. Letzteres hilft dem Vollzug, bei Schutzzonenverletzungen griffige Massnahmen zu verlangen.
Chancellerie d'Etat du Canton de Genève	Generelle Bemerkungen	Sans commentaire particulier. Modifications mineures en attente de l'entrée en vigueur de la loi révisée sur les denrées alimentaires qui reconnaîtra l'eau de baignade et l'eau de douche comme objets usuels et qui nécessitera l'établissement de nouvelles ordonnances ou exigences relatives aux eaux de piscines et aux eaux de douche.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Generelle Bemerkungen	Eine offizielle Verordnungsabkürzung, zum Beispiel TQMV, wäre praktisch. Sie würde Fachdokumente von schwerfälligen Verordnungsangaben entlasten. Wir begrüssen die Änderungen in der Verordnung, insbesondere da rechtliche Lücken (Verweis auf die revidierte FIV in Artikel 3) geschlossen werden und der Ressourcenschutz (Artikel 6) stärker gewichtet wird. Letzteres hilft dem Vollzug, bei Schutzzonenverletzungen griffige Massnahmen zu verlangen.
GSLI Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren	Generelle Bemerkungen	Eine mögliche Abkürzung könnte "VTQM" sein.
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Generelle Bemerkungen	L'Alliance des organisations de consommateurs est opposée à l'introduction de la possibilité de traiter l'eau minérale naturelle à l'ozone. Une eau traitée de cette manière ne peut plus être considérée comme naturelle.
Staatskanzlei des Kantons	Generelle	Wir begrüssen die Änderungen in der Verordnung, insbesondere da

Schaffhausen	Bemerkungen	rechtliche Lücken (Verweis auf die revidierte FIV in Artikel 3) geschlossen werden und der Ressourcenschutz (Artikel 6) berücksichtigt wird.
Staatskanzlei des Kantons Zug	Generelle Bemerkungen	Wir begrüssen die Änderungen in der Verordnung, insbesondere da rechtliche Lücken (Verweis auf die revidierte FIV in Artikel 3) geschlossen werden und der Ressourcenschutz (Artikel 6) stärker gewichtet wird. Letzteres hilft dem Vollzug, bei Schutzzonenverletzungen griffige Massnahmen zu verlangen.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Generelle Bemerkungen	L'Alliance des organisations de consommateurs est opposée à l'introduction de la possibilité de traiter l'eau minérale naturelle à l'ozone. Une eau traitée de cette manière ne peut plus être considérée comme naturelle.
Swiss Granum	Generelle Bemerkungen	Wir verweisen auf die Stellungnahmen unserer Mitgliederorganisationen Schweizerischer Getreideproduzentenverband.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Generelle Bemerkungen	L'Alliance des organisations de consommateurs est opposée à l'introduction de la possibilité de traiter l'eau minérale naturelle à l'ozone. Une eau traitée de cette manière ne peut plus être considérée comme naturelle.
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Generelle Bemerkungen	L'Alliance des organisations de consommateurs est opposée à l'introduction de la possibilité de traiter l'eau minérale naturelle à l'ozone. Une eau traitée de cette manière ne peut plus être considérée comme naturelle.
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	Generelle Bemerkungen	Une abréviation officielle pour le titre de cette ordonnance, p.ex. OEPSM, serait pratique. Elle permettrait de soulager les documents techniques par l'utilisation d'une abréviation. Nous saluons les modifications dans l'ordonnance, surtout qu'elles comblent des lacunes juridiques (référence à l'art. 3 à l'OSEC révisé) et que la protection des ressources (art. 6) est mieux prise en considération. Ce dernier point aidera les organes exécutifs à demander l'application de mesures durables en cas de non-respect des zones de protection. Nous renvoyons également aux remarques faites par l'ACCS/VKCS.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana	Generelle Bemerkungen	L'Alliance des organisations de consommateurs est opposée à l'introduction de la possibilité de traiter l'eau minérale naturelle à l'ozone. Une eau

ACSI		traitée de cette manière ne peut plus être considérée comme naturelle.	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Generelle Bemerkungen	L'Alliance des organisations de consommateurs est opposée à l'introduction de la possibilité de traiter l'eau minérale naturelle à l'ozone. Une eau traitée de cette manière ne peut plus être considérée comme naturelle.	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Generelle Bemerkungen	Eine offizielle Verordnungsabkürzung, zum Beispiel TQMV, wäre praktisch. Sie würde Fachdokumente von schwerfälligen Verordnungsangaben entlasten. Wir begrüssen die Änderungen in der Verordnung, insbesondere da rechtliche Lücken (Verweis auf die revidierte FIV in Artikel 3) geschlossen werden und der Ressourcenschutz (Artikel 6) stärker gewichtet wird. Letzteres hilft dem Vollzug, bei Schutzzonenverletzungen griffige Massnahmen zu verlangen.	
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	übrige	Die Definition von Trinkwasser ist nicht korrekt. "Wasser, das... nach Aufbereitung bestimmt ist zum Trinken..." ist nicht Trinkwasser, sondern Rohwasser.	Korrekte Definition wie: "Trinkwasser ist naturbelassenes oder aufbereitetes Wasser, das bestimmt ist zum Trinken, zum Kochen..."
Standeskanzlei des Kantons Graubünden	übrige	Es wäre hilfreich, wenn unter "Definitionen" auch der Begriff der "Quelle" aufgenommen würde.	"Eine Quelle entspricht einem spezifischen, hydrogeologisch charakterisierbaren Grundwasservorkommen."
Standeskanzlei des Kantons Uri	übrige	2: Die Definition von Trinkwasser ist nicht korrekt. "Wasser, das... nach Aufbereitung bestimmt ist zum Trinken..." ist nicht Trinkwasser, sondern Rohwasser.	Korrekte Definition wie: "Trinkwasser ist naturbelassenes oder aufbereitetes Wasser, das bestimmt ist zum Trinken, zum Kochen..."
Staatskanzlei des Kantons Luzern	übrige	Die Definition von Trinkwasser ist nicht korrekt. "Wasser, das... nach Aufbereitung bestimmt ist zum Trinken..." ist nicht Trinkwasser, sondern Rohwasser.	Korrekte Definition wie: "Trinkwasser ist naturbelassenes oder aufbereitetes Wasser, das bestimmt ist zum Trinken, zum Kochen..."
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	übrige	Die Definition von Trinkwasser ist bereits in der bestehenden Verordnung nicht korrekt und muss angepasst werden. "Wasser, das... nach Aufbereitung bestimmt ist zum Trinken..." ist die Definition von Rohwasser.	Trinkwasser ist naturbelassenes oder aufbereitetes Wasser, das bestimmt ist zum Trinken, zum Kochen …
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	übrige	Auf Grund von Art. 10 der Verordnung des EDI über Trink-, Quell- und Tafelwasser gelten die Bestimmungen des 4. Abschnitts ausschliesslich für natürliches Mineralwasser, das in Behältnisse abgefüllt als Lebensmittel an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben wird. Natürliches Mineralwasser, das für einen anderen	Art. 10 Geltungsbereich Die Bestimmungen dieses Abschnitts gelten für natürliches Mineralwasser.

		Gebrauch bestimmt ist, wird ausdrücklich ausgeschlossen (Art. 10 Abs. 2). Dies entspricht nicht dem Geltungsbereich der Richtlinie 2009/54/EG. Somit kann das Ziel, die Anforderungen der europäischen Gesetzgebung vollständig in die schweizerische Gesetzgebung zu übernehmen, nicht erreicht werden. Art. 10 muss angepasst werden. (vgl. allgemeine Bemerkungen)	Der Rest von Art. 10 Abs. sowie Art. 10 Abs. 2: müssen gestrichen werden.
Staatskanzlei des Kantons Bern	übrige	Die Definition von Trinkwasser ist nicht korrekt. "Wasser, das... nach Aufbereitung bestimmt ist zum Trinken..." ist nicht Trinkwasser, sondern Rohwasser.	Korrekte Definition wie: "Trinkwasser ist naturbelassenes oder aufbereitetes Wasser, das bestimmt ist zum Trinken, zum Kochen..."
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	übrige	Die Definition von Trinkwasser ist nicht korrekt. "Wasser, das... nach Aufbereitung bestimmt ist zum Trinken..." ist nicht Trinkwasser, sondern Rohwasser.	Korrekte Definition wie: "Trinkwasser ist naturbelassenes oder aufbereitetes Wasser, das bestimmt ist zum Trinken, zum Kochen..."
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	übrige	Art 12.1: Betrifft nur die italienische Version: In diesem Absatz geht es um "Acqua minerale naturale". Im Absatz 1 spricht man dagegen von "L'acqua minerale artificiale deve distinguersi …".	Die italienische Fassung von Art. 12 Abs 1 muss korrigiert werden: "L'acqua minerale naturale deve distinguersi per la speciale provenienza geologica…"
Staatskanzlei des Kantons Aargau	übrige	Die Definition von Trinkwasser ist nicht korrekt. "Wasser, das... nach Aufbereitung bestimmt ist zum Trinken..." ist nicht Trinkwasser, sondern Rohwasser.	Korrekte Definition wie: "Trinkwasser ist naturbelassenes oder aufbereitetes Wasser, das bestimmt ist zum Trinken, zum Kochen..."
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	übrige	La définition de l'eau potable n'est pas correcte. «Par eau potable, on entend l'eau qui, ….. après traitement, convient à la consommation…. » n'est pas de l'eau potable mais de l'eau brute.	Définition correcte, telle que : «Par eau potable, on entend l'eau naturel ou traité qui convient à la consommation, à la cuisson d'aliments,… »
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	übrige	Die Definition von Trinkwasser ist nicht korrekt. "Wasser, das... nach Aufbereitung bestimmt ist zum Trinken..." ist nicht Trinkwasser, sondern Rohwasser.	Korrekte Definition wie: "Trinkwasser ist naturbelassenes oder aufbereitetes Wasser, das bestimmt ist zum Trinken, zum Kochen..."

4.8 Révision partielle de l'ordonnance sur les aliments spéciaux (RS 817.022.104)

Organisation	Article	Commentaire	Modifications proposées
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	Generelle Bemerkungen	Die Regelung weiterer Stoffe (wie Phytosterine, Beta-Glucan und Katechine) wird begrüsst. Hinsichtlich Health Claims gibt es bei Coffein und Carnitin Unter-	

		schiede gegenüber der EU. Sollen diese künftig bestehen bleiben? Sind diese Unterschiede wissenschaftlich vertretbar?	
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	übrige	Nahrungsergänzungsmittel Die zulässigen Höchstmengen der Stoffe werden nicht vollständig geregelt (im Gegensatz beispielsweise bei Ergänzungsnahrung unter Art. 20 Abs. 7 oder bei malzextrakthaltigen Nahrungsmitteln unter Art. 21 Abs. 4). Es wird unter Art. 22 Abs. 5 nur auf die Überdosierung von Vitaminen eingegangen. Unter Art. 22 Abs. 3 wird nur auf die Art der Stoffe, nicht aber auf deren Höchstmengen eingegangen. Die zulässigen Höchstmengen der Stoffe sind zu regeln.	Ergänzung unter Abs. 4 oder neu als Abs. 4a: "Die Zulässigkeit der Höchstmengen der Vitamine, Mineralstoffe und anderen Substanzen richtet sich nach Anhang 13."
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	23.1	Phytosterine etc. dürfen laut Buchstabe b den Milcherzeugnissen zugesetzt werden. Es ist nicht klar, was mit diesem Begriff gemeint ist. Zu den Milcherzeugnissen gehören beispielsweise auch Milch, Rahm und Käse. Sollen wirklich bei allen Milcherzeugnissen diese Zusätze möglich sein? Der Begriff "Milcherzeugnis" wird lebensmittelrechtlich nirgends definiert. Nach Durchsicht der BAG-Bewilligungen wurden Phytosterine etc. bisher nur Joghurtdrinks zugeführt. Ist es die Absicht des Gesetzgebers, dass bei sämtlichen Erzeugnissen aus Milch diese Zusätze möglich sind? Wir stellen dies in Frage.	Sollte nicht bei allen Milchprodukten der Zusatz möglich sein, den Begriff "Milcherzeugnis" klarer formulieren.
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	23.2	Lebensmittel mit Zusatz von Phytosterinen…. müssen zusätzlich zu den Angaben nach Art. 4 Abs. 1 aufweisen: "a. gegebenenfalls den Hinweis «mit zugesetzten Pflanzensterinen» beziehungsweise «mit zugesetzten Pflanzenstanolen»". Die Angabe wird durch den Begriff "gegebenenfalls" verwirrend und stellt inhaltlich auch einen Unterschied zum Anhang III der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 dar. Der Inhalt sollte von der EU-Verordnung übernommen werden.	Den Inhalt analog der EU-Verordnung übernehmen. Beispielsweise: "a. den Hinweis «mit zugesetzten Pflanzen¬sterinen» beziehungsweise «mit zugesetzten Pflanzen-stanolen» im gleichen Sichtfeld wie die Sach-bezeichnung des Lebensmittels."
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	23.2	Lebensmittel mit Zusatz von Phytosterinen…. müssen zusätzlich zu den Angaben nach Art. 4 Abs. 1 aufweisen: "f. eine Empfehlung, dass das Lebensmittel als Bestandteil einer ausgewogenen und abwechslungsreichen Ernährung zu verwenden ist, zu der zur Aufrechterhaltung des Carotinoid-Spiegels auch der regelmässige Verzehr von Obst und Gemüse zählt". Der Wortlaut wurde unverändert von der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 übernommen. Es fragt sich, ob für die Konsumentenschaft klar ist, was mit "Carotinoid-Spiegel" gemeint ist. Die Angabe trägt nach unserer Sicht bei der Kundschaft eher zu Verwirrung als zur Klärung bei und sollte deshalb weggelassen werden. Gegenüber den EU-Vorschriften ist dies vertretbar.	Änderungsvorschlag: "f. einen Hinweis, dass das Lebensmittel als Bestandteil einer ausgewogenen und abwechs-lungsreichen Ernährung zu verwenden ist, zu der auch der regelmässige Verzehr von Obst und Gemüse zählt."

Standeskanzlei des Kantons Graubünden	2.2 i und w	In den Erläuterungen zum Wegfall der für Diabetiker verwendbaren Lebensmitteln heisst es: "Wenn ein Lebensmittel als für Diabetiker geeignet angepriesen wird, handelt es sich um eine gesundheitsbezogene Angabe, welche zwingend eine Nährwertdeklaration erfordert. Mit den Neuerungen für gesundheitsbezogene Angaben kann den Bedürfnissen von Diabetikerinnen und Diabetikern Rechnung getragen werden." Weder in der gültigen Fassung der LKV noch in der vorgeschlagenen Revision befinden sich gesundheitsbezogenen Angabe bzgl. Diabetikern.	Gesundheitsbezogene Angaben für Diabetiker in LKV Anhang 8 aufnehmen, falls Art. 2 Abs. 2 Bst. i entfallen sollte.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Generelle Bemerkungen	Die Regelung weiterer Stoffe (wie Phytosterine, Beta-Glucan und Katechine) wird begrüsst. Hinsichtlich Health Claims gibt es bei Coffein und Carnitin Unterschiede gegenüber der EU. Sollen diese künftig bestehen bleiben? Sind diese Unterschiede wissenschaftlich vertretbar?	
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	übrige	Nahrungsergänzungsmittel Die zulässigen Höchstmengen der Stoffe werden nicht vollständig geregelt (im Gegensatz beispielsweise bei Ergänzungsnahrung unter Art. 20 Abs. 7 oder bei malzextrakthaltigen Nahrungsmitteln unter Art. 21 Abs. 4). Es wird unter Art. 22 Abs. 5 nur auf die Überdosierung von Vitaminen eingegangen. Unter Art. 22 Abs. 3 wird nur auf die Art der Stoffe, nicht aber auf deren Höchstmengen eingegangen. Die zulässigen Höchstmengen der Stoffe sind zu regeln.	Ergänzung unter Abs. 4 oder neu als Abs. 4a: "Die Zulässigkeit der Höchstmengen der Vitamine, Mineralstoffe und anderen Substanzen richtet sich nach Anhang 13."
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	23.1	Wird Bst. v unter Art. 2 Abs. 2 aufgehoben, so sollte auch Art. 23 aufgehoben und die neue Speziallebensmittelkategorie unter Art. 23a aufgeführt werden. Andernfalls führt dies zu Unsicherheiten.	Wird Bst. v aufgehoben, ebenfalls Art. 23 aufheben und die Produktegruppe "Lebensmittel mit Zusatz von Phytosterinen…" unter Art. 23a aufführen. Siehe auch Anmerkungen unter Art. 2 Abs. 2.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	23.1	Phytosterine etc. dürfen laut Buchstabe b den Milcherzeugnissen zugesetzt werden. Es ist nicht klar, was mit diesem Begriff gemeint ist. Zu den Milcherzeugnissen gehören beispielsweise auch Milch, Rahm und Käse. Sollen wirklich bei allen Milcherzeugnissen diese Zusätze möglich sein? Der Begriff "Milcherzeugnis" wird lebensmittelrechtlich nirgends definiert. Nach Durchsicht der BAG-Bewilligungen wurden Phytosterine etc. bisher nur Joghurtdrinks zugeführt. Ist es die Absicht des Gesetzgebers, dass bei sämtlichen Erzeugnissen aus Milch diese Zusätze möglich sind? Wir stellen dies in Frage.	Sollte nicht bei allen Milchprodukten der Zusatz möglich sein, den Begriff "Milcherzeugnis" klarer formulieren.
Landeskanzlei des Kan-	23.2	Lebensmittel mit Zusatz von Phytosterinen…. Müssen zusätzlich zu den Angaben nach Art. 4 Abs. 1 aufweisen:	Den Inhalt analog der EU-Verordnung übernehmen. Beispielsweise: "a. den Hinweis «mit zugesetzten Pflanzen¬sterinen» beziehungs-

tons Basel-Landschaft		"a. gegebenenfalls den Hinweis «mit zugesetzten Pflanzensterinen» beziehungsweise «mit zugesetzten Pflanzenstanolen»". Die Angabe wird durch den Begriff "gegebenenfalls" verwirrend und stellt inhaltlich auch einen Unterschied zum Anhang III der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 dar. Der Inhalt sollte von der EU-Verordnung übernommen werden.	weise «mit zugesetzten Pflanzen-stanolen» im gleichen Sichtfeld wie die Sach-bezeichnung des Lebensmittels."
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	23.2	Lebensmittel mit Zusatz von Phytosterinen…. Müssen zusätzlich zu den Angaben nach Art. 4 Abs. 1 aufweisen: "f. eine Empfehlung, dass das Lebensmittel als Bestandteil einer ausgewogenen und abwechslungsreichen Ernährung zu verwenden ist, zu der zur Aufrechterhaltung des Carotinoid-Spiegels auch der regelmässige Verzehr von Obst und Gemüse zählt". Der Wortlaut wurde unverändert von der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 übernommen. Es fragt sich, ob für die Konsumentenschaft klar ist, was mit "Carotinoid-Spiegel" gemeint ist. Die Angabe trägt nach unserer Sicht bei der Kundschaft eher zu Verwirrung als zur Klärung bei und sollte deshalb weggelassen werden. Gegenüber den EU-Vorschriften ist dies vertretbar.	Änderungsvorschlag: "f. einen Hinweis, dass das Lebensmittel als Bestandteil einer ausgewogenen und abwechs-lungsreichen Ernährung zu verwenden ist, zu der auch der regelmässige Verzehr von Obst und Gemüse zählt."
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	übrige	Anhang 12: Vollständigkeit Tabelle Aufgrund des revidierten Anhangs 8 LKV werden die Vollständigkeit und der Inhalt von Anhang 12 in Frage gestellt. Reihenfolge der aufgeführten Substanzen Die Reihenfolge der Substanzen wurde gegenüber der aktuellen Version geändert. Bei erster Betrachtung scheinen die Substanzen nach Alphabet aufgeführt worden zu sein. Dies wird aber nicht konsequent durchgezogen (Beispiele: Substanzen mit Buchstabe C). Aminosäuren - Anforderungen Im Gegensatz zur aktuellen Fassung ist nicht mehr klar, worauf sich die Klammerangabe "(optimaler Bedarf liegt ca. 2 mal höher)" bezieht. Nur auf L-Valin oder auf alle oben aufgeführten Aminosäuren? Um Missverständnisse zu vermeiden, sollte die Klammerangabe anders platziert oder anders formu-liert werden. Coffein - Deklaration Rechtschreibefehler bei "oder in prozentualerer Anteil (%)". Bezieht sich der prozentuale Anteil auf die Tagesration oder auf 100 g bzw. 100 ml? Sind Massenprozente oder Volumenprozente gemeint? Creatin – Schreibweise	Änderungsvorschläge: Liste bezüglich Vollständigkeit und Inhalt prüfen und wo nötig aktualisieren / ergänzen. Reihenfolge Substanzen durchgehend nach Alphabet aufführen. Aminosäuren Angabe in Klammer anders platzieren oder so formulieren, dass klar wird, auf welche Amino-säuren sich dieser Hinweis bezieht. Beispielsweise: "(optimaler Bedarf der oben aufgeführten Amino-säuren liegt ca. 2 mal höher)" Coffein Rechtschreibefehler eliminieren. Klarere Angabe betreffend prozentualem Anteil. Creatin – Schreibweise Gleiche Schreibweise von Creatin in Anhang 8 LKV sowie Anhänge 12 und 14. Einheitlich "Creatin" oder "Kreatin".

		Als Substanz wird Creatin geschrieben. Unter den Spalten "Anpreisung" und "Auflage" steht Kreatin. In Anhang 14 der gleichen Verordnung steht Creatin. In Anhang 8 LKV wird Kreatin geschrieben. Creatin - Anforderungen Die Dosen werden im Vergleich zur aktuellen Fassung geändert. Neu steht bei Monohydrat 3 g/Tag und bei Pyruvat 5 g/Tag. Sind die Werte als Minimalwerte zu verstehen, um eine Anpreisung aufführen zu können? Es ist nicht klar. Unter der Spalte "Auflage" steht, dass die Anpreisung nur für Lebensmittel verwendet werden darf, wenn deren Verzehr eine tägliche Aufnahme von 3 g Creatin gewährleistet. Von der Logik her müsste damit der Gehalt der reinen Substanz und nicht der Salzgehalt gemeint sein. Als Salz müsste der minimale Gehalt somit höher sein als 3 g. Falls sich die 3 g auf Creatinmonohydrat beziehen, so würde die Ergänzung "Monohydrat" in Klammer hinter Creatin zum besseren Verständnis beitragen. Cholin und Creatin - Health Claim (Angaben unter Anpreisung - Auflage - Bemerkungen) Bei Cholin werden die detaillierten Angaben nur im Anhang 8 LKV aufgeführt. Bei Creatin stehen sie sowohl in Anhang 12 als auch in Anhang 8 LKV. Die Handhabung von gesundheitsbezogenen Angaben, die bereits in Anhang 8 LKV geregelt werden, sollte einheitlich sein. Inositol - Anforderungen "300 à 1000 mg/Tag". Das Wort "à" durch "bis" ersetzen. Taurin - Anforderungen "Bis 1000 mg/Portion". Mit Ausnahme von Taurin steht bei den Substanzen mit zulässigen Höchstmengen der Begriff "max.". Wie bei der aktuellen Fassung "max. 1000 mg/Portion" angeben. So werden die Angaben unter Anforderungen einheitlich gehandhabt.	Creatin – Anforderungen - Auflage Angegebene Gehalte unter Anforderungen überprüfen und allenfalls anpassen. Angeben, wenn es sich um Minimalwerte ("min. 3 g/Tag") handelt. Falls sich unter der Spalte "Auflage" die tägliche Aufnahme von 3 g auf Creatinmonohydrat bezieht, so sollte dies in Klammer ergänzt werden. Zum Beispiel: "… tägliche Aufnahme von 3 g Kreatin (Monohydrat) gewährleistet". Cholin und Creatin Einheitliche Handhabung. Vorschlag: Entweder bei beiden Verweise auf Anhang 8 LKV oder die detaillierten Angaben bei beiden in Anhang 12 aufführen. Inositol Änderungsvorschlag: "300 bis 1000 mg/Tag" oder wie bisher "300-1000 mg/Tag". Taurin Wie bisher "max. 1000 mg/Portion" angeben.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	übrige	Anhang 13: Vollständigkeit Tabelle Aufgrund der revidierten Liste in Anhang 8 LKV ergeben sich in gewissen Punkten Differenzen zu Anhang 13. In Anhang 8 LKV werden beispielsweise Nährstoffe/Substanzen aufgeführt (wie Betain und Glucomannan), welche in Anhang 13 noch nicht angegeben werden. Diejenigen Stoffe von Anhang 8 LKV, die bei Nahrungs-ergänzungsmitteln erlaubt sind, sollten von der Logik her auch hier erfasst und die zugelassenen Tagesdosen festgelegt werden.	Änderungsvorschläge: Anhang 13 ist unter Berücksichtigung von Anhang 8 LKV und Art. 5c der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse zu aktualisieren / ergänzen.

Neu wird in der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse das raffinierte Echiumöl (Art. 5c, Anhang 5) erfasst. In diesem Zusammenhang werden Höchstmengen zur Stearidonsäure (18:4, n-3) und Verwendungszwecke (-> Nahrungsergänzungsmittel) festgelegt. Von der Logik her müsste deshalb unter Fettsäuren auch die Stearidonsäure (STA, n-3) erfasst werden.

Einleitungssatz
Der Einleitungssatz hinsichtlich der empfohlenen Tagesdosen spezifischer Fettsäuren ist nicht verständlich. Nur mit Hilfe der separaten Erläuterung wird klar, was gemeint sein soll. Der Satz ist unbedingt verständlicher zu formulieren.
Zudem ist es angebrachter, wenn der Satz in der Tabelle direkt beim Abschnitt "andere Nährstoffe" integriert wird, da dort die spezifischen Fettsäuren aufgeführt werden und sich die Angaben darauf beziehen.

Abschnitt "andere Nährstoffe" – Angabe Abkürzungen
Meistens werden in der Tabelle die Stoffnamen und danach in Klammer allfällige Abkürzungen aufgeführt. Davon ausgenommen sind EPA, DHA sowie EGCG. Dort werden direkt in der Tabelle nur die Abkürzungen angegeben und als Fussnote die Stoffnamen. Die Art der Angabe sollte einheitlich sein. In diesem Sinne sollten die Stoffnamen in der Tabelle ausgeschrieben und in Klammer direkt die Abkürzungen aufgeführt werden (analog EPA und DHA im Anhang 1 der Verordnung des EDI über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln).
Auf diese Weise wird die Übersicht insgesamt erhöht. Zudem stehen bei den Fussnoten nur noch die vorzunehmenden Warnhinweise, was ebenfalls zur Übersichtlichkeit beiträgt.

Warnhinweis bei EGCG
Produkte mit EGCG dürfen nicht bei strikter, kalorienarmer Ernährung eingenommen werden. Dies geht aus dem Warnhinweis zu wenig klar hervor. Durch das Einführen des Wortes "nicht" wird der Warnhinweis verständlicher.

Warnhinweis(e) - Wortlaut
Der Begriff "Warnhinweis" steht manchmal in der Mehrzahl, manch-

Einleitungssatz:
Satz nicht oberhalb der Tabelle, sondern direkt unter Abschnitt "andere Nährstoffe" aufführen. Verständlichere Formulierung wie: "Anmerkung: Zur Anreicherung von Lebensmitteln mit spezifischen Fettsäuren gelten bei der Verwendung von neuartigen Speiseölen nach Artikel 5a, 5b und 5g der Verordnung des EDI vom 23. November 2005 über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse die Verwendungszwecke und Höchstmengen gemäss deren Anhängen 3, 4 und 9".
Angaben bezüglich Vollständigkeit überprüfen und allenfalls ergänzen (wie Artikel 5c, Anhang 5).

Abschnitt "andere Nährstoffe" - Abkürzungen
- "Summe von Eicosapentaensäure und Docosahexaensäure (EPA + DHA) (langkettige n-3)"
- Katechine, Epigallocatechingallat (EGCG)"

Warnhinweis EGCG
"Nicht auf nüchternen Magen, nicht bei strikter, kalorienarmer Ernährung und nicht gleichzeitig mit anderen Produkten auf Basis von Grüntee einnehmen."

Begriff "Warnhinweis"
Überall den Begriff in der Einzahl schreiben.

		mal in der Einzahl. Dies kann nicht nachvollzogen werden.	
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	übrige	Anhang 14: Vollständigkeit Liste Im ab 1.1.2013 geltenden Anhang 8 LKV werden neue Nährstoffe/Sub¬stanzen aufgeführt (wie Betain und Glucomannan). Sind die neu aufgeführten Stoffe bei Nahrungsergänzungsmitteln und Ergänzungsnahrung erlaubt, so sollten die Verbindungen / Rohstoffquellen dieser Stoffe von der Logik her ebenfalls im Anhang 14 unter Kategorie 4 erfasst werden. Allenfalls Stearidonsäure (STA) separat aufführen aufgrund von Art. 5c der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse. Einleitungssatz und Kategorie 4 hinsichtlich Fettsäuren Der Einleitungssatz wird in Frage gestellt (u.a. Vollständigkeit). Er ist mehr verwirrend als klärend. Der Satz ist unseres Erachtens zudem nicht nötig, weil unter "Kategorie 4: Sonstige" bei DHA, EPA und Omega-3-Fettsäuren jeweils auf die Speiseöle der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse verwiesen wird. Durch die Verweise sind auch die Anforderungen der entsprechenden Öle eingeschlossen. Der bei DHA, EPA und den Omega-3-Fettsäuren aufgeführte Verweis ist unvollständig und sollte entsprechend ergänzt werden mit "neuartigen Speiseölen". Die neuartigen Speiseöle werden im Artikel 1 und im Abschnitt 2a der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus her-gestellte Erzeugnisse neu separat erfasst. Kategorie 2: Mineralstoffe Bei mehreren Salzen wird Kalium ohne "u" geschrieben. Kategorie 4: Sonstige – Reihenfolge Die Substanzen werden bisher in alphabetischer Reihenfolge aufgeführt. Die neu aufgenommenen Stoffe werden nun am Schluss angegeben. Auch bei den neu aufgeführten Substanzen ist die alphabetische Reihenfolge zu beachten. Kategorie 4: Beta-Glucan aus Hafer Bei den gesundheitsbezogenen Angaben in Anhang 8 LKV steht Beta-Glucan aus Hafer und Gerste. In diesem Anhang wird bei Beta-Glucan nur Hafer als Rohstoffquelle angegeben. Sollte die Rohstoffquelle nicht mit Anhang 8 LKV korrespondieren?	Änderungsvorschläge: Anhang 14 ist unter Berücksichtigung von Anhang 8 LKV und Art. 5c Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse zu aktualisieren / ergänzen. Einleitungssatz betreffend Fettsäuren streichen. Kategorie 4: Sonstige Ergänzung bei DHA, EPA und Omega-3-Fettsäuren mit "… aus Speiseölen und neuartigen Speiseölen gemäss der Verordnung des EDI vom 23. Novem-ber 2005 über Speiseöl, Speisefett und daraus her-gestellte Erzeugnisse ". Kategorie 2: Mineralstoffe Überall Kalium mit "u" schreiben. Kategorie 4: Sonstige – Reihenfolge Alle Substanzen durchgehend nach Alphabet aufführen. Kategorie 4: Beta-Glucan Ergänzungsvorschlag: "Beta-Glucan aus Hafer oder Gerste"
Chancellerie d'Etat du Canton de Vaud	übrige	22: L'al. 3 indique que seuls les produits listés à l'annexe 13 peuvent être utilisés dans les compléments alimentaires, alors que l'al. 6 indique que les complexes nutritifs listés à l'annexe 14 peuvent être	

		utilisés. Ces deux listes n'étant pas équivalentes, une confusion en résulte. Par exemple, les acides aminés figurent dans l'annexe 14 mais pas dans l'annexe 13. Ces deux listes devraient être adaptées afin de les faire correspondre.	
Standeskanzlei des Kantons Uri	Generelle Bemerkungen	Die Regelung weiterer Stoffe (wie Phytosterine, Beta-Glucan und Katechine) wird begrüsst. Hinsichtlich Health Claims gibt es bei Coffein und Carnitin Unterschiede gegenüber der EU. Sollen diese künftig bestehen bleiben? Sind diese Unterschiede wissenschaftlich vertretbar?	
Standeskanzlei des Kantons Uri	übrige	22: Nahrungsergänzungsmittel Die zulässigen Höchstmengen der Stoffe werden nicht vollständig geregelt (im Gegensatz beispielsweise bei Ergänzungsnahrung unter Art. 20 Abs. 7 oder bei malzextrakthaltigen Nahrungsmitteln unter Art. 21 Abs. 4). Es wird unter Art. 22 Abs. 5 nur auf die Überdosierung von Vitaminen eingegangen. Unter Art. 22 Abs. 3 wird nur auf die Art der Stoffe, nicht aber auf deren Höchstmengen eingegangen. Die zulässigen Höchstmengen der Stoffe sind zu regeln.	Ergänzung unter Abs. 4 oder neu als Abs. 4a: "Die Zulässigkeit der Höchstmengen der Vitamine, Mineralstoffe und anderen Substanzen richtet sich nach Anhang 13."
Standeskanzlei des Kantons Uri	23.1	Phytosterine etc. dürfen laut Buchstabe b den Milcherzeugnissen zugesetzt werden. Es ist nicht klar, was mit diesem Begriff gemeint ist. Zu den Milcherzeugnissen gehören beispielsweise auch Milch, Rahm und Käse. Sollen wirklich bei allen Milcherzeugnissen diese Zusätze möglich sein? Der Begriff "Milcherzeugnis" wird lebensmittelrechtlich nirgends definiert. Nach Durchsicht der BAG-Bewilligungen wurden Phytosterine etc. bisher nur Joghurtdrinks zugeführt. Ist es die Absicht des Gesetzgebers, dass bei sämtlichen Erzeugnissen aus Milch diese Zusätze möglich sind? Wir stellen dies in Frage.	Sollte nicht bei allen Milchprodukten der Zusatz möglich sein, den Begriff "Milcherzeugnis" klarer formulieren.
Standeskanzlei des Kantons Uri	23.2	Lebensmittel mit Zusatz von Phytosterinen…. müssen zusätzlich zu den Angaben nach Art. 4 Abs. 1 aufweisen: "a. gegebenenfalls den Hinweis «mit zugesetzten Pflanzensterinen» beziehungsweise «mit zugesetzten Pflanzenstanolen»". Die Angabe wird durch den Begriff "gegebenenfalls" verwirrend und stellt inhaltlich auch einen Unterschied zum Anhang III der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 dar. Der Inhalt sollte von der EU-Verordnung übernommen werden.	Den Inhalt analog der EU-Verordnung übernehmen. Beispielsweise: "a. den Hinweis «mit zugesetzten Pflanzen-sterinen» beziehungsweise «mit zugesetzten Pflanzenstanolen» im gleichen Sichtfeld wie die Sachbezeichnung des Lebensmittels."
Standeskanzlei des Kantons Uri	23.2	Lebensmittel mit Zusatz von Phytosterinen…. müssen zusätzlich zu den Angaben nach Art. 4 Abs. 1 aufweisen: "f. eine Empfehlung, dass das Lebensmittel als Bestandteil einer ausgewogenen und abwechslungsreichen Ernährung zu verwenden ist, zu der zur Aufrechterhaltung des Carotinoid-Spiegels auch der	Änderungsvorschlag: "f. einen Hinweis, dass das Lebensmittel als Bestandteil einer ausgewogenen und abwechs-lungsreichen Ernährung zu verwenden ist, zu der auch der regelmässige Verzehr von Obst und Gemüse zählt."

		regelmässige Verzehr von Obst und Gemüse zählt". Der Wortlaut wurde unverändert von der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 übernommen. Es fragt sich, ob für die Konsumentenschaft klar ist, was mit "Carotinoid-Spiegel" gemeint ist. Die Angabe trägt nach unserer Sicht bei der Kundschaft eher zu Verwirrung als zur Klärung bei und sollte deshalb weggelassen werden. Gegenüber den EU-Vorschriften ist dies vertretbar.	
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Generelle Bemerkungen	Die Regelung weiterer Stoffe (wie Phytosterine, Beta-Glucan und Katechine) wird begrüsst. Hinsichtlich Health Claims gibt es bei Coffein und Carnitin Unterschiede gegenüber der EU. Sollen diese künftig bestehen bleiben? Sind diese Unterschiede wissenschaftlich vertretbar?	
Staatskanzlei des Kantons Luzern	2.2 i und w	Unter Bst. w werden neu die Lebensmittel mit Phytosterinen, Phytosterinestern, Phytostanolen oder Phytostanolestern aufgeführt. Gemäss Erläuterungen soll Bst. v (coffeinhaltige Spezialgetränke) aufgehoben werden. Unter Art. 2 Abs. 2 steht diesbezüglich nichts (im Gegensatz zu Bst. i.). Soll anstelle Bst. W der Bst. V stehen?	Explizit angeben, dass Bst. v aufgehoben wird. Oder Wird Art. 23 "coffeinhaltige Spezialgetränke" mit der Speziallebensmittelkategorie "Lebensmittel mit Zusatz von Phytosterinen…" überschrieben, so ist der vorgesehene Bst. w durch Bst. v zu ersetzen.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	übrige	Nahrungsergänzungsmittel Die zulässigen Höchstmengen der Stoffe werden nicht vollständig geregelt (im Gegensatz beispielsweise bei Ergänzungsnahrung unter Art. 20 Abs. 7 oder bei malzextrakthaltigen Nahrungsmitteln unter Art. 21 Abs. 4). Es wird unter Art. 22 Abs. 5 nur auf die Überdosierung von Vitaminen eingegangen. Unter Art. 22 Abs. 3 wird nur auf die Art der Stoffe, nicht aber auf deren Höchstmengen eingegangen. Die zulässigen Höchstmengen der Stoffe sind zu regeln.	Ergänzung unter Abs. 4 oder neu als Abs. 4a: "Die Zulässigkeit der Höchstmengen der Vitamine, Mineralstoffe und anderen Substanzen richtet sich nach Anhang 13."
Staatskanzlei des Kantons Luzern	23.1	Wird Bst. v unter Art. 2 Abs. 2 aufgehoben, so sollte auch Art. 23 aufgehoben und die neue Speziallebensmittelkategorie unter Art. 23a aufgeführt werden. Andernfalls führt dies zu Unsicherheiten.	Wird Bst. v aufgehoben, ebenfalls Art. 23 aufheben und die Produktegruppe "Lebensmittel mit Zusatz von Phytosterinen…" unter Art. 23a aufführen. Siehe auch Anmerkungen unter Art. 2 Abs. 2.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	23.1	Phytosterine etc. dürfen laut Buchstabe b den Milcherzeugnissen zugesetzt werden. Es ist nicht klar, was mit diesem Begriff gemeint ist. Zu den Milcherzeugnissen gehören beispielsweise auch Milch, Rahm und Käse. Sollen wirklich bei allen Milcherzeugnissen diese Zusätze möglich sein? Der Begriff "Milcherzeugnis" wird lebensmittelrechtlich nirgends definiert. Nach Durchsicht der BAG-Bewilligungen wurden Phytosterine etc. bisher nur Joghurtdrinks zugeführt. Ist es die Absicht des Gesetzgebers, dass bei sämtlichen	Sollte nicht bei allen Milchprodukten der Zusatz möglich sein, den Begriff "Milcherzeugnis" klarer formulieren.

		Erzeugnissen aus Milch diese Zusätze möglich sind? Wir stellen dies in Frage.	
Staatskanzlei des Kantons Luzern	23.2	Lebensmittel mit Zusatz von Phytosterinen…. müssen zusätzlich zu den Angaben nach Art. 4 Abs. 1 aufweisen: "a. gegebenenfalls den Hinweis «mit zugesetzten Pflanzensterinen» beziehungsweise «mit zugesetzten Pflanzenstanolen»". Die Angabe wird durch den Begriff "gegebenenfalls" verwirrend und stellt inhaltlich auch einen Unterschied zum Anhang III der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 dar. Der Inhalt sollte von der EU-Verordnung übernommen werden.	Den Inhalt analog der EU-Verordnung übernehmen. Beispielsweise: "a. den Hinweis «mit zugesetzten Pflanzen¬sterinen» beziehungsweise «mit zugesetzten Pflanzen-stanolen» im gleichen Sichtfeld wie die Sach-bezeichnung des Lebensmittels."
Staatskanzlei des Kantons Luzern	23.2	Lebensmittel mit Zusatz von Phytosterinen…. müssen zusätzlich zu den Angaben nach Art. 4 Abs. 1 aufweisen: "f. eine Empfehlung, dass das Lebensmittel als Bestandteil einer ausgewogenen und abwechslungsreichen Ernährung zu verwenden ist, zu der zur Aufrechterhaltung des Carotinoid-Spiegels auch der regelmässige Verzehr von Obst und Gemüse zählt". Der Wortlaut wurde unverändert von der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 übernommen. Es fragt sich, ob für die Konsumentenschaft klar ist, was mit "Carotinoid-Spiegel" gemeint ist. Die Angabe trägt nach unserer Sicht bei der Kundschaft eher zu Verwirrung als zur Klärung bei und sollte deshalb weggelassen werden. Gegenüber den EU-Vorschriften ist dies vertretbar.	Änderungsvorschlag: "f. einen Hinweis, dass das Lebensmittel als Bestandteil einer ausgewogenen und abwechs-lungsreichen Ernährung zu verwenden ist, zu der auch der regelmässige Verzehr von Obst und Gemüse zählt."
Staatskanzlei des Kantons Luzern	II.1	Vollständigkeit Tabelle Aufgrund des revidierten Anhangs 8 LKV werden die Vollständigkeit und der Inhalt von Anhang 12 in Frage gestellt.	Änderungsvorschläge: Liste bezüglich Vollständigkeit und Inhalt prüfen und wo nötig aktualisieren / ergänzen.
		Reihenfolge der aufgeführten Substanzen Die Reihenfolge der Substanzen wurde gegenüber der aktuellen Version geändert. Bei erster Betrachtung scheinen die Substanzen nach Alphabet aufgeführt worden zu sein. Dies wird aber nicht konsequent durchgezogen (Beispiele: Substanzen mit Buchstabe C).	Reihenfolge Substanzen durchgehend nach Alphabet aufführen.
		Aminosäuren - Anforderungen Im Gegensatz zur aktuellen Fassung ist nicht mehr klar, worauf sich die Klammerangabe "(optimaler Bedarf liegt ca. 2 mal höher)" bezieht. Nur auf L-Valin oder auf alle oben aufgeführten Aminosäuren? Um Missverständnisse zu vermeiden, sollte die Klammerangabe anders platziert oder anders formu-liert werden.	Aminosäuren Angabe in Klammer anders platzieren oder so formulieren, dass klar wird, auf welche Amino-säuren sich dieser Hinweis bezieht. Beispielsweise: "(optimaler Bedarf der oben aufgeführten Amino-säuren liegt ca. 2 mal höher)"
		Coffein - Deklaration Rechtschreibefehler bei "oder in prozentualerer Anteil (%)". Bezieht sich der prozentuale Anteil auf die Tagesration oder auf 100	Coffein Rechtschreibefehler eliminieren. Klarere Angabe betreffend prozentualem Anteil.

		g bzw. 100 ml? Sind Massenprozente oder Volumenprozente gemeint?	
		Creatin – Schreibweise Als Substanz wird Creatin geschrieben. Unter den Spalten "Anpreisung" und "Auflage" steht Kreatin. In Anhang 14 der gleichen Verordnung steht Creatin. In Anhang 8 LKV wird Kreatin geschrieben.	Creatin – Schreibweise Gleiche Schreibweise von Creatin in Anhang 8 LKV sowie Anhänge 12 und 14. Einheitlich "Creatin" oder "Kreatin".
		Creatin - Anforderungen Die Dosen werden im Vergleich zur aktuellen Fassung geändert. Neu steht bei Monohydrat 3 g/Tag und bei Pyruvat 5 g/Tag. Sind die Werte als Minimalwerte zu verstehen, um eine Anpreisung aufführen zu können? Es ist nicht klar. Unter der Spalte "Auflage" steht, dass die Anpreisung nur für Lebensmittel verwendet werden darf, wenn deren Verzehr eine tägliche Aufnahme von 3 g Creatin gewährleistet. Von der Logik her müsste damit der Gehalt der reinen Substanz und nicht der Salzgehalt gemeint sein. Als Salz müsste der minimale Gehalt somit höher sein als 3 g. Falls sich die 3 g auf Creatinmonohydrat beziehen, so würde die Ergänzung "Monohydrat" in Klammer hinter Creatin zum besseren Verständnis beitragen.	Creatin – Anforderungen - Auflage Angegebene Gehalte unter Anforderungen überprüfen und allenfalls anpassen. Angeben, wenn es sich um Minimalwerte ("min. 3 g/Tag") handelt. Falls sich unter der Spalte "Auflage" die tägliche Aufnahme von 3 g auf Creatinmonohydrat bezieht, so sollte dies in Klammer ergänzt werden. Zum Beispiel: "… tägliche Aufnahme von 3 g Kreatin (Monohydrat) gewährleistet".
		Cholin und Creatin - Health Claim (Angaben unter Anpreisung - Auflage - Bemerkungen) Bei Cholin werden die detaillierten Angaben nur im Anhang 8 LKV aufgeführt. Bei Creatin stehen sie sowohl in Anhang 12 als auch in Anhang 8 LKV. Die Handhabung von gesundheitsbezogenen Angaben, die bereits in Anhang 8 LKV geregelt werden, sollte einheitlich sein.	Cholin und Creatin Einheitliche Handhabung. Vorschlag: Entweder bei beiden Verweise auf Anhang 8 LKV oder die detaillierten Angaben bei beiden in Anhang 12 aufführen.
		Inositol - Anforderungen "300 à 1000 mg/Tag". Das Wort "à" durch "bis" ersetzen.	Inositol Änderungsvorschlag: "300 bis 1000 mg/Tag" oder wie bisher "300-1000 mg/Tag".
		Taurin - Anforderungen "Bis 1000 mg/Portion". Mit Ausnahme von Taurin steht bei den Substanzen mit zulässigen Höchstmengen der Begriff "max.". Wie bei der aktuellen Fassung "max. 1000 mg/Portion" angeben. So werden die Angaben unter Anforderungen einheitlich gehandhabt.	Taurin Wie bisher "max. 1000 mg/Portion" angeben.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	II.1	Vollständigkeit Tabelle Aufgrund der revidierten Liste in Anhang 8 LKV ergeben sich in gewissen Punkten Differenzen zu Anhang 13. In Anhang 8 LKV werden beispielsweise Nährstoffe/Substanzen aufgeführt (wie Betain und Glucomannan), welche in Anhang 13 noch nicht angegeben werden. Diejenigen Stoffe von Anhang 8 LKV, die bei Nahrungs-ergänzungsmitteln erlaubt sind, sollten von der Logik her auch hier erfasst und die zugelassenen Tagesdosen fest-	Änderungsvorschläge: Anhang 13 ist unter Berücksichtigung von Anhang 8 LKV und Art. 5c der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse zu aktualisieren / ergänzen.

gelegt werden.
Neu wird in der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse das raffinierte Echiumöl (Art. 5c, Anhang 5) erfasst. In diesem Zusammenhang werden Höchstmengen zur Stearidonsäure (18:4, n-3) und Verwendungszwecke (-> Nahrungsergänzungsmittel) festgelegt. Von der Logik her müsste deshalb unter Fettsäuren auch die Stearidonsäure (STA, n-3) erfasst werden.

Einleitungssatz
Der Einleitungssatz hinsichtlich der empfohlenen Tagesdosen spezifischer Fettsäuren ist nicht verständlich. Nur mit Hilfe der separaten Erläuterung wird klar, was gemeint sein soll. Der Satz ist unbedingt verständlicher zu formulieren.
Zudem ist es angebrachter, wenn der Satz in der Tabelle direkt beim Abschnitt "andere Nährstoffe" integriert wird, da dort die spezifischen Fettsäuren aufgeführt werden und sich die Angaben darauf beziehen.

Abschnitt "andere Nährstoffe" – Angabe Abkürzungen
Meistens werden in der Tabelle die Stoffnamen und danach in Klammer allfällige Abkürzungen aufgeführt. Davon ausgenommen sind EPA, DHA sowie EGCG. Dort werden direkt in der Tabelle nur die Abkürzungen angegeben und als Fussnote die Stoffnamen. Die Art der Angabe sollte einheitlich sein. In diesem Sinne sollten die Stoffnamen in der Tabelle ausgeschrieben und in Klammer direkt die Abkürzungen aufgeführt werden (analog EPA und DHA im Anhang 1 der Verordnung des EDI über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln).
Auf diese Weise wird die Übersicht insgesamt erhöht. Zudem stehen bei den Fussnoten nur noch die vorzunehmenden Warnhinweise, was ebenfalls zur Übersichtlichkeit beiträgt.

Warnhinweis bei EGCG
Produkte mit EGCG dürfen nicht bei strikter, kalorienarmer Ernährung eingenommen werden. Dies geht aus dem Warnhinweis zu wenig klar hervor. Durch das Einführen des Wortes "nicht" wird der Warnhinweis verständlicher.

Warnhinweis(e) - Wortlaut
Der Begriff "Warnhinweis" steht manchmal in der Mehrzahl, manch-

Einleitungssatz:
Satz nicht oberhalb der Tabelle, sondern direkt unter Abschnitt "andere Nährstoffe" aufführen. Verständlichere Formulierung wie:
"Anmerkung: Zur Anreicherung von Lebensmitteln mit spezifischen Fettsäuren gelten bei der Verwendung von neuartigen Speiseölen nach Artikel 5a, 5b und 5g der Verordnung des EDI vom 23. November 2005 über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse die Verwendungszwecke und Höchstmengen gemäss deren Anhängen 3, 4 und 9".
Angaben bezüglich Vollständigkeit überprüfen und allenfalls ergänzen (wie Artikel 5c, Anhang 5).

Abschnitt "andere Nährstoffe" - Abkürzungen
- "Summe von Eicosapentaensäure und Docosahexaensäure (EPA + DHA) (langkettige n-3)"
- Katechine, Epigallocatechingallat (EGCG)"

Warnhinweis EGCG
"Nicht auf nüchternen Magen, nicht bei strikter, kalorienarmer Ernährung und nicht gleichzeitig mit anderen Produkten auf Basis von Grüntee einnehmen."

Begriff "Warnhinweis"
Überall den Begriff in der Einzahl schreiben.

		mal in der Einzahl. Dies kann nicht nachvollzogen werden.	
Staatskanzlei des Kantons Luzern	II.1	Vollständigkeit Liste Im ab 1.1.2013 geltenden Anhang 8 LKV werden neue Nährstoffe/Sub¬stanzen aufgeführt (wie Betain und Glucomannan). Sind die neu aufgeführten Stoffe bei Nahrungsergänzungsmitteln und Ergänzungsnahrung erlaubt, so sollten die Verbindungen / Rohstoffquellen dieser Stoffe von der Logik her ebenfalls im Anhang 14 unter Kategorie 4 erfasst werden. Allenfalls Stearidonsäure (STA) separat aufführen aufgrund von Art. 5c der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse.	Änderungsvorschläge: Anhang 14 ist unter Berücksichtigung von Anhang 8 LKV und Art. 5c Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse zu aktualisieren / ergänzen.
		Einleitungssatz und Kategorie 4 hinsichtlich Fettsäuren Der Einleitungssatz wird in Frage gestellt (u.a. Vollständigkeit). Er ist mehr verwirrend als klärend. Der Satz ist unseres Erachtens zudem nicht nötig, weil unter "Kategorie 4: Sonstige" bei DHA, EPA und Omega-3-Fettsäuren jeweils auf die Speiseöle der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse verwiesen wird. Durch die Verweise sind auch die Anforderungen der entsprechenden Öle eingeschlossen. Der bei DHA, EPA und den Omega-3-Fettsäuren aufgeführte Verweis ist unvollständig und sollte entsprechend ergänzt werden mit "neuartigen Speiseölen". Die neuartigen Speiseöle werden im Artikel 1 und im Abschnitt 2a der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus her-gestellte Erzeugnisse neu separat erfasst.	Einleitungssatz betreffend Fettsäuren streichen. Kategorie 4: Sonstige Ergänzung bei DHA, EPA und Omega-3-Fettsäuren mit "… aus Speiseölen und neuartigen Speiseölen gemäss der Verordnung des EDI vom 23. Novem-ber 2005 über Speiseöl, Speisefett und daraus her-gestellte Erzeugnisse ".
		Kategorie 2: Mineralstoffe Bei mehreren Salzen wird Kalium ohne "u" geschrieben.	Kategorie 2: Mineralstoffe Überall Kalium mit "u" schreiben.
		Kategorie 4: Sonstige – Reihenfolge Die Substanzen werden bisher in alphabetischer Reihenfolge aufgeführt. Die neu aufgenommenen Stoffe werden nun am Schluss angegeben. Auch bei den neu aufgeführten Substanzen ist die alphabetische Reihenfolge zu beachten.	Kategorie 4: Sonstige – Reihenfolge Alle Substanzen durchgehend nach Alphabet aufführen.
		Kategorie 4: Beta-Glucan aus Hafer Bei den gesundheitsbezogenen Angaben in Anhang 8 LKV steht Beta-Glucan aus Hafer und Gerste. In diesem Anhang wird bei Beta-Glucan nur Hafer als Rohstoffquelle angegeben. Sollte die Rohstoffquelle nicht mit Anhang 8 LKV korrespondieren?	Kategorie 4: Beta-Glucan Ergänzungsvorschlag: "Beta-Glucan aus Hafer oder Gerste"
Pharma Context GmbH	Generelle Bemerkungen	Immer wieder werden wir International auf Nahrungsergänzungsmittel aufmerksam gemacht, die in vielen europäischen Ländern seit Jahren vermarktet werden, in der Schweiz aber nicht verkehrsfähig sind. Dies aufgrund unterschiedlicher Handhabung von empfohlenen Tagesdosen und Grenzwerten für einzelne Substanzen in verschiedenen europäischen Ländern.	

		Im Speziellen möchten wir auf Nahrungsergänzungsmittel hinweisen, bei denen das Verhältnis der beiden Carotinoide Lutein und Zeaxanthin 5:1 beträgt (Lutein 10mg/Tag und Zeaxanthin 2mg/Tag) und auf Nahrungsergänzungsmittel, deren empfohlene Zinkdosierung pro Tag bei mehr als 10mg/Tag liegt. Im Rahmen dieser Revision der Verordnung über Speziallebensmittel, möchten wir deshalb die zwei erwähnten Punkte (Zeaxanthin und Zink) zur Diskussion stellen.	
Pharma Context GmbH	übrige	Anhang 13: Das Verhältnis von Lutein zu Zeaxanthin in unterschiedlichen Früchten und Gemüsen ist sehr verschieden. Das über die Ernährung als Ganzes aufgenommene Lutein und Zeaxanthin erreicht aber einen Durchschnittswert von ungefähr 5:1. Zwei wichtige Referenzdokumente, welche dieses Verhältnis von Lutein zu Zeaxanthin von 5:1 aufzeigen sind der Bericht “Opinion of the Safety of Synthetic Zeaxanthin as an ingredient in food supplements” im EFSA Journal 2008 (the EFSA Journal (2008) 728; 1-27) [REF 1] sowie die Publikation von Dr. Sommerburg von 1998 (O. Sommerburg: Fruits and vegetables that are sources for lutein and Zeaxanthin: the macular pigment in human eyes) [REF 2]. Ein Lutein und Zeaxanthin Verhältnis von 5:1 wird grundsätzlich auch von der europäischen Behörde akzeptiert. Aus unserer Sicht ist deshalb eine Erhöhung des Zeaxanthin-Referenzwertes aus volksgesundheitlicher Sicht sinnvoll und aus toxikologischer Sicht vollständig unbedenklich (Bericht von Dr. Gabard) [REF 3]. Aus diesem Grund möchten wir das BAG bitten, die mitgelieferten Unterlagen zu prüfen und eine Erhöhung des Referenzwertes für Zeaxanthin von 0.5 resp. 0.8 (im Revisionsvorschlag) auf 2 mg/Tag in Erwägung zu ziehen, womit ein Verhältnis von 5:1 Lutein (10mg) zu Zeaxanthin (2mg) erreicht würde. Das zur Zeit zulässige Lutein und Zeaxanthin aus Tagetes hat ein leicht verschobenes Verhältnis (zugunsten von Lutein). Wir möchten mit dieser Stellungnahme gleichzeitig auch eine liberalisierung der Quellen von Zeaxanthin und Lutein beantragen (z.B. Peperoni oder andere pflanzliche Quellen), welche auch in der täglichen Ernährung eine wichtige Rolle spielen. Die Sicherheit der entsprechenden Extrakte müsste wie bei allen anderen Zutaten durch die Selbstkontrolle der Hersteller garantiert werden.	Andere Carotinoid Zeaxanthin 2 mg (keine definierte Quelle)
Pharma Context GmbH	übrige	Anhang 13: Gemäss EFSA-Veröffentlichung zu den “Tolerable Upper Intake Levels” [REF 4] liegt die sichere Obergrenze für Zink, welche auch bei lebenslanger täglicher Aufnahme keine Gesundheitsrisiken birgt, bei 25 mg/Tag. die tägliche durchschnittliche Zinkaufnahme von europäischen Erwachsenen ist in der Regel zwischen 7,5 und 12,1	Mineralstoffe und Spurenelemente ZinK 15 mg

		mg/Tag (Scientific Committee on Food, SCF/CS/NUT/UPPLEV/62 Final, 2003 und Leblanc JC, Guérin T, Dietary Exposure estimates of 18 elements form the 1st French Total Diet Study, Food additives and contaminations 2005, 22, 624-641), [REF 4 und REF 5]. Wird die durchschnittliche Zinkaufnahme von 9.8 mg/Tag vom tolerable Upper Intake level der EFSA von 25 mg/Tag subtrahiert, führt dies zu einem Grenzwert für die mögliche Tagesdosis für Speziallebensmittel für Zink von 15 mg/Tag. Ein solcher Grenzwert von 15 mg/Tag für Zink wie aktuell in Frankreich und Österreich wäre unserer Ansicht nach auch für die Schweiz akzeptierbar. Wir bitten das BAG deshalb, in der überarbeiteten Version der Verordnung über Speziallebensmittel diese Informationen zu berücksichtigen.	
Staatskanzlei des Kantons Zürich	2.2 i und w	Unter lit. w werden neu die Lebensmittel mit Phytosterinen, Phytosterinestern, Phytostanolen oder Phytostanolestern aufgeführt. Gemäss Erläuterungen soll lit. v (coffeinhaltige Spezialgetränke) aufgehoben werden. Unter Art. 2 Abs. 2 steht diesbezüglich nichts (im Gegensatz zu Bst. i.).	Es sei explizit anzugeben, dass lit. v aufgehoben wird. Oder: Wird Art. 23 "coffeinhaltige Spezialgetränke" mit der Speziallebensmittelkategorie "Lebensmittel mit Zusatz von Phytosterinen…" überschrieben, so ist der vorgesehene lit. w durch lit. v zu ersetzen.
Staatskanzlei des Kantons Zürich	23.1	Art. 23 durch einen anderen Text zu ersetzen, könnte zu Unsicherheiten führen. Art. 23 ist deshalb aufzuheben und ein neuer Art. 23a ist einzufügen.	1. Änderung von Art. 2 Abs. 2: „w. Lebensmittel mit Zusatz von Phytosterinen, Phytosterinestern, Phytostanolen oder Phytostanolestern (Art. 23a)“ 2. Streichung von Art. 23 3. Ergänzung eines Art. 23a mit dem Titel: Lebensmittel mit Zusatz von Phytosterinen, Phytosterinestern, Phytostanolen oder Phytostanolestern
Staatskanzlei des Kantons Zürich	übrige	Gemäss Anhang 12 darf Coffein in Ergänzungsnahrungen für "kurzfristige körperliche Leistungssteigerung" ausgelobt werden. In der EU wurde diese Anpreisung nicht in die Health Claims Verordnung aufgenommen. Gleiches gilt für die Auslobung von L-Carnitin („Dient als Transportmolekül der Fettsäuren in die Mitochondrien und ermöglicht dort deren optimale Verbrennung (Energiefreisetzung)“). Wir beantragen deshalb, die Anpreisungen auch für die Ergänzungsnahrungen zu streichen. Zudem ist bei der Verwendung von Coffein in Ergänzungsnahrungen unklar, ob sich der Anhang 12 ausschliesslich auf "reines" Coffein bezieht, oder ob Pflanzenextrakte aus Kaffee, Tee oder Guarana ebenfalls betroffen sind. Wir beantragen, dies genauer zu spezifizieren und die Höchstmenge auf den gesamten Coffeingehalt eines Produktes zu beziehen.	Änderung von Anhang 12 betr. Coffein und L-Carnitin: Streichung der Anpreisungen
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	2.2 i und w	In den Erläuterungen wird angegeben, dass Bst. v aufgehoben werden soll. Diese Änderung ist im Entwurf jedoch nicht aufgeführt. Lediglich die Aufhebung von Bst. i wird vermerkt.	v. aufgehoben

Staatskanzlei des Kantons Thurgau	übrige	Die Formulierung in Art. 22 Abs. 6 ist ungenau und wird unterschiedlich interpretiert. Es soll klar gestellt werden, dass, falls ein Nährstoff in einem Nahrungsergänzungsmittel zulässig ist, er ausschliesslich in Form einer der in Anhang 14 aufgeführten Verbindungen eingesetzt werden darf. Die in Anhang 14 aufgeführten Verbindungen sind aber keinesfalls pauschal in Nahrungsergänzungsmitteln zulässig.	anpassen
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	23.2	Entgegen der Verordnung (EU) Nr. 1169/2011 wird die Angabe hier mit dem Begriff "gegebenenfalls" ergänzt, was verwirrend ist und inhaltlich einen Unterschied zur europäischen Vorschrift ergibt. Die Angabe sollte, mit Ausnahme der Anpassung des Ausdrucks "Bezeichnung" wörtlich übernommen werden.	a. den Hinweis "mit zugesetzten Pflanzensterinen" bzw. "mit zugesetzten Pflanzenstanolen" im selben Sichtfeld wie die Sachbezeichnung des Lebensmittels;
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	übrige	In Anhang 8 der LKV sind neu die zulässigen gesundheitsbezogenen Angaben für Lebensmittel, Lebensmittelbestandteile, Lebensmittelinhaltsstoffe und Lebensmittelkategorien sowie die Voraussetzungen für ihre Verwendung abschliessend aufgeführt. Die Anhänge 12 und 13 der Verordnung über Speziallebensmittel müssen entsprechend angepasst werden.	Anhänge aktualisieren
Staatskanzlei des Kantons Bern	Generelle Bemerkungen	Die Regelung weiterer Stoffe (wie Phytosterine, Beta-Glucan und Katechine) wird begrüsst. Hinsichtlich Health Claims gibt es bei Coffein und Carnitin Unterschiede gegenüber der EU. Es frag sich, ob diese künftig bleiben sollen und ob diese Unterschiede wissenschaftlich vertretbar sind.	
Staatskanzlei des Kantons Bern	2.2 i und w	Die Regelung weiterer Stoffe (wie Phytosterine, Beta-Glucan und Katechine) wird begrüsst. Hinsichtlich Health Claims gibt es bei Coffein und Carnitin Unterschiede gegenüber der EU. Es frag sich, ob diese künftig bleiben sollen und ob diese Unterschiede wissenschaftlich vertretbar sind.	Explizit angeben, dass Bestimmung v aufgehoben wird. oder Wird Art. 23 "koffeinhaltige Spezialgetränke" mit der Speziallebensmittelkategorie "Lebensmittel mit Zusatz von Phytosterinen…" überschrieben, so ist die vorgesehene Bestimmung w mit Bestimmung v zu ersetzen.
Staatskanzlei des Kantons Bern	übrige	Nahrungsergänzungsmittel: Die zulässigen Höchstmengen der Stoffe werden nicht vollständig geregelt (im Gegensatz beispielsweise bei Ergänzungs-nahrung unter Art. 20 Abs. 7 oder bei malzextrakthaltigen Nahrungsmitteln unter Art. 21 Abs. 4). Es wird unter Art. 22 Abs. 5 nur auf die Überdosierung von Vitaminen eingegangen. Unter Art. 22 Abs. 3 wird nur auf die Art der Stoffe, nicht aber auf deren Höchstmengen eingegangen. Die zulässigen Höchstmengen der Stoffe sind zu regeln.	Ergänzung unter Abs. 4 oder neu als Abs. 4a: "Die Zulässigkeit der Höchstmengen der Vitamine, Mineralstoffe und anderen Substanzen richtet sich nach Anhang 13."

Staatskanzlei des Kantons Bern	23.1	Wird Bestimmung v unter Art. 2 Abs. 2 aufgehoben, so sollte auch Art. 23 aufgehoben werden und die neue Speziallebensmittelkategorie unter Art. 23a aufgeführt werden. Andernfalls führt dies zu Unsicherheiten.	Wird Bestimmung v aufgehoben, ist ebenfalls Art. 23 aufzuheben und die Produktegruppe "Lebensmittel mit Zusatz von Phytosterinen…" unter Art. 23a aufzuführen. Siehe auch Anmerkungen unter Art. 2 Abs. 2.
Staatskanzlei des Kantons Bern	23.1	Phytosterine etc. dürfen laut Buchstabe b den Milcherzeugnissen zugesetzt werden. Es ist nicht klar, was mit Milcherzeugnissen gemeint ist. Zu den Milcherzeugnissen gehören beispielsweise auch Milch, Rahm und Käse. Sollen wirklich bei allen Milcherzeugnissen diese Zusätze möglich sein? Der Begriff "Milcherzeugnis" wird lebensmittelrechtlich nirgends definiert. Nach Durchsicht der BAG-Bewilligungen wurden Phytosterine etc. bisher nur Joghurtdrinks zugeführt. Wir bezweifeln, dass es die Absicht des Gesetzgebers ist, dass bei sämtlichen Erzeugnissen aus Milch diese Zusätze möglich sind.	Der Begriff "Milcherzeugnis" ist klarer zu formulieren.
Staatskanzlei des Kantons Bern	23.2	Lebensmittel mit Zusatz von Phytosterinen…. müssen zusätzlich zu den Angaben nach Art. 4 Abs. 1 aufweisen: "a. gegebenenfalls den Hinweis «mit zugesetzten Pflanzensterinen» beziehungsweise «mit zugesetzten Pflanzenstanolen»". Die Angabe wird durch den Begriff "gegebenenfalls" verwirrend und stellt inhaltlich auch einen Unterschied zum Anhang III der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 dar. Der Inhalt sollte von der EU-Verordnung übernommen werden.	Den Inhalt analog der EU-Verordnung übernehmen. Beispielsweise: "a. den Hinweis «mit zugesetzten Pflanzen¬sterinen» beziehungsweise «mit zugesetzten Pflanzen-stanolen» im gleichen Sichtfeld wie die Sach-bezeichnung des Lebensmittels."
Staatskanzlei des Kantons Bern	23.2	Lebensmittel mit Zusatz von Phytosterinen…. müssen zusätzlich zu den Angaben nach Art. 4 Abs. 1 aufweisen: "f. eine Empfehlung, dass das Lebensmittel als Bestandteil einer ausgewogenen und abwechslungsreichen Ernährung zu verwenden ist, zu der zur Aufrechterhaltung des Carotinoid-Spiegels auch der regelmässige Verzehr von Obst und Gemüse zählt". Der Wortlaut wurde unverändert von der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 übernommen. Es fragt sich, ob für die Konsumentenschaft klar ist, was mit "Carotinoid-Spiegel" gemeint ist. Die Angabe trägt nach unserer Sicht bei der Kundschaft eher zu Verwirrung als zur Klärung bei und sollte deshalb weggelassen werden. Gegenüber den EU-Vorschriften ist dies vertretbar.	Änderungsvorschlag: "f. einen Hinweis, dass das Lebensmittel als Bestandteil einer ausgewogenen und abwechs-lungsreichen Ernährung zu verwenden ist, zu der auch der regelmässige Verzehr von Obst und Gemüse zählt."
Staatskanzlei des Kantons Bern	übrige	Vollständigkeit Tabelle Aufgrund des revidierten Anhangs 8 LKV werden die Vollständigkeit und der Inhalt von Anhang 12 in Frage gestellt.	Änderungsvorschläge: Liste bezüglich Vollständigkeit und Inhalt prüfen und wo nötig aktualisieren / ergänzen.
		Reihenfolge der aufgeführten Substanzen Die Reihenfolge der Substanzen wurde gegenüber der aktuellen Version geändert. Bei erster Betrachtung scheinen die Substanzen	Reihenfolge Substanzen durchgehend nach Alphabet aufführen.

nach Alphabet aufgeführt worden zu sein. Dies wird aber nicht konsequent durchgezogen (Beispiele: Substanzen mit Buchstabe C).

Aminosäuren - Anforderungen
Im Gegensatz zur aktuellen Fassung ist nicht mehr klar, worauf sich die Klammerangabe "(optimaler Bedarf liegt ca. 2 mal höher)" bezieht. Um Missverständnisse zu vermeiden, sollte die Klammerangabe anders platziert oder die Angabe in Klammer anders formuliert werden.

Aminosäuren
Angabe in Klammer anders platzieren oder so formulieren, dass klar wird, auf welche Amino-säuren sich dieser Hinweis bezieht. Beispielsweise:
"(optimaler Bedarf der oben aufgeführten Amino-säuren liegt ca. 2 mal höher)"

Coffein - Deklaration
Rechtschreibefehler bei "oder in prozentualerer Anteil (%)".
Bezieht sich der prozentuale Anteil auf die Tagesration oder auf 100 g bzw. 100 ml? Sind Massenprozente oder Volumenprozente gemeint?

Coffein
Rechtschreibefehler eliminieren. Klarere Angabe betreffend den prozentualen Anteil.

Creatin – Schreibweise
Als Substanz wird Creatin geschrieben. Unter den Spalten "Anpreisung" und "Auflage" steht Kreatin. In Anhang 14 der gleichen Verordnung steht Creatin. In Anhang 8 LKV wird Kreatin geschrieben.

Creatin – Schreibweise
Gleiche Schreibweise von Creatin in Anhang 8 LKV sowie Anhänge 12 und 14. Einheitlich "Creatin" oder "Kreatin".

Creatin - Anforderungen
Die Dosen werden im Vergleich zur aktuellen Fassung geändert. Neu steht bei Monohydrat 3 g/Tag und bei Pyruvat 5 g/Tag. Sind die Werte als Minimalwerte zu verstehen, um eine Anpreisung aufführen zu können? Es ist nicht klar.
Unter der Spalte "Auflage" steht, dass die Anpreisung nur für Lebensmittel verwendet werden darf, wenn deren Verzehr eine tägliche Aufnahme von 3 g Creatin gewährleistet. Von der Logik her müsste damit der Gehalt der reinen Substanz und nicht der Salzgehalt gemeint sein. Als Salz müsste der minimale Gehalt somit höher sein als 3 g. Falls sich die 3 g auf Creatinmonohydrat beziehen, so würde die Ergänzung "Monohydrat" in Klammer hinter Creatin zum besseren Verständnis beitragen.

Creatin – Anforderungen – Auflage
Angegebene Gehalte unter Anforderungen überprüfen und allenfalls anpassen. Angeben, wenn es sich um Minimalwerte ("min. 3 g/Tag") handelt.
Falls sich unter der Spalte "Auflage" die tägliche Aufnahme von 3 g auf Creatinmonohydrat bezieht, so sollte dies in Klammer ergänzt werden.
Zum Beispiel: "… tägliche Aufnahme von 3 g Kreatin (Monohydrat) gewährleistet".

Cholin und Creatin – Health Claim (Angaben unter Anpreisung – Auflage – Bemerkungen)
Bei Cholin werden die detaillierten Angaben nur im Anhang 8 LKV aufgeführt.
Bei Creatin stehen sie sowohl in Anhang 12 als auch im Anhang 8 LKV. Die Handhabung von gesundheitsbezogenen Angaben, die bereits in Anhang 8 LKV geregelt werden, sollte einheitlich sein.

Cholin und Creatin
Einheitliche Handhabung. Vorschlag: Entweder bei beiden Verweise auf Anhang 8 LKV oder die detaillierten Angaben bei beiden in Anhang 12 aufführen.

Inositol - Anforderungen
"300 à 1000 mg/Tag". Das Wort "à" durch "bis" ersetzen.

Inositol
Änderungsvorschlag: "300 bis 1000 mg/Tag" oder wie bisher "300-1000 mg/Tag".

Taurin
Wie bisher "max. 1000 mg/Portion" angeben.

		Taurin - Anforderungen "Bis 1000 mg/Portion". Mit Ausnahme von Taurin steht bei den Substanzen mit zulässigen Höchstmengen der Begriff "max.". Wie bei der aktuellen Fassung ist "max. 1000 mg/Portion" anzugeben. So werden die Angaben unter Anforderungen einheitlich gehandhabt.	
Staatskanzlei des Kantons Bern	übrige	Vollständigkeit Tabelle Aufgrund der revidierten Liste in Anhang 8 LKV ergeben sich in gewissen Punkten Differenzen zu Anhang 13. In Anhang 8 LKV werden beispielsweise Nährstoffe/Substanzen aufgeführt (wie Betain und Glucomannan), welche in Anhang 13 noch nicht angegeben werden. Diejenigen Stoffe von Anhang 8 LKV, die bei Nahrungsergänzungsmitteln erlaubt sind, sollten von der Logik her auch hier erfasst und die zugelassenen Tagesdosen festgelegt werden. Neu wird in der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse das raffinierte Echiumöl (Art. 5c, Anhang 5) erfasst. In diesem Zusammenhang werden Höchstmengen zur Stearidonsäure (18:4, n-3) und Verwendungszwecke (-> Nahrungsergänzungsmittel) festgelegt. Von der Logik her müsste deshalb unter Fettsäuren auch die Stearidonsäure (STA, n-3) erfasst werden.	Änderungsvorschläge: Anhang 13 ist unter Berücksichtigung von Anhang 8 LKV und Art. 5c der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse zu aktualisieren / ergänzen.
		Einleitungssatz Der Einleitungssatz hinsichtlich der empfohlenen Tagesdosen spezifischer Fettsäuren ist nicht verständlich. Nur mit Hilfe der separaten Erläuterung wird klar, was gemeint sein soll. Der Satz ist unbedingt verständlicher zu formulieren. Zudem ist es angebrachter, wenn der Satz in der Tabelle direkt beim Abschnitt "andere Nährstoffe" integriert wird, da dort die spezifischen Fettsäuren aufgeführt werden und sich die Angaben darauf beziehen.	Einleitungssatz: Der Satz ist nicht oberhalb der Tabelle, sondern direkt unter Abschnitt "andere Nährstoffe" aufzuführen. Verständlichere Formulierung wählen wie: "Anmerkung: Zur Anreicherung von Lebensmitteln mit spezifischen Fettsäuren gelten bei der Verwendung von neuartigen Speiseölen nach Artikel 5a, 5b und 5g der Verordnung des EDI vom 23. November 2005 über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse die Verwendungszwecke und Höchstmengen gemäss deren Anhängen 3, 4 und 9". Angaben bezüglich Vollständigkeit überprüfen und allenfalls ergänzen (wie Artikel 5c, Anhang 5). Abschnitt "andere Nährstoffe" - Abkürzungen - "Summe von Eicosapentaensäure und Docosahexaensäure (EPA + DHA) (langkettige n-3)" - Katechine, Epigallocatehingallat (EGCG)"
		Abschnitt "andere Nährstoffe" – Angabe Abkürzungen Meistens werden in der Tabelle die Stoffnamen und danach in Klammer allfällige Abkürzungen aufgeführt. Davon ausgenommen sind EPA, DHA sowie EGCG. Dort werden direkt in der Tabelle nur die Abkürzungen angegeben und als Fussnote die Stoffnamen. Die Art der Angabe sollte einheitlich sein. In diesem Sinne sollten die Stoffnamen in der Tabelle ausgeschrieben und in Klammer direkt die Abkürzungen aufgeführt werden (analog EPA und DHA im Anhang 1	Warnhinweis EGCG "Nicht auf nüchternen Magen, nicht bei strikter, kalorienarmer Ernährung und nicht gleichzeitig mit anderen Produkten auf Basis von

		der Verordnung des EDI über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln). Auf diese Weise wird die Übersicht insgesamt erhöht. Zudem stehen bei den Fussnoten nur noch die vorzunehmenden Warnhinweise, was ebenfalls zur Übersichtlichkeit beiträgt. Warnhinweis bei EGCG Produkte mit EGCG dürfen nicht bei strikter, kalorienarmer Ernährung eingenommen werden. Dies geht aus dem Warnhinweis zu wenig klar hervor. Durch das Einführen des Wortes "nicht" wird der Warnhinweis verständlicher. Warnhinweis(e) - Wortlaut Der Begriff "Warnhinweis" steht manchmal in der Mehrzahl, manchmal in der Einzahl.	Grüntee einnehmen." "Warnhinweis" überall in der Einzahl schreiben.
Staatskanzlei des Kantons Bern	übrige	Vollständigkeit Liste In dem ab dem 1. Januar 2013 geltenden Anhang 8 LKV werden neue Nährstoffe/Sub¬stanzen aufgeführt (wie Betain und Glucomannan). Sind die neu aufgeführten Stoffe bei Nahrungsergänzungsmitteln und Ergänzungsnahrung erlaubt, so sollten die Verbindungen / Rohstoffquellen dieser Stoffe von der Logik her ebenfalls im Anhang 14 unter Kategorie 4 erfasst werden. Aufgrund von Art. 5c der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse sind allenfalls Stearidonsäure (STA) separat aufzuführen. Einleitungssatz und Kategorie 4 hinsichtlich Fettsäuren Der Einleitungssatz wird in Frage gestellt (u.a. Vollständigkeit). Er ist mehr verwirrend als klärend. Der Satz ist unseres Erachtens zudem nicht nötig, weil unter "Kategorie 4: Sonstige" bei DHA, EPA und Omega-3-Fettsäuren jeweils auf die Speiseöle der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse verwiesen wird. Durch die Verweise sind auch die Anforderungen der entsprechenden Öle eingeschlossen. Der bei DHA, EPA und den Omega-3-Fettsäuren aufgeführte Verweis ist unvollständig und sollte entsprechend ergänzt werden mit "neuartigen Speiseölen". Die neuartigen Speiseöle werden im Artikel 1 und im Abschnitt 2a der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus her-gestellte Erzeugnisse neu separat erfasst. Kategorie 2: Mineralstoffe Bei mehreren Salzen wird Kalium ohne "u" geschrieben. Kategorie 4: Sonstige – Reihenfolge Die Substanzen werden bisher in alphabetischer Reihenfolge aufgeführt. Die neu aufgenommenen Stoffe werden nun am Schluss angegeben. Auch bei den neu aufgeführten Substanzen ist die alpha-	Änderungsvorschläge: Anhang 14 ist unter Berücksichtigung von Anhang 8 LKV und Art. 5c Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse zu aktualisieren / ergänzen. Einleitungssatz betreffend Fettsäuren streichen. Kategorie 4: Sonstige Ergänzung bei DHA, EPA und Omega-3-Fettsäuren mit "… aus Speiseölen und neuartigen Speiseölen gemäss der Verordnung des EDI vom 23. Novem-ber 2005 über Speiseöl, Speisefett und daraus her-gestellte Erzeugnisse ". Kategorie 2: Mineralstoffe Überall Kalium mit "u" schreiben. Kategorie 4: Sonstige – Reihenfolge Alle Substanzen durchgehend nach Alphabet aufführen. Kategorie 4: Beta-Glucan Ergänzungsvorschlag: "Beta-Glucan aus Hafer oder Gerste"

		betische Reihenfolge zu beachten. Kategorie 4: Beta-Glucan aus Hafer Bei den gesundheitsbezogenen Angaben in Anhang 8 LKV steht Beta-Glucan aus Hafer und Gerste. In diesem Anhang wird bei Beta-Glucan nur Hafer als Rohstoffquelle angegeben. Hier sollte die Rohstoffquelle mit Anhang 8 LKV korrespondieren.	
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Generelle Bemerkungen	Die Regelung weiterer Stoffe (wie Phytosterine, Beta-Glucan und Katechine) wird begrüsst. Hinsichtlich Health Claims gibt es bei Coffein und Carnitin Unterschiede gegenüber der EU. Sollen diese künftig bestehen bleiben? Sind diese Unterschiede wissenschaftlich vertretbar?	
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	2.2 i und w	Unter Bst. w werden neu die Lebensmittel mit Phytosterinen, Phytosterinestern, Phytostanolen oder Phytostanolestern aufgeführt. Gemäss Erläuterungen soll Bst. v (coffeinhaltige Spezialgetränke) aufgehoben werden. Unter Art. 2 Abs. 2 steht diesbezüglich nichts (im Gegensatz zu Bst. i.). Soll anstelle Bst. W der Bst. V stehen?	Explizit angeben, dass Bst. v aufgehoben wird. Oder Wird Art. 23 "coffeinhaltige Spezialgetränke" mit der Speziallebensmittelkategorie "Lebensmittel mit Zusatz von Phytosterinen…" überschrieben, so ist der vorgesehene Bst. w durch Bst. v zu ersetzen.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	übrige	Nahrungsergänzungsmittel Die zulässigen Höchstmengen der Stoffe werden nicht vollständig geregelt (im Gegensatz beispielsweise bei Ergänzungsnahrung unter Art. 20 Abs. 7 oder bei malzextrakthaltigen Nahrungsmitteln unter Art. 21 Abs. 4). Es wird unter Art. 22 Abs. 5 nur auf die Überdosierung von Vitaminen eingegangen. Unter Art. 22 Abs. 3 wird nur auf die Art der Stoffe, nicht aber auf deren Höchstmengen eingegangen. Die zulässigen Höchstmengen der Stoffe sind zu regeln.	Ergänzung unter Abs. 4 oder neu als Abs. 4a: "Die Zulässigkeit der Höchstmengen der Vitamine, Mineralstoffe und anderen Substanzen richtet sich nach Anhang 13."
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	23.1	Wird Bst. v unter Art. 2 Abs. 2 aufgehoben, so sollte auch Art. 23 aufgehoben und die neue Speziallebensmittelkategorie unter Art. 23a aufgeführt werden. Andernfalls führt dies zu Unsicherheiten.	Wird Bst. v aufgehoben, ebenfalls Art. 23 aufheben und die Produktegruppe "Lebensmittel mit Zusatz von Phytosterinen…" unter Art. 23a aufführen. Siehe auch Anmerkungen unter Art. 2 Abs. 2.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	23.1	Phytosterine etc. dürfen laut Buchstabe b den Milcherzeugnissen zugesetzt werden. Es ist nicht klar, was mit diesem Begriff gemeint ist. Zu den Milcherzeugnissen gehören beispielsweise auch Milch, Rahm und Käse. Sollen wirklich bei allen Milcherzeugnissen diese Zusätze möglich sein? Der Begriff "Milcherzeugnis" wird lebensmittelrechtlich nirgends definiert. Nach Durchsicht der BAG-Bewilligungen wurden Phytosterine etc. bisher nur Joghurtdrinks zugeführt. Ist es die Absicht des Gesetzgebers, dass bei sämtlichen	Sollte nicht bei allen Milchprodukten der Zusatz möglich sein, den Begriff "Milcherzeugnis" klarer formulieren.

		Erzeugnissen aus Milch diese Zusätze möglich sind? Wir stellen dies in Frage.	
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	23.2	Lebensmittel mit Zusatz von Phytosterinen…. müssen zusätzlich zu den Angaben nach Art. 4 Abs. 1 aufweisen: "a. gegebenenfalls den Hinweis «mit zugesetzten Pflanzensterinen» beziehungsweise «mit zugesetzten Pflanzenstanolen»". Die Angabe wird durch den Begriff "gegebenenfalls" verwirrend und stellt inhaltlich auch einen Unterschied zum Anhang III der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 dar. Der Inhalt sollte von der EU-Verordnung übernommen werden.	Den Inhalt analog der EU-Verordnung übernehmen. Beispielsweise: "a. den Hinweis «mit zugesetzten Pflanzen¬sterinen» beziehungsweise «mit zugesetzten Pflanzen-stanolen» im gleichen Sichtfeld wie die Sach-bezeichnung des Lebensmittels."
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	23.2	Lebensmittel mit Zusatz von Phytosterinen…. müssen zusätzlich zu den Angaben nach Art. 4 Abs. 1 aufweisen: "f. eine Empfehlung, dass das Lebensmittel als Bestandteil einer ausgewogenen und abwechslungsreichen Ernährung zu verwenden ist, zu der zur Aufrechterhaltung des Carotinoid-Spiegels auch der regelmässige Verzehr von Obst und Gemüse zählt". Der Wortlaut wurde unverändert von der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 übernommen. Es fragt sich, ob für die Konsumentenschaft klar ist, was mit "Carotinoid-Spiegel" gemeint ist. Die Angabe trägt nach unserer Sicht bei der Kundschaft eher zu Verwirrung als zur Klärung bei und sollte deshalb weggelassen werden. Gegenüber den EU-Vorschriften ist dies vertretbar.	Änderungsvorschlag: "f. einen Hinweis, dass das Lebensmittel als Bestandteil einer ausgewogenen und abwechs-lungsreichen Ernährung zu verwenden ist, zu der auch der regelmässige Verzehr von Obst und Gemüse zählt."
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	II.1	Vollständigkeit Tabelle Aufgrund des revidierten Anhangs 8 LKV werden die Vollständigkeit und der Inhalt von Anhang 12 in Frage gestellt.	Änderungsvorschläge: Liste bezüglich Vollständigkeit und Inhalt prüfen und wo nötig aktualisieren / ergänzen.
		Reihenfolge der aufgeführten Substanzen Die Reihenfolge der Substanzen wurde gegenüber der aktuellen Version geändert. Bei erster Betrachtung scheinen die Substanzen nach Alphabet aufgeführt worden zu sein. Dies wird aber nicht konsequent durchgezogen (Beispiele: Substanzen mit Buchstabe C).	Reihenfolge Substanzen durchgehend nach Alphabet aufführen.
		Aminosäuren - Anforderungen Im Gegensatz zur aktuellen Fassung ist nicht mehr klar, worauf sich die Klammerangabe "(optimaler Bedarf liegt ca. 2 mal höher)" bezieht. Nur auf L-Valin oder auf alle oben aufgeführten Aminosäuren? Um Missverständnisse zu vermeiden, sollte die Klammerangabe anders platziert oder anders formu-liert werden.	Aminosäuren Angabe in Klammer anders platzieren oder so formulieren, dass klar wird, auf welche Amino-säuren sich dieser Hinweis bezieht. Beispielsweise: "(optimaler Bedarf der oben aufgeführten Amino-säuren liegt ca. 2 mal höher)"
		Coffein - Deklaration Rechtschreibefehler bei "oder in prozentualerer Anteil (%)". Bezieht sich der prozentuale Anteil auf die Tagesration oder auf 100	Coffein Rechtschreibefehler eliminieren. Klarere Angabe betreffend prozentualem Anteil.

		g bzw. 100 ml? Sind Massenprozente oder Volumenprozente gemeint? Creatin – Schreibweise Als Substanz wird Creatin geschrieben. Unter den Spalten "Anpreisung" und "Auflage" steht Kreatin. In Anhang 14 der gleichen Verordnung steht Creatin. In Anhang 8 LKV wird Kreatin geschrieben. Creatin - Anforderungen Die Dosen werden im Vergleich zur aktuellen Fassung geändert. Neu steht bei Monohydrat 3 g/Tag und bei Pyruvat 5 g/Tag. Sind die Werte als Minimalwerte zu verstehen, um eine Anpreisung aufführen zu können? Es ist nicht klar. Unter der Spalte "Auflage" steht, dass die Anpreisung nur für Lebensmittel verwendet werden darf, wenn deren Verzehr eine tägliche Aufnahme von 3 g Creatin gewährleistet. Von der Logik her müsste damit der Gehalt der reinen Substanz und nicht der Salzgehalt gemeint sein. Als Salz müsste der minimale Gehalt somit höher sein als 3 g. Falls sich die 3 g auf Creatinmonohydrat beziehen, so würde die Ergänzung "Monohydrat" in Klammer hinter Creatin zum besseren Verständnis beitragen. Cholin und Creatin - Health Claim (Angaben unter Anpreisung - Auflage - Bemerkungen) Bei Cholin werden die detaillierten Angaben nur im Anhang 8 LKV aufgeführt. Bei Creatin stehen sie sowohl in Anhang 12 als auch in Anhang 8 LKV. Die Handhabung von gesundheitsbezogenen Angaben, die bereits in Anhang 8 LKV geregelt werden, sollte einheitlich sein. Inositol - Anforderungen "300 à 1000 mg/Tag". Das Wort "à" durch "bis" ersetzen. Taurin - Anforderungen "Bis 1000 mg/Portion". Mit Ausnahme von Taurin steht bei den Substanzen mit zulässigen Höchstmengen der Begriff "max.". Wie bei der aktuellen Fassung "max. 1000 mg/Portion" angeben. So werden die Angaben unter Anforderungen einheitlich gehandhabt.	Creatin – Schreibweise Gleiche Schreibweise von Creatin in Anhang 8 LKV sowie Anhänge 12 und 14. Einheitlich "Creatin" oder "Kreatin". Creatin – Anforderungen - Auflage Angegebene Gehalte unter Anforderungen überprüfen und allenfalls anpassen. Angeben, wenn es sich um Minimalwerte ("min. 3 g/Tag") handelt. Falls sich unter der Spalte "Auflage" die tägliche Aufnahme von 3 g auf Creatinmonohydrat bezieht, so sollte dies in Klammer ergänzt werden. Zum Beispiel: "… tägliche Aufnahme von 3 g Kreatin (Monohydrat) gewährleistet". Cholin und Creatin Einheitliche Handhabung. Vorschlag: Entweder bei beiden Verweise auf Anhang 8 LKV oder die detaillierten Angaben bei beiden in Anhang 12 aufführen. Inositol Änderungsvorschlag: "300 bis 1000 mg/Tag" oder wie bisher "300-1000 mg/Tag". Taurin Wie bisher "max. 1000 mg/Portion" angeben.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	II.1	Vollständigkeit Tabelle Aufgrund der revidierten Liste in Anhang 8 LKV ergeben sich in gewissen Punkten Differenzen zu Anhang 13. In Anhang 8 LKV werden beispielsweise Nährstoffe/Substanzen aufgeführt (wie Betain und Glucomannan), welche in Anhang 13 noch nicht angegeben werden. Diejenigen Stoffe von Anhang 8 LKV, die bei Nahrungs-ergänzungsmitteln erlaubt sind, sollten von der Logik her auch hier erfasst und die zugelassenen Tagesdosen fest-	Änderungsvorschläge: Anhang 13 ist unter Berücksichtigung von Anhang 8 LKV und Art. 5c der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse zu aktualisieren / ergänzen.

gelegt werden.
Neu wird in der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse das raffinierte Echiumöl (Art. 5c, Anhang 5) erfasst. In diesem Zusammenhang werden Höchstmengen zur Stearidonsäure (18:4, n-3) und Verwendungszwecke (-> Nahrungsergänzungsmittel) festgelegt. Von der Logik her müsste deshalb unter Fettsäuren auch die Stearidonsäure (STA, n-3) erfasst werden.

Einleitungssatz
Der Einleitungssatz hinsichtlich der empfohlenen Tagesdosen spezifischer Fettsäuren ist nicht verständlich. Nur mit Hilfe der separaten Erläuterung wird klar, was gemeint sein soll. Der Satz ist unbedingt verständlicher zu formulieren.
Zudem ist es angebrachter, wenn der Satz in der Tabelle direkt beim Abschnitt "andere Nährstoffe" integriert wird, da dort die spezifischen Fettsäuren aufgeführt werden und sich die Angaben darauf beziehen.

Abschnitt "andere Nährstoffe" – Angabe Abkürzungen
Meistens werden in der Tabelle die Stoffnamen und danach in Klammer allfällige Abkürzungen aufgeführt. Davon ausgenommen sind EPA, DHA sowie EGCG. Dort werden direkt in der Tabelle nur die Abkürzungen angegeben und als Fussnote die Stoffnamen. Die Art der Angabe sollte einheitlich sein. In diesem Sinne sollten die Stoffnamen in der Tabelle ausgeschrieben und in Klammer direkt die Abkürzungen aufgeführt werden (analog EPA und DHA im Anhang 1 der Verordnung des EDI über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln).
Auf diese Weise wird die Übersicht insgesamt erhöht. Zudem stehen bei den Fussnoten nur noch die vorzunehmenden Warnhinweise, was ebenfalls zur Übersichtlichkeit beiträgt.

Warnhinweis bei EGCG
Produkte mit EGCG dürfen nicht bei strikter, kalorienarmer Ernährung eingenommen werden. Dies geht aus dem Warnhinweis zu wenig klar hervor. Durch das Einführen des Wortes "nicht" wird der Warnhinweis verständlicher.

Warnhinweis(e) - Wortlaut
Der Begriff "Warnhinweis" steht manchmal in der Mehrzahl, manch-

Einleitungssatz:
Satz nicht oberhalb der Tabelle, sondern direkt unter Abschnitt "andere Nährstoffe" aufführen. Verständlichere Formulierung wie:
"Anmerkung: Zur Anreicherung von Lebensmitteln mit spezifischen Fettsäuren gelten bei der Verwendung von neuartigen Speiseölen nach Artikel 5a, 5b und 5g der Verordnung des EDI vom 23. November 2005 über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse die Verwendungszwecke und Höchstmengen gemäss deren Anhängen 3, 4 und 9".
Angaben bezüglich Vollständigkeit überprüfen und allenfalls ergänzen (wie Artikel 5c, Anhang 5).

Abschnitt "andere Nährstoffe" - Abkürzungen
- "Summe von Eicosapentaensäure und Docosahexaensäure (EPA + DHA) (langkettige n-3)"
- Katechine, Epigallocatechingallat (EGCG)"

Warnhinweis EGCG
"Nicht auf nüchternen Magen, nicht bei strikter, kalorienarmer Ernährung und nicht gleichzeitig mit anderen Produkten auf Basis von Grüntee einnehmen."

Begriff "Warnhinweis"
Überall den Begriff in der Einzahl schreiben.

		mal in der Einzahl. Dies kann nicht nachvollzogen werden.	
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	II.1	Vollständigkeit Liste Im ab 1.1.2013 geltenden Anhang 8 LKV werden neue Nährstoffe/Sub¬stanzen aufgeführt (wie Betain und Glucomannan). Sind die neu aufgeführten Stoffe bei Nahrungsergänzungsmitteln und Ergänzungsnahrung erlaubt, so sollten die Verbindungen / Rohstoffquellen dieser Stoffe von der Logik her ebenfalls im Anhang 14 unter Kategorie 4 erfasst werden. Allenfalls Stearidonsäure (STA) separat aufführen aufgrund von Art. 5c der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse.	Änderungsvorschläge: Anhang 14 ist unter Berücksichtigung von Anhang 8 LKV und Art. 5c Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse zu aktualisieren / ergänzen.
		Einleitungssatz und Kategorie 4 hinsichtlich Fettsäuren Der Einleitungssatz wird in Frage gestellt (u.a. Vollständigkeit). Er ist mehr verwirrend als klärend. Der Satz ist unseres Erachtens zudem nicht nötig, weil unter "Kategorie 4: Sonstige" bei DHA, EPA und Omega-3-Fettsäuren jeweils auf die Speiseöle der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse verwiesen wird. Durch die Verweise sind auch die Anforderungen der entsprechenden Öle eingeschlossen. Der bei DHA, EPA und den Omega-3-Fettsäuren aufgeführte Verweis ist unvollständig und sollte entsprechend ergänzt werden mit "neuartigen Speiseölen". Die neuartigen Speiseöle werden im Artikel 1 und im Abschnitt 2a der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus her-gestellte Erzeugnisse neu separat erfasst.	Einleitungssatz betreffend Fettsäuren streichen. Kategorie 4: Sonstige Ergänzung bei DHA, EPA und Omega-3-Fettsäuren mit "… aus Speiseölen und neuartigen Speiseölen gemäss der Verordnung des EDI vom 23. Novem-ber 2005 über Speiseöl, Speisefett und daraus her-gestellte Erzeugnisse ".
		Kategorie 2: Mineralstoffe Bei mehreren Salzen wird Kalium ohne "u" geschrieben.	Kategorie 2: Mineralstoffe Überall Kalium mit "u" schreiben.
		Kategorie 4: Sonstige – Reihenfolge Die Substanzen werden bisher in alphabetischer Reihenfolge aufgeführt. Die neu aufgenommenen Stoffe werden nun am Schluss angegeben. Auch bei den neu aufgeführten Substanzen ist die alphabetische Reihenfolge zu beachten.	Kategorie 4: Sonstige – Reihenfolge Alle Substanzen durchgehend nach Alphabet aufführen.
		Kategorie 4: Beta-Glucan aus Hafer Bei den gesundheitsbezogenen Angaben in Anhang 8 LKV steht Beta-Glucan aus Hafer und Gerste. In diesem Anhang wird bei Beta-Glucan nur Hafer als Rohstoffquelle angegeben. Sollte die Rohstoffquelle nicht mit Anhang 8 LKV korrespondieren?	Kategorie 4: Beta-Glucan Ergänzungsvorschlag: "Beta-Glucan aus Hafer oder Gerste"
Chancellerie d'Etat du Canton du Valais	Generelle Bemerkungen	Selon la lettre b, des phytostérols, esters de phytostérol, phytostanols ou esters de phytostanol peuvent être ajoutés aux produits laitiers. Cette notion n'est pas claire. La notion de "produit laitier" n'est nulle part définie dans le droit alimentaire. Après autorisation de l'OFSP, de la phytostérine a seulement été ajoutée à ce jour à des yaourts à boire. Est-ce l'intention du législateur	Si l'adjonction n'est pas possible à tous les produits laitiers, il faut formuler plus clairement la notion de "produit laitier"

		d'autoriser ces adjonctions à tous les produits laitiers ? Nous le remettons en question.	
Chancellerie d'Etat du Canton de Genève	2.2 i und w	Les boissons spéciales contenant de la caféine ont été transférées des aliments spéciaux aux boissons sans alcool, sous la désignation spécifique "boissons prêtes à la consommation". Cette décision est judicieuse.	
Chancellerie d'Etat du Canton de Genève	23.1	Le nouvel article 23 décrit les exigences des denrées alimentaires avec adjonction de phytostérols et autres esters permettant d'influencer le taux de cholestérol, qui désormais ne nécessiteront plus d'autorisation de la part de l'OFSP. Cette évolution est jugée de manière positive.	
Chancellerie d'Etat du Canton de Genève	II.1	Annexe 12 La liste des acides aminés pouvant être incorporés sans autorisation de l'OFSP dans les aliments d'appoint a été complétée.	
Chancellerie d'Etat du Canton de Genève	II.1	Annexe 13 La liste des autres nutriments acceptés en tant que compléments alimentaires a été légèrement augmentée. Nous relevons que l'OFSP a gardé une position relativement restrictive par rapport aux exigences appliquées dans les pays de l'UE en matière de compléments alimentaires.	
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Generelle Bemerkungen	Die Regelung weiterer Stoffe (wie Phytosterine, Beta-Glucan und Katechine) wird begrüsst. Hinsichtlich Health Claims gibt es bei Coffein und Carnitin Unterschiede gegenüber der EU. Sollen diese künftig bestehen bleiben? Sind diese Unterschiede wissenschaftlich vertretbar?	
Staatskanzlei des Kantons Aargau	2.2 i und w	Unter Bst. w werden neu die Lebensmittel mit Phytosterinen, Phytosterinestern, Phytostanolen oder Phytostanolestern aufgeführt. Gemäss Erläuterungen soll Bst. v (coffeinhaltige Spezialgetränke) aufgehoben werden. Unter Art. 2 Abs. 2 steht diesbezüglich nichts (im Gegensatz zu Bst. i.). Soll anstelle Bst. W der Bst. V stehen?	Explizit angeben, dass Bst. v aufgehoben wird. Oder Wird Art. 23 "coffeinhaltige Spezialgetränke" mit der Speziallebensmittelkategorie "Lebensmittel mit Zusatz von Phytosterinen…" überschrieben, so ist der vorgesehene Bst. w durch Bst. v zu ersetzen.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	übrige	Nahrungsergänzungsmittel Die zulässigen Höchstmengen der Stoffe werden nicht vollständig geregelt (im Gegensatz beispielsweise bei Ergänzungsnahrung unter Art. 20 Abs. 7 oder bei malzextrakthaltigen Nahrungsmitteln unter Art. 21 Abs. 4). Es wird unter Art. 22 Abs. 5 nur auf die Über-	Ergänzung unter Abs. 4 oder neu als Abs. 4a: "Die Zulässigkeit der Höchstmengen der Vitamine, Mineralstoffe und anderen Substanzen richtet sich nach Anhang 13."

		dosierung von Vitaminen eingegangen. Unter Art. 22 Abs. 3 wird nur auf die Art der Stoffe, nicht aber auf deren Höchstmengen eingegangen. Die zulässigen Höchstmengen der Stoffe sind zu regeln.	
Staatskanzlei des Kantons Aargau	23.1	Wird Bst. v unter Art. 2 Abs. 2 aufgehoben, so sollte auch Art. 23 aufgehoben und die neue Speziallebensmittelkategorie unter Art. 23a aufgeführt werden. Andernfalls führt dies zu Unsicherheiten.	Wird Bst. v aufgehoben, ebenfalls Art. 23 aufheben und die Produktegruppe "Lebensmittel mit Zusatz von Phytosterinen…" unter Art. 23a aufführen. Siehe auch Anmerkungen unter Art. 2 Abs. 2.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	23.1	Phytosterine etc. dürfen laut Buchstabe b den Milcherzeugnissen zugesetzt werden. Es ist nicht klar, was mit diesem Begriff gemeint ist. Zu den Milcherzeugnissen gehören beispielsweise auch Milch, Rahm und Käse. Sollen wirklich bei allen Milcherzeugnissen diese Zusätze möglich sein? Der Begriff "Milcherzeugnis" wird lebensmittelrechtlich nirgends definiert. Nach Durchsicht der BAG-Bewilligungen wurden Phytosterine etc. bisher nur Joghurtdrinks zugeführt. Ist es die Absicht des Gesetzgebers, dass bei sämtlichen Erzeugnissen aus Milch diese Zusätze möglich sind? Wir stellen dies in Frage.	Sollte nicht bei allen Milchprodukten der Zusatz möglich sein, den Begriff "Milcherzeugnis" klarer formulieren.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	23.2	Lebensmittel mit Zusatz von Phytosterinen…. müssen zusätzlich zu den Angaben nach Art. 4 Abs. 1 aufweisen: "a. gegebenenfalls den Hinweis «mit zugesetzten Pflanzensterinen» beziehungsweise «mit zugesetzten Pflanzenstanolen»". Die Angabe wird durch den Begriff "gegebenenfalls" verwirrend und stellt inhaltlich auch einen Unterschied zum Anhang III der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 dar. Der Inhalt sollte von der EU-Verordnung übernommen werden.	Den Inhalt analog der EU-Verordnung übernehmen. Beispielsweise: "a. den Hinweis «mit zugesetzten Pflanzen¬sterinen» beziehungsweise «mit zugesetzten Pflanzen-stanolen» im gleichen Sichtfeld wie die Sach-bezeichnung des Lebensmittels."
Staatskanzlei des Kantons Aargau	23.2	Lebensmittel mit Zusatz von Phytosterinen…. müssen zusätzlich zu den Angaben nach Art. 4 Abs. 1 aufweisen: "f. eine Empfehlung, dass das Lebensmittel als Bestandteil einer ausgewogenen und abwechslungsreichen Ernährung zu verwenden ist, zu der zur Aufrechterhaltung des Carotinoid-Spiegels auch der regelmässige Verzehr von Obst und Gemüse zählt". Der Wortlaut wurde unverändert von der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 übernommen. Es fragt sich, ob für die Konsumentenschaft klar ist, was mit "Carotinoid-Spiegel" gemeint ist. Die Angabe trägt nach unserer Sicht bei der Kundschaft eher zu Verwirrung als zur Klärung bei und sollte deshalb weggelassen werden. Gegenüber den EU-Vorschriften ist dies vertretbar.	Änderungsvorschlag: "f. einen Hinweis, dass das Lebensmittel als Bestandteil einer ausgewogenen und abwechs-lungsreichen Ernährung zu verwenden ist, zu der auch der regelmässige Verzehr von Obst und Gemüse zählt."
Staatskanzlei des Kantons Aargau	II.1	Vollständigkeit Tabelle Aufgrund des revidierten Anhangs 8 LKV werden die Vollständigkeit und der Inhalt von Anhang 12 in Frage gestellt.	Änderungsvorschläge: Liste bezüglich Vollständigkeit und Inhalt prüfen und wo nötig aktua-

	lisieren / ergänzen.
Reihenfolge der aufgeführten Substanzen Die Reihenfolge der Substanzen wurde gegenüber der aktuellen Version geändert. Bei erster Betrachtung scheinen die Substanzen nach Alphabet aufgeführt worden zu sein. Dies wird aber nicht konsequent durchgezogen (Beispiele: Substanzen mit Buchstabe C).	Reihenfolge Substanzen durchgehend nach Alphabet aufführen.
Aminosäuren - Anforderungen Im Gegensatz zur aktuellen Fassung ist nicht mehr klar, worauf sich die Klammerangabe "(optimaler Bedarf liegt ca. 2 mal höher)" bezieht. Nur auf L-Valin oder auf alle oben aufgeführten Aminosäuren? Um Missverständnisse zu vermeiden, sollte die Klammerangabe anders platziert oder anders formu-liert werden.	Aminosäuren Angabe in Klammer anders platzieren oder so formulieren, dass klar wird, auf welche Amino-säuren sich dieser Hinweis bezieht. Beispielsweise: "(optimaler Bedarf der oben aufgeführten Amino-säuren liegt ca. 2 mal höher)"
Coffein - Deklaration Rechtschreibefehler bei "oder in prozentualerer Anteil (%)". Bezieht sich der prozentuale Anteil auf die Tagesration oder auf 100 g bzw. 100 ml? Sind Massenprozente oder Volumenprozente gemeint?	Coffein Rechtschreibefehler eliminieren. Klarere Angabe betreffend prozentualem Anteil.
Creatin – Schreibweise Als Substanz wird Creatin geschrieben. Unter den Spalten "Anpreisung" und "Auflage" steht Kreatin. In Anhang 14 der gleichen Verordnung steht Creatin. In Anhang 8 LKV wird Kreatin geschrieben.	Creatin – Schreibweise Gleiche Schreibweise von Creatin in Anhang 8 LKV sowie Anhänge 12 und 14. Einheitlich "Creatin" oder "Kreatin".
Creatin - Anforderungen Die Dosen werden im Vergleich zur aktuellen Fassung geändert. Neu steht bei Monohydrat 3 g/Tag und bei Pyruvat 5 g/Tag. Sind die Werte als Minimalwerte zu verstehen, um eine Anpreisung aufführen zu können? Es ist nicht klar. Unter der Spalte "Auflage" steht, dass die Anpreisung nur für Lebensmittel verwendet werden darf, wenn deren Verzehr eine tägliche Aufnahme von 3 g Creatin gewährleistet. Von der Logik her müsste damit der Gehalt der reinen Substanz und nicht der Salzgehalt gemeint sein. Als Salz müsste der minimale Gehalt somit höher sein als 3 g. Falls sich die 3 g auf Creatinmonohydrat beziehen, so würde die Ergänzung "Monohydrat" in Klammer hinter Creatin zum besseren Verständnis beitragen.	Creatin – Anforderungen - Auflage Angegebene Gehalte unter Anforderungen überprüfen und allenfalls anpassen. Angeben, wenn es sich um Minimalwerte ("min. 3 g/Tag") handelt. Falls sich unter der Spalte "Auflage" die tägliche Aufnahme von 3 g auf Creatinmonohydrat bezieht, so sollte dies in Klammer ergänzt werden. Zum Beispiel: "… tägliche Aufnahme von 3 g Kreatin (Monohydrat) gewährleistet".
Cholin und Creatin - Health Claim (Angaben unter Anpreisung - Auflage - Bemerkungen) Bei Cholin werden die detaillierten Angaben nur im Anhang 8 LKV aufgeführt. Bei Creatin stehen sie sowohl in Anhang 12 als auch in Anhang 8 LKV. Die Handhabung von gesundheitsbezogenen Angaben, die bereits in Anhang 8 LKV geregelt werden, sollte einheitlich sein.	Cholin und Creatin Einheitliche Handhabung. Vorschlag: Entweder bei beiden Verweise auf Anhang 8 LKV oder die detaillierten Angaben bei beiden in Anhang 12 aufführen.
	Inositol Änderungsvorschlag: "300 bis 1000 mg/Tag" oder wie bisher "300-1000 mg/Tag".
	Taurin

		Inositol - Anforderungen "300 à 1000 mg/Tag". Das Wort "à" durch "bis" ersetzen. Taurin - Anforderungen "Bis 1000 mg/Portion". Mit Ausnahme von Taurin steht bei den Substanzen mit zulässigen Höchstmengen der Begriff "max.". Wie bei der aktuellen Fassung "max. 1000 mg/Portion" angeben. So werden die Angaben unter Anforderungen einheitlich gehandhabt.	Wie bisher "max. 1000 mg/Portion" angeben.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	II.1	Vollständigkeit Tabelle Aufgrund der revidierten Liste in Anhang 8 LKV ergeben sich in gewissen Punkten Differenzen zu Anhang 13. In Anhang 8 LKV werden beispielsweise Nährstoffe/Substanzen aufgeführt (wie Betain und Glucomannan), welche in Anhang 13 noch nicht angegeben werden. Diejenigen Stoffe von Anhang 8 LKV, die bei Nahrungs-ergänzungsmitteln erlaubt sind, sollten von der Logik her auch hier erfasst und die zugelassenen Tagesdosen festgelegt werden. Neu wird in der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse das raffinierte Echiumöl (Art. 5c, Anhang 5) erfasst. In diesem Zusammenhang werden Höchstmengen zur Stearidonsäure (18:4, n-3) und Verwendungszwecke (-> Nahrungsergänzungsmittel) festgelegt. Von der Logik her müsste deshalb unter Fettsäuren auch die Stearidonsäure (STA, n-3) erfasst werden. Einleitungssatz Der Einleitungssatz hinsichtlich der empfohlenen Tagesdosen spezifischer Fettsäuren ist nicht verständlich. Nur mit Hilfe der separaten Erläuterung wird klar, was gemeint sein soll. Der Satz ist unbedingt verständlicher zu formulieren. Zudem ist es angebrachter, wenn der Satz in der Tabelle direkt beim Abschnitt "andere Nährstoffe" integriert wird, da dort die spezifischen Fettsäuren aufgeführt werden und sich die Angaben darauf beziehen. Abschnitt "andere Nährstoffe" – Angabe Abkürzungen Meistens werden in der Tabelle die Stoffnamen und danach in Klammer allfällige Abkürzungen aufgeführt. Davon ausgenommen sind EPA, DHA sowie EGCG. Dort werden direkt in der Tabelle nur	Änderungsvorschläge: Anhang 13 ist unter Berücksichtigung von Anhang 8 LKV und Art. 5c der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse zu aktualisieren / ergänzen. Einleitungssatz: Satz nicht oberhalb der Tabelle, sondern direkt unter Abschnitt "andere Nährstoffe" aufführen. Verständlichere Formulierung wie: "Anmerkung: Zur Anreicherung von Lebensmitteln mit spezifischen Fettsäuren gelten bei der Verwendung von neuartigen Speiseölen nach Artikel 5a, 5b und 5g der Verordnung des EDI vom 23. November 2005 über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse die Verwendungszwecke und Höchstmengen gemäss deren Anhängen 3, 4 und 9". Angaben bezüglich Vollständigkeit überprüfen und allenfalls ergänzen (wie Artikel 5c, Anhang 5). Abschnitt "andere Nährstoffe" - Abkürzungen - "Summe von Eicosapentaensäure und Docosahexaensäure (EPA + DHA) (langkettige n-3)" - Katechine, Epigallocatechingallat (EGCG)"

		die Abkürzungen angegeben und als Fussnote die Stoffnamen. Die Art der Angabe sollte einheitlich sein. In diesem Sinne sollten die Stoffnamen in der Tabelle ausgeschrieben und in Klammer direkt die Abkürzungen aufgeführt werden (analog EPA und DHA im Anhang 1 der Verordnung des EDI über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln). Auf diese Weise wird die Übersicht insgesamt erhöht. Zudem stehen bei den Fussnoten nur noch die vorzunehmenden Warnhinweise, was ebenfalls zur Übersichtlichkeit beiträgt.	Warnhinweis EGCG "Nicht auf nüchternen Magen, nicht bei strikter, kalorienarmer Ernährung und nicht gleichzeitig mit anderen Produkten auf Basis von Grüntee einnehmen." Begriff "Warnhinweis" Überall den Begriff in der Einzahl schreiben.
		Warnhinweis bei EGCG Produkte mit EGCG dürfen nicht bei strikter, kalorienarmer Ernährung eingenommen werden. Dies geht aus dem Warnhinweis zu wenig klar hervor. Durch das Einführen des Wortes "nicht" wird der Warnhinweis verständlicher. Warnhinweis(e) - Wortlaut Der Begriff "Warnhinweis" steht manchmal in der Mehrzahl, manchmal in der Einzahl. Dies kann nicht nachvollzogen werden.	
Staatskanzlei des Kantons Aargau	II.1	Vollständigkeit Liste Im ab 1.1.2013 geltenden Anhang 8 LKV werden neue Nährstoffe/Sub¬stanzen aufgeführt (wie Betain und Glucomannan). Sind die neu aufgeführten Stoffe bei Nahrungsergänzungsmitteln und Ergänzungsnahrung erlaubt, so sollten die Verbindungen / Rohstoffquellen dieser Stoffe von der Logik her ebenfalls im Anhang 14 unter Kategorie 4 erfasst werden. Allenfalls Stearidonsäure (STA) separat aufführen aufgrund von Art. 5c der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse.	Änderungsvorschläge: Anhang 14 ist unter Berücksichtigung von Anhang 8 LKV und Art. 5c Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse zu aktualisieren / ergänzen.
		Einleitungssatz und Kategorie 4 hinsichtlich Fettsäuren Der Einleitungssatz wird in Frage gestellt (u.a. Vollständigkeit). Er ist mehr verwirrend als klärend. Der Satz ist unseres Erachtens zudem nicht nötig, weil unter "Kategorie 4: Sonstige" bei DHA, EPA und Omega-3-Fettsäuren jeweils auf die Speiseöle der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse verwiesen wird. Durch die Verweise sind auch die Anforderungen der entsprechenden Öle eingeschlossen. Der bei DHA, EPA und den Omega-3-Fettsäuren aufgeführte Verweis ist unvollständig und sollte entsprechend ergänzt werden mit "neuartigen Speiseölen". Die neuartigen Speiseöle werden im Artikel 1 und im Abschnitt 2a der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus her-gestellte Erzeugnisse neu separat erfasst. Kategorie 2: Mineralstoffe Bei mehreren Salzen wird Kalium ohne "u" geschrieben.	Einleitungssatz betreffend Fettsäuren streichen. Kategorie 4: Sonstige Ergänzung bei DHA, EPA und Omega-3-Fettsäuren mit "… aus Speiseölen und neuartigen Speiseölen gemäss der Verordnung des EDI vom 23. Novem-ber 2005 über Speiseöl, Speisefett und daraus her-gestellte Erzeugnisse ". Kategorie 2: Mineralstoffe Überall Kalium mit "u" schreiben. Kategorie 4: Sonstige – Reihenfolge Alle Substanzen durchgehend nach Alphabet aufführen.

		Kategorie 4: Sonstige – Reihenfolge Die Substanzen werden bisher in alphabetischer Reihenfolge aufgeführt. Die neu aufgenommenen Stoffe werden nun am Schluss angegeben. Auch bei den neu aufgeführten Substanzen ist die alphabetische Reihenfolge zu beachten. Kategorie 4: Beta-Glucan aus Hafer Bei den gesundheitsbezogenen Angaben in Anhang 8 LKV steht Beta-Glucan aus Hafer und Gerste. In diesem Anhang wird bei Beta-Glucan nur Hafer als Rohstoffquelle angegeben. Sollte die Rohstoffquelle nicht mit Anhang 8 LKV korrespondieren?	Kategorie 4: Beta-Glucan Ergänzungsvorschlag: "Beta-Glucan aus Hafer oder Gerste"
Geschäftsstelle IG DHS	übrige	In der französischen und italienischen Fassung werden die Begriffe für „laktosefrei“ inkonsistent verwendet: „laktosefrei“ wird in Art. 5 Abs. 2 in Französisch und Italienisch als „exempt de lactose“ bzw. „privo di lattosio“ übersetzt. Im Anhang 4 demgegenüber finden sich andere Übersetzungen. Hier sollte eine einheitliche Übersetzung gewählt warden, z.B. in Anlehnung an die Übersetzungen von “glutenfrei”: “sans lactose” und “senza lattosio”.	Art. 5 Abs. 2 und Anhang 4 Ziffer 12: einheitliche Übersetzung in Französisch und Italienisch
Geschäftsstelle IG DHS	23.2	Wir beantragen eine vollständige Angleichung dieser Kennzeichnungsvorschrift an die Verordnung (EU) 1169/2011.	Einen gut sichtbaren Hinweis darauf, dass das Erzeugnis …
Geschäftsstelle IG DHS	übrige	Selon la directive UE 2006/141, Annexe 6, il n’y a pas une différence entre les valeurs de référence pour l’étiquetage nutritionnel des denrées destinées aux nourrissons et aux enfants en bas âge, alors qu’en Suisse une différence est faite. Afin d’être euro compatible, l’annexe 6 devrait être adapté en conséquence	Annexe 6 Effacer la colonne « préparations à base de céréales et autres aliments », effacer « Préparations de suite » et ne garder que les valeurs de la 1ère colonne avec le titre « Valeur de référence d’étiquetage »
Geschäftsstelle IG DHS	II.1	Aufnahme von Cholin zur Ermöglichung der Verwendung der gesundheitsbezogenen Angabe aus Anhang 8 LKV	Cholin mind. 82,5 mg Cholin/100g bzw. 100ml oder pro Tagesration
GSLI Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren	23.1	Phytosterine etc. dürfen laut Buchstabe b den Milcherzeugnissen zugesetzt werden. Es ist nicht klar, was mit diesem Begriff gemeint ist. Zu den Milcherzeugnissen gehören beispielsweise auch Milch, Rahm und Käse. Sollen wirklich bei allen Milcherzeugnissen diese Zusätze möglich sein? Der Begriff "Milcherzeugnis" wird lebensmittelrechtlich nirgends definiert. Nach Durchsicht der BAG-Bewilligungen wurden Phytosterine etc. bisher nur Joghurtdrinks zugeführt. Ist es die Absicht des Gesetzgebers, dass bei sämtlichen Erzeugnissen aus Milch diese Zusätze möglich sind? Wir stellen dies in Frage.	Sollte nicht bei allen Milchprodukten der Zusatz möglich sein, den Begriff "Milcherzeugnis" klarer formulieren.
GSLI Gesellschaft Schwei-	23.2	Lebensmittel mit Zusatz von Phytosterinen…. müssen zusätzlich zu	Den Inhalt analog der EU-Verordnung übernehmen. Beispielsweise:

zer Lebensmittelinspekto-rinnen und Lebensmittelin-spektoren		den Angaben nach Art. 4 Abs. 1 aufweisen: "a. gegebenenfalls den Hinweis «mit zugesetzten Pflanzensterinen» beziehungsweise «mit zugesetzten Pflanzenstanolen»". Die Angabe wird durch den Begriff "gegebenenfalls" verwirrend und stellt inhaltlich auch einen Unterschied zum Anhang III der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 dar. Der Inhalt sollte von der EU-Verordnung übernommen werden.	"a. den Hinweis «mit zugesetzten Pflanzensterinen» beziehungsweise «mit zugesetzten Pflanzenstanolen» im gleichen Sichtfeld wie die Sachbezeichnung des Lebensmittels."
Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	Generelle Bemerkungen	La définition des denrées alimentaires avec adjonction de phytostérols, esters de phytostérol, phytostanols ou esters de phytostanol ainsi que la définition des conditions d"étiquetage de ses produits sont saluées. Les allégations de santé concernant la caféine et le L-carnitine ont été interdites en Europe, alors qu"elles sont maintenues dans cette ordonnance. Ces allégations sont à supprimer de cette ordonnance.	
Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	übrige	Etiquetage des aliments spéciaux – allégations de santé Il n"est pas utile pour les consommateurs de multiplier les allégations de santé. Il est préférable de ne pas autoriser des allégations alimentaires en plus des allégations admises par l"EFSA et énumérées dans l"annexe 8 de l"OEDAl. Cet alinéa est devenu inutile et contreproductif. Le supprimer.	art. 4 al. 6
Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	23.1	Denrées alimentaires avec adjonction de phytostérols, esters de phytostérol, phytostanols ou esters de phytostanol : Il est nécessaire de mieux définir les produits laitiers auxquels peuvent être ajoutés ces produits. Actuellement, ils sont généralement ajoutés à des yogourts ou à du lait acidulé. Le spécifier ici.	
Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	II.1	Allégation de santé pour la caféine : En Europe, cette allégation pour la caféine est interdite. L"EFSA a estimé que la bases scientifiques n"étaient pas solides 2011;9(4):2053 Il n"est pas compréhensible pourquoi les consommateurs suisses seraient moins bien protégés contre la tromperie que les voisins européens. Cette allégation doit être supprimée	
Stiftung für Konsumenten-	II.1	Allégation de santé pour la L-carnitine : En Europe, cette allégation pour la L-carnitine est interdite. L"EFSA	

schutz SKS		a estimé que la bases scientifiques n"étaient pas solides 2011;9(6):2212 Il n"est pas compréhensible pourquoi les consommateurs suisses seraient moins bien protégés contre la tromperie que les voisins européens. Cette allégation doit être supprimée.	
pharmaSuisse Schweizerischer Apothekerverband	Generelle Bemerkungen	Wir stellen fest, dass die Zulassungspflicht für Heilmittel immer mehr mit Nahrungsergänzungsmitteln umgangen wird. Wir lehnen deshalb eine Ausdehnung der zulässigen Speziallebensmittel oder die Erhöhung der erlaubten Konzentrationen ab. Lebensmittel sind keine Heilmittel, Heilmittel brauchen Fachberatung.	
pharmaSuisse Schweizerischer Apothekerverband	II.1	Anhang 12 Wir lehnen die Erhöhung der Grenzen aus Gründen der Konsumentensicherheit ab. Anhang 13 Wir lehnen die Ausdehnung ab. Anhang 14	streichen
Migros-Genossenschafts-Bund	Generelle Bemerkungen	In der französischen und italienischen Fassung werden die Begriffe für „laktosefrei“ inkonsistent verwendet: „laktosefrei“ wird in Art. 5 Abs. 2 in Französisch und Italienisch als „exempt de lactose“ bzw. „privo di lattosio“ übersetzt. Im Anhang 4 demgegenüber finden sich andere Übersetzungen. Hier sollte eine einheitliche Übersetzung gewählt warden, z.B. in Anlehnung an die Übersetzungen von “glutenfrei”: “sans lactose” und “senza lattosio”.	Art. 5 Abs. 2 und Anhang 4 Ziffer 12: einheitliche Übersetzung in Französisch und Italienisch
Migros-Genossenschafts-Bund	23.2	Wir beantragen eine vollständige Angleichung dieser Kennzeichnungsvorschrift an die Verordnung (EU) 1169/2011	Einen gut sichtbaren Hinweis darauf, dass das Erzeugnis …
Migros-Genossenschafts-Bund	übrige	Selon la directive UE 2006/141, Annexe 6, il n’y a pas une différence entre les valeurs de référence pour l’étiquetage nutritionnel des denrées destinées aux nourrissons et aux enfants en bas âge, alors qu’en Suisse une différence est faite. Afin d’être euro compatible, l’annexe 6 devrait être adapté en conséquence	Annexe 6 Effacer la colonne « préparations à base de céréales et autres aliments », effacer « Préparations de suite » et ne garder que les valeurs de la 1ère colonne avec le titre « Valeur de référence d’étiquetage »
Migros-Genossenschafts-Bund	II.1	Aufnahme von Cholin zur Ermöglichung der Verwendung der gesundheitsbezogenen Angabe aus Anhang 8 LKV	Cholin mind. 82,5 mg Cholin/100g bzw. 100ml oder pro Tagesration
Fédération Romande des	Generelle	La définition des denrées alimentaires avec adjonction de	

Consommateurs FRC	Bemerkungen	phytostérols, esters de phytostérol, phytostanols ou esters de phytostanol ainsi que la définition des conditions d"étiquetage de ses produits sont saluées. Les allégations de santé concernant la caféine et le L-carnitine ont été interdites en Europe, alors qu"elles sont maintenues dans cette ordonnance. Ces allégations sont à supprimer de cette ordonnance.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	übrige	Etiquetage des aliments spéciaux – allégations de santé Il n"est pas utile pour les consommateurs de multiplier les allégations de santé. Il est préférable de ne pas autoriser des allégations alimentaires en plus des allégations admises par l"EFSA et énumérées dans l"annexe 8 de l"OEDAl. Cet alinéa est devenu inutile et contreproductif. Le supprimer.	art. 4 al. 6
Fédération Romande des Consommateurs FRC	23.1	Denrées alimentaires avec adjonction de phytostérols, esters de phytostérol, phytostanols ou esters de phytostanol : Il est nécessaire de mieux définir les produits laitiers auxquels peuvent être ajoutés ces produits. Actuellement, ils sont généralement ajoutés à des yogourts ou à du lait acidulé. Le spécifier ici.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	II.1	Allégation de santé pour la caféine : En Europe, cette allégation pour la caféine est interdite. L"EFSA a estimé que la bases scientifiques n"étaient pas solides 2011;9(4):2053 Il n"est pas compréhensible pourquoi les consommateurs suisses seraient moins bien protégés contre la tromperie que les voisins européens. Cette allégation doit être supprimée	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	II.1	Allégation de santé pour la L-carnitine : En Europe, cette allégation pour la L-carnitine est interdite. L"EFSA a estimé que la bases scientifiques n"étaient pas solides 2011;9(6):2212 Il n"est pas compréhensible pourquoi les consommateurs suisses seraient moins bien protégés contre la tromperie que les voisins européens. Cette allégation doit être supprimée.	
Fédération Romande des	Generelle	La définition des denrées alimentaires avec adjonction de phytostérols, esters de phytostérol, phytostanols ou esters de	

Consommateurs FRC	Bemerkungen	phytostanol ainsi que la définition des conditions d"étiquetage de ses produits sont saluées. Les allégations de santé concernant la caféine et le L-carnitine ont été interdites en Europe, alors qu"elles sont maintenues dans cette ordonnance. Ces allégations sont à supprimer de cette ordonnance.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	übrige	Etiquetage des aliments spéciaux – allégations de santé Il n"est pas utile pour les consommateurs de multiplier les allégations de santé. Il est préférable de ne pas autoriser des allégations alimentaires en plus des allégations admises par l"EFSA et énumérées dans l"annexe 8 de l"OEDAl. Cet alinéa est devenu inutile et contreproductif. Le supprimer.	Art 4 al 6
Fédération Romande des Consommateurs FRC	23.1	Denrées alimentaires avec adjonction de phytostérols, esters de phytostérol, phytostanols ou esters de phytostanol : Il est nécessaire de mieux définir les produits laitiers auxquels peuvent être ajoutés ces produits. Actuellement, ils sont généralement ajoutés à des yogourts ou à du lait acidulé. Le spécifier ici.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	II.1	Allégation de santé pour la caféine : En Europe, cette allégation pour la caféine est interdite. L"EFSA a estimé que la bases scientifiques n"étaient pas solides 2011;9(4):2053 Il n"est pas compréhensible pourquoi les consommateurs suisses seraient moins bien protégés contre la tromperie que les voisins européens. Cette allégation doit être supprimée.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	II.1	Allégation de santé pour la L-carnitine : En Europe, cette allégation pour la L-carnitine est interdite. L"EFSA a estimé que la bases scientifiques n"étaient pas solides 2011;9(6):2212 Il n"est pas compréhensible pourquoi les consommateurs suisses seraient moins bien protégés contre la tromperie que les voisins européens. Cette allégation doit être supprimée.	
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Generelle Bemerkungen	La définition des denrées alimentaires avec adjonction de phytostérols, esters de phytostérol, phytostanols ou esters de phytostanol ainsi que la définition des conditions d"étiquetage de ses produits sont saluées. Les allégations de santé concernant la caféine et le L-carnitine ont été interdites en Europe, alors qu"elles sont maintenues dans cette ordonnance. Ces allégations sont à supprimer de cette ordonnance.	

Stiftung für Konsumentenschutz SKS	übrige	Etiquetage des aliments spéciaux – allégations de santé Il n"est pas utile pour les consommateurs de multiplier les allégations de santé. Il est préférable de ne pas autoriser des allégations alimentaires en plus des allégations admises par l"EFSA et énumérées dans l"annexe 8 de l"OEDAl. Cet alinéa est devenu inutile et contreproductif. Le supprimer.	Art 4 al 6
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	23.1	Denrées alimentaires avec adjonction de phytostérols, esters de phytostérol, phytostanols ou esters de phytostanol : Il est nécessaire de mieux définir les produits laitiers auxquels peuvent être ajoutés ces produits. Actuellement, ils sont généralement ajoutés à des yogourts ou à du lait acidulé. Le spécifier ici.	
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	II.1	Allégation de santé pour la caféine : En Europe, cette allégation pour la caféine est interdite. L"EFSA a estimé que la bases scientifiques n"étaient pas solides 2011;9(4):2053 Il n"est pas compréhensible pourquoi les consommateurs suisses seraient moins bien protégés contre la tromperie que les voisins européens. Cette allégation doit être supprimée.	
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	II.1	Allégation de santé pour la L-carnitine : En Europe, cette allégation pour la L-carnitine est interdite. L"EFSA a estimé que la bases scientifiques n"étaient pas solides 2011;9(6):2212 Il n"est pas compréhensible pourquoi les consommateurs suisses seraient moins bien protégés contre la tromperie que les voisins européens. Cette allégation doit être supprimée.	
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Generelle Bemerkungen	Im Rahmen der Revision wird angeregt, einige Begriffe mit den EU-Begriffen zu vereinheitlichen: Calcium statt Kalzium Jod stat Iod	
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	2.2 i und w	Im vorgeschlagenen Verordnungstext fehlt die Aufhebung von Art. 2 Abs. 2 lit. V. Entweder muss die neue lit. Für Lebensmittel mit Phytosterinen etc. als lit. V eingefügt werden, oder die bestehende lit. V ist ausdrücklich aufzuheben.	Art. 2 Abs. 2 lit. v „Aufgehoben“
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	übrige	In der französischen und italienischen Fassung werden die Begriffe für „laktosefrei“ inkonsistent verwendet: „laktosefrei“ wird in Art. 5 Abs. 2 in Französisch und Italienisch als „exempt de lactose“ bzw. „privo di lattosio“ übersetzt. Im Anhang 4 demgegenüber finden sich	Art. 5 Abs. 2 und Anhang 4 Ziffer 12: einheitliche Übersetzung in Französisch und Italienisch

		andere Übersetzungen. Hier sollte eine einheitliche Übersetzung gewählt warden, z.B. in Anlehnung an die Übersetzungen von “glutenfrei”: “sans lactose” und “senza lattosio”.	
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	übrige	N’est pas inclus dans la révision, mais afin de pouvoir être mieux harmonisé avec plusieurs pays de l’UE, il serait souhaitable d’ajouter une catégorie : « très pauvre en lactose » avec le critère de 1g/100g pour le produit prêt à être consommé (cf Opinion de l’EFSA, EFSA Journal 2010;8(9):1777 Scientific Opinion on lactose thresholds in lactose intolerance and galactosaemia)	Art. 5, al. 3 (nouveau) Une denrée alimentaire est réputés très pauvre en lactose lorsque le produit prêt à consommer contient moins de 1 g de lactose par 100g ou 100 ml.
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	neuer Artikel	Als zusätzlich mögliche Sachbezeichnungen sollten die ursprünglich in Art. 2 der Verordnung (EG) 608/2004 definierten Begriffe zu Etikettierungszwecken übernommen werden: „Zu Etikettierungszwecken werden Phytosterine, Phytosterinester, Phytostanole und Phytostanolester als „Pflanzensterin“, „Pflanzensterinester“, „Pflanzenstanol“ bzw. „Pflanzenstanolester“ oder ggf. in deren jeweiliger Pluralform bezeichnet.	fial Art. 23 neuer Abs. 3 Als zusätzlich mögliche Sachbezeichnungen sollten die ursprünglich in Art. 2 der Verordnung (EG) 608/2004 definierten Begriffe zu Etikettierungszwecken übernommen werden: „Zu Etikettierungszwecken werden Phytosterine, Phytosterinester, Phytostanole und Phytostanolester als „Pflanzensterin“, „Pflanzensterinester“, „Pflanzenstanol“ bzw. „Pflanzenstanolester“ oder ggf. in deren jeweiliger Pluralform bezeichnet. neuer Abs. 3 Gegebenfalls können Phytosterine, Phytosterinester, Phytostanole und Phytostanolester als „Pflanzensterin“, „Pflanzensterinester“, „Pflanzenstanol“ bzw. „Pflanzenstanolester“ oder in deren jeweiliger Pluralform bezeichnet werden.
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	23.2	Der Hinweis “mit zugesetzten Pflanzensterinen” bzw. “ mit zugesetzten Pflanzenstanolen” muss gemäss Anh. IIV der Verordnung (EU) 1169/2011 im selben Sichtfeld mit der Bezeichnung des Lebensmittels angegeben werden.	Im selben Sichtfeld mit der Sachbezeichnung den Hinweis “mit zugesetzten Pflanzensterinen”…
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	23.2	Wir beantragen eine vollständige Angleichung dieser Kennzeichnungsvorschrift an die Verordnung (EU) 1169/2011.	Einen gut sichtbaren Hinweis darauf, dass das Erzeugnis …
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	übrige	Selon la directive UE 2006/141, Annexe 6, il n’y a pas une différence entre les valeurs de référence pour l’étiquetage nutritionnel des denrées destinées aux nourrissons et aux enfants en bas âge, alors qu’en Suisse une différence est faite. Afin d’être euro compatible, l’annexe 6 devrait être adapté en conséquence	Annexe 6 Effacer la colonne « préparations à base de céréales et autres aliments », effacer « Préparations de suite » et ne garder que les valeurs de la 1ère colonne avec le titre « Valeur de référence d’étiquetage »
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	II.1	Aufnahme von Cholin zur Ermöglichung der Verwendung der gesundheitsbezogenen Angabe aus Anhang 8 LKV	Cholin mind. 82,5 mg Cholin/100g bzw. 100ml oder pro Tagesration

FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittel-industrie	II.2	Selon l'annexe 8 de l'OEDAI, il est possible de faire une allégation de santé pour le glucomannane, il faut alors ajouter cette substance dans l'annexe 14. Le glucomannane de konjac est déjà autorisée comme additif, mais pour des aliments spéciaux il est utilisé comme ingrédient.	Annexe 14 tableau Autres nutriments : rajouter glucomannane de konjac
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittel-industrie	übrige	Die Spezifikation in Anhang 11 basiert auf dem Entscheid der Kommission vom 12. Dezember 2008 (2008/968/EG), wobei dieser Entschied nur ein Produkt eines Herstellers beurteilt. Auf dem Markt sind weitere, vergleichbare und etablierte Produkte verfügbar. Diese Produkte fallen nicht unter die Novel Food Verordnung der EU (258/97/EG) und weisen entsprechend eine leicht abweichende Spezifikation auf. Im Sinne der Nichtdiskriminierung von weiteren Herstellern muss der Anhang 11 angepasst werden.	Spezifikation Arachidonsäure ≥ 38 % Peroxidzahl ≤ 5 meq/kg Säurezahl ≤ 0,4 mg KOH/g Anisidinzahl ≤ 20 Freie Fettsäuren ≤ 0,4 % Unverseifbare Bestandteile ≤ 3,5 % Farbe (Lovibond, 50,8 mm-Zelle):
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	Generelle Bemerkungen	La règlementation de substances telles que les phytostérols, catéchine, … est saluée. Nous profitons de cette consultation pour attirer l'attention du législateur sur les difficultés rencontrées avec la version française des alinéas 3 et 6 de l'art. 22 de l'actuelle ordonnance sur les aliments spéciaux. Il y a lieu de procéder à une reformulation de ces textes de manière à les rendre équivalents au texte allemand. Nous renvoyons par ailleurs aux remarques faites par l'ACCS/VKCS.	
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	2.2 i und w	il manque une mention selon laquelle l'art. 2 al. 2 let. v (boissons énergisantes) est abrogé	Préciser que l'art. 2 al. 2 let. v est abrogé
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	übrige	Les dispositions actuelles de ces alinéas 3 et 6 posent problème dans leur version française. Selon la lecture qui est faite des al. 3 et 6, on peut comprendre que l'annexe 14 (al. 6) complète l'annexe 13 (al. 3). Le texte allemand est plus clair. Il y a lieu de procéder, lors de cette révision, à une correction de cette situation. La législation doit être compréhensible de tous. Il faut formuler ces dispositions de manière à ce qu'il ressorte clairement que seuls les composés énumérés à l'annexe 13 sont autorités que ceux-ci peuvent être utilisés uniquement sous les formes prévues à l'annexe 14.	Proposition : fondre les actuels al. 3 et 6 de l'art. 22 en un seul alinéa et le formuler de manière à ce que chacun comprenne que les vitamines, sels minéraux et autres nutriments énumérés à l'annexe 13 ne peuvent être utilisés dans les compléments alimentaires que sous les formes prévues à l'annexe 14.
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	23.1	Il y a incohérence entre l'art. 2 al. 2 let. w et l'art. 23. En effet, selon la lettre w, les produits avec adjonction de phytostérol doivent être réglés à l'art. 23a. Or, ils sont définis à l'art. 23.	Corriger l'art. 23 en 23a.
Chancellerie d'Etat du	II.1	Voir également les commentaires sous l'art. 22 al. 3 et 6 (actuels). Il s'agit de préciser dans l'entête de ces annexes le sens à leur	Reformuler l'art. 22 al. 3 et 6 et les annexes 13 et 14 de manière à

Canton de Fribourg		donner. L'annexe 13 précise les composés admis dans les compléments alimentaires et pour ces composés, seules les formes prévues à l'annexe 14 sont admises.	ce que l'interprétation de ces dispositions soit correcte.
Denner AG	übrige	Im bestehendem Art. 22 Abs. 7 Best. c müsste vermutlich „Tagesdosis" in „Tagesration" geändert werden. Die aktuelle Anpassung der Verordnung könnte als Gelegenheit genutzt werden, um dies zu berichtigen.	c. einen Warnhinweis, die angegebene empfohlene Tagesration nicht zu überschreiten;
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Generelle Bemerkungen	La définition des denrées alimentaires avec adjonction de phytostérols, esters de phytostérol, phytostanols ou esters de phytostanol ainsi que la définition des conditions d"étiquetage de ses produits sont saluées. Les allégations de santé concernant la caféine et le L-carnitine ont été interdites en Europe, alors qu"elles sont maintenues dans cette ordonnance. Ces allégations sont à supprimer de cette ordonnance.	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	übrige	Etiquetage des aliments spéciaux – allégations de santé Il n"est pas utile pour les consommateurs de multiplier les allégations de santé. Il est préférable de ne pas autoriser des allégations alimentaires en plus des allégations admises par l"EFSA et énumérées dans l"annexe 8 de l"OEDAl. Cet alinéa est devenu inutile et contreproductif. Le supprimer.	art. 4 al. 6
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	23.1	Denrées alimentaires avec adjonction de phytostérols, esters de phytostérol, phytostanols ou esters de phytostanol : Il est nécessaire de mieux définir les produits laitiers auxquels peuvent être ajoutés ces produits. Actuellement, ils sont généralement ajoutés à des yogourts ou à du lait acidulé. Le spécifier ici.	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	II.1	Allégation de santé pour la caféine : En Europe, cette allégation pour la caféine est interdite. L"EFSA a estimé que la bases scientifiques n"étaient pas solides 2011;9(4):2053 Il n"est pas compréhensible pourquoi les consommateurs suisses seraient moins bien protégés contre la tromperie que les voisins européens. Cette allégation doit être supprimée	

Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	II.1	Allégation de santé pour la L-carnitine : En Europe, cette allégation pour la L-carnitine est interdite. L"EFSA a estimé que la bases scientifiques n"étaient pas solides 2011;9(6):2212 Il n"est pas compréhensible pourquoi les consommateurs suisses seraient moins bien protégés contre la tromperie que les voisins européens. Cette allégation doit être supprimée.	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Generelle Bemerkungen	La définition des denrées alimentaires avec adjonction de phytostérols, esters de phytostérol, phytostanols ou esters de phytostanol ainsi que la définition des conditions d"étiquetage de ses produits sont saluées. Les allégations de santé concernant la caféine et le L-carnitine ont été interdites en Europe, alors qu"elles sont maintenues dans cette ordonnance. Ces allégations sont à supprimer de cette ordonnance.	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	übrige	Etiquetage des aliments spéciaux – allégations de santé Il n"est pas utile pour les consommateurs de multiplier les allégations de santé. Il est préférable de ne pas autoriser des allégations alimentaires en plus des allégations admises par l"EFSA et énumérées dans l"annexe 8 de l"OEDAI. Cet alinéa est devenu inutile et contreproductif. Le supprimer.	Art 4 al 6
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	23.1	Denrées alimentaires avec adjonction de phytostérols, esters de phytostérol, phytostanols ou esters de phytostanol : Il est nécessaire de mieux définir les produits laitiers auxquels peuvent être ajoutés ces produits. Actuellement, ils sont généralement ajoutés à des yogourts ou à du lait acidulé. Le spécifier ici.	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	II.1	Allégation de santé pour la caféine : En Europe, cette allégation pour la caféine est interdite. L"EFSA a estimé que la bases scientifiques n"étaient pas solides 2011;9(4):2053 Il n"est pas compréhensible pourquoi les consommateurs suisses seraient moins bien protégés contre la tromperie que les voisins européens. Cette allégation doit être supprimée.	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	II.1	Allégation de santé pour la L-carnitine : En Europe, cette allégation pour la L-carnitine est interdite. L"EFSA a estimé que la bases scientifiques n"étaient pas solides 2011;9(6):2212 Il n"est pas compréhensible pourquoi les consommateurs suisses	

		seraient moins bien protégés contre la tromperie que les voisins européens. Cette allégation doit être supprimée.	
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	Generelle Bemerkungen	Wir sind einverstanden mit der Streichung der Bestimmungen über Diabetikernahrungen (Art. 2 Abs. 2 Bst. i und Art. 13) sowie der Überführung der "coffeinhaltigen Spezialgetränke" (Art. 23) in die VO über alkoholfreie Getränke. Dazu verweisen wir auf unsere Bemerkungen zur VO über alkoholfreie Getränke. Im Zuge dieser Revision sollte in Anhang 13 diverse Nährstoffe aufgenommen werden, die Gegenstand von Entscheidungen der EU sind oder die sich auf im Anhang 8 LKV zugelassenene Claims beziehen. Bezüglich der Anreicherung mit spezifischen Fettsäuren (Anhang 14) verweisen wir auf die einleitenden allgemeinen Bemerkungen zum gesamten Revisionspaket.	
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	2.2 i und w	Nebst den Diabetikernahrungen werden auch die coffeinhaltigen Spezialgetränke (Art. 23 und Anhang 15) aus dieser Verordnung gestrichen. Bst. v. sollte deshalb auch aufgehoben werden.	v. aufgehoben
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	übrige	Art. 4 Bei Speziallebensmitteln, wie insbesondere bei Nahrungsergänzungsmitteln ist die Angabe des Natriumgehaltes, allenfalls in Ergänzung zur Nährwertkennzeichnung für die Verbraucher hilfreich. Diese Möglichkeit sollte ausdrücklich eingeräumt werden, nachdem neu in der NW-Kennzeichnung jegliches Natrium umgerechnet in Salz deklariert wird.	Abs. 2 (neu): Die Angabe des Natriumgehalts, allenfalls auch in Ergänzung zur Nährwertkenn-zeichnung nach Art. 22-29 LKV, ist zulässig.
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	Übest	Der Entwurf sieht eine Übergangsfrist von 2 Jahren ab dem Inkrafttreten der Verordnung vor. Die fial schlägt angesichts der für die Umsetzung des Verordnungspakets 2012/2013 erforderlichen Anpassung bei fast allen LM-Verpackungen generell ein Übergangsfrist von 3 Jahren vor. Es ist in dieser Verordnung die generelle Frist zu übernehmen.	Speziallebensmittel dürfen noch bis zum … (3 Jahre nach Inkrafttreten) nach bisherigem Recht eingeführt … werden..
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	II.1	Die bewilligte Dosierung für Creatin Monohydrat war bisher: Erhaltungsdosis: 2-4 g/Tag, Initialdosis: bis 20 g/Tag während 7 Tagen. Für Creatin Pyruvat war eine Tagesration von 5 g bewilligt. Die Anforderung für die Verwendung der gesundheitsbezogenen Angabe lautet (in Übereistimmung mit Anhang 8 LKV), dass das Lebensmittel den Verzehr von mindestens 3 g/Tag gewährleisten muss. Dies entspricht der von der EFSA in ihrer Opinion zum ent-	

		sprechenden Claims geforderten Menge, bei der sich die positive Wirkung einstellt. Die EFSA hat in der Opinion zu Creatin Monohydrat von 2004 auf Grund von Langzeitstudien (5 g/Tag für bis zu 21 Monate) eine tägliche Aufnahme von 5 g Creatin Monohydrat als sicher für Sportler angesehen (vgl. EFSA Journal (2004), 36, 1-6). Der Wert von 3 g/Tag in der Kolonne "Anforderungen" ist deshalb bei Verwendung des Claim als Mindestmenge zu verstehen. Sie kann unterschritten werden, wenn auf den Claim verzichtet wird. Andererseits bleibt die "Initialdosis" von 20 g/Tag während 7 Tagen von der Neufassung des Anhangs 12 unberührt.	
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	II.1	Zu Inositol: In der Kolonne "Anforderungen" sollte der Mengenbereich für Inosital gleich wie bisher (300-1000 mg/Tag) statt mit "à" umschrieben werden.	Inositol - Spalte "Anforderungen": 300-1000 mg/Tag
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	II.1	Anhang 13 bezieht sich im Gegensatz zu Anhang 12 auf weitere Kategorien von Speziallebensmitteln als nur die Ergänzungsnahrungen, u.a. auch auf Nahrungsergänzungsmittel nach Art. 22. Nahrungsergänzungsmittel die Creatin enthalten, bedürfen deshalb einer Bewilligung des BAG. Sie haben jedoch oft die gleiche Zielgruppe wie die "Ergänzungsnahrungen", bzw. "Sportlernahrungen", d.h. Personen mit erhöhtem Energiebedarf. Zudem sind Creatinmonohydrat und Creatinpyruvat bereits in Anhang 14 unter der Kategorie 4 "Sonstige" als zulässige Verbindungen aufgeführt. Dieser Anhang gilt auch für die Nahrungsergänzungsmittel nach Art. 22. Gemäss der EFSA Opinion aus dem Jahr 2004 (vgl. EFSA Journal (2004), 36, 1-6) ist eine Dosierung bis 3 g für alle Bevölkerungsgruppen sicher. Wir beantragen deshalb, Creatin in Anhang 13 unter "andere Nährstoffe" mit einer zugelassenen Tagesdosis für Erwachsene von 3 g aufzunehmen. Eine Einzelbewilligung für die Verwendung u.a. in Nahrungsergänzungsmitteln ist somit nicht mehr erforderlich. Die zulässige Auslobung von Creatin wird durch Anhang 8 LKV geregelt.	Anhang 13 - "andere Nährstoffe": Creatin Monohydrat 3 g
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	II.1	Aufnahme von Cholin zur Ermöglichung der Verwendung der gesundheitsbezogenen Angabe aus Anhang 8 LKV. Die dort vorgegebenen mindestens 82,5 mg Cholin pro Tag für die	"andere Nährstoffe": Cholin 550mg

		Zulässigkeit des Claims entsprechen 15% der für Erwachsene zugelassenen täglichen Tagesdosis von 550 mg Cholin gemäss dem amerikanischen Food and Nutrition Board of the Institute of Medicine und der EFSA Scientific Opinion (EFSA Journal 2011;9(4):2056).	
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	II.1	Übernahme der Kommissionsentscheidungen 2009/362/EG, 2009/365/EG, 2009/355/EG bezüglich Lycopin in Nahrungsergänzungsmitteln.	"andere Nährstoffe": Carotinoid Lycopin - Tagesdosis 15 mg
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	II.1	Übernahme der Kommissionsentscheidungen 2013/49/EU vom 22.01.2013.	"andere Nährstoffe": Carotinoid Zeaxanthin - Tagesdosis 2 mg
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	II.1	Aufnahme von L-Carnitin zur Ermöglichung der Verwendung in Nahrungsergänzungsmitteln nach Art. 22. L-Carnitin ist bislang nur in "Ergänzungsnahrungen" nach Art. 20 (bzw. Anhang 12) zugelassen. Nahrungsergänzungsmittel die L-Carnitin enthalten, bedürfen deshalb einer Bewilligung des BAG. Sie haben jedoch oft die gleiche Zielgruppe wie die "Ergänzungsnahrungen", bzw. "Sportlernahrungen", d.h. Personen mit erhöhtem Energiebedarf. In Anhang 14 sind unter der Kategorie 4 "Sonstige" diverse Verbindungen aufgeführt (L-Carnitin, L-Carnitinhydrochlorid, L-Carnitin-L-Tartrat). Dieser Anhang gilt auch für die Nahrungsergänzungsmittel nach Art. 22.	"andere Nährstoffe": L-Carnitin
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	II.1	Auf Grund der Ergänzung im neuen Abschnitt 2a der VO Speiseöle (vgl. dort Art. 5i und Anhang 11 zu "Pilzöl aus Mortierella alpina") ist die Arachidonsäure (ARA) in die Kategorie 4: Sonstige aufzunehmen.	Kategorie 4: Sonstige: ARA und deren Ester aus Speiseölen gemäss der Verordnung des EDI vom 23. November 2005 über Speiseöle, Speisefette und daraus hergestellte Erzeugnissen
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	II.1	Übernahme der Kommissionsentscheidungen 2009/362/EG, 2009/365/EG, 2009/355/EG bezüglich Lycopin in Nahrungsergänzungsmitteln in die Liste der Zulässigen Verbindungen.	Kategorie 4: Sonstige: Lycopin (synthetisch) Lycopin (aus Blakeslea trispora)
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	II.1	In Anhang 14 Kategorie 4: Sonstige sind auch die Omega-6-Fettsäuren aufzunehmen.	Kategorie 4: Sonstige: Omega-6-Fettsäuren aus Speiseölen gemäss der Verordnung des EDI vom 23. November 2005 über Speiseöle, Speisefette und dar-

			aus hergestellte Erzeugnissen
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	II.1	Übernahme der Kommissionsentscheidungen 2013/49/EU vom 22.01.2013 in die Liste der Zulässigen Verbindungen.	Kategorie 4: Sonstige: Zeaxanthin (synthetisch)
Serolab SA	Generelle Bemerkungen	Ajout de vitamines, minéraux, acides aminés et autres ingrédients dans l'annexe 13 et l'annexe 12	
Serolab SA	II.1	Ses propriétés physiologiques favorisent la régulation du sommeil.	L-tryptophane Dose maximale : 220 mg/j
		Ses propriétés physiologiques interviennent dans le métabolisme énergétique.	L-méthionine Dose maximale : 1 g/j
		Ses propriétés physiologiques interviennent dans le métabolisme énergétique.	L-arginine Dose maximale : 2 g/j
		Ses propriétés physiologiques interviennent dans le métabolisme énergétique.	L-carnitine Dose maximale : 1 g/j
		Ses propriétés physiologiques interviennent dans l'assimilation des protéines.	L-leucine Dose maximale : 1 g/j
		Ses propriétés physiologiques favorisent l'élasticité de la peau.	L-lysine Dose maximale : 500 mg/j
		Ses propriétés physiologiques favorisent la croissance des phanères.	L-cystéine Des maximale : 500 mg/j
		Elle participe à l'activité intellectuelle.	L-tyrosine Dose maximale : 1 g/j
		Ses propriétés physiologiques contribuent au maintien de l'intégrité intestinale.	L-glutamine Dose maximale : 1,5 g/j

Serolab SA	II.1	Ses propriétés physiologiques favorisent l'équilibre de la flore intestinale.	Lactobacillus rhamnosus GG Dose maximale : 5 milliards/j
		Ses propriétés physiologiques favorisent l'équilibre de la flore intestinale.	Lactobacillus plantarum Dose maximale : 5 milliards/j
		Ses propriétés physiologiques favorisent l'équilibre de la flore intestinale.	Lactobacillus acidophilus Dose maximale : 5 milliards/j
		Ses propriétés physiologiques favorisent l'équilibre de la flore intestinale.	Lactobacillus paracasei Dose maximale : 5 milliards/j
		Ses propriétés physiologiques favorisent l'équilibre de la flore intestinale.	Lactobacillus fermentum Dose maximale : 5 milliards/j
		Ses propriétés physiologiques favorisent l'équilibre de la flore intestinale.	Bifidobacterium longum Dose maximale : 5 milliards/j
		Ses propriétés physiologiques favorisent l'équilibre de la flore intestinale.	Bifidobacterium bifidum Dose maximale : 5 milliards/j
		Ses propriétés physiologiques favorisent l'équilibre de la flore intestinale.	Bifidobacterium infantis Dose maximale : 5 milliards/j
Serolab SA	II.1	Ses propriétés physiologiques sont utiles pour une activité articulaire optimale.	MéthylSulfonylMéthane Dose maximale : 500 mg/j
		Apporte du calcium et du phosphore intéressants pour solidifier les os.	Hydroxyapatite de calcium Dose maximale : 500 mg/j
		Il participe à la détente et la relaxation par son action sur la régulation des neuromédiateurs.	Inositol Dose maximale : 500 mg/j
		Ses propriétés physiologiques contribuent à protéger les cellules contre le stress oxydatif.	Glutathion Dose maximale : 50 mg/j

		Elle participe à la synthèse des phospholipides.	Choline Dose maximale : 1 g/j
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	übrige	Selon la directive UE 2006/141, Annexe 6, il n'y a pas une différence entre les valeurs de référence pour l'étiquetage nutritionnel des denrées destinées aux nourrissons et aux enfants en bas âge, alors qu'en Suisse une différence est faite. Afin d'être euro compatible, l'annexe 6 devrait être adapté en conséquence	Annexe 6 Effacer la colonne « préparations à base de céréales et autres aliments », effacer « Préparations de suite » et ne garder que les valeurs de la 1ère colonne avec le titre « Valeur de référence d'étiquetage »
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	2.2 i und w	Etant donné que l'art. 23 est abrogé et « transféré » dans l'ordonnance sur les boissons sans alcool, la lettre v doit être abrogée	Art. 2 al. 2, let. v : abrogé
economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen	übrige	N'est pas inclus dans la révision, mais afin de pouvoir être mieux harmonisé avec plusieurs pays de l'UE, il serait souhaitable d'ajouter une catégorie : « très pauvre en lactose » avec le critère de 1g/100g pour le produit prêt à être consommé (cf Opinion de l'EFSA, EFSA Journal 2010;8(9):1777 Scientific Opinion on lactose thresholds in lactose intolerance and galactosaemia)	Art. 5, al. 3 Une denrée alimentaire est réputés très pauvre en lactose lorsque le produit prêt à consommer contient moins de 1 g de lactose par 100g ou 100 ml.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Generelle Bemerkungen	Die Regelung weiterer Stoffe (wie Phytosterine, Beta-Glucan und Katechine) wird begrüsst. Hinsichtlich Health Claims gibt es bei Coffein und Carnitin Unterschiede gegenüber der EU. Sollen diese künftig bestehen bleiben? Sind diese Unterschiede wissenschaftlich vertretbar?	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	2.2 i und w	Unter Bst. w werden neu die Lebensmittel mit Phytosterinen, Phytosterinestern, Phytostanolen oder Phytostanolestern aufgeführt. Gemäss Erläuterungen soll Bst. v (coffeinhaltige Spezialgetränke) aufgehoben werden. Unter Art. 2 Abs. 2 steht diesbezüglich nichts (im Gegensatz zu Bst. i.). Soll anstelle Bst. W der Bst. V stehen?	Explizit angeben, dass Bst. v aufgehoben wird. Oder Wird Art. 23 "coffeinhaltige Spezialgetränke" mit der Speziallebensmittelkategorie "Lebensmittel mit Zusatz von Phytosterinen…" überschrieben, so ist der vorgesehene Bst. w durch Bst. v zu ersetzen.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	übrige	Nahrungsergänzungsmittel Die zulässigen Höchstmengen der Stoffe werden nicht vollständig geregelt (im Gegensatz beispielsweise bei Ergänzungsnahrung unter Art. 20 Abs. 7 oder bei malzextrakthaltigen Nahrungsmitteln unter Art. 21 Abs. 4). Es wird unter Art. 22 Abs. 5 nur auf die Überdosierung von Vitaminen eingegangen. Unter Art. 22 Abs. 3 wird nur auf die Art der Stoffe, nicht aber auf deren Höchstmengen eingegangen.	Ergänzung unter Abs. 4 oder neu als Abs. 4a: "Die Zulässigkeit der Höchstmengen der Vitamine, Mineralstoffe und anderen Substanzen richtet sich nach Anhang 13."

		Die zulässigen Höchstmengen der Stoffe sind zu regeln.	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	23.1	Wird Bst. v unter Art. 2 Abs. 2 aufgehoben, so sollte auch Art. 23 aufgehoben und die neue Speziallebensmittelkategorie unter Art. 23a aufgeführt werden. Andernfalls führt dies zu Unsicherheiten.	Wird Bst. v aufgehoben, ebenfalls Art. 23 aufheben und die Produktegruppe "Lebensmittel mit Zusatz von Phytosterinen…" unter Art. 23a aufführen. Siehe auch Anmerkungen unter Art. 2 Abs. 2.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	23.1	Phytosterine etc. dürfen laut Buchstabe b den Milcherzeugnissen zugesetzt werden. Es ist nicht klar, was mit diesem Begriff gemeint ist. Zu den Milcherzeugnissen gehören beispielsweise auch Milch, Rahm und Käse. Sollen wirklich bei allen Milcherzeugnissen diese Zusätze möglich sein? Der Begriff "Milcherzeugnis" wird lebensmittelrechtlich nirgends definiert. Nach Durchsicht der BAG-Bewilligungen wurden Phytosterine etc. bisher nur Joghurtdrinks zugeführt. Ist es die Absicht des Gesetzgebers, dass bei sämtlichen Erzeugnissen aus Milch diese Zusätze möglich sind? Wir stellen dies in Frage.	Sollte nicht bei allen Milchprodukten der Zusatz möglich sein, den Begriff "Milcherzeugnis" klarer formulieren.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	23.2	Lebensmittel mit Zusatz von Phytosterinen…. müssen zusätzlich zu den Angaben nach Art. 4 Abs. 1 aufweisen: "a. gegebenenfalls den Hinweis «mit zugesetzten Pflanzensterinen» beziehungsweise «mit zugesetzten Pflanzenstanolen»". Die Angabe wird durch den Begriff "gegebenenfalls" verwirrend und stellt inhaltlich auch einen Unterschied zum Anhang III der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 dar. Der Inhalt sollte von der EU-Verordnung übernommen werden.	Den Inhalt analog der EU-Verordnung übernehmen. Beispielsweise: "a. den Hinweis «mit zugesetzten Pflanzen¬sterinen» beziehungsweise «mit zugesetzten Pflanzen-stanolen» im gleichen Sichtfeld wie die Sach-bezeichnung des Lebensmittels."
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	23.2	Lebensmittel mit Zusatz von Phytosterinen…. müssen zusätzlich zu den Angaben nach Art. 4 Abs. 1 aufweisen: "f. eine Empfehlung, dass das Lebensmittel als Bestandteil einer ausgewogenen und abwechslungsreichen Ernährung zu verwenden ist, zu der zur Aufrechterhaltung des Carotinoid-Spiegels auch der regelmässige Verzehr von Obst und Gemüse zählt". Der Wortlaut wurde unverändert von der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 übernommen. Es fragt sich, ob für die Konsumentenschaft klar ist, was mit "Carotinoid-Spiegel" gemeint ist. Die Angabe trägt nach unserer Sicht bei der Kundschaft eher zu Verwirrung als zur Klärung bei und sollte deshalb weggelassen werden. Gegenüber den EU-Vorschriften ist dies vertretbar.	Änderungsvorschlag: "f. einen Hinweis, dass das Lebensmittel als Bestandteil einer ausgewogenen und abwechs-lungsreichen Ernährung zu verwenden ist, zu der auch der regelmässige Verzehr von Obst und Gemüse zählt."
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	II.1	Vollständigkeit Tabelle Aufgrund des revidierten Anhangs 8 LKV werden die Vollständigkeit und der Inhalt von Anhang 12 in Frage gestellt.	Änderungsvorschläge: Liste bezüglich Vollständigkeit und Inhalt prüfen und wo nötig aktualisieren / ergänzen.

Reihenfolge der aufgeführten Substanzen
Die Reihenfolge der Substanzen wurde gegenüber der aktuellen Version geändert. Bei erster Betrachtung scheinen die Substanzen nach Alphabet aufgeführt worden zu sein. Dies wird aber nicht konsequent durchgezogen (Beispiele: Substanzen mit Buchstabe C).

Reihenfolge
Substanzen durchgehend nach Alphabet aufführen.

Aminosäuren - Anforderungen
Im Gegensatz zur aktuellen Fassung ist nicht mehr klar, worauf sich die Klammerangabe "(optimaler Bedarf liegt ca. 2 mal höher)" bezieht. Nur auf L-Valin oder auf alle oben aufgeführten Aminosäuren? Um Missverständnisse zu vermeiden, sollte die Klammerangabe anders platziert oder anders formu-liert werden.

Aminosäuren
Angabe in Klammer anders platzieren oder so formulieren, dass klar wird, auf welche Amino-säuren sich dieser Hinweis bezieht. Beispielsweise:
"(optimaler Bedarf der oben aufgeführten Amino-säuren liegt ca. 2 mal höher)"

Coffein - Deklaration
Rechtschreibefehler bei "oder in prozentualerer Anteil (%)".
Bezieht sich der prozentuale Anteil auf die Tagesration oder auf 100 g bzw. 100 ml? Sind Massenprozente oder Volumenprozente gemeint?

Coffein
Rechtschreibefehler eliminieren. Klarere Angabe betreffend prozentualem Anteil.

Creatin – Schreibweise
Als Substanz wird Creatin geschrieben. Unter den Spalten "Anpreisung" und "Auflage" steht Kreatin. In Anhang 14 der gleichen Verordnung steht Creatin. In Anhang 8 LKV wird Kreatin geschrieben.

Creatin – Schreibweise
Gleiche Schreibweise von Creatin in Anhang 8 LKV sowie Anhänge 12 und 14. Einheitlich "Creatin" oder "Kreatin".

Creatin - Anforderungen
Die Dosen werden im Vergleich zur aktuellen Fassung geändert. Neu steht bei Monohydrat 3 g/Tag und bei Pyruvat 5 g/Tag. Sind die Werte als Minimalwerte zu verstehen, um eine Anpreisung aufführen zu können? Es ist nicht klar.
Unter der Spalte "Auflage" steht, dass die Anpreisung nur für Lebensmittel verwendet werden darf, wenn deren Verzehr eine tägliche Aufnahme von 3 g Creatin gewährleistet. Von der Logik her müsste damit der Gehalt der reinen Substanz und nicht der Salzgehalt gemeint sein. Als Salz müsste der minimale Gehalt somit höher sein als 3 g. Falls sich die 3 g auf Creatinmonohydrat beziehen, so würde die Ergänzung "Monohydrat" in Klammer hinter Creatin zum besseren Verständnis beitragen.

Creatin – Anforderungen - Auflage
Angegebene Gehalte unter Anforderungen überprüfen und allenfalls anpassen. Angeben, wenn es sich um Minimalwerte ("min. 3 g/Tag") handelt.
Falls sich unter der Spalte "Auflage" die tägliche Aufnahme von 3 g auf Creatinmonohydrat bezieht, so sollte dies in Klammer ergänzt werden.
Zum Beispiel: "… tägliche Aufnahme von 3 g Kreatin (Monohydrat) gewährleistet".

Cholin und Creatin - Health Claim (Angaben unter Anpreisung - Auflage - Bemerkungen)
Bei Cholin werden die detaillierten Angaben nur im Anhang 8 LKV aufgeführt.
Bei Creatin stehen sie sowohl in Anhang 12 als auch in Anhang 8 LKV. Die Handhabung von gesundheitsbezogenen Angaben, die bereits in Anhang 8 LKV geregelt werden, sollte einheitlich sein.

Cholin und Creatin
Einheitliche Handhabung. Vorschlag: Entweder bei beiden Verweise auf Anhang 8 LKV oder die detaillierten Angaben bei beiden in Anhang 12 aufführen.

Inositol - Anforderungen

Inositol
Änderungsvorschlag: "300 bis 1000 mg/Tag" oder wie bisher "300-1000 mg/Tag".

Taurin
Wie bisher "max. 1000 mg/Portion" angeben.

		"300 à 1000 mg/Tag". Das Wort "à" durch "bis" ersetzen. Taurin - Anforderungen "Bis 1000 mg/Portion". Mit Ausnahme von Taurin steht bei den Substanzen mit zulässigen Höchstmengen der Begriff "max.". Wie bei der aktuellen Fassung "max. 1000 mg/Portion" angeben. So werden die Angaben unter Anforderungen einheitlich gehandhabt.	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	II.1	Vollständigkeit Tabelle Aufgrund der revidierten Liste in Anhang 8 LKV ergeben sich in gewissen Punkten Differenzen zu Anhang 13. In Anhang 8 LKV werden beispielsweise Nährstoffe/Substanzen aufgeführt (wie Betain und Glucomannan), welche in Anhang 13 noch nicht angegeben werden. Diejenigen Stoffe von Anhang 8 LKV, die bei Nahrungs-ergänzungsmitteln erlaubt sind, sollten von der Logik her auch hier erfasst und die zugelassenen Tagesdosen festgelegt werden. Neu wird in der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse das raffinierte Echiumöl (Art. 5c, Anhang 5) erfasst. In diesem Zusammenhang werden Höchstmengen zur Stearidonsäure (18:4, n-3) und Verwendungszwecke (-> Nahrungsergänzungsmittel) festgelegt. Von der Logik her müsste deshalb unter Fettsäuren auch die Stearidonsäure (STA, n-3) erfasst werden. Einleitungssatz Der Einleitungssatz hinsichtlich der empfohlenen Tagesdosen spezifischer Fettsäuren ist nicht verständlich. Nur mit Hilfe der separaten Erläuterung wird klar, was gemeint sein soll. Der Satz ist unbedingt verständlicher zu formulieren. Zudem ist es angebrachter, wenn der Satz in der Tabelle direkt beim Abschnitt "andere Nährstoffe" integriert wird, da dort die spezifischen Fettsäuren aufgeführt werden und sich die Angaben darauf beziehen. Abschnitt "andere Nährstoffe" – Angabe Abkürzungen Meistens werden in der Tabelle die Stoffnamen und danach in Klammer allfällige Abkürzungen aufgeführt. Davon ausgenommen sind EPA, DHA sowie EGCG. Dort werden direkt in der Tabelle nur die Abkürzungen angegeben und als Fussnote die Stoffnamen. Die Art der Angabe sollte einheitlich sein. In diesem Sinne sollten die	Änderungsvorschläge: Anhang 13 ist unter Berücksichtigung von Anhang 8 LKV und Art. 5c der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse zu aktualisieren / ergänzen. Einleitungssatz: Satz nicht oberhalb der Tabelle, sondern direkt unter Abschnitt "andere Nährstoffe" aufführen. Verständlichere Formulierung wie: "Anmerkung: Zur Anreicherung von Lebensmitteln mit spezifischen Fettsäuren gelten bei der Verwendung von neuartigen Speiseölen nach Artikel 5a, 5b und 5g der Verordnung des EDI vom 23. November 2005 über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse die Verwendungszwecke und Höchstmengen gemäss deren Anhängen 3, 4 und 9". Angaben bezüglich Vollständigkeit überprüfen und allenfalls ergänzen (wie Artikel 5c, Anhang 5). Abschnitt "andere Nährstoffe" - Abkürzungen - "Summe von Eicosapentaensäure und Docosahexaensäure (EPA + DHA) (langkettige n-3)" - Katechine, Epigallocatechingallat (EGCG)"

		Stoffnamen in der Tabelle ausgeschrieben und in Klammer direkt die Abkürzungen aufgeführt werden (analog EPA und DHA im Anhang 1 der Verordnung des EDI über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln). Auf diese Weise wird die Übersicht insgesamt erhöht. Zudem stehen bei den Fussnoten nur noch die vorzunehmenden Warnhinweise, was ebenfalls zur Übersichtlichkeit beiträgt.	Warnhinweis EGCG "Nicht auf nüchternen Magen, nicht bei strikter, kalorienarmer Ernährung und nicht gleichzeitig mit anderen Produkten auf Basis von Grüntee einnehmen." Begriff "Warnhinweis" Überall den Begriff in der Einzahl schreiben.
		Warnhinweis bei EGCG Produkte mit EGCG dürfen nicht bei strikter, kalorienarmer Ernährung eingenommen werden. Dies geht aus dem Warnhinweis zu wenig klar hervor. Durch das Einführen des Wortes "nicht" wird der Warnhinweis verständlicher.	
		Warnhinweis(e) - Wortlaut Der Begriff "Warnhinweis" steht manchmal in der Mehrzahl, manchmal in der Einzahl. Dies kann nicht nachvollzogen werden.	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	II.1	Vollständigkeit Liste Im ab 1.1.2013 geltenden Anhang 8 LKV werden neue Nährstoffe/Sub¬stanzen aufgeführt (wie Betain und Glucomannan). Sind die neu aufgeführten Stoffe bei Nahrungsergänzungsmitteln und Ergänzungsnahrung erlaubt, so sollten die Verbindungen / Rohstoffquellen dieser Stoffe von der Logik her ebenfalls im Anhang 14 unter Kategorie 4 erfasst werden. Allenfalls Stearidonsäure (STA) separat aufführen aufgrund von Art. 5c der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse.	Änderungsvorschläge: Anhang 14 ist unter Berücksichtigung von Anhang 8 LKV und Art. 5c Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse zu aktualisieren / ergänzen.
		Einleitungssatz und Kategorie 4 hinsichtlich Fettsäuren Der Einleitungssatz wird in Frage gestellt (u.a. Vollständigkeit). Er ist mehr verwirrend als klärend. Der Satz ist unseres Erachtens zudem nicht nötig, weil unter "Kategorie 4: Sonstige" bei DHA, EPA und Omega-3-Fettsäuren jeweils auf die Speiseöle der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse verwiesen wird. Durch die Verweise sind auch die Anforderungen der entsprechenden Öle eingeschlossen. Der bei DHA, EPA und den Omega-3-Fettsäuren aufgeführte Verweis ist unvollständig und sollte entsprechend ergänzt werden mit "neuartigen Speiseölen". Die neuartigen Speiseöle werden im Artikel 1 und im Abschnitt 2a der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus her-gestellte Erzeugnisse neu separat erfasst.	Einleitungssatz betreffend Fettsäuren streichen. Kategorie 4: Sonstige Ergänzung bei DHA, EPA und Omega-3-Fettsäuren mit "… aus Speiseölen und neuartigen Speiseölen gemäss der Verordnung des EDI vom 23. Novem-ber 2005 über Speiseöl, Speisefett und daraus her-gestellte Erzeugnisse ".
		Kategorie 2: Mineralstoffe Bei mehreren Salzen wird Kalium ohne "u" geschrieben.	Kategorie 2: Mineralstoffe Überall Kalium mit "u" schreiben.
		Kategorie 4: Sonstige – Reihenfolge	Kategorie 4: Sonstige – Reihenfolge Alle Substanzen durchgehend nach Alphabet aufführen. Kategorie 4: Beta-Glucan

		Die Substanzen werden bisher in alphabetischer Reihenfolge aufgeführt. Die neu aufgenommenen Stoffe werden nun am Schluss angegeben. Auch bei den neu aufgeführten Substanzen ist die alphabetische Reihenfolge zu beachten. Kategorie 4: Beta-Glucan aus Hafer Bei den gesundheitsbezogenen Angaben in Anhang 8 LKV steht Beta-Glucan aus Hafer und Gerste. In diesem Anhang wird bei Beta-Glucan nur Hafer als Rohstoffquelle angegeben. Sollte die Rohstoffquelle nicht mit Anhang 8 LKV korrespondieren?	Ergänzungsvorschlag: "Beta-Glucan aus Hafer oder Gerste"
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	23.2	Wird Bst. y unter Art . 2 Abs. 2 aufgehoben, so sollte auch Art. 23 aufgehoben und die neue Speziallebensmitteikategorie unter Art. 23a aufgeführt werden. Andernfalls führt dies zu Unsicherheiten.	Wird Bst. y aufgehoben, ebenfalls Art . 23 aufheben Und die Produktegruppe "Lebensmittel mit ZusatzVon Phytosterinen…" unter Art.23a aufführen. Siehe auch Anmerkungen unter Art. 2 Abs. 2.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	23.2	Bst f: Lebensmittel mit Zusatz von Phytosterinen.. .. müssen zusätzlich zu den Angaben nach Art. 4 Abs. I aufweisen: 'f. eine Empfehlung, dass das Lebensmittel als Bestandteil einer abwechslungsreichen Ernährung zu verwenden ist, zu der der zur Aufrechterhaltung des Carotinoid-Spiegels auch der regelmässige auch der regelmässige Verzehr von Obst und Verzehr von Obst und Gemüse zählt'. Der Wortlaut wurde unverändert von der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 übernommen. Es fragt sich, ob für die Konsumentenschaft klar ist, was mit "Carotinoid -Spiegel" gemeint ist. Die Angabe trägt nach unserer Sicht bei der Kundschaft eher zu Verwirrung als zur Klärung bei und sollte deshalb weggelassen werden. Gegenüber den EU-Vorschriften ist dies vertretbar.	Änderungsvorschlag: ". eine Empfehlung, dass das Lebensmittel als Bestandteil einer abwechslungsreichen Ernährung zu verwenden ist, zu der auch der regelmässige Verzehr von Obst und Gemüse zählt'.

4.9 Révision partielle de l'ordonnance sur les huiles et graisses comestibles et leurs dérivés (RS 817.022.105)

Organisation	Articles	Commentaire	Modifications proposées
Alpinamed	5a.1	Krillöl kann auch durch Alkoholextraktion oder auf eine andere Weise gewonnen werden. Die Azetonextraktion vorzuschreiben ist wiedersinnig. Das BAG hat mehrere Produkte zugelassen welche auf Alkoholextraktion beruhen. Alkohol ist wesentlich physiologischer für Mensch und Umwelt als Azeton. Zudem lassen sich in Azetonextrak-	1 Krillöl ist ein durch Acetonextraktion, Alkoholextraktion oder durch ein anderes geeignetes Verfahren gewonnener Lipidextrakt aus antarktischem Krill Euphausia superba. Zur Gewinnung wird tiefgefrorener antarktischer Krill zerdrückt und einer Extraktion unterzogen. Eiweisse und Krillmaterial werden durch Filtrierung vom Lipidextrakt

		ten Restlösemittel nachweisen, diese können nicht spurlos entfernt werden.	entfernt. Allfällige Lösungsmittel- und Wasserrückstände werden durch Verdampfung entfernt.
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	Generelle Bemerkungen	Es wird begrüsst, dass die Qualitätsmerkmale von Olivenölen der EU angepasst werden. Sensorisch ungenügende "extra vergine" Olivenöle konnten in der Schweiz bisher nur auf der Basis eines zu hohen Säuregrades beanstandet werden, welcher relativ leicht manipuliert werden kann (siehe Jahresbericht KLZH 2009). Insbesondere die nützlichen Methyl- und Ethylester der Fettsäuren und die Sensorik konnten bisher nicht als Qualitätsmerkmale eingesetzt werden. Die EU-Bestimmungen hinsichtlich der Olivenöle sind teilweise sehr kompliziert formuliert. Umso mehr ist darauf zu achten, dass sie sorgfältig übernommen werden, um Unterschiede und Interpretationsschwierigkeiten zu vermeiden (siehe Beispiele unten). Der Begriff "neuartige Speiseöle" ist unglücklich gewählt und nicht opportun. Die Begründung dazu sowie Begriffsvorschläge werden unter Art. 1 Abs. 1 sowie Art. 2 aufgeführt.	
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	übrige	Bezeichnung "schonend gedämpft" Die Streichung der Bezeichnung "schonend gedämpft" bringt ein altes Problem zurück: Die meisten "kalt gepressten" Sonnenblumen-, Distel oder andern Pflanzenöle sind schwach ausgedämpft, dürften also nicht mehr als kaltgepresst ausgelobt werden. Die Bezeichnung "schonend gedämpft" sollte also beibehalten werden. Literatur: Methoden zur Erkennung verfälschter Speiseöle, K. Grob, M. Biedermann, and M. Bronz, Mitt. Gebiete Lebensm. Hyg. 85 (1994) 340-350.	Bezeichnung “schonend gedämpft” sollte beibe-halten werden.
Lonza AG	5g.1	Öl aus der Mikroalge Ulkenia sp. Der Gehalt an Docosahexaensäure (DHA) im Öl beträgt mindestens 32%. Damit kann das Öl als DHA-reiches Öl bezeichnet werden. Aufgrund dessen bitten wir um eine Anpassung des Wortlauts wie folgt:	Docosahexaensäure-reiches Öl (DHA-reiches Öl) aus der Mikroalge Ulkenia Sp. wird durch Pressung oder Extraktion hergestellt.
Lonza AG	5g.1	Aufgrund dessen bitten wir um eine Anpassung des Wortlauts wie folgt:	Art. 5g DHA-reiches Öl aus der Mikroalge Ulkenia SP.
Lonza AG	5g.4	Aufgrund dessen bitten wir um eine Anpassung des Wortlauts wie folgt:	Die Sachbezeichnung lautet ,,DHA-reiches Öl aus der Mikroalge Ulkenia SP."
Lonza AG	Anhang 9	Anhang 9 (Art. 5g) Öl aus der Mikroalge Ulkenia SP. Verwendungszwecke	

In dem Schreiben vom 21. November 2004 an die Omya International AG hat das BAG
vorgeschlagen, ,,(...) dass das DHA-reiche Öl aus Ulkenia sp. gemäss der Entscheidung der
Kommission vom 5. Juni 2003 veröffentlicht im Amtsblatt der EU L 144113 unter
Berücksichtigung des erwähnten Informationsschreibens Nr. 94 verwendet werden kann".
Deshalb bitten wir, die im Anhang 9 bereits genannten Verwendungsgruppen um die Folgenden
zu ergänzen:

Verwendungsgruppe	Höchstmenge für die Verwendung von DHA
Milcherzeugnisse, ausgenommen Getränke	200 mg/100 g oder bei Käseerzeugnissen auf Milchbasis 600 mg/100 g
Milchersatzerzeugnisse, ausgenommen Getränke	200 mg/100 g oder bei Käseersatzerzeugnissen 600 mg/ 100 g
Streichfett und Salatsossen	600 mg/100 g
Frühstückscerea lien	500 mg/100 g
Nahrungsergänzungsmittel	200 mg / Tagesration*
Diätetische Lebensmittel für besondere Ernährungsanforderungen derjenigen, für medizinische Zwecke (bilanzierte Diäten) die die Produkte bestimmt sind	Gemäss den besonderen
Lebensmittel für eine gewichtskontrollierende Ernährung	200 mg/Mahlzeitenersatz

*Die VO 432/2012 erklärt für die Aufnahme von DHA, ,,(...) dass sich die positive Wirkung bei einer
täglichen Aufnahme von 250 mg DHA einstellt". Die Entscheidung der Kommission vom 5. Juni 2003
lässt aber derzeit nur 200 mg als erlaubte Tagesdosis für Nahrungsergänzungsmittel zu.
Aufgrund der wissenschaftlich basierten Empfehlung von 250 mg DHA/Tag und mit dem Wissen, dass
für Mikroalge Ulkenia sp. auch höhere Tagesdosen als unbedenklich erachtet werden (bspw. darf ein
handelsüblicher Joghurt (150 g) bis zu 300 mg DHA enthalten), wäre unserer Auffassung nach die
Anpassung von 200 mg/Tag auf 250 mg hag für Nahrungsergänzungmittel eine logische Konsequenz.
Auch wenn hierzu noch kein Entscheid aus Brüssel vorliegt und dieser auch zeitnach nicht zu erwarten
ist freuen wir uns, wenn dies in der anstehenden Revision Berücksichtigung finden könnte.

Standeskanzlei des Kantons Graubünden	Generelle Bemerkungen	Olivenöl kommt in der revidierten Verordnung ein besonderes Gewicht zu. Allerdings leidet die Übersichtlichkeit, wenn die Anforderungen über 4 Artikel verteilt werden.	Dem Olivenöl sei ein eigener Abschnitt zu widmen.
Standeskanzlei des Kantons Graubünden	5b.1	Der wissenschaftliche Name der genannten Mikroalge lautet korrekt Schizochytrium sp. und nicht Schizochtryum sp.	Namen korrigieren: Schizochytrium sp.
Standeskanzlei des Kantons Graubünden	Abschn II.2	Anhang1 : Spalte 4 ist mit der fehlerhaften Bezeichnung "Arachninsäure(%)" versehen. Es bleibt unklar, ob es sich um Arachin- oder Arachidonsäure handelt. Eine Arachninsäure gibt es nicht.	Rechtschreibfehler beheben
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Generelle Bemerkungen	Es wird begrüsst, dass die Qualitätsmerkmale von Olivenölen der EU angepasst werden. Sensorisch ungenügende "extra vergine" Olivenöle konnten in der Schweiz bisher nur auf der Basis eines zu hohen Säuregrades beanstandet werden, welcher relativ leicht manipuliert werden kann (siehe Jahresbericht KLZH 2009). Insbesondere die nützlichen Methyl- und Ethylester der Fettsäuren und die Sensorik konnten bisher nicht als Qualitätsmerkmale eingesetzt werden. Die EU-Bestimmungen hinsichtlich der Olivenöle sind teilweise sehr kompliziert formuliert. Umso mehr ist darauf zu achten, dass sie sorgfältig übernommen werden, um Unterschiede und Interpretationsschwierigkeiten zu vermeiden (siehe Beispiele unten). Der Begriff "neuartige Speiseöle" ist unglücklich gewählt und nicht opportun. Die Begründung dazu sowie Begriffsvorschläge werden unter Art. 1 Abs. 1 sowie Art. 2 aufgeführt.	
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	1.1 g	"g. Neuartige Speiseöle und Speisefette" Die neuartigen Speiseöle werden als letzte Gruppe hinter Salatsaucen und Rahmanalogen aufgeführt. Dies ist nicht angebracht, da nachher die neuartigen Speiseöle direkt nach den Speiseölen unter Abschnitt 2a umschrieben werden (Art. 5a bis 5i). Es sollte unter Art. 1 die gleiche Reihenfolge gewählt werden wie anschliessend bei den einzelnen Abschnitten. Die Angabe "und Speisefette" sollte gestrichen werden, weil nachher nur neuartige Speiseöle umschrieben werden und weil der Titel unter Abschnitt 2a auch nur "2a. Abschnitt: Neuartige Speiseöle" lautet. Es ist fraglich, ob es sinnvoll ist, eine Lebensmittelgruppe "neuartige Speiseöle" einzuführen (unabhängig von der Novel-Food-Verordnung). Einerseits werden die Speiseöle in 10, 20 Jahren nicht mehr als "neuartig" angesehen und andererseits wegen den Ausführungen unter Art. 2. Die Angabe "übrige Speisöle" wäre in diesem Sinne neutraler und würde analog der Verordnung über alkoholische	Änderungsvorschlag: Die neue Gruppe sollte direkt nach dem Speiseöl aufgeführt werden, beispielsweise: "abis. Neuartige Speiseöle" Der Begriff "neuartige Speiseöle" ist generell zu überdenken. Er könnte beispielsweise durch "übrige Speiseöle" ersetzt werden analog der Verordnung über alkoholische Getränke. Siehe auch Ausführungen und Vorschlag unter Art. 2 (-> "Öle aus Mikroorganismen").

		Getränke gehandhabt. Dort hat man die Gruppe "übrige alkoholische Getränke". Auch bisherige gemäss Art. 5 der EG-Novel-Food-Verordnung Nr. 1997/258 notifizierte neuartige Lebensmittel wie Noni-Saft, D-Tagatose (Zuckerart) sowie Produkte mit Pflanzensterolen und Pflanzenstanolen werden im Schweizer Lebensmittelrecht auch nicht als "neuartiger Fruchtsaft", "neuartige Zuckerart" oder als "neuartige Speziallebensmittel" umschrieben.	
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	2.2	Definition Speiseöl "Speiseöl ist Öl tierischen oder pflanzlichen Ursprungs, dessen vorwiegende Bestandteile die Glycerinester der natürlichen Fettsäuren sind. Es ist bei Raumtemperatur flüssig." Einige der unter dem "Abschnitt 2a: Neuartige Speiseöle" aufgeführten Öle fallen von der Definition her unter Art. 2 und sind in diesem Sinne nicht "neuartig" (wie raffiniertes Echiumöl, raffiniertes Allanblackia-Saatöl, Diacylglyceridöl pflanzlichen Ursprungs, Rapsöl und Maiskeimöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen). Aufgrund dieser allgemeinen Definition müssten die erwähnten "neuartigen Speiseöle" unter diesem Abschnitt erfasst werden und nicht unter dem "Abschnitt 2a: Neuartige Speiseöle". Falls diese unter dem Abschnitt "neuartige Speiseöle" oder einem unter einem anderen Titel erfasst werden sollen, so ist unseres Erachtens die Definition von Art. 2 so anzupassen, dass die erwähnten "neuartigen Speiseöle" nicht darunter fallen. Sonst führt dies zu einer Verletzung der Rechtsklarheit. Die vom BAG vorgeschlagene Unterscheidung zwischen "traditionellen" und "neuartigen Speiseölen" wird auch nicht als ideal angesehen. Die Begriffe könnten im Rahmen der Werbung missbraucht werden.	Variante 1 (Vorzug): Art. 2 unverändert beibehalten und die "neuartigen Speiseöle" (raffiniertes Echiumöl, raffiniertes Allanblackia-Saatöl, Diacylglyceridöl pflanzlichen Ursprungs, Rapsöl und Maiskeimöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen, Krillöl) unter dem "2. Abschnitt: Speiseöl" erfassen. Die verbleibenden "neuartigen Speiseöle" könnten in diesem Fall unter einem aussagekräftigeren Abschnittstitel wie "Speiseöle aus Mikroorganis¬men" zusammengefasst werden. Oder Variante 2: Definition von Art. 2 so anpassen, dass die erwähnten "neuartigen Speiseöle" nicht darunter fallen und die Rechtssituation entsprechend klar wird. Evtl. könnten die deutschen Leitsätze für Speisefette und Speiseöle als Grundlage für die Definition herbeigezogen werden (siehe Begriffsbestimmung unter 1.1.1). Je nach Änderung müsste unter Umständen auch Art. 6 (Definition Speisefette) angepasst werden.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	2.2	Der Einleitungssatz sollte mit "Oliventresteröl" ergänzt werden (entsprechend den EU-Bestimmungen).	Ergänzung: "Bei Olivenöl und Oliventresteröl werden folgende Kategorien unterschieden:"
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	2.2	"b. raffiniertes Olivenöl: durch Raffinieren von nativen Olivenölen, ausser Lampantöl, gewonnen". Die Definition entspricht nicht der EU-Verordnung Nr. 1234/2007 (Anhang XVI). Die Definition ist falsch: Lampantöl ist sogar der wichtigste Rohstoff für raffiniertes Olivenöl.	Anpassungsvorschlag entsprechend der EU-Ver-ord¬nung: "b. raffiniertes Olivenöl: durch Raffinieren von nativen Olivenölen gewon¬nen"
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	2.2	"c. Olivenöl: Verschnitt von raffiniertem und nativem Olivenöl, ausser Lampantöl". Da native Öle in drei Güteklassen eingeteilt werden, sollte "native Olivenöle" analog der EU-Verordnung Nr. 1234/2007 (Anhang XVI)	Anpassungsvorschlag entsprechend der EU-Ver-ordnung: "c. Olivenöl: Verschnitt von raffiniertem Olivenöl und nativen Olivenölen, ausser Lampantöl"

		geschrieben werden.	
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	3.1	Es wird Bezug genommen auf Anhang 1a. Wieso kann Anhang 1a nicht zu Anhang 1 werden? Anhang 1 wird ja aufgehoben. Der Begriff "Merkmale" sollte einheitlich durch "Anforderungen" ersetzt werden analog Artikel 5a bis 5i jeweils die Absätze 2 oder 3. Eine einheitliche Wortwahl trägt zum besseren Verständnis bei.	Änderungsvorschläge: Anstatt auf Anhang 1a auf Anhang 1 verweisen. Den Begriff "Merkmale" durch "Anforderungen" er-setzen.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	5.1	Bezeichnung "schonend gedämpft" Die Streichung der Bezeichnung "schonend gedämpft" bringt ein altes Problem zurück: Die meisten "kalt gepressten" Sonnenblumen-, Distel oder andern Pflanzenöle sind schwach ausgedämpft, dürften also nicht mehr als kaltgepresst ausgelobt werden. Die Bezeichnung "schonend gedämpft" sollte also beibehalten werden. Literatur: Methoden zur Erkennung verfälschter Speiseöle, K. Grob, M. Biedermann, and M. Bronz, Mitt. Gebiete Lebensm. Hyg. 85 (1994) 340-350.	Bezeichnung “schonend gedämpft” sollte beibe-halten werden.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	3.3	Müsste hier nicht noch Oliventresteröl ergänzt werden?	Evtl. Ergänzung: "Speiseöl, mit Ausnahme von Olivenöl und Oliventresteröl, gilt als…".
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	3.3	Die gleichen Anpassungen wie unter Art. 3 Abs. 1bis aufgeführt worden sind, sollten auch hier vorgenommenen werden. Die Gründe gelten entsprechend.	Änderung wie: "Für Olivenöl gelten die Anforderungen nach Anhang 1 sowie folgende Bestimmungen:"
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	3.3	Der Begriff "Oliventresteröl" ist im Titel und im Satz zu ergänzen, weil nach Art. 2 Abs. 2 Bst. f auch Oliventresteröl darunter fällt.	Ergänzung von "Oliventresteröl" im Titel und im Satz.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	4.1bis	Der Begriff "Oliventresteröl" ist zu ergänzen, weil nach Art. 2 Abs. 2 auch Oliventresteröl darunter fällt.	Ergänzung: "Als Sachbezeichnung für Olivenöle und Oliventresteröle nach Artikel 2 Absatz 2 müssen die dort vorgesehenen Kategorienbezeichnungen verwendet werden".
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	4.2bis	Bei diesem Absatz geht es nicht um die Sachbezeichnung, sondern um die Bilder oder grafischen Darstellungen im Zusammenhang mit Olivenöl bei Speiseölmischungen. Deshalb sollte dieser Absatz nicht unter Art. 4 (Sachbezeichnung), sondern im Art. 5 (übrige Kennzeichnung) aufgeführt werden. Sinnvollerweise in Art. 5 vor dem Absatz 7. Gibt es hier nicht inhaltliche Unterschiede zur EU? Speiseölmischungen nach Art. 4 Abs. 2 können auch tierische Öle (wie Fischöl) enthalten. Dies im Gegensatz zur EU-Definition (-> Mischung von Pflanzenölen mit Olivenöl). Auch in Art. 4 Abs. 2ter wird auf Art. 4 Abs. 2 verwiesen.	Der Absatz ist hinsichtlich EU-Konformität noch-mals zu überprüfen und wo nötig anzupassen.

Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	5.4	Der Begriff "Oliventresteröl" ist zu ergänzen, weil nach Art. 2 Abs. 2 Bst. F auch Oliventresteröl darunter fällt und weil nachher auch Oliventresteröl aufgeführt wird. Der Begriff "unverwischbar" kann sicher gestrichen werden, da ja alle Kennzeichnungs¬angaben nach Art. 31 Abs. 2 LGV in leicht lesbarer und unverwischbarer Schrift angegeben werden müssen.	Ergänzung: "Olivenöl und Oliventresteröl nach Artikel 2…". Ergänzung: "Olivenöl und Oliventresteröl nach Artikel 2…". Streichen des Begriffes "unverwischbar".
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	5.5	"…, wenn sie auf den Ergebnissen einer in Anhang XII der Verordnung (EWG) Nr. 2568/91 vorgesehenen Analysemethode basieren." Die Begriffe, welche für die Beschreibung des Geschmacks und Geruchs im Rahmen der Kennzeichnung verwendet werden dürfen, werden nur in der EU-Verordnung (Anhang XII Ziffer 3.3) aufgeführt. Sie sollten auch hier erfasst werden.	Änderung: "…, wenn sie auf den Ergebnissen einer in Anhang XII der Verordnung (EWG) Nr. 2568/91 vorgesehenen organoleptischen Prüfung basieren." Die Begriffe, die für die Beschreibung des Ge-schmacks und Geruchs verwendet werden dürfen, sollten hier angegeben werden.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	5.6	Die Angabe des Säuregehalts ist gemäss Art. 5 der EU-Verordnung Nr. 29/2012 (siehe Einleitungssatz) nicht nur bei Olivenöl, sondern auch bei Oliventresteröl zulässig .	Ergänzung: "Die Angabe des Säuregehalts bzw. des Säurehöchstgehalts bei Olivenöl und Oliventrester¬öl nach Artikel 2 Absatz 2 Buchstabe a Ziffer 1 und 2, Buchstaben c und f…."
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	5.7	Der Absatz stammt ansatzweise von der EU-Verordnung Nr. 29/2012 (Art. 6 Abs. 2). Falls diese Bestimmung wirklich vollständig übernommen werden muss (was langsam aber sicher unsinnig wird -> man hat doch Art. 9, 10 LKV zur mengenmässigen Angabe von Zutaten), so sollten die Angaben präziser übernommen werden, damit keine Unterschiede und Interpretations-schwierigkeiten entstehen. Würde man Art. 6 Abs. 2 der EU-Verordnung Nr. 29/2012 übernehmen, so müsste sich dieser Absatz auf Olivenöle und Oliventresteröl nach Artikel 2 Absatz 2 Buchstabe a Ziffer 1 und 2, Buchstaben c und f dieser Verordnung beziehen. Wird beim rechten Änderungsvorschlag nicht berücksichtigt.	Änderung wie: "… in anderen Lebensmitteln als Speise-ölmischungen nach Art. 4 Abs. 2 hingewiesen, so muss unmittelbar nach der Sachbezeichnung des Lebensmittels der Anteil der … Von diesen Bestimmungen ausgenommen sind Thunfisch in Olivenöl und Sardinen in Olivenöl." Der Absatz ist hinsichtlich EU-Konformität noch-mals zu überprüfen und entsprechend anzupassen.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	übrige	Titel: Neuartige Speiseöle Der Begriff "neuartige Speiseöle" ist zu überdenken. Begründung siehe unter Art. 1 sowie Art. 2.	Vorschläge siehe unter Art. 1 und Art. 2.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	5a.1	In den ersten beiden Sätzen steht, dass Krillöl durch Acetonextraktion gewonnen wird. Die doppelte Aufführung dieser Angabe ist nicht nötig. Wir schlagen vor, im ersten Satz nicht auf die Acetonextraktion einzugehen.	Anpassungsvorschlag: "Krillöl ist ein durch Acetonextraktion gewonnener Lipidextrakt aus ….".

Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	5b.1	Im Gegensatz zum EG-Kommissionsentscheid Nr. 2003/427/EG wird im EG-Kommissionsentscheid Nr. 2009/778/EG in der Sachbezeichnung "DHA-reich" nicht mehr erwähnt. Hat dies einen speziellen Grund?	Die Sachbezeichnung sollte im Hinblick auf den EG-Kommissionsentscheid Nr. 2009/778/EG noch-mals über¬prü¬ft werden.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	5d.1	Lateinische Namen (wie A. floribunda) einheitlich kursiv schreiben analog Art. 5a bis 5c.	Lateinische Namen einheitlich kursiv schreiben.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	5e.3	"Es darf als Lebensmittel zur Verwendung in… Getränken, die als Ersatz für eine oder mehrere Mahlzeiten am Tag angeboten werden,…". Wird beim Getränk eine Mahlzeit für eine gewichtskontrollierende Ernährung und/oder ein diätetisches Lebensmittel für besondere medizinische Zwecke gemeint? Es ist nicht klar. Die Angabe muss entsprechend präzisiert werden. Die Angabe ist so zu formulieren, dass eine klare Zuordnung zur in der Schweiz geregelten Lebensmittelgruppe gemacht werden kann. Lateinische Namen (wie Brassica cempetris) einheitlich kursiv schreiben analog Art. 5a bis 5c.	Präzisierung der Angabe beim Getränk. Falls es sich nur um eine "Mahlzeit für eine gewichtskontrollierende Ernährung" handelt, ist beispielsweise folgende Ergänzung angebracht: "… Getränken für eine gewichtskontrollierende Ernährung, die als Ersatz für eine oder mehrere Mahlzeiten am Tag angeboten werden…". Lateinische Namen einheitlich kursiv schreiben.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	5f.4	Mit der Formulierung ist nicht eindeutig, ob das neuartige Speiseöl nur in Nahrungsergänzungsmitteln eingesetzt werden darf oder nicht. Eine Präzisierung mit der Bezeichnung "nur" wäre eindeutiger.	Ergänzung: zum besseren Verständnis: "Es darf als Lebensmittelzutat nur zur Verwendung in Nahrungsergänzungsmitteln in den Verkehr gebracht werden."
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	5f.5	Weil das neuartige Speiseöl nur in Nahrungsergänzungsmitteln eingesetzt werden darf, ist der Hinweis auf die Tagesration gemäss Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe meistens nicht aussagekräftig, da Kapseln etc. im Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe nicht aufgeführt sind. Die Angabe ist deshalb anzupassen.	Ergänzung wie: "Die maximale Menge an Rapsöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen in einer Tagesration gemäss Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe oder in einer vom Hersteller als empfohlene Tagesration darf höchstens 1,5 g betragen. Oder "… oder in einer vom Hersteller als Tagesration empfohlenen Verzehrsmenge…"
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	5h.4	Mit der Formulierung ist nicht eindeutig, ob das neuartige Speiseöl nur in Nahrungsergänzungsmitteln eingesetzt werden darf oder nicht. Eine Präzisierung mit der Bezeichnung "nur" wäre eindeutiger.	Ergänzung: "Es darf als Lebensmittelzutat nur zur Verwendung in Nahrungsergänzungsmitteln in den Verkehr gebracht werden."
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	5h.5	Weil das neuartige Speiseöl nur in Nahrungsergänzungsmitteln eingesetzt werden darf, ist der Hinweis auf die Tagesration gemäss Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe meistens nicht aussagekräftig, da Kapseln etc. im Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe nicht aufgeführt sind. Die Angabe ist	Ergänzung wie: "Die maximale Menge an Maiskeimöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen in einer Tagesration gemäss Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe oder in einer vom Hersteller empfohlenen Tagesration darf höchstens 2,0 g betragen."

		deshalb anzupassen.	"… oder in einer vom Hersteller als Tagesration empfohlenen Verzehrsmenge…"
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	5.4	Absatz 3 Die Nennung des Einsatzes eines neuartigen Speiseöls in einer nach Art. 5 LGV nicht umschriebenen Lebensmittelgruppe ("Frühgeborenennahrung") ist zu streichen. Die Angabe ist nicht angebracht und auch nicht nötig, weil dies im Rahmen des Bewilligungs¬verfahrens der neuartigen "Frühgeborenen-nahrung" ohnehin beurteilt wird. Entweder wird die Lebensmittelgruppe in der Verordnung über Spezial-lebensmittel umschrieben, oder die Angabe der Zulässigkeit der Zutat ge-strichen. Absatz 4 Das Eingehen auf die Frühgeborenennahrung ist auch hier aufgrund von Art. 5 LGV eigentlich gar nicht nötig, da eine Beurteilung im Rahmen des Bewilligungsverfahrens ohnehin stattfindet. Ein Verweis dieser Art würde nach unseren Kenntnissen zum ersten Mal im Schweizer Recht stattfinden.	Absatz 3: Die Lebensmittelgruppe ("Frühgeborenennahrung") ist zu streichen. Absatz 4: Es wird empfohlen, den Teil betreffend Frühge-borenennahrung ebenfalls zu streichen.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Anhang 1a	Anhang 1 wird aufgehoben. Von daher könnte der neu vorgesehene Anhang 1a als Anhang 1 bezeichnet werden. Titel: "Merkmale von Olivenölen" Anstelle des oben erwähnten Titels sollte analog Anhang 2 der Titel "Anforderungen an Olivenöle" heissen.	Anpassungsvorschläge: Den Anhang 1a als Anhang 1 bezeichnen. Den Titel "Anforderungen an Olivenöle" nennen.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	übrige	Die Begriffe (wie Spezifikation, Merkmal, Test, Stoff, Parameter etc.) werden uneinheitlich gewählt, weil die Daten aus verschiedenen EU-Verordnungen stammen. Die verwendeten Begriffe und der Aufbau der Tabellen sollten in dieser Verordnung zum besseren Verständnis und wegen der Übersichtlichkeit einheitlich gewählt werden. Begriff "Spezifikation" Das Wort "Spezifikation" ist in der Lebensmittelgesetzgebung nicht üblich. Der Begriff "Spezifikation" sollte in allen Anhängen einheitlich durch den Begriff "Anforderungen" ersetzt werden. In den bestehenden Anhängen 1 und 2 wird anstelle des Begriffes "Spezifikation" ebenfalls das Wort "Anforderungen" verwendet. Zudem wird unter den Artikeln 5a bis 5i jeweils unter dem Absatz 2 oder 3 mit folgendem Wortlaut auf die Anhänge verwiesen: "Es muss die Anforderungen nach Anhang xy erfüllen." Auch dort wird der Begriff "Anforderungen" aufgeführt. Durch die einheitliche Wortwahl werden die Angaben verständlicher. Peroxidzahl	Bei den Anhängen 3 bis 11 berücksichtigen: Begriff "Spezifikation" In den Anhängen 3 bis 11 generell den Begriff "Spezifikation" durch den üblichen Begriff "Anfor-derungen" ersetzen (analog den aktuellen Anhän¬gen 1 und 2). Peroxidzahl In den Anhängen 3 bis 11 einheitlich den Begriff "Peroxidzahl" und die

		Manchmal steht "Peroxidzahl (PV)", manchmal "Peroxidwert (PW)". Die Einheiten werden mit meq/kg und mit meq 02/kg angegeben. Im bestehenden Anhang 2 steht: "Peroxidzahl in meq 02/kg"	Einheit mit "meq 02/kg" angeben (analog bestehendem Anhang 2).
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Anhang 3	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" siehe oben unter Anhänge 3 bis 11.	Tabellenüberschrift der ersten Tabelle (-> Test, Spezifikation) streichen.
		Abweichungen zur EU-Gesetzgebung: Bei Nahrungsergänzungsmitteln werden 250 mg/Tagesration (in EU 200 mg/Tagesration) zugelassen. Da die Tagesration für Nahrungsergänzungsmittel im Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe nicht aufgeführt ist, wäre die Ergänzung wie "Tagesration gemäss Herstellerempfehlung" analog des EG-Kommissionsentscheids Nr. 2009/752/EG angebracht. Zugaben zu Backwaren und nichtalkoholischen Getränken etc. werden im EU-Kommissionsentscheid nicht in aufgeführt. Die Zuläs¬sigkeiten (Menge und Produktegruppe) gehen über die EU-Anforderungen hinaus. Kann aber akzeptiert werden.	Ergänzung der Tabelle "Verwendungszwecke" unter Nahrungsergänzungsmittel im Sinne von: "250 mg/Tagesration gemäss Herstellerempfeh¬lung" Höchstmenge Tagesration überprüfen.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Anhang 4	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" sowie einheitliche Darstellung bezüglich Peroxidzahl siehe oben unter Anhänge 3 bis 11.	Tabellenüberschrift der ersten Tabelle (-> Test, Spezifikation) streichen. Den Wortlaut "nicht mehr als" sollte durch einen anderen in den Anhängen verwendeten Wortlaut (wie "höchstens" oder "max.") ersetzt werden. Entsprechend ist auch der Wortlaut "nicht weniger als" durch "mindestens" zu ersetzen.
		Die Verwendungszwecke dieses DHA-reichen Öles sind nicht vollständig (Integration des EG-Kommissionsentscheids Nr. 2009/778/EG fehlt). Die Anwendungenen des Öls bei Backwaren (Brot und Brötchen), Müeslirigel und nichtalkoholischen Getränken (einschliesslich Getränke auf Milchbasis) fehlen. Da die Tagesration für Nahrungsergänzungsmittel im Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe nicht aufgeführt ist, wäre die Ergänzung wie "Tagesration gemäss Hersteller¬empfehlung" analog des EG-Kommissionsentscheids Nr. 2009/752/EG angebracht.	Verwendungszwecke des Kommissionsentscheids Nr. 2009/778/EG aufführen: Backwaren (Brot und Brötchen), Müsliriegel und nichtalkoholische Getränke (einschliesslich Getränke auf Milchbasis). Ergänzung der Tabelle "Verwendungszwecke" unter Nahrungsergänzungsmittel im Sinne von: "200 mg/Tagesration gemäss Herstellerempfeh¬lung"
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Anhang 5	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" siehe oben unter Anhänge 3 bis 11.	Tabellenüberschrift der ersten Tabelle (-> Test, Spezifikation) streichen. Bei der Tabellenüberschrift der zweiten Tabelle den Begriff "Höchstgehalt" durch "Höchstmenge" ersetzen (analog Anhang 3 und 4). Ergänzung der Tabelle "Verwendungszwecke" unter Nahrungsergän-

		Da die Tagesration für Nahrungsergänzungsmittel im Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe nicht aufgeführt ist, wäre die Ergänzung wie "Tagesration gemäss Hersteller¬empfehlung" analog des EU-Kommissionsentscheids Nr. 2009/752/EG angebracht. Bezeichnung der Lebensmittelgruppen entsprechend der in der Schweiz verwendeten Sachbezeichnungen angeben.	zungsmittel im Sinne von: "500 mg/Tagesration gemäss Herstellerempfeh¬lung" Anstelle der Bezeichnung "Dressing" die Sachbezeichnung "Salatsauce" nach Art. 16 auf-führen.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Anhang 6	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" sowie einheitliche Darstellung bezüglich Peroxidzahl siehe oben unter Anhänge 3 bis 11.	Beim Titel den Wortlaut "Spezifikation von" streichen. Neuer Titel: "Raffiniertes Allanblackia-Saatöl" Alle Parameter in einer Tabelle erfassen. Die Tabellentitel "Fettsäurezusammensetzung" und "Merkmale" weglassen. Als Tabellentitel nur noch den Begriff "Anforderungen" aufführen.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Anhang 7	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" sowie einheitliche Darstellung bezüglich Peroxidzahl siehe oben unter Anhänge 3 bis 11.	Tabellenüberschrift (-> Stoff/Parameter, Gehalt) strei¬chen.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Anhang 8	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen. Die Säurezahl, Peroxidzahl, Eisen, Kupfer und polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe sowie Benzo(a)pyren werden in der Tabelle unter dem Tabellentitel "Fettsäuren in Triglyceriden" aufgeführt. Die erwähnten Parameter sind keine Fettsäuren. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" siehe oben unter Anhänge 3 bis 11.	Alle Parameter in einer Tabelle erfassen. Als Tabellentitel nur noch den Begriff "Anforderungen" aufführen. Tabellendarstellung analog Anhang 7 oder entsprechend der übersichtlichen Darstellung von Anhang des EG-Kommissionsentscheids Nr. 2006/722/EG.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Anhang 9	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" sowie einheitliche Darstellung bezüglich Peroxidzahl siehe oben unter Anhänge 3 bis 11.	Bei der Tabellenüberschrift der zweiten Tabelle den Begriff "Höchstgehalt" durch "Höchstmenge" ersetzen (analog Anhang 3 und 4).
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Anhang 10	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen. Die Säurezahl, Peroxidzahl, Eisen, Kupfer und polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe sowie Benzo(a)pyren werden in der Tabelle unter dem Tabellentitel "Fettsäuren in Triglyceriden" aufgeführt. Die	Alle Parameter in einer Tabelle erfassen. Als Tabellentitel nur noch den Begriff "Anforderungen" aufführen. Tabellendarstellung analog Anhang 7 oder entsprechend der übersichtlichen Darstellung von Anhang des EG-Kommissionsentscheids Nr. 2006/723/EG.

		erwähnten Parameter sind keine Fettsäuren. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" sowie einheitliche Darstellung bezüglich Peroxidzahl siehe oben unter Anhänge 3 bis 11.	
Staatskanzlei des Kantons Basel-Stadt	Generelle Bemerkungen	Die Vereinfachung der Kennzeichnung wird begrüsst	
Chancellerie d'Etat du Canton de Vaud	Generelle Bemerkungen	Le Conseil d'Etat salue la volonté du législateur de rendre obligatoire la déclaration de la nature des matières grasses végétales. Il y a deux ans, le Grand Conseil vaudois avait adopté à une très large majorité une résolution tendant à demander la déclaration obligatoire de l'huile de palme. C'est donc avec satisfaction que le Conseil d'Etat constate que le projet va plus loin et demande désormais l'indication de la nature de toutes les huiles végétales.	
Standeskanzlei des Kantons Uri	Generelle Bemerkungen	Es wird begrüsst, dass die Qualitätsmerkmale von Olivenölen der EU angepasst werden. Sensorisch ungenügende "extra vergine" Olivenöle konnten in der Schweiz bisher nur auf der Basis eines zu hohen Säuregrades beanstandet werden, welcher relativ leicht manipuliert werden kann (siehe Jahresbericht KLZH 2009). Insbesondere die nützlichen Methyl- und Ethylester der Fettsäuren und die Sensorik konnten bisher nicht als Qualitätsmerkmale eingesetzt werden. Die EU-Bestimmungen hinsichtlich der Olivenöle sind teilweise sehr kompliziert formuliert. Umso mehr ist darauf zu achten, dass sie sorgfältig übernommen werden, um Unterschiede und Interpretationsschwierigkeiten zu vermeiden (siehe Beispiele unten). Der Begriff "neuartige Speiseöle" ist unglücklich gewählt und nicht opportun. Die Begründung dazu sowie Begriffsvorschläge werden unter Art. 1 Abs. 1 sowie Art. 2 aufgeführt.	
Standeskanzlei des Kantons Uri	übrige	3 + 5: Bezeichnung "schonend gedämpft" Die Streichung der Bezeichnung "schonend gedämpft" bringt ein altes Problem zurück: Die meisten "kalt gepressten" Sonnenblumen-, Distel oder andern Pflanzenöle sind schwach ausgedämpft, dürften also nicht mehr als kaltgepresst ausgelobt werden. Die Bezeichnung "schonend gedämpft" sollte also beibehalten werden. Literatur: Methoden zur Erkennung verfälschter Speiseöle, K. Grob, M. Biedermann, and M. Bronz, Mitt. Gebiete Lebensm. Hyg. 85 (1994) 340-350.	Bezeichnung “schonend gedämpft” sollte beibe-halten werden.
Staatskanzlei des Kan-	Generelle Bemerkun-	Es wird begrüsst, dass die Qualitätsmerkmale von Olivenölen der EU angepasst werden. Sensorisch ungenügende "extra vergine" Oliven-	

tons Luzern	gen	öle konnten in der Schweiz bisher nur auf der Basis eines zu hohen Säuregrades beanstandet werden, welcher relativ leicht manipuliert werden kann (siehe Jahresbericht KLZH 2009). Insbesondere die nützlichen Methyl- und Ethylester der Fettsäuren und die Sensorik konnten bisher nicht als Qualitätsmerkmale eingesetzt werden. Die EU-Bestimmungen hinsichtlich der Olivenöle sind teilweise sehr kompliziert formuliert. Umso mehr ist darauf zu achten, dass sie sorgfältig übernommen werden, um Unterschiede und Interpretationsschwierigkeiten zu vermeiden (siehe Beispiele unten). Der Begriff "neuartige Speiseöle" ist unglücklich gewählt und nicht opportun. Die Begründung dazu sowie Begriffsvorschläge werden unter Art. 1 Abs. 1 sowie Art. 2 aufgeführt.	
Staatskanzlei des Kantons Luzern	1.1 g	"g. neuartige Speiseöle und Speisefette" Die neuartigen Speiseöle werden als letzte Gruppe hinter Salatsaucen und Rahmanalogen aufgeführt. Dies ist nicht angebracht, da nachher die neuartigen Speiseöle direkt nach den Speiseölen unter Abschnitt 2a umschrieben werden (Art. 5a bis 5i). Es sollte unter Art. 1 die gleiche Reihenfolge gewählt werden wie anschliessend bei den einzelnen Abschnitten. Die Angabe "und Speisefette" sollte gestrichen werden, weil nachher nur neuartige Speiseöle umschrieben werden und weil der Titel unter Abschnitt 2a auch nur "2a. Abschnitt: Neuartige Speiseöle" lautet. Es ist fraglich, ob es sinnvoll ist, eine Lebensmittelgruppe "neuartige Speiseöle" einzuführen (unabhängig von der Novel-Food-Verordnung). Einerseits werden die Speiseöle in 10, 20 Jahren nicht mehr als "neuartig" angesehen und andererseits wegen den Ausführungen unter Art. 2. Die Angabe "übrige Speisöle" wäre in diesem Sinne neutraler und würde analog der Verordnung über alkoholische Getränke gehandhabt. Dort hat man die Gruppe "übrige alkoholische Getränke". Auch bisherige gemäss Art. 5 der EG-Novel-Food-Verordnung Nr. 1997/258 notifizierte neuartige Lebensmittel wie Noni-Saft, D-Tagatose (Zuckerart) sowie Produkte mit Pflanzensterolen und Pflanzenstanolen werden im Schweizer Lebensmittelrecht auch nicht als "neuartiger Fruchtsaft", "neuartige Zuckerart" oder als "neuartige Speziallebensmittel" umschrieben.	Änderungsvorschlag: Die neue Gruppe sollte direkt nach dem Speiseöl aufgeführt werden, beispielsweise: "abis. Neuartige Speiseöle" Der Begriff "neuartige Speiseöle" ist generell zu überdenken. Er könnte beispielsweise durch "übrige Speiseöle" ersetzt werden analog der Verordnung über alkoholische Getränke. Siehe auch Ausführungen und Vorschlag unter Art. 2 (-> "Öle aus Mikroorganismen").
Staatskanzlei des Kantons Luzern	2.2	Definition Speiseöl "Speiseöl ist Öl tierischen oder pflanzlichen Ursprungs, dessen vorwiegende Bestandteile die Glycerinester der natürlichen Fettsäuren sind. Es ist bei Raumtemperatur flüssig." Einige der unter dem "Abschnitt 2a: Neuartige Speiseöle" aufgeführten Öle fallen von der Definition her unter Art. 2 und sind in diesem Sinne nicht "neuartig" (wie raffiniertes Echiumöl, raffiniertes Allanbla-	Variante 1 (Vorzug): Art. 2 unverändert beibehalten und die "neuartigen Speiseöle" (raffiniertes Echiumöl, raffiniertes Allanblackia-Saatöl, Diacylglyceridöl pflanzlichen Ursprungs, Rapsöl und Maiskeimöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen, Krillöl) unter dem "2. Abschnitt: Speiseöl" erfassen.

		ckia-Saatöl, Diacylglyceridöl pflanzlichen Ursprungs, Rapsöl und Maiskeimöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen). Aufgrund dieser allgemeinen Definition müssten die erwähnten "neuartigen Speiseöle" unter diesem Abschnitt erfasst werden und nicht unter dem "Abschnitt 2a: Neuartige Speiseöle". Falls diese unter dem Abschnitt "neuartige Speiseöle" oder einem unter einem anderen Titel erfasst werden sollen, so ist unseres Erachtens die Definition von Art. 2 so anzupassen, dass die erwähnten "neuartigen Speiseöle" nicht darunter fallen. Sonst führt dies zu einer Verletzung der Rechtsklarheit. Die vom BAG vorgeschlagene Unterscheidung zwischen "traditionellen" und "neuartigen Speiseölen" wird auch nicht als ideal angesehen. Die Begriffe könnten im Rahmen der Werbung missbraucht werden.	Die verbleibenden "neuartigen Speiseöle" könnten in diesem Fall unter einem aussagekräftigeren Abschnittstitel wie "Speiseöle aus Mikroorganis¬men" zusammengefasst werden. Oder Variante 2: Definition von Art. 2 so anpassen, dass die erwähnten "neuartigen Speiseöle" nicht darunter fallen und die Rechtssituation entsprechend klar wird. Evtl. könnten die deutschen Leitsätze für Speisefette und Speiseöle als Grundlage für die Definition herbeigezogen werden (siehe Begriffsbestimmung unter 1.1.1). Je nach Änderung müsste unter Umständen auch Art. 6 (Definition Speisefette) angepasst werden.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	2.2	Der Einleitungssatz sollte mit "Oliventresteröl" ergänzt werden (entsprechend den EU-Bestimmungen).	Ergänzung: "Bei Olivenöl und Oliventresteröl werden folgende Kategorien unter¬schieden:"
Staatskanzlei des Kantons Luzern	2.2	"b. raffiniertes Olivenöl: durch Raffinieren von nativen Olivenölen, ausser Lampantöl, gewonnen". Die Definition entspricht nicht der EU-Verordnung Nr. 1234/2007 (Anhang XVI). Die Definition ist falsch: Lampantöl ist sogar der wichtigste Rohstoff für raffiniertes Olivenöl.	Anpassungsvorschlag entsprechend der EU-Ver-ord¬nung: "b. raffiniertes Olivenöl: durch Raffinieren von nativen Olivenölen gewon¬nen"
Staatskanzlei des Kantons Luzern	2.2	"c. Olivenöl: Verschnitt von raffiniertem und nativem Olivenöl, ausser Lampantöl". Da native Öle in drei Güteklassen eingeteilt werden, sollte "native Olivenöle" analog der EU-Verordnung Nr. 1234/2007 (Anhang XVI) geschrieben werden.	Anpassungsvorschlag entsprechend der EU-Ver-ordnung: "c. Olivenöl: Verschnitt von raffiniertem Olivenöl und nativen Olivenölen, ausser Lampantöl"
Staatskanzlei des Kantons Luzern	3.1	Es wird Bezug genommen auf Anhang 1a. Wieso kann Anhang 1a nicht zu Anhang 1 werden? Anhang 1 wird ja aufgehoben. Der Begriff "Merkmale" sollte einheitlich durch "Anforderungen" ersetzt werden analog Artikel 5a bis 5i jeweils die Absätze 2 oder 3. Eine einheitliche Wortwahl trägt zum besseren Verständnis bei.	Änderungsvorschläge: Anstatt auf Anhang 1a auf Anhang 1 verweisen. Den Begriff "Merkmale" durch "Anforderungen" er-setzen.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	übrige	Bezeichnung "schonend gedämpft" Die Streichung der Bezeichnung "schonend gedämpft" bringt ein altes Problem zurück: Die meisten "kalt gepressten" Sonnenblumen-, Distel oder andern Pflanzenöle sind schwach ausgedämpft, dürften also nicht mehr als kaltgepresst ausgelobt werden. Die Bezeichnung "schonend gedämpft" sollte also beibehalten werden. Literatur: Methoden zur Erkennung verfälschter Speiseöle, K. Grob, M. Biedermann, and M. Bronz, Mitt. Gebiete Lebensm. Hyg. 85 (1994)	Bezeichnung “schonend gedämpft” sollte beibe-halten werden.

		340-350.	
Staatskanzlei des Kantons Luzern	3.3	Müsste hier nicht noch Oliventresteröl ergänzt werden?	Evtl. Ergänzung: "Speiseöl, mit Ausnahme von Olivenöl und Oliventresteröl, gilt als…".
Staatskanzlei des Kantons Luzern	3.3bis	Die gleichen Anpassungen wie unter Art. 3 Abs. 1bis aufgeführt worden sind, sollten auch hier vorgenommenen werden. Die Gründe gelten entsprechend.	Änderung wie: "Für Olivenöl gelten die Anforderungen nach Anhang 1 sowie folgende Bestimmungen:"
Staatskanzlei des Kantons Luzern	3a	Der Begriff "Oliventresteröl" ist im Titel und im Satz zu ergänzen, weil nach Art. 2 Abs. 2 Bst. f auch Oliventresteröl darunter fällt.	Ergänzung von "Oliventresteröl" im Titel und im Satz.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	4.1bis	Der Begriff "Oliventresteröl" ist zu ergänzen, weil nach Art. 2 Abs. 2 auch Oliventresteröl darunter fällt.	Ergänzung: "Als Sachbezeichnung für Olivenöle und Oliventresteröle nach Artikel 2 Absatz 2 müssen die dort vorgesehenen Kategorienbezeichnungen verwendet werden".
Staatskanzlei des Kantons Luzern	4.2bis	Bei diesem Absatz geht es nicht um die Sachbezeichnung, sondern um die Bilder oder grafischen Darstellungen im Zusammenhang mit Olivenöl bei Speiseölmischungen. Deshalb sollte dieser Absatz nicht unter Art. 4 (Sachbezeichnung), sondern im Art. 5 (übrige Kennzeichnung) aufgeführt werden. Sinnvollerweise in Art. 5 vor dem Absatz 7. Gibt es hier nicht inhaltliche Unterschiede zur EU? Speiseölmischungen nach Art. 4 Abs. 2 können auch tierische Öle (wie Fischöl) enthalten. Dies im Gegensatz zur EU-Definition (-> Mischung von Pflanzenölen mit Olivenöl). Auch in Art. 4 Abs. 2ter wird auf Art. 4 Abs. 2 verwiesen.	Es wäre passender, wenn dieser Absatz unter Art. 5 vor dem Abs. 7 aufgeführt würde (auch in den EU-Bestimmungen erfolgt dies im gleichen Artikel). Der Absatz ist hinsichtlich EU-Konformität nochmals zu überprüfen.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	4.2ter	Dieser Absatz wird ungefähr von der EU-Verordnung Nr. 29/2012 (Art. 6 Abs. 3) übernommen. Art. 6 Abs. 3 der EU-Verordnung Nr. 29/2012 gilt sinn-gemäss auch für Art. 6 Abs. 2 der EU-Verordnung (-> entspricht in etwa Art. 5 Abs. 7 Schweizer Recht). Art. 4 Abs. 2ter müsste sich analog der EU-Bestimmung (wenn diese übernommen werden soll) auch auf den vorgesehenen Art. 5 Abs. 7 be-ziehen, was nicht erfolgte.	Der Absatz ist hinsichtlich EU-Konformität noch-mals zu überprüfen und wo nötig anzupassen.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	5.4	Der Begriff "Oliventresteröl" ist zu ergänzen, weil nach Art. 2 Abs. 2 Bst. f auch Oliventresteröl darunter fällt und weil nachher auch Oliventresteröl aufgeführt wird. Der Begriff "unverwischbar" kann sicher gestrichen werden, da ja alle Kennzeichnungs¬angaben nach Art. 31 Abs. 2 LGV in leicht lesbarer	Ergänzung: "Olivenöl und Oliventresteröl nach Artikel 2…". Streichen des Begriffes "unverwischbar".

		und unverwischbarer Schrift angegeben werden müssen.	
Staatskanzlei des Kantons Luzern	5.5	"…, wenn sie auf den Ergebnissen einer in Anhang XII der Verordnung (EWG) Nr. 2568/91 vorgesehenen Analysemethode basieren." Die Begriffe, welche für die Beschreibung des Geschmacks und Geruchs im Rahmen der Kennzeichnung verwendet werden dürfen, werden nur in der EU-Verordnung (Anhang XII Ziffer 3.3) aufgeführt. Sie sollten auch hier erfasst werden.	Änderung: "…, wenn sie auf den Ergebnissen einer in Anhang XII der Verordnung (EWG) Nr. 2568/91 vorgesehenen organoleptischen Prüfung basieren." Die Begriffe, die für die Beschreibung des Ge-schmacks und Geruchs verwendet werden dürfen, sollten hier angegeben werden.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	5.6	Die Angabe des Säuregehalts ist gemäss Art. 5 der EU-Verordnung Nr. 29/2012 (siehe Einleitungssatz) nicht nur bei Olivenöl, sondern auch bei Oliventresteröl zulässig .	Ergänzung: "Die Angabe des Säuregehalts bzw. des Säurehöchstgehalts bei Olivenöl und Oliventrester¬öl nach Artikel 2 Absatz 2 Buchstabe a Ziffer 1 und 2, Buchstaben c und f…."
Staatskanzlei des Kantons Luzern	5.7	Der Absatz stammt ansatzweise von der EU-Verordnung Nr. 29/2012 (Art. 6 Abs. 2). Falls diese Bestimmung wirklich vollständig übernommen werden muss (was langsam aber sicher unsinnig wird -> man hat doch Art. 9, 10 LKV zur mengenmässigen Angabe von Zutaten), so sollten die Angaben präziser übernommen werden, damit keine Unterschiede und Interpretations-schwierigkeiten entstehen. Würde man Art. 6 Abs. 2 der EU-Verordnung Nr. 29/2012 übernehmen, so müsste sich dieser Absatz auf Olivenöle und Oliventresteröl nach Artikel 2 Absatz 2 Buchstabe a Ziffer 1 und 2, Buchstaben c und f dieser Verordnung beziehen. Wird beim rechten Änderungsvorschlag nicht berücksichtigt.	Änderung wie: "… in anderen Lebensmitteln als Speise-ölmischungen nach Art. 4 Abs. 2 hingewiesen, so muss unmittelbar nach der Sachbezeichnung des Lebensmittels der Anteil der … Von diesen Bestimmungen ausgenommen sind Thunfisch in Olivenöl und Sardinen in Olivenöl." Der Absatz ist hinsichtlich EU-Konformität noch-mals zu überprüfen und entsprechend anzupassen.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	übrige	Titel: Neuartige Speiseöle Der Begriff "neuartige Speiseöle" ist zu überdenken. Begründung siehe unter Art. 1 sowie Art. 2.	Vorschläge siehe unter Art. 1 und Art. 2.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	5a.1	In den ersten beiden Sätzen steht, dass Krillöl durch Acetonextraktion gewonnen wird. Die doppelte Aufführung dieser Angabe ist nicht nötig. Wir schlagen vor, im ersten Satz nicht auf die Acetonextraktion einzugehen.	Anpassungsvorschlag: "Krillöl ist ein durch Acetonextraktion gewonnener Lipidextrakt aus ….".
Staatskanzlei des Kantons Luzern	5b.1	Im Gegensatz zum EG-Kommissionsentscheid Nr. 2003/427/EG wird im EG-Kommissionsentscheid Nr. 2009/778/EG in der Sachbezeichnung "DHA-reich" nicht mehr erwähnt. Hat dies einen speziellen Grund?	Die Sachbezeichnung sollte im Hinblick auf den EG-Kommissionsentscheid Nr. 2009/778/EG noch-mals über¬prü¬ft werden.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	5d.1	Lateinische Gattungs- und Artnamen (wie A. floribunda) einheitlich kursiv schreiben analog Art. 5a bis 5c.	Lateinische Namen einheitlich kursiv schreiben.

Staatskanzlei des Kantons Luzern	5e.3	"Es darf als Lebensmittel zur Verwendung in… Getränken, die als Ersatz für eine oder mehrere Mahlzeiten am Tag angeboten werden,…". Wird beim Getränk eine Mahlzeit für eine gewichtskontrollierende Ernährung und/oder ein diätetisches Lebensmittel für besondere medizinische Zwecke gemeint? Es ist nicht klar. Die Angabe muss entsprechend präzisiert werden. Die Angabe ist so zu formulieren, dass eine klare Zuordnung zur in der Schweiz geregelten Lebensmittelgruppe gemacht werden kann. Lateinische Namen (wie Brassica cempetris) einheitlich kursiv schreiben analog Art. 5a bis 5c.	Präzisierung der Angabe beim Getränk. Falls es sich nur um eine "Mahlzeit für eine gewichtskontrollierende Ernährung" handelt, ist beispielsweise folgende Ergänzung angebracht: "… Getränken für eine gewichtskontrollierende Ernährung, die als Ersatz für eine oder mehrere Mahlzeiten am Tag angeboten werden…". Lateinische Namen einheitlich kursiv schreiben.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	5f.4	Mit der Formulierung ist nicht eindeutig, ob das neuartige Speiseöl nur in Nahrungsergänzungsmitteln eingesetzt werden darf oder nicht. Eine Präzisierung mit der Bezeichnung "nur" wäre eindeutiger.	Ergänzung: zum besseren Verständnis: "Es darf als Lebensmittelzutat nur zur Verwendung in Nahrungsergänzungsmitteln in den Verkehr gebracht werden."
Staatskanzlei des Kantons Luzern	5f.5	Weil das neuartige Speiseöl nur in Nahrungsergänzungsmitteln eingesetzt werden darf, ist der Hinweis auf die Tagesration gemäss Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe meistens nicht aussagekräftig, da Kapseln etc. im Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe nicht aufgeführt sind. Die Angabe ist deshalb anzupassen.	Ergänzung wie: "Die maximale Menge an Rapsöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen in einer Tagesration gemäss Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe oder in einer vom Hersteller als empfohlene Tagesration darf höchstens 1,5 g betragen. Oder "… oder in einer vom Hersteller als Tagesration empfohlenen Verzehrsmenge…"
Staatskanzlei des Kantons Luzern	5h.4	Mit der Formulierung ist nicht eindeutig, ob das neuartige Speiseöl nur in Nahrungsergänzungsmitteln eingesetzt werden darf oder nicht. Eine Präzisierung mit der Bezeichnung "nur" wäre eindeutiger.	Ergänzung: "Es darf als Lebensmittelzutat nur zur Verwendung in Nahrungsergänzungsmitteln in den Verkehr gebracht werden."
Staatskanzlei des Kantons Luzern	5h.5	Weil das neuartige Speiseöl nur in Nahrungsergänzungsmitteln eingesetzt werden darf, ist der Hinweis auf die Tagesration gemäss Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe meistens nicht aussagekräftig, da Kapseln etc. im Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe nicht aufgeführt sind. Die Angabe ist deshalb anzupassen.	Ergänzung wie: "Die maximale Menge an Maiskeimöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen in einer Tagesration gemäss Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe oder in einer vom Hersteller empfohlenen Tagesration darf höchstens 2,0 g betragen." "… oder in einer vom Hersteller als Tagesration empfohlenen Verzehrsmenge…"
Staatskanzlei des Kantons Luzern	5i.3	Absatz 3 Die Nennung des Einsatzes eines neuartigen Speiseöls in einer nach Art. 5 LGV nicht umschriebenen Lebensmittelgruppe ("Frühgeborenennahrung") ist zu streichen. Die Angabe ist nicht angebracht und auch nicht nötig, weil dies im Rahmen des Bewilligungs¬verfahrens	

		der neuartigen "Frühgeborenen-nahrung" ohnehin beurteilt wird. Entweder wird die Lebensmittelgruppe in der Verordnung über Spezi-al-lebensmittel umschrieben, oder die Angabe der Zulässigkeit der Zutat ge-strichen. Absatz 4 Das Eingehen auf die Frühgeborenennahrung ist auch hier aufgrund von Art. 5 LGV eigentlich gar nicht nötig, da eine Beurteilung im Rahmen des Bewilligungsverfahrens ohnehin stattfindet. Ein Verweis dieser Art würde nach unseren Kenntnissen zum ersten Mal im Schweizer Recht stattfinden.	
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Anhang 1a	Anhang 1 wird aufgehoben. Von daher könnte der neu vorgesehene Anhang 1a als Anhang 1 bezeichnet werden. Titel: "Merkmale von Olivenölen" Anstelle des oben erwähnten Titels sollte analog Anhang 2 der Titel "Anforderungen an Olivenöle" heissen.	Anpassungsvorschläge: Den Anhang 1a als Anhang 1 bezeichnen. Den Titel "Anforderungen an Olivenöle" nennen.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Anhang 3	Die Begriffe (wie Spezifikation, Merkmal, Test, Stoff, Parameter etc.) werden uneinheitlich gewählt, weil die Daten aus verschiedenen EU-Verordnungen stammen. Die verwendeten Begriffe und der Aufbau der Tabellen sollten in dieser Verordnung zum besseren Verständnis und wegen der Übersichtlichkeit einheitlich gewählt werden. Begriff "Spezifikation" Das Wort "Spezifikation" ist in der Lebensmittelgesetzgebung nicht üblich. Der Begriff "Spezifikation" sollte in allen Anhängen einheitlich durch den Begriff "Anforderungen" ersetzt werden. In den bestehenden Anhängen 1 und 2 wird anstelle des Begriffes "Spezifikation" ebenfalls das Wort "Anforderungen" verwendet. Zudem wird unter den Artikeln 5a bis 5i jeweils unter dem Absatz 2 oder 3 mit folgendem Wortlaut auf die Anhänge verwiesen: "Es muss die Anforderungen nach Anhang xy erfüllen." Auch dort wird der Begriff "Anforderungen" aufgeführt. Durch die einheitliche Wortwahl werden die Angaben verständlicher. Peroxidzahl Manchmal steht "Peroxidzahl (PV)", manchmal "Peroxidwert (PW)". Die Einheiten werden mit meq/kg und mit meq 02/kg angegeben. Im bestehenden Anhang 2 steht: "Peroxidzahl in meq 02/kg"	Bei den Anhängen 3 bis 11 berücksichtigen: Begriff "Spezifikation" In den Anhängen 3 bis 11 generell den Begriff "Spezifikation" durch den üblichen Begriff "Anfor-derungen" ersetzen (analog den aktuellen Anhän¬gen 1 und 2). Peroxidzahl In den Anhängen 3 bis 11 einheitlich den Begriff "Peroxidzahl" und die Einheit mit "meq 02/kg" angeben (analog bestehendem Anhang 2).
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Anhang 3	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" siehe	Tabellenüberschrift der ersten Tabelle (-> Test, Spezifikation) streichen.

		oben unter Anhänge 3 bis 11.	
		Abweichungen zur EU-Gesetzgebung: Bei Nahrungsergänzungsmitteln werden 250 mg/Tagesration (in EU 200 mg/Tagesration) zugelassen. Da die Tagesration für Nahrungsergänzungsmittel im Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe nicht aufgeführt ist, wäre die Ergänzung wie "Tagesration gemäss Herstellerempfehlung" analog des EG-Kommissionsentscheids Nr. 2009/752/EG angebracht. Zugaben zu Backwaren und nichtalkoholischen Getränken etc. werden im EU-Kommissionsentscheid nicht in aufgeführt. Die Zuläs¬sigkeiten (Menge und Produktegruppe) gehen über die EU-Anforderungen hinaus. Kann aber akzeptiert werden.	Ergänzung der Tabelle "Verwendungszwecke" unter Nahrungsergänzungsmittel im Sinne von: "250 mg/Tagesration gemäss Herstellerempfeh¬lung" Höchstmenge Tagesration überprüfen.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Anhang 4	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" sowie einheitliche Darstellung bezüglich Peroxidzahl siehe oben unter Anhänge 3 bis 11.	Tabellenüberschrift der ersten Tabelle (-> Test, Spezifikation) streichen. Den Wortlaut "nicht mehr als" sollte durch einen anderen in den Anhängen verwendeten Wortlaut (wie "höchstens" oder "max.") ersetzt werden. Entsprechend ist auch der Wortlaut "nicht weniger als" durch "mindestens" zu ersetzen.
		Die Verwendungszwecke dieses DHA-reichen Öles sind nicht vollständig (Integration des EG-Kommissionsentscheids Nr. 2009/778/EG fehlt). Die Anwendungenen des Öls bei Backwaren (Brot und Brötchen), Müeslirigel und nichtalkoholischen Getränken (einschliesslich Getränke auf Milchbasis) fehlen. Da die Tagesration für Nahrungsergänzungsmittel im Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe nicht aufgeführt ist, wäre die Ergänzung wie "Tagesration gemäss Hersteller¬empfehlung" analog des EG-Kommissionsentscheids Nr. 2009/752/EG angebracht.	Verwendungszwecke des Kommissionsentscheids Nr. 2009/778/EG aufführen: Backwaren (Brot und Brötchen), Müsliriegel und nichtalkoholische Getränke (einschliesslich Getränke auf Milchbasis). Ergänzung der Tabelle "Verwendungszwecke" unter Nahrungsergänzungsmittel im Sinne von: "200 mg/Tagesration gemäss Herstellerempfeh¬lung"
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Anhang 5	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" siehe oben unter Anhänge 3 bis 11.	Tabellenüberschrift der ersten Tabelle (-> Test, Spezifikation) streichen. Bei der Tabellenüberschrift der zweiten Tabelle den Begriff "Höchstgehalt" durch "Höchstmenge" ersetzen (analog Anhang 3 und 4).
		Da die Tagesration für Nahrungsergänzungsmittel im Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe nicht aufgeführt ist, wäre die Ergänzung wie "Tagesration gemäss Hersteller¬empfehlung" analog des EU-Kommissionsentscheids Nr. 2009/752/EG angebracht. Bezeichnung der Lebensmittelgruppen entsprechend der in der Schweiz verwendeten Sachbezeichnungen angeben.	Ergänzung der Tabelle "Verwendungszwecke" unter Nahrungsergänzungsmittel im Sinne von: "500 mg/Tagesration gemäss Herstellerempfeh¬lung" Anstelle der Bezeichnung "Dressing" die Sachbezeichnung "Salatsauce" nach Art. 16 auf-führen.

Staatskanzlei des Kantons Luzern	Anhang 6	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" sowie einheitliche Darstellung bezüglich Peroxidzahl siehe oben unter Anhänge 3 bis 11.	Beim Titel den Wortlaut "Spezifikation von" streichen. Neuer Titel: "Raffiniertes Allanblackia-Saatöl" Alle Parameter in einer Tabelle erfassen. Die Tabellentitel "Fettsäurezusammensetzung" und "Merkmale" weglassen. Als Tabellentitel nur noch den Begriff "Anforderungen" aufführen.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Anhang 7	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" sowie einheitliche Darstellung bezüglich Peroxidzahl siehe oben unter Anhänge 3 bis 11.	Tabellenüberschrift (-> Stoff/Parameter, Gehalt) strei¬chen.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Anhang 8	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen. Die Säurezahl, Peroxidzahl, Eisen, Kupfer und polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe sowie Benzo(a)pyren werden in der Tabelle unter dem Tabellentitel "Fettsäuren in Triglyceriden" aufgeführt. Die erwähnten Parameter sind keine Fettsäuren. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" siehe oben unter Anhänge 3 bis 11.	Alle Parameter in einer Tabelle erfassen. Als Tabellentitel nur noch den Begriff "Anforderungen" aufführen. Tabellendarstellung analog Anhang 7 oder entsprechend der übersichtlichen Darstellung von Anhang des EG-Kommissionsentscheids Nr. 2006/722/EG.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Anhang 9	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" sowie einheitliche Darstellung bezüglich Peroxidzahl siehe oben unter Anhänge 3 bis 11.	Bei der Tabellenüberschrift der zweiten Tabelle den Begriff "Höchstgehalt" durch "Höchstmenge" ersetzen (analog Anhang 3 und 4).
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Anhang 10	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen. Die Säurezahl, Peroxidzahl, Eisen, Kupfer und polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe sowie Benzo(a)pyren werden in der Tabelle unter dem Tabellentitel "Fettsäuren in Triglyceriden" aufgeführt. Die erwähnten Parameter sind keine Fettsäuren. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" sowie einheitliche Darstellung bezüglich Peroxidzahl siehe oben unter Anhänge 3 bis 11.	Alle Parameter in einer Tabelle erfassen. Als Tabellentitel nur noch den Begriff "Anforderungen" aufführen. Tabellendarstellung analog Anhang 7 oder entsprechend der übersichtlichen Darstellung von Anhang des EG-Kommissionsentscheids Nr. 2006/723/EG.
DSM Nutritional Products Ltd	Generelle Bemerkun-	Verordnung SR 817.022.32 über den Zusatz esentieller odr physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln erlaubt in deren Anhang 1 und 2 Fettsäuren als sonstigen Stoff und als deren Quellen Pflanzen-	

gen		öle, Fischöle und Algenöle. Ein Bezug auf bestimmte Spezifikationen wird dabei zur Zeit nicht genommen. Mit der Revision soll ein Art 2 Abs 2bis in die SR 817.022.32 eingeführt werden, welcher regelt, dass die zulässigen spezifischen Fettsäuren die Anforderungen im neuen Abschnitt 2a (Neuartige Speiseöle) in der Verordnung SR 817.022.105 über Speiseöle erfüllen müssen. Aus den Erläuterungen geht hervor, dass man damit solche Oele erfassen und erlauben möchte, die in der EU als neuartige Lebensmittel zugelassen sind. Mit dem neuen Art 2 Abs 2bis in der SR 817.022.32 würden alle Fettsäurequellen abschliessend mit den zugelassenen Spezifikationen in der SR 817.022.105 geregelt. Damit müssen alle Oele, die als Fettsäurenquelle für Speziallebensmittel verwendet werden mit einer Spezifikation in der neuen SR 817.022.105 beschrieben sein und wären andererseits nicht mehr erlaubt. Das ist vermutlich nicht beabsichtigt, aber der neue Art 2 Abs 2bis impliziert genau das. Wir weisen in diesem Zusammenhang daraufhin, dass es z.B Algenöle gibt, die vor 1997 (dem Jahr des Inkrafttretens der Verordnung über neuartige Lebensmittel in der EU) auf dem schweizer und EU Markt waren und eben keine neuartigen Lebensmittel sind. Als konkrete Beispiele nennen wir Oele aus der Mikroalge Cryptoodium cohnii oder ein pflanzliche Oel aus dem Pilz Mortierella alpina. Unsere Frage ist, ob wir nun am besten konkrete Spezifikationen einreichen sollen für solche Oele, die nicht neuartig in der EU sind, damit sie mit aufgenommen werden können in die Bestimmungen in SR 817.022.105, oder es zunächst bei einem Kommentar betreffend dieser Zweideutigkeit durch die Einführung von Art 2 Abs 2bis in SR 817.022.32 belassen. Unserer Meinung nach waere es am besten, wenn der Art 2 Abs2bis umgeschrieben würde, um dem genannten Problem aus dem Weg zu gehen. Zum Beispiel könnte man Art2 Abs 2bis wie folgt ändern, um Klarheit zu schaffen: Bezüglich der zur Anreicherung in Lebensmitteln zulässigen spezifischen Fettsäuren, die als neuartig in der EU gemäss Verordnung (EU) 258/97 über neuartige Lebensmittel und Lebensmittelzutaten zugelassen sind, gelten für diese Fettsäurequellen die Anforderungen der Artikel 5a, 5b, 5e-5g und der Anhänge 3,4,7-9 der Verordnung des EDI vom 23.November 2005 über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse.
Staatskanzlei des Kantons Zürich	2.2	Es wird begrüsst, dass die Qualitätsmerkmale von Olivenölen der EU angepasst werden. Sensorisch ungenügende "extra vergine" Olivenöle konnten in der Schweiz bisher nur auf der Basis eines zu hohen Säuregrades beanstandet werden, der relativ leicht manipuliert werden kann. Insbesondere die nützlichen Methyl- und Ethylester der Fettsäuren und die Sensorik konnten bisher nicht als Qualitätsmerk-

		male eingesetzt werden.	
Staatskanzlei des Kantons Zürich	1.1 g	Die neuartigen Speiseöle werden als letzte Gruppe hinter Salatsaucen und Rahmanalogen aufgeführt. Dies ist nicht angebracht, da nachher die neuartigen Speiseöle direkt nach den Speiseölen unter Abschnitt 2a umschrieben werden (Art. 5a bis 5i). Es sollte unter Art. 1 die gleiche Reihenfolge gewählt werden wie anschliessend bei den einzelnen Abschnitten. Die Angabe "und Speisefette" sollte gestrichen werden, weil nachher nur neuartige Speiseöle umschrieben werden und weil der Titel unter Abschnitt 2a auch nur "2a. Abschnitt: Neuartige Speiseöle" lautet. Es ist fraglich, ob es sinnvoll ist, eine Lebensmittelgruppe "neuartige Speiseöle" einzuführen (unabhängig von der Novel-Food-Verordnung). Einerseits werden die Speiseöle in 10, 20 Jahren nicht mehr als "neuartig" angesehen und andererseits wegen den Ausführungen unter Art. 2. Die Angabe "übrige Speisöle" wäre in diesem Sinne neutraler und würde analog der Verordnung über alkoholische Getränke gehandhabt. Dort hat man die Gruppe "übrige alkoholische Getränke". Auch bisherige gemäss Art. 5 der EG-Novel-Food-Verordnung Nr. 1997/258 notifizierte neuartige Lebensmittel wie Noni-Saft, D-Tagatose (Zuckerart) sowie Produkte mit Pflanzensterolen und Pflanzenstanolen werden im Schweizer Lebensmittelrecht auch nicht als "neuartiger Fruchtsaft", "neuartige Zuckerart" oder als "neuartige Speziallebensmittel" umschrieben.	Ergänzung einer neuen Gruppe direkt nach dem Speiseöl: "abis. Neuartige Speiseöle" Der Begriff "neuartige Speiseöle" sei generell zu überdenken.
Staatskanzlei des Kantons Zürich	übrige	Gemäss Art. 2 ist Speiseöl Öl tierischen oder pflanzlichen Ursprungs, dessen vorwiegende Bestandteile die Glycerinester der natürlichen Fettsäuren sind. Es ist bei Raumtemperatur flüssig. Einige der unter dem "Abschnitt 2a: Neuartige Speiseöle" aufgeführten Öle fallen von der Definition her unter Art. 2 und sind in diesem Sinne nicht "neuartig" (wie raffiniertes Echiumöl, raffiniertes Allanblackia-Saatöl, Diacylglyceridöl pflanzlichen Ursprungs, Rapsöl und Maiskeimöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen. Aufgrund dieser allgemeinen Definition müssten die erwähnten "neuartigen Speiseöle" unter diesem Abschnitt erfasst werden und nicht unter dem "Abschnitt 2a: Neuartige Speiseöle". Falls diese unter dem Abschnitt "neuartige Speiseöle" oder unter einem anderen Titel erfasst werden sollen, so ist die Definition von Art. 2 so anzupassen, dass die erwähnten "neuartigen Speiseöle" nicht darunter fallen. Sonst führt dies zu einer Verletzung der Rechtsklarheit. Evtl. könnten die deutschen Leitsätze für Speisefette und Speiseöle als Grundlage für die Definition herbeigezogen werden (vgl.: http://www.bmelv.de/SharedDocs/Downloads/Ernaehrung/Lebensmittelbuch/LeitsaetzeSpeisefette.pdf?__blob=publicationFile; Begriffsbe-	Art. 2 sei unverändert beizubehalten und die "neuartigen Speiseöle" (raffiniertes Echiumöl, raffiniertes Allanblackia-Saatöl, Diacylglyceridöl pflanzlichen Ursprungs, Rapsöl und Maiskeimöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen, Krillöl)seien unter dem "2. Abschnitt: Speiseöl" zu erfassen. Die verbleibenden "neuartigen Speiseöle" könnten in diesem Fall unter einem aussagekräftigeren Abschnittstitel wie "Speiseöle aus Mikroorganis¬men" zusammengefasst werden. Eventualiter: Die Definition von Art. 2 sei so anpassen, dass die erwähnten "neuartigen Speiseöle" nicht darunter fallen. Je nach Änderung müsste unter Umständen auch Art. 6 (Definition Speisefette) angepasst werden.

		stimmung unter 1.1.1). Die vorgeschlagene Unterscheidung zwischen "traditionellen" und "neuartigen Speiseölen" wird auch nicht als ideal angesehen. Die Begriffe könnten im Rahmen der Werbung missbraucht werden.	
Staatskanzlei des Kantons Zürich	2.2	Die Definition von raffiniertem Olivenöl („durch Raffinieren von nativen Olivenölen, ausser Lampantöl, gewonnen“) ist falsch: Lampantöl ist sogar der wichtigste Rohstoff für raffiniertes Olivenöl.	Änderung von Art. 2 Abs. 2 lit. b: „raffiniertes Olivenöl: durch Raffinieren von nativen Olivenölen, ausser Oliventresteröl, gewonnen;“
Staatskanzlei des Kantons Zürich	2.2	Die Definition von Oliventresteröl (Verschnitt von raffiniertem Oliventresteröl mit nativen Olivenölen, ausser Lampantöl“) ist falsch: es besteht kein Grund, Lampantöl auszuschliessen.	Änderung von Art. 2 Abs. 2 lit. f: „Oliventresteröl: Verschnitt von raffiniertem Oliventresteröl mit nativen Olivenölen.“
Staatskanzlei des Kantons Zürich	übrige	3 & 5 : Die Streichung der Bezeichnung "schonend gedämpft" bringt ein altes Problem zurück: Die meisten "kalt gepressten" Sonnenblumen-, Distel oder andern Pflanzenöle sind schwach ausgedämpft, dürften also nicht mehr als kaltgepresst ausgelobt werden. Die Bezeichnung "schonend gedämpft" sollte also beibehalten werden. Literatur: Methoden zur Erkennung verfälschter Speiseöle, K. Grob, M. Biedermann, and M. Bronz, Mitt. Gebiete Lebensm. Hyg. 85 (1994) 340-350.	Bezeichnung “schonend gedämpft” beibehalten
Staatskanzlei des Kantons Zürich	5e.3	1. Es ist nicht klar, ob beim Getränk eine Mahlzeit für eine gewichtskontrollierende Ernährung und/oder ein diätetisches Lebensmittel für besondere medizinische Zwecke gemeint ist. Die Angabe muss entsprechend präzisiert werden, wobei sie so zu formulieren, dass eine klare Zuordnung zur in der Schweiz geregelten Lebensmittelgruppe gemacht werden kann. 2. Lateinische Namen (wie Brassica cempetris) einheitlich kursiv schreiben analog Art. 5a bis 5c.	1. Präzisierung von Art. 5e Abs. 3 betr. Angabe beim Getränk. Falls es sich nur um eine "Mahlzeit für eine gewichtskontrollierende Ernährung" handelt, sei Art. 5e Abs. 3 wie folgt zu ergänzen: "… Getränken für eine gewichtskontrollierende Ernährung, die als Ersatz für eine oder mehrere Mahlzeiten am Tag angeboten werden…". 2. Lateinische Namen einheitlich kursiv schreiben.
Staatskanzlei des Kantons Zürich	5f.4	Mit der gewählten Formulierung ist nicht eindeutig, ob das neuartige Speiseöl „nur“ oder „auch“ in Nahrungsergänzungsmitteln eingesetzt werden darf. In der EU darf „Rapsöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen“ nur zur Verwendung in Nahrungsergänzungsmitteln in den Verkehr gebracht werden (2006/722/EG, Art. 1).	Ergänzung von Art. 5f Abs. 4: „Es darf als Lebensmittelzutat nur zur Verwendung in Nahrungsergänzungsmitteln in den Verkehr gebracht werden.“

Staatskanzlei des Kantons Zürich	5f.5	Da das neuartige Speiseöl nur in Nahrungsergänzungsmitteln eingesetzt werden darf, ist der Hinweis auf die Tagesration gemäss Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe nicht aussagekräftig, da Kapseln etc. darin nicht aufgeführt sind. Der Wortlaut in 2006/722/EG Art. 2 ist vorzuziehen.	Änderun von Art. 5f Abs. 5: „Die in einer vom Hersteller als Tagesverzehrsmenge empfohlene Portionengrösse enthaltene maximale Menge an „Rapsöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen“ darf höchstens 1.5 g betragen“.
Staatskanzlei des Kantons Zürich	5h.4	Mit der gewählten Formulierung ist nicht eindeutig, ob das neuartige Speiseöl „nur“ oder „auch“ in Nahrungsergänzungsmitteln eingesetzt werden darf. In der EU darf „Maiskeimöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen“ nur zur Verwendung in Nahrungsergänzungsmitteln in den Verkehr gebracht werden (2006/723/EG, Art. 1).	Ergänzung von Art. 5h Abs. 4: „Es darf als Lebensmittelzutat nur zur Verwendung in Nahrungsergänzungsmitteln in den Verkehr gebracht werden.“
Staatskanzlei des Kantons Zürich	5h.5	Da das neuartige Speiseöl nur in Nahrungsergänzungsmitteln eingesetzt werden darf, ist der Hinweis auf die Tagesration gemäss Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe nicht aussagekräftig, da Kapseln etc. darin nicht aufgeführt sind. Der Wortlaut in 2006/723/EG Art. 2 ist vorzuziehen.	Änderung von Art. 5h Abs. 5: „Die in einer vom Hersteller als Tagesverzehrsmenge empfohlene Portionengrösse enthaltene maximale Menge an „Maiskeimöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen“ darf höchstens 2.0 g betragen“.
Staatskanzlei des Kantons Zürich	5i.3	Die Nennung des Einsatzes eines neuartigen Speiseöls in einer nicht umschriebenen Lebensmittelgruppe „Frühgeborenennahrung“ gehört nicht in diesen Absatz. Entweder wird die Lebensmittelgruppe umschrieben oder die Angabe der Zulässigkeit einer Zutat gestrichen.	Änderung von Art. 5i Abs. 3: „Es darf als Lebensmittelzutat zur Verwendung in Säuglingsanfangsnahrung und Folgennahrung gemäss den Artikeln 17-19 der Verordnung des EDI über Speziallebensmittel vom 23. November 2005 in Verkehr gebracht werden.“
Staatskanzlei des Kantons Zürich	Anhang 3	Die Begriffe (wie Spezifikation, Merkmal, Test, Stoff, Parameter etc.) werden uneinheitlich gewählt, weil die Daten aus verschiedenen EU-Verordnungen stammen. Die verwendeten Begriffe und der Aufbau der Tabellen sollten in dieser Verordnung zum besseren Verständnis und wegen der Übersichtlichkeit einheitlich gewählt werden.	
		1. Der Begriff "Spezifikation" ist in der Lebensmittelgesetzgebung nicht üblich und sollte in allen Anhängen einheitlich durch den Begriff "Anforderungen" ersetzt werden. In den bestehenden Anhängen 1 und 2 wird anstelle des Begriffes "Spezifikation" ebenfalls das Wort "Anforderungen" verwendet. Zudem wird in den Artikeln 5a bis 5i jeweils inden Absätzen 2 oder 3 mit folgendem Wortlaut auf die Anhänge verwiesen: "Es muss die Anforderungen nach Anhang xy erfüllen." Auch dort wird der Begriff "Anforderungen" aufgeführt.Durch die einheitliche Wortwahl werden die Angaben verständlicher.	1. In den Anhängen 3 bis 11 sei der Begriff "Spezifikation" durch den Begriff "Anfor-derungen" zu ersetzen.
		2. Manchmal heisst es "Peroxidzahl (PV)", manchmal "Peroxidwert (PW)". Zudem werden die Einheiten mit meq/kg und mit meq 02/kg angegeben, wobei es im bestehenden Anhang 2 heisst: "Peroxidzahl in meq 02/kg"	2. In den Anhängen 3 bis 11 seien stets der Begriff "Peroxidzahl" und die Einheit "meq 02/kg" zu verwenden.

Staatskanzlei des Kantons Zürich	Anhang 3	Bemerkung: Abweichungen zur EU-Gesetzgebung (vgl. 2009/752/EG): Bei Nahrungsergänzungsmitteln sollen in der Schweiz 250mg/Tagesration zugelassen werden, in der EU ist nur 200mg/Tagesration zugelassen. Zudem sind Backwaren und nichtalkoholische Getränke in der EU nicht als Verwendungszwecke aufgeführt. Diese Abweichungen sind aber nicht von grundlegender Relevanz und können so belassen werden.	
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	Generelle Bemerkungen	Da die Anforderungen und Daten für diese Verordnung aus unterschiedlichen Rechtstexten der Europäischen Union übernommen wurden, werden in den Anhängen unterschiedliche Begriffe für ein und dasselbe verwendet, was die Lesbarkeit massiv erschwert. Beispielhaft können die Peroxidzahl und die Höchstmengenangabe angeführt werden: Manchmal steht "Peroxidzahl (PV)", manchmal "Peroxidwert (PW)". Die Einheiten werden mit "meq/kg" und mit "meq 02/kg" angegeben. Für Höchstmengenangaben werden "höchstens", "max." "nicht mehr als" und "≤" aufgeführt. Die Anhänge müssen unbedingt von einer fachlich qualifizierten Person überarbeitet und vereinheitlicht werden. Der Begriff "Spezifikation" ist in der Lebensmittelgesetzgebung nicht üblich und wird in Lebensmittelindustrie und -handel abweichend verwendet. Anstelle von "Spezifikation" sollte - entsprechend den Verweisen in Art. 5a bis Art. 5i - der Begriff "Anforderung" verwendet werden. Der Begriff "neuartige Speiseöle" ist zu überdenken. Was heute neuartig ist, ist bald schon gängig. Der Begriff könnte beispielsweise durch "übrige Speiseöle" ersetzt werden analog der Verordnung über alkoholische Getränke.	
Staatskanzlei des Kantons Bern	Generelle Bemerkungen	Es wird begrüsst, dass die Qualitätsmerkmale von Olivenölen der EU angepasst werden. Sensorisch ungenügende "extra vergine" Olivenöle konnten in der Schweiz bisher nur auf der Basis eines zu hohen Säuregrades beanstandet werden, welcher relativ leicht manipuliert werden kann. Insbesondere die nützlichen Methyl- und Ethylester der Fettsäuren und die Sensorik konnten bisher nicht als Qualitätsmerkmale eingesetzt werden.	
Staatskanzlei des Kantons Bern	2.2	Die Definition „raffiniertes Olivenöl: durch Raffinieren von nativen Olivenölen, ausser Lampantöl, gewonnen“ ist falsch: Lampantöl ist sogar der wichtigste Rohstoff für raffiniertes Olivenöl.	„raffiniertes Olivenöl: durch Raffinieren von nativen Olivenölen, ausser Oliventresteröl, gewonnen“
Staatskanzlei des Kan-	2.2	Die Definition „Oliventresteröl: Verschnitt von raffiniertem Oliventresteröl mit nativen Olivenölen, ausser Lampantöl“ ist falsch: es besteht	Oliventresteröl: Verschnitt von raffiniertem Oliventresteröl mit nativen

tons Bern		kein Grund Lampantöl auszuschliessen.	Olivenölen.
Staatskanzlei des Kantons Bern	3.1	Die Streichung der Bezeichnung "schonend gedämpft" bringt ein altes Problem zurück: Die meisten "kalt gepressten" Sonnenblumen-, Distel oder andern Pflanzenöle sind schwach ausgedämpft, dürften also nicht mehr als kaltgepresst ausgelobt werden. Die Bezeichnung "schonend gedämpft" sollte also beibehalten werden. Literatur: Methoden zur Erkennung verfälschter Speiseöle, K. Grob, M. Biedermann, and M. Bronz, Mitt. Gebiete Lebensm. Hyg. 85 (1994) 340-350.	Bezeichnung “schonend gedämpft” beibehalten
Staatskanzlei des Kantons Bern	5f.4	Mit der Formulierung ist nicht eindeutig, ob das neuartige Speiseöl nur in Nahrungsergänzungsmittel eingesetzt werden darf. Eine Präzisierung mit der Bezeichnung „nur“ wäre eindeutiger.	Es darf als Lebensmittelzutat nur zur Verwendung in Nahrungsergänzungsmitteln in Verkehr gebracht werden.
Staatskanzlei des Kantons Bern	5f.5	Da das neuartige Speiseöl nur in Nahrungsergänzungsmittel eingesetzt werden darf, ist der Hinweis auf die Tagesration gemäss Anhang 3 Vess nicht aussagekräftig, da Kapseln etc. im Anhang 3 Vess nicht aufgeführt sind. Der Wortlaut des Kommissions-Entscheid ist vorzuziehen.	„Die in einer vom Hersteller als Tagesverzehrsmenge empfohlene Portionengrösse enthaltene maximale Menge an „Rapsöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen“ darf höchstens 1.5 g betragen“.
Staatskanzlei des Kantons Bern	5h.4	Mit der Formulierung ist nicht eindeutig, ob das neuartige Speiseöl nur in Nahrungsergänzungsmittel eingesetzt werden darf. Eine Präzisierung mit der Bezeichnung „nur“ wäre eindeutiger.	Es darf als Lebensmittelzutat nur zur Verwendung in Nahrungsergänzungsmitteln in Verkehr gebracht werden.
Staatskanzlei des Kantons Bern	5h.5	Da das neuartige Speiseöl nur in Nahrungsergänzungsmittel eingesetzt werden darf, ist der Hinweis auf die Tagesration gemäss Anhang 3 Vess nicht aussagekräftig, da Kapseln etc. im Anhang 3 Vess nicht aufgeführt sind. Der Wortlaut des Kommissions-Entscheid ist vorzuziehen.	„Die in einer vom Hersteller als Tagesverzehrsmenge empfohlene Portionengrösse enthaltene maximale Menge an „Maiskeimöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen“ darf höchstens 2.0 g betragen“.
Staatskanzlei des Kantons Bern	5i.3	Die Nennung des Einsatzes eines neuartigen Speiseöls in einer nicht umschriebenen Lebensmittelgruppe „Frühgeborenennahrung“ ist zu streichen. Entweder wird die Lebensmittelgruppe umschrieben oder die Angabe der Zulässigkeit einer Zutat gestrichen.	
Staatskanzlei des Kantons Bern	Anhang 3	Abweichungen zur EU-Gesetzgebung: Bei Nahrungsergänzungsmitteln werden 250mg/Tagesration (in EU 200mg/Tagesration) zugelassen. Zugabe zu Backwaren und nichtalkoholischen Getränken etc. nicht in EU Entscheid 2009/752/EG. Die Zulässigkeiten (Menge und Produktegruppe) gehen über EU Anforderungen hinaus. Kann aber akzeptiert werden.	
Verband der Kantons-	Generelle	Olivenöle	

chemiker der Schweiz (VKCS)	Bemerkungen	Es wird begrüsst, dass die Qualitätsmerkmale von Olivenölen der EU angepasst werden. Sensorisch ungenügende "extra vergine" Olivenöle konnten in der Schweiz bisher nur auf der Basis eines zu hohen Säuregrades beanstandet werden, welcher relativ leicht manipuliert werden kann (siehe Jahresbericht KLZH 2009). Insbesondere die nützlichen Methyl- und Ethylester der Fettsäuren und die Sensorik konnten bisher nicht als Qualitätsmerkmale eingesetzt werden. Die EU-Bestimmungen hinsichtlich der Olivenöle sind teilweise sehr kompliziert formuliert. Umso mehr ist darauf zu achten, dass sie sorgfältig übernommen werden, um Unterschiede und Interpretationsschwierigkeiten zu vermeiden (siehe Beispiele unten). Neuartige Speiseöle Der Begriff "neuartige Speiseöle" ist unglücklich gewählt und nicht opportun. Die Begründung dazu sowie Begriffsvorschläge werden unter Art. 1 Abs. 1 sowie Art. 2 aufgeführt. Bei einer Begriffsänderung wären folglich auch die Verweise in anderen Verordnungen auf diese Öle anzupassen (siehe Verordnung über Speziallebensmittel und Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln).	
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	1.1 g	"g. neuartige Speiseöle und Speisefette" Die neuartigen Speiseöle werden als letzte Gruppe hinter Salatsaucen und Rahmanalogen aufgeführt. Dies ist nicht angebracht, da nachher die neuartigen Speiseöle direkt nach den Speiseölen unter Abschnitt 2a umschrieben werden (Art. 5a bis 5i). Es sollte unter Art. 1 die gleiche Reihenfolge gewählt werden wie anschliessend bei den einzelnen Abschnitten. Die Angabe "und Speisefette" sollte gestrichen werden, weil nachher nur neuartige Speiseöle umschrieben werden und weil der Titel unter Abschnitt 2a auch nur "2a. Abschnitt: Neuartige Speiseöle" lautet. Es ist fraglich, ob es sinnvoll ist, eine Lebensmittelgruppe "neuartige Speiseöle" einzuführen (unabhängig von der Novel-Food-Verordnung). Einerseits werden die Speiseöle in 10, 20 Jahren nicht mehr als "neuartig" angesehen und andererseits wegen den Ausführungen unter Art. 2. Die Angabe "übrige Speisöle" wäre in diesem Sinne neutraler und würde analog der Verordnung über alkoholische Getränke gehandhabt. Dort hat man die Gruppe "übrige alkoholische Getränke". Auch bisherige gemäss Art. 5 der EG-Novel-Food-Verordnung Nr. 1997/258 notifizierte neuartige Lebensmittel wie Noni-Saft, D-Tagatose (Zuckerart) sowie Produkte mit Pflanzensterolen und Pflanzenstanolen werden im Schweizer Lebensmittelrecht auch nicht als "neuartiger Fruchtsaft", "neuartige Zuckerart" oder als "neuartige Speziallebensmittel" umschrieben.	Änderungsvorschlag: Die neue Gruppe sollte direkt nach dem Speiseöl aufgeführt werden, beispielsweise: "abis. Neuartige Speiseöle" Der Begriff "neuartige Speiseöle" ist generell zu überdenken. Er könnte beispielsweise durch "übrige Speiseöle" ersetzt werden analog der Verordnung über alkoholische Getränke. Siehe auch Ausführungen und Vorschlag unter Art. 2 (-> "Öle aus Mikroorganismen").

Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	2.2	Definition Speiseöl "Speiseöl ist Öl tierischen oder pflanzlichen Ursprungs, dessen vorwiegende Bestandteile die Glycerinester der natürlichen Fettsäuren sind. Es ist bei Raumtemperatur flüssig." Einige der unter dem "Abschnitt 2a: Neuartige Speiseöle" aufgeführten Öle fallen von der Definition her unter Art. 2 und sind in diesem Sinne nicht "neuartig" (wie raffiniertes Echiumöl, raffiniertes Allanblackia-Saatöl, Diacylglyceridöl pflanzlichen Ursprungs, Rapsöl und Maiskeimöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen). Aufgrund dieser allgemeinen Definition müssten die erwähnten "neuartigen Speiseöle" unter diesem Abschnitt erfasst werden und nicht unter dem "Abschnitt 2a: Neuartige Speiseöle". Falls diese unter dem Abschnitt "neuartige Speiseöle" oder einem unter einem anderen Titel erfasst werden sollen, so ist unseres Erachtens die Definition von Art. 2 so anzupassen, dass die erwähnten "neuartigen Speiseöle" nicht darunter fallen. Sonst führt dies zu einer Verletzung der Rechtsklarheit. Die vom BAG vorgeschlagene Unterscheidung zwischen "traditionellen" und "neuartigen Speiseölen" wird auch nicht als ideal angesehen. Die Begriffe könnten im Rahmen der Werbung missbraucht werden.	Variante 1 (Vorzug): Art. 2 unverändert beibehalten und die "neuartigen Speiseöle" (raffiniertes Echiumöl, raffiniertes Allanblackia-Saatöl, Diacylglyceridöl pflanzlichen Ursprungs, Rapsöl und Maiskeimöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen, Krillöl) unter dem "2. Abschnitt: Speiseöl" erfassen. Die verbleibenden "neuartigen Speiseöle" könnten in diesem Fall unter einem aussagekräftigeren Abschnittstitel wie "Speiseöle aus Mikroorganis¬men" zusammengefasst werden. Oder Variante 2: Definition von Art. 2 so anpassen, dass die erwähnten "neuartigen Speiseöle" nicht darunter fallen und die Rechtssituation entsprechend klar wird. Evtl. könnten die deutschen Leitsätze für Speisefette und Speiseöle als Grundlage für die Definition herbeigezogen werden (siehe Begriffsbestimmung unter 1.1.1). Je nach Änderung müsste unter Umständen auch Art. 6 (Definition Speisefette) angepasst werden.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	2.2	Der Einleitungssatz sollte mit "Oliventresteröl" ergänzt werden (entsprechend den EU-Bestimmungen).	Ergänzung: "Bei Olivenöl und Oliventresteröl werden folgende Kategorien unterschieden:"
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	2.2	"b. raffiniertes Olivenöl: durch Raffinieren von nativen Olivenölen, ausser Lampantöl, gewonnen". Die Definition entspricht nicht der EU-Verordnung Nr. 1234/2007 (Anhang XVI). Die Definition ist falsch: Lampantöl ist sogar der wichtigste Rohstoff für raffiniertes Olivenöl.	Anpassungsvorschlag entsprechend der EU-Ver-ord¬nung: "b. raffiniertes Olivenöl: durch Raffinieren von nativen Olivenölen gewon¬nen"
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	2.2	"c. Olivenöl: Verschnitt von raffiniertem und nativem Olivenöl, ausser Lampantöl". Da native Öle in drei Güteklassen eingeteilt werden, sollte "native Olivenöle" analog der EU-Verordnung Nr. 1234/2007 (Anhang XVI) geschrieben werden.	Anpassungsvorschlag entsprechend der EU-Ver-ordnung: "c. Olivenöl: Verschnitt von raffiniertem Olivenöl und nativen Olivenölen, ausser Lampantöl"
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	3.1	Es wird Bezug genommen auf Anhang 1a. Wieso kann Anhang 1a nicht zu Anhang 1 werden? Anhang 1 wird ja aufgehoben. Der Begriff "Merkmale" sollte einheitlich durch "Anforderungen" ersetzt werden analog Artikel 5a bis 5i jeweils die Absätze 2 oder 3. Eine einheitliche Wortwahl trägt zum besseren Verständnis bei.	Änderungsvorschläge: Anstatt auf Anhang 1a auf Anhang 1 verweisen. Den Begriff "Merkmale" durch "Anforderungen" er-setzen.

Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	übrige	Bezeichnung "schonend gedämpft" Die Streichung der Bezeichnung "schonend gedämpft" bringt ein altes Problem zurück: Die meisten "kalt gepressten" Sonnenblumen-, Distel oder andern Pflanzenöle sind schwach ausgedämpft, dürften also nicht mehr als kaltgepresst ausgelobt werden. Die Bezeichnung "schonend gedämpft" sollte also beibehalten werden. Literatur: Methoden zur Erkennung verfälschter Speiseöle, K. Grob, M. Biedermann, and M. Bronz, Mitt. Gebiete Lebensm. Hyg. 85 (1994) 340-350.	Bezeichnung “schonend gedämpft” sollte beibe-halten werden.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	3.3	Müsste hier nicht noch Oliventresteröl ergänzt werden?	Evtl. Ergänzung: "Speiseöl, mit Ausnahme von Olivenöl und Oliventresteröl, gilt als…".
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	3.3bis	Die gleichen Anpassungen wie unter Art. 3 Abs. 1bis aufgeführt worden sind, sollten auch hier vorgenommenen werden. Die Gründe gelten entsprechend.	Änderung wie: "Für Olivenöl gelten die Anforderungen nach Anhang 1 sowie folgende Bestimmungen:"
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	3a	Der Begriff "Oliventresteröl" ist im Titel und im Satz zu ergänzen, weil nach Art. 2 Abs. 2 Bst. f auch Oliventresteröl darunter fällt.	Ergänzung von "Oliventresteröl" im Titel und im Satz.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	4.1bis	Der Begriff "Oliventresteröl" ist zu ergänzen, weil nach Art. 2 Abs. 2 auch Oliventresteröl darunter fällt.	Ergänzung: "Als Sachbezeichnung für Olivenöle und Oliventresteröle nach Artikel 2 Absatz 2 müssen die dort vorgesehenen Kategorienbezeichnungen verwendet werden".
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	4.2bis	Bei diesem Absatz geht es nicht um die Sachbezeichnung, sondern um die Bilder oder grafischen Darstellungen im Zusammenhang mit Olivenöl bei Speiseölmischungen. Deshalb sollte dieser Absatz nicht unter Art. 4 (Sachbezeichnung), sondern im Art. 5 (übrige Kennzeichnung) aufgeführt werden. Sinnvollerweise in Art. 5 vor dem Absatz 7. Gibt es hier nicht inhaltliche Unterschiede zur EU? Speiseölmischungen nach Art. 4 Abs. 2 können auch tierische Öle (wie Fischöl) enthalten. Dies im Gegensatz zur EU-Definition (-> Mischung von Pflanzenölen mit Olivenöl). Auch in Art. 4 Abs. 2ter wird auf Art. 4 Abs. 2 verwiesen.	Es wäre passender, wenn dieser Absatz unter Art. 5 vor dem Abs. 7 aufgeführt würde (auch in den EU-Bestimmungen erfolgt dies im gleichen Artikel). Der Absatz ist hinsichtlich EU-Konformität nochmals zu überprüfen.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	4.2ter	Dieser Absatz wird ungefähr von der EU-Verordnung Nr. 29/2012 (Art. 6 Abs. 3) übernommen. Art. 6 Abs. 3 der EU-Verordnung Nr. 29/2012 gilt sinn-gemäss auch für Art. 6 Abs. 2 der EU-Verordnung (-> entspricht in etwa Art. 5 Abs. 7 Schweizer Recht). Art. 4 Abs. 2ter müsste sich analog der EU-Bestimmung (wenn diese übernommen werden soll) auch auf den vorgesehenen Art. 5 Abs. 7	Der Absatz ist hinsichtlich EU-Konformität noch-mals zu überprüfen und wo nötig anzupassen.

		be-ziehen, was nicht erfolgte.	
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	5.4	Der Begriff "Oliventresteröl" ist zu ergänzen, weil nach Art. 2 Abs. 2 Bst. f auch Oliventresteröl darunter fällt und weil nachher auch Oliventresteröl aufgeführt wird. Der Begriff "unverwischbar" kann sicher gestrichen werden, da ja alle Kennzeichnungs¬angaben nach Art. 31 Abs. 2 LGV in leicht lesbarer und unverwischbarer Schrift angegeben werden müssen.	Ergänzung: "Olivenöl und Oliventresteröl nach Artikel 2…". Streichen des Begriffes "unverwischbar".
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	5.5	"…, wenn sie auf den Ergebnissen einer in Anhang XII der Verordnung (EWG) Nr. 2568/91 vorgesehenen Analysemethode basieren." Die Begriffe, welche für die Beschreibung des Geschmacks und Geruchs im Rahmen der Kennzeichnung verwendet werden dürfen, werden nur in der EU-Verordnung (Anhang XII Ziffer 3.3) aufgeführt. Sie sollten auch hier erfasst werden.	Änderung: "…, wenn sie auf den Ergebnissen einer in Anhang XII der Verordnung (EWG) Nr. 2568/91 vorgesehenen organoleptischen Prüfung basieren." Die Begriffe, die für die Beschreibung des Ge-schmacks und Geruchs verwendet werden dürfen, sollten hier angegeben werden.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	5.6	Die Angabe des Säuregehalts ist gemäss Art. 5 der EU-Verordnung Nr. 29/2012 (siehe Einleitungssatz) nicht nur bei Olivenöl, sondern auch bei Oliventresteröl zulässig .	Ergänzung: "Die Angabe des Säuregehalts bzw. des Säurehöchstgehalts bei Olivenöl und Oliventrester¬öl nach Artikel 2 Absatz 2 Buchstabe a Ziffer 1 und 2, Buchstaben c und f…."
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	5.7	Der Absatz stammt ansatzweise von der EU-Verordnung Nr. 29/2012 (Art. 6 Abs. 2). Falls diese Bestimmung wirklich vollständig übernommen werden muss (was langsam aber sicher unsinnig wird -> man hat doch Art. 9, 10 LKV zur mengenmässigen Angabe von Zutaten), so sollten die Angaben präziser übernommen werden, damit keine Unterschiede und Interpretations-schwierigkeiten entstehen. Würde man Art. 6 Abs. 2 der EU-Verordnung Nr. 29/2012 übernehmen, so müsste sich dieser Absatz auf Olivenöle und Oliventresteröl nach Artikel 2 Absatz 2 Buchstabe a Ziffer 1 und 2, Buchstaben c und f dieser Verordnung beziehen. Wird beim rechten Änderungsvorschlag nicht berücksichtigt.	Änderung wie: "… in anderen Lebensmitteln als Speise-ölmischungen nach Art. 4 Abs. 2 hingewiesen, so muss unmittelbar nach der Sachbezeichnung des Lebensmittels der Anteil der … Von diesen Bestimmungen ausgenommen sind Thunfisch in Olivenöl und Sardinen in Olivenöl." Der Absatz ist hinsichtlich EU-Konformität noch-mals zu überprüfen und entsprechend anzupassen.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	übrige	Definition Speiseöl "Speiseöl ist Öl tierischen oder pflanzlichen Ursprungs, dessen vorwiegende Bestandteile die Glycerinester der natürlichen Fettsäuren sind. Es ist bei Raumtemperatur flüssig." Einige der unter dem "Abschnitt 2a: Neuartige Speiseöle" aufgeführten Öle fallen von der Definition her unter Art. 2 und sind in diesem Sinne nicht "neuartig" (wie raffiniertes Echiumöl, raffiniertes Allanblackia-Saatöl, Diacylglyceridöl pflanzlichen Ursprungs, Rapsöl und Maiskeimöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen). Aufgrund dieser allgemeinen Definition müssten die erwähnten "neuarti-	Variante 1 (Vorzug): Art. 2 unverändert beibehalten und die "neuartigen Speiseöle" (raffiniertes Echiumöl, raffiniertes Allanblackia-Saatöl, Diacylglyceridöl pflanzlichen Ursprungs, Rapsöl und Maiskeimöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen, Krillöl) unter dem "2. Abschnitt: Speiseöl" erfassen. Die verbleibenden "neuartigen Speiseöle" könnten in diesem Fall unter einem aussagekräftigeren Abschnittstitel wie "Speiseöle aus Mikroorganis¬men" zusammengefasst werden.

		gen Speiseöle" unter diesem Abschnitt erfasst werden und nicht unter dem "Abschnitt 2a: Neuartige Speiseöle". Falls diese Öle unter dem Abschnitt "neuartige Speiseöle" oder unter einem anderen Titel erfasst werden sollen, so ist unseres Erachtens die Definition von Art. 2 so anzupassen, dass die erwähnten "neuartigen Speiseöle" nicht darunter fallen. Sonst führt dies zu einer Verletzung der Rechtsklarheit. Die vom BAG vorgeschlagene Unterscheidung zwischen "traditionellen" und "neuartigen Speiseölen" wird auch nicht als ideal angesehen. Die Begriffe könnten im Rahmen der Werbung missbraucht werden. Der Interpre-tationsspielraum dieser Begriffe ist sehr gross.	Oder Variante 2: Definition von Art. 2 so anpassen, dass die erwähnten "neuartigen Speiseöle" nicht darunter fallen und die Rechtssituation entsprechend klar wird. Evtl. könnten die deutschen Leitsätze für Speisefette und Speiseöle als Grundlage für die Definition herbeigezogen werden (siehe Begriffsbestimmung unter 1.1.1). Je nach Änderung müsste unter Umständen auch Art. 6 (Definition Speisefette) angepasst werden.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	5a.1	In den ersten beiden Sätzen steht, dass Krillöl durch Acetonextraktion gewonnen wird. Die doppelte Aufführung dieser Angabe ist nicht nötig. Wir schlagen vor, im ersten Satz nicht auf die Acetonextraktion einzugehen.	Anpassungsvorschlag: "Krillöl ist ein … Lipidextrakt aus ….".
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	5b.1	Im Gegensatz zum EG-Kommissionsentscheid Nr. 2003/427/EG wird im EG-Kommissionsentscheid Nr. 2009/778/EG in der Sachbezeichnung "DHA-reich" nicht mehr erwähnt. Hat dies einen speziellen Grund?	Die Sachbezeichnung sollte im Hinblick auf den EG-Kommissionsentscheid Nr. 2009/778/EG noch-mals über¬prü¬ft werden.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	5d.1	Lateinische Gattungs- und Artnamen (wie A. floribunda) einheitlich kursiv schreiben analog Art. 5a bis 5c.	Lateinische Namen einheitlich kursiv schreiben.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	5e.3	"Es darf als Lebensmittel zur Verwendung in… Getränken, die als Ersatz für eine oder mehrere Mahlzeiten am Tag angeboten werden,…". Wird beim Getränk eine Mahlzeit für eine gewichtskontrollierende Ernährung und/oder ein diätetisches Lebensmittel für besondere medizinische Zwecke gemeint? Es ist nicht klar. Die Angabe muss entsprechend präzisiert werden. Die Angabe ist so zu formulieren, dass eine klare Zuordnung zur in der Schweiz geregelten Lebensmittelgruppe gemacht werden kann. Lateinische Namen (wie Brassica cempetris) einheitlich kursiv schreiben analog Art. 5a bis 5c.	Präzisierung der Angabe beim Getränk. Falls es sich nur um eine "Mahlzeit für eine gewichtskontrollierende Ernährung" handelt, ist beispielsweise folgende Ergänzung angebracht: "… Getränken für eine gewichtskontrollierende Ernährung, die als Ersatz für eine oder mehrere Mahlzeiten am Tag angeboten werden…". Lateinische Namen einheitlich kursiv schreiben.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	5f.4	Mit der Formulierung ist nicht eindeutig, ob das neuartige Speiseöl nur in Nahrungsergänzungsmitteln eingesetzt werden darf oder nicht. Eine Präzisierung mit der Bezeichnung "nur" wäre eindeutiger.	Ergänzung: zum besseren Verständnis: "Es darf als Lebensmittelzutat nur zur Verwendung in Nahrungsergänzungsmitteln in den Verkehr gebracht werden."

Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	5f.5	Weil das neuartige Speiseöl nur in Nahrungsergänzungsmitteln eingesetzt werden darf, ist der Hinweis auf die Tagesration gemäss Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe meistens nicht aussagekräftig, da Kapseln etc. im Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe nicht aufgeführt sind. Die Angabe ist deshalb anzupassen.	Ergänzung wie: "Die maximale Menge an Rapsöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen in einer Tagesration gemäss Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe oder in einer vom Hersteller als empfohlene Tagesration darf höchstens 1,5 g betragen. Oder "… oder in einer vom Hersteller als Tagesration empfohlenen Verzehrsmenge…"
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	5h.4	Mit der Formulierung ist nicht eindeutig, ob das neuartige Speiseöl nur in Nahrungsergänzungsmitteln eingesetzt werden darf oder nicht. Eine Präzisierung mit der Bezeichnung "nur" wäre eindeutiger.	Ergänzung: "Es darf als Lebensmittelzutat nur zur Verwendung in Nahrungsergänzungsmitteln in den Verkehr gebracht werden."
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	5h.5	Weil das neuartige Speiseöl nur in Nahrungsergänzungsmitteln eingesetzt werden darf, ist der Hinweis auf die Tagesration gemäss Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe meistens nicht aussagekräftig, da Kapseln etc. im Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe nicht aufgeführt sind. Die Angabe ist deshalb anzupassen.	Ergänzung wie: "Die maximale Menge an Maiskeimöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen in einer Tagesration gemäss Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe oder in einer vom Hersteller empfohlenen Tagesration darf höchstens 2,0 g betragen." "… oder in einer vom Hersteller als Tagesration empfohlenen Verzehrsmenge…"
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	5i.3	Absatz 3 Die Nennung des Einsatzes eines neuartigen Speiseöls in einer nach Art. 5 LGV nicht umschriebenen Lebensmittelgruppe ("Frühgeborenennahrung") ist zu streichen. Die Angabe ist nicht angebracht und auch nicht nötig, weil dies im Rahmen des Bewilligungs¬verfahrens der neuartigen "Frühgeborenen-nahrung" ohnehin beurteilt wird. Entweder wird die Lebensmittelgruppe in der Verordnung über Spezial-lebensmittel umschrieben, oder die Angabe der Zulässigkeit der Zutat ge-strichen. Absatz 4 Das Eingehen auf die Frühgeborenennahrung ist auch hier aufgrund von Art. 5 LGV eigentlich gar nicht nötig, da eine Beurteilung im Rahmen des Bewilligungsverfahrens ohnehin stattfindet. Ein Verweis dieser Art würde nach unseren Kenntnissen zum ersten Mal im Schweizer Recht stattfinden.	Absatz 3: Die Lebensmittelgruppe ("Frühgeborenennahrung") ist zu streichen. Absatz 4: Es wird empfohlen, den Teil betreffend Frühge-borenennahrung ebenfalls zu streichen.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Anhang 1a	Anhang 1 wird aufgehoben. Von daher könnte der neu vorgesehene Anhang 1a als Anhang 1 bezeichnet werden. Titel: "Merkmale von Olivenölen" Anstelle des oben erwähnten Titels sollte analog Anhang 2 der Titel	Anpassungsvorschläge: Den Anhang 1a als Anhang 1 bezeichnen. Den Titel "Anforderungen an Olivenöle" nennen.

		"Anforderungen an Olivenöle" heissen.	
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Anhang 3	Die Begriffe (wie Spezifikation, Merkmal, Test, Stoff, Parameter etc.) werden uneinheitlich gewählt, weil die Daten aus verschiedenen EU-Verordnungen stammen. Die verwendeten Begriffe und der Aufbau der Tabellen sollten in dieser Verordnung zum besseren Verständnis und wegen der Übersichtlichkeit einheitlich gewählt werden.	Bei den Anhängen 3 bis 11 berücksichtigen:
		Begriff "Spezifikation" Das Wort "Spezifikation" ist in der Lebensmittelgesetzgebung nicht üblich. Der Begriff "Spezifikation" sollte in allen Anhängen einheitlich durch den Begriff "Anforderungen" ersetzt werden. In den bestehenden Anhängen 1 und 2 wird anstelle des Begriffes "Spezifikation" ebenfalls das Wort "Anforderungen" verwendet. Zudem wird unter den Artikeln 5a bis 5i jeweils unter dem Absatz 2 oder 3 mit folgendem Wortlaut auf die Anhänge verwiesen: "Es muss die Anforderungen nach Anhang xy erfüllen." Auch dort wird der Begriff "Anforderungen" aufgeführt. Durch die einheitliche Wortwahl werden die Angaben verständlicher.	Begriff "Spezifikation" In den Anhängen 3 bis 11 generell den Begriff "Spezifikation" durch den üblichen Begriff "Anfor-derungen" ersetzen (analog den aktuellen Anhän¬gen 1 und 2).
		Peroxidzahl Manchmal steht "Peroxidzahl (PV)", manchmal "Peroxidwert (PW)". Die Einheiten werden mit meq/kg und mit meq 02/kg angegeben. Im bestehenden Anhang 2 steht: "Peroxidzahl in meq 02/kg"	Peroxidzahl In den Anhängen 3 bis 11 einheitlich den Begriff "Peroxidzahl" und die Einheit mit "meq 02/kg" angeben (analog bestehendem Anhang 2).
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Anhang 3	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" siehe oben unter Anhänge 3 bis 11.	Tabellenüberschrift der ersten Tabelle (-> Test, Spezifikation) streichen.
		Abweichungen zur EU-Gesetzgebung: Bei Nahrungsergänzungsmitteln werden 250 mg/Tagesration (in EU 200 mg/Tagesration) zugelassen. Da die Tagesration für Nahrungsergänzungsmittel im Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe nicht aufgeführt ist, wäre die Ergänzung wie "Tagesration gemäss Herstellerempfehlung" analog des EG-Kommissionsentscheids Nr. 2009/752/EG angebracht. Zugaben zu Backwaren und nichtalkoholischen Getränken etc. werden im EU-Kommissionsentscheid nicht in aufgeführt. Die Zuläs¬sigkeiten (Menge und Produktegruppe) gehen über die EU-Anforderungen hinaus. Kann aber akzeptiert werden.	Ergänzung der Tabelle "Verwendungszwecke" unter Nahrungsergänzungsmittel im Sinne von: "250 mg/Tagesration gemäss Herstellerempfeh¬lung" Höchstmenge Tagesration überprüfen.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz	Anhang 4	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen.	Tabellenüberschrift der ersten Tabelle (-> Test, Spezifikation) streichen. Den Wortlaut "nicht mehr als" sollte durch einen anderen in den

(VKCS)		Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" sowie einheitliche Darstellung bezüglich Peroxidzahl siehe oben unter Anhänge 3 bis 11. Die Verwendungszwecke dieses DHA-reichen Öles sind nicht vollständig (Integration des EG-Kommissionsentscheids Nr. 2009/778/EG fehlt). Die Anwendungenen des Öls bei Backwaren (Brot und Brötchen), Müeslirigel und nichtalkoholischen Getränken (einschliesslich Getränke auf Milchbasis) fehlen. Da die Tagesration für Nahrungsergänzungsmittel im Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe nicht aufgeführt ist, wäre die Ergänzung wie "Tagesration gemäss Hersteller¬empfehlung" analog des EG-Kommissionsentscheids Nr. 2009/752/EG angebracht.	Anhängen verwendeten Wortlaut (wie "höchstens" oder "max.") ersetzt werden. Entsprechend ist auch der Wortlaut "nicht weniger als" durch "mindestens" zu ersetzen. Verwendungszwecke des Kommissionsentscheids Nr. 2009/778/EG aufführen: Backwaren (Brot und Brötchen), Müsliriegel und nichtalkoholische Getränke (einschliesslich Getränke auf Milchbasis). Ergänzung der Tabelle "Verwendungszwecke" unter Nahrungsergänzungsmittel im Sinne von: "200 mg/Tagesration gemäss Herstellerempfeh¬lung"
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Anhang 5	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" siehe oben unter Anhänge 3 bis 11. Da die Tagesration für Nahrungsergänzungsmittel im Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe nicht aufgeführt ist, wäre die Ergänzung wie "Tagesration gemäss Hersteller¬empfehlung" analog des EU-Kommissionsentscheids Nr. 2009/752/EG angebracht. Bezeichnung der Lebensmittelgruppen entsprechend der in der Schweiz verwendeten Sachbezeichnungen angeben.	Tabellenüberschrift der ersten Tabelle (-> Test, Spezifikation) streichen. Bei der Tabellenüberschrift der zweiten Tabelle den Begriff "Höchstgehalt" durch "Höchstmenge" ersetzen (analog Anhang 3 und 4). Ergänzung der Tabelle "Verwendungszwecke" unter Nahrungsergänzungsmittel im Sinne von: "500 mg/Tagesration gemäss Herstellerempfeh¬lung" Anstelle der Bezeichnung "Dressing" die Sachbezeichnung "Salatsauce" nach Art. 16 auf-führen.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Anhang 6	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" sowie einheitliche Darstellung bezüglich Peroxidzahl siehe oben unter Anhänge 3 bis 11.	Beim Titel den Wortlaut "Spezifikation von" streichen. Neuer Titel: "Raffiniertes Allanblackia-Saatöl" Alle Parameter in einer Tabelle erfassen. Die Tabellentitel "Fettsäurezusammensetzung" und "Merkmale" weglassen. Als Tabellentitel nur noch den Begriff "Anforderungen" aufführen.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Anhang 7	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" sowie einheitliche Darstellung bezüglich Peroxidzahl siehe oben unter Anhänge 3 bis 11.	Tabellenüberschrift (-> Stoff/Parameter, Gehalt) strei¬chen.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz	Anhang 8	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen	Alle Parameter in einer Tabelle erfassen. Als Tabellentitel nur noch den Begriff "Anforderungen" aufführen.

(VKCS)		vorzu¬nehmen. Die Säurezahl, Peroxidzahl, Eisen, Kupfer und polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe sowie Benzo(a)pyren werden in der Tabelle unter dem Tabellentitel "Fettsäuren in Triglyceriden" aufgeführt. Die erwähnten Parameter sind keine Fettsäuren. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" siehe oben unter Anhänge 3 bis 11.	Tabellendarstellung analog Anhang 7 oder entsprechend der übersichtlichen Darstellung von Anhang des EG-Kommissionsentscheids Nr. 2006/722/EG.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Anhang 9	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" sowie einheitliche Darstellung bezüglich Peroxidzahl siehe oben unter Anhänge 3 bis 11.	Bei der Tabellenüberschrift der zweiten Tabelle den Begriff "Höchstgehalt" durch "Höchstmenge" ersetzen (analog Anhang 3 und 4).
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Anhang 10	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen. Die Säurezahl, Peroxidzahl, Eisen, Kupfer und polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe sowie Benzo(a)pyren werden in der Tabelle unter dem Tabellentitel "Fettsäuren in Triglyceriden" aufgeführt. Die erwähnten Parameter sind keine Fettsäuren. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" sowie einheitliche Darstellung bezüglich Peroxidzahl siehe oben unter Anhänge 3 bis 11.	Alle Parameter in einer Tabelle erfassen. Als Tabellentitel nur noch den Begriff "Anforderungen" aufführen. Tabellendarstellung analog Anhang 7 oder entsprechend der übersichtlichen Darstellung von Anhang des EG-Kommissionsentscheids Nr. 2006/723/EG.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	übrige	2a Abschnitt: Titel: Neuartige Speiseöle Der Begriff "neuartige Speiseöle" ist nicht opportun. Begründung siehe unter Art. 1 sowie Art. 2.	Vorschläge siehe unter Art. 1 und Art. 2.
Chancellerie d'Etat du Canton de Genève	Generelle Bemerkungen	Articles 2 à 5 et annexe 1 Nous relevons le développement important de la partie de l'ordonnance consacrée à l'huile d'olive, modifications basées sur de nombreuses réglementations de l'UE. Remarque identique concernant les nouvelles huiles comestibles	
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Generelle Bemerkungen	Olivenöle Es wird begrüsst, dass die Qualitätsmerkmale von Olivenölen der EU angepasst werden. Sensorisch ungenügende "extra vergine" Olivenöle konnten in der Schweiz bisher nur auf der Basis eines zu hohen Säuregrades beanstandet werden, welcher relativ leicht manipuliert werden kann (siehe Jahresbericht KLZH 2009). Insbesondere die nützlichen Methyl- und Ethylester der Fettsäuren und die Sensorik konnten bisher nicht als Qualitätsmerkmale eingesetzt werden. Die EU-Bestimmungen hinsichtlich der Olivenöle sind teilweise sehr	

		kompliziert formuliert. Umso mehr ist darauf zu achten, dass sie sorgfältig übernommen werden, um Unterschiede und Interpretationsschwierigkeiten zu vermeiden (siehe Beispiele unten). Neuartige Speiseöle Der Begriff "neuartige Speiseöle" ist unglücklich gewählt und nicht opportun. Die Begründung dazu sowie Begriffsvorschläge werden unter Art. 1 Abs. 1 sowie Art. 2 aufgeführt. Bei einer Begriffsänderung wären folglich auch die Verweise in anderen Verordnungen auf diese Öle anzupassen (siehe Verordnung über Speziallebensmittel und Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln).	
Staatskanzlei des Kantons Aargau	1.1 g	"g. neuartige Speiseöle und Speisefette" Die neuartigen Speiseöle werden als letzte Gruppe hinter Salatsaucen und Rahmanalogen aufgeführt. Dies ist nicht angebracht, da nachher die neuartigen Speiseöle direkt nach den Speiseölen unter Abschnitt 2a umschrieben werden (Art. 5a bis 5i). Es sollte unter Art. 1 die gleiche Reihenfolge gewählt werden wie anschliessend bei den einzelnen Abschnitten. Die Angabe "und Speisefette" sollte gestrichen werden, weil nachher nur neuartige Speiseöle umschrieben werden und weil der Titel unter Abschnitt 2a auch nur "2a. Abschnitt: Neuartige Speiseöle" lautet. Es ist fraglich, ob es sinnvoll ist, eine Lebensmittelgruppe "neuartige Speiseöle" einzuführen (unabhängig von der Novel-Food-Verordnung). Einerseits werden die Speiseöle in 10, 20 Jahren nicht mehr als "neuartig" angesehen und andererseits wegen den Ausführungen unter Art. 2. Die Angabe "übrige Speisöle" wäre in diesem Sinne neutraler und würde analog der Verordnung über alkoholische Getränke gehandhabt. Dort hat man die Gruppe "übrige alkoholische Getränke". Auch bisherige gemäss Art. 5 der EG-Novel-Food-Verordnung Nr. 1997/258 notifizierte neuartige Lebensmittel wie Noni-Saft, D-Tagatose (Zuckerart) sowie Produkte mit Pflanzensterolen und Pflanzenstanolen werden im Schweizer Lebensmittelrecht auch nicht als "neuartiger Fruchtsaft", "neuartige Zuckerart" oder als "neuartige Speziallebensmittel" umschrieben.	Änderungsvorschlag: Die neue Gruppe sollte direkt nach dem Speiseöl aufgeführt werden, beispielsweise: "abis. Neuartige Speiseöle" Der Begriff "neuartige Speiseöle" ist generell zu überdenken. Er könnte beispielsweise durch "übrige Speiseöle" ersetzt werden analog der Verordnung über alkoholische Getränke. Siehe auch Ausführungen und Vorschlag unter Art. 2 (-> "Öle aus Mikroorganismen").
Staatskanzlei des Kantons Aargau	2.2	Definition Speiseöl "Speiseöl ist Öl tierischen oder pflanzlichen Ursprungs, dessen vorwiegende Bestandteile die Glycerinester der natürlichen Fettsäuren sind. Es ist bei Raumtemperatur flüssig." Einige der unter dem "Abschnitt 2a: Neuartige Speiseöle" aufgeführten Öle fallen von der Definition her unter Art. 2 und sind in diesem Sinne nicht "neuartig" (wie raffiniertes Echiumöl, raffiniertes Allanblackia-Saatöl, Diacylglyceridöl pflanzlichen Ursprungs, Rapsöl und Maiskeimöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen). Auf-	Variante 1 (Vorzug): Art. 2 unverändert beibehalten und die "neuartigen Speiseöle" (raffiniertes Echiumöl, raffiniertes Allanblackia-Saatöl, Diacylglyceridöl pflanzlichen Ursprungs, Rapsöl und Maiskeimöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen, Krillöl) unter dem "2. Abschnitt: Speiseöl" erfassen. Die verbleibenden "neuartigen Speiseöle" könnten in diesem Fall unter einem aussagekräftigeren Abschnittstitel wie "Speiseöle aus

		grund dieser allgemeinen Definition müssten die erwähnten "neuartigen Speiseöle" unter diesem Abschnitt erfasst werden und nicht unter dem "Abschnitt 2a: Neuartige Speiseöle". Falls diese unter dem Abschnitt "neuartige Speiseöle" oder einem unter einem anderen Titel erfasst werden sollen, so ist unseres Erachtens die Definition von Art. 2 so anzupassen, dass die erwähnten "neuartigen Speiseöle" nicht darunter fallen. Sonst führt dies zu einer Verletzung der Rechtsklarheit. Die vom BAG vorgeschlagene Unterscheidung zwischen "traditionellen" und "neuartigen Speiseölen" wird auch nicht als ideal angesehen. Die Begriffe könnten im Rahmen der Werbung missbraucht werden.	Mikroorganis¬men" zusammengefasst werden. Oder Variante 2: Definition von Art. 2 so anpassen, dass die erwähnten "neuartigen Speiseöle" nicht darunter fallen und die Rechtssituation entsprechend klar wird. Evtl. könnten die deutschen Leitsätze für Speisefette und Speiseöle als Grundlage für die Definition herbeigezogen werden (siehe Begriffsbestimmung unter 1.1.1). Je nach Änderung müsste unter Umständen auch Art. 6 (Definition Speisefette) angepasst werden.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	2.2	Der Einleitungssatz sollte mit "Oliventresteröl" ergänzt werden (entsprechend den EU-Bestimmungen).	Ergänzung: "Bei Olivenöl und Oliventresteröl werden folgende Kategorien unter¬schieden:"
Staatskanzlei des Kantons Aargau	2.2	"b. raffiniertes Olivenöl: durch Raffinieren von nativen Olivenölen, ausser Lampantöl, gewonnen". Die Definition entspricht nicht der EU-Verordnung Nr. 1234/2007 (Anhang XVI). Die Definition ist falsch: Lampantöl ist sogar der wichtigste Rohstoff für raffiniertes Olivenöl.	Anpassungsvorschlag entsprechend der EU-Ver-ord¬nung: "b. raffiniertes Olivenöl: durch Raffinieren von nativen Olivenölen gewon¬nen"
Staatskanzlei des Kantons Aargau	2.2	"c. Olivenöl: Verschnitt von raffiniertem und nativem Olivenöl, ausser Lampantöl". Da native Öle in drei Güteklassen eingeteilt werden, sollte "native Olivenöle" analog der EU-Verordnung Nr. 1234/2007 (Anhang XVI) geschrieben werden.	Anpassungsvorschlag entsprechend der EU-Ver-ordnung: "c. Olivenöl: Verschnitt von raffiniertem Olivenöl und nativen Olivenölen, ausser Lampantöl"
Staatskanzlei des Kantons Aargau	3.1	Es wird Bezug genommen auf Anhang 1a. Wieso kann Anhang 1a nicht zu Anhang 1 werden? Anhang 1 wird ja aufgehoben. Der Begriff "Merkmale" sollte einheitlich durch "Anforderungen" ersetzt werden analog Artikel 5a bis 5i jeweils die Absätze 2 oder 3. Eine einheitliche Wortwahl trägt zum besseren Verständnis bei.	Änderungsvorschläge: Anstatt auf Anhang 1a auf Anhang 1 verweisen. Den Begriff "Merkmale" durch "Anforderungen" er-setzen.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	übrige	Bezeichnung "schonend gedämpft" Die Streichung der Bezeichnung "schonend gedämpft" bringt ein altes Problem zurück: Die meisten "kalt gepressten" Sonnenblumen-, Distel oder andern Pflanzenöle sind schwach ausgedämpft, dürften also nicht mehr als kaltgepresst ausgelobt werden. Die Bezeichnung "schonend gedämpft" sollte also beibehalten werden. Literatur: Methoden zur Erkennung verfälschter Speiseöle, K. Grob, M. Biedermann, and M. Bronz, Mitt. Gebiete Lebensm. Hyg. 85 (1994) 340-350.	Bezeichnung “schonend gedämpft” sollte beibe-halten werden.

Staatskanzlei des Kantons Aargau	3.3	Müsste hier nicht noch Oliventresteröl ergänzt werden?	Evtl. Ergänzung: "Speiseöl, mit Ausnahme von Olivenöl und Oliventresteröl, gilt als…".
Staatskanzlei des Kantons Aargau	3.3bis	Die gleichen Anpassungen wie unter Art. 3 Abs. 1bis aufgeführt worden sind, sollten auch hier vorgenommenen werden. Die Gründe gelten entsprechend.	Änderung wie: "Für Olivenöl gelten die Anforderungen nach Anhang 1 sowie folgende Bestimmungen:"
Staatskanzlei des Kantons Aargau	3a	Der Begriff "Oliventresteröl" ist im Titel und im Satz zu ergänzen, weil nach Art. 2 Abs. 2 Bst. f auch Oliventresteröl darunter fällt.	Ergänzung von "Oliventresteröl" im Titel und im Satz.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	4.1bis	Der Begriff "Oliventresteröl" ist zu ergänzen, weil nach Art. 2 Abs. 2 auch Oliventresteröl darunter fällt.	Ergänzung: "Als Sachbezeichnung für Olivenöle und Oliventresteröle nach Artikel 2 Absatz 2 müssen die dort vorgesehenen Kategorienbezeichnungen verwendet werden".
Staatskanzlei des Kantons Aargau	4.2bis	Bei diesem Absatz geht es nicht um die Sachbezeichnung, sondern um die Bilder oder grafischen Darstellungen im Zusammenhang mit Olivenöl bei Speiseölmischungen. Deshalb sollte dieser Absatz nicht unter Art. 4 (Sachbezeichnung), sondern im Art. 5 (übrige Kennzeichnung) aufgeführt werden. Sinnvollerweise in Art. 5 vor dem Absatz 7. Gibt es hier nicht inhaltliche Unterschiede zur EU? Speiseölmischungen nach Art. 4 Abs. 2 können auch tierische Öle (wie Fischöl) enthalten. Dies im Gegensatz zur EU-Definition (-> Mischung von Pflanzenölen mit Olivenöl). Auch in Art. 4 Abs. 2ter wird auf Art. 4 Abs. 2 verwiesen.	Es wäre passender, wenn dieser Absatz unter Art. 5 vor dem Abs. 7 aufgeführt würde (auch in den EU-Bestimmungen erfolgt dies im gleichen Artikel). Der Absatz ist hinsichtlich EU-Konformität nochmals zu überprüfen.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	4.2ter	Dieser Absatz wird ungefähr von der EU-Verordnung Nr. 29/2012 (Art. 6 Abs. 3) übernommen. Art. 6 Abs. 3 der EU-Verordnung Nr. 29/2012 gilt sinn-gemäss auch für Art. 6 Abs. 2 der EU-Verordnung (-> entspricht in etwa Art. 5 Abs. 7 Schweizer Recht). Art. 4 Abs. 2ter müsste sich analog der EU-Bestimmung (wenn diese übernommen werden soll) auch auf den vorgesehenen Art. 5 Abs. 7 be-ziehen, was nicht erfolgte.	Der Absatz ist hinsichtlich EU-Konformität noch-mals zu überprüfen und wo nötig anzupassen.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	5.4	Der Begriff "Oliventresteröl" ist zu ergänzen, weil nach Art. 2 Abs. 2 Bst. f auch Oliventresteröl darunter fällt und weil nachher auch Oliventresteröl aufgeführt wird. Der Begriff "unverwischbar" kann sicher gestrichen werden, da ja alle Kennzeichnungs¬angaben nach Art. 31 Abs. 2 LGV in leicht lesbarer und unverwischbarer Schrift angegeben werden müssen.	Ergänzung: "Olivenöl und Oliventresteröl nach Artikel 2…". Streichen des Begriffes "unverwischbar".

Staatskanzlei des Kantons Aargau	5.5	Die Begriffe, welche für die Beschreibung des Geschmacks und Geruchs im Rahmen der Kennzeichnung verwendet werden dürfen, werden nur in der EG-Verordnung Nr. 2568/91 (Anhang XII Ziffer 3.3) aufgeführt. Sie sollten auch hier erfasst werden.	Die Begriffe, die für die Beschreibung des Ge-schmacks und Geruchs verwendet werden dürfen, sollten hier angegeben werden.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	5.6	Die Angabe des Säuregehalts ist gemäss Art. 5 der EU-Verordnung Nr. 29/2012 (siehe Einleitungssatz) nicht nur bei Olivenöl, sondern auch bei Oliventresteröl zulässig .	Ergänzung: "Die Angabe des Säuregehalts bzw. des Säurehöchstgehalts bei Olivenöl und Oliventrester¬öl nach Artikel 2 Absatz 2 Buchstabe a Ziffer 1 und 2, Buchstaben c und f…."
Staatskanzlei des Kantons Aargau	5.7	Der Absatz stammt ansatzweise von der EU-Verordnung Nr. 29/2012 (Art. 6 Abs. 2). Falls diese Bestimmung wirklich vollständig übernommen werden muss (was langsam aber sicher unsinnig wird -> man hat doch Art. 9, 10 LKV zur mengenmässigen Angabe von Zutaten), so sollten die Angaben präziser übernommen werden, damit keine Unterschiede und Interpretations-schwierigkeiten entstehen. Würde man Art. 6 Abs. 2 der EU-Verordnung Nr. 29/2012 übernehmen, so müsste sich dieser Absatz auf Olivenöle und Oliventresteröl nach Artikel 2 Absatz 2 Buchstabe a Ziffer 1 und 2, Buchstaben c und f dieser Verordnung beziehen. Wird beim rechten Änderungsvorschlag nicht berücksichtigt.	Änderung wie: "… in anderen Lebensmitteln als Speise-ölmischungen nach Art. 4 Abs. 2 hingewiesen, so muss unmittelbar nach der Sachbezeichnung des Lebensmittels der Anteil der … Von diesen Bestimmungen ausgenommen sind Thunfisch in Olivenöl und Sardinen in Olivenöl." Der Absatz ist hinsichtlich EU-Konformität noch-mals zu überprüfen und entsprechend anzupassen.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	übrige	Definition Speiseöl "Speiseöl ist Öl tierischen oder pflanzlichen Ursprungs, dessen vorwiegende Bestandteile die Glycerinester der natürlichen Fettsäuren sind. Es ist bei Raumtemperatur flüssig." Einige der unter dem "Abschnitt 2a: Neuartige Speiseöle" aufgeführten Öle fallen von der Definition her unter Art. 2 und sind in diesem Sinne nicht "neuartig" (wie raffiniertes Echiumöl, raffiniertes Allanblackia-Saatöl, Diacylglyceridöl pflanzlichen Ursprungs, Rapsöl und Maiskeimöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen). Aufgrund dieser allgemeinen Definition müssten die erwähnten "neuartigen Speiseöle" unter diesem Abschnitt erfasst werden und nicht unter dem "Abschnitt 2a: Neuartige Speiseöle". Falls diese Öle unter dem Abschnitt "neuartige Speiseöle" oder unter einem anderen Titel erfasst werden sollen, so ist unseres Erachtens die Definition von Art. 2 so anzupassen, dass die erwähnten "neuartigen Speiseöle" nicht darunter fallen. Sonst führt dies zu einer Verletzung der Rechtsklarheit. Die vom BAG vorgeschlagene Unterscheidung zwischen "traditionellen" und "neuartigen Speiseölen" wird auch nicht als ideal angesehen. Die Begriffe könnten im Rahmen der Werbung missbraucht werden. Der Interpre-tationsspielraum dieser Begriffe ist sehr gross.	Variante 1 (Vorzug): Art. 2 unverändert beibehalten und die "neuartigen Speiseöle" (raffiniertes Echiumöl, raffiniertes Allanblackia-Saatöl, Diacylglyceridöl pflanzlichen Ursprungs, Rapsöl und Maiskeimöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen, Krillöl) unter dem "2. Abschnitt: Speiseöl" erfassen. Die verbleibenden "neuartigen Speiseöle" könnten in diesem Fall unter einem aussagekräftigeren Abschnittstitel wie "Speiseöle aus Mikroorganis¬men" zusammengefasst werden. Oder Variante 2: Definition von Art. 2 so anpassen, dass die erwähnten "neuartigen Speiseöle" nicht darunter fallen und die Rechtssituation entsprechend klar wird. Evtl. könnten die deutschen Leitsätze für Speisefette und Speiseöle als Grundlage für die Definition herbeigezogen werden (siehe Begriffsbestimmung unter 1.1.1). Je nach Änderung müsste unter Umständen auch Art. 6 (Definition Speisefette) angepasst werden.

Staatskanzlei des Kantons Aargau	5a.1	In den ersten beiden Sätzen steht, dass Krillöl durch Acetonextraktion gewonnen wird. Die doppelte Aufführung dieser Angabe ist nicht nötig. Wir schlagen vor, im ersten Satz nicht auf die Acetonextraktion einzugehen.	Anpassungsvorschlag: "Krillöl ist ein … Lipidextrakt aus ….".
Staatskanzlei des Kantons Aargau	5b.1	Im Gegensatz zum EG-Kommissionsentscheid Nr. 2003/427/EG wird im EG-Kommissionsentscheid Nr. 2009/778/EG in der Sachbezeichnung "DHA-reich" nicht mehr erwähnt. Hat dies einen speziellen Grund?	Die Sachbezeichnung sollte im Hinblick auf den EG-Kommissionsentscheid Nr. 2009/778/EG noch-mals über¬prü¬ft werden.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	5d.1	Lateinische Gattungs- und Artnamen (wie A. floribunda) einheitlich kursiv schreiben analog Art. 5a bis 5c.	Lateinische Namen einheitlich kursiv schreiben.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	5e.3	"Es darf als Lebensmittel zur Verwendung in… Getränken, die als Ersatz für eine oder mehrere Mahlzeiten am Tag angeboten werden,…". Wird beim Getränk eine Mahlzeit für eine gewichtskontrollierende Ernährung und/oder ein diätetisches Lebensmittel für besondere medizinische Zwecke gemeint? Es ist nicht klar. Die Angabe muss entsprechend präzisiert werden. Die Angabe ist so zu formulieren, dass eine klare Zuordnung zur in der Schweiz geregelten Lebensmittelgruppe gemacht werden kann. Lateinische Namen (wie Brassica cempetris) einheitlich kursiv schreiben analog Art. 5a bis 5c.	Präzisierung der Angabe beim Getränk. Falls es sich nur um eine "Mahlzeit für eine gewichtskontrollierende Ernährung" handelt, ist beispielsweise folgende Ergänzung angebracht: "… Getränken für eine gewichtskontrollierende Ernährung, die als Ersatz für eine oder mehrere Mahlzeiten am Tag angeboten werden…". Lateinische Namen einheitlich kursiv schreiben.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	5f.4	Mit der Formulierung ist nicht eindeutig, ob das neuartige Speiseöl nur in Nahrungsergänzungsmitteln eingesetzt werden darf oder nicht. Eine Präzisierung mit der Bezeichnung "nur" wäre eindeutiger.	Ergänzung: zum besseren Verständnis: "Es darf als Lebensmittelzutat nur zur Verwendung in Nahrungsergänzungsmitteln in den Verkehr gebracht werden."
Staatskanzlei des Kantons Aargau	5f.5	Weil das neuartige Speiseöl nur in Nahrungsergänzungsmitteln eingesetzt werden darf, ist der Hinweis auf die Tagesration gemäss Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe meistens nicht aussagekräftig, da Kapseln etc. im Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe nicht aufgeführt sind. Die Angabe ist deshalb anzupassen.	Ergänzung wie: "Die maximale Menge an Rapsöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen in einer Tagesration gemäss Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe oder in einer vom Hersteller als empfohlene Tagesration darf höchstens 1,5 g betragen. Oder "… oder in einer vom Hersteller als Tagesration empfohlenen Verzehrsmenge…"
Staatskanzlei des Kantons Aargau	5h.4	Mit der Formulierung ist nicht eindeutig, ob das neuartige Speiseöl nur in Nahrungsergänzungsmitteln eingesetzt werden darf oder nicht. Eine Präzisierung mit der Bezeichnung "nur" wäre eindeutiger.	Ergänzung: "Es darf als Lebensmittelzutat nur zur Verwendung in Nahrungsergänzungsmitteln in den Verkehr gebracht werden."

Staatskanzlei des Kantons Aargau	5h.5	Weil das neuartige Speiseöl nur in Nahrungsergänzungsmitteln eingesetzt werden darf, ist der Hinweis auf die Tagesration gemäss Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe meistens nicht aussagekräftig, da Kapseln etc. im Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe nicht aufgeführt sind. Die Angabe ist deshalb anzupassen.	Ergänzung wie: "Die maximale Menge an Maiskeimöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen in einer Tagesration gemäss Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe oder in einer vom Hersteller empfohlenen Tagesration darf höchstens 2,0 g betragen." "… oder in einer vom Hersteller als Tagesration empfohlenen Verzehrsmenge…"
Staatskanzlei des Kantons Aargau	5i.3	Absatz 3 Die Nennung des Einsatzes eines neuartigen Speiseöls in einer nach Art. 5 LGV nicht umschriebenen Lebensmittelgruppe ("Frühgeborenennahrung") ist zu streichen. Die Angabe ist nicht angebracht und auch nicht nötig, weil dies im Rahmen des Bewilligungs¬verfahrens der neuartigen "Frühgeborenen-nahrung" ohnehin beurteilt wird. Entweder wird die Lebensmittelgruppe in der Verordnung über Spezial-lebensmittel umschrieben, oder die Angabe der Zulässigkeit der Zutat ge-strichen. Absatz 4 Das Eingehen auf die Frühgeborenennahrung ist auch hier aufgrund von Art. 5 LGV eigentlich gar nicht nötig, da eine Beurteilung im Rahmen des Bewilligungsverfahrens ohnehin stattfindet. Ein Verweis dieser Art würde nach unseren Kenntnissen zum ersten Mal im Schweizer Recht stattfinden.	Absatz 3: Die Lebensmittelgruppe ("Frühgeborenennahrung") ist zu streichen. Absatz 4: Es wird empfohlen, den Teil betreffend Frühge-borenennahrung ebenfalls zu streichen.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Anhang 1a	Anhang 1 wird aufgehoben. Von daher könnte der neu vorgesehene Anhang 1a als Anhang 1 bezeichnet werden. Titel: "Merkmale von Olivenölen" Anstelle des oben erwähnten Titels sollte analog Anhang 2 der Titel "Anforderungen an Olivenöle" heissen.	Anpassungsvorschläge: Den Anhang 1a als Anhang 1 bezeichnen. Den Titel "Anforderungen an Olivenöle" nennen.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Anhang 3	Die Begriffe (wie Spezifikation, Merkmal, Test, Stoff, Parameter etc.) werden uneinheitlich gewählt, weil die Daten aus verschiedenen EU-Verordnungen stammen. Die verwendeten Begriffe und der Aufbau der Tabellen sollten in dieser Verordnung zum besseren Verständnis und wegen der Übersichtlichkeit einheitlich gewählt werden. Begriff "Spezifikation" Das Wort "Spezifikation" ist in der Lebensmittelgesetzgebung nicht üblich. Der Begriff "Spezifikation" sollte in allen Anhängen einheitlich durch den Begriff "Anforderungen" ersetzt werden. In den bestehenden Anhängen 1 und 2 wird anstelle des Begriffes "Spezifikation" ebenfalls das Wort "Anforderungen" verwendet. Zudem wird unter den Artikeln	Bei den Anhängen 3 bis 11 berücksichtigen: Begriff "Spezifikation" In den Anhängen 3 bis 11 generell den Begriff "Spezifikation" durch den üblichen Begriff "Anfor-derungen" ersetzen (analog den aktuellen Anhän¬gen 1 und 2).

		5a bis 5i jeweils unter dem Absatz 2 oder 3 mit folgendem Wortlaut auf die Anhänge verwiesen: "Es muss die Anforderungen nach Anhang xy erfüllen." Auch dort wird der Begriff "Anforderungen" aufgeführt. Durch die einheitliche Wortwahl werden die Angaben verständlicher. Peroxidzahl Manchmal steht "Peroxidzahl (PV)", manchmal "Peroxidwert (PW)". Die Einheiten werden mit meq/kg und mit meq 02/kg angegeben. Im bestehenden Anhang 2 steht: "Peroxidzahl in meq 02/kg"	Peroxidzahl In den Anhängen 3 bis 11 einheitlich den Begriff "Peroxidzahl" und die Einheit mit "meq 02/kg" angeben (analog bestehendem Anhang 2).
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Anhang 3	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" siehe oben unter Anhänge 3 bis 11.	Tabellenüberschrift der ersten Tabelle (-> Test, Spezifikation) streichen.
		Abweichungen zur EU-Gesetzgebung: Bei Nahrungsergänzungsmitteln werden 250 mg/Tagesration (in EU 200 mg/Tagesration) zugelassen. Da die Tagesration für Nahrungsergänzungsmittel im Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe nicht aufgeführt ist, wäre die Ergänzung wie "Tagesration gemäss Herstellerempfehlung" analog des EG-Kommissionsentscheids Nr. 2009/752/EG angebracht. Zugaben zu Backwaren und nichtalkoholischen Getränken etc. werden im EU-Kommissionsentscheid nicht in aufgeführt. Die Zuläs¬sigkeiten (Menge und Produktegruppe) gehen über die EU-Anforderungen hinaus. Kann aber akzeptiert werden.	Ergänzung der Tabelle "Verwendungszwecke" unter Nahrungsergänzungsmittel im Sinne von: "250 mg/Tagesration gemäss Herstellerempfeh¬lung" Höchstmenge Tagesration überprüfen.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Anhang 4	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" sowie einheitliche Darstellung bezüglich Peroxidzahl siehe oben unter Anhänge 3 bis 11.	Tabellenüberschrift der ersten Tabelle (-> Test, Spezifikation) streichen. Den Wortlaut "nicht mehr als" sollte durch einen anderen in den Anhängen verwendeten Wortlaut (wie "höchstens" oder "max.") ersetzt werden. Entsprechend ist auch der Wortlaut "nicht weniger als" durch "mindestens" zu ersetzen.
		Die Verwendungszwecke dieses DHA-reichen Öles sind nicht vollständig (Integration des EG-Kommissionsentscheids Nr. 2009/778/EG fehlt). Die Anwendungenen des Öls bei Backwaren (Brot und Brötchen), Müeslirigel und nichtalkoholischen Getränken (einschliesslich Getränke auf Milchbasis) fehlen. Da die Tagesration für Nahrungsergänzungsmittel im Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe nicht aufgeführt ist, wäre die Ergänzung wie "Tagesration gemäss Hersteller¬empfehlung" analog des EG-Kommissionsentscheids Nr. 2009/752/EG angebracht.	Verwendungszwecke des Kommissionsentscheids Nr. 2009/778/EG aufführen: Backwaren (Brot und Brötchen), Müsliriegel und nichtalkoholische Getränke (einschliesslich Getränke auf Milchbasis). Ergänzung der Tabelle "Verwendungszwecke" unter Nahrungsergänzungsmittel im Sinne von: "200 mg/Tagesration gemäss Herstellerempfeh¬lung"

Staatskanzlei des Kantons Aargau	Anhang 5	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" siehe oben unter Anhänge 3 bis 11. Da die Tagesration für Nahrungsergänzungsmittel im Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe nicht aufgeführt ist, wäre die Ergänzung wie "Tagesration gemäss Hersteller¬empfehlung" analog des EU-Kommissionsentscheids Nr. 2009/752/EG angebracht. Bezeichnung der Lebensmittelgruppen entsprechend der in der Schweiz verwendeten Sachbezeichnungen angeben.	Tabellenüberschrift der ersten Tabelle (-> Test, Spezifikation) streichen. Bei der Tabellenüberschrift der zweiten Tabelle den Begriff "Höchstgehalt" durch "Höchstmenge" ersetzen (analog Anhang 3 und 4). Ergänzung der Tabelle "Verwendungszwecke" unter Nahrungsergänzungsmittel im Sinne von: "500 mg/Tagesration gemäss Herstellerempfeh¬lung" Anstelle der Bezeichnung "Dressing" die Sachbezeichnung "Salatsauce" nach Art. 16 auf-führen.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Anhang 6	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" sowie einheitliche Darstellung bezüglich Peroxidzahl siehe oben unter Anhänge 3 bis 11.	Beim Titel den Wortlaut "Spezifikation von" streichen. Neuer Titel: "Raffiniertes Allanblackia-Saatöl" Alle Parameter in einer Tabelle erfassen. Die Tabellentitel "Fettsäurezusammensetzung" und "Merkmale" weglassen. Als Tabellentitel nur noch den Begriff "Anforderungen" aufführen.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Anhang 7	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" sowie einheitliche Darstellung bezüglich Peroxidzahl siehe oben unter Anhänge 3 bis 11.	Tabellenüberschrift (-> Stoff/Parameter, Gehalt) strei¬chen.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Anhang 8	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen. Die Säurezahl, Peroxidzahl, Eisen, Kupfer und polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe sowie Benzo(a)pyren werden in der Tabelle unter dem Tabellentitel "Fettsäuren in Triglyceriden" aufgeführt. Die erwähnten Parameter sind keine Fettsäuren. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" siehe oben unter Anhänge 3 bis 11.	Alle Parameter in einer Tabelle erfassen. Als Tabellentitel nur noch den Begriff "Anforderungen" aufführen. Tabellendarstellung analog Anhang 7 oder entsprechend der übersichtlichen Darstellung von Anhang des EG-Kommissionsentscheids Nr. 2006/722/EG.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Anhang 9	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" sowie einheitliche Darstellung bezüglich Peroxidzahl siehe oben unter An-	Bei der Tabellenüberschrift der zweiten Tabelle den Begriff "Höchstgehalt" durch "Höchstmenge" ersetzen (analog Anhang 3 und 4).

		hänge 3 bis 11.	
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Anhang 10	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen. Die Säurezahl, Peroxidzahl, Eisen, Kupfer und polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe sowie Benzo(a)pyren werden in der Tabelle unter dem Tabellentitel "Fettsäuren in Triglyceriden" aufgeführt. Die erwähnten Parameter sind keine Fettsäuren. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" sowie einheitliche Darstellung bezüglich Peroxidzahl siehe oben unter Anhänge 3 bis 11.	Alle Parameter in einer Tabelle erfassen. Als Tabellentitel nur noch den Begriff "Anforderungen" aufführen. Tabellendarstellung analog Anhang 7 oder entsprechend der übersichtlichen Darstellung von Anhang des EG-Kommissionsentscheids Nr. 2006/723/EG.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	übrige	2a Abschnitt: Titel: Neuartige Speiseöle Der Begriff "neuartige Speiseöle" ist nicht opportun. Begründung siehe unter Art. 1 sowie Art. 2.	Vorschläge siehe unter Art. 1 und Art. 2.
Geschäftsstelle IG DHS	5.7	Bei einer solchen Hervorhebung einer Zutat – hier Olivenöl – greift QUID. Dieser Passus scheint daher unnötig. Zudem wird nicht präzisiert, in welcher Form die Angabe des Olivenölanteils erfolgen muss.	Antrag: Streichung von Abs. 7
GSLI Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren	Generelle Bemerkungen	In den Anhängen sind einheitliche Schreibweise nicht erkennbar (Bsp. Die Peroxidzahl wird einmal als „Peroxidzahl“ und ein ander Mal als „Peroxidwert“ geschrieben. Weiter ist deren Einheit einmal „meq O2/kg Oel“ und manchmal „meq/kg“. Weiter werden Trans-Fettsäuren auch unterschiedlich notiert. Ob ein Getreideriegel und ein Muesliriegel dasselbe ist, ist ebenfalls nicht erkennbar. Weiter sind in einigen Anhängen Werte mit „höchstens“ definiert; in anderen Tabellen hingegen steht „<“. Zur besseren Lesbarkeit sollen die Tabellen mit einheitlicher Darstellung mit/ohne Titelzeile dargestellt werden.	
GSLI Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren	1.1 g	"g. neuartige Speiseöle und Speisefette" Die neuartigen Speiseöle werden als letzte Gruppe hinter Salatsaucen und Rahmanalogen aufgeführt. Dies ist nicht angebracht, da nachher die neuartigen Speiseöle direkt nach den Speiseölen unter Abschnitt 2a umschrieben werden (Art. 5a bis 5i). Es sollte unter Art. 1 die gleiche Reihenfolge gewählt werden wie anschliessend bei den einzelnen Abschnitten. Die Angabe "und Speisefette" sollte gestrichen werden, weil nachher nur neuartige Speiseöle umschrieben werden und weil der Titel unter Abschnitt 2a auch nur "2a. Abschnitt: Neuartige Speiseöle" lautet.	Änderungsvorschlag: Die neue Gruppe sollte direkt nach dem Speiseöl aufgeführt werden, beispielsweise: "abis. Neuartige Speiseöle" Der Begriff "neuartige Speiseöle" ist generell zu überdenken. Er könnte beispielsweise durch "übrige Speiseöle" ersetzt werden (analog der Verordnung über alkoholische Getränke).

		Es ist fraglich, ob es sinnvoll ist, eine Lebensmittelgruppe "neuartige Speiseöle" einzuführen (unabhängig von der Novel-Food-Verordnung). Einerseits werden die Speiseöle in 10, 20 Jahren nicht mehr als "neuartig" angesehen und andererseits wegen den Ausführungen unter Art. 2. Die Angabe "übrige Speisöle" wäre in diesem Sinne neutraler und würde analog der Verordnung über alkoholische Getränke gehandhabt. Dort hat man die Gruppe "übrige alkoholische Getränke". Auch bisherige gemäss Art. 5 der EG-Novel-Food-Verordnung Nr. 1997/258 notifizierte neuartige Lebensmittel wie Noni-Saft, D-Tagatose (Zuckerart) sowie Produkte mit Pflanzensterolen und Pflanzenstanolen werden im Schweizer Lebensmittelrecht auch nicht als "neuartiger Fruchtsaft", "neuartige Zuckerart" oder als "neuartige Speziallebensmittel" umschrieben.	
GSLI Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren	übrige	Anhänge: Die festgelegten Werte sind in Prozent angegeben. Es soll festgelegt werden, ob es sich generell um Volumen- oder Massenprozente handelt.	Einheiten entsprechend ergänzen.
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Generelle Bemerkungen	La définition plus précise des huiles d"olive, tout comme les exigences techniques plus précises et l"adaptation des èrègles d"étiquetage de ces huiles sont saluées. Nos tests ont montré qu"il y a un fort potentiel de tromperie pour l"huile d"olive. Cette clarification est donc la bienvenue. La définition des nouvelles huiles et la fixation d"exigences pour ces huiles sont également saluées. Toutefois le qualificatif « nouvelles » pour ces huiles n"est pas ètrès adapté pour les caractériser, la notion de nouveauté étant limité dans le temps.	
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	übrige	Commentaires concernant les articles 2 à 5 Les commentaires ne sont pas assez clairs. La manière de mentionner la taille maximale des emballages, ne fait pas ressortir clairement si seulement ce point ou tout un chapitre n"a pas été repris de la législation européenne.	
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	3.3	Suppressions des qualificatifs « Raffinée avec ménagement » et « vaporisée avec ménagement » : La suppression de ces termes peu compréhensibles pour les consommateurs est saluée.	
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	5.5	Caractéristiques organoleptiques : Nous saluons l"introduction de cette manièère scientifique d"évaluer les qualités organoleptiques qui sont essentiels pour les consommateurs. Toutefois pour plus de clarté, les détails de cette méthode analytique	

		devraient être mentionnés dans une annexe plutôt que sous forme de simple référence au règlement européen.	
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	5f.4	Huile de colza concentrée et insaponifiable : mise sur le marché « Elle peut étre mise sur le marché en tant qu"ingrédient alimentaire destiné à être utilisé dans les compléments alimentaires. » Cette phrase n"est pas claire. Est-ce que cette huile peut être commercialisée telle quelle ou seulement en tant que complément alimentaire ? A clarifier.	
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	5h.4	Huile de germe de maïs concentré et insaponifiable : mise sur le marché « Elle peut être mise sur le marché en tant qu"ingrédient alimentaire destiné à être utilisé dans les compléments alimentaires. » Cette phrase n"est pas claire. Est-ce que cette huile peut être commercialisée telle quelle ou seulement en tant que complément alimentaire ? A clarifier.	
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	5i.3	L'huile fongique de Mortiella alpina pour des « Préparations pour prématurés » Ces préparations ne sont pas définies dans l"ordonnance sur les aliments spéciaux. Elles devraient donc y être définies ou cette mention doit être supprimée ici.	
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	5i.4	L'ajout de l'huile fongique de Mortiella alpina dans des « Préparations pour prématurés » Ces préparations ne sont pas définies dans l"ordonnance sur les aliments spéciaux. Elles devraient donc y être définies ou cette mention doit être supprimée ici.	
Migros-Genossenschafts-Bund	5.7	Bei einer solchen Hervorhebung einer Zutat – hier Olivenöl – greift QUID. Dieser Passus scheint daher unnötig. Zudem wird nicht präzisiert, in welcher Form die Angabe des Olivenölanteils erfolgen muss.	Antrag: Streichung von Abs. 7
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Generelle Bemerkungen	La définition plus précise des huiles d"olive, tout comme les exigences techniques plus précises et l"adaptation des rèègles d"étiquetage de ces huiles sont saluées. Nos tests ont montré qu"il y a un fort potentiel de tromperie pour l"huile d"olive. Cette clarification est donc la bienvenue. La définition des nouvelles huiles et la fixation d"exigences pour ces huiles sont également saluées. Toutefois le qualificatif « nouvelles » pour ces huiles n"est pas trèès adapté pour les caractériser, la notion de nouveauté étant limité dans le temps.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	übrige	Commentaires concernant les articles 2 à 5 Les commentaires ne sont pas assez clairs. La manière de mentionner la taille maximale des emballages, ne fait pas ressortir clairement si seulement	

		ce point ou tout un chapitre n"a pas été repris de la législation européenne.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	3.3	Suppressions des qualificatifs « Raffinée avec ménagement » et « vaporisée avec ménagement » : La suppression de ces termes peu compréhensibles pour les consommateurs est saluée.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	5.5	Caractéristiques organoleptiques : Nous saluons l"introduction de cette manièère scientifique d"évaluer les qualités organoleptiques qui sont essentiels pour les consommateurs. Toutefois pour plus de clarté, les détails de cette méthode analytique devraient être mentionnés dans une annexe plutôt que sous forme de simple référence au règlement européen.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	5f.4	Huile de colza concentrée et insaponifiable : mise sur le marché « Elle peut étre mise sur le marché en tant qu"ingrédient alimentaire destiné à être utilisé dans les compléments alimentaires. » Cette phrase n"est pas claire. Est-ce que cette huile peut être commercialisée telle quelle ou seulement en tant que complément alimentaire ? A clarifier.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	5h.4	Huile de germe de maïs concentré et insaponifiable : mise sur le marché « Elle peut être mise sur le marché en tant qu"ingrédient alimentaire destiné à être utilisé dans les compléments alimentaires. » Cette phrase n"est pas claire. Est-ce que cette huile peut être commercialisée telle quelle ou seulement en tant que complément alimentaire ? A clarifier.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	5i.3	L'huile fongique de Mortiella alpina pour des « Préparations pour prématurés » Ces préparations ne sont pas définies dans l"ordonnance sur les aliments spéciaux. Elles devraient donc y être définies ou cette mention doit être supprimée ici.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	5i.4	L'ajout de l'huile fongique de Mortiella alpina dans des « Préparations pour prématurés » Ces préparations ne sont pas définies dans l"ordonnance sur les aliments spéciaux. Elles devraient donc y être définies ou cette mention doit être supprimée ici.	
Coop Genossenschaft	5i.1	Die Angaben im Artikel 5i, Absatz 1 basieren auf dem Entscheid der Kommission vom 12. Dezember 2008 (2008/968/EG), wobei dieser Entscheid nur ein Produkt eines Herstellers beurteilt. Auf dem Markt sind weitere, vergleichbare und etablierte Produkte verfügbar. Diese Produkte fallen nicht unter die Novel Food Verordnung der EU (258/97/EG) wobei andere Substrate als Sojamehl und Sojaöl ver-	1 Pilzöl aus Mortierella alpina ist reich an Arachidonsäure und wird durch Fermentation aus dem Pilz Mortierella alpina gewonnen, w----ojaö-----ubstrate

		wendet werden. Im Sinne der Nichtdiskriminierung von weiteren Herstellern soll die Aufführung der einzelnen Substrate gestrichen werden.	
Coop Genossenschaft	Anhang 11	Die Spezifikation in Anhang 11 basiert auf dem Entscheid der Kommission vom 12. Dezember 2008 (2008/968/EG), wobei dieser Entschied nur ein Produkt eines Herstellers beurteilt. Auf dem Markt sind weitere, vergleichbare und etablierte Produkte verfügbar. Diese Produkte fallen nicht unter die Novel Food Verordnung der EU (258/97/EG) und weisen entsprechend eine leicht abweichende Spezifikation auf. Im Sinne der Nichtdiskriminierung von weiteren Herstellern muss der Anhang 11 angepasst werden.	Spezifikation Arachidonsäure ≥ 38 % Peroxidzahl ≤ 5 meq/kg Säurezahl ≤ 0,4 mg KOH/g Anisidinzahl ≤ 20 Freie Fettsäuren ≤ 0,4 % Unverseifbare Bestandteile ≤ 3,5 % Fa---- -----0
Swiss Granum	Generelle Bemerkungen	Wir verweisen auf die Stellungnahmen unserer Mitgliederorganisationen Schweizerischer Getreideproduzentenverband.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Generelle Bemerkungen	La définition plus précise des huiles d"olive, tout comme les exigences techniques plus précises et l"adaptation des règles d"étiquetage de ces huiles sont saluées. Nos tests ont montré qu"il y a un fort potentiel de tromperie pour l"huile d"olive. Cette clarification est donc la bienvenue. La définition des nouvelles huiles et la fixation d"exigences pour ces huiles sont également saluées. Toutefois le qualificatif « nouvelles » pour ces huiles n"est pas très adapté pour les caractériser, la notion de nouveauté étant limité dans le temps.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	übrige	Commentaires concernant les articles 2 à 5 Les commentaires ne sont pas assez clairs. La manière de mentionner la taille maximale des emballages, ne fait pas ressortir clairement si seulement ce point ou tout un chapitre n"a pas été repris de la législation européenne.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	3.3	Suppressions des qualificatifs « Raffinée avec ménagement » et « vaporisée avec ménagement » : La suppression de ces termes peu compréhensibles pour les consommateurs est saluée.	

Fédération Romande des Consommateurs FRC	5.5	Caractéristiques organoleptiques : Nous saluons l"introduction de cette manière scientifique d"évaluer les qualités organoleptiques qui sont essentiels pour les consommateurs. Toutefois pour plus de clarté, les détails de cette méthode analytique devraient être mentionnés dans une annexe plutôt que sous forme de simple référence au règlement européen.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	5f.4	Huile de colza concentrée et insaponifiable : mise sur le marché « Elle peut être mise sur le marché en tant qu"ingrédient alimentaire destiné à être utilisé dans les compléments alimentaires. » Cette phrase n"est pas claire. Est-ce que cette huile peut être commercialisée telle quelle ou seulement en tant que complément alimentaire ? A clarifier.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	5h.4	Huile de germe de maïs concentré et insaponifiable : mise sur le marché « Elle peut être mise sur le marché en tant qu"ingrédient alimentaire destiné à être utilisé dans les compléments alimentaires. » Cette phrase n"est pas claire. Est-ce que cette huile peut être commercialisée telle quelle ou seulement en tant que complément alimentaire ? A clarifier.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	5i.3	L'huile fongique de Mortiella alpina pour des « Préparations pour prématurés » Ces préparations ne sont pas définies dans l"ordonnance sur les aliments spéciaux. Elles devraient donc y être définies ou cette mention doit être supprimée ici.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	5i.4	L'ajout de l'huile fongique de Mortiella alpina dans des « Préparations pour prématurés » Ces préparations ne sont pas définies dans l"ordonnance sur les aliments spéciaux. Elles devraient donc y être définies ou cette mention doit être supprimée ici.
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Generelle Bemerkungen	La définition plus précise des huiles d"olive, tout comme les exigences techniques plus précises et l"adaptation des règles d"étiquetage de ces huiles sont saluées. Nos tests ont montré qu"il y a un fort potentiel de tromperie pour l"huile d"olive. Cette clarification est donc la bienvenue. La définition des nouvelles huiles et la fixation d"exigences pour ces huiles sont également saluées. Toutefois le qualificatif « nouvelles » pour ces huiles n"est pas très adapté pour les caractériser, la notion de nouveauté étant limité dans le temps.

Stiftung für Konsumentenschutz SKS	übrige	Commentaires concernant les articles 2 à 5 Les commentaires ne sont pas assez clairs. La manière de mentionner la taille maximale des emballages, ne fait pas ressortir clairement si seulement ce point ou tout un chapitre n"a pas été repris de la législation européenne.
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	3.3	Suppressions des qualificatifs « Raffinée avec ménagement » et « vaporisée avec ménagement » : La suppression de ces termes peu compréhensibles pour les consommateurs est saluée.
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	5.5	Caractéristiques organoleptiques : Nous saluons l"introduction de cette manière scientifique d"évaluer les qualités organoleptiques qui sont essentiels pour les consommateurs. Toutefois pour plus de clarté, les détails de cette méthode analytique devraient être mentionnés dans une annexe plutôt que sous forme de simple référence au règlement européen.
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	5f.4	Huile de colza concentrée et insaponifiable : mise sur le marché « Elle peut être mise sur le marché en tant qu"ingrédient alimentaire destiné à être utilisé dans les compléments alimentaires. » Cette phrase n"est pas claire. Est-ce que cette huile peut être commercialisée telle quelle ou seulement en tant que complément alimentaire ? A clarifier.
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	5h.4	Huile de germe de maïs concentré et insaponifiable : mise sur le marché « Elle peut être mise sur le marché en tant qu"ingrédient alimentaire destiné à être utilisé dans les compléments alimentaires. » Cette phrase n"est pas claire. Est-ce que cette huile peut être commercialisée telle quelle ou seulement en tant que complément alimentaire ? A clarifier.
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	5i.3	L'huile fongique de Mortiella alpina pour des « Préparations pour prématurés » Ces préparations ne sont pas définies dans l"ordonnance sur les aliments spéciaux. Elles devraient donc y être définies ou cette mention doit être supprimée ici.
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	5i.4	L'ajout de l'huile fongique de Mortiella alpina dans des « Préparations pour prématurés » Ces préparations ne sont pas définies dans l"ordonnance sur les aliments spéciaux. Elles devraient donc y être définies ou cette mention doit être supprimée ici.

FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittel-industrie	5i.1	Die Angaben im Artikel 5i, Absatz 1 basieren auf dem Entscheid der Kommission vom 12. Dezember 2008 (2008/968/EG), wobei dieser Entschied nur ein Produkt eines Herstellers beurteilt. Auf dem Markt sind weitere, vergleichbare und etablierte Produkte verfügbar. Diese Produkte fallen nicht unter die Novel Food Verordnung der EU (258/97/EG) wobei andere Substrate als Sojamehl und Sojaöl verwendet werden. Im Sinne der Nichtdiskriminierung von weiteren Herstellern soll die Aufführung der einzelnen Substrate gestrichen werden.	1 Pilzöl aus Mortierella alpina ist reich an Arachidonsäure und wird durch Fermentation aus dem Pilz Mortierella alpina gewonnen, wobei Sojamehl und Sojaöl als Substrate eingesetzt werden.
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	Generelle Bemerkungen	Nous saluons l'alignement des critères de qualité des huiles d'olive aux dispositions de l'UE. Des huiles d'olives « extra vierge » jugées insuffisantes au niveau organoleptique ne pouvaient jusque là être contestées que sur la base d'un taux d'acidité trop élevé, taux qui se laisse facilement manipuler (voir rapport annuel KLZH 2009). Les esters méthyliques et éthyliques des acides gras et l'analyse sensorielle ne pouvaient pas être pris en compte comme critères de qualité. Les dispositions de l'UE concernant les huiles d'olives sont en partie formulées d'une manière très compliquée. Il faut d'autant plus veiller à ce qu'elles soient reprises soigneusement afin d'éviter des différences et difficultés d'interprétation. L'expression « nouvelles huiles comestibles » est mal choisie et inopportune. Vous trouverez la motivation ainsi que des propositions d'expression ci-dessous à l'art. 1 al 1 ainsi qu'art. 2 Nous renvoyons également aux remarques faites par l'ACCS/VKCS.	
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	1.1 g	« g. nouvelles huiles et graisses comestibles » Les nouvelles huiles comestibles sont énumérées en tant que dernier groupe après les sauces à salade et les succédanés de crème. Ceci n'est pas opportun, puisque, plus loin, les nouvelles huiles comestibles sont décrites directement à la suite des huiles comestibles, à l'al. 2a (art. 5a à 5i). L'ordre dans l'art. 1 devrait être identique à celui utilisé ensuite au niveau des alinéas spécifiques. L'expression « et graisses » devrait être supprimée, puisque la suite ne décrit que les nouvelles huiles comestibles et en raison du titre de la section 2a qui se nomme uniquement «Section 2a. : Nouvelles huiles comestibles ». On peut se demander s'il est judicieux d'introduire un groupe "nouvelles huiles comestibles" (indépendamment de l'ordonnance Novel-Food) : d'une part, d'ici 10 ou 20 ans, les huiles comestibles ne seront plus considérées comme « nouvelles » et, d'autre part, en raison des explications données à l'art. 2. Dans ce sens, l'expression	« g. nouvelles huiles et graisses comestibles » Les nouvelles huiles comestibles sont énumérées en tant que dernier groupe après les sauces à salade et les succédanés de crème. Ceci n'est pas opportun, puisque, plus loin, les nouvelles huiles comestibles sont décrites directement à la suite des huiles comestibles, à l'al. 2a (art. 5a à 5i). L'ordre dans l'art. 1 devrait être identique à celui utilisé ensuite au niveau des alinéas spécifiques. L'expression « et graisses » devrait être supprimée, puisque la suite ne décrit que les nouvelles huiles comestibles et en raison du titre de la section 2a qui se nomme uniquement «Section 2a. : Nouvelles huiles comestibles ». On peut se demander s'il est judicieux d'introduire un groupe "nouvelles huiles comestibles" (indépendamment de l'ordonnance Novel-Food) : d'une part, d'ici 10 ou 20 ans, les huiles comestibles ne seront plus considérées comme « nouvelles » et, d'autre part, en raison des explications données à l'art. 2. Dans ce sens, l'expression

		« autres huiles comestibles » serait plus neutre et appliquée par analogie à l'ordonnance sur les boissons alcooliques. Il y existe un groupe « autres boissons alcooliques ». On constate également, que les nouvelles denrées alimentaires, notifiées comme telles selon art 5 du règlement UE Novel-Food n° 1997/258, à l'image du jus de Noni, de la D-Tagatose (type de sucre) ainsi que des produits contenant des stérols et des stanols végétaux, ne sont pas décrits en tant que « nouveau jus de fruits », « nouveau type de sucre » ou «nouvel aliment spécial ».	« autres huiles comestibles » serait plus neutre et appliquée par analogie à l'ordonnance sur les boissons alcooliques. Il y existe un groupe « autres boissons alcooliques ». On constate également, que les nouvelles denrées alimentaires, notifiées comme telles selon art 5 du règlement UE Novel-Food n° 1997/258, à l'image du jus de Noni, de la D-Tagatose (type de sucre) ainsi que des produits contenant des stérols et des stanols végétaux, ne sont pas décrits en tant que « nouveau jus de fruits », « nouveau type de sucre » ou «nouvel aliment spécial ».
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	übrige	Définition de l'huile comestible : « L'huile comestible est de l'huile d'origine animale ou végétale dont les composants prédominants sont les esters glycériques des acides gras naturels. Elle est à l'état liquide à température ambiante. » Certaines huiles, citées dans « Section 2a: Nouvelles huiles comestibles », tombent, de par leur définition, sous l'art. 2 et, dans ce sens, ne peuvent pas être considérées comme « nouvelles » (p.ex. huile d'Echium raffinée, huile d'Allanblackia raffinée, huile d'origine végétale à teneur élevée en diacylglycérols, huile de colza et huile de germe de maïs concentrée en insaponifiable). En raison de cette définition générale, les « nouvelles huiles comestibles » citées devraient figurer sous cet article et non pas dans la « Section 2a : Nouvelles huiles comestibles ». Si elles doivent figurer dans la section « nouvelles huiles comestibles » ou être répertoriées sous un autre titre, il faudra, selon nous, adapter la définition de l'art. 2 de telle sorte que les « nouvelles huiles comestibles » citées ne tombent pas sous cette définition. Sinon, cela conduirait à une atteinte à la clarté du droit. La distinction entre huiles comestibles « traditionnelles » et « nouvelles » proposée par l'OFSP n'est pas judicieux. Ces expressions pourraient faire l'objet d'abus dans le cadre de la publicité.	Variante 1 (qui a notre préférence) : Maintenir l'art. 2 sans changement et répertorier les « nouvelles huiles comestibles » (huile d'Echium raffinée, huile d'Allanblackia raffinée, huile d'origine végétale à teneur élevée en diacylglycérols, huile de colza et huile de germe de maïs concentrée en insaponifiable, huile de krill) sous « Secteur 2 : huiles comestibles ». Les autres « nouvelles huiles comestibles » pourront ainsi être regroupées sous un titre de section/chapitre plus parlant comme p.ex. « huiles comestibles issues de microorganismes ». Ou Variante 2 : Adapter la définition de l'art. 2 de la sorte que les « nouvelles huiles comestibles » mentionnées ne tombent plus sous cette définition et qu'en fonction, la situation juridique soit claire. Il sera évtl. possible d'utiliser les références allemandes concernant les graisses et huiles comestibles en tant que base pour la définition (voire définition sous 1.1.1). Selon la modification, il faudra évtl. également adapter l'art. 6 (définition graisses comestibles).
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	2.2	La phrase d'introduction devrait être complétée avec « Huile de grignons d'olive brute » (conformément aux dispositions de l'UE).	Complément : « Pour l'huile de grignons d'olive brute et l'huile d'olive, on distingue les catégories suivantes : »
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	2.2	« Huile d'olive raffinée: huile d'olive obtenue par le raffinage d'huile d'olive vierge autre que lampante ». La définition ne correspond pas au règlement UE n° 1234/2007 (annexe XVI). La définition est fausse : l'huile d'olive lampante est même la matière première la plus importante pour l'huile d'olive raffinée.	Proposition d'adaptation conformément au règlement UE : « b. Huile d'olive raffinée: huile d'olive obtenue par le raffinage d'huile d'olive vierge »

Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	2.2	« Huile d'olive: huile d'olive obtenue par assemblage d'huile d'olive raffinée et d'huile d'olive vierge autre que lampante ». Étant donné que les huiles vierges se divisent en trois catégories de qualité, on devrait utiliser l'expression « huiles d'olives vierges », conformément au règlement UE n° 1234/2007 (annexe XVI).	Proposition d'adaptation conformément au règlement UE : « c. Huile d'olive : huile d'olive obtenu par assemblage d'huile d'olive raffinée et d'huiles d'olive vierges autre que lampante. »
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	3.1	On se réfère à l'annexe 1a. Pour quoi l'annexe 1a ne peut-elle pas devenir l'annexe 1 étant donné que l'annexe 1 sera annulée. De manière générale, l'expression « caractéristiques » devrait être remplacée par exigences, par analogie aux art. 5a à 5i, al 2 ou 3. Un choix des mots uniforme contribue à une meilleure compréhension.	Propositions d'adaptation : Faire référence à l'annexe 1 au lieu à l'annexe 1a. Remplacer l'expression « caractéristiques » par « exigences ».
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	übrige	Désignation « vaporisé avec ménagement » La désignation « vaporisé avec ménagement » fait ressurgir une problématique ancienne : la plupart des huiles de tournesol, de chardon ou autres huiles végétales « pressées à froid » sont légèrement vaporisées, et ne peuvent, de ce fait, plus être désignées comme « pressées à froid ». Il faudra donc maintenir l'expression « vaporisés avec ménagement ».	Maintenir la désignation « vaporisé avec ménagement ».
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	3.3	Ne faudrait-il pas rajouter « huile de grignons d'olive brute » ?	Evtl. rajouter : « L'huile comestible, à l'exception de l'huile d'olive et l'huile de grignons d'olive brute, est réputée … ».
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	3.3	Les mêmes adaptations effectuées sous l'art. 3, al 1bis devraient être reprises pour l'art. 3, al 3 ; les motivations sont donc les mêmes.	Adaptation du style : « L'huile d'olive doit être conforme aux exigences prévues à l'annexe 1 ainsi qu'aux dispositions suivantes ».
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	übrige	La notion de « nouvelles huiles comestibles » doit être repensée. Voir à ce sujet les arguments présentés sous l'art.1 et 2.	Voir les propositions formulées plus haut.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Generelle Bemerkungen	La définition plus précise des huiles d"olive, tout comme les exigences techniques plus précises et l"adaptation des rèègles d"étiquetage de ces huiles sont saluées. Nos tests ont montré qu"il y a un fort potentiel de tromperie pour l"huile d"olive. Cette clarification est donc la bienvenue. La définition des nouvelles huiles et la fixation d"exigences pour ces huiles sont également saluées. Toutefois le qualificatif « nouvelles » pour ces huiles n"est pas trèès adapté pour les caractériser, la notion de nouveauté étant limité dans le temps.	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana	übrige	Commentaires concernant les articles 2 à 5 Les commentaires ne sont pas assez clairs. La manière de mentionner la taille maximale	

ACSI		des emballages, ne fait pas ressortir clairement si seulement ce point ou tout un chapitre n"a pas été repris de la législation européenne.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	3.3	Suppressions des qualificatifs « Raffinée avec ménagement » et « vaporisée avec ménagement » : La suppression de ces termes peu compréhensibles pour les consommateurs est saluée.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	5.5	Caractéristiques organoleptiques : Nous saluons l"introduction de cette manièère scientifique d"évaluer les qualités organoleptiques qui sont essentiels pour les consommateurs. Toutefois pour plus de clarté, les détails de cette méthode analytique devraient être mentionnés dans une annexe plutôt que sous forme de simple référence au règlement européen.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	5f.4	Huile de colza concentrée et insaponifiable : mise sur le marché « Elle peut étre mise sur le marché en tant qu"ingrédient alimentaire destiné à être utilisé dans les compléments alimentaires. » Cette phrase n"est pas claire. Est-ce que cette huile peut être commercialisée telle quelle ou seulement en tant que complément alimentaire ? A clarifier.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	5h.4	Huile de germe de maïs concentré et insaponifiable : mise sur le marché « Elle peut être mise sur le marché en tant qu"ingrédient alimentaire destiné à être utilisé dans les compléments alimentaires. » Cette phrase n"est pas claire. Est-ce que cette huile peut être commercialisée telle quelle ou seulement en tant que complément alimentaire ? A clarifier.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	5i.3	L'huile fongique de Mortiella alpina pour des « Préparations pour prématurés » Ces préparations ne sont pas définies dans l"ordonnance sur les aliments spéciaux. Elles devraient donc y être définies ou cette mention doit être supprimée ici.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	5i.4	L'ajout de l'huile fongique de Mortiella alpina dans des « Préparations pour prématurés » Ces préparations ne sont pas définies dans l"ordonnance sur les aliments spéciaux. Elles devraient donc y être définies ou cette mention doit être supprimée ici.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Generelle Bemerkungen	La définition plus précise des huiles d"olive, tout comme les exigences techniques plus précises et l"adaptation des règles d"étiquetage de ces huiles sont saluées. Nos tests ont montré qu"il y a un fort potentiel de tromperie pour l"huile d"olive. Cette clarification est donc la bienvenue. La définition des nouvelles huiles et la fixation d"exigences pour ces huiles sont également saluées. Toutefois le qualificatif « nouvelles » pour ces huiles n"est pas très adapté pour les caractériser, la notion

		de nouveauté étant limité dans le temps.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	übrige	Commentaires concernant les articles 2 à 5 Les commentaires ne sont pas assez clairs. La manière de mentionner la taille maximale des emballages, ne fait pas ressortir clairement si seulement ce point ou tout un chapitre n"a pas été repris de la législation européenne.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	3.3	Suppressions des qualificatifs « Raffinée avec ménagement » et « vaporisée avec ménagement » : La suppression de ces termes peu compréhensibles pour les consommateurs est saluée.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	5.5	Caractéristiques organoleptiques : Nous saluons l"introduction de cette manière scientifique d"évaluer les qualités organoleptiques qui sont essentiels pour les consommateurs. Toutefois pour plus de clarté, les détails de cette méthode analytique devraient être mentionnés dans une annexe plutôt que sous forme de simple référence au règlement européen.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	5f.4	Huile de colza concentrée et insaponifiable : mise sur le marché « Elle peut être mise sur le marché en tant qu"ingrédient alimentaire destiné à être utilisé dans les compléments alimentaires. » Cette phrase n"est pas claire. Est-ce que cette huile peut être commercialisée telle quelle ou seulement en tant que complément alimentaire ? A clarifier.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	5h.4	Huile de germe de maïs concentré et insaponifiable : mise sur le marché « Elle peut être mise sur le marché en tant qu"ingrédient alimentaire destiné à être utilisé dans les compléments alimentaires. » Cette phrase n"est pas claire. Est-ce que cette huile peut être commercialisée telle quelle ou seulement en tant que complément alimentaire ? A clarifier.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	5i.3	L'huile fongique de Mortiella alpina pour des « Préparations pour prématurés » Ces préparations ne sont pas définies dans l"ordonnance sur les aliments spéciaux. Elles devraient donc y être définies ou cette mention doit être supprimée ici.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	5i.4	L'ajout de l'huile fongique de Mortiella alpina dans des « Préparations pour prématurés » Ces préparations ne sont pas définies dans l"ordonnance sur les aliments spéciaux. Elles devraient donc y être définies ou cette

		mention doit être supprimée ici.	
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	Generelle Bemerkungen	Allgemeine Bemerkungen Wir verweisen auf die einleitenden allgemeinen Bemerkungen zum gesamten Revisionspaket und auf die Bemerkungen zur VO-Esse. Für die Speziallebensmittel sind die vorgeschlagenen neuen Bestimmungen im Abschnitt 2b von besonderer Bedeutung: Anhang 14 der VO über Speziallebensmittel ("Zulässige Verbindungen der Nährsstoffe") verweist bezüglich DHA, EPA und Omege-3-Fettsäuren neu auf die VO Speiseöle und Art. 2 Abs. 2bis sowie Art. 3 Abs. 2 der VO-Esse noch direkter auf die im Abschnitt 2a geregelten "neuartigen Speiseöle". Gemäss den Erläuterungen sollen im Abschnitt 2a jene Öle umschrieben werden, die in der EU als "Novel Foods" gelten und gestützt auf die VO (EG) Nr. 258/97 zugelassen wurden. Die Spezifikationen in den Anhängen 3 bis 11 sind aus den jeweiligen Zulassungsentscheiden der EU übernommen. Wir sind damit grundsätzlich einverstanden, beantragen aber diverse Anpassungen an neuere, offensichtlich im Entwurf noch nicht berücksichtigte Entscheidungen der EU. Einen Sonderfall stellt das "Pilzöl aus Mortierella alpina" dar, bei dem zu berücksichtigen ist, dass es neben der "neuartigen" Version auch eine hergebrachte gibt (vgl. nachfolgend die Bemerkungen zu Art. 5i und Anhang 11). Auch an dieser Stelle halten wir fest, dass es nebst den nun im Abschnitt 2a umschriebenen "neuartigen Speiseölen" eine Reihe von Speiseölen (z.B. Fischöle, Algenöle, Pilzöle etc.) gibt, die auch Quelle spezifischer Fettsäuren sind, aber nicht unter die "neuartigen Speiseöle" fallen.	
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	5b.1	Anpassung an die Entscheidung der Kommission vom 22. Oktober 2009 über die Erweiterung der Anwendungen von Algenöl aus der Mikroalge Schizochytrium sp. als neuartige Lebensmittelzutat im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 258/97 und an die Entscheidung der FSA gemäss Art. 3 Verordnung (EG) Nr. 258/97 vom 6.7.2012 siehe: http://ec.europa.eu/food/food/biotechnology/novelfood/dha_o_authorisation_letter_06072012_de.pdf	Marginale: "Öl aus der Mikroalge Schizochytrium sp." Abs. 1: DHA- und EPA-reiche Öle aus der Mikroalge Schizochytrium sp. werden durch Hexanextraktion gewonnen. Abs. 4: Die Sachbezeichnungen lauten "DHA-reiches Öl der Mikroalge Schizochytrium sp." oder "DHA- und EPA-reiches Öl aus Schizochytrium sp.".

Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	5i.1	Der vorgeschlagene Art. 5i, Absatz 1 beruht auf dem Entscheid der Kommission vom 12. Dezember 2008 (2008/968/EG), wobei dieser Entschied nur das Produkt eines Herstellers beurteilt. Auf dem Markt sind weitere, vergleichbare Pilzöl aus Mortierella alpina, die schon vor 1997 in Verkehr gebracht wurden und somit nicht unter die "Novel Food"-Verordnung (EG) Nr. 258/97 fallen. Für diese werden andere Substrate als Sojamehl und Sojaöl verwendet. Art. 5i ist so zu formulieren, dass er alle Arten von "Pilzöl aus Mortierella alpina" abdeckt. (vgl. auch unsere Bemerkungen zu Anhang 11)	Abs. 1: Pilzöl aus Mortierella alpina ist reich an Arachidonsäure und wird durch Fermentation aus dem Pilz Mortierella alpina gewonnen.
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	Anhang 3	In der Tabelle "Verwendungszweck" ist für Nahrungsergänzungsmittel als Höchstmenge für die Summe aus DHA und EPA 250 mg/Tagesration vorgeschlagen. Dies entspricht dem Wert gemäss Anhang 13 der VO über Speziallebensmittel (aktueller Stand). Offensichtlich wurde übersehen, dass dieser Wert gemäss Entwurf zu Anhang 13 auf 500 mg/Tagesration erhöht wird.	Tabelle "Verwendungszwecke / Höchstmenge für die Summe aus DHA und EPA": Nahrungsergänzungsmittel - 500 mg/ Tagesration
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	Anhang 4	Anpassung an die Entscheidung der Kommission vom 22. Oktober.2009 über die Erweiterung der Anwendungen von Algenöl aus der Mikroalge Schizochytrium sp. als neuartige Lebensmittelzutat im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 258/97 (2009/778/EG) und an die Entscheidung der FSA gemäss Art. 3 Verordnung (EG) Nr. 258/97 vom 6.7.2012 siehe http://ec.europa.eu/food/food/biotechnology/novelfood/dha_o_authorisation_letter_06072012_de.pdf Es sind hier die zwei unterschiedlichen Spezifikationen und Verwendungszwecke für DHA-reiches und DHA- und EPA-reiches Öl aufzuführen. Wir schlagen deshalb eine Unterteilung des Anhangs 4 in eine Ziff. 1 und eine Ziff. 2 vor.	Titel: DHA-reiches und DHA- und EPA-reiches Öl der Mikroalge Schizochytrium sp. 1. Öl der Mikroalge Schizochytrium sp. Spezifikation (unverändert wie 1. Tabelle): Verwendungszwecke: Verwendungsgruppen / Höchstgehalt an DHA (Docosahexaensäure) Backwaren (Brot und Brötchen) / 200mg/100g Müsliriegel / 500mg/100g Nichtalkoholische Getränke (einschliesslich Getränke auf Milchbasis) / 60mg/100ml 2. DHA- und EPA-reiches Öl aus Schizochytrium sp. Spezifikation: Säurewert - Nicht mehr als 0,5 mg KOH/g Peroxidwert (PV) - Nicht mehr als 5,0 meq/kg Öl Feuchtigkeit und flüchtige Stoffe - Nicht mehr als 0,05% Unverseifbare Stoffe - Nicht mehr als 4,5% Trans-Fettsäuren - Nicht mehr als 1 % DHA-Gehalt - Mindestens 22,5% EPA-Gehalt - Mindestens 10%

			Verwendungszwecke: Verwendungsgruppen / Höchstgehalt an DHA + EPA (in mg/100g, sofern nicht anders angegeben) Nahrungsergänzungsmittel / 250 mg/tägliche Verzehrsmenge gemäss Herstellerempfehlung für Normalverbraucher; 450 mg/tägliche Verzehrsmenge gemäss Herstellerempfehlung für Schwangere und stillende Frauen Diätetische Lebensmittel für besondere medizinische Zwecke / entsprechend den besonderen Ernährungsbedürfnissen des Personenkreises, für den die Produkte bestimmt sind Lebensmittel für kalorienarme Ernährung zur Gewichtsabnahme / 250 mg/Mahlzeitersatz Andere Lebensmittel für eine besondere Ernährung (PARNUTS) im Sinne der Richtlinie 2009/39/EG, ausgenommen Säuglingsanfangsnahrung und Folgenahrung / 200mg/100g Backwaren, Brot und Brötchen, Kekse / 200mg/100g Frühstückscerealien / 500mg/100g Speisefette / 360mg/100g Milchersatzerzeugnisse (ausgenommen Getränke) / bei Käse: 600mg/100g; bei Sojamilch- und Milchimitationserzeugnissen (ausgenommen Getränke): 200mg/100g Milcherzeugnisse (ausgenommen Getränke auf Milchbasis) / bei Käse: 600mg/100g; bei Milchprodukten (einschliesslich Milch, Frischkäse und Joghurterzeugnisse; ausgenommen Getränke): 200mg/100g Nichtalkoholische Getränke (einschliesslich Milchersatzgetränke und Getränke auf Milchbasis) / 80mg/100g Getreideriegel / 500 mg/100g Streichfette und Salatsaucen / 600mg/100g
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	Anhang 11	Das "Pilzöl aus Mortierella alpina" stellt einen Sonderfall dar. Es gilt in einer Form als "herkömmlich", da es schon vor dem Jahr 1997 in der EU auf dem Markt war, und wurde in einer anderen Form als "Novel Food" nach der VO (EG) Nr. 258/97 zugelassen. Die in Anhang 11 vorgeschlagene Spezifikation basiert auf dem Entscheid der Kommission vom 12. Dezember 2008 (2008/968/EG), wobei dieser Entschied nur das Produkt eines Herstellers als "novel food" beurteilte. Im Sinne unserer allgemeinen Bemerkungen muss entweder in Anhang 11 klargestellt werden, dass sich die Spezifikation nur auf das "neuartige" Pilzöl bezieht, oder die Spezifikation wird so festgelegt, dass sie auch die nicht als "novel food" geltenden Formen abdeckt. Die in der Spalte rechts vorgeschlagene Spezifikation deckt beide Arten ab.	Spezifikation Arachidonsäure ≥ 38 % Peroxidzahl ≤ 5 meq/kg Säurezahl ≤ 0,8 mg KOH/g Anisidinzahl ≤ 20 Freie Fettsäuren ≤ 0,4 % Unverseifbare Bestandteile ≤ 3,5 % F-------

Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Generelle Bemerkungen	Es wird begrüsst, dass die Qualitätsmerkmale von Olivenölen der EU angepasst werden. Sensorisch ungenügende "extra vergine" Olivenöle konnten in der Schweiz bisher nur auf der Basis eines zu hohen Säuregrades beanstandet werden, welcher relativ leicht manipuliert werden kann (siehe Jahresbericht KLZH 2009). Insbesondere die nützlichen Methyl- und Ethylester der Fettsäuren und die Sensorik konnten bisher nicht als Qualitätsmerkmale eingesetzt werden. Die EU-Bestimmungen hinsichtlich der Olivenöle sind teilweise sehr kompliziert formuliert. Umso mehr ist darauf zu achten, dass sie sorgfältig übernommen werden, um Unterschiede und Interpretationsschwierigkeiten zu vermeiden (siehe Beispiele unten). Neuartige Speiseöle Der Begriff "neuartige Speiseöle" ist unglücklich gewählt und nicht opportun. Die Begründung dazu sowie Begriffsvorschläge werden unter Art. 1 Abs. 1 sowie Art. 2 aufgeführt. Bei einer Begriffsänderung wären folglich auch die Verweise in anderen Verordnungen auf diese Öle anzupassen (siehe Verordnung über Speziallebensmittel und Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln).	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	1.1 g	"g. neuartige Speiseöle und Speisefette" Die neuartigen Speiseöle werden als letzte Gruppe hinter Salatsaucen und Rahmanalogen aufgeführt. Dies ist nicht angebracht, da nachher die neuartigen Speiseöle direkt nach den Speiseölen unter Abschnitt 2a umschrieben werden (Art. 5a bis 5i). Es sollte unter Art. 1 die gleiche Reihenfolge gewählt werden wie anschliessend bei den einzelnen Abschnitten. Die Angabe "und Speisefette" sollte gestrichen werden, weil nachher nur neuartige Speiseöle umschrieben werden und weil der Titel unter Abschnitt 2a auch nur "2a. Abschnitt: Neuartige Speiseöle" lautet. Es ist fraglich, ob es sinnvoll ist, eine Lebensmittelgruppe "neuartige Speiseöle" einzuführen (unabhängig von der Novel-Food-Verordnung). Einerseits werden die Speiseöle in 10, 20 Jahren nicht mehr als "neuartig" angesehen und andererseits wegen den Ausführungen unter Art. 2. Die Angabe "übrige Speisöle" wäre in diesem Sinne neutraler und würde analog der Verordnung über alkoholische Getränke gehandhabt. Dort hat man die Gruppe "übrige alkoholische Getränke". Auch bisherige gemäss Art. 5 der EG-Novel-Food-Verordnung Nr. 1997/258 notifizierte neuartige Lebensmittel wie Noni-Saft, D-Tagatose (Zuckerart) sowie Produkte mit Pflanzensterolen und Pflanzenstanolen werden im Schweizer Lebensmittelrecht auch nicht als "neuartiger Fruchtsaft", "neuartige Zuckerart" oder als "neuartige Speziallebensmittel" umschrieben.	Änderungsvorschlag: Die neue Gruppe sollte direkt nach dem Speiseöl aufgeführt werden, beispielsweise: "abis. Neuartige Speiseöle" Der Begriff "neuartige Speiseöle" ist generell zu überdenken. Er könnte beispielsweise durch "übrige Speiseöle" ersetzt werden analog der Verordnung über alkoholische Getränke. Siehe auch Ausführungen und Vorschlag unter Art. 2 (-> "Öle aus Mikroorganismen").

Staatskanzlei des Kantons Solothurn	2.2	Definition Speiseöl "Speiseöl ist Öl tierischen oder pflanzlichen Ursprungs, dessen vorwiegende Bestandteile die Glycerinester der natürlichen Fettsäuren sind. Es ist bei Raumtemperatur flüssig." Einige der unter dem "Abschnitt 2a: Neuartige Speiseöle" aufgeführten Öle fallen von der Definition her unter Art. 2 und sind in diesem Sinne nicht "neuartig" (wie raffiniertes Echiumöl, raffiniertes Allanblackia-Saatöl, Diacylglyceridöl pflanzlichen Ursprungs, Rapsöl und Maiskeimöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen). Aufgrund dieser allgemeinen Definition müssten die erwähnten "neuartigen Speiseöle" unter diesem Abschnitt erfasst werden und nicht unter dem "Abschnitt 2a: Neuartige Speiseöle". Falls diese unter dem Abschnitt "neuartige Speiseöle" oder einem unter einem anderen Titel erfasst werden sollen, so ist unseres Erachtens die Definition von Art. 2 so anzupassen, dass die erwähnten "neuartigen Speiseöle" nicht darunter fallen. Sonst führt dies zu einer Verletzung der Rechtsklarheit. Die vom BAG vorgeschlagene Unterscheidung zwischen "traditionellen" und "neuartigen Speiseölen" wird auch nicht als ideal angesehen. Die Begriffe könnten im Rahmen der Werbung missbraucht werden.	Variante 1 (Vorzug): Art. 2 unverändert beibehalten und die "neuartigen Speiseöle" (raffiniertes Echiumöl, raffiniertes Allanblackia-Saatöl, Diacylglyceridöl pflanzlichen Ursprungs, Rapsöl und Maiskeimöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen, Krillöl) unter dem "2. Abschnitt: Speiseöl" erfassen. Die verbleibenden "neuartigen Speiseöle" könnten in diesem Fall unter einem aussagekräftigeren Abschnittstitel wie "Speiseöle aus Mikroorganis¬men" zusammengefasst werden. Oder Variante 2: Definition von Art. 2 so anpassen, dass die erwähnten "neuartigen Speiseöle" nicht darunter fallen und die Rechtssituation entsprechend klar wird. Evtl. könnten die deutschen Leitsätze für Speisefette und Speiseöle als Grundlage für die Definition herbeigezogen werden (siehe Begriffsbestimmung unter 1.1.1). Je nach Änderung müsste unter Umständen auch Art. 6 (Definition Speisefette) angepasst werden.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	2.2	Der Einleitungssatz sollte mit "Oliventresteröl" ergänzt werden (entsprechend den EU-Bestimmungen).	Ergänzung: "Bei Olivenöl und Oliventresteröl werden folgende Kategorien unter¬schieden:"
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	2.2	"b. raffiniertes Olivenöl: durch Raffinieren von nativen Olivenölen, ausser Lampantöl, gewonnen". Die Definition entspricht nicht der EU-Verordnung Nr. 1234/2007 (Anhang XVI). Die Definition ist falsch: Lampantöl ist sogar der wichtigste Rohstoff für raffiniertes Olivenöl.	Anpassungsvorschlag entsprechend der EU-Ver-ord¬nung: "b. raffiniertes Olivenöl: durch Raffinieren von nativen Olivenölen gewon¬nen"
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	3.1	Es wird Bezug genommen auf Anhang 1a. Wieso kann Anhang 1a nicht zu Anhang 1 werden? Anhang 1 wird ja aufgehoben. Der Begriff "Merkmale" sollte einheitlich durch "Anforderungen" ersetzt werden analog Artikel 5a bis 5i jeweils die Absätze 2 oder 3. Eine einheitliche Wortwahl trägt zum besseren Verständnis bei.	Änderungsvorschläge: Anstatt auf Anhang 1a auf Anhang 1 verweisen. Den Begriff "Merkmale" durch "Anforderungen" er-setzen.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	übrige	Bezeichnung "schonend gedämpft" Die Streichung der Bezeichnung "schonend gedämpft" bringt ein altes Problem zurück: Die meisten "kalt gepressten" Sonnenblumen-, Distel oder andern Pflanzenöle sind schwach ausgedämpft, dürften also nicht mehr als kaltgepresst ausgelobt werden. Die Bezeichnung "schonend gedämpft" sollte also beibehalten werden. Literatur: Methoden zur Erkennung verfälschter Speiseöle, K. Grob, M. Biedermann, and M. Bronz, Mitt. Gebiete	Bezeichnung “schonend gedämpft” sollte beibe-halten werden.

		Lebensm. Hyg. 85 (1994) 340-350.	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	3.3	Müsste hier nicht noch Oliventresteröl ergänzt werden?	Evtl. Ergänzung: "Speiseöl, mit Ausnahme von Olivenöl und Oliventresteröl, gilt als…".
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	3.3bis	Die gleichen Anpassungen wie unter Art. 3 Abs. 1bis aufgeführt worden sind, sollten auch hier vorgenommenen werden. Die Gründe gelten entsprechend.	Änderung wie: "Für Olivenöl gelten die Anforderungen nach Anhang 1 sowie folgende Bestimmungen:"
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	3a	Der Begriff "Oliventresteröl" ist im Titel und im Satz zu ergänzen, weil nach Art. 2 Abs. 2 Bst. f auch Oliventresteröl darunter fällt.	Ergänzung von "Oliventresteröl" im Titel und im Satz.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	4.1bis	Der Begriff "Oliventresteröl" ist zu ergänzen, weil nach Art. 2 Abs. 2 auch Oliventresteröl darunter fällt.	Ergänzung: "Als Sachbezeichnung für Olivenöle und Oliventresteröle nach Artikel 2 Absatz 2 müssen die dort vorgesehenen Kategorienbezeichnungen verwendet werden".
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	4.2bis	Bei diesem Absatz geht es nicht um die Sachbezeichnung, sondern um die Bilder oder grafischen Darstellungen im Zusammenhang mit Olivenöl bei Speiseölmischungen. Deshalb sollte dieser Absatz nicht unter Art. 4 (Sachbezeichnung), sondern im Art. 5 (übrige Kennzeichnung) aufgeführt werden. Sinnvollerweise in Art. 5 vor dem Absatz 7. Gibt es hier nicht inhaltliche Unterschiede zur EU? Speiseölmischungen nach Art. 4 Abs. 2 können auch tierische Öle (wie Fischöl) enthalten. Dies im Gegensatz zur EU-Definition (-> Mischung von Pflanzenölen mit Olivenöl). Auch in Art. 4 Abs. 2ter wird auf Art. 4 Abs. 2 verwiesen.	Es wäre passender, wenn dieser Absatz unter Art. 5 vor dem Abs. 7 aufgeführt würde (auch in den EU-Bestimmungen erfolgt dies im gleichen Artikel). Der Absatz ist hinsichtlich EU-Konformität nochmals zu überprüfen.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	4.2ter	Dieser Absatz wird ungefähr von der EU-Verordnung Nr. 29/2012 (Art. 6 Abs. 3) übernommen. Art. 6 Abs. 3 der EU-Verordnung Nr. 29/2012 gilt sinn-gemäss auch für Art. 6 Abs. 2 der EU-Verordnung (-> entspricht in etwa Art. 5 Abs. 7 Schweizer Recht). Art. 4 Abs. 2ter müsste sich analog der EU-Bestimmung (wenn diese übernommen werden soll) auch auf den vorgesehenen Art. 5 Abs. 7 be-ziehen, was nicht erfolgte.	Der Absatz ist hinsichtlich EU-Konformität noch-mals zu überprüfen und wo nötig anzupassen.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	5.4	Der Begriff "Oliventresteröl" ist zu ergänzen, weil nach Art. 2 Abs. 2 Bst. f auch Oliventresteröl darunter fällt und weil nachher auch Oliventresteröl aufgeführt wird. Der Begriff "unverwischbar" kann sicher gestrichen werden, da ja alle Kennzeichnungs¬angaben nach Art. 31 Abs. 2 LGV in leicht lesbarer und unverwischbarer Schrift angegeben werden müssen.	Ergänzung: "Olivenöl und Oliventresteröl nach Artikel 2…". Streichen des Begriffes "unverwischbar".

Staatskanzlei des Kantons Solothurn	5.5	"…, wenn sie auf den Ergebnissen einer in Anhang XII der Verordnung (EWG) Nr. 2568/91 vorgesehenen Analysemethode basieren." Die Begriffe, welche für die Beschreibung des Geschmacks und Geruchs im Rahmen der Kennzeichnung verwendet werden dürfen, werden nur in der EU-Verordnung (Anhang XII Ziffer 3.3) aufgeführt. Sie sollten auch hier erfasst werden.	Änderung: "…, wenn sie auf den Ergebnissen einer in Anhang XII der Verordnung (EWG) Nr. 2568/91 vorgesehenen organoleptischen Prüfung basieren." Die Begriffe, die für die Beschreibung des Ge-schmacks und Geruchs verwendet werden dürfen, sollten hier angegeben werden.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	5.6	Die Angabe des Säuregehalts ist gemäss Art. 5 der EU-Verordnung Nr. 29/2012 (siehe Einleitungssatz) nicht nur bei Olivenöl, sondern auch bei Oliventresteröl zulässig .	Ergänzung: "Die Angabe des Säuregehalts bzw. des Säurehöchstgehalts bei Olivenöl und Oliventrester¬öl nach Artikel 2 Absatz 2 Buchstabe a Ziffer 1 und 2, Buchstaben c und f…."
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	5.7	Der Absatz stammt ansatzweise von der EU-Verordnung Nr. 29/2012 (Art. 6 Abs. 2). Falls diese Bestimmung wirklich vollständig übernommen werden muss (was langsam aber sicher unsinnig wird -> man hat doch Art. 9, 10 LKV zur mengenmässigen Angabe von Zutaten), so sollten die Angaben präziser übernommen werden, damit keine Unterschiede und Interpretations-schwierigkeiten entstehen. Würde man Art. 6 Abs. 2 der EU-Verordnung Nr. 29/2012 übernehmen, so müsste sich dieser Absatz auf Olivenöle und Oliventresteröl nach Artikel 2 Absatz 2 Buchstabe a Ziffer 1 und 2, Buchstaben c und f dieser Verordnung beziehen. Wird beim rechten Änderungsvorschlag nicht berücksichtigt.	Änderung wie: "… in anderen Lebensmitteln als Speise-ölmischungen nach Art. 4 Abs. 2 hingewiesen, so muss unmittelbar nach der Sachbezeichnung des Lebensmittels der Anteil der … Von diesen Bestimmungen ausgenommen sind Thunfisch in Olivenöl und Sardinen in Olivenöl." Der Absatz ist hinsichtlich EU-Konformität noch-mals zu überprüfen und entsprechend anzupassen.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	übrige	Definition Speiseöl "Speiseöl ist Öl tierischen oder pflanzlichen Ursprungs, dessen vorwiegende Bestandteile die Glycerinester der natürlichen Fettsäuren sind. Es ist bei Raumtemperatur flüssig." Einige der unter dem "Abschnitt 2a: Neuartige Speiseöle" aufgeführten Öle fallen von der Definition her unter Art. 2 und sind in diesem Sinne nicht "neuartig" (wie raffiniertes Echiumöl, raffiniertes Allanblackia-Saatöl, Diacylglyceridöl pflanzlichen Ursprungs, Rapsöl und Maiskeimöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen). Aufgrund dieser allgemeinen Definition müssten die erwähnten "neuartigen Speiseöle" unter diesem Abschnitt erfasst werden und nicht unter dem "Abschnitt 2a: Neuartige Speiseöle". Falls diese Öle unter dem Abschnitt "neuartige Speiseöle" oder unter einem anderen Titel erfasst werden sollen, so ist unseres Erachtens die Definition von Art. 2 so anzupassen, dass die erwähnten "neuartigen Speiseöle" nicht darunter fallen. Sonst führt dies zu einer Verletzung der Rechtsklarheit. Die vom BAG vorgeschlagene Unterscheidung zwischen "traditionel-	Variante 1 (Vorzug): Art. 2 unverändert beibehalten und die "neuartigen Speiseöle" (raffiniertes Echiumöl, raffiniertes Allanblackia-Saatöl, Diacylglyceridöl pflanzlichen Ursprungs, Rapsöl und Maiskeimöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen, Krillöl) unter dem "2. Abschnitt: Speiseöl" erfassen. Die verbleibenden "neuartigen Speiseöle" könnten in diesem Fall unter einem aussagekräftigeren Abschnittstitel wie "Speiseöle aus Mikroorganis¬men" zusammengefasst werden. Oder Variante 2: Definition von Art. 2 so anpassen, dass die erwähnten "neuartigen Speiseöle" nicht darunter fallen und die Rechtssituation entsprechend klar wird. Evtl. könnten die deutschen Leitsätze für Speisefette und Speiseöle als Grundlage für die Definition herbeigezogen werden (siehe Begriffsbestimmung unter 1.1.1).

		len" und "neuartigen Speiseölen" wird auch nicht als ideal angesehen. Die Begriffe könnten im Rahmen der Werbung missbraucht werden. Der Interpre-tationsspielraum dieser Begriffe ist sehr gross.	Je nach Änderung müsste unter Umständen auch Art. 6 (Definition Speisefette) angepasst werden.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	5a.1	In den ersten beiden Sätzen steht, dass Krillöl durch Acetonextraktion gewonnen wird. Die doppelte Aufführung dieser Angabe ist nicht nötig. Wir schlagen vor, im ersten Satz nicht auf die Acetonextraktion einzugehen.	Anpassungsvorschlag: "Krillöl ist ein … Lipidextrakt aus ….".
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	5b.1	Im Gegensatz zum EG-Kommissionsentscheid Nr. 2003/427/EG wird im EG-Kommissionsentscheid Nr. 2009/778/EG in der Sachbezeichnung "DHA-reich" nicht mehr erwähnt. Hat dies einen speziellen Grund?	Die Sachbezeichnung sollte im Hinblick auf den EG-Kommissionsentscheid Nr. 2009/778/EG noch-mals über¬prü¬ft werden.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	5d.1	Lateinische Gattungs- und Artnamen (wie A. floribunda) einheitlich kursiv schreiben analog Art. 5a bis 5c.	Lateinische Namen einheitlich kursiv schreiben.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	5e.3	"Es darf als Lebensmittel zur Verwendung in… Getränken, die als Ersatz für eine oder mehrere Mahlzeiten am Tag angeboten werden,…". Wird beim Getränk eine Mahlzeit für eine gewichtskontrollierende Ernährung und/oder ein diätetisches Lebensmittel für besondere medizinische Zwecke gemeint? Es ist nicht klar. Die Angabe muss entsprechend präzisiert werden. Die Angabe ist so zu formulieren, dass eine klare Zuordnung zur in der Schweiz geregelten Lebensmittelgruppe gemacht werden kann. Lateinische Namen (wie Brassica cempetris) einheitlich kursiv schreiben analog Art. 5a bis 5c.	Präzisierung der Angabe beim Getränk. Falls es sich nur um eine "Mahlzeit für eine gewichtskontrollierende Ernährung" handelt, ist beispielsweise folgende Ergänzung angebracht: "… Getränken für eine gewichtskontrollierende Ernährung, die als Ersatz für eine oder mehrere Mahlzeiten am Tag angeboten werden…". Lateinische Namen einheitlich kursiv schreiben.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	5f.4	Mit der Formulierung ist nicht eindeutig, ob das neuartige Speiseöl nur in Nahrungsergänzungsmitteln eingesetzt werden darf oder nicht. Eine Präzisierung mit der Bezeichnung "nur" wäre eindeutiger.	Ergänzung: zum besseren Verständnis: "Es darf als Lebensmittelzutat nur zur Verwendung in Nahrungsergänzungsmitteln in den Verkehr gebracht werden."
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	5f.5	Weil das neuartige Speiseöl nur in Nahrungsergänzungsmitteln eingesetzt werden darf, ist der Hinweis auf die Tagesration gemäss Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe meistens nicht aussagekräftig, da Kapseln etc. im Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe nicht aufgeführt sind. Die Angabe ist deshalb anzupassen.	Ergänzung wie: "Die maximale Menge an Rapsöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen in einer Tagesration gemäss Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe oder in einer vom Hersteller als empfohlene Tagesration darf höchstens 1,5 g betragen. Oder "… oder in einer vom Hersteller als Tagesration empfohlenen Verzehrsmenge…"

Staatskanzlei des Kantons Solothurn	5h.4	Mit der Formulierung ist nicht eindeutig, ob das neuartige Speiseöl nur in Nahrungsergänzungsmitteln eingesetzt werden darf oder nicht. Eine Präzisierung mit der Bezeichnung "nur" wäre eindeutiger.	Ergänzung: "Es darf als Lebensmittelzutat nur zur Verwendung in Nahrungsergänzungsmitteln in den Verkehr gebracht werden."
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	5h.5	Weil das neuartige Speiseöl nur in Nahrungsergänzungsmitteln eingesetzt werden darf, ist der Hinweis auf die Tagesration gemäss Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe meistens nicht aussagekräftig, da Kapseln etc. im Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe nicht aufgeführt sind. Die Angabe ist deshalb anzupassen.	Ergänzung wie: "Die maximale Menge an Maiskeimöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen in einer Tagesration gemäss Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe oder in einer vom Hersteller empfohlenen Tagesration darf höchstens 2,0 g betragen." "… oder in einer vom Hersteller als Tagesration empfohlenen Verzehrsmenge…"
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	5i.3	Absatz 3 Die Nennung des Einsatzes eines neuartigen Speiseöls in einer nach Art. 5 LGV nicht umschriebenen Lebensmittelgruppe ("Frühgeborenennahrung") ist zu streichen. Die Angabe ist nicht angebracht und auch nicht nötig, weil dies im Rahmen des Bewilligungs¬verfahrens der neuartigen "Frühgeborenen-nahrung" ohnehin beurteilt wird. Entweder wird die Lebensmittelgruppe in der Verordnung über Spezial-lebensmittel umschrieben, oder die Angabe der Zulässigkeit der Zutat ge-strichen. Absatz 4 Das Eingehen auf die Frühgeborenennahrung ist auch hier aufgrund von Art. 5 LGV eigentlich gar nicht nötig, da eine Beurteilung im Rahmen des Bewilligungsverfahrens ohnehin stattfindet. Ein Verweis dieser Art würde nach unseren Kenntnissen zum ersten Mal im Schweizer Recht stattfinden.	Absatz 3: Die Lebensmittelgruppe ("Frühgeborenennahrung") ist zu streichen. Absatz 4: Es wird empfohlen, den Teil betreffend Frühge-borenennahrung ebenfalls zu streichen.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Anhang 1a	Anhang 1 wird aufgehoben. Von daher könnte der neu vorgesehene Anhang 1a als Anhang 1 bezeichnet werden. Titel: "Merkmale von Olivenölen" Anstelle des oben erwähnten Titels sollte analog Anhang 2 der Titel "Anforderungen an Olivenöle" heissen.	Anpassungsvorschläge: Den Anhang 1a als Anhang 1 bezeichnen. Den Titel "Anforderungen an Olivenöle" nennen.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Anhang 3	Die Begriffe (wie Spezifikation, Merkmal, Test, Stoff, Parameter etc.) werden uneinheitlich gewählt, weil die Daten aus verschiedenen EU-Verordnungen stammen. Die verwendeten Begriffe und der Aufbau der Tabellen sollten in dieser Verordnung zum besseren Verständnis und wegen der Übersichtlichkeit einheitlich gewählt werden. Begriff "Spezifikation" Das Wort "Spezifikation" ist in der Lebensmittelgesetzgebung nicht üblich.	Bei den Anhängen 3 bis 11 berücksichtigen: Begriff "Spezifikation" In den Anhängen 3 bis 11 generell den Begriff "Spezifikation" durch

		Der Begriff "Spezifikation" sollte in allen Anhängen einheitlich durch den Begriff "Anforderungen" ersetzt werden. In den bestehenden Anhängen 1 und 2 wird anstelle des Begriffes "Spezifikation" ebenfalls das Wort "Anforderungen" verwendet. Zudem wird unter den Artikeln 5a bis 5i jeweils unter dem Absatz 2 oder 3 mit folgendem Wortlaut auf die Anhänge verwiesen: "Es muss die Anforderungen nach Anhang xy erfüllen." Auch dort wird der Begriff "Anforderungen" aufgeführt. Durch die einheitliche Wortwahl werden die Angaben verständlicher. Peroxidzahl Manchmal steht "Peroxidzahl (PV)", manchmal "Peroxidwert (PW)". Die Einheiten werden mit meq/kg und mit meq 02/kg angegeben. Im bestehenden Anhang 2 steht: "Peroxidzahl in meq 02/kg"	den üblichen Begriff "Anfor-derungen" ersetzen (analog den aktuellen Anhän¬gen 1 und 2). Peroxidzahl In den Anhängen 3 bis 11 einheitlich den Begriff "Peroxidzahl" und die Einheit mit "meq 02/kg" angeben (analog bestehendem Anhang 2).
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Anhang 3	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" siehe oben unter Anhänge 3 bis 11.	Tabellenüberschrift der ersten Tabelle (-> Test, Spezifikation) streichen.
		Abweichungen zur EU-Gesetzgebung: Bei Nahrungsergänzungsmitteln werden 250 mg/Tagesration (in EU 200 mg/Tagesration) zugelassen. Da die Tagesration für Nahrungsergänzungsmittel im Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe nicht aufgeführt ist, wäre die Ergänzung wie "Tagesration gemäss Herstellerempfehlung" analog des EG-Kommissionsentscheids Nr. 2009/752/EG angebracht. Zugaben zu Backwaren und nichtalkoholischen Getränken etc. werden im EU-Kommissionsentscheid nicht in aufgeführt. Die Zuläs¬sigkeiten (Menge und Produktegruppe) gehen über die EU-Anforderungen hinaus. Kann aber akzeptiert werden.	Ergänzung der Tabelle "Verwendungszwecke" unter Nahrungsergänzungsmittel im Sinne von: "250 mg/Tagesration gemäss Herstellerempfeh¬lung" Höchstmenge Tagesration überprüfen.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Anhang 4	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" sowie einheitliche Darstellung bezüglich Peroxidzahl siehe oben unter Anhänge 3 bis 11.	Tabellenüberschrift der ersten Tabelle (-> Test, Spezifikation) streichen. Den Wortlaut "nicht mehr als" sollte durch einen anderen in den Anhängen verwendeten Wortlaut (wie "höchstens" oder "max.") ersetzt werden. Entsprechend ist auch der Wortlaut "nicht weniger als" durch "mindestens" zu ersetzen.
		Die Verwendungszwecke dieses DHA-reichen Öles sind nicht vollständig (Integration des EG-Kommissionsentscheids Nr. 2009/778/EG fehlt). Die Anwendungenen des Öls bei Backwaren (Brot und Brötchen), Müeslirigel und nichtalkoholischen Getränken (einschliesslich Getränke auf Milchbasis) fehlen. Da die Tagesration für Nahrungsergänzungsmittel im Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe nicht aufgeführt ist, wäre die Ergänzung wie "Tagesration	Verwendungszwecke des Kommissionsentscheids Nr. 2009/778/EG aufführen: Backwaren (Brot und Brötchen), Müsliriegel und nichtalkoholische Getränke (einschliesslich Getränke auf Milchbasis). Ergänzung der Tabelle "Verwendungszwecke" unter Nahrungsergänzungsmittel im Sinne von: "200 mg/Tagesration gemäss Herstellerempfeh¬lung"

		gemäss Hersteller¬empfehlung" analog des EG-Kommissionsentscheids Nr. 2009/752/EG angebracht.	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Anhang 5	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" siehe oben unter Anhänge 3 bis 11. Da die Tagesration für Nahrungsergänzungsmittel im Anhang 3 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe nicht aufgeführt ist, wäre die Ergänzung wie "Tagesration gemäss Hersteller¬empfehlung" analog des EU-Kommissionsentscheids Nr. 2009/752/EG angebracht. Bezeichnung der Lebensmittelgruppen entsprechend der in der Schweiz verwendeten Sachbezeichnungen angeben.	Tabellenüberschrift der ersten Tabelle (-> Test, Spezifikation) streichen. Bei der Tabellenüberschrift der zweiten Tabelle den Begriff "Höchstgehalt" durch "Höchstmenge" ersetzen (analog Anhang 3 und 4). Ergänzung der Tabelle "Verwendungszwecke" unter Nahrungsergänzungsmittel im Sinne von: "500 mg/Tagesration gemäss Herstellerempfeh¬lung" Anstelle der Bezeichnung "Dressing" die Sachbezeichnung "Salatsauce" nach Art. 16 auf-führen.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Anhang 6	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" sowie einheitliche Darstellung bezüglich Peroxidzahl siehe oben unter Anhänge 3 bis 11.	Beim Titel den Wortlaut "Spezifikation von" streichen. Neuer Titel: "Raffiniertes Allanblackia-Saatöl" Alle Parameter in einer Tabelle erfassen. Die Tabellentitel "Fettsäurezusammensetzung" und "Merkmale" weglassen. Als Tabellentitel nur noch den Begriff "Anforderungen" aufführen.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Anhang 7	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" sowie einheitliche Darstellung bezüglich Peroxidzahl siehe oben unter Anhänge 3 bis 11.	Tabellenüberschrift (-> Stoff/Parameter, Gehalt) strei¬chen.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Anhang 8	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen. Die Säurezahl, Peroxidzahl, Eisen, Kupfer und polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe sowie Benzo(a)pyren werden in der Tabelle unter dem Tabellentitel "Fettsäuren in Triglyceriden" aufgeführt. Die erwähnten Parameter sind keine Fettsäuren. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" siehe oben unter Anhänge 3 bis 11.	Alle Parameter in einer Tabelle erfassen. Als Tabellentitel nur noch den Begriff "Anforderungen" aufführen. Tabellendarstellung analog Anhang 7 oder entsprechend der übersichtlichen Darstellung von Anhang des EG-Kommissionsentscheids Nr. 2006/722/EG.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Anhang 9	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen.	Bei der Tabellenüberschrift der zweiten Tabelle den Begriff "Höchstgehalt" durch "Höchstmenge" ersetzen (analog Anhang 3 und 4).

		Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" sowie einheitliche Darstellung bezüglich Peroxidzahl siehe oben unter Anhänge 3 bis 11.	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Anhang 10	Im Sinne einer einheitlichen Darstellung der Tabellen in Anhang 3 bis Anhang 11 ist es angebracht, auch nebenstehende Änderungen vorzu¬nehmen. Die Säurezahl, Peroxidzahl, Eisen, Kupfer und polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe sowie Benzo(a)pyren werden in der Tabelle unter dem Tabellentitel "Fettsäuren in Triglyceriden" aufgeführt. Die erwähnten Parameter sind keine Fettsäuren. Ausführungen betreffend Ersatz des Begriffes "Spezifikation" sowie einheitliche Darstellung bezüglich Peroxidzahl siehe oben unter Anhänge 3 bis 11.	Alle Parameter in einer Tabelle erfassen. Als Tabellentitel nur noch den Begriff "Anforderungen" aufführen. Tabellendarstellung analog Anhang 7 oder entsprechend der übersichtlichen Darstellung von Anhang des EG-Kommissionsentscheids Nr. 2006/723/EG.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	übrige	2a Abschnitt: Titel: Neuartige Speiseöle Der Begriff "neuartige Speiseöle" ist nicht opportun. Begründung siehe unter Art. 1 sowie Art. 2.	Vorschläge siehe unter Art. 1 und Art. 2.

Révision partielle de l'ordonnance sur les denrées alimentaires d'origine animale (RS 817.022.108)

Organisation	Article	Commentaire	Modifications proposées
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	3.1	Definition von Fleisch, Fleischzubereitungen und Fleischerzeugnissen Es fehlt neu die Definition von Hackfleisch (Art. 3 Abs. 2 bis geltende VLtH bzw. Anhang I Ziffer 1.13 EG-Verordnung Nr. 853/2004).	Die Definition von Hackleisch aufführen.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	3.1	Definition von Fleisch, Fleischzubereitungen und Fleischerzeugnissen Es fehlt neu die Definition von Hackfleisch (Art. 3 Abs. 2 bis geltende VLtH bzw. Anhang I Ziffer 1.13 EG-Verordnung Nr. 853/2004).	Die Definition von Hackleisch aufführen.
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	3.1	Es fehlt neu die Definition von Hackfleisch (bisher Art. 3 Abs. 2 bis)	Art. 3 mit der Definition von Hackfleisch ergänzen
Chancellerie d'Etat du Canton de Genève	3.1	Les commentaires indiquent que, le cas échéant, la mention "décongelé" doit figurer avec la dénomination spécifique dans le cas de la viande préalablement congelée. Nous saluons très positivement cette exigence qu'apprécieront les consommateurs	
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	3.1	Viande – définition de la viande hachée Il manque ici une définition de la viande hachée celle de l"ancienne ordonnance art. 3 al 2bis. A jouter cette mention.	« Par viande hachée on entend la viande désossée, réduite en morceaux par hachage et contenant moins de 1 % de sel.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	3.1	Viande – définition de la viande hachée Il manque ici une définition de la viande hachée celle de l"ancienne ordonnance art. 3 al 2bis. A jouter cette mention.	« Par viande hachée on entend la viande désossée, réduite en morceaux par hachage et contenant moins de 1 % de sel.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	3.1	Viande – définition de la viande hachée Il manque ici une définition de la viande hachée celle de l"ancienne ordonnance art. 3 al 2bis. A jouter cette mention.	« Par viande hachée on entend la viande désossée, réduite en morceaux par hachage et contenant moins de 1 % de sel. »
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	3.1	Viande – définition de la viande hachée Il manque ici une définition de la viande hachée celle de l"ancienne ordonnance art. 3 al 2bis. A jouter cette mention.	« Par viande hachée on entend la viande désossée, réduite en morceaux par hachage et contenant moins de 1 % de sel. »

Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	3.1	Il manque la définition de la viande hachée telle qu'elle est actuellement à l'art. 3 al. 2bis.	Réintroduire la définition de la viande hachée.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	3.1	Viande – définition de la viande hachée Il manque ici une définition de la viande hachée celle de l"ancienne ordonnance art. 3 al 2bis. A jouter cette mention.	« Par viande hachée on entend la viande désossée, réduite en morceaux par hachage et contenant moins de 1 % de sel.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	3.1	Viande – définition de la viande hachée Il manque ici une définition de la viande hachée celle de l"ancienne ordonnance art. 3 al 2bis. A jouter cette mention.	« Par viande hachée on entend la viande désossée, réduite en morceaux par hachage et contenant moins de 1 % de sel. »
Standeskanzlei des Kantons Uri	3.2	Definition von Fleisch, Fleischzubereitungen und Fleischerzeugnissen Es fehlt neu die Definition von Hackfleisch (Art. 3 Abs. 2 bis geltende VLtH bzw. Anhang I Ziffer 1.13 EG-Verordnung Nr. 853/2004).	Die Definition von Hackleisch aufführen.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	3.2	Definition von Fleisch, Fleischzubereitungen und Fleischerzeugnissen Es fehlt neu die Definition von Hackfleisch (Art. 3 Abs. 2 bis geltende VLtH bzw. Anhang I Ziffer 1.13 EG-Verordnung Nr. 853/2004).	Die Definition von Hackleisch aufführen.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	3.2	Definition von Fleisch, Fleischzubereitungen und Fleischerzeugnissen Es fehlt neu die Definition von Hackfleisch (Art. 3 Abs. 2 bis geltende VLtH bzw. Anhang I Ziffer 1.13 EG-Verordnung Nr. 853/2004).	Die Definition von Hackleisch aufführen.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	3.2	Definition von Fleisch, Fleischzubereitungen und Fleischerzeugnissen Es fehlt neu die Definition von Hackfleisch (Art. 3 Abs. 2 bis geltende VLtH bzw. Anhang I Ziffer 1.13 EG-Verordnung Nr. 853/2004).	Die Definition von Hackleisch aufführen.
Geschäftsstelle IG DHS	3.2	Im Unterschied zur bisherigen Definition wird neu die Kategorie Fleisch mit den Unterkategorien frisches Fleisch, Fleischzubereitungen und Fleischerzeugnissen gebildet, was zum besseren Verständnis beitragen kann. Den Begriff "frisches Fleisch" erachten wir aber als unglücklich, weil er bei gereiftem, d.h. gut gelagerten oder auch bei gefrorenem und länger gelagertem Fleisch rasch zu Missverständnissen bei den Konsumentinnen und Konsumenten führen kann.	Art. 3, Abs. 2: anstelle des Begriffes "frisches Fleisch" besser "rohes Fleisch" verwenden und ergänzen mit "…. und einschliesslich Fleisch, das zerkleinert (Zerlegen, Schnetzeln) wurde." Art. 3, Abs. 3: Hinweis auf Fleisch, das zerkleinert wurde: streichen .

		Zum besseren Verständnis sollte in Abs. 2 ein Hinweis angebracht werden, dass alleine durch das Zerkleinern keine Zuordnungen zu den Fleischzubereitungen erfolgt. Dies hätte ansonsten grosse Änderungen in den Abläufen in der Praxis zur Folge und der letzte Satz von Abs. 3 würde sich ebenfalls erübrigen.	
GSLI Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren	3.2	Es fehlt den Verweis auf Art. 18 Abs. 2bis LKV, wenn das Fleisch zuvor tiefgefroren war.	2 Frisches Fleisch ist Fleisch, das zur Haltbarmachung ausschliesslich gekühlt, gefroren oder schnellgefroren wurde,einschliesslich vakuumverpacktes und in kontrollierter Atmosphäre umhülltes Fleisch. Für das Fleisch, das zuvor tiefgefroren war, ist die Sachbezeichnung mit der Angabe nach Art. 18 Abs. 2bis LKV zu ergänzen.
Migros-Genossenschafts-Bund	3.2	Im Unterschied zur bisherigen Definition wird neu die Kategorie Fleisch mit den Unterkategorien frisches Fleisch, Fleischzubereitungen und Fleischerzeugnissen gebildet, was zum besseren Verständnis beitragen kann. Den Begriff "frisches Fleisch" erachten wir aber als unglücklich, weil er bei gereiftem, d.h. gut gelagerten oder auch bei gefrorenem und länger gelagertem Fleisch rasch zu Missverständnissen bei den Konsumentinnen und Konsumenten führen kann. Zum besseren Verständnis sollte in Abs. 2 ein Hinweis angebracht werden, dass alleine durch das Zerkleinern keine Zuordnungen zu den Fleischzubereitungen erfolgt. Dies hätte ansonsten grosse Änderungen in den Abläufen in der Praxis zur Folge und der letzte Satz von Abs. 3 würde sich ebenfalls erübrigen.	Art. 3, Abs. 2: anstelle des Begriffes "frisches Fleisch" besser "rohes Fleisch" verwenden und ergänzen mit ".... und einschliesslich Fleisch, das zerkleinert (Zerlegen, Schnetzeln) wurde." Art. 3, Abs. 3: Hinweis auf Fleisch, das zerkleinert wurde: streichen
Coop Genossenschaft	3.2	Im Unterschied zur bisherigen Definition wird neu die Kategorie Fleisch mit den Unterkategorien frisches Fleisch, Fleischzubereitungen und Fleischerzeugnissen gebildet, was zum besseren Verständnis beitragen kann. Den Begriff "frisches Fleisch" erachten wir aber als unglücklich, weil er bei gereiftem, d.h. gut gelagertem oder auch bei gefrorenem und länger gelagertem Fleisch rasch zu Missverständnissen bei den Konsumentinnen und Konsumenten führen kann. Zum besseren Verständnis sollte in Abs. 2 ein Hinweis angebracht werden, dass alleine durch das Zerkleinern keine Zuordnungen zu den Fleischzubereitungen erfolgt. Dies hätte ansonsten grosse Änderungen in den Abläufen in der Praxis zur Folge und der letzte Satz von Abs. 3 würde sich ebenfalls erübrigen.	Art. 3, Abs. 2: anstelle des Begriffes "frisches Fleisch" besser "rohes Fleisch" verwenden und ergänzen mit ".... und einschliesslich Fleisch, das zerkleinert (Zerlegen, Schnetzeln) wurde." Art. 3, Abs. 3: Hinweis auf Fleisch, das zerkleinert wurde: streichen
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	3.2	Im Unterschied zur bisherigen Definition wird neu die Kategorie Fleisch mit den Unterkategorien frisches Fleisch, Fleischzubereitungen und Fleischerzeugnissen gebildet, was zum besseren Verständnis beitragen kann. Den Begriff "frisches Fleisch" erachten wir aber	Art. 3, Abs. 2: anstelle des Begriffes "frisches Fleisch" besser "rohes Fleisch" verwenden und ergänzen mit ".... und einschliesslich Fleisch, das zerkleinert (Zerlegen, Schnetzeln) wurde."

		als unglücklich, weil er bei gereiftem, d.h. gut gelagertem oder auch bei gefrorenem und länger gelagertem Fleisch rasch zu Missverständnissen bei den Konsumentinnen und Konsumenten führen kann. Zum besseren Verständnis sollte in Abs. 2 ein Hinweis angebracht werden, dass alleine durch das Zerkleinern keine Zuordnungen zu den Fleischzubereitungen erfolgt. Dies hätte ansonsten grosse Änderungen in den Abläufen in der Praxis zur Folge und der letzte Satz von Abs. 3 würde sich ebenfalls erübrigen.	Art. 3, Abs. 3: Hinweis auf Fleisch, das zerkleinert wurde: streichen .
Schweizer Fleisch-Fachverband SFF	3.2	Im Unterschied zur bisherigen Definition wird neu die Kategorie Fleisch mit den Unterkategorien frisches Fleisch, Fleischzubereitungen und Fleischerzeugnissen gebildet, was zum besseren Verständnis beitragen kann. Den Begriff "frisches Fleisch" erachten wir aber als unglücklich, weil er bei gereiftem, d.h. gut gelagerten oder auch bei gefrorenem und länger gelagertem Fleisch rasch zu Missverständnissen bei den Konsumentinnen und Konsumenten führen dürfte. Zum besseren Verständnis sollte in Abs. 2 ein Hinweis angebracht werden, dass alleine durch das Zerkleinern keine Zuordnungen zu den Fleischzubereitungen erfolgt. Dies hätte ansonsten grosse Änderungen in den Abläufen in der Praxis zur Folge und der letzte Satz von Abs. 3 würde sich ebenfalls erübrigen.	Art. 3, Abs. 2: anstelle des Begriffes "frisches Fleisch" besser "rohes Fleisch" verwenden und ergänzen mit "…. und einschliesslich Fleisch, das zerkleinert (Zerlegen, Schnetzeln) wurde." Art. 3, Abs. 3: Hinweis auf Fleisch, das zerkleinert wurde: streichen
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	3.2	Definition von Fleisch, Fleischzubereitungen und Fleischerzeugnissen Es fehlt neu die Definition von Hackfleisch (Art. 3 Abs. 2 bis geltende VLtH bzw. Anhang I Ziffer 1.13 EG-Verordnung Nr. 853/2004).	Die Definition von Hackleisch aufführen.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	3.3	Betrifft nur die französische Fassung (Begriff "Muskelfaserstruktur"): Il est indiqué “à cœur la structure fibreuse et ainsi…”: il manque “des muscles”.	Absatz ist unter Berücksichtigung/Einbezug von Art. 9 Abs. 9 anzupassen. Siehe Ausführungen unter Art. 9 Abs. 9.
Chancellerie d’Etat du Canton de Vaud	3.3	Le texte européen ".. la structure fibreuse des muscles .." doit être repris textuellement.	
Staatskanzlei des Kantons Luzern	3.3	Betrifft nur die französische Fassung (Begriff "Muskelfaserstruktur"): Il est indiqué “à cœur la structure fibreuse et ainsi…”: il manque “des muscles”.	Ajouter, comme dans le texte européen ".. la structure fibreuse des muscles ..".
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	3.3	Betrifft nur die französische Fassung (Begriff "Muskelfaserstruktur"): Il est indiqué “à cœur la structure fibreuse et ainsi…”: il manque “des	Ajouter, comme dans le texte européen ".. la structure fibreuse des muscles ..".

		muscles”.	
GSLI Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren	3.3	Definition von Fleisch, Fleischzubereitungen und Fleischerzeugnissen Es fehlt neu die Definition von Hackfleisch (Art. 3 Abs. 2 bis geltende VLtH bzw. Anhang I Ziffer 1.13 EG-Verordnung Nr. 853/2004).	Die Definition von Hackleisch aufführen.
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	3.3	Viande – définition de la préparation de viande Dans la version française il n"est pas clair de quelle structure fibreuse il est ici question. A préciser.	Par préparation de viande, on entend les viandes fraîches, y compris les viandes qui ont été réduites en fragments, auxquelles ont été ajoutés des denrées alimentaires, des condiments ou des additifs ou qui ont subi une transformation insuffisante pour modifier à cœur la structure fibreuse des muscles et ainsi faire disparaître les caractéristiques de la viande fraîche. La viande hachée est assimilée aux préparations de viande lors- qu"elle contient 1 % de sel et plus.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	3.3	Viande – définition de la préparation de viande Dans la version française il n"est pas clair de quelle structure fibreuse il est ici question. A préciser.	Par préparation de viande, on entend les viandes fraîches, y compris les viandes qui ont été réduites en fragments, auxquelles ont été ajoutés des denrées alimentaires, des condiments ou des additifs ou qui ont subi une transformation insuffisante pour modifier à cœur la structure fibreuse des muscles et ainsi faire disparaître les caractéristiques de la viande fraîche. La viande hachée est assimilée aux préparations de viande lors- qu"elle contient 1 % de sel et plus.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	3.3	Viande – définition de la préparation de viande Dans la version française il n"est pas clair de quelle structure fibreuse il est ici question. A préciser.	« Par préparation de viande, on entend les viandes fraîches, y compris les viandes qui ont été réduites en fragments, auxquelles ont été ajoutés des denrées alimentaires, des condiments ou des additifs ou qui ont subi une transformation insuffisante pour modifier à coeur la structure fibreuse des muscles et ainsi faire disparaître les caractéristiques de la viande fraîche. La viande hachée est assimilée aux préparations de viande lors- qu"elle contient 1 % de sel et plus. »
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	3.3	Viande – définition de la préparation de viande Dans la version française il n"est pas clair de quelle structure fibreuse il est ici question. A préciser.	« Par préparation de viande, on entend les viandes fraîches, y compris les viandes qui ont été réduites en fragments, auxquelles ont été ajoutés des denrées alimentaires, des condiments ou des additifs ou qui ont subi une transformation insuffisante pour modifier à coeur la structure fibreuse des muscles et ainsi faire disparaître les caractéristiques de la viande fraîche. La viande hachée est assimilée aux préparations de viande lors- qu"elle contient 1 % de

			sel et plus. »
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	3.3	Viande – définition de la préparation de viande Dans la version française il n"est pas clair de quelle structure fibreuse il est ici question. A préciser.	Par préparation de viande, on entend les viandes fraîches, y compris les viandes qui ont été réduites en fragments, auxquelles ont été ajoutés des denrées alimentaires, des condiments ou des additifs ou qui ont subi une transformation insuffisante pour modifier à cœur la structure fibreuse des muscles et ainsi faire disparaître les caractéristiques de la viande fraîche. La viande hachée est assimilée aux préparations de viande lors- qu"elle contient 1 % de sel et plus.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	3.3	Viande – définition de la préparation de viande Dans la version française il n"est pas clair de quelle structure fibreuse il est ici question. A préciser.	« Par préparation de viande, on entend les viandes fraîches, y compris les viandes qui ont été réduites en fragments, auxquelles ont été ajoutés des denrées alimentaires, des condiments ou des additifs ou qui ont subi une transformation insuffisante pour modifier à coeur la structure fibreuse des muscles et ainsi faire disparaître les caractéristiques de la viande fraîche. La viande hachée est assimilée aux préparations de viande lors- qu"elle contient 1 % de sel et plus. »
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	3.3	Betrifft nur die französische Fassung (Begriff "Muskelfaserstruktur"): Il est indiqué “à cœur la structure fibreuse et ainsi…”: il manque “des muscles”.	Ajouter, comme dans le texte européen ".. la structure fibreuse des muscles ..".
PROVIANDE	8.6	Verordnung über Lebensmittel tierischer Herkunft Artikel 8 Absatz 6 ist dahingehend zu präzisieren, dass Schinken, die seit jeher mittels verschiedener technologischer Prozesse mehrheitlich aus Stücken zusammengesetzt werden, von der Hinweisbestimmung "aus Fleischstücken zusammengesetzt" ausgenommen werden.	
Regierungskanzlei des Kantons Glarus	8.6	Wir befürworten die Deklarationspflicht für Fleischzubereitungen und Fleischerzeugnisse, wenn sie nicht aus einem gewachsenen Stück Fleisch, sondern aus verschiedenen Stücken bestehen. Eine generelle Deklarationspflicht (nicht nur bei Täuschungsgefahr) würde den Vollzug stark vereinfachen und die Transparenz für Konsumentinnen und Konsumenten erhöhen.	Neu: "Bei Fleischzubereitungen und Fleischerzeugnissen, die aus verschiedenen Stücken bestehen, die durch andere Zutaten, einschliesslich Lebensmittelzusatzstoffe und Enzyme, oder durch andere Mittel zusammengefügt sind, ist die Sachbezeichnung mit dem Hinweis "aus Fleischstücken zusammengefügt" zu ergänzen. Analoge Anpassung von Art. 19 Abs. 3 für Fischereierzeugnisse
Schweiz. Bauernverband (SBV)	8.6	Für Schinken, die seit jeher mittels verschiedener technologischer Prozesse mehrheitlich aus Stücken zusammengesetzt werden, ist eine Ausnahme von der Hinweisbestimmung “aus Fleischstücken	

		zusammengesetzt” vorzusehen.	
Chancellerie d’Etat du Canton de Genève	8.6	Nous saluons la définition de "viande reconstituée", une information complémentaire donnée aux consommateurs.	
Geschäftsstelle IG DHS	8.6	Diese Bestimmung mit dem ausschliesslichen Hinweis "aus Fleischstücken zusammengefügt" führt zu weit und muss zwingend dahingehend präzisiert werden, indem Schinken, die seit jeher mehrheitlich aus Stücken mittels verschiedener technologischer Prozesse zusammengesetzt werden, nicht unter diese Bestimmung fallen.	Art. 8, Abs. 6 ergänzen mit "Davon ausgenommen sind Schinken."
Migros-Genossenschafts-Bund	8.6	Diese Bestimmung mit dem ausschliesslichen Hinweis "aus Fleischstücken zusammengefügt" führt zu weit und muss zwingend dahingehend präzisiert werden, indem Schinken, die seit jeher mehrheitlich aus Stücken mittels verschiedener technologischer Prozesse zusammengesetzt werden, nicht unter diese Bestimmung fallen.	Art. 8, Abs. 6 ergänzen mit "Davon ausgenommen sind Schinken."
Staatskanzlei des Kantons Schaffhausen	8.6	Wir befürworten die Deklarationspflicht für Fleischzubereitungen und Fleischerzeugnisse, wenn sie nicht aus einem gewachsenen Stück Fleisch, sondern aus verschiedenen Stücken bestehen. Eine generelle Deklarationspflicht (nicht nur bei Täuschungsgefahr) würde den Vollzug stark vereinfachen und die Transparenz für Konsumentinnen und Konsumenten erhöhen.	Neu: "Bei Fleischzubereitungen und Fleischerzeugnissen, die aus verschiedenen Stücken bestehen, die durch andere Zutaten, einschliesslich Lebensmittelzusatzstoffe und Enzyme, oder durch andere Mittel zusammengefügt sind, ist die Sachbezeichnung mit dem Hinweis "aus Fleischstücken zusammengefügt" zu ergänzen. Analoge Anpassung von Art. 19 Abs. 3 für Fischereierzeugnisse
Coop Genossenschaft	8.6	Diese Bestimmung mit dem ausschliesslichen Hinweis "aus Fleischstücken zusammengefügt" ist nicht eindeutig. Denn auch konventionelle Kochschinken bestehen aus mehreren, grösseren Muskelstücken, die in einer Form zusammengesetzt werden.	Art. 8, Abs. 6 ergänzen mit "Davon ausgenommen sind Schinken."
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	8.6	Diese Bestimmung mit dem ausschliesslichen Hinweis "aus Fleischstücken zusammengefügt" führt zu weit und muss dahingehend präzisiert werden, indem Schinken, die seit jeher mehrheitlich aus Stücken mittels verschiedener technologischer Prozesse zusammengesetzt werden, nicht unter diese Bestimmung fallen.	Art. 8, Abs. 6 ergänzen mit "Davon ausgenommen sind Schinken."
Schweizer Fleisch-Fachverband SFF	8.6	Diese Bestimmung mit dem ausschliesslichen Hinweis "aus Fleischstücken zusammengefügt" führt zu weit und muss zwingend dahingehend präzisiert werden, indem Schinken, die seit jeher mehrheitlich aus Stücken mittels verschiedener technologischer Prozesse zusammengesetzt werden, nicht unter diese Bestimmung fallen.	Art. 8, Abs. 6 ergänzen mit "Davon ausgenommen sind Schinken."

Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	9.1	Hinweis "Für Zöliakiekranke nicht geeignet". Der Wortlaut ist für Menschen mit Zöliakie nicht angebracht. Soweit bekannt wird dieser Hinweis von der EU nicht definiert, so dass einer Anpassung nichts im Wege stehen sollte.	Wortlaut abändern. Vorschlag: "Für Menschen mit Zöliakie nicht geeignet"
Staatskanzlei des Kantons Luzern	9.1	Hinweis "Für Zöliakiekranke nicht geeignet". Der Wortlaut ist für Menschen mit Zöliakie nicht angebracht. Soweit bekannt wird dieser Hinweis von der EU nicht definiert, so dass einer Anpassung nichts im Wege stehen sollte.	Wortlaut abändern. Vorschlag: "Für Menschen mit Zöliakie nicht geeignet"
Staatskanzlei des Kantons Zürich	9.1	Der Ausdruck "Für Zöliakiekranke nicht geeignet" ist für Menschen mit Zöliakie nicht angebracht. Soweit bekannt wird dieser Hinweis von der EU nicht definiert, so dass einer Anpassung nichts im Wege stehen sollte. Es ist wichtig, dass die Behandlung von Fleisch und Fischereierzeugnissen mit Transglutaminase auch in der Gastronomie den Kundinnen und Kunden kommuniziert werden muss, z.B. auf der Menuekarte Zutat und Hinweis (-> "für Menschen mit Zöliakie nicht geeignet") oder mündlich durch das Servicepersonal. Zudem ist es sinnvoll, wenn der Einsatz von Transglutaminase auch in der Liste der Zutaten erwähnt werden müsste.	Änderung von Art. 9 Abs. 10: "…., müssen folgenden Hinweis tragen: „Für Menschen mit Zöliakie nicht geeignet“.…“
Schweizerischer Bäcker-Konditorenmeister-Verband	9.1	Bisher war das Enzym Transglutaminase bewilligungspflichtig. Entsprechend haben es nur wenige Betriebe verwendet, Bäckerei, Konditorei und Confiserie Betriebe waren keine darunter. Wir wollen unseren Kunden aus zwei Gründen kein Fleisch mit Transglutaminase vorsetzen: Wir lehnen das Zusammenfügen unterschiedlicher Fleischstücke mit Hilfe von Enzymen aus qualitativer Hinsicht ab. Weiter löst in diesem Fall die Deklaration das Problem nicht: Zöliakiebetroffene wählen oft Gerichte aus, die von vornherein glutenfrei sind (oder eben scheinen). Obwohl in unserer Branche für das Thema sensibilisiert ist, würde in diesem Fall der Kunde wohl nicht immer informieren über seine Krankheit, entsprechend könnte das Verkaufspersonal darauf auch nicht reagieren.	Art.9 Abs.10 wie folgt ergänzen: "Die Verwendung des Enzyms Transglutaminase ist bewilligunspflichtig. Bei Fleischzubereitungen und Fleischerzeugnissen..."
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	9.1	Hinweis "Für Zöliakiekranke nicht geeignet". Der Wortlaut ist für Menschen mit Zöliakie nicht angebracht. Soweit bekannt wird dieser Hinweis von der EU nicht definiert, so dass einer Anpassung nichts im Wege stehen sollte.	Wortlaut abändern. Vorschlag: "Für Menschen mit Zöliakie nicht geeignet"
Staatskanzlei des Kantons Aargau	9.1	Hinweis "Für Zöliakiekranke nicht geeignet". Der Wortlaut ist für Menschen mit Zöliakie nicht angebracht. Soweit bekannt wird dieser Hinweis von der EU nicht definiert, so dass einer	Wortlaut abändern. Vorschlag: "Für Menschen mit Zöliakie nicht geeignet"

		Anpassung nichts im Wege stehen sollte.	
hotelleriesuisse	9.1	Wir lehnen das Zusammenfügen unterschiedlicher Fleischstücke mit Hilfe von Enzymen aus qualitativer Hinsicht klar ab. Weiter löst in diesem Fall die Deklaration das Problem nicht: Zöliakiebetroffene wählen in einem Hotel oft Gerichte aus, die von vornherein glutenfrei sind (oder eben scheinen). Nicht immer wird das Personal über ihre Krankheiten informiert, entsprechend ist eine Reaktion des Service-Personals nicht möglich.	Art.9 Abs.10 wie folgt ergänzen: "Die Verwendung des Enzyms Transglutaminase ist bewilligunspflichtig. Bei Fleischzubereitungen und Fleischerzeugnissen..."
GSLI Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren	9.1	Es ist sicherzustellen, dass Transglutaminase als fleisch- bzw. fischfremde nicht übliche Zutat eingestuft wird, und nach Art. 8 Abs. 3 bzw. Art. 19 Abs. 2 VLtH in der Sachbezeichnung aufzuführen ist.	10 Fleischzubereitungen und Fleischerzeugnisse, die unter Zusatz des fleischfremden nicht üblichen Enzyms Transglutaminase hergestellt worden sind, müssen folgenden Hinweis tragen: «Für Zöliakiekranke nicht geeignet». Dies gilt nur für Produkte, die keiner Hitzebehandlung unterzogen worden sind und bestimmungsgemäss vor dem Verzehr nicht erhitzt werden müssen. 4 Fischereierzeugnisse, die unter Zusatz des fischfremden nicht üblichen Enzyms Transglutaminase hergestellt worden sind, müssen folgenden Hinweis tragen: «Für Zöliakiekranke nicht geeignet». Dies gilt nur für Produkte, die keiner Hitzebehandlung unterzogen worden sind und bestimmungsgemäss vor dem Verzehr nicht erhitzt werden müssen.
Gastrosuisse	9.1	Bisher war das Enzym Transglutaminase bewilligungspflichtig. Entsprechend haben es nur wenige Betriebe verwendet, gastgewerbliche Betriebe waren keine darunter. Wir wollen unseren Gästen aus zwei Gründen kein Fleisch mit Transglutaminase servieren: Wir lehnen das Zusammenfügen unterschiedlicher Fleischstücke mit Hilfe von Enzymen aus qualitativer Hinsicht klar ab. Weiter löst in diesem Fall die Deklaration das Problem nicht: Zöliakiebetroffene wählen in einem Restaurant oft Gerichte aus, die von vornherein glutenfrei sind (oder eben scheinen). Nicht immer informieren sie das Servicepersonal über ihre Krankheit, entsprechend können diese auch nicht reagieren. Treten dann Symptome auf, liegt die Schuld beim Restaurant, der Gast kommt auf jeden Fall nie wieder.	Art.9 Abs.10 wie folgt ergänzen: "Die Verwendung des Enzyms Transglutaminase ist bewilligunspflichtig. Bei Fleischzubereitungen und Fleischerzeugnissen..."
Schweizer Fleisch-Fachverband SFF	9.1	Mit der Aufhebung der Bewilligungspflicht für den Einsatz von Transglutaminase ist der obligate Hinweis "für Zöliakiekranke nicht geeignet" auch aus unserer Sicht sinnvoll.	
Staatskanzlei des Kantons	9.1	Hinweis "Für Zöliakiekranke nicht geeignet". Der Wortlaut ist für Menschen mit Zöliakie nicht angebracht. Soweit	Wortlaut abändern. Vorschlag:

Solothurn		bekannt wird dieser Hinweis von der EU nicht definiert, so dass einer Anpassung nichts im Wege stehen sollte.	"Für Menschen mit Zöliakie nicht geeignet"
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	9.9	Die verpflichtende Angabe des Hygienehinweises ist zu befürworten. Problematisch ist jedoch die Auslegung in den Erläuterungen, welche über den Verordnungstext des Artikels/Absatzes hinausgehen. In Art. 9 Abs. 9 wird eindeutig festgehalten, dass der Hygienehinweis "… im selben Gesichtsfeld wie die Sachbezeichnung…" angebracht werden muss. In der Erläuterung wird dies nun aber ausgeweitet: "Dieser Hygienehinweis muss "im selben Gesichtsfeld" wie die Sachbezeichnung angegeben werden. Hierbei reicht es jedoch aus, dass mittels eines Verweises eine eindeutiger Bezug auf den eigentlichen Hygienehinweis gewährleistet wird". Die Erläuterungen zu den Revisionen sind in der Schweiz (im Gegensatz zur EU) nicht Bestandteil der Verordnung und irgendwann nicht mehr einfach aufzufinden. Eine direkte Festlegung im Verordnungstext wäre eindeutig. Ansonsten wird eine nicht mehr zurückzuführende, allenfalls sogar uneinheitliche Vollzugspraxis entstehen. Auch unter Art. 9 Abs. 4 wird auf vorzunehmende Verpackungshinweise im Zusammenhang mit dem Durcherhitzen von Fleischzubereitungen, Hack-fleisch und Fleischerzeugnissen vor dem Verzehr eingangen. Es wäre von der Thematik her sinnvoll, wenn der Inhalt unter Art. 9 Abs. 9 bei Abs. 4 teilweise integriert wird oder direkt nach Art. 9 Abs. 4 unter Abs. 4bis aufgeführt wird. Auf eine übereinstimmende Begriffswahl ist zu achten.	Die Vorschrift ist so zu formulieren, dass klar wird, dass ein Verweis auf den eigentlichen Hygiene-hinweis im selben Gesichtsfeld wie die Sach-bezeichnung ausreicht. Beispielsweise: "Auf der Verpackung oder der Umhüllung von frischem Geflügelfleisch und von Geflügelfleisch-zubereitungen muss ein Hinweis ange¬bracht werden. Aus diesem muss hervorgehen: a. ... b. ... Der Hinweis oder der Verweis auf diesen muss im selben Gesichtsfeld wie die Sachbezeichnung angebracht werden." Der Inhalt von Art. 9 Abs. 9 sollte von der Thematik her direkt nach Art. 9 Abs. 4 unter Abs. 4bis aufgeführt werden. Allenfalls kann der Inhalt teilweise direkt in Abs. 4 integriert werden. Dabei sollte die Wortwahl der beiden Absätze aufeinander abgestimmt sein. Es ist nicht angebracht, wenn im einen Absatz steht "auf der Verpackung und der Umhüllung" und im anderen Absatz "auf der Verpackung oder der Umhüllung". Das Gleiche gilt für die Begriffe "Hinweis"/ "Hygienehinweis". Inhaltliche Überschneidungen sind zur vermeiden.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	9.9	Die verpflichtende Angabe des Hygienehinweises ist zu befürworten. Problematisch ist jedoch die Auslegung in den Erläuterungen, welche über den Verordnungstext des Artikels/Absatzes hinausgehen. In Art. 9 Abs. 9 wird eindeutig festgehalten, dass der Hygienehinweis "… im selben Gesichtsfeld wie die Sachbezeichnung…" angebracht werden muss. In der Erläuterung wird dies nun aber ausgeweitet: "Dieser Hygienehinweis muss "im selben Gesichtsfeld" wie die Sachbezeichnung angegeben werden. Hierbei reicht es jedoch aus, dass mittels eines Verweises eine eindeutiger Bezug auf den eigentlichen Hygienehinweis gewährleistet wird". Die Erläuterungen zu den Revisionen sind in der Schweiz (im Gegensatz zur EU) nicht Bestandteil der Verordnung und irgendwann nicht mehr einfach aufzufinden. Eine direkte Festlegung im Verordnungstext wäre eindeutig. Ansonsten wird eine nicht mehr zurückzuführende, allenfalls sogar uneinheitliche Vollzugspraxis entstehen. Auch unter Art. 9 Abs. 4 wird auf vorzunehmende Verpackungshinweise im Zusammenhang mit dem Durcherhitzen von Fleischzubereitungen, Hack-fleisch und Fleischerzeugnissen vor dem Verzehr	Die Vorschrift ist so zu formulieren, dass klar wird, dass ein Verweis auf den eigentlichen Hygiene-hinweis im selben Gesichtsfeld wie die Sach-bezeichnung ausreicht. Beispielsweise: "Auf der Verpackung oder der Umhüllung von frischem Geflügelfleisch und von Geflügelfleisch-zubereitungen muss ein Hinweis ange¬bracht werden. Aus diesem muss hervorgehen: a. ... b. ... Der Hinweis oder der Verweis auf diesen muss im selben Gesichtsfeld wie die Sachbezeichnung angebracht werden." Der Inhalt von Art. 9 Abs. 9 sollte von der Thematik her direkt nach Art. 9 Abs. 4 unter Abs. 4bis aufgeführt werden. Allenfalls kann der Inhalt teilweise direkt in Abs. 4 integriert werden. Dabei sollte die Wortwahl der beiden Absätze aufeinander abgestimmt sein. Es ist nicht angebracht, wenn im einen Absatz steht "auf der Verpackung und der Umhüllung" und im anderen Absatz "auf der Verpackung oder der Umhüllung". Das Gleiche gilt für die Begriffe "Hinweis"/ "Hygienehinweis". Inhaltliche Überschneidungen

		eingangen. Es wäre von der Thematik her sinnvoll, wenn der Inhalt unter Art. 9 Abs. 9 bei Abs. 4 teilweise integriert wird oder direkt nach Art. 9 Abs. 4 unter Abs. 4bis aufgeführt wird. Auf eine übereinstimmende Begriffswahl ist zu achten.	sind zur vermeiden.
Standeskanzlei des Kantons Uri	9.9	Die verpflichtende Angabe des Hygienehinweises ist zu befürworten. Problematisch ist jedoch die Auslegung in den Erläuterungen, welche über den Verordnungstext des Artikels/Absatzes hinausgehen. In Art. 9 Abs. 9 wird eindeutig festgehalten, dass der Hygienehinweis "… im selben Gesichtsfeld wie die Sachbezeichnung…" angebracht werden muss. In der Erläuterung wird dies nun aber ausgeweitet: "Dieser Hygienehinweis muss "im selben Gesichtsfeld" wie die Sachbezeichnung angegeben werden. Hierbei reicht es jedoch aus, dass mittels eines Verweises eine eindeutiger Bezug auf den eigentlichen Hygienehinweis gewährleistet wird". Die Erläuterungen zu den Revisionen sind in der Schweiz (im Gegensatz zur EU) nicht Bestandteil der Verordnung und irgendwann nicht mehr einfach aufzufinden. Eine direkte Festlegung im Verordnungstext wäre eindeutig. Ansonsten wird eine nicht mehr zurückzuführende, allenfalls sogar uneinheitliche Vollzugspraxis entstehen. Auch unter Art. 9 Abs. 4 wird auf vorzunehmende Verpackungshinweise im Zusammenhang mit dem Durcherhitzen von Fleischzubereitungen, Hack-fleisch und Fleischerzeugnissen vor dem Verzehr eingangen. Es wäre von der Thematik her sinnvoll, wenn der Inhalt unter Art. 9 Abs. 9 bei Abs. 4 teilweise integriert wird oder direkt nach Art. 9 Abs. 4 unter Abs. 4bis aufgeführt wird. Auf eine übereinstimmende Begriffswahl ist zu achten.	Die Vorschrift ist so zu formulieren, dass klar wird, dass ein Verweis auf den eigentlichen Hygiene-hinweis im selben Gesichtsfeld wie die Sach-bezeichnung ausreicht. Beispielsweise: "Auf der Verpackung oder der Umhüllung von frischem Geflügelfleisch und von Geflügelfleisch-zubereitungen muss ein Hinweis angebracht werden. Aus diesem muss hervorgehen: a. ... b. ... Der Hinweis oder der Verweis auf diesen muss im selben Gesichtsfeld wie die Sachbezeichnung angebracht werden." Der Inhalt von Art. 9 Abs. 9 sollte von der Thematik her direkt nach Art. 9 Abs. 4 unter Abs. 4bis aufgeführt werden. Allenfalls kann der Inhalt teilweise direkt in Abs. 4 integriert werden. Dabei sollte die Wortwahl der beiden Absätze aufeinander abgestimmt sein. Es ist nicht angebracht, wenn im einen Absatz steht "auf der Verpackung und der Umhüllung" und im anderen Absatz "auf der Verpackung oder der Umhüllung". Das Gleiche gilt für die Begriffe "Hinweis"/ "Hygienehinweis". Inhaltliche Überschneidungen sind zur vermeiden.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	9.9	Die verpflichtende Angabe des Hygienehinweises ist zu befürworten. Problematisch ist jedoch die Auslegung in den Erläuterungen, welche über den Verordnungstext des Artikels/Absatzes hinausgehen. In Art. 9 Abs. 9 wird eindeutig festgehalten, dass der Hygienehinweis "… im selben Gesichtsfeld wie die Sachbezeichnung…" angebracht werden muss. In der Erläuterung wird dies nun aber ausgeweitet: "Dieser Hygienehinweis muss "im selben Gesichtsfeld" wie die Sachbezeichnung angegeben werden. Hierbei reicht es jedoch aus, dass mittels eines Verweises eine eindeutiger Bezug auf den eigentlichen Hygienehinweis gewährleistet wird". Die Erläuterungen zu den Revisionen sind in der Schweiz (im Gegensatz zur EU) nicht Bestandteil der Verordnung und irgendwann nicht mehr einfach aufzufinden. Eine direkte Festlegung im Verordnungstext wäre eindeutig. Ansonsten wird eine nicht mehr zurückzuführende, allenfalls sogar uneinheitliche Vollzugspraxis entstehen. Auch unter Art. 9 Abs. 4 wird auf vorzunehmende Verpackungshinweise im Zusammenhang mit dem Durcherhitzen von Fleischzube-	Die Vorschrift ist so zu formulieren, dass klar wird, dass ein Verweis auf den eigentlichen Hygiene-hinweis im selben Gesichtsfeld wie die Sach-bezeichnung ausreicht. Beispielsweise: "Auf der Verpackung oder der Umhüllung von frischem Geflügelfleisch und von Geflügelfleisch-zubereitungen muss ein Hinweis ange¬bracht werden. Aus diesem muss hervorgehen: a. ... b. ... Der Hinweis oder der Verweis auf diesen muss im selben Gesichtsfeld wie die Sachbezeichnung angebracht werden." Der Inhalt von Art. 9 Abs. 9 sollte von der Thematik her direkt nach Art. 9 Abs. 4 unter Abs. 4bis aufgeführt werden. Allenfalls kann der Inhalt teilweise direkt in Abs. 4 integriert werden. Dabei sollte die Wortwahl der beiden Absätze aufeinander abgestimmt sein. Es ist nicht angebracht, wenn im einen Absatz steht "auf der Verpackung und der Umhüllung" und im anderen Absatz "auf der Verpackung oder der Umhüllung". Das Gleiche gilt für die Begriffe "Hinweis"/ "Hygienehinweis". Inhaltliche Überschneidungen

		reitungen, Hack-fleisch und Fleischerzeugnissen vor dem Verzehr eingangen. Es wäre von der Thematik her sinnvoll, wenn der Inhalt unter Art. 9 Abs. 9 bei Abs. 4 teilweise integriert wird oder direkt nach Art. 9 Abs. 4 unter Abs. 4bis aufgeführt wird. Auf eine übereinstimmende Begriffswahl ist zu achten.	sind zur vermeiden.
Regierungskanzlei des Kantons Glarus	9.9	Die verpflichtende Angabe des Hygienehinweises bei frischem Geflügelfleisch und von Geflügelfleischzubereitungen wird befürwortet.	
Staatskanzlei des Kantons Zürich	9.9	1. Die verpflichtende Angabe des Hygienehinweises ist zu befürworten. Problematisch sind jedoch die Erläuterungen, die über den Verordnungstext des Art. 9 Abs. 9 hinausgehen. So wird dort festgehalten, dass der Hygienehinweis „… im selben Gesichtsfeld wie die Sachbezeichnung…“ angebracht werden muss. In den Erläuterungen wird dies wie folgt relativiert: „Dieser Hygienehinweis muss „im selben Gesichtsfeld“ wie die Sachbezeichnung angegeben werden. Hierbei reicht es jedoch aus, dass mittels eines Verweises eine eindeutiger Bezug auf den eigentlichen Hygienehinweis gewährleistet wird.“ Die Erläuterungen zu den Revisionen sind in der Schweiz (im Gegensatz zur EU) nicht Bestandteil der Verordnung und zukünftig unter Umständen nicht mehr einfach aufzufinden. Eine direkte Festlegung im Verordnungstext wäre klarer. Ansonsten könnte eine uneinheitliche Vollzugspraxis entstehen. 2. Auch unter Art. 9 Abs. 4 wird auf vorzunehmende Verpackungshinweise im Zusammenhang mit dem Durcherhitzen von Fleischzubereitungen, Hack¬fleisch und Fleischerzeugnissen vor dem Verzehr eingangen. Es wäre von der Thematik her sinnvoll, wenn der Inhalt des Art. 9 Abs. 9 teilweise in Abs. 4 integriert oder direkt nach Art. 9 Abs. 4 unter Abs. 4bis aufgeführt würde. Auf eine übereinstimmende Begriffswahl ist zu achten. So heisst es in einem Absatz: "auf der Verpackung und der Umhüllung" und im anderen Absatz "auf der Verpackung oder der Umhüllung". Das Gleiche gilt für die Begriffe "Hinweis"/ "Hygienehinweis". Inhaltliche Überschneidungen sind zur vermeiden.	1. Ergänzung von Art. 9 Abs. 9: “Auf der Verpackung oder der Umhüllung von frischem Geflügelfleisch und von Geflügelfleischzubereitungen muss im selben Gesichtsfeld wie die Sachbezeichnung ein Hygienehinweis angebracht werden. Dabei genügt es, dass mittels eines Verweises ein eindeutiger Bezug auf den eigentlichen Hygienehinweis gewährleistet ist. Aus dem Hygienehinsweis muss hervorgehen: a. […]; b. […]. 2. Der Inhalt des Art. 9 Abs. 9 sei teilweise in Abs. 4 zu integrieren oder direkt nach Art. 9 Abs. 4 unter Abs. 4bis aufzuführen.
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	9.9	Aus den Erläuterungen geht hervor, dass nicht der ganze Hygienehinweis "im selben Gesichtsfeld" wie die Sachbezeichnung sein muss, sondern dass es genügt, wenn mittels eines Verweises ein Bezug auf den eigentlichen Hygienehinweis gewährleistet wird. Dies ist eine Interpretation und geht aus dem Verordnungstext nicht hervor. Dieser schreibt klar vor, dass im selben Gesichtsfeld wie die Sachbezeichnung ein Hygienehinweis angebracht werden muss, was kaum erfüllbar ist. Die Vorschrift ist so zu formulieren, dass klar wird, dass ein Verweis auf den eigentlichen Hygienehinweis im selben Gesichtsfeld wie die	Auf der Verpackung oder der Umhüllung von frischem Geflügelfleisch und von Geflügelfleischzubereitungen muss ein Hygienehinweis angebracht werden. Aus diesem muss hervorgehen: a. ... b. ... Der Hygienehinweis oder ein Verweis auf den Hygienehinweis muss im selben Gesichtsfeld wie die Sachbezeichnung angebracht werden.

		Sachbezeichnung ausreicht.	
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	9.9	Die verpflichtende Angabe des Hygienehinweises ist zu befürworten. Problematisch ist jedoch die Auslegung in den Erläuterungen, welche über den Verordnungstext des Artikels/Absatzes hinausgehen. In Art. 9 Abs. 9 wird eindeutig festgehalten, dass der Hygienehinweis "… im selben Gesichtsfeld wie die Sachbezeichnung…" angebracht werden muss. In der Erläuterung wird dies nun aber ausgeweitet: "Dieser Hygienehinweis muss "im selben Gesichtsfeld" wie die Sachbezeichnung angegeben werden. Hierbei reicht es jedoch aus, dass mittels eines Verweises eine eindeutiger Bezug auf den eigentlichen Hygienehinweis gewährleistet wird". Die Erläuterungen zu den Revisionen sind in der Schweiz (im Gegensatz zur EU) nicht Bestandteil der Verordnung und irgendwann nicht mehr einfach aufzufinden. Eine direkte Festlegung im Verordnungstext wäre eindeutig. Ansonsten wird eine nicht mehr zurückzuführende, allenfalls sogar uneinheitliche Vollzugspraxis entstehen. Auch unter Art. 9 Abs. 4 wird auf vorzunehmende Verpackungshinweise im Zusammenhang mit dem Durcherhitzen von Fleischzubereitungen, Hack-fleisch und Fleischerzeugnissen vor dem Verzehr eingangen. Es wäre von der Thematik her sinnvoll, wenn der Inhalt unter Art. 9 Abs. 9 bei Abs. 4 teilweise integriert wird oder direkt nach Art. 9 Abs. 4 unter Abs. 4bis aufgeführt wird. Auf eine übereinstimmende Begriffswahl ist zu achten.	Die Vorschrift ist so zu formulieren, dass klar wird, dass ein Verweis auf den eigentlichen Hygiene-hinweis im selben Gesichtsfeld wie die Sach-bezeichnung ausreicht. Beispielsweise: "Auf der Verpackung oder der Umhüllung von frischem Geflügelfleisch und von Geflügelfleisch-zubereitungen muss ein Hinweis ange¬bracht werden. Aus diesem muss hervorgehen: a. ... b. ... Der Hinweis oder der Verweis auf diesen muss im selben Gesichtsfeld wie die Sachbezeichnung angebracht werden." Der Inhalt von Art. 9 Abs. 9 sollte von der Thematik her direkt nach Art. 9 Abs. 4 unter Abs. 4bis aufgeführt werden. Allenfalls kann der Inhalt teilweise direkt in Abs. 4 integriert werden. Dabei sollte die Wortwahl der beiden Absätze aufeinander abgestimmt sein. Es ist nicht angebracht, wenn im einen Absatz steht "auf der Verpackung und der Umhüllung" und im anderen Absatz "auf der Verpackung oder der Umhüllung". Das Gleiche gilt für die Begriffe "Hinweis"/ "Hygienehinweis". Inhaltliche Überschneidungen sind zur vermeiden.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	9.9	Die verpflichtende Angabe des Hygienehinweises ist zu befürworten. Problematisch ist jedoch die Auslegung in den Erläuterungen, welche über den Verordnungstext des Artikels/Absatzes hinausgehen. In Art. 9 Abs. 9 wird eindeutig festgehalten, dass der Hygienehinweis "… im selben Gesichtsfeld wie die Sachbezeichnung…" angebracht werden muss. In der Erläuterung wird dies nun aber ausgeweitet: "Dieser Hygienehinweis muss "im selben Gesichtsfeld" wie die Sachbezeichnung angegeben werden. Hierbei reicht es jedoch aus, dass mittels eines Verweises eine eindeutiger Bezug auf den eigentlichen Hygienehinweis gewährleistet wird". Die Erläuterungen zu den Revisionen sind in der Schweiz (im Gegensatz zur EU) nicht Bestandteil der Verordnung und irgendwann nicht mehr einfach aufzufinden. Eine direkte Festlegung im Verordnungstext wäre eindeutig. Ansonsten wird eine nicht mehr zurückzuführende, allenfalls sogar uneinheitliche Vollzugspraxis entstehen. Auch unter Art. 9 Abs. 4 wird auf vorzunehmende Verpackungshinweise im Zusammenhang mit dem Durcherhitzen von Fleischzubereitungen, Hack-fleisch und Fleischerzeugnissen vor dem Verzehr eingangen. Es wäre von der Thematik her sinnvoll, wenn der Inhalt	Die Vorschrift ist so zu formulieren, dass klar wird, dass ein Verweis auf den eigentlichen Hygiene-hinweis im selben Gesichtsfeld wie die Sach-bezeichnung ausreicht. Beispielsweise: "Auf der Verpackung oder der Umhüllung von frischem Geflügelfleisch und von Geflügelfleisch-zubereitungen muss ein Hinweis ange¬bracht werden. Aus diesem muss hervorgehen: a. ... b. ... Der Hinweis oder der Verweis auf diesen muss im selben Gesichtsfeld wie die Sachbezeichnung angebracht werden." Der Inhalt von Art. 9 Abs. 9 sollte von der Thematik her direkt nach Art. 9 Abs. 4 unter Abs. 4bis aufgeführt werden. Allenfalls kann der Inhalt teilweise direkt in Abs. 4 integriert werden. Dabei sollte die Wortwahl der beiden Absätze aufeinander abgestimmt sein. Es ist nicht angebracht, wenn im einen Absatz steht "auf der Verpackung und der Umhüllung" und im anderen Absatz "auf der Verpackung oder der Umhüllung". Das Gleiche gilt für die Begriffe "Hinweis"/ "Hygienehinweis". Inhaltliche Überschneidungen sind zur vermeiden.

		unter Art. 9 Abs. 9 bei Abs. 4 teilweise integriert wird oder direkt nach Art. 9 Abs. 4 unter Abs. 4bis aufgeführt wird. Auf eine übereinstimmende Begriffswahl ist zu achten.	
Geschäftsstelle IG DHS	9.9	Die verbindliche Angabe eines Hygienehinweis für frisches Geflügelfleisch und Geflügelfleischzubereitungen ist - trotz des höheren Deklarationsaufwandes - zu begrüssen. Dies deshalb, weil auch nach unserer Auffassung die Hauptursache für das Aufkommen von Campylobacteriosen im unsachgemässen Umgabg mit Geflügelfleisch in den Privathaushalten liegt. Da die Angabe des Hygienehinweises im gleichen Gesichtsfeld wie die Sachbezeichnung nicht immer möglich ist (siehe Kommentar), sollte im gleichen Sichtfeld auch eine Angabe genügen, die den Ort des Hygienehinweises bezeichnet.	Art. 9, Abs. 9 ergänzen mit ".... ein Hygienehinweis oder die Stelle, wo dieser auf der Packung zu finden ist. Aus dem Hygienehinweis muss hervorgehen ...."
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	9.9	Indication complémentaire pour la viande de volaille Dans la version en italien : Sostituire "» devono subire un trattamento termico completo" con "devono essere ben cotti". Più chiaro per i consumatori.	
Migros-Genossenschafts-Bund	9.9	Die verbindliche Angabe eines Hygienehinweis für frisches Geflügelfleisch und Geflügelfleischzubereitungen ist - trotz des höheren Deklarationsaufwandes - zu begrüssen. Dies deshalb, weil auch nach unserer Auffassung die Hauptursache für das Aufkommen von Campylobacteriosen im unsachgemässen Umgabg mit Geflügelfleisch in den Privathaushalten liegt. Da die Angabe des Hygienehinweises im gleichen Gesichtsfeld wie die Sachbezeichnung nicht immer möglich ist (siehe Kommentar), sollte im gleichen Sichtfeld auch eine Angabe genügen, die den Ort des Hygienehinweises bezeichnet.	Art. 9, Abs. 9 ergänzen mit ".... ein Hygienehinweis oder die Stelle, wo dieser auf der Packung zu finden ist. Aus dem Hygienehinweis muss hervorgehen ...."
Staatskanzlei des Kantons Schaffhausen	9.9	Die verpflichtende Angabe des Hygienehinweises bei frischem Geflügelfleisch und von Geflügelfleischzubereitungen wird befürwortet.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	9.9	ndication complémentaire pour la viande de volaille Dans la version en italien : Sostituire "» devono subire un trattamento termico completo" con "devono essere ben cotti". Più chiaro per i consumatori.	
Coop Genossenschaft	9.9	Die verbindliche Angabe eines Hygienehinweises für frisches Geflü-	Art. 9, Abs. 9 ergänzen mit ".... ein Hygienehinweis oder die Stelle,

		gelfleisch und Geflügelfleischzubereitungen ist - trotz des höheren Deklarationsaufwandes - zu begrüssen. Dies deshalb, weil auch nach unserer Auffassung die Hauptursache für das Aufkommen von Campylobacteriosen im unsachgemässen Umgabg mit Geflügelfleisch in den Privathaushalten liegt. Da die Angabe des Hygienehinweises im gleichen Gesichtsfeld wie die Sachbezeichnung nicht immer möglich ist, sollte im gleichen Sichtfeld auch eine Angabe genügen, die den Ort des Hygienehinweises bezeichnet.	wo dieser auf der Packung zu finden ist. Aus dem Hygienehinweis muss hervorgehen ...."
Fédération Romande des Consommateurs FRC	9.9	Indication complémentaire pour la viande de volaille Dans la version en italien : Sostituire "… devono subire un trattamento termico completo" con "devono essere ben cotti". Più chiaro per i consumatori.	
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	9.9	Indication complémentaire pour la viande de volaille Dans la version en italien : Sostituire "… devono subire un trattamento termico completo" con "devono essere ben cotti". Più chiaro per i consumatori.	
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	9.9	Die verbindliche Angabe eines Hygienehinweises für frisches Geflügelfleisch und Geflügelfleischzubereitungen ist - trotz des höheren Deklarationsaufwandes - zu begrüssen. Dies deshalb, weil auch nach unserer Auffassung die Hauptursache für das Aufkommen von Campylobacteriosen im unsachgemässen Umgabg mit Geflügelfleisch in den Privathaushalten liegt. Da die Angabe des Hygienehinweises im gleichen Gesichtsfeld wie die Sachbezeichnung nicht immer möglich ist, sollte im gleichen Sichtfeld auch eine Angabe genügen, die den Ort des Hygienehinweises bezeichnet.	Art. 9, Abs. 9 ergänzen mit ".... ein Hygienehinweis oder die Stelle, wo dieser auf der Packung zu finden ist. Aus dem Hygienehinweis muss hervorgehen ...."
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	9.9	le commentaire et le texte proposé ne sont pas identiques. Dans le commentaire, il est indiqué ""il suffit toutefois de garantir une référence explicite à la mention relative à l'hygiène à proprement parler grâce à un renvoi". Le texte de l'art. 9 al. 9 quant à lui précise : une mention doit être apposée … dans le même champ de vision que la dénomination spécifique. L'actuel art. 9 al. 4 comporte déjà des obligations concernant certaines mentions. Est-ce que cet alinéa sera révisé ? Dans le projet mis en consultation, il n'est pas fait mention de modification de cet alinéa.	le texte doit être clair, compréhensible de tous de la même manière. Il n'est pas possible de donner une interprétation plus laxiste dans le commentaire que dans le texte de l'ordonnance. À adapter également l’art. 9 al. 4
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana	9.9	Indication complémentaire pour la viande de volaille Dans la version en italien :	

ACSI		Sostituire "» devono subire un trattamento termico completo" con "devono essere ben cotti". Più chiaro per i consumatori.	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	9.9	Indication complémentaire pour la viande de volaille Dans la version en italien : Sostituire "… devono subire un trattamento termico completo" con "devono essere ben cotti". Più chiaro per i consumatori.	
Schweizer Fleisch-Fachverband SFF	9.9	Die verbindliche Angabe eines Hygienehinweis für frisches Geflügelfleisch und Geflügelfleischzubereitungen ist - trotz des höheren Deklarationsaufwandes - zu begrüssen. Dies deshalb, weil auch nach unserer Auffassung die Hauptursache für das Aufkommen von Campylobacteriosen im unsachgemässen Umgang mit Geflügelfleisch in den Privathaushalten liegt. Da die Angabe des Hygienehinweises im gleichen Gesichtsfeld wie die Sachbezeichnung nicht immer möglich ist (siehe Kommentar), sollte im gleichen Sichtfeld auch eine Angabe genügen, die den Ort des Hygienehinweises bezeichnet. Mit der Ergänzung "frisches vorverpacktes Geflügel¬fleisch" wird klarer, wo die Hinweise anzubringen sind. Dies deshalb, weil eine entsprechende Angabe im Offen¬verkauf bzw. im Engroshandel wenig Sinn machen würde.	Art. 9, Abs. 9 ergänzen mit ".... von frischem vorverpacktem Geflügelfleisch ...." ".... ein Hygienehinweis oder die Stelle, wo dieser auf der Packung zu finden ist. Aus dem Hygienehinweis muss hervorgehen ...."
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	9.9	Die verpflichtende Angabe des Hygienehinweises ist zu befürworten. Problematisch ist jedoch die Auslegung in den Erläuterungen, welche über den Verordnungstext des Artikels/Absatzes hinausgehen. In Art. 9 Abs. 9 wird eindeutig festgehalten, dass der Hygienehinweis "… im selben Gesichtsfeld wie die Sachbezeichnung…" angebracht werden muss. In der Erläuterung wird dies nun aber ausgeweitet: "Dieser Hygienehinweis muss "im selben Gesichtsfeld" wie die Sachbezeichnung angegeben werden. Hierbei reicht es jedoch aus, dass mittels eines Verweises eine eindeutiger Bezug auf den eigentlichen Hygienehinweis gewährleistet wird". Die Erläuterungen zu den Revisionen sind in der Schweiz (im Gegensatz zur EU) nicht Bestandteil der Verordnung und irgendwann nicht mehr einfach aufzufinden. Eine direkte Festlegung im Verordnungstext wäre eindeutig. Ansonsten wird eine nicht mehr zurückzuführende, allenfalls sogar uneinheitliche Vollzugspraxis entstehen. Auch unter Art. 9 Abs. 4 wird auf vorzunehmende Verpackungshinweise im Zusammenhang mit dem Durcherhitzen von Fleischzubereitungen, Hack-fleisch und Fleischerzeugnissen vor dem Verzehr eingangen. Es wäre von der Thematik her sinnvoll, wenn der Inhalt	Die Vorschrift ist so zu formulieren, dass klar wird, dass ein Verweis auf den eigentlichen Hygiene-hinweis im selben Gesichtsfeld wie die Sach-bezeichnung ausreicht. Beispielsweise: "Auf der Verpackung oder der Umhüllung von frischem Geflügelfleisch und von Geflügelfleisch-zubereitungen muss ein Hinweis ange¬bracht werden. Aus diesem muss hervorgehen: a. ... b. ... Der Hinweis oder der Verweis auf diesen muss im selben Gesichtsfeld wie die Sachbezeichnung angebracht werden." Der Inhalt von Art. 9 Abs. 9 sollte von der Thematik her direkt nach Art. 9 Abs. 4 unter Abs. 4bis aufgeführt werden. Allenfalls kann der Inhalt teilweise direkt in Abs. 4 integriert werden. Dabei sollte die Wortwahl der beiden Absätze aufeinander abgestimmt sein. Es ist nicht angebracht, wenn im einen Absatz steht "auf der Verpackung und der Umhüllung" und im anderen Absatz "auf der Verpackung oder der Umhüllung". Das Gleiche gilt für die Begriffe "Hinweis"/ "Hygienehinweis". Inhaltliche Überschneidungen sind zur vermeiden.

		unter Art. 9 Abs. 9 bei Abs. 4 teilweise integriert wird oder direkt nach Art. 9 Abs. 4 unter Abs. 4bis aufgeführt wird. Auf eine übereinstimmende Begriffswahl ist zu achten.	
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	13.1	Es werden die Rohstoffe angegeben, die für die Kollagenherstellung ver-wendet werden dürfen: a. Knochen, die nicht als spezifiziertes Risikomaterial gemäss Artikel 179d Absatz 1 der Tierseuchenverordnung vom 27. Juni 1995 gelten; b. … c. Schweinehäute und -knochen d. Geflügelhäute und -knochen e. Bänder f. … g. Fischhäute und Gräten. Es ist nicht klar, weshalb unter Bst. c und d jeweils "und -knochen" steht. Die Knochen werden unseres Erachtens unter Bst. a erfasst. Zudem gibt es Unterschiede zum Anhang der EU-Verordnung Nr. 558/2010. Unter Bst. e werden bei den EU-Bestimmungen noch Sehnen erwähnt.	Streichen und Ergänzen folgender Punkte: a. Schweinehäute und -knochen b. Geflügelhäute und -knochen c. Bänder und Sehnen d. … e. Fischhäute und -gräte
Staatskanzlei des Kantons Luzern	13.1	Es werden die Rohstoffe angegeben, die für die Kollagenherstellung ver-wendet werden dürfen: a. Knochen, die nicht als spezifiziertes Risikomaterial gemäss Artikel 179d Absatz 1 der Tierseuchenverordnung vom 27. Juni 1995 gelten; b. … c. Schweinehäute und -knochen d. Geflügelhäute und -knochen e. Bänder f. … g. Fischhäute und Gräten. Es ist nicht klar, weshalb unter Bst. c und d jeweils "und -knochen" steht. Die Knochen werden unseres Erachtens unter Bst. a erfasst. Zudem gibt es Unterschiede zum Anhang der EU-Verordnung Nr. 558/2010. Unter Bst. e werden bei den EU-Bestimmungen noch Sehnen erwähnt.	Streichen und Ergänzen folgender Punkte: a. Schweinehäute und -knochen b. Geflügelhäute und -knochen c. Bänder und Sehnen d. … e. Fischhäute und -gräte
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	13.1	Es werden die Rohstoffe angegeben, die für die Kollagenherstellung ver-wendet werden dürfen: a. Knochen, die nicht als spezifiziertes Risikomaterial gemäss Artikel 179d Absatz 1 der Tierseuchenverordnung vom 27. Juni 1995 gelten; b. … c. Schweinehäute und -knochen d. Geflügelhäute und -knochen e. Bänder	Streichen und Ergänzen folgender Punkte: a. Schweinehäute und -…. b. Geflügelhäute und -….. C. Bänder und Sehnen d. … e. Fischhäute und -gräte

		f. … g. Fischhäute und Gräten. Es ist nicht klar, weshalb unter Bst. c und d jeweils "und -knochen" steht. Die Knochen werden unseres Erachtens unter Bst. a erfasst. Zudem gibt es Unterschiede zum Anhang der EU-Verordnung Nr. 558/2010. Unter Bst. e werden bei den EU-Bestimmungen noch Sehnen erwähnt.	
Staatskanzlei des Kantons Aargau	13.1	Es werden die Rohstoffe angegeben, die für die Kollagenherstellung ver-wendet werden dürfen: a. Knochen, die nicht als spezifiziertes Risikomaterial gemäss Artikel 179d Absatz 1 der Tierseuchenverordnung vom 27. Juni 1995 gel-ten; b. … c. Schweinehäute und -knochen d. Geflügelhäute und -knochen e. Bänder f. … g. Fischhäute und Gräten. Es ist nicht klar, weshalb unter Bst. c und d jeweils "und -knochen" steht. Die Knochen werden unseres Erachtens unter Bst. a erfasst. Zudem gibt es Unterschiede zum Anhang der EU-Verordnung Nr. 558/2010. Unter Bst. e werden bei den EU-Bestimmungen noch Sehnen erwähnt.	Streichen und Ergänzen folgender Punkte: a. Schweinehäute und -…. b. Geflügelhäute und -….. C. Bänder und Sehnen d. … e. Fischhäute und -gräte
Fédération Romande des Consommateurs FRC	13.1	Indications complémentaires pour le lait prêt à la consommation Les termes « filtré » et « séparé » sont trop vagues et pas assez parlants pour les consommateurs. Donner le nom exact du traitement clarifierait l"étiquetage. Le but de l"étiquette est qu"elle soit comprise par les consommateurs.	
Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	13.1	Indications complémentaires pour le lait prêt à la consommation Les termes « filtré » et « séparé » sont trop vagues et pas assez parlants pour les consommateurs. Donner le nom exact du traitement clarifierait l"étiquetage. Le but de l"étiquette est qu"elle soit comprise par les consommateurs.	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	13.1	Indications complémentaires pour le lait prêt à la consommation Les termes « filtré » et « séparé » sont trop vagues et pas assez parlants pour les consommateurs. Donner le nom exact du traitement clarifierait l"étiquetage. Le but de l"étiquette est qu"elle soit comprise par les consommateurs.	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	13.1	Es werden die Rohstoffe angegeben, die für die Kollagenherstellung ver-wendet werden dürfen: a. Knochen, die nicht als spezifiziertes Risikomaterial gemäss Artikel	Streichen und Ergänzen folgender Punkte: a. Schweinehäute und -…. b. Geflügelhäute und -…..

		179d Absatz 1 der Tierseuchenverordnung vom 27. Juni 1995 gelten; b. … c. Schweinehäute und -knochen d. Geflügelhäute und -knochen e. Bänder f. … g. Fischhäute und Gräten. Es ist nicht klar, weshalb unter Bst. c und d jeweils "und -knochen" steht. Die Knochen werden unseres Erachtens unter Bst. a erfasst. Zudem gibt es Unterschiede zum Anhang der EU-Verordnung Nr. 558/2010. Unter Bst. e werden bei den EU-Bestimmungen noch Sehnen erwähnt.	C. Bänder und Sehnen d. … e. Fischhäute und -gräte
Chancellerie d'Etat du Canton de Genève	19.3	Remarque identique à celle susmentionnée pour le "poisson reconstitué".	
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	19.3	Produits de la pêche – dénomination spécifique Les tests de la FRC ont montré que des poissons sont vendus sous de faux noms dans le but de tromper les consommateurs. Compléter le nom commun par le nom scientifique serait plus clair et donnerait des précisions utiles pour les poissons dont les noms se ressemblent.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	19.3	Produits de la pêche – dénomination spécifique Les tests de la FRC ont montré que des poissons sont vendus sous de faux noms dans le but de tromper les consommateurs. Compléter le nom commun par le nom scientifique serait plus clair et donnerait des précisions utiles pour les poissons dont les noms se ressemblent.	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	19.3	Produits de la pêche – dénomination spécifique Les tests de la FRC ont montré que des poissons sont vendus sous de faux noms dans le but de tromper les consommateurs. Compléter le nom commun par le nom scientifique serait plus clair et donnerait des précisions utiles pour les poissons dont les noms se ressemblent.	
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	20.4	Hinweis "Für Zöliakiekranke nicht geeignet". Der Wortlaut ist für Menschen mit Zöliakie nicht angebracht. Soweit bekannt wird dieser Hinweis von der EU nicht definiert, so dass einer Anpassung nichts im Wege stehen sollte.	Wortlaut abändern. Vorschlag: "Für Menschen mit Zöliakie nicht geeignet"

Staatskanzlei des Kantons Luzern	20.4	Hinweis "Für Zöliakiekranke nicht geeignet". Der Wortlaut ist für Menschen mit Zöliakie nicht angebracht. Soweit bekannt wird dieser Hinweis von der EU nicht definiert, so dass einer Anpassung nichts im Wege stehen sollte.	Wortlaut abändern. Vorschlag: "Für Menschen mit Zöliakie nicht geeignet"
Staatskanzlei des Kantons Zürich	20.4	Der Ausdruck "Für Zöliakiekranke nicht geeignet" ist für Menschen mit Zöliakie nicht angebracht. Soweit bekannt wird dieser Hinweis von der EU nicht definiert, so dass einer Anpassung nichts im Wege stehen sollte. Es ist wichtig, dass die Behandlung von Fleisch und Fischereierzeugnissen mit Transglutaminase auch in der Gastronomie den Kundinnen und Kunden kommuniziert werden muss, z.B. auf der Menuekarte Zutat und Hinweis (-> "für Menschen mit Zöliakie nicht geeignet") oder mündlich durch das Servicepersonal. Zudem ist es sinnvoll, wenn der Einsatz von Transglutaminase auch in der Liste der Zutaten erwähnt werden müsste.	Änderung von Art. 9 Abs. 10: "…., müssen folgenden Hinweis tragen: „Für Menschen mit Zöliakie nicht geeignet“…."
Schweizerischer Bäcker-Konditorenmeister-Verband	20.4	Gleiche Begründung wie beim Fleisch.	Art.20 Abs.4 wie folgt ergänzen: "Die Verwendung des Enzyms Transglutaminase ist bewilligunspflichtig. Bei Fischereierzeugnissen die den Anschein erwecken…"
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	20.4	Hinweis "Für Zöliakiekranke nicht geeignet". Der Wortlaut ist für Menschen mit Zöliakie nicht angebracht. Soweit bekannt wird dieser Hinweis von der EU nicht definiert, so dass einer Anpassung nichts im Wege stehen sollte.	Wortlaut abändern. Vorschlag: "Für Menschen mit Zöliakie nicht geeignet"
Staatskanzlei des Kantons Aargau	20.4	Hinweis "Für Zöliakiekranke nicht geeignet". Der Wortlaut ist für Menschen mit Zöliakie nicht angebracht. Soweit bekannt wird dieser Hinweis von der EU nicht definiert, so dass einer Anpassung nichts im Wege stehen sollte.	Wortlaut abändern. Vorschlag: "Für Menschen mit Zöliakie nicht geeignet"
hotelleriesuisse	20.4	Gleiche Begründung wie beim Fleisch.	Art.20 Abs.4 wie folgt ergänzen: "Die Verwendung des Enzyms Transglutaminase ist bewilligunspflichtig. Bei Fischereierzeugnissen die den Anschein erwecken…"
Gastrosuisse	20.4	Gleiche Begründung wie beim Fleisch.	Art.20 Abs.4 wie folgt ergänzen: "Die Verwendung des Enzyms Transglutaminase ist bewilligunspflichtig. Bei Fischereierzeugnissen die den Anschein erwecken…"

Staatskanzlei des Kantons Solothurn	20.4	Hinweis "Für Zöliakiekranke nicht geeignet". Der Wortlaut ist für Menschen mit Zöliakie nicht angebracht. Soweit bekannt wird dieser Hinweis von der EU nicht definiert, so dass einer Anpassung nichts im Wege stehen sollte.	Wortlaut abändern. Vorschlag: "Für Menschen mit Zöliakie nicht geeignet"
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	40.6	"An Stelle des Fettgehalts nach Artikel 35 Absatz 1 Buchstabe a ist die Fettgehaltsstufe mit ihrer Bezeichnung nach Artikel 38 Absatz 1 oder als Prozent Fett i. T. anzugeben." Der Absatz sollte gegenüber der zur Zeit aktuellen Fassung nicht geändert werden. Die Angabe "Fett i. Tr." oder ähnlich versteht die Durchschnitts-konsu¬mentin bzw. der Durchschnittskonsument nicht. Eine solche Angabe ist nicht kundenfreund¬lich. Es sollte weiterhin eine Bezeichnung nach Art. 38 Abs. 1 Bst. a (wie Vollfett-käse) verwendet werden müssen. Auch sonst wäre die in der Revision vorgeschlagene Formulierung zu präzisieren: "…. ist die Fettgehaltsstufe mit ihrer Bezeichnung nach Artikel 38 Absatz 1 oder der Fettgehalt in der Trockenmasse mit der Angabe…".	Der Absatz sollte gegenüber der laufenden Fassung nicht geändert werden.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	40.6	Betrifft die französische Fassung: Le projet propose en français le texte "…soit en pourcentage de matière grasse en poids sec". Or, l'art. 38 al. 1 utilise l'expression "teneur en matière grasse de l'extrait sec".	Nous demandons que l'expression dans l'art. 40 al. 6 soit identique à celle de l'art. 38 al. 1 de manière à éviter toute confusion.
Chancellerie d'Etat du Canton de Vaud	40.6	L'expression de l'art. 40 al. 6 doit être identique à celle de l'art. 38 al. 1 (« teneur en matière grasse de l'extrait sec »).	
Staatskanzlei des Kantons Luzern	40.6	"An Stelle des Fettgehalts nach Artikel 35 Absatz 1 Buchstabe a ist die Fettgehaltsstufe mit ihrer Bezeichnung nach Artikel 38 Absatz 1 oder als Prozent Fett i. T. anzugeben." Der Absatz sollte gegenüber der zur Zeit aktuellen Fassung nicht geändert werden. Die Angabe "Fett i. Tr." oder ähnlich versteht die Durchschnitts-konsu¬mentin bzw. der Durchschnittskonsument nicht. Eine solche Angabe ist nicht kundenfreund¬lich. Es sollte weiterhin eine Bezeichnung nach Art. 38 Abs. 1 Bst. a (wie Vollfett-käse) verwendet werden müssen. Auch sonst wäre die in der Revision vorgeschlagene Formulierung zu präzisieren: "…. ist die Fettgehaltsstufe mit ihrer Bezeichnung nach Artikel 38 Absatz 1 oder der Fettgehalt in der Trockenmasse mit der Angabe…".	Der Absatz sollte gegenüber der laufenden Fassung nicht geändert werden.

Staatskanzlei des Kantons Luzern	40.6	Betrifft die französische Fassung: Le projet propose en français le texte "…soit en pourcentage de matière grasse en poids sec". Or, l'art. 38 al. 1 utilise l'expression "teneur en matière grasse de l'extrait sec".	Nous demandons que l'expression dans l'art. 40 al. 6 soit identique à celle de l'art. 38 al. 1 de manière à éviter toute confusion.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	40.6	"An Stelle des Fettgehalts nach Artikel 35 Absatz 1 Buchstabe a ist die Fettgehaltsstufe mit ihrer Bezeichnung nach Artikel 38 Absatz 1 oder als Prozent Fett i. T. anzugeben." Der Absatz sollte gegenüber der zur Zeit aktuellen Fassung nicht geändert werden. Die Angabe "Fett i. Tr." oder ähnlich versteht die Durchschnitts-konsu¬mentin bzw. der Durchschnittskonsument nicht. Eine solche Angabe ist nicht kundenfreund¬lich. Es sollte weiterhin eine Bezeichnung nach Art. 38 Abs. 1 Bst. a (wie Vollfettkäse) verwendet werden müssen. Auch sonst wäre die in der Revision vorgeschlagene Formulierung zu präzisieren: "…. ist die Fettgehaltsstufe mit ihrer Bezeichnung nach Artikel 38 Absatz 1 oder der Fettgehalt in der Trockenmasse mit der Angabe…".	Der Absatz sollte gegenüber der laufenden Fassung nicht geändert werden.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	40.6	Betrifft die französische Fassung: Le projet propose en français le texte "…soit en pourcentage de matière grasse en poids sec". Or, l'art. 38 al. 1 utilise l'expression "teneur en matière grasse de l'extrait sec".	Nous demandons que l'expression dans l'art. 40 al. 6 soit identique à celle de l'art. 38 al. 1 de manière à éviter toute confusion.
Chancellerie d'Etat du Canton du Valais	40.6	Le consommateur moyen ne comprend vraissemblablement pas l'indication « en pourcentage de matière grasse en poids sec ». Une telle indication n'est pas favorable aux clients. Une désignation supplémentaire doit être utilisée à l'art. 38, al. 1, let. a (comme pour le fromage gras).	L'alinéa ne devrait pas être changé et rester tel qu'il est actuellement.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	40.6	"An Stelle des Fettgehalts nach Artikel 35 Absatz 1 Buchstabe a ist die Fettgehaltsstufe mit ihrer Bezeichnung nach Artikel 38 Absatz 1 oder als Prozent Fett i. T. anzugeben." Der Absatz sollte gegenüber der zur Zeit aktuellen Fassung nicht geändert werden. Die Angabe "Fett i. Tr." oder ähnlich versteht die Durchschnitts-konsu¬mentin bzw. der Durchschnittskonsument nicht. Eine solche Angabe ist nicht kundenfreund¬lich. Es sollte weiterhin eine Bezeichnung nach Art. 38 Abs. 1 Bst. a (wie Vollfettkäse) verwendet werden müssen. Auch sonst wäre die in der Revision vorgeschlagene Formulierung zu präzisieren: "…. ist die Fettgehaltsstufe mit ihrer Bezeichnung nach Artikel 38 Absatz 1 oder der Fettgehalt in der Trockenmasse	Der Absatz sollte gegenüber der laufenden Fassung nicht geändert werden.

		mit der Angabe…".	
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	40.6	Le projet propose en français le texte « … soit en pourcentage de matière grasse en poids sec ». Or, l'art. 38 al. 1 utilise l'expression « teneur en matière grasse de l'extrait sec ».	Nous demandons que l'expression dans l'art. 40 al. 6 soit identique à celle de l'art. 38 al. 1 de manière à éviter toute confusion.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	40.6	"An Stelle des Fettgehalts nach Artikel 35 Absatz 1 Buchstabe a ist die Fettgehaltsstufe mit ihrer Bezeichnung nach Artikel 38 Absatz 1 oder als Prozent Fett i. T. anzugeben." Der Absatz sollte gegenüber der zur Zeit aktuellen Fassung nicht geändert werden. Die Angabe "Fett i. Tr." oder ähnlich versteht die Durchschnitts-konsu¬mentin bzw. der Durchschnittskonsument nicht. Eine solche Angabe ist nicht kundenfreund¬lich. Es sollte weiterhin eine Bezeichnung nach Art. 38 Abs. 1 Bst. a (wie Vollfett-käse) verwendet werden müssen. Auch sonst wäre die in der Revision vorgeschlagene Formulierung zu präzisieren: "…. ist die Fettgehaltsstufe mit ihrer Bezeichnung nach Artikel 38 Absatz 1 oder der Fettgehalt in der Trockenmasse mit der Angabe…".	Der Absatz sollte gegenüber der laufenden Fassung nicht geändert werden.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	40.6	Betrifft die französische Fassung: Le projet propose en français le texte "…soit en pourcentage de matière grasse en poids sec". Or, l'art. 38 al. 1 utilise l'expression "teneur en matière grasse de l'extrait sec".	Nous demandons que l'expression dans l'art. 40 al. 6 soit identique à celle de l'art. 38 al. 1 de manière à éviter toute confusion.
Schweizer Fleisch-Fachverband SFF	11.1 a	Die neue Möglichkeit der Verwendung von Knochen für die Herstel-lung von Kollagen ist im Sinne des Nachhaltig¬keitsgedankens ausdrücklich zu begrüssen.	
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	2a.1	Gegenüber der EU-Verordnung Nr. 16/2012 gibt es inhaltliche Un-terschiede. Beispiel: CH: "Die verantwortliche Person eines Lebensmittelbetriebs muss bis zu der Stufe, auf der ein Lebensmittel zur Weiterverarbeitung verwendet wird, dafür sorgen, dem Lebensmittelbetrieb, dem das Lebensmittel geliefert wird, sowie auf Verlangen der zuständigen Behörden folgende Informationen klar und unmissverständlich zur Verfügung stellen". EU: "Bis zu der Stufe, in der ein Lebensmittel gemäss der Richtlinie 2000/13/EG etikettiert oder zur Weiterverarbeitung eingesetzt wird…". Es ist fragwürdig, ob in der Schweizer Fassung der Zusatz "klar und unmissverständlich" notwendig ist.	Den Text hinsichtlich EU-Konformität nochmals überprüfen und wo nötig anpassen.

Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	2a.1	Gegenüber der EU-Verordnung Nr. 16/2012 gibt es inhaltliche Unterschiede. Beispiel: CH: "Die verantwortliche Person eines Lebensmittelbetriebs muss bis zu der Stufe, auf der ein Lebensmittel zur Weiterverarbeitung verwendet wird, dafür sorgen, dem Lebensmittelbetrieb, dem das Lebensmittel geliefert wird, sowie auf Verlangen der zuständigen Behörden folgende Informationen klar und unmissverständlich zur Verfügung stellen". EU: "Bis zu der Stufe, in der ein Lebensmittel gemäss der Richtlinie 2000/13/EG etikettiert oder zur Weiterverarbeitung eingesetzt wird…". Es ist fragwürdig, ob in der Schweizer Fassung der Zusatz "klar und unmissverständlich" notwendig ist. Französisch: Le texte proposé a été modifié par rapport au texte du règlement 16/2012. Ainsi, il n'est pas fait mention à la let. a de l'étiquetage ...; il est utilisé l'expression "sont clairement et indubitablement" alors que le règlement utilise l'expression "de manière claire et non équivoque". Le règlement européen définit ce qu'il faut entendre par production. L'art. 2a proposé le fait de manière indirecte.	Den Text hinsichtlich EU-Konformität nochmals überprüfen und wo nötig anpassen. Reprendre le texte européen du règlement 16/2012.
Chancellerie d'Etat du Canton de Vaud	2a.1	Le texte du règlement 16/2012 UE a été modifié de manière inutile. Il devrait être repris textuellement.	
Standeskanzlei des Kantons Uri	2a.1	Gegenüber der EU-Verordnung Nr. 16/2012 gibt es inhaltliche Unterschiede. Beispiel: CH: "Die verantwortliche Person eines Lebensmittelbetriebs muss bis zu der Stufe, auf der ein Lebensmittel zur Weiterverarbeitung verwendet wird, dafür sorgen, dem Lebensmittelbetrieb, dem das Lebensmittel geliefert wird, sowie auf Verlangen der zuständigen Behörden folgende Informationen klar und unmissverständlich zur Verfügung stellen". EU: "Bis zu der Stufe, in der ein Lebensmittel gemäss der Richtlinie 2000/13/EG etikettiert oder zur Weiterverarbeitung eingesetzt wird…". Es ist fragwürdig, ob in der Schweizer Fassung der Zusatz "klar und unmissverständlich" notwendig ist.	Den Text hinsichtlich EU-Konformität nochmals überprüfen und wo nötig anpassen.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	2a.1	Gegenüber der EU-Verordnung Nr. 16/2012 gibt es inhaltliche Unterschiede. Beispiel: CH: "Die verantwortliche Person eines Lebensmittelbetriebs muss bis zu der Stufe, auf der ein Lebensmittel zur Weiterverarbeitung	Den Text hinsichtlich EU-Konformität nochmals überprüfen und wo nötig anpassen.

		verwendet wird, dafür sorgen, dem Lebensmittelbetrieb, dem das Lebensmittel geliefert wird, sowie auf Verlangen der zuständigen Behörden folgende Informationen klar und unmissverständlich zur Verfügung stellen". EU: "Bis zu der Stufe, in der ein Lebensmittel gemäss der Richtlinie 2000/13/EG etikettiert oder zur Weiterverarbeitung eingesetzt wird…". Es ist fragwürdig, ob in der Schweizer Fassung der Zusatz "klar und unmissverständlich" notwendig ist. Französisch: Le texte proposé a été modifié par rapport au texte du règlement 16/2012. Ainsi, il n'est pas fait mention à la let. a de l'étiquetage ...; il est utilisé l'expression "sont clairement et indubitablement" alors que le règlement utilise l'expression "de manière claire et non équivoque". Le règlement européen définit ce qu'il faut entendre par production. L'art. 2a proposé le fait de manière indirecte.	Reprendre le texte européen du règlement 16/2012.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	2a.1	Gegenüber der EU-Verordnung Nr. 16/2012 gibt es inhaltliche Unterschiede. Beispiel: CH: "Die verantwortliche Person eines Lebensmittelbetriebs muss bis zu der Stufe, auf der ein Lebensmittel zur Weiterverarbeitung verwendet wird, dafür sorgen, dem Lebensmittelbetrieb, dem das Lebensmittel geliefert wird, sowie auf Verlangen der zuständigen Behörden folgende Informationen klar und unmissverständlich zur Verfügung stellen". EU: "Bis zu der Stufe, in der ein Lebensmittel gemäss der Richtlinie 2000/13/EG etikettiert oder zur Weiterverarbeitung eingesetzt wird…". Es ist fragwürdig, ob in der Schweizer Fassung der Zusatz "klar und unmissverständlich" notwendig ist. Französisch: Le texte proposé a été modifié par rapport au texte du règlement 16/2012. Ainsi, il n'est pas fait mention à la let. a de l'étiquetage ...; il est utilisé l'expression "sont clairement et indubitablement" alors que le règlement utilise l'expression "de manière claire et non équivoque". Le règlement européen définit ce qu'il faut entendre par production. L'art. 2a proposé le fait de manière indirecte.	Den Text hinsichtlich EU-Konformität nochmals überprüfen und wo nötig anpassen. Reprendre le texte européen du règlement 16/2012.
Chancellerie d'Etat du Canton de Genève	2a.1	La notion de congélation n'est pas définie avec précision (voir aussi commentaire relatif à l'article 18 alinéa 2bis OEDAL). Il s'agirait notamment de définir à partir de quel couple temps/température la denrée est considérée comme congelée.	Définir la notion de "congélation". Nous proposons d'introduire cette définition en complément des indications données à l'article 26 de l'ordonnance du DFI sur l'hygiène (Ohyg, RS 817.024.1).

Staatskanzlei des Kantons Aargau	2a.1	Gegenüber der EU-Verordnung Nr. 16/2012 gibt es inhaltliche Unterschiede. Beispiel: CH: "Die verantwortliche Person eines Lebensmittelbetriebs muss bis zu der Stufe, auf der ein Lebensmittel zur Weiterverarbeitung verwendet wird, dafür sorgen, dem Lebensmittelbetrieb, dem das Lebensmittel geliefert wird, sowie auf Verlangen der zuständigen Behörden folgende Informationen klar und unmissverständlich zur Verfügung stellen". EU: "Bis zu der Stufe, in der ein Lebensmittel gemäss der Richtlinie 2000/13/EG etikettiert oder zur Weiterverarbeitung eingesetzt wird…". Es ist fragwürdig, ob in der Schweizer Fassung der Zusatz "klar und unmissverständlich" notwendig ist.	Den Text hinsichtlich EU-Konformität nochmals überprüfen und wo nötig anpassen.
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	2a.1	Régles spécifiques pour les denrées d'origine animale congelées « »que les informations suivantes sont clairement et indubitablement mises à la disposition de l"exploitant du secteur alimentaire auquel la denrée alimentaire est fournie» » : Le scandale de la viande de cheval a mis en évidence des graves problèmes de transparence et de traçabilité. Pour prévenir ce genre de problème, il faut choisir une expression plus claire pour caractériser l"information qui doit étre transmise avec la denrée alimentaire. Remplacer « clairement et indubitablement » par « de manière claire et non équivoque »	« Jusqu"au stade auquel une denrée alimentaire est utilisée pour une transformation complémentaire, la personne responsable d'une exploitation du secteur alimentaire doit s"assurer que les informations suivantes sont clairement et indubitablement, de manière claire et non équivoque, mises à la disposition de l"exploitant du secteur alimentaire auquel la denrée alimentaire est fournie et, sur demande, à l"autorité compétente: »
Fédération Romande des Consommateurs FRC	2a.1	Régles spécifiques pour les denrées d'origine animale congelées « »que les informations suivantes sont clairement et indubitablement mises à la disposition de l"exploitant du secteur alimentaire auquel la denrée alimentaire est fournie» » : Le scandale de la viande de cheval a mis en évidence des graves problèmes de transparence et de traçabilité. Pour prévenir ce genre de problème, il faut choisir une expression plus claire pour caractériser l"information qui doit étre transmise avec la denrée alimentaire. Remplacer « clairement et indubitablement » par « de manière claire et non	« Jusqu"au stade auquel une denrée alimentaire est utilisée pour une transformation complémentaire, la personne responsable d'une exploitation du secteur alimentaire doit s"assurer que les informations suivantes sont clairement et indubitablement, de manière claire et non équivoque, mises à la disposition de l"exploitant du secteur alimentaire auquel la denrée alimentaire est fournie et, sur demande, à l"autorité compétente: »

		équivoque »	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	2a.1	Règles spécifiques pour les denrées d'origine animale congelées « …que les informations suivantes sont clairement et indubitablement mises à la disposition de l"exploitant du secteur alimentaire auquel la denrée alimentaire est fournie… » : Le scandale de la viande de cheval a mis en évidence des graves problèmes de transparence et de traçabilité. Pour prévenir ce genre de problème, il faut choisir une expression plus claire pour caractériser l"information qui doit être transmise avec la denrée alimentaire. Remplacer « clairement et indubitablement » par « de manière claire et non équivoque »	« Jusqu"au stade auquel une denrée alimentaire est utilisée pour une transformation complémentaire, la personne responsable d'une exploitation du secteur alimentaire doit s"assurer que les informations suivantes sont cl--- et indu------ent, de manière claire et non équivoque, mises à la disposition de l"exploitant du secteur alimentaire auquel la denrée alimentaire est fournie et, sur demande, à l"autorité compétente: »
Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	2a.1	Règles spécifiques pour les denrées d'origine animale congelées « …que les informations suivantes sont clairement et indubitablement mises à la disposition de l"exploitant du secteur alimentaire auquel la denrée alimentaire est fournie… » : Le scandale de la viande de cheval a mis en évidence des graves problèmes de transparence et de traçabilité. Pour prévenir ce genre de problème, il faut choisir une expression plus claire pour caractériser l"information qui doit être transmise avec la denrée alimentaire. Remplacer « clairement et indubitablement » par « de manière claire et non équivoque »	« Jusqu"au stade auquel une denrée alimentaire est utilisée pour une transformation complémentaire, la personne responsable d'une exploitation du secteur alimentaire doit s"assurer que les informations suivantes sont cl--- et indu------ent, de manière claire et non équivoque, mises à la disposition de l"exploitant du secteur alimentaire auquel la denrée alimentaire est fournie et, sur demande, à l"autorité compétente: »
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	2a.1	Le texte proposé a été modifié par rapport au texte du règlement 16/2012. Ainsi, il n'est pas fait mention à la let. a de l'étiquetage ...; il est utilisé l'expression "sont clairement et indubitablement" alors que le règlement utilise l'expression "de manière claire et non équivoque". Le règlement européen définit ce qu'il faut entendre par production. L'art. 2a proposé le fait de manière indirecte.	reprendre le texte européen 16/2012
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	2a.1	Régles spécifiques pour les denrées d'origine animale congelées « »que les informations suivantes sont clairement et indubitablement mises à la disposition de l"exploitant du secteur alimentaire auquel la denrée alimentaire est fournie» » : Le scandale de la viande de cheval a mis en évidence des graves problèmes de transparence et de traçabilité. Pour prévenir ce genre de problème, il faut choisir une expression plus claire pour caractériser l"information qui doit être transmise avec la denrée alimentaire. Remplacer « clairement et indubitablement » par « de manière claire	« Jusqu"au stade auquel une denrée alimentaire est utilisée pour une transformation complémentaire, la personne responsable d'une exploitation du secteur alimentaire doit s"assurer que les informations suivantes sont clairement et indubitablement, de manière claire et non équivoque, mises à la disposition de l"exploitant du secteur alimentaire auquel la denrée alimentaire est fournie et, sur demande, à l"autorité compétente: »

		et non équivoque »	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	2a.1	Règles spécifiques pour les denrées d'origine animale congelées « …que les informations suivantes sont clairement et indubitablement mises à la disposition de l"exploitant du secteur alimentaire auquel la denrée alimentaire est fournie… » : Le scandale de la viande de cheval a mis en évidence des graves problèmes de transparence et de traçabilité. Pour prévenir ce genre de problème, il faut choisir une expression plus claire pour caractériser l"information qui doit être transmise avec la denrée alimentaire. Remplacer « clairement et indubitablement » par « de manière claire et non équivoque »	« Jusqu"au stade auquel une denrée alimentaire est utilisée pour une transformation complémentaire, la personne responsable d'une exploitation du secteur alimentaire doit s"assurer que les informations suivantes sont cl--- et indu------ent, de manière claire et non équivoque, mises à la disposition de l"exploitant du secteur alimentaire auquel la denrée alimentaire est fournie et, sur demande, à l"autorité compétente: »
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	2a.1	Gegenüber der EU-Verordnung Nr. 16/2012 gibt es inhaltliche Unterschiede. Beispiel: CH: "Die verantwortliche Person eines Lebensmittelbetriebs muss bis zu der Stufe, auf der ein Lebensmittel zur Weiterverarbeitung verwendet wird, dafür sorgen, dem Lebensmittelbetrieb, dem das Lebensmittel geliefert wird, sowie auf Verlangen der zuständigen Behörden folgende Informationen klar und unmissverständlich zur Verfügung stellen". EU: "Bis zu der Stufe, in der ein Lebensmittel gemäss der Richtlinie 2000/13/EG etikettiert oder zur Weiterverarbeitung eingesetzt wird…". Es ist fragwürdig, ob in der Schweizer Fassung der Zusatz "klar und unmissverständlich" notwendig ist. Französisch: Le texte proposé a été modifié par rapport au texte du règlement 16/2012. Ainsi, il n'est pas fait mention à la let. a de l'étiquetage ...; il est utilisé l'expression "sont clairement et indubitablement" alors que le règlement utilise l'expression "de manière claire et non équivoque". Le règlement européen définit ce qu'il faut entendre par production. L'art. 2a proposé le fait de manière indirecte.	Den Text hinsichtlich EU-Konformität nochmals überprüfen und wo nötig anpassen. Reprendre le texte européen du règlement 16/2012.
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	31.1 a	"Bei Anwendung von Filtrations- oder Separationsbehandlungen sind Anga-ben wie "filtriert" oder "separiert" zulässig." Die beiden Angaben "filtriert" und "separiert" sind zu stark vereinfacht und sind für die Konsumentenschaft im Zusammenhang mit der Haltbarkeits-verlängerung nichtssagend. Jede Milch wird vor der thermischen Behandlung filtriert. Unter dem Begriff "separiert" könnte auch die Zentrifugation verstanden werden. Die beiden Begriffe geben keine konkrete Auskunft über die besondere Art der Behand-	Der letzte Satz ist konkreter anzugeben. Vorschlag: "Bei Behandlungen wie der Baktofugation oder Mikro¬filtration sind Angaben wie "baktofugiert" oder "mikrofiltriert" zulässig." Für die Konsumentinnen und Konsumenten noch verständlicher wäre, wenn nebst der Behandlung auch auf die verlängerte Haltbarkeit hingewiesen würde. Deshalb sollte die Behandlung entsprechend ergänzt werden im Sinne von: "Verlängerte Haltbarkeit aufgrund Baktofugation" oder

		lung von Milch zur Verlängerung der Haltbarkeit und können für die Konsumentenschaft täuschend sein (Art. 10 LGV). Gemäss Art. 10 LGV müssen verwendete Angaben den Tatsachen entsprechen und dürfen nicht zur Täuschung Anlass geben. In diversen Schreiben wurde vom BAG bisher die Haltung vertreten, dass eine Behandlung wie die Baktofugation oder die Mikrofiltration bei ESL-Milch gemäss Art. 17 LKV entsprechend deklariert werden muss (siehe u.a. gültiges Informationsschreiben Nr. 139). Im Informations¬schreiben Nr. 139 steht beim Fallbeispiel ESL-Milch: "…Würde das beson¬dere Herstel¬lungs-verfahren nicht angegeben, wüssten die Konsumentinnen und Konsu¬menten nicht, auf was die verlängerte Haltbarkeit zurückzuführen ist (beson¬dere Milchqualität, besondere Lagerung etc.). Die Angabe "mikrofiltriert" ist zwingend."	"Verlängerte Haltbarkeit aufgrund Mikrofiltration"
Emmi AG	31.1 a	Die Änderungen der VO über Lebensmittel tierischer Herkunft werden unter dem Aspekt der Harmonisierung mit dem EU Recht eingeleitet. In Art. 31 ist für die Kennzeichnung von genussfertiger Milch die Angabe der technologischen Behandlung von Milch in einer vereinfachten Form (filtriert, zentrifugiert) vorgesehen. Die Darstellung und die Hinweise im Erläuterungstext implizieren eine Gleichwertigkeit der Verfahren, die nicht gegeben ist. Begründung: Die Pasteurisierung nach Art 49 Hyv während min 72°C auf 15 s oder einer Temperatur/Zeit - Relation mit gleicher Wirkung stellt sicher, dass pathogene gramnegative Mikroorganismen abgetötet werden. Eine Bactofugation oder Filtration findet in Milch bei niedrigeren Temperaturen statt. Eine gleichwertige Temperatur/Zeit-Relation ohne nachfolgende Wärmebe-handlung unter Pasteurisationsbedingungen ist nicht gegeben. Bei der Filtration oder Bactofugation findet durch einen mechanischen Austrag bzw Zurückhaltung eine prozentuale Reduktion der Bakterienflora statt, aber keine gesicherte Eliminierung der vorhandenen gramnegativen pathogenen Keime. Die beschriebenen Filtrations- und Separationsverfahren können deshalb nicht alleine eingesetzt werden. Die Absicht, ein zusätzliches Kennzeichnungselement für die Herstellung von Milch mit verlängerter Haltbarkeit (ESL) ist nachvollziehbar. Die Absicht, dies mit der Angabe des eingesetzten Hygenisierungsverfahrens zu tun, ist unvollständig, da bei der Herstellung von länger haltbarer pasteurisierter Milch neben den Verfahren, mit denen die Bakterienflora in der Milch auf das nötige Niveau reduziert wird, zahlreiche andere Verfahren eingesetzt werden. Dies sind Massnahmen zur Hygienisierung der Produktionslinien und des Verpackungsmaterials auf das erforderliche Niveau. Die EU kennt die in der LKV vorgesehene Erweiterung der Kenn-	Die Ergänzung "Bei Anwendung von Filtrations- oder Separationsbehand-lungen sind Angaben wie "filtriert" oder "separiert" zulässig" ist zu streichen.

		zeichnung für länger haltbare pasteurisierte Milch nicht.	
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	31.1 a	"Bei Anwendung von Filtrations- oder Separationsbehandlungen sind Anga-ben wie "filtriert" oder "separiert" zulässig." Die beiden Angaben "filtriert" und "separiert" sind zu stark vereinfacht und sind für die Konsumentenschaft im Zusammenhang mit der Haltbarkeits-verlängerung nichtssagend. Jede Milch wird vor der thermischen Behandlung filtriert. Unter dem Begriff "separiert" könnte auch die Zentrifugation verstanden werden. Die beiden Begriffe geben keine konkrete Auskunft über die besondere Art der Behandlung von Milch zur Verlängerung der Haltbarkeit und können für die Konsumentenschaft täuschend sein (Art. 10 LGV). Gemäss Art. 10 LGV müssen verwendete Angaben den Tatsachen entsprechen und dürfen nicht zur Täuschung Anlass geben. In diversen Schreiben wurde vom BAG bisher die Haltung vertreten, dass eine Behandlung wie die Baktofugation oder die Mikrofiltration bei ESL-Milch gemäss Art. 17 LKV entsprechend deklariert werden muss (siehe u.a. gültiges Informationsschreiben Nr. 139). Im Informations¬schreiben Nr. 139 steht beim Fallbeispiel ESL-Milch: "…Würde das beson¬dere Herstel¬lungs-verfahren nicht angegeben, wüssten die Konsumentinnen und Konsu¬menten nicht, auf was die verlängerte Haltbarkeit zurückzuführen ist (beson¬dere Milchqualität, besondere Lagerung etc.). Die Angabe "mikrofiltriert" ist zwingend."	Der letzte Satz ist konkreter anzugeben. Vorschlag: "Bei Behandlungen wie der Baktofugation oder Mikro¬filtration sind Angaben wie "baktofugiert" oder "mikrofiltriert" zulässig." Für die Konsumentinnen und Konsumenten noch verständlicher wäre, wenn nebst der Behandlung auch auf die verlängerte Haltbarkeit hingewiesen würde. Deshalb sollte die Behandlung entsprechend ergänzt werden im Sinne von: "Verlängerte Haltbarkeit aufgrund Baktofugation" oder "Verlängerte Haltbarkeit aufgrund Mikrofiltration".
Standeskanzlei des Kantons Uri	31.1 a	"Bei Anwendung von Filtrations- oder Separationsbehandlungen sind Anga-ben wie "filtriert" oder "separiert" zulässig." Die beiden Angaben "filtriert" und "separiert" sind zu stark vereinfacht und sind für die Konsumentenschaft im Zusammenhang mit der Haltbarkeits-verlängerung nichtssagend. Jede Milch wird vor der thermischen Behandlung filtriert. Unter dem Begriff "separiert" könnte auch die Zentrifugation verstanden werden. Die beiden Begriffe geben keine konkrete Auskunft über die besondere Art der Behandlung von Milch zur Verlängerung der Haltbarkeit und können für die Konsumentenschaft täuschend sein (Art. 10 LGV). Gemäss Art. 10 LGV müssen verwendete Angaben den Tatsachen entsprechen und dürfen nicht zur Täuschung Anlass geben. In diversen Schreiben wurde vom BAG bisher die Haltung vertreten, dass eine Behandlung wie die Baktofugation oder die Mikrofiltration bei ESL-Milch gemäss Art. 17 LKV entsprechend deklariert werden muss (siehe u.a. gültiges Informationsschreiben Nr. 139). Im Informationsschreiben Nr. 139 steht beim Fallbeispiel ESL-Milch: "…Würde das besondere Herstellungs-verfahren nicht angegeben, wüssten die Konsumentinnen und Konsumenten nicht, auf was die verlängerte Haltbarkeit zurückzuführen ist (besondere Milchqualität,	Der letzte Satz ist konkreter anzugeben. Vorschlag: "Bei Behandlungen wie der Baktofugation oder Mikrofiltration sind Angaben wie "baktofugiert" oder "mikrofiltriert" zulässig." Für die Konsumentinnen und Konsumenten noch verständlicher wäre, wenn nebst der Behandlung auch auf die verlängerte Haltbarkeit hingewiesen würde. Deshalb sollte die Behandlung entsprechend ergänzt werden im Sinne von: "Verlängerte Haltbarkeit aufgrund Baktofugation" oder "Verlängerte Haltbarkeit aufgrund Mikrofiltration".

		besondere Lagerung etc.). Die Angabe "mikrofiltriert" ist zwingend."	
Staatskanzlei des Kantons Luzern	31.1 a	"Bei Anwendung von Filtrations- oder Separationsbehandlungen sind Anga-ben wie "filtriert" oder "separiert" zulässig." Die beiden Angaben "filtriert" und "separiert" sind zu stark verein-facht und sind für die Konsumentenschaft im Zusammenhang mit der Haltbarkeits-verlängerung nichtssagend. Jede Milch wird vor der thermischen Behandlung filtriert. Unter dem Begriff "separiert" könn-te auch die Zentrifugation verstanden werden. Die beiden Begriffe geben keine konkrete Auskunft über die besondere Art der Behand-lung von Milch zur Verlängerung der Haltbarkeit und können für die Konsumentenschaft täuschend sein (Art. 10 LGV). Gemäss Art. 10 LGV müssen verwendete Angaben den Tatsachen entsprechen und dürfen nicht zur Täuschung Anlass geben. In diversen Schreiben wurde vom BAG bisher die Haltung vertreten, dass eine Behandlung wie die Baktofugation oder die Mikrofiltration bei ESL-Milch gemäss Art. 17 LKV entsprechend deklariert werden muss (siehe u.a. gültiges Informationsschreiben Nr. 139). Im Infor-mations¬schreiben Nr. 139 steht beim Fallbeispiel ESL-Milch: "…Würde das beson¬dere Herstel¬lungs-verfahren nicht angege-ben, wüssten die Konsumentinnen und Konsu¬menten nicht, auf was die verlängerte Haltbarkeit zurückzuführen ist (beson¬dere Milchqualität, besondere Lagerung etc.). Die Angabe "mikrofiltriert" ist zwingend."	Der letzte Satz ist konkreter anzugeben. Vorschlag: "Bei Behandlungen wie der Baktofugation oder Mikro¬filtration sind Angaben wie "baktofugiert" oder "mikrofiltriert" zulässig." Für die Konsumentinnen und Konsumenten noch verständlicher wäre, wenn nebst der Behandlung auch auf die verlängerte Haltbar-keit hingewiesen würde. Deshalb sollte die Behandlung ent-sprechend ergänzt werden im Sinne von: "Verlängerte Haltbarkeit aufgrund Baktofugation" oder "Verlängerte Haltbarkeit aufgrund Mikrofiltration".
Regierungskanzlei des Kantons Glarus	31.1 a	"Bei Anwendung von Filtrations- oder Separationsbehandlungen sind Anga-ben wie "filtriert" oder "separiert" zulässig." Die beiden Angaben "filtriert" und "separiert" sind zu stark verein-facht und sind für die Konsumentenschaft im Zusammenhang mit der Haltbarkeits-verlängerung nichtssagend. Jede Milch wird vor der thermischen Behandlung filtriert. Unter dem Begriff "separiert" könn-te auch die Zentrifugation verstanden werden. Die beiden Begriffe geben keine konkrete Auskunft über die besondere Art der Behand-lung von Milch zur Verlängerung der Haltbarkeit und können für die Konsumentenschaft täuschend sein (Art. 10 LGV). In diversen Schreiben wurde vom BAG bisher die Haltung vertreten, dass eine Behandlung wie die Baktofugation oder die Mikrofiltration bei ESL-Milch gemäss Art. 17 LKV entsprechend deklariert werden muss (siehe u.a. gültiges Informationsschreiben Nr. 139). Im Infor-mationsschreiben Nr. 139 steht beim Fallbeispiel ESL-Milch: "…Würde das besondere Herstellungs-verfahren nicht angegeben, wüssten die Konsumentinnen und Konsumenten nicht, auf was die verlängerte Haltbarkeit zurückzuführen ist (besondere Milchqualität,	Der letzte Satz von Art. 31 Abs. 1 lit. A ist zu streichen.

		besondere Lagerung etc.). Die Angabe "mikrofiltriert" ist zwingend."	
Schweizer Milchproduzenten SMP	31.1 a	Die Änderungen der Verordnung über Lebensmittel tierischer Herkunft werden in den Erläuterungen unter dem Aspekt der Harmonisierung mit dem EU Recht begründet. Filtration und Separation (Bactofugation) sind keine zulässigen Wärmebehandlungsverfahren. Sofern das Wärmebehandlungsverfahren "ESL" auch in der EU anerkannt ist, kann es in die Aufzählung der Abkürzungen unter Buchstabe a aufgenommen werden. Soweit uns bekannt ist, wird in der EU ESL-Milch als "Past" deklariert und zusätzlich mit: „längerfrische Milch“, „extra lange frisch“, „länger haltbar“ oder ähnlich bezeichnet.	Den Satz "Bei Anwendung von Filtrations-oder Separationsbehandlungen sind Angaben wie "filtriert" oder "separiert" zulässig" streichen.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	31.1 a	"Bei Anwendung von Filtrations- oder Separationsbehandlungen sind Anga-ben wie "filtriert" oder "separiert" zulässig." Die beiden Angaben "filtriert" und "separiert" sind zu stark vereinfacht und sind für die Konsumentenschaft im Zusammenhang mit der Haltbarkeits-verlängerung nichtssagend. Jede Milch wird vor der thermischen Behandlung filtriert. Unter dem Begriff "separiert" könnte auch die Zentrifugation verstanden werden. Die beiden Begriffe geben keine konkrete Auskunft über die besondere Art der Behandlung von Milch zur Verlängerung der Haltbarkeit und können für die Konsumentenschaft täuschend sein (Art. 10 LGV). Gemäss Art. 10 LGV müssen verwendete Angaben den Tatsachen entsprechen und dürfen nicht zur Täuschung Anlass geben. In diversen Schreiben wurde vom BAG bisher die Haltung vertreten, dass eine Behandlung wie die Baktofugation oder die Mikrofiltration bei ESL-Milch gemäss Art. 17 LKV entsprechend deklariert werden muss (siehe u.a. gültiges Informationsschreiben Nr. 139). Im Informations¬schreiben Nr. 139 steht beim Fallbeispiel ESL-Milch: "…Würde das beson¬dere Herstel¬lungs-verfahren nicht angegeben, wüssten die Konsumentinnen und Konsu¬menten nicht, auf was die verlängerte Haltbarkeit zurückzuführen ist (beson¬dere Milchqualität, besondere Lagerung etc.). Die Angabe "mikrofiltriert" ist zwingend."	Der letzte Satz ist konkreter anzugeben. Vorschlag: "Bei Behandlungen wie der Baktofugation oder Mikro¬filtration sind Angaben wie "baktofugiert" oder "mikrofiltriert" zulässig." Für die Konsumentinnen und Konsumenten noch verständlicher wäre, wenn nebst der Behandlung auch auf die verlängerte Haltbarkeit hingewiesen würde. Deshalb sollte die Behandlung entsprechend ergänzt werden im Sinne von: "Verlängerte Haltbarkeit aufgrund Baktofugation" oder "Verlängerte Haltbarkeit aufgrund Mikrofiltration".
Chancellerie d’Etat du Canton du Valais	31.1 a	Les deux mentions « filtré » et « séparé » sont trop fortement simplifiées et sont insignifiantes pour les consommateurs en rapport avec la prolongation de durabilité. Chaque lait est filtré avant le traitement thermique. Avec la notion « séparé », on pourrait aussi comprendre la centrifugation. Les deux notions ne donnent aucun renseignement concret sur la manière particulière de traiter le lait pour prolonger sa durée de vie et peuvent induire en erreur les consommateurs. Selon l’art. 10 de l’ODAlOUs les indications	Il serait plus compréhensible pour les consommateurs d’attirer leur attention sur le fait que la durabilité est prolongée avec ce traitement. Ainsi, la notion de traitement devrait être complétée en conséquence : "Durabilité prolongée grâce à la bactofugation" ou "Durabilité prolongée grâce à la microfiltration".

		utilisées doivent correspondre à la réalité et exclure toute possibilité de tromperie	
Staatskanzlei des Kantons Aargau	31.1 a	"Bei Anwendung von Filtrations- oder Separationsbehandlungen sind Anga-ben wie "filtriert" oder "separiert" zulässig." Die beiden Angaben "filtriert" und "separiert" sind zu stark vereinfacht und sind für die Konsumentenschaft im Zusammenhang mit der Haltbarkeits-verlängerung nichtssagend. Jede Milch wird vor der thermischen Behandlung filtriert. Unter dem Begriff "separiert" könnte auch die Zentrifugation verstanden werden. Die beiden Begriffe geben keine konkrete Auskunft über die besondere Art der Behandlung von Milch zur Verlängerung der Haltbarkeit und können für die Konsumentenschaft täuschend sein (Art. 10 LGV). Gemäss Art. 10 LGV müssen verwendete Angaben den Tatsachen entsprechen und dürfen nicht zur Täuschung Anlass geben. In diversen Schreiben wurde vom BAG bisher die Haltung vertreten, dass eine Behandlung wie die Baktofugation oder die Mikrofiltration bei ESL-Milch gemäss Art. 17 LKV entsprechend deklariert werden muss (siehe u.a. gültiges Informationsschreiben Nr. 139). Im Informations¬schreiben Nr. 139 steht beim Fallbeispiel ESL-Milch: "…Würde das beson¬dere Herstel¬lungs-verfahren nicht angegeben, wüssten die Konsumentinnen und Konsu¬menten nicht, auf was die verlängerte Haltbarkeit zurückzuführen ist (beson¬dere Milchqualität, besondere Lagerung etc.). Die Angabe "mikrofiltriert" ist zwingend."	Der letzte Satz ist konkreter anzugeben. Vorschlag: "Bei Behandlungen wie der Baktofugation oder Mikro¬filtration sind Angaben wie "baktofugiert" oder "mikrofiltriert" zulässig." Für die Konsumentinnen und Konsumenten noch verständlicher wäre, wenn nebst der Behandlung auch auf die verlängerte Haltbarkeit hingewiesen würde. Deshalb sollte die Behandlung entsprechend ergänzt werden im Sinne von: "Verlängerte Haltbarkeit aufgrund Baktofugation" oder "Verlängerte Haltbarkeit aufgrund Mikrofiltration".
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	31.1 a	Indications complémentaires pour le lait prêt à la consommation Les termes « filtré » et « séparé » sont trop vagues et pas assez parlants pour les consommateurs. Donner le nom exact du traitement clarifierait l"étiquetage. Le but de l"étiquette est qu"elle soit comprise par les consommateurs.	
Migros-Genossenschafts-Bund	31.1 a	In Art. 31 ist für die Kennzeichnung von genussfertiger Milch die Angabe der technologischen Behandlung von Milch in einer vereinfachten Form (filtriert, zentrifugiert) vorgesehen. Die Migros begrüsst explizit die Einführung der Kennzeichnungspflicht hinsichtlich der erwähnten technologischen Behandlungsformen. Diese haben einen Einfluss auf die Haltbarkeit der Milch. Im Sinne der transparenten Information gegenüber dem Kunden macht ein solcher	

		Hinweis Sinn.	
Staatskanzlei des Kantons Schaffhausen	31.1 a	"Bei Anwendung von Filtrations- oder Separationsbehandlungen sind Anga¬ben wie "filtriert" oder "separiert" zulässig." Die beiden Angaben "filtriert" und "separiert" sind zu stark vereinfacht und sind für die Konsumentenschaft im Zusammenhang mit der Haltbarkeits¬verlängerung nichtssagend. Jede Milch wird vor der thermischen Behandlung filtriert. Unter dem Begriff "separiert" könnte auch die Zentrifugation verstanden werden. Die beiden Begriffe geben keine konkrete Auskunft über die besondere Art der Behandlung von Milch zur Verlängerung der Haltbarkeit und können für die Konsumentenschaft täuschend sein (Art. 10 LGV). In diversen Schreiben wurde vom BAG bisher die Haltung vertreten, dass eine Behandlung wie die Baktofugation oder die Mikrofiltration bei ESL-Milch gemäss Art. 17 LKV entsprechend deklariert werden muss (siehe u.a. gültiges Informationsschreiben Nr. 139). Im Informationsschreiben Nr. 139 steht beim Fallbeispiel ESL-Milch: "…Würde das besondere Herstellungs¬verfahren nicht angegeben, wüssten die Konsumentinnen und Konsumenten nicht, auf was die verlängerte Haltbarkeit zurückzuführen ist (besondere Milchqualität, besondere Lagerung etc.). Die Angabe "mikrofiltriert" ist zwingend."	Der letzte Satz von Art. 31 Abs. 1 lit. a ist zu streichen.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	31.1 a	Indications complémentaires pour le lait prêt à la consommation Les termes « filtré » et « séparé » sont trop vagues et pas assez parlants pour les consommateurs. Donner le nom exact du traitement clarifierait l"étiquetage. Le but de l"étiquette est qu"elle soit comprise par les consommateurs.	
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	31.1 a	Die Änderungen der VO über Lebensmittel tierischer Herkunft werden unter dem Aspekt der Harmonisierung mit dem EU Recht eingeleitet. In Art. 31 ist für die Kennzeichnung von genussfertiger Milch die Angabe der technologischen Behandlung von Milch in einer vereinfachten Form (filtriert, zentrifugiert) vorgesehen. Die Darstellung und die Hinweise im Erläuterungstext implizieren eine Gleichwertigkeit der Verfahren, die nicht gegeben ist. Begründung: Die Pasteurisierung nach Art 49 HyV auf 72°C während mind. 15 s oder einer Temperatur/Zeit - Relation mit gleicher Wirkung stellt sicher, dass pathogene gramnegative Mikroorganismen abgetötet werden. Eine Bactofugation oder Filtration findet in Milch bei niedrigeren Temperaturen statt. Eine gleichwertige Temperatur/Zeit-Relation ohne nachfolgende Wärmebehandlung unter Pasteurisationsbedingungen ist nicht gegeben. Bei der Filtration oder	Die Ergänzung "Bei Anwendung von Filtrations- oder Separationsbehandlungen sind Angaben wie "filtriert" oder "separiert" zulässig" ist zu streichen.

		Bactofugation findet durch einen mechanischen Austrag bzw Zurückhaltung eine prozentuale Reduktion der Bakterienflora statt, aber keine gesicherte Eliminierung der vorhandenen gramnegativen pathogenen Keime. Die beschriebenen Filtrations- und Separationsverfahren können deshalb nicht alleine eingesetzt werden. Die Absicht ein zusätzliches Kennzeichnungselement für die Herstellung von Milch mit verlängerter Haltbarkeit (ESL) einzuführen ist nachvollziehbar. Die Absicht, dies mit der Angabe des eingesetzten Hygenisierungsverfahrens zu tun, ist unvollständig, da bei der Herstellung von länger haltbarer pasteurisierter Milch neben den Verfahren, mit denen die Bakterienflora in der Milch auf das nötige Niveau reduziert wird, zahlreiche andere Verfahren eingesetzt werden. Dies sind Massnahmen zur Hygienisierung der Produktionslinien und des Verpackungsmaterials auf das erforderliche Niveau. Die EU kennt die in der LKV vorgesehene Erweiterung der Kennzeichnungspflicht für länger haltbare pasteurisierte Milch nicht. Wir schliessen nicht per se aus, dass eine solche Kennzeichnungspflicht je nach Weiterentwicklung der Verfahren und/oder der Auslegung in der EU vorgesehen werden kann; die bestehenden rechtlichen Vorgaben hierzu reichen aber – wie auch in der EU – vollständig aus. Die genauen Anforderungen an die Kennzeichnung von ESL-Milch sollten daher – wenn überhaupt – in einer Weisung oder in einem Informationsschreiben erfolgen.	
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	31.1 a	Les traitements auxquels il est fait allusion sont, entre autres, les traitements utilisés pour la production de lait de longue conservation ESL. Ceux-ci sont des combinaisons de divers traitements : centrifugation, lait écrémé -> microfiltration ou bactofugation; crème -> traitement haute température; mélange du filtrat et de la crème -> homogénéisation, pasteurisation. Le texte propose des mentions simplifiées telles que « filtré » ou « séparé ». Mais ces mentions ne signifient rien de plus pour le consommateur. En effet, tout lait est filtré avant traitement thermique. Quant à la séparation, s'agit-il de la centrifugation ? Nous sommes opposés à ces mentions « simplifiées » qui « trompent les consommateurs » sur les traitements réellement appliqués. L'art. 10 ODAlOUs n'exige-t-il pas que les indications sur les emballages doivent correspondre à la réalité et exclure toute tromperie quant au mode de production ?	Pour régler cette question, nous demandons : 1. d'obliger les producteurs de mentionner « lait longue conservation » en liaison avec la dénomination spécifique et 2. de compléter par les mentions relatives aux traitements appliqués mais avec les termes correspondant aux processus utilisés : ex. bactofugation, microfiltration ,..
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	31.1 a	Indications complémentaires pour le lait prêt à la consommation Les termes « filtré » et « séparé » sont trop vagues et pas assez parlants pour les consommateurs. Donner le nom exact du traitement clarifierait	

		l"étiquetage. Le but de l"étiquette est qu"elle soit comprise par les consommateurs.	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	31.1 a	"Bei Anwendung von Filtrations- oder Separationsbehandlungen sind Anga-ben wie "filtriert" oder "separiert" zulässig." Die beiden Angaben "filtriert" und "separiert" sind zu stark vereinfacht und sind für die Konsumentenschaft im Zusammenhang mit der Haltbarkeits-verlängerung nichtssagend. Jede Milch wird vor der thermischen Behandlung filtriert. Unter dem Begriff "separiert" könnte auch die Zentrifugation verstanden werden. Die beiden Begriffe geben keine konkrete Auskunft über die besondere Art der Behandlung von Milch zur Verlängerung der Haltbarkeit und können für die Konsumentenschaft täuschend sein (Art. 10 LGV). Gemäss Art. 10 LGV müssen verwendete Angaben den Tatsachen entsprechen und dürfen nicht zur Täuschung Anlass geben. In diversen Schreiben wurde vom BAG bisher die Haltung vertreten, dass eine Behandlung wie die Baktofugation oder die Mikrofiltration bei ESL-Milch gemäss Art. 17 LKV entsprechend deklariert werden muss (siehe u.a. gültiges Informationsschreiben Nr. 139). Im Informations¬schreiben Nr. 139 steht beim Fallbeispiel ESL-Milch: "…Würde das beson¬dere Herstel¬lungs-verfahren nicht angegeben, wüssten die Konsumentinnen und Konsu¬menten nicht, auf was die verlängerte Haltbarkeit zurückzuführen ist (beson¬dere Milchqualität, besondere Lagerung etc.). Die Angabe "mikrofiltriert" ist zwingend."	Dr letzte Satz ist konkreter anzugeben. Vorschlag: "Bei Behandlungen wie der Baktofugation oder Mikro¬filtration sind Angaben wie "baktofugiert" oder "mikrofiltriert" zulässig." Für die Konsumentinnen und Konsumenten noch verständlicher wäre, wenn nebst der Behandlung auch auf die verlängerte Haltbarkeit hingewiesen würde. Deshalb sollte die Behandlung entsprechend ergänzt werden im Sinne von: "Verlängerte Haltbarkeit aufgrund Baktofugation" oder "Verlängerte Haltbarkeit aufgrund Mikrofiltration".
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	Generelle Bemerkungen	Eine offizielle Verordnungsabkürzung, zum Beispiel VLtH, wäre praktisch. Sie würde Fachdokumente von schwerfälligen Verordnungsverweisen ent-lasten. Die Anpassungen hinsichtlich des EU-Rechts werden begrüsst. Aufgefallen ist uns, dass bei diesen Anpassungen trotzdem diverse Unterschiede gegenüber dem EU-Recht bleiben (siehe unten aufgeführte Beispiele). Dies kann unter Umständen zu Problemen führen. Allgemeine Bemerkung zur Behandlung von Fleischzubereitungen, Fleischerzeugnissen sowie Fischereierzeugnisse mit Transglutaminase: Es muss sichergestellt sein, dass auch in der Gastronomie die Behandlung von Fleischzubereitungen, Fleisch- und Fischereierzeugnissen mit Transglutaminase zwingend schriftlich gekennzeichnet werden muss (-> "für Menschen mit Zöliakie nicht geeignet"). Klar geregelt sein sollte auch, dass der Einsatz von Transglutaminase in der Liste der Zutaten zu erwähnen ist.	

Standeskanzlei des Kantons Graubünden	Generelle Bemerkungen	Die Änderungen sind sinnvoll und nachvollziehbar.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Generelle Bemerkungen	Eine offizielle Verordnungsabkürzung, zum Beispiel VLtH, wäre praktisch. Sie würde Fachdokumente von schwerfälligen Verordnungsverweisen ent-lasten. Die Anpassungen hinsichtlich des EU-Rechts werden begrüsst. Aufgefallen ist uns, dass bei diesen Anpassungen trotzdem diverse Unterschiede gegenüber dem EU-Recht bleiben (siehe unten aufgeführte Beispiele). Dies kann unter Umständen zu Problemen führen. Allgemeine Bemerkung zur Behandlung von Fleischzubereitungen, Fleischerzeugnissen sowie Fischereierzeugnisse mit Transglutaminase: Es muss sichergestellt sein, dass auch in der Gastronomie die Behandlung von Fleischzubereitungen, Fleisch- und Fischereierzeugnissen mit Transglutaminase zwingend schriftlich gekennzeichnet werden muss (-> "für Menschen mit Zöliakie nicht geeignet"). Klar geregelt sein sollte auch, dass der Einsatz von Transglutaminase in der Liste der Zutaten zu erwähnen ist.
Staatskanzlei des Kantons Basel-Stadt	Generelle Bemerkungen	Keine Bemerkungen
Standeskanzlei des Kantons Uri	Generelle Bemerkungen	Eine offizielle Verordnungsabkürzung, zum Beispiel VLtH, wäre praktisch. Sie würde Fachdokumente von schwerfälligen Verordnungsverweisen ent-lasten. Die Anpassungen hinsichtlich des EU-Rechts werden begrüsst. Aufgefallen ist uns, dass bei diesen Anpassungen trotzdem diverse Unterschiede gegenüber dem EU-Recht bleiben (siehe unten aufgeführte Beispiele). Dies kann unter Umständen zu Problemen führen. Allgemeine Bemerkung zur Behandlung von Fleischzubereitungen, Fleischerzeugnissen sowie Fischereierzeugnisse mit Transglutaminase: Es muss sichergestellt sein, dass auch in der Gastronomie die Behandlung von Fleischzubereitungen, Fleisch- und Fischereierzeugnissen mit Transglutaminase zwingend schriftlich gekennzeichnet werden muss (-> "für Menschen mit Zöliakie nicht geeignet"). Klar geregelt sein sollte auch, dass der Einsatz von Transglutaminase in der Liste der Zutaten zu erwähnen ist.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Generelle Bemerkungen	Eine offizielle Verordnungsabkürzung, zum Beispiel VLtH, wäre praktisch. Sie würde Fachdokumente von schwerfälligen Verordnungsverweisen ent-lasten.

		Die Anpassungen hinsichtlich des EU-Rechts werden begrüsst. Aufgefallen ist uns, dass bei diesen Anpassungen trotzdem diverse Unterschiede gegenüber dem EU-Recht bleiben (siehe unten aufgeführte Beispiele). Dies kann unter Umständen zu Problemen führen. Allgemeine Bemerkung zur Behandlung von Fleischzubereitungen, Fleischerzeugnissen sowie Fischereierzeugnisse mit Transglutaminase: Es muss sichergestellt sein, dass auch in der Gastronomie die Behandlung von Fleischzubereitungen, Fleisch- und Fischereierzeugnissen mit Transglutaminase zwingend schriftlich gekennzeichnet werden muss (-> "für Menschen mit Zöliakie nicht geeignet"). Klar geregelt sein sollte auch, dass der Einsatz von Transglutaminase in der Liste der Zutaten zu erwähnen ist.
Regierungskanzlei des Kantons Glarus	Generelle Bemerkungen	Die Anpassungen an das EU-Recht werden begrüsst. Allerdings diverse Unterschiede gegenüber dem EU-Recht bleiben (siehe unten aufgeführte Beispiele). Dies kann unter Umständen zu Problemen führen. Allgemeine Bemerkung zur Behandlung von Fleischzubereitungen, Fleischerzeugnissen sowie Fischereierzeugnisse mit Transglutaminase: Es muss sichergestellt sein, dass auch in der Gastronomie die Behandlung von Fleischzubereitungen, Fleisch- und Fischereierzeugnissen mit Transglutaminase zwingend schriftlich gekennzeichnet werden muss (-> "für Menschen mit Zöliakie nicht geeignet"). Zudem muss vorgeschrieben werden, dass Transglutaminase in der Liste der Zutaten zu erwähnen ist.
Schweiz. Bauernverband (SBV)	Generelle Bemerkungen	Die Pflicht, die Abnehmer über aufgetaute Lebensmittel zu informieren, wird begrüsst. Grundsätzlich wird die Erweiterung der Deklaration von aus Stücken zusammengesetzten Fleischerzeugnissen oder Fleischzubereitungen ebenfalls begrüsst. Für traditionelle Produkte wie Model-Schinken ist aber eine Ausnahme von der Deklarationspflicht vorzusehen.
Staatskanzlei des Kantons Bern	Generelle Bemerkungen	Allgemeine Bemerkung zur Behandlung von Fleisch und Fleischerzeugnissen mit Transglutaminase: Es muss sichergestellt sein, dass auch die der Gastronomie die Behandlung von Fleisch oder Fleischerzeugnisse mit Transglutaminase zwingend schriftlich gekennzeichnet werden muss. Klar geregelt muss auch sein, dass der Einsatz von Transglutaminase in der Liste der Zutaten erwähnt werden muss.
Verband der Kantonsche-	Generelle	Eine offizielle Verordnungsabkürzung, zum Beispiel VLtH, wäre praktisch. Sie würde Fachdokumente von schwerfälligen Verord-

miker der Schweiz (VKCS)	Bemerkungen	nungsverweisen ent-lasten. Die Anpassungen hinsichtlich des EU-Rechts werden begrüsst. Aufgefallen ist uns, dass bei diesen Anpassungen trotzdem diverse Unterschiede gegenüber dem EU-Recht bleiben (siehe unten aufgeführte Beispiele). Dies kann unter Umständen zu Problemen führen. Allgemeine Bemerkung zur Behandlung von Fleischzubereitungen, Fleischerzeugnissen sowie Fischereierzeugnisse mit Transglutaminase: Es muss sichergestellt sein, dass auch in der Gastronomie die Behandlung von Fleischzubereitungen, Fleisch- und Fischereierzeugnissen mit Transglutaminase zwingend schriftlich gekennzeichnet werden muss (-> "für Menschen mit Zöliakie nicht geeignet"). Klar geregelt sein sollte auch, dass der Einsatz von Transglutaminase in der Liste der Zutaten zu erwähnen ist.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Generelle Bemerkungen	Eine offizielle Verordnungsabkürzung, zum Beispiel VLtH, wäre praktisch. Sie würde Fachdokumente von schwerfälligen Verordnungsverweisen ent-lasten. Die Anpassungen hinsichtlich des EU-Rechts werden begrüsst. Aufgefallen ist uns, dass bei diesen Anpassungen trotzdem diverse Unterschiede gegenüber dem EU-Recht bleiben (siehe unten aufgeführte Beispiele). Dies kann unter Umständen zu Problemen führen. Allgemeine Bemerkung zur Behandlung von Fleischzubereitungen, Fleischerzeugnissen sowie Fischereierzeugnisse mit Transglutaminase: Es muss sichergestellt sein, dass auch in der Gastronomie die Behandlung von Fleischzubereitungen, Fleisch- und Fischereierzeugnissen mit Transglutaminase zwingend schriftlich gekennzeichnet werden muss (-> "für Menschen mit Zöliakie nicht geeignet"). Klar geregelt sein sollte auch, dass der Einsatz von Transglutaminase in der Liste der Zutaten zu erwähnen ist.
hotelleriesuisse	Generelle Bemerkungen	Die Definitionen von Fleisch, Fleischzubereitungen und Fleischerzeugnissen sind unbedingt zu präzisieren und mit den Begriffen in Anhang 3, Anwendungsliste, Ziffer 8 abzugleichen.
GSLI Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren	Generelle Bemerkungen	Eine mögliche Abkürzung könnte "VLtH" sein, welche übrigens bereits weit verbreitet ist. Der Wortlaut "Für Zöliakiekranke nicht geeignet" ist unschön (Art. 9 und 20). Daher den Wortlaut besser ersetzen durch "Für Menschen mit Zöliakie nicht geeignet".

Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Generelle Bemerkungen	L"introduction de la notion de « viande fraîche » est saluée, elle clarifie l"ordonnance.
Staatskanzlei des Kantons Schaffhausen	Generelle Bemerkungen	Die Anpassungen an das EU-Recht werden begrüsst. Allerdings bleiben diverse Unterschiede gegenüber dem EU-Recht bestehen (siehe unten aufgeführte Beispiele). Dies kann unter Umständen zu Problemen führen. Allgemeine Bemerkung zur Behandlung von Fleischzubereitungen, Fleischerzeugnissen sowie Fischereierzeugnisse mit Transglutaminase: Es muss sichergestellt sein, dass auch in der Gastronomie die Behandlung von Fleischzubereitungen, Fleisch- und Fischereierzeugnissen mit Transglutaminase zwingend schriftlich gekennzeichnet werden muss (-> "für Menschen mit Zöliakie nicht geeignet"). Zudem muss vorgeschrieben werden, dass Transglutaminase in der Liste der Zutaten zu erwähnen ist.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Generelle Bemerkungen	L"introduction de la notion de « viande fraîche » est saluée, elle clarifie l"ordonnance.
Swiss Granum	Generelle Bemerkungen	Wir verweisen auf die Stellungnahm unserer Mitgliederorganisationen Schweizerischer Bäcker-Confiseurmeister-Verband.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Generelle Bemerkungen	L"introduction de la notion de « viande fraîche » est saluée, elle clarifie l"ordonnance. L"introduction de la mention des règles d"hygiène sur tous les emballages de viande de volaille est positive pour la sécurité des consommateurs.
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Generelle Bemerkungen	L"introduction de la notion de « viande fraîche » est saluée, elle clarifie l"ordonnance. L"introduction de la mention des règles d"hygiène sur tous les emballages de viande de volaille est positive pour la sécurité des consommateurs.
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	Generelle Bemerkungen	Il serait utile qu'une abréviation soit trouvée pour cette ordonnance (ex. ODAOA). Cela faciliterait la mention de cette ordonnance dans les documents professionnels. Nous saluons la volonté de la Suisse d'adapter sa législation au droit européen. Malheureusement, nous devons à nouveau constater que les textes européens (version française) sont modifiés pour la Suisse et cela crée des problème. Cette situation a déjà été relevée par le passé.

		Nous renvoyons également aux remarques faites par l'ACCS/VKCS.	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Generelle Bemerkungen	L"introduction de la notion de « viande fraîche » est saluée, elle clarifie l"ordonnance.	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Generelle Bemerkungen	L"introduction de la notion de « viande fraîche » est saluée, elle clarifie l"ordonnance. L"introduction de la mention des règles d"hygiène sur tous les emballages de viande de volaille est positive pour la sécurité des consommateurs.	
Schweizer Fleisch-Fachverband SFF	Generelle Bemerkungen	Die Definitionen von Fleisch, Fleischzubereitungen und Fleischerzeugnissen sind unbedingt zu präzisieren und mit den Begriffen in der ZuV, Anhang 3, Anwendungsliste, Ziffer 8 abzugleichen.	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Generelle Bemerkungen	Eine offizielle Verordnungsabkürzung, zum Beispiel VLtH, wäre praktisch. Sie würde Fachdokumente von schwerfälligen Verordnungsverweisen ent-lasten. Die Anpassungen hinsichtlich des EU-Rechts werden begrüsst. Aufgefallen ist uns, dass bei diesen Anpassungen trotzdem diverse Unterschiede gegenüber dem EU-Recht bleiben (siehe unten aufgeführte Beispiele). Dies kann unter Umständen zu Problemen führen. Allgemeine Bemerkung zur Behandlung von Fleischzubereitungen, Fleischerzeugnissen sowie Fischereierzeugnisse mit Transglutaminase: Es muss sichergestellt sein, dass auch in der Gastronomie die Behandlung von Fleischzubereitungen, Fleisch- und Fischereierzeugnissen mit Transglutaminase zwingend schriftlich gekennzeichnet werden muss (-> "für Menschen mit Zöliakie nicht geeignet"). Klar geregelt sein sollte auch, dass der Einsatz von Transglutaminase in der Liste der Zutaten zu erwähnen ist.	
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	übrige	Es wird auf vorzunehmende Verpackungshinweise im Zusammenhang mit dem Durcherhitzen von Fleischzubereitungen, Hack¬fleisch und Fleisch-erzeugnissen (zum Teil aus Geflügel) vor dem Verzehr eingangen. Eine Anpassung ist nötig aufgrund des neu vorgesehenen Absatzes 9.	Absatz ist unter Berücksichtigung/Einbezug von Art. 9 Abs. 9 anzupassen. Siehe Ausführungen unter Art. 9 Abs. 9.
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	übrige	Die Vollzugserfahrungen zeigen, dass im Bereich gewisser Fisch- und Muschelarten in täuschender Absicht minderwertigere Produkte als höherwertig angeboten werden ("Seezungen", "Jakobsmuscheln"); die Pflicht zur Nennung der wissenschaftlichen Bezeichnung würde für den Handel und die Konsumenten/innen Klarheit	Ergänzung: "a. die Tierart (gemeine und wissenschaftliche Bezeichnung)". Bemerkung: Formulierung in Analogie zu VLtH Art. 17 Abs. 1 Bst. a.

		schaffen. Da in der EU in diesem Bereich im Zusammenhang mit der gesetzlich geforderten Deklaration der Tierarten (Handelsbezeichnung und wissen-schaftlicher Name) vergleichbare Anforderungen gelten, würde die vorge-schlagene Anpassung der VLtH zu keinem Handelshemmnis führen (siehe EG-Verordnungen Nr. 2065/2001 und Nr. 1224/2009).	
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	übrige	9/4: Es wird auf vorzunehmende Verpackungshinweise im Zusammenhang mit dem Durcherhitzen von Fleischzubereitungen, Hack¬fleisch und Fleisch-erzeugnissen (zum Teil aus Geflügel) vor dem Verzehr eingangen. Eine Anpassung ist nötig aufgrund des neu vorgesehenen Absatzes 9.	Absatz ist unter Berücksichtigung/Einbezug von Art. 9 Abs. 9 anzupassen. Siehe Ausführungen unter Art. 9 Abs. 9.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	übrige	19/1: Die Vollzugserfahrungen zeigen, dass im Bereich gewisser Fisch- und Muschelarten in täuschender Absicht minderwertigere Produkte als höherwertig angeboten werden ("Seezungen", "Jakobsmuscheln"); die Pflicht zur Nennung der wissenschaftlichen Bezeichnung würde für den Handel und die Konsumenten/innen Klarheit schaffen. Da in der EU in diesem Bereich im Zusammenhang mit der gesetzlich geforderten Deklaration der Tierarten (Handelsbezeichnung und wissen-schaftlicher Name) vergleichbare Anforderungen gelten, würde die vorge-schlagene Anpassung der VLtH zu keinem Handelshemmnis führen (siehe EG-Verordnungen Nr. 2065/2001 und Nr. 1224/2009).	Ergänzung: "a. die Tierart (gemeine und wissenschaftliche Bezeichnung)". Bemerkung: Formulierung in Analogie zu VLtH Art. 17 Abs. 1 Bst. a.
Standeskanzlei des Kantons Uri	übrige	9.4: Es wird auf vorzunehmende Verpackungshinweise im Zusammenhang mit dem Durcherhitzen von Fleischzubereitungen, Hackfleisch und Fleisch-erzeugnissen (zum Teil aus Geflügel) vor dem Verzehr eingangen. Eine Anpassung ist nötig aufgrund des neu vorgesehenen Absatzes 9.	Absatz ist unter Berücksichtigung/Einbezug von Art. 9 Abs. 9 anzupassen. Siehe Ausführungen unter Art. 9 Abs. 9.
Standeskanzlei des Kantons Uri	übrige	19.1: Die Vollzugserfahrungen zeigen, dass im Bereich gewisser Fisch- und Muschelarten in täuschender Absicht minderwertigere Produkte als höherwertig angeboten werden ("Seezungen", "Jakobsmuscheln"); die Pflicht zur Nennung der wissenschaftlichen Bezeichnung würde für den Handel und die Konsumenten/innen Klarheit schaffen. Da in der EU in diesem Bereich im Zusammenhang mit der gesetzlich geforderten Deklaration der Tierarten (Handelsbezeichnung und wissen-schaftlicher Name) vergleichbare Anforderungen gelten, würde die vorge-schlagene Anpassung der VLtH zu keinem Handelshemmnis führen (siehe EG-Verordnungen Nr. 2065/2001	Ergänzung: "a. die Tierart (gemeine und wissenschaftliche Bezeichnung)". Bemerkung: Formulierung in Analogie zu VLtH Art. 17 Abs. 1 Bst. a.

		und Nr. 1224/2009).	
Staatskanzlei des Kantons Luzern	übrige	9.4: Es wird auf vorzunehmende Verpackungshinweise im Zusammenhang mit dem Durcherhitzen von Fleischzubereitungen, Hack¬fleisch und Fleisch-erzeugnissen (zum Teil aus Geflügel) vor dem Verzehr eingangen. Eine Anpassung ist nötig aufgrund des neu vorgesehenen Absatzes 9.	Absatz ist unter Berücksichtigung/Einbezug von Art. 9 Abs. 9 anzupassen. Siehe Ausführungen unter Art. 9 Abs. 9.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	übrige	19.1: Die Vollzugserfahrungen zeigen, dass im Bereich gewisser Fisch- und Muschelarten in täuschender Absicht minderwertigere Produkte als höherwertig angeboten werden ("Seezungen", "Jakobsmuscheln"); die Pflicht zur Nennung der wissenschaftlichen Bezeichnung würde für den Handel und die Konsumenten/innen Klarheit schaffen. Da in der EU in diesem Bereich im Zusammenhang mit der gesetzlich geforderten Deklaration der Tierarten (Handelsbezeichnung und wissen-schaftlicher Name) vergleichbare Anforderungen gelten, würde die vorge-schlagene Anpassung der VLtH zu keinem Handelshemmnis führen (siehe EG-Verordnungen Nr. 2065/2001 und Nr. 1224/2009).	Ergänzung: "a. die Tierart (gemeine und wissenschaftliche Bezeichnung)". Bemerkung: Formulierung in Analogie zu VLtH Art. 17 Abs. 1 Bst. a.
Schweizerischer Gewerbeverband (SGV)	übrige	8.1: Angesichts der aktuellen Pferdefleisch-Diskussionen sollte ein Maximalanteil an Fremdfleisch definiert werden, bis zu welchem keine separate Kennzeichnung nötig ist.	Ergänzung:…, "wobei auf der Basis der Analysenergebnisse ein Fremdfleischanteil von maximal 1 % ohne separaten Hinweis toleriert wird."
Schweizerischer Bäcker-Konditorenmeister-Verband	übrige	8.1 a: Angesichts der aktuellen Pferdefleisch-Diskussionen sollte ein Maximalanteil an Fremdfleisch definiert werden, bis zu welchem keine separate Kennzeichnung nötig ist.	Ergänzung:…, "wobei auf der Basis der Analysenergebnisse ein Fremdfleischanteil von maximal 1 % ohne separaten Hinweis toleriert wird."
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	übrige	9.4: Es wird auf vorzunehmende Verpackungshinweise im Zusammenhang mit dem Durcherhitzen von Fleischzubereitungen, Hack¬fleisch und Fleisch-erzeugnissen (zum Teil aus Geflügel) vor dem Verzehr eingangen. Eine Anpassung ist nötig aufgrund des neu vorgesehenen Absatzes 9.	Absatz ist unter Berücksichtigung/Einbezug von Art. 9 Abs. 9 anzupassen. Siehe Ausführungen unter Art. 9 Abs. 9.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	übrige	19.1:	Ergänzung:

		Die Vollzugserfahrungen zeigen, dass im Bereich gewisser Fisch- und Muschelarten in täuschender Absicht minderwertigere Produkte als höherwertig angeboten werden ("Seezungen", "Jakobsmuscheln"); die Pflicht zur Nennung der wissenschaftlichen Bezeichnung würde für den Handel und die Konsumenten/innen Klarheit schaffen. Da in der EU in diesem Bereich im Zusammenhang mit der gesetzlich geforderten Deklaration der Tierarten (Handelsbezeichnung und wissen-schaftlicher Name) vergleichbare Anforderungen gelten, würde die vorge-schlagene Anpassung der VLtH zu keinem Handelshemmnis führen (siehe EG-Verordnungen Nr. 2065/2001 und Nr. 1224/2009).	"a. die Tierart (gemeine und wissenschaftliche Bezeichnung)". Bemerkung: Formulierung in Analogie zu VLtH Art. 17 Abs. 1 Bst. a.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	übrige	9.4: Es wird auf vorzunehmende Verpackungshinweise im Zusammenhang mit dem Durcherhitzen von Fleischzubereitungen, Hack¬fleisch und Fleisch-erzeugnissen (zum Teil aus Geflügel) vor dem Verzehr eingangen. Eine Anpassung ist nötig aufgrund des neu vorgesehenen Absatzes 9.	Absatz ist unter Berücksichtigung/Einbezug von Art. 9 Abs. 9 anzupassen. Siehe Ausführungen unter Art. 9 Abs. 9.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	übrige	19.1: Die Vollzugserfahrungen zeigen, dass im Bereich gewisser Fisch- und Muschelarten in täuschender Absicht minderwertigere Produkte als höherwertig angeboten werden ("Seezungen", "Jakobsmuscheln"); die Pflicht zur Nennung der wissenschaftlichen Bezeichnung würde für den Handel und die Konsumenten/innen Klarheit schaffen. Da in der EU in diesem Bereich im Zusammenhang mit der gesetzlich geforderten Deklaration der Tierarten (Handelsbezeichnung und wissen-schaftlicher Name) vergleichbare Anforderungen gelten, würde die vorge-schlagene Anpassung der VLtH zu keinem Handelshemmnis führen (siehe EG-Verordnungen Nr. 2065/2001 und Nr. 1224/2009).	Ergänzung: "a. die Tierart (gemeine und wissenschaftliche Bezeichnung)". Bemerkung: Formulierung in Analogie zu VLtH Art. 17 Abs. 1 Bst. a.
Geschäftsstelle IG DHS	übrige	Richtigerweise gehört Buttermilch in den Abschnitt 7	Art. 58. in Abschnitt 7. integrieren (Molke, Milchserum)
GSLI Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren	übrige	Die Vollzugserfahrungen zeigen, dass im Bereich gewisser Fisch- und Muschelarten in täuschender Absicht minderwertigere Produkte als höherwertig angeboten werden ("Seezungen", "Jakobsmuscheln"); die Pflicht zur Nennung der wissenschaftlichen Bezeichnung würde für den Handel und die Konsumenten/innen Klarheit schaffen. Da in der EU in diesem Bereich im Zusammenhang mit der gesetzlich geforderten Deklaration der Tierarten (Handelsbezeichnung und wissenschaftlicher Name) vergleichbare Anforderungen gelten, würde die vorgeschlagene Anpassung der VLtH zu keinem Handels-	19.1 a: Ergänzung: "a. die Tierart (gemeine und wissenschaftliche Bezeichnung)". Bemerkung: Formulierung in Analogie zu VLtH Art. 17 Abs. 1 Bst. a.

		hemmnis führen (siehe EG-Verordnungen Nr. 2065/2001 und Nr. 1224/2009).	
Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	übrige	Viande – dénomination spécifique Suite à la demande de nombreux consommateurs et en analogie avec la mention des fruits dans le jus constitué de plusieurs fruits, la dénomination spécifique doit faire clairement sortir la nature du produit contenant la viande de plusieurs espèces. (art. 5 al 1 de l"ordonnance sur les boissons sans alcool)	1 La dénomination spécifique de la viande, des préparations de viande et des produits à base de viande doit comprendre: a. la mention de l"espèèce animale des espèces animales dont provient la viande, dans l"ordre décroissant de leur importance ;
Migros-Genossenschafts-Bund	übrige	Richtigerweise gehört Buttermilch in den Abschnitt 7	Art. 58. in Abschnitt 7. integrieren (Molke, Milchserum) Verordnung über alkoholische Getränk: Keine Bemerkungen Verordnung über alkoholfreie Getränke: Keine Bemerkungen
Fédération Romande des Consommateurs FRC	übrige	Viande – dénomination spécifique Suite à la demande de nombreux consommateurs et en analogie avec la mention des fruits dans le jus constitué de plusieurs fruits, la dénomination spécifique doit faire clairement sortir la nature du produit contenant la viande de plusieurs espèces. (art. 5 al 1 de l"ordonnance sur les boissons sans alcool)	1 La dénomination spécifique de la viande, des préparations de viande et des produits à base de viande doit comprendre: a. la mention de l"espèèce animale des espèces animales dont provient la viande, dans l"ordre décroissant de leur importance ;
Fédération Romande des Consommateurs FRC	übrige	Viande – dénomination spécifique Suite à la demande de nombreux consommateurs et en analogie avec la mention des fruits dans le jus constitué de plusieurs fruits, la dénomination spécifique doit faire clairement sortir la nature du produit contenant la viandede plusieurs espèces. (art. 5 al 1 de l"ordonnance sur les boissons sans alcool)	1 La dénomination spécifique de la viande, des préparations de viande et des produits à base de viande doit comprendre: a. la mention de l"espèce animale des espèces animales dont provient la viande, dans l"ordre décroissant de leur importance ;
Fédération Romande des Consommateurs FRC	übrige	Produits de la pêche – dénomination spécifique Les tests de la FRC ont montré que des poissons sont vendus sous de faux noms dans le but de tromper les consommateurs. Compléter le nom commun par le nom scientifique serait plus clair et donnerait des précisions utiles pour les poissons dont les noms se ressemblent.	19 al 1
Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	übrige	Viande – dénomination spécifique Suite à la demande de nombreux consommateurs et en analogie avec la mention des fruits dans le jus constitué de plusieurs fruits, la	1 La dénomination spécifique de la viande, des préparations de viande et des produits à base de viande doit comprendre: a. la mention de l"espèce animale des espèces animales dont

		dénomination spécifique doit faire clairement sortir la nature du produit contenant la viandede plusieurs espèces. (art. 5 al 1 de l"ordonnance sur les boissons sans alcool)	provient la viande, dans l"ordre décroissant de leur importance ;
Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	übrige	Produits de la pêche – dénomination spécifique Les tests de la FRC ont montré que des poissons sont vendus sous de faux noms dans le but de tromper les consommateurs. Compléter le nom commun par le nom scientifique serait plus clair et donnerait des précisions utiles pour les poissons dont les noms se ressemblent.	19 al 1
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	übrige	il est indiqué "à coeur la structure fibreuse et ainsi ..." : il manque "des muscles".	Ajouter comme dans le texte européen « … la structure fibreuse des muscles … »
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	übrige	Viande – dénomination spécifique Suite à la demande de nombreux consommateurs et en analogie avec la mention des fruits dans le jus constitué de plusieurs fruits, la dénomination spécifique doit faire clairement sortir la nature du produit contenant la viande de plusieurs espèces. (art. 5 al 1 de l"ordonnance sur les boissons sans alcool)	1 La dénomination spécifique de la viande, des préparations de viande et des produits à base de viande doit comprendre: a. la mention de l"espèèce animale des espèces animales dont provient la viande, dans l"ordre décroissant de leur importance ;
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	übrige	Viande – dénomination spécifique Suite à la demande de nombreux consommateurs et en analogie avec la mention des fruits dans le jus constitué de plusieurs fruits, la dénomination spécifique doit faire clairement sortir la nature du produit contenant la viandede plusieurs espèces. (art. 5 al 1 de l"ordonnance sur les boissons sans alcool)	1 La dénomination spécifique de la viande, des préparations de viande et des produits à base de viande doit comprendre: a. la mention de l"espèce animale des espèces animales dont provient la viande, dans l"ordre décroissant de leur importance ;
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	übrige	Produits de la pêche – dénomination spécifique Les tests de la FRC ont montré que des poissons sont vendus sous de faux noms dans le but de tromper les consommateurs. Compléter le nom commun par le nom scientifique serait plus clair et donnerait des précisions utiles pour les poissons dont les noms se ressemblent.	19 al 1
Schweizer Fleisch-Fachverband SFF	übrige	Auf der Basis der aktuellen Pferdefleisch-Diskussionen sollte angesichts der heutzutage bereits möglichen Analysefeinheiten sowie der in den Produktionsprozessen nicht auszuschliessenden Wahrscheinlichkeit eines Carry-Overs ein Maximalanteil an Fremdfleisch definiert werden, bis zu welchem keine separate Kennzeichnung vonnöten ist und keine Beanstandungen seitens des Vollzuges erfolgen.	Art. 8, Abs. 1, Bst. a ergänzen mit ", wobei auf der Basis der Analysen¬ergebnisse ein Fremdfleischanteil von max. 1% ohne separaten Hinweis toleriert wird."

Staatskanzlei des Kantons Solothurn	übrige	9.4: Es wird auf vorzunehmende Verpackungshinweise im Zusammenhang mit dem Durcherhitzen von Fleischzubereitungen, Hack¬fleisch und Fleisch-erzeugnissen (zum Teil aus Geflügel) vor dem Verzehr eingangen. Eine Anpassung ist nötig aufgrund des neu vorgesehenen Absatzes 9.	Absatz ist unter Berücksichtigung/Einbezug von Art. 9 Abs. 9 anzupassen. Siehe Ausführungen unter Art. 9 Abs. 9.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	übrige	19.1: Die Vollzugserfahrungen zeigen, dass im Bereich gewisser Fisch- und Muschelarten in täuschender Absicht minderwertigere Produkte als höherwertig angeboten werden ("Seezungen", "Jakobsmuscheln"); die Pflicht zur Nennung der wissenschaftlichen Bezeichnung würde für den Handel und die Konsumenten/innen Klarheit schaffen. Da in der EU in diesem Bereich im Zusammenhang mit der gesetzlich geforderten Deklaration der Tierarten (Handelsbezeichnung und wissen-schaftlicher Name) vergleichbare Anforderungen gelten, würde die vorge-schlagene Anpassung der VLtH zu keinem Handelshemmnis führen (siehe EG-Verordnungen Nr. 2065/2001 und Nr. 1224/2009).	Ergänzung: "a. die Tierart (gemeine und wissenschaftliche Bezeichnung)". Bemerkung: Formulierung in Analogie zu VLtH Art. 17 Abs. 1 Bst. a.

4.10 Révision totale de l'ordonnance sur les boissons alcooliques (RS 817.022.110)

Organisation	Article	Commentaire	Modifications proposées
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	2.1	Es stellt sich die Frage, ob die Definition eines alkoholischen Getränks in dieser Form noch zeitgemäss ist. Die Europäische Union verwendet im Lebensmittelrecht mehrheitlich die Bezeichnung "Getränke mit einem Alkoholgehalt von mehr als 1,2 Volumenprozent". So könnte verhindert werden, dass es in der Schweiz "alkoholische Getränke" (mehr als 0.5 % vol, aber weniger als 1.2 % vol) gibt, deren Alkoholgehalt nicht deklariert werden muss.	Als alkoholisches Getränk gilt ein Getränk mit einem Alkoholgehalt von mehr als 1,2 Volumenprozent.
Fédératin Suisse des Vignerons	2.1	Ce n'est pas pratique lorsque des notions et des définitions doivent être vérifiées dans la législation européenne	Des renvois grâce à des liens hypertexte dans les textes juridiques suisses (version en ligne) seraient plus accessibles.
Association suisse des vignerons-encaveurs indépendants	2.1	Ce n'est pas pratique lorsque des notions et des définitions doivent être vérifiées dans la législation européenne	Des renvois grâce à des liens hypertexte dans les textes juridiques suisses (version en ligne) seraient plus accessibles.

VITISWISS, Fédération suisse pour la production écologique en viticulture	2.1	Ce n'est pas pratique lorsque des notions et des définitions doivent être vérifiées dans la législation européenne	Des renvois grâce à des liens hypertexte dans les textes juridiques suisses (version en ligne) seraient plus accessibles.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	2.3	Die Verweise auf die EU-Verordnungen sind falsch. Es ist zudem nicht praktisch, wenn Begriffe und Definitionen in der europäischen Gesetzgebung nachgeschaut werden müssen. Für den Interessierten in der Praxis ist es schwierig und mühsam, das korrekte Dokument mit dem korrekten Anhang zu finden. Zudem wird die Lesbarkeit solcher Formulierungen enorm erschwert. Vom Standpunkt der Verständlichkeit und Klarheit ist es wünschenswert, die zitierten Texte in die Verordnungen zu integrieren.	Definitionen soweit als möglich in die Verordnungen integrieren (beispielsweise in Anhängen). Verweise auf EU-Verordnungen sollten richtig sein: Wie "Anhang III Teil IIIa Punkte 1-12 der Verord-nung…". Mindestens der Internetlink zu den aktuellen EU-Verordnungen sollte direkt in den Verordnungstext (Onlineversion) aufgenommen werden.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	2.3	Die Verweise auf die EU-Verordnungen sind falsch. Es ist zudem nicht praktisch, wenn Begriffe und Definitionen in der europäischen Gesetzgebung nachgeschaut werden müssen. Für den Interessierten in der Praxis ist es schwierig und mühsam, das korrekte Dokument mit dem korrekten Anhang zu finden. Zudem wird die Lesbarkeit solcher Formulierungen enorm erschwert. Vom Standpunkt der Verständlichkeit und Klarheit ist es wünschenswert, die zitierten Texte in die Verordnungen zu integrieren.	Definitionen soweit als möglich in die Verordnungen integrieren (beispielsweise in Anhängen). Verweise auf EU-Verordnungen sollten richtig sein: Wie "Anhang III Teil IIIa Punkte 1-12 der Verord-nung…". Mindestens der Internetlink zu den aktuellen EU-Verordnungen sollte direkt in den Verordnungstext (Onlineversion) aufgenommen werden.
Regierungskanzlei des Kantons Glarus	2.3	Die Verweise auf die EU-Verordnungen sind falsch.	Ersatz der Verweise durch die Integration von Definitionen in die Verordnung (beispielsweise in Anhang).
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	2.3	Der Verweis auf die Verordnung der Europäischen Union ist falsch. Er sollte lauten: ... ist Anhang III Teil IIIa Punkte 1-12 der Verordnung …	... ist Anhang III Teil IIIa Punkte 1-12 der Verordnung …
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	2.3	Die Verweise auf die EU-Verordnungen sind falsch. Es ist zudem nicht praktisch, wenn Begriffe und Definitionen in der europäischen Gesetzgebung nachgeschaut werden müssen. Für den Interessierten in der Praxis ist es schwierig und mühsam, das korrekte Dokument mit dem korrekten Anhang zu finden. Zudem wird die Lesbarkeit solcher Formulierungen enorm erschwert. Vom Standpunkt der Verständlichkeit und Klarheit ist es wünschenswert, die zitierten Texte in die Verordnungen zu integrieren.	Definitionen soweit als möglich in die Verordnungen integrieren (beispielsweise in Anhängen). Verweise auf EU-Verordnungen sollten richtig sein: Wie "Anhang III Teil IIIa Punkte 1-12 der Verord-nung…". Mindestens der Internetlink zu den aktuellen EU-Verordnungen sollte direkt in den Verordnungstext (Onlineversion) aufgenommen werden.
Chancellerie d'Etat du	2.3	Ce n'est pas pratique lorsque des notions et des définitions doivent être	Des renvois grâce à des liens hypertextes dans les textes

Canton du Valais		vérifiées dans la législation européenne	juridiques suisses (version en ligne) seraient plus accessibles.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	2.3	Die Verweise auf die EU-Verordnungen sind falsch. Es ist zudem nicht praktisch, wenn Begriffe und Definitionen in der europäischen Gesetzgebung nachgeschaut werden müssen. Für den Interessierten in der Praxis ist es schwierig und mühsam, das korrekte Dokument mit dem korrekten Anhang zu finden. Zudem wird die Lesbarkeit solcher Formulierungen enorm erschwert. Vom Standpunkt der Verständlichkeit und Klarheit ist es wünschenswert, die zitierten Texte in die Verordnungen zu integrieren.	Definitionen soweit als möglich in die Verordnungen integrieren (beispielsweise in Anhängen). Verweise auf EU-Verordnungen sollten richtig sein: Wie "Anhang III Teil IIIa Punkte 1-12 der Verord-nung…". Mindestens der Internetlink zu den aktuellen EU-Verordnungen sollte direkt in den Verordnungstext (Onlineversion) aufgenommen werden.
Groupement des Organisations Viticoles	2.3	Ce n'est pas pratique lorsque des notions et des définitions doivent être vérifiées dans la législation européenne.	Des renvois grâce à des liens hypertextes dans les textes juridiques suisses (version en ligne) seraient plus accessibles.
Staatskanzlei des Kantons Schaffhausen	2.3	Die Verweise auf die EU-Verordnungen sind falsch.	Ersatz der Verweise durch die Integration von Definitionen in die Verordnung (beispielsweise in Anhang).
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	2.3	Die Verweise auf die EU-Verordnungen sind falsch. Es ist zudem nicht praktisch, wenn Begriffe und Definitionen in der europäischen Gesetzgebung nachgeschaut werden müssen. Für den Interessierten in der Praxis ist es schwierig und mühsam, das korrekte Dokument mit dem korrekten Anhang zu finden. Zudem wird die Lesbarkeit solcher Formulierungen enorm erschwert. Vom Standpunkt der Verständlichkeit und Klarheit ist es wünschenswert, die zitierten Texte in die Verordnungen zu integrieren.	Definitionen soweit als möglich in die Verordnungen integrieren (beispielsweise in Anhängen). Verweise auf EU-Verordnungen sollten richtig sein: Wie "Anhang III Teil IIIa Punkte 1-12 der Verord-nung…". Mindestens der Internetlink zu den aktuellen EU-Verordnungen sollte direkt in den Verordnungstext (Onlineversion) aufgenommen werden.
Schweiz. Bauernverband (SBV)	3.1	Die Kennzeichnungsvorschriften für Alcopops sind beizubehalten.	Art. 3, Abs. 2 und 2 bis beibehalten.
Evangelische Volkspartei der Schweiz EVP	3.1	Die EVP fordert aus den folgenden Gründen die Beibehaltung der Kennzeichnungsvorschriften für süsse alkoholische Getränke (Alcopops): - Die Verwechslungsgefahr ist unverändert gross, zumal die bunten, mit Zucker gesüssten Alcopops von der Aufmachung her sehr ähnlich aussehen und teilweise den denselben Namen tragen wie nicht-alkoholische Getränke. - Um der Konsumenteninformation und um des Jugendschutzes willen ist die Kennzeichnungspflicht zwingend beizubehalten. - Die Kennzeichnungspflicht ist aus Sicht der Prävention zwingend.	Art. 3 Abs. 2 und 2bis sollen in ihrer derzeitigen Fassung unverändert beibehalten werden. Abs. 2bis soll am Schluss ergänzt werden mit dem Zusatz "und gut leserlich sein.": 2 Bei süssen alkoholischen Getränken mit beliebiger Zusammensetzung, die organoleptisch mit alkoholfreien Süssgetränken wie Limonaden, Tafelgetränken, Nektaren, Fruchtsäften oder Eistee verwechselt werden können (z.B. «Alcopops»), sind folgende Hinweise anzubringen: a.«alkoholhaltiges Süssgetränk»; und b. «enthält x % vol Alkohol».

		Positive präventive Effekte entsprechender Kennzeichnungen konnten nachgewiesen werden - Die Aufhebung der Kennzeichnungsvorschrift widerspricht dem allgemein zu beobachtenden Trend zum informierten Konsumenten, der seine Entscheide eigenständig, aber auf der Grundlage der besten, verfügbaren Informationen fällt. In einer Gesellschaft, welche vom Individuum ein hohes Mass an Eigenverantwortung verlangt, ist es wichtig, das Individuum d.h. den Konsumenten so gut wie möglich zu informieren, damit er diese Eigenverantwortung – in Kenntnis aller möglicher Gefahren – auch tatsächlich wahrnehmen kann. - Das mit der Kennzeichnungspflicht entstehende technische Handelshemmnis kann problemlos in Kauf genommen werden, ja es kann sogar als erwünscht gelten, indem es den Markteintritt für und die Verbreitung von Alcopops erschwert. - In der Praxis sind die Kennzeichnungen heute zu klein gedruckt. Um die Wirksamkeit der Massnahme zu erhöhen, fordert die EVP die Ergänzung von Abs. 2bis um den Zusatz "und gut leserlich sein." Die Angaben zum Inhalt des Getränkes («alkoholhaltiges Süssgetränk» und «enthält x% vol. Alkohol») müssen gut lesbar, mit grösseren Buchstaben und besser platziert am Produkt angebracht werden.	2bis Die Angaben nach Absatz 2 müssen im gleichen Sichtfeld angebracht werden wie die Sachbezeichnung und gut leserlich sein.
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	3.1	Teneur en alcool – étiquetage des boissons contenant de 0,5% à 1,2% vol. d'alcool De plus en plus de consommateurs ont des problèmes à identifier les boissons alcoolisées, notamment les boissons vendues dans des bouteilles ressemblant à celles des boissons sans alcool (p.ex. cidre). Dégoutés, ils demandent l"aide à la permanence des associations de consommateurs. De plus, de nombreux consommateurs ne veulent ou ne doivent pas consommer d"alcool. Ils doivent donc être informés sur la teneur en alcool de toutes les boissons alcooliques et non seulement de celles contenant plus de 1,2% vol. Avec la marge de tolérance de 0,5% vol., qui semble d"ailleurs surfaite, une boisson contiendrait jusqu"à 1,7% vol. d"alcool sans aucune indication. La mention claire du terme « alcool» come prévu dans le règlement européen (Annexe XII) permettrait à ces personnes de choisir leur boisson en connaissance de cause.	
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	3.1	Etiquetage des boissons alcooliques sucrées L"alcoolisme des jeunes est un problèème trèès préoccupant pour les parents et pour toute la société. Les boissons sucrées alcoolisées (alcopops) jouent un rôle important dans ce phénomène en favorisant l"accoutumance. L"étiquetage des alcopops, notamment la mention « boisson sucrée	Ajouter : « 1. Dans le cas des boissons alcooliques sucrées de toute composition, susceptibles d"être confondues en raison de leurs propriétés organoleptiques avec des boissons sans alcool comme les limonades, les boissons de table, les

		alcoolisée » ainsi que la mention claire et compréhensible par tous « contient x%vol. d"alcool » les distinguent clairement des limonades. Il faut donc ici maintenir l"article sur les « alcopops »	nectars, les jus de fruits ou l"ice tea (p.ex. alcopops), l"étiquetage doit comporter les indications suivantes: a. «Boisson sucrée alcoolisée», et b. «contient x % vol. d"alcool□. 2. Les indications visées à l"al. 1 doivent figurer dans le même champ visuel que la dénomination spécifique. »
Fédération Romande des Consommateurs FRC	3.1	Teneur en alcool – étiquetage des boissons contenant de 0,5% à 1,2% vol. d'alcool De plus en plus de consommateurs ont des problèmes à identifier les boissons alcoolisées, notamment les boissons vendues dans des bouteilles ressemblant à celles des boissons sans alcool (p.ex. cidre). Dégoutés, ils demandent l"aide à la permanence des associations de consommateurs. De plus, de nombreux consommateurs ne veulent ou ne doivent pas consommer d"alcool. Ils doivent donc être informés sur la teneur en alcool de toutes les boissons alcooliques et non seulement de celles contenant plus de 1,2% vol. Avec la marge de tolérance de 0,5% vol., qui semble d"ailleurs surfaite, une boisson contiendrait jusqu"à 1,7% vol. d"alcool sans aucune indication. La mention claire du terme « alcool» come prévu dans le règlement européen (Annexe XII) permettrait à ces personnes de choisir leur boisson en connaissance de cause.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	3.1	Etiquetage des boissons alcooliques sucrées L"alcoolisme des jeunes est un problèème trèès préoccupant pour les parents et pour toute la société. Les boissons sucrées alcoolisées (alcopops) jouent un rôle important dans ce phénomène en favorisant l"accoutumance. L"étiquetage des alcopops, notamment la mention « boisson sucrée alcoolisée » ainsi que la mention claire et compréhensible par tous « contient x%vol. d"alcool » les distinguent clairement des limonades. Il faut donc ici maintenir l"article sur les « alcopops »	Ajouter : « 1. Dans le cas des boissons alcooliques sucrées de toute composition, susceptibles d"être confondues en raison de leurs propriétés organoleptiques avec des boissons sans alcool comme les limonades, les boissons de table, les nectars, les jus de fruits ou l"ice tea (p.ex. alcopops), l"étiquetage doit comporter les indications suivantes: a. «Boisson sucrée alcoolisée», et b. «contient x % vol. d"alcool□. 2. Les indications visées à l"al. 1 doivent figurer dans le même champ visuel que la dénomination spécifique. »
Fédération Romande des Consommateurs FRC	3.1	Teneur en alcool – étiquetage des boissons contenant de 0,5% à 1,2% vol. d'alcool De plus en plus de consommateurs ont des problèmes à identifier les boissons alcoolisées, notamment les boissons vendues dans des bouteilles ressemblant à celles des boissons sans alcool (p.ex. cidre).	

		Dégoutés, ils demandent l"aide à la permanence des associations de consommateurs. De plus, de nombreux consommateurs ne veulent ou ne doivent pas consommer d"alcool. Ils doivent donc être informés sur la teneur en alcool de toutes les boissons alcooliques et non seulement de celles contenant plus de 1,2% vol. Avec la marge de tolérance de 0,5% vol., qui semble d"ailleurs surfaite, une boisson contiendrait jusqu"à 1,7% vol. d"alcool sans aucune indication. La mention claire du terme « alcool» come prévu dans le règlement européen (Annexe XII) permettrait à ces personnes de choisir leur boisson en connaissance de cause.	
Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	3.1	Teneur en alcool – étiquetage des boissons contenant de 0,5% à 1,2% vol. d'alcool De plus en plus de consommateurs ont des problèmes à identifier les boissons alcoolisées, notamment les boissons vendues dans des bouteilles ressemblant à celles des boissons sans alcool (p.ex. cidre). Dégoutés, ils demandent l"aide à la permanence des associations de consommateurs. De plus, de nombreux consommateurs ne veulent ou ne doivent pas consommer d"alcool. Ils doivent donc être informés sur la teneur en alcool de toutes les boissons alcooliques et non seulement de celles contenant plus de 1,2% vol. Avec la marge de tolérance de 0,5% vol., qui semble d"ailleurs surfaite, une boisson contiendrait jusqu"à 1,7% vol. d"alcool sans aucune indication. La mention claire du terme « alcool» come prévu dans le règlement européen (Annexe XII) permettrait à ces personnes de choisir leur boisson en connaissance de cause.	
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	3.1		Conserver les dispositions actuelles spécifiques aux boissons alcooliques sucrées (alcopops)
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	3.1	Teneur en alcool – étiquetage des boissons contenant de 0,5% à 1,2% vol. d'alcool De plus en plus de consommateurs ont des problèmes à identifier les boissons alcoolisées, notamment les boissons vendues dans des bouteilles ressemblant à celles des boissons sans alcool (p.ex. cidre). Dégoutés, ils demandent l"aide à la permanence des associations de consommateurs. De plus, de nombreux consommateurs ne veulent ou ne doivent pas consommer d"alcool. Ils doivent donc être informés sur la teneur en alcool de toutes les boissons alcooliques et non seulement de celles contenant plus de 1,2% vol. Avec la marge de tolérance de 0,5% vol., qui semble d"ailleurs surfaite, une boisson contiendrait jusqu"à 1,7% vol. d"alcool sans aucune indication. La mention claire du terme « alcool» come prévu dans le règlement	

		européen (Annexe XII) permettrait à ces personnes de choisir leur boisson en connaissance de cause.	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	3.1	Etiquetage des boissons alcooliques sucrées L"alcoolisme des jeunes est un problème très préoccupant pour les parents et pour toute la société. Les boissons sucrées alcoolisées (alcopops) jouent un rôle important dans ce phénomène en favorisant l"accoutumance. L"étiquetage des alcopops, notamment la mention « boisson sucrée alcoolisée » ainsi que la mention claire et compréhensible par tous « contient x%vol. d"alcool » les distinguent clairement des limonades. Il faut donc ici maintenir l"article sur les « alcopops »	Ajouter : « 1. Dans le cas des boissons alcooliques sucrées de toute composition, susceptibles d"être confondues en raison de leurs propriétés organoleptiques avec des boissons sans alcool comme les limonades, les boissons de table, les nectars, les jus de fruits ou l"ice tea (p.ex. alcopops), l"étiquetage doit comporter les indications suivantes: a. «Boisson sucrée alcoolisée», et b. «contient x % vol. d"alcool□. 2. Les indications visées à l"al. 1 doivent figurer dans le même champ visuel que la dénomination spécifique. »
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	3.1	Teneur en alcool – étiquetage des boissons contenant de 0,5% à 1,2% vol. d'alcool De plus en plus de consommateurs ont des problèmes à identifier les boissons alcoolisées, notamment les boissons vendues dans des bouteilles ressemblant à celles des boissons sans alcool (p.ex. cidre). Dégoutés, ils demandent l"aide à la permanence des associations de consommateurs. De plus, de nombreux consommateurs ne veulent ou ne doivent pas consommer d"alcool. Ils doivent donc être informés sur la teneur en alcool de toutes les boissons alcooliques et non seulement de celles contenant plus de 1,2% vol. Avec la marge de tolérance de 0,5% vol., qui semble d"ailleurs surfaite, une boisson contiendrait jusqu"à 1,7% vol. d"alcool sans aucune indication. La mention claire du terme « alcool» come prévu dans le règlement européen (Annexe XII) permettrait à ces personnes de choisir leur boisson en connaissance de cause.	
Schweizerischer Obstverband	3.1	Die Kennzeichnung "alkoholisches Süssgetränk" muss aus Gesundheitsschutzgründen beibehalten werden.	Art.3 Abs.2 und 2bis beibehalten
Fédération Vaudoise des Vignerons	4.1	Le droit européen ne fait pas mention de couleur des raisins pour l'obtention des vins. Ne devrions nous pas reprendre cette législation qui simplifierait les problèmes liés aux rosés, par exemple? La FVV y serait favorable.	Supprimer toute référence aux couleurs des cépages pour l'élaboration des vins. Seule exception, le rosé ne doit pas être issu de vin blanc tinté avec du vin rouge.

Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	4.1	Publicité auprès des jeunes pour des boissons alcooliques L"alcoolisme des jeunes étant actuellement très préoccupant, il est malvenu de supprimer cet article alors que la Loi sur l"alcool n"a pas encore été acceptée au moment de la consultation. Tant que l"exécution de la loi sur l"alcool n"a pas encore été fixée, il est préférable de maintenir cette redondance. Si cet article devait néanmoins être supprimé, il faudra au moins transférer tous les points dans l"article 11 de l"ODAlOUs.	Maintenir l"ancien texte
Fédération Romande des Consommateurs FRC	4.1	Publicité auprès des jeunes pour des boissons alcooliques L"alcoolisme des jeunes étant actuellement très préoccupant, il est malvenu de supprimer cet article alors que la Loi sur l"alcool n"a pas encore été acceptée au moment de la consultation. Tant que l"exécution de la loi sur l"alcool n"a pas encore été fixée, il est préférable de maintenir cette redondance. Si cet article devait néanmoins être supprimé, il faudra au moins transférer tous les points dans l"article 11 de l"ODAlOUs.	Maintenir l"ancien texte
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	4.1	Publicité auprès des jeunes pour des boissons alcooliques L"alcoolisme des jeunes étant actuellement très préoccupant, il est malvenu de supprimer cet article alors que la Loi sur l"alcool n"a pas encore été acceptée au moment de la consultation. Tant que l"exécution de la loi sur l"alcool n"a pas encore été fixée, il est préférable de maintenir cette redondance. Si cet article devait néanmoins être supprimé, il faudra au moins transférer tous les points dans l"article 11 de l"ODAlOUs.	Maintenir l"ancien texte
Communauté interprofessionelle du vin vaudois	4.1	Le droit européen ne fait pas mention de couleur des raisins pour l'obtention des vins. Ne devrions-nous pas reprendre cette législation qui simplifierait les problèmes liés aux rosés, par exemple ?	
Fédératin Suisse des Vignerons	4.1	Le droit européen ne fait pas mention de couleur des raisins pour l'obtention des vins. Ne devrions-nous pas reprendre cette législation qui simplifierait les problèmes liés aux rosés, par exemple ?	
Association suisse des vignerons-encaveurs indépendants	4.1	Le droit européen ne fait pas mention de couleur des raisins pour l'obtention des vins. Ne devrions-nous pas reprendre cette législation qui simplifierait les problèmes liés aux rosés, par exemple ?	

VITISWISS, Fédération suisse pour la production écologique en viticulture	4.1	Le droit européen ne fait pas mention de couleur des raisins pour l'obtention des vins. Ne devrions-nous pas reprendre cette législation qui simplifierait les problèmes liés aux rosés, par exemple ?	
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	4.5	Die Regelung für (Roséweine) Oeil-de-Perdrix und Dôle Blanche ist aus Sicht des Vollzuges zu begrüssen. Allerdings müssen evtl. entsprechende Anpas-sungen auf kantonaler Ebene vorgenommen werden.	
Staatskanzlei des Kantons Luzern	4.5	Die Regelung für (Roséweine) Oeil-de-Perdrix und Dôle Blanche ist aus Sicht des Vollzuges zu begrüssen. Allerdings müssen evtl. entsprechende Anpas-sungen auf kantonaler Ebene vorgenommen werden.	
Fédération Vaudoise des Vignerons	4.5	Si le maintien des couleurs est indispenssable, nous souhaiterions que l'ensemble des rosés - pas seulement les OEil-de-Perdrix et Dôle blanche - puissent être coupés à hauteur de 10% avec du vin blanc.	les vins rosés peuvent être coupés avec des vins blancs jusqu'à concurrence de 10% si les dispositions AOC cantonales le prévoient
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	4.5	Die Regelung für (Roséweine) Oeil-de-Perdrix und Dôle Blanche ist aus Sicht des Vollzuges zu begrüssen. Allerdings müssen evtl. entsprechende Anpas-sungen auf kantonaler Ebene vorgenommen werden.	
Chancellerie d'Etat du Canton du Valais	4.5	Il faut saluer le nouveau règlement concernant les rosés Oeil-de Perdrix et Dôle Blanche du point de vue de l'autorité d'execution. Le Conseil d'Etat doit entreprendre les adaptations correspondantes sur le plan cantonal après avoir consulté l'organisation de la branche. Une autre possibilité serait de permettre, en règle générale, l'ajout de 10% de vin blanc dans le vin rosé. Ainsi il n'y aurait plus d'exceptions pour seulement 2 cantons de la Confédération.	Les vins rosés peuvent être coupés au maximum à 10 pour cent avec du vin blanc, si ces prescriptions sont prévues dans les règlements AOC cantonaux.
Informationszentrum Schweizer Wein	4.5	Wir begrüssen die Ausnahmebestimmungen für die Dôle blanche und den Oeil de Perdrix in Bezug auf das Beimischen von Weisswein. Bei der Dôle blanche bedarf es einer Anpassung des kantonalen Rechts, mit welcher die Dôle blanche neu als Rosé definiert wird.	
Groupement des Organisations Viticoles	4.5	Il faut saluer le nouveau règlement concernant les rosés Oeil-de Perdrix et Dôle Blanche du point de vue de l'autorité d'execution. Le Conseil d'Etat doit entreprendre les adaptations correspondantes sur le plan cantonal après avoir consulté l'organisation de la branche. Une autre possibilité serait de permettre, en règle générale, l'ajout de 10% de vin blanc dans le vin rosé. Ainsi il n'y aurait plus d'exceptions pour seulement 2 cantons de la Confédération.	Les vins rosés peuvent être coupés au maximum à 10 pour cent avec du vin blanc, si ces prescriptions sont prévues dans les règlements AOC cantonaux.

Communauté interprofessionelle du vin vaudois	4.5	Si le maintien des couleurs est indispenssable, nous souhaiterions que l'ensemble des rosés puissent être coupés à hauteur de 10%, et non seulement les Œil-de-Perdrix	Les vns rosés peuvent être coupés avec des vins blancs jusqu'à concurrence de 10% si les dispositions AOC cantonales le prévoient
Fédératin Suisse des Vignerons	4.5	Permettre, en règle générale, l'ajout de 10 % de vin blanc dans le vin rosé.	Les vins rosés peuvent être coupés avec des vins blancs jusqu'à concurrence de 10 % si les dispositions AOC cantonales le prévoient. L'Oeil-de-Perdrix et la Dôle blanche peuvent être exclusivement coupés avec des vins blancs issus de cépages de pinot gris ou pinot blanc jusqu'à concurrence de 10 % si les dispositions AOC cantonales le prévoient.
		_____	_____
			Interdire l'ajout de moût concentré importé
		_____	
		Vin de liqueur : du moût de raisins concentré peut au surplus y être ajouté : - Provenance : nous sommes pour un swissness à 100 % pour la production helvétique - Nous partons de l'idle qu'un vin de liqueur doit naturellement déjà avoir suffisamment de richesse en sucre	_____ Changer le titre : "Eau-de-vie de fruit ou de légume"
		_____	
		Eau-de-vie de fruit L'eau-de-vie de fruit peut aussi être fabriquée avec des légumes. Les légumes ne sont pas des fruits (art. 2 et 5 de l'ordonnance sur les fruits, les légumes, les confitures et produits similaires). Le titre devrait être adapté en ce sens.	_____
		_____	
		L'addition de caramel afin de renforcer la couleur (seulement pour les vins de liqueur) soulève la question de - la tromperie du consommateur - risque de banalisation des profils des vins	_____ A interdire pour les vins d'appellation d'origine
		_____	
		La désalcoolisation partielle des vins :	

		- banalisation des profils des vins - authenticité des vins AOC Edulcoration du vin : cette pratique soulève plusieurs questions, notamment : - la tromperie du consommateur - l'adjonction de moût de raisins concentré provenant de raisins étrangers dans les vins AOC - le risque de banalisation des profils des vins _____ S'il doit y avoirt décision sur une année exceptionnelle, cela doit être du ressort des cantons. L'OFSP n'a pas de données météorologiques. Par ailleurs, où est la définition de l'année exceptionnelle, qui lui permettrait de décider ? Il devrait faire appel aux cantons ou ne réagirait qu'à la demande des cantons.	_____ Soit abolir cette disposition d'année exceptionnelle et régler comme à présent l'enrichissement par une limite maximale, soit donner la possibilité aux cantons de réagir, mais demander que ces derniers définissent des conditions minimales. Limites et conditions de certaines pratiques oenologiques : 1. Opérations d'enrichissement L'adjonction de moût de raisin concentré ou de moût de raisin concentré rectifié ne doit pas contribuer à augmenter le volume initial de 8 &. 2. La teneur en alcool ne doit toutefois pas, sous l'effet de l'enrichissement, augmenter de plus de 2,5 % volume. La teneur en alcool des vins de pays et des vins de table suisses ne doit pas, sous l'effet de l'enrichissement, dépasser 12 % volume pour les vins blancs et 12,5 % volume pour les vins rosés et rouges. 3. L'enrichissement n'est pas considéré comme coupage. 4. Chacune des opérations d'enrichissement exclut le recours aux autres.
Association suisse des vignerons-encaveurs indépendants	4.5	Permettre, en règle générale, l'ajout de 10 % de vin blanc dans le vin rosé. _____ Vin de liqueur : du moût de raisins concentré peut au surplus y être	Les vins rosés peuvent être coupés avec des vins blancs jusqu'à concurrence de 10 % si les dispositions AOC cantonales le prévoient. L'Oeil-de-Perdrix et la Dôle blanche peuvent être exclusivement coupés avec des vins blancs issus de cépages de pinot gris ou pinot blanc jusqu'à concurrence de 10 % si les dispositions AOC cantonales le prévoient. _____ Interdire l'ajout de moût concentré importé

ajouté :
- Provenance : nous sommes pour un swissness à 100 % pour la production helvétique
- Nous partons de l'idle qu'un vin de liqueur doit naturellement déjà avoir suffisamment de richesse en sucre

---

Eau-de-vie de fruit
L'eau-de-vie de fruit peut aussi être fabriquée avec des légumes. Les légumes ne sont pas des fruits (art. 2 et 5 de l'ordonnance sur les fruits, les légumes, les confitures et produits similaires). Le titre devrait être adapté en ce sens.

L'addition de caramel afin de renforcer la couleur (seulement pour les vins de liqueur) soulève la question de
- la tromperie du consommateur
- risque de banalisation des profils des vins

La désalcoolisation partielle des vins :
- banalisation des profils des vins
- authenticité des vins AOC

Edulcoration du vin : cette pratique soulève plusieurs questions, notamment :
- la tromperie du consommateur
- l'adjonction de moût de raisins concentré provenant de raisins étrangers dans les vins AOC
- le risque de banalisation des profils des vins

S'il doit y avoirt décision sur une année exceptionnelle, cela doit être du ressort des cantons. L'OFSP n'a pas de données météorologiques. Par ailleurs, où est la définition de l'année exceptionnelle, qui lui permettrait de décider ? Il devrait faire appel aux cantons ou ne réagirait qu'à la demande des cantons.

Changer le titre :
"Eau-de-vie de fruit ou de légume"

A interdire pour les vins d'appellation d'origine

Soit abolir cette disposition d'année exceptionnelle et régler comme à présent l'enrichissement par une limite maximale, soit donner la possibilité aux cantons de réagir, mais demander que ces derniers définissent des conditions minimales.

Limites et conditions de certaines pratiques oenologiques :
1. Opérations d'enrichissement
L'adjonction de moût de raisin concentré ou de moût de raisin concentré rectifié ne doit pas contribuer à augmenter le volume initial de 8 &.

2. La teneur en alcool ne doit toutefois pas, sous l'effet de l'enrichissement, augmenter de plus de 2,5 % volume. La teneur en alcool des vins de pays et des vins de table suisses ne doit pas, sous l'effet de l'enrichissement, dépasser 12 % volume pour les vins blancs et 12,5 % volume pour les vins rosés et rouges.

			3. L'enrichissement n'est pas considéré comme coupage. 4. Chacune des opérations d'enrichissement exclut le recours aux autres.
VITISWISS, Fédération suisse pour la production écologique en viticulture	4.5	Permettre, en règle générale, l'ajout de 10 % de vin blanc dans le vin rosé.	Les vins rosés peuvent être coupés avec des vins blancs jusqu'à concurrence de 10 % si les dispositions AOC cantonales le prévoient. L'Oeil-de-Perdrix et la Dôle blanche peuvent être exclusivement coupés avec des vins blancs issus de cépages de pinot gris ou pinot blanc jusqu'à concurrence de 10 % si les dispositions AOC cantonales le prévoient.
			_____
			Interdire l'ajout de moût concentré importé
		_____	
		Vin de liqueur : du moût de raisins concentré peut au surplus y être ajouté : - Provenance : nous sommes pour un swissness à 100 % pour la production helvétique - Nous partons de l'idle qu'un vin de liqueur doit naturellement déjà avoir suffisamment de richesse en sucre	_____ Changer le titre : "Eau-de-vie de fruit ou de légume"
		_____	
		Eau-de-vie de fruit L'eau-de-vie de fruit peut aussi être fabriquée avec des légumes. Les légumes ne sont pas des fruits (art. 2 et 5 de l'ordonnance sur les fruits, les légumes, les confitures et produits similaires). Le titre devrait être adapté en ce sens.	_____
		_____	
		L'addition de caramel afin de renforcer la couleur (seulement pour les vins de liqueur) soulève la question de - la tromperie du consommateur - risque de banalisation des profils des vins	_____ A interdire pour les vins d'appellation d'origine
		_____	
		La désalcoolisation partielle des vins : - banalisation des profils des vins	

		- authenticité des vins AOC Edulcoration du vin : cette pratique soulève plusieurs questions, notamment : - la tromperie du consommateur - l'adjonction de moût de raisins concentré provenant de raisins étrangers dans les vins AOC - le risque de banalisation des profils des vins --- S'il doit y avoirt décision sur une année exceptionnelle, cela doit être du ressort des cantons. L'OFSP n'a pas de données météorologiques. Par ailleurs, où est la définition de l'année exceptionnelle, qui lui permettrait de décider ? Il devrait faire appel aux cantons ou ne réagirait qu'à la demande des cantons.	--- Soit abolir cette disposition d'année exceptionnelle et régler comme à présent l'enrichissement par une limite maximale, soit donner la possibilité aux cantons de réagir, mais demander que ces derniers définissent des conditions minimales. Limites et conditions de certaines pratiques oenologiques : 1. Opérations d'enrichissement L'adjonction de moût de raisin concentré ou de moût de raisin concentré rectifié ne doit pas contribuer à augmenter le volume initial de 8 &. 2. La teneur en alcool ne doit toutefois pas, sous l'effet de l'enrichissement, augmenter de plus de 2,5 % volume. La teneur en alcool des vins de pays et des vins de table suisses ne doit pas, sous l'effet de l'enrichissement, dépasser 12 % volume pour les vins blancs et 12,5 % volume pour les vins rosés et rouges. 3. L'enrichissement n'est pas considéré comme coupage. 4. Chacune des opérations d'enrichissement exclut le recours aux autres.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	4.5	Die Regelung für (Roséweine) Oeil-de-Perdrix und Dôle Blanche ist aus Sicht des Vollzuges zu begrüssen. Allerdings müssen evtl. entsprechende Anpas-sungen auf kantonaler Ebene vorgenommen werden.	
Fédération Vaudoise des Vignerons	4.6	Nous demandons le maintien de la version actuelle de l'ordonnance sur les boissons alcooliques. Il nous parait peu probable que l'OFSP puisse statuer sur une année aux conditions difficiles. La formulation de l'OBAlc actuellement en vigueur permet un travail de qualité dans un pays aux vignes cadastrées avec des cépages traditionnels.	Limites et conditions de certaines pratiques oenologiques A. Opérations d’enrichissement 1 L’adjonction de moût de raisin concentré ou de moût de raisin concentré rectifié ne doit pas contribuer à augmenter le volume initial de plus de 8 %. 2 La teneur en alcool ne doit toutefois pas, sous l’effet de l’enrichissement, augmenter de plus de 2,5 % volume. La teneur en alcool des vins de pays et des vins de table suisses ne doit pas, sous l’effet de

			l'enrichissement, dépasser 12 % volume pour les vins blancs et 12,5 % volume pour les vins rosés et rouges. La teneur en alcool ne doit toutefois pas, sous l'effet de l'enrichissement, augmenter de plus de 2,5% volume. 3 L'enrichissement n'est pas considéré comme coupage. 4 Chacune des opérations d'enrichissement exclut le recours aux autres.
Communauté interprofessionelle du vin vaudois	4.6	Nous demandons le maintien de la version précédente de l'OBA actuelle. Il nous paraît peu probable que l'OFSP puisse statuer sur une année aux conditions difficiles. La formulation de l'OBA actuellement en vigueur permet un travail de qualité dans un pays aux vignes cadastrées avec des cépages traditionnels.	Limites et conditions de certaines pratiques œnologiques 1. Opérations d'enrichissement 1 L'adjonction de moût de raisin concentré ou de moût de raisin concentré rectifié ne doit pas contribuer à augmenter le volume initial de plus de 8 %. 2 La teneur en alcool ne doit toutefois pas, sous l'effet de l'enrichissement, augmenter de plus de 2,5 % volume. La teneur en alcool des vins de pays et des vins de table suisses ne doit pas, sous l'effet de l'enrichissement, dépasser 12 % volume pour les vins blancs et 12,5 % volume pour les vins rosés et rouges. 3 L'enrichissement n'est pas considéré comme coupage. 4 Chacune des opérations d'enrichissement exclut le recours aux autres.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	5.1	Schaumwein Ergänzung analog der aktuellen EU-Verordnung Nr. 491/2009 (Anhang III). Inhaltlich ist dies ein kleiner Unterschied.	Ergänzung: "Schaumwein wird gewonnen durch erste oder zweite alkoholische Gärung von: a. frischen Weintrauben, b. Traubenmosten oder c. Wein.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	5.1	Schaumwein Ergänzung analog der aktuellen EU-Verordnung Nr. 491/2009 (Anhang III). Inhaltlich ist dies ein kleiner Unterschied.	Ergänzung: "Schaumwein wird gewonnen durch erste oder zweite alkoholische Gärung von: a. frischen Weintrauben, b. Traubenmosten oder c. Wein.
Interprofession de la vigne et du vin du Valais	5.4	L'IVV soutient cette mesure qui consiste à autoriser le coupage de 10%	

Société des Encaveurs de Vins Suisses	6	Que signifie « Présenté en récipients de 60 litres au moins ». Le terme « présenté » devra être revu.	
Association Nationale des Coopératives Viti-vinicoles suisses	6	Que signifie « Présenté en récipients de 60 litres au moins ». Le terme « présenté » devra être revu.	
Vereinigung Schweizer Weinhandel	6	Que signifie « Présenté en récipients de 60 litres au moins ». Le terme « présenté » devra être revu.	
Chancellerie d'Etat du Canton de Genève	7.1	Le fait de réunir uniquement dans l'ordonnance sur les boissons alcooliques toutes les pratiques et tous les traitements œnologiques autorisés en Suisse donne plus de clarté à la base légale. Cette décision est judicieuse	
Staatskanzlei des Kantons Schaffhausen	7.1	Gemäss Art. 7 wird vorgeschlagen, alle im europäischen Recht anerkannten Methoden in die Liste der in der Schweiz zulässigen önologischen Verfahren und Behandlungen für die Weinbereitung aufzunehmen (u.a. Süssung, Entalkoholisierung oder Anreicherung von Wein). Wir betrachten diesen Vorschlag als kritisch, da die Massnahmen das Naturprodukt Wein in Frage stellen und schlagen vor, bei den bisherigen Regelungen zu bleiben.	
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	8.1	"Verschnitt, Verschnitt ist das Mischen von Trauben, Traubenmost oder Wein verschiedenen Ursprungs oder verschiedener Herkunft." Gemäss dieser Definition wäre das Mischen von Traubenmost mit Wein erlaubt (auch nach der Vinifizierung). Die Definition unterscheidet sich inhaltlich leicht gegenüber der französischen Fassung. Sie sollte deshalb der französischen Fassung angeglichen werden.	Die Definition sollten in allen Sprachen gleich sein. Die deutsche Fassung ist deshalb der französischen Fassung anzugleichen.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	8.1	"Verschnitt, Verschnitt ist das Mischen von Trauben, Traubenmost oder Wein verschiedenen Ursprungs oder verschiedener Herkunft." Gemäss dieser Definition wäre das Mischen von Traubenmost mit Wein erlaubt (auch nach der Vinifizierung). Die Definition unterscheidet sich inhaltlich leicht gegenüber der französischen Fassung. Sie sollte deshalb der französischen Fassung angeglichen werden.	Die Definition sollten in allen Sprachen gleich sein. Die deutsche Fassung ist deshalb der französischen Fassung anzugleichen.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	8.1	"Verschnitt, Verschnitt ist das Mischen von Trauben, Traubenmost oder Wein verschiedenen Ursprungs oder verschiedener Herkunft." Gemäss dieser Definition wäre das Mischen von Traubenmost mit Wein erlaubt (auch nach der Vinifizierung). Die Definition unterscheidet sich inhaltlich leicht gegenüber der französischen Fassung. Sie sollte deshalb der französischen Fassung angeglichen werden.	Die Definition sollten in allen Sprachen gleich sein. Die deutsche Fassung ist deshalb der französischen Fassung anzugleichen.

Chancellerie d'Etat du Canton du Valais	8.1	Version allemande: "Verschnitt, Verschnitt ist das Mischen von Trauben, Traubenmost oder Wein verschiedenen Ursprungs oder verschiedener Herkunft." Version française : Le coupage consiste à mélanger entre eux des raisins, des moûts de raisin ou des vins d'origines ou de provenances différentes. Selon la définition allemande, le fait de mélanger le moût de raisin avec le vin serait permis (également après vinification). La définition se distingue dans son contenu légèrement à l'égard de la version française. Ainsi, elle devrait être adaptée à la version française.	La définition devrait être la même dans toutes les langues. Ainsi, la version allemande doit être adaptée à la version française.
GSLI Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren	8.1	Coupage, les deux catégories soit vin de table et autres vins ne sont pas définies.	Les autres vins selon art 11 al. 5 et 7 peuvent êtres coupés à volonté.
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	8.1	Coupage Maintenir le coupage des vins suisses ne donne pas confiance aux consommateurs.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	8.1	Coupage Maintenir le coupage des vins suisses ne donne pas confiance aux consommateurs.	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	8.1	Coupage Maintenir le coupage des vins suisses ne donne pas confiance aux consommateurs.	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	8.1	"Verschnitt, Verschnitt ist das Mischen von Trauben, Traubenmost oder Wein verschiedenen Ursprungs oder verschiedener Herkunft." Gemäss dieser Definition wäre das Mischen von Traubenmost mit Wein erlaubt (auch nach der Vinifizierung). Die Definition unterscheidet sich inhaltlich leicht gegenüber der französischen Fassung. Sie sollte deshalb der französischen Fassung angeglichen werden.	Die Definition sollten in allen Sprachen gleich sein. Die deutsche Fassung ist deshalb der franzö-sischen Fassung anzugleichen.
Cancelleria dello Stato del Cantone Ticino	8.4	Per il taglio dei vini DOC e IGT proponiamo che gli stessi debbano poter essere tagliati unicamente con vini della medesima categoria oltre che di uguale colore. Questo per avere una norma uniforme a livello Svizzero, a tutela delle rispettive categorie.	i vini ... con vini di uguale colore e di ugale categoria.
Standeskanzlei des Kantons Graubünden	10.1	Es wird klargestellt, ab welcher Menge Allergene deklariert werden müssen: "wenn ihr Vorhandensein mit einer vom BAG anerkannten Methode nachweisbar ist." Es wäre wünschenswert, wenn mit einer Fussnote mitgeteilt würde, wo diese Methoden bezogen wer-	Fussnote mit Verweis auf Bezugsquelle für die vom BAG anerkannten Methoden einfügen.

		den können. Ferner kann die schriftliche Allergen-Informationen durch die in Anhang 3 aufgeführten Piktogramme erfolgen. Es wäre zu begrüssen, wenn diese Möglichkeit generell für alle Lebensmittel in der LKV festgeschrieben würde.	
Regierungskanzlei des Kantons Glarus	10.1	Eine Angabe von allergenen oder andere unerwünschte Reaktionen auslösenden Stoffe ist überflüssig. Einerseits steht dafür keine zufriedenstellende Analytik zur Verfügung und andererseits wissen Weintrinker, worauf sie sich einlassen.	Art. 10 Abs. 1 lit. E streichen.
Staatskanzlei des Kantons St. Gallen	10.1	"…mit einer vom BAG anerkannten Analysemethode nachweisbar sind…" Es wäre hilfreich zu erwähnen, wo diese Methoden publiziert sind. Nach gängiger Praxis finden solche Methoden Einzug in das Schweizerische Lebensmittelbuch, das im Rechtstext zu erwähnen ist	es sei im Artikel auf das Schweizerische Lebensmittelbuch zu verweisen
Chancellerie d'Etat du Canton de Genève	10.1	Selon les commentaires, la déclaration des allergènes doit être faite dès lors que leur présence est détectable selon une méthode reconnue par l'OFSP. Cette indication précise doit figurer dans le texte de l'article.	
Informationszentrum Schweizer Wein	10.1	Die Deklaration von Allergenen hat nur dann zu erfolgen, wenn sie im Endprodukt tatsächlich nachgewiesen warden können. Diese Lösung ist sehr zu begrüssen. Die Schweiz stützt sich auf die vom OIV anerkannten Analysemethoden, die in gewissen Punkten nicht mit denjenigen der EU übereinstimmen. Es könnte daher theoretisch möglich sein, dass ein aus der EU importierter Wein gemäss EU-Gesetzgebung "allergenfrei" ist, jedoch gemäss "OIV-Methode" Allergenspuren aufweist. Was geschieht in einem solchen Fall? Auch die Tatsache, dass die Deklaration durch ein Piktogramm erfolgen kann (ohne zusätzlichen Text wie in der EU) beurteilen wir als positiv.	
Staatskanzlei des Kantons Schaffhausen	10.1	Eine Angabe von allergenen oder anderen unerwünschte Reaktionen auslösenden Stoffen ist überflüssig. Einerseits steht dafür keine zufriedenstellende Analytik zur Verfügung und andererseits wissen Weintrinker, worauf sie sich einlassen.	Art. 10 Abs. 1 lit. e streichen.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	11.1	Ergänzung: "Schaumwein wird gewonnen durch erste oder zweite alkoholische Gärung von: a. frischen Weintrauben, b. Traubenmosten oder c. Wein.	Ergänzung: "Schaumwein wird gewonnen durch erste oder zweite alkoholische Gärung von: a. frischen Weintrauben, b. Traubenmosten oder c. Wein.

Chancellerie d'Etat du Canton de Genève	11.1	L'article 9 de l'ordonnance actuelle précise en particulier quelles sont les indications ne pouvant pas figurer sur les vins suisses de la catégorie "vin de table" (interdiction de toute mention relative à l'origine, à la provenance, au cépage ou au millésime). Plus rien n'est précisé dans les articles 10 et 11 du projet d'ordonnance. Cette absence d'indication sous-entend-elle que ces indications peuvent maintenant figurer sur les étiquetages de vins de toutes les catégories ?	Alinéa 5 : Ajouter "Les mentions relatives à la provenance, au cépage ou au millésime sont autorisées".
Staatskanzlei des Kantons Aargau	11.1	Ergänzung: "Schaumwein wird gewonnen durch erste oder zweite alkoholische Gärung von: a. frischen Weintrauben, b. Traubenmosten oder c. Wein.	Ergänzung: "Schaumwein wird gewonnen durch erste oder zweite alkoholische Gärung von: a. frischen Weintrauben, b. Traubenmosten oder c. Wein.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	11.7	Bei diesem Absatz geht nicht klar hervor, welche Angaben unter den Bst. a bis d freiwillig sind und welche nicht. Gemäss Erläuterungen sind die Angaben unter Bst. a bis c freiwillig. Eine präzisere Formulierung würde beitragen, Missverständnisse zu vermeiden. In diesem Sinne sollten die Vorschriften zur Angabe des Produktionslandes für Wein gemäss Art. 11 Abs. 7 nicht hier, sondern unter Art. 10 erfasst werden.	Folgende Formulierung ist klarer: "…tragen. Sie kann ergänzt werden durch die Angabe der Farbe des Weines, des Jahrgangs und der Traubensorte." Bst. d betreffend Produktionsland sollte nicht hier, sondern unter Art. 10 erfasst werden. Bei Art. 11 geht es um die Sachbezeichnung und nicht um die Angabe des Produktionslandes. Dabei sollten die Bedingungen für eine solch mögliche Angabe für Wein nach Art. 11 Abs. 7 klarer formuliert werden.
Chancellerie d'Etat du Canton de Vaud	11.7	Tel que formulée, cette disposition laisse entendre que toutes les indications visées aux lettres a à d sont obligatoires. Si cela est admissible pour la couleur du vin et le pays de production, cela ne saurait être le cas pour le millésime et le(s) cépage(s), indications qui doivent rester facultatives. Par ailleurs, sous lettre c, il convient de mentionner « le ou les cépages ».	
Staatskanzlei des Kantons Luzern	11.7	Bei diesem Absatz geht nicht klar hervor, welche Angaben unter den Bst. a bis d freiwillig sind und welche nicht. Gemäss Erläuterungen sind die Angaben unter Bst. a bis c freiwillig. Eine präzisere Formulierung würde beitragen, Missverständnisse zu vermeiden. In diesem Sinne sollten die Vorschriften zur Angabe des Produktionslandes für Wein gemäss Art. 11 Abs. 7 nicht hier, sondern unter Art. 10 erfasst werden.	Folgende Formulierung ist klarer: "…tragen. Sie kann ergänzt werden durch die Angabe der Farbe des Weines, des Jahrgangs und der Traubensorte." Bst. d betreffend Produktionsland sollte nicht hier, sondern unter Art. 10 erfasst werden. Bei Art. 11 geht es um die Sachbezeichnung und nicht um die Angabe des Produktionslandes. Dabei sollten die Bedingungen für eine solch mögliche Angabe für Wein nach Art. 11 Abs. 7 klarer formuliert werden.
Regierungskanzlei des Kantons Glarus	11.7	Es ist nicht klar, welche Angaben unter den Bst. A bis d freiwillig sind und welche nicht. Gemäss Erläuterungen sind die Angaben unter Bst. A bis c freiwillig. Eine präzisere Formulierung ist nötig, um Missverständ-	Folgende Formulierung ist klarer: "…tragen. Sie kann ergänzt werden durch die Angabe der Farbe

		nisse zu vermeiden.	des Weines, des Jahrgangs und der Traubensorte."
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	11.7	Bei diesem Absatz geht nicht klar hervor, welche Angaben unter den Bst. a bis d freiwillig sind und welche nicht. Gemäss Erläuterungen sind die Angaben unter Bst. a bis c freiwillig. Eine präzisere Formulierung würde beitragen, Missverständnisse zu vermeiden. In diesem Sinne sollten die Vorschriften zur Angabe des Produktionslandes für Wein gemäss Art. 11 Abs. 7 nicht hier, sondern unter Art. 10 erfasst werden.	Folgende Formulierung ist klarer: "…tragen. Sie kann ergänzt werden durch die Angabe der Farbe des Weines, des Jahrgangs und der Traubensorte." Bst. d betreffend Produktionsland sollte nicht hier, sondern unter Art. 10 erfasst werden. Bei Art. 11 geht es um die Sachbezeichnung und nicht um die Angabe des Produktionslandes. Dabei sollten die Bedingungen für eine solch mögliche Angabe für Wein nach Art. 11 Abs. 7 klarer formuliert werden.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	11.7	Bei diesem Absatz geht nicht klar hervor, welche Angaben unter den Bst. a bis d freiwillig sind und welche nicht. Gemäss Erläuterungen sind die Angaben unter Bst. a bis c freiwillig. Eine präzisere Formulierung würde beitragen, Missverständnisse zu vermeiden. In diesem Sinne sollten die Vorschriften zur Angabe des Produktionslandes für Wein gemäss Art. 11 Abs. 7 nicht hier, sondern unter Art. 10 erfasst werden.	Folgende Formulierung ist klarer: "…tragen. Sie kann ergänzt werden durch die Angabe der Farbe des Weines, des Jahrgangs und der Traubensorte." Bst. d betreffend Produktionsland sollte nicht hier, sondern unter Art. 10 erfasst werden. Bei Art. 11 geht es um die Sachbezeichnung und nicht um die Angabe des Produktionslandes. Dabei sollten die Bedingungen für eine solch mögliche Angabe für Wein nach Art. 11 Abs. 7 klarer formuliert werden.
Informationszentrum Schweizer Wein	11.7	Die Erlaubnis bei Weinen ohne Ursprungs- oder Herkunftsbezeichnung neu die Rebsorte und den Jahrgang angeben zu können, eröffnet für die Schweizer Weine neue Möglichkeiten und Marktchancen.	
GSLI Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren	11.7	Catégorie autres vins non définie dans la Loi sur l'agriculture	Ajouter catégorie D dans la LAgr.
Société des Encaveurs de Vins Suisses	11.7	ous nous opposons fermement à la modification et nous demandons le statu quo. En d'autres termes nous pensons très dangereux de suivre les propositions du législateur d'autoriser l'indication du millésime et du cépage pour la dernière catégorie « vin » anciennement vin de table. Argumentaire : Cela nuirait considérablement aux vins AOC et IGP par une concurrence déloyale en autorisant la production libre de vins suisses avec des notions de cépages et de millésime. Nous pourrions voir fleurir des Syrah, Petite Arvine, Chasselas, Pinot Noir etc. produit de manière anarchique sans contrôles et sans contraintes ce qui décrédibiliserait les AOC et IGP tout en augmentant le volume produit. Il devrait être possible de ne mentionner que la lettre d) pays de production selon chiffre 1 ou 2 sans devoir répondre aux lettres a) – c	

Staatskanzlei des Kantons Schaffhausen	11.7	Mit der Einführung des sogenannten "Sortenweins" wird Neuland beschritten. Bisher ist auf Grund der drei Kategorien nach Art. 63 Landwirtschaftsgesetz klar zwischen AOC, Landwein und Tafelwein unterschieden und im Rahmen der Weinlesekontrolle auch entsprechend vollzogen worden. Mit der Schaffung der neuen Kategorie "Sortenwein" stellen sich verschiedene vollzugstechnische Fragen, welcher unserer Meinung nach nicht gelöst sind: Erfassung der Mengen und Qualitäten, Unterscheidung zu Traubenmost etc. Wir beantragen deshalb zu prüfen, diese Kategorie bzw. Abs. 7 ersatzlos zu streichen. Sie stellt unserer Ansicht nach kein Bedürfnis dar und bringt ungelöste Fragen beim Vollzug hervor. Im Übrigen ist nicht klar, welche Angaben unter den Bst. a bis d freiwillig sind und welche nicht. Gemäss Erläuterungen sind die Angaben unter Bst. a bis c freiwillig. Eine präzisere Formulierung ist nötig, um Missverständnisse zu vermeiden.	Art. 11 Abs. 7 überdenken. Folgende Formulierung ist klarer: "…tragen. Sie kann ergänzt werden durch die Angabe der Farbe des Weines, des Jahrgangs und der Traubensorte."
Staatskanzlei des Kantons Zug	11.7	Die Angaben unter den Bst. a bis d sind dahingehend zu präzisieren, dass klar hervorgeht welche Angaben freiwillig und welche zwingend sind.	Präzisierung
Association Nationale des Coopératives Viti-vinicoles suisses	11.7	Nous nous opposons fermement à la modification et nous demandons le statu quo. En d'autres termes nous pensons très dangereux de suivre les propositions du législateur d'autoriser l'indication du millésime et du cépage pour la dernière catégorie « vin » anciennement vin de table. Argumentaire : Cela nuirait considérablement aux vins AOC et IGP par une concurrence déloyale en autorisant la production libre de vins suisses avec des notions de cépages et de millésime. Nous pourrions voir fleurir des Syrah, Petite Arvine, Chasselas, Pinot Noir etc. produit de manière anarchique sans contrôles et sans contraintes ce qui décrédibiliserait les AOC et IGP tout en augmentant le volume produit. Il devrait être possible de ne mentionner que la lettre d) pays de production selon chiffre 1 ou 2 sans devoir répondre aux lettres a) – c	
Vereinigung Schweizer Weinhandel	11.7	Nous nous opposons fermement à la modification et nous demandons le statu quo. En d'autres termes nous pensons très dangereux de suivre les propositions du législateur d'autoriser l'indication du millésime et du cépage pour la dernière catégorie « vin » anciennement vin de table. Argumentaire : Cela nuirait considérablement aux vins AOC et IGP par une concurrence déloyale en autorisant la production libre de vins suisses avec des notions de cépages et de millésime. Nous pourrions voir fleurir des Syrah, Petite Arvine, Chasselas, Pinot Noir etc. produit de manière anarchique sans contrôles et sans contraintes ce qui décrédibiliserait les AOC et IGP tout en augmentant le volume produit.	

		Il devrait être possible de ne mentionner que la lettre d) pays de production selon chiffre 1 ou 2 sans devoir répondre aux lettres a) – c	
Communauté interprofessionelle du vin vaudois	11.7	Nous nous opposons à la modification de cet article et demandons le statut quo. Nous pensons qu'il est dangereux, pour les vins de production suisses, de suivre la proposition du législateur qui autoriserait l'indication du millésime et du cépage pour la dernière catégorie Vin de table. Argumentaire : cela nuirait considérablement aux vins AOC et IGP par une concurrence déloyale si la production libre de vins suisses obtenait les notions de millésime et de cépage. Nous pourrions voir fleurir des Syrah, Petite Arvine, Chasselas, Pinot Noir, etc. produits de manière anarchique sans contrôles ni contraintes. Ces produits décrédibiliseraient les AOC et les IGP et augmenteraient inutilement le volume.	ention de la lettre d) pays de production selon chiffre 1 ou 2 sans répondres aux exigences des lettres a) à c).
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	11.7	Bei diesem Absatz geht nicht klar hervor, welche Angaben unter den Bst. a bis d freiwillig sind und welche nicht. Gemäss Erläuterungen sind die Angaben unter Bst. a bis c freiwillig. Eine präzisere Formulierung würde beitragen, Missverständnisse zu vermeiden. In diesem Sinne sollten die Vorschriften zur Angabe des Produktionslandes für Wein gemäss Art. 11 Abs. 7 nicht hier, sondern unter Art. 10 erfasst werden.	Folgende Formulierung ist klarer: "…tragen. Sie kann ergänzt werden durch die Angabe der Farbe des Weines, des Jahrgangs und der Traubensorte." Bst. d betreffend Produktionsland sollte nicht hier, sondern unter Art. 10 erfasst werden. Bei Art. 11 geht es um die Sachbezeichnung und nicht um die Angabe des Produktionslandes. Dabei sollten die Bedingungen für eine solch mögliche Angabe für Wein nach Art. 11 Abs. 7 klarer formuliert werden.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	14.1	Analog zur EU-Verordnung Nr. 491/2009 (Anhang III, Ziffer 13 und 14) und Art. 12 (Traubenmost) sollte der maximal zulässige Alkoholgehalt angegeben werden.	Ergänzung von Art. 14 und Art. 15 "Ein vorhandener Alkoholgehalt von bis zu 1 Volumenprozent ist zulässig."
Staatskanzlei des Kantons Aargau	14.1	Analog zur EU-Verordnung Nr. 491/2009 (Anhang III, Ziffer 13 und 14) und Art. 12 (Traubenmost) sollte der maximal zulässige Alkoholgehalt angegeben werden.	Ergänzung von Art. 14 und Art. 15 "Ein vorhandener Alkoholgehalt von bis zu 1 Volumenprozent ist zulässig."
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	15.1	Zeilenschlag fehlt vor Art. 16	Zeilenschlag einführen
Staatskanzlei des Kantons Luzern	15.1	Zeilenschlag fehlt vor Art. 16	Zeilenschlag einführen.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	15.1	Zeilenschlag fehlt vor Art. 16	Zeilenschlag einführen.

Staatskanzlei des Kantons Aargau	15.1	Zeilenschlag fehlt vor Art. 16	Zeilenschlag einführen.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	15.1	Zeilenschlag fehlt vor Art. 16	Zeilenschlag einführen.
Groupement des Organisations Viticoles	16.3	Vin de liqueur : du moût de raisins concentré peut au surplus y être ajouté : - Provenance, nous sommes pour une swissness à 100 % pour la production hélvétique - On part de l'idée qu'un vin de liqueur doit naturellement déjà avoir suffisamment de richesse en sucre	Interdire l'ajout de moût concentré
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	16.5	Önologische Verfahren und Behandlungen Es ist nicht nachvollziehbar, weshalb im 3. Kapitel nur in Art. 16 (Likörwein) auf die önologischen Verfahren verwiesen wird. Gemäss Einleitung in Anhang 2 gelten die önologischen Verfahren und Behandlungen auch für Erzeugnisse nach Art. 12 bis 14. Es sollte deshalb nicht nur in Art. 16 auf Anhang 2 verwiesen werden.	Ergänzung - Variante 1: Analog Art. 7 im 2. Kapitel (Wein) könnte in einem separaten Artikel im 3. Kapitel (Traubenmost und Likörwein) auf die zulässigen önologischen Verfahren und Behand¬lungen des Anhangs 2 verwiesen werden. Ergänzung - Variante 2: Auch in Art. 12 bis 14 jeweils auf Anhang 2 verweisen.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	16.5	Önologische Verfahren und Behandlungen Es ist nicht nachvollziehbar, weshalb im 3. Kapitel nur in Art. 16 (Likörwein) auf die önologischen Verfahren verwiesen wird. Gemäss Einleitung in Anhang 2 gelten die önologischen Verfahren und Behandlungen auch für Erzeugnisse nach Art. 12 bis 14. Es sollte deshalb nicht nur in Art. 16 auf Anhang 2 verwiesen werden.	Ergänzung - Variante 1: Analog Art. 7 im 2. Kapitel (Wein) könnte in einem separaten Artikel im 3. Kapitel (Traubenmost und Likörwein) auf die zulässigen önologischen Verfahren und Behand¬lungen des Anhangs 2 verwiesen werden. Ergänzung - Variante 2: Auch in Art. 12 bis 14 jeweils auf Anhang 2 verweisen.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	18.1	Begriff "mit natürlichen oder naturidentischen Aromastoffen" Gemäss Anhang 3 Ziffer 27 LKV gibt es die Kategorie "naturidentische Aro-mastoffe" nicht mehr.	Den Wortlaut bezüglich Aromastoffe entsprechend Anhang 3 Ziffer 27 LKV anpassen: "mit natürlichen…. N Aroma-stoffen"
Staatskanzlei des Kantons Aargau	18.1	Begriff "mit natürlichen oder naturidentischen Aromastoffen" Gemäss Anhang 3 Ziffer 27 LKV gibt es die Kategorie "naturidentische Aro-mastoffe" nicht mehr.	Den Wortlaut bezüglich Aromastoffe entsprechend Anhang 3 Ziffer 27 LKV anpassen: "mit natürlichen…. N Aroma-stoffen"
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	19.1	Den Wortlaut bezüglich Aromastoffe entsprechend Anhang 3 Ziffer 27 LKV anpassen: "mit natürlichen oder naturidentischen Aroma-stoffen"	Den Wortlaut bezüglich Aromastoffe entsprechend Anhang 3 Ziffer 27 LKV anpassen: "mit natürlichen ….n Aroma-stoffen"

Staatskanzlei des Kantons Aargau	19.1	Den Wortlaut bezüglich Aromastoffe entsprechend Anhang 3 Ziffer 27 LKV anpassen: "mit natürlichen oder naturidentischen Aroma-stoffen"	Den Wortlaut bezüglich Aromastoffe entsprechend Anhang 3 Ziffer 27 LKV anpassen: "mit natürlichen ….n Aroma-stoffen"
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	20.1	Begriff "mit natürlichen oder naturidentischen Aromastoffen" Gemäss Anhang 3 Ziffer 27 LKV gibt es die Kategorie "naturidentische Aro-mastoffe" nicht mehr.	Den Wortlaut bezüglich Aromastoffe entsprechend Anhang 3 Ziffer 27 LKV anpassen: "mit natürlichen …..n Aroma-stoffen"
Staatskanzlei des Kantons Aargau	20.1	Begriff "mit natürlichen oder naturidentischen Aromastoffen" Gemäss Anhang 3 Ziffer 27 LKV gibt es die Kategorie "naturidentische Aro-mastoffe" nicht mehr.	Den Wortlaut bezüglich Aromastoffe entsprechend Anhang 3 Ziffer 27 LKV anpassen: "mit natürlichen …..n Aroma-stoffen"
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	33	Definition "Fruchtwein ist ein alkoholisches Getränk aus… Beeren- oder Frucht¬säften…". Es ist nicht logisch, weshalb Beerensaft explizit erwähnt wird, da Beeren ebenfalls Früchte sind (Art. 2 Abs. 2 Bst. c Verordnung über Obst, Gemüse, Konfitüre und konfitüreähnliche Produkte). Die zusätzliche Angabe von Beerensaft ist mehr verwirrend als klärend. Zum besseren Verständnis den Begriff "Beerensaft" streichen.	Den Begriff "Beerensaft" streichen: "Fruchtwein ist ein alkoholisches Getränk aus……..er Fruchtsäften". Der Begriff "Beerensaft" sollte in diesem Sinne ebenfalls gestrichen werden unter: Art. 34 Abs. 2 und Abs. 4 Art. 36 Abs. 1
Staatskanzlei des Kantons Aargau	33	Definition "Fruchtwein ist ein alkoholisches Getränk aus… Beeren- oder Frucht¬säften…". Es ist nicht logisch, weshalb Beerensaft explizit erwähnt wird, da Beeren ebenfalls Früchte sind (Art. 2 Abs. 2 Bst. c Verordnung über Obst, Gemüse, Konfitüre und konfitüreähnliche Produkte). Die zusätzliche Angabe von Beerensaft ist mehr verwirrend als klärend. Zum besseren Verständnis den Begriff "Beerensaft" streichen.	Den Begriff "Beerensaft" streichen: "Fruchtwein ist ein alkoholisches Getränk aus……..er Fruchtsäften". Der Begriff "Beerensaft" sollte in diesem Sinne ebenfalls gestrichen werden unter: Art. 34 Abs. 2 und Abs. 4 Art. 36 Abs. 1
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	36.1	Anteil des Saftes in Massenprozent bei der Sachbezeichnung Es ist nicht klar, worauf sich die Prozentangabe bezieht: Auf die Mischung vor der Gärung oder auf das vergorene Endprodukt nach Zugabe diverser Zutaten (wie Zuckerarten oder Fruchtsaft). Die Angabe sollte zum besseren Verständnis präzisiert werden.	Präzisierung: Ergänzende Angabe, worauf sich die Prozent-angabe bezieht.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	36.1	Anteil des Saftes in Massenprozent bei der Sachbezeichnung Es ist nicht klar, worauf sich die Prozentangabe bezieht: Auf die Mischung vor der Gärung oder auf das vergorene Endprodukt nach Zugabe diverser Zutaten (wie Zuckerarten oder Fruchtsaft). Die Angabe sollte zum besseren Verständnis präzisiert werden.	Präzisierung: Ergänzende Angabe, worauf sich die Prozent-angabe bezieht.

Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	37.1	Fehlender Titel Im Sinne des einheitlichen Aufbaus ist auch hier eine Titelangabe angebracht (siehe beispielsweise Art. 30).	Titel ergänzen wie: " Definition und Anforderungen"
		Abs. 1: Begriff "natürliche oder naturidentische Aromastoffe" Gemäss Anhang 3 Ziffer 27 LKV gibt es die Kategorie "naturidentische Aro-mastoffe" nicht mehr.	Aromastoffe: Den Wortlaut bezüglich Aromastoffe entsprechend Anhang 3 Ziffer 27 LKV anpassen.
		Sachbezeichnung Wie in der aktuellen Verordnung sollte auch hier auf die Sachbezeichnung eingegangen werden. Bei allen anderen vorangegangen Erzeugnissen in diesem Kapitel wurde ebenfalls sehr konkret auf die Sachbezeichnung eingegangen. Es ist nicht nachvollziehbar, weshalb gerade hier, wo eine entsprechende Angabe für eine klarere Interpretation hilfreich wäre, nicht mehr darauf eingegangen wird.	Ergänzende Angaben bzgl. Sachbezeichnung analog bestehender Verordnung (Art. 37).
Staatskanzlei des Kantons Aargau	37.1	Fehlender Titel Im Sinne des einheitlichen Aufbaus ist auch hier eine Titelangabe angebracht (siehe beispielsweise Art. 30).	Titel ergänzen wie: " Definition und Anforderungen"
		Abs. 1: Begriff "natürliche oder naturidentische Aromastoffe" Gemäss Anhang 3 Ziffer 27 LKV gibt es die Kategorie "naturidentische Aro-mastoffe" nicht mehr.	Aromastoffe: Den Wortlaut bezüglich Aromastoffe entsprechend Anhang 3 Ziffer 27 LKV anpassen.
		Sachbezeichnung Wie in der aktuellen Verordnung sollte auch hier auf die Sachbezeichnung eingegangen werden. Bei allen anderen vorangegangen Erzeugnissen in diesem Kapitel wurde ebenfalls sehr konkret auf die Sachbezeichnung eingegangen. Es ist nicht nachvollziehbar, weshalb gerade hier, wo eine entsprechende Angabe für eine klarere Interpretation hilfreich wäre, nicht mehr darauf eingegangen wird.	Ergänzende Angaben bzgl. Sachbezeichnung analog bestehender Verordnung (Art. 37).
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	37.1	Boissons à base de cidre ou de vins de fruits : ingrédients La notion d"arôme identique au naturel n"est plus spécifiée dans le projet d"OEDAI. Il faut ici changer le terme.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	37.1	Boissons à base de cidre ou de vins de fruits : ingrédients La notion d"arôme identique au naturel n"est plus spécifiée dans le projet d"OEDAI. Il faut ici changer le terme.	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	37.1	Boissons à base de cidre ou de vins de fruits : ingrédients La notion d"arôme identique au naturel n"est plus spécifiée dans le projet d"OEDAI. Il faut ici changer le terme.	

Schweizer Brauerei-Verband	40.1	Es wäre zu begrüssen, wenn alle Hopfenprodukte unter dem Überbegriff "Hopfen" subsumiert werden könnten.	…der Hopfen und / oder dessen Erzeugnisse zugegeben werden…
Schweizer Brauerei-Verband	40.3	Überflüssig Es wäre zu begrüssen, wenn alle Hopfenprodukte unter dem Überbegriff "Hopfen" subsumiert werden könnten.	Ersatzlos streichen
Schweizer Brauerei-Verband	41.2	Das Spektrum der zuckerhaltigen Rohstoffe muss offen gelassen werden.	
Schweizer Brauerei-Verband	41.3	Überflüssige Regelung, da das Thema light/reduziert für alle Lebensmittel in Abschnitt 11a und Anhang 7 LKV geregelt wird.	
Schweizer Brauerei-Verband	41.4	41 Abs. 4 Die Festlegung des pH-Wertes ist überflüssig.	
Schweizer Brauerei-Verband	41.5	Die Festlegung des Mindestgehaltes für Kohlendioxid ist überflüssig	
Schweizer Brauerei-Verband	41.6	Die Mindestvorgabe einer Stammwürze ist überflüssig. Mit der Deklaration der Inhaltsstoffe und des Alkoholgehaltes ist der Konsument ausreichend informiert.	
Schweizer Brauerei-Verband	43	Die Anfordeung, dass Bier klar sein muss, ist überholt und somit ersatzlos zu streichen. Ein unfiltriertes Bier ist von Beginn weg trüb, weil nicht filtriert. Es handelt sich hier nicht um eine Herstellungsmethode.	
Schweizer Brauerei-Verband	44.1	Die Bestimmungen zum Offenausschank sind aus unserer Sicht antiquiert und überflüssig. Zu keinem anderen Getränk existieren entsprechende Bestimmungen. Diese Ausnahme für Bier ist überflüssig.	
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	45.2	45 al. 2 / 55 Les deux articles traitent des teneurs minimales en alcool des spiritueux.	Réunir dans un seul article ces dispositions.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	45.3	Bst. a und c: Begriff "mit natürlichen oder naturidentischen Aromastoffen" Gemäss Anhang 3 Ziffer 27 LKV gibt es die Kategorie "naturidentische Aro-mastoffe" nicht mehr.	Aromastoffe: Den Wortlaut bezüglich Aromastoffe entsprechend Anhang 3 Ziffer 27 LKV anpassen.

		Bst. c: "Süssungsmittel" Der Begriff ist eine Gattungsbezeichnung für Zusatzstoffe und sollte deshalb nicht verwendet werden. Es sind hier nicht Zusatzstoffe gemeint, sondern "süssende Erzeugnisse" nach Art. 56. Eine Anpassung entsprechend der EU-Verordnung Nr. 110/2008 (Art. 2 Abs. 1 Bst. d) ist deshalb nötig. Bst. b: "… in einem Brand, mit oder Destillation…" Wie nach aktueller Verordnung wäre ein Verweis auf die Artikel zum besseren Verständnis hilfreich.	Den Begriff "Süssungsmittel" ersetzen: "…andere süssende Erzeugnisse nach Art. 56…" Ergänzung von Bst. b: "… in einem Brand nach den Artikeln x-y…"
Staatskanzlei des Kantons Aargau	45.3	Bst. a und c: Begriff "mit natürlichen oder naturidentischen Aromastoffen" Gemäss Anhang 3 Ziffer 27 LKV gibt es die Kategorie "naturidentische Aro-mastoffe" nicht mehr. Bst. c: "Süssungsmittel" Der Begriff ist eine Gattungsbezeichnung für Zusatzstoffe und sollte deshalb nicht verwendet werden. Es sind hier nicht Zusatzstoffe gemeint, sondern "süssende Erzeugnisse" nach Art. 56. Eine Anpassung entsprechend der EU-Verordnung Nr. 110/2008 (Art. 2 Abs. 1 Bst. d) ist deshalb nötig. Bst. b: "… in einem Brand, mit oder Destillation…" Wie nach aktueller Verordnung wäre ein Verweis auf die Artikel zum besseren Verständnis hilfreich.	Aromastoffe: Den Wortlaut bezüglich Aromastoffe entsprechend Anhang 3 Ziffer 27 LKV anpassen. Den Begriff "Süssungsmittel" ersetzen: "…andere süssende Erzeugnisse nach Art. 56…" Ergänzung von Bst. b: "… in einem Brand nach den Artikeln x-y…"
Schweiz. Bauernverband (SBV)	49.2	Diese Bestimmung muss auch für Kartoffelbrand gemäss Art. 73 gelten.	Spirituosen nach Artikel 59 bis 73 darf kein Alkohol zugesetzt werden.
Schweizerischer Obstverband	49.2	Erweiterung bis zu Art. 73	Spirituosen nach Artikel 59 bis 73 darf kein Alkohol zugesetzt werden
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	55	Reduktion In der aktuellen Verordnung steht unter Art. 55 Abs. 2 Folgendes: "Spiritu-osen mit höherem Alkoholgehalt dürfen gemäss Artikel 54 reduziert werden." Dieser Absatz fehlt im Revisionsvorschlag. Da durch diese Angabe die Interpretation erleichtert wird, sollte wie bisher der aktuelle Art. 55 Abs. 2 aufgeführt werden.	Den aktuellen Art. 55 Abs. 2 wie bisher aufführen: "Spirituosen mit höherem Alkoholgehalt dürfen gemäss Artikel 54 reduziert werden." Sollte Art. 45 Abs. 2 und Art. 55 wie vorgeschlagen zusammengefasst werden, könnte die Angabe vom aktuellen Art. 55 Abs. 2 sinngemäss auch unter Art. 54 aufgeführt werden.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	55	Reduktion In der aktuellen Verordnung steht unter Art. 55 Abs. 2 Folgendes: "Spiritu-osen mit höherem Alkoholgehalt dürfen gemäss Artikel 54 reduziert werden."	Den aktuellen Art. 55 Abs. 2 wie bisher aufführen: "Spirituosen mit höherem Alkoholgehalt dürfen gemäss Artikel 54 reduziert werden." Sollte Art. 45 Abs. 2 und Art. 55 wie vorgeschlagen zusammen-

		Dieser Absatz fehlt im Revisionsvorschlag. Da durch diese Angabe die Interpretation erleichtert wird, sollte wie bisher der aktuelle Art. 55 Abs. 2 aufgeführt werden.	gefasst werden, könnte die Angabe vom aktuellen Art. 55 Abs. 2 sinngemäss auch unter Art. 54 aufgeführt werden.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	55	Reduktion In der aktuellen Verordnung steht unter Art. 55 Abs. 2 Folgendes: "Spirituosen mit höherem Alkoholgehalt dürfen gemäss Artikel 54 reduziert werden." Dieser Absatz fehlt im Revisionsvorschlag. Da durch diese Angabe die Interpretation erleichtert wird, sollte wie bisher der aktuelle Art. 55 Abs. 2 aufgeführt werden.	Den aktuellen Art. 55 Abs. 2 wie bisher aufführen: "Spirituosen mit höherem Alkoholgehalt dürfen gemäss Artikel 54 reduziert werden." Sollte Art. 45 Abs. 2 und Art. 55 wie vorgeschlagen zusammengefasst werden, könnte die Angabe vom aktuellen Art. 55 Abs. 2 sinngemäss auch unter Art. 54 aufgeführt werden.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	55	Reduktion In der aktuellen Verordnung steht unter Art. 55 Abs. 2 Folgendes: "Spirituosen mit höherem Alkoholgehalt dürfen gemäss Artikel 54 reduziert werden." Dieser Absatz fehlt im Revisionsvorschlag. Da durch diese Angabe die Interpretation erleichtert wird, sollte wie bisher der aktuelle Art. 55 Abs. 2 aufgeführt werden.	Den aktuellen Art. 55 Abs. 2 wie bisher aufführen: "Spirituosen mit höherem Alkoholgehalt dürfen gemäss Artikel 54 reduziert werden." Sollte Art. 45 Abs. 2 und Art. 55 wie vorgeschlagen zusammengefasst werden, könnte die Angabe vom aktuellen Art. 55 Abs. 2 sinngemäss auch unter Art. 54 aufgeführt werden.
Staatskanzlei des Kantons Zug	55	In der aktuellen Verordnung ist in Art. 55 Abs. 2 Folgendes festgehalten: "Spirituosen mit höherem Alkoholgehalt dürfen gemäss Artikel 54 reduziert werden."	Auf eine Streichung von Art. 55 Abs. 2 ist zu verzichten.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	55	Reduktion In der aktuellen Verordnung steht unter Art. 55 Abs. 2 Folgendes: "Spirituosen mit höherem Alkoholgehalt dürfen gemäss Artikel 54 reduziert werden." Dieser Absatz fehlt im Revisionsvorschlag. Da durch diese Angabe die Interpretation erleichtert wird, sollte wie bisher der aktuelle Art. 55 Abs. 2 aufgeführt werden.	Den aktuellen Art. 55 Abs. 2 wie bisher aufführen: "Spirituosen mit höherem Alkoholgehalt dürfen gemäss Artikel 54 reduziert werden." Sollte Art. 45 Abs. 2 und Art. 55 wie vorgeschlagen zusammengefasst werden, könnte die Angabe vom aktuellen Art. 55 Abs. 2 sinngemäss auch unter Art. 54 aufgeführt werden.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	56.1	Süssung Einige Bezeichnungen (wie Caramel) entsprechen nicht denjenigen in der Verordnung über Zuckerarten, süsse Lebensmittel und Kakaoerzeugnisse (Art. 12, Art, 13a inklusive Anhang 1). Es sind die Sachbezeichnungen entsprechend der Verordnung über Zuckerarten, süsse Lebensmittel und Kakaoerzeugnisse anzugeben.	Anpassung der Bezeichnungen süssender Erzeug-nisse: Bst. a: "… Invertflüssigzucker, Invertzuckersirup" Bst. c: "karamelisierter Zucker (Caramelzucker)…"
Staatskanzlei des Kantons Aargau	56.1	Süssung Einige Bezeichnungen (wie Caramel) entsprechen nicht denjenigen in der Verordnung über Zuckerarten, süsse Lebensmittel und Kakaoer-	Anpassung der Bezeichnungen süssender Erzeug-nisse: Bst. a: "… Invertflüssigzucker, Invertzuckersirup" Bst. c: "karamelisierter Zucker (Caramelzucker)…"

		zeugnisse (Art. 12, Art, 13a inklusive Anhang 1). Es sind die Sachbezeichnungen entsprechend der Verordnung über Zuckerarten, süsse Lebensmittel und Kakaoerzeugnisse anzugeben.	
Schweiz. Bauernverband (SBV)	57.2	Diese Bestimmung muss auch für Kartoffelbrand gemäss Art. 73 gelten.	Spirituosen nach Artikel 59 bis 73 dürfen nicht aromatisiert werden.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	57.2	Aromatisierung Auch die Spirituosen nach Art. 76 (durch Einmaischen und Destillation gewonnener Fruchtbrand), Art. 77 (Geist), Art. 78 (Enzian) dürfen gemäss EU-Verordnung Nr. 110/2008 (Anhang II) nicht aromatisiert werden. Die Artikel sind demzufolge zu ergänzen. Gemäss dem Revisionsvorschlag der ZuV (Anhang 7) dürfen auch bei Spirituosen wie Kartoffelbrand (Art. 73), Kräuterbrand (Art. 74) und Absinth (Art. 83) keine Aromen eingesetzt werden. Dies ist ebenfalls hier zu berücksichtigen.	Abs. 2 vervollständigen. Es darf keine Widersprüche mit Anhang 7 Ziffer 36 ZuV geben.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	57.2	Aromatisierung Auch die Spirituosen nach Art. 76 (durch Einmaischen und Destillation gewonnener Fruchtbrand), Art. 77 (Geist), Art. 78 (Enzian) dürfen gemäss EU-Verordnung Nr. 110/2008 (Anhang II) nicht aromatisiert werden. Die Artikel sind demzufolge zu ergänzen. Gemäss dem Revisionsvorschlag der ZuV (Anhang 7) dürfen auch bei Spirituosen wie Kartoffelbrand (Art. 73), Kräuterbrand (Art. 74) und Absinth (Art. 83) keine Aromen eingesetzt werden. Dies ist ebenfalls hier zu berücksichtigen.	Abs. 2 vervollständigen. Es darf keine Widersprüche mit Anhang 7 Ziffer 36 ZuV geben.
Schweizerischer Obstverband	57.2	Erweiterung bis zu Art. 73	Spirituosen nach Artikel 59 bis 73 dürfen nicht aromatisiert werden.
Schweiz. Bauernverband (SBV)	58.2	Diese Bestimmung muss auch für Kartoffelbrand gemäss Art. 73 gelten.	…. nach Artikel 59 bis 73….
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	58.2	Fäbung Ist mit der Bezeichnung "Caramel" der "Caramelzucker" nach Art. 12 der Verordnung über Zuckerarten, süsse Lebensmittel und Kakaoerzeugnisse oder der Zusatzstoff "Zuckercouleur E 150a-d" gemäss ZuV gemeint?	Abklären, was mit dem Begriff "Caramel" tatsäch-lich gemeint ist. Im Falle von Caramelzucker: Ersetzen der Bezeichnung "Caramel" durch die offizielle Sachbezeichnung "Caramelzucker". Im Falle von E 150: Richtige Bezeichnung nach ZuV (Anhang 1) angeben.
Staatskanzlei des Kantons	58.2	Färbung Ist mit der Bezeichnung "Caramel" der "Caramelzucker" nach Art. 12 der	Abklären, was mit dem Begriff "Caramel" tatsäch-lich gemeint ist.

Aargau		Verordnung über Zuckerarten, süsse Lebensmittel und Kakaoerzeugnisse oder der Zusatzstoff "Zuckercouleur E 150a-d" gemäss ZuV gemeint?	Im Falle von Caramelzucker: Ersetzen der Bezeichnung "Caramel" durch die offizielle Sachbezeichnung "Caramelzucker". Im Falle von E 150: Richtige Bezeichnung nach ZuV (Anhang 1) angeben.
Schweizerischer Obstverband	58.2	Erweiterung bis zu Art. 73	…. nach Artikel 59 bis 73….
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	59.2	Grammatischer Fehler.	"Wird er ausschliesslich durch alkoholische Gärung und Destillation von Zuckerrohrsaft gewonnen wird, …"
Staatskanzlei des Kantons Luzern	59.2	Grammatischer Fehler.	"Wird er ausschliesslich durch alkoholische Gärung und Destillation von Zuckerrohrsaft gewonnen wird, …"
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	59.2	Grammatischer Fehler.	"Wird er ausschliesslich durch alkoholische Gärung und Destillation von Zuckerrohrsaft gewonnen wird, …"
Staatskanzlei des Kantons Aargau	59.2	Grammatischer Fehler.	"Wird er ausschliesslich durch alkoholische Gärung und Destillation von Zuckerrohrsaft gewonnen wird, …"
Staatskanzlei des Kantons Zug	59.2	Grammatischer Fehler	Wird er ausschliesslich durch alkoholische Gärung und Destillation von Zuckerrohrsaft gewonnen, …
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	59.2	Grammatischer Fehler.	"Wird er ausschliesslich durch alkoholische Gärung und Destillation von Zuckerrohrsaft gewonnen wird, …"
Standeskanzlei des Kantons Graubünden	61.1	In Art. 61 wird der Getreidebrand definiert: Getreidebrand ist eine Spirituose, die durch Destillation einer vergorenen Maische aus dem vollen Korn von Getreide zu weniger als 95 Volumenprozent gewonnen wird und die sensorischen Eigenschaften der Ausgangsstoffe aufweist. In Art. 67 wird der Obstbrand definiert: Obstbrand ist eine Spirituose, die ausschliesslich durch alkoholische Gärung und Destillation einer frischen fleischigen Frucht(oder des frischen Mostes dieser Frucht - mit oder ohne Steine –) oder von Beeren oder Gemüse gewonnen und zu weniger als 86 Volumenprozent so destilliert wird, dass das Destillat das Aroma und den Geschmack der destillierten Ausgangsstoffe bewahrt. In Art. 73 wird der Kartoffelbrand definiert: Kartoffelbrand ist eine Spirituose, die durch Destillation aus einer vergorenen Kartoffelmaische gewonnen wird. Bei Art. 61 und 73 wird in der Maische zunächst Stärke in Zucker umgewandelt, während bei Art. 67, also beim Obst, direkt der Zucker zu Alko-	Art. 67a Kastanienbrand Kastanienbrand ist eine Spirituose, die durch Destillation aus einer vergorenen Kastanienmaische gewonnen wird.

		hol vergärt wird. Bei Art. 61 und 73 dienen als Rohstoffe unterschiedliche stärkehaltige Naturprodukte wie Getreide oder Kartoffeln. Dabei muss zunächst die langkettige Stärke in hefeverwertbare, kurzkettige Bruchstücke zerlegt, das heisst verzuckert werden. Da hier im Gegensatz zu Früchten (also Obst) keinFruchtsaft vorliegt, muss je nach Rohstoffbeschaffenheit Wasser zugegeben werden. Bei Art. 67 werden die zerkleinerten Früche auch Maische genannt, aus welcher dann direkt durch Vergärung der Alkohol hergestellt wird. Nun aber zur Sache: Es gibt im Markt auch Brand aus Marroni bzw. Edel- oder Esskastanien. Nur darf dieser derzeit nicht Brand genannt werden, obwohl die Esskastanie eine Frucht darstellt. Dies, weil zur Vergärung in der Kastanienmaische zuerst die Stärke in Zucker umgewandelt werden muss (wie bei Getreide oder Kartoffeln. Es ist sachlich ungerechtfertigt, wenn ein Brand aus Marroni, welche eine Frucht, also eine Obstsorte, darstellt, nicht als solcher genannt werden darf. Da Kastanienbrand nicht unter Art. 67 fallen kann (da dort in der Maische der Zucker direkt in Alkohol vergärt wird), muss wie beim Kartoffel- oder Getreidebrand eine besondere Bestimmung in die Verordnung aufgenommen werden.	
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	67.1	Obstbrand Neu soll Obstbrand auch aus Gemüse gewonnen werden können. In diesem Fall handelt es sich nicht um einen Obst-, sondern um einen Gemüsebrand. Gemüse fallen nicht unter Obst (Art. 2 und 5 Verordnung über Obst, Gemüse, Konfitüre und konfitüreähnliche Produkte). Der Titel sollte in diesem Sinne angepasst werden. Obstbrand sollte nicht nur aus fleischigen Früchten hergestellt werden können, sondern beispielsweise auch aus Edelkastanien (ist rechtlich eben-falls ein Obst). Es gibt bereits Spirituosen auf dem Markt, die aus Edelkastanien gewonnen werden. Da es sich bei Edelkastanien aber nicht um fleischige Früchte handelt, dürfen solche Spirituosen bisher nicht als Brand bezeichnet werden.	Titel ergänzen: "Obst- oder Gemüsebrand" Den Artikel so anpassen, dass nach Möglichkeit alles Obst gemäss Art. 2 der Verordnung über Gemüse, Konfitüre und kon¬fitüreähnliche Produkte als Rohstoff für die Herstellung von Obstbrand verwendet werden kann. Mindestens Obst wie Edelkastanie sollte eingeschlossen werden.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	67.1	Obstbrand Neu soll Obstbrand auch aus Gemüse gewonnen werden können. In diesem Fall handelt es sich nicht um einen Obst-, sondern um einen Gemüsebrand. Gemüse fallen nicht unter Obst (Art. 2 und 5 Verordnung über Obst, Gemüse, Konfitüre und konfitüreähnliche Produkte). Der Titel sollte in diesem Sinne angepasst werden. Obstbrand sollte nicht nur aus fleischigen Früchten hergestellt werden können, sondern beispielsweise auch aus Edelkastanien (ist rechtlich eben-falls ein Obst). Es gibt bereits Spirituosen auf dem Markt, die aus Edelkastanien gewonnen werden. Da es sich bei Edelkastanien aber nicht um fleischige Früchte handelt, dürfen solche Spirituosen bisher nicht als Brand bezeichnet werden.	Titel ergänzen: "Obst- oder Gemüsebrand" Den Artikel so anpassen, dass nach Möglichkeit alles Obst gemäss Art. 2 der Verordnung über Gemüse, Konfitüre und kon¬fitüreähnliche Produkte als Rohstoff für die Herstellung von Obstbrand verwendet werden kann. Mindestens Obst wie Edelkastanie sollte eingeschlossen werden.

Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	67.1	Obstbrand Neu soll Obstbrand auch aus Gemüse gewonnen werden können. In diesem Fall handelt es sich nicht um einen Obst-, sondern um einen Gemüsebrand. Gemüse fallen nicht unter Obst (Art. 2 und 5 Verordnung über Obst, Gemüse, Konfitüre und konfitüreähnliche Produkte). Der Titel sollte in diesem Sinne angepasst werden. Obstbrand sollte nicht nur aus fleischigen Früchten hergestellt werden können, sondern beispielsweise auch aus Edelkastanien (ist rechtlich eben-falls ein Obst). Es gibt bereits Spirituosen auf dem Markt, die aus Edelkastanien gewonnen werden. Da es sich bei Edelkastanien aber nicht um fleischige Früchte handelt, dürfen solche Spirituosen bisher nicht als Brand bezeichnet werden.	Titel ergänzen: "Obst- oder Gemüsebrand" Den Artikel so anpassen, dass nach Möglichkeit alles Obst gemäss Art. 2 der Verordnung über Gemüse, Konfitüre und kon¬fitüreähnliche Produkte als Rohstoff für die Herstellung von Obstbrand verwendet werden kann. Mindestens Obst wie Edelkastanie sollte eingeschlossen werden.
Chancellerie d'Etat du Canton du Valais	67.1	Eau-de-vie de fruit L'eau-de-vie de fruit peut aussi être fabriquée avec des légumes. Les légumes ne sont pas des fruits (art. 2 et 5 de l'ordonnance sur les fruits, les légumes, les confitures et produits similaires). Le titre devrait être adapté en ce sens.	Changer le titre : « Eau-de-vie de fruit ou de légume »
Staatskanzlei des Kantons Aargau	67.1	Obstbrand Neu soll Obstbrand auch aus Gemüse gewonnen werden können. In diesem Fall handelt es sich nicht um einen Obst-, sondern um einen Gemüsebrand. Gemüse fallen nicht unter Obst (Art. 2 und 5 Verordnung über Obst, Gemüse, Konfitüre und konfitüreähnliche Produkte). Der Titel sollte in diesem Sinne angepasst werden. Obstbrand sollte nicht nur aus fleischigen Früchten hergestellt werden können, sondern beispielsweise auch aus Edelkastanien (ist rechtlich eben-falls ein Obst). Es gibt bereits Spirituosen auf dem Markt, die aus Edelkastanien gewonnen werden. Da es sich bei Edelkastanien aber nicht um fleischige Früchte handelt, dürfen solche Spirituosen bisher nicht als Brand bezeichnet werden.	Titel ergänzen: "Obst- oder Gemüsebrand" Den Artikel so anpassen, dass nach Möglichkeit alles Obst gemäss Art. 2 der Verordnung über Gemüse, Konfitüre und kon¬fitüreähnliche Produkte als Rohstoff für die Herstellung von Obstbrand verwendet werden kann. Mindestens Obst wie Edelkastanie sollte eingeschlossen werden.
GSLI Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren	67.1	Obstbrand Neu soll Obstbrand auch aus Gemüse gewonnen werden können. In diesem Fall handelt es sich nicht um einen Obst-, sondern um einen Gemüsebrand. Gemüse fallen nicht unter Obst (Art. 2 und 5 Verordnung über Obst, Gemüse, Konfitüre und konfitüreähnliche Produkte). Der Titel sollte in diesem Sinne angepasst werden. Obstbrand sollte nicht nur aus fleischigen Früchten hergestellt werden können, sondern beispielsweise auch aus Edelkastanien (ist rechtlich eben-falls ein Obst). Es gibt bereits Spirituosen auf dem Markt, die aus Edelkastanien gewonnen werden. Da es sich bei Edelkastanien aber nicht um fleischige Früchte handelt, dürfen solche Spirituosen bisher nicht als Brand bezeichnet werden.	Titel ergänzen: "Obst- oder Gemüsebrand" Den Artikel so anpassen, dass nach Möglichkeit alles Obst gemäss Art. 2 der Verordnung über Gemüse, Konfitüre und kon¬fitüreähnliche Produkte als Rohstoff für die Herstellung von Obstbrand verwendet werden kann. Mindestens Obst wie Edelkastanie sollte eingeschlossen werden.

Groupement des Organisations Viticoles	67.1	Eau-de-vie de fruit L'eau-de-vie de fruit peut aussi être fabriquée avec des légumes. Les légumes ne sont pas des fruits (art. 2 et 5 de l'ordonnance sur les fruits, les légumes, les confitures et produits similaires). Le titre devrait être adapté en ce sens.	Changer le titre : « Eau-de-vie de fruit ou de légume »
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	67.1	Eau-de-vie de fruit à base de légumes Il est proposé de pouvoir élaborer de l"eau-de-vie à partir de légumes et non seulement de fruits. Le titre doit donc être adapté : eau-de-vie de fruit ou de légume	Ajouter : Eau-de-vie de fruit ou de légume »
Staatskanzlei des Kantons Zug	67.1	Neu soll Obstbrand auch aus Gemüse gewonnen werden können. In diesem Fall handelt es sich nicht um einen Obst-, sondern um einen Gemüsebrand. Gemüse fallen nicht unter Obst (Art. 2 und 5 Verordnung über Obst, Gemüse, Konfitüre und konfitüreähnliche Produkte). Der Titel sollte in diesem Sinne angepasst werden.	Titel Art. 67 ergänzen: "Obst- oder Gemüsebrand"
Fédération Romande des Consommateurs FRC	67.1	Eau-de-vie de fruit à base de légumes Il est proposé de pouvoir élaborer de l"eau-de-vie à partir de légumes et non seulement de fruits. Le titre doit donc être adapté : eau-de-vie de fruit ou de légume	Ajouter : Eau-de-vie de fruit ou de légume »
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	67.1	Cet article traite d'eau de vie obtenue aussi bien à partir de fruits que de légumes.	Adapter le titre « eau de vie de fruits » en « eau de vie de fruits et de légumes »
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	67.1	Eau-de-vie de fruit à base de légumes Il est proposé de pouvoir élaborer de l"eau-de-vie à partir de légumes et non seulement de fruits. Le titre doit donc être adapté : eau-de-vie de fruit ou de légume	Ajouter : Eau-de-vie de fruit ou de légume »
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	67.1	Obstbrand Neu soll Obstbrand auch aus Gemüse gewonnen werden können. In diesem Fall handelt es sich nicht um einen Obst-, sondern um einen Gemüsebrand. Gemüse fallen nicht unter Obst (Art. 2 und 5 Verordnung über Obst, Gemüse, Konfitüre und konfitüreähnliche Produkte). Der Titel sollte in diesem Sinne angepasst werden. Obstbrand sollte nicht nur aus fleischigen Früchten hergestellt werden können, sondern beispielsweise auch aus Edelkastanien (ist rechtlich eben-falls ein Obst). Es gibt bereits Spirituosen auf dem Markt, die aus Edelkastanien gewonnen werden. Da es sich bei Edelkastanien aber nicht um fleischige Früchte handelt, dürfen solche Spirituosen bisher	Titel ergänzen: "Obst- oder Gemüsebrand" Den Artikel so anpassen, dass nach Möglichkeit alles Obst gemäss Art. 2 der Verordnung über Gemüse, Konfitüre und kon¬fitüreähnliche Produkte als Rohstoff für die Herstellung von Obstbrand verwendet werden kann. Mindestens Obst wie Edelkastanie sollte eingeschlossen werden.

		nicht als Brand bezeichnet werden.	
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	72.1	Kräuterbrand Es ist nicht nachvollziehbar, weshalb der Kräuterbrand neu unter dem gleichen Artikel wie Kümmel und Aquavit umschrieben wird. Es ist eher verwirrend, weil es sich bei Kümmel und Aquavit nicht um einen "Brand" handelt.	Zum besseren Verständnis Kräuterbrand nach wie vor in einem separaten Artikel erfassen.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	72.1	Kräuterbrand Es ist nicht nachvollziehbar, weshalb der Kräuterbrand neu unter dem gleichen Artikel wie Kümmel und Aquavit umschrieben wird. Es ist eher verwirrend, weil es sich bei Kümmel und Aquavit nicht um einen "Brand" handelt.	Zum besseren Verständnis Kräuterbrand nach wie vor in einem separaten Artikel erfassen.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	72.3	Kümmel Wie bisher (Art. 76 aktuelle Verordnung) und analog der EU-Verordnung Nr. 110/2008 (Anhang II, Ziffer 23) sollte in Klammern zusätzlich "Spirituose mit Kümmel" aufgeführt werden. Begriff "natürliche oder naturidentische Aromastoffe" Gemäss Anhang 3 Ziffer 27 LKV gibt es die Kategorie "naturidentische Aro-mastoffe" nicht mehr.	Ergänzung in Klammern analog bestehender Veror-dnung und EU-Verordnung: "Kümmel (Spirituose mit Kümmel)" Aromastoffe: Den Wortlaut bezüglich Aromastoffe entsprechend Anhang 3 Ziffer 27 LKV anpassen.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	72.3	Kümmel Wie bisher (Art. 76 aktuelle Verordnung) und analog der EU-Verordnung Nr. 110/2008 (Anhang II, Ziffer 23) sollte in Klammern zusätzlich "Spirituose mit Kümmel" aufgeführt werden. Begriff "natürliche oder naturidentische Aromastoffe" Gemäss Anhang 3 Ziffer 27 LKV gibt es die Kategorie "naturidentische Aro-mastoffe" nicht mehr.	Ergänzung in Klammern analog bestehender Veror-dnung und EU-Verordnung: "Kümmel (Spirituose mit Kümmel)" Aromastoffe: Den Wortlaut bezüglich Aromastoffe entsprechend Anhang 3 Ziffer 27 LKV anpassen.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	72.4	Aquavit Analog Abs. 3 den lateinischen Namen "Anethum graveolens L." in kursiver Schrift schreiben. Die Angaben von Bst. b stimmen nicht mit den Bestimmungen der EU-Verordnung Nr. 110/2008 (Anhang II, Ziffer 24) überein.	In kursiver Schrift angeben: "Anethum graveolens L." Anforderungen mit der EU-Verordnung überprüfen. Ergänzung von Bst. b: "… andere natürliche Aromastoffe oder Aromaextrakte…".
Staatskanzlei des Kantons Aargau	72.4	Aquavit Analog Abs. 3 den lateinischen Namen "Anethum graveolens L." in kursiver Schrift schreiben. Die Angaben von Bst. b stimmen nicht mit den Bestimmungen der EU-Verordnung Nr. 110/2008 (Anhang II, Ziffer 24) überein.	In kursiver Schrift angeben: "Anethum graveolens L." Anforderungen mit der EU-Verordnung überprüfen. Ergänzung von Bst. b: "… andere natürliche Aromastoffe oder Aromaextrakte…".

Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	75.1	Wodka Komplizierte Angabe der Rohstoffe. In der Schweizer Gesetzgebung steht der Begriff "oder" für "und/oder" und nicht für "entweder/oder".	Einfachere Angabe der Rohstoffe (heisst sinn-gemäss dasselbe): "… Gärung mit Hefe aus Kartoffeln, Getreide oder aus anderen lantwirtschaftlichen Rohstoffen…"
Staatskanzlei des Kantons Aargau	75.1	Wodka Komplizierte Angabe der Rohstoffe. In der Schweizer Gesetzgebung steht der Begriff "oder" für "und/oder" und nicht für "entweder/oder".	Einfachere Angabe der Rohstoffe (heisst sinn-gemäss dasselbe): "… Gärung mit Hefe aus Kartoffeln, Getreide oder aus anderen lantwirtschaftlichen Rohstoffen…"
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	75.1	Vodka : définition La définition de la vodka est incompréhensible en français	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	75.1	Vodka : définition La définition de la vodka est incompréhensible en français	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	75.1	Vodka : définition La définition de la vodka est incompréhensible en français	
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	79.1	Boissons spiritueuses aromatisées aux baies de genévrier Dans la version française, remplacer le terme de « baies de genévrier par le terme de « baies de genièvre » plus habituel pour l"ingrédient alimentaire.	« baies de genièvre »
Fédération Romande des Consommateurs FRC	79.1	Boissons spiritueuses aromatisées aux baies de genévrier Dans la version française, remplacer le terme de « baies de genévrier par le terme de « baies de genièvre » plus habituel pour l"ingrédient alimentaire.	« baies de genièvre »
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	79.1	Boissons spiritueuses aromatisées aux baies de genévrier Dans la version française, remplacer le terme de « baies de genévrier par le terme de « baies de genièvre » plus habituel pour l"ingrédient alimentaire.	« baies de genièvre »
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	79.2	Spirituose mit Wacholder, Gin, Bitter Begriff "naturidentische Aromastoffe" Gemäss Anhang 3 Ziffer 27 LKV gibt es die Kategorie "naturidentische Aro-mastoffe" nicht mehr.	Aromastoffe: Den Wortlaut bezüglich Aromastoffe entsprechend Anhang 3 Ziffer 27 LKV anpassen. Art. 79 Abs. 2

			Art. 80 Abs. 1 und 3 Art. 85
Staatskanzlei des Kantons Aargau	79.2	Spirituose mit Wacholder, Gin, Bitter Begriff "naturidentische Aromastoffe" Gemäss Anhang 3 Ziffer 27 LKV gibt es die Kategorie "naturidentische Aro-mastoffe" nicht mehr.	Aromastoffe: Den Wortlaut bezüglich Aromastoffe entsprechend Anhang 3 Ziffer 27 LKV anpassen. Art. 79 Abs. 2 Art. 80 Abs. 1 und 3 Art. 85
Verband der Kantonsche-miker der Schweiz (VKCS)	81.1	Spirituose mit Anis, Pastis und Anis Nach EU-Verordnung Nr. 110/2008 (Anhang II, Ziffer 25, Ziffer 26 und Ziffer 28) dürfen bei der Herstellung auch natürliche Aromastoffe und Aromaextrakte verwendet werden. Dies geht aus Art. 81, 82 und 84 nicht klar hervor. Die erwähnten Substanzen dürfen beispielsweise nicht mit dem Begriff "natürliche destillierte Extrakte von Anispflanzen" (Art. 81) gleichgesetzt werden.	Analog der EU-Verordnung eine Ergänzung hinsichtlich natürlicher Aromastoffe und Aromaextrakte (insbesondere bei Art. 81 und 84). Art. 81 Art. 82 Art. 84
Staatskanzlei des Kantons Aargau	81.1	Spirituose mit Anis, Pastis und Anis Nach EU-Verordnung Nr. 110/2008 (Anhang II, Ziffer 25, Ziffer 26 und Ziffer 28) dürfen bei der Herstellung auch natürliche Aromastoffe und Aromaextrakte verwendet werden. Dies geht aus Art. 81, 82 und 84 nicht klar hervor. Die erwähnten Substanzen dürfen beispielsweise nicht mit dem Begriff "natürliche destillierte Extrakte von Anispflanzen" (Art. 81) gleichgesetzt werden.	Analog der EU-Verordnung eine Ergänzung hinsichtlich natürlicher Aromastoffe und Aromaextrakte (insbesondere bei Art. 81 und 84). Art. 81 Art. 82 Art. 84
Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	81.1	Boissons spiritueuses à l’anis Dans la version française, remplacer le terme « boissons spiritueuses à l"anis » par « boissons spiritueuses anisées » plus correct.	« Boissons spiritueuses anisées »
Fédération Romande des Consommateurs FRC	81.1	Boissons spiritueuses à l’anis Dans la version française, remplacer le terme « boissons spiritueuses à l"anis » par « boissons spiritueuses anisées » plus correct.	« Boissons spiritueuses anisées »
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	81.1	Boissons spiritueuses à l’anis Dans la version française, remplacer le terme « boissons spiritueuses à l"anis » par « boissons spiritueuses anisées » plus correct.	« Boissons spiritueuses anisées »

Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	86.1	Likör Extrem langer, schwer verständlicher Satz (5½ Zeilen).	Verständlichere Formulierung. Darstellung analog geltendem Art. 78 Abs. 1 und 2. Auf die Verwendung von Aromastoffen und Aromaextrakten bei der Herstellung von Likör eingehen (siehe auch EU-Verordnung Nr. 110/2008 (Anhang II, Ziffer 32 Bst. c).
Staatskanzlei des Kantons Aargau	86.1	Likör Extrem langer, schwer verständlicher Satz (5½ Zeilen).	Verständlichere Formulierung. Darstellung analog geltendem Art. 78 Abs. 1 und 2. Auf die Verwendung von Aromastoffen und Aromaextrakten bei der Herstellung von Likör eingehen (siehe auch EU-Verordnung Nr. 110/2008 (Anhang II, Ziffer 32 Bst. c).
Schweiz. Bauernverband (SBV)	86.2	Der Mindestzuckergehalt für "vielle" Liköre muss unbedingt beibehalten werden, da es um einen bedeutenden Wirtschaftszweig und um eine Schweizer Spezialität geht.	d. 20 g pro Liter für "vieille" Liköre
Schweizerischer Obstverband	86.2	Der Mindestzuckergehalt für "vieille" Liköre muss unbedingt beibehalten werden, da es um einen bedeutenten Wirtschaftszweig und um eine Schweizer Spezialität geht.	d. 20 g pro Liter für "vieille" Liköre
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	87	[Frucht-]crème, Crème de cassis, Nocino, Eierlikör, Likör mit Eizusatz Auf die Verwendung von Aromastoffen und Aromaextrakten sollte Bezug genommen werden analog der EU-Verordnung Nr. 110/2008.	Ergänzung hinsichtlich Aromatisierung wie: Art. 87, 88, 89 "Die Verwendung von Aromastoffen und Aroma-extrakten richtet sich nach Art. 86 Absatz x". Art. 90, 91: Ergänzung im Sinne der EU-Verordnung Nr. 110/2008 (Anhang II, Ziffer 41 und 42). Art. 87 Art. 88 Art. 89 Art. 90 Art. 91
Staatskanzlei des Kantons Aargau	87	[Frucht-]crème, Crème de cassis, Nocino, Eierlikör, Likör mit Eizusatz Auf die Verwendung von Aromastoffen und Aromaextrakten sollte Bezug genommen werden analog der EU-Verordnung Nr. 110/2008.	Ergänzung hinsichtlich Aromatisierung wie: Art. 87, 88, 89 "Die Verwendung von Aromastoffen und Aroma-extrakten richtet sich nach Art. 86 Absatz x". Art. 90, 91: Ergänzung im Sinne der EU-Verordnung Nr. 110/2008 (Anhang

			II, Ziffer 41 und 42). Art. 87 Art. 88 Art. 89 Art. 90 Art. 91
Chancellerie d'Etat du Canton de Genève	92.1	La section 3, consacrée à l'étiquetage, ne précise pas quelles sont les boissons spiritueuses dont l'étiquetage doit mentionner la liste des ingrédients (voir article 83 de l'ordonnance actuelle). Cette information importante doit être ajoutée	
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	92.11	Wodka Die Angaben sind zu unpräzise und teilweise nicht korrekt (Bezeichnungen "Kartoffel- oder Getreidehefe", Ein- und Mehrzahl der Ausgangsstoffe).	Präzisierung im Sinne von: "Die Bezeichnung, Aufmachung und Kenn¬zeichnung von Wodka, der nicht ausliesslich durch Gärung mit Hefe aus Kartoffeln oder Getreide oder einer Kombination davon hergestellt wurde, ist mit dem Hinweis "hergestellt aus…" zu versehen, ergänzt durch die Bezeichnung(en) des Aus¬gangsstoffes / der Ausgangsstoffe, die zur Her¬stel¬lung des Ethylalkohols landwirtschaftlichen Ur¬sprungs verwendet wurden."
Staatskanzlei des Kantons Aargau	92.11	Wodka Die Angaben sind zu unpräzise und teilweise nicht korrekt (Bezeichnungen "Kartoffel- oder Getreidehefe", Ein- und Mehrzahl der Ausgangsstoffe).	Präzisierung im Sinne von: "Die Bezeichnung, Aufmachung und Kenn¬zeichnung von Wodka, der nicht ausliesslich durch Gärung mit Hefe aus Kartoffeln oder Getreide oder einer Kombination davon hergestellt wurde, ist mit dem Hinweis "hergestellt aus…" zu versehen, ergänzt durch die Bezeichnung(en) des Aus¬gangsstoffes / der Ausgangsstoffe, die zur Her¬stel¬lung des Ethylalkohols landwirtschaftlichen Ur¬sprungs verwendet wurden."
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	92.4	Sachbezeichnung Obstbrand bzw. Gemüsebrand "Werden die Maischen zweier oder mehrerer Obst-, Beeren- oder Gemüse-arten zusammen destilliert, so lautet die Sachbezeichnung "Obstbrand." Die Begründung zur vorgeschlagenen Anpassung sind aus Art. 92 Abs. 3 zu entnehmen. Ferner wird in der EU-Verordnung Nr. 110/2008 im Anhang II, Ziffer 9 Bst. h die Verkehrsbezeichnung "Gemüsebrand" ebenfalls aufgeführt. Brand aus Gemüse darf nicht als Obstbrand bezeichnet werden. Die Angaben müssen den Tatsachen entsprechen (Art. 10 LGV).	Präzisierung und Ergänzung: "Werden die Maischen zweier oder mehrerer Frucht- bzw. Gemüsearten zusammen destilliert, so lautet die Sachbezeichnung "Obstbrand" bzw. "Gemüsebrand"."
Staatskanzlei des Kantons Aargau	92.4	Sachbezeichnung Obstbrand bzw. Gemüsebrand "Werden die Maischen zweier oder mehrerer Obst-, Beeren- oder Gemüse-arten zusammen destilliert, so lautet die Sachbezeichnung "Obst-	Präzisierung und Ergänzung: "Werden die Maischen zweier oder mehrerer Frucht- bzw. Gemüsearten zusammen destilliert, so lautet die Sachbezeichnung

		brand." Die Begründung zur vorgeschlagenen Anpassung sind aus Art. 92 Abs. 3 zu entnehmen. Ferner wird in der EU-Verordnung Nr. 110/2008 im Anhang II, Ziffer 9 Bst. h die Verkehrsbezeichnung "Gemüsebrand" ebenfalls aufgeführt. Brand aus Gemüse darf nicht als Obstbrand bezeichnet werden. Die Angaben müssen den Tatsachen entsprechen (Art. 10 LGV).	"Obstbrand" bzw. "Gemüsebrand"."
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	93.1	Übrige Kennzeichnung Analog der EU-Verordnung Nr. 110/2008 (Art. 12 Abs. 2) wäre es angebracht, wenn die Angabe "Zusammenstellung" (Blend) unter "übrige Kennzeichnung" geregelt würde. Zur Erleichterung der Interpretation von Abs. 1 ist es angebracht, nach wie vor die Jahreszahl zu erwähnen (Art. 83 Abs. 1 aktuelle Verordnung über alkoholische Getränke).	Ergänzungvorschlag: Angabe "Zusammen¬stellung" (Blend) analog EU-Verordnung Nr. 110/2008 (Art. 12 Abs. 2). Abs. 1 Ergänzung analog aktueller Verordnung: "Bei der Angabe einer Jahreszahl oder eines Alters…" Tritt der Revisionsvorschlag unter Art. 5a Bst. f LKV nicht in Kraft, so ist weiterhin darauf hinzuweisen, dass keine Zutatenliste bei Spirituosen nötig ist.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	93.1	Übrige Kennzeichnung Analog der EU-Verordnung Nr. 110/2008 (Art. 12 Abs. 2) wäre es angebracht, wenn die Angabe "Zusammenstellung" (Blend) unter "übrige Kennzeichnung" geregelt würde. Zur Erleichterung der Interpretation von Abs. 1 ist es angebracht, nach wie vor die Jahreszahl zu erwähnen (Art. 83 Abs. 1 aktuelle Verordnung über alkoholische Getränke).	Ergänzungvorschlag: Angabe "Zusammen¬stellung" (Blend) analog EU-Verordnung Nr. 110/2008 (Art. 12 Abs. 2). Abs. 1 Ergänzung analog aktueller Verordnung: "Bei der Angabe einer Jahreszahl oder eines Alters…" Tritt der Revisionsvorschlag unter Art. 5a Bst. f LKV nicht in Kraft, so ist weiterhin darauf hinzuweisen, dass keine Zutatenliste bei Spirituosen nötig ist.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	93.3	Sachbezeichnung Obstbrand bzw. Gemüsebrand "Obstbrand wird unter Voranstellung des Namens der verwendeten Obst-, Beeren- oder Gemüseart als "-brand" bezeichnet. Er kann unter Voranstellung des Namens der verwendeten Frucht als "…-wasser" bezeichnet werden." Es ist fachlich falsch, wenn Brand aus Gemüse als Obstbrand eingestuft wird (siehe auch Angaben unter Art. 67). Wie bisher (aktueller Art. 82 Abs. 4) sollte nur der Begriff "Frucht" verwendet werden. Damit sind auch die Beeren eingeschlossen (Art. 2 Verordnung über Obst, Gemüse, Konfitüre und konfitüreähnliche Produkte). Das separate Erwähnen von "Beeren" ist verwirrend und zudem nicht nötig, weil es sich gemäss Art. 2 bei Obst ebenfalls um Beeren handelt. Aus fachlichen Gründen sollte nicht die EU-Verordnung abgeschrieben werden.	Präzisierung und Ergänzung zum besseren Verständnis wie: "Obst- bzw. Gemüsebrand wird unter Voranstellung des Namens der verwendeten Frucht- bzw. Gemüseseart als "-brand" bezeichnet (z.B. "Mirabel-lenbrand", "Zwetschgenbrand")." Beim zweiten Satz müsste konsequenterweise auch Gemüse erwähnt werden: "Er kann unter Voranstellung des Namens der verwendeten Frucht- bzw. Gemüseart auch als "-wasser" bezeichnet werden."

		Wie bisher wäre es sehr hilfreich, wenn in Klammern weiterhin Beispiele aufgeführt werden. Auch in der EU-Verordnung Nr. 110/2008 wird dies beim Eingehen auf die Verkehrsbezeichnung so gehandhabt. Die Ergänzung trägt zum besseren Verständnis bei. Entsprechende Beispiele wären auch bei den anderen Absätzen nach wie vor angebracht.	
Staatskanzlei des Kantons Aargau	93.3	Sachbezeichnung Obstbrand bzw. Gemüsebrand "Obstbrand wird unter Voranstellung des Namens der verwendeten Obst-, Beeren- oder Gemüseart als "-brand" bezeichnet. Er kann unter Voranstellung des Namens der verwendeten Frucht als "…-wasser" bezeichnet werden." Es ist fachlich falsch, wenn Brand aus Gemüse als Obstbrand eingestuft wird (siehe auch Angaben unter Art. 67). Wie bisher (aktueller Art. 82 Abs. 4) sollte nur der Begriff "Frucht" verwendet werden. Damit sind auch die Beeren eingeschlossen (Art. 2 Verordnung über Obst, Gemüse, Konfitüre und konfitüreähnliche Produkte). Das separate Erwähnen von "Beeren" ist verwirrend und zudem nicht nötig, weil es sich gemäss Art. 2 bei Obst ebenfalls um Beeren handelt. Aus fachlichen Gründen sollte nicht die EU-Verordnung abgeschrieben werden. Wie bisher wäre es sehr hilfreich, wenn in Klammern weiterhin Beispiele aufgeführt werden. Auch in der EU-Verordnung Nr. 110/2008 wird dies beim Eingehen auf die Verkehrsbezeichnung so gehandhabt. Die Ergänzung trägt zum besseren Verständnis bei. Entsprechende Beispiele wären auch bei den anderen Absätzen nach wie vor angebracht.	Präzisierung und Ergänzung zum besseren Verständnis wie: "Obst- bzw. Gemüsebrand wird unter Voranstellung des Namens der verwendeten Frucht- bzw. Gemüseseart als "-brand" bezeichnet (z.B. "Mirabel-lenbrand", "Zwetschgenbrand")." Beim zweiten Satz müsste konsequenterweise auch Gemüse erwähnt werden: "Er kann unter Voranstellung des Namens der verwendeten Frucht- bzw. Gemüseart auch als "-wasser" bezeichnet werden."
Chancellerie d'Etat du Canton de Vaud	Anhang 2	L'édulcoration du vin est une pratique qui n'a jamais été mise en oeuvre dans notre pays. Elle pourrait conduire à des fraudes, des tromperies manifestes et à des problèmes d'authenticité (adjonction de moût de raisin concentré rectifié provenant de raisins étrangers dans des vins AOC par exemple). De ce fait, cette pratique doit être prohibée pour les vins AOC suisses.	
Chancellerie d'Etat du Canton du Valais	Anhang 2	L'édulcoration du vin : Cette pratique soulève plusieurs questions, notamment : - la tromperie du consommateur ; - l'adjonction de moût de raisins concentré rectifié provenant de raisins étrangers dans des vins AOC ; - le risque de banalisation des profils des vins. L'adjonction d'édulcorant a pour but d'atténuer les défauts (verdeur, tanins astringents…) des vendanges de qualité moyenne et insuffisamment mûres.	A interdire pour les vins d'appellation d'origine contrôlée (AOC).

Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Anhang 2	Der Anhang 2 sollte weiterhin direkt in der Verordnung über alkoholische Getränke integriert sein. Es ist unpraktisch, wenn in der Verordnung immer mehr auf Anhänge wie diesen oder auf EU-Rechtstexte verwiesen wird und die Informationen von ganz unterschied¬lichen Orten bezogen werden müssen. Zudem sollen ja die erlaubten Zusatzstoffe neu nicht mehr in der ZuV, sondern nur noch im Anhang 2 aufgeführt werden. Ein Grund mehr, dass dies nicht einfach in einem separaten Dokument ausserhalb der Verord¬nung erwähnt werden soll. Weitere Gründe siehe allgemeine Bemerkungen. Ziffer 10 "10. Chitosan aus Pilzen 11. Chitin-Glucan aus Pilzen" Angabe analog EU-Verordnung Nr. 606/2009 (Anhang I A). Ziffer 31 "Zusatz von Caramel zur Verstärkung der Farbe". Die Bezeichnung "Caramel" ist zu ungenau. Ist mit der Bezeichnung "Cara¬mel" der "Caramelzucker" nach Art. 12 der Verordnung über Zuckerarten, süsse Lebensmittel und Kakaoerzeugnisse oder der Zusatzstoff "Zucker¬couleur E 150a, b, c oder d" gemäss ZuV gemeint? Ziffer 42 und 43 Entsprechend Ziffer 10. Angabe analog EU-Verordnung Nr. 606/2009 (Anhang I A). Ziffer 46 "Anreicherung der frischen Weintrauben, des Traubenmostes, des teilweise vergorenen Traubenmostes, des Jungweins und des Weins" Es geht aus Ziffer 46 nicht hervor, in welcher Beziehung eine Anreicherung stattfindet. Eine entsprechende Ergänzung wäre sinnvoll.	Anhang 2 wie bisher direkt in der Verordnung über alkoholische Getränke aufführen. Zusatzstoffe Weil bei Wein die erlaubten Zusatzstoffe neu nicht mehr in der ZuV (Anhang 3) aufgeführt werden sollen, ist es angezeigt, hier in Anhang 2 die E-Num¬mern bei den Zusatzstoffen zu ergänzen. Dies würde zur Klarheit beitragen. Ziffer 10 Angabe analog EU-Verordnung Nr. 606/2009 "10. Chitosan, aus Aspergillus niger gewonnen 11. Chitin-Glucan, aus Aspergillus niger gewonnen". Ziffer 31 Genauere Angabe der Bezeichnung "Caramel" ist nötig. Ziffer 42 und 43 Angabe, dass Chitosan und Chitin-Glucan aus Aspergillus niger gewonnen wurden. Ziffer 46 Ergänzung im Sinne von: "Anreicherung der frischen… zur Erhöhung des natürlichen Alkohol-gehalts"
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Anhang 2	Der Anhang 2 sollte weiterhin direkt in der Verordnung über alkoholische Getränke integriert sein. Es ist unpraktisch, wenn in der Verordnung immer mehr auf Anhänge wie diesen oder auf EU-Rechtstexte verwiesen wird und die Informationen von ganz unterschied¬lichen Orten bezogen werden müssen. Zudem sollen ja die erlaubten Zusatzstoffe neu nicht mehr in der ZuV, sondern nur noch im Anhang 2 aufgeführt werden. Ein Grund mehr, dass dies nicht einfach in einem separaten Dokument ausserhalb der Verord¬nung erwähnt werden soll. Weitere Gründe siehe allgemeine Bemerkungen. Ziffer 10 "10. Chitosan aus Pilzen 11. Chitin-Glucan aus Pilzen"	Anhang 2 wie bisher direkt in der Verordnung über alkoholische Getränke aufführen. Zusatzstoffe Weil bei Wein die erlaubten Zusatzstoffe neu nicht mehr in der ZuV (Anhang 3) aufgeführt werden sollen, ist es angezeigt, hier in Anhang 2 die E-Num¬mern bei den Zusatzstoffen zu ergänzen. Dies würde zur Klarheit beitragen. Ziffer 10 Angabe analog EU-Verordnung Nr. 606/2009 "10. Chitosan, aus Aspergillus niger gewonnen 11. Chitin-Glucan, aus Aspergillus niger gewonnen".

		Angabe analog EU-Verordnung Nr. 606/2009 (Anhang I A). Ziffer 31 "Zusatz von Caramel zur Verstärkung der Farbe". Die Bezeichnung "Caramel" ist zu ungenau. Ist mit der Bezeichnung "Cara¬mel" der "Caramelzucker" nach Art. 12 der Verordnung über Zuckerarten, süsse Lebensmittel und Kakaoerzeugnisse oder der Zusatzstoff "Zucker¬couleur E 150a, b, c oder d" gemäss ZuV gemeint? Ziffer 42 und 43 Entsprechend Ziffer 10. Angabe analog EU-Verordnung Nr. 606/2009 (Anhang I A). Ziffer 46 "Anreicherung der frischen Weintrauben, des Traubenmostes, des teilweise vergorenen Traubenmostes, des Jungweins und des Weins" Es geht aus Ziffer 46 nicht hervor, in welcher Beziehung eine Anreicherung stattfindet. Eine entsprechende Ergänzung wäre sinnvoll.	Ziffer 31 Genauere Angabe der Bezeichnung "Caramel" ist nötig. Ziffer 42 und 43 Angabe, dass Chitosan und Chitin-Glucan aus Aspergillus niger gewonnen wurden. Ziffer 46 Ergänzung im Sinne von: "Anreicherung der frischen… zur Erhöhung des natürlichen Alkohol-gehalts"
Informationszentrum Schweizer Wein	Anhang 2	Die Tatsache, dass die Schweiz die oenologischen Verfahren der EU übernimmt ist im Sinne einer Harmonisierung und aus dem Blickwinkel der Beseitigung technischer Handelshemmnisse zu begrüssen.	
Groupement des Organisations Viticoles	Anhang 2	L'addition de caramel afin de renforcer la couleur (Seulement pour les vins de liqueur) soulève la question de : - la tromperie du consommateur - risque de banalisation des profils des vins	point 31
Groupement des Organisations Viticoles	Anhang 2	La désalcoolisation partielle des vins : - banalisation des profils des vins - authenticité des vins AOC	point 38 A interdire pour les vins d'appellation d'origine
Groupement des Organisations Viticoles	Anhang 2	L'édulcoration du vin : Cette pratique soulève plusieurs questions, notamment : - la tromperie du consommateur ; - l'adjonction de moût de raisins concentré rectifié provenant de raisins étrangers dans des vins AOC ; - le risque de banalisation des profils des vins.	point 45
Société des Encaveurs de Vins Suisses	Anhang 2	Réintégrer la flottation	
Société des Encaveurs de Vins Suisses	Anhang 2	Augmenter la limite max. en acide tartrique de 1,5 g/l à 2 g/l	

Société des Encaveurs de Vins Suisses	Anhang 2	Pour le moût : garder l'enrichissement comme à présent: "l'enrichissement par adjonction de sucre à sec, de moût de raisin concentré et de moût de raisin concentré rectifié".	
Association Nationale des Coopératives Viti-vinicoles suisses	Anhang 2	Réintégrer la flottation	
Association Nationale des Coopératives Viti-vinicoles suisses	Anhang 2	Augmenter la limite max. en acide tartrique de 1,5 g/l à 2 g/l	
Association Nationale des Coopératives Viti-vinicoles suisses	Anhang 2	Pour le moût : garder l'enrichissement comme à présent: "l'enrichissement par adjonction de sucre à sec, de moût de raisin concentré et de moût de raisin concentré rectifié".	
Vereinigung Schweizer Weinhandel	Anhang 2	Réintégrer la flottation	
Vereinigung Schweizer Weinhandel	Anhang 2	Augmenter la limite max. en acide tartrique de 1,5 g/l à 2 g/l	
Vereinigung Schweizer Weinhandel	Anhang 2	Pour le moût : garder l'enrichissement comme à présent: "l'enrichissement par adjonction de sucre à sec, de moût de raisin concentré et de moût de raisin concentré rectifié".	
Union suisse des œnologues (USOE)	Anhang 2	Pratique no 45 : EDULCORATION Jusqu'ici, le seul cas autorisé d'ajout de composés sucrés dans les vins concerne les vins mousseux, avec l'ajout de la liqueur d'expédition juste avant la mise en bouteille. Cette pratique, qui n'est pas assimilée à de l'édulcoration, est tout à fait bien réglementée et détaillée. Elle fait l'objet d'un étiquettage obligatoire précisant à quel type de vin l'on peut s'attendre (de extra-brut à doux selon la teneur en surcre résiduel). Le consommateur est donc valablement informé et peut opérer ses choix en toute connaissance de cause. l'introduction de l'édulcoration dans les vins tranquilles posent plusieurs problèmes de principes : 1) Principe des bonnes pratiques œnologiques : Premièrement, le fait d'autoriser un sucrage après les étapes de vinification, soit sur un vin fini, ouvre la brèche à la pratique d'une œnologie dite additive, en parfaite contradiction avec toutes les	nous déplorons l'introduction de l'édulcoration dans les pratiques et traitements œnologiques admis tel que proposé et demandons sa suppression.

stratégies de recherche de la qualité mises en place depuis plus de 20 ans en Suisse. Les nombreuses études relatives tant au fonctionnement des sols, au climat, à la physiologie de la vigne, à la recherche de nouveaux cépages adaptés à nos conditions, que celles visant à améliorer les connaissances des processus de maturation et de qualité du raisin ont permis à la Suisse de maintenir un patrimoine viticole riche et diversifié et de produire des vins de haute qualité. Ouvrir la brèche à l'œnologie additive c'est remettre en question un principe fondamental de l'œnologie (dite soustractive) que nous défendons où la qualité de la matière première, le raisin, joue un rôle central et prioritaire et où le vin est encore considéré comme un produit naturel et artisanal. Les pays pratiquant l'œnologie additive ont une vision diamétralement opposée, le vin rentrant dans la catégorie de produits industriels et donc « fabriqués » selon une recette. Le raisin dont il est issu joue donc un rôle secondaire puisque des corrections du vin par ajout de divers composés sont permises.

Il nous apparaît que tous les efforts qualitatifs consentis depuis de nombreuses années par les œnologues et les producteurs seraient mis à mal par l'introduction de méthodes correctives additives aussi drastiques que l'édulcoration des vins.

2) Imprécision et incohérence de l'appendice 11 :
Si l'enrichissement du moût prévu dans la même annexe 2 est soumis à autorisation par l'OFSP et est extrêmement détaillé dans l'appendice 14 de ladite annexe, l'appendice 11 relative aux limites et conditions pour l'édulcoration des vins est pour le moins lacunaire au regard de l'influence que cette pratique aura sur le vin. Rien n'est dit sur l'exclusion de cette pratique en cas de recours à une autre pratique telle que la désalcoolisation, l'enrichissement ou à l'acidification par exemple.
L'augmentation maximale du titre volumique total fixée à 4 % vol. est tout-à-fait excessive et contraire à la définition d'un vin de qualité. Cela peut correspondre à presque 65 g/l de sucres résiduels ajoutés dans le vin par édulcoration, si aucun enrichissement du moût ou du vin n'a été pratiqué.
Cette augmentation rend possilbe un ajout significatif de moût dont l'origine ne respecterait pas les critères imposés aux coupages, ce qui semble pour le moins incohérent.
Rien n'est prévu quant aux types de vins auxquels cette édulcoration serait destinée ni sous quelles conditions particulières elle pourrait être soumise.

Au regard de l'impact de l'édulcoration sur les qualités organoleptques des vins, la disposition figurant à l'appendice 11 de l'annexe 2 est trop permissive et peu précise comparativement à celle relative à l'enrichissement des moûts et des vins.

3) Information au consommateur :
Dans le projet soumis à consultation, rien n'est dit concernant l'obligation

		d'annoncer le procédé par un étiquettage correspondant. Le fait de mettre sur le marché des vins édulcorés pose un problème de positionnement de la qualité. Comment différencier, pour le consommateur, les vins issus d'un procédé tout à fait naturel, sans manipulation des caractéristiques organoleptiques a posteriori, de ceux qui en font usage ? Une distorsion existe déjà avec certains vins étrangers. Rajouter de la confusion à l'heure où les vins suisses cherchent un positionnement clair est pour le moins problématique. La diposition ne prévoit rien en matière d'étiquettage. Or la présence de sucres résiduels pourraient être le fait d'une édulcoration comme celui d'un arrêt volontaire de la fermentation d'un moût issu de raisins surmaturés, bien plus compliqué à maîtriser mais conforme à notre vision de l'œnologie respectueuse de la matière première, le raisin. 4) Application de la norme à l'échelle cantonale: Si la limitation du recours à cette pratique pourrait être précisée par les cantons, le signal donné par la disposition fédérale l'autorisant sans restriction aura des conséquences sur l'ensemble des vins suisses, générant une image très contradictoire auprès du consommateur. La liberté laissée aux cantons dans la mise en œuvre de cette pratique ouvre la porte à une grande disparité voire à des distorsions entre régions, alors que la révision même du texte procède d'une volonté d'harmonisation en amont. En conclusion, durant la dernière décennie, on observe une augmentation du taux de sucre dans les moûts et ce notamment en conséquence des modifications climatiques. Les vins déjà riches et structurés présentent souvent des sucres résiduels voire des excès en alcool. Sur le plan technique, autoriser cette pratique corrective ne se justifie pas pour l'obtention de vins suisses de qualité. En l'état, l'autorisation de l'édulcoration semble créer plus de problèmes qu'elle n'est supposée en résoudre.	
Communauté interprofessionelle du vin vaudois	Anhang 2	Réintégrer la flottation	
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Anhang 8	Mindestalkoholgehalt von Spirituosen Bst. c: Der Mindestalkoholgehalt von Topinambur / Brand aus Jerusalem-Artischocke fehlt. Bst. d: "Enzian" wird zweimal aufgeführt. Bst. k: Der Mindestalkoholgehalt von "Likör mit Eizusatz" fehlt. Dafür wird "Guignolet" erwähnt, obwohl im Kapitel "Spirituosen" nirgends darauf	Anpassung Titel, da neu nicht mehr auf den Alkoholgehalt aller Spirituosen eingegangen wird. Beispielsweise: "Mindestalkoholgehalt von spezifischen Spirituo-senkategorien" Ergänzung unter Bst. c: Topinambur bzw. Brand aus Jerusalem-Artischocke

		eingegangen wird.	Bst. d: "Enzian" einmal streichen. Bst. k: Ergänzung "Likör mit Eizusatz" "Guignolet" streichen, da auf diesen Likör im Abschnitt 2 des Kapitels "Spirituosen" nirgends darauf eingegangen wird.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Anhang 8	Mindestalkoholgehalt von Spirituosen Bst. c: Der Mindestalkoholgehalt von Topinambur / Brand aus Jerusalem-Artischocke fehlt. Bst. d: "Enzian" wird zweimal aufgeführt. Bst. k: Der Mindestalkoholgehalt von "Likör mit Eizusatz" fehlt. Dafür wird "Guignolet" erwähnt, obwohl im Kapitel "Spirituosen" nirgends darauf eingegangen wird.	Anpassung Titel, da neu nicht mehr auf den Alkoholgehalt aller Spirituosen eingegangen wird. Beispielsweise: "Mindestalkoholgehalt von spezifischen Spirituo-senkategorien" Ergänzung unter Bst. c: Topinambur bzw. Brand aus Jerusalem-Artischocke Bst. d: "Enzian" einmal streichen. Bst. k: Ergänzung "Likör mit Eizusatz" "Guignolet" streichen, da auf diesen Likör im Abschnitt 2 des Kapitels "Spirituosen" nirgends darauf eingegangen wird.
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	Generelle Bemerkungen	Alkoholische Süssgetränke Die besonderen Kennzeichnungsvorschriften für süsse alkoholische Getränke (Alcopops) sollen aufgehoben werden. Wir vertreten die Ansicht, dass diese Vorschrift aus gesellschaftlichen Gründen zum heutigen Zeitpunkt beibehalten werden sollte. Dies auch unter dem Aspekt, dass Alcopops hauptsächlich von Jugendlichen konsumiert werden und unter dem Kontext Prävention von Alkoholmissbrauch. Die Angabe ist zudem für eine sachkundige Wahl der Getränke relevant. Sollte künftig die Angabe der Zutatenliste für alkoholische Getränke über einem Alkoholgehalt von 1,2 Volumenprozent aufgrund des vorgesehenen Art. 5a Bst. f LKV tatsächlich nicht mehr erforderlich sein, so ist die besondere Kennzeichnungsvorschrift für süsse alkoholische Getränke um so mehr von Bedeutung. Spirituosen Art. 45 Abs. 2 und Art. 55 befassen sich beide mit dem Mindestalkoholgehalt von Spirituosen. Dies sollte in einem gemeinsamen Artikel zusammengefasst werden.	
Standeskanzlei des Kantons Graubünden	Generelle Bemerkungen	Wir beantragen die Aufnahme eines Artikels, wonach Kastanienbrand als spezifische Spirituosenkategorie bestimmt wird.	
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Generelle Bemerkungen	Alkoholische Süssgetränke Die besonderen Kennzeichnungsvorschriften für süsse alkoholische Getränke (Alcopops) sollen aufgehoben werden. Wir vertreten die Ansicht, dass diese Vorschrift aus gesellschaftlichen Gründen zum heuti-	

		gen Zeitpunkt beibehalten werden sollte. Dies auch unter dem Aspekt, dass Alcopops hauptsächlich von Jugendlichen konsumiert werden und unter dem Kontext Prävention von Alkoholmissbrauch. Die Angabe ist zudem für eine sachkundige Wahl der Getränke relevant. Sollte künftig die Angabe der Zutatenliste für alkoholische Getränke über einem Alkoholgehalt von 1,2 Volumenprozent aufgrund des vorgesehenen Art. 5a Bst. f LKV tatsächlich nicht mehr erforderlich sein, so ist die besondere Kennzeichnungsvorschrift für süsse alkoholische Getränke um so mehr von Bedeutung. Spirituosen Art. 45 Abs. 2 und Art. 55 befassen sich beide mit dem Mindestalkoholgehalt von Spirituosen. Dies sollte in einem gemeinsamen Artikel zusammengefasst werden.
Staatskanzlei des Kantons Basel-Stadt	Generelle Bemerkungen	Bei den vorgelegten Anpassungen geht es schwergewichtig um Anpassungen an EU-Recht bzw. internationale Normen. Aus dieser Optik heraus stimmen wir im Sinne der sinnvollen Vereinheitlichung des Lebensmittelsrechts den vorgeschlagenen Änderungen zu. Zudem geht es bei den genannten Bestimmungen v.a. um lebensmittel-"technische" Aspekte (Definitionen, Inhaltsstoffe, Grenzwerte) und um Fragen der Produkt-/Inhaltsdeklarationen auf dem Produkt selber. Die Konsumierenden (auch vulnerable Personengruppen wie Kinder/Schwangere) sind somit über den Inhalt/die Inhaltsstoffe informiert und zu einem bewussten (Konsum-)Entscheid befähigt.
Cancelleria dello Stato del Cantone Ticino	Generelle Bemerkungen	Comprendiamo i motivi che abbiano portato all'eliminazione della definizione del termine "Grappa" nella Sezione 2 "Categorie specifiche di bevande spiritose" ma non vorremmo che con questo passo si vada ad indebolire la posizione di questo prodotto tradizionale per la nostra regione, da un lato all'interno del paese e dall'altro nell'ambito delle trattative con l'UE, il tutto per l'assenza di norme chiare in seno alla legislazione svizzera.
Standeskanzlei des Kantons Uri	Generelle Bemerkungen	Alkoholische Süssgetränke Die besonderen Kennzeichnungsvorschriften für süsse alkoholische Getränke (Alcopops) sollen aufgehoben werden. Wir vertreten die Ansicht, dass diese Vorschrift aus gesellschaftlichen Gründen zum heutigen Zeitpunkt beibehalten werden sollte. Dies auch unter dem Aspekt, dass Alcopops hauptsächlich von Jugendlichen konsumiert werden und unter dem Kontext Prävention von Alkoholmissbrauch. Die Angabe ist zudem für eine sachkundige Wahl der Getränke relevant. Sollte künftig die Angabe der Zutatenliste für alkoholische Getränke über einem Alkoholgehalt von 1,2 Volumenprozent aufgrund des vorgesehenen Art. 5a Bst. f LKV tatsächlich nicht mehr erforderlich sein, so ist die besondere Kennzeichnungsvorschrift für süsse alkoholische Getränke um so mehr von Bedeutung.

		Spirituosen Art. 45 Abs. 2 und Art. 55 befassen sich beide mit dem Mindestalkoholgehalt von Spirituosen. Dies sollte in einem gemeinsamen Artikel zusammengefasst werden.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Generelle Bemerkungen	Alkoholische Süssgetränke Die besonderen Kennzeichnungsvorschriften für süsse alkoholische Getränke (Alcopops) sollen aufgehoben werden. Wir vertreten die Ansicht, dass diese Vorschrift aus gesellschaftlichen Gründen zum heutigen Zeitpunkt beibehalten werden sollte. Dies auch unter dem Aspekt, dass Alcopops hauptsächlich von Jugendlichen konsumiert werden und unter dem Kontext Prävention von Alkoholmissbrauch. Die Angabe ist zudem für eine sachkundige Wahl der Getränke relevant. Sollte künftig die Angabe der Zutatenliste für alkoholische Getränke über einem Alkoholgehalt von 1,2 Volumenprozent aufgrund des vorgesehenen Art. 5a Bst. f LKV tatsächlich nicht mehr erforderlich sein, so ist die besondere Kennzeichnungsvorschrift für süsse alkoholische Getränke um so mehr von Bedeutung. Spirituosen Art. 45 Abs. 2 und Art. 55 befassen sich beide mit dem Mindestalkoholgehalt von Spirituosen. Dies sollte in einem gemeinsamen Artikel zusammengefasst werden.
Regierungskanzlei des Kantons Glarus	Generelle Bemerkungen	Wir begrüssen, dass eine Gleichwertigkeit der schweizerischen und der europäischen Gesetzgebung angestrebt wird. Dies trägt wesentlich zur Vereinfachung des Handels bei. Es steht den Kantonen frei, darüber hinausgehende Forderungen auf kantonaler Ebene zu regeln (z.B. im Rahmen der kant. Weinverordnungen).
Schweiz. Bauernverband (SBV)	Generelle Bemerkungen	Auch in dieser Verordnung soll das in der Schweiz geltende Recht als solches im Wortlaut enthalten sein. Verweise auf EU Recht oder dessen Fundstellen reichen nicht aus. Schweizer Spezialitäten wie „vielle“ Produkte“ müssen beibehalten werden, weil sie wirtschaftlich eine grosse Bedeutung haben.
Staatskanzlei des Kantons Zürich	Generelle Bemerkungen	In Bezug auf die vorliegende Totalrevision befürworten wir insbesondere die vorgesehene Regelung in Art. 101, die eine Übergangsfrist von mindestens zwei Jahren für die Umsetzung der neuen Bestimmungen vorsieht.
Regierungskanzlei des Kantons Glarus	Generelle Bemerkungen	Im Allgemeinen begrüssen wir die Harmonisierung unserer Bestimmungen mit denjenigen der EU Verordnung 110/2008. In diese Harmonisierung gehört auch die Allgemeinverfügung des BAG Nr. 1129 über die Bewilligung von nach ausländischen technischen Vorschriften hergestellten Produkten nach Artikel 16c THG. Die entsprechenden Anpassungen

		der Herstellungs- und Etikettierungsbestimmungen betreffend die Spirituosen müssen selbstverständlich in dieser Verordnung vorgenommen werden. Wir verzichten an dieser Stelle darauf, diesbezüglich ins Detail zu gehen und überlassen Ihnen diese Arbeit.
Staatskanzlei des Kantons Bern	Generelle Bemerkungen	Art. 45 Abs. 2 und Art. 55 befassen sich beide mit dem Mindestalkoholgehalt von Spirituosen. Dies sollte in einem gemeinsamen Artikel zusammengefasst werden.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Generelle Bemerkungen	Alkoholische Süssgetränke Die besonderen Kennzeichnungsvorschriften für süsse alkoholische Getränke (Alcopops) sollen aufgehoben werden. Wir vertreten die Ansicht, dass diese Vorschrift aus gesellschaftlichen Gründen zum heutigen Zeitpunkt beibehalten werden sollte. Dies auch unter dem Aspekt, dass Alcopops hauptsächlich von Jugendlichen konsumiert werden und unter dem Kontext Prävention von Alkoholmissbrauch. Die Angabe ist zudem für eine sachkundige Wahl der Getränke relevant. Sollte künftig die Angabe der Zutatenliste für alkoholische Getränke über einem Alkoholgehalt von 1,2 Volumenprozent aufgrund des vorgesehenen Art. 5a Bst. f LKV tatsächlich nicht mehr erforderlich sein, so ist die besondere Kennzeichnungsvorschrift für süsse alkoholische Getränke um so mehr von Bedeutung. Es sei darauf hingewiesen, dass auch die EU bei Alcopops besondere Regelungen ins Auge fasst (wie Begriffsbestimmung und Zutatenverzeichnis, siehe dazu Art. 16 Abs. 4 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011). Spirituosen Art. 45 Abs. 2 und Art. 55 befassen sich beide mit dem Mindestalkoholgehalt von Spirituosen. Dies sollte in einem gemeinsamen Artikel zusammengefasst werden. Es ist im Revisionsvorschlag vorgesehen, bei den Spirituosen explizit auf die Aromatisierung einzugehen. Dies erfolgt jedoch nicht durchgehend. Es sollte durchgehend darauf eingegangen werden (siehe u.a. Art. 57). Zudem sind die neuen Bestimmungen der Aromen einzubeziehen, was bisher noch nicht erfolgte. Beabsichtigt ist, die Beschriftungsvorschriften der Spirituosen in Gaststätten aufzuheben (geltender Art. 84). Die Kennzeichnungsvorschriften auf Getränkekarten sollten nach wie vor beibehalten werden, damit eine sachkundige Wahl möglich ist. Insbesondere ist es wichtig, dass die Konsumentenschaft mittels Getränkekarten über den Alkoholgehalt der Spirituosen informiert wird. Letzteres würde mit dem Aufheben dieser Bestimmung wegfallen. Die Bestimmung sollte in dieser Verordnung nur dann aufgehoben werden, wenn die schriftliche Angabe von Alkohol bei Spirituosen auf Getränkekarten neu unter Art. 36 LKV (offen angebotene Lebensmittel) erfasst wird. Die bisher geltende Vorschrift steht auch nicht im Widerspruch mit den EU-Bestimmungen. Erläuterungen

		In den Erläuterungen wird im Zusammenhang mit Wein auf die neue EU-Verordnung Nr. 479/2008 Bezug genommen. Wir weisen darauf hin, dass diese Verordnung durch EU-Ver¬ord¬nung Nr. 491/2009 aufgehoben wurde. Anhang 2 "Zulässige önologische Verfahren und Behandlungen sowie ihre Grenzen und Bedingungen" Neu soll der Anhang 2 in der Verordnung über alkoholische Getränke nicht mehr direkt integriert werden, sondern nur noch darauf verwiesen werden. Der Anhang soll gemäss Erläuterungen weder in der Amtlichen Sammlung noch in der Systematischen Sammlung veröffentlicht, sondern unter der BAG-Homepage heruntergeladen werden können. Der Anhang 2 ist weiterhin direkt in der Verordnung über alkoholische Getränke zu integrieren. Es wird für den Benutzer der Verordnung (besonders den Praktiker) immer schwieriger und mühsamer, zu sämtlichen Unterlagen zu kommen. Es ist unpraktisch, wenn in der Verordnung immer mehr auf Anhänge wie diesen oder auf EU-Rechtstexte verwiesen wird und die Informationen von ganz unterschied¬lichen Orten bezogen werden müssen. Zudem sollen ja die erlaubten Zusatzstoffe neu nicht mehr in der ZuV, sondern nur noch im Anhang 2 aufgeführt werden. Die erlaubten Zusatzstoffe sollten nicht nur in einem separaten Dokument ausserhalb der Verordnung erwähnt werden. Auch aus diesem Grunde ist der Anhang direkt in der Verordnung aufzuführen. Ebenfalls in der EU werden die önologischen Verfahren betreffend Weinbauerzeugnisse in einer Verordnung (Nr. 606/2009) geregelt und sind unter der Systematischen Sammlung der EU (EUR-Lex) abrufbar. Spirituosen Art. 45 Abs. 2 und Art. 55 befassen sich beide mit dem Mindestalkoholgehalt von Spirituosen. Dies sollte in einem gemeinsamen Artikel zusammengefasst werden.
Chancellerie d'Etat du Canton de Genève	Generelle Bemerkungen	En préambule, nous saluons le fait que les exigences du nouveau règlement CE 479/2008 n'ont pas été totalement reprises dans le cadre de la révision totale de l'ordonnance sur les boissons alcooliques. Le DFI a tenu compte de la situation particulière du domaine viticole suisse qui s'avère être très morcelé par rapport aux grands domaines que connaît l'Union européenne. Ainsi, les règles liées au coupage, plus sévères dans l'UE, n'ont pas été reprises dans l'ordonnance. Nous relevons toutefois que la notion d'"assemblage" ne fait toujours pas l'objet d'une définition pour le vin, alors qu'il s'agit d'un procédé relativement courant.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Generelle Bemerkungen	Alkoholische Süssgetränke Die besonderen Kennzeichnungsvorschriften für süsse alkoholische Getränke (Alcopops) sollen aufgehoben werden. Wir vertreten die Ansicht, dass diese Vorschrift aus gesellschaftlichen Gründen zum heuti-

gen Zeitpunkt beibehalten werden sollte. Dies auch unter dem Aspekt, dass Alcopops hauptsächlich von Jugendlichen konsumiert werden und unter dem Kontext Prävention von Alkoholmissbrauch. Die Angabe ist zudem für eine sachkundige Wahl der Getränke relevant. Sollte künftig die Angabe der Zutatenliste für alkoholische Getränke über einem Alkoholgehalt von 1,2 Volumenprozent aufgrund des vorgesehenen Art. 5a Bst. f LKV tatsächlich nicht mehr erforderlich sein, so ist die besondere Kennzeichnungsvorschrift für süsse alkoholische Getränke um so mehr von Bedeutung. Es sei darauf hingewiesen, dass auch die EU bei Alcopops besondere Regelungen ins Auge fasst (wie Begriffsbestimmung und Zutatenverzeichnis, siehe dazu Art. 16 Abs. 4 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011).

Spirituosen
Art. 45 Abs. 2 und Art. 55 befassen sich beide mit dem Mindestalkoholgehalt von Spirituosen. Dies sollte in einem gemeinsamen Artikel zusammengefasst werden.
Es ist im Revisionsvorschlag vorgesehen, bei den Spirituosen explizit auf die Aromatisierung einzugehen. Dies erfolgt jedoch nicht durchgehend. Es sollte durchgehend darauf eingegangen werden (siehe u.a. Art. 57). Zudem sind die neuen Bestimmungen der Aromen einzubeziehen, was bisher noch nicht erfolgte.
Beabsichtigt ist, die Beschriftungsvorschriften der Spirituosen in Gaststätten aufzuheben (geltender Art. 84). Die Kennzeichnungsvorschriften auf Getränkekarten sollten nach wie vor beibehalten werden, damit eine sachkundige Wahl möglich ist. Insbesondere ist es wichtig, dass die Konsumentenschaft mittels Getränkekarten über den Alkoholgehalt der Spirituosen informiert wird. Letzteres würde mit dem Aufheben dieser Bestimmung wegfallen. Die Bestimmung sollte in dieser Verordnung nur dann aufgehoben werden, wenn die schriftliche Angabe von Alkohol bei Spirituosen auf Getränkekarten neu unter Art. 36 LKV (offen angebotene Lebensmittel) erfasst wird. Die bisher geltende Vorschrift steht auch nicht im Widerspruch mit den EU-Bestimmungen.

Erläuterungen
In den Erläuterungen wird im Zusammenhang mit Wein auf die neue EU-Verordnung Nr. 479/2008 Bezug genommen. Wir weisen darauf hin, dass diese Verordnung durch EU-Ver¬ord¬nung Nr. 491/2009 aufgehoben wurde.

Anhang 2 "Zulässige önologische Verfahren und Behandlungen sowie ihre Grenzen und Bedingungen"
Neu soll der Anhang 2 in der Verordnung über alkoholische Getränke nicht mehr direkt integriert werden, sondern nur noch darauf verwiesen werden. Der Anhang soll gemäss Erläuterungen weder in der Amtlichen Sammlung noch in der Systematischen Sammlung veröffentlicht, sondern unter der BAG-Homepage heruntergeladen werden können. Der Anhang 2 ist weiterhin direkt in der Verordnung über alkoholische Getränke zu integrieren. Es wird für den Benutzer der Verordnung (beson-

		ders den Praktiker) immer schwieriger und mühsamer, zu sämtlichen Unterlagen zu kommen. Es ist unpraktisch, wenn in der Verordnung immer mehr auf Anhänge wie diesen oder auf EU-Rechtstexte verwiesen wird und die Informationen von ganz unterschied¬lichen Orten bezogen werden müssen. Zudem sollen ja die erlaubten Zusatzstoffe neu nicht mehr in der ZuV, sondern nur noch im Anhang 2 aufgeführt werden. Die erlaubten Zusatzstoffe sollten nicht nur in einem separaten Dokument ausserhalb der Verordnung erwähnt werden. Auch aus diesem Grunde ist der Anhang direkt in der Verordnung aufzuführen. Ebenfalls in der EU werden die önologischen Verfahren betreffend Weinbauerzeugnisse in einer Verordnung (Nr. 606/2009) geregelt und sind unter der Systematischen Sammlung der EU (EUR-Lex) abrufbar.
		Spirituosen Art. 45 Abs. 2 und Art. 55 befassen sich beide mit dem Mindestalkoholgehalt von Spirituosen. Dies sollte in einem gemeinsamen Artikel zusammengefasst werden.
Informationszentrum Schweizer Wein	Generelle Bemerkungen	INFOVIN befürwortet eine begründete Harmonisierung mit dem EU-Recht. INFOVIN verwirft jedoch jegliche “automatische” Anpassung an das Europäische Recht, wenn die Anpassung nicht durch höher gestellte Normen oder internationale Abkommen zwingend ist. In diesem Zusammenhang ist die Nichtanwendbarkeit auf Wein des einseitig gewährten Cassis de Dijon Prinzips besonders hervorzuheben
GSLI Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren	Generelle Bemerkungen	Alkoholische Süssgetränke Die besonderen Kennzeichnungsvorschriften für süsse alkoholische Getränke (Alcopops) sollen aufgehoben werden. Wir vertreten die Ansicht, dass diese Vorschrift aus gesellschaftlichen Gründen zum heutigen Zeitpunkt beibehalten werden sollte. Dies auch unter dem Aspekt, dass Alcopops hauptsächlich von Jugendlichen konsumiert werden und unter dem Kontext Prävention von Alkoholmissbrauch. Die Angabe ist zudem für eine sachkundige Wahl der Getränke relevant. Sollte künftig die Angabe der Zutatenliste für alkoholische Getränke über einem Alkoholgehalt von 1,2 Volumenprozent aufgrund des vorgesehenen Art. 5a Bst. f LKV tatsächlich nicht mehr erforderlich sein, so ist die besondere Kennzeichnungsvorschrift für süsse alkoholische Getränke um so mehr von Bedeutung. Anhang 2 "Zulässige önologische Verfahren und Behandlungen sowie ihre Grenzen und Bedingungen" Neu soll der Anhang 2 in der Verordnung über alkoholische Getränke nicht mehr direkt integriert werden, sondern nur noch darauf verwiesen werden. Der Anhang soll gemäss Erläuterungen weder in der amtlichen Sammlung noch in der systematischen Sammlung veröffentlicht werden, sondern unter der BAG-Homepage heruntergeladen werden können. Der Anhang 2 ist weiterhin direkt in der Verordnung über alkoholische Ge-

		tränke zu integrieren. Es wird für den Benutzer der Verordnung (besonders den Praktiker) immer schwieriger und mühsamer, zu sämtlichen Unterlagen zu kommen (vgl. allgemeine Bemerkungen). Es ist unpraktisch, wenn in der Verordnung immer mehr auf Anhänge wie diesen oder auf EU-Rechtstexte verwiesen wird und die Informationen von ganz unterschiedlichen Orten bezogen werden müssen. Zudem sollen ja die im Rahmen der önologischen Verfahren erlaubten Zusatzstoffe neu nicht mehr in der ZuV, sondern nur noch im Anhang 2 aufgeführt werden. Die erlaubten Zusatzstoffe sollten nicht nur in einem separaten Dokument ausserhalb der Verordnung erwähnt werden. Auch aus diesem Grunde ist der Anhang direkt in der Verordnung aufzuführen. Ebenfalls in der EU werden die önologischen Verfahren betreffend Weinbauerzeugnisse in einer Verordnung (Nr. 606/2009) geregelt und sind unter der Systematischen Sammlung der EU (EUR-Lex) abrufbar.
Evangelische Volkspartei der Schweiz EVP	Generelle Bemerkungen	Die EVP lehnt die Streichung der besonderen Kennzeichnungsvorschriften für süsse alkoholische Getränke (Alcopops) in Art. 3 entschieden ab. Zwecks Konsumenteninformation und Jugendschutz ist die Kennzeichnung zwingend beizubehalten.
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Generelle Bemerkungen	L"alcoolisme des jeunes est un problème très préoccupant pour les parents et pour toute la société. Les boissons sucrées alcoolisées (alcopops) jouent un rôle important dans ce phénomène en favorisant l"accoutumance. En parallèle, lors des contacts avec les consommateurs nous devons régulièrement constater que même des adultes ne savent pas que l"inscription « x% vol. □ indique que la boisson contient de l"alcool. Une compréhension des indications est pourtant indispensable pour pouvoir choisir en connaissance de cause. Les organisations de consommateurs demandent donc de maintenir l"obligation d"étiqueter les alcopops, notamment la mention « boisson sucrée alcoolisée » ainsi que la mention claire et compréhensible par tous « contient x%vol. d"alcool ».
Staatskanzlei des Kantons Schaffhausen	Generelle Bemerkungen	Wir begrüssen, dass eine Gleichwertigkeit der schweizerischen und der europäischen Gesetzgebung angestrebt wird. Dies trägt wesentlich zur Vereinfachung des Handels bei. Wir sind jedoch der Meinung, dass von Annäherungen, welche sich zum Nachteil der einheimischen Weinwirtschaft auswirken könnten, möglichst abzusehen ist. Daher begrüssen wir ausdrücklich den Vorschlag des BAG, dass die Regeln der EU für den Verschnitt nicht 1:1 auf die Schweiz übernommen werden sollen. Es steht den Kantonen frei, darüber hinausgehende Forderungen auf kantonaler Ebene zu regeln (z.B. im Rahmen der kant. Weinverordnungen).
Staatskanzlei des Kantons	Generelle	Die besonderen Kennzeichnungsvorschriften für süsse alkoholische Getränke (Alcopops) sollen aufgehoben werden. Wir vertreten die An-

Zug	Bemerkungen	sicht, dass diese Vorschrift aus gesellschaftlichen Gründen zum heutigen Zeitpunkt beibehalten werden sollte. Dies auch unter dem Aspekt, dass Alcopops hauptsächlich von Jugendlichen konsumiert werden und unter dem Kontext Prävention von Alkoholmissbrauch. Die Angabe ist zudem für eine sachkundige Wahl der Getränke relevant. Sollte künftig die Angabe der Zutatenliste für alkoholische Getränke über einem Alkoholgehalt von 1,2 Volumenprozent aufgrund des vorgesehenen Art. 5a Bst. f LKV tatsächlich nicht mehr erforderlich sein, so ist die besondere Kennzeichnungsvorschrift für süsse alkoholische Getränke umso mehr von Bedeutung. Art. 45 Abs. 2 und Art. 55 befassen sich beide mit dem Mindestalkoholgehalt von Spirituosen. Dies sollte in einem gemeinsamen Artikel zusammengefasst werden.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Generelle Bemerkungen	L"alcoolisme des jeunes est un problème très préoccupant pour les parents et pour toute la société. Les boissons sucrées alcoolisées (alcopops) jouent un rôle important dans ce phénomène en favorisant l"accoutumance. En parallèle, lors des contacts avec les consommateurs nous devons régulièrement constater que même des adultes ne savent pas que l"inscription « x% vol. □ indique que la boisson contient de l"alcool. Une compréhension des indications est pourtant indispensable pour pouvoir choisir en connaissance de cause. Les organisations de consommateurs demandent donc de maintenir l"obligation d"étiqueter les alcopops, notamment la mention « boisson sucrée alcoolisée » ainsi que la mention claire et compréhensible par tous « contient x%vol. d"alcool ».
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Generelle Bemerkungen	L"alcoolisme des jeunes est un problème très préoccupant pour les parents et pour toute la société. Les boissons sucrées alcoolisées (alcopops) jouent un rôle important dans ce phénomène en favorisant l"accoutumance. En parallèle, lors des contacts avec les consommateurs nous devons régulièrement constater que même des adultes ne savent pas que l"inscription « x% vol. » indique que la boisson contient de l"alcool. Une compréhension des indications est pourtant indispensable pour pouvoir choisir en connaissance de cause. Les organisations de consommateurs demandent donc de maintenir l"obligation d"étiqueter les alcopops, notamment la mention « boisson sucrée alcoolisée » ainsi que la mention claire et compréhensible par tous « contient x%vol. d"alcool ». L"abrogation de l"article sur les alcopops est d"ailleurs prématurée puisque le parlement européen a demandé à la Commission d"élaborer justement une définition du terme « alcopop » et d"ajouter des exigences particulières ressemblant à ce qui se fait déjà en Suisse (1169/2011(40)). L"étiquetage comme en Suisse

		est plébiscité par toutes les associations de consommateurs européens.
Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	Generelle Bemerkungen	L"alcoolisme des jeunes est un problème très préoccupant pour les parents et pour toute la société. Les boissons sucrées alcoolisées (alcopops) jouent un rôle important dans ce phénomène en favorisant l"accoutumance. En parallèle, lors des contacts avec les consommateurs nous devons régulièrement constater que même des adultes ne savent pas que l"inscription « x% vol. » indique que la boisson contient de l"alcool. Une compréhension des indications est pourtant indispensable pour pouvoir choisir en connaissance de cause. Les organisations de consommateurs demandent donc de maintenir l"obligation d"étiqueter les alcopops, notamment la mention « boisson sucrée alcoolisée » ainsi que la mention claire et compréhensible par tous « contient x%vol. d"alcool ». L"abrogation de l"article sur les alcopops est d"ailleurs prématurée puisque le parlement européen a demandé à la Commission d"élaborer justement une définition du terme « alcopop » et d"ajouter des exigences particulières ressemblant à ce qui se fait déjà en Suisse (1169/2011(40)). L"étiquetage comme en Suisse est plébiscité par toutes les associations de consommateurs européens.
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	Generelle Bemerkungen	Remarques générales Il est prévu de supprimer les prescriptions spécifiques d'étiquetage des boissons alcooliques sucrées (alcopops) au motif notamment qu'elles constituaient une entrave technique au commerce. S'agissant de boissons principalement consommée par les jeunes, nos considérons que ces prescriptions spécifiques ont tout leur sens et sommes opposés à la suppression de ces dispositions. Nous renvoyons par ailleurs aux remarques faites par l'ACCS/VKCS.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Generelle Bemerkungen	L"alcoolisme des jeunes est un problème très préoccupant pour les parents et pour toute la société. Les boissons sucrées alcoolisées (alcopops) jouent un rôle important dans ce phénomène en favorisant l"accoutumance. En parallèle, lors des contacts avec les consommateurs nous devons régulièrement constater que même des adultes ne savent pas que l"inscription « x% vol. indique que la boisson contient de l"alcool. Une compréhension des indications est pourtant indispensable pour pouvoir choisir en connaissance de cause. Les organisations de consommateurs demandent donc de maintenir l"obligation d"étiqueter les alcopops, notamment la mention « boisson sucrée alcoolisée » ainsi que la mention claire et compréhensible par tous « contient x%vol. d"alcool ».

Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Generelle Bemerkungen	L"alcoolisme des jeunes est un problème très préoccupant pour les parents et pour toute la société. Les boissons sucrées alcoolisées (alcopops) jouent un rôle important dans ce phénomène en favorisant l"accoutumance. En parallèle, lors des contacts avec les consommateurs nous devons régulièrement constater que même des adultes ne savent pas que l"inscription « x% vol. » indique que la boisson contient de l"alcool. Une compréhension des indications est pourtant indispensable pour pouvoir choisir en connaissance de cause. Les organisations de consommateurs demandent donc de maintenir l"obligation d"étiqueter les alcopops, notamment la mention « boisson sucrée alcoolisée » ainsi que la mention claire et compréhensible par tous « contient x%vol. d"alcool ». L"abrogation de l"article sur les alcopops est d"ailleurs prématurée puisque le parlement européen a demandé à la Commission d"élaborer justement une définition du terme « alcopop » et d"ajouter des exigences particulières ressemblant à ce qui se fait déjà en Suisse (1169/2011(40)). L"étiquetage comme en Suisse est plébiscité par toutes les associations de consommateurs européens.
Schweizerischer Verband für komplementärmedizinische Heilmittel	Generelle Bemerkungen	Nebst dem nachfolgenen Antrag eines neuen Artikels 85a hat der SVKH zur ValkG keine weiteren Anmerkungen zu machen.
Union suisse des œnologues (USOE)	Generelle Bemerkungen	L'Union Suisse des Œnologues (USOE) a pris connaissance du projet de révision totale de l'Ord. Sur les Boissons alcooliques (817.022.110 et son annexe 2), et fait les observations suivantes : Les modifications proposées correspondent au besoin d'harmonisation réglementaire à l'échelle européenne, que nous saluons. De manière générale, cette adaptation du droit rend le texte plus lisible et simplifie son usage en réunissant tous les traitements autorisés dans la même ordonnance. L'essentiel des dispositions amendées n'engage pas de changements significatifs susceptibles d'altérer les principes des bonnes pratiques œnologiques défendus par l'USOE. Toutefois, une exception concerne l'article 7, et particulièrement l'édulcoration, une pratique œnologique mentionnée dans l'annexe 2 de l'Ordonnance (point 45 et appendice 11). De notre avis, la pratique de l'édulcoration rentre dans une catégorie de pratiques dites additives, qui consistent à modifier les caractérsitiques organoleptiques du vin fini, par addition de substances, après les étapes de fermentations et de stabilisations. Les méthodes visant à corriger les caractéristiques organoleptiques des vins par additions de composés est contraire aux principes que nous défendons.

Schweizerischer Obstverband	Generelle Bemerkungen	Schweizer Spezialitäten wie "vieille-Produkte" müssen beibehalten werden, weil sie wirtschaftlich eine grosse Bedeutung haben.	
Communauté interprofessionelle du vin vaudois	Generelle Bemerkungen	L'alignement sur le droit européen est une bonne chose; les dispositions générales auront une influence non négligeable sur la législation cantonale des vins AOC. Il y a lieu de donner toutes les latitudes possibles aux régions	
AGORA Association des Groupements et Organisations Romands de l'Agriculture	Generelle Bemerkungen	L'adaptation au droit européen paraît être une bonne chose. Cependant, il est indispensable que les cantons, conformément au droit suisse, gardent toute latitude pour conserver et développer une législation spécifique pour les vins AOC, législation qui tienne compte des traditions et des caractéristiques de chaque région. Ainsi, si un canton veut interdire le coupage à 10 % de vin blanc pour le vin rosé, il doit pouvoir le faire. Idem pour restreindre les possibilités de sucrage. Concernant les détails sur cette ordonnance, nous vous invitons à prendre en compte les remarques formulées par la Fédération suisse des vignerons (FVS) qui relève aussi les propositions de l'Union Suisse des Œnologues (USOE). Compte tenu des positions exprimées par les milieux directement concernés, nous renonçons à reprendre les arguments et les propositions formulées par ailleurs.	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Generelle Bemerkungen	Alkoholische Süssgetränke Die besonderen Kennzeichnungsvorschriften für süsse alkoholische Getränke (Alcopops) sollen aufgehoben werden. Wir vertreten die Ansicht, dass diese Vorschrift aus gesellschaftlichen Gründen zum heutigen Zeitpunkt beibehalten werden sollte. Dies auch unter dem Aspekt, dass Alcopops hauptsächlich von Jugendlichen konsumiert werden und unter dem Kontext Prävention von Alkoholmissbrauch. Die Angabe ist zudem für eine sachkundige Wahl der Getränke relevant. Sollte künftig die Angabe der Zutatenliste für alkoholische Getränke über einem Alkoholgehalt von 1,2 Volumenprozent aufgrund des vorgesehenen Art. 5a Bst. f LKV tatsächlich nicht mehr erforderlich sein, so ist die besondere Kennzeichnungsvorschrift für süsse alkoholische Getränke um so mehr von Bedeutung. Es sei darauf hingewiesen, dass auch die EU bei Alcopops besondere Regelungen ins Auge fasst (wie Begriffsbestimmung und Zutatenverzeichnis, siehe dazu Art. 16 Abs. 4 der EU-Verordnung Nr. 1169/2011). Spirituosen Art. 45 Abs. 2 und Art. 55 befassen sich beide mit dem Mindestalkoholgehalt von Spirituosen. Dies sollte in einem gemeinsamen Artikel zusammengefasst werden.	
Schweizerischer Verband für komplementärmedizini-	neuer Artikel	Seit Inkrafttreten der Komplementär- und Phytoarzneimittelverordnung vom 1. Oktober 2006 (KPAV, SR 812.212.24) werden Bachblütenessen-	Bachblütenessenzen und andere Blütenessenzen 1 Bachblütenessenzen und andere Blütenessenzen sind kom-

sche Heilmittel		zen nicht mehr als Arzneimittel, sondern als Lebensmittel eingestuft. Aus lebensmittelrechtlicher Sicht gehören sie zu den «Spirtuosen mit bitterem Geschmack. Die Einstufung der Bachblütenessenzen als Lebensmittel hat bei den Herstellern, Abgabestellen und im Vollzug stets für Verwirrung gesorgt. Deshalb wäre es aus unserer Sicht angezeigt, einen neuen Artikel 85a zu schaffen, damit die unklare Handhabung und die Vollzugsprobleme geklärt werden können. Absatz 1 beschreibt das Verfahren zur Herstellung solcher Blütenessenzen. Absatz 2 definiert die Anforderungen an die notwendigen Bewilligungen bei der Abgabe von Bachblüten und weiteren Blütenessenzen.	plementärmedizinische Präparate, die nach speziellen Verfahren aus Blüten wässrig extrahiert und anschliessend unter Zusatz von Ethylalkohol stark verdünnt werden. 2 Abgabestellen, die über eine Bewilligung gemäss Art. 30 HMG verfügen, benötigen zur Abgabe von Präparaten gemäss Absatz 1 keine kantonale Kleinhandelsbewilligung gemäss Art 39d AlkG.
Schweizerischer Gewerbeverband (SGV)	neuer Artikel	seit dem Inkrafttreten der Komplementär- und Phytoarzneimittelverordnung vom 1. Oktober 2006 (KPAV, SR 812.212.24) werden Bachblütenessenzen nicht mehr als Arzneimittel, sondern als Lebensmittel eingestuft. Aus lebensmittelrechtlicher Sicht gehören sie zu den «Spirituosen mit bitterem Geschmack» gemäss Artikel 85 dieser Verordnung. Die in diesem Artikel beschriebenen Eigenschaften von «Spirituosen mit bitterem Geschmack» werden jedoch den Eigenschaften von Bachblütenessenzen und anderen Blütenessenzen nicht gerecht. Die neue Einstufung der Bachblütenessenzen als Lebensmittel hat von Beginn an bei den Herstellern, Abgabestellen und im Vollzug für Verwirrung gesorgt. Deshalb wäre es aus unserer Sicht sehr sinnvoll, mit Hilfe eines neuen Artikels 85a die unklare Handhabung und den Vollzug von Bachblütenessenezen und anderen blütenessenzen eindeutig und abschliessend zu klären. Der Absatz 1 beschreibt das Verfahren zur Herstellung solcher Blütenessenzen. Mit dem Absatz 2 wird die aktuell unklare Situation bezüglich den Anforderungen an die notwendigen Bewilligungen bei der Abgabe von Bachblüten- und anderen Blütenessenzen definiert. Als Beilage zu diesen Ausführungen legen wir Ihnen unser Schreiben «Stellungnahme des Schweizerischen Drogistenverbandes SDV zu Ihrer Anfrage betreffend Notfalltropfen und ähnliche Produkte» zuhanden der EAV vom 30. November 2012 bei.	Bachblütenessenzen und andere Blütenessenzen 1 Bachblütenessenzen und andere Blütenessenzen sind komplementärmedizinische Präparate, die nach speziellen Verfahren aus Blüten wässrig extrahiert und anschliessend unter Zusatz von Ethylalkohol stark verdünnt werden. 2 Abgabestellen, die über eine Bewilligung gemäss Art. 30 HMG verfügen, benötigen zur Abgabe von Präparaten gemäss Absatz 1 keine kantonale Kleinhandelsbewilligung gemäss Art 39d AlkG.
Chancellerie d'Etat du Canton de Vaud	übrige	14 + 15: Il n'est fait nulle mention de la nature des autorisations délivrées pour les méthodes de concentration.	
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	übrige	5. Kapitel Titel "Obst- und Fruchtwein, Kernobstsaft im Gärstadium, Getränke aus Obst- oder Fruchtwein, Honigwein" Der Titel sollte gleich wie Art. 1 Abs. 1 Bst. C aufgeführt werden.	Anpassung entsprechend Art. 1 Abs. 1 Bst. c: "Obst- und Fruchtweine, Kernobstsäfte im Gärstadium, Getränke aus Obst- oder Fruchtwein, Honigwein"
Staatskanzlei des Kantons Aargau	übrige	5. Kapitel Titel "Obst- und Fruchtwein, Kernobstsaft im Gärstadium, Getränke aus Obst- oder Fruchtwein, Honigwein"	Anpassung entsprechend Art. 1 Abs. 1 Bst. c: "Obst- und Fruchtweine, Kernobstsäfte im Gärstadium, Getränke aus Obst- oder Fruchtwein, Honigwein"

		Der Titel sollte gleich wie Art. 1 Abs. 1 Bst. C aufgeführt werden.	
Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	übrige	Etiquetage dans les restaurants Maintenir l"ancien article 84 concernant l"étiquetage dans les restaurants. Ces informations renseignent les consommateurs sur la qualité du produit.	« Etiquetage dans les restaurants 1 Les cartes des boissons dans les restaurants doivent mentionner, pour les boissons spiritueuses, la dénomination spécifique, la teneur en alcool en pour-cent volume et la contenance. 2 L"obligation de faire figurer la contenance et le titre alcoométrique volumique sur les cartes de boissons ne s"applique pas aux boissons spiritueuses ni aux boissons à base de boissons spiritueuses et qui sont préparées dans le restaurant même. 3 Les récipients de boissons spiritueuses vendues dans les restaurants doivent porter de façon bien visible et clairement lisible la dénomination spécifique, le pays de production et la teneur en alcool en pour-cent volume. »
Fédération Romande des Consommateurs FRC	übrige	Etiquetage dans les restaurants Maintenir l"ancien article 84 concernant l"étiquetage dans les restaurants. Ces informations renseignent les consommateurs sur la qualité du produit.	« Etiquetage dans les restaurants 1 Les cartes des boissons dans les restaurants doivent mentionner, pour les boissons spiritueuses, la dénomination spécifique, la teneur en alcool en pour-cent volume et la contenance. 2 L"obligation de faire figurer la contenance et le titre alcoométrique volumique sur les cartes de boissons ne s"applique pas aux boissons spiritueuses ni aux boissons à base de boissons spiritueuses et qui sont préparées dans le restaurant même. 3 Les récipients de boissons spiritueuses vendues dans les restaurants doivent porter de façon bien visible et clairement lisible la dénomination spécifique, le pays de production et la teneur en alcool en pour-cent volume. »
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	übrige	Etiquetage dans les restaurants Maintenir l"ancien article 84 concernant l"étiquetage dans les restaurants. Ces informations renseignent les consommateurs sur la qualité du produit.	« Etiquetage dans les restaurants 1 Les cartes des boissons dans les restaurants doivent mentionner, pour les boissons spiritueuses, la dénomination spécifique, la teneur en alcool en pour-cent volume et la contenance. 2 L"obligation de faire figurer la contenance et le titre alcoométrique volumique sur les cartes de boissons ne s"applique pas aux boissons

spiritueuses ni aux boissons à base de boissons spiritueuses et qui sont préparées dans le restaurant même.
3 Les récipients de boissons spiritueuses vendues dans les restaurants doivent porter de façon bien visible et clairement lisible la dénomination spécifique, le pays de production et la teneur en alcool en pour-cent volume. »

4.11 Révision partielle de l'ordonnance sur les boissons sans alcool (RS 817.022.111)

Organisation	Article	Commentaire	Modifications proposées
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	3.1	Es fehlen die Definitionen von “konzentriertem Fruchtmark”, “Restaurations¬aroma” sowie “Fruchtfleisch und Zellen”, die in der EU-Richtlinie Nr. 2012/12 aufgeführt sind. Da die Begriffe unter Art. 4 (Anforderungen Fruchtsäfte) und teilweise auch unter Art. 8 (Anforderungen Fruchtnektar) verwendet werden, ist es notwendig, diese in Art. 3 zu definieren. Die europäische Minimaldefinition zum Restaurationsaroma sollte übernommen werden (Anhang II Punkt 4 der EU-Richtlinie Nr. 2012/12). Insbesondere sind die Verfahren zur Gewinnung der Restaurationsaromen zu umschreiben, und es ist festzuhalten, dass sie aus den geniessbaren Teilen der Früchte derselben Fruchtart zu gewinnen sind, aber auch kaltgepresstes Öl aus Zitrusschale und Bestandteile der Steine enthalten können.	Entsprechende Definitionen zu "konzentriertem Fruchtmark, "Restaurationaroma" sowie "Frucht-fleisch und Zellen" aus Anhang I und II der EU-Richtlinie Nr. 2012/12 in die Absätze 8-10 aufnehmen.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	3.1	Es fehlen die Definitionen von “konzentriertem Fruchtmark”, “Restaurations¬aroma” sowie “Fruchtfleisch und Zellen”, die in der EU-Richtlinie Nr. 2012/12 aufgeführt sind. Da die Begriffe unter Art. 4 (Anforderungen Fruchtsäfte) und teilweise auch unter Art. 8 (Anforderungen Fruchtnektar) verwendet werden, ist es notwendig, diese in Art. 3 zu definieren. Die europäische Minimaldefinition zum Restaurationsaroma sollte übernommen werden (Anhang II Punkt 4 der EU-Richtlinie Nr. 2012/12). Insbesondere sind die Verfahren zur Gewinnung der Restaurationsaromen zu umschreiben, und es ist festzuhalten, dass sie aus den geniessbaren Teilen der Früchte derselben Fruchtart zu gewinnen sind, aber auch kaltgepresstes Öl aus Zitrusschale und Bestandteile der Steine enthalten können.	Entsprechende Definitionen zu "konzentriertem Fruchtmark, "Restaurationaroma" sowie "Frucht-fleisch und Zellen" aus Anhang I und II der EU-Richtlinie Nr. 2012/12 in die Absätze 8-10 aufnehmen.
Staatskanzlei des Kantons Zürich	3.1	Es fehlen die Definitionen von “konzentriertem Fruchtmark”, von “Restaurationsaroma” und “Fruchtfleisch und Zellen” wie in der RL 2012/12/EU des europäischen Parlaments und des Rates vom 19. April 2012 aufgeführt.	Ergänzung von Art. 3 Abs. 8-10: Es sind Definitionen von “konzentriertem Fruchtmark”, von “Restaurationsaroma” und “Fruchtfleisch und Zellen” aus Anhang I und II der RL 2012/12/EU in die als Abs. 8-10 aufzunehmen.
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	3.1	Die Definitionen müssen mit den in dieser Verordnung neu eingeführten Begriffen "konzentriertes Fruchtmark", "Zellen" und "Restaurationsaroma" (vgl. unten) ergänzt werden.	ergänzen
Staatskanzlei des Kantons Bern	3.1	Es fehlen die Definitionen von “konzentriertem Fruchtmark”, von “Restaurationsaroma” und “Fruchtfleisch und Zellen” wie in der RL 2012/12/EU des europäischen Parlaments und des Rates vom 19. April 2012 aufgeführt.	Entsprechende Definitionen aus Anhang I und II der RL 2012/12/EU in die Absätze 8-10 aufnehmen.

Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	3.1	Es fehlen die Definitionen von “konzentriertem Fruchtmark”, “Restaurations¬aroma” sowie “Fruchtfleisch und Zellen”, die in der EU-Richtlinie Nr. 2012/12 aufgeführt sind. Da die Begriffe unter Art. 4 (Anforderungen Fruchtsäfte) und teilweise auch unter Art. 8 (Anforderungen Fruchtnektar) verwendet werden, ist es notwendig, diese in Art. 3 zu definieren. Die europäische Minimaldefinition zum Restaurationsaroma sollte übernommen werden (Anhang II Punkt 4 der EU-Richtlinie Nr. 2012/12). Insbesondere sind die Verfahren zur Gewinnung der Restaurationsaromen zu umschreiben, und es ist festzuhalten, dass sie aus den geniessbaren Teilen der Früchte derselben Fruchtart zu gewinnen sind, aber auch kaltgepresstes Öl aus Zitrusschale und Bestandteile der Steine enthalten können.	Entsprechende Definitionen zu "konzentriertem Fruchtmark, "Restaurationaroma" sowie "Frucht-fleisch und Zellen" aus Anhang I und II der EU-Richtlinie Nr. 2012/12 in die Absätze 8-10 aufnehmen.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	3.1	Es fehlen die Definitionen von “konzentriertem Fruchtmark”, “Restaurations¬aroma” sowie “Fruchtfleisch und Zellen”, die in der EU-Richtlinie Nr. 2012/12 aufgeführt sind. Da die Begriffe unter Art. 4 (Anforderungen Fruchtsäfte) und teilweise auch unter Art. 8 (Anforderungen Fruchtnektar) verwendet werden, ist es notwendig, diese in Art. 3 zu definieren. Die europäische Minimaldefinition zum Restaurationsaroma sollte übernommen werden (Anhang II Punkt 4 der EU-Richtlinie Nr. 2012/12). Insbesondere sind die Verfahren zur Gewinnung der Restaurationsaromen zu umschreiben, und es ist festzuhalten, dass sie aus den geniessbaren Teilen der Früchte derselben Fruchtart zu gewinnen sind, aber auch kaltgepresstes Öl aus Zitrusschale und Bestandteile der Steine enthalten können.	Entsprechende Definitionen zu "konzentriertem Fruchtmark, "Restaurationaroma" sowie "Frucht-fleisch und Zellen" aus Anhang I und II der EU-Richtlinie Nr. 2012/12 in die Absätze 8-10 aufnehmen.
Staatskanzlei des Kantons Zug	3.1	Es fehlen die Definitionen von “konzentriertem Fruchtmark”, “Restaurationsaroma” sowie “Fruchtfleisch und Zellen”, die in der EU-Richtlinie Nr. 2012/12 aufgeführt sind. Da die Begriffe unter Art. 4 (Anforderungen Fruchtsäfte) und teilweise auch unter Art. 8 (Anforderungen Fruchtnektar) verwendet werden, ist es notwendig, diese in Art. 3 zu definieren.	Entsprechende Definitionen zu "konzentriertem Fruchtmark, "Restaurationsaroma" sowie "Fruchtfleisch und Zellen" aus Anhang I und II der EU-Richtlinie Nr. 2012/12 sind in die Absätze 8-10 aufnehmen.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	3.1	Es fehlen die Definitionen von “konzentriertem Fruchtmark”, “Restaurations¬aroma” sowie “Fruchtfleisch und Zellen”, die in der EU-Richtlinie Nr. 2012/12 aufgeführt sind. Da die Begriffe unter Art. 4 (Anforderungen Fruchtsäfte) und teilweise auch unter Art. 8 (Anforderungen Fruchtnektar) verwendet werden, ist es notwendig, diese in Art. 3 zu definieren. Die europäische Minimaldefinition zum Restaurationsaroma sollte übernommen werden (Anhang II Punkt 4 der EU-Richtlinie Nr. 2012/12). Insbesondere sind die Verfahren zur Gewinnung der Restaurationsaromen zu umschreiben, und es ist festzuhalten, dass sie aus den geniessbaren Teilen der Früchte derselben Fruchtart zu	Entsprechende Definitionen zu "konzentriertem Fruchtmark, "Restaurationaroma" sowie "Frucht-fleisch und Zellen" aus Anhang I und II der EU-Richtlinie Nr. 2012/12 in die Absätze 8-10 aufnehmen.

		gewinnen sind, aber auch kaltgepresstes Öl aus Zitrusschale und Bestandteile der Steine enthalten können.	
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	3.2	Définition du jus reconstitué La qualité finale d"un jus est primordiale pour les consommateurs. Le potentiel de tromperie est très élevé. Le récent jugement américain à Kansas City (Missouri) a rappelé qu"un jus contenant des arômes ajoutés n"est plus à considérer comme pur ou naturel. Le jus reconstitué ne doit pas non plus être privé de son arôme naturel d"origine. Il manque donc ici une référence aux qualités organoleptiques et analytiques à reconstituer : réintroduire l"ancienne définition.	« Le jus de fruits est également du jus obtenu à partir de jus de fruits concentré reconstitué avec de l'eau potable et qui présente des caractéristiques organoleptiques et analytiques équivalentes à celles du jus de fruits visé à l"al. 1, obtenu à partir de fruits du même genre »
Fédération Romande des Consommateurs FRC	3.2	Définition du jus reconstitué La qualité finale d"un jus est primordiale pour les consommateurs. Le potentiel de tromperie est très élevé. Le récent jugement américain à Kansas City (Missouri) a rappelé qu"un jus contenant des arômes ajoutés n"est plus à considérer comme pur ou naturel. Le jus reconstitué ne doit pas non plus être privé de son arôme naturel d"origine. Il manque donc ici une référence aux qualités organoleptiques et analytiques à reconstituer : réintroduire l"ancienne définition.	« Le jus de fruits est également du jus obtenu à partir de jus de fruits concentré reconstitué avec de l'eau potable et qui présente des caractéristiques organoleptiques et analytiques équivalentes à celles du jus de fruits visé à l"al. 1, obtenu à partir de fruits du même genre »
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	3.2	Définition du jus reconstitué La qualité finale d"un jus est primordiale pour les consommateurs. Le potentiel de tromperie est très élevé. Le récent jugement américain à Kansas City (Missouri) a rappelé qu"un jus contenant des arômes ajoutés n"est plus à considérer comme pur ou naturel. Le jus reconstitué ne doit pas non plus être privé de son arôme naturel d"origine. Il manque donc ici une référence aux qualités organoleptiques et analytiques à reconstituer : réintroduire l"ancienne définition.	« Le jus de fruits est également du jus obtenu à partir de jus de fruits concentré reconstitué avec de l'eau potable et qui présente des caractéristiques organoleptiques et analytiques équivalentes à celles du jus de fruits visé à l"al. 1, obtenu à partir de fruits du même genre »
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	4.1	Die aktuelle Bestimmung "d. Die Zugabe von Kohlendioxid ist erlaubt" wurde im Revisionsvorschlag nicht mehr erwähnt. Da diese Angabe nach wie vor Gültigkeit hat, sollte sie weiterhin aufgeführt werden. Unter dem Gesichtspunkt EU-Konformität spielt diese Angabe keine Rolle. Generell trägt das Aufführen dieser Angabe zum besseren Verständnis bei. Auch bei anderen Getränkegruppen steht diese Bestimmung unter Anfor¬derungen. Das Aufführen der Angaben sollte einheitlich gehandhabt werden.	Aktuelle Bestimmung nach wie vor aufführen (Art. 4 Abs. 1 Bst. d): "Die Zugabe von Kohlendioxid ist erlaubt." Die Angabe würde beispielsweise vor dem vorgesehenen Art. 4 Abs. 1 Bst. e passen.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	4.1	Um Widersprüchlichkeiten mit der Schweizer Gesetzgebung zu vermeiden, sollte Tomatensaft weiterhin als Gemüsesaft eingestuft werden können. Begründung siehe unter allgemeinen Bemerkungen. Wir empfehlen deshalb, die Bestimmung ersatzlos zu streichen. Die Anforderungen sind unter Art. 30 bereits erfasst. Es wird in Frage gestellt, dass das Beibehalten dieser Einteilung zu	Tomatensaft/-konzentrat unter Gemüsäften/Gemü-sesaftkonzentrat beibehalten. In diesem Sinne auf Art. 4 Abs. 1 Bst. l verzichten. Der Inhalt dieser Bestimmung ist bereits unter Art. 30 erfasst. Abklären, ob das Beibehalten dieser Einteilung in der EU wirklich zu

		Problemen in der EU führt. Bisher sind uns keine Fälle dazu bekannt.	Problemen führen kann (beispielsweise FIV).
Staatskanzlei des Kantons Luzern	4.1	Die aktuelle Bestimmung "d. Die Zugabe von Kohlendioxid ist erlaubt" wurde im Revisionsvorschlag nicht mehr erwähnt. Da diese Angabe nach wie vor Gültigkeit hat, sollte sie weiterhin aufgeführt werden. Unter dem Gesichtspunkt EU-Konformität spielt diese Angabe keine Rolle. Generell trägt das Aufführen dieser Angabe zum besseren Verständnis bei. Auch bei anderen Getränkegruppen steht diese Bestimmung unter Anfor¬derungen. Das Aufführen der Angaben sollte einheitlich gehandhabt werden.	Aktuelle Bestimmung nach wie vor aufführen (Art. 4 Abs. 1 Bst. d): "Die Zugabe von Kohlendioxid ist erlaubt." Die Angabe würde beispielsweise vor dem vorgesehenen Art. 4 Abs. 1 Bst. e passen.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	4.1	Um Widersprüchlichkeiten mit der Schweizer Gesetzgebung zu vermeiden, sollte Tomatensaft weiterhin als Gemüsesaft eingestuft werden können. Begründung siehe unter allgemeinen Bemerkungen. Wir empfehlen deshalb, die Bestimmung ersatzlos zu streichen. Die Anforderungen sind unter Art. 30 bereits erfasst. Es wird in Frage gestellt, dass das Beibehalten dieser Einteilung zu Problemen in der EU führt. Bisher sind uns keine Fälle dazu bekannt.	Tomatensaft/-konzentrat unter Gemüsäften/Gemü-sesaftkonzentrat beibehalten. In diesem Sinne auf Art. 4 Abs. 1 Bst. l verzichten. Der Inhalt dieser Bestimmung ist bereits unter Art. 30 erfasst. Abklären, ob das Beibehalten dieser Einteilung in der EU wirklich zu Problemen führen kann (beispielsweise FIV).
Schweiz. Bauernverband (SBV)	4.1	Die Schweiz stellt schon immer Fruchtsäfte, insbesondere Apfelsaft, mit Kohlendioxid her. Da es sich um einen grossen Wirtschaftszweig handelt ist diese Bestimmung beizubehalten.	d bis Die Zugabe von Kohlendioxid ist erlaubt.
Schweiz. Bauernverband (SBV)	4.1	Die Branche begrüsst das Zuckerungsverbot.	
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	4.1	Die Definition von Tomatensaft als Fruchtsaft (Abs. 1) wird begrüsst. Dieses für die Schweiz neue botanische Konzept sollte allerdings in der ganzen Lebensmittelgesetzgebung umfassend umgesetzt werden (vgl. Allg. Bemerkungen).	Tomaten konsequent den Früchten zuordnen.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	4.1	Die aktuelle Bestimmung "d. Die Zugabe von Kohlendioxid ist erlaubt" wurde im Revisionsvorschlag nicht mehr erwähnt. Da diese Angabe nach wie vor Gültigkeit hat, sollte sie weiterhin aufgeführt werden. Unter dem Gesichtspunkt EU-Konformität spielt diese Angabe keine Rolle. Generell trägt das Aufführen dieser Angabe zum besseren Verständnis bei. Auch bei anderen Getränkegruppen steht diese Bestimmung unter Anfor¬derungen. Das Aufführen der Angaben sollte einheitlich gehandhabt werden.	Aktuelle Bestimmung nach wie vor aufführen (Art. 4 Abs. 1 Bst. d): "Die Zugabe von Kohlendioxid ist erlaubt." Die Angabe würde beispielsweise vor dem vorgesehenen Art. 4 Abs. 1 Bst. e passen.

Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	4.1	Um Widersprüchlichkeiten mit der Schweizer Gesetzgebung zu vermeiden, sollte Tomatensaft weiterhin als Gemüsesaft eingestuft werden können. Begründung siehe unter allgemeinen Bemerkungen. Wir empfehlen deshalb, die Bestimmung ersatzlos zu streichen. Die Anforderungen sind unter Art. 30 bereits erfasst. Es wird in Frage gestellt, dass das Beibehalten dieser Einteilung zu Problemen in der EU führt. Bisher sind uns keine Fälle dazu bekannt.	Tomatensaft/-konzentrat unter Gemüsäften/Gemü-sesaftkonzentrat beibehalten. In diesem Sinne auf Art. 4 Abs. 1 Bst. l verzichten. Der Inhalt dieser Bestimmung ist bereits unter Art. 30 erfasst. Abklären, ob das Beibehalten dieser Einteilung in der EU wirklich zu Problemen führen kann (beispielsweise FIV).
Chancellerie d'Etat du Canton de Genève	4.1	Nous jugeons de manière très positive l'interdiction d'ajouter des sucres aux jus de fruits.	
Staatskanzlei des Kantons Aargau	4.1	Die aktuelle Bestimmung "d. Die Zugabe von Kohlendioxid ist erlaubt" wurde im Revisionsvorschlag nicht mehr erwähnt. Da diese Angabe nach wie vor Gültigkeit hat, sollte sie weiterhin aufgeführt werden. Unter dem Gesichtspunkt EU-Konformität spielt diese Angabe keine Rolle. Generell trägt das Aufführen dieser Angabe zum besseren Verständnis bei. Auch bei anderen Getränkegruppen steht diese Bestimmung unter Anfor¬derungen. Das Aufführen der Angaben sollte einheitlich gehandhabt werden.	Aktuelle Bestimmung nach wie vor aufführen (Art. 4 Abs. 1 Bst. d): "Die Zugabe von Kohlendioxid ist erlaubt." Die Angabe würde beispielsweise vor dem vorgesehenen Art. 4 Abs. 1 Bst. e passen.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	4.1	Um Widersprüchlichkeiten mit der Schweizer Gesetzgebung zu vermeiden, sollte Tomatensaft weiterhin als Gemüsesaft eingestuft werden können. Begründung siehe unter allgemeinen Bemerkungen. Wir empfehlen deshalb, die Bestimmung ersatzlos zu streichen. Die Anforderungen sind unter Art. 30 bereits erfasst. Es wird in Frage gestellt, dass das Beibehalten dieser Einteilung zu Problemen in der EU führt. Bisher sind uns keine Fälle dazu bekannt.	Tomatensaft/-konzentrat unter Gemüsäften/Gemü-sesaftkonzentrat beibehalten. In diesem Sinne auf Art. 4 Abs. 1 Bst. l verzichten. Der Inhalt dieser Bestimmung ist bereits unter Art. 30 erfasst. Abklären, ob das Beibehalten dieser Einteilung in der EU wirklich zu Problemen führen kann (beispielsweise FIV).
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	4.1	L'ajout de jus de mandarine dans le jus d'orange Le maintien de l"exception suisse de pouvoir mélanger du jus de poire et du jus de pomme sans le mentionner dans la dénomination peut éventuellement se justifier par un usage traditionnel et par le souci de maintenir les vergers à haute tige. Cependant, l"ajout de jus de mandarine dans le jus d"orange sans sa mention dans la dénomination est trompeur pour les consommateurs. Cette pratique ne se justifie pas par une raison écologique ou traditionnelle locale. Les consommateurs suisses méritent la même protection que leurs voisins européens. Cette exception est à supprimer	le jus de pomme peut contenir au plus 10 % masse de jus de poire, le jus de poire au plus 10 % masse de jus de pomme, le jus d'orange au plus 10 % masse de jus de mandarine, ou la quantité de concentré correspondante; »
Staatskanzlei des Kantons Zug	4.1	Neu soll der Tomatensaft nicht mehr unter den Gemüsesäften, sondern unter den Fruchtsäften eingeteilt werden. Die neue vorgesehene Einteilung führt zur Widersprüchlichkeiten mit der Schweizer	Auf die Umteilung von Tomatensaft /-konzentrat zu Fruchtsäften sollte verzichtet werden. Die Umteilung hätte auch auf weitere Artikel in der Verordnung über alkoholfreie Getränke einen Einfluss.

		Gesetzgebung. Tomaten werden in der Verordnung über Obst, Gemüse, Konfitüre und konfitüreähnliche Produkte unter Gemüse eingeteilt (Art. 5 Abs. 2 Bst. d. Fruchtgemüse). Demzufolge werden Tomatensaft und Tomatensaftkonzentrat (Tomatenpüree) logischerweise bisher in der Verordnung über alkoholfreie Getränke unter Gemüsesäfte unter Gemüsesäften / Gemüsesaftkonzentrat umschrieben. Tomaten fallen auch in der FIV unter den Begriff "Gemüse". Es wird in der FIV an mehreren Orten erwähnt, dass unter den Begriff "Gemüse" die in Artikel 5 der Verordnung über Obst, Gemüse, Konfitüre und konfitüreähnliche Produkte umschriebenen Pflanzen oder Pflanzenteile fallen: Siehe beispielsweise Erläuterung zur Liste 2 für Metalle (unter Ziffer 2.4) oder Erläuterung zur Liste 4 für andere Fremd- oder Inhaltsstoffe (unter Ziffer 4.4). Solche Diskrepanzen sind zu vermeiden. Es ist auch darauf hinzuweisen, dass Tomaten vom durchschnittlichen Konsumenten als Gemüse (Fruchtgemüse) verwendet werden. Unter diesen Gesichtspunkten sollte auf die Umteilung von Tomatensaft / -konzentrat zu Fruchtsäften verzichtet werden.	Aus Art. 30 und 32 müsste der Tomatensaft / -konzentrat entsprechend neu unter den Fruchtsäften erfasst werden. Ebenfalls müsste diese Änderung in der gesamten eidgenössischen Lebensmittelgesetzgebung berücksichtigt werden wie FIV etc.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	4.1	L'ajout de jus de mandarine dans le jus d'orange Le maintien de l"exception suisse de pouvoir mélanger du jus de poire et du jus de pomme sans le mentionner dans la dénomination peut éventuellement se justifier par un usage traditionnel et par le souci de maintenir les vergers à haute tige. Cependant, l"ajout de jus de mandarine dans le jus d"orange sans sa mention dans la dénomination est trompeur pour les consommateurs. Cette pratique ne se justifie pas par une raison écologique ou traditionnelle locale. Les consommateurs suisses méritent la même protection que leurs voisins européens. Cette exception est à supprimer	le jus de pomme peut contenir au plus 10 % masse de jus de poire, le jus de poire au plus 10 % masse de jus de pomme, le jus d'orange au plus 10 % masse de jus de mandarine, ou la quantité de concentré correspondante; »
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	4.1	Le jus de tomate est considéré selon cette révision comme un jus de fruits. Or, la tomate est un légume selon l'ordonnance. Il y a contradiction	Revoir la position du jus de tomate dans tout le projet de cette ordonnance en tenant compte de la classification de ce produit comme légume dans l'ordonnance 817.022.107.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	4.1	L'ajout de jus de mandarine dans le jus d'orange Le maintien de l"exception suisse de pouvoir mélanger du jus de poire et du jus de pomme sans le mentionner dans la dénomination peut éventuellement se justifier par un usage traditionnel et par le souci de maintenir les vergers à haute tige. Cependant, l"ajout de jus de mandarine dans le jus d"orange sans sa mention dans la dénomination est trompeur pour les consommateurs. Cette pratique ne se justifie pas par une raison écologique ou traditionnelle locale. Les consommateurs suisses méritent la même protection que leurs voisins européens. Cette exception est à supprimer	le jus de pomme peut contenir au plus 10 % masse de jus de poire, le jus de poire au plus 10 % masse de jus de pomme, le jus d'orange au plus 10 % masse de jus de mandarine, ou la quantité de concentré correspondante; »
Schweizerischer Obstver-	4.1	Die Schweiz stellt schon immer Fruchtsäfte, insbesondere Apfelsaft mit Kohlendioxid her. Da es sich um einen grossen Wirtschafts-	dbis Die Zugabe von Kohlendioxid ist erlaubt.

band		zweig handelt, ist diese Bestimmung beizubehalten	
Schweizerischer Obstverband	4.1	Die Branche begrüsst das Zuckerungsverbot	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	4.1	Die aktuelle Bestimmung "d. Die Zugabe von Kohlendioxid ist erlaubt" wurde im Revisionsvorschlag nicht mehr erwähnt. Da diese Angabe nach wie vor Gültigkeit hat, sollte sie weiterhin aufgeführt werden. Unter dem Gesichtspunkt EU-Konformität spielt diese Angabe keine Rolle. Generell trägt das Aufführen dieser Angabe zum besseren Verständnis bei. Auch bei anderen Getränkegruppen steht diese Bestimmung unter Anfor¬derungen. Das Aufführen der Angaben sollte einheitlich gehandhabt werden.	Aktuelle Bestimmung nach wie vor aufführen (Art. 4 Abs. 1 Bst. d): "Die Zugabe von Kohlendioxid ist erlaubt." Die Angabe würde beispielsweise vor dem vorgesehenen Art. 4 Abs. 1 Bst. e passen.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	4.1	Um Widersprüchlichkeiten mit der Schweizer Gesetzgebung zu vermeiden, sollte Tomatensaft weiterhin als Gemüsesaft eingestuft werden können. Begründung siehe unter allgemeinen Bemerkungen. Wir empfehlen deshalb, die Bestimmung ersatzlos zu streichen. Die Anforderungen sind unter Art. 30 bereits erfasst. Es wird in Frage gestellt, dass das Beibehalten dieser Einteilung zu Problemen in der EU führt. Bisher sind uns keine Fälle dazu bekannt.	Tomatensaft/-konzentrat unter Gemüsäften/Gemü-sesaftkonzentrat beibehalten. In diesem Sinne auf Art. 4 Abs. 1 Bst. l verzichten. Der Inhalt dieser Bestimmung ist bereits unter Art. 30 erfasst. Abklären, ob das Beibehalten dieser Einteilung in der EU wirklich zu Problemen führen kann (beispielsweise FIV).
Schweiz. Bauernverband (SBV)	4.2	Die Definition des verdünnten Fruchtsaftes muss beibehalten werden. Auch hier besteht eine Tradition bei den verdünnten Säften. Zudem entsteht kein Konflikt mit der Deklaration bei den Tafelgetränken.	c. Bei verdünntem Fruchtsaft muss der Fruchtsaftanteil im Enderzeugnis mindestens 50 Massenprozent betragen. d. Im Übrigen gelten die Bestimmungen von Absatz 1 sinngemäss.
Staatskanzlei des Kantons Zürich	4.2	Es werden nicht die gleichen Zutaten gefordert wie in der RL 2012/12/EU. Der Wortlaut sollte in Übereinstimmung gebracht werden.	Änderung von Art. 4 Abs. 2 lit. b: “Fruchteigenes Restaurationsaroma, Fruchtfleich und Zellen, die mit geeigneten physikalischen Verfahren aus derselben Fruchtart gewonnen wurden, dürfen im konzentrierten Fruchtsaft wiederhergestellt werden.”
Staatskanzlei des Kantons Bern	4.2	Es werden nicht die gleichen Zutaten gefordert wie in der RL 2012/12/EU. Der Wortlaut sollte in Übereinstimmung gebracht werden.	“fruchteigenes Restaurationsaroma, Fruchtfleisch und Zellen, dürfen …”
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	4.2	Exigences pour les jus de fruits concentrés, redilués La qualité organoleptique est primordiale pour les consommateurs. L"arôme du jus concentré et redilué doit correspondre à celui du produitde base auquel s"attendent les consommateurs. La restitution obligatoire de l"arôme est essentielle afin que le produit remplisse les attentes des consommateurs. Maintenir cette mention de	« La mention «Jus de fruits sans sucres ajoutés, à partir du 28 octobre, plus aucun jus de fruits ne contient de sucres ajoutés» doit peut figurer dans le même champ visuel que la dénomination spécifique sur l'étiquette de jus de fruits, de jus de fruits à base de concentrés, de jus de fruits concentrés, de jus de fruits obtenus par

		l"ancienne ordonnance	extraction hydrique et de jus de fruits déshydratés.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	4.2	Exigences pour les jus de fruits concentrés, redilués La qualité organoleptique est primordiale pour les consommateurs. L"arôme du jus concentré et redilué doit correspondre à celui du produit de base auquel s"attendent les consommateurs. La restitution obligatoire de l"arôme est essentielle afin que le produit remplisse les attentes des consommateurs. Maintenir cette mention de l"ancienne ordonnance	« La mention «Jus de fruits sans sucres ajoutés, à partir du 28 octobre, plus aucun jus de fruits ne contient de sucres ajoutés» doit peut figurer dans le même champ visuel que la dénomination spécifique sur l'étiquette de jus de fruits, de jus de fruits à base de concentrés, de jus de fruits concentrés, de jus de fruits obtenus par extraction hydrique et de jus de fruits déshydratés.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	4.2	Exigences pour les jus de fruits concentrés, redilués La qualité organoleptique est primordiale pour les consommateurs. L"arôme du jus concentré et redilué doit correspondre à celui du produit de base auquel s"attendent les consommateurs. La restitution obligatoire de l"arôme est essentielle afin que le produit remplisse les attentes des consommateurs. Maintenir cette mention de l"ancienne ordonnance	« La mention «Jus de fruits sans sucres ajoutés, à partir du 28 octobre, plus aucun jus de fruits ne contient de sucres ajoutés» doit peut figurer dans le même champ visuel que la dénomination spécifique sur l'étiquette de jus de fruits, de jus de fruits à base de concentrés, de jus de fruits concentrés, de jus de fruits obtenus par extraction hydrique et de jus de fruits déshydratés.
Schweizerischer Obstverband	4.2	Die Definition des verdünnten Fruchtsaftes muss beibehalten werden. Auch hier besteht eine Tradition bei den verdünnten Säften. Zudem entsteht kein Konflikt mit der Deklaration bei den Tafelgetränken.	c. Bei verdünntem Fruchtsaft muss der Fruchtsaftanteil im Enderzeugnis mindestens 50 Massenprozent betragen. d. Im Übrigen gelten die Bestimmungen von Absatz 1 sinngemäss.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	5.1	Enthält ein Fruchtsaft zwei oder mehr Fruchtsaftarten, so muss dies aus der Sachbezeichnung deutlich hervorgehen. Als Beispiele werden angegeben: "Fruchtsaftgemisch" und neu "Mehrfrucht". Letzteres sollte zum besseren Verständnis mit "Saft" ergänzt werden.	Ergänzung: "Mehrfruchtsaft"
Staatskanzlei des Kantons Luzern	5.1	Enthält ein Fruchtsaft zwei oder mehr Fruchtsaftarten, so muss dies aus der Sachbezeichnung deutlich hervorgehen. Als Beispiele werden angegeben: "Fruchtsaftgemisch" und neu "Mehrfrucht". Letzteres sollte zum besseren Verständnis mit "Saft" ergänzt werden.	Ergänzung: "Mehrfruchtsaft"
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	5.1	Enthält ein Fruchtsaft zwei oder mehr Fruchtsaftarten, so muss dies aus der Sachbezeichnung deutlich hervorgehen. Als Beispiele werden angegeben: "Fruchtsaftgemisch" und neu "Mehrfrucht". Letzteres sollte zum besseren Verständnis mit "Saft" ergänzt werden.	Ergänzung: "Mehrfruchtsaft"
Staatskanzlei des Kantons Aargau	5.1	Enthält ein Fruchtsaft zwei oder mehr Fruchtsaftarten, so muss dies aus der Sachbezeichnung deutlich hervorgehen. Als Beispiele werden angegeben: "Fruchtsaftgemisch" und neu "Mehrfrucht". Letzteres sollte zum besseren Verständnis mit "Saft" ergänzt wer-	Ergänzung: "Mehrfruchtsaft"

		den.	
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	5.1	Un jus de fruits constitué de plusieurs fruits pourrait, selon le projet, porter la dénomination « multifruit ». Cette dénomination est insuffisante pour caractériser le produit. Il nous paraît indispensable de maintenir le terme « jus » en lien avec l'expression « multifruit ».	Modifier le texte de manière à ce que le terme « jus » soit obligatoire.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	5.1	Enthält ein Fruchtsaft zwei oder mehr Fruchtsaftarten, so muss dies aus der Sachbezeichnung deutlich hervorgehen. Als Beispiele werden angegeben: "Fruchtsaftgemisch" und neu "Mehrfrucht". Letzteres sollte zum besseren Verständnis mit "Saft" ergänzt werden.	Ergänzung: "Mehrfruchtsaft"
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	6.2	Hinweis "Fruchtsäfte enthalten keine zugesetzten Zuckerarten" (soll gemäss vorgesehenen Übergangsbestimmungen bis zum 28. Oktober 2016 ver¬wendet werden dürfen). Gemäss Übergangsbestimmungen können bis Ende 28. April 2015 die Fruchtsäfte nach bisherigem Recht - also mit Zuckerzusatz - herge¬stellt werden und nachher noch bis zur Erschöpfung der Bestände nach bisherigem Recht an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden. So stimmt der allgemeine Hinweis "Fruchtsäfte enthalten keine zugesetzten Zuckerarten" noch längere Zeit nicht für alle Fruchtsäfte auf dem Schweizer Markt. Mit einem solchen Hinweis würde demzufolge gegen Art. 10 LGV verstossen. Gemäss Art. 10 LGV müssen Angaben den Tatsachen entsprechen und dürfen nicht zur Täuschung Anlass geben. Ein allgemeiner Hinweis müsste obigem Umstand Rechnung tragen. Es ist in diesem Sinne angebrachter, wenn sich der Hinweis entsprechend des bestehenden Anhangs 7 LKV nur auf den betroffenen Fruchtsaft bezieht (Hinweis "ohne Zuckerzusatz" und "enthält von Natur aus Zuckerarten" bzw. "enthält von Natur aus Zucker"). Solche Auslobungen stehen bereits jetzt schon oft auf Fruchtsaftverpackungen.	Absatz streichen. Auslobung "ohne Zuckerzusatz" ist nach Anhang 7 LKV bereits möglich und wird von der Industrie oft bei Fruchtsäften verwendet. Falls dieser Absatz nicht gestrichen wird, sollte ein allgemeiner Hinweis so formuliert werden, dass er nicht Anlass zur Täuschung gibt. Beispielsweise: "Ab dem 28. Oktober 2015 werden bei der Herstellung von Fruchtsäften keine Zuckerarten mehr zugesetzt." bzw. "Ab dem 28. Oktober 2015 wird bei der Herstellung von Fruchtsäften kein Zucker mehr zugesetzt." Ob ein Hinweis dieser Art der Konsumenten¬schaft etwas bringt, sei dahingestellt. Unter Umständen trägt er mehr zur Verwirrung bei.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	6.2	Hinweis "Fruchtsäfte enthalten keine zugesetzten Zuckerarten" (soll gemäss vorgesehenen Übergangsbestimmungen bis zum 28. Oktober 2016 ver¬wendet werden dürfen). Gemäss Übergangsbestimmungen können bis Ende 28. April 2015 die Fruchtsäfte nach bisherigem Recht - also mit Zuckerzusatz - herge¬stellt werden und nachher noch bis zur Erschöpfung der Bestände nach bisherigem Recht an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden. So stimmt der allgemeine Hinweis "Fruchtsäfte enthalten keine zugesetzten Zuckerarten" noch längere Zeit nicht für alle Fruchtsäfte auf dem Schweizer Markt. Mit einem	Absatz streichen. Auslobung "ohne Zuckerzusatz" ist nach Anhang 7 LKV bereits möglich und wird von der Industrie oft bei Fruchtsäften verwendet. Falls dieser Absatz nicht gestrichen wird, sollte ein allgemeiner Hinweis so formuliert werden, dass er nicht Anlass zur Täuschung gibt. Beispielsweise: "Ab dem 28. Oktober 2015 werden bei der Herstellung von Fruchtsäften keine Zuckerarten mehr zugesetzt." bzw.

		solchen Hinweis würde demzufolge gegen Art. 10 LGV verstossen. Gemäss Art. 10 LGV müssen Angaben den Tatsachen entsprechen und dürfen nicht zur Täuschung Anlass geben. Ein allgemeiner Hinweis müsste obigem Umstand Rechnung tragen. Es ist in diesem Sinne angebrachter, wenn sich der Hinweis entsprechend des bestehenden Anhangs 7 LKV nur auf den betroffenen Fruchtsaft bezieht (Hinweis "ohne Zuckerzusatz" und "enthält von Natur aus Zuckerarten" bzw. "enthält von Natur aus Zucker"). Solche Auslobungen stehen bereits jetzt schon oft auf Fruchtsaftverpackungen.	"Ab dem 28. Oktober 2015 wird bei der Herstellung von Fruchtsäften kein Zucker mehr zugesetzt." Ob ein Hinweis dieser Art der Konsumenten¬schaft etwas bringt, sei dahingestellt. Unter Umständen trägt er mehr zur Verwirrung bei.
Schweiz. Bauernverband (SBV)	6.2	Mit dem Verbot des Hinweises auf den Verzicht von zugesetztem Zucker wird bei naturbelassenen Fruchtsäften der Anschein erweckt, dass diesen Fruchtsäften Zucker zugesetzt wurde. Denn der bei Fruchtsäften verbotene Hinweis ist bei Fruchtnektar und Fruchtsafterzeugnissen - sofern zutreffend - erlaubt. Dass Fruchtsäften kein Zucker zugesetzt werden darf, kann keinesfalls als Allgemeinwissen der Konsumenten erwartet werden.	streichen
Staatskanzlei des Kantons Zürich	6.2	Der Kennzeichnungshinweis auf die verbotene Zuckerung von Fruchtsäften sollte der Formulierung der EU entsprechen. Ohne Hinweis, ab wann kein Zucker mehr enthalten ist, könnte eine Täuschung der Konsumentinnen und Konsumenten entstehen, da gezuckerte Fruchtsäfte bis zu einem vorgesehenen Datum noch in Verkehr gebracht werden können.	Ergänzung von Art. 6 Abs. 2 mit dem Datum des Inkrafttretens der neuen Regelung.
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	6.2	Es ist unklar, weshalb der zulässige Hinweis gegenüber der europäischen Richtlinie 2012/12/EU verändert wurde. Es wäre mindestens zweckmässig, den europäischen Hinweis ebenfalls als zulässig aufzuführen.	Der Hinweis "Fruchtsäfte enthalten keine zugesetzten Zuckerarten" bzw. " Fruchtsäfte enthalten keinen zugesetzten Zucker" darf auf dem …
Staatskanzlei des Kantons Bern	6.2	Der Kennzeichnungshinweis auf die verbotene Zuckerung von Fruchtsaft muss der Formulierung der EU entsprechen. In der derzeitigen Version ohne Hinweis, ab wann dem so ist, steht im Widerspruch zu allfällig noch vermarkteten, gezuckerten Fruchtsäften.	“Der Hinweis ‘ab dem 28. Oktober 2015 enthalten Fruchtsäfte keinen zugesetzten Zucker’ …”
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	6.2	Hinweis "Fruchtsäfte enthalten keine zugesetzten Zuckerarten" (soll gemäss vorgesehenen Übergangsbestimmungen bis zum 28. Oktober 2016 ver¬wendet werden dürfen). Gemäss Übergangsbestimmungen können bis Ende 28. April 2015 die Fruchtsäfte nach bisherigem Recht - also mit Zuckerzusatz - herge¬stellt werden und nachher noch bis zur Erschöpfung der Bestände nach bisherigem Recht an Konsumentinnen und Konsu-	Absatz streichen. Auslobung "ohne Zuckerzusatz" ist nach Anhang 7 LKV bereits möglich und wird von der Industrie oft bei Fruchtsäften verwendet. Falls dieser Absatz nicht gestrichen wird, sollte ein allgemeiner Hinweis so formuliert werden, dass er nicht Anlass zur Täuschung gibt. Beispielsweise:

		menten abgegeben werden. So stimmt der allgemeine Hinweis "Fruchtsäfte enthalten keine zugesetzten Zuckerarten" noch längere Zeit nicht für alle Fruchtsäfte auf dem Schweizer Markt. Mit einem solchen Hinweis würde demzufolge gegen Art. 10 LGV verstossen. Gemäss Art. 10 LGV müssen Angaben den Tatsachen entsprechen und dürfen nicht zur Täuschung Anlass geben. Ein allgemeiner Hinweis müsste obigem Umstand Rechnung tragen. Es ist in diesem Sinne angebrachter, wenn sich der Hinweis entsprechend des bestehenden Anhangs 7 LKV nur auf den betroffenen Fruchtsaft bezieht (Hinweis "ohne Zuckerzusatz" und "enthält von Natur aus Zuckerarten" bzw. "enthält von Natur aus Zucker"). Solche Auslobungen stehen bereits jetzt schon oft auf Fruchtsaftverpackungen.	"Ab dem 28. Oktober 2015 werden bei der Herstellung von Fruchtsäften keine Zuckerarten mehr zugesetzt." bzw. "Ab dem 28. Oktober 2015 wird bei der Herstellung von Fruchtsäften kein Zucker mehr zugesetzt." Ob ein Hinweis dieser Art der Konsumenten¬schaft etwas bringt, sei dahingestellt. Unter Umständen trägt er mehr zur Verwirrung bei.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	6.2	Hinweis "Fruchtsäfte enthalten keine zugesetzten Zuckerarten" (soll gemäss vorgesehenen Übergangsbestimmungen bis zum 28. Oktober 2016 ver¬wendet werden dürfen). Gemäss Übergangsbestimmungen können bis Ende 28. April 2015 die Fruchtsäfte nach bisherigem Recht - also mit Zuckerzusatz - herge¬stellt werden und nachher noch bis zur Erschöpfung der Bestände nach bisherigem Recht an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden. So stimmt der allgemeine Hinweis "Fruchtsäfte enthalten keine zugesetzten Zuckerarten" noch längere Zeit nicht für alle Fruchtsäfte auf dem Schweizer Markt. Mit einem solchen Hinweis würde demzufolge gegen Art. 10 LGV verstossen. Gemäss Art. 10 LGV müssen Angaben den Tatsachen entsprechen und dürfen nicht zur Täuschung Anlass geben. Ein allgemeiner Hinweis müsste obigem Umstand Rechnung tragen. Es ist in diesem Sinne angebrachter, wenn sich der Hinweis entsprechend des bestehenden Anhangs 7 LKV nur auf den betroffenen Fruchtsaft bezieht (Hinweis "ohne Zuckerzusatz" und "enthält von Natur aus Zuckerarten" bzw. "enthält von Natur aus Zucker"). Solche Auslobungen stehen bereits jetzt schon oft auf Fruchtsaftverpackungen.	Absatz streichen. Auslobung "ohne Zuckerzusatz" ist nach Anhang 7 LKV bereits möglich und wird von der Industrie oft bei Fruchtsäften verwendet. Falls dieser Absatz nicht gestrichen wird, sollte ein allgemeiner Hinweis so formuliert werden, dass er nicht Anlass zur Täuschung gibt. Beispielsweise: "Ab dem 28. Oktober 2015 werden bei der Herstellung von Fruchtsäften keine Zuckerarten mehr zugesetzt." bzw. "Ab dem 28. Oktober 2015 wird bei der Herstellung von Fruchtsäften kein Zucker mehr zugesetzt." Ob ein Hinweis dieser Art der Konsumenten¬schaft etwas bringt, sei dahingestellt. Unter Umständen trägt er mehr zur Verwirrung bei.
AGORA Association des Groupements et Organisations Romands de l'Agriculture	6.2	Supprimer	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	6.2	Hinweis "Fruchtsäfte enthalten keine zugesetzten Zuckerarten" (soll gemäss vorgesehenen Übergangsbestimmungen bis zum 28. Oktober 2016 ver¬wendet werden dürfen).	Absatz streichen. Auslobung "ohne Zuckerzusatz" ist nach Anhang 7 LKV bereits möglich und wird von der Industrie oft bei Fruchtsäften verwendet.

		Gemäss Übergangsbestimmungen können bis Ende 28. April 2015 die Fruchtsäfte nach bisherigem Recht - also mit Zuckerzusatz - herge¬stellt werden und nachher noch bis zur Erschöpfung der Bestände nach bisherigem Recht an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden. So stimmt der allgemeine Hinweis "Fruchtsäfte enthalten keine zugesetzten Zuckerarten" noch längere Zeit nicht für alle Fruchtsäfte auf dem Schweizer Markt. Mit einem solchen Hinweis würde demzufolge gegen Art. 10 LGV verstossen. Gemäss Art. 10 LGV müssen Angaben den Tatsachen entsprechen und dürfen nicht zur Täuschung Anlass geben. Ein allgemeiner Hinweis müsste obigem Umstand Rechnung tragen. Es ist in diesem Sinne angebrachter, wenn sich der Hinweis entsprechend des bestehenden Anhangs 7 LKV nur auf den betroffenen Fruchtsaft bezieht (Hinweis "ohne Zuckerzusatz" und "enthält von Natur aus Zuckerarten" bzw. "enthält von Natur aus Zucker"). Solche Auslobungen stehen bereits jetzt schon oft auf Fruchtsaftverpackungen.	Falls dieser Absatz nicht gestrichen wird, sollte ein allgemeiner Hinweis so formuliert werden, dass er nicht Anlass zur Täuschung gibt. Beispielsweise: "Ab dem 28. Oktober 2015 werden bei der Herstellung von Fruchtsäften keine Zuckerarten mehr zugesetzt." bzw. "Ab dem 28. Oktober 2015 wird bei der Herstellung von Fruchtsäften kein Zucker mehr zugesetzt." Ob ein Hinweis dieser Art der Konsumenten¬schaft etwas bringt, sei dahingestellt. Unter Umständen trägt er mehr zur Verwirrung bei.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	8.2	Im Abs. 2 wird erwähnt, dass die Zugabe von Restaurationsaromen sowie Fruchtfleisch und Zellen zulässig ist. Die Zugabe dieser Komponenten wird bereits im Absatz 4 geregelt. Zum besseren Verständnis ist es vorzuziehen, dies eigenständig nur im Absatz 4 zu regeln und hier nicht darauf einzugehen. Es ist nicht klar, weshalb Süssungsmittel hier aufgeführt werden, da ja der Zusatz der Süssungsmittel in der Zusatzstoffverordnung geregelt wird. Unter diesem Gesichtspunkt sollten die Süssungsmittel hier weggelassen werden. Auch bei anderen Lebensmittelgruppen wird unter Anforde¬rungen nicht auf Zusatzstoffe eingegangen. Eine einheitliche Handhabung ist wichtig.	Restaurationsaromen, Fruchtfleisch und Zellen nur unter Abs. 4 regeln. Die Süssungsmittel ebenfalls weglassen, da die Süssungsmittel in der ZuV geregelt sind und auch sonst aus dem Wortlaut des Textes nicht nachvollziehbar ist, weshalb Süssungsmittel hier aufgeführt werden sollen. "Die Zugabe von Zuckerarten und/oder Honig bis zu 20 Massenprozent des Endproduktes ist zulässig."
Staatskanzlei des Kantons Luzern	8.2	Im Abs. 2 wird erwähnt, dass die Zugabe von Restaurationsaromen sowie Fruchtfleisch und Zellen zulässig ist. Die Zugabe dieser Komponenten wird bereits im Absatz 4 geregelt. Zum besseren Verständnis ist es vorzuziehen, dies eigenständig nur im Absatz 4 zu regeln und hier nicht darauf einzugehen. Es ist nicht klar, weshalb Süssungsmittel hier aufgeführt werden, da ja der Zusatz der Süssungsmittel in der Zusatzstoffverordnung geregelt wird. Unter diesem Gesichtspunkt sollten die Süssungsmittel hier weggelassen werden. Auch bei anderen Lebensmittelgruppen wird unter Anforde¬rungen nicht auf Zusatzstoffe eingegangen. Eine einheitliche Handhabung ist wichtig.	Restaurationsaromen, Fruchtfleisch und Zellen nur unter Abs. 4 regeln. Die Süssungsmittel ebenfalls weglassen, da die Süssungsmittel in der ZuV geregelt sind und auch sonst aus dem Wortlaut des Textes nicht nachvollziehbar ist, weshalb Süssungsmittel hier aufgeführt werden sollen. "Die Zugabe von Zuckerarten und/oder Honig bis zu 20 Massenprozent des Endproduktes ist zulässig."
Staatskanzlei des Kantons	8.2	Im Abs. 2 wird die Zugabe von Restaurationsaromen etc. erlaubt.	Änderung von Art. 8 Abs. 2: “Die Zugabe von Zuckerarten und/oder Honig bis zu 20 Massen-

Zürich		Dies wird aber besser eigenständig nur in Abs. 4 geregelt.	prozent des Endproduktes oder Süssungsmitteln ist zulässig.”
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	8.2	Es wird der für die schweizerische Gesetzgebung neue Begriff "Restaurationsaroma" eingeführt, der aber nicht definiert wird. Die europäische Minimaldefinition (Anhang 2 Punkt 4 der Richtlinie 2012/12/EU) muss übernommen werden. Insbesondere sind die Verfahren zur Gewinnung der Restaurationsaromen zu umschreiben und es ist festzuhalten, dass sie aus den geniessbaren Teilen der Früchte derselben Fruchtart zu gewinnen sind, aber auch kaltgepresstes Öl aus Zitrusschale und Bestandteile der Steine enthalten können. Es ist zweckmässig, die Definitionen in Art. 3 zu integrieren.	Begriff "Restaurationsaroma" umfassend definieren und Anforderungen festlegen
Staatskanzlei des Kantons Bern	8.2	Im Abs. 2 wird die Zugabe von Restaurationsaromen etc. erlaubt. Dies wird aber besser eigenständig nur im Abs. 4 geregelt.	“Die Zugabe von Zuckerarten und/oder Honig bis zu 20 Massenprozent des Endproduktes oder Süssungsmitteln ist zulässig.”
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	8.2	Im Abs. 2 wird erwähnt, dass die Zugabe von Restaurationsaromen sowie Fruchtfleisch und Zellen zulässig ist. Die Zugabe dieser Komponenten wird bereits im Absatz 4 geregelt. Zum besseren Verständnis ist es vorzuziehen, dies eigenständig nur im Absatz 4 zu regeln und hier nicht darauf einzugehen. Es ist nicht klar, weshalb Süssungsmittel hier aufgeführt werden, da ja der Zusatz der Süssungsmittel in der Zusatzstoffverordnung geregelt wird. Unter diesem Gesichtspunkt sollten die Süssungsmittel hier weggelassen werden. Auch bei anderen Lebensmittelgruppen wird unter Anforde¬rungen nicht auf Zusatzstoffe eingegangen. Eine einheitliche Handhabung ist wichtig.	Restaurationsaromen, Fruchtfleisch und Zellen nur unter Abs. 4 regeln. Die Süssungsmittel ebenfalls weglassen, da die Süssungsmittel in der ZuV geregelt sind und auch sonst aus dem Wortlaut des Textes nicht nachvollziehbar ist, weshalb Süssungsmittel hier aufgeführt werden sollen. "Die Zugabe von Zuckerarten und/oder Honig bis zu 20 Massenprozent des Endproduktes ist zulässig."
Staatskanzlei des Kantons Aargau	8.2	Im Abs. 2 wird erwähnt, dass die Zugabe von Restaurationsaromen sowie Fruchtfleisch und Zellen zulässig ist. Die Zugabe dieser Komponenten wird bereits im Absatz 4 geregelt. Zum besseren Verständnis ist es vorzuziehen, dies eigenständig nur im Absatz 4 zu regeln und hier nicht darauf einzugehen. Es ist nicht klar, weshalb Süssungsmittel hier aufgeführt werden, da ja der Zusatz der Süssungsmittel in der Zusatzstoffverordnung geregelt wird. Unter diesem Gesichtspunkt sollten die Süssungsmittel hier weggelassen werden. Auch bei anderen Lebensmittelgruppen wird unter Anforde¬rungen nicht auf Zusatzstoffe eingegangen. Eine einheitliche Handhabung ist wichtig.	Restaurationsaromen, Fruchtfleisch und Zellen nur unter Abs. 4 regeln. Die Süssungsmittel ebenfalls weglassen, da die Süssungsmittel in der ZuV geregelt sind und auch sonst aus dem Wortlaut des Textes nicht nachvollziehbar ist, weshalb Süssungsmittel hier aufgeführt werden sollen. "Die Zugabe von Zuckerarten und/oder Honig bis zu 20 Massenprozent des Endproduktes ist zulässig."
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	8.2	Arômes ajoutés aux nectars En accord avec la directive européenne 2012/12, la mention de l"arôme, de la pulpe et des cellules n"a pas sa place dans cet alinéa. De plus, ces composants sont déjà mentionnés dans al. 4 de	« L'addition de sucres et/ou de miel jusqu'à 20 % masse du produit fini ainsi que et/ou l'addition d'arômes, de pulpe et de cellules restitués et d'édulcorants sont autorisées. »

		manière plus claire, ce qui amène un manque de cohérence entre ces deux alinéas. La mention de l"arôme, de la pulpe et des cellules doit donc être supprimée	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	8.2	Arômes ajoutés aux nectars En accord avec la directive européenne 2012/12, la mention de l"arôme, de la pulpe et des cellules n"a pas sa place dans cet alinéa. De plus, ces composants sont déjà mentionnés dans al. 4 de manière plus claire, ce qui amène un manque de cohérence entre ces deux alinéas. La mention de l"arôme, de la pulpe et des cellules doit donc être supprimée	« L'addition de sucres et/ou de miel jusqu'à 20 % masse du produit fini ainsi que et/ou l'addition d'arômes, de pulpe et de cellules restitués et d'édulcorants sont autorisées. »
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	8.2	Arômes ajoutés aux nectars En accord avec la directive européenne 2012/12, la mention de l"arôme, de la pulpe et des cellules n"a pas sa place dans cet alinéa. De plus, ces composants sont déjà mentionnés dans al. 4 de manière plus claire, ce qui amène un manque de cohérence entre ces deux alinéas. La mention de l"arôme, de la pulpe et des cellules doit donc être supprimée	« L'addition de sucres et/ou de miel jusqu'à 20 % masse du produit fini ainsi que et/ou l'addition d'arômes, de pulpe et de cellules restitués et d'édulcorants sont autorisées. »
Verband Schweiz. Mineralquellen und Soft Drink-Produzenten (SMS)	8.2	Restaurationsaroma wird nirgends definiert. Bitte um Definition.	
Schweizer Brauerei-Verband	8.2	Restaurationsaroma wird nirgends definiert. Bitte um Definition.	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	8.2	Im Abs. 2 wird erwähnt, dass die Zugabe von Restaurationsaromen sowie Fruchtfleisch und Zellen zulässig ist. Die Zugabe dieser Komponenten wird bereits im Absatz 4 geregelt. Zum besseren Verständnis ist es vorzuziehen, dies eigenständig nur im Absatz 4 zu regeln und hier nicht darauf einzugehen. Es ist nicht klar, weshalb Süssungsmittel hier aufgeführt werden, da ja der Zusatz der Süssungsmittel in der Zusatzstoffverordnung geregelt wird. Unter diesem Gesichtspunkt sollten die Süssungsmittel hier weggelassen werden. Auch bei anderen Lebensmittelgruppen wird unter Anforde¬rungen nicht auf Zusatzstoffe eingegangen. Eine einheitliche Handhabung ist wichtig.	Restaurationsaromen, Fruchtfleisch und Zellen nur unter Abs. 4 regeln. Die Süssungsmittel ebenfalls weglassen, da die Süssungsmittel in der ZuV geregelt sind und auch sonst aus dem Wortlaut des Textes nicht nachvollziehbar ist, weshalb Süssungsmittel hier aufgeführt werden sollen. "Die Zugabe von Zuckerarten und/oder Honig bis zu 20 Massenprozent des Endproduktes ist zulässig."
Schweiz. Bauernverband (SBV)	8.4	Analog zu Art.4 Abs.1 neu dbis muss die Zugabe von Kohlendioxid weiterhin möglich sein	4 bis Die Zugabe von Kohlendioxid ist erlaubt.

Staatskanzlei des Kantons Zürich	8.4	Es werden nicht die gleichen Zutaten gefordert wie in der RL 2012/12/EU. Der Wortlaut sollte in Übereinstimmung gebracht werden (gleicher Sachverhalt wie Art. 4 Abs. 2 lit. b).	Änderung von Art. 8 Abs. 4: “Fruchteigenes Restaurationsaroma, Fruchtfleich und Zellen, die mit geeigneten physikalischen Verfahren aus derselben Fruchtart gewonnen wurden, dürfen im Fruchtnektar wiederhergestellt werden.”
Staatskanzlei des Kantons Bern	8.4	Gleicher Sachverhalt wie bereits zu Art. 4 Abs. 2 lit. B bemerkt.	“fruchteigenes Restaurationsaroma, Fruchtfleisch und Zellen, dürfen …”
Schweizerischer Obstverband	8.4	Analog zu Art.4 Abs.1 neu dbis muss die Zugabe von Kohlendioxid weiterhin möglich sein.	4bis Die Zugabe von Kohlendioxid ist erlaubt.
Standeskanzlei des Kantons Graubünden	10.2	Aus Absatz 2 geht nicht klar hervor, dass die Angabe «Enthält von Natur aus Zuckerarten» nur erfolgen soll, falls die Unterlassung einer Nachzuckerung ausgelobt wird.	"Wird von einer entsprechenden Angabe Gebrauch gemacht und sind Zuckerarten von Natur aus im Fruchtnektar enthalten, so muss der Hinweis «Enthält von Natur aus Zuckerarten» ebenfalls auf dem Etikett aufgeführt werden."
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	10.2	Ein möglicher Hinweis, dass dem Fruchtnektar keine Zuckerarten zugesetzt wurden, wird hier geregelt. Dieser Absatz ist nicht nötig. Die gleiche Auslobung und dieselben Bedingungen dazu werden in Anhang 7 LKV geregelt. Es ist deshalb nicht nachvollziehbar, weshalb hier nochmals darauf eingegangen werden soll.	Streichen des Absatzes, weil die gleiche Auslobung bereits in Anhang 7 LKV geregelt ist.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	10.2	Ein möglicher Hinweis, dass dem Fruchtnektar keine Zuckerarten zugesetzt wurden, wird hier geregelt. Dieser Absatz ist nicht nötig. Die gleiche Auslobung und dieselben Bedingungen dazu werden in Anhang 7 LKV geregelt. Es ist deshalb nicht nachvollziehbar, weshalb hier nochmals darauf eingegangen werden soll.	Streichen des Absatzes, weil die gleiche Auslobung bereits in Anhang 7 LKV geregelt ist.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	10.2	Ein möglicher Hinweis, dass dem Fruchtnektar keine Zuckerarten zugesetzt wurden, wird hier geregelt. Dieser Absatz ist nicht nötig. Die gleiche Auslobung und dieselben Bedingungen dazu werden in Anhang 7 LKV geregelt. Es ist deshalb nicht nachvollziehbar, weshalb hier nochmals darauf eingegangen werden soll.	Streichen des Absatzes, weil die gleiche Auslobung bereits in Anhang 7 LKV geregelt ist.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	10.2	Ein möglicher Hinweis, dass dem Fruchtnektar keine Zuckerarten zugesetzt wurden, wird hier geregelt. Dieser Absatz ist nicht nötig. Die gleiche Auslobung und dieselben Bedingungen dazu werden in Anhang 7 LKV geregelt. Es ist deshalb nicht nachvollziehbar, weshalb hier nochmals darauf einge-	Streichen des Absatzes, weil die gleiche Auslobung bereits in Anhang 7 LKV geregelt ist.

		gangen werden soll.	
Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	10.2	Allégation « sans sucres ajoutés » pour des nectars Cet article n"a été repris que partiellement de la directive européenne 2012/12 qui interdit également l"ajout d"édulcorants dans les nectars portant l"allégation « sans sucres ajoutés ». Compléter l"alinéa selon le modèle européen.	« Une allégation selon laquelle il n"a pas été ajouté de sucres à un nectar de fruits, ou toute autre allégation susceptible d"avoir le méme sens pour le consommateur, ne peut être faite que si le produit ne contient pas de monosaccharides ou disaccharides ajoutés ou toute autre denrée alimentaire utilisée pour ses propriétés édulcorantes, y compris les édulcorants au sens du règlement (CE) no 1333/2008. Si les sucres sont naturellement présents dans le nectar de fruits, l"indication suivante devrait également figurer sur l"étiquette: “contient des sucres naturellement présents” »
Fédération Romande des Consommateurs FRC	10.2	Allégation « sans sucres ajoutés » pour des nectars Cet article n"a été repris que partiellement de la directive européenne 2012/12 qui interdit également l"ajout d"édulcorants dans les nectars portant l"allégation « sans sucres ajoutés ». Compléter l"alinéa selon le modèle européen.	« Une allégation selon laquelle il n"a pas été ajouté de sucres à un nectar de fruits, ou toute autre allégation susceptible d"avoir le méme sens pour le consommateur, ne peut être faite que si le produit ne contient pas de monosaccharides ou disaccharides ajoutés ou toute autre denrée alimentaire utilisée pour ses propriétés édulcorantes, y compris les édulcorants au sens du règlement (CE) no 1333/2008. Si les sucres sont naturellement présents dans le nectar de fruits, l"indication suivante devrait également figurer sur l"étiquette: “contient des sucres naturellement présents” »
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	10.2	Allégation « sans sucres ajoutés » pour des nectars Cet article n"a été repris que partiellement de la directive européenne 2012/12 qui interdit également l"ajout d"édulcorants dans les nectars portant l"allégation « sans sucres ajoutés ». Compléter l"alinéa selon le modèle européen.	« Une allégation selon laquelle il n"a pas été ajouté de sucres à un nectar de fruits, ou toute autre allégation susceptible d"avoir le méme sens pour le consommateur, ne peut être faite que si le produit ne contient pas de monosaccharides ou disaccharides ajoutés ou toute autre denrée alimentaire utilisée pour ses propriétés édulcorantes, y compris les édulcorants au sens du règlement (CE) no 1333/2008. Si les sucres sont naturellement présents dans le nectar de fruits, l"indication suivante devrait également figurer sur l"étiquette: “contient des sucres naturellement présents” »
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	10.2	Ein möglicher Hinweis, dass dem Fruchtnektar keine Zuckerarten zugesetzt wurden, wird hier geregelt. Dieser Absatz ist nicht nötig. Die gleiche Auslobung und dieselben Bedingungen dazu werden in Anhang 7 LKV geregelt. Es ist deshalb nicht nachvollziehbar, weshalb hier nochmals darauf eingegangen werden soll.	Streichen des Absatzes, weil die gleiche Auslobung bereits in Anhang 7 LKV geregelt ist.
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	33.1	Es wäre bedeutend übersichtlicher, wenn die Energy Drinks und Energy Shots unter einer einem separaten Kapitel erfasst würden oder unter einem separaten Abschnitt im Kapitel "Instant- und Fertiggetränke".	Separates Kapitel oder im Kapitel "Instant- und Fertiggetränke" separater Abschnitt für Energy Drinks und Energy Shots schaffen. Sollten die Energy Drinks und Energy Shots im gleichen Kapitel

		Sollte kein separates Kapitel geschaffen werden, so ist mindestens der Titel des Kapitels anzupassen.	bleiben, so ist mindestens der Titel des Kapitels anzupassen. Beispielsweise: "9. Kapitel: Instant- und Fertiggetränke, stark coffeinhaltige Getränke (Energy Drink) und konzentrierte, stark coffeinhaltige Getränke (Energy Shot)"
Standeskanzlei des Kantons Graubünden	33.2	In der Aufzählung fehlen die Zusätze Niacin, Vitamin B6, Pantothensäure und Vitamin B12 gemäss Art. 33a Abs. 3.	"Stark coffeinhaltige Fertiggetränke (Energydrink, Energy Drink) und konzentrierte, stark coffeinhaltige Fertiggetränke (Energyshot, Energy Shot) sind Fertiggetränke auf Basis von Kohlenhydraten und Coffein oder coffeinhaltigen Lebensmitteln mit oder ohne Zugabe von Taurin, Glucuronolacton, Inosit, Niacin, Vitamin B6, Pantothensäure oder Vitamin B12."
Staatskanzlei des Kantons Zürich	33.2	Die zulässige Höchstmenge für Coffein sollte bezogen auf eine Tagesration angegeben werden.	Änderung von Art. 33a Abs. 2: “b. …, aber höchstens 160 mg pro Tagesration”
Staatskanzlei des Kantons Bern	33.2	Die Unterstellung der Energydrinks und -shots unter die Kategorie Instant- und Fertiggetränke ist nicht sinnvoll. Es sollte ein neues Kapitel geschaffen werden, in welchem sämtliche Anforderungen an Energydrinks und -shots eigenständig zusammengefasst werden.	
Staatskanzlei des Kantons St. Gallen	33.2	Änderung der Sachbezeichnung coffeinhaltige Spezialgetränke in 'stark coffeinhaltige Getränke'. Ein Grund für die neue Bezeichnung 'stark' ist nicht ersichtlich	Die Sachbezeichnung sei wie bis anhin 'coffeinhaltige Getränke?
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	33.2	Boissons instantanés et boissons prêtes à la consommation : définitions, exigences et règles d’étiquetage pour les « energy drinks » et les « energy shots » Pour plus de clarté et vu l"importance du sujet pour les consommateurs, les articles 33, 33a, 34 sur les energy drink et les energy shots sont à séparer dans un groupe particulier, comme mentionné dans l"introduction.	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	33.2	Boissons instantanés et boissons prêtes à la consommation : définitions, exigences et règles d’étiquetage pour les « energy drinks » et les « energy shots » Pour plus de clarté et vu l"importance du sujet pour les consommateurs, les articles 33, 33a, 34 sur les energy drink et les energy shots sont à séparer dans un groupe particulier, comme mentionné dans l"introduction	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	33.2	Boissons instantanés et boissons prêtes à la consommation : définitions, exigences et règles d’étiquetage pour les « energy drinks » et les « energy shots » Pour plus de clarté et vu	

		l"importance du sujet pour les consommateurs, les articles 33, 33a, 34 sur les energy drink et les energy shots sont à séparer dans un groupe particulier, comme mentionné dans l"introduction	
Staatskanzlei des Kantons Bern	33.3	Bei einer Ausgliederung der Energydrinks und -shots in ein eigenständiges Kapitel sind diese aus diesem Absatz zu streichen.	
Staatskanzlei des Kantons Bern	33a.1	a) Siehe Bemerkungen zu Art. 33 Abs.2. b) In Abs. 2 lit. b muss die zulässige Höchstmenge für Coffein auf eine Tagesration vorgegeben werden.	a) Neues Kapitel für Energydrinks- und -shots schaffen. b) "… höchstens 160 mg pro Tagesration"
Chancellerie d'Etat du Canton de Genève	33a.1	Les boissons prêtes à la consommation à teneur élevée en caféine (boissons énergisantes, Energy drink) et les boissons concentrées prêtes à la consommation à teneur élevée en caféine (shot énergisant, Energy shot) font maintenant partie des boissons sans alcool. Cette nouvelle classification est logique. Toutefois, nous relevons que ces deux boissons ne se différencient que de manière subtile : les quantités maximales des diverses substances faisant partie de la composition sont exprimées en quantité maximale par 100 ml pour les Energy drink (présentés habituellement en flacons de quelques centaines de millilitres) et en quantité maximale par jour pour les Energy shot (présentés habituellement en flacons de moins de 100 ml). S'agissant de la teneur en caféine, elle doit être pour les 2 boissons supérieure à 250 mg/l, mais sans excéder 320 mg/l pour les Energy drink ou 160 mg/l pour les Energy shot. La différence entre les 2 boissons sera théoriquement aisée pour les autorités d'exécution, mais plus délicate pour les consommateurs. Il s'agira pour ces derniers, et notamment pour les jeunes consommateurs (adolescents), d'être attentifs aux recommandations de consommation maximale par jour. De manière concrète, nous proposons d'introduire un volume maximum de 100 ml pour la présentation des boissons Energy shot.	Ajouter dans l'article 33a : Alinéa 4 : Les Energy shot ne peuvent être présentés qu'en flacons d'un volume inférieur à 100 ml.
Staatskanzlei des Kantons Zug	33a.2	Der Unterschied von „Energy Drink" und „Energy Shot" aufgrund des Coffeingehalts ist zu präzisieren. 160 mg/Tag für „Energy Shots" ist keine Gehaltsangabe.	Anstelle der 160 mg/Tag (Energy Shot) soll eine Gehaltsangabe xxx mg/l gemacht werden.
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	33a.2	Die in Art. 33 Abs. 1 umschriebene Sachbezeichnung lautet "Instant- und Fertiggetränke". Der Begriff "Fertiggetränk" eignet sich zur Abgrenzung von den "Instantgetränken". Erstere sind trinkfertig, während die "Instantgetränke" meist in Pulverform angeboten werden und mit Wasser angerührt werden müssen.	Abs. 2: Stark coffeinhaltige Fertiggetränke (z.B. "Energydrink", "Energy Drink", "stark coffeinhaltiges Erfrischungsgetränk") und konzentrierte, stark coffeinhaltige Fertiggetränke (z.B. "Energyshot", "Energy Shot", "konzentriertes, stark coffeinhaltiges Erfrischungsgetränk") sind Fertiggetränke …

		Bei beiden Begriffen handelt es sich um Bezeichnungen, die eine Produktgattung im Sinne von LKV Art. 3 Abs. 2 Bst. a umschreiben. In diesen Fällen kann auch die verkehrsübliche Bezeichnung verwendet werden. Abs. 1 nennt als Beispiel u.a. "Erfrischungsgetränk mit Teeextrakt". Im Gegensatz zur Schweiz gelten die "Energy Drinks" in der EU schon bislang nicht als Speziallebensmittel, weshalb die Bezeichnung "coffeinhaltiges Spezialgetränk" (bzw. "Ergänzungsnahrung") nie verwendet wurde. Verkehrsüblich sind jedoch Bezeichnungen wie "coffeinhaltiges Erfrischungsgetränk" (vgl. § 4 der der deutschen Fruchtsaftverordnung). Abs. 2 enthält in der Klammer im Gegensatz zu Abs. 1 keine "offene" Aufzählung (vgl. in Abs. 1 "z.B."). Aus dem Aufbau von Art. 33, bzw. mit der Einschiebung von Abs. 2 und der Erwähnung der "Energy Drinks" in Abs. 3 geht nicht eindeutig hervor, ob für die Sachbezeichnung auch Abs. 1 sinngemäss anwendbar ist. Zur Vermeidung von Handelshemmnissen erscheint es deshalb als angezeigt, in Abs. 2 die Aufzählung offen zu umschreiben und die in der EU verkehrsübliche, bzw. gesetzlich vorgeschriebene Sachbezeichnung "Erfrischungsgetränk" zuzulassen.	
GSLI Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren	33a.3	Die Höchstmengen nach Anhang 4 widersprechen teilweise den Vorgaben der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln. Die Erläuterungen halten fest, dass auch für die stark coffeinhaltigen Fertiggetränke von einer durchschnittlichen täglichen Einnahme von 500 ml auszugehen ist. Unter dieser Voraussetzung erreichen die Tagesdosen für stark coffeinhaltige Fertiggetränke gemäss den Vorgaben von Anhang 4 Werte, die bis zu einem Faktor 7.1 (Vitamin B6) über den in den Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln festgelegten Höchstmengen liegen.	Anpassung der Höchstmengen von: Nicain auf 3.2 mg/l Vitamin B6 auf 0.28 mg/l Pantothensäure auf 1.2 mg/l Vitamin B12 auf 0.5 mg/l.
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	34.1 c	Kennzeichnung Energy Drink und Energy Shot Im aktuellen Art. 23 der Verordnung über Speziallebensmittel wird bei den Energy Drinks unter Abs. 4 Bst. d gefordert, den Gehalt an Coffein, Taurin und Glucuronolacton in mg pro 100 ml oder deren prozentualen Anteil anzugeben. Dies wird im Revisionsvorschlag nicht mehr explizit erwähnt. Wurde dies bewusst weggelassen oder vergessen? Das Aufführen der Bestimmung macht Sinn, v.a. wenn im Rahmen der Kennzeichnung nur in der Zutaten¬liste auf Taurin und Glucuronolacton hingewiesen wird und sonst nir¬gends. In einem solchen Fall müssten die Gehalte dieser Stoffe nicht angegeben werden.	Art. 23 Abs. 4 Bst. d wieder aufnehmen. Evtl. mit Inosit ergänzen.

Standeskanzlei des Kantons Graubünden	34.1 c	Coffein, Taurin, Glucuronolacton, Inosit, Niacin, Vitamin B6, Pantothensäure und Vitamin B12 werden zwar als Zusätze gestattet, deren Deklaration bleibt aber an dieser Stelle unklar. Zumindest für die zugesetzten Vitamine muss Art. 6 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln (SR 817.022.32) gelten, der sowohl eine Deklaration im Zutatenverzeichnis verlangt, als auch eine Nährwertdeklaration. Ein ensprechender Hinweis auf Art. 6 sollte demnach erfolgen. Wie aber sind Coffein, Taurin und Glucuronolacton zu deklarieren?	Für die Deklaration von Vitaminen sei auf Art. 6 der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln (SR 817.022.32) hinzuweisen, für die Deklaration von Coffein, Taurin und Glucuronolacton eine Regelung zu treffen.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	34.1 c	Kennzeichnung Energy Drink und Energy Shot Im aktuellen Art. 23 der Verordnung über Speziallebensmittel wird bei den Energy Drinks unter Abs. 4 Bst. d gefordert, den Gehalt an Coffein, Taurin und Glucuronolacton in mg pro 100 ml oder deren prozentualen Anteil anzugeben. Dies wird im Revisionsvorschlag nicht mehr explizit erwähnt. Wurde dies bewusst weggelassen oder vergessen? Das Aufführen der Bestimmung macht Sinn, v.a. wenn im Rahmen der Kennzeichnung nur in der Zutaten-liste auf Taurin und Glucuronolacton hingewiesen wird und sonst nir-gends. In einem solchen Fall müssten die Gehalte dieser Stoffe nicht angegeben werden.	Art. 23 Abs. 4 Bst. d wieder aufnehmen. Evtl. mit Inosit ergänzen.
Staatskanzlei des Kantons Basel-Stadt	34.1 c	Aus Sicht der Konsumierenden und unter gesundheitspräventiven Aspekten ist der Artikel zu begrüssen, da er die Konsumierenden (auch vulnerable Personengruppen wie Kinder/Schwangere) über den Inhalt/die Inhaltsstoffe informieren und somit zu einem bewussten (Konsum-)Entscheid befähigt.	
Standeskanzlei des Kantons Uri	34.1 c	Kennzeichnung Energy Drink und Energy Shot Im aktuellen Art. 23 der Verordnung über Speziallebensmittel wird bei den Energy Drinks unter Abs. 4 Bst. d gefordert, den Gehalt an Coffein, Taurin und Glucuronolacton in mg pro 100 ml oder deren prozentualen Anteil anzugeben. Dies wird im Revisionsvorschlag nicht mehr explizit erwähnt. Wurde dies bewusst weggelassen oder vergessen? Das Aufführen der Bestimmung macht Sinn, v.a. wenn im Rahmen der Kennzeichnung nur in der Zutatenliste auf Taurin und Glucuronolacton hingewiesen wird und sonst nirgends. In einem solchen Fall müssten die Gehalte dieser Stoffe nicht angegeben werden.	Art. 23 Abs. 4 Bst. d wieder aufnehmen. Evtl. mit Inosit ergänzen.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	34.1 c	Kennzeichnung Energy Drink und Energy Shot Im aktuellen Art. 23 der Verordnung über Speziallebensmittel wird bei den Energy Drinks unter Abs. 4 Bst. d gefordert, den Gehalt an Coffein, Taurin und Glucuronolacton in mg pro 100 ml oder deren prozentualen Anteil anzugeben. Dies wird im Revisionsvorschlag nicht mehr explizit erwähnt. Wurde	Es sollte explizit erwähnt werden, dass bei Energy Shots die Tagesration als Hinweis aufzuführen ist.

		dies bewusst weggelassen oder vergessen? Das Aufführen der Bestimmung macht Sinn, v.a. wenn im Rahmen der Kennzeichnung nur in der Zutaten-liste auf Taurin und Glucuronolacton hingewiesen wird und sonst nir-gends. In einem solchen Fall müssten die Gehalte dieser Stoffe nicht angegeben werden.	
Staatskanzlei des Kantons Zürich	34.1 c	Es sollte vorgeschrieben werden, dass bei Energyshots eine Tagesration auf der Verpackung aufzuführen ist, ansonsten nicht sichergestellt werden kann, dass 160 mg Coffein pro Tag nicht überschritten werden.	Ergänzung von Art. 34 Abs. 1: Angabe der Tagesration
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	34.1 c	Der Wortlaut des Hinweises sollte aus der Verordnung (EU) Nr. 1169/2011 übernommen werden, sonst wird ein Handelshemmnis geschaffen, das kaum begründbar ist. Der Begriff "Bezeichnung" sollte durch den lebensmittelrechtlich definierten Begriff "Sachbezeichnung" ersetzt werden.	2. bei Erzeugnissen mit einem Coffeingehalt von über 150 mg/l einen Hinweis "Erhöhter Coffeingehalt. Für Kinder und schwangere oder stillende Frauen nicht empfohlen" im selben Sichtfeld wie die Sachbezeichnung, gefolgt in Klammern von der Angabe des Coffeingehaltes in mg/100 ml.
Staatskanzlei des Kantons Bern	34.1 c	Es sollte ein eigenständiges Kapitel für Energydrinks und -shots geschaffen werden. Die spezifischen Vorgaben sind in einem separaten Artikel zu regeln. Zudem muss vorgeschrieben werden, dass bei Energyshots eine Tagesration auf der Verpackung aufzuführen ist, ansonsten nicht sichergestellt werden kann, dass 160 mg Coffein pro Tag nicht überschritten werden.	
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	34.1 c	Der Wortlaut des vorzunehmenden Hinweises sollte von der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 unverändert übernommen werden. Der Begriff "Bezeichnung" sollte durch "Sachbezeichnung" ersetzt werden etc.	Anpassung entsprechend: "2. bei Erzeugnissen mit einem Coffeingehalt von über 150 mg/l einen Hinweis "Erhöhter Coffeingehalt. Für Kinder und schwangere oder stillende Frauen nicht empfohlen" im selben Sichtfeld wie die Sachbezeichnung, gefolgt in Klammern von der Angabe des Coffeingehaltes in mg/100 ml."
Staatskanzlei des Kantons Aargau	34.1 c	Der Wortlaut des vorzunehmenden Hinweises sollte von der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 unverändert übernommen werden. Der Begriff "Bezeichnung" sollte durch "Sachbezeichnung" ersetzt werden etc.	Anpassung entsprechend: "2. bei Erzeugnissen mit einem Coffeingehalt von über 150 mg/l einen Hinweis "Erhöhter Coffeingehalt. Für Kinder und schwangere oder stillende Frauen nicht empfohlen" im selben Sichtfeld wie die Sachbezeichnung, gefolgt in Klammern von der Angabe des Coffeingehaltes in mg/100 ml."
GSLI Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren	34.1 c	Aus Gründen des Jugendschutzes soll nach wie vor ein Hinweis angebracht werden, dass stark coffeinhaltige Fertiggetränke (Energydrink, Energy Drink) und konzentrierte stark coffeinhaltige Fertiggetränke (Energy Shot) nicht mit Alkohl zu mischen sind. Duch die Mischung von Alkohol (z. B. Wodka) mit Energy Drinks wird deutlich mehr Alkohol konsumiert (Gesundheitsschutz).	Die Warnhinweise sind zu ergänzen mit: dem Hinweis „nicht mit Alkohol“ mischen

GSLI Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren	34.1 c	Da bei stark coffeinhaltige Fertiggetränke (Energydrink, Energy Drink) und konzentrierte stark coffeinhaltige Fertiggetränke (Energy Shot) ein Hinweis zum Coffeingehalt angegeben werden muss ist der Gehalt an Coffein in mg pro 100 ml oder deren prozentualen Anteil anzugeben.	Den Gehalt an Coffein, in mg pro 100 ml oder deren prozentualen Anteil ist anzugeben.
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	34.1 c	Etiquetage des energy drinks et des energy shots : avertissement Les energy drinks sont un sujet de préoccupation pour les parents, notamment après l"étude américaine qui a mis le doigt sur des problèmes de santé après l"ingestion de ces boissons. D"après le sondage de l"EFSA, la moitié des adolescents consomment ces boissons avec de l"alcool. Nous demandons donc de maintenir tous les avertissements sur les « energy drinks » et les « energy shots »	« pour les denrées dont la teneur en caféine excède 150 mg/l, une mention telle que « teneur élevée en caféine, déconseillé aux enfants et aux femmes enceintes ou allaitantes » ainsi que « ne pas mélanger avec de l"alcool » dans le même champ visuel que la dénomination de la boisson, suivie, entre parenthèses, de la mention de la teneur en caféine exprimée en mg/100 ml; »
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	34.1 c	Etiquetage des energy drinks et des energy shots : indication de la teneur en taurine et en glucaronolactone L"indication de la teneur en taurine, en glucaronolactone et en d"autres substances doit être faite pour informer les consommateurs.	Ajouter : « c bis . la teneur en caféine, en taurine et en glucuronolactone en mg par 100 ml ou l"indication de leur pourcentage. »
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	34.1 c	Etiquetage des energy drinks et des energy shots : quantité journalière maximale Les quantités maximales journalières spécifiques à chaque produit doivent étre fixés par les entreprises responsables d"après les explications pour l"article 33. Les consommateurs doivent être informés de cette quantité maximale à ne pas dépasser en une journée. Il faut donc la mentionner sur l"emballage.	
Staatskanzlei des Kantons Zug	34.1 c	Kennzeichnung Energy Drink und Energy Shot Im aktuellen Art. 23 der Verordnung über Speziallebensmittel wird bei den Energy Drinks unter Abs. 4 Bst. d gefordert, den Gehalt an Coffein, Taurin und Glucuronolacton in mg pro 100 ml oder deren prozentualen Anteil anzugeben. Dies wird im Revisionsvorschlag nicht mehr explizit erwähnt und es ist unklar, ob dies bewusst weggelassen oder vergessen wurde. Das Aufführen der Bestimmung macht Sinn, v.a. wenn im Rahmen der Kennzeichnung nur in der Zutatenliste auf Taurin und Glucuronolacton hingewiesen wird und sonst nirgends. In einem solchen Fall müssten die Gehalte dieser Stoffe nicht angegeben werden.	Art. 23 Abs. 4 Bst. d wieder aufnehmen. Evtl. mit Inosit ergänzen.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	34.1 c	Etiquetage des energy drinks et des energy shots : avertissement Les energy drinks sont un sujet de préoccupation pour les parents, notamment après l"étude américaine qui a mis le doigt sur des problèmes de santé après l"ingestion de ces boissons. D"après le sondage de l"EFSA, la moitié des adolescents consomment ces boissons avec de l"alcool. Nous demandons donc de maintenir tous	« pour les denrées dont la teneur en caféine excède 150 mg/l, une mention telle que « teneur élevée en caféine, déconseillé aux enfants et aux femmes enceintes ou allaitantes » ainsi que « ne pas mélanger avec de l"alcool » dans le même champ visuel que la dénomination de la boisson, suivie, entre parenthèses, de la

		les avertissements sur les « energy drinks » et les « energy shots »	mention de la teneur en caféine exprimée en mg/100 ml; »
Fédération Romande des Consommateurs FRC	34.1 c	Etiquetage des energy drinks et des energy shots : indication de la teneur en taurine et en glucaronolactone L"indication de la teneur en taurine, en glucaronolactone et en d"autres substances doit être faite pour informer les consommateurs.	Ajouter : « c bis . la teneur en caféine, en taurine et en glucuronolactone en mg par 100 ml ou l"indication de leur pourcentage. »
Fédération Romande des Consommateurs FRC	34.1 c	Etiquetage des energy drinks et des energy shots : quantité journalière maximale Les quantités maximales journalières spécifiques à chaque produit doivent étre fixés par les entreprises responsables d"après les explications pour l"article 33. Les consommateurs doivent être informés de cette quantité maximale à ne pas dépasser en une journée. Il faut donc la mentionner sur l"emballage.	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	34.1 c	Etiquetage des energy drinks et des energy shots : avertissement Les energy drinks sont un sujet de préoccupation pour les parents, notamment après l"étude américaine qui a mis le doigt sur des problèmes de santé après l"ingestion de ces boissons. D"après le sondage de l"EFSA, la moitié des adolescents consomment ces boissons avec de l"alcool. Nous demandons donc de maintenir tous les avertissements sur les « energy drinks » et les « energy shots »	« pour les denrées dont la teneur en caféine excède 150 mg/l, une mention telle que « teneur élevée en caféine, déconseillé aux enfants et aux femmes enceintes ou allaitantes » ainsi que « ne pas mélanger avec de l"alcool » dans le même champ visuel que la dénomination de la boisson, suivie, entre parenthèses, de la mention de la teneur en caféine exprimée en mg/100 ml; »
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	34.1 c	Etiquetage des energy drinks et des energy shots : indication de la teneur en taurine et en glucaronolactone L"indication de la teneur en taurine, en glucaronolactone et en d"autres substances doit être faite pour informer les consommateurs.	Ajouter : « c bis . la teneur en caféine, en taurine et en glucuronolactone en mg par 100 ml ou l"indication de leur pourcentage. »
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	34.1 c	Etiquetage des energy drinks et des energy shots : quantité journalière maximale Les quantités maximales journalières spécifiques à chaque produit doivent étre fixés par les entreprises responsables d"après les explications pour l"article 33. Les consommateurs doivent être informés de cette quantité maximale à ne pas dépasser en une journée. Il faut donc la mentionner sur l"emballage.	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	34.1 c	Der Wortlaut des vorzunehmenden Hinweises sollte von der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 unverändert übernommen werden. Der Begriff "Bezeichnung" sollte durch "Sachbezeichnung" ersetzt werden etc.	Anpassung entsprechend: "2. bei Erzeugnissen mit einem Coffeingehalt von über 150 mg/l einen Hinweis "Erhöhter Coffeingehalt. Für Kinder und schwangere oder stillende Frauen nicht empfohlen" im selben Sichtfeld wie die Sachbezeichnung, gefolgt in Klammern von der Angabe des Coffeingehaltes in mg/100 ml."
Staatskanzlei des Kantons	34.1 d	Trotz dem allgemeinen Art. 2 Abs. 1 Bst. p. LKV sollte vorgeschrieben werden, dass bei Energy Shots eine Tagesration auf der Ver-	Es sollte explizit erwähnt werden, dass bei Energy Shots die Tages-

Obwalden		packung aufzuführen ist. Auf diese Weise wird sichergestellt, dass von Coffein, Taurin, Glucuronolacton, Inosit und den Vitaminen die zulässigen Höchstmengen pro Tag nicht überschritten werden (Gesundheitsschutz).	ration als Hinweis aufzuführen ist.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	34.1 d	Trotz dem allgemeinen Art. 2 Abs. 1 Bst. p. LKV sollte vorgeschrieben werden, dass bei Energy Shots eine Tagesration auf der Verpackung aufzuführen ist. Auf diese Weise wird sichergestellt, dass von Coffein, Taurin, Glucuronolacton, Inosit und den Vitaminen die zulässigen Höchstmengen pro Tag nicht überschritten werden (Gesundheitsschutz).	Es sollte explizit erwähnt werden, dass bei Energy Shots die Tagesration als Hinweis aufzuführen ist.
Standeskanzlei des Kantons Uri	34.1 d	Trotz dem allgemeinen Art. 2 Abs. 1 Bst. p. LKV sollte vorgeschrieben werden, dass bei Energy Shots eine Tagesration auf der Verpackung aufzuführen ist. Auf diese Weise wird sichergestellt, dass von Coffein, Taurin, Glucuronolacton, Inosit und den Vitaminen die zulässigen Höchstmengen pro Tag nicht überschritten werden (Gesundheitsschutz).	Es sollte explizit erwähnt werden, dass bei Energy Shots die Tagesration als Hinweis aufzuführen ist.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	34.1 d	Trotz dem allgemeinen Art. 2 Abs. 1 Bst. p. LKV sollte vorgeschrieben werden, dass bei Energy Shots eine Tagesration auf der Verpackung aufzuführen ist. Auf diese Weise wird sichergestellt, dass von Coffein, Taurin, Glucuronolacton, Inosit und den Vitaminen die zulässigen Höchstmengen pro Tag nicht überschritten werden (Gesundheitsschutz).	Es sollte explizit erwähnt werden, dass bei Energy Shots die Tagesration als Hinweis aufzuführen ist.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	34.1 d	Trotz dem allgemeinen Art. 2 Abs. 1 Bst. p. LKV sollte vorgeschrieben werden, dass bei Energy Shots eine Tagesration auf der Verpackung aufzuführen ist. Auf diese Weise wird sichergestellt, dass von Coffein, Taurin, Glucuronolacton, Inosit und den Vitaminen die zulässigen Höchstmengen pro Tag nicht überschritten werden (Gesundheitsschutz).	Es sollte explizit erwähnt werden, dass bei Energy Shots die Tagesration als Hinweis aufzuführen ist.
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	34.1 d	Der geforderte Hinweis, dass stark coffeinhaltige Fertiggetränke (und konzentrierte, stark coffeinhaltige Fertiggetränke) "nur in begrenzten Mengen" konsumiert werden sollen, ist aus dem bisherigen Art. 23 Abs. 4 Bst. a der VO über Speziallebensmittel übernommen. Die EU hat in Anhang III der VO Nr. 1169/2011 (Information der Verbraucher über Lebensmittel) die für bestimmte Lebensmittel geforderten zusätzlichen Angaben umschrieben. Für Getränke mit einem erhöhten Coffeingehalt ist Ziff. 4 massgebend. Vorgesehen ist dort der Warnhinweis bezüglich Kinder und schwangere oder stillende Frauen. Nicht vorgeschrieben ist ein Hinweis im Sinne von "nur in begrenzten Mengen zu konsumieren".	Bst. d ist ersatzlos zu streichen.

		Der vorgeschlagene Bst. b schafft somit eine Abweichung vom geltenden EU-Recht und könnte über ein Gesuch nach dem "Cassis-de-Dijon"-Prinzip ohne weiteres ausgehebelt werden. Bst. b ist deshalb ersatzlos zu streichen.	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	34.1 d	Trotz dem allgemeinen Art. 2 Abs. 1 Bst. p. LKV sollte vorgeschrieben werden, dass bei Energy Shots eine Tagesration auf der Verpackung aufzuführen ist. Auf diese Weise wird sichergestellt, dass von Coffein, Taurin, Glucuronolacton, Inosit und den Vitaminen die zulässigen Höchstmengen pro Tag nicht überschritten werden (Gesundheitsschutz).	Es sollte explizit erwähnt werden, dass bei Energy Shots die Tagesration als Hinweis aufzuführen ist.
Standeskanzlei des Kantons Graubünden	Anhang 2	Cranberry (Vaccinium macrocarpon) und Preiselbeere (Vaccinium vitis-idaea) sind nicht das gleiche: Die sogenannte „Kulturpreiselbeere“ bezeichnet keine Preiselbeere, sondern die Großfrüchtige Moosbeere (Vaccinium macrocarpon), auch „Cranberry“ genannt, mit anderer, am Boden kriechender Wuchsform und deutlich anderem Geschmack.	Preiselbeere nicht durch Kranbeere/ Cranberries ersetzen.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Anhang 2	Für Cranberries fehlt als einzige Frucht der botanische Name. Er sollte ergänzt werden (siehe codex standard für Fruchtsäfte und Fruchtnektar Nr. 247). Nun werden wieder 30 % Cranberry-Saft als Mindestgehalt für Fruchtnektar vorgeschrieben. Aktuell sind es 25 %. Der Wert hat im Laufe der letzten Jah¬re mehrmals gewechselt. Dies ist eine Zumutung für die Getränkeindustrie. Der ständige Wechsel hängt vermutlich u.a. mit dem Übersetzungs-Wirrwarr zusammen. Es bestehen Diskrepanzen zwischen den Verordnungen auf deutsch, französisch und italienisch. Auch in der EU-Richtlinie Nr. 2012/12/EU (Anhang IV) sind die verschiedenen Sprachversionen inkonsistent. Solche Unterschiede sind nicht akzeptabel.	Ergänzung: Lateinischer Name entsprechend codex standard für Fruchtsäfte und Fruchtnektar Nr. 247. Bei Fruchtnektar "Cranberry" sollte der Mindest-gehalt an Cranberry-Saft bei 25 Volumenprozent bleiben.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Anhang 2	Für Cranberries fehlt als einzige Frucht der botanische Name. Er sollte ergänzt werden (siehe codex standard für Fruchtsäfte und Fruchtnektar Nr. 247). Nun werden wieder 30 % Cranberry-Saft als Mindestgehalt für Fruchtnektar vorgeschrieben. Aktuell sind es 25 %. Der Wert hat im Laufe der letzten Jah¬re mehrmals gewechselt. Dies ist eine Zumutung für die Getränkeindustrie. Der ständige Wechsel hängt vermutlich u.a. mit dem Übersetzungs-Wirrwarr zusammen. Es bestehen Diskrepanzen zwischen den Verordnungen auf deutsch, französisch und italienisch. Auch in der EU-Richtlinie Nr. 2012/12/EU (Anhang IV) sind die verschiedenen Sprachversionen inkonsistent. Solche Unterschiede sind nicht	Ergänzung: Lateinischer Name entsprechend codex standard für Fruchtsäfte und Fruchtnektar Nr. 247. Bei Fruchtnektar "Cranberry" sollte der Mindest-gehalt an Cranberry-Saft bei 25 Volumenprozent bleiben.

		akzeptabel.	
Staatskanzlei des Kantons Zürich	Anhang 2	Für Cranberries fehlt als einzige Frucht der botanische Name. Er sollte ergänzt werden (siehe codex standard für Fruchtsäfte und Fruchtnektar Nr. 247). Nun werden wieder 30 % Cranberry-Saft als Mindestgehalt für Fruchtnektar vorgeschrieben. Aktuell sind es 25 %. Der Wert hat im Laufe der letzten Jah¬re mehrmals gewechselt. Dieser ständige Wechsel ist für die Getränkeindustrie nicht zumutbar. Zudem bestehen Diskrepanzen zwischen den Verordnungen auf Deutsch, französisch und italienisch. Auch in der EU-Richtlinie Nr. 2012/12/EU (Anhang IV) sind die verschiedenen Sprachversionen inkonsistent. Solche Unterschiede müssen unbedingt bereinigt werden.	Ergänzung von Anhang 2: Lateinischer Name entsprechend codex standard für Fruchtsäfte und Fruchtnektar Nr. 247. Bei Fruchtnektar "Cranberry" sollte der Mindest-gehalt an Cranberry-Saft bei 25 Volumenprozent bleiben.
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	Anhang 2	Der Mindestgehalt an Cranberry-Saft in Fruchtnektar soll von 25% wieder auf 30% angehoben werden. Der ständige Wechsel des rechtlich festgelegten Mindestgehaltes hängt u. a. mit Übersetzungsunklarheiten zusammen. Auch in der Richtlinie 2012/12/EU (Anhang IV) sind die verschiedenen Sprachversionen nicht konsistent. Dies führt dazu, dass auch innerhalb der Europäischen Union keine einheitliche Regelung gilt, da in den verschiedenen Ländern unter den im Anhang der Verordnung aufgeführten Begriffen für die Beeren verschiedene Pflanzen verstanden werden. Um in der Schweiz eine einigermassen einheitliche Regelung zu erreichen und für die Lebensmittelindustrie Rechtssicherheit zu schaffen, soll der pragmatische Ansatz gewählt werden und für alle möglicherweise betroffenen Beeren der Mindestgehalt ausdrücklich auf 25% festgelegt werden.	Bei Fruchtnektar soll der Mindestgehalt an Fruchtsaft für "Kranbeere / Cranberries / Moosbeere / Preiselbeeren" auf 25 Volumenprozent festgelegt werden…
Staatskanzlei des Kantons Bern	Anhang 2	Für Cranberries fehlt als einzige Frucht der botanische Name. Er sollte ergänzt werden.	Kranbeere/ Cranberries = Vaccinium macrocarpon
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Anhang 2	Für Cranberries fehlt als einzige Frucht der botanische Name. Er sollte ergänzt werden (siehe codex standard für Fruchtsäfte und Fruchtnektar Nr. 247). Nun werden wieder 30 % Cranberry-Saft als Mindestgehalt für Fruchtnektar vorgeschrieben. Aktuell sind es 25 %. Der Wert hat im Laufe der letzten Jah¬re mehrmals gewechselt. Dies ist eine Zumutung für die Getränkeindustrie. Der ständige Wechsel hängt vermutlich u.a. mit dem Übersetzungs-Wirrwarr zusammen. Es bestehen Diskrepanzen zwischen den Verordnungen auf deutsch, französisch und italienisch. Auch in der EU-Richtlinie Nr. 2012/12/EU (Anhang IV) sind die verschiedenen Sprachversionen inkonsistent. Solche Unterschiede sind nicht	Ergänzung: Lateinischer Name entsprechend codex standard für Fruchtsäfte und Fruchtnektar Nr. 247. Bei Fruchtnektar "Cranberry" sollte der Mindest-gehalt an Cranberry-Saft bei 25 Volumenprozent bleiben.

		akzeptabel.	
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Anhang 2	Für Cranberries fehlt als einzige Frucht der botanische Name. Er sollte ergänzt werden (siehe codex standard für Fruchtsäfte und Fruchtnektar Nr. 247). Nun werden wieder 30 % Cranberry-Saft als Mindestgehalt für Fruchtnektar vorgeschrieben. Aktuell sind es 25 %. Der Wert hat im Laufe der letzten Jah¬re mehrmals gewechselt. Dies ist eine Zumutung für die Getränkeindustrie. Der ständige Wechsel hängt vermutlich u.a. mit dem Übersetzungs-Wirrwarr zusammen. Es bestehen Diskrepanzen zwischen den Verordnungen auf deutsch, französisch und italienisch. Auch in der EU-Richtlinie Nr. 2012/12/EU (Anhang IV) sind die verschiedenen Sprachversionen inkonsistent. Solche Unterschiede sind nicht akzeptabel.	Ergänzung: Lateinischer Name entsprechend codex standard für Fruchtsäfte und Fruchtnektar Nr. 247. Bei Fruchtnektar "Cranberry" sollte der Mindest-gehalt an Cranberry-Saft bei 25 Volumenprozent bleiben.
GSLI Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren	Anhang 2	Für Cranberries fehlt als einzige Frucht der botanische Name. Er sollte ergänzt werden (siehe codex standard für Fruchtsäfte und Fruchtnektar Nr. 247). Nun werden wieder 30 % Cranberry-Saft als Mindestgehalt für Fruchtnektar vorgeschrieben. Aktuell sind es 25 %. Der Wert hat im Laufe der letzten Jahre mehrmals gewechselt. Dies ist eine Zumutung für die Getränkeindustrie.	Ergänzung: Lateinischer Name entsprechend codex standard für Fruchtsäfte und Fruchtnektar Nr. 247. Bei Fruchtnektar "Cranberry" sollte der Mindestgehalt an Cranberry-Saft bei 25 Volumenprozent bleiben.
Staatskanzlei des Kantons Zug	Anhang 2	Für Cranberries fehlt als einzige Frucht der botanische Name. Er sollte ergänzt werden (siehe codex standard für Fruchtsäfte und Fruchtnektar Nr. 247). Es werden 30 Prozent Cranberry-Saft als Mindestgehalt für Fruchtnektar vorgeschrieben. Aktuell sind es 25 Prozent. Der Wert hat im Laufe der letzten Jahre mehrmals gewechselt. Dies ist eine Zumutung für die Getränkeindustrie.	Lateinischer Name entsprechend codex standard für Fruchtsäfte und Fruchtnektar Nr. 247. Bei Fruchtnektar "Cranberry" sollte der Mindestgehalt an Cranberry-Saft bei 25 Volumenprozent bleiben.
Verband Schweiz. Mineralquellen und Soft Drink-Produzenten (SMS)	Anhang 2	Preiselbeeren und Cranberries sind botanisch gesehen unterschiedliche Beeren. Auch Preiselbeeren sollen aufgeführt werden.	
Schweizer Brauerei-Verband	Anhang 2	Preiselbeeren und Cranberries sind botanisch gesehen unterschiedliche Beeren. Auch Preiselbeeren sollen aufgeführt werden.	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Anhang 2	Für Cranberries fehlt als einzige Frucht der botanische Name. Er sollte ergänzt werden (siehe codex standard für Fruchtsäfte und Fruchtnektar Nr. 247). Nun werden wieder 30 % Cranberry-Saft als Mindestgehalt für Fruchtnektar vorgeschrieben. Aktuell sind es 25 %. Der Wert hat im Laufe der letzten Jah¬re mehrmals gewechselt. Dies ist eine Zumu-	Ergänzung: Lateinischer Name entsprechend codex standard für Fruchtsäfte und Fruchtnektar Nr. 247. Bei Fruchtnektar "Cranberry" sollte der Mindest-gehalt an Cranberry-Saft bei 25 Volumenprozent bleiben.

		tung für die Getränkeindustrie. Der ständige Wechsel hängt vermutlich u.a. mit dem Übersetzungs-Wirrwarr zusammen. Es bestehen Diskrepanzen zwischen den Verordnungen auf deutsch, französisch und italienisch. Auch in der EU-Richtlinie Nr. 2012/12/EU (Anhang IV) sind die verschiedenen Sprachversionen inkonsistent. Solche Unterschiede sind nicht akzeptabel.	
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Anhang3	Im neuen Art. 5 Abs. 6 und Art. 9 Abs. 2 werden auf Anhang 3 verwiesen. Entsprechend muss dort auch auf diese Bestimmung rückverwiesen werden.	Ergänzung: "Anhang 3 (Art. 4 Abs. 1 Bst. G, Art. 5 Abs. 6, Art. 9 Abs. 2)"
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Anhang3	Im neuen Art. 5 Abs. 6 und Art. 9 Abs. 2 werden auf Anhang 3 verwiesen. Entsprechend muss dort auch auf diese Bestimmung rückverwiesen werden.	Ergänzung: "Anhang 3 (Art. 4 Abs. 1 Bst. G, Art. 5 Abs. 6, Art. 9 Abs. 2)"
Staatskanzlei des Kantons Zürich	Anhang3	Im neuen Art. 5 Abs. 6 wird auf Anhang 3 verwiesen. Entsprechend sollte dort auch auf diese Bestimmung rückverwiesen werden.	“Anhang 3 (Art. 4 Abs. 1 Bst. g, Art. 5 Abs. 6)”
Staatskanzlei des Kantons Bern	Anhang3	Im neuen Art. 5 Abs. 6 wird auf Anhang 3 verwiesen. Entsprechend muss dort auch auf diese Bestimmung rückverwiesen werden.	“Anhang 3 (Art. 4 Abs. 1 Bst. G, Art. 5 Abs. 6)”
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Anhang3	Im neuen Art. 5 Abs. 6 und Art. 9 Abs. 2 werden auf Anhang 3 verwiesen. Entsprechend muss dort auch auf diese Bestimmung rückverwiesen werden.	Ergänzung: "Anhang 3 (Art. 4 Abs. 1 Bst. G, Art. 5 Abs. 6, Art. 9 Abs. 2)"
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Anhang3	Im neuen Art. 5 Abs. 6 und Art. 9 Abs. 2 werden auf Anhang 3 verwiesen. Entsprechend muss dort auch auf diese Bestimmung rückverwiesen werden.	Ergänzung: "Anhang 3 (Art. 4 Abs. 1 Bst. G, Art. 5 Abs. 6, Art. 9 Abs. 2)"
Staatskanzlei des Kantons Zug	Anhang3	Im neuen Art. 5 Abs. 6 und Art. 9 Abs. 2 werden auf Anhang 3 verwiesen. Entsprechend sollte ergänzt werden, dass sich der Anhang auch auf diese Artikel stützt und nicht nur auf Art. 4 Abs. 1 Bst. g.	"Anhang 3 (Art. 4 Abs. 1 Bst. g, Art. 5 Abs. 6, Art. 9 Abs. 2)"
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Anhang3	Im neuen Art. 5 Abs. 6 und Art. 9 Abs. 2 werden auf Anhang 3 verwiesen. Entsprechend muss dort auch auf diese Bestimmung rückverwiesen werden.	Ergänzung: "Anhang 3 (Art. 4 Abs. 1 Bst. G, Art. 5 Abs. 6, Art. 9 Abs. 2)"
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	Generelle Bemerkungen	Fruchtsäfte - Tomatensaft Generell wird begrüsst, dass Fruchtsäften künftig keine Zuckerarten mehr zugegeben werden dürfen. Neu soll der Tomatensaft nicht mehr unter den Gemüsesäften, sondern unter den Fruchtsäften eingeteilt werden. Die neue vorge-	

		sehene Einteilung führt zur Widersprüchlichkeiten mit der Schweizer Gesetzgebung. Tomaten werden in der Verordnung über Obst, Gemüse, Konfitüre und konfitüreähnliche Produkte unter Gemüse eingeteilt (Art. 5 Abs. 2 Bst. d. Fruchtgemüse). Demzufolge werden Tomatensaft und Tomatensaftkonzentrat (Tomatenpüree) logischerweise bisher in der Verordnung über alkoholfreie Getränke unter Gemüsesäfte unter Gemüsesäften / Gemüsesaftkonzentrat umschrieben. Tomaten fallen auch in der FIV unter den Begriff "Gemüse". Es wird in der FIV an mehreren Orten erwähnt, dass unter den Begriff "Gemüse" die in Artikel 5 der Verordnung über Obst, Gemüse, Konfitüre und konfitüreähnliche Produkte umschriebenen Pflanzen oder Pflanzenteile fallen: Siehe beispielsweise Erläuterung zur Liste 2 für Metalle (unter Ziffer 2.4) oder Erläuterung zur Liste 4 für andere Fremd- oder Inhaltsstoffe (unter Ziffer 4.4). Solche Diskrepanzen sind zu vermeiden. Hingewiesen sei auch, dass Tomaten von der durchschnittlichen Konsumentenschaft als Gemüse (Fruchtgemüse) verwendet werden. Unter diesen Gesichtspunkten sollte auf die Umteilung von Tomatensaft / -konzentrat zu Fruchtsäften verzichtet werden. Die Umteilung hätte auch auf weitere Artikel in der Verordnung über alkoholfreie Getränke einen Einfluss. Aus Art. 30 und 32 müsste der Tomatensaft / -konzentrat entsprechend neu unter den Fruchtsäften erfasst werden. Dies wurde im Revisionsvorschlag ebenfalls nicht berücksichtigt. Energy Drinks und Energy Shots Neu werden Energy Drinks und Energy Shots nicht mehr in der Verordnung über Speziellebensmittel, sondern in der vorliegenden Verordnung über alkoholfreie Getränke umschrieben. Dabei sollen sie im Kapitel "Instant- und Fertiggetränke" eingeteilt werden. Diese Subsumierung in den gleichen Artikeln wie die Instant- und Fertiggetränke ist ungeschickt. Aus Gründen der Übersichtlichkeit und der Komplexität dieser beiden Getränkegrupppen wird empfohlen, dass diese in einem separaten Kapitel oder im Kapitel "Instant- und Fertiggetränke" unter einem separaten Abschnitt umschrieben werden. In diesem Zusammenhang ist auch die Anpassung von Art. 1 (Geltungsbereich) angezeigt.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Generelle Bemerkungen	Fruchtsäfte - Tomatensaft Generell wird begrüsst, dass Fruchtsäften künftig keine Zuckerarten mehr zugegeben werden dürfen. Neu soll der Tomatensaft nicht mehr unter den Gemüsesäften, sondern unter den Fruchtsäften eingeteilt werden. Die neue vorgesehene Einteilung führt zur Widersprüchlichkeiten mit der Schweizer Gesetzgebung. Tomaten werden in der Verordnung über Obst, Gemüse, Konfitüre und konfitüreähnliche Produkte unter Gemüse eingeteilt (Art. 5 Abs. 2 Bst. d. Fruchtgemüse). Demzufolge werden Tomatensaft und Tomatensaftkonzentrat (Tomatenpüree) logi-

		scherweise bisher in der Verordnung über alkoholfreie Getränke unter Gemüsesäfte unter Gemüsesäften / Gemüsesaftkonzentrat umschrieben. Tomaten fallen auch in der FIV unter den Begriff "Gemüse". Es wird in der FIV an mehreren Orten erwähnt, dass unter den Begriff "Gemüse" die in Artikel 5 der Verordnung über Obst, Gemüse, Konfitüre und konfitüreähnliche Produkte umschriebenen Pflanzen oder Pflanzenteile fallen: Siehe beispielsweise Erläuterung zur Liste 2 für Metalle (unter Ziffer 2.4) oder Erläuterung zur Liste 4 für andere Fremd- oder Inhaltsstoffe (unter Ziffer 4.4). Solche Diskrepanzen sind zu vermeiden. Hingewiesen sei auch, dass Tomaten von der durchschnittlichen Konsumentenschaft als Gemüse (Fruchtgemüse) verwendet werden. Unter diesen Gesichtspunkten sollte auf die Umteilung von Tomatensaft / -konzentrat zu Fruchtsäften verzichtet werden. Die Umteilung hätte auch auf weitere Artikel in der Verordnung über alkoholfreie Getränke einen Einfluss. Aus Art. 30 und 32 müsste der Tomatensaft / -konzentrat entsprechend neu unter den Fruchtsäften erfasst werden. Dies wurde im Revisionsvorschlag ebenfalls nicht berücksichtigt. Energy Drinks und Energy Shots Neu werden Energy Drinks und Energy Shots nicht mehr in der Verordnung über Speziellebensmittel, sondern in der vorliegenden Verordnung über alkoholfreie Getränke umschrieben. Dabei sollen sie im Kapitel "Instant- und Fertiggetränke" eingeteilt werden. Diese Subsumierung in den gleichen Artikeln wie die Instant- und Fertiggetränke ist ungeschickt. Aus Gründen der Übersichtlichkeit und der Komplexität dieser beiden Getränkegrupppen wird empfohlen, dass diese in einem separaten Kapitel oder im Kapitel "Instant- und Fertiggetränke" unter einem separaten Abschnitt umschrieben werden. In diesem Zusammenhang ist auch die Anpassung von Art. 1 (Geltungsbereich) angezeigt.
Chancellerie d'Etat du Canton de Vaud	Generelle Bemerkungen	Pas de remarque
Standeskanzlei des Kantons Uri	Generelle Bemerkungen	Fruchtsäfte - Tomatensaft Generell wird begrüsst, dass Fruchtsäften künftig keine Zuckerarten mehr zugegeben werden dürfen. Neu soll der Tomatensaft nicht mehr unter den Gemüsesäften, sondern unter den Fruchtsäften eingeteilt werden. Die neue vorgesehene Einteilung führt zur Widersprüchlichkeiten mit der Schweizer Gesetzgebung. Tomaten werden in der Verordnung über Obst, Gemüse, Konfitüre und konfitüreähnliche Produkte unter Gemüse eingeteilt (Art. 5 Abs. 2 Bst. d. Fruchtgemüse). Demzufolge werden Tomatensaft und Tomatensaftkonzentrat (Tomatenpüree) logischerweise bisher in der Verordnung über alkoholfreie Getränke unter Gemüsesäfte unter Gemüsesäften / Gemüsesaftkonzentrat

		umschrieben. Tomaten fallen auch in der FIV unter den Begriff "Gemüse". Es wird in der FIV an mehreren Orten erwähnt, dass unter den Begriff "Gemüse" die in Artikel 5 der Verordnung über Obst, Gemüse, Konfitüre und konfitüreähnliche Produkte umschriebenen Pflanzen oder Pflanzenteile fallen: Siehe beispielsweise Erläuterung zur Liste 2 für Metalle (unter Ziffer 2.4) oder Erläuterung zur Liste 4 für andere Fremd- oder Inhaltsstoffe (unter Ziffer 4.4). Solche Diskrepanzen sind zu vermeiden. Hingewiesen sei auch, dass Tomaten von der durchschnittlichen Konsumentenschaft als Gemüse (Fruchtgemüse) verwendet werden. Unter diesen Gesichtspunkten sollte auf die Umteilung von Tomatensaft / -konzentrat zu Fruchtsäften verzichtet werden. Die Umteilung hätte auch auf weitere Artikel in der Verordnung über alkoholfreie Getränke einen Einfluss. Aus Art. 30 und 32 müsste der Tomatensaft / -konzentrat entsprechend neu unter den Fruchtsäften erfasst werden. Dies wurde im Revisionsvorschlag ebenfalls nicht berücksichtigt. Energy Drinks und Energy Shots Neu werden Energy Drinks und Energy Shots nicht mehr in der Verordnung über Speziellebensmittel, sondern in der vorliegenden Verordnung über alkoholfreie Getränke umschrieben. Dabei sollen sie im Kapitel "Instant- und Fertiggetränke" eingeteilt werden. Diese Subsumierung in den gleichen Artikeln wie die Instant- und Fertiggetränke ist ungeschickt. Aus Gründen der Übersichtlichkeit und der Komplexität dieser beiden Getränkegrupppen wird empfohlen, dass diese in einem separaten Kapitel oder im Kapitel "Instant- und Fertiggetränke" unter einem separaten Abschnitt umschrieben werden. In diesem Zusammenhang ist auch die Anpassung von Art. 1 (Geltungsbereich) angezeigt.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Generelle Bemerkungen	Fruchtsäfte - Tomatensaft Generell wird begrüsst, dass Fruchtsäften künftig keine Zuckerarten mehr zugegeben werden dürfen. Neu soll der Tomatensaft nicht mehr unter den Gemüsesäften, sondern unter den Fruchtsäften eingeteilt werden. Die neue vorgesehene Einteilung führt zur Widersprüchlichkeiten mit der Schweizer Gesetzgebung. Tomaten werden in der Verordnung über Obst, Gemüse, Konfitüre und konfitüreähnliche Produkte unter Gemüse eingeteilt (Art. 5 Abs. 2 Bst. d. Fruchtgemüse). Demzufolge werden Tomatensaft und Tomatensaftkonzentrat (Tomatenpüree) logischerweise bisher in der Verordnung über alkoholfreie Getränke unter Gemüsesäfte unter Gemüsesäften / Gemüsesaftkonzentrat umschrieben. Tomaten fallen auch in der FIV unter den Begriff "Gemüse". Es wird in der FIV an mehreren Orten erwähnt, dass unter den Begriff "Gemüse" die in Artikel 5 der Verordnung über Obst, Gemüse, Konfitüre und konfitüreähnliche Produkte umschriebenen Pflanzen oder Pflanzenteile fallen: Siehe beispielsweise Erläuterung zur Liste 2 für Metalle (unter Ziffer 2.4) oder Erläuterung

		zur Liste 4 für andere Fremd- oder Inhaltsstoffe (unter Ziffer 4.4). Solche Diskrepanzen sind zu vermeiden. Hingewiesen sei auch, dass Tomaten von der durchschnittlichen Konsumentenschaft als Gemüse (Fruchtgemüse) verwendet werden. Unter diesen Gesichtspunkten sollte auf die Umteilung von Tomatensaft / -konzentrat zu Fruchtsäften verzichtet werden. Die Umteilung hätte auch auf weitere Artikel in der Verordnung über alkoholfreie Getränke einen Einfluss. Aus Art. 30 und 32 müsste der Tomatensaft / -konzentrat entsprechend neu unter den Fruchtsäften erfasst werden. Dies wurde im Revisionsvorschlag ebenfalls nicht berücksichtigt. Energy Drinks und Energy Shots Neu werden Energy Drinks und Energy Shots nicht mehr in der Verordnung über Speziellebensmittel, sondern in der vorliegenden Verordnung über alkoholfreie Getränke umschrieben. Dabei sollen sie im Kapitel "Instant- und Fertiggetränke" eingeteilt werden. Diese Subsumierung in den gleichen Artikeln wie die Instant- und Fertiggetränke ist ungeschickt. Aus Gründen der Übersichtlichkeit und der Komplexität dieser beiden Getränkegrupppen wird empfohlen, dass diese in einem separaten Kapitel oder im Kapitel "Instant- und Fertiggetränke" unter einem separaten Abschnitt umschrieben werden. In diesem Zusammenhang ist auch die Anpassung von Art. 1 (Geltungsbereich) angezeigt.
Schweiz. Bauernverband (SBV)	Generelle Bemerkungen	Das geplante Verbot, auf Fruchtsäften den Hinweis „ohne zugesetzten Zucker“ anzubringen, wird abgelehnt. Mit diesem Verbot wird eine Diskriminierung der naturbelassenen Fruchtsäfte eingeführt, da bei Fruchtnektar oder anderen Fruchtsafterzeugnissen dieser Hinweis (sofern zutreffend) zulässig ist. Schweizer Eigenheiten müssen beibehalten werden, weil sie wirtschaftlich von grosser Bedeutung sind und Tradition haben.
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	Generelle Bemerkungen	Entsprechend der europäischen Richtlinie 2012/12/EU wird Tomatensaft neu den Fruchtsäften zugeordnet. Dies ist nach botanischen Gesichtspunkten absolut vertretbar. Allerdings sollte die Transformation der bisher gesetzgeberisch fälschlich als Gemüse bezeichneten "Tomate" konsequent und nicht nur punktuell vorgenommen werden. In der Verordnung über Obst, Gemüse, Konfitüre und konfitüreähnliche Produkte wird die Tomate weiterhin als Gemüse beurteilt und auch in der FIV ist die Tomate bei Gemüse eingeteilt. Sogar in der vorliegenden Verordnung werden die Anforderungen an Tomatensaft und Tomatenkonzentrat unter den Gemüsesäften festgelegt (Art. 30 und Art. 32). So wird die absurde Situation geschaffen, dass nach dem Konzentrationsprozess aus einem Fruchtsaft ein Gemüsesaftkonzentrat wird.

Staatskanzlei des Kantons Bern	Generelle Bemerkungen	Neu werden Energydrinks und Energyshots nicht mehr in der VSpez, sondern in der vorliegenden Verordnung umschrieben. Dabei sollen sie in die Kategorie Instant- und Fertiggetränke eingeteilt werden. Diese Subsumierung ist ungeschickt, weil so aus Art. 1 (Geltungsbereich) nicht sofort hervorgeht, dass hier neu auch diese Getränkekategorie abgehandelt wird. Vorschlag: In Art. 1 Abs. 1 neu lit. n ("Stark coffeinhaltige Getränke (Energydrink) und konzentrierte, stark coffeinhaltige Getränke (Energyshot)") einfügen.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Generelle Bemerkungen	Fruchtsäfte - Tomatensaft Generell wird begrüsst, dass Fruchtsäften künftig keine Zuckerarten mehr zugegeben werden dürfen. Neu soll der Tomatensaft nicht mehr unter den Gemüsesäften, sondern unter den Fruchtsäften eingeteilt werden. Die neue vorgesehene Einteilung führt zur Widersprüchlichkeiten mit der Schweizer Gesetzgebung. Tomaten werden in der Verordnung über Obst, Gemüse, Konfitüre und konfitüreähnliche Produkte unter Gemüse eingeteilt (Art. 5 Abs. 2 Bst. d. Fruchtgemüse). Demzufolge werden Tomatensaft und Tomatensaftkonzentrat (Tomatenpüree) logischerweise bisher in der Verordnung über alkoholfreie Getränke unter Gemüsesäfte unter Gemüsesäften / Gemüsesaftkonzentrat umschrieben. Tomaten fallen auch in der FIV unter den Begriff "Gemüse". Es wird in der FIV an mehreren Orten erwähnt, dass unter den Begriff "Gemüse" die in Artikel 5 der Verordnung über Obst, Gemüse, Konfitüre und konfitüreähnliche Produkte umschriebenen Pflanzen oder Pflanzenteile fallen: Siehe beispielsweise Erläuterung zur Liste 2 für Metalle (unter Ziffer 2.4) oder Erläuterung zur Liste 4 für andere Fremd- oder Inhaltsstoffe (unter Ziffer 4.4). Solche Diskrepanzen sind zu vermeiden. Hingewiesen sei auch, dass Tomaten von der durchschnittlichen Konsumentenschaft als Gemüse (Fruchtgemüse) verwendet werden. Unter diesen Gesichtspunkten sollte auf die Umteilung von Tomatensaft / -konzentrat zu Fruchtsäften verzichtet werden. Die Umteilung hätte auch auf weitere Artikel in der Verordnung über alkoholfreie Getränke einen Einfluss. Aus Art. 30 und 32 müsste der Tomatensaft / das -konzentrat entsprechend neu unter den Fruchtsäften erfasst werden. Dies wurde im Revisionsvorschlag ebenfalls nicht berücksichtigt.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Generelle Bemerkungen	Fruchtsäfte - Tomatensaft Generell wird begrüsst, dass Fruchtsäften künftig keine Zuckerarten mehr zugegeben werden dürfen. Neu soll der Tomatensaft nicht mehr unter den Gemüsesäften, sondern unter den Fruchtsäften eingeteilt werden. Die neue vorgesehene Einteilung führt zur Widersprüchlichkeiten mit der Schweizer

		Gesetzgebung. Tomaten werden in der Verordnung über Obst, Gemüse, Konfitüre und konfitüreähnliche Produkte unter Gemüse eingeteilt (Art. 5 Abs. 2 Bst. d. Fruchtgemüse). Demzufolge werden Tomatensaft und Tomatensaftkonzentrat (Tomatenpüree) logischerweise bisher in der Verordnung über alkoholfreie Getränke unter Gemüsesäfte unter Gemüsesäften / Gemüsesaftkonzentrat umschrieben. Tomaten fallen auch in der FIV unter den Begriff "Gemüse". Es wird in der FIV an mehreren Orten erwähnt, dass unter den Begriff "Gemüse" die in Artikel 5 der Verordnung über Obst, Gemüse, Konfitüre und konfitüreähnliche Produkte umschriebenen Pflanzen oder Pflanzenteile fallen: Siehe beispielsweise Erläuterung zur Liste 2 für Metalle (unter Ziffer 2.4) oder Erläuterung zur Liste 4 für andere Fremd- oder Inhaltsstoffe (unter Ziffer 4.4). Solche Diskrepanzen sind zu vermeiden. Hingewiesen sei auch, dass Tomaten von der durchschnittlichen Konsumentenschaft als Gemüse (Fruchtgemüse) verwendet werden. Unter diesen Gesichtspunkten sollte auf die Umteilung von Tomatensaft / -konzentrat zu Fruchtsäften verzichtet werden. Die Umteilung hätte auch auf weitere Artikel in der Verordnung über alkoholfreie Getränke einen Einfluss. Aus Art. 30 und 32 müsste der Tomatensaft / das -konzentrat entsprechend neu unter den Fruchtsäften erfasst werden. Dies wurde im Revisionsvorschlag ebenfalls nicht berücksichtigt.
GSLI Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren	Generelle Bemerkungen	Fruchtsäfte - Tomatensaft Neu soll der Tomatensaft nicht mehr unter den Gemüsesäften, sondern unter den Fruchtsäften eingeteilt werden. Die neue vorgesehene Einteilung führt zur Widersprüchlichkeiten mit der Schweizer Gesetzgebung. Tomaten werden in der Verordnung über Obst, Gemüse, Konfitüre und konfitüreähnliche Produkte und der FIV unter Gemüse eingeteilt. Demzufolge werden Tomatensaft und Tomatensaftkonzentrat (Tomatenpüree) logischerweise bisher in der Verordnung über alkoholfreie Getränke unter Gemüsesäfte unter Gemüsesäften / Gemüsesaftkonzentrat umschrieben. Unter diesen Gesichtspunkten sollte auf die Umteilung von Tomatensaft / -konzentrat zu Fruchtsäften verzichtet werden.
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Generelle Bemerkungen	L"interdiction d"ajouter du sucre dorénavant dans tous les jus de fruits est saluée par les associations de consommateurs. Le fait de traiter tous les jus de fruits de la même manière augmente la transparence et la confiance des consommateurs. Les boissons énergétiques sont un sujet de préoccupation pour les consommateurs, parents ou non. Les inclure dans l"ordonnance sur les boissons sans alcool peut sembler logique. Néanmoins, les intégrer dans la rubrique boissons instantanés et prétes à la consommation n"est pas adapté, le sujet est trop différent et trop important. Ces boissons contiennent des substances dont il faut limiter la consommation. Ils sont donc très différents des limonades

		et autres boissons prêtes à la consommation. Il est préférable de créer un chapitre dédié uniquement à ce genre de boisson. D"après un sondage effectué pour l"EFSA publié le 6 mars 2013, plus de 2/3 des adolescents (68%) et 18% des enfants consomment déjà des « energy drinks ». De plus, la moitié des adolescents consomment ces boissons avec de l"alcool. Vu leur préoccupation concernant les boissons énergétiques et les problèmes de santé survenu par exemple aux USA, les associations de consommateurs demandent le maintien de la mention obligatoire « ne pas mélanger avec l"alcool » sur les énergy drink.
Staatskanzlei des Kantons Zug	Generelle Bemerkungen	Es wird begrüsst, dass Fruchtsäften keine Zuckerarten mehr zugegeben werden dürfen. Neu werden „Energy Drinks“ und „Energy Shots“ nicht mehr in der Verordnung über Speziallebensmittel, sondern in der vorliegenden Verordnung über alkoholfreie Getränke umschrieben. Dabei sollen sie im Kapitel "Instant- und Fertiggetränke" eingeteilt werden. Diese Einteilung ist ungünstig. Aus Gründen der Übersichtlichkeit und der Komplexität dieser beiden Getränkegruppen wird empfohlen, dass diese in einem separaten Kapitel oder im Kapitel "Instant- und Fertiggetränke" unter einem separaten Abschnitt umschrieben werden. In diesem Zusammenhang ist auch die Anpassung von Art. 1 (Geltungsbereich) angezeigt.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Generelle Bemerkungen	L"interdiction d"ajouter du sucre dorénavant dans tous les jus de fruits est saluée par les associations de consommateurs. Le fait de traiter tous les jus de fruits de la même manière augmente la transparence et la confiance des consommateurs. Les boissons énergétiques sont un sujet de préoccupation pour les consommateurs, parents ou non. Les inclure dans l"ordonnance sur les boissons sans alcool peut sembler logique. Néanmoins, les intégrer dans la rubrique boissons instantanés et prétes à la consommation n"est pas adapté, le sujet est trop différent et trop important. Ces boissons contiennent des substances dont il faut limiter la consommation. Ils sont donc très différents des limonades et autres boissons prêtes à la consommation. Il est préférable de créer un chapitre dédié uniquement à ce genre de boisson. D"après un sondage effectué pour l"EFSA publié le 6 mars 2013, plus de 2/3 des adolescents (68%) et 18% des enfants consomment déjà des « energy drinks ». De plus, la moitié des adolescents consomment ces boissons avec de l"alcool. Vu leur préoccupation concernant les boissons énergétiques et les problèmes de santé survenu par exemple aux USA, les associations de consommateurs demandent le maintien de la mention obligatoire « ne pas mélanger avec l"alcool » sur les énergy drink.

Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	Generelle Bemerkungen	Nous saluons les adaptations du droit suisse au droit européen. Le fait qu'il ne soit plus permis d'ajouter du sucre aux jus de fruits constitue une modification bienvenue. En ce qui concerne le jus de tomate, le fait de le considérer comme jus de fruits est en contradiction avec la législation suisse qui considère les tomates comme des légumes. Nous renvoyons également aux remarques faites par l'ACCS/VKCS.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Generelle Bemerkungen	L"interdiction d"ajouter du sucre dorénavant dans tous les jus de fruits est saluée par les associations de consommateurs. Le fait de traiter tous les jus de fruits de la même manière augmente la transparence et la confiance des consommateurs. Les boissons énergétiques sont un sujet de préoccupation pour les consommateurs, parents ou non. Les inclure dans l"ordonnance sur les boissons sans alcool peut sembler logique. Néanmoins, les intégrer dans la rubrique boissons instantanés et prétes à la consommation n"est pas adapté, le sujet est trop différent et trop important. Ces boissons contiennent des substances dont il faut limiter la consommation. Ils sont donc très différents des limonades et autres boissons prêtes à la consommation. Il est préférable de créer un chapitre dédié uniquement à ce genre de boisson. D"après un sondage effectué pour l"EFSA publié le 6 mars 2013, plus de 2/3 des adolescents (68%) et 18% des enfants consomment déjà des « energy drinks ». De plus, la moitié des adolescents consomment ces boissons avec de l"alcool. Vu leur préoccupation concernant les boissons énergétiques et les problèmes de santé survenu par exemple aux USA, les associations de consommateurs demandent le maintien de la mention obligatoire « ne pas mélanger avec l"alcool » sur les énergy drink.
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	Generelle Bemerkungen	Allgemeine Bemerkungen Wir begrüssen den Vorschlag, die Bestimmungen über coffeinhaltige Spezialgetränke (sog. "Energy Drinks") aus Art. 23 und Anhang 15 der VO über Speziallebensmittel in die VO über alkoholfreie Getränke zu überführen. Gleichzeitig wird vorgeschlagen, die bisher unter die "Ergänzungsnahrungen" fallenden "Energy Shots" (konzentrierte, stark coffeinhaltige Fertiggetränke) in den gleichen Artikeln zu regeln. Die Feststellung in den Erläuterungen (Einleitung, 3. Absatz), wonach sowohl die "Energy Drinks" wie auch die "Energy Shots" in der EU als normale Lebensmittel (Erfrischungsgetränke) eingestuft sind, trifft für letztere nicht zu. "Energy Shots" sind in der EU als Nah-

		rungsergänzungsmittel in Verkehr und in einigen Ländern, die dies gestützt auf Art. 10 der RL 2002/46/EG verlangen, auch entsprechend notifiziert. Zur Vermeidung einer Abweichung vom EU-Recht muss es deshalb einem Hersteller frei gestellt bleiben, einen "Energy Shot" wahlweise auch als "Nahrungsergänzungsmittel" bzw. wie bisher als "Ergänzungsnahrung" (unter Einhaltung der Bestimmungen der VO über Speziallebensmittel) in Verkehr zu bringen.
Schweizerischer Obstverband	Generelle Bemerkungen	Schweizer Eigenheiten müssen beibehalten werden, weil sie wirtschaftlich und von der Tradition her eine grosse Bedeutung haben.
Verband Schweiz. Mineralquellen und Soft Drink-Produzenten (SMS)	Generelle Bemerkungen	Tafelwasser ist gemäss Schweizer Recht eine Limonade mit natürlichem Mineralwasser hergestellt. Im deutschen Sprachraum der EU ist Tafelwasser ein Trinkwasser.
Schweizer Brauerei-Verband	Generelle Bemerkungen	Tafelwasser ist gemäss Schweizer Recht eine Limonade mit natürlichem Mineralwasser hergestellt. Im deutschen Sprachraum der EU ist Tafelwasser ein Trinkwasser.
AGORA Association des Groupements et Organisations Romands de l'Agriculture	Generelle Bemerkungen	La proposition visant à supprimer la mention de "sucres ajoutés" est refusée.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Generelle Bemerkungen	Fruchtsäfte - Tomatensaft Generell wird begrüsst, dass Fruchtsäften künftig keine Zuckerarten mehr zugegeben werden dürfen. Neu soll der Tomatensaft nicht mehr unter den Gemüsesäften, sondern unter den Fruchtsäften eingeteilt werden. Die neue vorgesehene Einteilung führt zur Widersprüchlichkeiten mit der Schweizer Gesetzgebung. Tomaten werden in der Verordnung über Obst, Gemüse, Konfitüre und konfitüreähnliche Produkte unter Gemüse eingeteilt (Art. 5 Abs. 2 Bst. d. Fruchtgemüse). Demzufolge werden Tomatensaft und Tomatensaftkonzentrat (Tomatenpüree) logischerweise bisher in der Verordnung über alkoholfreie Getränke unter Gemüsesäfte unter Gemüsesäften / Gemüsesaftkonzentrat umschrieben. Tomaten fallen auch in der FIV unter den Begriff "Gemüse". Es wird in der FIV an mehreren Orten erwähnt, dass unter den Begriff "Gemüse" die in Artikel 5 der Verordnung über Obst, Gemüse, Konfitüre und konfitüreähnliche Produkte umschriebenen Pflanzen oder Pflanzenteile fallen: Siehe beispielsweise Erläuterung zur Liste 2 für Metalle (unter Ziffer 2.4) oder Erläuterung zur Liste 4 für andere Fremd- oder Inhaltsstoffe (unter Ziffer 4.4). Solche Diskrepanzen sind zu vermeiden. Hingewiesen sei auch, dass Tomaten von der durchschnittlichen Konsumentenschaft als Gemüse (Fruchtgemüse) verwendet werden. Unter diesen Ge-

		sichtspunkten sollte auf die Umteilung von Tomatensaft / -konzentrat zu Fruchtsäften verzichtet werden. Die Umteilung hätte auch auf weitere Artikel in der Verordnung über alkoholfreie Getränke einen Einfluss. Aus Art. 30 und 32 müsste der Tomatensaft / das -konzentrat entsprechend neu unter den Fruchtsäften erfasst werden. Dies wurde im Revisionsvorschlag ebenfalls nicht berücksichtigt. Energy Drinks und Energy Shots Neu werden Energy Drinks und Energy Shots nicht mehr in der Verordnung über Speziellebensmittel, sondern in der vorliegenden Verordnung über alkoholfreie Getränke umschrieben. Dabei sollen sie im Kapitel "Instant- und Fertiggetränke" eingeteilt werden. Diese Subsumierung in den gleichen Artikeln wie die Instant- und Fertiggetränke ist ungeschickt. Aus Gründen der Übersichtlichkeit und der Komplexität dieser beiden Getränkegrupppen wird empfohlen, dass diese in einem separaten Kapitel oder im Kapitel "Instant- und Fertiggetränke" unter einem separaten Abschnitt umschrieben werden. In diesem Zusammenhang ist auch die Anpassung von Art. I (Geltungsbereich) angezeigt.	
Staatskanzlei des Kantons Bern	neuer Artikel	In einem neuen lit. n Energydrinks und -shots in den Geltungsbereich aufnehmen (siehe allgemeine Bemerkungen).	GEF Art. 1 Abs. 1 (bisher nicht in Revision) In einem neuen lit. n Energydrinks und -shots in den Geltungsbereich aufnehmen (siehe allgemeine Bemerkungen). Lit.n: Stark coffeinhaltige Getränke (Energydrink) und konzentrierte, stark coffeinhaltige Getränke (Energyshot)
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	Übergangsbest.	Der Entwurf sieht eine Übergangsfrist bis zum 28. April 2015 vor. Es besteht kein Grund, in dieser Verordnung eine andere Übergangsfrist vorzusehen als in allen übrigen Verodnungen.	Übergangsfrist 3 (ev. 2) Jahre nach dem Inkrafttreten.
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	übrige	Die Energy Drinks und Energy Shots werden im Geltungsbereich nicht angegeben. Aus Gründen der Übersichtlichkeit ist es sinnvoll, für die Energy Dinks und Energy Shots ein separates Kapitel zu schaffen und sie unter einem neuem Buchstaben in den Geltungsbereich aufzunehmen (siehe allgemeine Bemerkungen). Sollte kein separates Kapitel eingeführt werden, ist mindestens Bst. h entsprechend zu ergänzen.	Falls unter neuem Kapitel erfasst. Ergänzung unter neuem Buchstaben wie: "hbis: Stark coffeinhaltige Getränke (Energy Drink) und konzentrierte, stark coffeinhaltige Getränke (Energy Shot)" Oder Falls kein separates Kapitel. Ergänzung unter Art. 1 Abs. 1h wie: "h. Instant- und Fertiggetränke, stark coffein¬hal-tige Getränke (Energy Drink) und konzentrierte, stark coffeinhaltige Getränke (Energy Shot)"
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	übrige	Limonaden - Kennzeichnung "coffeinhaltig" / "erhöhter Coffeingehalt" Die Angaben unterscheiden sich von Art. 34 Abs. 1 Bst. c und von	Analog Art. 34 Abs. 1 Bst. c und der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Anhang III, Ziffer 4.1) anpassen.

		der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Anhang III, Ziffer 4.1). Sie sind entsprechend anzupassen (u.a. Stelle, wo Hinweis "erhöhter Coffeingehalt" stehen muss). Auch hier muss bei einem Coffeingehalt von über 150 mg/l der Hinweis "Erhöhter Koffeingehalt. Für Kinder und schwangere oder stillende Frauen nicht empfohlen" stehen.	
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	übrige	Die Energy Drinks und Energy Shots werden im Geltungsbereich nicht angegeben. Aus Gründen der Übersichtlichkeit ist es sinnvoll, für die Energy Dinks und Energy Shots ein separates Kapitel zu schaffen und sie unter einem neuem Buchstaben in den Geltungsbereich aufzunehmen (siehe allgemeine Bemerkungen). Sollte kein separates Kapitel eingeführt werden, ist mindestens Bst. h entsprechend zu ergänzen.	Falls unter neuem Kapitel erfasst. Ergänzung unter neuem Buchstaben wie: "hbis: Stark coffeinhaltige Getränke (Energy Drink) und konzentrierte, stark coffeinhaltige Getränke (Energy Shot)" Oder Falls kein separates Kapitel. Ergänzung unter Art. 1 Abs. 1h wie: "h. Instant- und Fertiggetränke, stark coffein¬hal-tige Getränke (Energy Drink) und konzentrierte, stark coffeinhaltige Getränke (Energy Shot)"
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	übrige	8: Die aktuelle Bestimmung "Die Zugabe von Kohlendioxid ist erlaubt" wurde im Revisionsvorschlag nicht mehr erwähnt. Da diese Angabe nach wie vor Gültigkeit hat, sollte sie weiterhin aufgeführt werden. Unter dem Gesichtspunkt EU-Konformität spielt diese Angabe keine Rolle. Generell trägt das Aufführen dieser Angabe zum besseren Verständnis bei. Auch bei anderen Getränkegruppen steht diese Bestimmung unter Anfor¬derungen. Das Aufführen der Angaben sollte einheitlich gehandhabt werden.	Aktuelle Bestimmung (Art. 8 Abs. 4) nach wie vor aufführen: "Die Zugabe von Kohlendioxid ist erlaubt."
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	übrige	21: Limonaden - Kennzeichnung "coffeinhaltig" / "erhöhter Coffeingehalt" Die Angaben unterscheiden sich von Art. 34 Abs. 1 Bst. C und von der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Anhang III, Ziffer 4.1). Sie sind entsprechend anzupassen (u.a. Stelle, wo Hinweis "erhöhter Coffeingehalt" stehen muss). Auch hier muss bei einem Coffeingehalt von über 150 mg/l der Hinweis "Erhöhter Koffeingehalt. Für Kinder und schwangere oder stillende Frauen nicht empfohlen" stehen.	Analog Art. 34 Abs. 1 Bst. c und der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Anhang III, Ziffer 4.1) anpassen.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	übrige	30, 32: Um Widersprüchlichkeiten mit der Schweizer Gesetzgebung zu vermeiden, sollte Tomatensaft/-konzentrat weiterhin als Gemüsesaft/Ge¬müse¬saft-konzentrat eingestuft werden können. Begründung siehe unter allgemeinen Bemerkungen. Sollte das Beibehalten dieser Einteilung wirklich zu Problemen in der EU führen, müssten die spezifischen Anforderungen an Tomatensaft/-konzentrat unter Fruchtsaft erfasst werden.	Neu Gemüsenektar umschreiben (separate Artikel). Falls Einteilung von Tomatensaft als Fruchtsaft unumgänglich: Umteilung der Angaben bzgl. Tomatensaft/-konzentrat von Gemüsesaft zu Fruchtsaft.

		Neu sollte auch Gemüsenektar inklusive Anforderungen dazu umschrie-ben werden (in separaten Artikeln). Dort den Mindestgehalt an Tomatensaft/-mark für Gemüse¬nektar entsprechend Anhang 2 auf¬nehmen. Auch im Revisionsvorschlag der ZuV (Anhang 3 unter Ziffer 14.1.3) wird Gemüsenektar aufgeführt.	
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	übrige	Es wäre bedeutend übersichtlicher, wenn die Energy Drinks und Energy Shots unter einer einem separaten Kapitel erfasst würden oder unter einem separaten Abschnitt im Kapitel "Instant- und Fertiggetränke". Sollte kein separates Kapitel geschaffen werden, so ist mindestens der Titel des Kapitels anzupassen.	Separates Kapitel oder im Kapitel "Instant- und Fertiggetränke" separater Abschnitt für Energy Drinks und Energy Shots schaffen. Sollten die Energy Drinks und Energy Shots im gleichen Kapitel bleiben, so ist mindestens der Titel des Kapitels anzupassen. Beispielsweise: "9. Kapitel: Instant- und Fertiggetränke, stark coffeinhaltige Getränke (Energy Drink) und konzentrierte, stark coffeinhaltige Getränke (Energy Shot)"
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	übrige	31.1: Der Wortlaut des vorzunehmenden Hinweises sollte von der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 unverändert übernommen werden. Der Begriff "Bezeichnung" sollte durch "Sachbezeichnung" ersetzt werden etc.	Anpassung entsprechend: "2. bei Erzeugnissen mit einem Coffeingehalt von über 150 mg/l einen Hinweis "Erhöhter Coffeingehalt. Für Kinder und schwangere oder stillende Frauen nicht empfohlen" im selben Sichtfeld wie die Sachbezeichnung, gefolgt in Klammern von der Angabe des Coffeingehaltes in mg/100 ml."
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	übrige	II Abs.1 : Werden unsere Änderungsvorschläge in Art. 3 aufgenommen, so ist auch der erste Satz in Anhang 1 zu ändern (Absätze in Artikel 3). Deshalb müsste dieser ebenfalls hier erwähnt werden.	Ergänzung: "1 Die Anhänge 1, 2 und 3 erhalten die neue Fassung gemäss Beilage."
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	übrige	Anhang 1 Siehe Bemerkungen zu II Abs. 1	Erster Satz unter Titel entsprechend korrigieren.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	übrige	Anhang 4: Die Höchstmengen nach Anhang 4 widersprechen teilweise den Vorgaben der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln. Die Erläuterungen halten fest, dass auch für die stark coffeinhaltigen Fertiggetränke von einer durchschnittlichen täglichen Einnahme von 500 ml auszugehen ist. Unter dieser Voraussetzung erreichen die Tagesdosen für stark coffeinhaltige Fertiggetränke gemäss den Vorgaben von Anhang 4 Werte, die bis zu einem Faktor 7.1 (Vitamin B6) über den in der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln festgelegten Höchstmengen liegen.	In Anhang 4 sind die Höchstmengen der stark koffeinhaltigen Getränke unter Berücksichti¬gung der Tagesration (500 ml) zu überprüfen und wo nötig anzupassen (insbesondere Vitamin B6).

		Wie ist es möglich, dass solch stark überdosierte Getränke als Nicht-Speziallebensmittel eingestuft werden können (Gesundheitsschutz)?	
Standeskanzlei des Kantons Uri	übrige	1.1: Die Energy Drinks und Energy Shots werden im Geltungsbereich nicht angegeben. Aus Gründen der Übersichtlichkeit ist es sinnvoll, für die Energy Dinks und Energy Shots ein separates Kapitel zu schaffen und sie unter einem neuem Buchstaben in den Geltungsbereich aufzunehmen (siehe allgemeine Bemerkungen). Sollte kein separates Kapitel eingeführt werden, ist mindestens Bst. H entsprechend zu ergänzen.	Falls unter neuem Kapitel erfasst. Ergänzung unter neuem Buchstaben wie: "hbis: Stark coffeinhaltige Getränke (Energy Drink) und konzentrierte, stark coffeinhaltige Getränke (Energy Shot)" Oder Falls kein separates Kapitel. Ergänzung unter Art 1 Abs. 1h wie: "h. Instant- und Fertiggetränke, stark coffeinhal-tige Getränke (Energy Drink) und konzentrierte, stark coffeinhaltige Getränke (Energy Shot)"
Standeskanzlei des Kantons Uri	übrige	21: Limonaden - Kennzeichnung "coffeinhaltig" / "erhöhter Coffeingehalt" Die Angaben unterscheiden sich von Art. 34 Abs. 1 Bst. c und von der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Anhang III, Ziffer 4.1). Sie sind entsprechend anzupassen (u.a. Stelle, wo Hinweis "erhöhter Coffeingehalt" stehen muss). Auch hier muss bei einem Coffeingehalt von über 150 mg/l der Hinweis "Erhöhter Koffeingehalt. Für Kinder und schwangere oder stillende Frauen nicht empfohlen" stehen.	Analog Art. 34 Abs. 1 Bst. c und der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Anhang III, Ziffer 4.1) anpassen.
Standeskanzlei des Kantons Uri	übrige	Es wäre bedeutend übersichtlicher, wenn die Energy Drinks und Energy Shots unter einer einem separaten Kapitel erfasst würden oder unter einem separaten Abschnitt im Kapitel "Instant- und Fertiggetränke". Sollte kein separates Kapitel geschaffen werden, so ist mindestens der Titel des Kapitels anzupassen.	Separates Kapitel oder im Kapitel "Instant- und Fertiggetränke" separater Abschnitt für Energy Drinks und Energy Shots schaffen. Sollten die Energy Drinks und Energy Shots im gleichen Kapitel bleiben, so ist mindestens der Titel des Kapitels anzupassen. Beispielsweise: "9. Kapitel: Instant- und Fertiggetränke, stark coffeinhaltige Getränke (Energy Drink) und konzentrierte, stark coffeinhaltige Getränke (Energy Shot)"
Staatskanzlei des Kantons Luzern	übrige	Die Energy Drinks und Energy Shots werden im Geltungsbereich nicht angegeben. Aus Gründen der Übersichtlichkeit ist es sinnvoll, für die Energy Dinks und Energy Shots ein separates Kapitel zu schaffen und sie unter einem neuem Buchstaben in den Geltungsbereich aufzunehmen (siehe allgemeine Bemerkungen). Sollte kein separates Kapitel eingeführt werden, ist mindestens Bst. h entsprechend zu ergänzen.	Falls unter neuem Kapitel erfasst. Ergänzung unter neuem Buchstaben wie: "hbis: Stark coffeinhaltige Getränke (Energy Drink) und konzentrierte, stark coffeinhaltige Getränke (Energy Shot)" Oder Falls kein separates Kapitel. Ergänzung unter Art. 1 Abs. 1h wie: "h. Instant- und Fertiggetränke, stark coffein¬hal-tige Getränke (Energy Drink) und konzentrierte, stark coffeinhaltige Getränke (Energy Shot)"
Staatskanzlei des Kantons	übrige	8: Die aktuelle Bestimmung "Die Zugabe von Kohlendioxid ist erlaubt"	Aktuelle Bestimmung (Art. 8 Abs. 4) nach wie vor aufführen:

Luzern		wurde im Revisionsvorschlag nicht mehr erwähnt. Da diese Angabe nach wie vor Gültigkeit hat, sollte sie weiterhin aufgeführt werden. Unter dem Gesichtspunkt EU-Konformität spielt diese Angabe keine Rolle. Generell trägt das Aufführen dieser Angabe zum besseren Verständnis bei. Auch bei anderen Getränkegruppen steht diese Bestimmung unter Anfor¬derungen. Das Aufführen der Angaben sollte einheitlich gehandhabt werden.	"Die Zugabe von Kohlendioxid ist erlaubt."
Staatskanzlei des Kantons Luzern	übrige	21: Limonaden - Kennzeichnung "coffeinhaltig" / "erhöhter Coffeingehalt" Die Angaben unterscheiden sich von Art. 34 Abs. 1 Bst. c und von der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Anhang III, Ziffer 4.1). Sie sind entsprechend anzupassen (u.a. Stelle, wo Hinweis "erhöhter Coffeingehalt" stehen muss). Auch hier muss bei einem Coffeingehalt von über 150 mg/l der Hinweis "Erhöhter Koffeingehalt. Für Kinder und schwangere oder stillende Frauen nicht empfohlen" stehen.	Analog Art. 34 Abs. 1 Bst. c und der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Anhang III, Ziffer 4.1) anpassen.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	übrige	Um Widersprüchlichkeiten mit der Schweizer Gesetzgebung zu vermeiden, sollte Tomatensaft/-konzentrat weiterhin als Gemüsesaft/Ge¬müse¬saft-konzentrat eingestuft werden können. Begründung siehe unter allgemeinen Bemerkungen. Sollte das Beibehalten dieser Einteilung wirklich zu Problemen in der EU führen, müssten die spezifischen Anforderungen an Tomatensaft/-konzentrat unter Fruchtsaft erfasst werden. Neu sollte auch Gemüsenektar inklusive Anforderungen dazu umschrie-ben werden (in separaten Artikeln). Dort den Mindestgehalt an Tomatensaft/-mark für Gemüse¬nektar entsprechend Anhang 2 auf¬nehmen. Auch im Revisionsvorschlag der ZuV (Anhang 3 unter Ziffer 14.1.3) wird Gemüsenektar aufgeführt.	Neu Gemüsenektar umschreiben (separate Artikel). Falls Einteilung von Tomatensaft als Fruchtsaft unumgänglich: Umteilung der Angaben bzgl. Tomatensaft/-konzentrat von Gemüsesaft zu Fruchtsaft.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	übrige	31.1: Der Wortlaut des vorzunehmenden Hinweises sollte von der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 unverändert übernommen werden. Der Begriff "Bezeichnung" sollte durch "Sachbezeichnung" ersetzt werden etc.	Anpassung entsprechend: "2. bei Erzeugnissen mit einem Coffeingehalt von über 150 mg/l einen Hinweis "Erhöhter Coffeingehalt. Für Kinder und schwangere oder stillende Frauen nicht empfohlen" im selben Sichtfeld wie die Sachbezeichnung, gefolgt in Klammern von der Angabe des Coffeingehaltes in mg/100 ml."
Staatskanzlei des Kantons Luzern	übrige	Werden unsere Änderungsvorschläge in Art. 3 aufgenommen, so ist auch der erste Satz in Anhang 1 zu ändern (Absätze in Artikel 3). Deshalb müsste dieser ebenfalls hier erwähnt werden.	Ergänzung: "1 Die Anhänge 1, 2 und 3 erhalten die neue Fassung gemäss Beilage."

Staatskanzlei des Kantons Luzern	übrige	Siehe Bemerkungen zu II Abs. 1	Erster Satz unter Titel entsprechend korrigieren.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	übrige	Pantothensäure Die zulässige Höchstmenge für Pantothensäure wird für Energy Drinks mit 4 mg/100 ml angegeben. In der in den Erläuterungen erwähnten AV 1108 wird der Höchstgehalt aber auf 6 mg/500 ml, also 1.2 mg/100 ml begrenzt. Die nach der Verordnung über den Zusatz essenziel-ler/physiologisch nützlicher Stoffe mögliche Überdosierung betrifft nur die Zusammensetzung an sich, nicht aber die zulässige Deklaration. Die zulässige Höchstmenge von 4 mg/100 ml (= 20 mg/500 ml!) für Energy Drinks ist nicht nachvollziehbar.	Zulässige Höchstmenge der Pantothensäure in Einklang mit der AV 1108 bringen.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	übrige	Die Höchstmengen nach Anhang 4 widersprechen teilweise den Vorgaben der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln. Die Erläuterungen halten fest, dass auch für die stark coffeinhaltigen Fertiggetränke von einer durchschnittlichen täglichen Einnahme von 500 ml auszugehen ist. Unter dieser Voraussetzung erreichen die Tagesdosen für stark coffeinhaltige Fertiggetränke gemäss den Vorgaben von Anhang 4 Werte, die bis zu einem Faktor 7.1 (Vitamin B6) über den in der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln festgelegten Höchstmengen liegen. Wie ist es möglich, dass solch stark überdosierte Getränke als Nicht-Speziallebensmittel eingestuft werden können (Gesundheitsschutz)?	In Anhang 4 sind die Höchstmengen der stark koffeinhaltigen Getränke unter Berücksichti¬gung der Tagesration (500 ml) zu überprüfen und wo nötig anzupassen (insbesondere Vitamin B6).
Staatskanzlei des Kantons Zürich	übrige	Neu werden Energydrinks und Energyshots nicht mehr in der Verordnung über Speziallebensmittel, sondern in der vorliegenden Verordnung über alkoholfreie Getränke umschrieben. Dabei sollen sie in die Kategorie Instant- und Fertiggetränke eingeteilt werden. Die Unterstellung der Energydrinks und –shots unter die Kategorie Instant- und Fertiggetränke ist nicht passend. Es sollte ein neues Kapitel geschaffen werden, in welchem sämtliche Anforderungen an Energydrinks und –shots eigenständig zusammengefasst werden.	1. Ergänzung von Art. 1 Abs. 1: “n. Stark coffeinhaltige Getränke (Energydrink) und konzentrierte, stark coffeinhaltige Getränke (Energyshot).” 2. Neues Kapitel für Energydrinks und -shots schaffen, in dem die entsprechende Regelung von Art. 33, 33a und 34 statuiert werden.
Staatskanzlei des Kantons Zürich	übrige	30 & 32: Tomatensaft wird neu als Fruchtsaft und nicht mehr als Gemüsesaft definiert. Die Anforderungen an Tomatensaft als Gemüsesaft wurden aber nicht zu Tomatensaft als Fruchtsaft übertragen. Die neu vorgesehene Einteilung führt zur Widersprüchlichkeiten mit der Schweizer Gesetzgebung. Tomaten werden in der Verordnung über Obst, Gemüse, Konfitüre und konfitüreähnliche Produkte unter Gemüse eingeteilt (Art. 5 Abs. 2 Bst. D. Fruchtgemüse). Tomaten fallen auch in der FIV unter den Begriff "Gemüse". Es wird	Umteilung von Tomatensaft vom Gemüsesaft zu Fruchtsaft.

		in der FIV an mehreren Orten erwähnt, dass unter den Begriff "Gemüse" die in Artikel 5 der Verordnung über Obst, Gemüse, Konfitüre und konfitüreähnliche Produkte umschriebenen Pflanzen oder Pflanzenteile fallen: Siehe beispielsweise Erläuterung zur Liste 2 für Metalle (unter Ziffer 2.4) oder Erläuterung zur Liste 4 für andere Fremd- oder Inhaltsstoffe (unter Ziffer 4.4).	
Staatskanzlei des Kantons Zürich	übrige	Gemäss revidiertem Art. 3 bzw. 3a werden neu die Absätze 7 und 8-10 (nach vorstehendem Vorschlag) eingeführt. Das bedingt, dass der Anhang 1 entsprechend darauf referenziert.	Ergänzung von Ziff. II Abs. 1: “Die Anhänge 1, 2 und 3 erhalten die neue Fassung gemäss Beilage.” Ergänzung von Anhang 1: “Zulässige Behandlungen und Stoffe Für die Lebensmittel nach Artikel 3 Absätze 1–4, 7-10 und Artikel 7 sind die folgenden Behandlungen und die folgenden Stoffe zulässig …”
Staatskanzlei des Kantons Zürich	übrige	Die zulässige Höchstmenge für Pantothensäure wird für Energydrinks mit 4 mg/100 ml angegeben. In der in den Erläuterungen erwähnten Allgemeinverfügung Nr. 1108 der Anmeldestelle Cassis de Dkuon des BAG wird der Höchstgehalt aber auf 6 mg/500 ml, also 1.2 mg/100 ml begrenzt. Die zulässige Höchstmenge von 4 mg/100 ml (= 20 mg/500 ml) für Energydrinks ist nicht nachvollziehbar.	Die zulässige Höchstmenge für Pantothensäure wird für Energydrinks mit 4 mg/100 ml angegeben. In der in den Erläuterungen erwähnten Allgemeinverfügung Nr. 1108 der Anmeldestelle Cassis de Dkuon des BAG wird der Höchstgehalt aber auf 6 mg/500 ml, also 1.2 mg/100 ml begrenzt. Die zulässige Höchstmenge von 4 mg/100 ml (= 20 mg/500 ml) für Energydrinks ist nicht nachvollziehbar.
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	übrige	Art 21: Nach Aufhebung der Verordnung 2002/67/EG durch die Verordnung (EU) Nr. 1169/2011 ist eine Aktualisierung von Art. 21 zweckmässig (vgl. auch Art. 34).	entsprechend der Verordnung (EU) 1169/2011 anpassen
Staatskanzlei des Kantons Bern	übrige	Tomatensaft wird neu als Fruchtsaft und nicht mehr als Gemüsesaft definiert. Die Anforderungen an Tomatensaft als Gemüsesaft sind allenfalls auf Tomatensaft als Fruchtsaft zu übertragen.	Umteilung von Tomatensaft von Gemüsesaft zu Fruchtsaft.
Staatskanzlei des Kantons Bern	übrige	Art. 32: Gleiche Bemerkungen wie zu Art. 30.	Umteilung von Tomatensaft von Gemüsesaft zu Fruchtsaft.
Staatskanzlei des Kantons Bern	übrige	Gemäss revidiertem Art. 3 werden dort neu die Absätze 7 und 8-10 eingeführt. Das bedingt, dass der Anhang 1 entsprechend darauf referenziert.	“1 Die Anhänge 1, 2 und 3 erhalten die neue Fassung gemäss Beilage.”
Staatskanzlei des Kantons	übrige	Siehe Bemerkungen zu Hinweis auf geänderte Anhänge.	“Zulässige Behandlungen und Stoffe

Bern			Für die Lebensmittel nach Artikel 3 Absätze 1–4, 7-10 und Artikel 7 sind die folgenden Behandlungen und die folgenden Stoffe zulässig …"
Staatskanzlei des Kantons Bern	übrige	Anh. 4: Die zulässige Höchstmenge für Pantothensäure wird für Energydrinks mit 4 mg/100 ml angegeben. In der in den Erläuterungen erwähnten AV 1108 wird der Höchstgehalt aber auf 6 mg/500 ml, also 1.2 mg/100 ml begrenzt. Die nach der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln mögliche Überdosierung betrifft nur die Zusammensetzung an sich, nicht aber die zulässige Deklaration. Die zulässige Höchstmenge von 4 mg/100 ml (= 20 mg/500 ml) für Energydrinks ist nicht nachvollziehbar.	Zulässige Höchstmenge in Einklang mit der AV 1108 bringen.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	übrige	Die Energy Drinks und Energy Shots werden im Geltungsbereich nicht angegeben. Aus Gründen der Übersichtlichkeit ist es sinnvoll, für die Energy Dinks und Energy Shots ein separates Kapitel zu schaffen und sie unter einem neuem Buchstaben in den Geltungsbereich aufzunehmen (siehe allgemeine Bemerkungen). Sollte kein separates Kapitel eingeführt werden, ist mindestens Bst. h entsprechend zu ergänzen.	Falls unter neuem Kapitel erfasst. Ergänzung unter neuem Buchstaben wie: "hbis: Stark coffeinhaltige Getränke (Energy Drink) und konzentrierte, stark coffeinhaltige Getränke (Energy Shot)" Oder Falls kein separates Kapitel. Ergänzung unter Art. 1 Abs. 1h wie: "h. Instant- und Fertiggetränke, stark coffein¬hal-tige Getränke (Energy Drink) und konzentrierte, stark coffeinhaltige Getränke (Energy Shot)"
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	übrige	8: Die aktuelle Bestimmung "Die Zugabe von Kohlendioxid ist erlaubt" wurde im Revisionsvorschlag nicht mehr erwähnt. Da diese Angabe nach wie vor Gültigkeit hat, sollte sie weiterhin aufgeführt werden. Unter dem Gesichtspunkt EU-Konformität spielt diese Angabe keine Rolle. Generell trägt das Aufführen dieser Angabe zum besseren Verständnis bei. Auch bei anderen Getränkegruppen steht diese Bestimmung unter Anfor¬derungen. Das Aufführen der Angaben sollte einheitlich gehandhabt werden.	Aktuelle Bestimmung (Art. 8 Abs. 4) nach wie vor aufführen: "Die Zugabe von Kohlendioxid ist erlaubt."
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	übrige	21: Limonaden - Kennzeichnung "coffeinhaltig" / "erhöhter Coffeingehalt" Die Angaben unterscheiden sich von Art. 34 Abs. 1 Bst. c und von der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Anhang III, Ziffer 4.1). Sie sind entsprechend anzupassen (u.a. Stelle, wo Hinweis "erhöhter Coffeingehalt" stehen muss). Auch hier muss bei einem Coffeingehalt von über 150 mg/l der Hinweis "Erhöhter Koffeingehalt. Für Kinder und schwangere oder	Analog Art. 34 Abs. 1 Bst. c und der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Anhang III, Ziffer 4.1) anpassen.

		stillende Frauen nicht empfohlen" stehen.	
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	übrige	Um Widersprüchlichkeiten mit der Schweizer Gesetzgebung zu vermeiden, sollte Tomatensaft/-konzentrat weiterhin als Gemüsesaft/Ge¬müse¬saft-konzentrat eingestuft werden können. Begründung siehe unter allgemeinen Bemerkungen. Sollte das Beibehalten dieser Einteilung wirklich zu Problemen in der EU führen, müssten die spezifischen Anforderungen an Tomatensaft/-konzentrat unter Fruchtsaft erfasst werden. Neu sollte auch Gemüsenektar inklusive Anforderungen dazu umschrie-ben werden (in separaten Artikeln). Dort den Mindestgehalt an Tomatensaft/-mark für Gemüse¬nektar entsprechend Anhang 2 auf¬nehmen. Auch im Revisionsvorschlag der ZuV (Anhang 3 unter Ziffer 14.1.3) wird Gemüsenektar aufgeführt.	Neu Gemüsenektar umschreiben (separate Artikel). Falls Einteilung von Tomatensaft als Fruchtsaft unumgänglich: Umteilung der Angaben bzgl. Tomatensaft/-konzentrat von Gemüsesaft zu Fruchtsaft.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	übrige	Siehe Bemerkungen zu II Abs. 1	Erster Satz unter Titel entsprechend korrigieren.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	übrige	Pantothensäure Die zulässige Höchstmenge für Pantothensäure wird für Energy Drinks mit 4 mg/100 ml angegeben. In der in den Erläuterungen erwähnten AV 1108 wird der Höchstgehalt aber auf 6 mg/500 ml, also 1.2 mg/100 ml begrenzt. Die nach der Verordnung über den Zusatz essenziel-ler/physiologisch nützlicher Stoffe mögliche Überdosierung betrifft nur die Zusammensetzung an sich, nicht aber die zulässige Deklaration. Die zulässige Höchstmenge von 4 mg/100 ml (= 20 mg/500 ml!) für Energy Drinks ist nicht nachvollziehbar.	Zulässige Höchstmenge der Pantothensäure in Einklang mit der AV 1108 bringen.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	übrige	Die Höchstmengen nach Anhang 4 widersprechen teilweise den Vorgaben der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln. Die Erläuterungen halten fest, dass auch für die stark coffeinhaltigen Fertiggetränke von einer durchschnittlichen täglichen Einnahme von 500 ml auszugehen ist. Unter dieser Voraussetzung erreichen die Tagesdosen für stark coffeinhaltige Fertiggetränke gemäss den Vorgaben von Anhang 4 Werte, die bis zu einem Faktor 7.1 (Vitamin B6) über den in der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln festgelegten Höchstmengen liegen. Wie ist es möglich, dass solch stark überdosierte Getränke als Nicht-Speziallebensmittel eingestuft werden können (Gesundheitsschutz)?	In Anhang 4 sind die Höchstmengen der stark koffeinhaltigen Getränke unter Berücksichti¬gung der Tagesration (500 ml) zu überprüfen und wo nötig anzupassen (insbesondere Vitamin B6).
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	übrige	30 + 32: Um Widersprüchlichkeiten mit der Schweizer Gesetzgebung zu	Neu Gemüsenektar umschreiben (separate Artikel).

		vermeiden, sollte Tomatensaft/-konzentrat weiterhin als Gemüse-saft/Ge¬müse¬saft-konzentrat eingestuft werden können. Begründung siehe unter allgemeinen Bemerkungen. Sollte das Beibehalten dieser Einteilung wirklich zu Problemen in der EU führen, müssten die spezifischen Anforderungen an Tomatensaft/-konzentrat unter Fruchtsaft erfasst werden. Neu sollte auch Gemüsenektar inklusive Anforderungen dazu umschrie-ben werden (in separaten Artikeln). Dort den Mindestgehalt an Tomatensaft/-mark für Gemüse¬nektar entsprechend Anhang 2 auf¬nehmen. Auch im Revisionsvorschlag der ZuV (Anhang 3 unter Ziffer 14.1.3) wird Gemüsenektar aufgeführt.	Falls Einteilung von Tomatensaft als Fruchtsaft unumgänglich: Umteilung der Angaben bzgl. Tomatensaft/-konzentrat von Gemüsesaft zu Fruchtsaft.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	übrige	Allgemeines zu Art. 33 Abs. 2 und 3 Art. 33a Art. 34 Abs. 1 Bst. c und d Es wäre übersichtlicher, wenn die Energy Drinks und Energy Shots unter einem separaten Abschnitt im Kapitel "Instant- und Fertiggetränke" erfasst würden. Sollte kein separater Abschnitt geschaffen wer¬den, so ist aus Gründen der Übersichtlichkeit mindestens der Titel des Kapitels zu ergänzen.	Separater Abschnitt im Kapitel "Instant- und Fertiggetränke" für Energy Drinks und Energy Shots schaffen. Sollten die Energy Drinks und Energy Shots im gleichen Abschnitt bleiben, so ist mindestens der Titel des Kapitels zu ergänzen. Beispielsweise: "9. Kapitel: Instant- und Fertiggetränke, stark coffeinhaltige Fertiggetränke (Energy Drink) und konzentrierte, stark coffeinhaltige Fertiggetränke (Energy Shot)"
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	übrige	34: Kennzeichnung Energy Drink und Energy Shot Im aktuellen Art. 23 der Verordnung über Speziallebensmittel wird bei den Energy Drinks unter Abs. 4 Bst. d gefordert, den Gehalt an Coffein, Taurin und Glucuronolacton in mg pro 100 ml oder deren prozentualen Anteil anzugeben. Dies wird im Revisionsvorschlag nicht mehr explizit erwähnt. Wurde dies bewusst weggelassen oder vergessen? Das Aufführen der Bestimmung macht Sinn, v.a. wenn im Rahmen der Kennzeichnung nur in der Zutaten-liste auf Taurin und Glucuronolacton hingewiesen wird und sonst nir-gends. In einem solchen Fall müssten die Gehalte dieser Stoffe nicht angegeben werden.	Art. 23 Abs. 4 Bst. d wieder aufnehmen. Evtl. mit Inosit ergänzen.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	übrige	Die Energy Drinks und Energy Shots werden im Geltungsbereich nicht angegeben. Aus Gründen der Übersichtlichkeit ist es sinnvoll, für die Energy Dinks und Energy Shots ein separates Kapitel zu schaffen und sie unter einem neuem Buchstaben in den Geltungsbereich aufzunehmen (siehe allgemeine Bemerkungen). Sollte kein separates Kapitel eingeführt werden, ist mindestens Bst.	Falls unter neuem Kapitel erfasst. Ergänzung unter neuem Buchstaben wie: "hbis: Stark coffeinhaltige Getränke (Energy Drink) und konzentrierte, stark coffeinhaltige Getränke (Energy Shot)" Oder Falls kein separates Kapitel. Ergänzung unter Art. 1 Abs. 1h wie: "h. Instant- und Fertiggetränke, stark coffein¬hal-tige Getränke

		h entsprechend zu ergänzen.	(Energy Drink) und konzentrierte, stark coffeinhaltige Getränke (Energy Shot)"
Staatskanzlei des Kantons Aargau	übrige	8: Die aktuelle Bestimmung "Die Zugabe von Kohlendioxid ist erlaubt" wurde im Revisionsvorschlag nicht mehr erwähnt. Da diese Angabe nach wie vor Gültigkeit hat, sollte sie weiterhin aufgeführt werden. Unter dem Gesichtspunkt EU-Konformität spielt diese Angabe keine Rolle. Generell trägt das Aufführen dieser Angabe zum besseren Verständnis bei. Auch bei anderen Getränkegruppen steht diese Bestimmung unter Anfor¬derungen. Das Aufführen der Angaben sollte einheitlich gehandhabt werden.	Aktuelle Bestimmung (Art. 8 Abs. 4) nach wie vor aufführen: "Die Zugabe von Kohlendioxid ist erlaubt."
Staatskanzlei des Kantons Aargau	übrige	21: Limonaden - Kennzeichnung "coffeinhaltig" / "erhöhter Coffeingehalt" Die Angaben unterscheiden sich von Art. 34 Abs. 1 Bst. c und von der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Anhang III, Ziffer 4.1). Sie sind entsprechend anzupassen (u.a. Stelle, wo Hinweis "erhöhter Coffeingehalt" stehen muss). Auch hier muss bei einem Coffeingehalt von über 150 mg/l der Hinweis "Erhöhter Koffeingehalt. Für Kinder und schwangere oder stillende Frauen nicht empfohlen" stehen.	Analog Art. 34 Abs. 1 Bst. c und der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Anhang III, Ziffer 4.1) anpassen.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	übrige	Um Widersprüchlichkeiten mit der Schweizer Gesetzgebung zu vermeiden, sollte Tomatensaft/-konzentrat weiterhin als Gemüsesaft/Ge¬müse¬saft-konzentrat eingestuft werden können. Begründung siehe unter allgemeinen Bemerkungen. Sollte das Beibehalten dieser Einteilung wirklich zu Problemen in der EU führen, müssten die spezifischen Anforderungen an Tomatensaft/-konzentrat unter Fruchtsaft erfasst werden. Neu sollte auch Gemüsenektar inklusive Anforderungen dazu umschrie-ben werden (in separaten Artikeln). Dort den Mindestgehalt an Tomatensaft/-mark für Gemüse¬nektar entsprechend Anhang 2 auf¬nehmen. Auch im Revisionsvorschlag der ZuV (Anhang 3 unter Ziffer 14.1.3) wird Gemüsenektar aufgeführt.	Neu Gemüsenektar umschreiben (separate Artikel). Falls Einteilung von Tomatensaft als Fruchtsaft unumgänglich: Umteilung der Angaben bzgl. Tomatensaft/-konzentrat von Gemüsesaft zu Fruchtsaft.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	übrige	Siehe Bemerkungen zu II Abs. 1	Erster Satz unter Titel entsprechend korrigieren.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	übrige	Pantothensäure Die zulässige Höchstmenge für Pantothensäure wird für Energy Drinks mit 4 mg/100 ml angegeben. In der in den Erläuterungen erwähnten AV 1108 wird der Höchstgehalt aber auf 6 mg/500 ml,	Zulässige Höchstmenge der Pantothensäure in Einklang mit der AV 1108 bringen.

		also 1.2 mg/100 ml begrenzt. Die nach der Verordnung über den Zusatz essenziel-ler/physiologisch nützlicher Stoffe mögliche Überdosierung betrifft nur die Zusammensetzung an sich, nicht aber die zulässige Deklaration. Die zulässige Höchstmenge von 4 mg/100 ml (= 20 mg/500 ml!) für Energy Drinks ist nicht nachvollziehbar.	
Staatskanzlei des Kantons Aargau	übrige	Die Höchstmengen nach Anhang 4 widersprechen teilweise den Vorgaben der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln. Die Erläuterungen halten fest, dass auch für die stark coffeinhaltigen Fertiggetränke von einer durchschnittlichen täglichen Einnahme von 500 ml auszugehen ist. Unter dieser Voraussetzung erreichen die Tagesdosen für stark coffeinhaltige Fertiggetränke gemäss den Vorgaben von Anhang 4 Werte, die bis zu einem Faktor 7.1 (Vitamin B6) über den in der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln festgelegten Höchstmengen liegen. Wie ist es möglich, dass solch stark überdosierte Getränke als Nicht-Speziallebensmittel eingestuft werden können (Gesundheitsschutz)?	In Anhang 4 sind die Höchstmengen der stark koffeinhaltigen Getränke unter Berücksichti¬gung der Tagesration (500 ml) zu überprüfen und wo nötig anzupassen (insbesondere Vitamin B6).
Staatskanzlei des Kantons Aargau	übrige	30 + 32: Um Widersprüchlichkeiten mit der Schweizer Gesetzgebung zu vermeiden, sollte Tomatensaft/-konzentrat weiterhin als Gemüsesaft/Ge¬müse¬saft-konzentrat eingestuft werden können. Begründung siehe unter allgemeinen Bemerkungen. Sollte das Beibehalten dieser Einteilung wirklich zu Problemen in der EU führen, müssten die spezifischen Anforderungen an Tomatensaft/-konzentrat unter Fruchtsaft erfasst werden. Neu sollte auch Gemüsenektar inklusive Anforderungen dazu umschrie-ben werden (in separaten Artikeln). Dort den Mindestgehalt an Tomatensaft/-mark für Gemüse¬nektar entsprechend Anhang 2 auf¬nehmen. Auch im Revisionsvorschlag der ZuV (Anhang 3 unter Ziffer 14.1.3) wird Gemüsenektar aufgeführt.	Neu Gemüsenektar umschreiben (separate Artikel). Falls Einteilung von Tomatensaft als Fruchtsaft unumgänglich: Umteilung der Angaben bzgl. Tomatensaft/-konzentrat von Gemüsesaft zu Fruchtsaft.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	übrige	Allgemeines zu Art. 33 Abs. 2 und 3 Art. 33a Art. 34 Abs. 1 Bst. c und d Es wäre übersichtlicher, wenn die Energy Drinks und Energy Shots unter einem separaten Abschnitt im Kapitel "Instant- und Fertiggetränke" erfasst würden.	Separater Abschnitt im Kapitel "Instant- und Fertiggetränke" für Energy Drinks und Energy Shots schaffen. Sollten die Energy Drinks und Energy Shots im gleichen Abschnitt bleiben, so ist mindestens der Titel des Kapitels zu ergänzen. Beispielsweise: "9. Kapitel: Instant- und Fertiggetränke, stark coffeinhaltige Fertiggetränke (Energy Drink) und konzentrierte, stark coffeinhaltige Fertiggetränke (Energy Shot)"

		Sollte kein separater Abschnitt geschaffen wer¬den, so ist aus Gründen der Übersichtlichkeit und Bedeutung der Produktegruppen mindestens der Titel des Kapitels zu ergänzen.	
Staatskanzlei des Kantons Aargau	übrige	34: Kennzeichnung Energy Drink und Energy Shot Im aktuellen Art. 23 der Verordnung über Speziallebensmittel wird bei den Energy Drinks unter Abs. 4 Bst. d gefordert, den Gehalt an Coffein, Taurin und Glucuronolacton in mg pro 100 ml oder deren prozentualen Anteil anzugeben. Dies wird im Revisionsvorschlag nicht mehr explizit erwähnt. Wurde dies bewusst weggelassen oder vergessen? Das Aufführen der Bestimmung macht Sinn, v.a. wenn im Rahmen der Kennzeichnung nur in der Zutaten-liste auf Taurin und Glucuronolacton hingewiesen wird und sonst nir-gends. In einem solchen Fall müssten die Gehalte dieser Stoffe nicht angegeben werden.	Art. 23 Abs. 4 Bst. d wieder aufnehmen. Evtl. mit Inosit ergänzen.
GSLI Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren	übrige	Pantothensäure Die zulässige Höchstmenge für Pantothensäure wird für Energy Drinks mit 4 mg/100 ml angegeben. In der in den Erläuterungen erwähnten AV 1108 wird der Höchstgehalt aber auf 6 mg/500 ml, also 1.2 mg/100 ml begrenzt. Die nach der Verordnung über den Zusatz essenzieller/physiologisch nützlicher Stoffe mögliche Überdosierung betrifft nur die Zusammensetzung an sich, nicht aber die zulässige Deklaration. Die zulässige Höchstmenge von 4 mg/100 ml (= 20 mg/500 ml!) für Energy Drinks ist nicht nachvollziehbar.	Zulässige Höchstmenge der Pantothensäure in Einklang mit der AV 1108 bringen.
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	übrige	Objet et champ d'application de l'ordonnance, énumération des boissons sans alcool et des denrées alimentaires contenant de la caféine Les boissons énergétiques sont un thème important et préoccupant pour les consommateurs. Ces boissons contiennent des substances dont il faut limiter la consommation. Ils sont donc très différents des limonades et autres boissons prêtes à la consommation. Ils doivent être clairement mentionnés dans la liste des boissons réglées par cette ordonnance.	Ajouter : « h bis . boissons à teneur élevée en caféine (boisson énergisante, energy drink) et boissons concentrées à teneur élevée en caféine (shot énergisant, energy shot) » SKS Art. 3 al. 2 Définition du jus reconstitué La qualité finale d"un jus est primordiale pour les consommateurs. Le potentiel de tromperie est très élevé. Le récent jugement américain à Kansas City (Missouri) a rappelé qu"un jus contenant des arômes ajoutés n"est plus à considérer comme pur ou naturel. Le jus reconstitué ne doit pas non plus être privé de son arôme naturel d"origine. Il manque donc ici une référence aux qualités organoleptiques et

			analytiques à reconstituer : réintroduire l"ancienne définition. « Le jus de fruits est également du jus obtenu à partir de jus de fruits concentré reconstitué avec de l'eau potable et qui présente des caractéristiques organoleptiques et analytiques équivalentes à celles du jus de fruits visé à l"al. 1, obtenu à partir de fruits du même genre » SKS Art. 4 al. 1 let c L'ajout de jus de mandarine dans le jus d'orange Le maintien de l"exception suisse de pouvoir mélanger du jus de poire et du jus de pomme sans le mentionner dans la dénomination peut éventuellement se justifier par un usage traditionnel et par le souci de maintenir les vergers à haute tige. Cependant, l"ajout de jus de mandarine dans le jus d"orange sans sa mention dans la dénomination est trompeur pour les consommateurs. Cette pratique ne se justifie pas par une raison écologique ou traditionnelle locale. Les consommateurs suisses méritent la même protection que leurs voisins européens. Cette exception est à supprimer. « le jus de pomme peut contenir au plus 10 % masse de jus de poire, le jus de poire au plus 10 % masse de jus de pomme, le jus d'orange au plus 10 % masse de jus de mandarine, ou la quantité de concentré correspondante; »
Stiftung für Konsumenten-schutz SKS	übrige	Annexe 4 Quantités maximales des substances admises dans les « energy shots » et « energy drinks » D"après le sondage de l"EFSA publié le 6 mars 2013, plus de 8% des adolescents consomment plus 1L de boissons énergétiques par jour, d"ailleurs une seule cannette en contient déjà 500 ml. Il est dès lors surprenant de choisir 500ml comme valeur de référence pour la consommation journalière et de permettre des doses aussi élevées de substances dans ces boissons. Il faut revoir ces valeurs à la baisse pour protéger la santé des adolescents, grands consommateurs de boissons énergétiques	Revoir à la baisse les quantités maximales des substances admises dans les boissons énergétiques.
Staatskanzlei des Kantons Zug	übrige	Die Energy Drinks und Energy Shots werden im Geltungsbereich nicht angegeben.	Geltungsbereich mit stark coffeinhaltigen Getränken (Energy Drink) und konzentrierten, stark coffeinhaltigen Getränken (Energy Shot) ergänzen.

Staatskanzlei des Kantons Zug	übrige	Art. 8 Abs. 4 der geltenden Verordnung lautet: "Die Zugabe von Kohlendioxid ist erlaubt"; im Revisionsvorschlag wurde dieser Absatz offenbar gestrichen. Da die Zugabe von Kohlenmonoxid gängige Praxis ist, sollte diese auch weiterhin möglich sein.	Verzicht auf Streichung von Art. 8 Abs. 4: "Die Zugabe von Kohlendioxid ist erlaubt."
Staatskanzlei des Kantons Zug	übrige	Art 21 Limonaden - Kennzeichnung "coffeinhaltig" / "erhöhter Coffeingehalt" Die Angaben unterscheiden sich von Art. 34 Abs. 1 Bst. c und von der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Anhang III, Ziffer 4.1). Sie sind entsprechend anzupassen (u.a. Stelle, wo Hinweis "erhöhter Coffeingehalt" stehen muss).	Analog Art. 34 Abs. 1 Bst. c und der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Anhang III, Ziffer 4.1) anpassen.
Staatskanzlei des Kantons Zug	übrige	Die zulässige Höchstmenge für Pantothensäure wird für Energy Drinks mit 4 mg/100 ml angegeben (bisher 2 mg/100ml). In der in den Erläuterungen erwähnten AV 1108 wird der Höchstgehalt aber auf 6 mg/500 ml, also 1.2 mg/100 ml begrenzt. Die zulässige Höchstmenge von 4 mg/100 ml (= 20 mg/500 ml!) für Energy Drinks ist nicht nachvollziehbar.	Zulässige Höchstmenge der Pantothensäure in Einklang mit der AV 1108 bringen.
Staatskanzlei des Kantons Zug	übrige	Die Höchstmengen nach Anhang 4 widersprechen teilweise den Vorgaben der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln. Die Erläuterungen halten fest, dass auch für die stark coffeinhaltigen Fertiggetränke von einer durchschnittlichen täglichen Einnahme von 500 ml auszugehen ist. Unter dieser Voraussetzung erreichen die Tagesdosen für stark coffeinhaltige Fertiggetränke gemäss den Vorgaben von Anhang 4 Werte, die bis zu einem Faktor 7.1 (Vitamin B6) über den in der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln festgelegten Höchstmengen liegen. Wie ist es möglich, dass solch stark überdosierte Getränke als Nicht-Speziallebensmittel eingestuft werden können (Gesundheitsschutz)?	In Anhang 4 sind die Höchstmengen der stark koffeinhaltigen und konzentrierten, stark koffeinhaltigen Getränke unter Berücksichtigung der Tagesration (500 ml) zu überprüfen und wo nötig anzupassen (insbesondere Vitamin B6).
Fédération Romande des Consommateurs FRC	übrige	Objet et champ d'application de l'ordonnance, énumération des boissons sans alcool et des denrées alimentaires contenant de la caféine Les boissons énergétiques sont un thème important et préoccupant pour les consommateurs. Ces boissons contiennent des substances dont il faut limiter la consommation. Ils sont donc très différents des limonades et autres boissons prêtes à la consommation.	Ajouter : « h bis . boissons à teneur élevée en caféine (boisson énergisante, energy drink) et boissons concentrées à teneur élevée en caféine (shot énergisant, energy shot) » SKS Art. 3 al. 2 Définition du jus reconstitué La qualité finale d"un jus est primordiale pour les consommateurs.

		Ils doivent être clairement mentionnés dans la liste des boissons réglées par cette ordonnance.	Le potentiel de tromperie est très élevé. Le récent jugement américain à Kansas City (Missouri) a rappelé qu"un jus contenant des arômes ajoutés n"est plus à considérer comme pur ou naturel. Le jus reconstitué ne doit pas non plus être privé de son arôme naturel d"origine. Il manque donc ici une référence aux qualités organoleptiques et analytiques à reconstituer : réintroduire l"ancienne définition. « Le jus de fruits est également du jus obtenu à partir de jus de fruits concentré reconstitué avec de l'eau potable et qui présente des caractéristiques organoleptiques et analytiques équivalentes à celles du jus de fruits visé à l"al. 1, obtenu à partir de fruits du même genre » SKS Art. 4 al. 1 let c L’ajout de jus de mandarine dans le jus d’orange Le maintien de l"exception suisse de pouvoir mélanger du jus de poire et du jus de pomme sans le mentionner dans la dénomination peut éventuellement se justifier par un usage traditionnel et par le souci de maintenir les vergers à haute tige. Cependant, l"ajout de jus de mandarine dans le jus d"orange sans sa mention dans la dénomination est trompeur pour les consommateurs. Cette pratique ne se justifie pas par une raison écologique ou traditionnelle locale. Les consommateurs suisses méritent la même protection que leurs voisins européens. Cette exception est à supprimer. « le jus de pomme peut contenir au plus 10 % masse de jus de poire, le jus de poire au plus 10 % masse de jus de pomme, le jus d'orange au plus 10 % masse de jus de mandarine, ou la quantité de concentré correspondante; »
Fédération Romande des Consommateurs FRC	übrige	Annexe 4 Quantités maximales des substances admises dans les « energy shots » et « energy drinks » D"après le sondage de l"EFSA publié le 6 mars 2013, plus de 8% des adolescents consomment plus 1L de boissons énergétiques par jour, d"ailleurs une seule cannette en contient déjà 500 ml. Il est dès lors surprenant de choisir 500ml comme valeur de référence pour la consommation journalière et de permettre des doses aussi élevées	Revoir à la baisse les quantités maximales des substances admises dans les boissons énergétiques.

		de substances dans ces boissons. Il faut revoir ces valeurs à la baisse pour protéger la santé des adolescents, grands consommateurs de boissons énergétiques	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	übrige	Objet et champ d'application de l'ordonnance, énumération des boissons sans alcool et des denrées alimentaires contenant de la caféine Les boissons énergétiques sont un thème important et préoccupant pour les consommateurs. Ces boissons contiennent des substances dont il faut limiter la consommation. Ils sont donc très différents des limonades et autres boissons prêtes à la consommation. Ils doivent être clairement mentionnés dans la liste des boissons réglées par cette ordonnance.	Ajouter : « h bis . boissons à teneur élevée en caféine (boisson énergisante, energy drink) et boissons concentrées à teneur élevée en caféine (shot énergisant, energy shot) »
			SKS Art. 3 al. 2 Définition du jus reconstitué La qualité finale d"un jus est primordiale pour les consommateurs. Le potentiel de tromperie est très élevé. Le récent jugement américain à Kansas City (Missouri) a rappelé qu"un jus contenant des arômes ajoutés n"est plus à considérer comme pur ou naturel. Le jus reconstitué ne doit pas non plus être privé de son arôme naturel d"origine. Il manque donc ici une référence aux qualités organoleptiques et analytiques à reconstituer : réintroduire l"ancienne définition. « Le jus de fruits est également du jus obtenu à partir de jus de fruits concentré reconstitué avec de l'eau potable et qui présente des caractéristiques organoleptiques et analytiques équivalentes à celles du jus de fruits visé à l"al. 1, obtenu à partir de fruits du même genre » SKS Art. 4 al. 1 let c L'ajout de jus de mandarine dans le jus d'orange Le maintien de l"exception suisse de pouvoir mélanger du jus de poire et du jus de pomme sans le mentionner dans la dénomination peut éventuellement se justifier par un usage traditionnel et par le souci de maintenir les vergers à haute tige. Cependant, l"ajout de jus de mandarine dans le jus d"orange sans sa mention dans la dénomination est trompeur pour les consommateurs. Cette pratique ne se justifie pas par une raison écologique ou traditionnelle locale. Les consommateurs suisses méritent la même protection que leurs voisins européens. Cette exception est à supprimer. « le jus de pomme peut contenir au plus 10 %

			masse de jus de poire, le jus de poire au plus 10 % masse de jus de pomme, le jus d'orange au plus 10 % masse de jus de mandarine, ou la quantité de concentré correspondante; »
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	übrige	Annexe 4 Quantités maximales des substances admises dans les « energy shots » et « energy drinks » D"après le sondage de l"EFSA publié le 6 mars 2013, plus de 8% des adolescents consomment plus 1L de boissons énergétiques par jour, d"ailleurs une seule cannette en contient déjà 500 ml. Il est dès lors surprenant de choisir 500ml comme valeur de référence pour la consommation journalière et de permettre des doses aussi élevées de substances dans ces boissons. Il faut revoir ces valeurs à la baisse pour protéger la santé des adolescents, grands consommateurs de boissons énergétiques	Revoir à la baisse les quantités maximales des substances admises dans les boissons énergétiques.
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	übrige	Wir sind mit den in Anhang 4 für coffeinhaltige Fertiggetränke aufgeführten Höchstmengen einverstanden. Die heute auf dem Markt angebotenen Getränke respektieren diese Werte. Trotzdem weisen wir auf folgendes hin: Für die "stark koffeinhaltigen Fertiggetränke" (sog. "Energy Drinks) werden die Werte aus dem bisherigen Anhang 15 der VO über Speziallebensmittel (für Pantothensäure 4 mg statt wie bisher 2 mg unter Hinwweis auf die Allgemeinverfügung Nr. 1108) übernommen. Bei den "konzentrierten, stark koffeinhaltigen Fertiggetränke" (sog. "Energy Shots) entsprechen die Höchstwerte für Taurin, Glucoronolacton und Inosit dem 5-fachen der Werte je 100 ml für die "Energy Drinks" und sind somit bezogen auf die Tagesration identisch (Tagesration 500 ml für Energy Drinks, 1 Shot pro Tag). Bei den Vitaminen (Niacin, Vitamin B6, Pantothensäure und Vitamin B12) werden die Werte aus Anhang 13 der VO über Speziallebensmittel übernommen. Dies führt beim Vergleich der Höchstmengen für die beiden Kategorien zu nicht sehr logischen Verwerfungen (z.B. Vitamin B6: in Energy Drinks je Tagesration (500 ml) 10 mg, in "Shots" je Tagesration 1,4 mg). Sollte in der Vernehmlassung von anderer Seite auf diese Inkongruenz hingewiesen werden, so beantragen wir, auf jeden Fall an den Werten für "Energy Drinks" festzuhalten und allenfalls nur die Werte für die "Energy Shots" nach oben zu korrigieren.	

Staatskanzlei des Kantons Solothurn	übrige	Die Energy Drinks und Energy Shots werden im Geltungsbereich nicht angegeben. Aus Gründen der Übersichtlichkeit ist es sinnvoll, für die Energy Dinks und Energy Shots ein separates Kapitel zu schaffen und sie unter einem neuem Buchstaben in den Geltungsbereich aufzunehmen (siehe allgemeine Bemerkungen). Sollte kein separates Kapitel eingeführt werden, ist mindestens Bst. h entsprechend zu ergänzen.	Falls unter neuem Kapitel erfasst. Ergänzung unter neuem Buchstaben wie: "hbis: Stark coffeinhaltige Getränke (Energy Drink) und konzentrierte, stark coffeinhaltige Getränke (Energy Shot)" Oder Falls kein separates Kapitel. Ergänzung unter Art. 1 Abs. 1h wie: "h. Instant- und Fertiggetränke, stark coffein¬hal-tige Getränke (Energy Drink) und konzentrierte, stark coffeinhaltige Getränke (Energy Shot)"
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	übrige	8: Die aktuelle Bestimmung "Die Zugabe von Kohlendioxid ist erlaubt" wurde im Revisionsvorschlag nicht mehr erwähnt. Da diese Angabe nach wie vor Gültigkeit hat, sollte sie weiterhin aufgeführt werden. Unter dem Gesichtspunkt EU-Konformität spielt diese Angabe keine Rolle. Generell trägt das Aufführen dieser Angabe zum besseren Verständnis bei. Auch bei anderen Getränkegruppen steht diese Bestimmung unter Anfor¬derungen. Das Aufführen der Angaben sollte einheitlich gehandhabt werden.	Aktuelle Bestimmung (Art. 8 Abs. 4) nach wie vor aufführen: "Die Zugabe von Kohlendioxid ist erlaubt."
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	übrige	21: Limonaden - Kennzeichnung "coffeinhaltig" / "erhöhter Coffeingehalt" Die Angaben unterscheiden sich von Art. 34 Abs. 1 Bst. c und von der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Anhang III, Ziffer 4.1). Sie sind entsprechend anzupassen (u.a. Stelle, wo Hinweis "erhöhter Coffeingehalt" stehen muss). Auch hier muss bei einem Coffeingehalt von über 150 mg/l der Hinweis "Erhöhter Koffeingehalt. Für Kinder und schwangere oder stillende Frauen nicht empfohlen" stehen.	Analog Art. 34 Abs. 1 Bst. c und der EU-Verordnung Nr. 1169/2011 (Anhang III, Ziffer 4.1) anpassen.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	übrige	Um Widersprüchlichkeiten mit der Schweizer Gesetzgebung zu vermeiden, sollte Tomatensaft/-konzentrat weiterhin als Gemüsesaft/Ge¬müse¬saft-konzentrat eingestuft werden können. Begründung siehe unter allgemeinen Bemerkungen. Sollte das Beibehalten dieser Einteilung wirklich zu Problemen in der EU führen, müssten die spezifischen Anforderungen an Tomatensaft/-konzentrat unter Fruchtsaft erfasst werden. Neu sollte auch Gemüsenektar inklusive Anforderungen dazu umschrie-ben werden (in separaten Artikeln). Dort den Mindestgehalt an Tomatensaft/-mark für Gemüse¬nektar entsprechend Anhang 2 auf¬nehmen. Auch im Revisionsvorschlag der ZuV (Anhang 3 unter Ziffer 14.1.3) wird Gemüsenektar aufgeführt.	Neu Gemüsenektar umschreiben (separate Artikel). Falls Einteilung von Tomatensaft als Fruchtsaft unumgänglich: Umteilung der Angaben bzgl. Tomatensaft/-konzentrat von Gemüsesaft zu Fruchtsaft.

Staatskanzlei des Kantons Solothurn	übrige	Siehe Bemerkungen zu II Abs. 1	Erster Satz unter Titel entsprechend korrigieren.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	übrige	Pantothensäure Die zulässige Höchstmenge für Pantothensäure wird für Energy Drinks mit 4 mg/100 ml angegeben. In der in den Erläuterungen erwähnten AV 1108 wird der Höchstgehalt aber auf 6 mg/500 ml, also 1.2 mg/100 ml begrenzt. Die nach der Verordnung über den Zusatz essenziel-ler/physiologisch nützlicher Stoffe mögliche Überdosierung betrifft nur die Zusammensetzung an sich, nicht aber die zulässige Deklaration. Die zulässige Höchstmenge von 4 mg/100 ml (= 20 mg/500 ml!) für Energy Drinks ist nicht nachvollziehbar.	Zulässige Höchstmenge der Pantothensäure in Einklang mit der AV 1108 bringen.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	übrige	Die Höchstmengen nach Anhang 4 widersprechen teilweise den Vorgaben der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln. Die Erläuterungen halten fest, dass auch für die stark coffeinhaltigen Fertiggetränke von einer durchschnittlichen täglichen Einnahme von 500 ml auszugehen ist. Unter dieser Voraussetzung erreichen die Tagesdosen für stark coffeinhaltige Fertiggetränke gemäss den Vorgaben von Anhang 4 Werte, die bis zu einem Faktor 7.1 (Vitamin B6) über den in der Verordnung über den Zusatz essenzieller oder physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln festgelegten Höchstmengen liegen. Wie ist es möglich, dass solch stark überdosierte Getränke als Nicht-Speziallebensmittel eingestuft werden können (Gesundheitsschutz)?	In Anhang 4 sind die Höchstmengen der stark koffeinhaltigen Getränke unter Berücksichti¬gung der Tagesration (500 ml) zu überprüfen und wo nötig anzupassen (insbesondere Vitamin B6).
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	übrige	30 + 32: Um Widersprüchlichkeiten mit der Schweizer Gesetzgebung zu vermeiden, sollte Tomatensaft/-konzentrat weiterhin als Gemüsesaft/Ge¬müse¬saft-konzentrat eingestuft werden können. Begründung siehe unter allgemeinen Bemerkungen. Sollte das Beibehalten dieser Einteilung wirklich zu Problemen in der EU führen, müssten die spezifischen Anforderungen an Tomatensaft/-konzentrat unter Fruchtsaft erfasst werden. Neu sollte auch Gemüsenektar inklusive Anforderungen dazu umschrie-ben werden (in separaten Artikeln). Dort den Mindestgehalt an Tomatensaft/-mark für Gemüse¬nektar entsprechend Anhang 2 auf¬nehmen. Auch im Revisionsvorschlag der ZuV (Anhang 3 unter Ziffer 14.1.3) wird Gemüsenektar aufgeführt.	Neu Gemüsenektar umschreiben (separate Artikel). Falls Einteilung von Tomatensaft als Fruchtsaft unumgänglich: Umteilung der Angaben bzgl. Tomatensaft/-konzentrat von Gemüsesaft zu Fruchtsaft.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	übrige	Allgemeines zu Art. 33 Abs. 2 und 3 Art. 33a	Separater Abschnitt im Kapitel "Instant- und Fertiggetränke" für Energy Drinks und Energy Shots schaffen.

		Art. 34 Abs. 1 Bst. c und d Es wäre übersichtlicher, wenn die Energy Drinks und Energy Shots unter einem separaten Abschnitt im Kapitel "Instant- und Fertiggetränke" erfasst würden. Sollte kein separater Abschnitt geschaffen wer¬den, so ist aus Gründen der Übersichtlichkeit mindestens der Titel des Kapitels zu ergänzen.	Sollten die Energy Drinks und Energy Shots im gleichen Abschnitt bleiben, so ist mindestens der Titel des Kapitels zu ergänzen. Beispielsweise: "9. Kapitel: Instant- und Fertiggetränke, stark coffeinhaltige Fertiggetränke (Energy Drink) und konzentrierte, stark coffeinhaltige Fertiggetränke (Energy Shot)"
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	übrige	34: Kennzeichnung Energy Drink und Energy Shot Im aktuellen Art. 23 der Verordnung über Speziallebensmittel wird bei den Energy Drinks unter Abs. 4 Bst. d gefordert, den Gehalt an Coffein, Taurin und Glucuronolacton in mg pro 100 ml oder deren prozentualen Anteil anzugeben. Dies wird im Revisionsvorschlag nicht mehr explizit erwähnt. Wurde dies bewusst weggelassen oder vergessen? Das Aufführen der Bestimmung macht Sinn, v.a. wenn im Rahmen der Kennzeichnung nur in der Zutaten-liste auf Taurin und Glucuronolacton hingewiesen wird und sonst nir-gends. In einem solchen Fall müssten die Gehalte dieser Stoffe nicht angegeben werden.	Art. 23 Abs. 4 Bst. d wieder aufnehmen. Evtl. mit Inosit ergänzen.

4.12 Révision partielle de l'ordonnance sur l'addition de substances essentielles ou physiologiquement utiles aux denrées alimentaires (RS 817.022.32)

Organisation	Article	Commentaire	Modifications proposées
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	3.2	Der Absatz sollte verständlicher formuliert werden. Der Wortlaut "empfohlene Tagesdosen" scheint in diesem Zusammenhang nicht angebracht. Die empfohlene Tagesdosis eines Stoffes bezieht sich im Ernährungsbereich auf Menschen und nicht auf Lebensmittel. Bisher wird diese Terminologie auch in der Lebensmittelgesetzgebung so verstanden. Opportuner wäre in diesem Fall der Wortlaut "zulässige Höchstmengen". Soll hier wirklich nur die Anreicherung von Lebensmitteln mit spezifischen Fettsäuren aus den neuartigen Ölen nach Artikel 5a, 5b und 5g der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse geregelt werden? Es gibt auch bei raffiniertem Echiumöl (Art. 5c, Anhang 5) Höchstmengen zur Stearidonsäure und Einschränkungen bei den Verwendungs¬zwecken. Bei Stearidonsäure handelt es sich um eine Omega-3-Fettsäure (18:4, n-3).	Karere Formulierung wie: "Zur Anreicherung von Lebensmitteln mit spezifischen Fettsäuren gelten bei der Verwendung von neuartigen Speiseölen nach Artikel 5a, 5b und 5g der Verordnung des EDI vom 23. November 2005 über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse die Verwendungszwecke und Höchstmengen gemäss deren Anhängen 3, 4 und 9". Absatz bezüglich Vollständigkeit überprüfen und allenfalls ergänzen (wie Artikel 5c, Anhang 5).
Staatskanzlei des Kantons Luzern	3.2	Der Absatz sollte verständlicher formuliert werden. Der Wortlaut "empfohlene Tagesdosen" scheint in diesem Zusammenhang nicht angebracht. Die empfohlene Tagesdosis eines Stoffes bezieht sich im Ernährungsbereich auf Menschen und nicht auf Lebensmittel. Bisher wird diese Terminologie auch in der Lebensmittelgesetzgebung so verstanden. Opportuner wäre in diesem Fall der Wortlaut "zulässige Höchstmengen". Soll hier wirklich nur die Anreicherung von Lebensmitteln mit spezifischen Fettsäuren aus den neuartigen Ölen nach Artikel 5a, 5b und 5g der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse geregelt werden? Es gibt auch bei raffiniertem Echiumöl (Art. 5c, Anhang 5) Höchstmengen zur Stearidonsäure und Einschränkungen bei den Verwendungs¬zwecken. Bei Stearidonsäure handelt es sich um eine Omega-3-Fettsäure (18:4, n-3).	Klarere Formulierung wie: "Zur Anreicherung von Lebensmitteln mit spezifischen Fettsäuren gelten bei der Verwendung von neuartigen Speiseölen nach Artikel 5a, 5b und 5g der Verordnung des EDI vom 23. November 2005 über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse die Verwendungszwecke und Höchstmengen gemäss deren Anhängen 3, 4 und 9". Absatz bezüglich Vollständigkeit überprüfen und allenfalls ergänzen (wie Artikel 5c, Anhang 5).
Staatskanzlei des Kantons Bern	3.2	Der Absatz sollte verständlicher formuliert werden. Der Wortlaut "empfohlene Tagesdosen" scheint in diesem Zusammenhang nicht angebracht. Die empfohlene Tagesdosis eines Stoffes bezieht sich im Ernährungsbereich auf Menschen und nicht auf Lebensmittel. Bisher wird diese Terminologie auch in der Lebensmittelgesetzgebung so verstanden. Opportuner wäre in diesem Fall der Wortlaut "zulässige Höchstmen-	Klarere Formulierung wie: "Zur Anreicherung von Lebensmitteln mit spezifischen Fettsäuren gelten bei der Verwendung von neuartigen Speiseölen nach Artikel 5a, 5b und 5g der Verordnung des EDI vom 23. November 2005 über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse die Verwendungszwecke und Höchstmengen gemäss deren Anhängen 3, 4 und 9".

		gen". Soll hier wirklich nur die Anreicherung von Lebensmitteln mit spezifischen Fettsäuren aus den neuartigen Ölen nach Artikel 5a, 5b und 5g der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse geregelt werden? Es gibt auch bei raffiniertem Echiumöl (Art. 5c, Anhang 5) Höchstmengen zur Stearidonsäure und Einschränkungen bei den Verwendungs¬zwecken. Bei Stearidonsäure handelt es sich um eine Omega-3-Fettsäure (18:4, n-3).	Absatz bezüglich Vollständigkeit überprüfen und allenfalls ergänzen (wie Artikel 5c, Anhang 5).
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	3.2	Der Absatz sollte verständlicher formuliert werden. Der Wortlaut "empfohlene Tagesdosen" scheint in diesem Zusammenhang nicht angebracht. Die empfohlene Tagesdosis eines Stoffes bezieht sich im Ernährungsbereich auf Menschen und nicht auf Lebensmittel. Bisher wird diese Terminologie auch in der Lebensmittelgesetzgebung so verstanden. Opportuner wäre in diesem Fall der Wortlaut "zulässige Höchstmengen". Soll hier wirklich nur die Anreicherung von Lebensmitteln mit spezifischen Fettsäuren aus den neuartigen Ölen nach Artikel 5a, 5b und 5g der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse geregelt werden? Es gibt auch bei raffiniertem Echiumöl (Art. 5c, Anhang 5) Höchstmengen zur Stearidonsäure und Einschränkungen bei den Verwendungs¬zwecken. Bei Stearidonsäure handelt es sich um eine Omega-3-Fettsäure (18:4, n-3).	Klarere Formulierung wie: "Zur Anreicherung von Lebensmitteln mit spezifischen Fettsäuren gelten bei der Verwendung von neuartigen Speiseölen nach Artikel 5a, 5b und 5g der Verordnung des EDI vom 23. November 2005 über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse die Verwendungszwecke und Höchstmengen gemäss deren Anhängen 3, 4 und 9". Absatz bezüglich Vollständigkeit überprüfen und allenfalls ergänzen (wie Artikel 5c, Anhang 5).
Staatskanzlei des Kantons Aargau	3.2	Der Absatz sollte verständlicher formuliert werden. Der Wortlaut "empfohlene Tagesdosen" scheint in diesem Zusammenhang nicht angebracht. Die empfohlene Tagesdosis eines Stoffes bezieht sich im Ernährungsbereich auf Menschen und nicht auf Lebensmittel. Bisher wird diese Terminologie auch in der Lebensmittelgesetzgebung so verstanden. Opportuner wäre in diesem Fall der Wortlaut "zulässige Höchstmengen". Soll hier wirklich nur die Anreicherung von Lebensmitteln mit spezifischen Fettsäuren aus den neuartigen Ölen nach Artikel 5a, 5b und 5g der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse geregelt werden? Es gibt auch bei raffiniertem Echiumöl (Art. 5c, Anhang 5) Höchstmengen zur Stearidonsäure und Einschränkungen bei den Verwendungs¬zwecken. Bei Stearidonsäure handelt es sich um eine Omega-3-Fettsäure (18:4, n-3).	Klarere Formulierung wie: "Zur Anreicherung von Lebensmitteln mit spezifischen Fettsäuren gelten bei der Verwendung von neuartigen Speiseölen nach Artikel 5a, 5b und 5g der Verordnung des EDI vom 23. November 2005 über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse die Verwendungszwecke und Höchstmengen gemäss deren Anhängen 3, 4 und 9". Absatz bezüglich Vollständigkeit überprüfen und allenfalls ergänzen (wie Artikel 5c, Anhang 5).
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	3.2	Der Absatz sollte verständlicher formuliert werden. Der Wortlaut "empfohlene Tagesdosen" scheint in diesem Zusammenhang nicht angebracht. Die empfohlene Tagesdosis eines Stoffes bezieht sich im Ernährungsbereich auf Menschen und nicht auf Le-	Klarere Formulierung wie: "Zur Anreicherung von Lebensmitteln mit spezifischen Fettsäuren gelten bei der Verwendung von neuartigen Speiseölen nach Artikel 5a, 5b und 5g der Verordnung des EDI vom 23. November 2005 über

		bensmittel. Bisher wird diese Terminologie auch in der Lebensmittelgesetzgebung so verstanden. Opportuner wäre in diesem Fall der Wortlaut "zulässige Höchstmengen". Soll hier wirklich nur die Anreicherung von Lebensmitteln mit spezifischen Fettsäuren aus den neuartigen Ölen nach Artikel 5a, 5b und 5g der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse geregelt werden? Es gibt auch bei raffiniertem Echiumöl (Art. 5c, Anhang 5) Höchstmengen zur Stearidonsäure und Einschränkungen bei den Verwendungs¬zwecken. Bei Stearidonsäure handelt es sich um eine Omega-3-Fettsäure (18:4, n-3).	Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse die Verwendungszwecke und Höchstmengen gemäss deren Anhängen 3, 4 und 9". Absatz bezüglich Vollständigkeit überprüfen und allenfalls ergänzen (wie Artikel 5c, Anhang 5).
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	2.2bis	Die Angabe ist nicht nachvollziehbar und widerspricht den Erläuterungen. Es ist unter anderem nicht klar, weshalb Art. 5h (Maiskeimöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen) nicht aufgeführt wird. Im Gegensatz dazu wird ein vergleichbares Öl (Art. 5f, Rapsöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen) angegeben. Man erhält zudem den Eindruck, dass nur wenige neuartige Speisöle bei der Anreicherung von Lebensmitteln mit spezifischen Fettsäuren erlaubt sind, was sicher nicht gemeint ist. Die in der Erläuterung aufgeführte Aussage ist nachvollziehbar und angebracht. Der Verordnungstext sollte entsprechend den Erläuterungen angepasst werden. Es fragt sich, ob Art. 2 Abs. 2bis überhaupt nötig ist, da unter Absatz 4 steht, dass die Bestimmungen zu den einzelnen Lebensmitteln vorbehalten bleiben. Art. 2 Abs. 2bis wird somit eigentlich unter Abs. 4 erfasst und auch im Änderungsvorschlag unter Anhang 2.	Formulierung in Anlehnung an die Erläuterung im Sinne von: "Bei der Verwendung von neuartigen Speiseölen zur Anreicherung von Lebensmitteln mit spezifischen Fettsäuren gelten die Anforderungen der Verordnung des EDI vom 23. November 2005 über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse." oder besser Art. 2 Abs. 2bis streichen aufgrund von Art. 2 Abs. 4 und Änderungsvorschlag unter Anhang 2.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	2.2bis	Die Angabe ist nicht nachvollziehbar und widerspricht den Erläuterungen. Es ist unter anderem nicht klar, weshalb Art. 5h (Maiskeimöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen) nicht aufgeführt wird. Im Gegensatz dazu wird ein vergleichbares Öl (Art. 5f, Rapsöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen) angegeben. Man erhält zudem den Eindruck, dass nur wenige neuartige Speisöle bei der Anreicherung von Lebensmitteln mit spezifischen Fettsäuren erlaubt sind, was sicher nicht gemeint ist. Die in der Erläuterung aufgeführte Aussage ist nachvollziehbar und angebracht. Der Verordnungstext sollte entsprechend den Erläuterungen angepasst werden. Es fragt sich, ob Art. 2 Abs. 2bis überhaupt nötig ist, da unter Absatz 4 steht, dass die Bestimmungen zu den einzelnen Lebensmitteln vorbehalten bleiben. Art. 2 Abs. 2bis wird somit eigentlich unter Abs. 4 erfasst und auch im Änderungsvorschlag unter Anhang 2.	Formulierung in Anlehnung an die Erläuterung im Sinne von: "Bei der Verwendung von neuartigen Speiseölen zur Anreicherung von Lebensmitteln mit spezifischen Fettsäuren gelten die Anforderungen der Verordnung des EDI vom 23. November 2005 über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse." oder besser Art. 2 Abs. 2bis streichen aufgrund von Art. 2 Abs. 4 und Änderungsvorschlag unter Anhang 2.

Staatskanzlei des Kantons Zürich	2.2bis	Die Angabe ist nicht nachvollziehbar und widerspricht den Erläuterungen. Es ist unter anderem nicht klar, weshalb Art. 5h (Maiskeimöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen) nicht aufgeführt wird. Im Gegensatz dazu wird ein vergleichbares Öl (Art. 5f, Rapsöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen) angegeben. Man erhält zudem den Eindruck, dass nur wenige neuartige Speisöle bei der Anreicherung von Lebensmitteln mit spezifischen Fettsäuren erlaubt sind, was sicher nicht der Fall ist. Die in der Erläuterung dazu aufgeführte Aussage ist hingegen nachvollziehbar und angebracht. Der Verordnungstext sollte entsprechend den Erläuterungen angepasst werden. Es fragt sich, ob Art. 2 Abs. 2bis überhaupt nötig ist, da es unter Abs. 4 heisst, dass die Bestimmungen zu den einzelnen Lebensmitteln vorbehalten bleiben. Der Regelungsinhalt des Art. 2 Abs. 2bis wird somit bereits durch den bisherigen Art. 2 Abs. 4 und Anhang 2 in der von uns untenstehend vorgeschlagenen Fassung erfasst.	Streichung von Art. 2 Abs. 2bis. Eventualiter: Änderung von Art. 2 Abs. 2bis: "Bei der Verwendung von neuartigen Speiseölen zur Anreicherung von Lebensmitteln mit spezifischen Fettsäuren gelten die Anforderungen der Verordnung des EDI vom 23. November 2005 über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse."
Staatskanzlei des Kantons Bern	2.2bis	Die Angabe ist nicht nachvollziehbar und widerspricht den Erläuterungen. Es ist unter anderem nicht klar, weshalb Art. 5 h (Maiskeimöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen) nicht aufgeführt wird. Im Gegensatz dazu wird ein vergleichbares Öl (Art. 5 f, Rapsöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen) angegeben. Man erhält zudem den Eindruck, dass nur wenige neuartige Speisöle bei der Anreicherung von Lebensmitteln mit spezifischen Fettsäuren erlaubt sind, was sicher nicht gemeint ist. Die in der Erläuterung aufgeführte Aussage ist nachvollziehbar und angebracht. Der Verordnungstext sollte entsprechend den Erläuterungen angepasst werden. Es fragt sich, ob Art. 2 Abs. 2bis überhaupt nötig ist, da unter Absatz 4 steht, dass die Bestimmungen zu den einzelnen Lebensmitteln vorbehalten bleiben. Art. 2 Abs. 2bis wird somit eigentlich unter Abs. 4 erfasst und auch im Änderungsvorschlag unter Anhang 2.	Formulierung in Anlehnung an die Erläuterung im Sinne von: "Bei der Verwendung von neuartigen Speiseölen zur Anreicherung von Lebensmitteln mit spezifischen Fettsäuren gelten die Anforderungen der Verordnung des EDI vom 23. November 2005 über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse." oder besser Art. 2 Abs. 2bis streichen aufgrund von Art. 2 Abs. 4 und Änderungsvorschlag unter Anhang 2.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	2.2bis	Die Angabe ist nicht nachvollziehbar und widerspricht den Erläuterungen. Es ist unter anderem nicht klar, weshalb Art. 5h (Maiskeimöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen) nicht aufgeführt wird. Im Gegensatz dazu wird ein vergleichbares Öl (Art. 5f, Rapsöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen) angegeben. Man erhält zudem den Eindruck, dass nur wenige neuartige Speisöle bei der Anreicherung von Lebensmitteln mit spezifischen Fettsäuren erlaubt sind, was sicher nicht gemeint ist. Die in der Erläuterung aufgeführte Aussage ist nachvollziehbar und angebracht. Der Verordnungstext sollte entsprechend den Erläuterungen angepasst werden.	Formulierung in Anlehnung an die Erläuterung im Sinne von: "Bei der Verwendung von neuartigen Speiseölen zur Anreicherung von Lebensmitteln mit spezifischen Fettsäuren gelten die Anforderungen der Verordnung des EDI vom 23. November 2005 über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse." oder besser Art. 2 Abs. 2bis streichen aufgrund von Art. 2 Abs. 4 und Änderungsvorschlag unter Anhang 2.

		Es fragt sich, ob Art. 2 Abs. 2bis überhaupt nötig ist, da unter Absatz 4 steht, dass die Bestimmungen zu den einzelnen Lebensmitteln vorbehalten bleiben. Art. 2 Abs. 2bis wird somit eigentlich unter Abs. 4 erfasst und auch im Änderungsvorschlag unter Anhang 2.	
Staatskanzlei des Kantons Aargau	2.2bis	Die Angabe ist nicht nachvollziehbar und widerspricht den Erläuterungen. Es ist unter anderem nicht klar, weshalb Art. 5h (Maiskeimöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen) nicht aufgeführt wird. Im Gegensatz dazu wird ein vergleichbares Öl (Art. 5f, Rapsöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen) angegeben. Man erhält zudem den Eindruck, dass nur wenige neuartige Speisöle bei der Anreicherung von Lebensmitteln mit spezifischen Fettsäuren erlaubt sind, was sicher nicht gemeint ist. Die in der Erläuterung aufgeführte Aussage ist nachvollziehbar und angebracht. Der Verordnungstext sollte entsprechend den Erläuterungen angepasst werden. Es fragt sich, ob Art. 2 Abs. 2bis überhaupt nötig ist, da unter Absatz 4 steht, dass die Bestimmungen zu den einzelnen Lebensmitteln vorbehalten bleiben. Art. 2 Abs. 2bis wird somit eigentlich unter Abs. 4 erfasst und auch im Änderungsvorschlag unter Anhang 2.	Formulierung in Anlehnung an die Erläuterung im Sinne von: "Bei der Verwendung von neuartigen Speiseölen zur Anreicherung von Lebensmitteln mit spezifischen Fettsäuren gelten die Anforderungen der Verordnung des EDI vom 23. November 2005 über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse." oder besser Art. 2 Abs. 2bis streichen aufgrund von Art. 2 Abs. 4 und Änderungsvorschlag unter Anhang 2.
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	2.2bis	Wir verweisen auf die Ausführungen unter "Allgemeine Bemerkungen". Es ist klar zu stellen, dass weitere Speiseöle, die nicht "neuartig" sind, als Quelle für "spezifische Fettsäuren" verwendet werden dürfen.	Abs. 2bis a.E. ergänzen mit: …., sofern es sich um neuartige Lebensmittel im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 258/97 handelt.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	2.2bis	Die Angabe ist nicht nachvollziehbar und widerspricht den Erläuterungen. Es ist unter anderem nicht klar, weshalb Art. 5h (Maiskeimöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen) nicht aufgeführt wird. Im Gegensatz dazu wird ein vergleichbares Öl (Art. 5f, Rapsöl mit hohem Anteil an unverseifbaren Bestandteilen) angegeben. Man erhält zudem den Eindruck, dass nur wenige neuartige Speisöle bei der Anreicherung von Lebensmitteln mit spezifischen Fettsäuren erlaubt sind, was sicher nicht gemeint ist. Die in der Erläuterung aufgeführte Aussage ist nachvollziehbar und angebracht. Der Verordnungstext sollte entsprechend den Erläuterungen angepasst werden. Es fragt sich, ob Art. 2 Abs. 2bis überhaupt nötig ist, da unter Absatz 4 steht, dass die Bestimmungen zu den einzelnen Lebensmitteln vorbehalten bleiben. Art. 2 Abs. 2bis wird somit eigentlich unter Abs. 4 erfasst und auch im Änderungsvorschlag unter Anhang 2.	Formulierung in Anlehnung an die Erläuterung im Sinne von: "Bei der Verwendung von neuartigen Speiseölen zur Anreicherung von Lebensmitteln mit spezifischen Fettsäuren gelten die Anforderungen der Verordnung des EDI vom 23. November 2005 über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse." oder besser Art. 2 Abs. 2bis streichen aufgrund von Art. 2 Abs. 4 und Änderungsvorschlag unter Anhang 2.
Standeskanzlei des Kantons Graubünden	Generelle Bemerkungen	Die Änderungen sind sinnvoll und nachvollziehbar.	

Staatskanzlei des Kantons Basel-Stadt	Generelle Bemerkungen	keine Bemerkungen
Chancellerie d'Etat du Canton de Vaud	Generelle Bemerkungen	Pas de remarque
DSM Nutritional Products Ltd	Generelle Bemerkungen	Verordnung SR 817.022.32 über den Zusatz esentieller odr physiologisch nützlicher Stoffe zu Lebensmitteln erlaubt in deren Anhang 1 und 2 Fettsäuren als sonstigen Stoff und als deren Quellen Pflanzenöle, Fischöle und Algenöle. Ein Bezug auf bestimmte Spezifikationen wird dabei zur Zeit nicht genommen. Mit der Revision soll ein Art 2 Abs 2bis in die SR 817.022.32 eingeführt werden, welcher regelt, dass die zulässigen spezifischen Fettsäuren die Anforderungen im neuen Abschnitt 2a (Neuartige Speiseöle) in der Verordnung SR 817.022.105 über Speiseöle erfüllen müssen. Aus den Erläuterungen geht hervor, dass man damit solche Oele erfassen und erlauben möchte, die in der EU als neuartige Lebensmittel zugelassen sind. Mit dem neuen Art 2 Abs 2bis in der SR 817.022.32 würden alle Fettsäurequellen abschliessend mit den zugelassenen Spezifikationen in der SR 817.022.105 geregelt. Damit müssen alle Oele, die als Fettsäurenquelle für Speziallebensmittel verwendet werden mit einer Spezifikation in der neuen SR 817.022.105 beschrieben sein und wären andererseits nicht mehr erlaubt. Das ist vermutlich nicht beabsichtigt, aber der neue Art 2 Abs 2bis impliziert genau das. Wir weisen in diesem Zusammenhang daraufhin, dass es z.B Algenöle gibt, die vor 1997 (dem Jahr des Inkrafttretens der Verordnung über neuartige Lebensmittel in der EU) auf dem schweizer und EU Markt waren und eben keine neuartigen Lebensmittel sind. Als konkrete Beispiele nennen wir Oele aus der Mikroalge Cryptoodium cohnii oder ein pflanzliche Oel aus dem Pilz Mortierella alpina. Unsere Frage ist, ob wir nun am besten konkrete Spezifikationen einreichen sollen für solche Oele, die nicht neuartig in der EU sind, damit sie mit aufgenommen werden können in die Bestimmungen in SR 817.022.105, oder es zunächst bei einem Kommentar betreffend dieser Zweideutigkeit durch die Einführung von Art 2 Abs 2bis in SR 817.022.32 belassen. Unserer Meinung nach waere es am besten, wenn der Art 2 Abs2bis umgeschrieben würde, um dem genannten Problem aus dem Weg zu gehen. Zum Beispiel könnte man Art2 Abs 2bis wie folgt ändern, um Klarheit zu schaffen: Bezüglich der zur Anreicherung in Lebensmitteln zulässigen spezifischen Fettsäuren, die als neuartig in der EU gemäss Verordnung (EU) 258/97 über neuartige Lebensmittel und Lebensmittelzutaten zugelassen sind, gelten für diese Fettsäurequellen die Anforderungen der Artikel 5a, 5b, 5e-5g und der Anhänge 3,4,7-9 der Verordnung des EDI

		vom 23.November 2005 über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse.
Geschäftsstelle IG DHS	Generelle Bemerkungen	Wir empfehlen, nebst der in der Schweiz gebräuchlichen „empfohlenen Tagesdosis“ auch die „festgelegte Referenzmenge“ gemäss EU in Art. 3, 4, 6, und Anh. 1 vorzusehen.
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Generelle Bemerkungen	Comme déjà exprimé par le passé, nous regrettons le fait que l‟art. 3 définisse seulement les apports journaliers à ne pas dépasser pour les adultes. Les besoins de enfants ne sont pas spécifiés. Pourtant nous avons observé que de plus en plus d‟aliments destinés aux enfants ou attractifs pour les enfants sont enrichis en vitamines ou autres substances censés être bénéfiques pour la santé. Tel est le cas d‟une multitude d‟ « aliments pour enfants » présents sur le marché. Comme ces aliments sont conçus de manière à faire envie aux enfants, ils incitent d‟en consommer plus que prévu, y compris les substances ajoutées. Nous souhaitons donc que l‟art. 3 soit complété par une règle pour les enfants.
Migros-Genossenschafts-Bund	Generelle Bemerkungen	Wir empfehlen, nebst der in der Schweiz gebräuchlichen „empfohlenen Tagesdosis“ auch die „festgelegte Referenzmenge“ gemäss EU in Art. 3, 4, 6, und Anh. 1 vorzusehen.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Generelle Bemerkungen	Comme déjà exprimé par le passé, nous regrettons le fait que l‟art. 3 définisse seulement les apports journaliers à ne pas dépasser pour les adultes. Les besoins de enfants ne sont pas spécifiés. Pourtant nous avons observé que de plus en plus d‟aliments destinés aux enfants ou attractifs pour les enfants sont enrichis en vitamines ou autres substances censés être bénéfiques pour la santé. Tel est le cas d‟une multitude d‟ « aliments pour enfants » présents sur le marché. Comme ces aliments sont conçus de manière à faire envie aux enfants, ils incitent d‟en consommer plus que prévu, y compris les substances ajoutées. Nous souhaitons donc que l‟art. 3 soit complété par une règle pour les enfants.
Coop Genossenschaft	Generelle Bemerkungen	Wir empfehlen, nebst der in der Schweiz gebräuchlichen „empfohlenen Tagesdosis“ auch die „festgelegte Referenzmenge“ gemäss EU in Art. 3, 4, 6, und Anhang 1 vorzusehen.

		Zudem wird im Rahmen der Revision angeregt, einige Begriffe mit den EU-Begriffen zu vereinheitlichen: Calcium statt Kalzium Jod statt Iod
Swiss Granum	Generelle Bemerkungen	Wo immer möglich wird im Rahmen der Revision angeregt, einige Begriffe mit den EU-Begriffen zu vereinheitlichen: z.B: Calcium statt Kalzium, Jod stat Iod Wir verweisen auf die Stellungnahmen unserer Mitgliederorganisation SwissOlio.
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	Generelle Bemerkungen	Wir empfehlen, nebst der in der Schweiz gebräuchlichen „empfohlenen Tagesdosis“ auch die „festgelegte Referenzmenge“ gemäss EU in Art. 3, 4, 6, und Anhang 1 vorzusehen. Zudem wird im Rahmen der Revision angeregt, einige Begriffe mit den EU-Begriffen zu vereinheitlichen: Calcium statt Kalzium Jod stat Iod
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Generelle Bemerkungen	Comme déjà exprimé par le passé, nous regrettons le fait que l"art. 3 définisse seulement les apports journaliers à ne pas dépasser pour les adultes. Les besoins de enfants ne sont pas spécifiés. Pourtant nous avons observé que de plus en plus d"aliments destinés aux enfants ou attractifs pour les enfants sont enrichis en vitamines ou autres substances censés étre bénéfiques pour la santé. Tel est le cas d"une multitude d" « aliments pour enfants » présents sur le marché. Comme ces aliments sont conçus de manière à faire envie aux enfants, ils incitent d"en consommer plus que prévu, y compris les substances ajoutées. Nous souhaitons donc que l"art. 3 soit complété par une règle pour les enfants.
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	Generelle Bemerkungen	Allgemeine Bemerkungen "zulässige spezifische Fettsäuren" (Art. 2 Abs. 2bis und Art. 3 Abs. 2): Wir verweisen auch hier auf die einleitenden allgemeinen Bemerkungen. Diese beiden Artikel verweisen auf den neuen Abschnitt 2a "neuartige Speiseöle" (Art. 5a bis 5i) der VO des EDI über Speiseöle, Speisefette und daraus hergestellte Erzeugnisse (VO Speiseöle) und deren An-

		hängen 3 bis 11. Gemäss den Erläuterungen zur VO über Speiseöle geht es dabei durchwegs um Öle, die in der EU als "Novel Foods" gelten und gestützt auf die VO (EG) Nr. 258/97 zugelassen wurden. Die Spezifikationen sind aus den jeweiligen Zulassungsentscheiden der EU übernommen. Art. 2 Abs. 2bis spricht von den "zur Anreicherung in Lebensmitteln zulässigen spezifischen Fettsäuren" und verweist auf die Anforderungen der vorerwähnten Artikel der VO über Speiseöle. Daraus kann, bzw. muss der Schluss gezogen werden, dass für die Anreicherung in Lebensmitteln nur die im neuen Abschnitt 2a umschriebenen Öle gemäss den Spezifikationen in den jeweiligen Anhängen verwendet werden dürfen. Mit anderen Worten wären somit für die Anreicherung nur noch "neuartige" Öle zulässig. Dies übersieht, dass es eine Vielzahl von Fisch-, Algen- und Pilzölen gibt, die spezifischen Fettsäuren enthalten, jedoch nicht einer besonderen Zulassung nach der "Novel Food"-Verordnung Nr. 258/97 bedurften, da sie schon vor dem Jahr 1997 auf den Markt gebracht wurden. Auf den Sonderfall "Pilzöl aus Mortierella alpina", das es sowohl in einer "neuartigen" Form als auch in einer "nicht-neuartigen" Form (mit zum Teil leicht unterschiedlichen Spezifikationen) gibt, haben wir in den Bemerkungen zur VO Speiseöle hingewiesen (vgl. dort Art. 5i und Anhang 11). Unser Antrag zu Art. 2 Abs. 2bis ist besonders wichtig, da er klarstellt, dass der Verweis auf den Abschnitt 2a der VO Speiseöle nicht im Sinne einer "abschliessenden Liste" zu verstehen ist. Aufnahme weiterer Stoffe mit zugelassenen gesundheitsbezogenen Angaben (nach Anhang 8 LKV) in Anhang 1: Anhang 1 bildet nicht Gegenstand des Entwurfs. Wir sind jedoch der Auffassung, dass die Verwendung von Stoffen, die mit einer zulässigen gesundheitsbezogenen Angabe in Anhang 8 LKV aufgenommen sind, ohne Bewilligung möglich sein sollte, wenn nicht triftige Gründe für eine andere Regelung sprechen. Durch die Aufnahme dieser Stoffe in Anhang 1 der VO-Esse (bzw. Anhang 2 für die zulässigen Verbindungen) kann dies erreicht werden.	
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	übrige	6.3: Unter Art. 6 Abs. 3 steht, dass bei Ergänzungsnahrungen und Nahrungser-gänzungsmitteln der Vitamingehalt am Ende der Haltbarkeitsfrist anzugeben ist. Dies steht im Widerspruch zum Vernehmlassungsentwurf der LKV (23 Abs. 3 sowie Art. 26 Abs. 2). Neu sollen gemäss Vernehmlassungsentwurf der LKV die Nährstoff-	Anpassung im Sinne von Art. 23 Abs. 3 und Art. 26 Abs. 2 LKV.

		mengen wie in der EU zum Zeitpunkt des Verkaufs massgebend sein.	
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	übrige	Anhang 1: Abschnitt: Sonstige Stoffe (Fettsäuren) Neu wird in der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse das raffinierte Echiumöl (Art. 5c, Anhang 5) erfasst. In diesem Zusammenhang werden Höchstmengen zur Stearidonsäure (18:4, n-3) und Verwendungszwecke festgelegt. Von der Logik her müsste deshalb unter Fettsäuren auch die Stearidonsäure (STA, n-3) erfasst werden.	Stearidonsäure ergänzen. Wird hier Stearidonsäure aufgeführt, auch Art. 3 Abs. 2 entsprechend ergänzen (siehe Anmerkun¬gen dort).
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	übrige	Anhang 2: Kategorie 2: Mineralstoffe Die EU-Verordnung Nr. 1161/2011 sollte übernommen und der Anhang mit folgenden Verbindungen ergänzt werden: Eisen(II)Ammoniumphosphat Eisen(III)Natrium-EDTA Chrompicolinat Der Mineralstoff "Calcium" wird nicht einheitlich geschrieben (mit "C" und "Z"). Kategorie 3: Sonstige Stoffe Anpassung der Angaben hinsichtlich Fettsäuren und Speiseölen aufgrund der Aufnahme "neuartiger Speiseöle" in der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse. Durch die neben stehende Änderung kann der neu vorgesehene Art. 2 Abs. 2bis gestrichen werden.	Kategorie 2: Mineralstoffe Ergänzung folgender Substanzen unter Eisen und Chrom: "Eisen(II)Ammoniumphosphat Eisen(III)Natrium-EDTA Chrompicolinat". Den Mineralstoff "Calcium" einheitlich mit "C" schreiben analog der Verordnung des EDI über Speziallebensmittel Kategorie 3: Sonstige Stoffe Änderung analog vorgesehenen Angaben zu Fettsäuren unter Kategorie 4 des Anhangs 14 der Verordnung des EDI über Speziallebensmittel: "Fettsäuren aus Speiseölen und neuartigen Speiseölen gemäss der Verordnung des EDI vom 23. November 2005 über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse". Die Pflanzenöle, Fischöle und Algenöle analog zu Anhang 14 streichen.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	übrige	Unter Art. 6 Abs. 3 steht, dass bei Ergänzungsnahrungen und Nahrungser-gänzungsmitteln der Vitamingehalt am Ende der Haltbarkeitsfrist anzugeben ist. Dies steht im Widerspruch zum Vernehmlassungsentwurf der LKV (23 Abs. 3 sowie Art. 26 Abs. 2). Neu sollen gemäss Vernehmlassungsentwurf der LKV die Nährstoffmengen wie in der EU zum Zeitpunkt des Verkaufs massgebend sein.	Anpassung im Sinne von Art. 23 Abs. 3 und Art. 26 Abs. 2 LKV.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	übrige	Anh.1: Abschnitt: Sonstige Stoffe (Fettsäuren) Neu wird in der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse das raffinierte Echiumöl (Art. 5c, Anhang 5) erfasst. In diesem Zusammenhang werden Höchstmengen zur Stearidonsäure (18:4, n-3) und Verwendungszwecke festgelegt. Von der Logik her müsste deshalb unter Fettsäuren auch die Stearidonsäure (STA, n-3) erfasst werden.	Stearidonsäure ergänzen. Wird hier Stearidonsäure aufgeführt, auch Art. 3 Abs. 2 entsprechend ergänzen (siehe Anmerkun¬gen dort).

		donsäure (STA, n-3) erfasst werden.	
Staatskanzlei des Kantons Luzern	übrige	Anh 2: Kategorie 2: Mineralstoffe Die EU-Verordnung Nr. 1161/2011 sollte übernommen und der Anhang mit folgenden Verbindungen ergänzt werden: Eisen(II)Ammoniumphosphat Eisen(III)Natrium-EDTA Chrompicolinat Der Mineralstoff "Calcium" wird nicht einheitlich geschrieben (mit "C" und "Z"). Kategorie 3: Sonstige Stoffe Anpassung der Angaben hinsichtlich Fettsäuren und Speiseölen aufgrund der Aufnahme "neuartiger Speiseöle" in der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse. Durch die neben stehende Änderung kann der neu vorgesehene Art. 2 Abs. 2bis gestrichen werden.	Kategorie 2: Mineralstoffe Ergänzung folgender Substanzen unter Eisen und Chrom: "Eisen(II)Ammoniumphosphat Eisen(III)Natrium-EDTA Chrompicolinat". Den Mineralstoff "Calcium" einheitlich mit "C" schreiben analog der Verordnung des EDI über Speziallebensmittel Kategorie 3: Sonstige Stoffe Änderung analog vorgesehenen Angaben zu Fettsäuren unter Kategorie 4 des Anhangs 14 der Verordnung des EDI über Speziallebensmittel: "Fettsäuren aus Speiseölen und neuartigen Speiseölen gemäss der Verordnung des EDI vom 23. November 2005 über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse". Die Pflanzenöle, Fischöle und Algenöle analog zu Anhang 14 streichen.
Staatskanzlei des Kantons Zürich	übrige	Gemäss Art. 6 Abs. 3 ist bei Ergänzungsnahrungen und Nahrungsergänzungsmitteln der Vitamingehalt am Ende der Haltbarkeitsfrist anzugeben. Dies steht im Widerspruch zu Art. 23 Abs. 3 und Art. 26 Abs. 2 des Vernehmlassungsentwurfs der LKV, da gemäss Entwurf der LKV die Nährstoffmengen wie in der EU zum Zeitpunkt des Verkaufs massgebend sind.	Art. 6 Abs. 3 sei im Sinne des Entwurfs von Art. 23 Abs. 3 und Art. 26 Abs. 2 LKV abzuändern.
Staatskanzlei des Kantons Zürich	übrige	1. In Anhang 2, Kategorie 2 (Mineralstoffe) sollten in Anlehnung an die EU-Verordnung Nr. 1161/2011 folgende Verbindungen ergänzt werden: Eisen(II)Ammoniumphosphat Eisen(III)Natrium-EDTA Chrompicolinat 2. Der Mineralstoff "Calcium" wird nicht einheitlich geschrieben (mit "C" und "Z"). Calcium ist mit „C“ analog zur Verordnung über Speziallebensmittel mit „C“ zu bezeichnen. 3. In Anhang 2, Kategorie 3 (Sonstige Stoffe)sollten die Angaben hinsichtlich Fettsäuren und Speiseölen aufgrund der Aufnahme "neuartiger Speiseöle" in der Verordnung über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse angepasst werden. Die Änderung soll analog zu den vorgesehenen Angaben zu Fettsäuren in Anhang 14, Kategorie 4 der Verordnung über Speziallebensmittel erfolgen(d.h. Pflanzenöle, Fischöle und Algenöle streichen). Durch diese vorge-	1. Ergänzung von Anhang 2, Kategorie 2 (Mineralstoffe)unter dem Titel „Eisen und Chrom“ mit folgenden Substanzen: "Eisen(II)Ammoniumphosphat Eisen(III)Natrium-EDTA Chrompicolinat". 2. Den Mineralstoff "Calcium" sei einheitlich mit "C" zu bezeichnen. 3. Änderung von Anhang 2, Kategorie 3(Sonstige Stoffe): "Fettsäuren aus Speiseölen und neuartigen Speiseölen gemäss der Verordnung des EDI vom 23. November 2005 über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse".

		schlagene Änderung kann der neu vorgesehene Art. 2 Abs. 2bis gestrichen werden (siehe Bemerkung vorstehend).	
Staatskanzlei des Kantons Zürich	übrige	Falls Energydrinks in der Verordnung über alkoholfreie Getränke als eigenständige Lebensmittelkategorie definiert werden, so muss im Anhang 3 eine entsprechende Tagesration definiert werden.	Ergänzung: “Energydrinks” “500” (Tagesration)
Staatskanzlei des Kantons Bern	übrige	Unter Art. 6 Abs. 3 steht, dass bei Ergänzungsnahrungen und Nahrungser-gänzungsmitteln der Vitamingehalt am Ende der Haltbarkeitsfrist anzugeben ist. Dies steht im Widerspruch zum Vernehmlassungsentwurf der LKV (23 Abs. 3 sowie Art. 26 Abs. 2). Neu sollen gemäss Vernehmlassungsentwurf der LKV die Nährstoffmengen wie in der EU zum Zeitpunkt des Verkaufs massgebend sein.	Anpassung im Sinne von Art. 23 Abs. 3 und Art. 26 Abs. 2 LKV.
Staatskanzlei des Kantons Bern	übrige	Anh. 1: Abschnitt: Sonstige Stoffe (Fettsäuren) Neu wird in der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse das raffinierte Echiumöl (Art. 5c, Anhang 5) erfasst. In diesem Zusammenhang werden Höchstmengen zur Stearidonsäure (18:4, n-3) und Verwendungszwecke festgelegt. Von der Logik her müsste deshalb unter Fettsäuren auch die Stearidonsäure (STA, n-3) erfasst werden.	Stearidonsäure ergänzen. Wird hier Stearidonsäure aufgeführt, auch Art. 3 Abs. 2 entsprechend ergänzen (siehe Anmerkun¬gen dort).
Staatskanzlei des Kantons Bern	übrige	Anh. 2: Kategorie 2: Mineralstoffe Die EU-Verordnung Nr. 1161/2011 sollte übernommen und der Anhang mit folgenden Verbindungen ergänzt werden: Eisen(II)Ammoniumphosphat Eisen(III)Natrium-EDTA Chrompicolinat Der Mineralstoff "Calcium" wird nicht einheitlich geschrieben (mit "C" und "Z"). Kategorie 3: Sonstige Stoffe Anpassung der Angaben hinsichtlich Fettsäuren und Speiseölen aufgrund der Aufnahme "neuartiger Speiseöle" in der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse. Durch die neben stehende Änderung kann der neu vorgesehene Art. 2 Abs. 2bis gestrichen werden.	Kategorie 2: Mineralstoffe Ergänzung folgender Substanzen unter Eisen und Chrom: "Eisen(II)Ammoniumphosphat Eisen(III)Natrium-EDTA Chrompicolinat". Den Mineralstoff "Calcium" einheitlich mit "C" schreiben analog der Verordnung des EDI über Speziallebensmittel Kategorie 3: Sonstige Stoffe Änderung analog vorgesehenen Angaben zu Fettsäuren unter Kategorie 4 des Anhangs 14 der Verordnung des EDI über Speziallebensmittel: "Fettsäuren aus Speiseölen und neuartigen Speiseölen gemäss der Verordnung des EDI vom 23. November 2005 über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse". Die Pflanzenöle, Fischöle und Algenöle analog zu Anhang 14 streichen.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	übrige	Unter Art. 6 Abs. 3 steht, dass bei Ergänzungsnahrungen und Nahrungser-gänzungsmitteln der Vitamingehalt am Ende der Haltbarkeitsfrist anzugeben ist. Dies steht im Widerspruch zum Vernehmlassungs-	Anpassung im Sinne von Art. 23 Abs. 3 und Art. 26 Abs. 2 LKV.

		entwurf der LKV (23 Abs. 3 sowie Art. 26 Abs. 2). Neu sollen gemäss Vernehmlassungsentwurf der LKV die Nährstoffmengen wie in der EU zum Zeitpunkt des Verkaufs massgebend sein.	
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	übrige	Anh.1: Abschnitt: Sonstige Stoffe (Fettsäuren) Neu wird in der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse das raffinierte Echiumöl (Art. 5c, Anhang 5) erfasst. In diesem Zusammenhang werden Höchstmengen zur Stearidonsäure (18:4, n-3) und Verwendungszwecke festgelegt. Von der Logik her müsste deshalb unter Fettsäuren auch die Stearidonsäure (STA, n-3) erfasst werden.	Stearidonsäure ergänzen. Wird hier Stearidonsäure aufgeführt, auch Art. 3 Abs. 2 entsprechend ergänzen (siehe Anmerkun¬gen dort).
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	übrige	Anh 2: Kategorie 2: Mineralstoffe Die EU-Verordnung Nr. 1161/2011 sollte übernommen und der Anhang mit folgenden Verbindungen ergänzt werden: Eisen(II)Ammoniumphosphat Eisen(III)Natrium-EDTA Chrompicolinat Der Mineralstoff "Calcium" wird nicht einheitlich geschrieben (mit "C" und "Z"). Kategorie 3: Sonstige Stoffe Anpassung der Angaben hinsichtlich Fettsäuren und Speiseölen aufgrund der Aufnahme "neuartiger Speiseöle" in der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse. Durch die neben stehende Änderung kann der neu vorgesehene Art. 2 Abs. 2bis gestrichen werden.	Kategorie 2: Mineralstoffe Ergänzung folgender Substanzen unter Eisen und Chrom: "Eisen(II)Ammoniumphosphat Eisen(III)Natrium-EDTA Chrompicolinat". Den Mineralstoff "Calcium" einheitlich mit "C" schreiben analog der Verordnung des EDI über Speziallebensmittel Kategorie 3: Sonstige Stoffe Änderung analog vorgesehenen Angaben zu Fettsäuren unter Kategorie 4 des Anhangs 14 der Verordnung des EDI über Speziallebensmittel: "Fettsäuren aus Speiseölen und neuartigen Speiseölen gemäss der Verordnung des EDI vom 23. November 2005 über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse". Die Pflanzenöle, Fischöle und Algenöle analog zu Anhang 14 streichen.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	übrige	Unter Art. 6 Abs. 3 steht, dass bei Ergänzungsnahrungen und Nahrungser-gänzungsmitteln der Vitamingehalt am Ende der Haltbarkeitsfrist anzugeben ist. Dies steht im Widerspruch zum Vernehmlassungsentwurf der LKV (23 Abs. 3 sowie Art. 26 Abs. 2). Neu sollen gemäss Vernehmlassungsentwurf der LKV die Nährstoffmengen wie in der EU zum Zeitpunkt des Verkaufs massgebend sein.	Anpassung im Sinne von Art. 23 Abs. 3 und Art. 26 Abs. 2 LKV.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	übrige	Anh.1: Abschnitt: Sonstige Stoffe (Fettsäuren) Neu wird in der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse das raffinierte Echiumöl (Art. 5c, Anhang 5) erfasst. In diesem Zusammenhang werden Höchstmengen zur Stearidonsäure (18:4, n-3) und Verwendungszwecke festgelegt. Von der Logik her müsste deshalb unter Fettsäuren auch die Stearidonsäure (STA, n-3) erfasst werden.	Stearidonsäure ergänzen. Wird hier Stearidonsäure aufgeführt, auch Art. 3 Abs. 2 entsprechend ergänzen (siehe Anmerkun¬gen dort).

		donsäure (STA, n-3) erfasst werden.	
Staatskanzlei des Kantons Aargau	übrige	Anh 2: Kategorie 2: Mineralstoffe Die EU-Verordnung Nr. 1161/2011 sollte übernommen und der Anhang mit folgenden Verbindungen ergänzt werden: Eisen(II)Ammoniumphosphat Eisen(III)Natrium-EDTA Chrompicolinat Der Mineralstoff "Calcium" wird nicht einheitlich geschrieben (mit "C" und "Z"). Kategorie 3: Sonstige Stoffe Anpassung der Angaben hinsichtlich Fettsäuren und Speiseölen aufgrund der Aufnahme "neuartiger Speiseöle" in der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse. Durch die neben stehende Änderung kann der neu vorgesehene Art. 2 Abs. 2bis gestrichen werden.	Kategorie 2: Mineralstoffe Ergänzung folgender Substanzen unter Eisen und Chrom: "Eisen(II)Ammoniumphosphat Eisen(III)Natrium-EDTA Chrompicolinat". Den Mineralstoff "Calcium" einheitlich mit "C" schreiben analog der Verordnung des EDI über Speziallebensmittel Kategorie 3: Sonstige Stoffe Änderung analog vorgesehenen Angaben zu Fettsäuren unter Kategorie 4 des Anhangs 14 der Verordnung des EDI über Speziallebensmittel: "Fettsäuren aus Speiseölen und neuartigen Speiseölen gemäss der Verordnung des EDI vom 23. November 2005 über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse". Die Pflanzenöle, Fischöle und Algenöle analog zu Anhang 14 streichen.
Geschäftsstelle IG DHS	übrige	Abgleich mit der neuen zugelassenen Tagesdosis gemäss Anhang 13 Verordnung über Speziallebensmittel	EPA + DHA (als Summe) 500 mg
Geschäftsstelle IG DHS	übrige	Aufnahme von Cholin zur Ermöglichung der Verwendung der gesundheitsbezogenen Angabe aus Anhang 8 LKV	Cholin mind. 82,5 mg Cholin/100g bzw. 100ml oder pro Tagesration
Geschäftsstelle IG DHS	übrige	Die in Anh. 3 definierte Tagesration von 50 g für Margarine und Minarine bildet ein Handelshemmniss, da in der EU für die zulässige Höchstmenge bei der Vitaminisierung von Margarinen die Tagesration von 20 g (Empfehlung der IMACE) verwendet wird.	Tagesration: (…) Butter, M…..ine 50 g Margarine, Minarine 20 g
Migros-Genossenschafts-Bund	übrige	Abgleich mit der neuen zugelassenen Tagesdosis gemäss Anhang 13 Verordnung über Speziallebensmittel	EPA + DHA (als Summe) 500 mg
Migros-Genossenschafts-Bund	übrige	Aufnahme von Cholin zur Ermöglichung der Verwendung der gesundheitsbezogenen Angabe aus Anhang 8 LKV	Cholin mind. 82,5 mg Cholin/100g bzw. 100ml oder pro Tagesration
Migros-Genossenschafts-Bund	übrige	Die in Anh. 3 definierte Tagesration von 50 g für Margarine und Minarine bildet ein Handelshemmniss, da in der EU für die zulässige Höchstmenge bei der Vitaminisierung von Margarinen die Tagesration	Tagesration: (…) Butter, Margarine, Minarine 50 g Margarine, Minarine 20 g

		von 20 g (Empfehlung der IMACE) verwendet wird.	
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	übrige	Anhang 1 Abgleich mit der neuen zugelassenen Tagesdosis gemäss Anhang 13 Verordnung über Speziallebensmittel	EPA + DHA (als Summe) 500 mg
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	übrige	Aufnahme von Cholin zur Ermöglichung der Verwendung der gesundheitsbezogenen Angabe aus Anhang 8 LKV	Cholin mind. 82,5 mg Cholin/100g bzw. 100ml oder pro Tagesration
FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie	übrige	Die in Anhang 3 definierte Tagesration von 50 g für Margarine und Minarine bildet ein Handelshemmniss, da in der EU für die zulässige Höchstmenge bei der Vitaminisierung von Margarinen die Tagesration von 20 g (Empfehlung der IMACE) verwendet wird.	Tagesration: (…) Butter, Margarine, Minarine 50 g Margarine, Minarine 20 g
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	übrige	Aufnahme von Cholin zur Ermöglichung der Verwendung der gesundheitsbezogenen Angabe aus Anhang 8 LKV. Die dort vorgegebenen mindestens 82,5 mg Cholin pro Tag für die Zulässigkeit des Claims entsprechen 15% der für Erwachsene zugelassenen täglichen Tagesdosis von 550 mg Cholin gemäss dem amerikanischen Food and Nutrition Board of the Institute of Medicine und der EFSA Scientific Opinion EFSA Journal 2011;9(4):2056.	Sonstige Stoffe: Cholin 550mg
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	übrige	Gemäss der EFSA Opinion zu Creatin aus dem Jahr 2004 (vgl. EFSA Journal (2004), 36, 1-6) ist eine Dosierung bis 3 g für alle Bevölkerungsgruppen sicher. Eine Aufnahme von 2 bis 4 g Creatin Monohydrat entspricht dem täglichen Abbau im Körper. Die Anreicherung von Lebensmitteln des allgemeinen Verzehrs mit Creatin Monohydrat in diesem Bereich kann für gewisse Bevölkerungsgruppen mit spezifischen Ernährungsgewohnheiten (z.B. Vegetarier) nützlich, ja zum Teil sogar notwendig sein. Durch die zustimmende Beurteilung eines Health Claims für Creatin hat die EFSA den physiologischen Nutzen von Creatin bestätigt. Die zulässige Auslobung von Creatin wird durch Anhang 8 LKV geregelt.	Sonstige Stoffe: Creatin Monohydrat 3 g
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	übrige	Aufnahme von Lactase zur Ermöglichung der Verwendung der gesundheitsbezogenen Angabe aus Anhang 8 LKV. Lactase wurde vom BAG schon als neuartiges Lebensmittel nach LGV	Sonstige Stoffe: Lactase 4500 FCC-Einheiten bei jeder Mahlzeit

		Art. 5 Abs. 1 in reiner Form zugelassen (vgl. z.B. BAG N Nr. 100 770). Zudem hat das BAG wiederholt Lactase in Ergänzungsnahrungen gestützt auf Art. 20 Abs. 10 der VO über Speziallebensmittel bewilligt (vgl. Liste der erteilten Bewilligungen 2010 und 2011).	
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	übrige	Abgleich mit der neuen zugelassenen Tagesdosis gemäss Anhang 13 der VO über Speziallebensmittel.	Sonstige Stoffe: Summe von … (EPA + DHA) - 500 mg
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	übrige	Abgleich mit der neuen zugelassenen Tagesdosis gemäss Anhang 13 der VO über Speziallebensmittel.	Sonstige Stoffe: Summe von … (EPA + DHA) - 500 mg
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	übrige	Übernahme der Kommissionsentscheidungen 2009/362/EG, 2009/365/EG, 2009/355/EG bezüglich der Anreicherung von Lebensmitteln mit Lycopin unter Berücksichtigung der Vorgabe von Art. 3 der Verordnung, nämlich dass die Tagesdosis nach Anhang 1 mit der Tagesration nach Anhang 3 nicht überschritten wird.	Sonstige Stoffe: Lycopin / 15 mg
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	übrige	Übernahme der Kommissionsentscheidungen 2009/362/EG, 2009/365/EG, 2009/355/EG bezüglich die Anreicherung von Lebensmitteln mit Lycopin.	Kategorie 3: Sonstige Stoffe Lycopin (synthetisch), Lycopin (aus Blakeslea trispora), Lycopin (aus Tomaten)
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	übrige	Als Folge der Aufnahme des Pilzöls aus Mortierella alpina in die VO über Speiseöle sollte in diesem Anhang (Kategorie 2: Sonstige Stoffe) zusätzlich "Pilzöl" erwähnt sein, da dieses weder unter Pflanzenöle, Fischöle oder Algenöle fällt.	Kategorie 3: Sonstige Stoffe: Fettsäuren … Pilzöle
Vereinigung Schweiz. Hersteller von Diät- und Spezialnahrungen	übrige	Aufnahme der Verbindungen von Cholin zur Ermöglichung der Verwendung der gesundheitsbezogenen Angabe für Cholin aus Anhang 8 LKV (analog zu Anhang 14 VO Speziallebensmittel, Kategorie 4: Sonstige).	Kategorie 3: Sonstige Stoffe Cholin Cholinchlorid Cholintartrate Cholincitrat
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	übrige	Unter Art. 6 Abs. 3 steht, dass bei Ergänzungsnahrungen und Nahrungser-gänzungsmitteln der Vitamingehalt am Ende der Haltbarkeitsfrist anzugeben ist. Dies steht im Widerspruch zum Vernehmlassungsentwurf der LKV (23 Abs. 3 sowie Art. 26 Abs. 2). Neu sollen gemäss Vernehmlassungsentwurf der LKV die Nährstoffmengen wie in der EU zum Zeitpunkt des Verkaufs massgebend sein.	Anpassung im Sinne von Art. 23 Abs. 3 und Art. 26 Abs. 2 LKV.
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	übrige	Anh.1: Abschnitt: Sonstige Stoffe (Fettsäuren) Neu wird in der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und	Stearidonsäure ergänzen. Wird hier Stearidonsäure aufgeführt, auch Art. 3 Abs. 2 entsprechend

		daraus hergestellte Erzeugnisse das raffinierte Echiumöl (Art. 5c, Anhang 5) erfasst. In diesem Zusammenhang werden Höchstmengen zur Stearidonsäure (18:4, n-3) und Verwendungszwecke festgelegt. Von der Logik her müsste deshalb unter Fettsäuren auch die Stearidonsäure (STA, n-3) erfasst werden.	ergänzen (siehe Anmerkun¬gen dort).
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	übrige	Anh 2: Kategorie 2: Mineralstoffe Die EU-Verordnung Nr. 1161/2011 sollte übernommen und der Anhang mit folgenden Verbindungen ergänzt werden: Eisen(II)Ammoniumphosphat Eisen(III)Natrium-EDTA Chrompicolinat Der Mineralstoff "Calcium" wird nicht einheitlich geschrieben (mit "C" und "Z"). Kategorie 3: Sonstige Stoffe Anpassung der Angaben hinsichtlich Fettsäuren und Speiseölen aufgrund der Aufnahme "neuartiger Speiseöle" in der Verordnung des EDI über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse. Durch die neben stehende Änderung kann der neu vorgesehene Art. 2 Abs. 2bis gestrichen werden.	Kategorie 2: Mineralstoffe Ergänzung folgender Substanzen unter Eisen und Chrom: "Eisen(II)Ammoniumphosphat Eisen(III)Natrium-EDTA Chrompicolinat". Den Mineralstoff "Calcium" einheitlich mit "C" schreiben analog der Verordnung des EDI über Speziallebensmittel Kategorie 3: Sonstige Stoffe Änderung analog vorgesehenen Angaben zu Fettsäuren unter Kategorie 4 des Anhangs 14 der Verordnung des EDI über Speziallebensmittel: "Fettsäuren aus Speiseölen und neuartigen Speiseölen gemäss der Verordnung des EDI vom 23. November 2005 über Speiseöl, Speisefett und daraus hergestellte Erzeugnisse". Die Pflanzenöle, Fischöle und Algenöle analog zu Anhang 14 streichen.

4.13 Révision partielle de l'ordonnance sur les objets destinés à entrer en contact avec le corps humain (RS 817.023.41)

Organisation	Article	Commentaire	Modifications proposées
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	2.4	Normes techniques s'appliquant à des objets munis d'un revètement qui libère du nickel Nous saluons ce changemen	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	2.4	Normes techniques s'appliquant à des objets munis d'un revètement qui libère du nickel Nous saluons ce changemen	
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	2.4	Tel que libellé, le texte proposé exclut le recours à d'autres méthodes (ex. test par frottis) que la norme EN 1811.	Les méthodes autres doivent pouvoir servir à déterminer la conformité des objets contenant du métal et destinés à entrer en contact avec la peau. Suppression de l'art. 2 al. 4 (qui n'existe pas actuellement).

Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	2.4	Normes techniques s'appliquant à des objets munis d'un revètement qui libère du nickel Nous saluons ce changemen	
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	2b.1	Art. 2b ist eine Übernahme vom EU-Chemikalienrecht (Nr. 836/2012). In den Erwägungen von 836/2012 wird eine Abgabe von maximal 0.09 µg/h/cm2 (= gesundheitsgefährdend) als generell nicht erreichbar beurteilt, wenn der Gehalt unter dem Grenzwert von 0.05% liegt. Da der Grundsatz der Regelung die Gesundheitsgefährdung durch Lutschen oder Schlucken zum Inhalt hat, sollte spezifiziert werden, dass nur Metallteile gemeint sind, welche durch Flüssigkeit von aussen erreichbar sind. Somit wäre auch der Passus zu den Uhren unnötig. Bemerkung: Dieselbe Argumentation gilt im Übrigen nicht für Art. 2a. Bei diesem Artikel handelt es sich auch um eine Übernahme vom EU-Chemikalienrecht (Nr. 494/2011). Wobei das quasi-Verbot nicht auf einer direkten Gesundheitsgefährdung (Humankontakt) basiert, sondern auf umweltrechtlichen Überlegungen. Dies hat beim Anordnen von verhältnis-mässigen Massnahmen bei Nicht-Konformität Auswirkung. In einer früheren Version der HKV (Änderungen vom 13.10.2010) wurde dem Humankontakt Rechnung getragen, in dem eine maximale Cadmiumabgabe definiert war. Die Überschreitung dieses Grenzwerts hatte direkt mit einer Gesundheitsgefährdung über den Humankontakt zu tun.	Art. 2b Abs. 1 ist zu ändern in: "Gegenstände nach Artikel 2 Absatz 1 dürfen in ihren von aussen zugänglichen Metallteilen Blei nicht in einer Konzentration von mehr als 0.05% Gewichtsprozent enthalten."
Staatskanzlei des Kantons Luzern	2b.1	Art. 2b ist eine Übernahme vom EU-Chemikalienrecht (Nr. 836/2012). In den Erwägungen von 836/2012 wird eine Abgabe von maximal 0.09 µg/h/cm2 (= gesundheitsgefährdend) als generell nicht erreichbar beurteilt, wenn der Gehalt unter dem Grenzwert von 0.05% liegt. Da der Grundsatz der Regelung die Gesundheitsgefährdung durch Lutschen oder Schlucken zum Inhalt hat, sollte spezifiziert werden, dass nur Metallteile gemeint sind, welche durch Flüssigkeit von aussen erreichbar sind. Somit wäre auch der Passus zu den Uhren unnötig. Bemerkung: Dieselbe Argumentation gilt im Übrigen nicht für Art. 2a. Bei diesem Artikel handelt es sich auch um eine Übernahme vom EU-Chemikalienrecht (Nr. 494/2011). Wobei das quasi-Verbot nicht auf einer direkten Gesundheitsgefährdung (Humankontakt) basiert, sondern auf umweltrechtlichen Überlegungen. Dies hat beim Anordnen von verhältnis-mässigen Massnahmen bei Nicht-Konformität Auswirkung. In einer früheren Version der HKV (Änderungen vom 13.10.2010) wurde dem Humankontakt Rechnung getragen, in dem eine maximale Cadmiumabgabe definiert war. Die Überschreitung dieses Grenzwerts hatte direkt mit einer Gesundheitsgefährdung über den Humankontakt zu tun.	Art. 2b Abs. 1 ist zu ändern in: "Gegenstände nach Artikel 2 Absatz 1 dürfen in ihren von aussen zugänglichen Metallteilen Blei nicht in einer Konzentration von mehr als 0.05% Gewichtsprozent enthalten."

Staatskanzlei des Kantons Zürich	2b.1	Es ist grundsätzlich zu begrüssen, dass eine spezifische Regulierung für Blei in Schmuck eingeführt wird. Art. 2b ist eine Übernahme vom EU-Chemikalienrecht (Nr. 836/2012). In den Erwägungen von 836/2012 wird eine Abgabe von maximal 0.09 µg/h/cm2 (= gesundheitsgefährdend) als generell nicht erreichbar beurteilt, wenn der Gehalt unter dem Grenzwert von 0.05% liegt. Da der Grundsatz der Regelung die Gesundheitsgefährdung durch Lutschen oder Schlucken zum Inhalt hat, sollte spezifiziert werden, dass nur Metallteile gemeint sind, die durch Flüssigkeit von aussen erreichbar sind. Somit wäre auch der Passus zu den Armbanduhren unnötig. (Bemerkung: Dieselbe Argumentation gilt im Übrigen nicht für Art. 2a. Bei diesem Artikel handelt es sich auch um eine Übernahme vom EU-Chemikalienrecht (Nr. 494/2011), wobei aber die Regelung über cadmiumhaltige Gegenstände nicht auf einer direkten Gesundheitsgefährdung (Humankontakt) basiert, sondern auf umweltrechtlichen Überlegungen.)	Änderung von Art. 2b Abs. 1: "Gegenstände nach Artikel 2 Absatz 1 dürfen in ihren von aussen zugänglichen Metallteilen Blei nicht in einer Konzentration von mehr als 0.05% Gewichtsprozent enthalten."
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	2b.1	Mit der Einführung von Art. 2b wird eine chemikalienrechtliche europäische Bestimmung ins schweizerische Lebensmittelrecht überführt (Verordnung (EU) Nr. 836/2012). Dies mag zwar im ersten Moment als zweckmässig erscheinen, birgt aber grosse gesetzgeberische Risiken. Da derzeit keine Methode verfügbar ist, mit der die Bleimigration unter Simulation der Bedingungen beim Lutschen getestet werden kann, wurde in der Verordnung (EU) Nr. 836/2012 die Beschränkung auf den Bleigehalt in jedem einzelnen Teil einer Schmuckware und nicht auf die Migrationsrate des aus solchen Erzeugnissen freigesetzten Bleis festgelegt. In der schweizerischen Verordnung über Gegenstände für den Humankontakt muss deshalb zwingend eingeschränkt werden, dass nur Metallteile gemeint sind, welche durch Lutschen (oder durch Hautkontakt) erreichbar sind.	Art. 2b Abs. 1 Gegenstände nach Artikel 2 Absatz 1 dürfen in ihren von aussen zugänglichen Metallteilen Blei nicht in einer Konzentration von mehr als 0.05% Gewichtsprozent enthalten.
Staatskanzlei des Kantons Bern	2b.1	Art. 2b ist eine Übernahme von EU Chemikalienrecht (836/2012). In den Erwägungen von 836/2012 wird eine Abgabe von maximal 0.09 ug/h/cm2 (= gesundheitsgefährdend) als generell nicht erreicht beurteilt, wenn der Gehalt unter dem Grenzwert von 0.05% liegt. Da der Grundsatz der Regelung die Gesundheitsgefährdung durch Lutschen oder Schlucken zum Inhalt hat, sollte spezifiziert werden, dass nur Metallteile gemeint sind, welche durch Flüssigkeit von aussen erreichbar sind. Somit wäre auch der Passus zu den Uhren unnötig. Dieselbe Argumentation gilt im Übrigen nicht für Art. 2a. Bei diesem Artikel handelt es sich auch um eine Übernahme von EU Chemikalienrecht (494/2011). Wobei das quasi-Verbot nicht auf einer direkten Gesundheitsgefährdung basiert, sondern auf umweltrechtlichen Überlegun-	Art. 2b Abs. 1 ist zu ändern in: "Gegenstände nach Artikel 2 Absatz 1 dürfen Blei in ihren von aussen zugänglichen Metallteilen nicht in einer Konzentration von mehr als 0.05% Gewichtsprozent enthalten."

		gen. Eine Gesundheitsgefährdung aufgrund von cadmiumhaltigem Schmuck wird in den Änderungen der Humankontaktverordnung vom 13 Oktober 2010 in Art. 2a definiert. Die Unterscheidung ist für den Vollzug sehr relevant.	
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	2b.1	Art. 2b ist eine Übernahme vom EU-Chemikalienrecht (Nr. 836/2012). In den Erwägungen von 836/2012 wird eine Abgabe von maximal 0.09 µg/h/cm2 (= gesundheitsgefährdend) als generell nicht erreichbar beurteilt, wenn der Gehalt unter dem Grenzwert von 0.05% liegt. Da der Grundsatz der Regelung die Gesundheitsgefährdung durch Lutschen oder Schlucken zum Inhalt hat, sollte spezifiziert werden, dass nur Metallteile gemeint sind, welche durch Flüssigkeit von aussen erreichbar sind. Somit wäre auch der Passus zu den Uhren unnötig. Bemerkung: Dieselbe Argumentation gilt im Übrigen nicht für Art. 2a. Bei diesem Artikel handelt es sich auch um eine Übernahme vom EU-Chemikalienrecht (Nr. 494/2011). Wobei das quasi-Verbot nicht auf einer direkten Gesundheitsgefährdung (Humankontakt) basiert, sondern auf umweltrechtlichen Überlegungen. Dies hat beim Anordnen von verhältnis-mässigen Massnahmen bei Nicht-Konformität Auswirkung. In einer früheren Version der HKV (Änderungen vom 13.10.2010) wurde dem Humankontakt Rechnung getragen, in dem eine maximale Cadmiumabgabe definiert war. Die Überschreitung dieses Grenzwerts hatte direkt mit einer Gesundheitsgefährdung über den Humankontakt zu tun.	Art. 2b Abs. 1 ist zu ändern in: "Gegenstände nach Artikel 2 Absatz 1 dürfen in ihren von aussen zugänglichen Metallteilen Blei nicht in einer Konzentration von mehr als 0.05% Gewichtsprozent enthalten."
Staatskanzlei des Kantons Aargau	2b.1	Art. 2b ist eine Übernahme vom EU-Chemikalienrecht (Nr. 836/2012). In den Erwägungen von 836/2012 wird eine Abgabe von maximal 0.09 µg/h/cm2 (= gesundheitsgefährdend) als generell nicht erreichbar beurteilt, wenn der Gehalt unter dem Grenzwert von 0.05% liegt. Da der Grundsatz der Regelung die Gesundheitsgefährdung durch Lutschen oder Schlucken zum Inhalt hat, sollte spezifiziert werden, dass nur Metallteile gemeint sind, welche durch Flüssigkeit von aussen erreichbar sind. Somit wäre auch der Passus zu den Uhren unnötig. Bemerkung: Dieselbe Argumentation gilt im Übrigen nicht für Art. 2a. Bei diesem Artikel handelt es sich auch um eine Übernahme vom EU-Chemikalienrecht (Nr. 494/2011). Wobei das quasi-Verbot nicht auf einer direkten Gesundheitsgefährdung (Humankontakt) basiert, sondern auf umweltrechtlichen Überlegungen. Dies hat beim Anordnen von verhältnis-mässigen Massnahmen bei Nicht-Konformität Auswirkung. In einer früheren Version der HKV (Änderungen vom 13.10.2010) wurde dem Humankontakt Rechnung getragen, in dem eine maximale Cadmiumabgabe definiert war. Die Überschreitung dieses Grenzwerts hatte direkt mit einer Gesundheitsgefährdung über den Humankontakt zu tun.	Art. 2b Abs. 1 ist zu ändern in: "Gegenstände nach Artikel 2 Absatz 1 dürfen in ihren von aussen zugänglichen Metallteilen Blei nicht in einer Konzentration von mehr als 0.05% Gewichtsprozent enthalten."

Staatskanzlei des Kantons Zug	2b.1	Art. 2b ist eine Übernahme vom EU-Chemikalienrecht (Nr. 836/2012). Da der Grundsatz der Regelung die Gesundheitsgefährdung durch Lutschen oder Schlucken zum Inhalt hat, sollte spezifiziert werden, dass nur Metallteile gemeint sind, welche durch Flüssigkeit von aussen erreichbar sind. Somit wäre auch der Passus zu den Uhren unnötig.	Art. 2b Abs. 1 ist zu ändern in: "Gegenstände nach Artikel 2 Absatz 1 dürfen in ihren von aussen zugänglichen Metallteilen Blei nicht in einer Konzentration von mehr als 0.05% Gewichtsprozent enthalten."
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	2b.1	Art. 2b ist eine Übernahme vom EU-Chemikalienrecht (Nr. 836/2012). In den Erwägungen von 836/2012 wird eine Abgabe von maximal 0.09 µg/h/cm2 (= gesundheitsgefährdend) als generell nicht erreichbar beurteilt, wenn der Gehalt unter dem Grenzwert von 0.05% liegt. Da der Grundsatz der Regelung die Gesundheitsgefährdung durch Lutschen oder Schlucken zum Inhalt hat, sollte spezifiziert werden, dass nur Metallteile gemeint sind, welche durch Flüssigkeit von aussen erreichbar sind. Somit wäre auch der Passus zu den Uhren unnötig. Bemerkung: Dieselbe Argumentation gilt im Übrigen nicht für Art. 2a. Bei diesem Artikel handelt es sich auch um eine Übernahme vom EU-Chemikalienrecht (Nr. 494/2011). Wobei das quasi-Verbot nicht auf einer direkten Gesundheitsgefährdung (Humankontakt) basiert, sondern auf umweltrechtlichen Überlegungen. Dies hat beim Anordnen von verhältnis-mässigen Massnahmen bei Nicht-Konformität Auswirkung. In einer früheren Version der HKV (Änderungen vom 13.10.2010) wurde dem Humankontakt Rechnung getragen, in dem eine maximale Cadmiumabgabe definiert war. Die Überschreitung dieses Grenzwerts hatte direkt mit einer Gesundheitsgefährdung über den Humankontakt zu tun.	Art. 2b Abs. 1 ist zu ändern in: "Gegenstände nach Artikel 2 Absatz 1 dürfen in ihren von aussen zugänglichen Metallteilen Blei nicht in einer Konzentration von mehr als 0.05% Gewichtsprozent enthalten."
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	Anh 1	Die vorliegende Fassung führt die Norm EN 1811 auf Verordnungsstufe so ein, dass die Verwendung von anderen Testmethoden nicht mehr möglich ist. Somit wäre es auch nicht möglich, den SLMB-Nickelabwischtest gemäss dem Infoschreiben Nr. 132 einzusetzen, um die Einhaltung des festgelegten Grenzwerts zu überprüfen. Bemerkung: Die revidierte (noch nicht öffentliche) Version vom Infoschreiben Nr. 132, welche dem Protokoll der ERFA Gebrauchsgegenstände vom 25.5.2012 am BAG in Bern beiliegt, kann nicht ein alternatives Testverfahren zur Überprüfung der Vorgaben nach Art. 2 einführen, wenn die Testverfahren auf Verordnungsebene abschliessend definiert werden. Durch die Anerkennung der Norm EN 1811 (ohne Korrekturfaktor von 0.1) als richtiges Verfahren zur Überprüfung des Grenzwerts von Art. 2 ist es nicht möglich, für Brillen eine Norm zuzulassen, die den Korrekturfaktor von 0.1 noch beinhaltet. Die Norm EN 16128 ist kein zulässiges Verfahren, um den Grenzwert von Art. 2 zu überprüfen.	Auf die Erweiterung der aufgelisteten Normen ganz verzichten. Wenigstens aber Art. 2 Abs. 4 ersetzen durch: "Die Anforderungen der technischen Normen gemäss Anhang 1 müssen erfüllt werden." Sicher die Norm EN 16128 aus Anhang 1 streichen. Falls im Anhang 1 noch andere Normen als EN 12472 aufgeführt werden, so müsste der Titel des Anhangs hinsichtlich der Angabe "mit einem Über-zug" angepasst werden.
Landeskanzlei des	Anh 1	Die vorliegende Fassung führt die Norm EN 1811 auf Verordnungsstufe	Auf die Erweiterung der aufgelisteten Normen ganz verzichten.

Kantons Basel-Landschaft		so ein, dass die Verwendung von anderen Testmethoden nicht mehr möglich ist. Somit wäre es auch nicht möglich, den SLMB-Nickelabwischtest gemäss dem Infoschreiben Nr. 132 einzusetzen, um die Einhaltung des festgelegten Grenzwerts zu überprüfen. Bemerkung: Die revidierte (noch nicht öffentliche) Version vom Infoschreiben Nr. 132, welche dem Protokoll der ERFA Gebrauchsgegenstände vom 25.5.2012 am BAG in Bern beiliegt, kann nicht ein alternatives Testverfahren zur Überprüfung der Vorgaben nach Art. 2 einführen, wenn die Testverfahren auf Verordnungsebene abschliessend definiert werden. Durch die Anerkennung der Norm EN 1811 (ohne Korrekturfaktor von 0.1) als richtiges Verfahren zur Überprüfung des Grenzwerts von Art. 2 ist es nicht möglich, für Brillen eine Norm zuzulassen, die den Korrekturfaktor von 0.1 noch beinhaltet. Die Norm EN 16128 ist kein zulässiges Verfahren, um den Grenzwert von Art. 2 zu überprüfen.	Wenigstens aber Art. 2 Abs. 4 ersetzen durch: "Die Anforderungen der technischen Normen gemäss Anhang 1 müssen erfüllt werden." Sicher die Norm EN 16128 aus Anhang 1 streichen. Falls im Anhang 1 noch andere Normen als EN 12472 aufgeführt werden, so müsste der Titel des Anhangs hinsichtlich der Angabe "mit einem Über-zug" angepasst werden.
Standeskanzlei des Kantons Uri	Anh 1	Die vorliegende Fassung führt die Norm EN 1811 auf Verordnungsstufe so ein, dass die Verwendung von anderen Testmethoden nicht mehr möglich ist. Somit wäre es auch nicht möglich, den SLMB-Nickelabwischtest gemäss dem Infoschreiben Nr. 132 einzusetzen, um die Einhaltung des festgelegten Grenzwerts zu überprüfen. Bemerkung: Die revidierte (noch nicht öffentliche) Version vom Infoschreiben Nr. 132, welche dem Protokoll der ERFA Gebrauchsgegenstände vom 25.5.2012 am BAG in Bern beiliegt, kann nicht ein alternatives Testverfahren zur Überprüfung der Vorgaben nach Art. 2 einführen, wenn die Testverfahren auf Verordnungsebene abschliessend definiert werden. Durch die Anerkennung der Norm EN 1811 (ohne Korrekturfaktor von 0.1) als richtiges Verfahren zur Überprüfung des Grenzwerts von Art. 2 ist es nicht möglich, für Brillen eine Norm zuzulassen, die den Korrekturfaktor von 0.1 noch beinhaltet. Die Norm EN 16128 ist kein zulässiges Verfahren, um den Stellungnahme stellungnahme jahresrevision lebensmittelrecht.doc Seite 24/24 Grenzwert von Art. 2 zu überprüfen.	Auf die Erweiterung der aufgelisteten Normen ganz verzichten. Wenigstens aber Art. 2 Abs. 4 ersetzen durch: "Die Anforderungen der technischen Normen gemäss Anhang 1 müssen erfüllt werden." Sicher die Norm EN 16128 aus Anhang 1 streichen. Falls im Anhang 1 noch andere Normen als EN 12472 aufgeführt werden, so müsste der Titel des Anhangs hinsichtlich der Angabe "mit einem Über-zug" angepasst werden.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Anh 1	Die vorliegende Fassung führt die Norm EN 1811 auf Verordnungsstufe so ein, dass die Verwendung von anderen Testmethoden nicht mehr möglich ist. Somit wäre es auch nicht möglich, den SLMB-Nickelabwischtest gemäss dem Infoschreiben Nr. 132 einzusetzen, um die Einhaltung des festgelegten Grenzwerts zu überprüfen. Bemerkung: Die revidierte (noch nicht öffentliche) Version vom Infoschreiben Nr. 132, welche dem Protokoll der ERFA Gebrauchsgegenstände vom 25.5.2012 am BAG in Bern beiliegt, kann nicht ein alternatives Testverfahren zur Überprüfung der Vorgaben nach Art. 2 einführen, wenn die Testverfahren auf Verordnungsebene abschliessend definiert werden.	Auf die Erweiterung der aufgelisteten Normen ganz verzichten. Wenigstens aber Art. 2 Abs. 4 ersetzen durch: "Die Anforderungen der technischen Normen gemäss Anhang 1 müssen erfüllt werden." Sicher die Norm EN 16128 aus Anhang 1 streichen. Falls im Anhang 1 noch andere Normen als EN 12472 aufgeführt werden, so müsste der Titel des Anhangs hinsichtlich der Angabe "mit einem Über-zug" angepasst werden.

		Durch die Anerkennung der Norm EN 1811 (ohne Korrekturfaktor von 0.1) als richtiges Verfahren zur Überprüfung des Grenzwerts von Art. 2 ist es nicht möglich, für Brillen eine Norm zuzulassen, die den Korrekturfaktor von 0.1 noch beinhaltet. Die Norm EN 16128 ist kein zulässiges Verfahren, um den Grenzwert von Art. 2 zu überprüfen.	
Staatskanzlei des Kantons Zürich	Anh 1	Die vorliegende Fassung führt die Norm SN EN 1811:2011 auf Verordnungsstufe so ein, dass die Verwendung von anderen Testmethoden nicht mehr möglich ist. Somit wäre es auch nicht möglich, den Nickelabwischtest nach Schweizerischem Lebensmittelbuch gemäss dem Informationsschreiben 132/2007 des BAG einzusetzen, um die Einhaltung des festgelegten Grenzwerts zu überprüfen. Zur Bezugnahme auf SN EN 16128:2011 Durch die Anerkennung der Norm SN EN 1811:2011, die keinen Korrekturfaktor von 0.1 enthält, als einzig richtiges Verfahren zur Überprüfung des Grenzwerts von Art. 2, ist es nicht möglich, für Brillen eine Norm zuzulassen, die den Korrekturfaktor von 0.1 noch beinhaltet.	Änderung Anhang 1: SN EN 1811:2011 und SN EN 16128:2011 seien aus dem Anhang wieder zu streichen. Eventualiter: Änderung von Art. 2 Abs. 4: "Die Anforderungen der technischen Normen gemäss Anhang 1 müssen erfüllt werden." Subeventualiter: EN 16128 aus Anhang 1 streichen.
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	Anh 1	Die abschliessende Ein- und Aufführung der für die Überprüfung einzusetzenden Normen ist nicht im Sinne eines wirkungsvollen Verbraucherschutzes. Gleichwertige Prüfverfahren müssen für die Überprüfung der Anforderungen der Verordnung zulässig sein. Die Norm EN 1811 soll auf Verordnungsstufe eingeführt werden. Als Folge davon ist die Verwendung von anderen gleichwertigen Testmethoden nicht mehr möglich. Z. B. könnte der Nickelabwischtest gemäss dem Infoschreiben Nr. 132 nicht mehr eingesetzt werden, um die Einhaltung des festgelegten Grenzwerts zu überprüfen, was kaum der Absicht des Gesetzgebers entspricht.	Auf die Erweiterung der aufgelisteten Normen verzichten.
Staatskanzlei des Kantons Bern	Anh 1	Die vorliegende Fassung führt die Norm EN 1811 auf Verordnungsstufe ein. Somit wäre es nicht möglich gemäss Infoschreiben 132 den Nickelabwischtest nach SLMB einzusetzen um die Einhaltung der gesetzlichen Vorgaben zu überprüfen. Obwohl im neuen Infoschreiben 132 die Norm EN 16128 erwähnt wird, ist es fraglich, ob diese für die Überprüfung der Anforderungen von Art. 2 zugezogen werden kann, da sie noch den Korrekturfaktor 0.1 beinhaltet. Es ist nicht sinnvoll diesen bei Brillen beizubehalten, wenn er bei anderen Schmuckstücken als ungeeignet gilt. Die Vorgaben von Art. 2 sind daher zu überprüfen.	Änderung streichen. Im Minimum Norm EN 16128 aus Anhang 1 streichen
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Anh 1	Die vorliegende Fassung führt die Norm EN 1811 auf Verordnungsstufe so ein, dass die Verwendung von anderen Testmethoden nicht mehr möglich ist. Somit wäre es auch nicht möglich, den SLMB-Nickelabwischtest gemäss dem Infoschreiben Nr. 132 einzusetzen, um die Einhaltung des festgelegten Grenzwerts zu überprüfen.	Auf die Erweiterung der aufgelisteten Normen ganz verzichten. Wenigstens aber Art. 2 Abs. 4 ersetzen durch: "Die Anforderungen der technischen Normen gemäss Anhang 1 müssen erfüllt werden."

		Bemerkung: Die revidierte (noch nicht öffentliche) Version vom Infoschreiben Nr. 132, welche dem Protokoll der ERFA Gebrauchsgegenstände vom 25.5.2012 am BAG in Bern beiliegt, kann nicht ein alternatives Testverfahren zur Überprüfung der Vorgaben nach Art. 2 einführen, wenn die Testverfahren auf Verordnungsebene abschliessend definiert werden. Durch die Anerkennung der Norm EN 1811 (ohne Korrekturfaktor von 0.1) als richtiges Verfahren zur Überprüfung des Grenzwerts von Art. 2 ist es nicht möglich, für Brillen eine Norm zuzulassen, die den Korrekturfaktor von 0.1 noch beinhaltet. Die Norm EN 16128 ist kein zulässiges Verfahren, um den Grenzwert von Art. 2 zu überprüfen.	Sicher die Norm EN 16128 aus Anhang 1 streichen. Falls im Anhang 1 noch andere Normen als EN 12472 aufgeführt werden, so müsste der Titel des Anhangs hinsichtlich der Angabe "mit einem Über-zug" angepasst werden.
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Anh 1	Die vorliegende Fassung führt die Norm EN 1811 auf Verordnungsstufe so ein, dass die Verwendung von anderen Testmethoden nicht mehr möglich ist. Somit wäre es auch nicht möglich, den SLMB-Nickelabwischtest gemäss dem Infoschreiben Nr. 132 einzusetzen, um die Einhaltung des festgelegten Grenzwerts zu überprüfen. Bemerkung: Die revidierte (noch nicht öffentliche) Version vom Infoschreiben Nr. 132, welche dem Protokoll der ERFA Gebrauchsgegenstände vom 25.5.2012 am BAG in Bern beiliegt, kann nicht ein alternatives Testverfahren zur Überprüfung der Vorgaben nach Art. 2 einführen, wenn die Testverfahren auf Verordnungsebene abschliessend definiert werden. Durch die Anerkennung der Norm EN 1811 (ohne Korrekturfaktor von 0.1) als richtiges Verfahren zur Überprüfung des Grenzwerts von Art. 2 ist es nicht möglich, für Brillen eine Norm zuzulassen, die den Korrekturfaktor von 0.1 noch beinhaltet. Die Norm EN 16128 ist kein zulässiges Verfahren, um den Grenzwert von Art. 2 zu überprüfen.	Auf die Erweiterung der aufgelisteten Normen ganz verzichten. Wenigstens aber Art. 2 Abs. 4 ersetzen durch: "Die Anforderungen der technischen Normen gemäss Anhang 1 müssen erfüllt werden." Sicher die Norm EN 16128 aus Anhang 1 streichen. Falls im Anhang 1 noch andere Normen als EN 12472 aufgeführt werden, so müsste der Titel des Anhangs hinsichtlich der Angabe "mit einem Über-zug" angepasst werden.
Staatskanzlei des Kantons Zug	Anh 1	Die vorliegende Fassung führt die Norm EN 1811 auf Verordnungsstufe so ein, dass die Verwendung von anderen Testmethoden nicht mehr möglich ist. Somit wäre es auch nicht möglich, den SLMB-Nickelabwischtest gemäss dem Infoschreiben Nr. 132 einzusetzen, um die Einhaltung des festgelegten Grenzwerts zu überprüfen.	Auf die Erweiterung der aufgelisteten Normen ist zu verzichten. Eventualiter ist zumindest Art. 2 Abs. 4 zu ersetzen durch: "Die Anforderungen der technischen Normen gemäss Anhang 1 müssen erfüllt werden."
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Anh 1	Die vorliegende Fassung führt die Norm EN 1811 auf Verordnungsstufe so ein, dass die Verwendung von anderen Testmethoden nicht mehr möglich ist. Somit wäre es auch nicht möglich, den SLMB-Nickelabwischtest gemäss dem Infoschreiben Nr. 132 einzusetzen, um die Einhaltung des festgelegten Grenzwerts zu überprüfen. Bemerkung: Die revidierte (noch nicht öffentliche) Version vom Infoschreiben Nr. 132, welche dem Protokoll der ERFA Gebrauchsgegenstände vom 25.5.2012 am BAG in Bern beiliegt, kann nicht ein alternatives Testverfahren zur Überprüfung der Vorgaben nach Art. 2 einführen, wenn die Testverfahren auf Verordnungsebene abschliessend definiert	Auf die Erweiterung der aufgelisteten Normen ganz verzichten. Wenigstens aber Art. 2 Abs. 4 ersetzen durch: "Die Anforderungen der technischen Normen gemäss Anhang 1 müssen erfüllt werden." Sicher die Norm EN 16128 aus Anhang 1 streichen. Falls im Anhang 1 noch andere Normen als EN 12472 aufgeführt werden, so müsste der Titel des Anhangs hinsichtlich der Angabe "mit

		werden. Durch die Anerkennung der Norm EN 1811 (ohne Korrekturfaktor von 0.1) als richtiges Verfahren zur Überprüfung des Grenzwerts von Art. 2 ist es nicht möglich, für Brillen eine Norm zuzulassen, die den Korrekturfaktor von 0.1 noch beinhaltet. Die Norm EN 16128 ist kein zulässiges Verfahren, um den Grenzwert von Art. 2 zu überprüfen.	einem Über-zug" angepasst werden.
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	Anh 2a	Es sind die polyzyklischen aromatischen Kohlenwasserstoffe (PAK) ohne eine Einschränkung geregelt. Da es sich bei den PAK um eine grosse Gruppe von chemischen Verbindungen handelt, führt das Unterlassen einer Definition zu einer Rechtsunsicherheit auf Seiten der Behörden und der betroffenen Betriebe. Eine verbindliche und sinnvolle Einschränkung der Gruppe liesse sich durch den Verweis auf den Anhang II der EG-Richtlinie Nr. 76/768 erreichen. Demnach dürfte die Summe folgender PAKs den vorgeschlagenen Höchstwert von 50 mg/kg nicht überschreiten: Benzo(a)pyren (welches geregelt ist), Dibenz[a,h]anthracen, Benz[a]anthracen, Benzo[e]pyrene, Ben-zo[j]fluoranthen, Benz[e]acephenanthrylen, Benuo[k]fluoranthen, Chrysen. Werden andere cancerogene PAKs nachgewiesen, kann der Vollzug via den allgemeinen Artikel handeln. Bei Chrom wird explizit die toxische Form Cr6+ erwähnt und auf die Fussnote 4 verwiesen. Cr6+ ist ein bekanntes Kontaktallergen, und die Cr6+-Salze gelten beim Menschen als krebserregend. Aufgrund dieser Fakten stellt sich die Frage, wie sinnvoll es ist, Cr6+ in Tätowier- und Permanent-Make-up-Farben in Spuren überhaupt zuzulassen. Die Forderung "Cr6+ darf im gebrauchsfertigen Produkt nicht nachweisbar sein" scheint aufgrund der Toxizität und Applikation unter die Haut angemessener zu sein.	Die Gruppe der PAK sei zu umschreiben. Fussnote 4 überprüfen.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Anh 2a	Es sind die polyzyklischen aromatischen Kohlenwasserstoffe (PAK) ohne eine Einschränkung geregelt. Da es sich bei den PAK um eine grosse Gruppe von chemischen Verbindungen handelt, führt das Unterlassen einer Definition zu einer Rechtsunsicherheit auf Seiten der Behörden und der betroffenen Betriebe. Eine verbindliche und sinnvolle Einschränkung der Gruppe liesse sich durch den Verweis auf den Anhang II der EG-Richtlinie Nr. 76/768 erreichen. Demnach dürfte die Summe folgender PAKs den vorgeschlagenen Höchstwert von 50 mg/kg nicht überschreiten: Benzo(a)pyren (welches geregelt ist), Dibenz[a,h]anthracen, Benz[a]anthracen, Benzo[e]pyrene, Ben-zo[j]fluoranthen, Benz[e]acephenanthrylen, Benuo[k]fluoranthen, Chrysen.	Die Gruppe der PAK sei zu umschreiben.

		Werden andere cancerogene PAKs nachgewiesen, kann der Vollzug via den allgemeinen Artikel handeln. Bei Chrom wird explizit die toxische Form Cr6+ erwähnt und auf die Fussnote 4 verwiesen. Cr6+ ist ein bekanntes Kontaktallergen, und die Cr6+-Salze gelten beim Menschen als krebserregend. Aufgrund dieser Fakten stellt sich die Frage, wie sinnvoll es ist, Cr6+ in Tätowier- und Permanent-Make-up-Farben in Spuren überhaupt zuzulassen. Die Forderung "Cr6+ darf im gebrauchsfertigen Produkt nicht nachweisbar sein" scheint aufgrund der Toxizität und Applikation unter die Haut angemessener zu sein.	Fussnote 4 überprüfen.
Standeskanzlei des Kantons Uri	Anh 2a	Es sind die polyzyklischen aromatischen Kohlenwasserstoffe (PAK) ohne eine Einschränkung geregelt. Da es sich bei den PAK um eine grosse Gruppe von chemischen Verbindungen handelt, führt das Unterlassen einer Definition zu einer Rechtsunsicherheit auf Seiten der Behörden und der betroffenen Betriebe. Eine verbindliche und sinnvolle Einschränkung der Gruppe liesse sich durch den Verweis auf den Anhang II der EG-Richtlinie Nr. 76/768 erreichen. Demnach dürfte die Summe folgender PAKs den vorgeschlagenen Höchstwert von 50 mg/kg nicht überschreiten: Benzo(a)pyren (welches geregelt ist), Dibenz[a,h]anthracen, Benz[a]anthracen, Benzo[e]pyrene, Ben-zo[j]fluoranthen, Benz[e]acephenanthrylen, Benuo[k]fluoranthen, Chrysen. Werden andere cancerogene PAKs nachgewiesen, kann der Vollzug via den allgemeinen Artikel handeln. Bei Chrom wird explizit die toxische Form Cr6+ erwähnt und auf die Fussnote 4 verwiesen. Cr6+ ist ein bekanntes Kontaktallergen, und die Cr6+-Salze gelten beim Menschen als krebserregend. Aufgrund dieser Fakten stellt sich die Frage, wie sinnvoll es ist, Cr6+ in Tätowier- und Permanent-Make-up-Farben in Spuren überhaupt zuzulassen. Die Forderung "Cr6+ darf im gebrauchsfertigen Produkt nicht nachweisbar sein" scheint aufgrund der Toxizität und Applikation unter die Haut angemessener zu sein.	Die Gruppe der PAK sei zu umschreiben. Fussnote 4 überprüfen.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Anh 2a	Es sind die polyzyklischen aromatischen Kohlenwasserstoffe (PAK) ohne eine Einschränkung geregelt. Da es sich bei den PAK um eine grosse Gruppe von chemischen Verbindungen handelt, führt das Unterlassen einer Definition zu einer Rechtsunsicherheit auf Seiten der Behörden und der betroffenen Betriebe. Eine verbindliche und sinnvolle Einschränkung der Gruppe liesse sich durch den Verweis auf den Anhang II der EG-Richtlinie Nr. 76/768 erreichen. Demnach dürfte die Summe folgender PAKs den vorgeschlagenen Höchstwert von 50 mg/kg nicht überschreiten: Benzo(a)pyren (welches geregelt ist), Dibenz[a,h]anthracen, Benz[a]anthracen, Benzo[e]pyrene, Ben-zo[j]fluoranthen, Benz[e]acephenanthrylen, Benuo[k]fluoranthen, Chrysen.	Die Gruppe der PAK sei zu umschreiben.

		Werden andere cancerogene PAKs nachgewiesen, kann der Vollzug via den allgemeinen Artikel handeln. Bei Chrom wird explizit die toxische Form Cr6+ erwähnt und auf die Fussnote 4 verwiesen. Cr6+ ist ein bekanntes Kontaktallergen, und die Cr6+-Salze gelten beim Menschen als krebserregend. Aufgrund dieser Fakten stellt sich die Frage, wie sinnvoll es ist, Cr6+ in Tätowier- und Permanent-Make-up-Farben in Spuren überhaupt zuzulassen. Die Forderung "Cr6+ darf im gebrauchsfertigen Produkt nicht nachweisbar sein" scheint aufgrund der Toxizität und Applikation unter die Haut angemessener zu sein.	Fussnote 4 überprüfen.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Anh 2a	Es sind die polyzyklischen aromatischen Kohlenwasserstoffe (PAK) ohne eine Einschränkung geregelt. Da es sich bei den PAK um eine grosse Gruppe von chemischen Verbindungen handelt, führt das Unterlassen einer Definition zu einer Rechtsunsicherheit auf Seiten der Behörden und der betroffenen Betriebe. Eine verbindliche und sinnvolle Einschränkung der Gruppe liesse sich durch den Verweis auf den Anhang II der EG-Richtlinie Nr. 76/768 erreichen. Demnach dürfte die Summe folgender PAKs den vorgeschlagenen Höchstwert von 50 mg/kg nicht überschreiten: Benzo(a)pyren (welches geregelt ist), Dibenz[a,h]anthracen, Benz[a]anthracen, Benzo[e]pyrene, Ben-zo[j]fluoranthen, Benz[e]acephenanthrylen, Benuo[k]fluoranthen, Chrysen. Werden andere cancerogene PAKs nachgewiesen, kann der Vollzug via den allgemeinen Artikel handeln. Bei Chrom wird explizit die toxische Form Cr6+ erwähnt und auf die Fussnote 4 verwiesen. Cr6+ ist ein bekanntes Kontaktallergen, und die Cr6+-Salze gelten beim Menschen als krebserregend. Aufgrund dieser Fakten stellt sich die Frage, wie sinnvoll es ist, Cr6+ in Tätowier- und Permanent-Make-up-Farben in Spuren überhaupt zuzulassen. Die Forderung "Cr6+ darf im gebrauchsfertigen Produkt nicht nachweisbar sein" scheint aufgrund der Toxizität und Applikation unter die Haut angemessener zu sein.	Die Gruppe der PAK sei zu umschreiben. Fussnote 4 überprüfen.
Staatskanzlei des Kantons St. Gallen	Anh 2a	Es sind die polyzyklischen aromatischen Kohlenwasserstoffe (PAK) ohne eine Einschränkung geregelt. Da es sich bei den PAK um eine grosse Gruppe von chemischen Verbidnudungen handelt, führt das Unterlassen einer Definition zu einer Rechtsunsicherheit auf Seiten der Behörden und der betroffenen Betriebe. Eine verbindliche und sinnvolle Einschränkung der Gruppe liesse sich durch den Verweis auf den Anhangs II der Directive 76/768/EU erreichen. Demnach dürft die Summe folgender PAKs dien vorgeschlagenen	Die Gruppe der PAK sei zu umschreiben

		Höchstwert von 50 mg/kg nicht überschreiten: Benzo(a)pyren (welches geregelt ist), Dibenz[a,h]anthracen, Benz[a]anthracen, Benzo[e]pyrene, Benzo[j]fluoranthen, Benz[e]acephenanthrylen, Benuo[k]fluoranthen, Chrysen.	
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Anh 2a	Es sind die polyzyklischen aromatischen Kohlenwasserstoffe (PAK) ohne eine Einschränkung geregelt. Da es sich bei den PAK um eine grosse Gruppe von chemischen Verbindungen handelt, führt das Unterlassen einer Definition zu einer Rechtsunsicherheit auf Seiten der Behörden und der betroffenen Betriebe. Eine verbindliche und sinnvolle Einschränkung der Gruppe liesse sich durch den Verweis auf den Anhang II der EG-Richtlinie Nr. 76/768 erreichen. Demnach dürfte die Summe folgender PAKs den vorgeschlagenen Höchstwert von 50 mg/kg nicht überschreiten: Benzo(a)pyren (welches geregelt ist), Dibenz[a,h]anthracen, Benz[a]anthracen, Benzo[e]pyrene, Ben-zo[j]fluoranthen, Benz[e]acephenanthrylen, Benuo[k]fluoranthen, Chrysen. Werden andere cancerogene PAKs nachgewiesen, kann der Vollzug via den allgemeinen Artikel handeln. Bei Chrom wird explizit die toxische Form Cr6+ erwähnt und auf die Fussnote 4 verwiesen. Cr6+ ist ein bekanntes Kontaktallergen, und die Cr6+-Salze gelten beim Menschen als krebserregend. Aufgrund dieser Fakten stellt sich die Frage, wie sinnvoll es ist, Cr6+ in Tätowier- und Permanent-Make-up-Farben in Spuren überhaupt zuzulassen. Die Forderung "Cr6+ darf im gebrauchsfertigen Produkt nicht nachweisbar sein" scheint aufgrund der Toxizität und Applikation unter die Haut angemessener zu sein.	Die Gruppe der PAK sei zu umschreiben. Fussnote 4 überprüfen.
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Anh 2a	Liste des métaux lourds limités dans les couleurs de tatouage : Chrome C 6+ Le chrome C 6+ est toxique, allergène et cancérigène. Il n"est pas compréhensible pourquoi le Chrome C 6+ n"est pas interdit dans les couleurs de tatouage. Uniquement signaler sa présence sur les emballages des couleurs n"est pas suffisant pour protéger la santé des clients de studios de tatouage. (voir : remarques générales) Le Chrome Cr 6+ doit être interdit dans les couleurs de tatouage	
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Anh 2a	Liste des métaux lourds limités dans les couleurs de tatouage : Chrome C 6+ Le chrome C 6+ est toxique, allergène et cancérigène. Il n"est pas compréhensible pourquoi le Chrome C 6+ n"est pas interdit dans les couleurs de tatouage. Uniquement signaler sa présence sur les	

		emballages des couleurs n"est pas suffisant pour protéger la santé des clients de studios de tatouage. (voir : remarques générales) Le Chrome Cr 6+ doit être interdit dans les couleurs de tatouage	
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Anh 2a	Liste des métaux lourds limités dans les couleurs de tatouage : Chrome C 6+ Le chrome C 6+ est toxique, allergène et cancérigène. Il n"est pas compréhensible pourquoi le Chrome C 6+ n"est pas interdit dans les couleurs de tatouage. Uniquement signaler sa présence sur les emballages des couleurs n"est pas suffisant pour protéger la santé des clients de studios de tatouage. (voir : remarques générales) Le Chrome Cr 6+ doit être interdit dans les couleurs de tatouage	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Anh 2a	Es sind die polyzyklischen aromatischen Kohlenwasserstoffe (PAK) ohne eine Einschränkung geregelt. Da es sich bei den PAK um eine grosse Gruppe von chemischen Verbindungen handelt, führt das Unterlassen einer Definition zu einer Rechtsunsicherheit auf Seiten der Behörden und der betroffenen Betriebe. Eine verbindliche und sinnvolle Einschränkung der Gruppe liesse sich durch den Verweis auf den Anhang II der EG-Richtlinie Nr. 76/768 erreichen. Demnach dürfte die Summe folgender PAKs den vorgeschlagenen Höchstwert von 50 mg/kg nicht überschreiten: Benzo(a)pyren (welches geregelt ist), Dibenz[a,h]anthracen, Benz[a]anthracen, Benzo[e]pyrene, Ben-zo[j]fluoranthen, Benz[e]acephenanthrylen, Benuo[k]fluoranthen, Chrysen. Werden andere cancerogene PAKs nachgewiesen, kann der Vollzug via den allgemeinen Artikel handeln. Bei Chrom wird explizit die toxische Form Cr6+ erwähnt und auf die Fussnote 4 verwiesen. Cr6+ ist ein bekanntes Kontaktallergen, und die Cr6+-Salze gelten beim Menschen als krebserregend. Aufgrund dieser Fakten stellt sich die Frage, wie sinnvoll es ist, Cr6+ in Tätowier- und Permanent-Make-up-Farben in Spuren überhaupt zuzulassen. Die Forderung "Cr6+ darf im gebrauchsfertigen Produkt nicht nachweisbar sein" scheint aufgrund der Toxizität und Applikation unter die Haut angemessener zu sein.	Die Gruppe der PAK sei zu umschreiben. Fussnote 4 überprüfen.
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	Generelle Bemerkungen	Die Konkretisierung der in den Artikeln der Verordnung über Gegenstände für den Humankontakt (HKV) festgelegten Anforderungen wird teilweise durch die Auflistung von technischen Normen in den Anhängen durchgeführt. Die Art der Auflistung verhindert den Einsatz von alternativen Prüfmethoden. Der Verweis auf die Normen muss so gestaltet werden, dass die Verwendung von alternativen Prüfmethoden möglich	

		bleibt. (Bemerkung: Anerkannte technische Normen müssen bei der Beurteilung eines Sachverhalts auch ohne konkrete Nennung in den Verordnungen von den Vollzugsorganen herangezogen werden. Dort wo also eine Anforderung, zum Beispiel ein Grenzwert, in einem Artikel bereits festgelegt ist, kann prinzipiell auf die Auflistung von Normen verzichtet werden.) Art. 1 Bst. a listet die Gebrauchsgegenstände für den Schleimhaut-, Haut- und Haarkontakt auf. Nicht alle in der HKV aufgeführten Anforderungen für diese Gebrauchsgegenstände haben aber direkt etwas mit Schleimhaut-, Haut- und Haarkontakt zu tun (z.B. cadmiumhaltige Gegenstände: Die Anforderungen gründen auf umweltrechtlichen Überlegungen). Die HKV wird immer mehr zum Auffangbecken von unterschiedlichen Sicherheits-aspekten. Für die Vollzugsorgane wird damit das Durchsetzen von verhältnismässigen Massnahmen bei Nicht-Konformität immer komplizierter. Diesem Problem ist bei der Ausgestaltung der HKV mehr Beachtung zu schenken.
Standeskanzlei des Kantons Graubünden	Generelle Bemerkungen	Die Änderungen sind sinnvoll und nachvollziehbar.
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Generelle Bemerkungen	Die Konkretisierung der in den Artikeln der Verordnung über Gegenstände für den Humankontakt (HKV) festgelegten Anforderungen wird teilweise durch die Auflistung von technischen Normen in den Anhängen durchgeführt. Die Art der Auflistung verhindert den Einsatz von alternativen Prüfmethoden. Der Verweis auf die Normen muss so gestaltet werden, dass die Verwendung von alternativen Prüfmethoden möglich bleibt. (Bemerkung: Anerkannte technische Normen müssen bei der Beurteilung eines Sachverhalts auch ohne konkrete Nennung in den Verordnungen von den Vollzugsorganen herangezogen werden. Dort wo also eine Anforderung, zum Beispiel ein Grenzwert, in einem Artikel bereits festgelegt ist, kann prinzipiell auf die Auflistung von Normen verzichtet werden.) Art. 1 Bst. a listet die Gebrauchsgegenstände für den Schleimhaut-, Haut- und Haarkontakt auf. Nicht alle in der HKV aufgeführten Anforderungen für diese Gebrauchsgegenstände haben aber direkt etwas mit Schleimhaut-, Haut- und Haarkontakt zu tun (z.B. cadmiumhaltige Gegenstände: Die Anforderungen gründen auf umweltrechtlichen Überlegungen). Die HKV wird immer mehr zum Auffangbecken von unterschiedlichen Sicherheits-aspekten. Für die Vollzugsorgane wird damit das Durchsetzen von verhältnismässigen Massnahmen bei Nicht-Konformität immer komplizierter. Diesem Problem ist bei der Ausgestaltung der HKV mehr Beachtung zu schenken.

Staatskanzlei des Kantons Basel-Stadt	Generelle Bemerkungen	Keine Bemerkungen
Chancellerie d'Etat du Canton de Vaud	Generelle Bemerkungen	Pas de remarque
Standeskanzlei des Kantons Uri	Generelle Bemerkungen	Die Konkretisierung der in den Artikeln der Verordnung über Gegenstände für den Humankontakt (HKV) festgelegten Anforderungen wird teilweise durch die Auflistung von technischen Normen in den Anhängen durchgeführt. Die Art der Auflistung verhindert den Einsatz von alternativen Prüfmethoden. Der Verweis auf die Normen muss so gestaltet werden, dass die Verwendung von alternativen Prüfmethoden möglich bleibt. (Bemerkung: Anerkannte technische Normen müssen bei der Beurteilung eines Sachverhalts auch ohne konkrete Nennung in den Verordnungen von den Vollzugsorganen herangezogen werden. Dort wo also eine Anforderung, zum Beispiel ein Grenzwert, in einem Artikel bereits festgelegt ist, kann prinzipiell auf die Auflistung von Normen verzichtet werden.) Art. 1 Bst. a listet die Gebrauchsgegenstände für den Schleimhaut-, Haut- und Haarkontakt auf. Nicht alle in der HKV aufgeführten Anforderungen für diese Gebrauchsgegenstände haben aber direkt etwas mit Schleimhaut-, Haut- und Haarkontakt zu tun (z.B. cadmiumhaltige Gegenstände: Die Anforderungen gründen auf umweltrechtlichen Überlegungen). Die HKV wird immer mehr zum Auffangbecken von unterschiedlichen Sicherheits-aspekten. Für die Vollzugsorgane wird damit das Durchsetzen von verhältnismässigen Massnahmen bei Nicht-Konformität immer komplizierter. Diesem Problem ist bei der Ausgestaltung der HKV mehr Beachtung zu schenken.
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Generelle Bemerkungen	Die Konkretisierung der in den Artikeln der Verordnung über Gegenstände für den Humankontakt (HKV) festgelegten Anforderungen wird teilweise durch die Auflistung von technischen Normen in den Anhängen durchgeführt. Die Art der Auflistung verhindert den Einsatz von alternativen Prüfmethoden. Der Verweis auf die Normen muss so gestaltet werden, dass die Verwendung von alternativen Prüfmethoden möglich bleibt. (Bemerkung: Anerkannte technische Normen müssen bei der Beurteilung eines Sachverhalts auch ohne konkrete Nennung in den Verordnungen von den Vollzugsorganen herangezogen werden. Dort wo also eine Anforderung, zum Beispiel ein Grenzwert, in einem Artikel bereits festgelegt ist, kann prinzipiell auf die Auflistung von Normen verzichtet werden.) Art. 1 Bst. a listet die Gebrauchsgegenstände für den Schleimhaut-,

		Haut- und Haarkontakt auf. Nicht alle in der HKV aufgeführten Anforderungen für diese Gebrauchsgegenstände haben aber direkt etwas mit Schleimhaut-, Haut- und Haarkontakt zu tun (z.B. cadmiumhaltige Gegenstände: Die Anforderungen gründen auf umweltrechtlichen Überlegungen). Die HKV wird immer mehr zum Auffangbecken von unterschiedlichen Sicherheits-aspekten. Für die Vollzugsorgane wird damit das Durchsetzen von verhältnismässigen Massnahmen bei Nicht-Konformität immer komplizierter. Diesem Problem ist bei der Ausgestaltung der HKV mehr Beachtung zu schenken.
Staatskanzlei des Kantons Zürich	Generelle Bemerkungen	Die Anforderungen an Gegenstände sowie Messmethoden werden in der vorliegenden Verordnung vermehrt mittels Verweis auf technische Normen der Schweizerischen Normen-Vereinigung (SNV) konkretisiert. Dies kann je nach Formulierung die Anwendung von alternativen Prüfmethoden ausschliessen, was sowohl Herstellerinnen und Hersteller als auch die Vollzugsbehörden unnötig einschränkt. Wir beantragen deshalb, inskünftig entweder auf die Verbindlicherklärung von solchen technischen Normen, denen in der Praxis als anerkannte Standards ohnehin eine grosse Bedeutung zukommt, zu verzichten oder den Verweis auf die Normen so zu formulieren, dass auch alternative Mess - methoden angewendet werden können. Im vorliegenden Entwurf wird beispielsweise in Art. 2 in Verbindung mit Anhang 1 für die Über - prüfung der Anforderungen betreffend nickelhaltige Gegenstände neu für fast alle Gegenstände verbindlich auf SN EN 1811:2011 verwiesen. Diese Norm schliesst aber die Anwendung des bei den Vollzugsbehörden etablierten und in der Praxis bewährten Nickelabwischtests nach Schweizerischem Lebensmittelbuch aus. Des Weiteren legt die vorliegende Verordnung gemäss Art. 1 Bst. a die Anforderungen an Gebrauchsgegenstände fest, die mit der Schleimhaut, der Haut oder den Haaren in Kontakt kommen können. Nicht alle dieser Anforderungen haben jedoch ihren Ursprung im Gesundheitsschutz. So gründen zum Beispiel die Anforderungen an cadmiumhaltige Gegenstände auf umweltschutzrechtlichen Überlegungen (Art. 2a). Die unterschiedlichen Hintergründe der Regelungen verkomplizieren den Vollzug, insbesondere das Durchsetzen verhältnismässiger Massnahmen im Falle eines Regelverstosses. Bestimmungen in dieser Verordnung, die nicht durch die Zielsetzungen des Lebensmittel- und Gebrauchs - gegenständerechts motiviert sind, sind deshalb im betreffenden Rechtsbereich unterzubringen.
Staatskanzlei des Kantons Thurgau	Generelle Bemerkungen	Art. 1 Bst. a listet die Gegenstände für den Schleimhaut-, Haut- und Haarkontakt auf. Nicht alle in der Verordnung aufgeführten Anforderungen für diese Gebrauchsgegenstände haben aber direkt etwas mit den

		Folgen eines Schleimhaut-, Haut- und Haarkontaktes zu tun (z.B. cadmiumhaltige Gegenstände: Die Anforderungen gründen auf umweltrechtlichen Überlegungen). Die Verordnung wird damit immer mehr zum Sammelsurium unterschiedlicher Sicherheitsaspekte. Der Vollzug von verhältnismässigen Massnahmen bei Nicht-Konformität wird deshalb immer komplizierter. Diesem Problem ist bei der Ausgestaltung der Verordnung mehr Beachtung zu schenken.
Staatskanzlei des Kantons Bern	Generelle Bemerkungen	Es ist zu begrüssen, dass eine spezifische Regulierung für Blei in Schmuck eingeführt wird. Die Konkretisierung der Anforderungen wird in der Humankontaktverordnung sehr oft durch den Verweis auf technische Normen ausgegliedert. Diese im Gesetz aufzulisten verhindert den Einsatz von alternativen Prüfmethoden. Technische Normen als Standardverfahren zu bestimmen funktioniert auch dann, wenn die Normen nicht spezifisch in einer Verordnung referenziert werden. In einer weiteren Revision der Humankontaktverordnung wäre darum eine Reduzierung der darin aufgeführten technischen Normen anzustreben.
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Generelle Bemerkungen	Die Konkretisierung der in den Artikeln der Verordnung über Gegenstände für den Humankontakt (HKV) festgelegten Anforderungen wird teilweise durch die Auflistung von technischen Normen in den Anhängen durchgeführt. Die Art der Auflistung verhindert den Einsatz von alternativen Prüfmethoden. Der Verweis auf die Normen muss so gestaltet werden, dass die Verwendung von alternativen Prüfmethoden möglich bleibt. (Bemerkung: Anerkannte technische Normen müssen bei der Beurteilung eines Sachverhalts auch ohne konkrete Nennung in den Verordnungen von den Vollzugsorganen herangezogen werden. Dort wo also eine Anforderung, zum Beispiel ein Grenzwert, in einem Artikel bereits festgelegt ist, kann prinzipiell auf die Auflistung von Normen verzichtet werden.) Art. 1 Bst. a listet die Gebrauchsgegenstände für den Schleimhaut-, Haut- und Haarkontakt auf. Nicht alle in der HKV aufgeführten Anforderungen für diese Gebrauchsgegenstände haben aber direkt etwas mit Schleimhaut-, Haut- und Haarkontakt zu tun (z.B. cadmiumhaltige Gegenstände: Die Anforderungen gründen auf umweltrechtlichen Überlegungen). Die HKV wird immer mehr zum Auffangbecken von unterschiedlichen Sicherheits-aspekten. Für die Vollzugsorgane wird damit das Durchsetzen von verhältnismässigen Massnahmen bei Nicht-Konformität immer komplizierter. Diesem Problem ist bei der Ausgestaltung der HKV mehr Beachtung zu schenken.
Chancellerie d'Etat	Generelle	Nous regrettons qu'aucune valeur limite n'ait été fixée pour le Chrome VI

du Canton de Genève	Bemerkungen	dans les objets entrant en contact avec la peau (par exemple vêtements, chaussures), à l'exception des couleurs de tatouage et des couleurs de maquillage permanent.	Introduire dans une annexe 2b des valeurs limites pour le Cr VI dans les objets usuels entrant en contact avec la peau.
Chancellerie d'Etat du Canton de Genève	Generelle Bemerkungen	Article 2b Nous estimons de manière très positive l'introduction d'une valeur limite pour le plomb dans les objets destinés à entrer en contact avec la peau au sens large. La santé des consommateurs s'en verra mieux protégée. Par ailleurs, nous regrettons qu'aucune valeur limite n'ait été fixée pour le Chrome VI dans les objets entrant en contact avec la peau (par exemple vêtements, chaussures), à l'exception des couleurs de tatouage et des couleurs de maquillage permanent.	
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Generelle Bemerkungen	Die Konkretisierung der in den Artikeln der Verordnung über Gegenstände für den Humankontakt (HKV) festgelegten Anforderungen wird teilweise durch die Auflistung von technischen Normen in den Anhängen durchgeführt. Die Art der Auflistung verhindert den Einsatz von alternativen Prüfmethoden. Der Verweis auf die Normen muss so gestaltet werden, dass die Verwendung von alternativen Prüfmethoden möglich bleibt. (Bemerkung: Anerkannte technische Normen müssen bei der Beurteilung eines Sachverhalts auch ohne konkrete Nennung in den Verordnungen von den Vollzugsorganen herangezogen werden. Dort wo also eine Anforderung, zum Beispiel ein Grenzwert, in einem Artikel bereits festgelegt ist, kann prinzipiell auf die Auflistung von Normen verzichtet werden.) Art. 1 Bst. a listet die Gebrauchsgegenstände für den Schleimhaut-, Haut- und Haarkontakt auf. Nicht alle in der HKV aufgeführten Anforderungen für diese Gebrauchsgegenstände haben aber direkt etwas mit Schleimhaut-, Haut- und Haarkontakt zu tun (z.B. cadmiumhaltige Gegenstände: Die Anforderungen gründen auf umweltrechtlichen Überlegungen). Die HKV wird immer mehr zum Auffangbecken von unterschiedlichen Sicherheits-aspekten. Für die Vollzugsorgane wird damit das Durchsetzen von verhältnismässigen Massnahmen bei Nicht-Konformität immer komplizierter. Diesem Problem ist bei der Ausgestaltung der HKV mehr Beachtung zu schenken.	
hotelleriesuisse	Generelle Bemerkungen	In der Hotellerie werden Produkte verwendet, die unter diese Verordnung fallen, beispielsweise Damenhygieneartikel. Siehe in diesem Kontext die allgemeinen Bemerkungen auf der Seite 3 (allgemeine Bemerkungen)	
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Generelle Bemerkungen	Plusieurs normes sont reprises des voisins européens, ce qui est à saluer. Toutefois nous regrettons que l"interdiction du Bisphénol-A dans les biberons ne soit pas reprise ici. Plusieurs pays ont déjà émis des	

		interdictions. Dans l"Union Européenne, cette interdiction est entrée en vigueur en 2011. Nos tests ont montré qu"il était tout à fait possible de renoncer à cette substance dans les biberons. Ils ont hélas également révélé la présence du Bisphénol-A dans le contenu des bo□tes de conserve. Nous demandons l"interdiction du Bisphénol-A dans tous les récipients qui destinés à contenir des aliments. Nous saluons l"amélioration des exigences concernant les couleurs de tatouage. Toutefois, nous devons constater que la formation des tatoueurs et leur surveillance laissent toujours à désirer. Ceci est particulièrement inquiétant vu l"engouement actuel pour les tatouages, notamment de la part des jeunes. Les contrôles des studios de tatouage ont montré une situation préoccupante. Nous demandons que la formation des tatoueurs concernant la toxicité de certaines couleurs soit améliorée afin de protéger la santé des consommateurs. Actuellement, un jeune européen sur quatre porte un tatouage
Staatskanzlei des Kantons Zug	Generelle Bemerkungen	Im Vernehmlassungstext sind diverse technische Normen aufgeführt. Diese Normen stehen nicht zur Verfügung und müssen für eine vollständige Überprüfung des Vernehmlassungstextes beim SNV (Schweizerische Normen-Vereinigung in Winterthur) zu einem Betrag von mindestens CHF 300.00 erworben werden. Für eine Vernehmlassung sollten sämtliche im Vernehmlassungstext referenzierten Unterlagen kostenlos zur Verfügung gestellt werden. Diesbezüglich ist mit der privatrechtlichen Organisation des SNV eine geeignete Vereinbarung zu treffen.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Generelle Bemerkungen	Plusieurs normes sont reprises des voisins européens, ce qui est à saluer. Toutefois nous regrettons que l"interdiction du Bisphénol-A dans les biberons ne soit pas reprise ici. Plusieurs pays ont déjà émis des interdictions. Dans l"Union Européenne, cette interdiction est entrée en vigueur en 2011. Nos tests ont montré qu"il était tout à fait possible de renoncer à cette substance dans les biberons. Ils ont hélas également révélé la présence du Bisphénol-A dans le contenu des bo□tes de conserve. Nous demandons l"interdiction du Bisphénol-A dans tous les récipients qui destinés à contenir des aliments. Nous saluons l"amélioration des exigences concernant les couleurs de tatouage. Toutefois, nous devons constater que la formation des tatoueurs et leur surveillance laissent toujours à désirer. Ceci est particulièrement inquiétant vu l"engouement actuel pour les tatouages, notamment de la part des jeunes. Les contrôles des studios de tatouage ont montré une situation préoccupante. Nous demandons que la formation des tatoueurs concernant la toxicité de certaines couleurs soit améliorée afin de protéger la santé des consommateurs. Actuellement, un jeune européen sur quatre porte un tatouage
Gastrosuisse	Generelle Bemerkungen	In der Hotellerie werden einige Produkte verwendet, die unter diese Verordnung fallen, beispielsweise

		Damenhygieneartikel. Siehe allgemeine Bemerkungen Punkt 3.
Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg	Generelle Bemerkungen	La concrétisation des exigences fixées dans l'ordonnance sur les objets destinés à entrer en contact avec le corps humain renvoie à des normes énumérées dans les annexes de l'ordonnance. Tel que libellé, le texte ne permet pas le recours à des méthodes alternatives. Ainsi il ne sera plus possible d'utiliser le test du frottis « Abwichtest ». Nous renvoyons également aux remarques faites par l'ACCS/VKCS.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Generelle Bemerkungen	Plusieurs normes sont reprises des voisins européens, ce qui est à saluer. Toutefois nous regrettons que l"interdiction du Bisphénol-A dans les biberons ne soit pas reprise ici. Plusieurs pays ont déjà émis des interdictions. Dans l"Union Européenne, cette interdiction est entrée en vigueur en 2011. Nos tests ont montré qu"il était tout à fait possible de renoncer à cette substance dans les biberons. Ils ont hélas également révélé la présence du Bisphénol-A dans le contenu des bo□tes de conserve. Nous demandons l"interdiction du Bisphénol-A dans tous les récipients qui destinés à contenir des aliments. Nous saluons l"amélioration des exigences concernant les couleurs de tatouage. Toutefois, nous devons constater que la formation des tatoueurs et leur surveillance laissent toujours à désirer. Ceci est particulièrement inquiétant vu l"engouement actuel pour les tatouages, notamment de la part des jeunes. Les contrôles des studios de tatouage ont montré une situation préoccupante. Nous demandons que la formation des tatoueurs concernant la toxicité de certaines couleurs soit améliorée afin de protéger la santé des consommateurs. Actuellement, un jeune européen sur quatre porte un tatouage
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Generelle Bemerkungen	Die Konkretisierung der in den Artikeln der Verordnung über Gegenstände für den Humankontakt (HKV) festgelegten Anforderungen wird teilweise durch die Auflistung von technischen Normen in den Anhängen durchgeführt. Die Art der Auflistung verhindert den Einsatz von alternativen Prüfmethoden. Der Verweis auf die Normen muss so gestaltet werden, dass die Verwendung von alternativen Prüfmethoden möglich bleibt. (Bemerkung: Anerkannte technische Normen müssen bei der Beurteilung eines Sachverhalts auch ohne konkrete Nennung in den Verordnungen von den Vollzugsorganen herangezogen werden. Dort wo also eine Anforderung, zum Beispiel ein Grenzwert, in einem Artikel bereits festgelegt ist, kann prinzipiell auf die Auflistung von Normen verzichtet werden.) Art. 1 Bst. a listet die Gebrauchsgegenstände für den Schleimhaut-, Haut- und Haarkontakt auf. Nicht alle in der HKV aufgeführten Anforderungen für diese Gebrauchsgegenstände haben aber direkt etwas mit Schleimhaut-, Haut- und Haarkontakt zu tun (z.B. cadmiumhaltige Ge-

		genstände: Die Anforderungen gründen auf umweltrechtlichen Überlegungen). Die HKV wird immer mehr zum Auffangbecken von unterschiedlichen Sicherheits-aspekten. Für die Vollzugsorgane wird damit das Durchsetzen von verhältnismässigen Massnahmen bei Nicht-Konformität immer komplizierter. Diesem Problem ist bei der Ausgestaltung der HKV mehr Beachtung zu schenken.	
Staatskanzlei des Kantons Obwalden	Übest	Sowohl bei Art. 2b als auch bei Art. 5 Absatz 3bis handelt es sich um Konkretisierungen von Anforderungen für den Gesundheitsschutz. Gebrauchsgegenstände, welche die Gesundheit gefährden können, waren schon vorher verboten. Eine Übergangsfrist entspricht einer Bewilligung, bei gewissen Gebrauchsgegenständen den allgemeinen Artikel auszuhebeln.	Übergangsfrist streichen. Alternativ: Massiv kürzer halten!
Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft	Übest	Sowohl bei Art. 2b als auch bei Art. 5 Absatz 3bis handelt es sich um Konkretisierungen von Anforderungen für den Gesundheitsschutz. Gebrauchsgegenstände, welche die Gesundheit gefährden können, waren schon vorher verboten. Eine Übergangsfrist entspricht einer Bewilligung, bei gewissen Gebrauchsgegenständen den allgemeinen Artikel auszuhebeln.	Übergangsfrist streichen. Alternativ: Massiv kürzer halten!
Standeskanzlei des Kantons Uri	Übest	Sowohl bei Art. 2b als auch bei Art. 5 Absatz 3bis handelt es sich um Konkretisierungen von Anforderungen für den Gesundheitsschutz. Gebrauchsgegenstände, welche die Gesundheit gefährden können, waren schon vorher verboten. Eine Übergangsfrist entspricht einer Bewilligung, bei gewissen Gebrauchsgegenständen den allgemeinen Artikel auszuhebeln.	Übergangsfrist streichen. Alternativ: Massiv kürzer halten!
Staatskanzlei des Kantons Luzern	Übest	Sowohl bei Art. 2b als auch bei Art. 5 Absatz 3bis handelt es sich um Konkretisierungen von Anforderungen für den Gesundheitsschutz. Gebrauchsgegenstände, welche die Gesundheit gefährden können, waren schon vorher verboten. Eine Übergangsfrist entspricht einer Bewilligung, bei gewissen Gebrauchsgegenständen den allgemeinen Artikel auszuhebeln.	Übergangsfrist streichen. Alternativ: Massiv kürzer halten!
Staatskanzlei des Kantons Zürich	Übest	Sowohl bei Art. 2b als auch bei Art. 5 Absatz 3bis handelt es sich um Konkretisierungen von Anforderungen für den Gesundheitsschutz. Gebrauchsgegenstände, welche die Gesundheit gefährden können, waren schon vorher verboten. Entsprechend erübrigt sich eine Übergangsfrist.	Streichung der Übergangsfrist streichen. Alternativ: Übergangsfrist sehr kurz ansetzen.
Staatskanzlei des Kantons Bern	Übest	Sowohl bei Art. 2b als auch bei Art. 5 Absatz 3bis handelt es sich um Konkretisierungen von Anforderungen für den Gesundheitsschutz. Gebrauchsgegenstände welche die Gesundheit gefährden können waren schon vorher verboten. Eine Übergansfrist entspricht einer Bewil-	Übergangsfrist streichen oder zumindest massiv kürzer halten.

		ligung bei gewissen Gebrauchsgegenständen, den allgemeinen Artikel auszuhebeln.	
Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)	Übest	Sowohl bei Art. 2b als auch bei Art. 5 Absatz 3bis handelt es sich um Konkretisierungen von Anforderungen für den Gesundheitsschutz. Gebrauchsgegenstände, welche die Gesundheit gefährden können, waren schon vorher verboten. Eine Übergangsfrist entspricht einer Bewilligung, bei gewissen Gebrauchsgegenständen den allgemeinen Artikel auszuhebeln.	Übergangsfrist streichen. Alternativ: Massiv kürzer halten!
Staatskanzlei des Kantons Aargau	Übest	Sowohl bei Art. 2b als auch bei Art. 5 Absatz 3bis handelt es sich um Konkretisierungen von Anforderungen für den Gesundheitsschutz. Gebrauchsgegenstände, welche die Gesundheit gefährden können, waren schon vorher verboten. Eine Übergangsfrist entspricht einer Bewilligung, bei gewissen Gebrauchsgegenständen den allgemeinen Artikel auszuhebeln.	Übergangsfrist streichen. Alternativ: Massiv kürzer halten!
Stiftung für Konsumentenschutz SKS	Übest	Fabrication, importation et commercialisation de bijoux contenant trop de plomb et de couleurs de tatouage contenant trop de métaux lourds Les objets interdits par l"art. 2b (bijoux contenant du plomb) et par l"art. 5 al 3bis (couleurs de tatouage contenant des métaux lourds) sont clairement toxiques et mettent la santé des consommateurs en danger. Il n"est dès lors pas compréhensible pourquoi ils peuvent être utilisés et vendus encore pendant une année après l"entrée en vigueur de l"ordonnance. Cette disposition transitoire est à supprimer et l"ordonnance doit étre appliquée immédiatement.	
Staatskanzlei des Kantons Zug	Übest	Sowohl bei Art. 2b als auch bei Art. 5 Absatz 3bis handelt es sich um Konkretisierungen von Anforderungen für den Gesundheitsschutz. Gebrauchsgegenstände, welche die Gesundheit gefährden können, waren schon vorher verboten. Eine Übergangsfrist entspricht einer Bewilligung, bei gewissen Gebrauchsgegenständen den allgemeinen Artikel auszuhebeln.	Übergangsfrist streichen. Eventualiter sind die Fristen zumindest deutlich zu verkürzen.
Fédération Romande des Consommateurs FRC	Übest	Fabrication, importation et commercialisation de bijoux contenant trop de plomb et de couleurs de tatouage contenant trop de métaux lourds Les objets interdits par l"art. 2b (bijoux contenant du plomb) et par l"art. 5 al 3bis (couleurs de tatouage contenant des métaux lourds) sont clairement toxiques et mettent la santé des consommateurs en danger. Il n"est dès lors pas compréhensible pourquoi ils peuvent être utilisés et vendus encore pendant une année après l"entrée en vigueur de l"ordonnance. Cette disposition transitoire est à supprimer et l"ordonnance doit étre appliquée immédiatement.	
Chancellerie d'Etat	Übest	Il s’agit en l’occurrence de délais transitoires pour l’application de	Supprimer le délai transitoire ou en raccourcir considérablement la

du Canton de Fribourg		dispositions en rapport avec la protection de la santé. De telles dispositions ne devraient pas avoir des délais de transition d’une année.	durée.
Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI	Übest	Fabrication, importation et commercialisation de bijoux contenant trop de plomb et de couleurs de tatouage contenant trop de métaux lourds Les objets interdits par l"art. 2b (bijoux contenant du plomb) et par l"art. 5 al 3bis (couleurs de tatouage contenant des métaux lourds) sont clairement toxiques et mettent la santé des consommateurs en danger. Il n"est dès lors pas compréhensible pourquoi ils peuvent être utilisés et vendus encore pendant une année après l"entrée en vigueur de l"ordonnance. Cette disposition transitoire est à supprimer et l"ordonnance doit étre appliquée immédiatement.	
Staatskanzlei des Kantons Solothurn	Übest	Sowohl bei Art. 2b als auch bei Art. 5 Absatz 3bis handelt es sich um Konkretisierungen von Anforderungen für den Gesundheitsschutz. Gebrauchsgegenstände, welche die Gesundheit gefährden können, waren schon vorher verboten. Eine Übergangsfrist entspricht einer Bewilligung, bei gewissen Gebrauchsgegenständen den allgemeinen Artikel auszuhebeln.	Übergangsfrist streichen. Alternativ: Massiv kürzer halten!

Annexe 1: liste des destinataires

Autorités cantonales et autorités de la Principauté de Liechtenstein

- Staatskanzlei des Kantons Zürich
- Staatskanzlei des Kantons Bern
- Staatskanzlei des Kantons Luzern
- Standeskanzlei des Kantons Uri
- Staatskanzlei des Kantons Schwyz
- Staatskanzlei des Kantons Obwalden
- Staatskanzlei des Kantons Nidwalden
- Regierungskanzlei des Kantons Glarus
- Staatskanzlei des Kantons Zug
- Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg
- Staatskanzlei des Kantons Solothurn
- Staatskanzlei des Kantons Basel-Stadt
- Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft
- Staatskanzlei des Kantons Schaffhausen
- Kantonskanzlei des Kantons Appenzell Ausserrhoden
- Ratskanzlei des Kantons Appenzell Innerrhoden
- Staatskanzlei des Kantons St. Gallen
- Standeskanzlei des Kantons Graubünden
- Staatskanzlei des Kantons Aargau
- Staatskanzlei des Kantons Thurgau
- Cancelleria dello Stato del Cantone Ticino
- Chancellerie d’Etat du Canton de Vaud
- Chancellerie d’Etat du Canton du Valais
- Chancellerie d’Etat du Canton de Neuchâtel
- Chancellerie d’Etat du Canton de Genève
- Chancellerie d’Etat du Canton du Jura
- Konferenz der Kantonsregierungen (KdK)
- Conférence des gouvernements cantonaux (CdC)
- Conferenza dei Governi cantonali (CdC)

- Landesverwaltung Fürstentum Liechtenstein

Partis politiques représentés à l'Assemblée fédérale

- Bürgerlich-Demokratische Partei BDP
- Christlichdemokratische Volkspartei CVP
- Christlich-soziale Partei Obwalden csp-ow
- Christlichsoziale Volkspartei Oberwallis
  Evangelische Volkspartei der Schweiz EVP
- FDP. Die Liberalen
- Grüne Partei der Schweiz GPS
- Grünes Bündnis GB (Mitglied GPS)
- Grünliberale Partei glp
- Lega dei Ticinesi (Lega)
- Mouvement Citoyens Romand (MCR)
- Schweizerische Volkspartei SVP
- Sozialdemokratische Partei der Schweiz SPS

Associations faîtières des communes, villes et régions de montagne

- Schweizerischer Gemeindeverband
- Schweizerischer Städteverband
- Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für die Berggebiete

Autres organisations et institutions

- AGORA Association des Groupements et Organisations Romands de l'Agriculture
- Akademie der Naturwissenschaften Schweiz
- AMS Agro Marketing Suisse
- Association des pharmaciens cantonaux / Vereinigung der Kantonsapotheker
- Association suisse pour la promotion des AOC-IGP Schweizerische Vereinigung zur Förderung der AOC-IGP
- Associazione Consumatrici della Svizzera Italiana ACSI
- Aviforum
- Bio Inspecta
- BIO SUISSE Vereinigung Schweizer Bio-Landbauorganisationen
- BSM Branchenorganisation Schweizer Milchpulver
- Chocosuisse Verband Schweiz. Schokoladefabrikanten
- DEMETER-Verband Schweiz
- DSM Dachverband Schweiz. Müller
- economiesuisse

- Verband der Schweizer Unternehmen
- Fédération des entreprises suisses
- Federazione delle imprese svizzere
- Swiss business federation
- Eidg. Anstalt für Wasserversorgung, Abwasserreinigung und Gewässerschutz EAWAG
- Eidg. Technische Hochschule Institut für Lebensmittel- und Ernährungswissenschaften
- Emmentaler Switzerland
- Fédération Romande des Consommateurs FRC
- FIAL Föderation der Schweiz. Nahrungsmittelindustrie
- FROMARTE
- GalloSuisse Vereinigung der Schweizer Eierproduzenten
- Gastrosuisse
- Geschäftsstelle IG DHS
- Geschäftsstelle SVIAL
- Gesellschaft Schweizer Tierärztinnen und Tierärzte
- Greenpeace Schweiz
- GSLI Gesellschaft Schweizer Lebensmittelinspektorinnen und Lebensmittelinspektoren
- Haute école valaisanne
- hotelleriesuisse
- INSOS Schweiz
- Interpharma Verband der forschenden pharmazeutischen Firmen
- IP-Suisse
- JagdSchweiz
- kagfreiland
- Konsumentenforum kf
- pharmaSuisse Schweizerischer Apothekerverband
- Pro Natura
- PROVIANDE
- réservesuisse
- Schweiz. Arbeitsgruppe Gentechnologie SAG
- Schweiz. Bauernverband (SBV)
- Schweiz. Berufsfischerverband SBVF
- Schweiz. Detaillistenverband
- Schweiz. Drogistenverband

- Schweiz. Genossenschaft der Weich- und Halbhartkäse- fabrikanten SGWH / SFPM
- Schweiz. Gesellschaft für Allergologie und Immunologie
- Schweiz. Gesellschaft für Ernährung
- Schweiz. Hochschule für Landwirtschaft SHL
- Schweiz. Verband der Direktverkaufsfirmen
- Schweiz. Verband für Kühl und Tiefkühl Logistik
- Schweiz. Verband für Spital-, Heim- und Gemeinschafts- gastronomie (SVG)
- Schweiz. Verpackungsinstitut SVI
- Schweizer Brauerei-Verband
- Schweizer Fleisch-Fachverband SFF
- Schweizer Milchproduzenten SMP
- Schweizer Schmucklieferanten-Verband
- Schweizer Weinhandelskontrolle,
- Cotrôle suisse du commerce des vins
- Schweizergeflügelproduzenten SGP
- Schweizerische Chemische Gesellschaft SCG
- Schweizerische Vereinigung für Vegetarismus (SVV)
- Schweizerischer Aromen- und Riechstoff-Industrieverband (SFFIA)
- Schweizerischer Bäcker- Konditorenmeister-Verband
- Schweizerischer Brunnenmeister-Verband
- Schweizerischer Getreideproduzentenverband SGPV
- Schweizerischer Gewerbeverband (SGV)
- Schweizerischer Obstverband
- Schweizerischer Spirituosenverband
- Schweizerischer Verband der Lebensmittel-Detaillisten Veledes
- Schweizerisches nationales Komitee des Codex Alimentarius
- SGCI Chemie Pharma Schweiz
- Stiftung für Konsumentenschutz SKS
- suisseporcs Schweiz. Schweinezucht- und Schweineproduzentenverband
- SVGW
- Swiss Biotech Association
- Geschäftsstelle
- swiss carton
- Swiss Granum

- Swiss Retail Federation
- Swisscofel
- Switzerland Cheese Marketing AG
- Tierärztliche Vereinigung für Lebensmittelsicherheit und Tiergesundheit TVL
- Union suisse des œnologues (USOE)
- Universität Zürich Institut für Lebensmittelsicherheit und -hygiene
- Universität Zürich Institut für Pharmakologie und Toxikologie
- VAPKO Deutschschweiz
- VAPKO Suisse romande
- Verband der Kantonschemiker der Schweiz (VKCS)
- Verband des Schweizerischen Getreide-, Futtermittel- und Agrarproduktehandels (VSGF)
- Verband Schweiz. Mineralquellen und Soft Drink-Produzenten (SMS)
- Verband Schweizer Weinexporteure
- Verband Schweizerischer Berufstätowierer, VST
- Verband Schweizerischer Geflügel und Wild-Importeure
- Verband Schweizerischer Gemüseproduzenten
- Verband Schweizerischer Getränkegrossisten (VSG)
- Vereinigung Schweizer Weinhandel
- Viscom Schweiz. Verband für visuelle Kommunikation
- VKMB Kleinbauern-Vereinigung
- VMI Vereinigung der Schweizerischen Milchindustrie
- VSIG Vereinigung des schweiz. Import- und Grosshandels
- VSKT Vereinigung der Schweizer Kantonstierärztinnen und Kantonsärzte
- VSLF / USVP
- Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften

Annexe 2: données statistiques

Catégorie	Milieux consultés	Milieux consultés ayant pris position	Milieux non consultés ayant pris position	Total des prises de position
Autorités cantonales				
Cantons & Principauté de Liechtenstein	27	26	0	*26*
Autres organisations				
Partis politiques	13	3	0	*3*
Fédérations	105	29	20	*49*
Organisations vétérinaires	3	1	0	*1*
Organisations de consommateurs	4	3	1	*4*
Milieux industriels (détaillants, entreprises)	0	0	15	*15*
Fédérations intercantonales	3	4	1	*5*
Total	**142**	**66**	**37**	***103***